



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

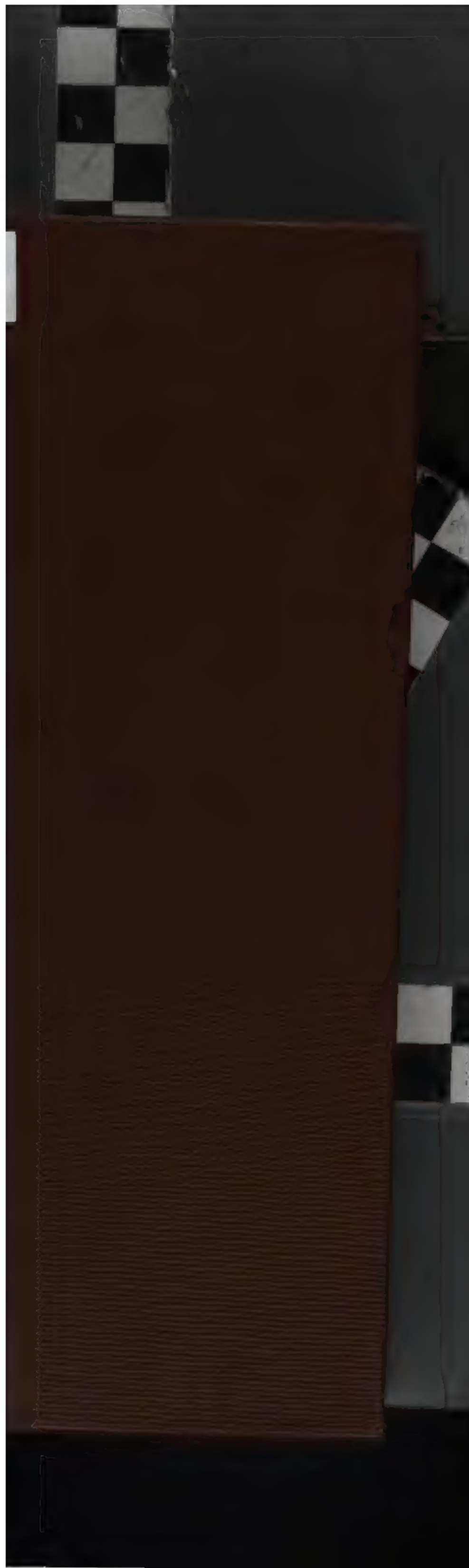
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





103B3

A





L'AMI
DE LA RELIGION,
JOURNAL ECCLÉSIASTIQUE,
POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

*Fidete ne quis vos decipiat per philosophiam
et transem fallaciam; Coloss. II, 8.*

*Prenez garde qu'on ne vous séduise par les faus
raisonnements d'une vaine philosophie.*

ANNALES CATHOLIQUES.



TOME CENT-TROISIÈME.

Chaque volume 8 francs 50 centimes et 10 francs franc de port.

PARIS.
LIBRAIRIE ECCLÉSIASTIQUE D'AD. LE CLERE ET C^e,
IMPRIMERS-LIBRAIRES, RUE CASSETTE, N^o 29.

1839.

TABLE

DU CENT-TROISIÈME VOLUME.

Histoire du comte d'Hauterive, 1, 129, 314
Cérémonies diverses, 4, 39, 100, 101, 165, 181, 225, 263, 296, 309, 312, 356, 372, 388, 389, 404, 420, 421, 438, 469, 488, 515, 517, 531, 580, 612, 627, 629
Séance de la Congrégation des Rits, 4, 626
Séances de l'Académie de Religion, 4, 99, 132, 292
Maladie de M. l'Archevêque, 4, 115, 132, 181, 212, 244, 356, 579, 597, 598, 612, 627
Mort des prélats M.M. Gallard, 5, 21, 53, 69, 84, 100, 535; *Bruschi*, 132; *Grasser*, 502
Nomination d'évêques, vacances de sièges, 5, 40, 132, 133, 165, 212, 260, 328, 360, 467, 485, 490, 535, 550, 582, 598
Voyage du duc et de la duchesse d'Orléans, 5, 85, 361, 376, 391, 395, 407
Voyage d'évêques, 6, 71, 87, 342, 360, 361, 421, 441, 554, 598
Retraites, missions, 6 et 184, 117, 247, 455, 490, 613
Restauration d'églises et de chapelles, 7, 70, 71, 84, 134, 231, 245, 246, 260, 358, 389, 409, 392, 457, 458, 470, 520, 600
Réclamation de M. Viger, 8
Schisme des Grecs-unis de Russie, 8, 169, 201, 465, 469, 545
Journées mémorables de la révolution, et réclamation de M. Walsh, 17, 126
Retraites ecclésiastiques, 20, 22, 37, 52, 53, 70, 71, 100, 117, 166
Sur l'escroc Frenzel, 21, 86, 134, 494
Sur les abbés Fillias, 21, 183; *Doyère*, Gambier, 38; *Laroche*, 39; *Loir-Mongazon*, 86, 409; *Flajolet*, 118, 401; *Stark*, 136; *Hérard*, 229; *Franc*, 342; *Mitier*, 359; *de Lamotte*, 374, 565; *Boucherant*, 391; *Gueriot*, 422; *Jacopini*, 484; *Bouillerot*, 502; *Monteignard*, 536; *Millet*, 552; *Roy*, 614
Refus de sépulture, 23, 507
Impiétés, 23, 471, 628, 629

Quêtes et mandemens pour la Martinique, 24, 152, 166, 388
Abjurations, baptêmes, 24, 54, 135, 170, 279, 310, 391, 408, 485, 518, 531, 537, 569, 616
Sur MM. Voisin de Gartempe fils, 25; *Michaud*, 26; *Allier*, 45; *de Scoraille*, 89; *Fontan*, 105; *Beslay*, 138; *de La Rochette*, 124, 156, 167; *Salverte*, 217, 347, 426; *Lesueur*, 235; *Proudhon*, 280; *Joly*, 283; *de Vincy*, 391; *de Blacas*, 401; *Richard de Lavergne*, 439; *Bonnet*, 491; *Windischmann*, 522; *Eckard*, 605, *Talabot*, 634
Votes de conseils-généraux, 33, 86, 166, 248, 296
Sur la rétractation de M. Auzou, 35
Translation des restes de M. de Belmont, 36
Discours de M. Daniel, 37
Etablissement et bénédiction d'églises et de chapelles, 39, 56, 70, 71, 104, 169, 182, 216, 246, 260, 263, 264, 295, 298, 358, 361, 389, 425, 453, 457, 469, 470, 489, 520, 521, 535, 604, 614, 617
Sur mesdames Lefort, 40; *Landi*, 378
Collèges de Jésuites, 40, 279, 516
Mort du conventionnel Ehrmann, 45
De l'état du clergé en France, et réponse de MM. Allignol, 49, 285, 407
Mandemens, 53, 152, 212, 231, 246, 486, 549, 551, 552
Restes de l'évêque Notger, 54
Affaires de la religion en Prusse, 54, 152, 169, 247, 248, 313, 360, 392, 410, 425, 457, 554, 617
Culte des idoles dans l'Inde, 55
Eglise et siège de Natchez, 56
Notice sur M. Mohler, 65
Mort des cardinaux d'Isoard, 67, 84, 99, 181, 212, 214, 231, 253, 509; *Tiberi*, 308, 356; *de Grégorio*, 371, 387; *de Latil*, 468, 501, 513, 535, 551, 616
Tentative d'assassinat sur M. l'abbé Renaud, 69, 151
Réclamation des grands-vicaires de Reims, 6

- Affaires de la religion en Suisse**, 72, 88,
 111, 119, 135, 169, 184, 212, 216,
 264, 313, 344, 345, 392, 602, 616
Lettres sur M. l'évêque d'Alger, 81, 377
Vols sacrilèges, 86, 102, 134, 185, 313,
 358, 421, 439
Guérison miraculeuse, 87
Procès, 90, 91, 152, 154, 186, 251, 331,
 348, 381, 442, 447, 453, 461, 507,
 523, 558, 572, 573, 587, 620, 621
Tableau de la doctrine chrétienne, 97
Le protestantisme confond, 98
Départ et arrivée de missionnaires, 100,
 215, 361, 393, 441, 583
Cathédrale de Chartres, 101, 197
Rétablissement de Christs, 101, 279, 463
Frères des Ecoles chrétiennes, 101, 325,
 454, 471, 518, 600, 614
Plantation de croix, 102, 215, 311
Procès des recordeuses de Flandres, 102
Conduite d'Espartero envers le clergé,
 106
Sur les templiers, 113
Nombre des cardinaux français, 116
Visite du séminaire et de la métropole,
 par le ministre des cultes, 116, 228,
 388
Mort de mademoiselle Pasquier, 116
Sur l'église de Bron, 117
Sur les ouvrages de M. Scholz, 118
Catholicisme en Angleterre, 119
Œuvre du choléra à Rome, 132
Visites pastorales 133, 166, 181, 200,
 214, 228, 261, 358, 388, 517, 525,
 599, 613
Mensonges des journaux belges, 135, 456
Imprimeries établies par les protestans
 aux Indes, etc., 136
Pouvoir du pape sur les souverains au
 moyen âge, 146, 257
Circulaire ministérielle sur l'érection de
 150 succursales, 148, 296
Article du Constitutionnel contre plusieurs
 prélats, 149, 212
Tiers-ordre du Mont-Carmel, 150
Manceuvres et conférences de protestans,
 150, 261, 297, 453, 457, 519, 600
Université de Louvain, 151, 522
Sur le grand-duc de Toscane, 151
Sur les réfugiés espagnols, 161, 230, 311,
 341, 452, 470
Don du pape pour Alger, 165
Décisions relatives aux petits séminaires
 et aux manécanteries, 165, 566
Etat des écoles de sourds-muets, 168
Institut catholique en Angleterre, 177
Dons pour des églises, etc., 184, 278,
 311, 344, 348, 357, 409, 518, 520,
 600, 615
Traité du magnétisme animal, 193, 463
Recherches sur les somnambules magnéti-
 ques, 193
Article de M. Isambert contre les com-
 munautés, 197, 217
Questions sur les fabriques, 199
Réunion catholique en Irlande, 200
Sur des publications impies et immo-
 rales, 209, 456, 570
Œuvre de charité à Brusque, 225
Fête de l'Immaculée Conception à Paris,
 et mandement, 227, 244, 324, 419,
 436, 512, 515, 532, 579
Affaire des Carmélites de Baltimore, 232,
 491
Décret libéral du sultan, 233, 415
Des facultés de théologie, 241, 277, 529
Arrangement entre les Sœurs de Charité
 et les administrations d'hospices, 245,
 533
Réclamation relative au sieur Ferrand,
 245
Tournées du Saint-Père, 260, 275
Office de saint Liguori, 260
Commémoration du V. Helye, 263
Manécanterie à Nîmes, 264
Missions de la Guiane anglaise, 264
Le Port du salut; le Petit Jardin spirituel,
 270, 527
Lettre d'un catholique à un Anglican, 273
Sœurs de Charité au Levant, 276
Maison de protestantes converties à Gex,
 278
Discours de M. Dupin sur Merlin et
 Proudhon, 279
Sur un discours de M. Delapalme, 281
Histoire de France, par M. Laurentie, 289
Décision sur la propriété des églises et
 des presbytères confisqués, 293, 486
Communauté du Bon-Sauveur, 296
Alphabet raisonné, 304
Synode aux Etats-Unis, 305
Histoire de Pie VII, 308, 565
Nombre des élèves des écoles ecclésiasti-
 ques de chaque diocèse, 308, 324, 481
Translation du corps de saint Sosin, 309
Cimetière d'Olivet, 311
Pont d'Annecy, 312
Epitome en grec, 320
Histoire des lettres latines aux iv^e et v^e
 siècles, 321
Réponse de M. Lemeilleur à un protes-
 tant, 325

Article contre les Sœurs de l'Espérance ,	327	Désintéressement de M. l'abbé Legrand ,	437
Rétractation de l'abbé Wallop ,	328	Ouvrages de M. Wiseman ,	452
Etat des affaires ecclésiastiques en Espagne.	328	Produit des biens du clergé en Espagne ,	457
Sur les sociétés secrètes d'Allemagne ,	334	Allocution du pape sur les Grecs-russes ,	465, 484, 499, 545
Les Pères, traduits par M. de Genoude ,	337	Consistoires ,	465, 579
Assemblées de charité ,	342, 468, 516, 532, 533, 564	Religieux intrus ,	472, 557
Sœurs de Saint-Joseph à Alger ,	344	Mission des Iles Marquises ,	473, 503
Mission de la Grèce ,	345	Sur mademoiselle Grébert ,	488
Voyage de M. le duc de Bordeaux à Rome ,	347, 484, 537, 580	Sur la congrégation de Saint-Lazare ,	497
Sur une histoire des Pays-Bas ,	353	Embellissemens d'églises à Paris ,	499
Mort édifiante d'une dame ,	356	Maison des filles repenties à Mons ,	502
Mission d'Abyssinie ,	361, 583	Sur l'île de Terre-Neuve ,	502
Leçons élémentaires de physiques ,	368	Sur une réclamation relative au cardinal d'Isoard ,	509
Essai sur le succès du protestantisme au XVI^e siècle ,	369	Dictionnaire des monumens de l'antiquité chrétienne ,	516
Prédications ,	372, 388, 439, 452, 470, 484, 488, 614	Dévotion à sainte Philomène ,	517
Sur un article contre le clergé ,	372	Vol dans des séminaires ,	518
Sur M. A. Barrot, consul à Manille ,	373	Almanach du diocèse de Paris ,	527
Mandemens pour l'immaculée conception en plusieurs diocèses ,	374, 422, 487, 488, 516, 566, 583, 613	Etrennes des associés du Bon-Pasteur ,	527
Faculté de théologie à Bordeaux ,	375, 389	Fleurs du ciel ,	527
Reliques du B. Jean de la Grille ,	376, 501	Pastorale et œuvre des orphelins du choléra ,	549, 564, 627
Ecole de Frères à Saint-Pol ,	376	Gravure de M. l'Archevêque se vouant à la sainte Vierge ,	550
Histoire de France, par M. Gabourd ,	385	Œuvre des bons livres à Cahors ,	552
Prise de possession de l'évêché de Toul ,	388	Histoire de saint Louis ,	561
Evêques dans les colonies anglaises ,	393	Lettres apostoliques contre la traite des Nègres ,	564, 577
Ecclésiastique refusé par l'Université ,	394	Bref de Paris et nécrologe ,	565
Rescrit sur les missions du Tong-King'.	405	Sur une réclamation de M. Leroque ,	567
Etablissement charitable de Lavort ,	408	Frères des Bonnes-Œuvres ,	568
Menace et calomnie contre trois curés ,	409, 501, 628	Trappe du Gard ,	582
Controverse avec M. England ,	410	Salle d'asile à Rennes ,	583
Inspirations religieuses ,	416	Discours d'ouverture des chambres ,	590
Manuale juris canonici ,	417	Vie de Jésus, par Strauss ,	593
Mission de Philadelphie ,	420	Observations de M. Dauphin sur l'instruction primaire ,	600
Nécessité d'une cure à Thoury ,	424	Châsse de saint Eleuthère ,	602
Réclamation de M. de Hauregard ,	424	Mission de la rivière Saint-Pierre ,	603
Vie des Saints avec figures ,	431	Dix ans d'enseignement, par M. Lermnier ,	609
Correspondance de M. l'évêque de La Rochelle avec M. Voigt ,	433, 449	Dépôt de mendicité à Marseille ,	615
Ancien et nouveau Testament ,	436	Cérémonies religieuses ,	624
		Traité de l'existence de Dieu ,	625
		Editions de la Bible en Irlande ,	630

L'AMI DE LA RELIGION
paroit les Mardi, Jeudi
et Samedi.

On peut s'abonner des
1^{er} et 15 de chaque mois.

N° 3183.

MARDI 1^{er} OCTOBRE 1839.

PRIX DE L'ABONNEMENT:

1 an	36
6 mois	19
3 mois	10
1 mois	3 50

L'AMI DE LA RELIGION.

Histoire de la vie et des travaux politiques du comte d'Hauterive, par M. le chevalier Artaud (1).

Il faut l'avouer, nous nous étonnâmes d'abord en voyant annoncer ce livre, qu'on eût pu faire un volume in-8° sur la vie et les travaux de M. d'Hauterive, qui nous sembloit n'avoir jamais été placé en première ligne au ministère des affaires étrangères; mais nous avons changé d'avis en lisant l'ouvrage de M. Artaud. M. d'Hauterive fut mêlé à tous les événemens importans de la diplomatie pendant les 30 premières années de ce siècle. Il eut de fréquens rapports avec toutes les célébrités de l'époque, avec Napoléon, le prince de Talleyrand, Fouché, etc., et avec d'illustres étrangers, de sorte que sa vie est presque l'histoire de la diplomatie européenne pendant les années les plus fertiles en grands changemens politiques. Il y a là de quoi piquer la curiosité du lecteur, et nous croyons que l'on s'en fera aisément une idée en parcourant avec nous la biographie de M. d'Hauterive.

Alexandre-Maurice Blanc de la Nautte, depuis comte d'Hauterive et conseiller d'état, naquit le 14 avril 1754 à Aspres-lès-Corps, en Dauphiné. Il fut d'abord mis en pension chez un curé voisin, et de-

(1) Un gros volume in-8°, deuxième édition. Prix : 7 fr. 50 c., et 9 fr. 50 c. franc de port. Au bureau de ce Journal.

L'Ami de la Religion. Tome CIII.

manda à être élevé dans un collège de l'Oratoire. Il y passa les 15 premières années qui suivirent son enfance. Il trouva un protecteur dans le Père Duverdier, supérieur du collège de Vendôme, et mort depuis évêque de Mariana, en Corse. Il fut envoyé successivement comme régent à Provins, à Riom et à Tours. Dans cette dernière ville, on le chargea en 1780 de complimenter le duc et la duchesse de Choiseul. Son compliment fut goûté. Il fut admis dans cette société, et y fit connoissance de l'abbé Barthélemy, de l'abbé de Périgord, et d'autres personnages distingués. D'Hauterive qui n'étoit point dans les ordres, et qui n'étoit dans l'Oratoire que comme confrère, quitta la congrégation. Ses amis le firent nommer en 1784 pour accompagner le comte de Choiseul-Gouffier, ambassadeur à Constantinople. Il visita Athènes, et M. Artaud nous a conservé une lettre intéressante qu'il écrivit sur ce voyage. A Constantinople, M. de Choiseul-Gouffier le choisit pour secrétaire de l'hospodar de Moldavie. Mais le secrétaire s'ennuya bientôt en Moldavie, revint en France, et s'y maria. Déjà la révolution grondait. D'Hauterive sollicita un consulat aux Etats-Unis; il fut nommé à celui de New-York et destitué peu après par les révolutionnaires. Il vécut quelque temps dans la retraite, s'occupant de cultiver un petit jardin.

Il avoit retrouvé aux Etats-Unis

l'abbé de Périgord, devenu depuis évêque d'Autun, et qui avoit ensuite abandonné son diocèse et son état pour s'occuper de politique. Chenier fit rappeler en France M. de Talleyrand, et d'Hauterive l'y suivit. En 1799, il fut nommé chef de division au ministère des relations extérieures. Là commença pour lui une nouvelle carrière, à laquelle il étoit préparé par ses études et par la trempe de son esprit. Il le fit assez voir par des écrits et des mémoires qu'il composa à cette époque. Le plus remarquable est l'écrit intitulé *De l'état de la France à la fin de l'an VIII*, pour réfuter un publiciste allemand, M. Gentz. M. Artaud donne une analyse de cet ouvrage, qui annonçoit dans l'auteur autant de savoir que de mérite. Hauterive rédigea les pièces de la difficile négociation avec la Grande-Bretagne depuis la fin de 1799, et prit part surtout à la négociation du concordat de 1801. On a trouvé dans ses papiers ses travaux sur l'établissement du concordat et sur les négociations subséquentes du gouvernement avec la cour de Rome, et il y dit qu'il a coopéré seul du ministère à tout ce qui est relatif au concordat. Du reste, M. Artaud n'a pas cru devoir faire connoître les vues d'Hauterive sur cet acte si important, et qui fut une révolution dans l'état religieux de la France.

D'Hauterive fut plusieurs fois chargé du portefeuille en l'absence du ministre. Il étoit souvent mandé aux Tuileries pour conférer avec Bonaparte, et il assure qu'il lui parloit fort librement, et qu'il ne fut jamais intimidé de sa présence. L'assassinat du duc d'Enghien le révolta ; mais on lui persuada que ses services étoient nécessaires. En effet, les évé-

nemens devinrent de jour en jour plus graves. Napoléon porta la guerre en Allemagne, et s'y fit suivre par M. de Talleyrand. D'Hauterive resta à Paris chargé du portefeuille. Alors s'établit entre lui et le ministre une correspondance assez active, et dont M. Artaud a reproduit beaucoup de fragmens. Cette partie de l'ouvrage intéressera bien des lecteurs. L'historien excelle à enchâsser les pièces dans ses récits, et à en tirer des réflexions judicieuses ou à y joindre des anecdotes piquantes. Nous ne pouvons le suivre dans ces citations, mais nous extrairons de son livre quelques passages qui font ressortir d'une manière honorable le caractère, les opinions et les sentimens du diplomate.

D'Hauterive, dit M. Artaud, étoit sérieux et réfléchi dans ses paroles ; jamais il ne lui échappoit aucune expression contre la religion. Il écrivoit au ministre après la bataille d'Austerlitz :

« Vous parlez de champ de bataille, de morts, de soldats noyés, de chevaux écorchés, comme feroit un cosaque zaporogue.... Que d'impressions tristes et terribles vous remportez de ce spectacle, et pour la vie ! Ce n'est pas vous qui deviez aller là, vous n'en avez pas besoin ; vous avez une ame humaine. Mais je voudrois que Dieu envoyât un ange à tous les ministres du monde civilisé, qui les prît par les cheveux comme Habacuc, et les déposât au milieu de tous les cadavres, pour leur apprendre quel est le résultat de leur vanité, de leur ambition, de leur folie. »

En 1809, d'Hauterive fut appelé à Fontainebleau, et là l'empereur lui dicta une foule de réflexions, de menaces, de récriminations, qui tendoient à prouver que dans les débats avec Rome, Pie VII étoit l'agresseur. Hauterive, dit M. Artaud,



soumit à une sorte d'ordre et de méthode toutes ces idées, qui n'avoient pas entre elles une parfaite connexion, mais en même temps il est certain qu'il composa plusieurs rapports pour prouver que son travail ne devoit pas être publié, et il répéta si souvent cette opinion fortement arrêtée à l'empereur et à son ministre, que la publication de son travail fut ajournée indéfiniment; il résulta de ce courage, continue M. Artaud, que tous ces argumens sans solidité, ces injures protestantes sans règles, ces préoccupations d'orgueil, ces outrages à la vertu furent condamnés à un éternel oubli, et les amis de Napoléon n'ont pas à s'affliger du conseil donné à cet égard par le chef des archives.

Vers la fin de 1811, d'Hauterive publia ses *Conseils à un élève du ministère des relations extérieures*. L'historien en cite quelques fragmens, qui annoncent une parfaite connoissance de la matière. Au commencement de 1814, Napoléon prêt à entrer en campagne pour repousser les alliés, manda d'Hauterive aux Tuileries, et se plaignit de l'apathie du peuple. La réponse du diplomate mérite d'être rapportée en entier :

« Sire, il y a long-temps que tout ceci dure; il y a eu une guerre de 21 ans; il y a eu dans deux de vos campagnes plus d'argent dépensé et de sang répandu que dans cette guerre qui fut la plus acharnée des vingt derniers siècles. Vos 21 ans de batailles ont été un siècle de désastres, de souffrances et de mort, et l'on est impatient de le voir finir. D'ailleurs vous avez fait la guerre noblement, vous avez régné sur toutes les capitales de l'Europe, et voici ce que diront les bourgeois de Paris : Quand l'empereur Napoléon entra dans Vienne et dans Berlin, les habitans n'avoient aucune peur de lui; ils se por-

tèrent sur son passage pour le voir; tant qu'il y resta, ils firent tout ce qu'ils faisoient avant qu'il y vint; ils déjeûnoient, ils dînoient, ils dormoient. Il en sera ainsi quand l'empereur Alexandre entrera dans Paris. »

Napoléon n'étoit pas accoutumé à entendre des vérités aussi poignantes. Un mouvement de contraction parut sur sa figure, et il s'écria avec l'accent le plus amer : *Ah! si j'avois brûlé Vienne!* J'avoue, reprend ici d'Hauterive, que cette terrible exclamation me glaça le sang dans les veines; je n'ai rien entendu dans ma vie qui m'ait fait éprouver une sensation plus vivement, plus douloureusement pénétrante, et j'en ressens encore une sorte de frisson.

La restauration sembla un instant laisser d'Hauterive à l'écart. Il en profita pour faire un voyage dans son pays. Il y retrouva un oncle fort âgé, M. Blanc, curé d'Aspres-lès-Corps (1), fort aimé dans sa paroisse. Bientôt il fut rappelé à Paris par le besoin de protéger les archives du ministère, dont il étoit le gardien, contre une invasion de copistes anglais. Il montra dans cette circonstance autant d'adresse que de fermeté. Il fut maintenu par Louis XVIII dans ses fonctions de conseiller d'état. En 1817, il publia ses *Elémens d'économie po-*

(1) M. Artaud dit que M. Blanc, curé d'Aspres-lès-Corps depuis 1781, engagea, en 1799, la population de la Mure à faire à Pie VII. prisonnier, une réception honorable; qu'il refusa en 1802 d'être évêque pour ne pas abandonner son troupeau, et qu'il lui resta fidèle jusqu'en 1826. Cependant l'*Almanach du clergé*, de 1820, ne nomme point M. Blanc comme curé d'Aspres-lès-Corps; il indique comme gouvernant cette paroisse M. Richaud. Le même almanach place des curés du nom de Blanc à Monestier-Allemoud, à Fouillouse et à Chabestan.

litique. Chargé plusieurs fois du portefeuille des affaires étrangères, il eut des relations directes avec Louis XVIII. M. Artaud nous a conservé entre autres le récit d'un entretien d'Hauterive avec ce prince. Le sujet de cet entretien étoit relatif aux affaires de l'Eglise. M. Artaud avoit déjà rendu compte du fait dans son *Histoire de Pie VII*. Nous abrégons son récit, mais, comme la citation sera un peu longue, nous sommes forcé de renvoyer cette suite de notre article à un autre numéro.

NOUVELLES ECCLESIASTIQUES.

ROME. — Le 2 septembre, a été célébré dans l'église de Sainte-Marie de la Paix un service pour les membres défunts de l'œuvre de la Propagation de la Foi. On commença par réciter l'office des morts. M. le cardinal Brignole, président du conseil central de Rome, étoit présent, ainsi que M. Ferrarelli, archevêque de Myre, et beaucoup de membres de la pieuse association, rangés autour d'une urne funéraire qui présentait des sentences de religion. L'office fut suivi de la messe des morts, célébrée par M. Muccioli, évêque de Messénie, et lui-même zélé pour l'œuvre. Un discours fut prononcé par le Père Grossi, Jésuite. La cérémonie fut terminée par l'absoute que fit M. le cardinal.

Dans la congrégation des Rits du 3 août dernier, M. le cardinal Pedicini fit un rapport sur la cause du vénérable serviteur de Dieu, Louis-Marie Grignon de Montfort, du diocèse de Luçon, fondateur de la congrégation des Missionnaires du Saint-Esprit et des Sœurs de la Sagesse. Le rapport portoit sur l'observation des décrets d'Urbain VIII, qui défendent tout culte aux personnages non encore béatifiés. La congrégation fut d'avis qu'il constoit

suffisamment de l'obéissance à ces décrets. Cette réponse fut approuvée par le Saint-Père. Le postulateur de la cause est le père Vincent Lamarque, de l'ordre des Frères prêcheurs. Les défenseurs sont les avocats Rosatini et Mercurelli.

Dans la réunion de l'académie de la Religion catholique du 8 août, le Père Piancini, Jésuite, lut une dissertation critique sur l'ouvrage de Gabriel Rosetti, qui a pour titre : *Recherches sur l'esprit anti-papal qui a produit la réforme, et sur l'influence secrète qu'il exerça sur la littérature, spécialement en Italie, comme il résulte de plusieurs écrivains classiques, et surtout de Dante, de Pétrarque et de Boccace*. Le docte académicien montra que Rosetti ne prouvoit point du tout ce qu'il avoit annoncé, qu'au lieu de raisons sérieuses, il donnoit des allégories et des interprétations cabalistiques, confondant les Gibelins avec les Albigeois et les incrédules, altérant et dénaturant l'histoire, obscurcissant les passages les plus clairs, négligeant le sens littéral pour se jeter dans des explications toutes d'imagination. Enfin le Père Piancini fit tomber tout l'échafaudage de citations et de raisonnemens du bizarre écrivain.

PARIS. — M. l'Archevêque est revenu passer quelques jours à Paris. Le prélat a voulu que sa première visite fût pour son église métropolitaine où sa maladie l'avoit empêché de paroître depuis long-temps. Il y a célébré la messe samedi en action de grâces de sa convalescence. Le dimanche où on célébroit la fête de saint Michel, M. l'Archevêque a dit la messe dans la maison des dames de Saint-Michel, qu'il a habitée pendant plusieurs années. Le prélat a assisté le lundi matin à l'ouverture de la retraite et a adressé quelques paroles à son clergé. On ne croit pas

que sa santé lui permette de présider à tous les exercices, mais il a annoncé l'intention d'y paroître le plus qu'il lui sera possible.

Les tristes pressentimens que l'on avoit sur l'état de M. le coadjuteur de Reims ne se sont que trop vérifiés. Le prélat est mort le samedi 28 après de longues souffrances et une douloureuse agonie. Constamment soutenu par la foi vive qui l'animoit, il n'a pas laissé échapper une seule plainte pendant toute sa maladie qui a duré près de trois mois.

L'épiscopat perd en lui un de ses membres les plus recommandables, le clergé un prélat toujours prêt à lui donner son appui, le diocèse de Reims un pasteur qui déjà avoit su gagner tous les cœurs par sa douceur et par ses manières prévenantes. On lui doit l'heureuse issue de l'affaire de la paroisse Saint-Jacques.

M. le coadjuteur de Reims avoit de nombreux amis auxquels sa perte sera infiniment sensible. Il dirigeoit encore à Paris beaucoup de personnes pieuses, même dans un rang élevé, et ne se servoit de son influence que pour le bien de la religion. Sous ce rapport encore sa mort est un sujet de justes regrets. Enfin, nous avons personnellement des raisons d'être sensible à la perte d'un prélat, notre compatriote, et avec lequel nous étions anciennement lié.

M. Romain-Frédéric Gallard étoit né le 28 juin 1785 à Artenay, diocèse d'Orléans. Il étoit neveu de M. l'abbé Gallard, docteur de Sorbonne et grand-vicaire de Senlis. Il avoit fait son séminaire à Saint-Sulpice, et s'y étoit lié étroitement avec M. l'abbé de Quélen, aujourd'hui archevêque de Paris, qui l'attira dans son diocèse. M. Gallard fut attaché quelque temps à la grande aumônerie. Il devint ensuite chanoine de Notre-Dame, curé de la Madeleine, grand-vicaire, enfin évêque de Meaux en

1830. C'est de là qu'il avoit passé à la coadjutorerie de Reims.

Par ordonnance du 28, M. l'abbé Sibour, chanoine de Nîmes, est nommé à l'évêché de Digne, et M. l'abbé Paysant, vicaire-général de Bayeux, à l'évêché d'Angers.

Le 20 septembre, M^{me} la duchesse d'Orléans est arrivée à Béziers. M. l'évêque de Montpellier, prélat diocésain, a été admis le soir auprès de la princesse à la tête de son clergé, et lui a parlé en ces termes :

« Madame, il y a peu de jours, sur le seuil de l'une de nos plus vieilles basiliques, un de nos plus illustres pontifes, le saint archevêque de Toulouse, exprimoit au prince votre époux, avec la reconnaissance des amis de la religion pour de réels bienfaits descendus du trône, ses vœux pour d'autres bienfaits que nous attendons encore, et que nous avons droit d'obtenir d'une royale protection qui nous est aujourd'hui connue ; et ce pontife, au front couronné presque de l'aurole du martyr, étoit, en racontant devant le fils aîné du roi les sentimens de la France catholique, digne comme les Ambroise, touchant comme les Fénelon.

« Madame, le clergé de la seconde ville de ce diocèse, qui compte dans ses rangs jusqu'à des confesseurs de la foi, éprouve lui aussi cette reconnaissance bien juste dont ce pontife, que l'Eglise de France toute entière est habituée à vénérer, vient de se faire le noble interprète, et les vœux, tous les vœux d'un saint évêque sont aussi nos vœux.

« Dites au roi, madame, que nous aussi nous n'avons garde de méconnoître de royales et bienveillantes pensées en faveur de notre sainte religion ; dites à Sa Majesté que Votre Altesse Royale a trouvé ici des prêtres qui s'honorent, eux aussi, d'une soumission que la conscience commande, d'une fidélité dont la reli-

Ion est pour les princes la meilleure garantie, d'un dévouement, enfin, qui est celui du devoir toujours noblement accompli, et pour l'expression de quel nous savons qu'un langage que nous puissions ici parler, celui qu'aiment à entendre les princes qui ont quelque souci de la dignité de l'homme dans les autres, et qui éprouvent, avant tout, le besoin de connaître la vérité.

« S'il nous eût été doux, madame, de parler ce langage devant le prince votre royal époux, si digne de l'entendre ; ce n'est pas sans un bonheur particulier que nous l'adressons en ce moment à Votre Altesse Royale, dont le cœur nous est apparu si généreux, quand, avocat du pauvre dans le palais du riche, nous avons plaidé auprès de vous la cause de l'une des plus nécessiteuses populations de notre diocèse.

« Puisse les prières que répandent aujourd'hui de bons catholiques dans ce temple qu'ils doivent en partie aux dons de votre munificence, unies à celles que nous répandons nous-mêmes chaque jour en présence de Dieu, obtenir pour le roi votre auguste père, ces grâces que l'auteur et le consommateur de notre foi accorde seul aux rois de la terre, et que nous implorons avec fervor sur sa royale famille, sur Votre Altesse Royale en particulier, madame, pour laquelle, nous nous sommes formé ce vœu de vrai et solide bonheur qui s'échapperait de notre communion d'évêque catholique, s'il était possible que notre cœur oubliât en ce moment de nous le dicter, et que le roi (qui en a vu la douce confiance) ne nous en eût un de ces momens qui sont en sa puissance, et dont lui seul a le secret. »

M. A. R. a répondu qu'elle se fût auprès du roi l'interprète de la reconnaissance et des vœux exprimés par le clergé, et s'est montrée particulièrement touchée de ce que le pape a rappelé avec quelle bonté elle avait été contribué par son legs.

dans une pauvre commune du diocèse.

L'antique cathédrale d'Apt, veuve de ses pontifes depuis le concordat, sembloit avoir repris à la mi-septembre l'éclat de ses anciens jours. Le lundi 16, en effet, les cloches annoncèrent l'arrivée des deux archevêques de Besançon et d'Avignon, venus à Apt pour y rendre leurs hommages à S. E. le cardinal de Latil. La foule se porta sur leur passage, et l'église fut envahie lorsque les deux prélats y vinrent visiter la crypte et la jolie chapelle de Sainte-Anne. Le lendemain, mardi, la messe fut célébrée par M. Mathieu, archevêque de Besançon, en présence de M. l'archevêque d'Avignon, de ses grands-vicaires, du clergé et d'une nombreuse assistance.

(*Mercur aptésien.*)

La commune de Flaujacque, diocèse de Bordeaux, est composée de 730 habitans environ, dont plus de la moitié appartiennent à la communion protestante. Ceux-ci ont un temple et un ministre.

M. l'abbé Laffranchi, envoyé pour desservir cette paroisse, comprit bientôt qu'il avoit à recueillir une abondante moisson. Dès les premiers jours de son ministère, il commença à faire entendre la parole sainte, et bientôt l'église, jusqu'alors déserte, fut presque insuffisante pour contenir un peuple qui accouroit de tous côtés. Dans le temps pascal, on vit plus de cent personnes s'approcher de la table sainte, dans cette commune où à peine jusqu'alors en comptoit-on une vingtaine. Encouragé par ce succès, M. Laffranchi redoubla de zèle, et alla réveiller dans les chaumières, voire même au milieu des champs, la foi d'une jeunesse plongée dans l'indifférence et dépourvue d'instruction. Ses travaux furent bientôt couronnés de succès. Une

quarantaine de personnes de 18 à 60 ans environ , se rendirent à sa voix.

Dans la saison la plus pénible de l'année , après avoir supporté tous les jours , pendant le temps de la moisson , les ardeurs d'un soleil brûlant , elles se rendoient tous les soirs au presbytère , et consacroient le temps du repos à s'instruire des vérités de la religion. Le jour de la première communion , fixé au 25 août , fut précédé d'une retraite présidée, les derniers jours , par M. l'abbé Martial , vicaire-général de Bordeaux. Plus de cent personnes , qui depuis 20, 30 et 40 ans ne s'étoient point approchées des sacremens , se réunirent à ceux de la première communion , qui eut lieu en présence d'un peuple nombreux accouru de tous côtés , et qui se retira édifié de cette imposante cérémonie.

Touché de cet élan religieux , M. l'abbé Martial voulut laisser à ces nouveaux fidèles un témoignage de la joie et des consolations qu'ils lui avoient données. A cette fin , il leur envoya une statue de la sainte Vierge , qui fut portée processionnellement et en triomphe dans tout le bourg , et au milieu d'une population protestante , le jour de la Nativité de Marie , sans qu'il y ait eu aucun trouble , et avec même concours de peuple et même nombre de communions que le jour précité. Plusieurs mariages ont été réhabilités , et cinq protestans convertis , parmi lesquels un des membres du consistoire de Flaujaque. Cette heureuse impulsion s'est communiquée aux paroisses voisines. A Castillon , chef-lieu du canton de ce nom , quatre protestans ont abjuré le calvinisme ; parmi eux , on compte une demoiselle de vingt ans environ , nièce du ministre.

L'église des Prêcheurs , la plus belle et l'une des plus grandes de Marseille , vient de subir d'importan-

tes réparations , par les soins de son curé , M. Audibert. Le magnifique maître-autel que M. Nicolas avoit acquis des Bernardines , en 1808 , a été remis à neuf : la hardiesse de ses colonnes , la finesse du travail et la rareté des divers marbres dont il est composé , en font sans contredit le plus beau monument religieux de la ville. Le sanctuaire en marbre , construit tout récemment , donne encore plus de majesté à l'élévation de l'autel. Il seroit à désirer que les ressources de la fabrique pussent permettre la restauration des fresques qui sont au-dessus des chapelles : on fait des vœux pour que la ville vienne au secours de M. le curé. Le bel orgue que les vandales de la terreur et le temps ont mutilé , n'a jamais été réparé. La façade , objet de la curiosité de tous les voyageurs , est à moitié masquée par une file de maisons qu'il ne coûteroit guère d'abattre , et les traverses étroites et tortueuses qui entourent l'église la rendent inaccessible aux voitures.

Les développemens que va prendre la vieille ville , par la nouvelle construction des quartiers du port , font plus vivement sentir la nécessité de restaurer ce bel édifice.

Une statue en pied , construite par M. Simon , dorée par M. Rabet , et représentant saint Cannat , évêque de Marseille , a dû être bénite dimanche , à la cathédrale , par M. l'évêque , et conduite en procession jusqu'à la paroisse Saint-Cannat.

Le *Constitutionnel* et le *Courrier Français* avoient plaisanté sur l'insigne honneur qu'avoit sollicité et obtenu M. Viger , premier président de la cour royale de Montpellier , d'être nommé supérieur-général des confréries de pénitens de la ville. Ce magistrat leur a adressé la réclamation suivante :

- De Fontanez , le 18 septembre 1839.
- Un article inséré dans votre journal

du 10 septembre courant annonce que j'ai sollicité et obtenu l'insigne honneur d'être nommé supérieur-général des confréries des pénitens de la ville de Montpellier. Il y a dans cette nouvelle une erreur évidente. On ne connoît à Montpellier aucun supérieur-général des confréries ; il est donc impossible que j'aie sollicité et obtenu une charge qui n'existe pas. Mais voici sans doute le fait déjà bien ancien qu'on a aussi singulièrement travesti :

• Parmi les associations religieuses de cette ville, il en est une connue surtout par ses bonnes œuvres, et qui compte au nombre de ses membres des personnes très-haut placées dans l'estime du pays. De tout temps, cette société a inscrit parmi ses officiers honoraires le chef de la magistrature du ressort, sous le titre de syndic perpétuel. En 1810, lors de la création de la cour impériale, M. Duveyrier, premier président, accepta cette qualité, qui avoit appartenu à la cour des aides, et il la transmit à ses successeurs. Le dernier d'entre eux, M. de Trinquelague, est resté inscrit comme syndic honoraire perpétuel jusqu'à son décès. Lorsque je vins à Montpellier, en 1837, la société me déféra elle-même ce titre, que je n'avois pas sollicité, mais que j'acceptai avec empressement. J'espère bien le conserver autant que mes fonctions.

• Maintenant, monsieur, si vous prétendez qu'un magistrat, institué par la royauté nouvelle, eût dû repousser cette distinction honorifique, il me sera permis de vous accuser d'une intolérance incompatible avec les principes qui ont fondé notre gouvernement. On a toujours vu sur sa bannière la liberté des cultes unie à la liberté politique. Les haines contre l'esprit religieux sont d'un autre temps et appartiennent à une école dont je m'honore de ne pas accepter les leçons. Du reste, que l'auteur de votre article se rassure. La confiance des justiciables de ce ressort n'a pas manqué aux éminens magistrats dont j'ai suivi

l'exemple, et ils ne m'ont pas non plus refusé celle qu'ils doivent à mon caractère comme à mes augustes fonctions.

• Je vous prie, monsieur, et au besoin je vous requiers, de vouloir bien insérer cette lettre dans votre plus prochain numéro.

• Le premier président de la cour royale de Montpellier. VIGER. »

On lit dans *la Gazette de Prusse*, sous la rubrique de Saint-Petersbourg, le 12 septembre, un article d'autant plus inquiétant, qu'il paroît à peu près officiel :

« La réunion opérée au commencement de cette année des Grecs unis (on appelle Grecs unis ceux qui se sont rattachés à l'Eglise latine à certaines conditions) des provinces occidentales de l'empire à l'Eglise grecque, de laquelle ils s'étoient séparés au commencement du seizième siècle, est un des événemens les plus importants de l'histoire ecclésiastique de notre époque. Voici le statut qui a été soumis à cet effet à la sanction de l'empereur par le synode, le 4 avril de cette année : 1° Les évêques, le clergé et les communes de l'Eglise grecque unie seront admis d'après les prescriptions et les exemples des saints Pères, dans l'union indivisible de l'Eglise orientale romaine de Russie ; les évêques et les ecclésiastiques seront compris dans les prières de l'Eglise, afin que son fondateur sublime les sanctifie et les affermisse dans leur foi et bénisse continuellement leur bien-être terrestre. 2° Le clergé exercera le culte divin et les actes religieux qui s'y rattachent, d'après la base de la parole divine, conformément aux règles de l'Eglise et aux prescriptions du synode. 3° Le clergé devra maintenir les communes dans l'unité de croyance avec l'Eglise grecque orthodoxe, à l'exception de quelques différences tenant aux usages locaux qui ne portent aucune atteinte aux doctrines principales de cette Eglise. 4° L'administration des éparchies grecques unies et celle des écoles appartenant à leur ju-

ridiction conserve sa forme actuelle jusqu'à leur réunion future perfectionnée et habilement organisée avec l'ancienne constitution éparchiale grecque orthodoxe.

5° Le collège ecclésiastique grec uni conservera pour ses rapports ecclésiastiques avec le synode, la constitution du collège de Moscou et du bailliage Grusinique imérétiens, il portera le nom de collège ecclésiastique lithuanien de la Russie-Blanche. 6° L'évêque Joseph en est le président, et il est élevé à la dignité d'archevêque.

Le 6 avril, l'empereur a confirmé cet *oklad* du synode, de sa propre main, en ces termes : « Je remercie Dieu et j'approuve le présent statut. » L'évêque Joseph de Lithuanie reçut ensuite, en pleine assemblée du synode, l'acte constatant cet événement important pour l'Eglise grecque. Des actions de grâces furent adressées au Très-Haut, et le nouvel archevêque prêta serment. Un *ukase* du 5 juillet dernier a porté à la connaissance du public cette réunion des Grecs unis à l'Eglise grecque d'Orient.

Ce statut est désolant pour les grecs-unis de l'ancienne Pologne. Il continue ce qu'avoient déjà commencé Catherine et Paul I^{er}. Sous leur règne, on força avec le sabre des populations entières à se réunir à l'Eglise grecque; on chassoit les prêtres catholiques pour les remplacer par des prêtres grecs, que l'on imposoit au pays. La persécution cessa sous Alexandre, qui n'aimoit pas les mesures violentes; voilà qu'elle se ranime sous son successeur. Il est bien clair que c'est lui qui a provoqué le statut du synode. Il avoit déjà préludé à cette dernière mesure par des actes qui indiquoient assez le but où il tendoit. On ne peut que déplorer les suites du statut qui va mettre le clergé et les fidèles du rit grec-uni dans la position la plus critique. Voilà donc dans un siècle qu'on dit être celui de la tolérance, deux souverains qui

montrent une partialité déclarée contre les catholiques et qui font leur possible pour les détacher du Saint-Siège. L'un enlève les évêques de leurs diocèses, et leur refuse l'exercice de leur juridiction; l'autre veut rompre tous les liens anciens des grecs-unis avec l'Eglise romaine, et les met sous la domination d'un synode schismatique. Est-ce pour déguiser le schisme que le statut donne à l'Eglise grecque le nom d'*Eglise romaine orientale de Russie*? En quoi cette Eglise est-elle romaine, elle qui rejette toute communion avec Rome?

Il paroît que l'évêque Joseph de Lithuanie a été le principal instrument dont le gouvernement russe s'est servi pour amener la défection. On dit que lui, Guillaume, évêque d'Orscha, et Antoine de Brezc, présentèrent à l'empereur une requête pour demander à être reçus dans le sein de l'Eglise russe; ils firent signer leur requête par un certain nombre d'ecclésiastiques, en promettant de se soumettre au synode de Pétersbourg.

Nous remarquons qu'aucun des trois évêques ci-dessus n'est porté dans la liste des évêques catholiques imprimée dans le *Cracas*, qui cependant indique tous les évêques en communion avec le Saint-Siège.

POLITIQUE, MÉLANGES, etc.

L'inscription adoptée par le gouvernement pour la colonne de la Bastille ramène entre les journaux des explications qui ne sont peut-être pas aussi indifférentes qu'on le pense. Quand elles ne serviroient qu'à constater l'état des idées révolutionnaires et les espérances des partis, elles sont bonnes à consulter sur le but du travail de rénovation qui s'opère dans l'ordre social. Reconnaissons là des-
sus ceux qui se donnent pour les secrétaires de la révolution de juillet, pour les interprètes et les organes de sa pensée intime :

Vous élevez, disent-ils, un monument à la gloire des héros qui ont combattu pour la défense des libertés publiques ; et vous affectez d'alléguer ce motif comme étant celui qui les dirigeoit. Détrompez-vous. Ce n'est pas seulement pour la défense des libertés publiques qu'a éclaté l'insurrection des trois jours : c'est encore contre la monarchie. Ces journées ont été faites sous l'inspiration des principes républicains, et non sous celle des doctrines monarchiques. Autrement, on auroit gardé la royauté constitutionnelle et inviolable qui existoit alors ; on se seroit borné à lui adresser des pétitions et non des boulets ; enfin, on n'auroit pas pris à tâche d'effacer les mots de *Bourbon, de roi et de royauté*, sur tous les points où la révolution les a rencontrés devant elle.

Cette même logique se retrouve partout dans la série des faits comme dans celle des idées. Un journal de grande autorité, comme organe du parti dont nous parlons, se moquoit l'autre jour avec assez d'esprit de ce qu'on disoit d'une négociation entamée, ou qui alloit s'entamer entre les deux familles régnantes de France et d'Espagne, pour un arrangement de mariage que l'âge de la fille de Marie-Christine ne rend pas pressant, assurément. Le journaliste, en répondant à ceux de ses confrères qui s'épuisoient déjà en raisonnemens sur les conséquences de cette alliance par rapport à l'équilibre de l'Europe, leur représentoit qu'ils étoient bien bons de s'alarmer pour ces choses-là. *Quand le grand jour sera venu*, leur disoit-il, *archiduc, czarévitz ou infant, ce sera tout un*. Ce qui signifie évidemment qu'il n'y a pas lieu à se préoccuper des arrangemens que les têtes couronnées peuvent prendre ensemble pour leur avenir, parce que tout cela sera balayé du même souffle, réduit à la même proportion et à la même valeur, *quand le grand jour sera venu*. Ainsi laissez marcher les idées comme elles marchent dans les pays révolutionnaires ; laissez les destinées promises aux peuples souverains se développer et s'accomplir, et ne vous oc-

cupez pas du reste. Czarévitz, archiducs, infans, ce sera tout un.

La même manière de voir se trouve reproduite en ce moment par rapport à l'Espagne. Les journaux qui raisonnent sur la nouvelle position que les revers de don Carlos dans la Navarre ont faite à la révolution espagnole, envisagent uniquement par rapport à elle les suites de cet événement. Ils disent : La voilà délivrée de son principal adversaire, qui étoit le roi légitime. Elle n'a plus maintenant affaire qu'à une seule des deux royautés, et c'est un grand point de gagné. Sa marche en devient plus ferme, et sa victoire plus assurée. Enfin, ce qui arrive fait encore mieux les affaires de la révolution que celles de Marie-Christine.

C'est ainsi qu'on s'explique franchement dans les journaux qui ont la souveraineté du peuple pour point de départ ; et son triomphe définitif pour but. Tout cela se dit tout haut à l'oreille des gouvernemens et des rois dont l'heure n'a point encore sonné. Ils attendent apparemment pour s'en émouvoir que le grand jour soit venu. Au moins s'ils ne se tiennent pas pour bien avertis, ils n'auront point à s'excuser sur ce que les écrivains révolutionnaires les auront pris en traitres.

PARIS, 30 SEPTEMBRE.

L'acte de reconnaissance de la nouvelle république du Texas par le gouvernement français vient d'être signé.

— C'est le général Heuderson qui est le ministre plénipotentiaire de la république du Texas à Paris.

— Les deux paquebots partis de Port-Vendres, le 19, avec le duc d'Orléans, ont touché le 21 à Mahon, et poursuivi leur route pour Oran, où ils ont dû arriver le 23.

— Le Julf Ben-Durand, que de nombreuses relations d'affaires avoient lié avec Abd-el-Kader, et qui aussi avoit servi d'intermédiaire entre le gouvernement français et l'émir, vient de mourir à Miliana d'une fièvre pernicieuse. Cette ma-

ladié, qui laisse peu d'espoir, attaquoit, à la date du 19, tous les habitans de Miliana.

— A la date du 21, le maréchal Valée étoit à Oran pour y recevoir le duc d'Orléans.

— Le prince de Wurtemberg, général de l'artillerie du roi de Wurtemberg, son oncle, qui étoit venu en Afrique pour étudier l'artillerie française de campagne, et qui se proposoit de suivre le duc d'Orléans dans la province de Constantine, est revenu subitement en France, à cause de la maladie d'un de ses frères.

— On écrit de Saint-Louis (Sénégal), le 24 juillet, que le gouverneur continue de recevoir la visite des rois voisins de la colonie, Amédou, roi des Braknass; Mahomed-el-Habib, roi des Trarsas, et Schems, chef de la tribu maure des Darmankours. Le bruit couroit que des dissensions avoient éclaté entre le roi de Galam et le commandeur du comptoir français de Bakel; ce qu'il y a de certain, c'est que le fils et le neveu de Samba-Comba-Diama, roi de Galam, qui se trouvoient à Saint-Louis en qualité d'otages, ont été mis en prison par ordre du gouverneur.

— Le ministre de l'agriculture et du commerce vient de former une commission spéciale chargée d'examiner un projet relatif à l'établissement de conseils de prudhommes à Paris, et de réunir les élémens nécessaires à cette organisation.

— Une ordonnance affecte l'ancien hôtel Molé, rue Saint-Dominique, au ministère des travaux publics. C'est celui où siégeoit le conseil d'état.

— Il vient d'être décidé par le ministre de la guerre que les noms des officiers-généraux en retraite seroient placés, dans l'annuaire militaire, à la suite du cadre de l'état-major de l'armée.

— On lit dans un journal du matin que M. Pons, dont nous avons annoncé l'élection à Espalion, en remplacement de M. Guizard, appartient à l'opinion légitimiste.

— M. François Delessert, député, est de retour à Paris de son voyage à Londres.

— Le général Bertrand est arrivé à Paris.

— Les porteurs de l'emprunt d'Haïti se réuniront à la Bourse, le 6 octobre, à une heure, pour y recevoir communication de la proposition du gouvernement d'Haïti.

— Par suite d'un arrangement entre le ministre de l'intérieur et l'administration belge, les Français allant en Belgique et les Belges venant en France ne seront plus obligés de se pourvoir de passeports provisoires. Ils seront simplement tenus de faire viser leurs passeports nationaux, à leur entrée sur la frontière.

— M. Michaud, membre de l'Académie française et fondateur de la *Quotidienne*, vient de mourir à Passy.

— L'Académie française a renouvelé ses bureaux pour le trimestre d'octobre dans sa séance de jeudi dernier. Elle a nommé pour son directeur M. Mignet, et pour chancelier M. Ch. Nodier.

— L'Académie des Beaux-Arts a jugé, samedi, le concours de peinture. Le sujet étoit *la coupe de Joseph retrouvée dans le sac de Benjamin*. Le premier grand prix a été donné à M. Hébert, de Grenoble, âgé de 22 ans, élève de MM. David et Delaroche. M. Roux, de Paris, âgé aussi de 22 ans, élève de M. Delaroche, a obtenu le deuxième grand prix.

L'exposition publique des prix décernés par l'Académie aura lieu à l'école des Beaux-Arts, rue des Petits-Augustins, en même temps que celle des travaux des pensionnaires de l'Académie de France à Rome, du 2 octobre au 6 inclusivement, de dix heures du matin à quatre heures de l'après-midi.

— La réouverture de l'école des Beaux-Arts pour le semestre d'hiver aura lieu le lundi 14 octobre.

— Demain mardi, la bibliothèque Royale, rue de Richelieu, sera rendue aux études.

— C'est le 28 octobre que commen-

cera le premier examen pour l'admission à la section d'architecture de l'école royale des Beaux-Arts.

— Le célèbre graveur M. Godefroy vient de mourir à Paris.

— On vient de saisir des contrefaçons de la brochure de M. Daguerre sur son procédé.

— Quatre-vingt-quatorze régimens ont adressé à l'administration de la guerre des travaux d'études topographiques, savoir : 63 régimens d'infanterie et 31 de cavalerie; 501 officiers et 217 sous-officiers ont pris part à ces travaux; 9 officiers d'infanterie et 2 de cavalerie ont mérité des témoignages de satisfaction; 41 officiers, 16 sous-officiers d'infanterie et 41 officiers de cavalerie ont obtenu des encouragemens.

— Sont nommés professeurs aux cinq chaires qui viennent d'être établies au conservatoire royal des Arts-et-Métiers, savoir : Pour le cours de mécanique industrielle, M. Morin, capitaine d'artillerie; pour le cours de géométrie descriptive, M. Olivier, répétiteur de géométrie descriptive à l'Ecole polytechnique, avocat à la cour royale de Paris; pour le cours de législation industrielle, M. Wolowski, avocat à la cour royale de Paris; pour le cours d'agriculture, M. Oscar Leclerc, actuellement professeur du cours de culture au Conservatoire; pour le deuxième cours de chimie industrielle, M. Payen, professeur à l'Ecole centrale des arts et manufactures.

— La place de conseiller que M. Vossin de Gartempe fils laisse vacante à la cour de cassation va, dit-on, être donnée à M. Jacquinet-Godard, président de la cour royale.

— M. de Balzac, qui fait ordinairement des romans, devient aujourd'hui avocat, et dans une longue lettre insérée dans le *Siccle*, et rédigée en forme de mémoire, il cherche à établir l'innocence de Peytel qu'il a connu pour la première fois en 1831, lorsque ce condamné étoit l'un des propriétaires et des écrivains du journal le *Voleur*.

— Lesieur Magnant, qui avoit encouru des condamnations s'élevant ensemble à 14 années de prison et à plus de 10,000 fr. d'amende, pour avoir fait paraître le *Populaire royaliste* sans dépôt de cautionnement, vient d'obtenir la remise pleine et entière de toutes les condamnations corporelles et pécuniaires prononcées contre lui.

— Le prix du pain de première qualité est fixé à 18 sous, au lieu de 17 sous 2 liards, les quatre livres, pour la première quinzaine d'octobre.

— Un journal fait remarquer l'énorme disproportion qui existe entre le prix du blé coté, à Marseille, à 20 fr., et le prix du blé à Paris, coté à 29 fr.

— Le journal ministériel du soir dit que le prix du blé a baissé la semaine dernière sur les marchés de Houdan, Abbeville, Vic-sur-Aisne, Caen.

— Le ministre des travaux publics vient de décider que le projet de chemin de fer du Pecq à Poissy par le vallon de Saint-Léger, présenté en 1837 par M. Andraud, seroit immédiatement envoyé à la préfecture de Versailles, pour y être soumis aux formalités d'enquêtes.

— Le cadran de l'horloge du palais du Luxembourg doit être incessamment éclairé à la nuit, de même qu'à la Bourse et à l'Hôtel-de-Ville.

— La nouvelle rue qui part de la rue de Greneille-Saint-Germain, et va aboutir devant le ministère de la guerre, parallèlement à la place Bellechasse, vient d'être nommée *rue de Martignac*.

NOUVELLES DES PROVINCES

La *Gazette du Berry* dit que parmi les personnages qui se proposent de visiter don Carlos, on cite le prince Paul d'Aremberg.

— Le commissaire spécial de police envoyé à Bourges est M. Tressy.

— Plusieurs réfugiés espagnols qui se trouvoient à Moulins depuis quelques années, viennent d'être envoyés à Arras et à Amiens.

— Le *Réparateur* de Lyon a ouvert dans ses bureaux une souscription en faveur des espagnols qui ont suivi don Carlos en France.

— Madame Adélaïde et madame la duchesse d'Orléans sont attendues au château de Fontainebleau.

— L'ambassadeur d'Autriche et M. de Brignole, ambassadeur de Sardaigne sont à Fontainebleau.

— Talat-Effendi, le nouveau chargé d'affaires de Turquie, attendu aujourd'hui à Paris, n'y arrivera que dans quelques jours, une invitation pour assister aux fêtes de Fontainebleau lui ayant été expédiée.

— M. Feisthamel, maréchal-de-camp, ancien commandant de la garde municipale de Paris, est arrivé à Amiens, pour y prendre le commandement de la subdivision militaire, en remplacement du général Desaix, appelé au commandement du département de l'Yonne.

— Le pain blanc de six livres vaut actuellement 26 sous à Cambrai. Les autres denrées augmentent aussi de jour en jour dans cette ville.

— Trois détenus de la maison de Clairvaux qui avoient été envoyés à l'hôpital se sont évadés dans la nuit du 20 au 21. On écrit de Bar-sur-Aube, que grâce au zèle de la gendarmerie, ils ont été repris le lendemain.

— M. Randoing, commandant de la garde nationale d'Abbeville, vient de donner sa démission.

— M. de Saint-Venant, capitaine de chevan-légers avant la révolution de 93, et depuis professeur de littérature latine, et doyen de la faculté des lettres à l'académie de Strasbourg, vient de mourir.

— Le président du tribunal du Mans, en installant le successeur de M. Bourcier, procureur du roi, a fait seulement dans son discours l'éloge de ce dernier.

— Quelques tentatives de désordres ont eu lieu à Alençon. Elles ont été aussitôt réprimées, et tout s'est borné à l'arrestation de trois individus.

— On écrit du Finistère que le blé noir (sarrazin) rapportera fort peu ; mais le froment s'est trouvé plus abondant qu'on ne l'espéroit.

— Lorient et Cherbourg offrent comme Toulon beaucoup de mouvement dans leurs ports.

— La marée du 24, quoique fort élevée, n'a point présenté ce spectacle à la fois imposant et terrible, auquel on s'attendoit à Saint-Malo, et qui y avoit attiré une foule d'étrangers. La mer étoit calme et unie, le vent à peu près insensible.

— M. Méchin en quittant la présidence de la commission des monnoies, qui vient de nouveau d'être confiée à M. Persil, s'est rendu à Moulins, chez son fils aîné, préfet de l'Allier.

— Il résulte du rapport du préfet de l'Allier au conseil-général, que les mines du Montet-aux-Moines et de Fins sont menacées d'un fâcheux abandon. Celles de Bert ont pris un essor considérable. La compagnie Ratel a déjà construit, en partie, un chemin de fer pour le transport de ses houilles au bord de la Loire. Les mines de Doyet et Commentry, déjà exploitées avec succès, donnent aussi l'espoir d'un accroissement remarquable de prospérité. En outre, cinq nouvelles concessions sont sur le point d'être accordées dans ces deux bassins, ce qui portera bientôt à quatorze, le nombre des concessions houillères du département, sans compter dix-huit demandes pour déclarations de recherches.

— L'ingénieur en chef des ponts-et-chaussées, chargé du service spécial destiné à l'amélioration de la navigation de l'Allier, a présenté un avant-projet qui porte à 11 millions 500,000 fr. la dépense à faire pour cette amélioration. Il s'est concurremment livré à l'étude d'un canal latéral à la même rivière, et qui coûteroit 40 millions. Le conseil-général de l'Allier, vu l'irrégularité de la navigation, et craignant l'imperfection des travaux d'amélioration, a déclaré préférer l'établissement d'un canal latéral.

— Une masse énorme du rocher de

Corneille, qui domine la ville du Puy (Haute-Loire), s'est détachée le 21, et a endommagé dans sa chute une partie des bâtimens de l'hôpital, mais sans blesser heureusement personne.

— Les diligences de Lyon à Genève ont repris leur service, attendu le rétablissement de la circulation qui avoit été interrompue sur cette route par la chute du pont du fort de l'Ecluse.

— M. Boissat, notaire et banquier à Vienne (Isère), vient de suspendre ses paiemens. La faillite est évaluée à plusieurs millions.

— Le *Censeur de Lyon* dit qu'on parle aussi d'une faillite considérable à Bourgoin (Isère).

— A Nîmes, un étranger qui venoit d'être arrêté à l'hôtel du Luxembourg, comme ayant volé 18 pièces d'argenterie, a été le lendemain matin trouvé pendu dans la prison.

— L'exposition des produits de l'industrie du département de l'Hérault, qui aura lieu le 15 octobre prochain, coïncide avec la foire de draperies à Montpellier, du 1^{er} novembre.

— La *Gazette du Midi* se plaint de la police de Marseille, qui ne surveille point assez les colporteurs. Ces derniers entrent dans les magasins, les bureaux, pour y vendre des gravures, dont quelques-unes irréprochables, cachent des peintures d'une profonde immoralité.

— Le dernier orage qui a eu lieu à Marseille a renversé beaucoup de murs de clôture dans la banlieue.

— Le maréchal Clausel est à Toulon, où il va s'embarquer pour l'Afrique.

— Le duc de San Lorenzo, ancien ambassadeur d'Espagne à Paris sous le règne de Louis XVIII, a traversé Bordeaux, allant à Madrid.

— Un orage assez violent a éclaté le 25 à Bordeaux.

— M. le maréchal-de-camp Galz, appelé au commandement du département du Lot-et-Garonne, est arrivé à Agen le 21.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Une dépêche télégraphique de Bayonne adressée le 28 au ministre de la marine par le chef du service maritime, annonce ce qui suit : « Le commandant Mathieu m'écrit que M. Laffitte a reçu, le 27, la nouvelle que la commission nommée par les cortès pour l'examen de la question des *fueros*, s'est prononcée à une grande majorité pour leur maintien. »

— Ainsi qu'on avoit pu le prévoir, Cabrera est devenu plus actif et plus déterminé que jamais, depuis la défection de l'armée du Nord. Il paroît vouloir tenir jusqu'à la dernière extrémité. Il ramasse des hommes, des chevaux et de l'argent de tous côtés; quand ce n'est pas par les moyens ordinaires, c'est par voie de contrainte. Des lettres de Madrid portent le chiffre de son armée à 15,000 hommes d'infanterie et à 1,800 de cavalerie. Le *Mémorial des Pyrénées*, qui est favorable à la cause des *christinos*, prétend savoir que le général carliste a déposé des sommes immenses dans les places de Morella et de Cantavieja. Ce qui paroît certain, c'est qu'il fait encore beaucoup d'impression partout, et jusqu'à Madrid.

— On croit qu'Espartero ne tardera pas à se porter contre lui en Aragon avec toutes les forces dont il pourra disposer, sans compromettre la sûreté des provinces basques.

— Les fonds publics baissent tous les jours à la bourse de Madrid. Cela ne provient pas, comme on le pense bien, du mauvais état des affaires de la guerre, mais de celui des finances, qui est déplorable. Le budget de 1839 à 1840 présente un déficit de 955,000 réaux (près d'un quart de milliard de francs).

— Un décret de la reine régente abroge toutes les mesures générales et particulières par lesquelles les propriétés avoient été frappées de confiscation ou de séquestre dans les provinces du Nord, pour des motifs politiques. Les biens séquestrés seront rendus immédiatement à leurs

propriétaires, sous la condition qu'ils reconnaitront à toujours, dit le décret, le gouvernement constitutionnel d'Isabelle II, et qu'ils se présenteront pour réclamer leurs propriétés. Cette dernière disposition semble vouloir atteindre les absens, et les forcer de rentrer.

Le prix moyen du froment, en Belgique, dans la troisième semaine du mois de septembre, s'est élevé à 24 fr. 57 c. l'hectolitre. Comme le prix moyen, pendant deux semaines consécutives, s'est trouvé au-dessus de 24 fr., le froment est prohibé à la sortie de la Belgique, et il est libre de droit à l'entrée.

— Les fêtes de Bruxelles, dit un journal de la localité, ont attiré vingt mille étrangers dans cette ville. Deux enfans qu'on avoit placés sur un char ont été renversés et tués.

— Le ministère anglais n'a pas encore achevé ses modifications. Il vient de s'adjoindre M. Macaulay, un des orateurs les plus distingués des communes, qui prend le ministère de la guerre avec entrée dans le cabinet. On parle aussi de l'entrée au cabinet de lord Clarendon (M. C. Villiers), ancien ambassadeur à Madrid; mais, selon le *Morning-Chronicle*, il n'y a encore rien de décidé à ce sujet.

— Le numéraire qu'on est obligé d'exporter de l'Angleterre pour le paiement des achats de blés étrangers, paroît gêner beaucoup la banque de Londres, qui, assure-t-on, va créer une espèce de papier-monnoie. Un journal dit que la banque d'Angleterre amènera la suspension forcée de ses paiemens en usant de ce moyen.

— Le bruit qui avoit couru à Dublin que M. O'Connell venoit d'être atteint d'une paralysie a été démenti.

— M. O'Connell vient d'adresser au peuple irlandais une nouvelle lettre, où il déclare encore qu'il va provoquer le rappel de l'Union et le rétablissement d'un parlement national.

— L'Angleterre a déjà engagé, suivant le compte présenté à la chambre des com-

munes, la somme de 1,474.711,100 fr. dans les entreprises de chemins de fer.

— La mort de Runjeet-Singh, roi de Lahore, a été annoncée officiellement à Simla, le 4 juillet, par le gouverneur-général des Indes.

— On lit dans le *Globe*: « Dans une réunion des membres de la compagnie des Indes-Orientales, M. Poynter a appelé l'attention sur les sacrifices humains qui ont accompagné l'inhumation de Runjeet-Singh, et il s'est élevé avec force contre ces barbares pratiques de l'idolâtrie. Il a émis le vœu que la civilisation s'opposât désormais à de semblables atrocités: ces paroles généreuses ne paroissent avoir rencontré que peu d'échos dans cette assemblée. »

— Les chemins de fer en Angleterre offrent tant de facilité pour le transport expéditif du poisson des côtes dans l'intérieur du pays, que vingt tonneaux de cet aliment arrivent journellement à Leeds. Une partie se vend dans cette ville et dans le voisinage, et le reste est expédié à Manchester et même à Birmingham.

— Le *Standard* publie une lettre de Marenham (Brésil), du 4 août, portant que les nouvelles du pays sont très-défavorables; on dit que les rebelles ont quitté Caxias, et qu'ils descendent sur trois colonnes pour attaquer cette place, qui ne peut être défendue que par 1,200 hommes.

— La diète fédérale s'est réunie le 23 à Zurich. Les députations de Berne et de Thurgovie ont paru visiblement peignées lors de l'admission de la députation de Zurich. Lucerne ne veut reconnaître rien de ce qui s'est fait à Zurich depuis la révolution. Bâle-Campagne n'a reconnu à la députation de Zurich aucun caractère légal. Cette dernière députation a protesté contre la décision de Bâle. La députation de Soleure demandera de nouvelles instructions.

— Dans la séance du 24, la diète réunie à Zurich s'est occupée de l'affaire du Valais, sans résultat définitif. Berne, So-

Genève, Saint-Gall, Lugano, Genève, Vaud, Thurgovie, Grisons, Appenzel, Rhodé extérieures. Bâle-Campagne et Lucerne (neuf cantons et demi) ont voté en faveur des conclusions de la commission qui demandait que la nouvelle constitution de Valais fût reconnue. Les mêmes cantons ont voté pour l'admission de la députation du Bas-Valais. Uri, Schwitz, Unterwald, Zug, Glaris, Fribourg, Schaffhouse, Tessin, Neuchâtel, Zurich, Bâle-Ville et Appenzel, Rhodé intérieures (douze cantons) ont voté en faveur d'une nouvelle tentative de médiation par la nomination d'autres représentants.

— La *Gazette piémontaise* du 24 annonce que la reine de Naples est accouchée le 17 d'un prince auquel on a donné les noms de Albert-Marie-François.

— Le Hollandais Voigt, célèbre peintre d'animaux, vient de mourir à Rome, à un âge très-avancé.

— Des nouvelles de Goritz, publiées par un journal de Paris, portent que la santé de M. le duc de Blacas est dans l'état le plus alarmant.

— Un ordre du cabinet prussien annonce que toute l'infanterie prussienne sera armée de fusils à percussion.

— Le nombre d'hommes tués et blessés par accident pendant les manœuvres du camp de Borodino s'élève, dit-on, à près de 140.

— On lit dans la *Gazette universelle* de Leipzig, que le 11 un ouragan terrible a poussé les eaux de la Neva jusque dans les rues de Saint-Petersbourg.

— Le brick de guerre le *Volligau*, commandé par M. Bérard, capitaine de corvette, est entré à New-York le 4 septembre, venant de la Vera-Cruz. Ce bâtiment, qui apporte en France le second paiement du Mexique, a essuyé un fort coup de vent et a éprouvé des avaries assez considérables, qui l'ont obligé à relâcher pour quinze jours aux Etats-Unis.

— L'archiduchesse Marie-Louise de l'arme étoit attendue à Vienne le 27.

— On assure à Vienne que le baron de

Sturm, ambassadeur autrichien, a demandé son rappel de Constantinople.

— Dans une correspondance de Constantinople du 7, publiée par le *Journal*, on lit que la Russie a signifié sa décision de ne prendre aucune participation aux négociations relatives à la question turque, se réservant d'agir plus tard selon les circonstances.

— La nouvelle de la défection du Pacha parait se confirmer. Une lettre d'Alexandrie, en date du 2, contient la *Gazette universelle* de Leipzig, ou dit à Marasch qu'il y a eu un combat à vapour venant de l'Egypte et le pacha de Koniah alloient arrêter le camp d'Ibrahim. La *Gazette d'Angers* donnant des nouvelles d'Alexandrie dit qu'un bateau à vapeur venoit d'arriver pour aller chercher en Syrie le pacha, qui font cause commune avec Ibrahim-Pacha contre Kosrew.

— La flotte anglaise est toujours dans le voisinage des Dardanelles.

— D'après une correspondance de la *Gazette d'Angbourg*, la peste règne à Jérusalem et dans les environs.

— Les dernières lettres reçues de Constantinople annoncent que cette ville a été pendant quelque temps, remplie d'étrangers Polonais, Italiens et Anglais, venant de Perse par suite des troubles qui existent actuellement dans ce royaume.

Le Gérant, Adrien Le Clerc

BULLETIN DE PARIS DU 30 SEPTEMBRE

CINQ p. 0/0. 110 fr. 40 c
TROIS p. 0/0. 80 fr. 95 c
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 101 fr. 40
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept. 104 fr.
Act. de la Banque 2752 fr. 50 c
Oblig. de la Ville de Paris. 1220 fr.
Rente de la Ville de Paris. 000 fr. 00
Caisse hypothécaire. 780 fr. 00 c.
Quatre canaux. 1270 fr. 00 c.
Rentes de Naples 101 fr. 70 c.
Emprunt romain. 102 fr. 1/2
Emprunt Belge 103 fr. 3/4
Emprunt d'Haïti. 500 fr. 00 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 30 fr. 7/8

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC
rue Cassette, 29.

*mémorables de la révolution
isc, racontées par un père à
fans, par M. le vicomte
— 2 vol. in-8°.*

ivrage se distingue par son
l des autres histoires de la
n. Celles-ci donnent ordi-
nt un récit continu de tous
mens de cette grande et ter-
iode, au lieu que M. Walsh
à en retracer les journées
bles. Il y a encore une dif-
entre lui et les autres histo-
ce que son livre est une
causerie dans laquelle non-
it il raconte les faits, mais
fait part de ses propres im-
s, et se livre à des réflexions
moins étendues sur les évé-
sur leurs causes et sur leurs
dans une introduction, il
l'énorme différence entre
le l'ancienne société fran-
nt la révolution, et la société
Autrefois le dévouement au
comme le caractère distinc-
nation; aujourd'hui le roi
s en quelque sorte qu'un
affaires, à qui on demande
sa gestion, et qu'on blâme
t s'il ne s'en est pas acquitté
gré. Ce changement est la
cette passion d'égalité qu'a
partout une philosophie
raisonneuse.

ur annonce qu'il embras-
événemens qui se sont pas-
rance depuis 1787 jusqu'en
ais il ne remplit en ce mo-
une partie de ce plan. Car il
de la Religion. Tome CIII.

commence à la première assemblée
des notables en 1787, et son second
volume finit à la fédération du 14
juillet 1790; ce qui annonce que les
deux volumes qui viennent de paroî-
tre doivent être suivis de plusieurs
autres, qui conduiront le lecteur
jusqu'en 1804.

Le premier volume renferme 15
époques ou journées, l'assemblée des
notables, les troubles du parlement,
la convocation et l'ouverture des
états-généraux, le serment du jeu de
paume, la prise de la Bastille, et les
premiers massacres qui eurent lieu à
Paris en 1789. Le second volume ra-
conte la suite des faits jusqu'au 14
juillet 1790; les délibérations de
l'assemblée, les progrès de l'agita-
tion des esprits, les journées des 5 et
6 octobre avec leurs préliminaires et
leurs suites, l'abolition de tous les
privilèges de la noblesse, et la mar-
ché toujours de plus en plus accélé-
rée de la révolution vers son but.

M. le vicomte Walsh ne manque
point l'occasion de signaler les er-
reurs, les travers, les folies qui mar-
quèrent les premières années de la
révolution, et qui amenèrent à leur
suite tant de désordres et de crimes.
Ainsi, à propos des plaintes qu'on
faisoit en 1787 et 1788, contre les
abus, plaintes presque toujours plei-
nes d'exagération, et qui dans les
vues d'un parti, étoient une ruse
pour renverser et détruire ce qui
existoit, l'auteur dit :

« Dans le monde tel que l'a fait le pé-
ché de nos premiers parens, les abus
poussent de toutes parts, comme les

mauvaises herbes dans un champ de blé. Qui arrachera cette ivraie des champs de la société ? sera-ce la main des hommes ? Eh ! mon Dieu , elle en sème plutôt qu'elle n'en ôte ; et dans le moment où Louis XVI convoquoit l'assemblée des notables , ne perceoit-il pas de toutes parts un besoin , une manie de réforme et d'innovation ? Louis XVI, je le crois, auroit attendu que cette soif de changement fût passée , et ce n'auroit point été dans les tumultueuses agitations d'une assemblée qu'il auroit cherché de sages et salutaires inspirations. L'esprit des notables convoqués en 1787, étoit plus ou moins imprégné de l'esprit voltairien. A cette époque , le scepticisme découloit à pleins bords. Etrange erreur ! C'étoit aux malades que l'on alloit demander la santé.

• Le christianisme bien entendu , bien compris , voilà ce qui peut détruire les abus. Sa main divine et consolatrice pourra seule les extirper de ce monde , parce que c'est elle qui arrache les mauvaises passions du cœur de l'homme , et qu'en général les abus naissent des mauvaises passions.

• Si , il y a cinquante ans , la société française avoit été plus chrétienne , elle auroit mieux su attendre , parce qu'elle eût été plus soumise. Elle se seroit moins irritée , parce qu'elle se fût souvenue que la résignation est commandée , et que l'homme n'a point été mis sur la terre pour faire sa volonté. Si le christianisme avoit toujours été bien compris , il n'y auroit jamais eu ni fanatisme ni persécutions , car les hommes se seroient souvenus que la loi de Jésus-Christ est une loi de charité et d'amour....

• Louis XVI , en invitant les notables de France à venir faire avec lui la guerre aux abus , n'avoit point assez réfléchi que leur répression amène souvent les révolutions ; si lui-même , plus confiant dans ses propres lumières , et agissant avec sa pure et belle conscience , avoit regardé autour de lui , et avoit fait de son chef des réformes et des améliorations , le peuple

s'en seroit moins mêlé , et c'eût été un grand bien. Ce n'est point dans une assemblée d'hommes qui ont des intérêts divers , que l'on peut procéder avec calme et justice à la suppression des abus : les hommes s'endorment sur les abus comme sur un lit qui leur est commode ; ceux qu'ils voient ne sont pas ceux qui leur profitent , mais ceux qui rapportent leurs voisins. Si l'on observe bien , on verra que dans tous les temps les réformateurs d'abus , comme pour mieux faire entendre leurs voix , ont toujours cherché à monter sur les sommets de la société : ils vouloient y arriver comme sur une tribune , pour parler aux nations ; puis , quand ils y étoient parvenus , au lieu de donner les sages enseignements qu'ils avoient promis , ils s'endormoient et devenoient muets , leur zèle finissoit promptement alors que la prospérité leur étoit venue. Je ne prétends pas cependant mes enfans , qu'il n'y ait eu des réformateurs désintéressés ; le roi , dont je vous raconte l'histoire , est la preuve du contraire ; mais en vérité je les crois très rares. En général les gens de bien ont eu pour eux une patiente douceur qui les faisoit s'arranger du monde tel qu'ils le trouvoient ; ils le prenaient avec ses abus , comme un voyageur prend un chemin avec ses cailloux et ses ornières.

Ce passage nous montre assez le bon esprit de l'auteur. On le voit partout dévoué à la monarchie , déplorant les fautes qui la perdirent , s'élevant avec une vertueuse indignation contre les manœuvres coupables des révolutionnaires , et flétrissant leurs succès même. Il n'oublie pas de remonter à la cause de nos maux , et d'en accuser l'école philosophique du dernier siècle , qui travailla avec tant d'ardeur à détruire la religion , à égarer les esprits , et à semer tout ce que nous recueillons aujourd'hui. M. Walsh s'exprime partout comme un chrétien sincère



comme un défenseur des principes
l'oubli nous a coûté si cher.

Mais en même temps, nous per-
mettra-t-on de le dire, le passage sur
les faits, dont nous n'avons pas tran-
ché ici la moitié, est un peu long
pour une histoire. Il interrompt la
suite des faits, et il semble qu'il
pourrait être réduit de beaucoup.
M. Walsh est abondant et disert; il
est ici tel qu'on l'a vu dans les *Lettres
Américaines*, aimant à conter, et le
faisant avec intérêt, mais abusant
quelquefois de son heureuse facilité.
Lorsqu'il nous parle par momens de
son père, de sa famille, des faits de
sa enfance, toutes choses un peu
étrangères à son sujet. Lui-même a
trop de tact pour ne pas l'avoir senti,
et il dit dans un endroit que s'il écri-
vait l'histoire, il ne pourroit pas
insérer ainsi des détails domestiques au
milieu du tableau des affaires publi-
ques, mais qu'il écrit pour ses enfans.
On pourroit douter que cette excuse
soit très-solide. Car si dans l'origine
M. Walsh a écrit pour ses enfans,
dès qu'il s'est décidé à donner son ou-
vrage au public, il semble qu'il au-
roit dû en retrancher des souvenirs
d'enfance qui ne peuvent pas inté-
resser beaucoup les lecteurs, qui
coupent les récits des grands événe-
mens, et qui sont un hors-d'œuvre
au milieu du tableau des journées
mémorables où s'agitoient les desti-
nées de tout un empire.

J'oserais encore faire une autre ob-
servation, c'est que l'auteur y re-
vient beaucoup sur un prince qui a
joué un rôle dans les premières an-
nées de la révolution, et qui a laissé
une mémoire peu honorable. Il en
fait un portrait hideux, et il le ra-
pporte très-souvent sur la scène. Il ne
se contente pas de citer de lui ce qui

est avéré et notoire. Il y joint des
faits apocryphes et qui sentent le ro-
man, une vision dans la forêt de
Villers-Coterets, où on annonça au
prince qu'il seroit roi, l'impression
que cette prédiction fit sur son es-
prit, la fureur où il entra, les dé-
tails d'une séance d'une loge de
francs-maçons où le duc frappa d'un
coup de poignard un mannequin re-
présentant Louis XVI. Où M. Walsh
a-t-il pris ces fables? Il ne le dit
point, et nulle part il ne cite ses au-
torités. S'il n'a, comme je le crois,
d'autres garans de ces anecdotes que
le témoignage de Montjoye dans son
Histoire de la conjuration d'Orléans,
je m'étonne qu'un homme d'autant
d'esprit ait cru pouvoir accorder
quelque confiance à un écrivain dé-
clamateur et romanesque, qui a
perdu depuis long-temps tout crédit.
Si M. Walsh récuse là-dessus notre
jugement, il peut consulter la *Bio-
graphie universelle*, où Montjoye est
apprécié avec assez d'indulgence, et
où cependant l'on convient que ses
ouvrages historiques ne doivent être lus
qu'avec une extrême défiance, et que
dans sa *Conjuration d'Orléans* entre
autres, il rapporte des faits apocry-
phes.

Et ici je ne puis m'empêcher de
réclamer contre l'habitude où sont
aujourd'hui la plupart des écrivains
royalistes d'accueillir contre une fa-
mille qu'ils n'aiment point les anec-
dotes et les accusations les plus in-
vraisemblables. Le duc d'Orléans,
mort en 1793, fut un homme très-
méprisable, et sa mémoire reste
chargée de beaucoup de choses hon-
teuses; mais ce n'est pas une raison
pour lui imputer tous les crimes de
l'époque. L'histoire a bien assez de
reproches à lui faire, sans recourir à

la fiction. Ce n'est pas bien servir une cause honorable que de poursuivre ses ennemis en leur attribuant tous les attentats et tous les vices. Ce fut là le tort de Montjoye, et c'est encore celui de plusieurs de nos journaux. Ainsi il n'y a pas longtemps, un de nos journaux accusoit le feu duc d'Orléans de n'avoir montré que de la lâcheté au combat d'Ouessant en 1778, et il disoit que c'étoit là *de l'histoire*. La vérité est qu'il courut des bruits peu honorables pour le duc, mais rien ne fut prouvé, et il y a même une circonstance qui dément ces bruits, c'est que le prince avoit pour capitaine de pavillon le marin le plus intrépide, M. de Lamothe-Piquet, qui certainement n'auroit pas consenti à se déshonorer pour servir la poltronnerie du duc. Mais je reviens à M. Walsh.

On s'étonne quelquefois en parcourant son livre d'y voir rapporter les conversations les plus secrètes. Ainsi il sait tout ce qui s'est dit dans des entretiens privés entre deux personnages. Il a entendu tous les propos tenus dans les émeutes, lors de la prise de la Bastille, et dans les scènes sanglantes qui accompagnèrent et suivirent ce terrible début de la révolution. Or, je me demande comment il a pu savoir tout cela. Que l'on ait recueilli les faits de ces horribles journées, je le conçois; mais que dans ces épouvantables mêlées on ait pu saisir et retenir ce qu'ont dit les bourreaux, ce qu'ont dit les victimes, j'avoue que cela me passe, et je crois qu'on pourroit appliquer au récit que quelques historiens nous en font, ce qu'on a dit des beaux discours que Tite-Live et Tacite mettent dans la bouche des gé-

néraux avant les batailles. Ces historiens prêtoient plutôt aux généraux ce qu'ils avoient pu dire que ce qu'ils avoient dit. Ils entroient dans le caractère et la position de leurs personnages. N'en seroit-il pas de même de M. Walsh? Aimant à conter, c'est lui-même qui nous l'a appris, et, il faut bien l'avouer, conteur habile, il se sera persuadé que ce n'étoit pas s'écarter de la vérité historique, que de prêter à ses personnages des paroles en rapport avec leurs actions. Il a jugé que c'étoit un moyen de jeter de l'intérêt et du mouvement dans les récits.

Et en effet, c'est là où M. Walsh excelle. Ses tableaux sont animés. Il nous fait partager ses sentimens, sa pitié pour les victimes, son horreur pour les bourreaux. Il peint très-bien le caractère de Louis XVI, fait aimer ses vertus, mais ne dissimule pas ses fautes. Il rend même justice à des hommes qui ont eu le tort de favoriser beaucoup la révolution, mais qui se sont conduits en quelques circonstances avec courage et générosité. Ainsi à la fin de son premier volume, il loue une belle action de Necker, de ce ministre qui eut quelques momens de popularité, mais qui la perdit si vite.

Enfin il règne dans cet ouvrage une bonne foi, une loyauté, un dévouement à la religion et à la monarchie qui font aimer et estimer l'auteur.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

PARIS. — La retraite pastorale est fort suivie. Outre les ecclésiastiques qui logent au séminaire, un bon nombre qui n'ont pu quitter entièrement leurs paroisses assistent aux principaux exercices. M. l'abbé Debussy prêche d'une manière fort so-

lide. La clôture de la retraite aura lieu samedi matin dans l'église Saint-Sulpice.

Les obsèques de M. l'archevêque d'Anazarbe, coadjuteur de Reims, ont eu lieu le mardi 1^{er} octobre. A dix heures, toutes les autorités de la ville ainsi que les habitans les plus distingués, étoient réunis dans un des salons de l'archevêché. M. le sous-préfet, qui conduisoit le deuil, se rendit à leur tête dans l'immense salle qui précède la chapelle où le corps étoit déposé, tandis que le clergé arrivoit de l'église processionnellement.

Tout le monde étant réuni, M. le sous-préfet a prononcé un petit discours rempli des sentimens les plus religieux, et dans lequel il a retracé les vertus du prélat. Après son discours, qui a été écouté avec le plus vif intérêt, le cortège s'est mis en marche. On a fait le tour de l'église au milieu d'une population qui paroisoit animée des sentimens d'un religieux respect.

Le corps ayant été placé sur le catafalque, le service divin a commencé. Les évêques qui avoient été invités, se trouvant retenus chez eux par des motifs indépendans de leur volonté, M. l'abbé Gros, vicaire-général, qui depuis dix-huit ans se dévoue au bien du diocèse, a célébré le saint sacrifice. Après l'évangile, M. l'abbé Herbelot, grand-vicaire et théologal, a, dans une courte et intéressante allocution, représenté M. le coadjuteur dans toutes les circonstances de sa vie, toujours occupé à faire le bien, et toujours se faisant distinguer par son esprit conciliant, et par ses talens administratifs. Après la messe, les absoutes ont été faites, et le cercueil déposé dans le caveau qui sert de sépulture aux archevêques de Reims.

Aux regrets du clergé venoit se mêler la pensée du premier pasteur

du diocèse, dont le nom est encore dans toutes les bouches, et le souvenir dans tous les cœurs.

Mercredi, jeudi et vendredi, devoient avoir lieu dans la métropole les services d'usage, et successivement dans toutes les chapelles et paroisses du diocèse.

L'intérêt de la religion et celui du clergé et des particuliers nous paroissent des motifs assez puissans pour prévenir MM. les ecclésiastiques et surtout les supérieurs de séminaires et d'autres établissemens religieux, d'avoir à se méfier d'un escroc, nommé Théobald Frenzel, se disant bavarois de nation. A la fin du mois d'août dernier, il déconcerta très-adroitement les investigations de la police de Rome, qui étoit à sa poursuite pour avoir dérobé tous les papiers de M. l'abbé Gautier, prêtre du diocèse de Meaux, qui, de retour des Etats-Unis d'Amérique, se trouvoit à la même époque à Rome. Les circonstances de ce vol déceloient bien l'intention d'en faire un sacrilège usage. Le sieur Frenzel étoit il n'y a pas long-temps à Paris. M. l'abbé Gautier l'eut un instant sous sa main; mais au moment où, pour le livrer à la police, il parloit au brigadier du premier corps-de-garde qu'il rencontra, l'adroit et rusé voleur trompa les autres soldats et s'échappa. Frenzel est d'une taille moyenne, âgé d'environ vingt-deux à vingt-trois ans, cheveux bruns, visage plein et coloré, les yeux renfoncés, habituellement revêtu de l'habit ecclésiastique; son langage est mêlé de français et d'allemand. Il singe assez bien le ton et les manières embarrassées d'un jeune et timide séminariste. Il dit avoir étudié deux ans dans un séminaire, et montre une attestation du supérieur de ce séminaire.

Depuis, nous avons reçu d'autres renseignemens sur cet individu.

Théobald Frenzel a encore eu la hardiesse de se présenter au grand séminaire d'Evreux, où on a eu la bonté de lui donner l'hospitalité pour quelques jours. Le 23 septembre on s'aperçut de la soustraction d'un billet de 1,000 fr. et de trois sacs de 1,000 fr. chacun. Les soupçons tombèrent sur Frenzel. A force de recherches on parvint à retrouver les trois sacs, mais non le billet. Le voleur a encore réussi à s'échapper du séminaire. Il a été dénoncé à la gendarmerie. M. le supérieur du grand séminaire a adressé au *Journal de l'Eure* une relation très-détaillée du vol. Frenzel étoit un élève de 6^e, et avoit été invité il y a trois mois par le supérieur du petit séminaire à se retirer. On ne doute pas qu'il ne cherche à tromper quelque curé ou quelque supérieur de communauté.

Le clergé du diocèse de Strasbourg a eu successivement dans le mois de septembre deux retraites pastorales, une prêchée en français, l'autre en allemand. Toutes deux ont été données par le même prédicateur, le Père Neltner, venu de Fribourg en Suisse. Ce pieux et zélé ouvrier est né à Strasbourg, mais depuis plus de 20 ans, il est entré dans un corps respectable et y travaille au salut des âmes. A la fin de ces retraites, les prêtres qui les avoient suivies ont adressé leurs remerciemens à leur laborieux et charitable compatriote. Ils ont aussi témoigné leur reconnaissance à M. l'évêque, et lui ont manifesté le désir de jouir tous les ans du même avantage. |

M. l'abbé Combalot a prêché à la mi-septembre la retraite au clergé du diocèse de Valence. Vers la même époque, M. l'abbé Frère la prêchoit à Marseille.

Le diocèse de Limoges vient de

faire des pertes coup sur coup ; trois prêtres sont morts dans le courant du mois dernier. M. Fourrot, desservant de Gouzouniat, âgé de 73 ans ; M. Pacaud, desservant de Charrons, jeune prêtre de grande vertu, et qui n'étoit désigné dans sa contrée que par le nom de saint ; enfin, M. Fillias, curé de Magnac-Laval.

M. l'abbé Fillias étoit encore jeune, et il promettoit au diocèse de longs et utiles services. C'étoit un prêtre d'un talent distingué, d'une piété douce et aimable, d'un caractère très-conciliant. Successivement professeur de rhétorique et de philosophie au petit séminaire de Dorat et à l'institution ecclésiastique de Felletin, desservant de Saint-Bonnet, près Bellac, curé de Magnac-Laval, M. Fillias avoit su mériter partout l'estime et l'affection de tous ceux qui le connoissoient. Il est peu de morts qui aient causé parmi de nombreux amis autant de vive douleur que la sienne ; il est vrai qu'elle a été prompte et bien inattendue. Quelques heures ont suffi pour faire passer de ce monde à une meilleure vie ce bon prêtre, à peine âgé de 47 ans. M. Fillias venoit de prendre possession de la cure de Felletin, à laquelle l'avoit appelé la confiance de son évêque ; il n'avoit pas encore fixé son séjour dans sa nouvelle paroisse, il n'y avoit paru que pendant quelques instans, et il étoit retourné à Magnac pour y faire ses préparatifs de départ au milieu des regrets profonds des habitans de cette ville qui, depuis plusieurs années, avoient appris à le connoître et à le vénérer, lorsque la mort l'a frappé au milieu de violentes coliques auxquelles il étoit sujet depuis longtemps, à cause d'une hernie étranglée, contre laquelle il ne prenoit aucune précaution, à cause aussi peut-être de l'ouverture d'un abcès intérieur dont son médecin le disoit

affecté. Tous les secours de l'art ont été malheureusement infructueux.

A l'occasion de la mort de M. Filias, un journal de Limoges n'a pas craint de mettre sous les yeux de ses lecteurs, les dégoûtantes insinuations d'un de ses correspondans; nous plaignons bien sincèrement le correspondant qui n'a pas craint de troubler, par ses basses calomnies, les cendres encore chaudes d'un prêtre dont la vie fut toujours honorable. (Gaz. du Centre.)

Un homme de Guitalens, près Castres, diocèse d'Alby, étoit dange-reusement malade. M. Feroul, curé de la paroisse, en est instruit; il se rend pendant la nuit et par un temps affreux auprès du malade, qui jouissoit de toutes ses facultés, puisqu'il exprime à M. le curé combien il est fâché que pendant la nuit et par un aussi mauvais temps il se soit donné la peine de venir auprès de lui. M. le curé lui dit : *Mon ami, c'est mon devoir, et je ne reculerai jamais ni jour ni nuit pour sauver l'ame de mon prochain; allons, mon ami, mettez ordre à votre conscience; voulez-vous que je vous entende en confession ?...*

Sur les refus constans et réitérés du moribond, M. le curé, profondément affligé, se retira. Il apprend le lendemain la mort de son paroissien, et, comme on le pense, refuse de lui donner la sépulture ecclésiastique.

Alors M. Sérin, notaire et maire d'Albarède, canton de Vieilmur, va faire la levée du corps, accompagné du garde-champêtre, le porte et le dépose à l'église; et là, s'adressant au cortège, il dit : *Mes frères, vous voyez ce cadavre, ce n'est pas le premier, et j'espère que ce ne sera pas le dernier*; et aussitôt se mettant à genoux il fait une prière et conduit le corps au cimetière.

Nous ne comprenons pas trop ce qu'a voulu dire le maire, que ce ne seroit pas le dernier cadavre. Espère-t-il que ce ne sera pas le dernier malade qui refusera les secours de la religion? Ce seroit un étrange propos dans la bouche d'un maire!

La cathédrale d'Angers possédoit, avant la révolution, un mausolée du roi René, duc d'Anjou. Ce monument a été détruit en 1793. On croyoit, depuis cette époque de funeste mémoire, que les ossemens de ce monarque vénéré avoient été dispersés. On les avoit oubliés, lorsque M. de Beauregard, après de nombreuses recherches, a découvert l'emplacement du caveau où avoit été déposé le corps de ce roi, qui a laissé de si doux souvenirs. Non-seulement les précieux restes du bon René ont été retrouvés, mais encore ceux de la reine sa femme, et de Marguerite d'Anjou, sa fille, reine d'Angleterre. Sur le rapport de M. de Beauregard, la société royale des sciences d'Angers a décidé qu'un nouveau mausolée seroit élevé dans la cathédrale à cette famille royale dont les bienfaits ne peuvent être oubliés des vrais Angevins. Une souscription a été ouverte; le conseil-général a voté 2,000 fr., celui d'arrondissement a donné 500 fr. pour cette année et promet une plus forte somme pour l'année prochaine; le gouvernement a fourni le marbre; et M. David, un de nos premiers sculpteurs, a offert généreusement son talent et son ciseau. Sous peu de mois les premiers travaux commenceront.

Un respectable ecclésiastique d'une des paroisses de l'arrondissement de Bellac, diocèse de Limoges, a trouvé la semaine dernière sur l'autel de l'église paroissiale, d'ignobles caricatures dont l'indécence inspira un profond dégoût; ces indignes ébauches

de quelque artiste révolutionnaire de village étoient accompagnées de menaces contre les prêtres et les nobles. Nous gémissons de voir le peuple des campagnes livré à l'influence de ces charlatans qui exploitent sa crédulité. Et ce sont les hommes qui se prétendent les sentinelles du progrès et de l'intelligence qui cherchent à inculquer dans l'esprit des masses toute sorte de stupides préventions ! Ce sont des instituteurs primaires, des demi-avocats, des anciens affiliés de la société des Amis du Peuple ! Preuve qu'en fait de progrès, de liberté, les libéraux sont restés fidèles aux traditions de la convention, prôneurs de liberté, qui s'imaginent que c'est pour eux le droit d'injure par privilège, et pour leurs adversaires, l'arbitraire et la prévention.

Cette circonstance nous force d'exprimer une pensée que nous avons depuis long-temps sur le cœur. Des feuilles rédigées par des hommes passionnés s'empressent de ramasser les faits les plus misérables, et les mensongères accusations contre le clergé et la religion. C'est ainsi que nous voyons chaque jour les fables les plus ridicules accueillies dans les colonnes des journaux qui se disent les organes du progrès.

(Gazette du Centre.)

Par mandement du 7 septembre, M. l'évêque d'Ajaccio a ordonné une quête générale dans toutes les églises paroissiales de son diocèse, pour les victimes du tremblement de terre de la Martinique. Le prélat avoit attendu à ordonner cette quête, parce que peu auparavant il avoit fait un appel à la charité des fidèles pour d'autres œuvres, et parce qu'il lui parut convenable de choisir pour cette quête le temps où les récoltes faites auroient donné plus de moyens de se montrer généreux.

A Madrid, la duchesse de Gor annonce une souscription pour secourir les religieuses d'Espagne qui meurent de faim dans leurs couvens. Il y a trois ans que le gouvernement s'est emparé de leurs biens, et elles n'ont pas reçu un sou.

L'abjuration d'une protestante a eu lieu ce printemps à Lucques, capitale du duché de ce nom. Une Anglaise, Marie-Anne Davies, fille d'un architecte, née à Londres en 1812, avoit perdu de bonne heure sa mère, et avoit été élevée dans la religion protestante. A onze ans, elle avoit eu occasion d'entrer dans une chapelle catholique, et avoit été frappée de ce qu'elle y vit. Ce souvenir ne s'étoit point effacé de son esprit, il la préserva des préventions trop communes parmi les protestans pour tout ce qui a rapport à l'Eglise catholique. A quinze ans, elle lut une histoire de la réforme écrite par un protestant, et y ayant vu qu'autrefois tous les Anglais étoient catholiques, elle se demandoit comment il étoit possible que tout une nation eût changé de religion par le caprice d'un seul homme, et d'un homme tel que Henri VIII. Son père, à qui elle fit part de ses doutes, se fâcha et lui fit lire le calendrier des protestans, qui lui parut plein de mensonges et de choses ridicules.

Depuis, miss Davies fit la connoissance de la famille de M. Ryan, médecin irlandais catholique, et là elle se familiarisa avec les pratiques catholiques, qu'elle trouvoit fort raisonnables. Elle accompagnoit la famille de M. Ryan à la chapelle de Sardaigne, et y entendoit les instructions. Elle cessa d'aller dans les églises protestantes. Toutefois, elle ne se déclara point encore catholique, sans doute dans la crainte d'irriter son père, qui déjà l'avoit maltraitée à cause de son penchant pour notre religion. Elle crut probable-

ment faciliter le projet qu'elle nourrissoit, en épousant un jeune catholique de Lucques, Paul Daroni, qu'elle avoit connu chez son père. Le mariage se fit devant le ministre protestant suivant les lois anglaises, et ce fut la première fois depuis longtemps, et aussi la dernière, que la jeune dame parut dans un temple protestant. Elle n'hésita point à être baptisée catholiquement deux petites filles qu'elle eut, quoique cela contrariât son père. Elle ne se laissa point ébranler non plus par le refus qu'il lui fit d'une partie de la succession de sa mère, et d'un legs d'un oncle, legs fait à condition qu'elle ne quitteroit pas l'église anglicane.

Elle n'attendoit qu'une occasion pour se déclarer catholique. Cette occasion se présenta bientôt. Son mari étant tombé malade, les médecins lui conseillèrent d'aller respirer l'air de son pays. Il partit pour Lucques; sa femme l'y suivit de près avec ses deux filles. Se trouvant sur la paroisse de Saint-Fridiano, elle pria le curé de vouloir bien achever de l'instruire. Elle se prépara à son abjuration, qui eut lieu le 4 avril dernier dans la chapelle de l'archevêque de Lucques. Le même jour, elle reçut le baptême sous condition. Il arriva là une circonstance que nous ne voulons pas omettre. Le prêtre lui ayant fait mettre la main sur les Evangiles, lui demanda si elle disoit anathème aux erreurs dans lesquelles elle avoit été élevée. Dans son trouble, elle comprit qu'on lui demandoit de dire anathème à ses père et mère : *Attendez au moins*, dit-elle, *que j'avertisse mon père*, et elle s'évanouit. Etant revenue à elle, on lui expliqua qu'il ne s'agissoit pas de maudire son père, mais seulement de renoncer à ses erreurs. Elle répondit alors, et quelques jours après, elle reçut l'absolution, et fut confirmée dans la même

chapelle. Sa première communion eut lieu publiquement dans l'église paroissiale de Saint-Fridiano. Dans toutes ces cérémonies, la jeune dame montra des sentimens de foi et de piété qui touchèrent tous les assistans.

POLITIQUE, MÉLANGES, etc.

La mort funeste de M. Voisin de Gartempe fils, conseiller à la cour de cassation, a ému tout le monde. On n'a pu croire que ce fût dans la plénitude de ses facultés qu'il eût pris une résolution aussi désespérée. Il étoit depuis longtemps, tous ses amis le savent, tourmenté de douleurs atroces par une névralgie, et il avoit dit lui-même que dans les accès de cette maladie il éprouvoit de violentes tentations de se tuer. Ces douleurs le prenoient surtout la nuit, et c'est en effet la nuit qu'il s'est précipité par la fenêtre. Il n'y a pas de doute qu'un redoublement de souffrances aura produit un égarement momentané au cerveau. Nous sommes d'autant plus fondé à le penser, que nous savons que depuis plusieurs mois M. Voisin de Gartempe voyoit souvent un ecclésiastique fort distingué de la capitale, et lui avoit ouvert sa conscience. Il venoit chercher auprès de lui des consolations dans ses douleurs, et s'en retournoit toujours plus calme. Il voulut le voir surtout avant son départ pour les vacances, se confessa et approcha de la sainte table. Un double motif le porta sans doute à ces actes de piété. Il vouloit se réconcilier avec Dieu, et se fortifier contre les noires idées dont il étoit obsédé. Nous tenons ces détails de la source la plus authentique, et nous nous réjouissons de pouvoir offrir cette consolation aux amis de M. Voisin de Gartempe, et surtout à une famille chrétienne et affligée. L'ecclésiastique dont nous parlons n'a pas hésité à dire la messe pour le malheureux défunt. M. de Gartempe étoit d'ailleurs estimé pour son honorable caractère, comme homme privé et comme magistrat.

Nous avons annoncé la mort de M. Michaud. M. Joseph-François Michaud, de l'Académie française et de celle des Inscriptions et Belles-Lettres, étoit né en Bresse, vint à Paris au commencement de la révolution et travailla dans les journaux. Il fonda la *Quotidienne* en 1795, et fut condamné à mort par contumace, et plus tard à la déportation. Il se retira en province. Il fut nommé député en 1815. Il avoit recommencé la *Quotidienne* en 1814. M. Michaud est surtout connu par son *Histoire des Croisades*, ouvrage généralement estimable, et dont nous regrettons de n'avoir point parlé. Dans les derniers temps il avoit fait un voyage en Italie et en Orient. Sa santé étoit depuis long-temps très-frêle. Il a succombé à un catarrhe, à l'âge de 72 ans.

Ses obsèques ont eu lieu mardi à Passy, où il habitoit. A midi, le convoi s'est rendu à l'église. Les quatre coins du poêle étoient tenus par MM. de Chateaubriand, Raoul-Rochette, Possoz et de Lostange. Les deux académies avoient envoyé des députations. Tous les rédacteurs de la *Quotidienne*, plusieurs de ceux des autres journaux, beaucoup de gens de lettres et d'hommes honorables assistoient à la cérémonie. La messe a été célébrée par M. le curé de Passy. Le corps a été porté au cimetière, où les honneurs militaires d'usage ont été rendus au défunt. M. Michaud étoit officier de la Légion-d'Honneur. Des discours ont été prononcés par MM. Lebrun et Possoz.

Nous reviendrons sur la perte de cet homme honorable, qui a laissé une mémoire précieuse à ses amis, et qui a tenu une place distinguée dans la littérature de ces derniers temps.

Notre justice criminelle ne tend pas assurément à condamner l'innocence; et s'il y avoit un reproche à lui faire, ce seroit plutôt de trop incliner du côté opposé. Quand donc il lui arrive de pro-

noncer la peine capitale, il ne doit pas rester grande ressource à ceux qui peuvent entreprendre de réviser ses jugemens. Cependant un de nos écrivains s'est présenté après coup pour combattre la sentence de la cour d'assises de l'Ain, qui a condamné le mois dernier, à la peine de mort, l'ancien notaire Peytel, convaincu d'avoir assassiné sa femme et son domestique avec une préméditation profonde et des circonstances atroces.

Mais il est vrai de dire que le condamné a très-bien choisi son défenseur : c'est parmi les célébrités du genre romantique qu'il l'a cherché. Il est difficile, assurément, de mieux s'adresser, et c'est faire preuve que l'on connoît l'esprit de son siècle. Cela rentre tout-à-fait dans le goût de notre époque; et lorsqu'il n'y a plus rien à faire pour la science des avocats, on peut très-raisonnablement se flatter d'être sauvé par le romantisme. C'est à lui que le *victa Catoni* est applicable dans toute sa force.

Il ne manqueroit plus à notre justice criminelle, pour compléter son cours de philanthropie, que de tomber sous la coupe des romantiques! Comme cette idée n'étoit encore venue à personne, nous attendrons pour en apprécier le mérite qu'elle ait produit son résultat à l'égard du notaire Peytel. Mais si ce résultat est de faire annuler sa condamnation, il n'y aura plus qu'à remplacer l'école de droit par l'école du romantisme.

PARIS, 2 OCTOBRE.

Le conseil d'état a fait hier sa rentrée; mais les audiences publiques administratives ne seront reprises que vers le 15.

— Mohamed-Talat-Effendi est arrivé à l'ambassade ottomane, rue des Champs-Élysées.

— Le maréchal duc de Reggio est arrivé à Paris.

— A cause des réparations qui doivent être faites dans les Taileries, le public

ne sera plus admis à visiter les appartemens.

— Le général d'artillerie baron Duchand vient d'être élu vice-président titulaire de la Société générale des naufrages, dont le maréchal marquis de Grouchy est président.

— Le baron de Pieyre, ancien membre de l'assemblée législative, ancien préfet, est mort à Paris le 21 septembre, à l'âge de 87 ans.

— M. A. Guinard, dont le père est décédé dernièrement, s'est constitué prisonnier à la Conciergerie, pour purger l'arrêt rendu contre lui par contumace dans l'affaire d'avril 1834.

— La cour de cassation a décidé le 27 septembre que la vente du pain à faux poids, faite par la femme d'un boulanger, rend celui-ci passible des mêmes peines que si la livraison eût été faite par lui personnellement.

— Le tribunal de commerce a décidé que le fournisseur créancier d'une société, qui a accepté en paiement de sa créance des billets souscrits par le gérant, n'a pas fait novation à sa créance, et qu'il peut répéter contre la société le montant des effets qui lui ont été donnés en paiement.

— Une ordonnance du 20 septembre divise les conservateurs des forêts en quatre classes. Le traitement de la première classe est fixé à 9,000 fr.; celui de la deuxième, à 8,000 fr.; celui de la troisième, à 7,000 fr., et celui de la quatrième à 6,000 fr. Le nombre des conservateurs de chaque classe sera déterminé par le ministre des finances.

— D'après une feuille judiciaire, l'affaire Peytel ne viendra que le 10 devant la cour de cassation.

— Le *Corsaire* vient de porter plainte en diffamation contre le gérant de la *Presse*; l'affaire sera appelée devant la 6^e chambre le 18.

— La police vient de faire une visite domiciliaire chez M. Hogue de Saint-Silvain, nommé par don Carlos général

et baron de Los Valles. On dit que la police a saisi les lettres particulières et vieux papiers qui se trouvoient chez M. de Los Valles qui avoit quitté l'Espagne en même temps que don Carlos, et étoit venu se fixer à Paris.

— Pendant l'une des dernières nuits, des voleurs, après avoir escaladé les murs, se sont introduits avec l'aide d'effraction dans le réfectoire de l'hôpital du faubourg Saint-Antoine. Ayant ouvert les armoires au moyen de fausses clés, ils se sont emparés de l'argenterie, ainsi que de divers objets appartenant aux pieuses filles qui ont consacré leur vie au soulagement des malades. Une grande quantité de linge disposée pour les malades a été également enlevée.

— Une feuille de l'opposition de gauche dit que le comité qui s'est occupé plusieurs fois, sous la présidence de M. Odilon-Barrot, d'un projet de réforme électorale, se réunira de nouveau vendredi.

— Depuis 1791 jusqu'à la fin de 1838 l'armée française compte 13 millions 692,000 hommes, savoir : de 1791 à 1793, 1 million 270,000; de 1793 à 1798, 5 millions 992,000; de 1798 à 1799, 860,000; de 1799 à 1801, 443,000; de 1801 à 1814, 3 millions 865,000; de 1814 à 1830, 622,000; enfin de 1830 à 1838, 640,000. Il résulte de ce travail que nous empruntons à un journal du matin, que le gouvernement de 1830 a appelé au service militaire pendant huit années 180,000 hommes de plus que la restauration pendant ses seize années d'existence, et que les appels aux armes de 1791 à 1838 inclus, s'élèvent année commune à 291,317 hommes.

— La caisse d'épargne de Paris a reçu les 29 et 30 septembre la somme de 486,169 fr., et remboursé celle de 528,000 fr. Les remboursements ont dépassé, comme on voit, les dépôts d'une somme de 31,831 f. On avoit remboursé en plus, il y a huit jours, 104,656 fr.

— Les postes de la garde nationale

sont maintenant relevés à dix heures du matin.

— M. Tissot, membre de l'Institut, vient d'avoir la clavicule droite démise par suite d'une chute.

— On compte maintenant en France environ 150 bateaux à vapeur, dont le tiers appartient à l'état. L'Angleterre emploie 900 bateaux à vapeur à sa navigation intérieure, et 300 pour ses lignes extérieures, soit européennes, soit transatlantiques.

— La fourniture de 75 voitures malles-postes du nouveau modèle pour les routes qui restent encore à desservir par le moyen de ces nouveaux véhicules, sera adjugée le 29 à l'hôtel des postes.

— *L'Echo des Halles* fait espérer un peu de baisse dans les prix des blés et farines. Sur les principaux marchés du rayon d'approvisionnement, les arrivages sont actuellement assez abondants.

— Une rue, à peine ouverte, entre la rue des Trois-Bornes et la rue de Ménilmontant, vient de recevoir le nom de rue de Nemours.

— Les travaux du Pont-Royal sont poussés avec activité. Pour empêcher la filtration des eaux, on a mis sous le pavé ordinaire d'abord une couche de mortier de chaux hydraulique, et par-dessus une couche d'asphalte.

— Malgré l'annonce de la reprise prochaine des travaux du chemin de fer de Paris à Versailles, par la rive gauche, les actions de cette entreprise restent vers 300 fr.

— Les constructions des abattoirs de Montfaucon, dans la plaine des Vertus, près du canal Saint-Denis, se poursuivent avec beaucoup d'activité. Il est probable qu'elles seront entièrement terminées avant un mois.

NOUVELLES DES PROVINCES.

L'hôtel occupé par don Carlos et sa famille est situé rue du Vieux-Poirier, près la porte d'Auron, et appartient à M. de Panette. C'est un édifice ancien,

sculpté en bois, une de ces maisons qui portent encore des vestiges apparents de la vieille architecture. L'hôtel, comme nous l'avons dit, se trouve entre une cour très-convenable et un jardin assez considérable. Les appartemens sont vastes et commodément distribués; il y a un grand escalier pour communiquer du rez-de-chaussée occupé par la reine aux appartemens du roi qui sont au premier.

Charles V et la reine montrent beaucoup de calme et de résignation. C'est le 14 septembre qu'ils sont arrivés à la frontière, à quatre heures de l'après-midi. Ils ont été reçus par le colonel du 37^e de ligne et par le sous-préfet de Bayonne qui les ont remis à M. Goyenèche, commissaire spécial de police, lequel les a conduits à Saint-Pée, sans les faire passer par aucunbourg, et les a installés dans sa maison; le 16, Charles V et sa famille quittèrent Saint-Pée, et arrivèrent à Guettari, où l'on trouva les voitures que le gouvernement avoit fait préparer. On coucha le 16 à Dax, où l'on n'étoit arrivé qu'à minuit, et le 17 à Langon. Le 18, à une lieue avant Bordeaux, M. de Tinan, aide-camp du maréchal Soult, et chargé de conduire le roi et la reine à Bourges, a rejoint le cortège qui s'est arrêté à Mussidan pour y passer la nuit. Le 19, LL. MM. sont arrivées à Périgueux, et ont logé à l'hôtel de la préfecture. M. de Romieu, préfet, a su concilier avec les exigences de sa position le respect dû à une auguste infortune. Le 20, LL. MM. sont allées de Périgueux à Limoges, et le 21 de Limoges à Châteauroux. Partis de Châteauroux le 22, à une heure un quart, le roi et la reine sont arrivés à Bourges à sept heures et demie du soir.

Le service du roi se compose de don José de Villa-Vicenzio, chambellan; de M. Tamariz, secrétaire; de don Pedro Barrera Raton, confesseur du roi. Le service de la reine se compose de mademoiselle Iglesias, dame d'honneur; du Père Unannó, Jésuite, confesseur de la reine. Le service du prince des Asturies est composé du colonel don Thomas

Garcimartin, chambellan ; le confesseur de l'infant est également le Père Unanué. Le service de l'infant don Sébastien est composé du brigadier-général don Carlos Vargaz, chambellan ; de M. l'abbé don Francisco Bruno Esteban, confesseur de S. A. R.

— On lit dans la *Gazette du Berry* que don Carlos et sa famille font des promenades hors de la ville de Bourges. La dernière a eu lieu sur la route de Nevers. L'infant don Sébastien, qui s'est voué à la peinture dès son enfance, et qui a acquis un talent remarquable dans cet art, compte en occuper ses loisirs. Le marquis de Dreux-Brézé est attendu à Bourges.

— Il y a maintenant un factionnaire d'honneur à la porte de l'hôtel de Pancette. L'infant don Sébastien, d'après les dernières correspondances de Bourges, se trouve légèrement indisposé. « Il est impossible, disent ces correspondances, de montrer plus de grâce et de bienveillance que le roi et la reine, vis-à-vis des personnes qu'ils veulent bien admettre à leur présenter leurs hommages respectueux. Nous voyons maintenant arriver tous les jours des royalistes, même des provinces éloignées, uniquement pour avoir l'honneur d'être reçus par le prince. »

— Un nouveau renfort de gendarmerie est arrivé à Bourges. Ces gendarmes sont logés chez les habitants.

— Ce n'est pas M. Tressy, mais bien M. Truy qui a été envoyé à Bourges, en qualité de commissaire spécial.

— M^{me} Adélaïde et M^{me} la duchesse d'Orléans sont arrivées au château de Fontainebleau, où se trouve en ce moment la cour. Le roi des Français a passé dimanche une revue des troupes qui composent le camp. Dans la calèche de la reine qui suivait le cortège militaire à quelque distance, se trouvoit le comte d'Appony, ambassadeur d'Autriche, M^{me} d'Appony, le comte d'Arnim, ambassadeur de Prusse ; le marquis de Brigueole, ambassadeur de Sardaigne. Les

habitans de Fontainebleau et ceux des environs assistoient en grand nombre à la revue. Il doit y avoir demain mercredi de grandes manœuvres au camp, dont la levée aura lieu, dit-on, samedi.

— Le maréchal Soult et M. Teste sont encore à Fontainebleau.

— M. de Pontois, récemment nommé ambassadeur à Constantinople, en remplacement du vice-amiral Roussin, est aussi au château de Fontainebleau.

— Des placards séditieux sont toujours affichés dans plusieurs villes et bourgs de la Seine-Inférieure et de l'Orne. On réclame dans ces placards la diminution du prix du pain, avec menaces d'émentes.

— Le *Mémorial de Rouen* annonce que M. Ad. Barrot, consul-général à Manille et dans les Grandes-Indes, est à Rouen pour s'entendre, comme il vient de faire au Havre, avec la chambre de commerce, sur les moyens à employer pour établir des relations entre le commerce de Rouen et ces contrées lointaines.

— Les opérations des conseils de révision présentent dans quelques localités des résultats assez extraordinaires. Le canton de Bolbec (Seine-Inférieure) devoit fournir 53 hommes sur 191 inscrits. La liste du tirage a été épuisée, et 40 hommes seulement ont été déclarés propres au service.

— M. Collin, récemment nommé premier président de la cour royale de Douai, est arrivé dans cette ville.

— Soixante-huit fabricans de sucre indigène du Pas-de-Calais se sont rassemblés à Béthune, le 27 septembre. Ils ont décidé qu'ils réuniroient tous leurs efforts afin d'obtenir des chambres le retrait de la loi du 2 juillet 1837 qui impose le sucre indigène.

— La princesse de Leuchtenberg, venant de Dieppe, et en dernier lieu de Paris, est passée le 28 septembre à Strasbourg, se rendant à Munich.

— M. Jeannot, avocat à Nancy, vient de mourir en léguant à la ville toute sa fortune, qu'on évalue à 500,000 fr.

— Une ferme vient d'être la proie des flammes dans la commune de Boissay (Indre-et-Loire).

— Le marquis de Boisragon vient de mourir à Poitiers.

— La dernière foire de Limoges a été mauvaise.

— Un tapir femelle venant de Cumana (Amérique-Méridionale), par le navire la *Minerve*, capitaine Veyron-Lacroix, armateur M. Soubzmain, vient d'arriver à Nantes. M. Edelin de la Praudière, propriétaire de cet animal, a, dit-on, l'intention d'en faire cadeau à la ménagerie royale, où le tapir n'existe plus maintenant.

— La *Revue de la Côte-d'Or*, de Dijon, le 25 septembre, dit que le beau temps revenu la veille fait espérer une série de belles journées pour les vendanges, et que la maturité des raisins promet des vins de qualité supérieure.

— Les vendanges ont commencé le 27 septembre aux environs de Beaune.

— Le pain a dû diminuer hier à Lyon.

— L'inauguration de la statue du colonel Combes, mort devant Constantine, doit avoir lieu prochainement à Feurs (Loire). Cette statue sera posée sur la place de l'église.

— M. Boissat, de Vienne (Isère), dont nous avons annoncé la faillite, avoit quitté depuis long-temps la profession de notaire pour celle de banquier.

— On écrit de Toulon, le 29 septembre, que le brick la *Flèche* vient d'appareiller, sans qu'on sache encore sa destination.

— La corvette la *Victorieuse*, commandée par M. Nonay, capitaine de frégate, est partie de Toulon, le 28 septembre, pour les Antilles.

— On lit dans le *Courrier de Bordeaux* que M. Livernais, au moyen de quelques expériences faites en présence du maire de Bordeaux et de plusieurs savans et industriels, a démontré que la décomposition, en vase clos, du marc de raisin

desséché et de la lie de vin aigrie, donne lieu à un dégaz gaz hydrogène carboné dont les supérieures peuvent faire espérer remplacera avec avantage le gaz de la houille et de la résine.

— M. Aguado étoit, le 30 septembre, à Bordeaux.

— Une fille de Bordeaux d' demoiselle Victoire-Marianne mourir dans cette ville à l'âge de 18 ans.

— M. Margat va faire une ascension aérostatique à Bordeaux.

— Le maréchal-de-camp Nac, inspecteur-général d'artillerie pour la 1^{re} division militaire, est arrivé le 1^{er} septembre à Ajaccio (Corse).

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE

Une dépêche télégraphique de Madrid en date du 1^{er} octobre annonce qu'il suit : « La division Alcala est arrivée à Tudela le 23. Trois autres divisions de l'armée du nord y sont attendues. Le 2 octobre à Saragosse, marchant sur Cabrera avec 33 bataillons et 18 escadrons. La Navarre jouit d'une plus parfaite tranquillité. Tout est soumis et désire la paix. »

— Une junte souveraine a été élue à Saragosse pour gouverner l'Aragon, la Catalogne et Murcie. On sait que le gouvernement d'Espagne avoit pris déjà la mesure pour la province de Catalogne.

— La ville de Molina est bloquée par le chef royaliste Balmaseda, qui a sommé de se rendre sous trois jours. On a fait demander aux habitans une contribution de 100,000 réaux ; faute de quoi il menace de faire fusiller quiconque sortira de la place.

— Le fort de Guevera, où se trouve le principal dépôt d'armes et de munitions de guerre des carlistes, est également assiégé depuis quelque temps par les chrétiens. Il se défend avec vigueur, mais on paroît douter qu'ils puissent se rendre maîtres.

se forme des bandes de guérillas vers points avec les débris de l'armée du nord qui n'ont point suivi le mouvement de défection.

Un certain nombre de Castillans ont rejoint le corps d'Urbisatorre lorsque ce général a partagé la défaite de Maroto, sont allés se joindre à l'armée de Cabrera.

Il reste toujours au gouvernement espagnol trois grands embarras; l'état déplorable des finances, auquel on ne voit point de remède; les fueros à réformer; enfin le parti ultra-révolutionnaire des cortès à satisfaire ou à comprimer. On dit qu'Espartero se charge de ce point avec les troupes d'élite qu'il dispose de faire passer dans la capitale par le moyen, si l'on est obligé d'y recourir, n'annoncerait pas une grande distance au calme.

Un courrier ordinaire de Madrid est parti pour la seconde fois dans l'espace de huit jours. On se plaint aussi de l'interruption des courriers ordinaires.

Espartero se trouvoit au bal à Pamplonne lorsque le grand cordon de la Légion d'honneur lui a été présenté par le chef des-de-camp de M. le maréchal

arrêté du roi des Belges, du 27 octobre, porte que le bureau de Herbeus dans la province du Hainaut, sera librement ouvert à l'exportation des produits raffinés avec décharge des droits de douane.

Les nouveaux wagons emboîtés dans des caisses, et presque de niveau avec le sol, mettront le transport des chevaux et des bestiaux par le chemin de fer de la capitale. Les premiers modèles sont déjà placés sur les rails de la station de la gare.

Le *Morning-Post* assure que le comte Pozzo di Borgo ne retournera pas en Italie en qualité d'ambassadeur.

— On lit dans le *Times* que le colonel Pasley est parvenu à faire jouer une mine sous-marine contre les débris du *Royal-Georges* qui sont depuis plus de 57 ans sous l'eau, à Spithead. Un cylindre contenant 2,320 livres pesant de poudre a été descendu sous la mer, et placé tout près d'une des parties les plus compactes du navire, reconnu d'avance par les plongeurs. Quand tout a été disposé pour cette opération, le vaisseau à bord duquel étoit la batterie volcanique a été placé à la distance de 500 pieds, longueur des fils de métal faisant communiquer la batterie avec le cylindre, l'explosion a eu lieu et les effets ont été très-remarquables; d'abord, la surface de la mer calme et parfaitement unie a été violemment agitée comme par une sorte de tremblement qui a déterminé les oscillations de petites vagues irrégulières, de quelques pouces de hauteur. Ce tremblement a duré quatre à cinq secondes; puis une masse d'eau semblable à un dôme s'est élevée d'abord lentement, puis avec rapidité jusqu'à la hauteur d'environ 30 pieds. Cette masse compacte s'est bientôt abaissée, et les flots se sont éloignés dans toutes les directions. Le son produit par l'explosion n'a pas été aussi fort qu'on s'y attendoit, mais l'effet produit à la surface de la mer, profonde en cet endroit de 90 pieds, a été étonnant. Depuis cette explosion, on a recueilli bien des débris du *Royal-Georges*. Son grand mât, couvert de coquillages dits *barnacles*, dont quelques-uns de 8 pouces de long, a été amené dans le bassin de Portsmouth.

— Pendant 44 ans qu'a duré son règne, la reine Elisabeth n'a créé que six comtes et huit barons. Les wighs en neuf ans, dit le *Times*, ont fait plus de 50 pairs.

— Le conseil exécutif de Zurich vient de fixer son personnel. Le grand-conseil a dû se réunir hier.

— Les pluies abondantes survenues à la fin de la semaine passée et une irruption du glacier du Binn ont tellement grossi les eaux du Rhône, que le fleuve a débordé de tous côtés et a causé les

plus grands dommages dans la partie supérieure du canton du Valais.

— Dans sa séance du 2 août, l'Académie de Chambéry a décidé qu'un concours de poésie seroit établi pour l'année 1840. Une médaille d'or de 1,400 fr., provenant de la fondation Guy, sera adjugée à l'auteur de la meilleure composition en vers sur le *Mouvement industriel et progressif qui s'opère en Savoie*.

— L'auguste famille exilée a quitté le château de Kirchberg pour se rendre à Lyntz, et de cette ville à Goritz, où elle a dû se trouver réunie le 28 septembre. Ce jour-là, M. le duc de Bordeaux, qui étoit resté seul à Kirchberg, étoit attendu à Goritz.

— M. le duc de Bordeaux est entré le 29 septembre dans sa vingtième année.

— M. le duc de Blacas, dont la santé occupe toujours péniblement, est resté à Vienne.

— L'archiduc Maximilien d'Este, grand-maître de l'ordre Teutonique, et le prince héréditaire de Modène, voyageant incognito sous les noms de comtes de Puchen et de Villafranca, sont arrivés à Francfort le 27 septembre.

— Le grand-duc régnant de Hesse-Darmstadt a quitté pour quelque temps ses états, et fait un voyage en Italie.

— La *Gazette d'Augsbourg* annonce que l'envoyé belge près la diète germanique, M. Lebeau, s'est rendu de Francfort au Johannisberg, où il passera quelques jours, sur une invitation du prince de Metternich.

— M. de Saint-Marc-Girardin est arrivé à Trieste sur le paquebot autrichien *l'Eichhoff*.

— On lit dans la *Gazette d'état de Prusse* que le baron de Sturmer, internonce d'Autriche près la Sublime-Porte, désire être rappelé deses fonctions.

— On a reçu les journaux de Vera-Cruz du 26 juillet. Le général Santa-Anna s'étant décidé à abdiquer les fonctions de président par *interim* de la république mexicaine, s'étoit retiré à sa maison de campagne de Manga de Clavo, près de

Vera-Cruz; mais avant de quitter Mexico il avoit adressé au peuple un manifeste qui montrait assez le regret qu'il éprouvoit de rendre la présidence à Bustamente, pour rentrer dans la vie privée. La haute cour de justice de Mexico avoit condamné à mort, le 13 juillet, le colonel don Juan Yanez et ses complices. Ils s'étoient rendus coupables de divers brigandages et assassinats qui remontoient à des époques déjà éloignées. Le consul de Suisse avoit été une de leurs victimes, et les assassins avoient été transportés, sur le lieu du crime, dans la voiture même du colonel. En apprenant sa condamnation à mort, don Juan Yanez s'est coupé la gorge dans sa prison, avec un rasoir; son corps a été porté sur l'échafaud sur lequel ont été exécutés ses complices.

— Le général don Antonio Gaona, qui commandoit la forteresse d'Ulloa lorsqu'elle fut attaquée et prise par l'amiral Baudin, a enfin passé devant un conseil de guerre: il a été acquitté le 13 juillet et réintégré dans ses honneurs et fonctions.

— Le général Urréa, l'ancien chef du parti fédéraliste, qui d'abord avoit été compris dans l'amnistie générale, a reçu l'ordre de s'embarquer à Vera-Cruz et de ne pas rentrer au Mexique avant six ans.

Le Gérant, Adrien Le Clere.

BOURSE DE PARIS DU 2 OCTOBRE.

CINQ p. 0/0.	110 fr. 90 c
TROIS p. 0/0.	81 fr. 45 c
QUATRE p. 0/0, j. de sept.	000 fr. 00 c.
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept.	000 fr. 00 c.
Act. de la Banque.	2797 fr. 50 c.
Oblig. de la Ville de Paris.	1220 fr. 00 c.
Rente de la Ville de Paris.	000 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire.	782 fr. 50 c.
Quatre canaux.	1247 fr. 50 c.
Rentes de Naples	101 fr. 65 c.
Emprunt romain.	103 fr. 00
Emprunt Belge	103 fr. 1/2
Emprunt d'Haïti.	500 fr. 00 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0.	31 fr. 7,8

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERE ET C^e,
rue Cassette, 29.

S'abonner des
chaque mois.

SAMEDI 5 OCTOBRE 1839.

1 an	36
6 mois	19
3 mois	10
1 mois	3 50

*les d's conseils-généraux re-
nt à la religion et au clergé.*

(Suite du N° 3175.)

vicomte de Bouillé a com-
au conseil-général des Bou-
Rhône la délibération prise
seil d'arrondissement d'Arles
l'un hospice d'orphelins et
trouvés que M. l'abbé Char-
e en ce moment sur les pro-
la société agricole de la
margue et avec le concours
société. M. de Bouillé de-
n secours de 2,500 fr. pour
de pareille somme pour
quels ne seroient payés que
hospice seroit en pleine acti-
is le conseil a déclaré que
avantages que promît l'éta-
nt annoncé, il devoit, pour
èle à ses précédens, n'accor-
ecours qu'à une œuvre déjà
té, et il a ajourné son vote à
une session.

Le même conseil, il a été ques-
l'œuvre de la Providence
i répand les plus grands bien-
la classe indigente ; le con-
té à 600 f. le secours de 300
ordoit à cette maison, et a
e la somme appartenant à l'œu-
re, sans égard à la distinc-
lie entre les dames et les de-
de la Providence.

il a décidé qu'une somme de
toit accordée pour aider à la
tion de l'église de Fos, mo-
historique, dont l'existence
à quatorze siècles, et pour
de la Religion. Tome CIII.

lequel la commune s'est imposé des
sacrifices excessifs.

Le conseil-général de la Loire-In-
férieure s'est élevé avec force contre
la création d'économes rendue obli-
gatoire pour tous les hospices. En
admettant que cette institution fût
avantageuse pour les grands établis-
semens, elle est loin d'être profitable
aux hospices du second ordre. Au
lieu d'être pour eux une source d'é-
conomie, les économes constitue-
roient une nouvelle charge d'autant
plus difficile à supporter, que les re-
venus de ces hospices sont en général
fort au-dessous des dépenses de pre-
mière nécessité. Le conseil a aussi
demandé la suppression de la rétri-
bution universitaire.

Une discussion singulière s'est éle-
vée dans le conseil-général de Maine-
et Loire à l'occasion d'une dénoncia-
tion adressée à tous les membres du
conseil par un sieur Bordillon, con-
tre les manœuvres dans ce départe-
ment de ce qu'il appelle le *jésuitisme*
pour *éluder la loi qui protège le pa-*
trimoine des familles, spolier d'immen-
ses capitaux, s'emparer de l'éducation,
corrompre les intelligences, exploiter en-
fin toutes les foiblesses du cœur et de
l'esprit. C'est avec de pareilles dé-
clamations qu'il y a dix ou douze
ans, M. de Montlosier et les jour-
naux qui les appuyoient parvinrent
à exalter les têtes, à échauffer les pas-
sions, à provoquer des mesures de
rigueur contre un corps estimable, et
plus tard des troubles, des boulever-
semens et une révolution tout en-
tière. Des magistrats, des législateurs

eurent le tort de discuter gravement des dénonciations qu'il n'eût fallu accueillir que par le mépris. Le conseil-général de Maine-et-Loire a donné dans le même piège. La dénonciation du sieur Bordillon a été renvoyée à une commission qui a fait là-dessus un rapport sérieux. Cet objet étoit-il de la compétence du conseil ? Nous ne le pensons pas. Toutefois la commission a jugé, dit-on, que quelques-uns des faits signalés dans le mémoire étoient d'une haute gravité et de nature à porter le trouble dans la société, s'ils étoient vrais. Ils mériteroient donc d'être vérifiés ; mais ce n'étoit point à elle à ouvrir une enquête, et elle a proposé de prier le préfet de transmettre au ministre des cultes le mémoire et les pièces à l'appui.

Un membre a fait observer que le conseil ne devoit pas s'occuper de ces plaintes, qu'il n'avoit pas mission pour cela, et que le dénonciateur devoit s'adresser à l'administration ou aux tribunaux ; d'ailleurs son mémoire sembloit impliquer une critique de l'administration. Le préfet a combattu les conclusions de la commission, et a soutenu qu'on n'avoit à reprocher à son administration aucun acte de négligence ou de foiblesse. S'il y a eu quelques abus, ce n'étoient pas de ceux que les lois pussent atteindre. Le préfet a engagé le conseil à se tenir en garde contre des plaintes qui en paroissant n'en vouloir qu'à l'abus d'une liberté, pourroient attaquer la liberté elle-même.

Diverses propositions ont été faites, une dernière a été accueillie. L'auteur laisse de côté le mémoire, mais il est effrayé de faits récents qui se sont passés dans le département et

dans la Loire-Inférieure ; des cotisations religieuses s'y établissent grand nombre, elles ont de l'ar elles font des dépenses. Il seroit en conséquence que le conseil d'rât que vivement préoccupé des grès de certaines corporations et troubles qu'elles peuvent ca tout en respectant la liberté de tes et la liberté individuelle, pelle le gouvernement à exercer surveillance active et à faire ex les lois. Cette proposition a été tée par le conseil.

Voilà bien du bruit, des ple et des frayeurs. Que s'est-il passé ? Qui a pu donner lieu à vives alarmes ? C'est absolument comme du temps de M. de Mo sier. Quatre ou cinq prêtres sont venus dernièrement, dit dans le département pour trav au salut des âmes ; un pieux (siasique a favorisé leur établiss par un don généreux ; qu'y donc là de si désastreux et de frayant ? N'est-il plus permis d poser de sa propre fortune ? Il n' ici ni captation, ni séduction homme libre, dans la force de jouissant de toutes ses faculté peut-il faire de ses biens l'empl lui convient ? N'y a-t-il pas de rire un peu de ces plaintes exa qui feroient croire que le feu e quatre coins du pays, et qu'or menacé de quelque grand mal Ou plutôt les alarmistes ne j ils pas un peu la comédie, e ils l'ont fait sous la restaurati

Le conseil d'arrondissement Segré, Maine-et-Loire, avoit mé le vœu que la comptabili fabriques fut placée sous l'at administrative ; le conseil-gén réitéré seulement son vœu pou

la législation sur les fabriques fût révisée. Le conseil de Segré s'étoit plaint, en outre, que les fêtes supprimées par le concordat fussent encore célébrées dans les campagnes, et que des missionnaires parcourussent en tout sens l'arrondissement. Le conseil-général n'a point partagé cette sollicitude, et a passé à l'ordre du jour sur l'un et l'autre objet. Il est assez ridicule en effet de voir des gens qui, parce qu'ils ne célèbrent pas les fêtes, ne veulent pas que d'autres les célèbrent. Quant aux missionnaires, ils sont un peu moins dangereux que ces colporteurs de mauvais livres qui circulent partout et cherchent à répandre la corruption et l'impiété. Le conseil de Segré auroit mieux fait de réclamer contre ces derniers, ainsi qu'avoit fait si sagement celui de Commercy.

Le conseil-général de la Meurthe a exprimé le vœu que l'hospice de Maréville, où sont renfermés les aliénés du département, restât sous l'administration des Sœurs de Saint-Charles, et ne passât point sous le régime des économes imposés par les dernières ordonnances. C'est encore — là une réclamation contre les innovations où on a entraîné le ministère.

Dans le conseil-général du Nord, le préfet a déclaré que le but constant de ses efforts sera de *moraliser* les classes pauvres par l'éducation religieuse ; mais ce but, a-t-il dit, ne peut être atteint que par la distribution de livres exempts de tout reproche sous le rapport des dogmes religieux, et il est malheureusement constaté qu'à cet égard les précautions nécessaires n'ont pas toujours été prises. On a cité le *Catéchisme historique* de Fleury, qui a éprouvé,

dit-on, des altérations fort répréhensibles.

Nous sommes édifiés du zèle de M. le préfet pour *moraliser* les classes pauvres, mais nous ne croyons point que ce but ne puisse être atteint que par des distributions de livres. Les instructions des curés, les catéchismes, l'assiduité aux prières de l'Eglise, les soins des pieuses Sœurs qui se vouent à l'enseignement, sont les principaux moyens pour propager les bonnes mœurs parmi la génération naissante. Cependant les bons livres peuvent aussi être utiles, mais là-dessus c'est surtout aux pasteurs qu'il faut s'en rapporter. Nous ne savons quelles sont les altérations dont on se plaint pour le *Catéchisme historique* de Fleury, mais il nous semble que ce n'est ni à M. le préfet ni au conseil-général à en juger.

Parmi les vœux relatifs aux écoles, le même conseil a demandé que des mesures efficaces fussent prises pour remédier aux inconvéniens graves qui résultent de la réunion des deux sexes dans les écoles, et qu'une séparation complète fût opérée le plus tôt possible. Nous ne pouvons que nous associer entièrement à ce vœu.

Le conseil-général du Puy-de-Dôme a réitéré son vœu pour l'augmentation de l'allocation annuelle faite à la cathédrale de Clermont dans l'intérêt du bas chœur, et à l'église d'Issoire comme monument historique. Il demande que la sainte chapelle de Riom soit rendue à son ancienne destination, et comprise dans les monumens historiques.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

PARIS.—La déclaration de M. Auzou a édifié tous ceux qui avoient gémi de ses écarts. On s'est réjoui de le voir

rentrer dans le bercail, reconnoître ses torts et faire amende honorable pour ses actes et ses discours qui avoient pu être une pierre d'achoppement pour plusieurs. Car quoiqu'il n'eût pas poussé l'impiété aussi loin que celui qu'on appelle le *primat de l'église française*, il avoit avancé bien des erreurs et les avoit soutenues avec une hardiesse peu commune. Son retour et son repentir sont donc aussi consolans pour l'Eglise qu'heureux pour lui-même. Toutefois il se trouve que sa démarche a contrarié celui qui l'avoit imité dans ses égaremens. Le sieur Laverdet, cet ancien libraire de Clichy, prêtre improvisé de la façon de Chatel, ce qui fait très-légitimement douter qu'il soit prêtre, Laverdet, l'acolythe de M. Auzou, n'a pas eu le courage de le suivre dans ses nouvelles voies. Cet homme, que nous consentions à oublier, vient protester contre la rétractation de M. Auzou. Il veut aussi être chef de secte, et se croit à la tête de l'*église évangélique française*. Mais où est cette pauvre église? Hélas! nous l'ignorons, et M. Laverdet lui-même seroit fort embarrassé de nous l'apprendre. Il n'a point de lieu de réunion ni peut-être de troupeau, quoiqu'il ait adressé sa protestation *aux fidèles de l'église évangélique française*. Il se récrie contre la teneur de la rétractation, qu'il a le front d'appeler *un grand scandale*. C'est ainsi qu'on abuse des mots, à l'exemple de ceux dont parloit le prophète, qui donnent au mal le nom de bien et au bien le nom de mal. La protestation du sieur Laverdet, qui est datée du 10 septembre, et qu'on nous a adressée, n'est qu'une déclamation avec laquelle on auroit voulu faire un peu de bruit, mais où tous les gens sensés ne verront que le cri impuissant de l'amour-propre piqué et de l'esprit de discorde et de schisme.

Le dimanche 29 septembre, don

Carlos et sa famille ont assisté à la messe dans la cathédrale de Bourges. M. l'archevêque leur a rendu les honneurs dûs à leur naissance. Le prélat est allé avec le clergé les recevoir à l'entrée de l'église, leur a présenté l'eau bénite et les a encensés. Des places leur avoient été préparées dans le sanctuaire. Après la messe, les princes ont été reconduits à la porte avec le même cérémonial. Le soir, M. l'archevêque et plusieurs ecclésiastiques ont été admis à saluer la famille royale. Plusieurs messes sont dites tous les jours à l'hôtel de M. de Panette par les ecclésiastiques espagnols venus avec les princes. Don Carlos entend toujours la première, qui se dit de très-bonne heure.

M. l'évêque de Saint-Flour a voulu faire transporter les restes de M. de Belmont, son prédécesseur, dans les caveaux de la cathédrale. M. Jean-Eléonore Montanier-Belmont étoit né à Seyssel le 10 mars 1756, il étoit à l'époque de la révolution grand-vicaire et chanoine de Nîmes. Nommé à l'évêché de Saint-Flour après le concordat, il fut sacré le 18 juillet 1802. Il conquiert tous les cœurs dans son diocèse par sa douceur et sa piété. Il fut enlevé de bonne heure à son diocèse, et mourut à Paris le 1^{er} mai 1808; son successeur a pris soin de faire transporter sa dépouille mortelle au milieu de son troupeau. Le prélat a publié sous la date du 20 septembre un mandement pour annoncer la cérémonie. Il fait à cette occasion un juste éloge de M. de Belmont :

« Il étoit éminemment, dit-il, l'homme de la droite du Très-Haut. Les besoins de son vaste diocèse qui comprenoit, à cette époque, avec celui de Saint-Flour, le diocèse actuel du Puy, étoient immenses; mais son zèle ne l'étoit pas moins, et les rares qualités de son esprit et de son cœur le rendoient à la fois capable des desseins les plus vastes et les plus diffi-

les, et supérieur à tous les obstacles. Son premier soin fut de ramener à l'unité catholique ceux de ses prêtres qui avoient en le malheur de s'en séparer. L'entreprise étoit délicate; il l'accomplit avec une prudence consommée. Il prit en même temps toutes les mesures que peut suggérer le zèle le plus éclairé, pour connoître parfaitement le personnel de son nombreux clergé. L'organisation des deux diocèses suivit immédiatement ces premiers travaux. Le choix des curés de canton lui parut mériter une attention toute particulière. Il le fit avec une sagesse qui mérita les suffrages les plus unanimes, et le bon esprit qu'a toujours conservé notre clergé, même pendant la longue vacance qui suivit le décès de ce grand évêque, est encore, nous aimons à le dire, le plus bel éloge de ce choix. Le grand travail de l'organisation de son diocèse et de ses visites pastorales assez nombreuses pour qu'en deux ans il l'eût parcouru tout entier, n'absorboit pas tous ses soins. Les paroisses avoient des pasteurs; mais il y avoit des vides à remplir, et des successeurs à préparer aux anciens du sanctuaire. Or, pour cela il ne suffisoit pas de réunir des élèves et de leur donner des maîtres. Son séminaire avoit été entièrement dévasté par la révolution; le bâtiment seul lui restoit. Quels sacrifices dès lors ne devenoient-ils pas nécessaires! Il les fit à force d'épargnes et de privations. Et pour augmenter les ressources de cet établissement naissant, et lui abandonner une partie de ses revenus, il fut se loger au séminaire, et partagea la table frugale des directeurs.

• Tel est le tableau trop succinct des œuvres admirables accomplies en très-peu d'années par M. de Belmont. Il n'a fait que passer, pour ainsi dire, sur le siège de Saint-Flour; mais il est passé en faisant le bien, et ses œuvres honoreront un long épiscopat. Que n'eût-il point fait, s'il avoit vécu de longs jours parmi vous! Il est et sera long-temps béni par son peuple. La gloire qu'il évitoit pendant sa vie s'est attachée à son nom; et

ne doutons pas que la seule qu'il ambitionnât ne lui soit abondamment accordée dans les cieux. En recevant parmi nous ses précieux restes, ouvrons nos cœurs à une sainte joie; mais surtout que le souvenir de ses vertus excite notre foiblesse: c'est le plus beau et le plus pur hommage que nous puissions rendre à sa mémoire. •

La translation a été fixée au 1^{er} octobre, jour de la clôture de la retraite pastorale. Tout le clergé devoit se réunir dans la chapelle du grand séminaire, et de là se rendre processionnellement à la cathédrale où un catafalque étoit préparé. M. l'évêque régloit dans son mandement l'ordre de la cérémonie. Après la messe et l'absoute, le corps a dû être déposé dans le caveau du chœur.

M. l'évêque de Dijon a voulu aussi procurer une retraite à son clergé, qui ne jouissoit pas de cet avantage depuis plusieurs années. Il a obtenu que M. l'abbé Bénoin, qui se livre avec succès à ce genre de ministère, et qui cette année même a donné plusieurs retraites, vînt diriger celle-ci. Elle s'est ouverte le mercredi 11 septembre et a fini huit jours après. M. Bénoin parloit cinq fois par jour. M. l'évêque a vécu au séminaire avec ses prêtres, et a présidé à tous les exercices. Dans ses rapports avec son clergé, il a montré autant de bonté que de sagesse, et a justifié la réputation qu'il avoit acquise. La clôture de la retraite s'est faite dans l'église Saint-Bénigne. M. Bénoin a parlé sur la dignité et les bienfaits du sacerdoce. La cérémonie avoit attiré grand nombre de fidèles.

Nous avons reçu les discours prononcés pour la distribution des prix des collèges de Caen et de Coutances les 20 et 21 août dernier par M. l'abbé Daniel, recteur de l'Académie, ancien proviseur du collège de Caen.

Dans le premier, l'orateur adresse à la jeunesse des conseils dignes de son caractère et de son expérience. Il signale l'état moral de notre époque si malade à tant d'égards :

« Au milieu des trésors de la civilisation, du progrès des sciences et des conquêtes de la liberté, on s'effraie à bon droit de cette inquiétude qui tourmente les esprits, de cet égoïsme qui affaiblit et neutralise toutes les forces sociales, de ce scepticisme qui a tout envahi et tout dévasté, et qui, si l'on n'arrête son cours, détruira, jusque dans leur germe, tous les élémens d'ordre, tous les principes de vie. Dans beaucoup d'âmes, sans doute, se sont conservées ou se réveillent ces convictions morales et religieuses, qui seules possèdent la puissance nécessaire à la conservation et au perfectionnement de l'édifice social que seules elles ont pu fonder. Nous le voyons avec bonheur, et c'est là ce qui fait renaître et soutient nos espérances et notre courage; mais combien d'hommes nous apparais-
sent encore, tristement dépourvus de toute croyance, de toute conviction, errant misérablement dans la vie, sans règle, sans guide et sans but, flottant au gré de mille impulsions contraires, semblables à des vaisseaux sans lest et sans pilote, ballottés par la tempête sous un ciel sans étoiles et sur les abîmes d'une mer sans rivages! Nous voyons avec bonheur une lumière plus vive et plus pure briller sur les hauteurs et nous y dévoiler de nobles passions et des vertus consolantes dont l'influence sauvera tout, si elle continue de se fortifier et de s'étendre; mais les régions inférieures sont encore assises dans des ténèbres épaisses que percent à peine quelques rayons de lumières, souvent fausses et trompeuses. Là, s'agitent des êtres qui n'ont de passions et d'énergie que pour abattre et détruire ce qui est, et qui bientôt abattraient et détruiraient ce qu'ils auroient élevé, si toutefois ils leur étoit donné d'élever quelque chose. »

Dans le discours prononcé au collège de Coutances, M. l'abbé Daniel rappelle le souvenir des hommes estimables qui ont honoré le collège et la province par leurs vertus et leurs services. Il nomme entr'autres trois ecclésiastiques dont nous aimons à consigner les noms :

« Qui pourroit oublier la douce et paternelle direction de ce bon abbé Doyère⁽¹⁾, si aimé, si respecté de ses nombreux élèves qu'il édifioit, en leur montrant, en action, dans sa vie, la charité, le zèle, toutes les vertus d'un prêtre selon Dieu, en même temps qu'il brilloit dans le monde par la facilité de son esprit, l'aménité de son caractère et les charmes de sa conversation?

« Qui n'a admiré, dans l'abbé Gambier⁽²⁾, cette urbanité, cette politesse exquise, cette rare modestie, cette belle simplicité et cette piété vive, unies à des talens auxquels il n'a manqué, pour acquérir une vaste renommée, que l'occasion de se déployer sur un vaste théâtre?

(1) L'abbé Doyère (Pierre), né à Saint-Jean-des-Essartiers, le 18 mars 1756, mort chanoine de la cathédrale de Coutances, le 16 novembre 1833. Il fut un des élèves les plus distingués de l'ancienne université de Caen. Appelé très-jeune encore à la chaire de philosophie du collège de Saint-Lô, il s'y fit remarquer par son talent pour l'enseignement et par les succès qu'il y obtint. Au bout de quelques années il fut nommé à la cure de Contrières. Il passa en Angleterre le temps de la révolution; rentré dans sa cure, à l'époque du concordat, il l'échangea, en 1807, contre les fonctions de principal du collège de Coutances, qu'il conserva jusqu'en 1825.

C'est sans doute le même qui est auteur du *Memento des vivans et des morts*, in-8°, qui parut à Caen en 1817, et dont il a été rendu compte dans l'*Ami de la Religion*, numéro du 20 septembre 1817, tome XIII.

(2) L'abbé Gambier (Thomas), né à Granville, le 14 mai 1762, mort le 7 septembre 1829, chanoine de la cathédrale, après avoir été quelque temps curé de

• Qui montra jamais une ame plus pure, plus candide, plus sincèrement pieuse, plus profondément dévouée à tous ses devoirs, que cet excellent abbé Manger (1), qui méritoit si bien, à tous égards, d'être le collègue et l'ami des Doyère et des Gambier ?

La ville de Langon, diocèse de Bordeaux, vient d'être contristée par la mort de son ancien curé, M. Laroche, âgé de soixante-dix-neuf ans.

M. Laroche étoit un de ces membres du vieux clergé, qui ont été en butte aux persécutions révolutionnaires. A Langon, seulement, il avoit exercé pendant trente-cinq ans le saint ministère, et par son zèle et ses vertus, il s'y étoit fait respecter et chérir de tous ses paroissiens.

Comme il s'aperçut, il y a quelque temps, que ses forces diminuoient, il se décida, non sans un vif regret, à donner sa démission et à se séparer de ceux qu'il aimoit comme des enfans. Mais M. l'archevêque, voulant récompenser une vie si utile à la religion, s'empressa de le nommer chanoine de la cathédrale.

Les obsèques de M. Laroche ont été célébrées avec une grande pompe. Le clergé des communes environnantes s'y étoit rendu. Le curé de Cadillac officioit. La population de Langon a assisté avec recueillement à cette sainte cérémonie.

Le 30 septembre a eu lieu, au monument des Broteaux, à Lyon, le service solennel institué en mémoire des Lyonnais victimes de la fureur révolutionnaire de 93. Une messe de *Requiem*, suivie de l'absoute, a été chantée dans l'église où reposent

Saint-Nicolas de Contances. Il professa la rhétorique, pendant 10 ans, avec un brillant succès.

(1) L'abbé Manger (Jacques), né à Sainte-Marie-du-Mont, le 15 avril 1772, mort professeur de seconde au collège de Contances, le 25 mai 1826.

les ossemens de ces honorables victimes. La cérémonie s'est faite au milieu du plus profond recueillement. On remarquoit parmi les assistans quelques-uns des débris de l'armée de Précý, échappés aux fusillades de Collot-d'Herbois.

Beaucoup de promeneurs s'arrêtoient le 26 septembre, à Marseille, devant le piédestal élevé sur la place Saint-Ferréol, pour y recevoir la colonne consacrée à M. de Belzunce et aux généreux compagnons de son dévouement pendant la peste de 1720. Ce monument a été élevé à la gloire de M. de Belzunce, des échevins, du clergé et des citoyens qui se sacrifièrent pour le salut commun. C'est au dessus de ces noms glorieux que le génie qui surmonte la colonne doit étendre la couronne civique. Eh bien ! à moins que ce génie ne doive tourner le dos à la rue Saint-Ferréol, ce qui est peu vraisemblable, la couronne seroit étendue sur les noms de MM. de La Coste, Consolat et autres, et les Belzunce, les Estelle, les chevaliers Rose seroient derrière la statue. L'erreur peut être réparée aisément : il suffit de faire tourner le piédestal sur lui-même, et tout le monde sera mis à sa place.

Le mercredi 25 septembre, la compagnie des sapeurs-pompiers de la ville d'Amiens a fait célébrer une messe solennelle à l'église Saint-Jacques, à l'occasion de la fête de saint Firmin, son patron, cérémonie à laquelle elle avoit convié l'état-major de la garde nationale et celui de la garnison. Pour la première fois, on a pu embrasser dans toute son étendue, le monument que la munificence éclairée du conseil municipal et les pieuses largesses d'un grand nombre de citoyens ont consacré à la religion. Quelqu'importante qu'ait été la somme destinée à une construction si vaste, on s'étonne qu'elle y puisse

suffire ; on admire la majestueuse simplicité d'un édifice qui fait le plus grand honneur à l'architecte habile qui en a donné les dessins et à l'entrepreneur qui s'est chargé de son exécution.

L'une des dames les plus respectables de la Picardie, M^{me} Lefort du Quesnel, née Dufresne, vient de terminer par une sainte mort une vie toute remplie de bonnes œuvres. Issue de la famille de Dufresne Ducange, l'une des célébrités de la Picardie et même de la France, elle s'est constamment montrée digne de sa naissance. A la piété la plus sincère et la plus éclairée elle joignoit une grande élévation d'âme, un caractère plein de fermeté, et une capacité pour les affaires au-dessus de son sexe. Elle eut à supporter tous les malheurs de la révolution, et la perte la plus cruelle pour le cœur d'une mère ; mais jamais son courage n'en fut abattu. Empressée dans tous les temps de venir au secours des pauvres, sa charité s'accrut en proportion des misères qu'elle avoit tous les jours sous les yeux. Elle s'imposa, pour les alléger, les plus généreux sacrifices. Près de son château, elle fit construire, à ses frais, un hospice pour y recueillir les infirmes qui manquoient de ressources. Après la mort d'un époux digne d'elle, et qui la secondoit dans tout le bien qu'elle vouloit faire, elle vint elle-même s'établir dans cet hospice, renonçant ainsi volontairement à tous les agrémens d'une des plus belles habitations de la province. C'est dans ce modeste asile, que, pendant près de trente années, sans cesser d'étendre sa sollicitude sur les besoins du dehors, elle se consacra plus particulièrement au soulagement et à l'instruction de ceux qui y étoient admis, et qu'elle y donna à la fois les leçons et l'exemple de toutes les vertus. Ce fut au

milieu de ces pieux exercices qu'elle fut frappée de la maladie contre laquelle tous les soins et tous les secours de l'art furent vainement prodigués. Elle y succomba le quinzième jour, dans les sentimens de la foi la plus vive et de la plus édifiante résignation, emportant avec elle les justes regrets d'une famille désolée, et la vénération de toute une contrée.
(Gaz. de Picardie.)

Voici quel est le personnel du collège Notre-Dame, à Tournay, fondé en dernier lieu par les Jésuites. Il paroît que la compagnie a fait un choix tout particulier d'hommes distingués et capables pour diriger le nouvel établissement. Le collège Notre-Dame, par sa situation dans une ville voisine de la France, ne peut manquer d'attirer beaucoup d'élèves de ce pays ; aussi les Jésuites belges se sont-ils associé plusieurs français. Le supérieur est le Père Staercks, Jésuite belge, qui a enseigné la physique et les mathématiques, successivement dans les collèges de Fribourg et d'Alost ; il a été ensuite professeur de droit naturel et préfet des études au collège d'Alost, depuis 1833 jusqu'à 1838. Le préfet des études et du collège est le Père Latour, qui a professé tous les cours d'humanités jusqu'en rhétorique inclusivement. Il a en outre déjà rempli avec beaucoup de distinction la place de préfet, à laquelle il est destiné, à Tournay. Les professeurs sont MM. de Gardin, Chervaux, Lauras et Rose. En outre, font partie de l'établissement les RR. PP. Lainez, de Sarragosse, et Julliot, Liégeois, ancien chef de l'établissement que dirigent en ce moment à Liège les Jésuites.

Un journal anglais annonce qu'il est question d'augmenter le nombre des évêques catholiques en Angleterre. Les comtés de Cumberland, de Northumberland, de Westmore-

e Durham formeroient un t l'Yorkshire un autre. Les e Lancastre et celui de roient aussi un district sésent que ce ne sont là que s que nous ne prétendons ir. Mais il est très-vrai que shire et l'Yorkshire sont y a le plus de catholiques. er compte 90 congrégations es et le second 56.

IQUE, MÉLANGES, ETC.

lution de juillet nous explique ix de ses principaux organes elle est joyeuse de la ruine des don Carlos. Elle est joyeuse, parce que cet événement fait a cause de l'ancien droit eurobandonnée par ceux qui au lus d'intérêt à la défendre s'ils Elle est joyeuse parce que la des gouvernemens monarchi ard de Charles V donne la me que la révolution de juillet est l'entreprendre et d'accomplir circonstances lui permettront e sa marche et son essor. Elle e parce que tout ce qui se passe t de s'écrier : *Que seroit-ce donc cet ancien droit européen avoit la démocratie française triomarmée des justes ressentimens des*

fait que confirmer, du reste, s journaux du même parti ont aré à l'occasion de l'inscription our la colonne de la Bastille. et bien expliqué ce qu'ils atten la révolution de juillet lorsque ramme recevra les développe ils ont toujours entendu lui Vous croyez, disent-ils, que nous mbattu pour les *libertés publi* i, mais ne vous y trompez pas, issi *contre la monarchie*; c'étoit nt le mot de *Bourbon*, le mot de ot de *royauté*; enfin c'étoit sous ion du *principe républicain*, que

le soulèvement des glorieuses journées s'est opéré.

L'assurance de ces messieurs redouble en voyant combien la chute de don Carlos semble causer peu d'émotion aux défenseurs naturels de l'ancien droit européen. Ils attribuent cette indifférence à la peur qu'on a de réveiller la révolution de juillet, et de venir se briser contre son *principe républicain*. Nous ne saurions dire s'ils ont tort ou raison de s'imaginer que personne n'ose les regarder en face; mais il est certain qu'il y a de quoi s'y tromper, et que le principe républicain paroît mieux s'entendre que le principe monarchique à protéger ce qu'il protège.

M. l'abbé Mirguet, qui ouvrit, il y a trois ans, à Nancy une école secondaire connue sous le nom de pensionnat Saint-Pierre, vient de la transporter au château de Malgrange, ancienne maison de plaisance des ducs de Lorraine et du roi Stanislas. Ce local est magnifique et à peu de distance du faubourg de Saint-Pierre de Nancy. Les bâtimens sont vastes et la situation à la campagne sera plus favorable au recueillement des études. C'est là que va se faire la rentrée.

A la distribution des prix, qui a eu lieu le 28 août, M. l'abbé Mirguet a prononcé un discours pour exposer son plan d'éducation. Ce plan n'est pas sans doute chez lui, comme chez beaucoup d'autres, une théorie vague qui ne descend point à la pratique. M. l'abbé Mirguet parle du devoir des maîtres en homme qui les comprend et qui les applique. Son établissement, qui compte 80 élèves, paroît dirigé dans un très-bon esprit.

PARIS, 4 OCTOBRE.

Le duc d'Orléans est arrivé à Alger le 27 septembre, à sept heures du matin, sur le *Phare*.

— Sont convoqués pour le 26 octobre les collèges électoraux de Condom (Gers), Brives (Corrèze), Dijon (Côte-d'Or), Saint-Etienne (Loire), Apt (Vaucluse), à

l'effet d'élire chacun un député, par suite des ordonnances du 20 septembre qui ont nommé : Président de la commission des monnoies et médailles, M. Persil, député du Gers; et conseillers d'état en service ordinaire, MM. Rivet, Tournouer, Lanyer et Mottet, députés de la Corrèze, de la Côte-d'Or, de la Loire et de Vaucluse.

— Avant de nommer les maîtres des requêtes, dont le choix lui est dévolu par l'ordonnance du 18 septembre, le garde des sceaux veut, dit-on, soumettre la liste des candidatures aux présidens des sections du conseil d'état. Les nominations à faire se réduisent à cinq maîtres des requêtes.

— Le ministre de la marine vient d'envoyer à Toulon tous les jeunes gens de l'école navale qui, sortis cette année, étoient venus recevoir à Paris leurs brevets d'enseignes de vaisseau.

— Le ministre de l'intérieur vient, à la demande du ministre de la guerre, d'adresser une circulaire aux préfets pour les engager à rappeler de la manière la plus formelle aux maires qu'ils doivent, lors du mariage des militaires, y compris les hommes de la réserve, se faire représenter l'autorisation du ministre de la guerre, comme aussi notifier exactement les lettres de convocation qu'ils reçoivent pour les hommes de la réserve.

— M. Du Bois, sous-préfet de Vitré, est appelé à la sous-préfecture de Châteaulin. Il est remplacé à Vitré par M. Lemerancier, avocat, frère de M. Lemerancier, préfet de la Manche, près duquel il remplissoit les fonctions de secrétaire particulier.

— M. Pons, récemment nommé député à Espalion (Aveyron), a quitté la magistrature en 1830 pour refus de serment.

— M. Alquier, médecin en chef et premier professeur à l'hôpital d'instruction de Metz, a été, par ordonnance du 25 septembre, nommé médecin en chef de l'hôpital du Gros Caillon, à Paris.

— Le comte Jaubert, depuis longtemps de retour de son voyage est en ce moment à Paris.

— La commission formée pour la garde des sceaux pour la révision et réglemens sur la transmission des lois, s'est réunie aujourd'hui pour la première fois.

— M. Ad. Barrot, consul à Manille et dans les Grandes-Indes, est de retour à Paris de son voyage au Havre.

— Le journal la *France* publie sa première liste des souscriptions pour ses bureaux, en faveur des Espagnols. Charles V en France. Cette première liste s'élève à 2,842 fr.

— Une souscription pour élever à la mémoire de Napoléon, est ouverte dans le bureau de la *Quotidienne*, qui s'inscrit pour de 500 fr.

— M. Eustache, inspecteur-ponts-et-chaussées, officier de l'honneur, est mort à Aix-les-Bains le 18 septembre à la suite d'une maladie, muni des sacremens. Ses dépouilles mortelles ont été ramenées à Paris.

— Le ministre de l'intérieur, accompagné de M. A. Passy, directeur de la ministration départementale, et de M. Dejean, directeur de la police générale, a été visiter la prison centrale de Melun (Seine-et-Marne).

— M. Odilon-Barrot, au nom de l'extrême-gauche, vient de publier un long manifeste en faveur de la réforme électorale. Après quelques questions, arrive un projet de loi qui fixe à 600 le *minimum* des électeurs par arrondissement. Toutes les personnes inscrites sur la liste du jury entreront dans la liste électorale, et de plus, les juges de paix, les auditeurs et suppléants des juges de paix, les officiers de la garde nationale, les membres des conseils municipaux des villes chef-lieu de canton, et de celles présentant

de plus de 2,000 hommes, les membres des chambres de commerce, conseils de manufactures et des conseils des prud'hommes, les élèves de l'école polytechnique, admis ou déclarés admissibles dans les services publics, résidents deux ans de domicile dans l'arrondissement électoral. Avec le projet en session, la chambre des députés se composera de 509 membres, qui recevront chacun par séance une somme de vingt francs. Tout électeur sera éligible; mais il y aura incompatibilité entre les fonctions de député et celles de préfet, sous-préfet, receveurs-généraux, payeurs, et tout comptable de deniers publics; des procureurs-généraux, procureurs du roi et leurs substituts; des ingénieurs des ponts-et-chaussées et des mines, et enfin des fonctions salariées par la liste civile.

— Le bureau du comité de l'extrême-gauche se compose de MM. Laffitte, président; Dupont (de l'Eure), vice-président; Arago et Martin (de Strasbourg), secrétaires.

— Un élève en médecine, nommé Alphonse Brayer, avoit été condamné à 16 fr. d'amende et un mois de prison, par suite d'une perquisition faite à son domicile, près la barrière Saint-Jacques, pendant laquelle la police avoit saisi une balle de calibre, des chevrotines fraîchement fondues, l'*Almanach Populaire*, la déclaration des droits de l'homme, et des vers manuscrits contre le roi des Français. Le procureur du roi s'étant pourvu à minima, l'affaire est venue devant la cour royale, qui a élevé à six mois la durée de l'emprisonnement.

— Le génie des inventeurs marche bon train. 165 brevets d'invention ont été délivrés pendant le 2^e trimestre de 1839.

— On frappe en ce moment, à la Monnaie, 60,000 pièces de 10 centimes destinées aux colonies.

— Nous avons donné dans notre dernier numéro, aux nouvelles de Paris, un aperçu des forces militaires de la France depuis 1791 jusqu'à l'année 1838 inclusi-

vement. Nous avons dit que le total de l'armée pendant les seize années de la restauration, s'étoit élevé à 622,000 hommes, et que depuis 1830 jusqu'à 1838 compris, on avoit appelé 640,000 hommes; ce qui établit pour la restauration une différence en moins de 18,000 hommes, et non pas de 180,000, comme il a été imprimé dans notre dernier numéro.

— A la dernière halle de Paris, le prix de la farine a baissé d'environ 2 fr. par sac.

— Des nouvelles récentes des départements annoncent une baisse dans le prix des blés sur 38 marchés, et une hausse sur 15 marchés.

— La route de Paris à Nantes est desservie par des malles-postes du nouveau système, depuis le 1^{er} de ce mois.

NOUVELLES DES PROVINCES.

On lit dans la *Gazette du Berry* que Charles V vient d'entrer dans sa 52^e année. Sa taille est ordinaire, son nez est aquilin. Le roi porte de fortes moustaches. Sa physionomie est empreinte d'une douceur qu'on ne peut exprimer. La reine n'est pas grande, mais elle a dans le port une grande majesté. Il y a du génie dans sa physionomie et beaucoup de bienveillance. Le prince des Asturies est âgé de 19 ans. Sans être très-grand, il a néanmoins beaucoup de dignité. Sa figure est pleine de calme et de candeur. On reconnoît dans les traits de l'infant don Sébastien le héros qui a déjà remporté bien des victoires. Il n'est pas très-grand et paroît avoir beaucoup souffert. Quelque chose de doux et de mélancolique est répandu sur sa physionomie.

— La souscription ouverte récemment dans les bureaux du *Réparateur* de Lyon pour les Espagnols qui ont suivi don Carlos en France, s'élevoit le 1^{er} octobre à 1,045 fr. Le *Réparateur* s'étoit inscrit pour 100 fr.

— Tous les autres journaux royalistes de province ont également ouvert des souscriptions pour les soldats de Charles V.

— Pendant l'une des dernières nuits, une diligence appartenant à MM. Bosquet, rue Coq-Héron, qui se rendoit de Paris à Rouen, a été en partie dévalisée à petite distance de Saint-Germain. Il paroît qu'un voleur a pu monter sur l'impériale ; une fois installé au milieu des bagages des voyageurs, il aura jeté sur la route les malles et autres paquets que ses complices auront pris soin de mettre vite à l'écart.

— M. le vicomte d'Osmond, lieutenant-général, vient de mourir dans sa 84^e année, au château de Pontchartrain (Seine-et-Oise).

— Il y a eu mercredi grande manœuvre au camp de Fontainebleau. Le lieu choisi pour les évolutions étoit la plaine qui s'étend du camp aux versans sud-ouest de la forêt, et qui est bornée au sud par Arbonne, au nord par Saint-Martin et Macherin. Un pavillon avoit été dressé pour le roi des Français et sa famille sur un des degrés de l'amphithéâtre de rochers et de verdure qui fait face au camp, et d'où la vue embrasse un espace immense. Les manœuvres commencées à midi et demi ont été terminées vers cinq heures.

— M. de Tinan, aide-de-camp du maréchal Soult, qui vient de conduire le roi et la reine d'Espagne à Bourges, est en ce moment au château de Fontainebleau.

— Les deux bataillons du 10^e léger qui sont au camp de Fontainebleau ne retourneront pas à Orléans, ils viendront à Paris.

— Le 17 septembre, les cantonniers de Noyon (Oise), étant occupés à répandre dans l'ancien jeu de Paume des décombres provenant d'un puits qu'on venoit de creuser, parvis Notre-Dame, ont trouvé deux pièces d'or espagnoles au millésime de 1619. Plusieurs habitants, instruits de ce fait, s'empressèrent de faire des recherches qui amenèrent la découverte de 25 autres pièces qui, toutes, sont de forme carrée et du poids de 18 à 20 fr.

— Le conseil-général de la Somme a

vote 47,490 fr. pour les mois de nourric et pension des enfans trouvés, et de plus 2,000 fr. pour l'inspecteur des enfans trouvés ou abandonnés, ensemble 49,490 fr.

— Le maire d'Amiens vient d'arrêter que les marchands forains ne pourroient procéder dans cette ville à aucune vente publique, sans vérification des marchandises faite par des experts nommés administrativement, et sans l'indication en caractères lisibles sur les objets exposés en vente, des défauts ou vices qui auroient été constatés par les experts.

— La caisse d'épargne d'Amiens a reçu pendant le mois de septembre 49,192 fr., et remboursé 24,341 fr. 87 c.

— Un incendie a éclaté à Longpré-Somme, dans la nuit de samedi à dimanche. On a eu à regretter la perte de deux maisons. Les pompiers de Longpré et de Villers-sous-Ailly, ont été valisés de zèle. C'est le cinquième incendie qui a eu lieu dans cette commune depuis 4 à 5 ans !

— Le Nord, journal ministériel, de Lille, a cessé de paraître.

— Une enquête va être ouverte dans le département du Nord sur les projets présentés simultanément pour la jonction de la Sambre à l'Escaut, soit par la vallée de la Selle, soit par la vallée de l'Escaillon.

— Le général Noury vient de mourir dans son château de Croconville (Seine-Inférieure.)

— Un incendie a détruit en partie dans la nuit du 30 septembre au 1^{er} octobre, la manufacture d'indiennes de MM. Leverque, à Lillebonne (Seine-Inférieure).

— M. Dufaure, ministre des travaux publics, se propose, dit le Journal du Havre, de faire sous peu un voyage dans cette ville, sans doute pour s'éclairer sur la question de l'agrandissement du Havre.

— Le tribunal correctionnel de Toul vient de condamner à un mois et à

ison deux femmes qui avoient
n marchand de blé.

vin, commandant de la garde
du Mans, a donné sa démis-
e que, dit-on, il avoit été ap-
nouveau préfet en conseil de
pour rendre compte de sa con-
ant les troubles.

rité paroît n'avoir plus d'in-
r la situation du département
e. L'*Auxiliaire breton* annonce
e vient d'être donné de rame-
es les deux pièces d'artillerie
été envoyées au Mans.

rand nombre d'Anglais, qui
is du service dans l'armée de
, sont passés ces jours-ci à
retournent en Angleterre par
et Jersey.

septembre dernier, il y a eu
l'Archambault, diocèse de
une cérémonie en l'honneur
Allier, jeune auteur et artiste,
1836. Cette cérémonie avoit at-
rbon une réunion nombreuse

M. Edmond Méchin, préfet
ement, y assistoit. A deux heu-
e dirigea vers l'église, où des
exécutèrent le *Requiem* de Mo-
s les vêpres des morts, le clergé
ortège se rendit au cimetière,
rit le buste d'Allier, fait par
monument est simple, mais
effet. M. Henry, grand-vicaire
, le bénit et prononça quel-
es pleines d'à-propos sur l'al-
arts et des sciences avec la re-

Batissier, ami d'Allier, pro-
ite l'éloge d'Allier. Achille Al-
né à Montluçon le 2 juillet
ait ses études à Paris, et fit son
son goût le ramenoit vers la
et les arts. De retour à Mont-
onda l'*Album de l'Allier*, pu-
13 les *Esquisses bourbonnaises*,
tre les premières livraisons de
bourbonnais. Depuis, il créa
vince. On lui dut la restaura-
chapelle de l'église de Bour-
ort vint l'arrêter au milieu de

sa carrière. Il succomba le 4 avril 1836
à quelques jours de maladie. Ses amis en
parlent comme d'un esprit supérieur, et
passionné pour les arts.

— Madame Allier, qui étoit venue à
Bourbon-l'Archambault pour assister à
l'inauguration du monument élevé à la
mémoire de son fils, est morte le 14
septembre, la veille de la cérémonie.
Madame Allier étoit allée prier sur le
tombeau de son fils. Accablée par de trop
vives émotions, elle est tombée malade, et
peu de jours après, la dépouille mortelle
d'une mère reposoit près de la tombe
d'un fils.

— Le comte de Casa Eguia, général
espagnol qui a quelque temps commandé
les armées carlistes dans la Navarre, est
arrivé à Clermont-Ferrend.

— La foudre a frappé, le 26 septem-
bre, la cathédrale de Rodez. Après avoir
laissé extérieurement quelques légères
traces sur les murs, la foudre s'est perdue
dans la cour de l'*Hôtel des Voyageurs*.

— Jean-François Ehrmann, représen-
tant du Bas-Rhin à la convention na-
tionale, est mort à Strasbourg, le 24
septembre, à l'âge de 82 ans. Plusieurs
fois commissaire de la convention aux
armées, lors du procès de Louis XVI,
Ehrmann fut empêché par une maladie
d'assister aux débats. Il envoya son opi-
nion par écrit, et il vota pour la mort
du roi. Appelé plus tard au conseil des
cinq-cents, il fut zélé partisan du direc-
toire, et le défendit contre ceux qui l'at-
taquoient. Il termina sa carrière législa-
tive au mois de mai 1799. Nommé juge
à la cour d'appel de Colmar, après la ré-
volution du 18 brumaire, il remplit les
fonctions de cette place jusqu'en 1816.
A la restauration, Ehrmann devoit s'at-
tendre à être banni comme régicide;
mais, par une interprétation généreuse
de la loi, quoiqu'il eût rempli des fonc-
tions publiques dans les cent jours, il
put rester en France, sans doute parce
qu'ayant été désigné comme absent pour
maladie à l'appel de son nom, on n'avoit
pas constaté son vote par écrit, envoyé

plus tard au président de la convention. Il revint à Strasbourg, où il fut nommé professeur de morale au séminaire protestant et doyen du chapitre de Saint-Thomas.

— C'est le 13 de ce mois, anniversaire de la prise de Constantine, que sera inaugurée à Feurs (Loire) la statue du colonel Combes.

— Le prix du pain a subi à Lyon la bien faible diminution d'un demi-liard par livre.

— M. Legrand, sous-secrétaire d'état au ministère des travaux publics, après avoir inspecté les ports de l'arrondissement de Toulon, est parti le 30 septembre pour Antibes et Cannes, aussi du département du Var.

— Le maréchal Clausel, arrivé à Toulon le 28 septembre, s'est embarqué le lendemain pour Alger.

— Le brick le *Cygne*, venant des Antilles, et en dernier lieu de la Martinique, d'où il est parti le 9 août dernier, est arrivé à Toulon. Ce bâtiment vient de faire une campagne très-pénible, et il a perdu une notable partie de son équipage.

— Il arrive continuellement à Toulon des émigrans qui s'embarquent pour l'Algérie.

— M. René-Pugin, professeur de rhétorique au collège royal de Toulouse, entraîné, dit-on, par un vif désir de voir et de s'instruire, s'est égaré, le 26 septembre, dans une des plus hautes montagnes de l'Arriège. Surpris par le brouillard et par une nuit pluvieuse et froide, au milieu de profonds ravins, il est tombé d'un escarpement de plus de 158 mètres. Son corps n'a pu être retrouvé que trois jours après, par les soins de M. François, ingénieur en chef des mines de l'Arriège, aidé des autorités du canton de Vi-dessos.

— La régente d'Espagne vient de nommer M. Achille Bégé, préfet de l'Hérault, commandeur de l'ordre royal d'Isabelle-la-Catholique, ordre auquel M. Bégé appartenait déjà comme chevalier.

— Les généraux Villaréal et Gomis sont arrivés à Bordeaux.

— Dans la commune de Labets, près de Saint-Palais, il y a, dit la *Sentinelles Pyrénées*, un chêne d'une grandeur prodigieuse. Le tronc de cet arbre a 58 pieds de circonférence. Il est creux et forme l'intérieur une espèce de salle de 21 pieds de circonférence, dont la voûte a 20 pieds de hauteur. L'ouverture qui sert de porte a 4 pieds et demi de haut et 2 pieds et demi environ de large.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Maroto paraît comprendre que sa conduite a besoin de justification. Il publie des explications très-étendues, et il permet des révélations encore plus intéressantes. Ce qui résulte jusqu'à présent de ses mémoires apologétiques, c'est qu'il n'est pas le seul qui ait abandonné la cause de don Carlos, et que 50 généraux et officiers supérieurs de son armée se sont joints à lui.

— La commission des fueros a déposé son rapport à l'assemblée des cortès à la séance du 25 septembre. On espère qu'elle soit d'avance à Madrid les dispositions du décret qu'elle devoit proposer. Il consistoit en deux articles fort laconiques, ainsi conçus :

Art. 1^{er} : Les fueros sont confirmés. Il est bien entendu qu'il ne s'agit pas de fueros compatibles avec la constitution.

Art. 2. Le gouvernement est autorisé à décréter ces fueros, sans perdre de vue l'esprit et la lettre de la constitution.

On croyoit généralement à Madrid que cette rédaction seroit adoptée. Elle pourroit être l'œuvre du parti exalté, qui veut se ménager le moyen de tout ramener à la charge du gouvernement.

— On mande de Bayonne que des rixes et des provocations ont souvent lieu entre les carlistes fidèles et les carlistes défectionnaires qui se rencontrent. Il faut espérer qu'on sentira la nécessité de leur assigner des lieux de dépôt différens.

— On ne pense pas que Cabrera puisse

long-temps à la masse de forces à réunir contre lui. Mais on paraît généralement persuadé qu'il tiendra à mort.

— On s'est beaucoup plaint de la situation d'y avoir à Gand une république, dirigée par MM. Jofbartels et Kats, de l'opposition. On s'est beaucoup plaint de la situation des ouvriers.

— Il y a eu à Gand, le 1^{er}, quelques émeutes qui se sont mis à arracher la liberté, en chantant la *Mar-*

— Après le *Times*, la reine d'Angleterre recevra prochainement le prince

— 30 septembre, un incendie a éclaté à Londres dans les bureaux du *Chronicle*, mais on a été prompt à maîtriser le feu.

— Le *Globe* dit que M. Rowland-Hill ira à Paris, sous les auspices du trésorier. Il examinera les divers plans de la direction des postes, dans le but d'obtenir les renseignements les plus complets à ce sujet.

— Il vient d'y avoir à Londres une hausse dans le prix des grains.

— Le paquebot *Roscoe* est arrivé à Liverpool, avec des nouvelles de New-York du 25 septembre. La banque des États-Unis a cessé de fournir des traites sur New-York, le change est monté graduellement à 9 1/4, 9 1/2 de prime. La gêne financière durcit toujours, et les fonds ont baissé.

— On écrit de Charleston que l'état des affaires commerciales n'a jamais été si mauvais dans cette ville.

— Du 20 au 30 août il est mort 236 personnes de la fièvre jaune, à la Nouvelle-Orléans.

— Le gouvernement anglais et celui du Portugal continuent à se faire la guerre au sujet de la traite des nègres. Récemment, les journaux anglais ont publié des lettres d'un ministre portugais. A son tour, le *Diario do Go-* vernement a publié des lettres confidentielles de

lord Howard de Walden. Le *Courier* anglais regarde cette publication comme une infraction à toutes les règles reçues en diplomatie.

— Le *Standard* annonce qu'il est question d'un changement de ministère en Portugal. M. de Palmella est, dit-on, à la tête du nouveau cabinet.

— D'après les nouvelles de Lisbonne du 23 septembre, on n'a voit pas encore découvert les chefs de la dernière conspiration miguéliste.

— La vallée d'Altorf, dans le canton d'Uri, vient d'être inondée par la Reuss, que les dernières pluies avaient considérablement grossie. Entre Amsteg et Fluelen, les prairies sont dévastées. La récolte des pommes de terre se trouve perdue. La route du Saint-Gothard a été rompue en plusieurs endroits.

— Le gouvernement sarde a conclu un traité de commerce avec la Turquie.

— Le bateau à vapeur *l'Etrusque*, qui a fait pendant long-temps les voyages d'Italie à Marseille, a été mis en vente à Livourne.

— M. le duc de Bordeaux est attendu prochainement à Milan, où il assistera à de grandes manœuvres de l'armée autrichienne.

— La diète fédérale germanique a pris des vacances, et s'est ajournée pour un temps indéfini. Le président, comte de Munch-Bellinghausen, qui habituellement pendant les vacances se rend à Vienne, n'en fera le voyage cette année qu'après que le prince de Metternich aura quitté le Johannisberg.

— Le journal *Saraska-Minerva* annonce qu'un traité a été conclu entre la Russie, la Suède et l'Angleterre, par lequel la neutralité suédoise a été accordée, en cas de guerre, à la Suède et à la Norvège, par la Russie et l'Angleterre.

— On écrit de Sulina que, dans le courant de l'année 1838, 1,481 vaisseaux, parmi lesquels 140 chargés, sont entrés dans le Danube, et 1,341 en sont sortis. Parmi ceux qui sont entrés,

on ne comptoit que neuf vaisseaux français.

— L'empereur de Russie est revenu du camp de Borodino à Moscou le 3 septembre.

— Un incendie a mis en cendres la moitié de Salonique. Les hôtels des consuls européens ont été en partie détruits.

— Mustapha, pacha de Salonique, passe pour un des partisans du vice-roi d'Egypte.

— D'après des correspondances de la *Gazette d'Augsbourg*, en date de Constantinople, le 12 septembre, deux vaisseaux français et deux vaisseaux anglais avoient mis à la voile pour aller prendre position devant Alexandrie.

— On a des nouvelles de Valparaiso du 13 juin. La tranquillité y régnoit, et les affaires reprenoient un meilleur aspect. A Lima tout étoit tranquille, et l'on croyoit que les Chiliens évacueroient le Pérou avant un mois. Le général Santa-Cruz et ses partisans étoient à Guayaquil.

L'ouvrage de M. le vicomte Walsh, dont nous avons rendu compte dans notre dernier numéro, formera 4 volumes in-8°, et se trouve chez M. Poussielgue-

Rusand, rue Hantefeuille, 9. Prix, 15 fr. les deux volumes parus.

Le Gérant, Adrien Le Clerc.

BOURSE DE PARIS DU 4 OCTOBRE.

CINQ p. 0/0. 110 fr. 75 c
TROIS p. 0/0. 81 fr. 45 c
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 000 fr. 00 c.
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept. 000 fr. 00 c.
Act. de la Banque 2805 fr. 00 c.
Oblig. de la Ville de Paris. 1220 fr. 00 c.
Rente de la Ville de Paris. 000 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire. 785 fr. 00 c.
Quatre canaux. 1250 fr. 00 c.
Rentes de Naples 102 fr. 40 c.
Emprunt romain. 103 fr. 1/4
Emprunt Belge 000 fr. 0,0
Emprunt d'Haïti. 502 fr. 50 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 30 fr. 3 8

Les variations subites de température amènent les *rhumes* et irritations de poitrine; les remèdes les plus agréables et les plus efficaces sont sans contredit la *pâte pectorale de Nafé d'Arabie* et le *sirop* de ce nom, car ils sont les seuls qui aient subi une analyse à la Faculté de Médecine de Paris, et dont la supériorité ait été constatée par les plus grands médecins.

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC ET C^e,
rue Camette, 29.

LIBRAIRIE ECCLÉSIASTIQUE DE MÉQUIGNON-JUNIOR, rue des Grands-Augustins, n° 9.

Nouveaux ouvrages.

MISSALE ROMANUM, ex decreto SS. concilii Tridentini restitutum; S. Pii V jussu editum, Clementis VIII et Urbani VIII Papæ auctoritate recognitum, ex novè missis et indulto apostolico hucusque concessis auctum.

Sous presse : { 1 vol. in-12, rouge et noir ;
1 vol. in-12, noir seul.

M. Méquignon-Junior et M. Hanicq, de Malines, se sont entendus pour donner une édition de ce livre, aussi portative que facile pour la lecture; de plus, elle sera d'un prix très-médiocre. Les éditions du *Missel in-folio* et du *Bréviaire*, 4 vol. in-18°, si justement estimés, garantissent que le *Missel* portatif ne sera pas moins bien accueilli.

HISTOIRE DE L'ÉGLISE, depuis son établissement jusqu'au pontificat de Grégoire XVI, contenant l'exposition suivie et détaillée de tous les faits, avec les réflexions et les éclaircissemens pour en faciliter l'intelligence; par M. l'abbé RECEVEUR. 6 volumes in-8° et 6 volumes in-12.

Rien ne paroît encore de cet important ouvrage, mais l'impression n'en sera plus que rapide. Nous pensons que sa prochaine publication satisfera aux vœux comme aux besoins du clergé catholique.

On peut s'abonner des
et 15 de chaque mois.

MARDI 8 OCTOBRE 1839.

1 an	36
6 mois	19
3 mois	10
1 mois	3 50

De l'état actuel du clergé en France, et en particulier des curés ruraux appelés desservans, par MM. Allignol frères, prêtres desservans.—In-8°.

Ce titre a piqué notre curiosité, et nous avons lu avec empressement un livre qui s'annonçoit pour traiter une matière aussi importante. Nous allons rendre compte des impressions qu'a produites en nous une lecture attentive et impartiale.

MM. Allignol parlent d'abord dans une instruction de l'état de la société; ils applaudissent au mouvement religieux qu'ils croient exister :

« Ce mouvement de retour vers le catholicisme, qui commence par les grands écrivains de notre époque, les Châteaubriand, les de Bonald, les de Maistre, les La Mennais, est devenu général dans les hautes régions de l'intelligence; il a même pénétré dans les classes moyennes de la société, et il agite déjà le peuple des villes... L'impiété n'a quitté les grands que pour descendre dans le peuple, elle n'a abandonné les villes que pour envahir les villages; chassée du château, la philosophie anti-chrétienne s'est réfugiée dans la chaumière comme dans son dernier asile. »

Est-il bien sûr que le mouvement religieux soit aussi général que le pensent MM. Allignol, que l'impiété ait quitté les grands, qu'elle ait abandonné les villes, qu'elle ait été chassée du château? Cela ne nous paroît pas aussi certain à nous qui vivons à Paris, qu'à MM. Allignol qui en sont à 200 lieues. Nous voyons des journaux attaquer fréquemment la religion et le clergé, et ces journaux

trouvent des lecteurs. C'est qu'apparemment l'impiété n'a pas encore entièrement abandonné les villes. Ailleurs les deux auteurs disent que les protestans, les jansénistes et les voltairiens ont fait leur temps; ce qui n'empêche pas les protestans de se remuer en tout sens, de publier des écrits et de tâcher de pervertir les catholiques; ce qui n'empêche pas qu'on ne réimprime encore Voltaire, qu'on ne célèbre encore ses talens et sa gloire, et qu'une jeunesse avide de tout lire ne recherche et ne dévore ses plus pernicioeux écrits.

« Qu'on le remarque bien, continuent MM. Allignol; ce n'est pas proprement par le clergé que la foi se restaure aujourd'hui chez les classes intelligentes et parmi le peuple des villes; c'est par la presse, ce nouveau moteur des intelligences devenu tout puissant. Elle seule a imprimé aux esprits ce mouvement de retour vers les idées religieuses, destiné à sauver la société, en la rassurant sur sa véritable base. Le clergé ne travaille, pour ainsi dire, qu'en sous-ordre. »

Ce langage nous étonne beaucoup dans des ecclésiastiques qui devraient connoître l'histoire de leur temps. Quoi ! ne savent-ils pas quels services le clergé a rendus depuis 40 ans? A cette époque M. Frayssinous commença ses conférences qui eurent un si grand éclat et un si consolant succès. Après lui sont venus des hommes d'un beau talent, M. l'abbé de Maccarthy qui se fit entendre à Paris et dans les plus grandes villes, M. l'abbé de Ravignan qui soutient si bien l'honneur de la chaire chrétienne; sans parler de beaucoup

d'autres prédicateurs qui, pour avoir plus ou moins de renommée, se sont montrés dignes de leur mission, et ont vengé la religion des attaques de l'impiété. Le clergé n'a-t-il pas produit aussi des écrivains de mérite à qui l'on doit d'excellens ouvrages de doctrine, de morale, de controverse, et est-il juste de faire honneur à la presse *seule* d'un mouvement que trop souvent au contraire une partie des journaux a contribué à contrarier et à affoiblir?

Dans la suite de leur introduction, MM. Allignol exposent leur plan. Leur livre est divisé en deux parties. Dans la première, ils examinent quelle étoit en France la constitution de l'Eglise avant 1802, et quelle elle est encore dans les autres états catholiques. Ils traitent ce sujet en 6 chapitres qui ont pour but de montrer que les prêtres à charge d'âmes ont toujours été inamovibles, qu'on ne pouvoit les destituer que par jugement canonique, ni les transférer qu'avec leur consentement.

MM. Allignol déclarent qu'ils n'ont écrit que *pour soutenir et fortifier l'autorité des évêques*; ils protestent de leur respect pour cette autorité, de leur parfaite soumission, et ils désavouent tout ce qui dans leur ouvrage paroîtroit inexact ou répréhensible sous ce rapport. Ces protestations sont honorables, mais vraiment on ne se seroit pas douté que les deux auteurs ne se fussent proposé que de *fortifier* l'autorité des évêques; car en bien des endroits ils paroîtroient plutôt chercher à l'affoiblir. Ainsi ils décident que c'est aux curés et non à l'évêque à choisir leurs vicaires, quoique ce soit un point controversé entre les canonistes; voyez entr'autres les *Confé-*

rences d'Angers sur la hiérarchie. loin, après avoir dit que l'évêque rigoureusement obligé à fournir l'entretien de tous ceux qu'il ordonne s'il ne les nomme pas à un bénéfice ils se demandent si cette obligation cessé pour les évêques de France puis la perte de leurs mensues épiscopales, et ils répondent sans hésiter que non; décision qui nous paraît bien tranchante de la part d'écrivains qui connoissent très-bien la médiocrité du traitement des évêques. Les MM. Allignol ne sont nullement embarrassés de cette objection: ils veulent que l'obligation qu'ils imposent à l'évêque porte même sur son patrimoine; ce qui assurément est fort sévère.

Ces messieurs rapportent une anecdote qui nous paroît tout-à-fait apocryphe. Ils racontent qu'un évêque ayant demandé à Louis XIV de rendre amovibles les prêtres desservans des annexes, le prince lui répondit qu'il le vouloit bien, pourvu que les évêques le fussent aussi. Les auteurs ne disent point où ils ont pris cette historiette qui a tout l'air d'être une fable. Il supposent aussi que M. de Maillebourg, archevêque de Reims, eut le projet de rendre tous ses curés amovibles, mais que Louis XIV lui en dit de donner suite à cette idée. Là-dessus ils font un fort vilain trait de l'archevêque, dont ils racontent des anecdotes fort ridicules. Mais il est bon de remarquer qu'ils donnent comme un préambule formel du prélat, n'étoit tout autre qu'un bruit. Le Père d'Avrigny dans ses *Mémoires* n'en parle que comme d'un oui-dire.

Dans la deuxième partie de leur livre, MM. Allignol traitent du changement opéré en 1802 dans la dis-



pline de l'Eglise. Ils s'élèvent contre la distinction établie par les articles organiques entre les curés et les desservans, se plaignent de l'avilissement des desservans, et trouvent dans leur amovibilité les résultats les plus funestes pour la religion et même pour la société. Il est très-vrai que l'amovibilité des desservans date des articles organiques, et qu'elle fut dans le principe une mesure prise par l'autorité civile. Mais nous ne voyons point que ni Rome ni l'épiscopat aient réclamé nommément contre cette disposition. En 1810, une commission d'évêques réclama contre quatre ou cinq des articles organiques; celui sur les desservans n'y étoit pas compris. Nous n'avons jamais ouï dire qu'il y ait eu sur ce point quelque réclamation isolée de quelque prélat, soit avant, soit depuis la restauration. M. Artaud, dans son *Histoire de Pie VII*, parle des représentations faites par la cour de Rome contre les articles organiques, il ne dit point qu'il y en ait eu spécialement sur l'art. 31, relatif aux desservans.

Le concordat de 1817 dit bien que les articles organiques sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire à la doctrine et aux lois de l'Eglise, mais il ne spécifie point les articles, et l'immovibilité des desservans tient plus sans doute à la discipline qu'à la doctrine. Les évêques de France, dans une lettre adressée au pape, en 1819, se plaignent vivement des maux de l'Eglise de France. MM. Allignol veulent trouver dans cette lettre une réclamation qui appuie la leur. Il est très-vrai qu'il n'y est au moins parlé des desservans.

Nous devons ajouter que les deux desservans mêlent à leurs plaintes

des assertions qui portent un caractère d'exagération et d'amertume. Ainsi, à les entendre, les curés et les desservans *forment deux partis opposés, deux camps rivaux et profondément séparés*; ce qui certainement n'est pas vrai. Ils disent qu'en 1802 la moitié des nouveaux prélats étoit tirée de l'église constitutionnelle; cela est encore entièrement faux, puisqu'il n'y eut que douze constitutionnels nommés sur 60 sièges. Ils assurent que les articles organiques ont *singulièrement diminué* les rapports de l'épiscopat français avec le Saint-Siège; c'est encore une assertion toute gratuite. L'épiscopat sous l'ancien régime n'avoit pas plus de rapports avec le Saint-Siège qu'il n'en a eus depuis, et il en avoit bien moins qu'il n'en a actuellement. Comment MM. Allignol ont-ils pu dire encore que *la suppression des visites pastorales dans les campagnes a ôté à l'évêque un des principaux moyens de connoître ses prêtres*? Ces visites pastorales n'ont jamais été supprimées que dans les cas d'infirmités de l'évêque ou de troubles.

N'est-ce point encore une exagération de dire que dans l'état actuel des choses *le vrai mérite doit nécessairement être écarté*? Les deux auteurs plaisantent d'une manière fort déplacée sur les curés de canton, qu'ils appellent *de petits prélats, ayant une petite cour où s'agitent des ambitions et des intrigues*. Ils prétendent, sans aucun fondement, que le changement ou la translation d'un desservant a pour effet immédiat de le rendre suspect, et presque toujours de le déshonorer. Il y a dans leur livre des exagérations plus fortes encore sur l'avilissement des desservans; les auteurs avancent sur ce point des choses des-

tituées de fondement, et qui n'existent que dans leur imagination.

Mais ce qui revient souvent dans cette seconde partie, ce sont les plaintes sur l'administration épiscopale, sur l'esprit qui la dirige, sur l'arbitraire et le despotisme qui y règnent. On se plaint des destitutions de desservans en masse, par 20, 30, 40 d'un seul coup; ce que nous parierions bien n'être pas vrai. On se plaint de la foiblesse des évêques, des intrigues qui les entourent, de la domination des grands vicaires. On prétend que l'autorité épiscopale *en vient jusqu'à inspirer la crainte et l'aversion*. On fait des suppositions chimériques de cas éventuels, où *l'épiscopat tout entier seroit composé d'hérétiques ou de schismatiques déguisés*. Le tout est entremêlé de belles protestations de respect, qui ne semblent placées là que pour rendre l'injure plus poignante et la dérision plus amère.

Et pourquoi tout ce bruit, ces exagérations et ces déclamations? Serait-il vrai, comme on nous l'a dit, que c'est parce qu'un des deux auteurs a été transféré malgré lui d'une paroisse à une autre? Trop sensible à ce changement inattendu, sa tête s'est échauffée, et il a cru voir dans une simple contrariété un abus énorme de pouvoir, un désordre effroyable, un renversement de la constitution de l'Eglise. Ainsi un intérêt privé se cache sous l'apparence du zèle, et des hommes que nous croyons d'ailleurs estimables et bien intentionnés se sont fait complètement illusion sur leur position, sur les droits de leur évêque, et sur l'intérêt de l'Eglise. Aussi nous entendons dire qu'ils sont désavoués par le clergé de leur diocèse.

En terminant leur ouvrage, MM. Allignol proposent leur plan de réforme; c'est d'abord d'établir l'inamovibilité des desservans. C'est là le plus pressé, sans quoi tout est perdu. Ensuite on supprimera le casuel, on reformera l'enseignement dans les grands et petits séminaires. Il faut refondre tous les traités de théologie, mettre les conférences ecclésiastiques sur un meilleur pied, établir le concours pour toutes les places ecclésiastiques, etc. Si on fait cela, tout changera de face, et nous entrerons de nouveau dans l'âge d'or.

Puisque MM. Allignol ont cru pouvoir donner des conseils à tout le clergé, et même aux évêques, ils nous permettront bien de leur rappeler l'avis de saint Paul : *Non plerumque sapere quam oportet sapere, sed sapere ad sobrietatem*.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES

PARIS. — La clôture de la retraite eu lieu samedi matin dans l'église Saint-Sulpice. M. l'Archevêque n'a pu s'y rendre, comme il se l'étoit proposé. Une crise survenue deux jours auparavant a nécessité de nouvelles précautions, et les médecins ont ordonné une saignée. En l'absence du prélat, les exercices de la retraite ont été présidés par M. l'abbé Augé; ils ont été fort suivis, et l'exercice du soir surtout étoit fort nombreux. M. l'abbé Debussy a été fort goûté. Une composition solide, d'avis pleins de sagesse, des détails tout pratiques, ont montré en lui autant d'expérience que d'instruction. Son discours de clôture samedi étoit excellent. Il a retracé rapidement les bienfaits du sacerdoce, et fait sentir quelle estime et quelle reconnaissance les peuples devoient au prêtre. Il a également rappelé ce que les prêtres devoient être pour leurs troupeaux. La cérémonie de la clô-

ture a été présidée par M. l'abbé Angé, qui a célébré la messe, donné la communion à tout le clergé et à bon nombre de fidèles, et reçu les promesses cléricales. Le nombre des ecclésiastiques présens étoit fort considérable, et cette réunion avoit quelque chose d'imposant et de touchant à la fois. Il n'y manquoit que celui que l'on eût été heureux d'y voir. M. l'abbé Jammes, qui avoit vu M. l'Archevêque la veille, a été chargé par lui d'exprimer à son clergé combien il regrettoit d'avoir été privé de prendre part aux exercices de la retraite, et combien il étoit satisfait d'apprendre avec quel empressement on s'y étoit porté, et avec quel recueillement on les avoit suivis. Il a même témoigné être tout-à-fait reconnoissant de ces exemples d'édification.

Les grands-vicaires de M. le cardinal de Latil, archevêque de Reims, MM. Gros, Maquart et Talhouet de Bignac, ont, en son absence, publié le 29 septembre un mandement à l'occasion de la mort de M. l'archevêque-coadjuteur. Ils annoncent en ces termes la mort du respectable coadjuteur :

« Dieu nous avoit envoyé dans sa miséricorde un prélat selon son cœur, chargé en l'absence de notre premier pasteur de nous diriger dans les voies du salut et de nous consoler au milieu de nos travaux et de nos peines. Nous trouvions dans le vénérable pontife, coadjuteur de Son Eminence monseigneur le cardinal de Latil, archevêque de Reims, un ministre du Seigneur distingué par la sagesse de ses vues, par son zèle et sa piété, par ces qualités douces et insinuantes qui gagnent les âmes à Jésus-Christ. C'étoit pour monseigneur le cardinal, c'étoit pour son clergé et tous les fidèles de son diocèse, le gage d'un heureux avenir et le sujet d'une grande joie. Mais, ô Dieu, que vos desseins sont impénétrables ! A peine l'Eglise de Reims se re-

levoit-elle de ses longs malheurs, que la main du Seigneur s'est encore étendue sur elle et l'a frappée d'un nouveau coup. Il n'est plus, celui dont l'arrivée parmi nous avoit naguère essuyé nos larmes, et qui nous promettoit la sécurité et le bonheur. Les douleurs de la mort l'ont environné ; après une pénible maladie, muni des secours de l'Eglise et mûr sans doute pour le ciel, il a rendu sa belle âme à Dieu. Nous venons vous l'annoncer, l'âme remplie d'amertume : vous avez à pleurer la perte douloureuse de Sa Grandeur monseigneur Romain-Frédéric Gallard, archevêque d'Anazarbe et coadjuteur de Reims.

« Est-ce une de ces épreuves que la divine providence ménage à ses enfans pour les former à la patience et donner à leur vie plus de perfection ? Est-ce l'effet de cette menace terrible dont parle le prophète, lorsqu'il nous présente la mort d'un bon pasteur comme le plus rigoureux châtiment que Dieu puisse infliger à un peuple infidèle ? Sans sonder les décrets du Très-Haut, adorons-les humblement et gémissons de ce que nos fautes ont pu nous attirer le malheur que nous pleurons. Mais en même temps, que nos larmes ne soient pas perdues pour le pasteur et le père que nous avons tant de motifs de regretter. Payons un juste tribut de reconnoissance à celui qui nous avoit donné place dans son cœur et qui déjà souvent avoit levé des mains pures au ciel pour notre salut. Si, trop tôt privés de sa présence, nous n'avons pu faire selon nos vœux le bonheur de son épiscopat et sa joie sur la terre de l'exil, obtenons lui du moins par nos prières, de jouir bientôt dans le sein de Dieu du rafraîchissement et de la paix. »

La retraite ouverte au grand séminaire d'Agen le mardi 24 septembre, par les soins de M. l'abbé Goudelin, de Bordeaux, s'est terminée le 1^{er} octobre à la cathédrale, où M. l'évêque et les ecclésiastiques se sont rendus processionnelle-

ment, à neuf heures du matin. Là tous les prêtres ont renouvelé entre les mains du vénérable chef du diocèse leurs engagements cléricaux; touchante cérémonie, qui avoit été précédée d'un sermon prononcé par M. Goudelin. Ce prédicateur ne pouvoit mieux clore ses travaux qu'en parlant du sacerdoce; il l'a fait avec une connoissance parfaite des devoirs réciproques du prêtre et de la société, surtout avec un accent de conviction digne de ce savant et zélé ecclésiastique.

Deux familles protestantes composées de sept personnes et habitant la paroisse de Saint-Jacques à Gand, ont embrassé ces jours derniers la religion catholique.

Le prince Notger, évêque de Liège, fut le principal fondateur de cette ville, et l'un des grands évêques du moyen âge. Allemand de naissance, il fut d'abord prévôt de Saint-Gall, et ordonné évêque de Liège en 972. Il entourra sa ville épiscopale de fossés et de murailles, rebâtit celle de Malines que les Normands avoient ruinée, fit plusieurs belles fondations, répara sa cathédrale, et mourut en 1007. Ses restes furent d'abord déposés dans un oratoire de l'église Saint-Jean, qu'il avoit fondée. Ensuite on les plaça dans un monument érigé sous la tour de la même église. Ce monument fut successivement embellí. En 1570, les chanoines l'enrichirent de marbres précieux, et en 1725, le chapitre le restaura avec plus de magnificence. Vers 1760, on reconstruisit l'église de Saint-Jean; la tour fut conservée, mais le monument disparut. Les os du prince furent suspendus au plafond de la nouvelle sacristie par des chaînes de fer dans un coffre de bois. Lors de l'entrée des Français dans le pays, on força ce coffre dans la pensée qu'il renfermoit un trésor. A partir

de cette époque, les restes du prince furent transportés chez M. le baron de Steinbier de Wideux, et ce n'est qu'aujourd'hui qu'on a rendu au culte l'église de Saint-Jean, qu'ils furent replacés d'abord dans la sacristie, ensuite au grenier, et enfin dans le presbytère. Aujourd'hui ces restes se trouvent dans la sacristie, renfermés dans un coffre en bois, sur lequel on lit la simple inscription *Notger*.

Un ordre du cabinet prussien daté du 22 juillet 1839, et de ces jours-ci, prescrit que dans les provinces rhénanes le Vendredi saint n'est pas une fête légalement établie, les actes officiels à faire les jours fériés seront étendus au Vendredi saint pour les actes des tribunaux et des employés.

Le *Courrier de Franconie* publie la réponse suivante, que le gouvernement prussien a faite aux réclamations que des catholiques de la Rhénanie avoient adressées au roi de Prusse, pour le prier de mettre l'archevêque Clément-Auguste à l'abri de la sécularité et de le rendre à son diocèse.

« S. M. le roi de Prusse a daigné envoyer aux ministres du culte, de l'intérieur, de la police et des affaires étrangères, afin qu'ils y répondissent, les pétitions adressées, sous la date du 18 septembre de l'année passée, par plusieurs ecclésiastiques et habitants de la Rhénanie, pour demander la réintégration de Mgr l'archevêque Clément-Auguste. Les autorités suprêmes ont transmis les pétitions, par l'intermédiaire du président supérieur de la province, au président de régence sousigné, afin qu'il se charge de communiquer à MM. les ministres ce qui suit, selon la volonté expresse de S. M. le roi :

« Que S. M. le roi a daigné recevoir l'expression de sentiments de fi

dans les demandes de MM. les pétitionnaires pour la cessation de l'interdit lancé contre Mgr l'archevêque Clément-Anguste, en tant qu'ils ont demandé la grâce royale pour Mgr l'archevêque et ont eu en vue de tranquilliser les esprits, ce qui est tant désiré ; mais qu'il étoit généralement connu que S. M. n'a eu recours à cette mesure de rigueur que malgré elle, et alors seulement qu'on avoit fait vainement et avec beaucoup de lenteur toutes les démarches pour retenir Mgr l'archevêque dans les limites de l'ordre légal et en usage ; que les raisons de l'interdit imposé à Mgr l'archevêque existant encore, S. M. regrettoit de ne pouvoir agréer les demandes qui lui avoient été adressées ; que l'administration de l'archidiocèse étant établie de la manière ordinaire, S. M. le roi s'attend à ce que MM. les ecclésiastiques vivent, conformément à leurs devoirs pastoraux, dans l'obéissance due au souverain aussi bien qu'aux préposés ecclésiastiques, qu'ils exhortent leurs ouailles à tenir une conduite tranquille, et que MM. les pétitionnaires se reposent pour la fin de ces affaires sur les soins paternels de S. M. le roi, d'autant plus qu'ils pouvoient être assurés que S. M. le roi ne permettroit point qu'un préjudice fût porté à la religion catholique.

« Cologne, le 2 juillet 1839.

« Le président de la régence ,

« Signé : GERLACH. »

Dans l'une des dernières séances de la chambre des lords en Angleterre, un prélat de l'église établie, l'évêque de Londres, s'éleva contre les encouragemens qu'on donnoit dans l'Inde au culte des idoles. Nous avons cité à cet égard dans notre Journal, numéro du 20 novembre 1833, t. LXXVIII, des faits déplorables, et dont les protestans eux-mêmes étoient indignés. On assure que le revenu annuel que la compagnie des Indes retire de l'idolâtrie est de 455,859 l.

sterl., et les dépenses pour les frais du culte et le salaire des prêtres et des danseuses de 418,309 liv. sterl., ce qui laisse un profit de 37,550 liv. sterl. Ce bénéfice se partage entre les employés de la colonie. La taxe des pèlerins à l'aide de laquelle ces grosses sommes sont obtenues, n'a pas seulement été flétrie en Angleterre ; des comités se sont formés à Calcutta, à Madras et à Bombay pour publier des documens contre cette taxe, et en réclamer l'abolition. On a vu le commandant en chef des troupes anglaises dans la province de Madras, sir Peregrine Maitland, donner sa démission plutôt que d'obliger ses soldats à assister aux fêtes des païens. Les missionnaires protestans envoyés dans l'Inde par les diverses sociétés britanniques, ont réclamé contre ces scandales. On paroît s'occuper enfin de mettre un terme à ces monstrueux abus. On dit que M. Mille, commissaire du gouvernement anglais, a reçu dernièrement l'ordre de supprimer immédiatement et en entier la taxe des pèlerins. Cette taxe ne seroit plus levée ni par le gouvernement, ni par le rajah, ni par qui que ce soit ; le gouvernement ne se mêleroit plus en rien de ce qui concerne le temple, et ne prendroit aucun arrangement relatif aux chars des idoles, aux cérémonies et à ceux qui y servent. On prendroit seulement des mesures de police pour maintenir l'ordre et empêcher les violences. Seulement, la compagnie des Indes donneroit annuellement 5,000 l. st. à l'établissement de Juggernaut ; c'est déjà une grande diminution, 5,000 l. au lieu de 418,309 l. On prétend que la compagnie ne peut se dispenser de contribuer en quelque chose, en raison des engagemens pris en 1803, quand la province d'Orissa et le temple furent cédés à l'Angleterre ; mais il paroît que ces engagemens ne sont pas aussi obligatoires qu'on avoit pu le croire d'abord, et que la compa-

guie pourra, si elle le veut bien, s'en affranchir.

Le dernier concile provincial des Etats-Unis avoit demandé l'érection d'un siège épiscopal à Natchez; ce diocèse devoit comprendre l'état du Mississipi. Il est à regretter que le pieux ecclésiastique nommé à ce siège n'ait pu se résoudre à l'accepter. Les catholiques de cet état ont un grand besoin de secours religieux, et M. l'évêque de la Nouvelle-Orléans ne peut leur procurer à cet égard tout ce qui leur manque. Il y a beaucoup de catholiques dispersés dans cet état, et leur nombre s'accroît encore s'ils avoient des pasteurs résidant parmi eux. Malheureusement, il n'y a point d'église à Natchez; l'ancienne a été brûlée; elle étoit située entre la salle des Maçons et le théâtre. L'emplacement étoit d'ailleurs très-favorable. Tous les habitans souhaitent également que l'église soit rebâtie, et les journaux de Natchez, *Free Trader* et *Daily Courier*, se joignent à cet égard au vœu général. Ils remarquent que la nouvelle église est nécessaire pour les catholiques, qu'elle en attireroit d'autres à Natchez, qu'elle seroit un ornement pour la ville. Ils excitent à contribuer pour cette bonne œuvre. Les *trustees* de l'église catholique se disposent à hâter l'exécution de ce projet, et réclament les secours de leurs concitoyens.

L'église catholique a été longtemps la seule à Natchez. Les missionnaires catholiques furent les premiers qui parurent dans le pays. On sait de quel désastre ce lieu fut le théâtre. En 1702, près de vingt ans avant la destruction du fort Rosalie, Pourault et d'autres missionnaires furent massacrés par les Chickasaws et les Choctaws, excités par les Anglais de la Caroline. Les Pères Davion et Lamoignon s'échappèrent et portèrent à Mobile la nouvelle de la mort de

leurs confrères. La France témoigna de cette atrocité, et fit un nouvel établissement dans le pays; c'est alors que l'église fut élevée, et l'office divin y fut célébré jusqu'à l'incendie.

Nous puisons ces détails dans un journal américain; le massacre dont il parle seroit-il différent de celui qui eut lieu à Natchez le 28 novembre 1729, et où plus de 200 Français perdirent la vie? Deux Jésuites, les Pères du Poisson et de la Rivière, furent immolés; et un autre, Dautreleau, fut blessé et mourut avec peine. Voyez dans le recueil *Lettres édifiantes* une lettre de M. de La Pérouse, datée de la Nouvelle-Orléans le 12 juillet 1830; elle raconte toute l'affaire de Natchez.

POLITIQUE, MÉLANGES

Chez les anciens Egyptiens il étoit sage d'attendre que les rois fussent vieux pour dire comment on les auroit gouvernés. Mais de leur vivant, on les laissoit moins tranquilles, et on les pressuroit qu'ils étoient.

On est plus sévère que cela en France. On exige qu'ils soient faits de telle et telle manière pour les admettre à régner. On peut remarquer en ce genre, surtout à l'égard de don Carlos, que les journaux de juillet ont été de véritables examinateurs auprès de lui, pour savoir jusqu'à quel point il peut être considéré comme voulant être roi. Or, d'après les questions qui leur ont été faites, c'est un prince qui ne convient pas pour occuper un trône; n'a pas la taille avantageuse; ses traits sont trop petits, son visage trop rouge, ses cheveux et sa barbe sont d'une couleur vaine. Enfin il ne sait pas parler en bon français; à tout cela, il se contente de répondre que c'est bien; et encore prononce-t-il mal.

En conséquence, ces messieurs ont jeté et le déclarent déchu de ses droits au trône, en disant d'abord

ment : C'est à dégoûter de la légitimité. Telle est leur sentence définitive, et leur dernier mot là-dessus. Du reste, la princesse, son épouse, est plus à leur gré. Ils la trouvent bien de sa personne; ses grandes manières, sa façon de porter la tête et son air de dignité, leur conviennent beaucoup. En lisant ce qu'ils publient d'avantageux à son sujet, nous avons vu le moment où ils alloient se montrer conséquens, et dire franchement : Eh bien, puisque la loi salique est abolie en Espagne, et que les femmes y sont maintenant reconnues aptes à régner, en voilà une qui fera bien l'affaire; autant elle qu'une autre. Mais leur logique n'est point allée jusque là; et la femme demeuure comprise dans la déchéance du mari.

Puisque ces messieurs disent en parlant de ce qui leur déplaît dans la personne de don Carlos : C'est à dégoûter de la légitimité, nous croyons qu'on ne seroit pas moins bien fondé à dire en parlant de leur manière de peser les titres et les droits des princes : C'est à dégoûter des idées d'une génération comme la nôtre. A-t-on jamais vu, en effet, l'absurdité poussée plus loin en matière de raisonnement? Quoi! il faut absolument pour être l'héritier légitime d'un trône, avoir telle taille, tel degré d'embonpoint, telle couleur de barbe et de cheveux, telle manière de s'exprimer en français ou dans tout autre langue! Mais vraiment c'est à dégoûter de la logique de ce temps-ci encore plus que de la légitimité. C'est dire que le fils qui aura le malheur d'être borgne, bossu ou manchot, perdra ses droits à la succession de son père. C'est dire que la propriété d'un champ, d'une maison ou d'une boutique de marchand, ne sera transmissible des ascendans aux descendans qu'autant que ceux-ci seront d'une taille convenable, d'un physique avantageux, d'une élocution facile, et d'une chevelure agréable. En un mot, c'est à renverser toutes les notions de l'équité naturelle et tous les fondemens de la société.

Vous parlez de ce qui vous dégoûte de la légitimité. Mais songez que par là vous faites le procès à tous les pouvoirs, en les rendant incertains, éventuels et précaires; en les forçant de dépendre de vos goûts et de vos dégoûts. Car faites bien attention que tous les pouvoirs ont la prétention d'être légitimes; les uns par droit de naissance, les autres par droit de conquête, les autres par droit de suffrage et d'élection. Ils ne peuvent vivre qu'à la condition d'être reconnus et acceptés comme légitimes à un titre quelconque. Et voulez-vous faire dépendre de vos dégoûts le sort de la légitimité? Mais alors vous voyez bien que c'est la célèbre *répugnance* du député Manuel qui se reproduit; avec cette différence qu'elle atteint maintenant tous les pouvoirs, puisqu'il n'en est aucun probablement qui veuille chercher à s'y soustraire en alléguant son illégitimité pour excuse.

PARIS, 7 OCTOBRE.

Le duc d'Orléans est arrivé le 27 septembre à Alger.

— M. Baudesson est nommé directeur des contributions directes des Deux-Sèvres, en remplacement de M. Jamar, qui passe dans Maine-et-Loire avec un grade supérieur.

— D'après un journal, le ministère auroit l'intention de présenter aux chambres dès l'ouverture de la session un projet de conversion de la rente 5 pour cent.

— M. Fèvre, inspecteur divisionnaire au corps des ponts-et-chaussées, est nommé inspecteur-général au même corps, en remplacement de M. Eustache, décédé. M. Defontaine, inspecteur divisionnaire adjoint, remplace M. Fèvre comme inspecteur divisionnaire.

— La commission que M. Dufanre a chargée d'examiner encore une fois et sous toutes les faces l'affaire des chemins de fer, a commencé ses travaux. Avant que l'expérience eût démontré que les compagnies ne se formoient pas aussi vite en dehors de la chambre que dans la pensée

de MM. les députés, et que la France, beaucoup moins riche que l'Angleterre, ne pouvoit compter sur des compagnies assez nombreuses et assez puissantes pour l'exécution de ses chemins de fer, on révoit presque la réalisation immédiate de routes formant ensemble environ 1.025 lieues; c'étoient les routes de Paris à la Méditerranée par Lyon et Marseille, 220 lieues; de Paris vers l'Angleterre, la Belgique et les provinces Rhénanes, 109 lieues; de Paris aux frontières d'Espagne par Bordeaux et Bayonne, avec embranchement sur Nantes, 247 lieues; de Paris vers l'Allemagne centrale par Strasbourg, 116 lieues; de Paris à la mer, par Rouen et le Havre, 49 lieues; de la Méditerranée à la mer du Nord, ou de Marseille à Lanterbourg (Bas-Rhin), par Lyon, Bâle et Strasbourg, avec déduction de l'espace compris entre Lyon et Marseille, déjà calculé dans la ligne de Paris à Marseille, 148 lieues; du golfe de Gascogne à la Méditerranée, ou de Bordeaux à Marseille, 134 lieues. On ne sait encore rien des travaux de la commission, qui probablement n'adoptera pas un aussi vaste réseau, et laissera au gouvernement les plus longues des lignes qu'elle croira utile d'entreprendre.

— Une feuille du matin annonce la formation d'un troisième comité électoral qui se composeroit de MM. Larabit, Carnot, de Cormanin, de Thiers et Garnier-l'agès.

— Le préfet de la Seine est de retour à Paris.

— L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres a élu pour son dessinateur M. Ramey, de l'Académie des Beaux-Arts.

— L'académie des Beaux-Arts a tenu samedi sa séance annuelle. Il y avoit beaucoup de membres de toutes les classes de l'institut, et un grand concours de monde. A deux heures, le président, M. Nantenil, a ouvert la séance. Après l'exécution d'une ouverture de la composition de M. Boulanger, pensionnaire à

l'école de Rome depuis 1855, M. Raoul-Rochette, secrétaire perpétuel, a lu le rapport sur les envois de peinture, de sculpture, d'architecture et de musique, des élèves de Rome. M. Raoul-Rochette a procédé ensuite à la distribution des prix. Les noms des lauréats, que nous avons déjà donnés, ont été proclamés dans l'ordre suivant : Peinture, 1^{er} grand prix, M. Hébert, de Grenoble, élève de M. Paul Delaroche; 2^e grand prix, M. Roux, de Paris, aussi élève de M. Delaroche. Sculpture, 1^{er} grand prix, M. Gruyère, de Paris, élève de M. Ramey; 2^e grand prix, M. Calmels, de Paris, âgé de seize ans, élève de MM. Bosio et Blondel; 2^e second grand prix, M. Petit, de Besançon, élève de M. David. Architecture, 1^{er} grand prix, M. Lefuel, de Versailles, élève de son père et de M. Huyot; 2^e grand prix, M. Péron, de Paris, élève de M. Baltard. Gravure en médaille et pierre fine, 1^{er} grand prix, M. Vauthier, de Paris, élève de MM. Galle, Petitot et Blondel. Composition musicale, 1^{er} grand prix, M. Gounod, de Paris, élève de MM. Lesueur, Reicha, Paër et Halévy; 2^e grand prix, M. Bazin, de Marseille, (Bouches-du-Rhône), élève de MM. Berthon et Halévy.

Après la distribution, M. Raoul-Rochette a lu une notice sur la vie et les ouvrages de Lesueur.

— Les dernières séances du congrès historique auront lieu rue Saint-Guillaume, 9, les 9, 11 et 13. Un des membres prononcera l'éloge funèbre de M. Michaud, l'historien des croisades, président honoraire perpétuel de l'institut historique.

— Plusieurs journaux ont annoncé avec assez de détails que M. Horace Vernet alloit, à la demande du vice-roi d'Égypte, partir pour Alexandrie avec une caravane d'artistes, pour s'y occuper du tableau de la bataille de Nezib. M. Horace Vernet va seulement se reposer en Égypte de ses nombreux travaux. Il part avec un jeune artiste et un Daguerriotype.

— La Société générale des Naufrages vient d'envoyer au chef Denis, dans le golfe de Guinée, une médaille d'honneur en vermeil avec un brevet de sauveur.

— La session du conseil-général du département de la Seine commencera le 15.

— Dans la nuit de vendredi à samedi, un grand nombre d'inscriptions contenant des menaces contre le roi des Français ont été tracées au pinceau sur les murs des maisons dans le faubourg Saint-Antoine. La police s'est empressée dès le matin de les faire effacer.

— M. Auguel de Saint-Sylvain, baron de Los-Valles, a été arrêté vendredi dernier à son domicile, rue de Vaugirard, sur un ordre du préfet de police.

— Les quatre grandes statues qui viennent d'être posées sur la fontaine qu'on appelle place Richelieu, représentent, l'une la Seine, l'autre la Garonne, la troisième la Loire, et la quatrième la Saône.

— La demande de concession des deux passerelles devant et derrière le Palais-de-Justice est faite pour cinquante années de péage, sans concurrence, par MM. Nancey (de Melun) et Bouland (de Paris.) La passerelle du nord auroit 422 mètres de longueur et seroit jetée vis-à-vis la rue des Quenouilles; la deuxième, vis-à-vis la rue de Jérusalem, n'auroit que cinquante mètres de longueur.

— Il a été consommé pendant le mois de septembre, à Paris, 5,276 bœufs, 1,622 vaches, 6,071 veaux et 33,834 moutons; 4 bœufs, 617 vaches, 194 veaux et 1,507 moutons de plus qu'en septembre 1838.

— La fourniture de viande nécessaire à la consommation des hôpitaux et hospices civils de Paris pendant l'année 1840 s'élève à 1,280,125 kilog.

— La ville de Paris a accueilli depuis quelque temps le projet d'établir une communication directe de l'Hôtel de Ville à la Sorbonne. Cette entreprise né-

cessitera la démolition et la reconstruction des ponts d'Arcole et Saint-Charles. Pour ce dernier pont, ainsi que pour ceux de l'Archevêché, au Change, Hôtel-Dieu et Saint-Michel, on adoptera un système approprié au service de la navigation qu'on veut établir sur le côté gauche du fleuve au moyen de la canalisation projetée depuis le pont de l'Archevêché jusqu'au terre-plain du Pont-Neuf. Tous ces ponts ont été reconstruits dans le même but, il résulteroit que la navigation de la Seine, si importante à conserver en toute saison, ne seroit plus entravée, et la hauteur des eaux se trouvant maintenue en tout temps, permettroit le parcours de la Seine sans aucune interruption. Ces travaux commenceront probablement au printemps.

— Un nouveau système de balayage mécanique a été essayé avant-hier à la barrière des Fourneaux, en présence d'une commission nommée par le conseil municipal de Paris. M. Arago étoit un des commissaires. On dit que l'expérience a réussi.

— Le préfet de police vient de publier le tarif définitif du prix des places sur le chemin de fer de Paris à Versailles; le voici : coupés, 2 fr.; diligences, 1 fr. 75; wagons, 1 fr. 25.

NOUVELLES DES PROVINCES.

D'après plusieurs feuilles, le roi Charles V et sa famille pourroient prochainement se retirer à Salzbourg. M. Hyde de Neuville, la duchesse de Rivière et son fils, ont été reçus dernièrement par don Carlos.

— Le gouvernement vient d'assigner pour résidence aux généraux de l'armée de don Carlos les villes de Vendôme et de Bourges.

— Le total général des souscriptions ouvertes par les journaux royalistes de Paris et des provinces en faveur des Espagnols qui ont suivi le roi Charles V en France, s'élevoit hier, d'après les listes connues, à environ 15,000 fr.

— La ville de Clermont-Ferrand compte en ce moment 115 réfugiés espagnols, parmi lesquels le lieutenant-général comte de Casa Eguia, 2 colonels, 6 lieutenans-colonels. La *Gazette d'Auvergne* dit qu'il y a aussi 7 ecclésiastiques espagnols à Clermont.

— La dernière revue, dite d'honneur, a eu lieu le 5 au camp de Fontainebleau. La pluie n'a point cessé de tomber ce jour-là, ce qui n'a pas dispersé la foule des curieux. Le duc de Nemours, commandant supérieur, a reçu les adieux des officiers, et leur a adressé un discours pour les remercier de leur zèle, ainsi que de la bonne tenue et de l'instruction des troupes.

— Le camp de Fontainebleau a été levé samedi matin. Les ministres de la guerre et des travaux publics ont quitté ce jour-là le château pour retourner à Paris.

— Une division de cavalerie est rassemblée à Lunéville pour s'y exercer aux évolutions de ligne.

— Il y a peu de jours, des ouvriers employés au curage de l'ancien lit de la Scarpe, à Saint-Amand, trouvèrent dans la vase dix-neuf pièces de 5 fr. au millésime de 1828, à l'effigie de Charles X et portant la lettre indicative W. Quatre de ces pièces furent mises en circulation, et l'on ne tarda pas à reconnoître qu'elles étoient fausses.

— M. Cazeau, sous-préfet de Rocroy, est appelé à la sous-préfecture de Barbezieux (Charente).

— Un comice agricole vient d'être formé à Fauquembergues (Pas-de-Calais).

— La diligence qui va de Paris à Argentan (Orne), a versé le 3 près du haras du Pin. Plusieurs voyageurs ont été gravement blessés.

— Sur les marchés de Loir-et-Cher, le blé a éprouvé une légère baisse.

— Une partie de la garnison de Blois, qui avoit été dirigée sur le Mans, vient de rentrer à Blois.

— Le congrès scientifique, rassemblé cette année au Mans, a décidé qu'il se réuniroit en septembre 1840 dans la ville de Besançon.

— Le ministre des travaux publics vient de transmettre aux préfets de la Nièvre et du Cher les instructions nécessaires à l'effet de procéder sans délai aux enquêtes prescrites par la loi du 7 juillet 1833, pour les projets d'embranchemens destinés à mettre sur plusieurs points le canal latéral à la Loire en communication avec ce fleuve.

— Le général Hensh, commandant la subdivision militaire de la Loire, dont le siège est à Saint-Etienne, passe en la même qualité dans le département de la Nièvre.

— Nous avons dit que le *Nord*, journal ministériel de Lille, avoit cessé ses publications. Le *Drapeau tricolore*, journal ministériel de Châlons-sur-Saône, a également cessé de paroître.

— C'est le 19 septembre que madame Allier, qui étoit venue à Bourbon-l'Archambault pour assister à l'inauguration du monument élevé à la mémoire de son fils, est morte, et non le 14.

— Deux femmes, nées l'une le 13 juillet 1734, et l'autre le 14 janvier 1739, sont mortes il y a quelque temps à Saint-Poncy (Cantal).

— Pendant le mois de septembre, il y a eu à Nantes 177 décès et 175 naissances. Parmi les naissances, on compte 14 enfans exposés et 16 enfans naturels.

— L'*Auxiliaire Breton* annonce que M. Mangin d'Oins, député de Rennes *extra muros*, est décidé à donner sa démission à l'ouverture de la session prochaine.

— La banque de Lyon a restreint ses opérations par suite des faillites qui viennent d'éclater dans le département de l'Isère.

— Il existe dans un régiment de cavalerie, en garnison à Lyon, un jeune homme, fils adoptif du général Allard et de Runjeet-Sing. Ce jeune homme a été

n France pour y faire ses études, passer une année dans un régiment de chaque arme, afin d'apprendre à l'usage de l'arme européenne, avant de retourner aux Indes.

Le 1^{er} octobre, il y avoit au dépôt de Lyon 82 hommes et 115

Un horrible accident vient d'avoir lieu sur le Rhône, à la Voûte. Un batelet, dans lequel se trouvoit une mère avec son enfant, s'avançoit vers un bateau à vapeur pour y prendre place; le capitaine n'ayant pas fait arrêter à temps, une vague a renversé le batelet. La mère, son enfant et l'homme qui les conduisoit, ont été engloutis.

Boissat, ex-notaire et en dernier lieu avocat à Vienne, qui, en cette ville, s'est vu forcé de déposer son bâton, en vertu d'un mandat d'arrêt, d'être arrêté dans les propriétés qu'il possède en Suisse.

Mermel, maire de Vienne (Isère), vient de donner sa démission.

Le conseil municipal de Saint-Étienne (Loire), a récemment voté une somme de 50 fr. pour la construction d'un hôtel de ville dans cette ville.

Le capitaine de Montullé, récemment nommé chef de bataillon du 31^e régiment de ligne, est allé à Briançon (Hautes-Alpes), le 18 septembre dernier, avant même qu'il ait reçu son nouveau régiment.

Reynard, député des Bouches-du-Rhône, est arrivé à Marseille.

Un violent incendie a dévoré, la nuit du 29 au 30 septembre, une partie de la vaste raffinerie de sucre de Granval et Girard, à Mar-

Le maréchal de camp baron Simon-Denis, commandant du département des Bouches-du-Rhône, vient d'être mis à la retraite par suite de la nouvelle loi sur le recrutement de l'armée.

Cinq lieutenans de vaisseau du port de Marseille ont été désignés pour aller surveiller les mouvements que l'on fait à Roche-

— L'exposition des produits de l'industrie, qui commencera le 15 à Montpellier (Hérault), sera, dit-on, fort brillante.

— Le baron Bernadotte, neveu du roi de Suède et commandant de la garde nationale à cheval de Pau, vient d'être nommé membre de la Légion-d'Honneur.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Le télégraphe de Bayonne vient de transmettre à Paris une dépêche de l'ambassadeur de France à Madrid, laquelle est datée du 1^{er} octobre, et ainsi conçue : « Le gouvernement espagnol a fait présenter hier (30 septembre) au sénat un projet de loi d'amnistie générale et complète pour tous les délits politiques commis pendant la présente guerre. »

— Les journaux donnoient à entendre depuis quelques jours qu'on étoit en voie de négocier avec le comte d'Espagne et avec Cabrera, pour les amener à traiter de la paix, et à opérer leur désarmement. Aujourd'hui, on dément ces bruits, et les feuilles de Madrid qui les avoient propagés sont les premières à revenir sur ce qu'elles avoient annoncé à ce sujet; cependant, on ne paroit pas désespérer autant des dispositions du comte d'Espagne que de celles de Cabrera. Jusqu'à présent, ce dernier manifeste la ferme résolution de faire tête à tous les événemens, et de pousser la guerre jusqu'à la dernière extrémité.

— Ainsi qu'on avoit dû s'y attendre, tous les partis ne sont pas désarmés dans les provinces basques. Il s'y forme des bandes de guérillas, qui infesteront peut-être long-temps le pays, sans être en état d'y former des entreprises sérieuses.

— On écrit de Saragosse que les communications entre cette ville et la capitale sont toujours fort gênées et fort irrégulières par suite des mouvemens de Cabrera, dont les troupes occupent plusieurs points de cette ligne.

— La question des fueros agite forte-

ment les esprits à Madrid et dans les provinces. Le parti exalté se sert de ce brandon pour entretenir la chaleur révolutionnaire, et passer aux mesures violentes dans l'espérance d'embarrasser le gouvernement, et d'en profiter pour avancer les affaires du jacobinisme.

Les troubles qui ont eu lieu à Gand, le 1^{er}, se sont reproduits les 2 et 3 avec plus de gravité. Le 2, à la brune, des enfans de 10 à 15 ans, en grand nombre, ont parcouru la ville en criant : *Vive la république ! Vive Napoléon ! Vive Guillaume ! Vive le roi de Hollande !* Des groupes d'ouvriers formés çà et là, les regardèrent d'abord passer sans rien dire, sans paroître vouloir se joindre à eux. Mais, à huit heures, les enfans renforcés par des ouvriers et des hommes de mauvaise mine, se portèrent au Marché-Vendredi, et ne pouvant arracher l'arbre de la liberté, ils y mirent le feu. Les attroupemens durèrent en cet endroit jusqu'à une heure du matin, et se retirèrent en chantant et en proférant beaucoup de cris. Il y eut deux coups de fusil tirés dans une rue voisine. Le 3, à sept heures du matin, les attroupemens recommencèrent au Marché-Vendredi. Les troupes arrivèrent et furent reçues à coups de pierres. Alors la cavalerie fit une décharge qui blessa quatre ouvriers. Le Marché-Vendredi se trouva en un instant évacué par la foule. On fit des prisonniers. De nouvelles troupes arrivées par le chemin de fer en imposèrent aux perturbateurs, et vers onze heures du soir, tout étoit tranquille. La journée du 3 s'est passée sans nouveaux troubles.

On attribue cette agitation à la crise manufacturière qui a surtout atteint, à Gand, l'industrie du coton. La journée du 2 étoit celle que le meeting avoit désignée pour rassembler les fileurs de coton et porter une pétition au gouvernement provincial. Cette pétition demandait l'exclusion du marché intérieur des laines de coton étrangères.

L'Indépendant de Bruxelles annonce

que les ministres se sont réunis mercredi sous la présidence du roi. Des ordres ont été envoyés aux troupes en garnison à Malines, Anvers, Termonde et Bruges de faire marcher des bataillons à Gand.

— Beaucoup de fileurs n'étoient pas rentrés le 4 dans les ateliers, et la ville de Gand n'avoit encore que les apparences de la tranquillité. Parmi les individus arrêtés se trouve un nommé Dos Le *Messenger de Gand* et des feuilles cibles. Ils ont blâmé son arrestation qui n'aurait eu lieu, d'après leur version, qu'à cause d'une ruse et surprise employées par le bourgmestre et les échevins. L'*Organisateur de Flandres*, journal de Gand, dit que Dosche a été arrêté sur mandat judiciaire par le major de place Boone, et que le bourgmestre et les échevins n'ont ni l'existence du mandat qu'après l'arrestation. La même feuille ajoute que la ville n'a fait usage de ses armes qu'à la dernière extrémité ; et après avoir eu plusieurs blessés dans ses rangs.

— Le prince Joseph de Chimay est parti jeudi dernier de Bruxelles pour La Haye, où il va prendre possession du poste d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Belgique près la Cour de Hollande.

— MM. Lherbette et Chaix-d'Est-Ange, députés, sont en Hollande en ce moment.

— La *Gazette de Londres* publie un ordre du conseil qui déclare les ports de Windsor, Parbo, Cumberland, Burn et Lunenburg, dans la province de la Nouvelle-Ecosse, ports libres.

— En 1838, le nombre des prévenus qui ont été traduits en Angleterre étoit de 20,764 hommes et 4,836 femmes.

— L'exportation des métaux précieux du port de Londres, pendant l'avant-dernière semaine, a été de 2,000 onces d'or, 8,320 onces d'espèces d'argent pour Hambourg et 3,526 onces d'or en barre dont 96 pour Saint-Petersbourg et le reste pour Hambourg.

— Le célèbre banquier italien duc de Torlonia est arrivé à Londres ainsi que le prince russe Soltykoff.

— Le *Blenheim*, de 72 canons, la *Belle Isle*, de 64, et le *Revenge*, se rendent dans les eaux du Tage, pour y renforcer l'escadre anglaise.

— La mort du shah de Perse, annoncée par plusieurs journaux anglais, ne s'est pas confirmée.

— La diète fédérale réunie à Zurich a tenu sa dernière séance le 30 septembre.

— Le conseil d'état de Zurich a soumis, le 1^{er}, au grand conseil une résolution tendant à détruire pour le canton de Zurich le concordat signé le 17. mars 1851 avec Berne, Lucerne, Solenre, Saint-Gall, Argovie, Thurgovie, pour la garantie de leurs constitutions respectives.

— Le chevalier de Kakostchikine, conseiller d'état de Russie, a été nommé ministre plénipotentiaire à Turin, et a présenté le 26 septembre ses lettres de créance.

— C'est à tort qu'un journal annonce que M. Lucien Murat a été arrêté en Toscane par ordre de la police autrichienne.

— Une commission mixte, réunie à Bade, s'occupe en ce moment de la rectification de la frontière du Rhin entre le grand-duché et la France.

— S. M. le roi de Naples a conféré à son fils dernier-né le titre de comte de Castrogiovanni, et lui a constitué en majorat sa terre de Carditello avec les dépendances.

— Les inscriptions qui se trouvent sur le monument de Borodino apprennent que la Russie avoit sur le champ de bataille 85,000 hommes d'infanterie, 18,000 de cavalerie, 7,000 cosaques, 1,000 hommes de milice. 640 canons. Les forces ennemies étoient de 554,000 hommes ; 45,000 hommes d'infanterie, 40,000 de cavalerie et mille canons se trouvoient sur le champ de bataille. 15,000 Russes furent morts, 30,000 furent blessés. Sur les 554,000 hommes dont se com-

posoit l'armée française. 79,000 seulement sont sortis de Russie.

— C'est dans la nuit du 7 au 8 septembre que le feu s'est déclaré à Salonique, dans la boutique d'un barbier. Cet incendie, dont les progrès se trouvoient favorisés par le vent, dura dix-sept heures et dévora plus de mille maisons. Trente des principales habitations des négocians francs, l'église catholique, l'église grecque de Saint-Mina, la douane impériale, etc., ont été la proie des flammes.

— Une tranquillité parfaite règne aujourd'hui, tant à Salonique que dans toute la Macédoine ; l'ordre et la sécurité publique se raffermissent aussi dans les provinces voisines de la Russie et de l'Albanie.

— Une lettre d'Alexandrie, en date du 8 septembre, publiée par la *Gazette universelle* de Leipsick, dit que Méhémet-Ali tient toujours secrète la défection de Hâfiz-Pacha et de Atchi-Ali-Pacha, avec 30,000 hommes, et continue à répondre aux consuls qu'il ne sait rien à ce sujet.

— Les journaux de Marseille, du 3, donnent des nouvelles de Constantinople du 17 septembre et d'Alexandrie du 16. Ces nouvelles n'ont encore que peu d'intérêt. Reschid-Pacha a repris son poste de ministre des affaires étrangères, et Hâfiz-Pacha, dont les feuilles allemandes annonçoient la défection, se rendoit tranquillement à Constantinople, pendant qu'on faisoit arriver à Alexandrie le général malheureux à Nézib.

— Méhémet-Ali, qui avoit été gravement indisposé, est entièrement rétabli.

— Les Etats-Unis sont absorbés maintenant par deux grandes questions : celle de leur situation commerciale qui s'aggrave de jour en jour, et celle de l'élection du président qui aura lieu en 1840 et pour laquelle on s'agit déjà de tous côtés. Le président actuel, M. Van-Buren, est soutenu par les hommes à opinions avancées. Ce parti est connu sous le nom de *loco-focos*, parti compact, uni comme un seul homme, et inexorable contre

... à Paris et à Londres. Deux
... de con-
... de whigs (dé-
... Anglais) sont
... dernier porte à
... sénateur pour
... M. Clay étoit prési-
... représentants, en
... la guerre fut déclarée à

... M. Harre annonce qu'un
... insurrectionnel a éclaté à
... toujours bloqué par l'es-

à Paris, Adrien Le Clere.

BOURSE DE PARIS DU 7 OCTOBRE

CINQ p. 0/0. 110 fr. 75 c
TROIS p. 0/0. 81 fr. 55 c
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 101 fr. 60 c
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept. 100 fr. 0
Act. de la Banque. 0⁰⁰ fr. 00 c.
Oblig. de la Ville de Paris. 1230 fr. 0
Rente de la Ville de Paris. 000 fr. 00
Caisse hypothécaire. 000 fr. 00 c.
Quatre canaux. 1251 fr. 25 c.
Rentes de Naples 102 fr. 30 c.
Emprunt romain 103 fr. 1,8
Emprunt Belge 101 fr. 34
Emprunt d'Haïti. 530 fr. 00 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 31 fr. 3/8

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERE ET
rue Cassette, 29.

LIBRAIRIE D'ADRIEN LE CLERE ET COMP., RUE CASSETTE, 29.

HISTOIRE DU PAPE PIE VII,

PAR M. LE CHEVALIER ARTAUD,

ancien chargé d'affaires de France à Rome, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

2 gros vol. in-8°, avec portrait, 2^e édition. 15 fr.

LE MÊME OUVRAGE, 3 vol. in-12. 9 fr.

LIBRAIRIE ECCLÉSIASTIQUE DE MÉQUIGNON-JUNIOR,
rue des Grands-Augustins, n° 9.

Nouveaux ouvrages en vente.

PRÆLECTIONES THEOLOGICÆ MAJORES, in seminario Sancti Sulpitii habita-
DE JUSTITIA ET JURE, operâ et studio CARRIÈRE. Parisiis, 1839. 3 vol. in-8°.

Les tomes 1 et 2 paroissent, le tome 3 est sous presse.

INTRODUCTION À L'ÉCRITURE SAINTE; par M. l'abbé GLAIRE. 5. vol in-12,

Les tomes 1 et 2 paroissent, le tome 3 est sous presse.

MANUALE JURIS CANONICI, ad usum seminariorum, juxta temporum circum-
stias accommodatum, auctore LEQUEUX, Suessionensis moderatore. Parisiis,
4 vol. in-12.

Le tome 1 paroît, les autres suivront à des termes assez rapprochés. Ce premier
volume renferme un traité complet de la juridiction ecclésiastique. L'auteur fera con-
succès le plan qu'il a suivi pour l'ouvrage entier.

Ateliers catholiques d'imprimerie, de librairie, de fonderie, de clicherie, de satina-
brochure et de reliure, rue d'Amboise, hors la barrière d'Enfer, à Paris.

MM. les éditeurs des Cours complets d'Écriture sainte et de Théologie donnent
à leurs souscripteurs que leurs trente premiers volumes ayant paru, ils vien-
d'effectuer leur troisième expédition générale et de lancer leurs traites. MM. les
lecteurs donnent également avis qu'à l'aide des vastes ateliers qu'ils ont établis, le
complément des quarante volumes de leur double publication ne tardera pas cinq
paroitre, bien que la justification que la force du succès leur a fait adopter depuis
le premier volume rende les volumes donnés une fois plus étendus que les volumes promi-

s'abonner des
chaque mois.

JEUDI 10 OCTOBRE 1839.

1 an 36
6 mois 19
3 mois 10
1 mois 3 50

sur M. Mohler, théologien
allemand.

devons faire connoître un
catholique d'Allemagne,
une grande réputation dans
ers temps et sur lequel nous
une notice dans les *An-*
raïnes de M. de Luca; c'est
er, auteur de la *Symboli-*
nous avons rendu compte
Journal, numéros des 15
e, 5 et 17 novembre 1836,
xxvii et lxxxviii.

6 mai 1796 à Igersheim,
gentheim, dans le royaume
emberg, Jean-Adam Mohler
nières études à Tubingen,
stitution catholique de cette
être au mois de septembre
exerça d'abord le saint mi-
ans une campagne. Il fut
l'année suivante à Tubingen,
igna les belles-lettres dans la
où il avoit été élevé, jusqu'en
est pendant cet intervalle
des anciens auteurs classi-
tte étude approfondie qui,
ée plus tard à la théologie,
ai acquérir une si grande cé-
Résolu de se consacrer en-
nt à ce genre d'érudition, le
rofesseur alloit adresser à ses
urs un mémoire dans le but
ir une chaire dans la faculté
res, lorsque l'université ca-
e de Tubingen vint au-de-
ses vœux en lui offrant une
le professeur privé qu'il ac-
vec empressement. Il com-
a carrière littéraire, en 1825,
i de la Religion. Tome CIII.

par la publication d'un ouvrage in-
titulé : *L'Unité dans l'Eglise, ou le*
Principe du Catholicisme, ouvrage
qui sous plus d'un point de vue
laissoit quelque chose à désirer,
mais qui pouvoit dès lors donner une
idée de la hauteur à laquelle l'au-
teur devoit s'élever un jour dans les
sciences théologiques. L'année sui-
vante, l'université de Tubingen le
nomma professeur extraordinaire;
ses leçons roulèrent sur l'histoire
ecclésiastique et le droit canon. En
1827, Mohler publia un nouvel ou-
vrage intitulé *Athanase-le-Grand et*
son siècle. Si la profondeur de la
science ne brilloit pas encore de tout
son éclat dans cet ouvrage, il attestoit
du moins l'ardeur de son zèle pour
le bien de l'Eglise.

A cette même époque, le jeune
auteur commença à donner sur la
différence entre les doctrines catho-
liques et les doctrines protestantes des
leçons qui furent accueillies par ses
élèves avec un vif intérêt et publiées
en 1831 sous le titre de *Symbolique*,
ou *Exposition des doctrines contraires*
des catholiques et des protestans, d'a-
près leurs confessions de foi publiques.

Cette importante publication fixa
tout d'abord l'attention des plus
graves théologiens; quelques-uns la
considérant sous un faux point de vue
s'écrièrent que l'auteur vouloit fonder
un catholicisme nouveau. Mais ces re-
proches malveillans tombèrent bien-
tôt devant l'acclamation univer-
selle qui accueillit la *Symbolique*.
Les réimpressions qui s'en firent
chaque année, et les nombreux ou-

vrages qui furent publiés pour la réfuter, attestèrent que les questions qu'elle avoit soulevées remuoient profondément les esprits. Le professeur Bauer, en répandant dans Tubingen une réfutation de la *Symbolique*, ne fit que donner à Mohler l'occasion de venger la vérité par un nouveau triomphe. Attaqué par un confrère, Mohler prit la plume, et composa un nouvel ouvrage qu'il publia en 1834, et qui fut réimprimé en 1835, sous le titre de *Nouvelles recherches sur la contrariété de doctrines entre les catholiques et les protestans pour la défense de ma Symbolique, contre la critique de M. le docteur Bauer, professeur à Tubingen.*

Cependant le roi de Prusse fut jaloux d'attirer dans ses états un homme dont la réputation étoit devenue européenne. Il lui fit offrir, en 1832, une chaire dans l'université de Bonn. Mais Hermès et ses prosélytes s'alarmèrent; un professeur si sincèrement attaché au dogme de l'Eglise catholique eût été au milieu d'eux un docteur incommode, un témoin dangereux. Il falloit l'éloigner à tout prix, et ils y parvinrent en élevant des doutes injurieux sur son orthodoxie. Mais ces soupçons sans consistance se dissipèrent d'eux-mêmes, et la cour de Prusse, pressée par Schmedding, conseiller intime du roi et rapporteur du ministère des cultes, offrit de nouveau à Mohler une chaire à son choix dans les universités de Bonn, de Munster, de Breslau. Fidèles aux anciennes appréhensions de leur maître, les disciples d'Hermès nouèrent de nouvelles intrigues, et usant à propos du crédit du comte de Spiegel, ils réussirent une seconde fois à rendre inu-

tile la bienveillance du gouvernement prussien.

Vers cette même époque, chaire de théologie se trouva vacante dans l'université de Munich. Le roi de Bavière, toujours disposé à procurer le bien de l'Eglise, y posa un homme dont il étoit sûr par la science et les talents. Mohler accepta la proposition qui lui fut faite, et il se rendit dans l'université de Munich au commencement du mois de septembre 1835. Il enseigna d'abord l'exégèse, et dans les années suivantes, depuis 1835 jusqu'en 1837, il embrassa dans ses leçons l'histoire ecclésiastique et la doctrine des Pères. Mais en 1837, le professeur, attaqué du choléra, se vit forcé de suspendre son cours. A peine se remit-il de cette maladie, qu'il fut atteint de la grippe; depuis, sa santé fut toujours délabrée. Pendant l'été de 1838, il fit un voyage à Mérau, dans le Tyrol, pour essayer de se rétablir. Mais à son retour il retomba malade. La nouvelle de l'arrestation de l'archevêque de Cologne l'affecta péniblement, et disposa peu sans doute à accepter la chaire qui lui fut proposée. M. Bruggemann, de la part du gouvernement prussien, dans l'université de Bonn, avec un canonicat à la cathédrale de Cologne. Mohler refusa des titres et une charge qui auroient doublé son revenu. Il donna un démenti solennel à ceux qui le soupçonnoient de favoriser l'hermésianisme, parce qu'il n'avoit point élevé la voix contre ce système dangereux.

Cependant le roi de Bavière voulut donner au célèbre professeur un témoignage éclatant de son estime. Il lui fit dire qu'il désiroit le voir à sa cour; et comme il apprit



Mohler se trouvoit dans l'impossibilité d'entreprendre aucun voyage, il lui envoya la croix et le titre de chevalier de Saint-Michel. Les amis et les élèves de Mohler eurent le plaisir de voir sa santé se rétablir le jour en jour. Elle lui permit de rouvrir ses cours, le 8 février 1838. Mais trois semaines après, ses forces défaillantes l'obligèrent de renoncer de nouveau à paroître dans sa chaire.

La déportation de l'archevêque de Cologne fixoit alors l'attention de toute l'Europe. Mohler crut devoir élever une voix courageuse et amie en faveur de l'auguste exilé. Il plaida sa cause dans deux articles insérés, l'un dans la *Gazette universelle*, et l'autre dans la *Gazette politique* de Munich. Il conçut le projet d'insérer ces deux articles dans un ouvrage plus étendu, et il se mit à l'œuvre avec une ardeur qui acheva de ruiner sa santé. Il renonça à sa chaire de Munich. A cette nouvelle, le roi de Bavière se hâta d'assurer un repos à ses infirmités, en le nommant de son propre mouvement doyen du chapitre de la cathédrale de Wurtzbourg. Mais il ne devoit point jouir de sa nouvelle dignité. Sa maladie prit tout à coup, au mois d'avril, un caractère alarmant. Résigné à la volonté divine, Mohler vit approcher sa dernière heure avec calme. Il reçut avec ferveur les sacrements de l'Eglise, et il expira le 12 avril 1838.

Mohler étoit d'une complexion délicate. Ami de la solitude, il alloit souvent en goûter les douceurs dans une cellule du couvent des Bénédictins. Plein d'indulgence pour les autres, il ne composoit jamais avec l'injustice. A l'humilité, à la bienveillance et à une modestie qui lui

gagnoit les cœurs, même de ceux qui ne pratiquoient pas la même religion que lui, il joignoit une science profonde et variée; à ses études théologiques et historiques, il allioit l'accomplissement de tous ses devoirs comme prêtre. Il veilloit avec tendresse sur la conduite des jeunes gens qui étudioient sous lui, et les excitoit à la piété par ses exemples encore plus que par ses paroles.

Outre les ouvrages dont nous avons fait mention, Mohler publia d'excellens mémoires dans le *Journal théologique* de Tubingen, et dans le *Catholique de Spire*. Ses leçons publiques sur l'histoire ecclésiastique étoient méditées profondément et puisées dans les meilleures sources. Mohler avoit composé un commentaire sur l'épître de saint Paul aux Romains; il vouloit le faire passer par l'épreuve de la leçon publique avant de le faire imprimer; mais la mort prématurée qui l'enleva ne lui permit pas d'accomplir son dessein. Il en faut dire autant d'une *Histoire du monachisme en Occident*, à laquelle il avoit déjà consacré des veilles nombreuses. A. D. B.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

PARIS. — Une maladie de peu de jours a enlevé à l'Eglise M. le cardinal d'Isoard, archevêque d'Auch, nommé à l'archevêché de Lyon. M. Joachim-Jean-Xavier d'Isoard étoit né à Aix, le 23 octobre 1766, d'une famille honorable de Provence. Il se destina à l'état ecclésiastique, et fit son séminaire à Aix, où il eut pour condisciple le jeune abbé Fesch, un peu plus âgé que lui. M. d'Isoard n'étoit point dans les ordres quand la révolution éclata, ce qui explique peut-être comment il échappa à la persécution. On dit que pendant la terreur il trouva un asile dans la fa-

nille Bonaparte. M. Fesch, devenu archevêque de Lyon, puis cardinal, le fit nommer en juin 1804 auditeur de Rote pour la France. M. d'Isaard se fit aimer à Rome par sa douceur, son esprit conciliant et sa piété. Il eut sa part des persécutions, lors des brouilleries de l'empereur avec le pape, et fut obligé de venir en France avec les cardinaux et les prélats romains. Le prélat, on sait que les auditeurs de Rote ont rang dans la prélature, demouroit à Paris chez M. le cardinal Fesch, et nous eûmes alors l'honneur de l'y voir.

Au commencement de la restauration, la France nomma un autre auditeur de Rote, qui étoit M. de Salamon, évêque d'Orthosie. Mais la cour de Rome refusa de le reconnoître, et soutint que M. d'Isaard, qui étoit en fonctions depuis plus de dix ans, ne pouvoit être dépossédé. On ne trouva d'autre moyen de finir cette discussion, qu'en nommant M. de Salamon à l'évêché de Saint-Flour. M. d'Isaard continua donc d'occuper sa place à la Rote. Il devint en 1824 doyen de ce tribunal ; ce qui dans les usages de la cour de Rome devoit le conduire au cardinalat. C'est vers ce temps-là qu'il prit les ordres sacrés ; il étoit resté jusque là simple tonsuré, sans cesser d'édifier par sa piété.

Le 25 juin 1827, M. d'Isaard fut fait cardinal par Léon XII, et reçut le titre presbytéral de la Trinité au mont Pincius. Il vint en France l'année suivante, fut nommé à l'archevêché d'Auch, et sacré à Paris par M. le cardinal de Latil, le 11 janvier 1829. Le 24 du même mois, le roi le nomma pair. Le cardinal se rendit dans son diocèse, où il montra, comme à Rome, cette douceur et cette affabilité qui lui avoient gagné les cœurs. Il fit deux fois le voyage de Rome pour assister aux conclaves qui suivirent la mort de Léon XII et de Pie VIII. En 1832, il fit la visite

de plusieurs cantons de son diocèse ; il sembla que dans cette visite les autorités comme les fidèles s'empresèrent de dédommager le vénérable cardinal des désagréments et des chagrins que des mesures odieuses pour son clergé, et des procédés fort déplacés lui avoient fait casuyer après la révolution de 1830.

Peu après, sa santé s'affoiblit. Le climat d'Auch lui étoit contraire pendant l'hiver, et il passoit presque toujours cette saison en Provence. C'est peut-être cette raison qui lui fit accepter sa translation à Lyon. Il avoit refusé l'archevêché de Bordeaux après la mort du cardinal de Cheverus. Il crut sans doute que le climat de Lyon lui seroit plus favorable. Arrivé à Paris au mois d'août, on remarqua avec peine l'affoiblissement de ses forces. Sa voix étoit éteinte ; mais sa bonté et sa piété étoient les mêmes. Il sortoit tous les jours et entroit dans quelque église pour y prier. C'est au sortir d'une de ces visites dans l'église Saint-Laurent, qu'il se sentit indisposé le mardi 1^{er} octobre. On crut que ce n'étoit qu'un rhume, mais la fièvre survint et la maladie prit un caractère de gravité. Son Eminence demanda et reçut les sacrements qui lui furent administrés par M. l'abbé Jammes, archidiacre et vicaire-général de Paris. Elle rendit le dernier soupir le lundi à quatre heures et demie du soir. Elle devoit terminer quinze jours plus tard sa 73^e année.

Cette mort laissera de vifs regrets parmi tous ceux qui ont pu apprécier les belles qualités du cardinal. Sa piété tendre, sa bienveillance constante, sa politesse exquise, ce sacré collège perdit un de ses membres les plus dévoués à la religion. Deux sièges deviennent en quelque sorte vacans à la fois. Une famille honorable perd un protecteur et un père. Elle a demandé, dit-on, que le corps fût porté à Auch, où sa

Eminence avoit encore la juridiction, et fût inhumé dans les caveaux de la cathédrale.

Un jeune prêtre attaché à l'église métropolitaine de Notre-Dame, M. l'abbé Renaud, après avoir entendu la confession de plusieurs pénitentes, s'apprêtoit, dimanche dernier, vers sept heures du soir, à sortir de son confessionnal, lorsqu'une jeune fille vint se mettre à genoux sur le prie-dieu placé devant la grille du confessionnal. Cette jeune fille adressa quelques paroles au jeune ecclésiastique, mais celui-ci, sans lui répondre, se leva de son siège et sortit. En ce moment la jeune fille, se levant avec précipitation, se jeta sur lui, le saisit au collet, et lui porta un coup de couteau, qu'il eut le bonheur de parer en partie, et qui ne le blessa qu'à la main.

On s'empara de cette jeune fille, dont l'exaltation étoit extrême; mais sur les instances mêmes de M. l'abbé Renaud, dont la blessure étoit légère, on la relâcha lorsque son esprit parut avoir repris plus de calme. Le premier usage que fit cette insensée de sa liberté fut de se mettre à la poursuite du généreux prêtre, et de lui reprocher de l'avoir fait rendre à la liberté. Nous ne rapporterons pas les termes mêmes des reproches qu'elle osoit faire à M. l'abbé Renaud, et qui sans doute n'étoient que le résultat de son effervescence furieuse. Toutefois, son insistance et ses menaces avoient un tel caractère, que des agents de l'administration de la police qui en furent témoins durent la mettre en état d'arrestation.

Cette fille, nommée Adèle Leroux, âgée de 22 ans, fabricante de cols, a été écrouée sous prévention de tentative d'assassinat.

(Gaz. des Tribunaux.)

Le *Journal de Reims* ayant inséré

un article aussi injuste que désobligeant pour MM. les vicaires-généraux de Reims, et le *Journal des Débats* ayant reproduit cet article, MM. les grands-vicaires ont adressé au *Journal des Débats* la réclamation suivante :

« Reims, le 6 octobre 1839.

« Monsieur, vous avez admis dans vos colonnes un article du *Journal de Reims*, dirigé contre les vicaires-généraux du diocèse, à l'occasion des obsèques de M. le coadjuteur; j'ai la confiance que vous voudrez bien y insérer leur réponse. Je vous l'adresse textuellement. La vérité, la justice, le soin qu'ils doivent prendre de leur réputation la leur ont dictée, et vous engageront sans doute à faire droit à leur demande.

« GUOS, vicaire-général. »

Réponse des vicaires-généraux du diocèse de Reims au rédacteur du journal de cette ville.

« Monsieur le rédacteur. nous n'avons pu lire sans surprise et sans peine l'article inséré hier dans votre journal, où l'on rend compte des obsèques de M. l'archevêque coadjuteur. L'auteur de cet article a été mal informé.

« Il se plaint de la précipitation et de la négligence que nous aurions mis dans les derniers devoirs rendus à Sa Grandeur; l'inhumation cependant n'a eu lieu que le quatrième jour du décès, d'après le désir de la famille et l'avis des médecins, lorsque tout indiquoit aux pieux fidèles qui, avec nous, entouroient jour et nuit le cercueil, qu'il étoit impossible de tarder davantage. Il se plaint qu'on n'ait pas attendu l'arrivée d'un évêque pour présider à la cérémonie. Trois prélats, amis de l'illustre défunt, avoient été invités le jour même de l'accident. Peut-on nous faire un crime de ce qu'un concours de circonstances, fâcheuses pour nous, les ont empêchés de se rendre à nos instantes prières, et de venir donner à leur collègue dans l'épiscopat des témoignages de leurs regrets? M. l'évêque de Soissons se trouvoit alors dans le département de

la Somme ; M. de Châlons dans une paroisse reculée de son diocèse ; M. de Meaux auprès du roi, où son devoir l'avoit appelé.

• Il se plaint de ce que nous aurions donné à cette solennité funèbre moins de soin et moins d'appareil qu'aux obsèques de M. l'évêque de Numidie ; l'appareil, loin d'avoir été diminué, a été augmenté ; un membre du conseil a été chargé de payer à la mémoire du défunt le tribut de notre reconnaissance et de notre douleur, et nous nous sommes empressés de prescrire un service à toutes les églises du diocèse, ce que nous n'avions pas fait pour M. de Numidie.

• Quant aux insinuations qui suivent ces reproches, nous pouvons y opposer, non-seulement le témoignage de nos consciences, mais encore tous nos actes officiels et l'ensemble de notre conduite. Nous avons salué avec de trop sincères acclamations l'arrivée de Monseigneur parmi nous, félicité trop franchement le diocèse d'avoir à sa tête un prélat honoré de la confiance du roi, pour qu'on puisse de bonne foi partager les soupçons aussi injurieux que malveillans par lesquels on essaie de nous flétrir. Comment aurions-nous pu d'ailleurs nourrir des préventions contre notre vénérable archevêque coadjuteur pour avoir prêté son ministère à des actes que la religion autorise et que tous les jours nous autorisons nous-mêmes dans le diocèse ? C'eût été aussi contraire à nos principes qu'à la vérité.

• Veuillez, s'il vous plaît, monsieur le rédacteur, insérer cette réponse dans votre prochain numéro, et agréer l'assurance des sentimens distingués avec lesquels nous avons l'honneur d'être, etc.

• Ont signé : GROS, vicaire-général ; MAQUART, vicaire-général ; TALHOUET DE BRIGNAC, vicaire général. •

Nous remarquons il y a quelques années le zèle qui s'étoit manifesté dans le diocèse de Belley pour la reconstruction, l'agrandissement ou la

réparation des églises abattues ou dégradées par suite de la révolution ou du temps. Un autre diocèse à une autre extrémité du royaume offre un nouvel exemple de ce zèle à relever ou à réparer les églises. On sera étonné du nombre de paroisses du diocèse de Saint-Brieuc qui se sont signalées à cet égard par leur dévouement et leurs sacrifices. Voici la liste qu'on a bien voulu nous communiquer, et qui comprend les églises bâties ou réparées depuis le concordat de 1802.

Les églises bâties en entier sont, dans l'arrondissement de Saint-Brieuc, celles de Binic, de Pléguen, de Pléhédcl, de Quessoy, de Saint-Michel et de Plaine-Haute ; dans l'arrondissement de Loudéac, celles de Merdrignac, de Goarec, de Plouguenast et de Saint-Mayeux ; dans l'arrondissement de Dinan, celles de Trelivan, de Quevert, de Pleslin, de Corseul, de Vildé-Guingalam, de Lescoet et de Tredias ; dans l'arrondissement de Lannion, celles de Trebeurden, de Penvenan, de Tredeuzec, de Pleubian, de Plonaret et de Tonquedec, et dans l'arrondissement de Guingamp, celle de Pontrieux.

Les églises rebâties en partie, réparées ou augmentées sont plus nombreuses encore. Ce sont dans l'arrondissement de Saint-Brieuc, celles de Saint-Julien, de Langueux, d'Ilfriniac, de Plerin, de Pordic, de Trégomeur, de Ploubazlanec, de Plouneuf, de Lamballe et de Plouézec ; dans l'arrondissement de Loudéac, celles de Gausson, de Saint-Caradec, de Saint-Véran, de Tremorel, de Saint-Launeuc, de Lescoet et de Saint-Gouéno ; dans l'arrondissement de Dinan, celles de Pleudihen, de la Bouillie, de Plancoet, de Calorguen, d'Evran, de Crehen et de Lanrelas ; dans l'arrondissement de Lannion, celles de Lannion et de Minchi-Treguier ; enfin dans l'arrondissement de Guingamp, celles de Goudelin,

de Saint-Jean Kerdaniel, de Maël-Culhaix, de Langoat, de Querrieu, de Sainte-Triphine et de Plounez.

C'est donc dans ce seul diocèse 24 églises rebâties en totalité, et 33 agrandies et restaurées. Encore nous marque-t-on qu'on ne doute pas qu'il n'y ait dans cette liste bien des omissions, la personne n'ayant pas encore visité tout le diocèse, comme elle se propose de le faire.

Nous n'avons pas besoin d'insister beaucoup sur ce qu'il y a d'honorable dans cette ardeur des fidèles à relever et réparer leurs églises. Ce zèle fait un contraste avec l'insouciance et l'indifférence de tant de populations, qui, principalement dans les environs de la capitale, négligent leurs églises, les fréquentent même très-peu, et les laissent dépérir et se dégrader.

On vient de rebâtir sur un des points les plus élevés des montagnes du Revermont, diocèse de Belley, la chapelle de Notre-Dame-des-Conches, qui avoit été détruite pendant la première révolution. Le mardi 8, a dû avoir lieu la bénédiction de la chapelle. La statue de la sainte Vierge, la même qui existoit autrefois et qui est fort vénérée des habitans de Ramasse, paroisse du canton de Ceyzeriat, devoit être rapportée en triomphe dans son nouveau sanctuaire.

La retraite ecclésiastique de Moulin, ouverte le 19 septembre, s'est terminée le 26. Elle a été suivie par cent quarante prêtres, et constamment présidée par M. l'évêque, malgré ses quatre-vingts ans. M. l'abbé Debussy parloit cinq fois par jour. Le dernier jour tous les prêtres se sont rendus processionnellement à la cathédrale avec M. l'évêque qui a dit la messe. M. Debussy a prononcé un discours où il a rappelé au peuple ce qu'étoient pour lui les prêtres, des

instituteurs, des bienfaiteurs, des pères; il a ensuite rappelé aux prêtres ce qu'étoient pour eux leurs troupeaux, le prix du sang de Jésus-Christ, et des enfans bien chers. Après la communion générale, et le renouvellement des promesses cléricales, on a chanté le *Te Deum*, et le clergé a reconduit M. l'évêque à son palais, où des remerciemens lui ont été adressés au nom de tous par M. le curé de Montluçon.

L'église de la populeuse et riche commune de Raismes, près Saint-Amand, diocèse de Cambrai, s'embellit et se pare tous les jours de nouveaux ornemens. Nous pourrions citer le *Saint-Hubert*, de Dévéria; l'*Assomption*, par Smith, et le *Christ au jardin des Oliviers*, par Wanselaere de Gand, dus à la munificence du prince d'Arenberg. Depuis, M. de la Borde, artiste-amateur, a fait cadeau à la même église de son tableau de *Saint-Augustin aux pieds de Saint-Ambroise*, exposé à Valenciennes l'an dernier, après avoir mérité une médaille d'or à Paris. L'église doit cette nouvelle richesse aux actives démarches de M. Baudrin, maire de Raismes, et au zèle de M. le curé de la commune, qui s'engage à fournir 500 fr., montant présumé des frais et déboursés du propriétaire du tableau. Depuis quatre années, outre sa décoration artistique, l'église de Raismes a été pavée et plafonnée; elle a acheté trois tabernacles, son clocher s'est enrichi d'une horloge; don de M. Dumont, député, et son portail d'une fontaine publique.

M. Cyrille Alameda, archevêque de Saint-Jacques de Cuba, qui s'est réfugié en France après les derniers désastres des carlistes, est arrivé à Montpellier où il doit résider. Il est accompagné de trois ecclésiastiques. On sait que ce prélat est de l'ordre

des Franciscains et qu'il étoit allé joindre don Carlos en Espagne.

Le gouvernement de Bâle-Ville a pris une décision, le 14 septembre, sur la demande de la paroisse catholique; il a autorisé celle-ci à établir une école de jeunes filles, et à cet effet il lui permet d'en confier l'instruction à deux Sœurs de la Providence, désignées dans la demande, sous la réserve que ces institutrices demeureront sous la surveillance de l'autorité et sous le costume de personnes privées. Une société de dames à Paris donne pour sa part d'entretien de cet établissement les intérêts annuels d'un capital de 12,000 fr.

Qui est-ce qui s'est occupé des persécutions et des injustices de tout genre exercées à Schwytz, à Glaris et dans le Jura? Les premières victimes n'étoient que des catholiques, dès lors il n'y avoit point à y songer : des catholiques, en effet, sont créés pour souffrir. Ecouter leurs plaintes seroit inutile : ils doivent toujours avoir eu tort. Exclue de la protection des pamphlétaires et des meneurs de l'opinion publique, ils sont mis hors des lois communes, hors de la loi du genre humain.

Mais le système ne pouvoit pas s'en tenir là. En se développant et s'avancant, il trouva bientôt sur son chemin d'autres classes de gens à blesser. Or, moins patients que les catholiques, et moins habitués à vivre en martyrs sur la croix, les réformés n'étoient pas gens à supporter si long-temps qu'eux une tyrannie anti-chrétienne. Aussi, le canton protestant de Zurich a levé l'étendard de l'insurrection. En un jour il sut abattre le despotisme de l'incrédulité.

On avoit suffisamment poussé à bout les Zuricois par une série de mesures empreintes du philo-

par un acte d'immoralité poussée jusqu'à la démence : la nomination du trop fameux docteur Strauss au poste de *professeur de théologie* ! Nommer professeur de théologie un homme qui nie la divinité de Jésus-Christ, et qui enseigne publiquement que l'Evangile n'est qu'un tissu de fables ! Etoit-il possible d'outrager l'opinion publique d'une manière plus sanglante, et d'accabler le peuple d'un mépris plus manifeste ? Prendre l'homme qui publiquement, hautement, avec bravade, se constitue adversaire de toute espèce de religion, et le charger au nom de l'état, de l'enseignement religieux, choisir pour maître officiel de la science chrétienne, l'auteur du livre récent et si connu, où toute espèce de doctrine chrétienne est sapée par sa base, il y avoit là un incroyable degré d'audace. Jamais plus audacieux soufflet n'avoit été donné à Dieu même, sur la face auguste de son Christ.

« C'en est trop, et nous ne laisserons point aller l'abomination jusque là. » Tel fut le cri universel du canton de Zurich. Effrayé, le pouvoir s'arrêta, il promit d'écarter doucement sa créature scandaleuse. Mais plus entêté que poltron, il ne renonçoit point franchement à réaliser l'ignoble fantaisie qui lui avoit si long-temps souri. Il voulut donc y revenir ; et cette fois, pour se mettre en mesure de narguer impunément l'opinion, il manda 4,000 hommes de troupes ; il alloit mettre le peuple à la raison. Alors un mouvement subit, imposant, irrésistible, fit lever les populations.

(*Observateur du Jura.*)

POLITIQUE, MÉLANGES, etc.

Nos lecteurs savent que dans les hautes questions de politique spéculative, nous avons pour habitude de ne nous mêler aux discussions que pour en faire ressortir les contradictions ou les puérilités. Quoique

le système électoral donne lieu depuis quelque temps à des débats très-animés entre les journaux qui représentent les diverses nuances de partis, nous continuerons à suivre la même méthode en ne prenant à ces conflits qu'une part très-accessoire, et seulement pour relever les inconséquences qui nous frappent dans la logique des passions et de l'esprit de parti.

Voici pour le moment ce que nous trouvons singulier de la part des journaux qui se donnent pour les organes du système de M. Thiers et de M. Odilon-Barrot, en matière de réforme électorale : ils veulent qu'on leur choisisse les électeurs, qu'on ne leur donne que la fleur des citoyens éclairés, et qu'on n'admette à participer aux opérations de l'élection que les intelligences du premier degré, dont ils fixent le nombre à environ 400,000. Ils en donnent pour raison que les gens illettrés, les esprits épais et grossiers, le gros de la population enfin, qui n'entend rien aux affaires publiques, ne sont point des capacités auxquelles on puisse se fier pour des opérations semblables.

Voilà qui est bien, voilà qui est sage et raisonnable ; mais voilà aussi ce qui pèche gravement contre les antécédens de la révolution de juillet. Quand ces mêmes messieurs, qui maintenant y regardent de si près, ont voulu la faire éclore, cette révolution, ils n'ont pas demandé à ceux qu'ils y ont employés s'ils avoient une bonne judiciaire, s'ils avoient été au collège, s'ils étoient assez intelligens pour prononcer avec connoissance de cause sur les affaires de la religion et de la monarchie. Ils les ont pris tels qu'ils étoient, et ils ont trouvé que toutes les voix étoient bonnes à compter. En un mot, tout leur a paru doué de l'intelligence et de la capacité requises pour résoudre les plus hautes questions, pour décider des plus grands intérêts de l'Eglise et de l'état. Ils y mettent plus de précaution aujourd'hui ; voilà ce que nous approuvons. Mais ce qui nous

étonne de leur part, c'est que ne voulant pas revenir sur le compte du peuple de juillet, et le trouvant toujours sublime d'intelligence et de capacité comme le premier jour, ils ne sachent lui dire que des injures quand il s'agit d'examiner s'il est aussi propre à donner son avis dans une affaire d'élection de député, qu'à prononcer sur l'existence de la monarchie et de la religion.

S'il faut en croire les journaux, l'esprit d'alliance se refroidit depuis quelque temps entre la France et l'Angleterre. Nous n'avons pas la prétention d'être mieux informés qu'eux sur ces choses-là, qui sont toujours d'ailleurs assez difficiles à éclaircir, mais nous oserions parier qu'ils se trompent, en nous fondant sur un signe plus apparent et plus certain. Ce signe consiste à observer ce qui se passe entre les gros capitalistes des deux pays. Quand les capitalistes ne se boudent pas, c'est l'indice que les gouvernemens ne sont pas brouillés ; et tant qu'on voit, les uns fraterniser ensemble, se prêter de l'argent, s'entraider et s'entendre comme de bons amis, on peut être assuré que les autres vivent aussi mutuellement dans les meilleurs termes. Or, voyez les hommes de finance de France et d'Angleterre. Ils sympathisent et s'aiment entre eux jusqu'à faire pour ainsi dire bourse commune. Ne vous informez pas du reste. Si leurs gouvernemens étoient brouillés ensemble, ils le seroient aussi, et c'est par là que vous apprendriez ce qu'il en seroit.

PARIS, 9 OCTOBRE.

M. Noguès, procureur-général près la cour royale de la Martinique, est nommé conseiller à la cour royale de Metz, en remplacement de M. de Virvaux, décédé.

— M. Combemale, substitut à Avignon, est nommé procureur du roi à Marvejols ; M. Lavendès, substitut

à Uzès, est nommé juge au même siège.

— D'après les dernières nouvelles d'Alger, il n'y auroit plus d'expédition de cette ville à Constantine. Le duc d'Orléans, qui a déjà visité Oran, se seroit embarqué le 2 à Alger pour Stora. Le prince iroit ensuite à Constantine par la route de Philippeville, et reviendrait à Bone, où il s'embarqueroit pour la France.

— Le journal de la préfecture des Bouches-du-Rhône annonce que le duc d'Orléans arrivera à Marseille du 20 au 23.

— Une ordonnance porte que la cavalerie régulière d'Afrique se composera de quatre régimens de cavalerie légère, sous la dénomination de chasseurs d'Afrique. Une autre ordonnance détermine la composition du corps de la gendarmerie d'Afrique, qui prendra la dénomination de *légion de gendarmerie d'Afrique*. Elle sera formée de quatre compagnies qui auront leurs chefs-lieux à Alger, à Bouffaric, à Constantine et à Oran.

— D'après un journal, des dépêches arrivées hier du Levant au ministère des affaires étrangères, ont nécessité la convocation immédiate du conseil des ministres.

— Le conseil d'état n'a pas encore fait sa rentrée, à cause des difficultés que présente la répartition des membres du conseil entre les divers comités. Ce travail doit être terminé le 15, époque fixée pour la rentrée définitive.

M. Cauchols-Lemaire, rédacteur du *Mon Nain* et du *Sidèle*, vient d'être nommé par le ministre de l'intérieur chef de la section législative aux archives du ministère, en remplacement de M. Corubert.

M. Jaurès, député, récemment arrivé à Paris de son voyage dans l'Asie-Mineure, vient d'être nommé par le ministre des travaux publics, membre de la commission des chemins de fer.

Le journal dit que M. de Pontois, ambassadeur à Constantinople, a été nommé duc de Pontois, le titre de comte.

— Mademoiselle Pasquier, sœur M. Pasquier, président de la chambre des pairs, vient de mourir.

— Le *Moniteur* annonce que c'est tort qu'un journal a dit que le préfet de police étant arrivé à Fontainebleau, le roi avoit quitté la table pour aller se reposer particulièrement avec M. Deshayes, qui seroit revenu à son poste prendre le temps de dîner. M. Deshayes n'a point quitté Paris.

— Par arrêté du ministre des travaux publics, M. Mary, ingénieur en chef de 2^e classe, a été chargé en chef du service municipal de Paris, en remplacement de M. Emmery, nommé inspecteur divisionnaire adjoint. M. Lefort, ingénieur en chef de 2^e classe, a été chargé du service des eaux, en remplacement de M. Mary. M. de Fourcy, aspirant ingénieur, a été chargé du service des égouts, en remplacement de M. Lefort.

— Il est entré dans les ports français pendant les huit premiers mois de 1863 millions 036,410 kil. de sucres provenant de nos colonies, qui ont produit au trésor public 16 millions 532,080 fr. 35 millions 110,031 kilog. ont été en consommation, et il restoit, le 1^{er} septembre, dans les entrepôts de Bordeaux, Bayonne, Marseille, Nantes, Rouen, le Havre, Dunkerque, Paris, Lyon, etc., y compris les quantités antérieurement existantes, 39 millions 613,695 kilog. de sucres.

Le café présente à l'entrée, pendant le même temps, 14 millions 53,667 kil. et 7 millions 357,599 fr. de droits de consommation; 8 millions 721,903 kilog. restés dans les entrepôts le 1^{er} septembre dans les entrepôts de cacao figure pour 1 million 430,661 fr. à l'entrée, avec 473,361 fr. de droits de consommation; 814,955 kilog. ont été en consommation, et 782,093 kilog. restés dans les entrepôts.

— La société générale des naufrages a nommé M. Cagé, professeur de natation, sauveteur de 1^{re} classe de la société, son agent général sur les rives de la Seine.

— La caisse d'épargne de Paris a reçu les 6 et 7 la somme de 624,838 fr., et remboursé celle de 545,000 fr.

— Un huissier n'ayant pas fait lui-même la signification d'un jugement, ainsi qu'il en étoit chargé, a été pour cette infraction au décret du 13 juin 1813, condamné par le tribunal correctionnel à 200 fr. d'amende, et suspendu de ses fonctions pendant trois mois.

— Pendant l'une des dernières nuits, des voleurs se sont introduits dans l'hôtel Montesquieu, rue de Monsieur, et ont enlevé des bijoux et autres objets d'une valeur d'environ 25,000 fr., appartenant à madame la comtesse Alfred de Montesquieu, depuis quelque temps à la campagne.

— Le Mont-de-Piété fait ordinairement par an un million de prêts, pouvant monter à 20 millions de francs.

— Les dernières nouvelles reçues des départemens continuent d'être satisfaisantes sous le rapport de la baisse du prix des blés.

— La France a une superficie de 52 millions 768,600 hectares ou 26,713 lieues carrées, dont 25 millions 559,152 hectares ou 12,939 lieues carrées en terres labourables. En 1815, le nombre d'hectaresensemencés en céréales étoit de 13 millions 279,301 hectares; vingt ans après, en 1835, ce nombre s'élevoit à 14 millions 888,385 hectares. A la première de ces deux époques, on cultivoit environ 500,000 hectares en pommes de terre; à la seconde, on en cultivoit 803,855. En 1815, on a récolté 132 millions 094,470 hectolitres de tous grains et légumes secs, et en 1835, 204 millions 265,91. Le froment a figuré dans le premier chiffre pour 39 millions 460,971 hectolitres, et pour 71 millions 697,484 dans le dernier chiffre. La moyenne de la consommation est pour chaque année de 107 millions d'hectolitres pour la nourriture des habitans, de 42 millions pour celle des animaux; 29 millions sont employés en semences, et 2 millions aux

brasseries, ce qui donne un total de 180 millions d'hectolitres.

— On délivre un grand nombre de congés définitifs et temporaires dans les régimens qui forment la garnison de la capitale.

— Le quai de l'Horloge est depuis quelques jours interdit à la circulation du Pont-au-Change à la rue du Harlay. On refait la chaussée qui doit recevoir un pavage avec du bitume.

— Dans les fouilles assez profondes que l'on fait actuellement rue Dauphine, pour établir des conduites allant au grand réservoir de la rue Neuve-Racine, qui recevra les eaux d'Arcueil, de la Seine et du canal de l'Ourcq, on a retrouvé en bon état de conservation, vers la rue Christine, aux n° 52, 54 et 56, les grandes et larges voûtes construites de 1606 à 1607, lors du percement et de l'ouverture de la rue Dauphine à travers le jardin des Grands-Augustins, pour réunir les fractions de ce jardin au moyen d'un passage souterrain. On a pareillement reconnu, vis-à-vis le n° 50, les restes de l'ancienne porte Dauphine qui fut démolie en 1673, sous le règne de Louis XIV, ainsi que le constate l'inscription gravée sur un marbre noir qui est scellé dans le mur de cette maison. Les voûtes reconnues sont conservées, et l'on a seulement élevé des piles en maçonnerie pour supporter les gros tuyaux servant à la conduite des eaux.

— Aujourd'hui la température a été très-chaude. La pluie a commencé à tomber vers neuf heures du soir, et l'on a entendu de forts coups de tonnerre.

— Le forage du puits de Grenelle est arrivé à la profondeur de 1,494 pieds. M. Mulot s'est engagé à creuser jusqu'à 1,500 pieds; mais il est prêt à poursuivre les travaux si la ville de Paris, pour le compte de laquelle ils s'exécutent, en témoigne le désir.

NOUVELLES DES PROVINCES.

M. le marquis de Droux-Brézé a

mis par lettre son beau château de Brézé à la disposition du roi Charles V et de sa famille. M. de Dreux-Brézé, au moment de se rendre à Bourges afin de faire verbalement son offre, s'est trouvé retenu chez lui par une indisposition.

— MM. de Fitz-James et de Sepmanville sont arrivés le 5 à Bourges pour faire leur cour au roi.

— L'infant don Sébastien, neveu du roi Charles V, vient de quitter Bourges pour se rendre en Italie, avec des passeports délivrés, sur sa demande, par le gouvernement.

— La souscription ouverte à Bordeaux par *la Guienne* en faveur des Espagnols qui ont suivi Charles V en France, s'élevait, le 5, à 1,360 fr. 90 c.

— On dit que le roi des Français quittera demain le château de Fontainebleau pour se rendre à Saint-Cloud. Du 15 au 18, il ira à Trianon, d'où il reviendra à Paris le 23.

— Le roi des Français, né le 6 octobre 1773, est entré dimanche dans sa 67^e année.

— Le départ des troupes du camp de Fontainebleau continué. Il ne sera pas terminé avant le 12. Les tirailleurs de Vincennes et la compagnie du génie resteront les derniers.

— M. Degove, sous-préfet de Senlis (Oise), qui présidait la dernière distribution du collège de cette ville, attaqua l'ancien directeur dans son discours d'ouverture. Le frère de ce dernier, encore professeur dans l'établissement, appela le sous-préfet un saltimbanque, un imbécile. Traduit pour ce fait en police correctionnelle, M. Jacquel a été condamné à 25 fr. d'amende et aux frais.

— Deux forçats libérés, qui venoient d'être condamnés de nouveau par la cour d'assises du Nord à 20 et à 5 années de fers, amenés à Cambrai pour une instruction judiciaire, sont parvenus à s'évader ensemble, samedi dernier, de la prison de cette ville. L'un d'eux a été arrêté le même jour.

— Quinze Anglais de Jersey étoient venus à la foire de Lessay (Manche), et s'en retournoient, lorsqu'un coup de vent a fait chavirer leur petite embarcation; tous ont péri, ainsi que les hommes chargés de la manœuvre.

— Sur la demande du préfet du Pas-de-Calais, le ministre de l'agriculture et du commerce vient d'accorder un secours de 50,000 fr. aux habitants de ce département qui ont été victimes d'orages et de grêle en 1839.

— Les magistrats de la cour royale de Caen, chargés d'informer à l'occasion des troubles de l'Orne, sont de retour à Caen depuis plusieurs jours. Des arrestations assez nombreuses ont eu lieu à Mortagne et à Bellesme.

— Le préfet de la Sarthe vient de nommer M. Vallée maire provisoire de la ville du Mans, et MM. Gougeon et Leprince adjoints provisoires.

— Une terreur panique s'est répandue parmi les populations de la Nièvre, qui sont persuadées que des malfaiteurs cachés dans les bois en sortent la nuit pour commettre des vols et incendier les habitations. Dans beaucoup de villages, les nuits se passent sans sommeil, et femmes et hommes veillent autour des maisons. Ce qui révèle ici la présence cachée de fauteurs de troubles, c'est qu'on cherche à faire croire sur certains points du département de la Nièvre, que les incendiaires sont protégés par des personnes notables du pays. D'après les nouvelles venues aujourd'hui de la Nièvre, le préfet seroit parvenu à calmer un peu la terreur ridicule des habitants.

— Le conseil-général de l'Aube a voté une somme de 5,000 fr., qui avec les 16,000 fr. accordés par le gouvernement, serviront à l'établissement d'une ferme modèle.

— Les progrès que la navigation à vapeur sur le Rhin a faits depuis quelques années sont loin de toucher à leur terme. On assure qu'au printemps prochain, quatre entreprises différentes de bateaux à vapeur exploiteront le cours du Rhin.

depuis Rotterdam jusqu'à Strasbourg, et que le nombre des bateaux s'élèvera à trente.

— Le prix du pain, pendant le mois d'octobre, est fixé, à Limoges, à 15 sous 2 liards les quatre livres, pur froment.

— Il y a eu à Limoges, pendant le mois de septembre, 23 mariages, 104 naissances et 126 décès.

— Le pont de la Roche-Bernard (Morbihan) sera prochainement livré à la circulation. Son élévation au-dessus des plus hautes mers est de 100 pieds, et de 125 pieds au-dessus des basses mers. La hauteur des portiques qui soutiennent les câbles est d'environ 175 pieds. La distance entre les points d'appui des câbles est de 700 pieds. Il n'y a pas en France de pont aussi grand d'une seule portée.

Le pont de Fribourg, construit par Chaley, chargé de la construction du pont de la Roche-Bernard, a environ 843 pieds. Le pont de Bangor, en Angleterre, est moins espacé que celui de Fribourg. On sait que le pont de Bangor a été le premier pont construit assez haut pour que les navires pussent passer sans démâter.

— La pluie qui tomboit avec violence, depuis plusieurs jours, a produit, dans la nuit du 4 au 5, une inondation dans les quartiers bas de la ville de Bourg (Ain). Les caves et les magasins ont été remplis d'eau. Beaucoup de marchandises se trouvent avariées. Des ponts ont été en outre enlevés dans le département.

— Le pont suspendu construit sur la Loire, entre les villes de Monistrol et de Bas, sur la route départementale de Saint-Didier à Saint-Pol-en-Chalancon, est livré au public. Ce pont, qui a 100 mètres de débouché entre les culées, est d'une seule travée.

— Madame la duchesse de Caderousse-Grammont, née de Vassé, vient de mourir en sa terre de Caderousse, en Provence.

— L'état civil de Marseille a enregistré pendant le mois de septembre 336 naissances, 288 décès et 89 mariages.

— M. Victor Hugo étoit le 4 à Marseille.

— Le comité agricole d'Aubagne (Bouches-du-Rhône) a distribué des prix aux cultivateurs appelés à un concours de charrues.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

L'affaire des fuéros est la chose qui occupe le plus l'attention publique pour le moment. On croit généralement qu'elle sera très-difficile à arranger, et que de quelque manière qu'on s'y prenne, on ne pourra la régler selon toutes les exigences. Une pétition revêtue de 1,000 signatures est partie de Bilbao pour appuyer les prétentions de ceux qui demandent la plus large concession de fuéros.

Rien n'avance sur cette importante question, parce que personne ne sait comment l'entamer, ni du côté du gouvernement, ni du côté des cortès; c'est à qui n'en prendra pas l'initiative et la responsabilité. On ne pourroit pas même la mettre encore en délibération dans l'assemblée des cortès, à cause que la chambre des députés ne peut se réunir qu'avec une extrême lenteur, et que six semaines n'ont pas suffi pour en réunir la moitié.

— Le général O'Donnell, qui commande l'armée du centre, manœuvre de manière à éviter tout engagement avec Cabrera. Il tâche de s'arranger pour attendre les quatre divisions qu'Espartero fait avancer vers la Catalogne et l'Aragon. Tout le monde a les yeux ouverts sur ce dernier théâtre de la guerre, où des événements décisifs sont au moment de se passer. On parle peu aujourd'hui des projets de transaction qu'on prêtoit au comte d'Espagne et à Cabrera. On assure au contraire qu'ils sont plus décidés que jamais à tout hasarder, et à vendre cher ce qui reste de forces à la cause qu'ils soutiennent.

— A la date du 1^{er} octobre, on parloit toujours à Madrid du projet de dissoudre ou au moins de proroger les cortès. Il n'est guère probable qu'on en vienne à

une pareille mesure, et qu'on se donne un tel surcroît d'embarras, tant qu'on ne sera pas délivré de la guerre d'Aragon, et qu'on n'aura pas l'armée d'Espartero à opposer aux troubles dont on se voit menacé par le parti avancé de la révolution.

Le 6, tous les ouvriers étoient rentrés dans les ateliers, et la tranquillité de la ville de Gand paroissait tout-à-fait rétablie.

— La tranquillité étant entièrement rétablie à Gand, le service de bivouac des troupes a dû cesser le 8.

— On écrit de Liège, le 6, que des individus sont venus dans cette ville, après avoir dirigé les troubles de Gand, et que leurs tentatives sont heureusement restées sans succès.

— L'inauguration du chemin de fer de Saint-Trond, moitié chemin de Bruxelles à Liège, vient d'avoir lieu. Le roi Léopold y assistait.

— Une légère baisse dans le prix des grains a lieu en ce moment sur plusieurs marchés de la Belgique.

— La clôture de l'exposition de Bruxelles qui devoit avoir lieu lundi dernier, est reculée au 31 de ce mois.

— Les bateaux à vapeur qui font le service entre Ostende et Londres ont amené, pendant le mois de septembre, dans la première ville 530 voyageurs et ont conduit en Angleterre durant ledit temps 550 passagers. Il y a eu 22 arrivées et 25 départs.

— Des négociations sont ouvertes entre la Prusse et la Hollande pour l'adjonction aux douanes allemandes de la partie du grand duché de Luxembourg, qui appartient maintenant à la Hollande.

— M. Georges Lloyd Hodges, ancien consul-général d'Angleterre en Egypte, y retourne en qualité de consul-général.

— On lit dans un journal de Londres, qu'une expérience a été faite récemment en Angleterre sur le chemin de fer Grand-Occidental. L'un des conducteurs, voulant essayer la vitesse de la locomotive, a

choisi l'un des instans où aucun train n'est engagé sur les rails. Il avoit fait rer à sa femme et à ses enfans une sion dans le cas où cette expérience seroit fatale. Il a franchi les 28 m avec une vitesse de 38 lieues de Fr à l'heure.

— Il est arrivé à Londres, le 5, des fr expédiés par la banque des Etats-Un environ trois millions de francs.

— La proposition faite par Glaris tenter en Valais une nouvelle médiation a obtenu, le 26 septembre, en dé une majorité définitive par l'adhésion d'Appenzell-Extérieur. L'amendement Genève est resté en minorité. A la suite de ces décisions, les députations de Berne, Lucerne, Soleure, Argovie, Thurgovie, Saint-Gall et Bâle-Cantone ont déclaré qu'elles s'abstiendraient de toute participation aux délibérations de la diète aussi long temps qu'elle seroit la base de l'arrêté du 11 janvier. Vaud et Genève ont fini par se joindre à la majorité des douze états qui ont voté la médiation. On a procédé immédiatement au choix des nouveaux représentants, qui ont été nommés par les états en la personne de MM. Frey, de Bâle-Ville; de Maillardoz, de Fribourg; de Meyenbourg, de Schaffhouse.

M. Druey a obtenu 5 voix concurremment avec M. Meyenbourg. M. qui avoit obtenu le même nombre de voix que M. Schmidt, a été élu par voie du sort. Il a demandé un ajournement jusqu'au lendemain pour se décider. M. Meyenbourg a fait la même demande.

— Le grand conseil de Zurich a adopté le 2 la proposition du conseil d'état concernant l'abandon, par le canton de Zurich, du concordat connu sous le nom de concordat des sept cantons.

— Le roi de Sardaigne est arrivé à Chambéry.

— La nouvelle communication qui s'ouvrira entre la France et l'Italie, par le chemin de fer qui lie la ville de Chambéry au lac du Bourget, par ce lac, par le canal de Savière, et ensuite par le Rhône

va être livrée au public. Le chemin de fer vient d'être achevé. Jamais construction de ce genre n'a été terminée avec autant de rapidité. La gare placée au bord du lac, à l'issue du chemin de fer, destinée à recevoir les bateaux à vapeur, est sur le point d'être finie, et les bateaux eux-mêmes n'attendent plus pour arriver que l'instant où les canaux de France seront ouverts à la navigation.

— La première branche du chemin de fer de Naples à Nocera et Castellamare est terminée, sur une étendue de quatre milles et demi, des murs de la ville à Grenatello.

— Le mariage de la princesse Caroline de Hesse, fille aînée du prince Gustave de Hesse-Hombourg, avec le prince Henri XX de la ligne aînée de Reuss-Greiz, a eu lieu le 2.

— Le roi de Bavière, dont le retour à Munich étoit annoncé pour les premiers jours de ce mois, est retenu à Berchtesgaden par un nouvel accès de grippe.

— Il y a eu le 1^{er} à Hanovre une réunion de négocians, à l'effet de savoir si le Hanovre doit accéder à l'union des douanes prussiennes.

— On lit dans le *Correspondant de Nuremberg*, qui donne des nouvelles de Presbourg (Hongrie), du 25 septembre : « Les magnats ne sont pas d'accord avec la seconde chambre des Etats sur la question de la liberté de la presse ; ils proposent seulement d'établir un journal de la diète non censuré, dont le rédacteur fourniroit un cautionnement et seroit responsable en justice. »

— Huit mille hommes de troupes ont fait, le 28 septembre, le trajet de Potsdam à Berlin, par le chemin de fer. Beaucoup d'habitans de Berlin assistoient à l'arrivée de ces troupes qui étoient divisées en dix convois, dont chacun avoit en tête un corps de musiciens qui, pendant le rapide trajet, n'ont cessé d'exécuter des marches militaires.

— Les négociations entamées à Copenhague, par le cabinet prussien, sur les droits du Sund, y rencontrent, dit-on,

une vive résistance, et l'on croit que le gouvernement de Danemarck ne consentira pas à réduire d'un tiers le droit qu'il perçoit.

— Les correspondances de Tripoli de Barbarie, du 10 septembre, portent que tout est en agitation dans la régence. Des Arabes sont venus enlever des bestiaux aux portes de la ville, et la plupart des tribus refusent l'impôt.

— Un correspondant de la *Gazette de Carlsruhe* attribue l'incendie de Salonique aux émissaires du vice-roi.

— Cette année, disent les lettres d'Alexandrie, le Nil est magnifique, et l'année prochaine sera extrêmement abondante.

— On écrit de la baie de Besika, entrée des Dardanelles, le 18 septembre, que la frégate la *Belle-Poule* a rallié la flotte du contre-amiral Lalande. Le prince de Joinville a pris le commandement de la *Belle-Poule*.

— Les importations des Etats-Unis se sont élevées pour l'année 1838 à la somme de 113.737,486 dollars (environ 600 millions de francs); les exportations ont atteint le chiffre de 108 millions de dollars.

— En neuf jours, la fièvre jaune a enlevé près de 150 personnes à Mobile (Amérique).

Le Gérant, Adrien Le Clerc.

BOURSE DE PARIS DU 9 OCTOBRE.

CINQ p. 0/0. 110 fr. 60 c.
TROIS p. 0/0. 81 fr. 60 c.
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 101 fr. 45 c.
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept. 104 fr. 50 c.
Act. de la Banque. 2810 fr. 00 c.
Oblig. de la Ville de Paris. 1225 fr. 00 c.
Rente de la Ville de Paris. 000 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire. 782 fr. 50 c.
Quatre canaux. 1250 fr. 00 c.
Rentes de Naples. 102 fr. 50 c.
Emprunt romain. 103 fr. 38
Emprunt Belge. 101 fr. 34
Emprunt d'Haïti. 545 fr. 00 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 31 fr. 12

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC ET C^e,
rue Cassette, 29.

OEUVRES DE FÉNELON

ARCHEVÊQUE DE CAMBRAI,

39 Vol. in-8^o,

CONTENANT ENSEMBLE 22,000 PAGES DE TEXTE

SEULE ÉDITION COMPLÈTE,

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE MM. DE SAINT-S

NOUVELLE SOUSCRIPTION A 2^{fr.} 75^{c.} LE

HISTOIRE DE FÉNELON; par M. le cardinal de Bausset. 3^e édit. 4 vol. in-8^o.

OEUVRES COMPLÈTES DE FÉNELON, revues sur les manuscrits originaux, et augmentées d'un grand nombre de pièces inédites. 22 vol. in-8^o.

CORRESPONDANCE DE FÉNELON, avec les ducs de Bourgogne, de Chevreuse, de Beauvilliers, etc., les lettres de famille, spirituelles, et sur le quiétisme, suivies d'une table générale et de notices biographiques des personnages contemporains; publiée pour la première fois sur les manu-

scrits originaux, et la plupart tout orné de 20 fac-similes de l'écriture de Fénelon, que l'on expose en particulier sur les personnages avec lesquels il eut une correspondance. 11 vol. in-8^o.

LETTRES INÉDITES DE FÉNELON à l'archevêque de Cambrai et à la maréchale de France. 1 vol. in-8^o.

TABLES DES OEUVRES DE FÉNELON, précédées d'une revue de ses ouvrages, où l'on expose en particulier ses sentimens sur le fondement de la religion, et sur l'autorité du pape pontife. 1 vol. in-8^o.

Parmi toutes les éditions qui ont paru jusqu'ici des *OEuvres de Fénelon*, on a remarqué plusieurs avantages incontestables qui la font préférer avec raison par tous les lecteurs.

1^o C'est la seule qui ait été faite sur les manuscrits originaux. Toutes les éditions antérieures sont très-fautives, et les éditions plus récentes n'ont fait que reproduire celle-ci avec plus ou moins d'exactitude.

2^o C'est la seule qui renferme la *Correspondance entière de Fénelon*. Les autres éditions n'ont reproduit que la moindre partie de cette Correspondance, dont tous les volumes ont d'un si grand intérêt sous le rapport littéraire, historique et théologique.

3^o Cette édition se distingue aussi entre toutes les autres par plusieurs pièces d'un grand intérêt, et qui peuvent servir de supplément sur plusieurs points aux *Histoires de Fénelon*, même à celle du cardinal de Bausset.

Conditions de la Souscription.

Pour être souscripteur, il suffit de se faire inscrire, sans rien payer. A partir du 31 octobre prochain, il paraîtra tous les mois une livraison de quatre volumes. Les souscripteurs paieront leurs livraisons à mesure qu'elles seront mises en vente, à raison de 2 fr. 75 c. le volume. L'ouvrage étant imprimé, les livraisons seront fournies exactement de mois en mois.

Les souscripteurs qui préféreroient retirer dès à présent en une seule fois les *OEuvres complètes*, et payer comptant, recevront franc de port et d'emballage 39 volumes brochés pour 105 fr.

Ou reliés en basane, avec double pièce au dos indiquant les matières contenues dans chaque volume, et emballés dans une boîte, pour 160 fr.

On peut souscrire séparément à la *Correspondance*, 11 vol., et à l'*Histoire de Fénelon*, 4 vol., au prix de 2 fr. 75 c. le volume.

On peut s'abonner des
1^{er} et 15 de chaque mois.

SAMEDI 12 OCTOBRE 1839.

1 an	36
6 mois	19
3 mois	10
1 mois	3 50

*Extraits de lettres sur M. l'évêque
d'Alger.*

Nous avons parlé d'après d'autres journaux des visites pastorales de M. l'évêque d'Alger, tant dans l'est que dans l'ouest de son diocèse. On nous a communiqué des lettres écrites de ce pays par des ecclésiastiques qui y exercent le ministère ; la première est de M. l'abbé Bourgade, prêtre du diocèse d'Auch. Nous en extrairons les détails que nous n'avons pas encore publiés.

Pendant le séjour du prélat à Oran, les chefs de quelques tribus voisines vinrent le saluer, appeler les bénédictions du Très-Haut sur sa tête, et réclamer sa bénédiction pour eux et pour leurs tribus. M. l'évêque fut même invité à un festin dans une des tribus. Il s'y rendit avec quelques officiers de la garnison. Le repas eut lieu sous une tente et suivant les usages arabes. Au retour, on fit escorte au prélat, et on se sépara avec de grandes démonstrations d'amitié.

D'Oran à Mostaganem la navigation est pénible. M. l'évêque prit un bateau de pilote. A son arrivée, il reçut la visite d'un officier d'Abd-el-Kader, qui se trouvoit dans les environs. Il s'étonnoit de ce que le grand marabout n'étoit pas venu par terre à la tête d'une armée, et de ce qu'ayant pris la route de mer, il avoit choisi un si petit bâtiment. M. l'évêque répondit sur le premier point que les troupes étoient destinées à défendre le pays, et qu'il n'avoit pas voulu

les fatiguer pour lui seul, et quant au second point, que désirant voir ses enfans, et le temps ne lui permettant pas de prendre un autre bâtiment, il avoit mieux aimé consulter son cœur que son rang. Le prélat célébra la messe à Mostaganem en présence de la garnison et des Arabes, et leur adressa un discours plein de chaleur. Ne pouvant laisser de prêtre à Mostaganem, il ne voulut pas que cette population n'eût rien qui lui rappelât la religion. Il bénit une mosquée destinée à servir d'église, et engagea les chrétiens à y aller prier de temps en temps.

Depuis son arrivée en Afrique, M. Dupuch a béni deux autres églises, l'une à Alger, l'autre à Constantine. La première est dédiée à la sainte Croix, et est située au quartier de la Casbah, tout au haut de la ville. C'est encore une ancienne mosquée ; la croix aujourd'hui y domine tout le pays. C'est à côté de cette église que se trouvoit un figuier où l'ancien gouvernement suspendoit les têtes des victimes de sa barbarie. Lors de l'entrée de nos troupes, elles trouvèrent cet arbre encore garni d'affreux trophées. Il a été arraché comme un figuier maudit, et M. l'évêque se propose d'en faire une croix.

L'église de Constantine est dédiée à Notre-Dame des Sept-Douleurs ; ce titre convenoit à un sol encore fumant de carnage. Le prélat y célébra un service funèbre pour les victimes du siège. On a déjà vu les détails de cette cérémonie. Les Sœurs de Saint-

Joseph continuent à être révérees à Constantine. Une d'elles étant atteinte d'une fièvre pernicieuse, les indigènes étoient tout émus, et prioient Jésus-Christ et la sainte Vierge de la guérir. Elle guérit en effet.

Dans le reste de la colonie, des populations entières sont encore privées de prêtres. Il faut demander des ouvriers au maître de la moisson. L'exercice du ministère obtient des succès partout où il peut se montrer. Les militaires donnent des consolations. Depuis son arrivée, M. l'évêque a fait faire la première communion à une centaine d'entre eux. Eloignés de leur pays et de leurs familles, courant tous les jours des dangers, c'est pour eux une consolation de recevoir les secours de la religion qui les fortifient.

Les bienfaits de cette religion divine se sont fait sentir à quelques protestans. Une vingtaine ont demandé à rentrer dans le sein de l'Eglise. Ce qui les touche, ce sont les consolations que la foi nous procure à l'heure de la mort. Les bibles qu'on leur distribue ne valent pas pour un homme souffrant et malade les douceurs du ministère sacerdotal.

Quant aux Musulmans, on est loin de la fusion sans doute, mais il y a plus d'élémens de rapprochement qu'on ne pourroit le croire. Les vrais obstacles sont peut-être moins dans la différence réelle des deux religions que dans la difficulté de se faire comprendre, dans une foule de préjugés et dans l'influence des chefs indigènes, qui emploient tour à tour l'argent, les menaces et les châtimens pour détourner de tout commerce avec les Français, qui vont

jusqu'à arracher les enfans des écoles françaises. On laisse à ces chefs une autorité démesurée dont ils abusent, on leur donne même beaucoup d'argent. Outre cela, Abd-el-Kader entretient dans tout le pays une propagande active et puissante.

Une autre lettre de M. l'abbé Pelletan, grand-vicaire d'Alger, contient les détails du voyage que M. l'évêque a fait à Hippone à la fin d'août. Le prélat s'arrêta d'abord à Bougie, petite ville très-agréablement située au pied du mont Gouraya. Le prélat, dans son court passage, y célébra la messe, et visita l'hôpital, où sa présence et ses paroles consolèrent les malades. De Bougie, il se rendit à Djigelly, nouvellement conquise par nos armes. Le génie y avoit subitement dressé un autel à l'ombre d'un frais oasis de caroubiers. La garnison se pressoit autour de cet autel, où alloit s'offrir pour la première fois après tant de siècles le saint sacrifice. M. l'évêque adressa pendant la messe quelques paroles d'édification aux assistans; il les entretint de Dieu, de la religion, de leurs devoirs, et pria pour tous, pour ceux qui souffrent et combattent, pour ceux qui sont morts en combattant. Il dit à cet égard des choses fort touchantes.

De là, M. l'évêque et son grand-vicaire allèrent à Philippeville. Le mouvement et l'activité qui y régnent sont incroyables. La mine perce les montagnes, les routes s'ouvrent, les puits se creusent, les constructions s'élèvent. Il n'y a que quelques mois que ce point est occupé, et déjà on y compte de 8 à 900 ames; 40 maisons sont en pierre, et 140 en bois. Dieu n'y sera point oublié, sa demeure aussi se prépare. En attendant, on dit la messe dans une

grange. Autour des frêles constructions françaises, gisent éparses les ruines imposantes de Russicada, ancienne colonie romaine; des murs, des arceaux, des restes d'aqueducs, de temples, de théâtres, restes et témoins d'une antique opulence.

A Bone, M. Bauvois, curé, fait beaucoup de bien. Il y a là une population chrétienne. Les Sœurs de Saint-Joseph s'y dévouent au soin des malades et à l'éducation des enfans pauvres. C'est de là que M. l'évêque partit le 28 août de grand matin pour aller à Hippone en côtoyant la mer. Chemin faisant, il trouva une ruine, un pan de mur encore debout; ce sont les débris d'une chapelle ouverte autrefois par saint Augustin, et où les marins, en arrivant au port, alloient remercier Dieu, et implorer encore son secours pour de nouveaux voyages.

Le prélat avoit franchi le pont jeté par les Romains sur la Boudjina, quand des cavaliers accoururent à sa rencontre; c'étoit une escorte d'honneur que lui envoyoit le brave général de Guingret. Le chemin étoit bordé de citronniers, de myrtes et d'orangers, qui y répandoient leur parfum et leur ombrage. Mais le sol est jonché de débris; c'étoit l'enceinte d'Hippone. Les pensées, les sentimens, les émotions, se succédoient dans ces lieux pleins de souvenirs. Tout parle ici à des cœurs animés de la foi. Les voyageurs se rappeloient les lamentations de Jérémie sur les ruines de Jérusalem. Les expressions énergiques du prophète s'appliquoient naturellement à la désolation d'Hippone.

Les rois de Numidie avoient autrefois élevé un palais sur un mamelon qui domine la plaine, et saint Au-

gustin y avoit établi un hospice, et creusé de vastes réservoirs, dont les restes subsistent encore. Sur le versant est de ce mamelon, un autel champêtre avoit été dressé. Le général de Guingret, commandant la province de Bone, des officiers de toute arme, un piquet de chasseurs, cent hommes d'élite avec la musique en tête, y attendoient l'arrivée du prélat. Des chrétiens venus en ces derniers temps en Afrique des divers pays, les Arabes du désert, les pieuses Sœurs, se pressoient autour de l'autel. M. l'évêque se revêtit de ses ornemens, et commença la messe au milieu d'un recueillement solennel. Son ame étoit pleine, et ses paroles, animées par tant de souvenirs et tant d'espérances, avoient une expression extraordinaire. D'ardentes prières s'échappèrent de son cœur et montèrent vers le ciel. La messe terminée, on chanta le *Domine salvum*. La musique militaire mêloit ses accords aux paroles du psaume. M. l'évêque bénit et posa la première pierre du monument qu'au nom de l'épiscopat français il élevoit à la mémoire de saint Augustin.

Quelles seront les destinées religieuses de l'Afrique? Dieu le sait; l'avenir est son trésor. Mais les apôtres avant de commencer leur mission ne savoient pas non plus que les résultats en dussent être si rapides, et le christianisme s'est répandu par tout le monde.

Cette lettre, que nous avons été forcé d'abrégé, est datée du 18 septembre, et écrite avec chaleur et talent.

Ceci étoit imprimé quand nous avons vu dans la *Gazette du Midi* des fragmens de discours prêchés dans la cathédrale d'Alger, par

M. l'abbé G. Stalter, administrateur de l'église. Cet ecclésiastique, qui est alsacien, prêche en allemand et en français avec une égale facilité. Il a autant de talent que de zèle, et a donné sur l'établissement du christianisme, sur la charité comparée à la philanthropie, sur les devoirs de la charité en présence des misères de la colonie, et sur d'autres sujets, des conférences dont le correspondant de la *Gazette* fait un grand éloge.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

PARIS. — Le corps de M. le cardinal d'Isoard a été embaumé le surlendemain de sa mort. Il a été revêtu des marques de ses dignités et placé dans un cercueil avec des aromates. Ce cercueil est renfermé dans un cercueil en plomb, qui lui-même est dans un cercueil en chêne. Des médailles des papes et une inscription en l'honneur de Son Eminence ont été placées sous la tête.

On croit que les obsèques auront lieu le samedi 12. Elles se feront probablement à la paroisse de l'Assomption sur laquelle le cardinal est mort. C'est ainsi qu'on en usa en 1811 pour les cardinaux Erskine et Vincenti-Mareri, morts à Paris. Leurs obsèques eurent lieu à Saint-Thomas-d'Aquin. Celles du cardinal Caprara se firent à Notre-Dame, parce que l'empereur l'avoit ainsi ordonné, en considération sans doute de ce qu'il avoit été légat.

On lit dans un journal du gouvernement de mercredi soir :

« Plusieurs journaux ont hasardé des conjectures sur l'esprit et la portée de la création d'un conseil d'administration au ministère des cultes.

» Depuis long-temps une institution semblable existe au ministère de la justice, et l'administration en a ressenti les plus heureux effets. M. le garde des sceaux a voulu que

les affaires ecclésiastiques fussent instruites de la même manière, et c'est pour cela qu'il a décidé qu'avant de lui être soumises, elles seroient examinées par le conseil composé de M. le directeur des cultes et de MM. les chefs de division.

« Quant aux rapports qui existent entre le ministre, le directeur des cultes et les chefs de division, ils ont été réglés par l'arrêté ministériel qui a créé la direction des cultes, et, depuis, aucun changement n'a été apporté à cette organisation. »

M. Abel de Pujol termine en ce moment la coupole du sanctuaire de la nouvelle église de Saint-Denis du Saint-Sacrement, rue Saint-Louis au Marais. L'église Sainte-Elisabeth va aussi avoir sa demi-coupole peinte à fresque. A Saint-Séverin, des sculpteurs terminent la nouvelle porte qui ouvre sur la petite rue des Prêtres. Les ornemens sont en harmonie avec la vieille architecture de l'église.

Aux obsèques de M. le coadjuteur de Reims, M. l'abbé Herblot, grand-vicaire, chanoine et théologal, a prononcé un court éloge du prélat; cet éloge a été imprimé, et nous en reproduisons un fragment :

« Dans une circonstance délicate, où l'Eglise de France eut à subir une pénible épreuve, et où la pureté des intentions, l'identité même des intérêts, n'excluoit point l'opposition des actes, au milieu d'honorables amis qu'avoit divisés un moment une différente manière de voir, il avoit su conserver la confiance des uns sans perdre l'estime des autres, et s'étoit ménagé les moyens de devenir pour tous un point de rapprochement. Il recueilloit en paix les fruits de sa prudence lorsqu'il fut élevé au périlleux honneur de l'épiscopat. Des événemens sur la nature desquels ne sont point appelés à se prononcer les ministres d'un Dieu qui nous déclare que son royaume n'est point de ce monde, créèrent à M. l'évêque de Meaux

une position toute particulière , position enviée par les uns , redoutée par les autres , et peut-être mal appréciée par un grand nombre ; mais où le zélé pontife n'a cessé d'exercer une influence et de rendre des services dont l'Eglise de France sentira encore long-temps les heureux effets , et dont nous étions destinés à jouir nous-mêmes. En attendant, le nouvel évêque remplissoit avec ardeur tous les devoirs de la sollicitude épiscopale , dotoit son diocèse de nouveaux élémens de la doctrine chrétienne , affermissoit la discipline ecclésiastique , fixoit la liturgie en adressant à son clergé un nouveau régle-ment , un nouveau missel , un nouveau bréviaire et un nouveau rituel , et donnoit tous les jours de nouvelles preuves de son talent et de son zèle. Là , comme ailleurs , l'aimable prélat avoit gagné le cœur des simples fidèles comme de ses collaborateurs , lorsque la mort prématurée du pieux évêque qui nous consolait de l'absence de son illustre ami et nous en retraçoit les vertus , fit songer à créer pour ce diocèse un coadjuteur , et que le choix éclairé du monarque , et les instances réitérées de Son Eminence , amenèrent au milieu de nous M. l'archevêque d'Anazarbe.

• Quelque irréprochable , quelque louable même que pût être et que fût en effet l'administration des hommes distingués investis de la confiance du pasteur absent , et dont le premier même étoit honoré du titre de son ami ; malgré les lumières , le zèle , la modération et la douceur que tout le monde leur connoissoit , on désiroit généralement , et ils étoient les premiers à appeler de tous leurs vœux la présence d'un premier pasteur qui , par l'autorité de son titre , imprimât aux actes de l'administration un caractère de suite , de fixité et d'ensemble que la diversité inévitable des vues et la timidité naturelle d'une autorité secondaire et partagée ne permettent presque jamais d'atteindre. Aussi l'arrivée de M. le coadjuteur fut-elle saluée par une acclamation générale. Qui eût cru que

nos cris de joie seroient sî-tôt remplacés par les accens de la douleur ! Déjà empressé de faire connoissance avec les portions principales de son nouveau troupeau , et de les faire participer aux bienfaits de sa présence , consultant plus son zèle que ses forces , le vénérable prélat s'élançoit aux frontières de son diocèse , donnant partout des preuves de son affabilité , lorsqu'il fut subitement arrêté dans sa course , et forcé par les premières atteintes de sa longue et douloureuse maladie , à revenir dans sa ville archiépiscopale. La main de Dieu l'y ramenoit , pour l'y purifier dans le creuset des souffrances , et pour nous donner dans cette paisible victime d'une lente décomposition , le modèle de la patience la plus inaltérable et de la résignation la plus absolue .

Le 9 octobre , un service a été célébré dans l'église paroissiale de Fontainebleau pour M. le coadjuteur de Reims , ancien évêque de Meaux. La reine et la princesse Clémentine y ont assisté. On sait que le prélat étoit leur directeur , et sa perte les a vivement affligées.

Dans les églises que madame la duchesse d'Orléans a visitées sans le prince dans son voyage du Midi , aucun cérémonial religieux n'a été observé. Ainsi , nous savons qu'à Bordeaux M. l'archevêque n'étoit point en habit de chœur quand la princesse visita la métropole ; l'encens et l'eau bénite ne lui furent point offerts. Il en fut de même à Langon et à Saint-Macaire , où la princesse visita l'église pendant que le prince passoit la garde nationale en revue (1).

(1) A cette occasion , nous rectifierons une citation peu exacte de l'allocution que M. l'évêque de Perpignan adresse , à la porte de la cathédrale , à M. le duc d'Orléans et à madame la duchesse ; nous avions mis , page 597 : et par l'éclatant témoignage de leurs vertus , leur faire espé-

Le Journal du Bourbonnais s'élève avec force contre la délibération du conseil-général de l'Allier, qui, dans sa dernière session, a renouvelé son vote de 1838, pour la suppression de l'évêché de Moulins. Cette tenacité hostile est réellement inconcevable. Au surplus le vote n'a passé qu'à une voix, ce qui fait espérer que l'année prochaine la majorité sera en sens contraire. Le conseil d'arrondissement de Montluçon s'est associé au vœu du conseil-général, et a demandé le retour au concordat de 1801. Le prétexte est l'économie. La vérité est que l'évêque et le chapitre reçoivent 27,000 fr. de traitement. Cette somme n'est pas énorme, et ce n'est pas le département qui la paie. *Le Journal du Bourbonnais* montre les avantages même matériels de l'érection du siège et les inconvéniens d'une suppression qui n'est provoquée que dans un esprit d'opposition à la religion et au clergé, et qui est repoussée par les vœux de la majorité de la population.

Un vol sacrilège a eu lieu à Pommas, près Limoux, diocèse de Carcassonne. Un garçon boulanger a volé dans l'église le saint ciboire, après en avoir répandu les hosties. Il a été surpris en possession du ciboire, qui a été porté à Limoux, déposé d'abord au greffe du tribunal, puis reçu par un ecclésiastique de la paroisse, qui l'a reporté avec honneur dans le tabernacle. Des prières d'expiation ont eu lieu pour ce sacrilège, qui avoit ému les catholiques du pays.

Quelques jours après, M. l'évêque de Carcassonne a donné la confirmation dans la paroisse de Pieusse,

voir le bien des peuples qui sont soumis à leur puissance. Il faut lire : et par l'éclatant témoignage de leurs vertus, leur faire opérer le bien des peuples qui sont soumis à leur puissance.

canton de Limoux. On lui a fait une brillante réception. Une garde à cheval est allée au-devant de lui, le maire l'a complimenté à l'entrée de la commune, les rues étoient sablées et les maisons tendues. Le prélat a été harangué par le curé à la porte de l'église, a célébré la messe, et a administré la confirmation.

M. l'abbé Loir-Mongazon, chanoine de la cathédrale d'Angers, ancien supérieur du petit séminaire de Beaupréau, est mort à la suite d'une attaque d'apoplexie foudroyante. Cet ecclésiastique étoit âgé de soixante-dix-sept ans, et estimé dans tout le clergé pour ses vertus et ses services. L'école ecclésiastique avoit fleuri long-temps sous sa sage direction, elle comptoit près de deux cents élèves, et rendoit de grands services dans le pays; elle avoit fourni des prêtres vertueux au diocèse, quand une ordonnance du 8 septembre 1831 envahit les bâtimens et transféra le petit séminaire à Angers. Le 26 septembre, on signifia au supérieur que la maison alloit être convertie en caserne. Il demanda qu'on lui laissât au moins une portion des bâtimens, et ne put rien obtenir. Il avoit fait cependant de grandes dépenses pour agrandir la maison. Toutes les représentations furent inutiles. Le maire et le conseil municipal de Beaupréau protestèrent et ne furent point écoutés. Voyez ce que nous avons dit de cet envahissement dans le numéro du 18 octobre 1831. M. l'abbé Loir-Mongazon fut extrêmement sensible à ce coup. M. l'évêque le fit chanoine en 1834. Nous regrettons de n'avoir pas reçu de plus amples renseignemens sur ce vertueux ecclésiastique.

On a lieu d'espérer que Théobald Frenzel ne fera plus de dupes, au moins de quelque temps. Il se présenta le 4 octobre au presbytère de

Haguenau, diocèse de Strasbourg, et s'annonça comme venant de Rome, et comme étant séminariste du diocèse de Metz. On voulut bien lui donner l'hospitalité. Le lendemain, il alla au pèlerinage de Marienthal, et osa se présenter à la sainte table. De retour à Haguenau, il se disposoit à partir pour Niederbroune, lorsqu'on reçut notre numéro du 3 octobre, qui signaloit un escroc portant l'habit ecclésiastique. On lui demanda son nom, et sur sa réponse, on le conduisit chez le commissaire, qui le fit mettre en prison. Le signalement de son passeport étoit conforme à celui que nous avons donné. Frenzel essaya de s'échapper de la prison après avoir fait quelque effraction. Il avoit produit pour se justifier un certificat d'un estimable ecclésiastique qu'il avoit trompé, M. l'abbé G., aumônier de la Salpêtrière, à Paris. On a trouvé sur lui 700 fr. en or, et près de 300 fr. en argent; c'est tout juste ce qu'il avoit volé au séminaire d'Evreux. Son sac de nuit contenoit des clefs, beaucoup de médailles de Saint-Joseph, des images, du beau linge, deux montres en or, une vieille soutane, une blouse, etc. Il s'étoit fait faire une soutane neuve à Strasbourg, et disoit avoir laissé ses malles à Marseille.

Nous nous félicitons d'avoir, par la publicité de notre avis, procuré la découverte et l'arrestation de ce malheureux.

Le fait suivant, arrivé la semaine dernière à Arras, et sur lequel on a pris des renseignemens sûrs, est, depuis quelques jours, le sujet de bien des conversations.

Depuis environ neuf ans, une religieuse de Sainte-Agnès, sœur Augustine, se trouvoit dans un état alarmant; elle éprouvoit des douleurs aiguës de poitrine; elle étoit réduite à un tel état de foiblesse depuis long-temps, qu'elle ne pouvoit

plus marcher qu'à l'aide d'un bras et d'un bâton; depuis trois ans aussi, elle avoit entièrement perdu l'usage de la parole et ne pouvoit plus transmettre ses idées que par le moyen d'une ardoise. Tous les remèdes avoient été inutiles; deux médecins qui la soignoient l'avoient abandonnée depuis deux ans.

Il y a un mois, elle forma le projet de recourir aux bontés divines pour obtenir une guérison que l'art humain lui refusoit; et enfin le mardi 24 septembre dernier, elle se mit en route pour faire un pèlerinage au Calvaire de la cathédrale, soutenue par le bras d'une Sœur et aidée d'un bâton: il ne lui fallut pas moins d'une demi-heure de marche lente et pénible pour le court trajet qu'elle avoit à faire. Arrivée à la cathédrale, elle y communia suivant son vœu, et elle se releva de la sainte table avec beaucoup moins de peine; elle ressentit même un bien-être qui lui fit verser des larmes de reconnaissance et de foi. Le mieux augmenta, et sa prière au Calvaire étant finie, toute douleur disparut; elle recouvra à l'instant la parole et retourna à sa communauté sans aucun aide.

Depuis cet instant, cette bonne Sœur a repris tous les exercices de la maison auxquels elle avoit dû renoncer depuis plusieurs années; l'enflure de ses pieds a disparu; et le rétablissement de sa santé paroît devoir être complet et solide.

(Gaz. de Flandre.)

La lettre suivante, écrite de Marvejols par M. l'abbé Brassac, ancien missionnaire aux Etats-Unis, vicaire-général de Cincinnati, donne des nouvelles du voyage des deux évêques américains partis au mois de juillet dernier

M. Purcell, évêque de Cincinnati, m'écrit, le 21 août, et me dit: Nous venons de prendre à bord un pilote; le Staten Island est à l'ouest de nous et à six lieues de

distances. Le navire la *Silva*, de Grasse, a donc dû entrer à New-York le même jour, après quarante-deux jours de traversée. M. Purcell avait avec lui six prêtres; l'un, M. Lamy, très-souffrant et à peine convalescent d'une maladie qu'il venoit d'essayer à Paris au moment de l'embarquement, étoit tout-à-fait rétabli dix ou douze jours après le départ du Havre, le 9 juillet. La bonne santé des autres missionnaires ne s'est point ressentie de la traversée.

M. Faget, évêque de Bardstown, étoit à bord du même navire, et sa traversée s'est aussi heureusement faite. Un accident léger en lui-même, arrivé à ce prélat, avoit donné quelques inquiétudes à son collègue et à ses autres compagnons de voyage. Étant monté sur le pont avant le jour, afin de prendre l'air, le vénérable évêque se heurta la jambe contre une des poulies du gouvernail; mais pour ne donner de la peine à personne, il n'en dit rien, et se contenta d'y appliquer du papier mouillé. Quelques jours après une inflammation considérable s'étant manifestée le docteur Keiten fit aussitôt appliquer des cataplasmes et le prélat ne tarda pas à se trouver bien. Il a continué d'édifier tout le monde par sa piété et sa douce gaîté.

M. le cardinal-archevêque de Malines et les autres évêques de la Belgique, réunis dernièrement en concile à Malines, ont témoigné le vœu qu'il fût fait pour la Belgique une édition spéciale du *Journal des évêques de l'Europe*, et ont décidé qu'on s'y adonneroit, eux et leurs séminaristes, ils engageroient les curés à se procurer également ce recueil, attendu qu'il en existât au moins une copie dans chaque canton.

M. l'évêque de Bâle a fait la demande, par écrit, au gouvernement de France, d'aloquer le professeur de théologie luthérienne qui occupe cette chaire dans l'université de cette ville.

On attend l'effet que cette réclamation pastorale va produire.

Le collège catholique du grand conseil de Saint-Gall s'est réuni le 1^{er} septembre pour délibérer sur les propositions de sa commission relativement au rétablissement de l'évêché. La majorité de la commission mandoit l'établissement d'un évêché Saint-Gallois particulier la minorité, au contraire, proposoit l'adjonction du diocèse de Saint-Gall à celui de Bâle et Soleure. Après une discussion qui a duré depuis neuf heures matin jusqu'à six heures du soir, le principe de l'établissement d'un évêché particulier a été adopté par 20 voix contre 30.

POLITIQUE, MÉLANGES, etc.

C'est un spectacle des plus tristes, et même l'un des plus propres à désoler la royauté dans l'esprit des peuples, que de voir l'état actuel de division de la famille royale d'Espagne, surtout d'en examiner les causes. Ce n'est pas seulement la faute des événements, c'est aussi la faute des personnes, l'ouvrage des ambitions. Ces intérêts ennemis qui s'aiguillent et qui se poursuivent et se délogent mutuellement de leurs positions et de leurs droits.

Le démembrement est complet des princes de cette maison. L'on s'est réduit à faire comme représentant le parti avancé de la révolution; un d'antipathies le sépare de la cause d'Isabelle-Christine, sa belle-sœur comme celle de don Carlos, son frère. Or que la désunion n'est pas moins profonde entre la princesse qui occupe le trône d'Espagne, et le prince qui devroit occuper Madrid, Bourges, Paris et Nîmes voilà les villes qui se partagent les résidences des membres les plus proches de la même famille. Il en est trois parmi eux qui ne pourroient se rencontrer, ne dirons pas sous le même toit et même table, mais dans le même pays.

Que peut-on penser dans ce siècle raisonneur d'une pareille division d'intérêts, d'opinions et de sentimens politiques entre des princes qui s'appartiennent de si près par les liens du sang ? A coup sûr il ne faut pas un grand effort de jugement pour comprendre que la raison, le bon droit et l'équité ne sont pas avec chacun d'eux, et ne peuvent se trouver que d'un seul côté. Ainsi donc, c'est ici la majorité qui a tort ; c'est elle que l'ambition, l'entêtement et la passion soulèvent contre le droit et la justice. Voilà pourquoi ce triste tableau de famille n'est pas bon à mettre sous les yeux des peuples, dans un temps surtout où ils ne sont déjà que trop disposés à méconnoître la dignité souveraine, et à se réjouir de ce que les rois s'en vont.

M. le comte de Marcellus a adressé à la *Quotidienne*, sous la date du 20 septembre, quelques lignes d'éloge sur le marquis de Scoraille, d'une famille originaire d'Auvergne, mort dernièrement à Villeneuve d'Agen. Les regrets que lui donne M. de Marcellus et ce qu'un homme si religieux et un si bon juge dit des vertus et de la piété du défunt, sont trop honorables pour n'être pas consignés ici.

Le marquis de Scoraille, chevalier de Malte et de Saint-Louis, ancien page du roi et officier de cavalerie, a, dans une assez longue carrière, éprouvé et soutenu avec constance et courage et les revers de l'émigration, et des infirmités qui ne laissoient aucun de ses jours sans souffrance. Les dignes héritiers de son nom le sont aussi de sa foi si fervente, de sa charité inépuisable, et de ces nobles sentimens qui ont guidé tous ses pas et inspiré toutes les actions de sa vie. Fils, gendre, on peut presque ajouter petits-fils, toute sa postérité est déjà sa rivale en vertus.

Ces grands principes du chrétien et du Français qu'il leur a transmis, il les avoit sucés avec le lait, et puisés lui-même dans des exemples pareils à ceux

qu'il laisso à ses enfans. Le vieux sang qui coule dans leurs veines est un sang voué à toutes les fidélités. Les bénédictions héréditaires du pauvre sont le plus beau patrimoine de cette patriarcale famille. Je m'arrête, monsieur, j'oublie que je parle d'un frère ; et j'écoute trop peu peut-être cette modestie qui m'avoit en quelque sorte condamné au silence.

Le marquis de Scoraille est mort comme il a toujours vécu, en fervent chrétien. Ses longues et douloureuses infirmités, souffertes avec tant de résignation et de patience, auront achevé de purifier une si belle ame. Cette douce et haute espérance, si bien fondée, doit essuyer les larmes d'une veuve digne d'un tel époux. On peut en trois mots peindre la vie de ce noble chrétien : donner aux pauvres, souffrir et prier.

Il est d'usage parmi les journaux de s'emprunter réciproquement des nouvelles ; et quand ces emprunts sont rares et les articles courts ou moins importants, on peut se croire dispensé d'en indiquer la source. Mais quand les emprunts sont nombreux, est-ce qu'il ne seroit pas loyal de dire de quel journal ils sont tirés ? Or, un journal religieux hebdomadaire ne donne presque de nouvelles ecclésiastiques que les nôtres, et il s'abstient souvent de dire où il les a prises. Ainsi, dans son dernier numéro, il a un article nécrologique sur un prélat mort récemment, et quatre pages de nouvelles ; le tout est tiré de l'*Ami de la Religion*, mais rien n'en prévient le lecteur. Dans le numéro précédent, le rédacteur du journal a bien voulu dire qu'un résumé des votes des conseils-généraux étoit emprunté à l'*Ami* ; mais le même numéro contenoit une notice et des faits provenant de la même source, sans en avertir aucunement. Quelquefois on nous cite pour un article de quatre lignes, tandis que trois ou quatre pages qui suivent proviennent également de notre Journal, sans qu'on prenne la peine de le dire. Si c'est omission ou distrac-

tion, elle est un peu fréquente; si c'étoit de dessein prémédité et par un petit artifice, le procédé nous sembleroit peu digne d'un éditeur consciencieux.

PARIS, 11 OCTOBRE.

On lit dans le *Moniteur* : « Le roi, la reine, les princes et princesses sont arrivés cette nuit au palais de Saint-Cloud. »

— M. de Plazanet, lieutenant-colonel à l'école de Saint-Cyr, vient d'être nommé colonel du 31^e de ligne.

— Le contre-amiral Dupotet va, dit-on, partir de Brest avec des renforts et remplacer le contre-amiral Leblanc en qualité de commandant du blocus des côtes de la république Argentine.

— Le gouverneur de la Guadeloupe, par un arrêté en date du 21 août 1839, a rapporté celui du 27 mai qui autorisoit l'exportation des sucres de cette colonie par tous pavillons et pour toutes destinations.

— M. Peloso, consul de Sardaigne à Alger, est nommé chevalier de la Légion d'Honneur, en récompense de son honorable conduite lors du naufrage des bricks de guerre français le *Silène* et l'*Aventure*.

— Le *Toulonnais*, donnant des nouvelles d'Afrique du 24 septembre, dit que Philippeville s'embellit et s'agrandit chaque jour. Il y a une grande activité dans le port, et beaucoup de barques venant de Stora y arrivent continuellement avec des marchandises et des matériaux de construction expédiés de France. Un puits a été creusé par le génie militaire dans l'intérieur de Philippeville, à peu de distance de la mer, et l'eau qu'on en retire est fort abondante et fort bonne. Le duc d'Orléans a dû arriver à Philippeville dans les premiers jours de ce mois. La fièvre continue à sévir contre la population.

— M. Marseilhan, sous-aide major à l'hôpital militaire de Philippeville, a été assassiné par les Arabes à un quart de lieue des postes avancés. Son cadavre n'a pu être retrouvé.

— Par un arrêté du 18 septem M. de Saint-Félix, ex-lieutenant deseau, est nommé capitaine de port à Gelly.

— M. Virla, ingénieur des ponts chaussées, qui avoit quitté la direction des travaux de la digue de Cherbourg pour s'occuper du chemin de fer pr de Paris à la mer, vient d'être nommé ingénieur en chef en Corse.

— Le *Courrier de Bordeaux* annonce que le gouvernement espagnol a eu l'ordre de la Toison-d'Or au mar Soult, et le grand-cordon de Charles à M. Duchâtel.

— D'après une feuille judiciaire la chambre des pairs s'assembleroit le novembre en cour de justice pour juger la 2^e série des accusés des 12 et 13 mai.

— La cour de cassation a rejeté le pourvoi du condamné Peytel. Le pourvoi, soutenu par M^e Lanvin, a été battu par l'avocat-général Pascalis.

— Le tribunal de police correctionnelle étoit appelé à prononcer sur le dernier sur une prévention de maison de jeu, dirigée contre le sieur Laviellou, tenant un hôtel garni, rue Lou Grand, 35 bis, et une demoiselle tape, désignée comme caissière, chargée de prélever 10 ou 20 sous par chaque partie. Le dîner se payoit 4 fr. par personne et les rafraîchissemens ainsi que les cartes per étoient servis gratis aux joueurs. On a entendu plusieurs des personnes qui étoient chez le sieur Laviellou, au moment de l'arrivée du commissaire de police. Parmi ces personnes se trouvoient un ancien notaire. L'avocat du roi, en soutenant l'accusation, a rappelé que dame Guimbaud s'étoit suicidée en ayant perdu sa fortune au jeu, que dame Laviellou avoit fréquenté particulièrement l'hôtel du sieur Laviellou; qu'une dame italienne avoit aussi perdu 18,000 fr. dans la même maison. Le tribunal a admis des circonstances atténuantes et condamné le sieur Laviellou à 200 fr. d'amende, et la demoiselle Deauville à 100 fr. Les objets saisis dans l'intérieur

du salon par le commissaire de police, sont confisqués.

— Le nombre toujours croissant des affaires criminelles, dit la *Gazette des Tribunaux*, a rendu nécessaire l'installation de deux sections d'assises pour le département de la Seine.

— Le nommé Couchon, déclaré coupable de divers attentats à la pudeur, par le jury de la Seine, a été condamné par la cour à six années de travaux forcés et à l'exposition. La peine de l'exposition étoit facultative, dit la *Gazette des Tribunaux*, et si la cour dans sa juste sévérité a cru devoir l'appliquer, c'est qu'elle a pensé qu'il importoit de donner un salubre exemple au moment où les attentats contre de jeunes enfans se multiplient et se renouvellent presque chaque jour.

— Un journal de Londres, le *Globe*, a été mal informé en annonçant que madame Lytton Bulwer, femme du chargé d'affaires d'Angleterre, passera l'hiver à Paris, où elle doit s'occuper d'ouvrages littéraires, et que M. Lytton Bulwer prépare un drame pour Hay-Market. M. Henry Lytton Bulwer n'est pas marié, et n'écrit pas de drame.

— Le préfet de la Seine a demandé au conseil municipal un crédit éventuel de 100,000 fr., afin de pourvoir à des distributions extraordinaires de secours, si le prix du pain venoit à s'élever encore, ou même s'il n'éprouvoit pas une baisse prochaine.

— Dimanche, vers sept heures du soir, un individu né à Bruxelles, et nommé Dordoir, est entré dans une boutique, rue du 29 juillet, tenue par deux sœurs, les demoiselles Decaux. Il leur a donné plusieurs coups de poignard, avec l'intention de les assassiner, et de s'emparer ensuite de leur argent; heureusement un pistolet dirigé sur l'une d'elles n'a pas fait feu. A leurs cris le portier de la maison est accouru, et au risque de sa vie, est parvenu à s'emparer de l'assassin.

— Un journal dit que l'affaire de l'audacieux Dordoir sera prochainement pré-

sentée au jury, en vue d'en imposer aux malfaiteurs par un éclatant exemple, dans un temps où les attentats contre les personnes se multiplient d'une manière effrayante.

— Deux femmes ont été arrêtées, dit-on, comme impliquées dans l'assassinat des demoiselles Decaux.

— Le *Journal de l'instruction publique* contient un arrêté portant règlement intérieur de la bibliothèque Royale.

— Depuis le 1^{er}, un concours est ouvert pour la fabrication des papiers du timbre. Une prime de 36,000 fr. sera donnée à celui qui aura fourni le moyen qui sera jugé le plus efficace pour empêcher la fraude.

— Une ordonnance porte autorisation de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de *Société de la papeterie d'Essonne* (Seine-et-Oise.)

— Un orage a encore éclaté hier sur Paris, mais, comme celui de la veille, sans occasionner heureusement de dégâts. Ce soir, le tonnerre se fait encore entendre.

— On remplace le pavage en bitume de la cour de la Banque par un pavé de grès ordinaire.

— Des malfaiteurs ont enlevé pendant l'une des dernières nuits tous les réverbères de la Chapelle-Saint-Denis.

NOUVELLES DES PROVINCES.

On écrit de Mantes (Seine-et-Oise) que le 1^{er}, vers une heure du matin, un incendie, que jusqu'à présent toutes les présomptions portent à regarder comme le résultat d'un crime, a réduit en cendres presque toutes les récoltes et une partie des bâtimens de la ferme du Bois-l'Épicier, située sur la commune de Maulette, appartenant à M. Bastard, et occupée par M. Boisson, cultivateur. On évalue la perte en grains à 25,000 fr., et celle des bâtimens à 10,000 fr. Les récoltes étoient assurées avec une partie des bâtimens. Les pompiers et les autorités de Houdan ont

... *enigme de l'incen-*
... *arrêté un jeune*
... *ancien garçon de*
... *venu demander à cou-*
... *du Bois-l'Épicier le soir*
... *de l'incendie.*

Une explosion de gaz a eu lieu dimanche à Bibeuf (Seine-Inférieure) dans un établissement public.

Le 6, à Bernay (Eure) un moulin à bio et une filature de coton ont été en partie incendiés.

La chambre d'accusation de la cour royale de Caen a renvoyé devant les assises de l'Orne neuf individus, comme accusés de rébellion et d'atteinte à la circulation des grains à Alençon, Mortagne et Bellesme.

Une ordonnance autorise la société anonyme établie à Alençon, sous la dénomination de *Compagnie pour la filature du chanvre*.

Le *Courrier du Bas-Rhin* du 8, dit qu'en moins de quinze jours deux incendies considérables ont eu lieu à Strasbourg. Le dernier a éclaté dimanche dans les bâtimens occupés par un marchand de bois, vis-à-vis de l'hôpital militaire. Les pertes sont considérables, et plusieurs personnes ont été assez grièvement blessées.

L'infant don Sébastien a traversé Moulins dimanche soir, se rendant en Italie. Il étoit dans une berline attelée de quatre chevaux, et avoit avec lui l'un de ses aides-de-camp et son valet de chambre.

La *Gazette d'Auvergne* dit que l'autorité procède au désarmement de la garde nationale de Clermont.

Le ministre de l'intérieur vient d'accorder un nouveau secours au sieur Delpuech, de Saint-Cernin, arrondissement d'Aurillac, qui est entré, le 6 de ce mois, dans sa 120^e année.

L'inondation qui a eu lieu à Bourg (Ain), et dans le département, a aussi causé des ravages dans le département du Rhône. La pluie, qui ne cessoit de tomber, avoit changé en torrent la petite ri-

vière d'Yzeron, ordinairement à sec. Elle a emporté en débordant beaucoup murs de clôture. Les eaux du Rhône se sont élevées, ont envahi par un conduit souterrain, à Lyon, l'entrée de l'église de Charité; les eaux se sont retirées heureusement au bout de quelques heures.

Des caisses d'épargne sont autorisées à Paimboeuf (Loire-Inférieure), Montagnac (Hérault), et à Cavaillon (Vaucluse).

Le bâtiment à vapeur le *Ram* capitaine Fournier, lieutenant de vaisseau, est arrivé le 5 à Toulon, du Levant.

On lit dans l'*Eclair* de la Méditerranée que le ministère vient de transmettre à la chambre de commerce de Toulon l'avis officiel que le service des paquebots de la Corse seroit transféré à Marseille, à l'expiration du marché actuel.

Le comte de Sercey, envoyé extraordinaire de France auprès du shah de Perse, est arrivé à Marseille, où il s'embarquera sur un bâtiment de l'état.

Le conseil municipal de Marseille a voté un crédit de 25,000 fr. pour l'acception du duc d'Orléans.

A Marseille, la température est douce (20 degrés de Réaumur) que l'on voit des cerisiers et des amandiers pleine floraison, et dans beaucoup de jardins les lilas laissent pendre leurs grappes comme en avril.

Le *Mercure Aptésien* annonce qu'il est question d'établir un pont suspendu sur la Durance à Mérindol (Vaucluse).

Un orage effroyable vient d'éclater dans le département de l'Aude et dans une grande partie des Pyrénées-Orientales. Pendant six heures la pluie n'a cessé de tomber avec une violence inouïe. La submersion a été complète, les plus petites rivières et des ruisseaux sans nom se sont brusquement transformés en véritables torrens. On cite des maisons et des usines balayées par la violence des eaux. Dans quelques endroits, l'eau s'est élevée jusqu'au premier étage. Plu-

leurs propriétaires ont perdu leurs troupeaux ; des arbres et des vignes ont été arrachés, et il ne reste à leur place que la roche nue.

— La veuve du général don Santos Madron est arrivée à Bordeaux.

— La statue du général Damrémont, promise au musée de la ville de Liège, vient d'arriver à sa destination.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Voici le contenu d'une dépêche télégraphique transmise de Madrid à Bayonne par l'ambassadeur de France, sous la date du 10 : « La question des *fueros* vient d'être décidée à l'unanimité par les cortès, dans les termes suivans :

« Art. 1^{er}. Sont confirmés les *fueros* des provinces basques et de la Navarre.

« Art. 2. Le gouvernement, aussitôt qu'il le pourra, présentera aux cortès, après avoir entendu les provinces basques et la Navarre, un projet de loi relatif à la modification des *fueros*, en conciliant l'intérêt de ces provinces avec celui de la nation et la constitution de la monarchie. Le gouvernement est autorisé à résoudre provisoirement les difficultés qui pourroient s'élever, à la charge d'en rendre compte aux cortès. »

— M. Calatrava a été élevé à la présidence des cortès à une forte majorité.

— Des courriers extraordinaires de Paris sont arrivés à Madrid dans les premiers jours de ce mois. Le bruit s'est répandu tout à coup qu'ils apportent au gouvernement de Marie-Christine des dépêches où la position de don Carlos en France est discutée dans les formes diplomatiques.

— Un emprunt ayant été ouvert à Barcelone pour faire face aux besoins urgents de la ville et de la province, des propriétaires et des négocians ont cru devoir refuser la part à laquelle ils étoient taxés. Ils ont été mis en état d'arrestation et conduits à la citadelle. Une protestation énergique de leur part a suivi cette

mesure ; mais ils n'en sont pas moins restés prisonniers.

— Des ménétriers français qui furent pris par les carlistes au sac de Campredon, le 21 du mois dernier, viennent d'être délivrés et renvoyés en France. Le comte d'Espagne les a grâciés de la peine de mort à laquelle ils avoient été condamnés.

— On s'accorde à dire, dans les journaux que Cabrera pousse les préparatifs de défense aussi loin que peuvent le permettre les ressources matérielles dont il dispose en Aragon. Cependant, on ne croit pas qu'il soit en état de résister efficacement à la masse de forces dirigée contre lui par Espartero. Il se forme bien en Navarre et dans les provinces basques quelques guérillas qui ne permettront pas de dégarnir entièrement de troupes ce théâtre d'action et de guerre civile : mais quelques troupes mobiles qu'on y laissera, suffiront pour tenir ces bandes en respect. La plus importante que l'on connoisse en ce moment est celle qui s'est formée dans les Amescoas sous les ordres et la direction d'Oroquieta, ancien commandant du fort de Monteru.

Le ministère anglais pourra compter sur l'appui de M. O'Connell et des autres représentans de l'Irlande au parlement. Dans un banquet récemment donné à MM. Barry et Roche, les collègues du grand agitateur, et auquel celui-ci a assisté, M. Roche a dit qu'il soutenoit le gouvernement, attendu que dans les circonstances actuelles, il étoit impossible de mettre à la tête de l'administration un homme plus radical que lord Melbourne. M. O'Connell a parlé également pour les ministres et la reine, et a réservé toute son amertume pour la chambre des lords.

— On lit dans le *Watchman*, au sujet du mariage de la reine d'Angleterre : « La famille de Cobourg est repartie pour le continent, et l'on croit généralement que tous les arrangements sont faits pour

la conclusion d'un mariage entre le prince Albert de cette maison et la reine Victoria.

— D'après le *Morning-Herald*, la banque d'Angleterre n'a point l'intention d'émettre en ce moment des billets de 1 et 2 liv. ster.

— L'ordre a été transmis au chantier de Chatham de construire sur-le-champ deux vaisseaux de guerre de 80 canons, qui recevront le nom de *Majesty* et de *Mars*.

— La compagnie des Indes-Orientales fait aussi construire trois gros vaisseaux, le *Président*, le *Sésostri*s et la *Cléopâtre*, qui sont destinés à protéger le commerce dans les mers indiennes.

— On admiroit les deux bâtimens à vapeur, le *Syrius* et le *Great-Western*, pour le service d'Angleterre aux Etats-Unis. Tous deux, du port de 1,800 à 2,000 tonnes, sont d'immenses hôteleries avec leurs appartemens, leurs salons publics, leurs salons de dames, et 150 lits. Ils ont quatre mâts, et font régulièrement cinq lieues à l'heure. Mais voici un autre bâtiment aussi à vapeur, plus colossal encore; la *Victoria*, destinée à faire le voyage du Brésil, du Chili, des îles Sandwich et de la Chine, a 275 pieds de la poupe à la proue, c'est-à-dire 33 pieds de plus que le plus fort vaisseau de la marine royale.

— Une lettre de Lisbonne, parvenue à Londres, annonce que le roi des Français a conféré la grand'croix de la Légion d'Honneur au duc de Terceira.

— La conspiration miguéliste récemment découverte à Lisbonne, a motivé quelques arrestations.

— On apprend de Saint-Vincent (colonie anglaise), à la date du 26 août, que les nègres émancipés continuoient à ne pas vouloir travailler.

— Un tremblement de terre a été ressenti à la Barbade et à Saint-Vincent, le 2 août.

— Le *Times* et le *Standard* publient des correspondances de Montévideo, annonçant que lors même qu'on débarque-

roit 50,000 hommes, les Buénos-Ayres ne succomberoient pas.

— On lit dans la *Nouvelle Gazette Zurich*, du 7 : « On signe dans le Valais et à Sion des pétitions pour le maintien de la constitution et dans le but de neutraliser l'influence des nouveaux représentants. »

— D'après l'*Helvétie*, le Bas-Valais roit unanime pour repousser la médiation fédérale, et décidé à en venir aux dernières extrémités.

— Le roi de Sardaigne, arrivé à Chambéry, le 3, avec le duc de Savoie, fils aîné, a passé le lendemain les restes de la garnison en revue, et a été, le 5, à l'essai du chemin de fer de la gare de Chambéry au lac du Bourget. Une foule, depuis l'arrivée du roi, n'a cessé de se précipiter sur ses pas. Le jour de son entrée à Chambéry, elle étoit si compacte que trois personnes ont été blessées par l'une des voitures du cortège. Le roi a vite envoyé son médecin pour soigner les blessés.

— Les pluies abondantes qui ont eu lieu dans la Savoie et la Haute-Savoie après la sécheresse de l'été dernier, ont produit vers la mi-septembre un notable abaissement de température, et même sur les montagnes autour de Chambéry, telles que le Grenier et le Margieraz, où leurs sommets couverts de neige. La pluie a ensuite repris, la neige a disparu et les dernières journées de septembre ont été magnifiques.

— Les visites diplomatiques se succèdent sans interruption au château de Johannisberg, où le prince de Metternich doit encore séjourner.

— La *Gazette universelle de Leipzig* donnant des nouvelles de Berlin du 24, annonce que le roi de Prusse seroit au moment de reconnoître la reine Isabelle II, et d'envoyer M. Raczynski à Madrid comme ambassadeur.

— L'empereur d'Autriche vient de nommer huit généraux felds-maréchaux, six lieutenans, et neuf colonels, généraux.

— L'empereur Nicolas et le grand-

ont revenus le 28 septembre, en l'absence de cinq semaines, au port de Zarskojéselo.

L'empereur de Russie a accordé à Kischineff, chef-lieu de la province de Bessarabie, en considération des circonstances malheureuses qui ont fait éprouver à cette province, des immunités avec une exemption de tous impôts, qui s'étendra jusqu'en 1850.

L'observateur autrichien annonce de l'archiduc Frédéric d'Autriche, et d'un envoyé du bey de Constantinople, chargé de porter au sultan les hommages de son

correspondance d'Orient donne des nouvelles navales de France et d'Angleterre du 15 septembre. Escadre française : l'amiral Lalande, avec 90 canons; l'amiral la Motte, avec 120 canons; autres vaisseaux sont l'*Hercule*, de 110 canons; le *Santi-Petri*, le *Jupiter*, le *Triton* et le *Trident*, de 80 canons; deux frégates, la *Belle-Poule*, de 70 canons, et l'*Amazonne*, de 52 canons; trois corvettes, la *Favorita* et la *Comète*; une goëlette, la *Comète*; cinq bateaux à vapeur. L'*Etna*, le *Ramier*, le *Lavoisier*, le *Cors Français* attendoient encore à Brest, l'*Océan*, le *Succession*, et de Toulon, l'*Alger* et le *Castor*.

L'escadre anglaise étoit ainsi composée, sur le *Charlotte*, trois ponts, 104 canons; le *Rodney*, 92; l'*Asia*, 92; le *Gange*, 80; le *Bellérophon*, 74; l'*Implacable*, 74; le *Pembroke*, 74. Vaisseaux, 824 canons.

Le *Castor*, 86 canons; cinq autres, le *Tyne*, le *Carysfort*, la *Didon*, le *Hasard*; deux autres, le *Falcon*; quatre ba-

teaux à vapeur, la *Gorgone*, l'*Hydra*, le *Rhadamante*, la *Confiance*.

— Le *San*, journal de Londres, dit que la France et l'Angleterre ne sont pas entièrement d'accord sur la question d'Orient, et que la Russie fait tous ses efforts pour rompre une alliance fatale à ses vues. D'après le *Courier* anglais, le bruit a couru à Londres que le gouvernement français s'étoit formellement déclaré en faveur de Méhémet-Ali, et avoit abandonné la conférence qui a pour objet le règlement des affaires d'Orient.

— Une correspondance de Constantinople du 18 septembre, publiée par la *Gazette d'Augsbourg*, dit que le pacha de Koniah a invité Ibrahim à prendre possession de son pachalik.

— En quatre jours, il est arrivé à New-York 2,100 passagers, venant d'Europe.

Aux approches de la Toussaint et de la fête des Morts, nous croyons devoir rappeler aux fidèles le *Pieux souvenir des âmes du purgatoire*, etc., par Mgr l'évêque de Belley. Rien n'est plus propre à ranimer la piété envers les morts que cet ouvrage d'un savant et pieux prélat. Il renferme des prières, des méditations, en un mot tout ce qui peut parler au cœur en faveur des âmes du purgatoire.

Le Gérant, Adrien Le Clerc.

BOURSE DE PARIS DU 11 OCTOBRE.

CINQ p. 0/0. 110 fr. 45 c.

TROIS p. 0/0. 81 fr. 40 c.

QUATRE p. 0/0, j. de sept. 101 fr. 40 c.

Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept. 104 fr. 50 c.

Act. de la Banque. 2820 fr. 00 c.

Oblig. de la Ville de Paris. 1230 fr. 00 c.

Rente de la Ville de Paris. 000 fr. 00 c.

Caisse hypothécaire. 785 fr. 00 c.

Quatre canaux. 1250 fr. 00 c.

Rentes de Naples 102 fr. 50 c.

Emprunt romain 108 fr. 8.

Emprunt Belge 000 fr. 00

Emprunt d'Haiti. 485 fr. 00 c.

Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 32 fr. 1,4

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC ET C^e,
rue-Cassette, 29.

LIBRAIRIE ECCLÉSIASTIQUE DE MÉQUIGNON-JUNIOR,
rue des Grands-Augustins, n° 9.

Extrait du catalogue, sous les remises ordinaires.

THÉOLOGIE DE BILLUART, avec les appendices de MM. ICARD et RECEVEUR, et les commentaires par M. VIDAL. Paris, 1827 à 1831. 20 volumes, in-8°, 8

Cette édition est fort estimée et est connue pour un des ouvrages latins les plus rectes qui aient été imprimés depuis long-temps. Elle contient 640 feuilles d'impression. Nous avons sous les yeux un volume de l'édition dite *demi-compacte* ; nous laissons à MM. les ecclésiastiques le soin d'en apprécier le mérite.

BIBLIA SACRA, etc. Parisiis, 1838. 1 fort vol. in-8°, beau caractère,

Cette édition classique est une des meilleures qui existent.

THEOLOGIA DOGMATICA ET MORALIS J. PÉROCHEAU, episcopo Maxulensi. 2 volumes in-8°, 2

Cet ouvrage est utile non-seulement aux missionnaires, mais aussi à tout le clergé ; c'est un excellent *compendium* qui renferme toutes les questions essentielles. Cet ouvrage a été approuvé par la congrégation de la Propagande.

BIBLE DE CARRIÈRES, avec les commentaires de MENOCHIVS. 6 volumes in-8° (complète), 2

NOVUM JESU CHRISTI TESTAMENTUM, cui adjungitur libellus DE IMITATIONE CHRISTI. 1 vol. in-32, 2

LE NOVUM TESTAMENTUM (seul), 1

Cette édition, d'un format très-portatif, et d'un caractère très-net, sort des presses de M. Crapelet. Elle a été faite dans le but de remplacer celle de Cologne, si justement estimée. MM. les ecclésiastiques y trouveront tous les avantages qui ont rendu précieuse l'édition qui a servi de modèle.

MEDITATIONES DE PRÆCIPUIS FIDEI MYSTERIIS, ad usum scholarum accommodatæ ; auctore KROUST. Editio quinta. Parisiis, 1836. 5 vol. in-12, 8

Tome 1. — De curâ salutis et de necessitate poenitentiae.

Tome 2. — De regno Christi et militia christiana.

Tome 3. — De jejuniis.

Tome 4. — De statu clericali.

Tome 5. — Exercitia spiritualia.

Cet ouvrage jouit d'une estime méritée.

LIBRAIRIE DE PÉLAGAUD ET LESNE, A LYON

(ANCIENNE MAISON RUSAND) ;

et de **POUSSIELGUE-RUSAND**, rue Hautefeuille, n° 9, à Paris.

TRAITÉ DES SEPT PÉCHÉS CAPITAUX, à l'usage des fidèles, par un prêtre du diocèse de Valence. In-18, broché, 1 fr. 25

SOUVENIRS D'UNE ÉDUCATION CHRÉTIENNE, dédiés à mes jeunes et chers enfants G. et L. ; par B. P. F. A. A. In-12, 2 fr. 50

HISTOIRE DES CHEVALIERS HOSPITALIERS DE SAINT-JEAN-DE-JÉRUSALEM, depuis chevaliers de Rhodes, ensuite chevaliers de Malte ; par M. l'abbé VERTOT. Nouvelle édition, revue et corrigée, à l'usage de la jeunesse. A. M. D. 5 vol. in-12, 10

PIEUX SOUVENIR DES ÂMES DU PURGATOIRE pendant l'octave des Morts et les lundis de chaque mois ; par Mgr l'évêque de Belley. 1 vol. in-18, 1 fr. 25

On peut s'abonner des
1^{er} et 15 de chaque mois.

MARDI 15 OCTOBRE 1839.

	fr.
1 an	36
6 mois	19
3 mois	10
1 mois	3 50

Tableaux analytiques de la Doctrine chrétienne, par M. l'abbé Nutein. Orléans, grand format oblong.

L'auteur, qui s'étoit d'abord livré à l'enseignement, s'étoit chargé il y a bientôt 40 ans de faire suivre un cours de religion à des jeunes gens distingués. Ce cours étoit dans une forme particulière, et étoit une sorte de catéchisme développé, où l'esprit de méthode et d'analyse faisoit sentir les rapports des sujets entre eux. Les jeunes gens goûtèrent ce cours d'instructions, et c'est pour que d'autres puissent jouir des avantages de ce plan, que M. l'abbé Nutein a livré son travail à l'impression.

L'ouvrage se compose de 123 tableaux rangés sous cinq divisions différentes. La première et la plus étendue est sur le symbole à croire, et renferme 61 tableaux. L'auteur y montre d'abord les perfections de Dieu et la grandeur de Jésus Christ. Il recueille ce que l'Ecriture nous apprend sur les anges, et présente le contraste entre l'homme, tel qu'il étoit avant le péché originel, et tel qu'il est après. Il fait connoître l'ordre, le nombre et le sujet de tous les livres de l'Ecriture sainte. Il a même là-dessus une suite de vers techniques qui sont d'une grande précision, et qui peuvent soulager la mémoire. Les prophéties occupent plusieurs tableaux; tantôt ce sont les prophéties de l'ancien Testament vérifiées dans le nouveau, tantôt les prophéties du Sauveur accomplies,

les rapports de David avec Notre-Seigneur, la prophétie de Daniel sur la venue du Messie, et les personnages de l'ancienne loi qui ont figuré Jésus-Christ. L'incarnation, la divinité du Sauveur, ses apparitions à ses disciples, la mission qu'il donne à ses apôtres sont le sujet d'autant de tableaux. De là, l'auteur arrive naturellement à l'Eglise, à sa constitution, aux paraboles qui l'ont figurée, et suivant toujours les articles du symbole, il traite de l'Esprit saint, de la communion des saints, du jugement général et de la résurrection de la chair. Il offre le contraste entre le sort des justes et celui des pécheurs à la fin du monde, comme entre les joies du paradis et les tourmens de l'enfer. Il termine cette première partie par un tableau assez étendu des persécutions contre la religion et l'Eglise, par la liste des conciles-généraux et par quelques détails sur ces grandes assemblées, et sur les erreurs qui y furent condamnées.

La deuxième partie des tableaux est sur les commandemens à pratiquer. Elle renferme 36 tableaux. Les premiers offrent une explication détaillée des commandemens de Dieu et de l'Eglise. L'auteur ajoute partout des exemples aux préceptes. Ces exemples sont pris dans l'histoire sainte et dans l'histoire ecclésiastique. Ils confirment la doctrine et en sont l'application naturelle. M. l'abbé Nutein traite ensuite des principales vertus et des vices qui leur sont opposés. Il y a un ta-

eurs, et à tous ceux c
gés d'initier la jeunesse
sance de la religion.

*Le protestantisme confor
rité du catholicisme*
M. l'abbé Chauliac
in-12.

...traité des sa-
...elle renferme
...indique d'a-
...entre les besoins
...naturel, et ceux de
...il fait voir que les
...destinés à nous secou-
...nos besoins. Il passe
...tous les sacrements,
...sur chacun la doctrine de l'E-
...et enseigne les moyens de pro-
...de ces sources de salut. Tout
cela est accompagné d'exemples pris
dans l'Ecriture ou la tradition. Cette
partie est terminée par un tableau sur
la vie chrétienne, son but, ses voies
et ses moyens.

Cet ouvrage annonce à la fois une
connaissance profonde de la religion
et l'habitude de l'enseigner. L'au-
teur, livré depuis long-temps à l'exer-
cice du ministère, et curé à Orléans,
a mis dans son travail un esprit d'or-
dre et d'analyse, une clarté, une
précision, qui doivent recommander
ses tableaux. Peut-être la forme n'en
est elle pas très-commode dans l'u-
sage; mais M. l'abbé Nutein a voulu
présenter chaque sujet dans son en-
semble. Il a cru qu'un tableau que
l'on pourroit embrasser d'un coup
d'œil feroit beaucoup mieux sentir
le rapport et la liaison de ses diffé-
rentes parties, que s'il étoit éparpillé
sur plusieurs pages. Nous ne doutons
pas que son travail ne fût utile, sur-
tout aux ecclésiastiques, aux institu-

L'auteur, dans une
qui est un peu dans un
toire, rappelle som-
victoires de l'Eglise sur
depuis dix-huit siècles.
suite son plan, qui es-
que l'Eglise véritable d'
jours été visible, et qu-
ne convient qu'à l'Eglis-
se flatte d'enfermer par
tans dans un cercle don-
ront sortir.

L'ouvrage comprend
trois. Dans le premier, l'
tre que l'Eglise doit être
lement visible; il le pro-
criture, par la raison, et
les confessions de foi de
Dans le second, il répo-
jections des protestans
que ni les Vaudois, ni l'
ni Jérôme de Prague,
ne formoient une véritable
recherche les causes d'
contre les Albigeois et les
conclut que ce sont eux
voqué la guerre par le-
leurs violences. Dans
chapitre, il répond enco-
objections, notamment
de la Saint-Barthélemy,
affaire de politique don-
n'étoit que le prétexte; i
principe fondamental d'
tisme sur l'interprétation
ture par la seule raiso-
trième chapitre a pour
blir la nécessité du cult

et d'expliquer pourquoi l'Eglise a conservé dans ses offices une langue que le plus grand nombre n'entend pas. Enfin le quatrième chapitre expose les caractères de la véritable Eglise, et cite des passages du mandement de Carême de M. l'archevêque d'Avignon pour cette année, passages qui vont directement au sujet.

Le livre est en forme de dialogues entre un ami de la vérité et un ministre. Celui-ci présente les difficultés et l'auteur les résout. Il le fait en homme qui a étudié la matière, et qui se sert à propos, tantôt de l'Ecriture, tantôt de l'histoire, tantôt du raisonnement, pour établir le dogme catholique, et répondre aux objections. Il y auroit en plusieurs bons passages à citer, mais nous sommes dans l'obligation de nous restreindre.

L'auteur annonce que son travail a été soumis au jugement de M. l'archevêque d'Avignon, et que le prélat en a autorisé la publication. Le suffrage d'un si bon juge est une garantie pour le lecteur.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

ROME. — La princesse Marie-Auguste de Saxe est arrivée à Rome, venant de Florence. Le 28 septembre, elle a fait visite à Sa Sainteté au palais Quirinal.

Le 17 septembre, le Saint-Père fit appeler M. Metaxa, professeur d'histoire naturelle à l'Université romaine, et lui remit une belle et riche collection de coquillages de la mer Rouge pour augmenter celle du musée zoologique de l'Université. Il y a dans cette nouvelle collection beaucoup d'objets rares et précieux qui ajouteront à tout ce que

le professeur a réuni depuis trente ans.

Le 22 août dernier, l'Académie de la Religion catholique tint une séance dans laquelle le Père Hyacinthe Gualerni, définiteur-général des Frères mineurs conventuels, et régent du collège de Saint-Bonaventure, lut une dissertation sur l'ouvrage du juif Salvador, qui a travesti *Jésus-Christ et sa doctrine*, et qui a prétendu donner l'histoire de l'Eglise. Salvador, dit-il, ne fait que répéter les anciens outrages des hérétiques; il trouve dans l'Evangile des invraisemblances et des contradictions qui n'existent que dans son imagination prévenue. Le Père Gualerni réfuta les plus malignes interprétations de son adversaire, et fit ressortir la témérité de cet écrivain dans ce qu'il dit des plus augustes mystères. Enfin, il vengea l'Eglise des reproches et des insultes d'un homme passionné, et mit à même d'apprécier sa lourde et indigeste composition.

PARIS. — Le samedi 12, avant sept heures du matin, le corps de M. le cardinal d'Isoard a été transporté sans pompe à l'église de l'Assomption. Les deux neveux de Son Eminence, MM. le marquis et le comte d'Isoard, M. l'abbé Mongin, son aumônier, et quelques amis, suivoient dans des voitures de deuil. M. le garde des sceaux s'étoit rendu à l'église. D'ailleurs il n'avoit point été envoyé de billets de part. Le corps a été placé sur un catafalque; une messe basse a été célébrée et suivie de l'absoute. Le cercueil drapé en velours cramoisi, garni de clous à tête d'argent, et portant une plaque en argent, avec les noms et les titres du cardinal, a été renfermé dans un grand cercueil en bois blanc et déposé dans une berline qui le trans-

porte à Auch. La famille a suivi jusqu'à la barrière. M. l'abbé Mondin, ancien supérieur du petit séminaire d'Auch, accompagne le corps. Il avoit quitté la direction de son séminaire par attachement pour le cardinal, et devoit le suivre à Lyon. C'est à Auch que les cérémonies funèbres auront lieu avec toute la solennité requise.

C'est par erreur que dans notre compte-rendu de la clôture de la retraite à Saint-Sulpice, nous avons dit que M. l'abbé Augé, archidiacre et vicaire-général, avoit reçu les promesses cléricales des ecclésiastiques présens. Chacun d'eux a renouvelé ses promesses au pied de l'autel, devant le saint Sacrement exposé.

M. le comte de Sercey, que notre Journal annonçoit être arrivé à Marseille, est parti seulement samedi de Paris, pour se rendre à Toulon, où aura lieu sur un bateau à vapeur de l'état frété tout exprès, l'embarquement de l'ambassade extraordinaire qui se rend auprès du shah de Perse.

Mais ce que nous ignorions, et ce qu'il importe de faire connoître, c'est que le gouvernement a décidé qu'un aumônier seroit attaché à cette ambassade, et que cet aumônier seroit pris parmi les missionnaires Lazaristes de Constantinople, comme il se pratiqua lorsque Bonaparte envoya une ambassade extraordinaire en Perse.

Deux missionnaires, MM. Pascal et Maller, et un frère de la même congrégation viennent de partir pour le Havre, où ils doivent s'embarquer le 15 pour la mission d'Amérique.

Le lundi 7 octobre, une jeune dame protestante, veuve d'un artiste, a fait abjuration dans l'église des Missions-Etrangères, entre les mains de M. l'abbé Denys qui l'avoit instruite; elle a édifié les assistans par toutes les marques d'une foi vive et

d'une joie sincère. C'est la troisième abjuration qui depuis peu de temps a lieu dans la même église.

Des services funèbres ont été célébrés la semaine dernière à Paris pour M. Gallard, l'un le lundi, à Notre-Dame, où le prélat avoit été membre du chapitre, l'autre le samedi, dans l'église de l'Assomption, où il avoit été curé. Beaucoup d'ecclésiastiques assistoient à ces services.

L'*Orléanais* du dimanche 5 octobre contenoit l'article nécrologique qui suit sur M. le coadjuteur de Reims :

« L'Eglise vient de faire une perte irréparable dans la personne de M. Gallard, archevêque coadjuteur de Reims, mort le 28 septembre dernier, à l'âge de cinquante-quatre ans, des suites d'une longue et pénible maladie.

« La carrière de ce vertueux prélat a été toute remplie par de bonnes œuvres et par des services éminens rendus à la religion. Une prudence consommée, jointe à un zèle aussi ardent qu'éclairé, lui permirent d'accomplir, avec un plein succès et à la satisfaction générale, toutes les missions délicates qui lui furent confiées à différentes époques de sa vie et dans des temps toujours difficiles.

« Après avoir rempli plusieurs fonctions ecclésiastiques importantes et honorables, et laissé partout les regrets de sa sollicitude pastorale, il fut appelé à l'évêché de Meaux. Son affabilité extrême, son accueil toujours plein de bienveillance et d'aménité, et ce penchant à rendre service qui n'étoit arrêté par aucun obstacle, lui gagnèrent bientôt tous les suffrages.

« Sa vigilance, qui s'étendit à tout ce qui pouvoit intéresser la religion, laissera dans ce diocèse des traces ineffaçables de son passage, et le souvenir de ses bienfaits et de son ardente charité restera gravé dans le cœur de tous.

« Le peu de temps qu'il a passé à Reims

été perdu. Son nouveau diocèse et les plus sages institutions. Les universels ont suffisamment témoigné à quel point déjà on avoit su apprécier ce digne et charitable pasteur.

précieuses qualités qui distinguent ce vertueux prélat. lui conquièrent l'estime et l'étroite amitié de toutes les classes sociales de la capitale : il profita de cette position élevée pour être près des pauvres et des familles nécessiteuses, le dispensateur d'abondantes libéralités.

ne nous est-il permis de descendre aux actes de sa vie privée ! Combien de traits nobles et touchans nous a-t-il révélés ! Qui n'a pas connu cette vie intérieure qui l'a tant de fois arraché à nos vives sollicitations les plus attachantes et les plus pressantes du ministère pour s'acquitter avec une amère des devoirs du plus tendre et le plus noble ?

existence si pure et si féconde ses œuvres devoit avoir une fin glorieuse. Sa maladie n'a été, pendant toute sa vie entière, qu'une longue suite de pensées et de paroles édifiantes qui ont profondément ému les personnes de ses derniers momens.

Et nous qui l'avons connu si bon, si dévoué, si bon, qu'il nous a permis de terminer par une amère ; c'est avec douleur que nous pouvons assurer que la maladie qui a enlevé ce digne prélat dans la tombe, à un âge prématuré, n'est due qu'au désordre sans bornes et au zèle infatigable qu'il avoit toujours pour remplir ses devoirs de son ministère, et ceux de sa vie touchante et la plus active humanité.

Le corps perd, en M. l'abbé Galland, ses membres les plus distingués, ses pauvres un puissant soutien. Ses amis ont à regretter la perte de leurs affections, et sa famille, plongée dans la douleur, se voit privée du père le plus tendre et le plus digne.

Un journal du gouvernement annonce le prochain voyage de M. le garde des sceaux à Chartres, pour visiter la cathédrale et aviser aux moyens d'exécuter enfin les réparations promises depuis si long-temps. L'entreprise de la couverture en cuivre de l'édifice n'ayant pu être adjugée le 13 septembre, faute de soumissions convenables, a été remise en adjudication pour le 26 du présent mois. Au milieu de ces lenteurs, il est fort heureux que M. l'évêque ait eu la prévoyance de faire établir une calotte provisoire qui protège la voûte.

On vient de rétablir dans la salle de la cour d'assises de Rouen, le Christ qui s'y trouvoit avant les journées de juillet.

Les Frères des Ecoles chrétiennes d'Orléans ont obtenu de Rome un corps saint qui est arrivé dernièrement, et qu'ils ont placé dans leur chapelle. Il y a eu à ce sujet une cérémonie à laquelle M. l'évêque a présidé. La relique est restée exposée dans la chapelle des Frères, et les fidèles ont été invités à concourir à la décoration. Des personnes pieuses ont répondu avec empressement à cet appel.

Qui croiroit que dans un pays chrétien, dans une ville religieuse, il y ait là matière à raillerie ? Toutefois le *Journal du Loiret* a fait là-dessus un article de mauvais goût où il essaie de faire rire sur le saint nouvellement arrivé, sur les miracles qu'il fera, sur les *ignorantins* et sur leur dévotion. Le journaliste appelle tout cela des *momeries*, et s'étonne que le clergé y prenne part au XVIII^e siècle ; comme si le culte des saints et les pratiques pieuses étoient trop au-dessous des lumières de notre époque. Il va même jusqu'à s'étonner que l'autorité souffre des *spéculations qui dépouillent et abrutissent*

le peuple; expressions outrageantes et grossières qui n'appartiennent qu'à une philosophie de bas étage, digne héritière de l'impiété moqueuse et brutale de la révolution.

La croix d'un calvaire érigé autrefois à Laignes, chef-lieu de canton dans le diocèse de Dijon, avoit été renversée par le laps du temps. Elle a été restaurée par les soins d'une personne pieuse, et bénite le dimanche 6 octobre par le curé de la paroisse, M. Faivre, assisté de plusieurs curés de ce canton, qui a prêché dans cette occasion.

Dans l'espace d'un mois, deux vols ont été commis dans les églises de Brebotte et de Grosmagny, arrondissement de Belfort. Dans la première de ces églises, les voleurs ont enlevé les vases sacrés, après avoir répandu les saintes hosties sur le cimetière. Dans la seconde, outre les vases sacrés, ils ont emporté le linge et tous les ornemens qui s'y trouvoient. Quelques jours après, on est venu à bout d'arrêter deux de ces voleurs, qui, après s'être introduits dans l'église de Besyre, s'efforçoient d'enfoncer le tabernacle, au moment où l'on a fait main-basse sur eux. Ils ont été conduits aussitôt dans les prisons de Belfort. Ces vols sacrilèges ont jeté la consternation dans le pays, et font désirer des lois plus rigoureuses contre ces sortes de crimes si multipliés aujourd'hui.

Il existe dans presque tous les villages de la Flandre des *recordeuses*. Ce sont des filles pieuses qui, sous la direction du curé, réunissent chez elles les enfans qui se préparent à la première communion pour leur apprendre le catéchisme. Elles sont du plus grand secours pour le ministre du culte, qui, s'il étoit obligé d'enseigner toujours par lui-même la lettre du catéchisme, se verroit privé

du temps nécessaire à son explication. Jusqu'à présent, personne n'avoit songé à considérer les *recordeuses* comme des institutrices primaires, ni à voir dans la réunion d'enfans auxquels elles montrent le catéchisme, une école primaire. Il n'étoit point venu à l'esprit de l'appliquer l'article 4 de la loi du 28 juin 1833 sur l'instruction primaire, c'est-à-dire d'exiger d'elles un *brevet de capacité obtenu après examen*.

Cependant la cour royale de Douai, dans son audience du 28 juin dernier, a décidé qu'on ne pouvoit enseigner la lettre du catéchisme aux enfans sans être muni d'un pareil brevet. Voici les faits sur lesquels est intervenu cet arrêt.

Deux pauvres femmes infirmes, de la commune de Verlinghem, arrondissement de Lille, réunissoient chez elles des enfans auxquels leur jeune âge ne permet pas de suivre les écoles. Elles en avoient soin pendant que leurs parens se livroient à leurs occupations, et elles leur apprenoient la prière et l'alphabet. Elles recevoient en outre des enfans de dix à douze ans qui se disposent à la première communion, et qui travaillant dans les fabriques et les fermes, ne peuvent fréquenter les écoles. À ceux-ci, elles n'enseignoient que la simple lettre du catéchisme. Elles faisoient aussi répéter le catéchisme aux enfans qui vont à l'école primaire pendant le jour, et que leurs parents envoient le soir chez elles pour qu'ils fussent mieux préparés à la première communion.

Depuis nombre d'années, ces deux femmes étoient *recordeuses* à Verlinghem sans la moindre opposition de la part des instituteurs de cette commune, lorsque le sieur Peaux, instituteur privé, établi depuis peu de temps dans ce village, porta plainte contre elles, prétendant qu'elles tenoient une école clandestine.

e. Il s'adressa d'abord au comité d'instruction local et à celui d'arrondissement qui, après examen, rejetèrent sa réclamation. En désespoir de cause, le sieur Peaux eut recours au procureur du roi de Lille, qui se pressa d'écrire au maire de Verlinghem de faire fermer ce qu'il appeloit des écoles clandestines. Le maire, homme honorable, refusa de se conformer à de pareilles injonctions, et motiva son refus dans une lettre très-forte. Citation fut aussitôt lancée contre Pauline Carpentier et la veuve Vincé comme prévenues d'avoir établi et tenu une école, sans avoir rempli les formalités préalables exigées par l'article 4 de la loi du 28 juin 1833. Mais le tribunal correctionnel de Lille déclara que cet article étoit inapplicable dans la cause.

Le procureur du roi appela de ce jugement. Sur ces entrefaites, l'instituteur des écoles primaires, d'après l'invitation de M. le procureur-général, se rendit sur les lieux, et dans son rapport il déclara n'avoir trouvé à Verlinghem que de pauvres femmes faisant apprendre par cœur le catéchisme à de pauvres enfans.

M. Lagarde, substitut du procureur-général, soutint devant la cour qu'enseigner le catéchisme sans être tenu du brevet de l'Université, est un délit qui doit être puni par l'article 6 de la loi du 28 juin 1833. Cependant, il a bien voulu reconnoître que le curé a le droit d'enseigner et même d'expliquer le catéchisme sans le brevet, pourvu que ce soit dans l'intérieur de l'église. On seroit curieux de connoître dans quel texte de la loi M. l'avocat-général a découvert qu'un prêtre ne peut se livrer à l'enseignement religieux hors de son église, de sorte que s'il réunissoit les enfans chez lui pour leur apprendre le catéchisme, il pourroit être poursuivi comme tenant une école clandestine.

M. Laloux a présenté la défense

des deux prévenues. Il a fait remarquer que le comité local et le comité d'arrondissement, les meilleurs juges en cette matière, ont repoussé la réclamation du sieur Peaux comme étant mal fondée. L'instituteur communal de Verlinghem n'a élevé aucune plainte; le sieur Peaux, qui n'est qu'instituteur privé, auroit-il le privilège, sous le vain prétexte d'un intérêt qui n'est pas compromis, d'enlever à la commune, contre le vœu de tous les habitans, une ressource si précieuse pour l'enseignement religieux des enfans?

Passant à l'examen de la loi du 28 juin, l'avocat établit qu'elle n'est pas applicable dans la cause actuelle. D'après l'article 1^{er} de cette loi, l'instruction primaire comprend l'instruction morale et religieuse, la lecture, l'écriture, les élémens de la langue française et du calcul, la géométrie, le dessin linéaire, l'arpentage, des notions des sciences physiques et de l'histoire naturelle, le chant, etc. Quand on n'enseignera qu'un des élémens indiqués dans cet article, se rendra-t-on coupable? Celui qui montreroit le dessin seroit-il en contravention, parce qu'il n'auroit pas de brevet? Celui qui, sans satisfaire à cette condition, ouvrirait une école de chant, de piano, de violon, ou d'autres instrumens, devroit-il être poursuivi? Il faudroit ordonner la fermeture des académies de musique et de dessin de cette ville, car les maîtres qui y enseignent n'ont pas le brevet qu'exige l'article 4. En admettant un pareil système, il faudroit décider que la couture étant un des élémens de l'instruction primaire des filles, les couturières qui réunissent chez elles de jeunes personnes pour leur montrer les travaux d'aiguille, seront tenues de subir l'examen, et de se trouver munies du brevet de capacité, sous peine de se voir poursuivies comme tenant une école clandestine.

Si tel est le véritable sens de la loi, le ministre du culte qui enseigne la religion se rend passible des peines portées en l'article 4 ; la loi n'établit nulle part une exception en sa faveur ; et cependant le ministère public est obligé de reconnoître qu'il peut se livrer à l'enseignement religieux sans brevet : pourquoi d'autres personnes ne le pourroient-elles pas sous sa conduite ? La loi ne lui défend en aucune manière de se faire aider dans l'enseignement du catéchisme.

On reproche aux deux *recordeuses* de Verlinghem d'avoir montré les lettres aux très-jeunes enfans qui ne peuvent encore suivre l'école primaire. Elles n'ont fait que ce que l'ordonnance du 22 décembre 1836, dans son article 1^{er}, permet de faire dans les salles d'asile. Dira-t-on qu'elles n'ont pas rempli les conditions exigées pour pouvoir tenir une salle d'asile ? Mais personne ne se présente pour en établir au village, parce qu'on impose aussi le brevet de capacité. Faudra-t-il que ces exigences ravissent à l'enfant du pauvre un secours qui lui est si nécessaire ? Les lois, qui devoient avoir pour but d'améliorer le sort des classes ouvrières, n'auront-elles que le triste résultat de le rendre plus affreux, en créant à la charité et au dévouement des impossibilités de faire le bien ? D'ailleurs l'article 30 de l'ordonnance précitée, dispose que les personnes qui dirigent actuellement des salles d'asile publiques ou privées, en vertu d'autorisations régulièrement obtenues, pourront continuer à tenir leurs établissemens sans avoir besoin d'un nouveau titre. Or, Pauline Carpentier et la veuve Vincé avoient l'autorisation des autorités légales, elles peuvent donc invoquer cet article en leur faveur.

Malgré cette plaidoirie, la cour a condamné les prévenues à 50 fr. d'a-

mende, et a ordonné la fermeture de leur école. (*Emancipateur.*)

La construction de la grande basilique de Munich, qui a commencé en 1833, vient d'être terminée. L'édifice a été reconnu par les connoisseurs pour être le plus beau de cette capitale, qui cependant possède un grand nombre de chefs-d'œuvre d'architecture de tout genre. La nef de la basilique a 160 p. de longueur, et est ornée de 63 colonnes en granit noir, qui sont d'une seule pièce, à l'exception des chapiteaux qui sont en marbre blanc. Les cartons des fresques sur les murs seront décorés sont la plupart terminés. Les peintures seront exécutées à partir du 1^{er} d'avril prochain. Au-dessous de la basilique se trouvent cent vingt-neuf chapelles et une chapelle funéraire. Dans les murs latéraux du chœur qui conduit de celle-ci aux chapelles sont pratiquées des niches destinées à recevoir des statues. Le couvent des Bénédictins, qui communique à cette église, est en pleine construction. Déjà les terrains où ont été établis les jardins de cet établissement sont entourés de murs.

On admire aussi à Munich la chapelle de Tous les Saints, bâtie récemment près du palais. L'architecte M. de Kleine, élève de l'école polytechnique de Paris. Cette chapelle est le plus petit de tous les monuments de Munich, mais c'est aussi le plus achevé ; c'est une jolie petite église byzantine dans le style du XI^e siècle sans flèche, sans tour et sans pignon. Sa largeur est de 100 p. et sa longueur de 165. La forme du bâtiment est celle des anciennes basiliques, un carré long. Huit colonnes de marbre de couleur partagent l'église en trois nefs ; les chapelles sont dorées et la sculpture est soignée. Les ornemens sont nombreux et de bon goût. La partie supérieure

l'édifice et la voûte tout entière sont couvertes de peintures ; mais là du moins il y a de l'unité. Tout a été exécuté par M. Hess ou sur ses dessins. Les fresques sont expliquées sur un fond d'or ; une Trinité colossale occupe le fond de l'autel. Du reste, le jour est habilement ménagé dans l'édifice.

Le général Espartero trouveroit-il par hasard qu'il n'y a pas en Espagne assez de causes de divisions et de troubles ? Le voilà qui se met à suivre l'exemple de don Pedro. On sait que celui-ci n'a pas voulu reconnaître les évêques portugais nommés sous don Miguel, et qu'il les a brutalement expulsés de leurs sièges ; ce qui a donné lieu à un schisme dans leurs diocèses. A son imitation, Espartero a lancé un interdit contre les prêtres ordonnés par l'évêque de Léon. Que diroit-on si un évêque prétendoit casser des officiers ? L'ordre d'Espartero est tout aussi ridicule. Il enjoint aux autorités ecclésiastiques de Pamplune et de Cahorra d'interdire les pasteurs mis en place par M. l'évêque de Léon.

POLITIQUE, MÉLANGES, etc.

M. L. M. Fontan, homme de lettres, est mort le vendredi 21 au matin, à Thiais, près Choisy-le-Roi, diocèse de Paris. Il étoit né à Saint-Malo et étoit l'aîné d'une famille nombreuse. Ayant perdu son père de bonne heure, il seconda sa mère dans les soins de sa famille. Jeune encore il travailla pour les théâtres, composa un drame, *Perkins-Warbeck*, qui eut, dit-on, quelque succès, puis des vaudevilles et des mélodrames. Il céda aussi à cette manie d'opposition, qui, sur la fin de la restauration, égaroit tant de têtes. Il rédigea l'*Album-Magalon* et fut condamné par la cour royale de Paris à cinq ans de prison et 10,000 fr. d'amende, pour outrages au roi, dans un article intitulé *le monton saragés*. L'arrêt fut rendu par défaut, et Fontan s'enfuit en Belgique.

Mais étant revenu secrètement à Paris, il fut arrêté par les soins de la police. Le 4 mars 1830, la cour royale confirma son arrêt par défaut. Fontan fut transféré de Sainte-Pélagie à la maison de détention de Poissy ; toute l'opposition, si l'on s'en souvient, jeta les hauts cris de voir trailler ainsi un écrivain, un homme d'honneur qui venoit de présenter une pièce à l'Odéon, et auquel on n'avoit à reprocher qu'un délit politique dont presque personne n'étoit exempt alors. Telles étoient les plaintes de la presse, qui regardoit comme une peccadille d'outrager un roi qu'on vouloit à toute force avilir pour le mieux renverser. Au surplus, la révolution de juillet qui survint peu après tira Fontan de sa prison. Il avoit refusé de signer une requête à Charles X pour demander sa grâce.

Cet été, M. Fontan étoit allé passer la belle saison à Thiais. Il y fut atteint d'une maladie grave, dont les progrès devinrent inquiétants. Son médecin l'avertit du danger. Le malade avoit été élevé chrétiennement, et au milieu de sa vie tumultueuse, il n'avoit point perdu la foi. Il annonça lui-même à ses amis qu'il vouloit appeler les secours de la religion. Comme on cherchoit à le distraire par d'autres pensées : Laissez-moi, dit-il, je m'occupe de Dieu. Il manda M. le curé de Thiais, eut avec lui une longue conférence, se confessa et reçut l'extrême-onction. La nature de sa maladie ne permit pas de lui donner le viatique. Il conserva jusqu'à la fin sa présence d'esprit et montra les sentimens les plus chrétiens. Puisse cet exemple être utile à d'autres ! Les obsèques ont eu lieu à Paris le dimanche 13. M. Jules Janin dit aujourd'hui dans les *Débats* que Fontan est mort au hasard, comme il faisoit toutes choses. M. Jules Janin se trompe. M. Fontan n'a point voulu abandonner son avenir au hasard. Il s'est jeté dans les bras de la religion, et a imploré la miséricorde de Dieu sur ses erreurs et ses fautes.

La religion et ses ministres sont trop

peu accoutumés aux bons témoignages des écrivains libéraux, pour qu'on n'aime pas à en faire mention quand par hasard le cas se présente. Ilâtons-nous donc de dire que c'est à eux que nous empruntons le récit qu'on va lire.

Un sieur Chevalier, appartenant à la classe aisée des habitans de Marseille, faisoit un enfer de l'intérieur de son ménage par la violence de son caractère et par de continuels emportemens de brutalité envers sa femme. Celle ci, malgré une patience inaltérable, que la religion fortifioit et soutenoit au-delà des bornes ordinaires, en étoit venue à ne plus pouvoir habiter avec son mari.

Qui entreprit leur réconciliation? qui opéra entr'eux un rapprochement que l'incompatibilité rendoit si difficile du côté du sieur Chevalier, si pénible et si plein de danger pour sa malheureuse victime? Ce fut un *missionnaire*. Oui un missionnaire, un de ces terribles *prêtres nomades* que les libéraux signalent comme traquant après eux la discorde et la guerre. Celui dont il s'agit ne fut pas heureux, toutefois, dans son œuvre de paix et de réconciliation. Le naturel violent du mari n'ayant pu être vaincu ni désarmé, il résolut peu de temps après d'arracher la vie à sa femme par un meurtre, et à lui-même par un suicide.

Deux pistolets d'arçon furent d'abord déchargés sur sa victime. Le premier coup lui fit à l'épaule une fracture qui n'a pas été jugée très-dangereuse; l'autre, dirigé contre sa poitrine, y rencontra un obstacle qui, au témoignage des libéraux eux-mêmes, offre quelque chose de bien remarquable, et qui semble tenir du miracle : c'étoit un fort crucifix de cuivre que la dame Chevalier portoit en dessous de ses vêtemens par dévotion, et dont le *missionnaire* ne savoit pas probablement l'avoir armée comme d'un bouclier impénétrable. Ce bouclier est cependant ce qui lui a sauvé la vie en supportant la décharge du pistolet, et en la réduisant à une balle morte, qui n'a fait qu'enfoncer

et imprimer fortement la marque du crucifix dans les chairs.

Quant au malheureux mari, qui vouloit s'ôter la vie après avoir cru l'ôter à sa femme, il n'avoit pas, comme on le pense bien, la même espèce d'armure, et il n'a que trop réussi dans la seconde partie de son dessein. Mais ce qui demeure constaté par le récit des journaux les moins suspects de partialité pour la religion, c'est qu'à quelque chose les missionnaires et les crucifix sont bons; et que ces sortes de miracles de conservation ne s'opèrent point en faveur de ceux qui les méprisent.

PARIS, 14 OCTOBRE.

M. Camille Paganel, maître des requêtes au conseil d'état, membre de la chambre des députés, est nommé secrétaire-général du ministère de l'agriculture et du commerce, en remplacement de M. J. Boulay (de la Meurthe), nommé conseiller d'état en service ordinaire.

— M. Girod (de l'Ain), président du contentieux du conseil d'état, est nommé vice-président du conseil d'état.

— MM. Legrand, sous-secrétaire d'état au ministère des travaux publics; Taibé de Vauxolais, inspecteur-général des ponts et chaussées; Calmon, directeur-général de l'enregistrement et des domaines; Delaire, directeur du contentieux au ministère des finances; Mignet, garde des archives du ministère des affaires étrangères; Charles Dupin, membre du conseil d'amirauté; Tupinier, directeur des ports; Martineau des Chesnez, directeur de la comptabilité au ministère de la guerre; Vincens, directeur du commerce intérieur et des manufactures au ministère du commerce; Genty de Bussy, membre du comité de l'infanterie au ministère de la guerre; Filleau-Saint-Hilaire, directeur des colonies; Dejean, directeur-général de la police du royaume; Quesnault, secrétaire-général du ministère de l'intérieur; Saint-Marc-Girardin, membre du conseil de l'instruction

publique; Boursy, directeur de l'administration des contributions indirectes; Grélerin, directeur de l'administration des douanes; Cordier, inspecteur-général des mines; Baumes, membre du conseil supérieur de santé au ministère du commerce; conseillers d'état en service extraordinaire, sont appelés à participer aux travaux des comités et aux délibérations du conseil d'état.

— MM. Antoine Passy, directeur de l'administration départementale et communale, et Boudet, secrétaire-général au ministère de la justice, sont nommés conseillers d'état en service extraordinaire, avec autorisation de participer aux travaux des comités et aux délibérations du conseil d'état.

— Le préfet de la Seine et le préfet de police seront appelés aux divers comités, et pourront prendre part aux travaux du conseil d'état, mais seulement pour les affaires concernant la ville de Paris et le département de la Seine.

— Sont nommés maîtres des requêtes en service ordinaire au conseil d'état, MM. Zédé, maître des requêtes en service extraordinaire, ingénieur de la marine; François, *id.*; Montaud, *id.*; Victor Masson, ancien maître des requêtes en service ordinaire; Redon de Beaupréau, ancien sous-préfet; Boulatignier, chef de bureau à l'administration départementale et communale au ministère de l'intérieur.

— La séance de rentrée du conseil d'état aura lieu mercredi.

— Le duc d'Orléans s'est embarqué le 6 à Alger pour Philippeville.

— Le duc d'Orléans a passé, le 28 septembre à Alger, une grande revue des troupes, et a remis lui-même au lieutenant-général Rullières, sa nomination au grade de grand-officier de la Légion d'honneur; au colonel Duviver, du 24^e de ligne, sa nomination au grade de maréchal-de-camp. Le prince a ensuite reçu chevaliers de la Légion d'honneur M. Pralas de Rosières, capitaine à l'é-

tat-major-général, et de Luzy, chef de bataillon au 2^e léger.

— M. Barbé, maréchal de camp, inspecteur-général du matériel d'artillerie de marine, a été mis dans la position de réserve, conformément à la loi du 4 août 1839. M. de Coisy, colonel d'artillerie, est nommé maréchal-de-camp et inspecteur-général du matériel d'artillerie de marine.

— M. Legrand, sous-secrétaire d'état au ministère des travaux publics, est de retour à Paris, de sa tournée d'inspection des ports de la Méditerranée et des canaux du centre de la France.

— On annonce que M. de Mesgrigny, membre de la chambre des députés, est nommé inspecteur-général des haras.

— M. Dutremont, colonel, chef de la 7^e légion de gendarmerie (Tours), vient, dit-on, d'être promu au grade de maréchal-de-camp.

— Un journal du matin assure que les chambres ne seront pas convoquées avant le 20 décembre.

— M. de Saligny, secrétaire de la légation française à Washington, est nommé ambassadeur auprès de la république du Texas.

— L'Académie des Beaux-Arts a reçu treize caisses qui lui ont été envoyées par les maîtres sculpteurs de la ville de Florence. Ces caisses renferment des bas-reliefs et des bustes de différentes dimensions pour servir de modèles aux élèves de l'école des Beaux-Arts.

— Après six semaines de vacances, la bibliothèque Sainte-Geneviève et celle de la Ville seront rendues aux études mercredi prochain.

— M. Auguet de Saint-Silvain, baron de Los Valles, dont nous avons annoncé l'arrestation, a été mis en liberté.

— Plusieurs feuilles ont annoncé l'arrestation de deux femmes impliquées dans l'assassinat des demoiselles Decaux. Cette nouvelle est controuvée, et le crime de l'audacieux Dordoir parait entièrement isolé.

— L'état des deux victimes de Dordoir n'inspire plus de crainte aux médecins.

— Louis Gagey, naturaliste-empaillieur, déjà deux fois repris de justice pour vol, a été condamné aux travaux forcés à perpétuité et à l'exposition par la cour d'assises de la Seine, pour s'être porté à d'horribles violences envers deux jeunes filles de 11 à 14 ans, qu'il avoit chez lui comme élèves.

— Par ordonnance du 4, le nombre des intendans militaires appartenant au cadre d'activité demeure fixé à 25.

— L'ambassadeur de Prusse à Turin, le comte de Wadburg-Truchsess, est arrivé à Paris.

— L'exequatur du roi vient d'être accordé à M. Paul Delessert, nommé consul de Belgique au Havre.

— M. le chevalier de Febvrel, ancien colonel d'infanterie, chevalier de Saint-Louis et du Phénix d'Hohenlohe, ancien secrétaire des commandemens, et aide-de-camp de S. A. R. M. le prince de Condé, vient de mourir dans sa 90^e année. M. Febvrel a demandé et reçu les secours de la religion.

— L'ambassadeur de la régente d'Espagne à Paris a donné jeudi une fête à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de la reine Isabelle II, qui atteignoit sa neuvième année.

— Le nommé Péquet, conducteur de la voiture-omnibus n° 47, qui fait le service de Neuilly au boulevard de la Madeleine, a trouvé un sac de 255 fr. dans sa voiture, et s'est empressé de le porter au bureau de son administration.

— Du 1^{er} janvier au 1^{er} septembre, il a été importé en France 42,932,738 kilogrammes de coton qui ont payé pour droits d'entrée 5,432,729 fr.

— La houille importée en France pendant les neuf premiers mois de 1859, présente 821 millions 616,784 kilogrammes à l'entrée, et 1 million 795,556 francs de droits perçus.

— Pendant le même temps, la fonte brute présente à l'entrée 13 millions 518,678 kilogrammes, et 825,350 fr. de droits perçus.

— Le mont-de-piété qui a déjà une

succursale rue des Petits-Augustins (Faubourg Saint-Germain), vient d'en établir une autre rue de la Pépinière (Faubourg Saint-Honoré).

— La mairie du 7^e arrondissement, actuellement placée dans un local étroit, rue des Francs-Bourgeois, au Marais, sera transférée rue Sainte-Croix de la Bretonnerie.

— C'est dans la rue de la Ferronnerie que doit s'ouvrir la première des salles de secours où les personnes blessées par accident recevront les premiers soins.

— Pour le passage d'un égout de la rue Saint-Florentin à la rue Royale, on fait en ce moment de grandes excavations dans les cours de l'hôtel du ministère de la marine.

— On construit un nouveau port sur la Seine (rive droite), en amont du pont Louis-Philippe, vers l'extrémité du quai de la Grève. Le batardeau est déjà formé et l'on commence le pilotage. Les deux premières arches du pont resteront à sec pour le service du port.

— Tente et une faillites ont encore été déclarées dans les dix premiers jours de ce mois. Quatre présentent des passifs qui dépassent cent mille francs.

— Le prix de la farine semble vouloir se tenir à la halle de Paris. Néanmoins, dit *l'Echo des Halles*, le prix du pain sera diminué de 2 liards pour la 2^e quinzaine d'octobre.

— Une machine locomotive est sortie vendredi de la voie, à Saint-Cloud, sur le chemin de fer de Versailles. Elle a été renversée. Les six voitures qu'elle remorquoit n'ont point été renversées; mais la plupart des voyageurs ont reçu de fortes contusions. La compagnie a suspendu sur-le-champ le service, et écrit au ministre des travaux publics et aux préfets de police et de Seine-et-Oise, que la circulation ne seroit reprise qu'après la réparation d'une partie du chemin que les pluies continuelles de ces jours derniers ont endommagée.

— Pendant l'orage de vendredi dernier un incendie, qu'on pense avoir été

éclatée par la foudre, a éclaté dans une fabrique d'allumettes située au centre de Belleville. Les bâtimens ont été détruits, ainsi que les tonneaux de soufre et le bois qui se trouvoient dans la fabrique.

NOUVELLES DES PROVINCES

D'après une feuille du matin, qui est une lettre de Bourges, du 9, la police exerceroit une grande surveillance dans cette ville (en particulier autour de l'hôtel de Panette), et il faudroit une autorisation spéciale pour arriver jusqu'au roi. Ces mesures auroient été prises sur le bruit que des légitimistes traquaient des projets d'évasion.

— La souscription ouverte par la Guienne, à Bordeaux, en faveur des malheureux Espagnols réfugiés en France, s'élevait, le 11, à 2,821 fr.

— La souscription ouverte à Lyon par le *Réparateur* pour les Espagnols réfugiés s'élevait, le 12, à 2,978 fr. 25 c.

— On comptait l'année dernière dans le département de Seine-et-Oise 194 classes d'adultes réunissant ensemble 4.344 élèves.

— Le colonel Evain, admis à la retraite, vient de quitter la direction de l'artillerie à Douai.

— Une ordonnance du 5 fait remise de toutes les condamnations prononcées par les conseils de discipline contre les gardes nationaux de Lille (Nord), antérieurement à la date du 21 septembre dernier. Aucune poursuite ne sera exercée contre les gardes nationaux à raison des faits commis avant le 21 septembre. Cette ordonnance est motivée sur le zèle que la garde nationale a montré pour la répression des tentatives de troubles qui ont eu lieu à Lille les 20 et 21 septembre.

— Une malle-poste, dit le *Journal de Calais*, va bientôt partir régulièrement de cette ville chaque mois pour le transport à Marseille des dépêches d'Angleterre destinées pour les Indes.

— Le *Journal du Cher* annonce que M. Laylavoix, ancien sous-préfet de San-

cerre, et remplacé dans la sous-préfecture d'Etampes, est nommé sous-préfet de Vouziers.

— Pendant le mois de septembre, le tribunal de simple police de Nantes a prononcé 97 condamnations, dont 14 à l'emprisonnement.

— La bibliothèque publique de Nantes a été fondée en 1753.

— Le collège Joinville, récemment fondé à Brest, a été inauguré le 8.

— L'*Armoricaïn* du 8 annonce que le contre-amiral Dupotet, qui va prendre le commandement de la station de Buenos-Ayres, est à Brest depuis quelques jours.

— Les eaux de la Saône, écrit-on de Mâcon, le 9, continuent à s'élever.

— A Auxonne (Côte-d'Or) quatre officiers invités à une noce se promenoient dans une barque sur la Saône, dont les eaux sont débordées, lorsque, arrivés à la levée, la force du courant les entraîna et la barque chavira. Trois d'entre eux ont pu se sauver, mais le quatrième, lieutenant dans le 32^e, a péri.

— Le docteur Clot, de Marseille, directeur de l'école de médecine à Alexandrie, et élevé à la dignité de bey par le pacha d'Egypte, est maintenant à Lyon.

— La colossale dimension du groupe en marbre de Caïn, par Etex, dont le gouvernement a disposé en faveur du Musée de Lyon, n'avoit pas permis jusqu'ici de l'introduire dans la galerie à laquelle il étoit destiné. L'administration du Musée vient de faire abattre un pan de mur afin d'élargir la porte, et le groupe a pris place dans la galerie.

— Le *Mercurius Ségusien*, journal de Saint-Etienne, annonce que deux femmes qui se promenoient sur le chemin de fer, au-dessus de Givors, ont été renversées et tuées par une locomotive.

— M. de Pontois, nommé ambassadeur à Constantinople, est arrivé le 8 à Marseille, et s'y est embarqué le 9 pour se rendre à son poste.

— Les recettes de la douane de Mar-

celles ont produit pendant le mois de septembre 2,192,618 fr. 18 c. Comparées avec les recettes de septembre 1838, elles offrent une diminution de 631,812 fr. 98 c. Pendant les neuf premiers mois de 1839, la douane de Marseille a reçu 23,892,139 fr. 86 c., 884,835 fr. 82 c. de plus que pendant les neuf premiers mois de 1838.

— En septembre dernier, il est entré dans le port de Marseille 732 navires jaugeant 68,033 tonneaux, et 656 en sont sortis avec 58,136 tonneaux. En septembre 1838, il étoit entré dans ce port 642 navires avec 62,110 tonneaux, et il en étoit sorti 691 avec 62,101 tonneaux. Pendant les neuf premiers mois de 1839, le nombre des navires arrivés à Marseille s'élève à 8,048 avec 587,117 tonneaux, et durant ledit temps, il en est parti 5,999 avec 576,240 tonneaux. Pendant les mêmes mois de 1838, on trouve à l'arrivée 5,629 bâtimens avec 534,480 tonneaux, et à la sortie 5,466 avec 524,875 tonneaux.

— Dans la soirée du 6, un orage épouvantable a éclaté à Marseille. La foudre est tombée rue Sainte-Philomène, près la caserne des douanes, sur la maison de M. de P., négociant, au cours Bonaparte, et dans la rue Grignan; personne heureusement n'a été atteint. La pluie étoit si abondante, que les pavés des rues en pente ont été déchaussés. Des magasins ont été envahis par les eaux. Au hameau des Cayols, le tonnerre a mis le feu à une grange, dans la propriété du marquis de Candolle. Au premier bruit de cet accident, M. l'abbé Taurel, curé de la paroisse, est accouru avec le Père Léon, religieux capucin, et tous deux ont dirigé les secours avec autant d'habileté que de courage.

— Des orages ont aussi frappé le département du Gers. Plusieurs communes ont horriblement souffert; les vignobles sont dévastés et les vendanges totalement perdues. On dit même que plusieurs personnes, entraînées par les eaux, ont perdu la vie.

— Le maréchal-de-camp Gas, chambellan de l'infantien, est arrivé le 11 à Brindisi et se rend à Naples, où il doit rester quelque temps.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Deux journaux espagnols, le *National* et le *Messenger de Madrid*, publient les nouvelles suivantes : Espartero vient de faire son entrée de triomphateur à Tudela d'un grand concours de soldats et étoit précédé d'une compagnie de mousquetaires et entouré d'une escorte de cavaliers. Les batteries d'artillerie ont précédé à Tudela. Voici le détail de l'opération qui se réunira : Officiers supérieurs, 2,021; soldats, 2,800; mules, 1,000.

— On assure que Cabrera grand conseil de guerre où il a été décidé que son armée seroit dirigée vers l'Aragon. Malgré la nouvelle répandue que la cause du prétendant n'est pas perdue, aucun factieux ne se lève. On leur persuade que la cause d'Aragon et en Catalogne de se battre pour battre l'armée.

— Comme on annonce que Cabrera ne veut entrer dans aucune proposition, et qu'il est déterminé à risquer, on est dans la plus grande anxiété sur les suites de cette résolution. Il partage son exaltation avec sa fiancée, quoiqu'elle connoisse ses forces prêtes à tomber sur lui. Il sauroit se défendre d'admirer sa valeur, et de quelque manière tout le monde sent qu'il n'a rien de glorieux.

Les membres de la commission de l'industrie cotonnière de Bruxelles ont tenu depuis quelques jours à Bruxelles.

— Les recettes totales de l'industrie de la Belgique ont été,

de 541,173 fr. 26 c., dont 67,584 fr. pour les marchandises, et le reste pour les voyageurs, qui ont été au nombre de 223,868.

— L'Emancipation de Bruxelles annonce que la fabrique de fer et les usines de Seraing, appartenant à M. Cockerill, viennent d'être achetées quatorze millions par la Russie.

— La chasse aux faucons, long-temps oubliée, semble vouloir renaître en Belgique. Un essai de ce genre vient d'être fait avec succès par une réunion d'amateurs, chez le comte de Hompesch, au château de Wisbecq.

— A un dîner-gala qui a eu lieu le 10 à la cour de La Haye se trouvoit l'ambassadeur belge près la cour de Hollande.

— L'archiduc Maximilien d'Este, grand-maître de l'ordre Teutonique, et le prince héréditaire de Modène sont arrivés, le 8, à La Haye.

— M. Jaudon, dit le *Courier de Londres*, a contracté, pour le compte des Etats-Unis, un nouvel emprunt de 800 mille liv. ster. pour trois années, garanti par le 6 7/10 de Pensylvanie, à 94.

— Malgré la grande quantité de blés étrangers que les négocians anglais viennent de faire arriver à Londres, on n'espère pas de baisse de long-temps.

— Le *Royal-Georges*, dont on retire les débris de la mer, a sombré le 30 août 1832. En moins de 15 minutes, dit le *Morning-Herald*, 600 hommes et 100 femmes, qui étoient à bord, ont péri.

— Le *Sun* ne croit aucunement à la vérité du bruit répandu à Londres que Méhémet-Ali auroit consenti à restituer la Syrie turque.

— Quelques journaux accusent le Haut-Valais de s'opposer opiniâtrément à un rapprochement. La vérité est qu'il a fait toutes les concessions possibles. On se rappelle que les conditions stipulées dans le comité de Viège étoient au nombre de 8; on les a réduites à cinq ainsi rédi-

1° Nous demandons que l'évêque soit nommé membre de la constituante avec

ses quatre voix; le clergé se trouvera ainsi représenté dans le pouvoir législatif; ou bien que, selon le manifeste du clergé, en date du 4 janvier dernier, l'on accorde à celui-ci séance dans le grand-conseil.

Notez que le clergé se seroit contenté de trois représentans, l'un du Haut, l'autre du Centre et le troisième du Bas-Valais (c'est entendu que monseigneur est représentant né de la partie dont il est originaire), si un arrangement n'avoit tenu qu'à cela.

2° Que le *referendum* de toutes les lois, des capitulations militaires, des finances, et des décrets de naturalisation soit garanti aux conseils des dizains et aux assemblées communales, comme aussi le *referendum* des affaires fédérales appartenant aux décisions ou confirmations cantonales.

3° Que les droits du clergé et des corporations religieuses, ainsi que leurs immunités, soient maintenus comme ils l'ont été jusqu'à présent suivant l'usage du pays.

4° Que les droits d'entrée sur les denrées de première nécessité ne soient pas élevés, que ceux sur les vins soient maintenus sur le pied actuel. Aucun impôt direct ne peut être établi sans qu'il soit voté par les deux tiers des membres du corps législatif, et aussi long-temps qu'il n'est pas agréé par la majorité des citoyens habiles à voter.

5° Que les dizains présentent un ou deux citoyens pour candidats aux places de conseillers d'état, parmi lesquels le grand-conseil choisira les membres nécessaires pour organiser et composer le conseil d'état.

— Dans le courant de l'année 1838, un certain nombre d'habitans de la ville d'Arbourg, canton d'Argovie, a fondé une société de la paix, qui compte maintenant parmi ses membres plus de cent pères de famille. Cette association a pour but de faire juger les contestations qui s'élèvent entre ses membres, et qui régulièrement devroient être traitées par les tribunaux ordinaires, par un tribunal

d'arbitres spécial, qui leur évite ainsi des frais considérables et maintienne entre eux la bonne harmonie.

— Le gouvernement de Zurich a cessé toute correspondance avec les cantons qui ont refusé de le reconnoître.

— Le roi de Sardaigne a visité, le 7, le pont de la Caille, et est retourné à Chambéry.

— Le roi de Sardaigne étoit de retour le 8 à Turin de son voyage à Chambéry.

— Un orage épouvantable a éclaté à Rome et dans ses environs le 29 septembre : il a duré depuis cinq heures du matin jusqu'à deux du soir : le tonnerre a continuellement grondé, et la foudre est tombée en plusieurs endroits. Différens lieux ont été inondés, et entr'autres le Panthéon et les caves des quartiers les moins élevés de la ville. Plusieurs ponts sur les torrens de la campagne de Rome se sont rompus.

— M. de Salvandy, ancien ministre de l'instruction publique, est retenu à Venise par l'indisposition de l'un de ses enfans.

— A la date du 4, l'auguste famille exilée jouissoit à Goritz de la meilleure santé. M. le duc de Bordeaux étoit parti le 3 pour le camp, à quelques lieues de Vérone, où il va assister à de grandes manœuvres.

— Les dernières nouvelles de M. le duc de Blacas sont meilleures. On pense qu'il pourra bientôt quitter Vienne pour se rendre à Goritz.

— M^{me} la duchesse de Leuchtenberg et la princesse Théodoline, sa fille, sont revenues, le 1^{er}, à Munich, de leur voyage à Dieppe et à Paris.

— Le corps municipal et le président de la bourgeoisie de Hanovre ont présenté le 2 une pétition au roi pour demander la dissolution de l'assemblée actuelle. Les pétitionnaires se fondent sur ce que certains députés ont été élus par la minorité des électeurs.

— Le grand-duc de Mecklembourg-Schwerin, qui a accompagné le prince de Metternich à Coblenz, a fait une excursion à Cologne.

— Le prince de Metternich sera de retour à Vienne à la fin du mois.

— Le sénat de Hambourg a reçu le 4 des mains de M. Auguste de Tallenay, les lettres qui l'accréditent en qualité de ministre résident du roi des Français en cette ville libre, où il vient remplacer le baron de Varenne.

— On écrit de Presbourg (Hongrie), que les magnats ont rejeté le projet de la seconde chambre des états, tendant à créer un journal non sujet à la censure et destiné à rendre compte des séances de la diète.

— On écrit de Berlin que l'administration des postes fera un emprunt de dix millions de thalers pour construire un chemin de Hall (où les chemins de fer de Berlin à Hothén, de Leipsick à Dresde, et de Magdebourg se réunissent) à Cassel; ainsi tout l'est et l'ouest de l'Allemagne seroient joints par une grande ligne de communication.

— M. Levett Harris, ancien chargé d'affaires des Etats-Unis à Saint-Petersbourg, est mort récemment dans cette capitale, où il étoit venu visiter d'anciens amis.

— Une lettre de Constantinople, du 24, assure que la nouvelle du rappel de l'amiral Roussin a vivement étonné toute la diplomatie.

Le Gérant, Adrien Le Clerc.

BOURSE DE PARIS DU 14 OCTOBRE.

CINQ p. 0/0. 110 fr. 55 c.

TROIS p. 0/0. 81 fr. 55 c.

QUATRE p. 0/0, j. de sept. 101 fr. 45 c.

Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept. 000 fr. 00 c.

Act. de la Lanque. 2820 fr. 00 c.

Oblig. de la Ville de Paris. 1230 fr. 00 c.

Rente de la Ville de Paris. 000 fr. 00 c.

Caisse hypothécaire. 785 fr. 00 c.

Quatre canaux. 1250 fr. 00 c.

Rentes de Naples. 102 fr. 55 c.

Emprunt romain. 103 fr. 38.

Emprunt Belge. 101 fr. 34.

Emprunt d'Haïti. 495 fr. 00 c.

Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 32 fr. 0/0.

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC ET C^e,
rue Cassette, 29.

Sur les Templiers.

orgueil, l'ambition, l'impiété et
olies de feu Fabré-Palaprat sem-
ent avoir porté un coup mortel
rdre du Temple. On a cependant
yé de le faire revivre, et le zèle
me a été tel que nous aurons
obablement deux ordres au lieu
un.

Une proclamation a paru sous la
te du 16 février dernier. Elle an-
nce que le *convent général*, que
esque tous les frères qu'une scission
este avoit séparés de feu Bernard-
ymond, ont compris que devant son
beau tous les motifs de dissension
vanouissoient, et que six chevaliers
lement, non contents de briser l'unité
Temple, ont osé, sans titres, sans
is, sans mission, créer de prétendus
viers; mais la Providence ne per-
tra pas, dit-on, qu'un schisme sa-
ège prospère et que cet autel sans
puisse se maintenir.

Voilà certes de grands motifs;
ité du Temple, le schisme sacri-
l'autel sans base, tout cela est
peux, mais tout cela est un peu
ble. Les six chevaliers ont autant
es, de droits et de mission que les
nde la proclamation. Et com-
n'y a-t-il dans cette proclama-
ncun désaveu des impiétés de
rd-Raymond? C'étoit le cas ou
de s'élever contre la religion
lle qu'il avoit voulu introduire
est morte même avant lui;
ion, la proclamation garde le
sur les parades scandaleuses
isoires dont Fabré-Palaprat
ni de la Religion. Tome CIII.

avoit donné le spectacle à la capitale
il y a quelques années. Les Templiers
étoient cependant d'autant plus obli-
gés de les désavouer, que beaucoup
y avoient pris part.

La proclamation ne parle que de
la nécessité de réformer les statuts
de 1810 et de 1813, *empreints d'un
despotisme devenu intolérable*. On a
ajourné la nomination du grand-maî-
tre, on a créé en sa place un magistère
ou conseil suprême. La cour précep-
toriale et les comices statutaires ont
reçu des modifications, et les titres
surannés ont disparu. La proclama-
tion est signée Guillaume Sidney
Smith, Jean-Marie Raoul, Narcisse
Valleray et Eugène de Branville,
membres du magistère, et Albert de
la Préceptorerie, premier grand-pré-
cepteur.

Suivent les statuts généraux votés
et décrétés par le *convent général*
en 1838 et 1839. Ces statuts sont en
27 chapitres qui roulent sur la hié-
rarchie de l'ordre, sur le *convent*
général, sur le magistère, sur la cour
préceptoriale, les comices statutaires,
les grands prieurés, les bailliages, les
commanderies, etc. On entre sur
tout cela dans des détails très-longs et
très-minutieux. Nous passons ces
détails et nous ne parlerons que du
vœu prescrit. Il est ainsi conçu, p. 38 :

« Au nom de Dieu, Père, Fils et Saint-
Esprit, moi, me consacrant dès à présent
et pour toujours, à la sainte milice de
l'ordre du Temple, je déclare librement
et solennellement, faire vœu d'obéissance,
de pauvreté et de chasteté, comme aussi
de fraternité, d'hospitalité et de préla-
tion.

• Par ce vœu, j'émet la volonté ferme et irrévocable de consacrer mon épée, mes forces et ma vie, et tous mes moyens, à la cause, à la défense et à l'honneur de la religion chrétienne, de l'ordre du Temple et de mes frères d'armes, à la plus grande illustration du Temple, à la récupération du Sépulcre de N. S. J. C., de la terre de Palestine et d'Orient, et des domaines de nos pères; de me soumettre à la règle de saint Bernard et aux statuts de l'ordre... de protéger les pieux pèlerins, de secourir et de soulager les captifs pour la cause de la croix, les malades, les infirmes et les pauvres; de combattre les infidèles et les incrédules par l'exemple, les vertus, les bonnes œuvres et les discours persuasifs; mais de combattre par le glaive en faveur de la croix les infidèles et les incrédules qui attaqueroient la croix par le glaive; d'avoir en horreur toute impudicité...

Le vœu se termine par ces mots : *Gloire au Père, au Fils et au Saint-Esprit.* Chaque chevalier doit faire ce vœu à haute voix et signer de son sang.

On sera sans doute étonné de plusieurs clauses de ce vœu, surtout de se soumettre à la règle de saint Bernard, qui seroit assurément fort surpris lui-même d'avoir de tels disciples. Au surplus, si on s'effraie pour les chevaliers du Temple de ces obligations sévères qu'ils s'imposent et qu'ils promettent d'observer, qu'on lise le commentaire qui suit immédiatement le vœu, et qui le réduit à rien :

• Ce vœu renfermant plusieurs dispositions qui, mal interprétées, pourroient paroître incompatibles avec le progrès des lumières et les mœurs du siècle, je déclare que je ne le signe de mon sang qu'après avoir pris connoissance du décret magistral interprétatif rendu le 14 septembre 1826, par lequel il est déclaré :

• 1° Que, par le vœu de *pauvreté*, on n'entend pas soumettre les chevaliers à une pauvreté absolue; mais leur régler qu'ils doivent être toujours prêts à partager leur fortune avec les malheureux, et à la sacrifier pour le soutien de l'ordre.

• 2° Que le vœu d'être *chaste* et d'avoir l'*impudicité* en horreur, n'est que l'engagement solennel de remplir l'obligation que la société impose à tout homme de travailler à vaincre ses penchans vicieux, afin de n'outrager ni la décence ni les mœurs.

• 3° Que l'obéissance due au maître et aux dignitaires de l'ordre ne constitue point le devoir imposé à un chevalier de se conformer, comme à un commandement, au droit naturel, et d'obéir, comme à un citoyen, au gouvernement de son pays.

• 4° Enfin, que les Templiers ne sont point dominés par le désir des conquêtes matérielles; que leur but principal n'est pas de reconquérir les domaines de l'ordre fut dépouillé, ou la terre qui reçut le corps de Jésus-Christ, mais de conquérir à la doctrine qui précède dans la tombe ce divin précepteur les hommes (doctrine qu'ils ont reçue conservée intacte), l'empire qu'elle a toujours sur les peuples, quand elle leur fut révélée dans toute sa pureté; en un mot, que les Templiers ambitionnent de conquérir, non l'univers physique à leur domination, mais les peuples à la morale chrétienne.

Il est sûr qu'avec ce commentaire le vœu des Templiers n'est plus rien de bien difficile ni de très dur. Il est impossible de se jurer plus hautement d'un vœu qui ne disoit être *solennel* et qu'on signoit de son sang. Il n'y a plus dans ce vœu rien de religieux et de chrétien; ce n'est plus qu'une misérable momerie.

Que dire aussi du choix de Sidney Smith pour premier lieu



magistral et régent de l'ordre ? Il est évident qu'on n'a pas osé nommer grand-maître un protestant, et en effet, un anglican figure assez mal à tête d'un ordre autrefois religieux et catholique.

Il y a neuf membres de la cour réceptriale; le premier est M. Albert Montémont, homme de lettres. Les autres nous sont inconnus. Sir Sidney Smith a nommé ministres de l'ordre les chevaliers Théodore O..., Grenier de Saint-Martin, Amédée Raoul et Félix Guillard.

Voilà pour la première fraction de l'ordre des Templiers; outre celle-ci, il y en a une seconde qui n'a pas voulu se réunir à la première et qui s'est organisée à part. Nous avons reçu un décret du convent général, rendu dans la séance du 26 sivan 721, qui répond au 8 juin dernier. L'article 1^{er} de ce décret porte que l'ordre du Temple est une institution chrétienne, chevaleresque, religieuse, hospitalière et tolérante; que sa base est celle des saints évangiles, que de toutes vérités; que le grand-maître et le primat de l'ordre du Temple ne peuvent être choisis que parmi les chevaliers qui professent la religion catholique, apostolique romaine. Ainsi cette église joannite, dont on a fait tant de bruit, entièrement démentée. C'est encore un fantôme de religion nouvelle évanoui. Le dernier grand-maître, est-il dit à la suite du décret, avoit voulu modifier les statuts et fausser l'institution, mais les assemblées de 718 (1835) n'ont pas tardé à rétablir l'ordre sur ses antiques bases.

On doit féliciter les chefs de cette fraction de l'ordre, d'avoir du moins renoncé aux absurdes prétentions de leur grand-maître; mais sans reve-

nir sur le passé, pourquoi, si on veut ressusciter l'ordre du Temple, n'en pas suivre la règle fondamentale qui étoit que tous les membres fussent catholiques ? On dit bien dans le décret du 8 juin que le grand-maître et le primat seront de cette religion, mais cela même indique que les autres chefs, et même la plus grande partie des chevaliers, pourront n'en pas être. Et en effet il paroît qu'il y a parmi eux des étrangers qui ne sont pas catholiques, sans parler des français qui ne sont peut-être d'aucune religion.

La proclamation imprimée que nous avons reçue, est datée de *Magistropolis*, le 28 de sivan 721; elle est signée du ministre de l'ordre, grand-précepteur, chargé *ad interim* du portefeuille de la secrétairerie magistrale; il prend le nom de *F. Jean de Nord Amérique*; nous ne savons quel est son nom véritable.

Nous ajouterons que le décret porte que l'ordre est étranger à la politique, et qu'il a pour but de propager la civilisation, l'instruction, les lumières et les saines doctrines.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

PARIS. — Les journaux annonçoient hier que l'état de M. l'Archevêque s'étoit aggravé la nuit précédente, et que les médecins ne quittaient plus son chevet. Il y a exagération dans cette annonce. M. l'Archevêque n'est pas plus mal depuis deux jours qu'auparavant. Il y a eu à la vérité une crise la semaine dernière, mais des remèdes plus actifs ont été appliqués et on en attend de bons résultats. Le prélat sort en voiture quand le temps le permet, et il paroît qu'il va quitter Conflans et revenir à Paris, où il sera plus à portée des secours de l'art et aura

toujours la possibilité de faire quelques promenades.

On a dit dans quelques journaux qu'il y avoit trois chapeaux de cardinaux français qui se trouvoient vacans. Nous croyons que c'est une erreur. Il n'y a de vacans, ce semble, que les chapeaux du cardinal de Cheverus et du cardinal Fesch. Quant au cardinal Isoard, il faut remarquer qu'il n'avoit point obtenu le chapeau sur la présentation du roi de France, comme c'est l'usage, mais comme étant devenu doyen de la Rote, place qui mène au cardinalat. Sa mort ne donne donc pas droit de présentation à un chapeau.

Le cardinal de Bayanne, qui étoit auditeur de Rote avant M. d'Isoard, étoit aussi devenu doyen du tribunal, et c'est ainsi qu'il arriva au cardinalat.

Nous avons dit dans notre notice sur le cardinal Isoard, qu'il fut nommé auditeur de Rote le 5 juin 1804 ; c'est le *Cracas* qui porte cette date. D'un autre côté, M. Artaud, dans son *Histoire de Pie VII*, met la nomination de M. d'Isoard au 1^{er} janvier 1803. Mais ces deux dates se concilient peut-être, l'une annonçant la nomination faite en France, et l'autre l'installation du nouvel auditeur dans son poste à Rome.

Le mardi 8, M. le garde des sceaux, accompagné du préfet de la Seine, du directeur de l'administration des cultes et du chef de la division, a visité dans tous leurs détails le séminaire de Saint-Sulpice et l'église métropolitaine.

L'état d'abandon et de dénûment dans lequel a été laissée durant tant d'années la magnifique basilique de Maurice de Sully et de Philippe-Auguste, et les mutilations de toutes sortes qu'elle a éprouvées depuis le commencement du xvii^e siècle jusqu'à nos jours, ont vivement frappé

l'attention du ministre. La religion, les arts et l'intérêt matériel de l'état, s'accordent pour solliciter une prompte et complète restauration. Des mesures vont être prises incessamment par l'administration municipale pour l'établissement d'une promenade qui doit enclorre et protéger l'édifice au sud et à l'est. On donne lieu d'espérer que le gouvernement, de son côté, s'occupera activement des travaux d'art et de conservation, autant que le permettent les ressources d'un budget réduit. Cette mesure, il y a sept ans, l'insuffisance compromettoit le sort d'un nombre infini de chefs-d'œuvre au moyen âge.

Ce qu'on vient de lire sur le projet de M. le garde des sceaux à la Chambre des députés et sur l'état de cette belle basilique est tiré d'un journal du gouvernement. Nous voyons avec plaisir que le gouvernement s'occupe d'une prompte restauration de ce monument. On parle de l'établissement d'une promenade qui n'est pas là sans doute ce qui est de plus urgent. Il seroit bien pressé d'établir autour de la basilique la grille dont la nécessité est reconnue depuis long-temps, et qui est demandée à la fois par les amis de la religion et des arts.

Mademoiselle Sophie Pasquier, sœur de M. le président de la Chambre des pairs, est morte le samedi 10 à la suite d'une douloureuse maladie. C'étoit une femme également remarquable par son esprit et ses vertus. Le monde admireroit la pureté de son caractère, son attachement pour un frère qu'elle ne quitta jamais, et les agrémens de son commerce. Mais ceux qui la voyoient de plus près savent quelle étoit sa charité, sa modestie, sa ferveur dans toutes les pratiques de la religion. Mademoiselle Pasquier étoit toute aux bonnes œuvres. On ne la verroit jamais en vain. Elle vis

cux, les assistoit avec géné-
 rentoit dans tous les détails
 position. On ne sauroit dire
 de personnes elle a obligées.
 roit pas assez de dire qu'elle
 tient dans ses maux. Elle
 courage qui alloit jusqu'à
 les souffrances avec joie.
 vive animoit toutes ses ac-
 mort a été sainte comme sa
 a trouvé dans son secrétaire
 contenant une somme d'ar-
 nsidérable avec cette éti-
Reserve pour mes pauvres. La
 entière a été distribuée aux
 Mademoiselle Pasquier étoit
 plus de 60 ans. Ses obsè-
 eu lieu le 6 à Saint-Sul-

oulouse, la retraite ecclésias-
 commencée le 3, s'est terminée
 lle a été prêchée par M. l'ab-
 tre, vicaire-général de Tournai.
 tation de l'orateur avoit attiré
 d concours de prêtres du dio-
 même des diocèses voisins.
 être s'est montré, dans cette
 nce, toujours égal à lui-mê-
 archevêque de Toulouse s'est
 ment trouvé, pendant la re-
 u milieu de son clergé. Le
 a clôture, le prélat a adressé
 tres une touchante allocu-
 s laquelle il s'est félicité de
 ien à envier à aucun évêque
 e, sous le rapport de la ré-
 parfaite du clergé de son
 ette allocution a été suivie
 um qui a terminé la re-

nous étions plaints l'année
 des obstacles apportés à la
 e Pérouse, près Belfort, et
 uite tenue en cette occa-
 n administrateur civil. De-
 choses se sont un peu ra-
 Une retraite a eu lieu dans
 e du Puix, près Belfort, et
 été contrariée. Le sous-

préfet laisse les curés plus tranquilles,
 soit qu'il se soit calmé de lui-même,
 soit qu'il obtienne moins de crédit
 dans ses allégations et ses plaintes.
 Mais il paroît des écrits propres à
 susciter des troubles. Dans ce genre
 est un pamphlet contre la dernière
 retraite ecclésiastique de Strasbourg.
 Cette triste production est pleine de
 fiel contre Rome, contre l'évêque
 diocésain, contre des chanoines, etc.
 On l'attribue généralement à un curé
 mécontent d'avoir été appelé à la re-
 traite, M. W., curé de C., et on sup-
 pose qu'il a été aidé par un magistrat
 son ami. Ce sont vraisemblablement
 les mêmes qui ont inondé l'Alsace
 d'autres pamphlets dirigés tantôt
 contre d'estimables ecclésiastiques,
 tantôt contre les retraites données sur
 la fin de l'année dans les environs de
 Belfort. Ces sourdes attaques sont gé-
 mir les gens de bien.

On vient de distribuer une seconde
 brochure dont nous avons parlé.
 Cette brochure est annoncée publi-
 quement dans un journal de Colmar.
 On prétend que les protestans se pré-
 valent de ce discours, et que les mi-
 nistres le lisent dans leurs temples.
 On parle même d'une troisième bro-
 chure sur ce sujet.

Le comité historique des arts et
 monumens institué à Paris s'est oc-
 cupé de l'église de Brou. M. le mi-
 nistre de l'intérieur a annoncé à
 M. le ministre de l'instruction pu-
 blique que, dans le but d'encoura-
 ger la publication archéologique de
 l'ouvrage de M. L. Dupasquier sur
 l'église de Brou, il a souscrit pour
 quarante exemplaires; il désire que
 M. le ministre de l'instruction con-
 coure à la publication de cet impor-
 tant travail entrepris sous les aus-
 pices du comité des arts et monu-
 mens.

M. Didron annonce que l'ouvrage
 dont M. Dupasquier, architecte à
 Lyon, correspondant du comité et

professeur à l'école de la Martinière, prépare la publication, se composera de 64 planches et d'un texte de 350 pages. Le texte historique et descriptif formera un volume in-4° ; les planches seront gravées sur cuivre par MM. Hibbon, Ollivier et Normand fils. Ces planches, exécutées sur des dessins de M. Dupasquier, qui en a exposé plusieurs au salon de cette année, donneront les plans, les coupes et les élévations de l'édifice ; les détails de la sculpture, en marbre, des tombeaux, et en bois, des stalles, des *fac simile* des vitraux et du pavement en briques émaillées qui décorent les chapelles de l'abside. Le comité, dans une de ses réunions, a examiné avec attention le portefeuille de M. Dupasquier ; il a loué l'exactitude et la fidélité de ses nombreux dessins.

Cette église de Brou jouit à bon droit d'une grande réputation ; c'est le plus complet et le plus pur modèle de l'architecture gothique du seizième siècle.

M. l'abbé Flajolet, fondateur et supérieur du collège de Saint-Joseph à Mouscron, sur les frontières de Belgique, est mort le 13 septembre, après une longue maladie. M. Louis-Constantin-Joseph Flajolet étoit né à Béthune le 9 octobre 1764 ; il connut Feller dans sa jeunesse, fut ordonné prêtre en 1790, et nommé préfet d'un séminaire à Douai ; mais il dut occuper peu de temps cette place, la révolution ayant frappé tous les établissemens de cette sorte. L'abbé Flajolet exerça son ministère comme missionnaire en Artois. Au concordat, on le nomma curé de l'Atre-Saint-Quentin, puis professeur de philosophie au séminaire d'Arras. Il occupa ensuite pendant douze ans la cure de Calonne sur la Lys. Appelé à la direction du collège de Tourcoing, il la perdit à la révolution de juillet pour quelques discussions avec les autorités, et fonda le

collège de Mouscron, qui n'est en Artois, comme l'a cru un *Journal*, mais en Belgique. L'abbé Flajolet a dirigé ce collège jusqu'à sa mort, et a sacrifié presque toute sa fortune pour l'agrandissement de sa maison. Il a désigné, dit-on, pour lui succéder, MM. Torlier et Leclerc, qui resteront à la tête du collège. M. Flajolet a été inhumé dans son ancienne paroisse de Calonne, au lieu de sa mère. C'étoit un prêtre digne qui méritoit d'autant plus de nous un souvenir, qu'il étoit connu de nos abonnés dès l'origine. On nous fait espérer une notice plus étendue sur lui, et nous nous empressons de la communiquer à nos lecteurs. Le présent article, emprunté au *Journal du pays*, étant loin d'être complet.

Il y a eu dans ce Journal une discussion entre le Père Perron de Rome, et un théologien de Strasbourg, concernant l'orthodoxie théologique de M. le docteur Scholz de Bonn. Le Père Perrone a critiqué le docteur Scholz ; le théologien de Strasbourg a cherché à le justifier ou moins à l'excuser. Un ecclésiaste sage et instruit qui a lu les ouvrages du savant professeur de Bonn, a franchement qu'il se rangeroit tout du côté du théologien rouennais sans cependant mettre en question l'instruction de M. Scholz ni celle de son apologiste de Strasbourg, a émis son opinion sur M. Scholz simplement d'après quelques-unes de ces dernières. On remarque dans tous les ouvrages de M. Scholz qu'il n'a jamais approfondi le dogme catholique, et qu'il trompe quelquefois sur les notions les plus simples ; il a consacré toutes ses veilles à la partie matérielle de l'exégèse, si je puis m'exprimer ainsi, à l'interprétation littérale de la grammaire, à la syntaxe, à

sans entrer dans l'esprit des saints et dans leur immense vie. Un commentateur cadroit, par exemple, en fait les psaumes, faire ressembler à la messianité de beaucoup de choses; or, c'est ce que l'auteur n'a pas fait, et s'il l'a fait, ce n'a été qu'en passant, s'il s'agissoit d'une question théologique. Il en est de même des prophéties de Jérémie et d'Ezéchiel, cependant leurs rapports avec le christianisme constituent en quelque sorte l'essence; il faut croire qu'il n'est pas l'Eglise d'avoir mis ces choses dans le texte de l'Ecriture, il s'exprime quelque part. Mais le docte professeur convient que le sens *mystique* avec le *accommodatilius*; sous ce rapport, l'ouvrage d'Opstraet qui traite de l'histoire d'une manière lucide et qui rectifie son jugement. Ce n'est pas à dire qu'il faut avouer que les dernières pages de M. Scholz prêtent plus qu'à la critique, et qu'il cherche à se dégager de plus en plus de cette exégèse purement littérale et minutieuse, sans esprit et sans vie, qui est trop à la mode en France.

Le 10 octobre est arrivé à Anvers le cardinal-archevêque de Malines, et descendu chez le curé de la paroisse de la Madeleine. Le 8, Son Eminence a donné la confirmation aux jeunes gens de toutes les paroisses, et a été chez M. le bourguemestre, où il a vu que les curés des différentes paroisses, et un grand nombre de personnes notables de la ville. Les filles devoient être confirmées le lendemain, également à l'église de Notre-Dame.

M. Legrelle, fils du bourgeois d'Anvers, qui a fait sa philosophie au petit séminaire de Louvain et qui se voue à l'état ecclésiastique, est parti pour Rome afin

d'y achever ses études. M. Viischer, curé à Heyst-op-den-Berg, ancien professeur du grand séminaire, accompagne ce jeune homme, et séjournera à Rome pendant tout le temps qu'y restera M. L. Legrelle.

On raconte qu'un jeune théologien du Jura catholique se transporta, il n'y a pas long-temps, à Soleure, pour y recevoir l'ordination. M. l'évêque lui ayant demandé dans quelle ville il avoit étudié et fait sa théologie, le jeune homme répondit que c'étoit à Fribourg, chez les Pères Jésuites. A cette réponse, le prélat parut surpris, et ne dissimula pas à l'étudiant que le gouvernement de Berne n'aimoit pas les Jésuites, et que cette circonstance seroit pour lui une mauvaise recommandation auprès du conseil exécutif. Mais où faut-il donc aller, reprit le jeune ecclésiastique, maintenant qu'on a supprimé, dans l'évêché de Bâle, les cours de théologie et le séminaire? Cette réplique n'étoit malheureusement que trop juste, et le séminariste reçut l'ordination. A Soleure, comme à Porrentruy, il n'existe plus de cours de théologie, ni de séminaire, et lorsqu'un jeune ecclésiastique se rend en cette première ville, il est obligé de loger à l'auberge. Autrefois, le séminaire étoit un asile toujours ouvert pour lui; il y trouvoit toujours quelques modèles de piété, de science et de vertu.

Plusieurs journaux viennent encore de reproduire un article d'un recueil protestant sur les progrès de la religion en Angleterre. Cet article avoit paru il y a plus d'un an; il est tiré du *Blackwood's Edimbourg Magazine*, et porte pour titre dans l'original: *Des progrès du papisme*. Il fut répété au mois de novembre de l'année dernière dans différens journaux qui ne s'aperçurent pas que c'étoit une manœuvre du parti protestant.

qui en Angleterre crie contre *les progrès du papisme* pour échauffer le peuple et réveiller sa haine. C'est une espèce de tocsin qu'il est d'usage dans ce pays de sonner de temps en temps pour exciter les passions. Nous fîmes là-dessus quelques réflexions dans nos numéros du 27 novembre, du 25 et du 27 décembre de l'année dernière. Nous montrâmes les exagérations et les faussetés de l'écrivain écossais, et nous sommes surpris qu'on vienne encore donner ce document comme digne de quelque confiance. L'article est rempli d'erreurs; on y nomme une centaine de riches catholiques; qu'est-ce que cela prouve? Il y a des milliers de protestans plus riches, et qui ont une tout autre influence; car on sait qu'en Angleterre les catholiques n'occupent aucune place importante dans le gouvernement. L'article de l'*Edimbourg Magazine* enfle outre mesure le nombre des catholiques anglais; il compte en Angleterre 60 séminaires, du moins les extraits de nos journaux portent ce chiffre, qui est d'une absurdité manifeste; car il n'y a en Angleterre que sept ou huit collèges qui sont en même temps des séminaires. Enfin on répète une assertion dont nous pouvons dire que nous avons démontré la fausseté, savoir qu'en 1792 il n'y avoit dans toute l'Angleterre que trente chapelles catholiques; voyez notre numéro du 30 juillet 1836. Nous ne concevons pas que des journaux consciencieux reproduisent un article qu'ils avoient déjà publié il y a un an, et surtout qu'ils ne tiennent aucun compte d'observations faites dans le seul intérêt de la vérité. Il faut croire que c'est une surprise faite à leur bonne foi.

Nous n'avons point parlé dans notre dernier numéro d'une nouvelle donnée par les journaux d'Allemagne, parce qu'elle nous parut avoir

besoin de confirmation. Ils ont souvent répandu sur les deux archevêques de Cologne et de Gnesne bruits qui ne se sont pas vérifiés qu'il nous étoit permis d'être en garde contre leurs rapports. Mais aujourd'hui la nouvelle en question paraît bien confirmée.

M. Dunin, archevêque de Gnesne a quitté Berlin, le 3 octobre, sans prévenir le gouvernement. Il est rendu par le chemin de fer à Posen, où il a, dit-on, changé de bits. Son chapelain, M. Waller, est retourné seul à Berlin. Le prélat a trouvé des relais préparés sur sa route. Cette conduite de l'archevêque est d'autant plus incompréhensible, dit une lettre écrite de Berlin à la *Gazette d'Augsbourg*, que, à tout le monde le savoit, le gouvernement avoit l'intention de publier une notice générale pour toutes les personnes comprises dans les dernières querelles politiques et religieuses.

Cette intention du gouvernement a bien l'air d'avoir été imaginée comme un coup pour faire paroître la conduite de l'archevêque plus extraordinaire. Assurément si cette intention étoit connue de tout le monde, comme on le prétend, le prélat n'eût pas été si imprudent pour ne pas attendre ce moment. Mais voyant qu'on retenoit toujours à Berlin, qu'on ne lui répondoit rien, il a voulu braver son désir de se réunir à son troupeau et de reprendre ses fonctions. Nous ne voyons dans sa marche rien qui soit indigne de son caractère; c'est une protestation contre l'abus de la force et contre l'interdiction arbitraire.

Quoi qu'il en soit, le prélat est arrivé à Posen, le 4 octobre au soir, et s'est rendu à son église métropolitaine pour y faire sa prière. Il a dit la messe pendant deux jours sans être inquiété. On crut dans son pays que c'étoit la fin de la querelle qu'il avoit fait sa paix avec

gouvernement. Mais bientôt des orres arrivèrent de Berlin. Le gouverneur, M. de Flotwell, qui étoit absent, revint, et l'archevêque fut arrêté et conduit à Colberg en Poméranie. Il y est arrivé le 9, a été croué à la forteresse, et néanmoins il loge en ville, mais il est soumis à une surveillance très-sévère. On a arrêté à Berlin des personnes soupçonnées d'avoir favorisé le départ du prélat.

Tout cela n'eût pas mérité de faire tant de bruit, si on avoit eu réellement l'intention de publier une amnistie; mais qui peut croire à cette intention si tardivement annoncée?

POLITIQUE, MÉLANGES, ETC.

Les journaux qui par leur indulgence révolutionnaire et leur extrême facilité de principes ont le plus contribué au désordre moral qui afflige la société depuis dix ans, commencent enfin à sentir que leur œuvre n'est pas bonne, et qu'il est temps de chercher quelque remède au progrès du mal. Ce sont eux qui demandent aujourd'hui avec le plus d'instance qu'on avise aux moyens de renforcer la législation pénale, surtout à l'égard des repris de justice et des forçats libérés, qu'on ne cesse de rencontrer dans les entreprises audacieuses et les récidives de crimes.

C'est encore à cette classe d'individus qu'appartiennent deux attentats récents de caractère le plus grave et le plus alarmant pour la sûreté de Paris; et c'est aussi à ce sujet qu'on s'étonne dans les journaux dont nous parlons, de la facilité avec laquelle les réglemens de police sont journellement enfreints par les libérés des bagnes et les autres repris de justice, à qui le séjour de la capitale est interdit. Les inconvéniens qu'on signale sont principalement attribués à ce que les malfaiteurs émérites qui ont fait leur temps dans les maisons de détention et dans les bagnes, ont la permission de choisir leur résidence partout où il leur

plaît, à l'exception du département de la Seine, qui leur est fermé, mais dont le rayon si court leur permet de venir s'entasser sur la limite, et de s'introduire ensuite de là sans obstacle dans l'intérieur de Paris.

Il semble qu'un remède à cet abus ne doit pas être impossible à découvrir. Quand on se borneroit à exiger que chaque département garde ses malfaiteurs après leur libération, ce seroit déjà un grand point, assurément, pour celui de la Seine, que de n'être plus le réceptacle et l'égoût des quatre-vingt-cinq autres.

On s'étonne toujours de la quantité de forçats libérés et de repris de justice qui affluent et s'entassent dans la capitale. Mais souvent ils expliquent eux-mêmes aux tribunaux, quand ils reparoissent devant eux pour quelques nouveaux méfaits; ils expliquent pourquoi c'est Paris qu'ils préfèrent à toutes les autres résidences. Ils conviennent que la facilité d'exercer leur coupable métier et de se soustraire aux recherches, est ce qui les y attire. Et encore ne disent-ils pas tout; s'ils vouloient y mettre une franchise entière, ils ajouteroient que c'est la ville des émeutes; la ville des bonnes occasions et des chances heureuses; la ville où d'un moment à l'autre les prisons s'ouvrent à la voix de l'anarchie, pour renvoyer les malfaiteurs en triomphe au milieu de la société. Par là on apprendroit tout-à-fait à quoi ils rêvent, et à quoi les temps révolutionnaires permettent raisonnablement de rêver.

La matière dont il s'agit ici est d'autant plus sérieuse et plus digne de fixer l'attention de l'autorité, que nous touchons à une saison qui menace d'être rigoureuse, au moins sous le rapport de la cherté des subsistances; et que dans une ville telle que Paris, encore toute chaude de ses fermentations précédentes, les mauvaises passions politiques ne doivent pas être difficiles à rallumer. Aussi, pour ce qui concerne la sécurité de la capitale, ne croyons-nous pas exagérer les justes motifs d'appréhension en

nous contentant de dire que ses repris de justice et ses forçats libérés sont de trop.

PARIS, 16 OCTOBRE.

M. Vivien, conseiller d'état en service ordinaire, est nommé vice-président du comité de législation.

— M. Cousin, qui n'étoit plus admis à participer aux travaux du conseil d'état, vient de donner sa démission du titre de conseiller d'état en service extraordinaire.

— M. Dufour d'Antist, colonel en non activité, est nommé colonel au 3^e régiment de chasseurs, en remplacement de M. de Lafresnaye, maintenu dans la position de non activité.

— Le maréchal-de-camp, placé à la tête de l'école de Metz, prendra désormais le titre de commandant, au lieu de celui de commandant en chef qui lui étoit attribué.

— M. Périer, député de Trévoux, est parti pour l'Algérie.

— Le corps de la gendarmerie d'Afrique est porté à 708 hommes, y compris l'état-major, et à 448 chevaux. Cette légion est formée de quatre compagnies placées, comme nous l'avons dit, à Alger, Bouffarick, Constantine et Oran.

— La milice africaine a été réorganisée. Le recensement de cette milice, que l'on vient de terminer pour la ville d'Alger, divisée en trois bataillons, donne un total de 2.586 hommes. On s'occupe du recensement de la milice du massif divisée en quatre bataillons.

— Abd-el-Kader est toujours à Tlemcen.

— Arrivé le 13 juin à la Guadeloupe, M. Bourrousse de la Force, chef de bataillon, directeur d'artillerie dans cette colonie, est mort, le 9 août, de la fièvre jaune.

— Le ministère doit, dit-on, publier sous peu de jours une ordonnance pour affranchir des droits d'importation les machines à vapeur employées sur les bateaux à vapeur qui font la navigation internationale.

— Le général Hurel, chef d'état-major général de l'armée belge, a quitté l'armée pour retourner à Bruxelles.

— M. Horace Vernet est parti de Paris pour l'Egypte.

— Auguste Blanqui, l'un des commanditaires de l'affaire des 12 et 13 mai, n'a pas été arrêté. Avant-hier lundi, à 6 heures et demie du soir, la voiture publique de Bourgogne qui part de l'hôtel Daumesnil, rue de l'Hôtel-de-Ville, étoit retardée par un voyageur. Ce dernier, survenant avec cinq personnes, leur fit ses adieux avec hâte, et s'élança sur l'impériale. Le cocher mettoit la voiture en mouvement lorsque quatre agents de police, déguisés en voyageurs, le sommèrent d'arrêter. Les agents s'emparèrent du voyageur qui s'étoit trouvé en retard. Auguste Blanqui, ayant vainement crié : *Au secours ! Au secours ! patriotes !* il chercha à porter à sa bouche un corps étranger qu'il avoit caché dans sa main, et qu'on parvint à lui arracher. Pendant que les agents descendoient de l'impériale, Auguste Blanqui, d'autres agents s'emparèrent des cinq personnes qui étoient venues recueillir ses adieux. Ce sont les sieurs Hebert, Breton, imprimeur ; Winturon, graveur ; Ariste Bouvet, médecin ; Bois, rentier, et Costis, graveur. Ils ont été conduits à la Conciergerie.

— Blanqui avoit l'intention, dit la Gazette des Tribunaux, de se rendre en Suisse, mais informée de son départ, la police avoit envoyé des agents à toutes les gares, prises de diligences et aux bateaux de la Seine. Des médecins appelés pour examiner si quelques symptômes annonçoient chez Blanqui une tentative d'empoisonnement, n'ont rien constaté à cet égard.

— Hier matin, le chancelier et M. Riou, rapporteur de la commission d'instruction près la cour des pairs, ont procédé au premier interrogatoire d'Auguste Blanqui. On dit que cette arrestation hâtera la convocation de la cour des pairs pour statuer sur la seconde catégorie d'accusés des 12 et 13 mai.

— D'après les feuilles belges, le

nement français s'occuperait prochainement du chemin de fer de Paris à Bruxelles.

— On lit dans une feuille du gouvernement : « Au nombre des personnes qui ont souscrit en faveur des soldats de don Carlos, figure M. le comte de Caux. C'est par erreur que plusieurs journaux ont attribué cette souscription à M. le vicomte de Caux, lieutenant général et ancien ministre de la guerre. »

— Les allocations générales votées en 1857 et 1858 pour les travaux publics s'élèvent à 280.314.000 fr.

— Le ministre de la marine prépare, dit-on, un projet de code pénal maritime.

— Le *Moniteur Parisien* assure que M. de Mesgrigny, député, n'est pas nommé inspecteur-général des haras, comme on l'avoit annoncé.

— C'est le 20 que seront publiées les listes électorales, définitivement arrêtées, dans les 86 départemens.

— A partir d'aujourd'hui, la bibliothèque du Conservatoire des arts et métiers sera ouverte au public tous les lundis, mercredis, jeudis, samedis et dimanches, de dix heures à deux heures.

— Le pain est un peu diminué. Le prix de la première qualité est fixé, pour la deuxième quinzaine d'octobre, à 17 sous 2 liards les quatre livres, au lieu de 18 sous. La deuxième qualité est fixée à 14 sous 2 liards les quatre livres.

— Il paraît que l'assassin des demoiselles Decaux, qui avoit dit s'appeler Bordoir et être né à Bruxelles, a été reconnu pour le nommé Laubert, forçat libéré, né à Valenciennes.

— Un blanchisseur nommé Marion et sa femme, partis lundi matin pour faire leur tournée dans Paris, rentroient, dans l'après-midi, chez eux, cloître Saint-Marcel, où ils avoient laissé leurs deux enfans; ils n'en retrouvèrent qu'un. Leur fils, âgé de douze ans, avoit tué son plus jeune frère, en jouant avec un bâton que le malheureux Marion avoit été chargé à leur portée.

— M. de Rosny, ancien député et maire de Boulogne sous la restauration, vient de mourir.

— La caisse d'épargne de Paris a reçu les 13 et 14 la somme de 547,403 fr., et remboursé celle de 518,500 fr.

— Hier, la circulation a été interdite pour cinq jours aux voitures sur le Pont-Royal.

NOUVELLES DES PROVINCES

Il circule à Compiègne de fausses pièces de cinq francs.

— L'administration du domaine fera vendre le mois prochain la belle manufacture de glaces de Saint-Quirin, dans le département de la Meurthe.

— Le conseil-général du département du Nord ayant demandé que 1,181 hectares destinés à la culture du tabac dans ce département fussent répartis de manière que l'arrondissement de Valenciennes en obtînt une part, l'administration des contributions indirectes vient de repousser ce vote, l'arrondissement de Valenciennes ayant cessé dès 1820 de fournir du tabac à la régie, par la raison que son tabac étoit souvent de mauvaise qualité.

— Le chemin de fer d'Abscon à Douai a été livré le 14 au public.

— Le camp de Lunéville est dissous. Les escadrons de manœuvres du 1^{er} et du 2^e de carabiniers sont rentrés dans leurs quartiers.

— On croit que la navigation à vapeur entre Metz et Trèves sera ouverte cette année.

— On lit dans le *Journal de l'Eure*, du 12, qu'au dernier marché de Beuzeville, une centaine de personnes rassemblées à la halle ont voulu fixer le prix du blé. Déjà plusieurs mesures avoient été prises par des femmes au prix de 12 fr., au lieu de 14, lorsque la gendarmerie est venue rétablir l'ordre. Le procureur du roi et le juge d'instruction de Pont-Audemer étant survenus, ont fait arrêter deux individus.

— On a découvert, en creusant le canal d'Eu au Tréport, auprès des murs du parc du château, à six pieds du sol, plusieurs objets d'antiquités romaines.

— Les élections municipales du Mans ont commencé le 12. La 5^e section a nommé cinq candidats de l'opposition.

— Le *Courrier de la Sarthe* du 13 dit que l'instruction commencée sur les troubles du Mans ne contient des charges sérieuses que contre le plus petit nombre des individus incarcérés, et qu'on en relâchera prochainement un certain nombre.

— Un orage épouvantable a éclaté, la nuit du 10 au 11, sur diverses communes de Seine-et-Marne. La grêle a détruit presque entièrement la récolte des chasclas dans les communes de Thomery et de Champagne. Une partie de la récolte des vignes non encore vendangées, sur le territoire de Coulommiers et autres localités environnantes, a aussi été détruite. A Nemours, toutes les maisons exposées au couchant ont eu leurs tuiles et leurs vitres brisées par des grêlons d'une grosseur extraordinaire.

— Le 6, un orage a éclaté, dit une feuille d'Orléans, dans une partie de la Sologne. Cet orage, qui avoit fait peu de dégâts, s'est renouvelé le lendemain avec un vent impétueux et une grêle très-forte. Dans les communes de Méneestreau, Tigny, Jargeau, Chateauneuf, des toitures ont été enlevées. Les blés noirs (sarrasin), ont été bûchés.

— Dans la soirée du 11, un orage des plus violents a éclaté sur la ville de Limoges. Les éclairs se multiplioient avec tant de rapidité, les coups de tonnerre se succédoient avec un roulement si continu, que le ciel paroissoit être tout en feu. Des grêlons gros comme des noix, chassés par un vent impétueux, ont brisé les vitres des croisées et des devantures des magasins. Les alentours de la ville n'ont pas non plus été épargnés. Les jardins ont été saccagés et les blés noirs détruits.

— On lit dans l'*Hermine* de l'Etat que la presque totalité des per blessés pendant le malheureux incendie de l'entrepôt, sont aujourd'hui de l'Etat qui ne laisse rien d'alarmant. La souscription ouverte à la mairie de l'Etat, en faveur des victimes de l'incendie de l'entrepôt, s'élevait, le 14, à 5,435 c.

— M. de La Rochette, colonel d'artillerie, exerçoit le 12 son régiment dans la prairie à côté de Nantes, lorsque, à cause d'un étourdissement ou une attaque de plexie lui fit abandonner la bride du cheval. Ne sentant plus la main, le cheval prit le galop, et renversa son cavalier; mais un pied resté engagé dans son étrier, M. de La Rochette fut traîné par le cheval pendant environ 50 pas. Le 14, l'état de M. de La Rochette ne laissoit que fort peu d'espoir.

— Au château de Carheil (Loire inférieure), appartenant au marquis de Lin, une barge (monceau) contenant de 200 milliers de foin s'est tout à coup embrasée pendant la nuit. Tout le foin a été perdu. On ignore à quelle cause on peut attribuer cet accident.

— Le nombre des Espagnols réunis de l'armée de don Carlos va toujours croissant à Périgueux. Le 11, ils ont presque tous été réunis dans la cour de l'hôtel de la préfecture, où ils ont été harangués par un certain Martel de Lina, transfuge de leur camp. Il venait au nom de la reine Christine, offrir l'amnistie à tous ceux qui servoient l'armée du prétendant avec un grade inférieur à celui de capitaine, à la condition d'une soumission écrite. Plusieurs ont accepté, prévoyant le prochain d'une suppression de subsides en France. Beaucoup ont repoussé une proposition comme injurieuse. Quelques-uns ont même accueilli les paroles de l'envoyé de la régente.

— Un cultivateur nommé Favier habitant la commune de Viriat, près de (Ain), mordus à la fin de septembre

nragé, employa, au lieu d'ap-
nédecin, de ces moyens qui,
et, n'en sont pas moins accré-
les campagnes. Atteint d'hy-
le malheureux Favier est
de ce mois.

is la nuit du 5 au 6, la dili-
Grenoble à Marseille a versé, à
lienes de Sisteron. Deux per-
ir vingt ont été assez griève-
ssées.

Rhône est sorti de son lit à Avi-
envahi la ville pendant qua-
it heures.

service du chemin de fer de
lier à Cette a été provisoirement
à cause des dégradations
occasionnées les pluies violentes de
iers jours.

ans la nuit du 7 au 8, un incen-
léroré presque en totalité l'abat-
Toulon.

général Buget vient de mourir
nan.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

épêche télégraphique de Bayonne
du 14 annonce qu'Espartero,
Saragosse le 8, s'est arrêté à
le 9; que ses cinq divisions sont
ées à Muel; et que Cabrera l'at-
antavieja.

écrit de Segorbe (royaume
nce) qu'à la date du 30 septem-
route de Morella à Cantavieja
ouverte de troupes carlistes et de
militaires dirigés sur l'une et
ces deux places. Tout annon-
ces deux positions alloient être
es à outrance par l'armée de Ca-

sjournaux de Madrid s'étonnent
tero, entré dans l'Aragon avec
hommes, n'ait pas encore pu ré-
communications entre Sara-
la capitale, et que les courriers
ujours en retard sur cette route.
junte royaliste de Catalogne,
comte d'Espagne est président, a

publié une des plus vives proclamations,
pour annoncer la résolution de l'armée
et du peuple, de défendre la cause de
don Carlos jusqu'à la dernière extré-
mité.

— En apprenant la marche d'Espar-
tero sur l'Aragon, le comte d'Espagne
s'est hâté de détacher de son armée une
division de 6,000 hommes pour l'en-
voyer comme renfort à Cabrera.

Le roi des Belges doit quitter Bruxel-
les mardi dernier pour se rendre en Alle-
magne.

— Le gouvernement hollandais vient
de convoquer le conseil d'état, pour des
changemens à faire, dit-on, à la loi fon-
damentale.

— Les états généraux de Hollande se
réuniront le 21.

— Le prince Ernest et le prince Albert
de Saxe-Cobourg-Gotha sont arrivés le 10
à Londres.

— D'après un état qui vient d'être pu-
blié à Londres, l'augmentation du revenu
pendant l'année finissant au 10 octobre,
est de 1,713,971 liv. st. Elle porte princi-
palement sur les douanes.

— Le *Times* prétend que M. Jaudon
n'a pas encore terminé son emprunt pour
le compte des Etats-Unis.

— La nouvelle *Gazette de Zurich* assure
que le canton de Zurich n'a pas rompu
toute relation comme vorort avec Argo-
vie et Solcure.

— On médite en Suisse, en ce moment,
l'abaissement du niveau des lacs de Neuf-
châtel, de Bienne et de Morat, au moyen
du redressement des rivières de la Thielle
et l'Aar. Le projet remonte à 1816, et des
études complètes avoient été faites à cette
époque; elles n'ont été reprises que tout
récemment. Cette fois, il faut l'espérer,
le projet se réalisera; on gagnera plus de
50,000 arpens de terre sur les trois lacs
que nous venons de nommer, et on sera
à l'abri des inondations qui désolent pé-
riodiquement les cantons voisins des trois
bassins.

— La route du Simplon, qu'un vio-

lent orage avoit endommagée, a été réparée et rendue à la circulation le 7.

— Le journal officiel (*Bulletin des Lois*) du gouvernement de Bavière, du 28 septembre, contient la notification qui autorise le duc Maximilien de Leuchtenberg à remplacer dans ses armes de famille l'aigle impérial par le double aigle russe.

— Le congrès des négocians hanovriens qui devoit se réunir à Hanovre, n'a pas eu lieu.

— La diète de Francfort s'est réunie le 7 pour recevoir les lettres de créance du nouvel ambassadeur français, M. Deffaudis. Le lendemain, M. de Munch-Bellinghansen a donné un grand dîner diplomatique en son honneur.

— On dit que la diète de Francfort ne reprendra ses séances que l'année prochaine.

— Un journal annonce que le fils aîné du prince de Polignac vient de prendre du service dans l'armée bavaroise.

— Le marquis de Lansdowne, président du conseil privé d'Angleterre, est arrivé à Vienne.

— Le *Mercur de Souabe* dit que jamais il n'y a eu à Vienne de conférences sur les affaires d'Orient, et que le siège des négociations est à Londres; cette feuille ajoute que le meilleur accord règne entre la Russie et l'Autriche.

— Par une décision récente, l'avancement dans l'armée prussienne, des capitaines et des premiers lieutenans, ne sera plus, à l'avenir, déterminé par l'ancienneté; mais par les capacités, le zèle et la moralité.

— Le grand-duc héritier de Russie étoit attendu vers le 15 à Varsovie.

— La garde impériale qui a pris part aux manœuvres de Borodino, est répartie pour Saint-Petersbourg; les autres troupes retournent à leurs cantonnemens.

— Le journal russe d'Odessa annonce que l'armée du Midi se compose de 40,000 fantassins et 10,000 Cosaques avec 184 bouches à feu. Elle occupe la Bessa-

rabie et la ligne du Pruth et du Danube.

— La *Gazette d'Augsbourg* annonce d'après une lettre de Galatz (Moldavie) du 23 septembre, que l'activité anglaise continue chaque jour dans les ports russes de la Mer Noire. Ceux de Sébastopol et d'Odessa fourmillent de vaisseaux de guerre et de bâtimens de transport. Les armemens se font avec une rapidité extraordinaire. On croit que l'escadre pourra bientôt mettre à la voile.

— La ville de Giannina, en Albanie, a été la proie d'un incendie. On accuse des émissaires de Méhémet Ali d'être les auteurs de ce méfait.

— Les journaux de Smyrne jusqu'au 27 septembre donnent des nouvelles de Constantinople du 27. et d'Alexandrie. Les premières sont de peu d'importance. Celles d'Alexandrie offrent de l'intérêt à cause de la maladie du vice-roi. Le *Journal de Smyrne* exagère peut-être la gravité, mais qui, annoncée aux autres journaux par les correspondances allemandes et de Malte, ne peut laisser aucun doute.

— Le sultan a reçu en audience particulière l'envoyé du shah de Perse. Achmed-Pacha et le grand-visir assistoient à cette audience.

AU RÉDACTEUR.

Monsieur, il y a vingt ans, lorsque j'ai commencé à écrire, et que je publiai les *Lettres Vendéennes*, un article que comme celui que vous avez inséré dans l'*Ami de la Religion* du 3 octobre dernier, auroit froissé ma susceptibilité d'auteur. Aujourd'hui, je suis bien plus froid à cet égard; le temps qui en a fait tant de choses m'a appris la réfraction. Aussi, je ne réclamerais point dans l'article qui me fait vous écrire que vous n'attaquiez ma véracité; mon talent n'est pas tel; j'en ferois bon marché, et j'en ferois bon usage; mais ma véracité j'y tiens. C'est pour cette raison que je me suis mis à écrire l'histoire

L'article que contient votre excellent Journal sur les *Journées mémorables de la révolution française racontées par un de ses fils*, reconnoît, et j'en remercie

et l'auteur, que d'un bout à l'autre, on me trouve dévoué à la déplorant les fautes qui la perlevent avec une vertueuse indistincte les coupables manœuvres réelles, et flétrissant leurs succès m'exprimant partout comme un zélé défenseur, dont l'oubli nous a coûté si

quand j'ai pris la plume pour *Journées mémorables*, je ne m'attendre à une meilleure part mais je pouvois peut-être, dans les passages de la critique, espérer justice. Après avoir vanté l'esprit royaliste, et les excellens principes dans mon livre, l'auteur me demande où j'ai pris deux articles concernant Philippe-Egalité; l'un se passe dans la forêt de Villereys, et l'autre dans une loge de logeons. Où M. Walsh, s'écrie-t-il, a-t-il pris ces fables?

La question faite peut-être avec peine, je réponds : La première anecdote est dans le septième volume de Lacroix; la seconde, dans la *Monarchie révélée*, et dans un des ouvrages de l'abbé Barruel.

Je prie donc, monsieur, à votre service d'obtenir l'insertion de ma lettre dans votre prochain numéro de *la Religion*. Toutes les paroles que vous avez mises dans le journal que vous m'avez donné du poids, et le mot *fables* s'y trouvent être à votre insu.

Les *Journées mémorables* avec dix-huit articles sur ma table, Lacroix, Lacroix, Bertrand de Molleville, l'abbé Proyart, madame de Papon, Toulangeon, Ferriardhomme. Pour chaque jour, suite chacun de ces écrivains, dans leurs différens récits, je pèse les faits divers, et dans ma conclusion, dans mon impartialité, je termine chaque journée.

Et, dans aucun des historiens que j'ai cités pour ainsi dire mon con-

scil, je ne trouve à Philippe-Egalité de défenseur aussi chaud que mon critique. Si tant d'indulgence pour un si grand et si ignoble criminel provient de charité, c'est une vertu dont je ne me sens pas le courage.

Oubliant le titre de mon ouvrage, mon critique me reproche, de parler de moi, de mon père, de mes frères. Mais racontant à mes enfans, il est naturel, que demeurant dans le cadre que j'ai pris, je leur montre leur famille, leurs devanciers, au milieu des événemens que je leur redis sous le toit paternel.

Quand je peins une émeute, une révolte, un crime, je prends dans les différens livres qui m'entourent, les cris, les vociférations, les menaces de chaque parti, et je les mêle au tumulte de la multitude. Bertrand de Molleville, l'abbé Papon et Prudhomme sont ceux qui me fournissent le plus de détails pour ces grands et terribles tableaux.

Les discours que je mets dans la bouche des personnages de l'époque, c'est l'histoire qui me les a mis sous les yeux. Il n'y a point là d'imitation de *Tite-Live* et de *Tacite*.

Voilà, monsieur, comment je crois devoir répondre à la personne qui a critiqué les *Journées mémorables*. Comme je tiens à être bien jugé par vous et par vos lecteurs, j'ai pris la liberté de vous écrire cette trop longue lettre. L'auteur de l'article inséré dans l'*Ami de la Religion* se roit tort à mon ouvrage, si je ne m'élevois pas contre le mot de *fables*. Je l'ai écrit pour la jeunesse, et ce ne sont pas des *fables* que l'on doit lui donner.

Quand j'ai entrepris les *Journées mémorables de la révolution*, j'avois par-devant moi déjà bien des souvenirs recueillis depuis long-temps. Jeté de bonne heure hors de France, j'ai vécu dans l'émigration avec des hommes historiques, chez mon oncle le marquis de Choiseul, ancien menin de Louis XVI, et qui me tenoit lieu de père; là je voyois presque chaque jour M. le marquis de Bouillé, l'abbé de Lille, Rivarol, M. de Calonne,

le comte de Vandréuil, le marquis de Vandréuil, M. d'Hervilly. M. de Barentin, M. de Boisselin, archevêque d'Aix, le Père Beaugard, le prophète de Notre-Dame, et M. Ma'ouet. Jeune et ayant déjà le goût d'écrire, j'écoutois la conversation si pleine d'intérêt de tous ces hommes qui avoient été mêlés aux événements du temps, et je puis assurer mon critique que pas un seul d'entr'eux ne diminuoit par ses récits la profonde horreur que m'avoit inspirée, dès le collège, le duc d'Orléans, par sa lâcheté dans les journées des 5 et 6 octobre, et par son vote régicide.

L'avantage de vieillir, c'est d'avoir eu le temps de beaucoup éconter. J'ai éconter, je me suis souvenu; j'ai lu et j'ai redit. Et le tout à la plus grande gloire de Dieu

et à la plus grande haine de Agréer, etc. VICON 12 octobre.

Le Géant, Adrien

BOURSE DE PARIS DU 1
CINQ p. 0/0. 110 fr. 60 c
TROIS p. 0/0. 81 fr. 60 c.
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 10
Act. de la Banque 2810 fr. 0
Oblig. de la Ville de Paris 1
Caisse hypothécaire. 785 fr. 0
Rentes de Naples 103 fr. 05 c
Emprunt romain 103 fr. 12
Emprunt Belge 101 fr. 34
Emprunt d'Haïti. 500 fr. 00 c
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 32

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE
rue Cassette, 29

Librairie de **POUSSIELGUE-RUSAND**, rue Hautefeuille, 9,
de **PELAGAUD ET LESNE**, à Lyon.

MES DOUTES, ou Problèmes à résoudre sans algèbre et à l'aide du simple sens commun, suivis de diverses recettes propres à rendre la vue aux aveugles et l'ouïe aux sourds, par l'auteur d'un *Cours d'histoire*; seconde édition, 2 vol. in-32. Prix, 1 fr.

PROBLÈMES proposés à tous les âges et à toutes les conditions, extraits de la seconde édition de *Mes Doutes*; in-32. 20 c.

MOIS (nouveau) DE JANVIER, hommage à Jésus, sauveur du monde, par M. OUDOUX, curé du diocèse de Bourges; in-18. 60 c.

MOIS (nouveau) DE MARS, hommage à saint Joseph, par le même; deuxième édition, in-18. 60 c.

MOIS (nouveau) DE MAI, hommage à la sainte Vierge, par le même; in-18. 60 c.

Les trois ouvrages ci-dessus réunis sous le titre de *La sainte Famille*; in-18. 1 fr. 75 c.

HISTOIRE DU CLERGÉ DE FRANCE PENDANT LA RÉVOLUTION, d'après Barriel, Montjoie, Aimé, Picot, Guillon, l'abbé Sicard, Lacretelle, etc., et les

différens mémoires et journaux à la révolution, dédiée à bruschini, par M. R.;

CONNOISSANCE ET AMOUR DE JÉSUS, ou Méditation du Cœur, selon la méthode d'Ignace, accompagnées de réflexions sur le même sujet, *triduum* en l'honneur de la sainte Vierge et de Marie; in-18.

MÉDITATIONS, selon la méthode d'Ignace, sur les principales actions de la très-sainte Vierge et de saint Joseph; in-12.

VIE DE M. DE LANTAGES, par Sulpice, premier supérieur de Notre-Dame du Mont-Carmel; in-12.

MARIE HONORÉE DANS LES MOIS DE MARIE grec-latins les plus beaux morceaux de la sainte Vierge sur la sainte Vierge; in-18, 3^e édition

IMITATION (I) DE JÉSUS-CHRIST en méditations affectives par M. l'abbé *** A. M. D. G.

1 an	36
6 mois	19
3 mois	10
1 mois	3 50

On peut s'abonner des
et 15 de chaque mois. **SAMEDI 19 OCTOBRE 1839.**

Histoire de la vie et des travaux politiques du comte d'Hauterive, par M. le chevalier Artaud (1).

(Suite du N° 3183.)

Le ministère français avoit reculé devant l'exécution du concordat de 1817; il s'étoit préoccupé de quelques clameurs, exagérées peut-être par un esprit d'opposition qui déjà s'essayoit à affaiblir la religion et la monarchie. Il résolut de négocier un nouveau concordat, et M. Portalis fut envoyé à Rome à cet effet. On ne pouvoit comprendre à Rome qu'un traité débattu pendant deux ans, souscrit de part et d'autre, ratifié par les deux puissances, pût rester sans exécution. Cependant Pie VII consentit à des modifications, mais il voulut avoir l'avis des évêques de France. Il adressa le 10 octobre 1818 au cardinal de Périgord un bref où il lui parloit des propositions du gouvernement français, et le prioit de consulter ses collègues, ne voulant rien décider sans leur avis. Ce bref choqua d'abord Louis XVIII; le pape, disoit-il, a l'air de décliner les déterminations de mon conseil, et fait entrer les évêques dans une discussion à laquelle ils n'avoient pas pris part jusqu'ici. Le prince fit appeler d'Hauterive, qui lui parla en ces termes :

« Il me semble que le roi peut regarder ce débat comme fini. Je ne l'examine pas, de Paris : je me suppose à Rome, et

(1) Un gros volume in-8°, deuxième édition. Prix : 7 fr. 50 c., et 9 fr. 50 c. franc de port. Au bureau de ce Journal.

L'Ami de la Religion. Tome CIII.

comme je me suis beaucoup occupé de ces questions dans des temps que la délicatesse de Votre Majesté ne rappelle jamais, je me constitue, à moi, une sorte d'intuition politique, et j'examine ce que pensent, ce que doivent penser le pape, le cardinal Consalvi et ceux qui les entourent. Ici on veut abattre tout ce qui a été fait pour réédifier le sacerdoce; là on veut, autant que possible, ne pas désunir ce qui a été fait de ce qui se prépare. Quelle est la situation de la cour romaine? Elle me paroît, cette cour, environnée d'une auréole de gloire. Que d'habileté à propos, puisqu'on a esquivé Venise, Gratz, Vienne ou toute autre réclusion en 1800? En écoutant les paroles du consulat en 1801, on a échappé pendant plusieurs années à un danger certain. Lorsque les périls de la position nouvelle se sont étendus, de quel courage n'a-t-on pas été animé pour supporter la persécution, pour l'enchaîner au point d'exiger d'elle-même et d'obtenir le retour dans les états de l'Eglise? Tout cela est incontestable. Il y a des circonstances où un seul négociateur fait convenablement le devoir des deux parties. Rome, dans cette question, manifeste un sentiment raisonnable auquel nous devons nous rendre.

« L'Europe n'a pas vu sans applaudissement, ni sans admiration, de tels calculs. D'ailleurs Rome est plus puissante qu'on ne croit. L'Europe protestante, tout en la surveillant, respecte le chef du culte catholique. L'Europe catholique veut, en général, des concordats libéraux. Les deux Europes soutiendroient les résistances qui contrarieront le nôtre, auquel nous imprimons plus ou moins la couleur du moyen âge. Que peut faire le roi contre l'Europe ainsi déguisée? De Rome on s'adresse, pour cette fois, aux évêques : ce n'est pas là une pensée humaine, c'est

• une pensée divine qui cicatrise toutes les blessures. Il y a là une nuance d'égards que les hommes long-temps maltraités peuvent, en se méprenant, si l'on veut, appeler d'un nom plus flatteur : l'orgueil blessé est si prompt à se consoler ! Le roi fait très-bien d'attendre M. de Richelieu, ce grand ministre si intègre, dont la parole est un traité. Avec cela, tenons-nous prêts à agir le lendemain de son arrivée ; je le répète au roi, l'affaire est finie, et bientôt, si on le veut à Paris. Comme on apporte, à la remise du bref, des délais qui se prolongeront peut-être, l'affaire pourra ne se terminer que dans trois mois, dans huit mois ; mais je pense qu'elle se terminera uniquement sur les bases proposées aujourd'hui. Je suis un ancien ami des doctrines du duc de Choiseul, qui avoit été ambassadeur à Rome ; il disoit : *Rome est si habile, si clairvoyante, si forte ; dans cette ville, les partis sont si prompts à se réconcilier, qu'en vérité, d'est toujours elle, au milieu du dédale des négociations, qui indique unanimement du doigt l'issue que beaucoup d'autres cherchent sans la trouver.* Ce système d'unité qu'on y suit, commence à faire sa part d'autorité, qu'elle établit sur un petit nombre de paroles significatives ; ensuite, une fois l'unité sauve, cette cour, essentiellement modératrice, entre dans les intérêts de celles avec lesquelles elle traite, ne chicane pas sur des complaisances de mère tendre. De là, sire, ce phénomène d'une puissance long-temps contendante qui prend tout à coup le parti d'un adversaire ; de là ce bref qui apaise nos évêques que vous avez un intérêt d'honneur à apaiser, qui rend hommage à leur fidélité, et qui perpétue, dans le clergé français, des traditions de dévouement pour votre éternelle maison de Bourbon.

Louis XVIII fut frappé de tout ce qu'il y avoit de raison et de sagesse dans ce langage, et ne congédia le diplomate qu'après lui avoir témoi-

gné sa satisfaction de la mani-
plus bienveillante.

Nous ne parlons pas de qu-
mémoires d'Hauterive sur des
tions de diplomatie. En 18-
composa, mais pour lui seul, u-
vrage intitulé *Théodicée* ; c'es-
M. Artaud, une explication des
trines qui établissent la puissan-
Dieu en réfutant le panthéisme
teur prouve que l'homme est
il définit l'homme, les organ-
nature de l'ame ; il rappelle les
ses écoles de métaphysique ;
mande si l'homme est capa-
trouver la vérité, et il montre
lorsqu'il la cherche de bonne-
la trouve. A la même époque
tiennent *Quelques conseils à un*
voyageur, et *Conseils à des sur-
raires*. Dans le premier, l'a-
cite les belles instructions de C-
à son fils.

Le passage suivant d'un t-
adressé par d'Hauterive à M. F-
lis, alors chargé du portefeuille
affaires étrangères, peut, dit M-
taud, être regardé comme son t-
ment religieux :

• J'aime à observer ici, comme
lique et français, que les idées sub-
ves qui, à l'époque de la révolution
toient en quelque sorte acharnées
les principes d'ordre, pour les affoi-
pour les détruire, avoient été, de
toutes successivement discréditées
leur audace même et par leur excès,
bord en France, et ensuite partout
langue française est entendue et
prise. Les avantages comparatifs que
catholicisme présente dans son organi-
tion, dans le mécanisme de sa hié-
archie, dans l'unité, dans l'uniformité et
constance de sa direction, dans l'invu-
lérabilité de ses pratiques et de ses points
de croyance, ont, peu à peu, fait péné-
jusqu'au sein même des communions

des opposantes, le regret d'une séparation plus fatale pour elles que pour nous; éparation que certainement les mêmes causes seroient aujourd'hui bien loin de pouvoir produire, s'il avoit plu à la providence de reculer, jusqu'à l'époque actuelle, le temps où ces causes ont été mises en action par des jalousies et des haines maintenant assoupies, et pour des motifs qui sont devenus sans objet. Je n'ai pas jusqu'à dire qu'il soit résolu ou qu'il doive résulter, de ce changement heureux dans les sentimens et dans les opinions des dissidens, aucune démarche prochaine pour un retour vers le centre commun; mais je crois que le vœu est caché au fond des cœurs, et si les causes puissantes et toujours pressantes qui ont produit ce vœu, n'ont pas eu assez de force pour enhardir sa manifestation et pour le généraliser, je ne crains pas d'être contredit en affirmant que ces causes ont assez d'efficacité pour affaiblir partout une animosité, une aigreur et des ressentimens qui tendent tous les jours à s'éteindre. J'aurois à présenter sur ce sujet plusieurs considérations, je me contente d'ajouter ces mots : « Les malheurs sans exemple que dans ces derniers temps le Saint-Siège a eu à subir, et la courageuse patience avec laquelle ils ont été supportés par le pontife et par le clergé vertueux qui a partagé ses souffrances, ont mérité à l'un et à l'autre l'estime, l'admiration et la vénération de toutes les communions. Ainsi, dans cette tempête où le monde a vu le naufrage de tant de grandeurs, aucune n'a lutté avec une plus honorable persévérance, aucune encore n'a succombé, ne s'est relevée avec une plus noble et une plus modeste dignité; et l'on peut dire, sans crainte de se voir démenti, que de toutes les puissances morales du temps, le Saint-Siège est aujourd'hui la plus généralement et la plus sincèrement respectée. »

Il y a dans ce passage, et surtout dans la conclusion, la sagacité d'un observateur éclairé et profondément

religieux. M. Artaud remarque avec raison que ce langage montre que d'Hauterive ne partageoit point les idées des membres de l'Oratoire accusés de peu de déférence pour le Saint-Siège. L'historien raconte ainsi les derniers momens de la vie de son ami :

« Le terme de la vie d'Hauterive approchoit. Il pensoit depuis long-temps, comme tous les catholiques, aux obligations qu'il avoit à remplir. Le 25 juillet 1830, il se sentit plus affaibli, une douloureuse insomnie avoit diminué ses forces. Il fit appeler M. l'abbé Desjardins, son ancien ami, qui étoit alors au château de Conflans, avec M. l'Archevêque de Paris. M. Desjardins, l'une des lumières du conseil du diocèse, accourut à la voix d'un homme qu'il révéroit depuis beaucoup d'années. Mais les premières attaques de la révolution de juillet avoient entouré les barrières de dangers pour un prêtre. M. Desjardins, insulté, n'échappa qu'à peine à ces dangers. Les enfans adoptifs d'Hauterive, Auguste de Lamantille, et sa femme, voyant, contre toutes les prévisions des médecins, le mal empirer, envoyèrent chercher M. Gallard, curé de l'Assomption. Celui-ci se présente, trouve dans le malade un catholique fervent, qui sollicite avec tendresse son assistance, et les secours que la religion administre aux mourans. Peu d'instans après, des salves de mousqueterie et d'artillerie se faisoient entendre. Hauterive en demanda la cause. Sa fille lui répond, pour ne pas l'affliger, qu'on célèbre des fêtes en l'honneur de la prise d'Alger. Le malade relève un instant la tête, et dit : « C'est un grand fait d'armes qui couvrira de gloire la maison de Bourbon. » Le mourant prenoit, malgré sa modestie, quelque part à ce triomphe. Il avoit composé plusieurs mémoires pour conseiller l'expédition. Ce fut peu de temps après avoir prononcé ces mots, et dans la matinée du 28 juillet 1830, qu'Hauterive ex- »

phra. Les barricades ne permirent pas pendant plusieurs jours qu'on osât penser à l'inhumation. Sa famille et ses amis ne purent lui rendre les derniers devoirs que le 2 août. »

Cette analyse donnera une faible idée de l'ouvrage de M. Artaud. Il n'y peint pas seulement d'Hauterive, il fait passer en revue les personnages les plus distingués de l'époque; il raconte sur eux des anecdotes peu connues. On y trouvera mentionné entre autres le projet de Napoléon de se proclamer empereur d'Occident. On y apprendra à quel danger le duc d'Angoulême échappa après sa capitulation dans le Midi, en 1815, et quels conseils empêchèrent l'empereur de se porter à un nouvel excès semblable à celui dont le duc d'Enghien avoit été victime. Il y a d'autres particularités curieuses sur l'empereur Alexandre, sur Louis XVIII, sur Charles X. Dans tout cela, on reconnoît le diplomate bien instruit de l'histoire de son temps, l'écrivain plein de tact et de goût, et le Français dévoué à l'honneur de son pays.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

ROME. — La pieuse société formée pour secourir les orphelins du choléra, a tenu le 6 août sa première réunion générale. M. Camille di Pietro, archevêque de Beryte, lut un discours sur l'origine et les progrès de l'œuvre. Il résulte du rapport que le prince Pompée Gabrielli a publié sur l'état de l'œuvre en 1838, que cette année-là 441 orphelins ont été secourus, savoir 231 filles et 210 garçons. La dépense a été de 8,982 écus romains. 792 personnes sont inscrites parmi les souscripteurs. On a pu faire des économies pour les années suivantes. Le Saint-Père, qui avoit d'abord envoyé 1,000 écus comme

don extraordinaire, a renouvelé puis cette largesse. Rome s'est montrée, dans cette circonstance d'être le centre de la charité comme de la religion.

Dans la séance de l'Académie Religion catholique du 5 septembre M. Pigliacelli, professeur de morale et de droit canon à la Propaganda, lu une dissertation pour laquelle combien l'esprit d'innovation de notre siècle est travaillé peut être appliqué à la religion et aux mœurs.

Le prélat Secondien Bracciatelli, attaché à la secrétairerie d'État, est mort le 28 septembre, malade de secours de la religion. Il étoit né à Corneto en 1801, étudia au séminaire de Montefiascone, et ayant été donné prêtre, vint à Rome, et se livra à l'étude des lois. Il occupa des premiers postes à la secrétairerie de la congrégation du concile. En 1832 on l'envoya à Vienne comme auditeur de la nonciature; il tra dans cet emploi autant de zèle que de lumières. Appelé en 1838 à la secrétairerie d'État comme rédacteur, il y fit preuve également de capacité et laisse de vifs regrets parmi ses collègues et ses amis.

PARIS. — Quelques personnes ont remarqué des lenteurs du rétablissement de M. l'Archevêque; mais ces lenteurs sont inévitables d'après la nature de la maladie du prélat, maladie déjà ancienne et compliquée. Depuis les derniers moyens pratiqués, l'état de la santé du prélat s'améliore sensiblement, et il y a tout lieu d'espérer que ce mieux ira en croissant. M. l'Archevêque est de retour à Paris depuis mercredi.

M. l'abbé Paysant, grand-vicaire de Bayeux, nommé à l'évêché de Metz, est arrivé samedi dernier.

ris, et les informations d'usage ont eu lieu les premiers jours de cette semaine. On se rappelle que l'hiver dernier, il avoit été question de lui pour l'évêché de Digne ; sa nomination paroissoit même arrêtée, mais les incertitudes qui survinrent peu après sur la situation du ministère et les changemens de ministres qui suivirent, firent perdre de vue les besoins du diocèse de Digne. M. l'abbé Paysant continua d'exercer ses fonctions à Caen où il est grand-vicaire depuis 21 ans, d'abord avec le titre de pro-vicaire-général, et comme grand-vicaire officiel depuis 1831. Ce fut M. Brault, évêque de Bayeux, mort depuis archevêque d'Alby, qui fit entrer M. l'abbé Paysant dans l'administration. Le choix d'un prélat si bon appréciateur du mérite a été parfaitement justifié par le zèle, l'activité et les talens du respectable grand-vicaire. M. l'abbé Paysant a toujours résidé à Caen, ville plus importante, plus centrale, et siège de l'administration civile ; c'est là que pour la plus grande commodité d'une bonne partie du clergé se traitent beaucoup d'affaires du diocèse. Seulement M. l'abbé Paysant alloit une fois par semaine à Bayeux rendre compte à M. l'évêque et prendre ses ordres. Tous les prélats qui se sont succédé à Bayeux lui ont accordé leur confiance, et M. l'évêque actuel lui témoigne la même estime. M. l'abbé Paysant a rendu bien des services au diocèse. Il a beaucoup contribué à pourvoir les communes de presbytères qui manquoient en beaucoup d'endroits. Il a toujours vécu en bonne intelligence avec les préfets de son département qui ont apprécié son expérience et son tact pour les affaires. De plus, les soins de l'administration ne l'empêchent pas d'exercer le ministère et de diriger plusieurs communautés. Le diocèse d'Angers se félicitera donc de la nomination d'un ecclésiastique si propre à le consoler de la perte qu'il a faite.

Il paroît bien certain que M. l'évêque du Puy, auquel l'archevêché d'Auch avoit été proposé, a refusé. On assure aussi que M. l'évêque d'Arras, auquel on avoit offert l'archevêché de Lyon, après la mort de M. le cardinal d'Isoard, a témoigné sa ferme résolution de ne pas changer de siège. C'est au moins le troisième archevêché que ce respectable prélat refuse.

Nous avons déjà prévenu qu'il ne falloit pas confondre un écrivain nommé M. A. F. James, auteur d'un *Dictionnaire de la Bible*, d'une *Histoire de l'ancien et du nouveau Testament*, et d'autres ouvrages historiques, avec M. l'abbé Jammes, archidiacre et grand-vicaire de Paris. Cependant celui-ci reçoit journellement des lettres et des réclamations au sujet des ouvrages publiés par son homonyme. Il prie de nouveau que l'on veuille bien se souvenir qu'il est totalement étranger aux travaux et aux spéculations de M. A. F. James. Nous espérons que ce dernier ne nous saura pas mauvais gré de cette annonce, et que sa loyauté travaillera à prévenir une confusion de noms que le titre d'abbé qu'il prend, tend à favoriser.

M. l'évêque d'Orléans, après la retraite pastorale et les soins à donner à l'administration générale du diocèse, a voulu visiter les principales villes de son diocèse. Le lundi 7, le prélat arriva à Sully-sur-Loire ; la gendarmerie avoit été à sa rencontre à quelque distance de la ville. A l'entrée du faubourg Saint-Germain, M. Boulet, adjoint, accompagné du conseil municipal et escorté des pompiers, complimenta le prélat, qui répondit avec beaucoup d'à-propos et d'affabilité. Le clergé arriva peu après ; M. le curé de Sully étoit assisté des curés du canton. On se rendit en procession à l'é-

glise paroissiale de Saint-Ythier. La population se pressoit pour voir le prélat et recevoir sa bénédiction. A la porte de l'église, M. le curé présenta à M. l'évêque l'eau bénite et l'encens, et lui exprima la joie de ses paroissiens; M. Morlot répondit avec bienveillance, et fut conduit sous le dais jusqu'au sanctuaire. Après avoir fait sa prière, il monta en chaire, et adressa aux fidèles qui remplissoient l'église une allocution toute empreinte d'affection, de sagesse et de piété, et propre à ranimer la foi de quelques chrétiens un peu endormis quant à la pratique de la religion. Il donna ensuite la bénédiction du saint Sacrement. Le lendemain matin, le prélat dit la messe pour les paroissiens de Saint-Ythier, et plusieurs personnes y communierent. Il félicita M. le curé et les marguilliers sur les travaux faits pour la restauration de l'église, qui a été dallée en asphalte; les compartimens du chœur forment surtout un bon effet. Le même jour, le prélat visita Saint-Paul et Saint-Benoît, où existent encore des restes précieux d'antiquités. Le mercredi matin, il continua sa tournée épiscopale, et se dirigea vers Gien, visitant les paroisses qui se trouvoient sur la route.

Une somme de 2,000 fr. vient d'être accordée par le gouvernement pour la restauration d'une jolie église, celle de Sainte-Gertrude, près Caudebec, laquelle étoit depuis long-temps abandonnée. Les habitants ont de leur côté ouvert une souscription pour contribuer aux dépenses de réparations.

Deux forçats libérés, en résidence à Reims, s'étoient absentes momentanément de la ville, sous prétexte d'aller prendre part aux travaux des vendanges. Ils se sont introduits la nuit dans l'église de Sommepey, arrondissement de Sainte-Menehould,

en brisant une fenêtre, ont enlevé les cierges pour distinguer leur pouvoit être une proie facile, et ont enlevé les sacrés, des burettes, des beaux, etc. Revenus à Reims, ont voulu échanger leur butin contre des espèces sonnantes; mais noncés par le revendeur auquel s'étoient adressés, ils ont été arrêtés.

Dans la nuit du 14 au 15, un audacieux a été commis dans l'église de Beaufort, près Maubeuge. Les voleurs se sont introduits en brisant quelques vitres d'une fenêtre, ont ouvert le tabernacle, et en ont enlevé l'ostensoir et le ciboire. Ils ont cependant laissés sur l'autel les croix en or qui décorent le tabernacle, et les reliques. Les croix en or qui décorent le tabernacle, ont seules été enlevées. On ne connoît point les auteurs du vol.

L'adroit escroc Frenzel, qui s'étoit échappé après avoir été arrêté à Paris et à Evreux, a été également arrêté à Strasbourg. Nous avons raconté précédemment qu'il avoit été arrêté à Haguenau d'après les indications données par notre Journal. Les feuilles publiées par le journal qui servent à déjouer les projets du clergé de Haguenau, dont la commune avoit accordé l'hospitalité à l'individu. Transféré à Strasbourg, Frenzel sortoit le mercredi 9, du département du juge d'instruction, lorsqu'il a senti un besoin, entra dans un cabinet de toilette, et ferma la porte après lui. Les soldats ignoroient que ce cabinet avoit une autre issue par laquelle l'alerte fripon est parvenu à s'échapper. On a couru après lui, et on ne l'a pu saisir qu'il avoit encore réussi à tromper quelques personnes; mais on ne peut encore se saisir de lui. Il faut

au moins qu'il n'aura pas emporté les 1,000 fr. volés par lui à Evreux, et qu'on lui a trouvés à Haguenau. On doit donc engager les curés et les supérieurs de communautés à se tenir en garde contre les belles paroles de cet insinuant et hardi personnage.

Le village de Guin, en allemand Dudingén, près Fribourg en Suisse, n'est guère visité par les voyageurs. Il s'y est passé cependant des choses qui mériteroient l'attention et l'intérêt des hommes religieux. La paroisse compte environ quatre mille âmes. Elle avoit il y a quelque temps beaucoup de pauvres, et l'église menaçoit ruines. Le curé souhaitoit extrêmement soulager ses pauvres, et mettre son église en bon état. Il commença par les pauvres, rassembla ses paroissiens, leur représenta la détresse des malheureux, et proposa de se les partager, particulièrement les enfans. D'abord cette proposition étonna. Le curé laissa le temps de la réflexion, et revint là-dessus le dimanche suivant en chaire. Il dit à cet égard des choses fort touchantes. Il n'y eut qu'une voix pour adhérer à sa proposition. Sur-le-champ, on se partagea les orphelins, et il n'y en eut pas assez pour tous ceux qui en demandoient. Ces enfans sont restés aux foyers qui les ont reçus; quelques-uns ont été définitivement adoptés; partout les protecteurs sont devenus des pères.

Après cela, on a songé à l'église; elle est actuellement belle et spacieuse; elle a coûté plus de 100,000 f. suisses, et la paroisse n'a que 4,000 âmes. Il y existe une confrérie de tous les habitans qui ont fait le pèlerinage de Rome. Quand l'un d'eux arrive ou part, on se réunit à l'église pour remercier Dieu ou pour implorer son secours. Les parens et les amis prient de tout leur cœur. Ces prières soutiennent le pèlerin pen-

dant son voyage. Il s'acquittera de son pèlerinage avec joie et zèle, et reviendra bientôt goûter le repos au milieu des siens.

Les deux journaux de Gand, dont nous avons parlé, continuent à harceler leur respectable évêque, et à essayer de jeter la division dans le clergé. M. Sonnevile, vicaire-général de Gand et archiprêtre, autorise l'*Organe de Flandres* à donner un démenti à un article du 10 octobre, rapporté dans le *Journal des Flandres* et dans le *Vaderlander*, relatifs à la réunion ordinaire des curés de la ville de Gand. Il est faux que les propositions formulées dans le *Journal des Flandres* aient été discutées ou mises en avant; il est faux qu'un curé de la ville ait été en désaccord avec ses collègues à ce sujet; il est encore faux qu'on ait songé à faire la déclaration dont le *Journal des Flandres* entretient ses lecteurs. M. l'archiprêtre regarde lesdits articles des deux journaux comme injurieux à son évêque et aux dignes curés de la ville, et il déclare ne pouvoir assez exprimer son indignation contre la dernière phrase de l'article du *Journal des Flandres*, conçue en ces termes : « MM. les curés ont cru devoir faire cette déclaration, parce que l'*Organe des Flandres*, étant recommandé par M. Delebecque, pourroit sur ce point induire quelques personnes en erreur. »

Une cérémonie pieuse a eu lieu le jeudi 10 au couvent des Sœurs de la Charité à Saffelaere, en Belgique. Une jeune personne, anglaise de naissance et âgée de vingt ans, y a fait abjuration des erreurs de l'église anglicane, dans laquelle elle avoit été élevée, et a reçu le baptême. Née hors du sein de l'Eglise catholique, elle avoit résisté aux exhortations de ses dignes maîtresses, pendant les six mois qu'elle avoit passés dans ce cou-

vent, où elle s'étoit rendue de Bruxelles pour apprendre la langue française, qui lui étoit totalement étrangère. Mais à peine eut-elle quitté cette maison, que, livrée à elle-même, ses réflexions, le souvenir des vertus qu'elle avoit vu pratiquer par ces saintes filles, et les conseils d'un sage ecclésiastique de Namur, M. le chanoine Collard, ont achevé sa conversion.

La jeune néophyte a montré pendant toute la cérémonie du 10 la plus profonde conviction. Des larmes d'attendrissement coulèrent de tous les yeux, quand le vertueux successeur de M. Triest, M. le chanoine de Decker, prononça de l'autel une exhortation analogue à la fête. La jeune Anglaise étoit assistée par M. Lacroix, ancien missionnaire aux Etats-Unis, qui a reçu son abjuration faite en anglais. C'est M. de Decker, supérieur des Frères et Sœurs de la Charité, qui lui a administré le baptême; il lui servoit en même temps de parrain. Mademoiselle Augusta avoit choisi pour marraine madame Fr. Vergauwen, de cette ville.

Le chanoine Stark est mort à Augsbourg, le 8 mars dernier, après avoir reçu tous les secours de la religion. Il étoit né dans cette ville le 22 février 1771, fut élevé dans la piété, et montra de bonne heure du goût pour les études où il s'est distingué. Mais, quel que fût son attrait pour les sciences naturelles, il fit sa principale occupation de l'étude de la théologie, persuadé que quand on veut bien lire dans le livre de la nature, il faut avoir bien étudié la révélation. Tel étoit aussi le sentiment de Roger Bacon, pieux disciple de Saint-François, et célèbre par ses recherches sur les sciences naturelles. Stark ont s'aider des découvertes déjà faites, et en fit des applications nombreuses et variées. Ses observations astronomiques le

mirent en grande réputation dans pays étrangers. L'Académie des sciences de Munich le nomma un de ses membres, et d'autres sociétés savantes se l'adjoignirent. Le roi de Bavière lui donna la croix de l'ordre de Saint-Michel, et le grand-duc de Hesse le nomma commandeur de l'ordre du Mérite. D'autres princes lui accordèrent des distinctions honorables. Stark, en mourant, laissa ses instrumens astronomiques et sa bibliothèque au couvent des Bénédictins de Saint-Etienne.

Cet article est tiré d'une notice qui a paru dans la *Sion d'Augsbourg* et qui a été reproduit par les *Annales* de M. de Luca.

Les protestans se vantent d'avoir établi pour la propagation du christianisme une imprimerie en Chine à Macao; une à Singapore, dans l'île de Malacca; une fonderie de caractères dans l'île de Java; une imprimerie à Bangkok dans le royaume de Siam; une dans le pays de Siam; une imprimerie compositrice et une fonderie dans le pays des Birmans; une imprimerie à Treboul chez les Karens; une à Lodiak, dans l'Inde septentrionale; une à Alibad; une à Cuttack; une imprimerie composée de huit presses, avec fonderie, à Madras; une imprimerie et une fonderie dans l'île de Ceylan; de même à Bombay; une imprimerie dans les îles Sandwich; une imprimerie ou plusieurs dans l'Afrique du sud; une imprimerie aux îles de la Mer des Palmes; une à Beyruth, en Syrie; une à Ooroomiah, en Perse; une imprimerie et une fonderie à Smyrne; une imprimerie et une fonderie à l'île de Syra, en Grèce; une imprimerie à Athènes; une imprimerie chez les Chiroquois, dans l'Amérique septentrionale; de même chez d'autres Indiens de l'Amérique septentrionale.

POLITIQUE, MÉLANGES, etc.

Les journaux de l'opposition exploitent l'affaire de M. Cousin. Voici en abrégé ce qui s'est passé. M. Cousin a été rayé du tableau des conseillers d'état en service extraordinaire. Piqué, il a envoyé sa démission au ministre, et en même temps il a adressé aux journaux une lettre pour se plaindre de la radiation comme d'une injustice. C'est-là qu'il dit qu'un titre vain ne pouvoit lui convenir. Le *Moniteur parisien* a répondu par une note qui nous apprend que depuis 1833 M. Cousin n'avoit assisté qu'une fois au conseil, et il demande s'il y a un titre plus vain que celui qu'on a porté pendant six ans sans en remplir les fonctions. M. Cousin a répliqué par une bien longue lettre qui ne nie pas le fait, et qui cherche à l'excuser comme il peut. A dire vrai, nous qui ne sommes point les amis de M. Cousin, et qui n'avons non plus contre lui aucun ressentiment, nous trouvons que sa réplique n'est ni concluante ni modeste. Il paroit que sa philosophie ne lui a pas appris à supporter avec sang-froid sa disgrâce, dont cependant d'autres places avec de bons appointemens devroient le consoler.

A la manière dont les écrivains libéraux expliquent et comprennent la position de don Carlos, il est aisé de voir que les peuples souverains n'ont nullement renoncé à leur prétention de décider du sort des rois, et de les juger selon le droit commun, sans aucune distinction de rang ni de naissance; comme les faibles particuliers, enfin. Il y a longtemps que nous prévoyons les suites naturelles de ces abaissemens de la royauté. A force de la montrer aux yeux du vulgaire dans cet état d'avilissement et de dégradation, il est impossible que toute grandeur ne descende pas, que toute dignité ne disparoisse pas des idées. Jusqu'à ce qu'enfin il n'y ait plus moyen de rien relever qui soit assez imposant pour pouvoir rester à la tête de l'ordre social.

Quand il n'y auroit que cette considération, les pouvoirs qui conservent encore quelque force, ne sauroient trop se hâter de l'employer à combattre cette tendance des esprits, et à soutenir la souveraineté royale contre la souveraineté populaire. Il y va de leur propre vie, puisqu'il n'existe réellement entre les royautés qui tombent et les royautés qui restent debout, que la différence d'un revers et d'une mauvaise heure; et que le mépris qu'on tolère dans le peuple envers les unes, le conduit nécessairement au mépris envers les autres.

Une scène qui est restée célèbre dans les annales de nos premières assemblées révolutionnaires est celle du *baiser Lamourette*. On sait à quoi se rapporte ce fait historique : Saturne commençoit à dévorer ses enfans, et les philanthropes de l'époque ne comprenoient rien à ce mode de régénération. A la vue de cet état de choses, le député Lamourette se sentit pris d'un beau mouvement de sensibilité fraternelle; et à force de remontrances sur la paix et l'union suivies de la concorde et de la tranquillité, il provoqua cette scène d'attendrissement dont nous parlons, et où tous les partis jurèrent en s'embrassant avec effusion, de ne plus former qu'un cœur et une ame, qu'une famille de frères et amis; ce qui n'empêcha pas l'édifiante famille de se prendre aux chevaux dès le lendemain; ce qui n'empêcha pas le 10 août d'arriver un mois après, et les journées de septembre de le suivre à peu distance.

Une parade tout-à-fait semblable à celle du *baiser-Lamourette* vient d'avoir lieu à Madrid dans l'assemblée des cortès. Un des ministres de Marie-Christine n'a eu besoin, pour conjurer un orage parlementaire, que d'ouvrir les bras aux plus fougueux et aux plus emportés de ses ennemis. Ils s'y sont précipités en foule comme par un mouvement électrique; c'étoit à qui le presseroit le plus fort sur son cœur, à qui jureroit de vivre le plus sincèrement en paix et en bonne union,

non seulement avec ses confrères, mais avec le gouvernement de l'innocente Isabelle, mais avec la cour, mais avec tout le monde.

Cette cordiale effusion, cette bouffée de fraternité sentimentale a passé plus vite encore que le *baiser-Lamourette*. A dater de ce moment, on n'a plus entendu parler que d'intrigues et de cabales pour faire tomber et mourir de mort violente les malheureux ministres de Marie-Christine, à commencer par celui qui avoit failli être étouffé quelques heures auparavant de caresses et d'accolades fraternelles. Que Dieu les préserve seulement de finir comme le pauvre Lamourette, comme l'auteur de la grande scène d'union et de paix que nous venons de rappeler ! Car, en révolution, il n'y a pas loin de ces sortes de baisers à la roche tarpéienne ; et en fait de choses sur la durée desquelles on peut compter, on ne connoît guère que les passions et les haines.

M. Charles Beslay, ancien député de Saint-Malo, est mort le 12 octobre à Dinan, diocèse de Saint-Brieuc. Le *Dinanais*, journal de la localité, en annonçant cette mort, rappelle que M. Beslay étoit l'auteur de l'association bretonne pour le refus de l'impôt, association qui, ajoute-t-il, força Charles X à entrer dans la voie où l'attendoit la révolution de 1830. La *France*, qui rapporte ce trait, fait remarquer tout ce que cet attendoit a de curieux. Il est clair en effet qu'on avoit exprès poussé Charles X au pied du mur, afin de le forcer à quelque coup d'éclat pour sa propre conservation. On a écrit à la *France* (1) que M. Beslay fut pendant la révolution un des plus ardents à déclamer contre la religion et à dévaster les églises. Cependant avant de mourir il a fait appeler un prêtre, et a voulu se ré-

(1) Le correspondant qui écrit à la *France* assure qu'il a refusé de signer un procès-verbal rédigé par M. Beslay, pour constater qu'il avoit brisé une pierre sacrée.

concilier avec Dieu et avec lui-même. Oublions ses erreurs pour ne nous venir que de son repentir.

Charles-Hélén-(2) Bernard Beslay fut élu en juin 1809 par le sénat, et membre du corps législatif pour les départements du Nord. Il adhéra en 1814 à l'abdication de Bonaparte et fut élu membre de la chambre des représentants pendant les cent jours. Depuis il fut très-souvent réélu à la chambre et se jeta dans l'opposition.

PARIS, 18 OCTOBRE.

On lit dans le journal ministériel du soir : « A cinq heures et demie, à l'occasion où le roi et la reine sortirent en voiture des Tuileries pour retourner à Saint-Cloud, une femme a jeté une pierre dans l'intérieur. La pierre a cassé la glace dont les éclats ont légèrement blessé la reine à la tête ; le roi n'a pas été blessé. LL. MM. ont continué leur route à Saint-Cloud. La femme, arrêtée sur le champ, se nomme Stéphanie G..., domestique sans place. Elle est atteinte d'aliénation mentale. »

— M. de Bonnefont, capitaine de vaisseau, est nommé au commandement de l'école navale de Brest.

— M. Prosper Bourée vient d'être nommé consul français à Beyrouth.

— M. Cologne, major au 15^e régiment de ligne, qui avoit été fait chevalier de la Légion-d'Honneur sur le champ de bataille de Bautzen, en 1813, a été promu officier.

— M. d'Arnaud, qui a fait la campagne de Constantine avec les fonctions d'intendant militaire du corps d'expédition, vient d'être nommé intendant de la 13^e division militaire.

— Le conseil d'état a tenu mercredi sa séance d'installation, sous la présidence du garde des sceaux. Il a été donné lecture des nouvelles ordonnances de réorganisation.

(2) C'est le nom d'un saint patron de plusieurs paroisses de Bretagne.

— Le garde des sceaux, dit le *Moniteur*, a écrit à M. Cousin pour lui annoncer qu'il acceptait sa renonciation au titre de conseiller d'état en service extraordinaire.

— La *Quotidienne* du 16 a été saisie à la poste et dans ses bureaux, pour un article sur le prix des grains, à l'occasion des troubles du Mans.

— Plusieurs journaux ont annoncé le départ pour Londres de M. d'Appony, ambassadeur d'Autriche. Cette nouvelle est erronée; ce n'est pas M. d'Appony, ambassadeur, qui est actuellement en Angleterre, mais bien M. d'Appony, son frère, qui n'est investi d'aucune mission politique.

— L'état sanitaire de la division d'Alger ne s'est pas encore amélioré d'une manière sensible. Le chiffre des malades est d'environ 3.000, y compris les convalescents, au nombre de 200 à 300. L'état sanitaire des autres points de la division est à peu près le même que celui d'Alger.

— On peut évaluer à environ deux mille le nombre des Suisses qui se trouvent maintenant dans les possessions françaises en Afrique. Ils se classent de la manière suivante : 300 Tessinois et Grisons, exerçant la profession de maçons, quincailliers et confiseurs; 200 ouvriers divers, tels que menuisiers, charpentiers, forgerons; 200 négociants et commis négociants; 300 employés ou surveillans aux travaux du gouvernement; 1.000 agriculteurs, manœuvres et domestiques. Ce sont les cantons catholiques qui dominent, et il doit y avoir à peu près le même nombre de catholiques que de protestans.

— Le ministre des travaux publics vient de nommer une commission pour préparer un projet de loi sur les dessèchemens.

— Le maréchal Soult a reçu de la reine d'Espagne la décoration de la Toison d'Or, et le brevet de grand d'Espagne première classe.

— D'après un journal, les enfans de

Maroto seroient arrivés à Paris. La même feuille annonce qu'on va éloigner de Bordeaux tous les réfugiés carlistes, afin que Maroto y puisse venir en sûreté. On ne voit pas pourquoi Maroto n'iroit point à Madrid, au milieu de ceux que la trahison a rendus ses amis.

— Le conseil-général de la Seine a élu mardi pour son président M. Besson, et pour secrétaire M. Lanquetin.

— Pour accélérer les travaux de sa session, le conseil-général de la Seine s'est partagé en six commissions.

— Auguste Blanqui a été interrogé par le procureur-général et par M. Mérilhou, qui étoient assistés de MM. Cauchy, greffier en chef de la cour des pairs, et Zangiacomi, juge d'instruction. Après avoir reconnu son identité, Blanqui a, comme Barbès et Martin-Bernard, déclaré qu'il garderoit le silence sur les autres questions. Lorsque Blanqui a reçu la visite des magistrats, il étoit dans son lit. Il avoit, en apprenant cette visite, déclaré qu'il ne se vêtiroit pas tant qu'on ne lui rendroit pas ses bretelles et sa cravate, qu'on avoit cru devoir lui retirer, dans la crainte qu'elles ne pussent servir à un projet de suicide.

Le lendemain mercredi, on a rendu à Blanqui sa cravate et ses bretelles. On lui a également remis une partie des 400 fr. trouvés sur lui au moment de son arrestation.

— Un nommé Henri Jacob, impliqué dans les poursuites dirigées contre les auteurs des attentats des 12 et 13 mai, alloit être mis en liberté, lorsqu'on reconnut en lui le nommé Jacob, porteur de journaux chez le sieur Delahaye, tenant cabinet de lecture rue du Faubourg-Montmartre, et condamné par contumace, en 1832, comme s'étant enfui avec une montre d'or et des effets d'habillement appartenant à son maître. Amené devant la cour d'assises, Henri Jacob a protesté de son innocence, et assuré qu'il n'avoit rien de commun avec le Jacob, porteur de journaux. Comme il avoit beaucoup parlé sans preuves, et que d'un autre

côté il étoit reconnu par madame Delahaye, Jacob a été condamné, avec des circonstances atténuantes, à trois ans de prison.

— Le conseil municipal de Paris, appelé à réviser les évaluations foncières faites par la direction des contributions directes, a décidé que les améliorations intérieures sans constructions nouvelles ne donneroient lieu, pour l'avenir, à aucune augmentation des cotes, et que les chiffres des évaluations seroient diminués de 15 pour cent pour les produits bruts inférieurs à 1,000 fr. et de 10 pour cent pour ceux au-dessous de 2,000 fr. Le but de cette mesure est de compenser la défaveur que présentent les propriétés de peu d'importance.

— Le tableau du produit des contributions indirectes présente un accroissement de 19 millions 320,000 fr. par comparaison avec les neuf premiers mois de 1837, et un accroissement de 5 millions 752,000 fr. sur 1838.

— Une demande en commutation de peine a été formée en faveur de Peytel, dont la cour de cassation a dernièrement rejeté le pourvoi.

— Par ordonnance du 1^{er}, les lieutenans d'infanterie de l'armée qui n'ont pas servi dans un corps de troupe à cheval, mais qui satisfont aux autres conditions déterminées par l'article 374 de l'ordonnance du 16 mars 1838, pourront être nommés à des emplois de leur grade dans la garde municipale de Paris.

— Une ordonnance du 27 septembre a affecté au service du ministère de la guerre, l'emplacement et les bâtimens de l'entrepôt de douane du Gros-Caillou, et a déclaré d'utilité publique l'expropriation de cet immeuble qui est destiné à recevoir le dépôt des objets d'équipement militaire pour le service de la place de Paris.

— Le préfet de police vient de faire placarder un arrêté concernant les objets faisant saillie sur la voie publique, les devantures de boutiques et les étalages extérieurs. Cet arrêté est conçu dans le

double intérêt de la circulation et marchands.

— Depuis long-temps une échèbre étoit dressée, rue de la Cité, nouvelles constructions des bâtimens l'administration centrale des hospices pluie à la longue avoit endommagé les câbles qui la retenoient aux échafaudages. Hier, ils se sont rompus sous le poids des ouvriers, et la échèbre est tombée en travers de la rue. Deux femmes qui passaient en ce moment ont été broyées sur le pavé. Une autre personne a été grièvement blessée. Une enquête est commencée sur ce triste événement.

— Les plans d'alignement de la Vieille-du-Temple sont déposés aux archives des 7^e et 8^e arrondissemens pour enquête.

— On construit en ce moment un grand port de déchargement devant le Jardin-des-Plantes, depuis le pont d'Artilitz jusqu'à l'entrepôt général des

— On travaille activement aux réparations du chemin de fer de Versaill (rive droite). Les dégradations occasionnées par les pluies proviennent de l'emploi fait, dans quelques tranchées, de sable argileux que l'humidité a trempé. Ce sable est enlevé et remplacé par du sable mêlé de gravier.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Le conseil municipal de Versaill a voté une médaille d'or qui sera offerte à M. Hector Lefuel, de cette ville, à l'occasion du grand prix d'architecture qu'il vient de remporter au concours de l'Institut.

— Le maire et les adjoints de Saint-Germain-en-Laye avoient donné leur mission à la suite d'une perquisition faite, il y a quelque temps, sans leur concours, dans cette ville, et qui devoit avoir pour résultat l'arrestation d'Auguste Blanqui. Une administration provisoire fut formée, mais il paroit qu'elle ne fut pas à la majorité des membres du conseil municipal. Par ordonnance du 7, le

Le conseil municipal de Saint-Germain est dissous, et les électeurs municipaux auront à se réunir le 25.

— On lit dans le *Journal de l'Aisne* du 16, que des désordres ont éclaté la veille dans les ateliers des travaux du canal de l'Aisne, à Beaurieux, à l'occasion des salaires que les ouvriers ne trouvent pas assez élevés. Le procureur du roi de Laon, et le juge d'instruction, accompagnés de cinquante artilleurs de la garnison et des gendarmes, se sont rendus sur les lieux.

— M. S..., ancien greffier du tribunal civil de Montdidier, va paraître devant les assises de la Somme, sous la prévention de tentative d'assassinat, à l'occasion d'un duel qui a eu lieu entre l'accusé et M. G..., négociant, demeurant aussi à Montdidier.

— Les bateaux à vapeur de Saint-Valéry ont cessé le 1^{er} octobre leur service pour Londres, qu'ils reprendront au 1^{er} avril.

— On vient de saisir à Cambrai des ballots de cigares introduits en fraude et pouvant valoir 35,000 fr.

— Vingt-et-un ouvriers, traduits devant le tribunal de police correctionnelle de Lille, comme prévenus des troubles qui eurent lieu dans cette ville les 20 et 21 septembre, viennent d'être condamnés, savoir : deux à trois jours d'emprisonnement, sept à huit jours d'emprisonnement, onze à dix jours, et un à vingt jours de la même peine.

— Un violent orage a éclaté sur Avesnes dans la nuit du 10 au 11. Le tonnerre est tombé à Marbaix (à petite distance de la ville) sur une petite maison qui a été réduite en cendres.

— Le cours du blé reste à peu près stationnaire sur le marché d'Abbeville et des environs.

— Le *Journal de l'Aube* (feuille ministérielle) a cessé de paraître.

— Le receveur-général de la Nièvre vient de permuter avec un receveur particulier d'un autre département.

— Le général carliste Villaréal est à Vendôme (Loir-et-Cher).

— Les plus grands criminels cèdent souvent à l'empire de la religion, quand la mort leur apporte ses salutaires enseignements. Romain, condamné à mort aux dernières assises de Tours, pour l'assassinat de la famille Boileau, et qui jusque là avoit montré tant d'endurcissement, a ouvert son cœur aux sentimens de la foi. Il a chargé son confesseur de dire au procureur du roi qu'il étoit véritablement l'assassin de la famille Boileau, et que les époux Mirbeau étoient ses complices. Ceux-ci ont été arrêtés le 11 octobre. Les aveux de Romain sont d'autant plus remarquables, qu'ils ont précédé la décision que la cour de cassation est appelée à rendre sur son pourvoi.

— Le général de Cubières fait en ce moment l'inspection de la garnison de Nantes.

— On écrit de Brest que la corvette l'*Alcmène* doit être préparée le plus promptement possible pour se rendre dans la Plata, où elle doit concourir au blocus de Buénos-Ayres.

— M. Loubat de Bohan, maréchal-de-camp en retraite, est mort à Bourg (Ain).

— Le duc d'Orléans qui est attendu à Marseille, à son retour d'Afrique, s'arrêtera aussi à Lyon.

— La crue subite du Rhône, produite par les dernières pluies, a causé de grands dégâts dans le département du Gard. Le pont de Roquemaure a été emporté et quatorze bateaux chargés de charbon ont coulé à fond. Les terres voisines du pont de Roquemaure ont été complètement inondées et ont beaucoup souffert.

— Le 13, la chaleur a été très-forte à Marseille; le thermomètre marquoit plus de 20 degrés.

— La souscription ouverte à Bordeaux en faveur des Espagnols réfugiés, s'élevait le 15 à 3,607 fr. 50 c. La souscription ouverte à Lyon s'élevait, le 16, à 3,757 fr. 25 c.

— On rapporte un accident bien triste arrivé à Libourne le 10 de ce mois.

M. Rabion fils, âgé de 16 ans, étant à la chasse et voulant sauter un fossé, eut l'imprudence de s'appuyer sur son fusil, dont le canon étoit dirigé vers sa poitrine. Le coup partit; le malheureux jeune homme reçut toute la charge dans le corps, et expira au bout de quelques instans.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Il est fort heureux pour Marie-Christine et pour sa cassette, que les titres, les décorations et les ordres de chevalerie ne lui coûtent point d'argent; elle s'y seroit ruinée depuis quelque temps. Jamais on n'a autant décoré et anobli de monde qu'elle en décore et anoblit; c'est une véritable profusion. Elle vient d'accorder à M. de Miraflores le titre de duc; à M. de Casa Alava et au général Alava le titre de marquis; à M. Perez de Castro, celui de comte, etc., etc. Les ordres de chevalerie sont à l'avénant; elle en a mis partout. Toutefois cette grande averse de faveurs et de dignités n'est point encore arrivée jusqu'à Maroto. On attend apparemment une distribution de crachats pour cela.

— On ferme presque partout les couvens dans les provinces basques. Une foule de religieux, hommes et femmes, se trouvent réduits au dénûment le plus déplorable. Le désarmement général s'opère aussi en Navarre avec la plus grande rigueur. Les armes de chasse s'y trouvent comprises.

— La position difficile de Cabrera en présence des forces immenses qui menacent de l'accabler, n'effraie pas encore tous les partisans de la cause royale. Il lui arrive des volontaires et des déserteurs; des guérillas se forment aussi pour le soutenir. De son côté, le comte d'Espagne a ordonné une levée en masse dans la Catalogne; et tout ce qui est en état de porter les armes, est mis en réquisition.

— A Madrid, tous les partis se disputent Espartero, et se flattent de l'avoir

dans leur intérêt. On fait courir le bruit qu'il appartient de cœur et d'affection à la cause des exaltés. Cela n'en a guère mine, cependant; et s'il n'est pas chrétien sincère, on peut dire qu'il craint bien son jeu.

M. de Falck, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire du roi de Hollande près la cour de Belgique, est arrivé à Bruxelles dans la soirée du 10, accompagné de sa famille.

— Le prince de Chimay, ambassadeur belge auprès du roi de Hollande, est déjà depuis quelque temps à La Haye.

— Une feuille de Londres dit que le parlement anglais ne sera convoqué dans le mois de février.

— Dans la nuit de mercredi, plusieurs glaces des fenêtres du palais de Windsor ont été brisées à coups de pierres. La sentinelle avoit d'abord été soupçonnée, mais bientôt on a appris qu'un fou avoit arrêté une fois pour avoir voulu forcer l'entrée du palais de Buckingham et s'étoit caché le soir dans le parc de Windsor et avoit profité de l'éloignement de la sentinelle pour lancer des pierres contre les croisées de l'appartement voisin de celui de la reine.

— Un journal anglais dit que le paiement des dettes du feu duc de Kent, la reine Victoire, sa fille, a coûté à la cassette royale 1,250,000 fr.

— Le *Globe* annonce que l'Angleterre va reconnoître le Texas, comme l'a fait le gouvernement français.

— Le chef noir Denis (le même qui vient d'être accordée la décoration de Légion-d'Honneur), a encore mené dans les premiers jours d'août, la reconnaissance des Européens, en présence du massacre l'équipage d'un canot de guerre anglais, remonté très-avant sur la rivière du Gabon, à la recherche d'un négrier, et fait prisonnier par les habitants sauvages de ces rives.

— D'après une correspondance de Lisbonne du 7, le gouvernement français deviendrait médiateur entre le Portugal

re, au sujet de leur différend
a traite des noirs.

se que les cortès portugaises
ont pas avant le mois de jan-

artistes s'agitent toujours à
n dit aussi qu'un chef mi-
guel Nunès, a été fusillé.

tie de Zurich du concordat
été votée à l'unanimité et sans

ouvelle Gazette de Zurich an-
e petit conseil de Lucerne
e gouvernement de Zurich,
s débats.

ton de Zurich vient d'adres-
e au canton de Saint-Gall,
utation, tout en reconnois-
sion de la députation de Zu-
de fédérale, avoit blâmé les
émemens. Dans la note, le
Zurich demande que Saint-
llement s'il admet ses autori-
res, afin qu'il règle sa con-
Saint-Gall, en connoissance

énomène des tremblemens
s'est manifesté dans le cou-
année en Savoie se renou-
ent environ deux mois, plus
secousses se sont fait sentir
-de-Maurienne. Plus tard, la
cy est devenue le point cen-
uvmemens, qui se sont renou-
nanière inquiétante. Aujour-
se de ces perturbations pa-
le nouveau passé sous les
le la Maurienne. Trois se-
fortes ont eu lieu à Saint-
e 4 de ce mois, et les deux
18.

t don Sébastien est arrivé à
9; il a reçu quelques visi-
cé un poste d'honneur à la
ôtel de la Poste où il étoit
t le lendemain il a conti-
pour l'Italie.

éninus, président du conseil
du grand-duché de Bade,
évoqué.

— On écrit de Munich (Bavière) que
le *Bulletin des lois* du 10 contient une
ordonnance du roi qui convoque les col-
lèges électoraux pour la nomination des
députés. Les élections seront terminées
le 20.

— La *Gazette des Postes* dit que le
nombre des familles dans le royaume de
Bavière s'élève à 925,416, et que par
conséquent le nombre des députés, en
comptant un député sur 7,000 familles,
est de 135, compris les députés des trois
universités.

— On fortifie toujours la ville de Po-
sen, qui sera bientôt une forteresse du
premier ordre.

— Le feld-maréchal lieutenant comte
de Zichyferaris, beau-père de M. de
Metternich, est mort le 6 octobre.

— D'après les nouvelles d'Orient pu-
bliées le 14 par le *Sud*, journal de Mar-
seille, la nomination de M. de Pontois
n'étoit pas connue à Constantinople le
27 septembre.

— On écrit du Caire que les céréales
encombrent tous les marchés, et qu'il y
a un grand nombre d'années que le peu-
ple n'a pu se nourrir à aussi bas prix.

— Un incendie a détruit le 23 septem-
bre à New-York plusieurs monumens
publics et un grand nombre de mai-
sons.

Le Gérant, Adrien Le Clerc.

BOURSE DE PARIS DU 18 OCTOBRE.

CINQ p. 0/0. 110 fr. 75 c.
TROIS p. 0/0. 81 fr. 65 c.
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 101 fr. 45 c.
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept. 000 fr. 00 c.
Act. de la Banque. 2825 fr. 00 c.
Oblig. de la Ville de Paris. 1235 fr. 00 c.
Rente de la Ville de Paris. 000 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire. 792 fr. 50 c.
Quatre canaux. 1262 fr. 50 c.
Rentes de Naples 103 fr. 10 c.
Emprunt romain. 103 fr. 1/2
Emprunt Belge 000 fr. 0 0
Emprunt d'Haïti. 505 fr. 00 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 31 fr. 5/8

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC ET C^e,
rue Cassette, 29.

COURS COMPLET D'INSTRUCTION ÉLÉMENTAIRE

PAR M. EMILE LEFRANC,

agrégé de l'Université.

RECUEIL DE LOCUTIONS ET DE SYNONYMIES LATINES ET FRANÇAISES

Avec une Table alphabétique et numérotée des principaux mots latins employés, ouvrage propre à faciliter l'intelligence des auteurs, à connaître les richesses comparées des deux langues, à l'usage des classes, quatrième, cinquième et sixième.

1 vol. in-12 de 400 pages. — Prix, 2 fr. 25 c., broché ou cartonné.

Liste des ouvrages de M. Emile Lefranc, admis au nombre de classiques.

Grammaire Française complète, 12 ^e édit. 1 vol. in-12, 1 fr. 50 c.	leurs français, et appliqués vement aux règles de la Française. 6 ^e édit. 1 vol.
Abrégé de la Grammaire Française, 13 ^e édit. 1 vol. in-12, 75 c.	Leçons d'Analyse logique et cale, d'après les règles de la maire Française. 4 ^e édit. 1
Petite Grammaire Française avec un ap- pendice comprenant une liste de locu- tions vicieuses et leurs corrigés. 1 vol. in-18 en petit-texte, 40 c.	Programme de Questions sur maire Française. 4 ^e édit. 1
Grammaire Latine complète, 10 ^e édit. 1 vol. in-12, 2 fr.	Cours complet de Mythologi- vir à l'intelligence des au- ques grecs et latins. 3 ^e édit. in-12, 1 fr. 25 c.
Abrégé de la Grammaire Latine, 9 ^e édit. 1 vol. in-12, 1 fr. 25 c.	Histoire des Dieux, des Dées- Héros grecs et romains ; ou Mythologie. 1 vol in-12, 1
Abrégé de l'Histoire Sainte jusqu'à Jé- sus-Christ, ou Cours de Thèmes appli- qués successivement aux règles de la Grammaire Latine. 4 ^e édit. 1 volume in-12, 1 fr. 75 c.	Abrégé de la Géographie an- parée, rédigée sur un plan 5 ^e édit. 1 vol. in-12, 1
Compendium Historiæ Sacre, ou Cor- rigé du Cours de Thèmes composant l'Abrégé de l'Histoire Sainte. 2 ^e édit. 1 vol. in-12, 1 fr. 75 c.	Géographie moderne, par Be- gée sur un plan historique in-12, 1
Choix de Sentences et d'Histoires tirées des auteurs latins et appliquées aux rè- gles de la Grammaire Latine. 4 ^e édit. 1 vol. in-12, 1 fr. 50 c.	Petit Abrégé de Géographie avec une table alphabétique les noms géographiques et contenus dans cet ouvrage in-18 en petit-texte, 1
Abrégé de l'Histoire de France sous la forme de Thèmes appliqués successi- vement aux règles de la Grammaire La- tine. 5 ^e édit. 1 volume in-12 de 580 pages, 2 fr.	Petit Abrégé de Géographie avec une table alphabétique les noms géographiques et contenus dans cet ouvrage in-18 en petit-texte, 1
Exercice sur les règles de la Grammaire Française, renfermant un choix de Sentences et d'Histoires tirées des au-	

On trouve les ouvrages de M. EMILE LEFRANC chez MM. CHARLES GOSSELIN, Germain-des-Prés, 9, à Paris ; PÉRISSON FRÈRES, à Lyon et à Paris ; BELIN-MARÉCHAL, à Tours ; et COSNIER et LAGRÈS, à Angers.

N. B. MM. les chefs d'institutions et pensionnats ou directeurs de séminaires peuvent directement leurs demandes aux libraires-éditeurs.

1 an	36
6 mois	19
3 mois	10
1 mois	3 50

On peut s'abonner des
et 15 de chaque mois.

MARDI 22 OCTOBRE 1839.

*Envoir du pape sur les souverains au
moyen âge, ou Recherches histori-
ques sur le droit public de cette épo-
que relativement à la déposition des
souverains, par M. ***, directeur au
séminaire Saint-Sulpice. — In-8°.*

Nous avons déjà recommandé cet ouvrage aux amis de la religion et de la bonne critique; nous allons tâcher aujourd'hui de le faire connoître plus en détail, et d'en présenter une analyse aussi étendue que le permettent les bornes de ce Journal. Un passage de Fénelon, dans le chapitre 39 de sa *Dissertation sur l'autorité du souverain pontife*, a mis l'auteur sur la voie de ces *Recherches historiques*. Fénelon dit, que depuis la déposition de Louis le Débonnaire par les évêques de France en 833, « on vit peu à peu s'imprimer profondément, dans l'esprit des peuples catholiques, cette opinion, que la puissance suprême ne pouvoit être confiée qu'à un prince orthodoxe, qu'une des conditions apposées au contrat tacitement passé entre le peuple et le prince, étoit que les peuples obéiroient fidèlement au prince, pourvu que celui-ci fût lui-même soumis à la religion catholique. »

L'auteur commence d'abord par faire observer, que c'est un principe universellement reconnu des théologiens et des jurisconsultes, que le droit public, aussi bien que le droit privé d'une société quelconque, en tout ce qu'ils ont d'humain et d'arbitraire, se manifeste, non-seulement par ses lois écrites, mais encore

par ses coutumes, pourvu qu'elles soient autorisées par un long usage et par la persuasion universelle. Après avoir cité les textes de grand nombre d'auteurs qui ont adopté ou supposé le sentiment de l'archevêque de Cambrai d'une manière plus ou moins expresse (1), l'auteur des *Recherches historiques* arrive aux faits qui établissent la même thèse, à savoir, qu'en vertu d'un ancien droit public, la puissance temporelle, au moyen âge, étoit subordonnée, en certains cas, à la puissance spirituelle. Ces faits sont principalement : la législation autrefois en vigueur dans tous les états catholiques de l'Europe sur les effets temporels de l'excommunication et de l'hérésie; la législation particulière de certains états sur la subordination de la puissance temporelle envers la spirituelle; les droits de suzeraineté du Saint-Siège sur plusieurs états, et ses droits particuliers sur l'empire d'Occident.

Quant à l'excommunication, des dispositions législatives de différens peuples nous montrent les peines temporelles qui y furent attachées, du consentement même des princes. Ces peines étoient en particulier la privation des droits civils, et la perte de toute autorité. Le droit de France et d'Angleterre, celui de Saxe et de

(1) Nous avons surtout remarqué un passage curieux d'une lettre de M. Van-Gils, membre de l'ancienne faculté de Louvain, sur les sentimens de l'ancienne faculté de Théologie de Louvain, par rapport à la déclaration gallicane de 1682. La citation est trop étendue pour que nous puissions la rapporter ici.

Souabe, compilés au XIII^e siècle d'après les anciennes coutumes de l'empire, consacrent cette discipline. On sent que dans une analyse rapide nous ne pouvons reproduire les citations. Nous sommes obligés de renvoyer à l'ouvrage même. Ces lois dans leur généralité comprenoient les inférieurs comme les supérieurs. Les souverains qui enouvoient l'excommunication et refusoient de satisfaire à l'Eglise, s'exposaient donc aux conséquences qui résultaient naturellement de la sentence portée contre eux. Leur déchéance n'étoit qu'une application de la jurisprudence alors universelle sur les effets temporels de l'excommunication, jurisprudence autorisée, non-seulement par la persuasion générale des hommes les plus pieux et les plus éclairés, mais par le consentement même des souverains. Il est à remarquer que cette persuasion universelle et cette discipline existoient bien avant Grégoire VII.

Pour résoudre l'objection que l'on peut tirer de la conduite de quelques princes, qui ne laissèrent pas après l'excommunication de gouverner leurs états et d'être reconnus comme souverains légitimes, l'auteur fait remarquer : 1^o que, d'après le droit public en vigueur, la sentence d'excommunication n'entraînoit point par elle-même la perte des droits temporels, qu'elle n'avoit cet effet qu'au bout d'un certain temps, beaucoup plus long par rapport aux souverains que par rapport aux simples particuliers ; 2^o qu'indépendamment de ce délai, les excommuniés en obtenoient quelquefois un plus considérable, soit par des appels, soit par des promesses de soumission, soit par des négociations

qu'ils prolongeoient adroitement pour éluder une sentence définitive ; 3^o que le pape, auquel il appartenoit de prononcer cette sentence, différoit souvent, soit par ménagement pour les princes, soit par l'espérance de leur amendement, dans la crainte des funestes effets qui pouvoient résulter de la sentence ; 4^o enfin, que les souverains comme les particuliers ont pu quelquefois s'attribuer malgré les censures de l'Eglise, les droits spirituels ou temporels dont ils étoient réellement dépouillés.

L'hérésie, par laquelle on se sépare de l'Eglise en renonçant à sa croix ; le schisme, l'apostasie devroient être naturellement suivis des mêmes effets temporels. On voit aussi d'après la constitution ou le droit public de tous les états catholiques de l'Europe, les souverains, aussi bien que les seigneurs particuliers, étoient par l'hérésie la peine de déposition, et pouvoient en effet être déposés par une sentence émanant de la puissance ecclésiastique. Ainsi la loi de saint Edouard, en Angleterre, décidait que le roi rebelle contre Dieu et envers l'Eglise, seroit privé de son titre de roi. Les seigneurs français sous saint Louis, dans une lettre adressée au pape Grégoire qui avoit excommunié et déposé Frédéric II, reconnoissoient que l'erreur pouvoit être dépouillé de ses droits temporels, s'il étoit convaincu d'erreurs volontaires contre la religion catholique. L'empereur Henri au milieu de ses plus vifs débats avec Grégoire VII, avouoit lui-même, suivant la tradition des Pères, que le souverain peut être déposé s'il a donné la foi. Les députés envoyés au pape par le même empereur,

enir son absolution, insistèrent particulièrement sur ce que le délai ordonné à leur maître alloit expirer, que s'il n'étoit absous avant ce terme, il seroit jugé indigne de sa dignité impériale, *selon les lois de l'empire*. Enfin les conciles III et IV de Milan prononcèrent, du consentement des souverains, la peine de déposition contre les princes ou seigneurs hérétiques.

Un autre fait qui ne paroît pas non plus pouvoir être contesté, c'est que le Saint-Siège, long-temps même avant Grégoire VII, avoit acquis des droits de suzeraineté sur plusieurs États de l'Europe. Ce pontife les invoque comme fondés sur une ancienne coutume, reconnue des souverains eux-mêmes. Il falloit bien que ces droits existassent, pour qu'il pût en parler avec cette assurance. Mais le Saint-Siège avoit surtout des droits particuliers sur l'empire d'Occident. Charlemagne ne dut qu'à l'élection du pape le titre d'empereur. Ce titre ne fut point un fruit de la conquête. En outre que Charlemagne ne s'empara point de Rome, il ne prétendit, ainsi que son prédécesseur, s'attribuer aucun droit de souveraineté sur les provinces envahies par les Lombards, mais simplement les restituer au Saint-Siège, comme le disent formellement Eginhard et Anastase le bibliothécaire. Le pape, en conférant à Charlemagne le titre d'empereur, renonça point à son droit d'élection. Un monument même historique de la plus haute importance prouve qu'il le conserva. Charlemagne, dans le testament où il fait à ses enfants le partage de ses états pour éviter tout sujet de contestation après sa mort, ne dit pas un mot du duché de Rome, des provinces de l'Exar-

chat alors soumises au Saint-Siège, ni du titre d'empereur. Or, il est évident, par le but même qu'il se proposoit, qu'il n'eût pas manqué d'en parler, s'il eût cru pouvoir disposer de ce titre et de ces provinces.

La suite de l'histoire nous montre encore que les empereurs ne prenoient le titre et les insignes de leur dignité qu'après avoir été reconnus et couronnés par le pape. De plus ils prêtoient au pontife un serment de fidélité, qui exprimoit, sinon une dépendance féodale, comme le supposent plusieurs auteurs, du moins un dévouement particulier aux intérêts du Saint-Siège. Dans la querelle de Grégoire VII avec l'empereur Henri IV, les seigneurs allemands, écrivant au même pontife, lui représentoient, « qu'il appartenait au pape et à la ville de Rome, de concert avec les princes, de choisir un homme digne, par sa conduite et sa prudence, d'un rang si élevé. » En outre l'ancien droit germanique statuoit expressément que l'empereur tient son pouvoir temporel du pape, et qu'il doit, aussi bien que tous les autres princes et magistrats séculiers, employer ce pouvoir à faire rendre au pape l'obéissance qui lui est due. Il étoit d'autant plus important de prouver les droits particuliers du Saint-Siège sur l'empire, que les plus grands démêlés des papes furent, comme on sait, avec les empereurs d'Allemagne. Aussi le judicieux auteur a-t-il établi d'une manière solide cette partie de sa thèse. Il blâme avec raison le peu d'équité de plusieurs écrivains, qui, après avoir reconnu la légitimité des droits acquis par le Saint-Siège sur plusieurs états de l'Europe, par une contradiction manifeste, adressent aux papes leurs

reproches ordinaires d'*ambition*, d'*avidité* et d'*usurpation*, lorsqu'ils veulent faire de ces droits l'usage le plus juste et le plus raisonnable. La France ne fut jamais suzeraine du Saint-Siège ; mais cela n'empêchoit pas qu'elle ne fût soumise au droit commun, relativement aux effets temporels attachés à l'hérésie et à l'excommunication. Il faut avouer que dans l'exercice de ce droit public du moyen âge, on a quelquefois invoqué des principes et des maximes qu'il est difficile de justifier ; mais ce ne sont pas ces principes et ces maximes qui ont établi le droit, il existoit bien auparavant, et on n'a jamais cessé d'y avoir recours. E.

(La suite d'un numéro prochain.)

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

PARIS. — La circulaire suivante de M. le ministre de la justice et des cultes, a été adressée à MM. les archevêques et évêques, relative à l'érection de 150 nouvelles succursales :

• Paris, le 19 août 1839.

• Monseigneur, les chambres ont voté, sur la proposition du gouvernement, le crédit nécessaire pour ériger 150 succursales en 1840. Ainsi, dans l'espace de quatre années, 525 églises, supprimées depuis 1808, auront été rendues au culte paroissial. Cette marche persévérante du gouvernement est un témoignage incontestable de sa sollicitude pour les besoins religieux qui se font si vivement sentir.

• Maintenant, monseigneur, il s'agit de répartir les 150 nouvelles succursales dans chaque diocèse ; je vous engage donc à me transmettre, s'il y a lieu, de concert avec M. le préfet et par son intermédiaire, un état de propositions, dans la même forme et accompagné des mêmes pièces et des mêmes renseignements que ceux que vous avez eu à produire pour l'année dernière. Je vous envoie ci-joints,

dans ce but, deux cadres imprimés devront être exactement remplis. Ils seront signés par vous, monseigneur, et M. le préfet. Vous garderez l'un d'eux qui vous servira de minute.

• Ces propositions ne pourront dépasser le nombre de cinq par département. Il est essentiel que les communes soient classées par ordre d'urgence et d'intérêt.

• Une église en bon état, un presbytere convenable ou la réalisation de remises pour s'en procurer un dès que l'édifice aura été accordée, l'assurance que vous me donnerez, monseigneur, qu'un prêtre pourra être immédiatement installé dans la localité pour y résider et exercer les fonctions de desservant, *telles sont les trois conditions indispensables*, qu'une commune puisse être comprise dans vos propositions. L'omission l'une d'elles seroit un obstacle à l'obtention du titre de succursale.

• Il est très-important de déterminer la circonscription du territoire de la nouvelle succursale, et de joindre un plan toutes les fois qu'il ne devra pas embrasser une commune entière, ou une section de commune bien délimitée.

• L'intention du gouvernement est de provoquer au budget de 1841 la création de succursales de seconde classe, destinées seulement au moyen du biographe, en faveur des communes dont la population est trop faible pour exiger la rétribution d'un prêtre, et pour supporter les dépenses qui en sont la conséquence.

• Il convient donc, monseigneur, de joindre les propositions à faire pour les petites localités à l'année prochaine, de ne comprendre dans l'état que vous allez présenter, que les communes dont la population et les ressources sont en proportion avec les sacrifices que l'érection d'une succursale pourvue de tous les établissemens entraîne avec elle.

• Je désire au reste, monseigneur, recevoir votre travail avant le 1^{er} octobre prochain. Je vous prie donc de me

gérer de ce qui dépendra de vous pour
entendre promptement avec M. le
chef de votre département, qui, de son
côté, a besoin d'un délai assez long pour
faire remplir les formalités exigées.

• Agréez, monseigneur, l'assurance de
ma haute considération.

• Le garde des sceaux, ministre
secrétaire d'état de la justice
et des cultes,

• J.-B. TESTE. •

Un journal déplorait il y a deux
jours *les humbles avances et les con-
cessions* du pouvoir à l'égard du
clergé, et il annonçait qu'il avait à
révéler à cet égard des faits nouveaux
inquiétants. On va voir à quoi se
bornent les faits qui alarment l'om-
brageux rédacteur.

On négocie, dit-il, le rétablisse-
ment sur le siège de Reims de M. le
cardinal de Latil, *ex-confesseur de
Charles X*, si célèbre dans les fastes
de la restauration par l'influence qu'il a
exercée sur les ordonnances du 25 juil-
let 1830. Le journaliste a été bien
mal informé dans ce qu'il dit ici.
M. le cardinal de Latil n'étoit plus
depuis long-temps confesseur de
Charles X; il avait renoncé à cette
fonction vers le temps où il devint
évêque de Chartres. Ensuite le prélat
ne peut pas être célèbre par l'influence
qu'il a exercée sur les ordonnances de
1830; car il est notoire qu'il étoit
dans son diocèse à l'époque des or-
donnances, et que sans rien savoir,
il arriva à Paris tout au travers de
l'émeute, le 27 juillet.

Le *Constitutionnel* s'étonne qu'on
ait rendu des honneurs à Son Emi-
nence, à Apt, et que deux prélats
aient allés l'y visiter. Il nomme ces
deux prélats qui ne sont, dit-il, de-
venus archevêques qu'en 1834 et
1835. Quoi! parce qu'ils ont été
nommés en 1834 et 1835, ils ne pour-
ront aller saluer un prince de l'église!
Vraiment, c'est-là une inquisition
bien rigoureuse.

Notez qu'il n'y a dans tout cela ni
humbles avances ni *concessions* du
pouvoir.

Mais il y a, dit toujours le même
journal, la difficulté du serment. En
cela, il se trompe beaucoup. M. le
cardinal de Latil n'auroit point de
serment à prêter en retournant à
Reims; il est archevêque depuis 15
ans, il n'a point perdu son titre. En
1814, on n'a point demandé de ser-
ment aux évêques qui se trouvoient
en place, et on a fait de même en
1830.

La congrégation, continue le *Cons-
titutionnel*, s'agite beaucoup pour faire
nommer M. de Pins à Lyon. C'est
encore là un conte. Le *Constitutionnel*
sait bien que la congrégation qu'il a
tant poursuivie autrefois n'existe
plus. Elle n'a jamais eu l'influence
qu'on lui a supposée; mais aujour-
d'hui qu'elle est dissoute, il est ridi-
cule de la présenter encore comme
s'agitant pour faire nommer un évê-
que. Le journaliste ajoute que M. de
Pins s'est retiré de dépit à la grande
Chartreuse, mais qu'il n'y a pas en-
core prononcé de vœux; comme s'il
avait jamais été question que le pré-
lat dût faire des vœux. M. l'arche-
vêque d'Amasie a passé un mois à
la grande Chartreuse, mais il est
revenu à Lyon depuis plus de deux
mois; il habite l'archevêché, il gou-
verne le diocèse. Comment le rédac-
teur ignore-t-il tout cela?

Voilà ces faits qu'on nous annon-
çoit comme étant de nature à préoccu-
per l'opinion publique. On ne voit là
ni *humbles avances*, ni *concessions*
sans dignité de la part du pouvoir.
Ce ne sont que des conjectures, des
déclamations, des rêves, qui ne de-
vroient faire impression sur per-
sonne.

Mais ce qui doit en faire sur toutes
les âmes honnêtes, ce qui est vrai-
ment incroyable, c'est une barbare
insinuation qui termine l'article du
même journal : *On est très-préoccupé*

à la cour, dit-il, d'un autre siège qui doit bientôt devenir vacant. Comment afficher ainsi la haine ? comment ne pas rougir de cette annonce homicide ! Le faux prophète, nous l'espérons, en sera pour la honte de sa méchante action.

Entre les pieuses associations établies dans les diverses provinces de France, on distingue celle qui est depuis long-temps connue sous le titre de Tiers-Ordre du Mont-Carmel. Ce Tiers-Ordre a pour but d'offrir aux filles chrétiennes qui l'embrassent les principaux avantages de la vie religieuse, sans qu'elles soient obligées de quitter leurs familles. Il est assez répandu en Bretagne. Un prêtre de ce pays, M. l'abbé Urvoy, professeur à l'école ecclésiastique de Tréguier, chargé par son évêque de préparer une nouvelle édition de la règle du Tiers-Ordre du Mont-Carmel, s'est livré avec zèle à ce travail, et s'est acquitté de sa tâche avec succès. Nous avons la certitude que les supérieurs de l'ordre des Carmes qui résident à Rome ont approuvé son ouvrage. C'est un volume petit in-12, imprimé à Saint-Brieuc, chez Prudhomme, en 1838. Outre la règle, on y trouve le cérémonial de la vêtue et de la profession, ainsi qu'une instruction étendue sur la confrérie du Scapulaire.

On a présenté d'une manière louche et fâcheuse, dans un journal, l'affaire de M. l'abbé Renaut, vicaire de chœur à Notre-Dame, si indignement outragé et maltraité par la fille Leroux. Le fait est que cet ecclésiastique, d'un caractère timide, a été tellement bouleversé par l'odieuse accusation dont il étoit l'objet, que ses facultés intellectuelles en ont paru altérées. Il a fallu le mettre dans une maison de santé. Du reste, il ne paroît pas qu'il y

ait aucune charge contre lui, et faut espérer que la vive impression qu'a faite sur lui la confrontation avec sa dénonciatrice s'effacera peu.

Nous avons déjà remarqué que prosélytisme protestant s'agit à tout dans le département de Saône-et-Loire. Les ministres et les colporteurs parcourent les campagnes, chuchotant à séduire les catholiques, et félicitant d'attirer à eux des hommes simples et peu instruits. Le 15 août on a encore ouvert un nouveau temple à Sorney près Louhans ; cinq pasteurs de la société évangélique de Genève y assistoient, car Genève joue un grand rôle dans ces efforts pour répandre l'erreur. Le temple de Sorney peut contenir deux à trois cent personnes. On y a joint une salle d'école et un logement pour l'instituteur.

Le temple de Sorney est le troisième bâti dans le département. Le premier est celui de Branges, commune rurale des environs de Louhans ; il fut ouvert le 15 août de l'année dernière. Le second est celui de Châlons-sur-Saône, ouvert le 10 juin dernier. Celui-ci contient bien quatre cents personnes ; il est surmonté d'une salle d'école et d'un logement pour l'instituteur. Mais la dépense n'est pas encore payée ; on avoit invité pour le jour de l'ouverture les pasteurs des stations de la société évangélique et les pasteurs protestans les plus voisins.

Ces églises protestantes se sont formées depuis six à sept ans, et sont composées d'anciens catholiques convertis ; ce sont des cultivateurs, domestiques, des ouvriers qui ne sont pas assez instruits, et qu'il n'est pas difficile de gagner. Il y a aujourd'hui cinq églises dans le département, Mâcon, Tournus, Châlons, Sorney et Branges, et une dans le Jura, à Lons-le-Saulnier, où le ci

municipal a donné gratuitement un local qu'on lui demandoit à louer. Les églises sont desservies par six jeunes pasteurs secondés par des instituteurs que l'on décore du nom d'évangélistes. Il y a huit écoles protestantes fréquentées par près de deux cents enfans. On a aussi établi des bibliothèques et des dépôts de livres. Les pasteurs de la société évangélique de Genève ont de deux en deux mois des conférences, tantôt dans une station, tantôt dans une autre; on ne laisse ces étrangers exploiter que quelques campagnes.

Il est bon d'avertir que ces nouvelles églises sont en dehors du culte protestant reconnu et salarié par l'état. Elles ne sont soutenues que par les quêtes que l'on fait en France, à Genève et en Suisse. On doit encore 2,000 fr. pour les temples de Châlons et de Sornay, et une souscription est proposée pour les payer.

Pendant le semestre d'hiver, les cours de théologie dans l'université catholique de Louvain seront ainsi qu'il suit. M. Beelen expliquera le quatrième livre des Rois et le second des Paralipomènes, et montrera leur autorité contre de modernes écrivains bibliques; il donnera là-dessus trois leçons par semaine. Dans trois autres leçons, il enseignera la grammaire hébraïque, expliquera des passages choisis de la Bible, et pour les élèves plus avancés montrera le syriaque en expliquant des passages choisis de la chrestomathie d'Oberlinier; le chaldaïque, en expliquant des passages du Targum, et l'arabe, en expliquant les choses mémorables d'Abdullatif. M. Wouters, doyen de la faculté, suivra l'histoire ecclésiastique du xiii au xvi^e siècle. M. Verbeeren, secrétaire de la faculté, expliquera les premiers livres des institutions canoniques de Devoti. M. A.-J. Verhoeven exposera la dévotion catholique. M. Malou

expliquera le traité du culte des saints et de la grâce. M. Verkest, président du collège du Saint-Esprit, commencera le second de la seconde de la Somme de saint Thomas.

Dans les autres facultés, M. Ubachs traitera de l'introduction à la philosophie; M. de Cock, de la philosophie morale; M. N. Moeller, de l'histoire de la philosophie; et M. J. Moeller, de la première partie de l'histoire du moyen âge jusqu'à Grégoire VII.

Il y a cinquante ans, Léopold, grand duc de Toscane, égaré par de perfides conseils, marchoit d'innovations en innovations sur les matières ecclésiastiques, inquiétoit le Saint-Siège et fatiguoit les évêques par des décrets imprudens et hostiles sur le culte divin, sur la discipline et sur une foule de points relatifs à la religion. Il sembloit prendre plaisir à jeter dans son petit état des semences de troubles et d'erreurs, quand il fut appelé à l'empire par la mort de Joseph II. Son successeur, plus sage, abandonna un système funeste; alors tout rentra dans l'ordre, et les innovations provoquées par le pétulant évêque de Pistoie, tombèrent à plat. Le petit-fils de Léopold voudroit-il reprendre les errements de son grand-père? C'est ce que nous devons bien de craindre les journaux qui annoncent que ce prince, par une ordonnance du 17 septembre, a fait affermer les terres appartenant à l'archevêché de Pise et à l'évêché de Grosseto, terres qu'il avoit précédemment réunies aux domaines de l'état. Les journaux révolutionnaires applaudissent, comme de raison, à cette mesure, et ils espèrent bien qu'en dépit des rumeurs du clergé et des réclamations de la cour de Rome, la fermeté bien connue du duc maintiendra sa résolution. Quoi qu'ils en disent, Léopold II donne là un mauvais exemple. Ce n'est point aux

princes à donner le signal des spoliations. Un premier pas dans cette voie peut mener loin, et l'histoire des derniers temps le prouve assez.

Le chapelain de M. l'archevêque de Gnesne et Posen a été mandé à Berlin devant le ministre de la police et sévèrement interrogé. On lui a fait un crime de sa coopération au départ du prélat. Il n'a pas hésité à déclarer qu'il avoit eu connoissance du projet de départ de l'archevêque, et qu'il n'avoit fait que ce que lui commandoient ses devoirs, sa position et sa conscience. On lui a proposé de rejoindre le prélat à Colberg, mais à condition de promettre qu'il ne favoriseroit point de semblables tentatives, et qu'il en instruiroit l'autorité. Il a répondu que quelque désir qu'il eût de se réunir à son évêque, il ne pouvoit prendre un tel engagement sans l'autorisation de M. Dunin, et on lui a accordé du temps pour se décider.

Il est à remarquer que Colberg est une ville toute protestante, et qu'il y auroit de l'inhumanité à laisser le prélat tout seul au milieu d'une telle population.

M. l'abbé Castelli, préfet apostolique de la Martinique, a publié, le 6 août, un mandement à l'occasion des désastres de la colonie. Il ordonne d'abord une messe d'actions de grâces pour remercier Dieu de ce qu'il a préservé les populations de tout malheur lors du tremblement de terre du 2 août, et indique ensuite des prières pour demander à Dieu de délivrer la colonie des maux qui l'affligent. M. le préfet rappelle la catastrophe du 11 janvier; on respiroit à peine de la terreur qu'elle avoit causée, lorsqu'un nouveau tremblement de terre vint renouveler les alarmes. Ce tremblement de terre survint la nuit; heureusement il ne fut pas violent. Il semble, dit

M. Castelli, que Dieu ait égard à nos prières, et qu'il commande au fleuve de s'apaiser; il faut donc lui adresser des remerciemens et des prières, le seul peut sauver; lui seul peut guérir des maladies meurtrières, faire cesser une misère accablante, calmer une nature en désordre. Une messe solennelle d'actions de grâces devra donc être célébrée dans toutes les églises de la colonie pour remercier Dieu d'avoir préservé la colonie le 2 août. Ensuite il devoit y avoir trois jours de prières pour implorer les secours du ciel pour l'avenir. Ces prières étoient le chemin de la croix, les litanies de la sainte Vierge, l'Ourme honorable au Sacré-Cœur, et le chapelet là où le chemin de la croix n'étoit pas érigé.

POLITIQUE, MÉLANGES, etc.

L'audience de la cour d'assises du 10 octobre nous a révélé ce qu'on peut attendre du jury pour la répression des outrages aux mœurs. Un sieur Terry, libraire au Palais-Royal, étoit traduit aux assises, parce qu'on avoit saisi chez lui, et même sur lui, les livres les plus abominables. Malgré les efforts de M. Parisot, avocat-général, le jury l'a déclaré non-coupable sur toutes les questions, et on l'a acquitté. Ainsi il est décidé que l'on peut vendre les livres les plus détestables et les plus propres à corrompre la jeunesse. Telle est la protection que notre législation accorde à la religion et aux mœurs!

Au surplus, il y a eu dans cette même audience un autre incident non moins remarquable. Le prévenu Terry a allégué que les mauvais livres qu'on lui reprochoit de vendre avoient été reçus sans difficulté en nantissement des prêts faits en 1830 au commerce de la librairie, et qu'ils avoient été ensuite mis en vente par l'administration, à défaut de paiement des sommes prêtées. Il est sûr que ce précédent est peu honorable pour l'administration qui donnoit un tel exemple.

immoralité, et qui auroit mérité d'être traduite elle-même en justice.

Terry a allégué encore qu'une saisie de ces mêmes ouvrages ayant été faite en 1855 chez plusieurs libraires, et notamment chez lui, de vives réclamations s'élevèrent en lieu de la part de tous les organes de la presse sans exception, et que les livres avoient été restitués au bout de quelques jours, de sorte qu'il étoit bien établi qu'on pouvoit les réimprimer et les vendre publiquement. Ce que le prévenu a dit ici pour le besoin de sa cause, est évidemment faux. Tous les organes de la presse n'ont pas réclamé contre la saisie, nous en sommes sûrs. Néanmoins, tout cela a paru apparemment concluant au jury, et l'acquiescement du sieur Terry va encore encourager les réimpressions et la distribution des plus détestables productions.

On annonce que parmi les projets de lois qui doivent être soumis à la délibération des chambres dans le cours de la session prochaine, il s'en trouve un sur la responsabilité civile des communes. Il est à désirer que cette fois il soit combiné de façon à ce que les dispositions qui régissent actuellement la matière deviennent moins favorables à l'émeute et à ceux qui éprouvent en apparence du dommage de sa part.

On sait en effet de quelle manière les choses se passent à l'égard des auteurs de pillages, et ensuite à l'égard de leurs victimes. Les uns gardent communément les profits qu'ils peuvent y faire; les autres en sont quittes pour présenter sommairement des états de pertes, qui entraînent d'autant moins d'embarras et d'inconvénient qu'ils sont le plus souvent très-difficiles à vérifier. Toujours résulte-t-il du mode établi par ce genre de réparation, que l'intérêt privé n'a point à s'inquiéter des suites, et que c'est l'intérêt général qui en souffre. L'émeute pille, dévaste et s'approprie à la faveur du désordre ce qui tombe dans son fossé. Voilà ce qui est pour elle un stimulant et un appât

dangereux, qui n'est malheureusement préjudiciable que pour la cité.

Quant à la partie dont la propriété se trouve atteinte et endommagée, nous ne voulons pas dire assurément qu'elle soit capable d'abuser des circonstances pour se faire attribuer plus d'indemnités qu'il ne lui en appartient. Mais ce n'est pas assez; il faut tâcher de régler les choses de manière à ce qu'elle ait un intérêt direct et véritable à se protéger elle-même contre l'émeute et à n'être point pillée. La responsabilité civile de la commune ne doit venir qu'ensuite, après que tous les recours du pillé contre le pillard ont été convenablement exercés.

Ces observations n'ont point pour but de demander une petite place dans les dispositions de la loi nouvelle, en faveur de la propriété de l'Eglise et de ses ministres. Nous ne savons que trop qu'il y a toujours exception par rapport à celle-là, et qu'elle est abandonnée au bras séculier de l'émeute sans dédommagement ni indemnité. Ainsi nous ne voulons parler ici que de ce qu'il conviendrait de statuer à l'égard des autres natures de préjudice, de pillage et de dévastation. Car pour ce qui regarde les excès et les violences qui s'exercent contre la religion et les prêtres, on sait qu'ils sont faits pour cela, et que l'impunité est acquise aux gens qui ne dévastent que des églises, des palais épiscopaux et des calvaires.

PARIS, 21 OCTOBRE.

M. de Pelet, préfet de la Charente-Inférieure, est nommé préfet de la Vienne, en remplacement de M. Mancel, appelé à la préfecture de la Sarthe. M. Gabriel, préfet de l'Aube, passe à la préfecture de la Charente-Inférieure. M. Darcy, préfet de Tarn-et-Garonne, est nommé préfet de l'Aube. M. Menard, préfet de la Creuse, est nommé préfet de Tarn-et-Garonne.

— M. Fleury, ancien préfet, membre du conseil de préfecture de la Seine, est nommé préfet de la Creuse, et M. Hénaux, sous-préfet de Bayonne, préfet de

la Haute-Loire, en remplacement de M. Legoux.

— M. Leroy, sous-préfet de Saint-Sever, passe à la sous-préfecture de Bayonne, et est remplacé à Saint-Sever par M. d'Aspaign d'Estampes, ancien sous-préfet d'Argelès.

— M. Molin, député, conseiller de préfecture, secrétaire-général du Puy-de-Dôme, est nommé membre du conseil-général de la Seine, en remplacement de M. Fleury, nommé préfet.

— Le 5^e collège électoral de Lot-et-Garonne est convoqué à Villeneuve-d'Agen pour le 16 novembre, à l'effet d'élire un député, par suite de la nomination de M. Paganel aux fonctions de secrétaire-général du ministère de l'agriculture et du commerce.

— M. David, qui, ainsi que M. Cousin, ne faisait plus partie du service ordinaire du conseil d'état, a, dit-on, donné sa démission du titre de conseiller d'état en service extraordinaire, et de la place de directeur du commerce extérieur, qu'il occupait au ministère du commerce.

— Une modification a eu lieu dans l'organisation de l'administration des postes. Le nombre des sous-directeurs a été porté à quatre. Ce sont MM. Piron, Lavollée, Mahou et Mollard.

— Un journal dit que M. Molé écrit en ce moment des mémoires sur l'empire.

— Plusieurs journaux persistent à faire voyager M. d'Appony, ambassadeur d'Autriche; après l'avoir fait aller à Londres, ils l'ont envoyé à Johannesburg, chez le prince de Metternich. M. d'Appony n'a pas quitté Paris.

— M. Firmin Rogier, conseiller et premier secrétaire de la légation de Belgique à Paris, va épouser la fille du feu comte de Frias.

— Le comte de Lowenhielm, ministre de Suède et de Norvège à Paris, a été appelé à Stockholm. On le dit destiné aux fonctions de maréchal de l'ordre de la couronne pendant la diète qui s'assemblera en septembre.

— M. Giacobbi, président d correctionnel à Alger, vient d'être nommé chevalier de la Légion-d'Honneur.

— La femme qui a jeté une pierre sur la voiture du roi des Français, Girondelle, et non Girodet. Elle de 31 ans, née à Brauvillier Elle demouroit à Paris, rue de la Harpe et se trouvoit sans place depuis juin. Les docteurs Chomel et Girard, appelés par le préfet pour s'assurer de l'état de la Girondelle, ont constaté qu'elle étoit atteinte d'aliénation mentale. Quand par eux, elle a répondu comme elle ne pouvoit de répondre aux magistrats qu'elle vouloit au roi parce qu'elle étoit à lui, il n'avoit pas empêché qu'elle fût sans cesse assaillie par des cris. M. Gilles, commissaire de police des légations judiciaires, qui a examiné la malheureuse Girondelle, rue de la Harpe dans le garni qu'elle occupoit, a fait un rapport dans le même sens. Le trajet, elle lui a fait les réponses plus incohérentes. M. Gilles n'a trouvé à son domicile rien de suspect. « Il a dit son rapport, pratiquoit ses devoirs de religion. Les seuls livres qu'elle possédait sont : l'Imitation de Jésus-Christ, des pensées chrétiennes, un paroisson et des évangiles. »

— Auguste Blanqui persiste dans sa résolution de ne répondre à aucune des questions qui lui sont faites par les magistrats instructeurs.

— Les sieurs Breton, cordonnier d'imprimerie; Winturon, lithographe; Dubois, rentier, arrêtés en même temps que Blanqui, ont été mis en liberté. Les sieurs Bouvet, médecin, et Cœur, aussi arrêtés avec les autres, ont été transférés, dit-on, à la prison de la Force.

— Le gérant du *Corsaire* a été condamné en police correctionnelle à six mois de prison, 100 fr. d'amende et de dommages-intérêts, attendu

numéro de la *Presse* du 30 septembre, Dujarrier a diffamé Belmossière, en annonçant mensongèrement qu'il étoit reclus de justice, et qu'il avoit été condamné pour vol en 1836 par la cour d'assises de la Seine. M. Dujarrier ayant formé samedi opposition au jugement par défaut, la cause sera de nouveau appelée le 25.

— Un journal belge annonce que le gouvernement français va envoyer à Bruxelles un haut fonctionnaire de l'administration des postes, chargé de s'entendre avec le gouvernement belge sur les mesures à prendre pour le départ de Paris (matin et soir), de deux courriers à destination de Bruxelles.

— L'état et le département de la Seine vouloient mettre à la charge du département de Seine-et-Oise la moitié des réparations fort considérables à faire au pont de Saint-Cloud. Par suite du refus constant de l'administration de Seine-et-Oise, le différend a été soumis au conseil d'état. Le conseiller rapporteur avoit conclu à la répartition par égales portions entre les parties litigantes, mais le conseil a déchargé le département de Seine-et-Oise de toute participation aux travaux. Ce procès durcit depuis dix ans.

— Madame la comtesse Christine de Fontanes vient d'écrire au *Courrier Français* que c'est à tort qu'il a annoncé que M. de Salvandy (alors ministre) avoit commandé les œuvres de M. de Fontanes, son père. C'est madame la comtesse Christine de Fontanes qui s'est chargée de leur publication.

— La commission établie dans le département de la Seine pour examiner les aspirans aux brevets de capacité, pour l'instruction primaire tant supérieure qu'élémentaire, ouvrira sa seconde session le 4 novembre à la Sorbonne.

— Le conseil-général de la Seine, effrayé du nombre d'abandons et d'infanticides qui se succèdent depuis la suppression des tours, va, dit-on, les rétablir à l'hospice des Enfants-Trouvés.

— Le quatrième et dernier tableau de rectification des listes électorales de la Seine, présente 487 additions nouvelles ou réintégrations. 60 rectifications. Il y a en tout 22,040 jurés, dont 489 ne sont pas électeurs; 18,940 sont électeurs censitaires, et 2,611 électeurs départementaux.

— Le manufacturier Richard Lenoir, créateur de l'industrie cotonnière en France, et qui fut, il y a deux ans, l'objet d'une souscription votée par les fabricans, vient de mourir à Paris.

— Si le prix des blés, dans le rayon d'approvisionnement de la ville de Paris, est resté stationnaire aux derniers marchés, on a pu néanmoins remarquer une légère tendance à la hausse.

— Les travaux des Champs-Élysées se poursuivent avec activité. On place en ce moment des bornes-fontaines et des candélabres. La grande allée sera prochainement éclairée au gaz.

— La fontaine de la place Richelieu est terminée; il reste maintenant à enlever la palissade qui l'entoure, et à garnir cette place d'un dallage semblable à celui de la place Louis XV.

— Les ouvriers viennent de commencer au palais des Beaux-Arts les travaux pour dresser un portique provenant du château de Gaillon.

— Le chiffre total des souscriptions ouvertes en faveur des réfugiés espagnols étoit, il y a quelques jours, de 36,000 fr. On évalue le nombre des réfugiés à 6,000.

— M. Edmond de Breuille, avocat, vient d'être nommé consul-général du gouvernement persan à Paris, en remplacement de M. Dolfus, démissionnaire.

— Le ministère doit présenter, dit-on, à l'ouverture des chambres, un projet de loi pour autoriser la prolongation du chemin de fer de Saint-Germain jusqu'à Poissy.

— Les travaux de réparation du chemin de fer de Versailles (rive droite) touchent à leur fin.

— Il est question d'*Omibus Drowski*.
à un cheval et à un seul cocher conduc-
teur. Ces voitures ne porteroient que
sept voyageurs, et leurs services seroient
réglés par un mode tout-à-fait nou-
veau.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Le 13, vers sept heures du soir,
un incendie attribué à la malveillance a
éclaté dans la ferme du sieur Robine,
cultivateur et marchand de bois, demeu-
rant à Corbeil (Seine-et-Oise). Le feu,
qui a fait de grands ravages, n'a pu
être éteint que dans la soirée du 14. On
signale un trait de courage remarquable
de la part du gendarme Violette, com-
mandant le poste d'Essonne, qui s'est
précipité, au péril de ses jours, dans le
foyer pour en arracher un pompier de
Corbeil entraîné par la chute de quel-
ques matériaux. Il a été assez heureux
pour lui sauver la vie.

— Les troubles qui avoient éclaté
parmi les ouvriers du canal de l'Aisne,
à la hauteur de Concevreux, sont en-
tièrement terminés. Onze ouvriers ter-
rassiers ont été enfermés dans la prison
de Laon.

— On a commencé à Valenciennes
une enquête sur le chemin de fer qui de
cette ville ira joindre à Quievrain les
chemins de fer belges.

— La chambre du commerce de Lille
vient de recevoir l'avis officiel de la
ratification du traité qui autorise la
jonction de la Deûle à l'Escant par le
canal de Roubaix.

— Le 15 a eu lieu, à la préfecture de
la Meurthe, l'adjudication des travaux
du canal de la Marne au Rhin, dans la
partie comprise entre la limite de la
Meuse et Toul. Le chiffre de l'estima-
tion étoit de 1,200,000 fr. MM. Stomphx,
de Monceaux, et Dumas, de Paris, se
sont rendus adjudicataires, moyennant
un rabais de 5 pour cent.

— L'école d'application de l'artillerie
et du génie de Metz ne compte cette an-

née que 74 élèves; il y a long-temps q
ne l'avoit vue aussi peu nombreuse.

— A Arras, plusieurs dames se
chargées de confectionner le linge q
doit donner aux malheureux réfugiés
pagnols qui sont dans cette ville.

— Le département de l'Eure coi
cette année 3,916 électeurs. Il y en
3,738 en 1838, et 2,851 lors d
première exécution de la loi, en 181

— Des ateliers de charité vien
d'être ouverts sur les chemins de gra
communication dans le département
l'Eure.

— Deux escrocs qui étoient parve
en se faisant passer pour bons négocia
à se procurer beaucoup de marchand
ont été arrêtés au Havre, comme il
loient partir pour la Nouvelle-Orléans

— Le colonel de la Rochette, q
nous avons annoncé l'accident per
un exercice de son régiment (le 4^e
ligne), est mort dans la nuit du 1
17. On lit dans l'*Hermine* de Nan
« Plusieurs ecclésiastiques se sont
un pieux devoir de l'assister pend
maladie, lui ont administré les der
sacrements de l'Eglise, qu'il a reçu
pleine connoissance, et ne l'ont qu
qu'après son dernier soupir. »

— Un accident qui auroit pu av
des suites funestes est arrivé le 17.
Nantes, aux travaux de l'église Saint
Croix. Un échafaudage volant avoit
placé mardi au chevet de l'église p
vérifier quelques mesures; cette vér
cation étoit faite, mais l'échafaudage
voit pu encore être retiré, lorsque
la fin de la journée trois personnes
placèrent dessus imprudemment et le
bèrent d'environ onze mètres de h
teur. Deux ont été blessées fort légè
ment et la troisième a une blessure
ne présente pas non plus beaucoup
gravité.

— Le brick le *Laurier* est parti le 1
Brest pour les Antilles.

— La canonnière la *Malouine* est p
de Brest, le même jour, pour le Séné

— L'*Auxiliaire breton* dit que M.

préfet de Loudéac, a reçu son
pour Montluçon et sera
Loudéac par le marquis de

à tort qu'on a annoncé le dé-
de la garde nationale de Cler-
and. On s'est borné tout sim-
vérifier les fusils.

inauguration de la statue du co-
bes vient d'avoir lieu à Feurs
statue est en bronze et a sept
aut. Avant que le cortège se
endroit où la statue alloit être
général, le préfet et le maire
au service funèbre qui a eu
l'église de Feurs.

avoit le 15, au dépôt de men-
Lyon, 81 hommes et 118 fem-

annonce que la chaudière d'un
vapeur faisant le service sur
a éclaté près de Trévoux. On ne
il y a eu des personnes blessées.
eaux du Rhône et de la Saône
urs fort élevés.

lit dans la *Gazette du Bas-Lan-*
mes) : Le débordement du
nt sans doute dérangé les ha-
es castors, un jeune individu a
près de son embouchure, sur
et pris par un paysan qui l'a
ez M. Crespon, auteur de l'*Or-*
la midi de la France, où on peut
e montre doux et familier ; il
il curieux de voir avec quelle
éponille les branches d'arbres
rce. Depuis plus de vingt ans,
pu se procurer un de ces ani-
t, quoiqu'on eût la certitude
ient pas cessé de vivre dans
age. •

ral Duperré vient de donner
Cherbourg, pour que le ba-
eur de sauvetage, construit
rice de la société générale des
à Bone (Afrique), fût dirigé
nent à Toulon. Des bateaux à
l'état le conduiront ensuite à
on.

rvolte la *Diligente* va partir de

Toulon pour le Levant, où elle rempla-
cera la *Favorite*.

— La température, si douce, il y a peu
de jours, à Marseille, a tout à coup changé.
La pluie est arrivée après la journée si
chaude du 13, et n'a cessé de tomber les
14, 15 et 16. Sans doute que ces pluies
seront suivies de l'inévitable mistral et du
froid qui l'accompagne.

— L'incendie qui a eu lieu dans la
nuit du 11 au 12, au faubourg Saint-
Etienne à Toulouse, a été entouré de
circonstances telles, que l'autorité a cru
devoir faire arrêter le propriétaire de la
maison incendiée.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Au 1^{er} janvier 1834, le total géné-
ral de la dette publique espagnole s'éle-
voit, en capital, à près de sept milliards,
sur lesquels deux milliards et demi repré-
sentent des intérêts échus et non payés.
A cette somme effrayante, il faut ajouter
le produit de l'emprunt souscrit par les
maisons Ardoïn et Riccardo, en 1835, au
capital de 166 millions de francs; plus les
arrérages dus depuis cinq ans, tant de cet
emprunt que de la dette active; plus, les
sommes dues aux armées, aux fournis-
seurs, etc., pendant les cinq années de
guerre, qui viennent de s'écouler. Le
capital de la dette actuelle peut bien être
porté, comme on voit, à la somme
ronde de huit milliards.

— Des guérillas continuent à se former
de tous côtés. Elles occupent et incom-
modent beaucoup les gardes nationaux,
les détachemens et les convois militaires
des christinos.

— Espartero ne se hâte pas de commen-
cer ses opérations contre Cabrera. Outre
qu'il veut probablement laisser reposer
ses troupes, il paroît vouloir attendre
qu'elles soient toutes remises sous sa
main. On dit que le gouvernement de
Madrid vient de lui faire passer des som-
mes considérables. On présume qu'il tra-
vaille à détacher les officiers et les soldats
de l'armée carliste qui peuvent lui paroi-

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

~~Les carlistes ont servi~~

dont on s'empare, mais leurs
leurs enfans.

— En attendant que les fus
dans les provinces basques, l
vile et militaire ne se con
mettre la main sur toutes les
des communautés religieuse
pouille de leurs emplois tous
teurs des écoles primaires ne
le régime précédent; et on le
par des christinos renforcés,
l'autorité militaire.

Le roi Léopold est parti d
le 16, pour Wiesbaden, et
le nom de comte d'Ardenne.

— M. Onvrard, le célèbre l
entrepreneur, est en Belgie
plusieurs jours.

— Les états provinciaux du
viennent de mettre un imp
chiens.

— Après la conclusion du tr
avril, la majeure partie de la
hollandaise étoit restée canton
le Brabant septentrional. Les
hollandais annoncent que la pl
escadrons vont s'éloigner des
et tenir garnison à l'intérieur.

— Du 11 janvier 1838 au 1.
1859, le nombre des banquer
élevé à 306 pour Londres et 78
comtés, ensemble 1,087. Ma
Birmingham, Leeds et Liverpo
villes qui figurent en tête des
désastres financiers.

— M. Rowland-Hill est arrivé
revenant de Paris où il a été
rangemens de la direction des p

— La force de la vapeur en
Birmingham est de 3,436 che
nombre des locomotives est de

— Le nombre des lettres port
gleterre à New-York par le *Great*
dans son dernier voyage, n
au moins de 10,000; le port de
s'est élevé à la somme de 15,000

— La reconnoissance du no
rectoire fédéral et du gouverne
canton de Zurich, a eu lieu de l

D'après le *Mémorial des Pyrénées*,
Talavera se prépare à une rude défense
dans la place de Cantavieja, qu'il a forti-
fée et approvisionnée de la manière la
plus complète. 2,000 paysans sont em-
ployés jour et nuit par ses ordres à mettre
Mocilla (dont il porte le nom) sur un
état de défense formidable. Tous les pri-
sonniers christinos tombés en son pou-
voir, au nombre de 2,500, sont renfer-
més dans le Marstrango, avec plus de 500
cannons dont il s'est aussi assuré.

On apprend de Talavera, dit une
source christine, qu'un corps de partisans
cristinos, commandé par Philippe Mu-
noz, a commis d'affreux ravages.

Le *Journal des Pyrénées Orientales*
rapporte que trois jeunes ecclésiastiques
espagnols, qui étoient venus se faire or-
diner prêtres en France, ont été fusillés
par eux-mêmes dans leur pays par une ronde
cristine qui les a rencontrés. Le *Cour-*
ant espagnol, feuille espagnole, publie
une lettre écrite de la province de la
Murcie, par laquelle on lui apprend
qu'un *Militar* immensément les carlistes

totalité du corps diplomatique accrédité auprès de la confédération.

— Les nouveaux représentants ont reçu au Haut-Valais un accueil plus amical que celui qu'ils ont trouvé dans le Bas-Valais. Les habitants du Haut-Valais, dit l'*Observateur du Jura*, leur manifestent dans chaque occasion le plaisir qu'ils ont de les voir. Les représentants visiteront toutes les communes du Haut-Valais, écouteront les vœux du peuple et feront une enquête exacte sur la votation du 18 août.

On se rappelle que la validité de cette votation avoit été contestée par le parti révolutionnaire, comme faite en opposition à la forme prescrite par la diète, et que sans même l'avoir examinée, il l'avoit déclarée fautive et mensongère. En vain les autorités du Haut-Valais avoient-elles offert de la soumettre à une enquête sévère, le radicalisme ne voulut rien entendre.

— Aux nouvelles du canton de Fribourg, l'*Observateur du Jura* avoit parlé le 7, d'un suicide qui auroit eu lieu à Belfaux, par suite de mauvaise conduite. L'*Observateur*, du 17, dit qu'il a été mal informé. La vérité est que le 22 septembre un jeune homme lucernois, de conduite régulière, s'est tué en tombant accidentellement du haut d'une galerie, à la Corbaz.

— On écrit de Turin que l'infant don Sébastien a quitté cette capitale le 15 au matin pour continuer son voyage.

— Deux mécaniciens de l'université royale de Turin, MM. Jert père et fils, ont construit sans modèle un clagnerréotype à l'aide duquel ils ont retracé avec la plus grande perfection une de ces belles perspectives si communes dans la capitale du Piémont.

— La solennité de l'inauguration royale du chemin de fer de Naples à Castellamare, qui avoit attiré un concours immense de peuple, a eu lieu le 3 octobre, en présence du roi et de toute la famille royale.

— L'inauguration de la statue équestre de Maximilien I^{er}, premier électeur de

Bavière, a eu lieu le 12 octobre à Munich.

— Le roi de Hanovre ayant reçu deux pétitions dont le but étoit d'obtenir la dissolution de l'assemblée des états, a fait répondre que cette question étant uniquement du ressort de la couronne, il ne pouvoit soumettre sa détermination à aucune influence.

— M. de Tallenay, ministre résident accrédité par le roi des Français près des villes libres hanséatiques, a présenté le 8 octobre ses lettres de créance au sénat de la ville de Lubeck.

— La *Gazette d'Augsbourg* dit qu'il y a eu trente ans, le 8, que le prince de Metternich a pris le portefeuille des affaires étrangères. M. de Metternich, qui jouit maintenant d'une parfaite santé, va retourner à Vienne.

— M. de Metternich a reculé de quelques jours son départ de Johannisberg, pour y recevoir le roi Léopold.

— Le 29 août au matin, par un temps magnifique, la ville d'Irkoutske (Russie d'Asie) a éprouvé de violentes secousses de tremblement de terre. Onze maisons en briques se sont écroulées et huit personnes ont, dit-on, péri; trente-quatre autres personnes ont été grièvement blessées.

— Le Danemark possède aujourd'hui trente-trois manufactures mues par la vapeur.

— Le vaisseau le *Brutus* a apporté à Londres des nouvelles de Montévideo du 5 août. Le port de Buénos-Ayres étoit bloqué et toutes les communications étoient interceptées, à l'exception de celles réservées pour le paquebot anglais. Rien ne peut faire penser que le blocus sera levé de long-temps.

— La population du Mexique est de 7,014,140 âmes, celle du Texas, de plus de 100,000 âmes.

— Des lettres de M. Laplace, commandant de la frégate française l'*Artémise*, datées d'Otaïti les 12 et 13 mai, parlent de l'échouement de ce navire. Les avaries de l'*Artémise*, d'après ces let-

tre susceptibles de se laisser corrompre. Le colonel Cabanero, qui après la cause de don Carlos, est un ennemi mortel de Cabrera. Il est un des agents d'intrigue les plus employés à débaucher les

— Les christinos se dirigent vers la forteresse de Castejón de la Alta, haute antiquité. L'armée de don Carlos s'approche de la ville d'Alava. Les opérations pour obtenir

— On écrit de Madrid que le roi a signé les deux décrets relatifs à Tiersol.

— On écrit de Madrid que le roi a signé les deux décrets relatifs à Tiersol.

— On écrit de Madrid que le roi a signé les deux décrets relatifs à Tiersol.

près en même temps que le 15 ne pourra donc voir la comète dans le cas où elle s'écarteroit beaucoup de Jupiter par une déclinaison de l'est, ou par une ascension droite réelle.

Le Gérant, Adrien Le Clère

BOURSE DE PARIS DU 21 OCTOBRE

CINQ p. 0/0. 110 fr. 85 c.
TROIS p. 0/0. 81 fr. 60 c.
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 104 fr. 50 c.
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept. 100 fr. 00
Act. de la Banque. 2840 fr. 00
Oblig. de la Ville de Paris. 1240 fr. 00
Rente de la Ville de Paris. 100 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire. 792 fr. 50 c.
Quatre canaux. 1260 fr. 00 c.
Rentes de Naples. 103 fr. 10 c.
Emprunt romain. 103 fr. 58
Emprunt Belge. 101 fr. 34
Emprunt d'Haïti. 507 fr. 50 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 30 fr. 14

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLÈRE ET C^{ie}
rue Cassette, 29.

LIBRAIRIE ECCLÉSIASTIQUE DE MÉQUIGNON-JUNIOR, rue des Grands-Augustins, n° 9.

— M. l'abbé O. VIDAL. Paris, 1827 à 1831. 20 vol. in-8°, br., 80

— M. l'abbé O. VIDAL. Paris, 1827 à 1831. 20 vol. in-8°, br., 80

— M. l'abbé O. VIDAL. Paris, 1827 à 1831. 20 vol. in-8°, br., 80

— M. l'abbé O. VIDAL. Paris, 1827 à 1831. 20 vol. in-8°, br., 80

— M. l'abbé O. VIDAL. Paris, 1827 à 1831. 20 vol. in-8°, br., 80

Format in 12, 4 fr.
Format in 8°, 5 fr.

Pour paraître prochainement :

— M. l'abbé O. VIDAL. Paris, 1827 à 1831. 20 vol. in-8°, br., 80

— M. l'abbé O. VIDAL. Paris, 1827 à 1831. 20 vol. in-8°, br., 80

SUR LES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS.

Quelques personnes se sont étonnées peut-être que nous n'ayons pas annoncé dans ce Journal une souscription en faveur des ecclésiastiques, des religieux et autres personnes de toutes les classes, que les derniers événemens ont fait sortir d'Espagne. Ce n'est pas, assurément, que leur sort ne nous parût digne d'un vif intérêt. Mais notre souscription n'eût pas été tout-à-fait celle qui est annoncée dans presque tous les journaux de Paris et de province; ceux-ci avoient spécialement en vue d'assister les militaires, au lieu qu'il nous sembloit que dans notre Journal nous devions mettre en première ligne les besoins du clergé espagnol, tant séculier que régulier. Nous pensions d'ailleurs que le clergé français n'auroit que trop d'occasions de montrer sa charité pour les malheureux réfugiés espagnols dispersés dans tant de villes, et en effet nous avons appris qu'ils avoient été assistés en beaucoup d'endroits par le zèle et le concours des pasteurs et autres ecclésiastiques. A dire vrai, la précipitation de leur départ, leur dénûment, la cause pour laquelle ils souffroient, tout devoit appeler l'intérêt sur ces honorables victimes des troubles de leur pays. De plus, un autre motif devoit disposer des Français en leur faveur. Car cette révolution, dont ces infortunés étrangers sont victimes, c'est nous qui l'avons portée en Espagne. Ce sont nos livres, nos journaux, nos principes, *L'Am. de la Religion. Tome CIII.*

nos émissaires, qui ont introduit dans ce pays la manie des innovations religieuses et politiques. C'est donc pour nous une obligation de conscience d'expié autant qu'il est en nous le mal que nos compatriotes ont fait à l'Espagne. Enfin le clergé français a encore une autre raison de se montrer généreux envers le clergé espagnol; c'est qu'il a été lui-même généreusement assisté il y a bientôt 50 ans, lorsque la révolution força nos prêtres, surtout du Midi, de se réfugier en Espagne. Plusieurs de nos évêques s'étoient réfugiés dans le Midi, entre autres l'archevêque d'Auch, M. de la Tour du Pin, et les évêques de Dax, d'Aire, de Bayonne, de Tarbes, de Blois, de La Rochelle, de Castres, de Lavaur, d'Aleth, de Rieux, etc.

On a récemment parlé dans divers journaux de ce que firent des évêques d'Espagne en faveur de nos prêtres proscrits. Plusieurs de ces prélats donnèrent en effet de grands exemples de charité. Nous demandons la permission de reproduire ici ce que nous écrivions en 1818, en annonçant la mort du cardinal de Quvedo, évêque d'Orense en Galice, prélat si illustre par ses vertus et ses largesses, qui refusa deux fois le riche archevêché de Séville, et mourut la nuit du 27 au 28 mars 1818; cette citation aura de l'à-propos dans la circonstance actuelle :

« Tous les malheureux trouvoient en lui un appui, et tous les affligés un consolateur. On en vit un illustre exemple dans sa conduite admirable envers les ec-

[illegible]

en arriveroit chez lui. plus il s'estimait heureux de les avoir. Ses maisons, il agréablement, étoient bien aussi que des communautés, et sa supériorité en valoit bien une autre. On a calculé que la dépense qu'il faisoit pour nos monastères s'élevoit à plus de 80,000 fr. sans compter ses aumônes ordinaires, et qu'il ne diminua rien pour cela ; et cependant le revenu de son évêché n'alloit qu'à 60.000 fr. Il semble que la providence multipliat ses biens entre les mains de celui qui ne se regardoit que comme un tributaire de ses dons.

• Parlerai-je de quelques faits particuliers qui feroient ressortir l'ardente ardeur du prélat ? Un prêtre qui avoit eu l'honneur de lui présenter quelques demandes pour ses collègues, tomba malade, et alla mourir à plus de cent lieues de la capitale, d'où il avoit écrit à M. de Quevedo. Celui-ci ne vint néanmoins à découvrir le lieu de sa retraite. Pourquoi, Monsieur, lui mandait-il, vous qui avez eu la charité de venir secourir quelques-uns les besoins des autres, ne venez-vous pas les vôtres ? Je vous envoie un change de 3,000 réaux ; c'est un témoignage de ce que je désire faire pour vous. Les religieux de son diocèse ancien fait présent d'une mitre parfaitement travaillée en feuilles de palmier ; l'envoya à M. l'évêque de L. R., qui la conserve encore, et accompagnant ce présent d'une délicatesse qui en augmentoit le prix, il lui écrivoit : J'ai reçu votre mitre de palme ; j'ai voulu l'essayer ; mais elle n'y va pas du tout. Pourquoi ? J'ai pris les dimensions de la mienne ; mais ma mitre étoit à sa juste mesure. Tous ceux qui ont approché l'évêque se sentent tentés à citer quelque trait de sa vie. Il suffisoit d'avoir quelque chose à dire avec lui pour avoir bien des occasions d'admirer l'étendue de ses lumières, la solidité de son esprit, l'ardente ardeur de sa foi, de sa piété.

• Un prélat français, qui a passé plusieurs années auprès de lui, écrivait à un ecclésiastique distingué de qui nous le tenons : *Nous sommes ici plusieurs maîtres, mais*

indigne d'être le disciple de ce savant évêque. Telle est l'idée qu'a laissée M. de Quevedo. Les bannis qu'il a secourus avec tant de générosité aiment à publier l'estime profonde qu'ils avoient conçue pour leur bienfaiteur. Ils firent graver dans le temps son portrait, à Madrid. Cette gravure eut beaucoup de débit, grâce à la réputation de sainteté du prélat, et le produit de la vente fut consacré au soulagement des Français malheureux de toutes les classes. M. de Quevedo se montra fort attendri de cette marque de sensibilité et de respect, et il écrivit à cette occasion une lettre touchante au prélat français qui avoit dirigé l'exécution de la gravure. Celui-ci en envoya des copies à ses collègues, réfugiés en Angleterre, ainsi qu'à nos princes retirés dans la même île, et il leur fit connoître les vertus et les services de l'évêque d'Orense. Monsieur, comte d'Artois, chargea expressément le prélat dont nous parlons de remercier en son nom le bienfaiteur du clergé français, et cette bonté de l'excellent prince émut sensiblement M. de Quevedo, attaché, comme il l'a prouvé depuis, au sang des Bourbons.

• Depuis le retour de nos prêtres déportés, nous avons reçu des lettres qui nous transmettoient quelques détails sur la vie de M. l'évêque d'Orense. En 1814, ayant eu occasion de parler de lui dans un de nos premiers numéros, deux de nos abonnés se firent un plaisir de nous communiquer ce qu'ils savoient à son égard, et récemment encore d'autres de nos lecteurs nous ont invités à rédiger la présente notice, et nous en ont envoyé les matériaux. C'est sur leurs notes que nous écrivons ceci. Ils désirent qu'on sache, et nous aimons à publier, qu'ils n'oublieront jamais tout ce qu'ils doivent au saint prélat, moins peut-être encore pour sa générosité à leur égard, que pour les grands exemples de piété qu'il leur a laissés. Tous n'en parlent que comme d'un homme d'un mérite éminent, d'une vertu héroïque, l'ornement et l'édification de l'Eglise. •

Nous avons nommé aussi dans ce

Journal un autre prélat qui se montra le bienfaiteur généreux de notre clergé proscrit; c'est le cardinal Lorenzana, archevêque de Tolède, mort en 1804. Ce savant et pieux prélat le disputoit à l'évêque d'Orense en procédés et en largesses; on assure qu'il défrayoit jusqu'à 500 de nos prêtres. Il est vrai qu'il avoit un immense revenu; l'archevêché de Tolède rapportoit quatre millions de francs, mais le cardinal en faisoit le plus noble usage. Voyez ce que nous avons dit de lui, N° 627 de ce Journal, tome xxv.

D'autres historiens confirment les détails que nous venons de donner. M. l'abbé d'Auribeau, dans ses *Mémoires pour servir à l'histoire de la persécution française*, 4 vol. in-8°, imprimés à Rome en 1794 et 1795, cite trois lettres admirables de l'évêque d'Orense à l'abbé de Villeneuve, grand-vicaire d'Angers, et à l'abbé de Hureau, grand-icaire du Mans. Ces lettres qui sont en latin et datées de la fin de 1792, époque de la déportation du clergé français, sont pleines de charité et de piété. Il demandoit formellement qu'on lui envoyât autant de prêtres qu'on voudroit : *Huc ergo, disoit-il, quotquot volueritis, advoiate*. M. l'abbé d'Auribeau cite également une lettre de l'abbé L., professeur de théologie à l'université d'Angers, lettre écrite le 23 novembre 1792, et où, en faisant l'éloge de l'évêque d'Orense, il annonce qu'ils étoient alors chez lui 52 prêtres, dont 25 du diocèse d'Angers. Le prélat avoit écrit au capitaine-général de la Galice de les lui envoyer, disposé à vendre ses meubles s'il le falloit, pour les nourrir, et à partager son dernier morceau de pain avec eux.

Des historiens plus récents ont rendu la même justice aux deux prélats que nous avons nommés :

« L'évêque d'Orense, dit M. de Laborde, avoit fait de son palais épiscopal un hospice où logeoient trois cents ecclésiastiques français condamnés à la déportation dans le temps de la révolution. Ce prélat mangeoit avec eux et se refusoit tout genre de commodités qu'il n'auroit pu procurer à ces infortunés. » (*Itinéraire de l'Espagne, t. V, p. 39.*)

« Presque tous les évêques d'Espagne exercèrent cette sainte hospitalité. Le cardinal Lorenzana, archevêque de Tolède, entretenoit constamment cinq cents prêtres français. On compte qu'il y en a eu en Espagne environ dix mille, depuis 1792 jusqu'en 1801.

« Le Portugal en a nourri environ deux mille.

« Si l'on estimoit à 500 fr. la nourriture et les habits de ces douze mille prêtres français pendant neuf ans, ce seroit une dépense de 54 millions pour l'Espagne et le Portugal. Et comme il y eut des temps où il y eut en Espagne jusqu'à quatorze mille prêtres, et que l'hospitalité y fut aussi accordée à des religieuses et à des familles émigrées, on peut compter la dépense des deux royaumes en faveur des Français à 80 millions. Ajoutez que Charles IV pendant la révolution, et Ferdinand VII pendant les cent jours, se sont conduits envers leurs augustes parents, en dignes fils de Louis XIV. » (*Quelques considérations sur la révolution d'Espagne et sur l'intervention de la France, par M. Clausel de Coussergues.*)

Nous empruntons encore au même ouvrage ce fragment d'une lettre adressée à l'auteur, le 20 avril 1823, par M. B..., desservant la succursale de B..., diocèse de Rodez.

« ... Mais je dois revenir sur mes pas, pour vous entretenir un moment des bienfaits que mes compagnons et moi avons reçus du cardinal Lorenzana, archevêque de Tolède. Il recevoit tous les

prêtres français avec la bonté d'un père; il nous encourageoit, nous félicitoit d'avoir de si éclatantes preuves de notre foi, et sembloit envier notre sort que nous croyions si malheureux. Le grand nombre de prêtres qu'on lui envoyoit de toutes les parties de l'Espagne ralentir sa charité; il nous plaçoit dans les auberges, n'ayant pas assez pour entretenir tant de monde, et voyoit, chaque soir, son maître pour payer toute notre dépense. J'ai passé quinze jours avec quatre cents prêtres français, pour attendre que Son Em. eût reçu la réponse des évêques, et que nous devions partager sa charité envers eux. A mesure que nous recevions notre destination, nous étions remplacés par d'autres, et aucun ne partoit de Tolède sans être habillé, qu'il en eût besoin ou non. Tous devoient, en partant, recevoir la munificence de M. l'archevêque d'un habit complet, jusqu'aux souliers. Nous comptions que chaque habit valoit plus de 200 francs. Il m'est venu à Jaen avec vingt-trois autres, j'ai reçu vingt sous du gouvernement. Les évêques, et par conséquent 3,650 dans dix ans que je suis resté en Espagne, à quoi il faut ajouter les offrandes des messes, de quarante sous par an pendant sept ans, et vingt sous pendant trois ans, et vingt sous pendant trois ans, appris du secrétaire de l'archevêque qu'indépendamment des dépenses extraordinaires, aux passages des prêtres. Son Em. dépensoit mille francs par an en leur faveur, ou en faveur des familles émigrées auxquelles elle envoyoit du secours, lorsqu'on les lui faisoit connaître. Si on multiplioit cette somme par le nombre de notre exil, on trouveroit que la nation française doit plusieurs millions à un seul prélat espagnol !... »

En présence de tels faits, nous n'avons pas besoin de recommander les prêtres, les religieux et autres Espagnols réfugiés en France. Tous par leurs malheurs des droits à

lic , mais le sort des deux classes doit toucher spécialement le clergé français. Nous recevons volontiers les dons qu'on veut faire passer ; mais comme que l'on a séparé les prêtres religieux des militaires et et comme nous ne savons les sont les villes où on est en résidence les prêtres religieux exilés , il vaudrait mieux adresser directement des offrandes aux évêques de la France , qui ont dû en un plus grand nombre.

CHRONIQUES ECCLÉSIASTIQUES.

— Le Saint-Père, informé des besoins de l'Eglise naissante , a envoyé à M. l'évêque 1,000 écus romains par l'intermédiaire de M. l'ambassadeur de Rome. L'écu romain est de 1 c. et demi. Ce don généreux sans doute à propos, car les lettres que nous avons montrées quels étoient les besoins des églises et des malheureux dans le diocèse.

M. l'abbé Sibour , chanoine de Paris, nommé à l'évêché de Dijon, est arrivé la semaine dernière. Ses informations viennent d'être reçues. Avant son départ de Paris, deux grands-vicaires capitulaires, MM. Bondil et Jorion, sont venus le saluer et lui présenter leurs respects.

Le dimanche prochain, 27 octobre, sera la fête patronale de l'église Notre-Dame-des-Victoires. Les offices seront célébrés aux heures ordinaires ; la grand'messe à dix heures ; à deux heures, vêpres, par M. l'abbé Deveze, vicaire de Notre-Dame-des-Victoires, procèssion du saint Sacrement et salut ;

à sept heures du soir, vêpres de l'archi-confrérie du Saint-Cœur de Marie pour la conversion des pécheurs, sermon et salut.

Tous les confrères du Saint-Cœur de Marie, répandus dans la France, sont invités à solenniser et à sanctifier ce jour par tous les actes de la piété chrétienne, surtout par une fervente communion, si cela leur est possible. Ce sera le moyen de rendre ce jour un jour de grâce et de miséricorde pour les pauvres pécheurs. Les confrères de Paris sont exhortés à visiter dans ce jour l'église de Notre-Dame-des-Victoires, à y assister aux saints offices, à y faire la sainte communion, et à prier avec ferveur pour la conversion des pécheurs au pied de cet autel d'où ont déjà coulé tant de grâces et de bénédictions.

Pour consoler les journaux qui se plaignent des complaisances du pouvoir pour le clergé , il suffira peut-être de faire connoître deux décisions récentes du conseil royal d'instruction publique. L'une porte que le conseil royal ayant été saisi de réclamations relatives aux ordonnances du 16 juin 1828, en ce qui concerne les petits séminaires , a décidé que les infractions ne pourroient être tolérées, et qu'il y avoit lieu à poursuivre près de M. le garde des sceaux l'exécution complète des ordonnances. Nous avons entendu bien des fois certains journaux réclamer contre le régime des ordonnances ; mais il est reçu parmi eux que les ordonnances défavorables au clergé ont force de lois. Ainsi, comptez qu'ils applaudiront à la décision ci-dessus.

L'autre décision est du 16 septembre dernier, et regarde les manécanteries. On sait que ce sont des écoles en usage , surtout dans le diocèse de Lyon , et destinées à former les enfans pour le service du chœur dans les églises. Il y eut, il y a quelques années , divers jugemens et arrêts

rendus sur cette matière. Aujourd'hui, le conseil royal déclare qu'il est impossible de tolérer sous ce titre de manécanterie l'établissement d'écoles latines en dehors de la juridiction universitaire ; qu'on ne peut tolérer en ce genre que les manécanteries auprès des églises épiscopales, mais que le nombre des enfants doit être restreint aux besoins du chœur, et que l'admission d'élèves internes y est sévèrement interdite.

C'est ainsi qu'on prélude à la liberté d'enseignement promise et garantie par la charte. L'exécution de cette promesse est renvoyée aux *calendes grecques*. En attendant, on multiplie les restrictions et les entraves, et cela s'appelle au besoin le régime légal.

M. l'évêque d'Orléans, après avoir visité Sully et Gien, a continué sa tournée jusqu'à Montargis, autre chef-lieu d'arrondissement. Le prélat y a été accueilli avec de vives démonstrations d'intérêt et de respect. Le concours spontané et général de toutes les classes montrait que malgré la différence des opinions un sentiment plus fort que tous les autres animait la population. Le dimanche 13, à la grand'messe, le prélat adressa aux fidèles des paroles tout-à-fait dignes de son ministère. Il falloit voir cet immense auditoire sous l'impression de ces paroles. Le soir, au salut, l'église étoit trop étroite et le recueillement n'en fut pas troublé. M. l'évêque félicita le curé, M. l'abbé Franchet, de la décoration de son église. Le lundi, avant son départ, il célébra encore la messe, où nombre de fidèles communierent. En se retirant, beaucoup d'entre eux demandèrent à luiiser son anneau, et le prélat se prêta à ce pieux désir. M. l'évêque visita le collège, l'hospice, la salle d'asile pour l'enfance, et partout

parla avec autant d'à-propos qu'on bonté.

M. l'évêque d'Autun a eu 2,000 fr., résultat des quêtes faites dans son diocèse pour les victimes du tremblement de terre de la Martinique. On a fait pour le même objet une quête à la Nouvelle-Orléans, quête à laquelle M. l'évêque de cette ville a concouru, et qui a produit 2,845 fr.

La retraite pastorale vient d'avoir lieu à Nancy; il s'y est trouvé beaucoup de prêtres. M. l'abbé Chaignon a présidé et a rempli là comme ailleurs son rôle de coadjuteur du clergé. M. le coadjuteur a suivi tous les exercices, et ses rapports avec son clergé ont été de la nature la plus satisfaisante.

La retraite pour le diocèse de Dax s'est faite dans le grand séminaire qui est à Dax. Elle a été prêchée par M. l'abbé Debussy, qui avait rendu le même service à ce diocèse les deux années précédentes. M. le coadjuteur, nouvellement arrivé à ce diocèse, y a commencé l'exercice de son ministère, en recevant le nouvellement des promesses faites dans l'ancienne cathédrale, et adressant au clergé des avis pleins de bienveillance et d'affection qui ont été reçus avec respect.

Plusieurs journaux ont enregistré une délibération du conseil général du Jura qui demande avec insistance la suppression de l'évêché de St Claude. Ce vote a été emporté par 15 voix sur 25, et il n'a été l'objet d'aucune observation de la part des feuilles du Jura.

Nous doutons qu'il en ait été de même de la part des habitants. Ce tel vote est évidemment contraire aux intérêts du département du Jura, intérêts matériels comme aux intérêts religieux.

Quand tous les départements

ont aujourd'hui quelque établissement ou avantage, celui-ci un général pour le commander, celui-là une direction quelconque, on est étonné de voir le conseil-général du Jura venir demander la suppression de son évêché, oubliant apparemment qu'un évêché rehausse en quelque sorte l'importance d'une ville, y attire des étrangers, et devient un centre de relations toujours profitables aux intérêts du pays. Avec un évêque se trouvent des grands-vicaires, des chanoines, puis une certaine représentation qui oblige à des dépenses dont profite la ville où est le chef diocésain.

On voit que nous ne parlons encore que des intérêts matériels toujours mis en avant partout. Eh bien! nous disons qu'en cela le conseil-général du Jura a méconnu les intérêts de son département pour satisfaire à quelque rancune anti-religieuse qui probablement le préoccupait beaucoup plus que la question de légalité.

Que coûte d'ailleurs au département du Jura le siège épiscopal de Saint-Claude; il ne lui coûte que sa cote part avec les 85 autres départements; il lui coûte un 86^e de la dépense qu'entraîne l'évêché de Saint-Claude. Ainsi pour 3 ou 400 fr. d'économies, le Jura seroit privé d'un établissement qui répand autour de lui plus de 30 ou 40,000 fr. par an, et ajoute à l'importance de la petite ville de Saint-Claude. Est-ce là entendre les intérêts du pays qu'on est appelé à représenter? quand tous les départemens veulent s'élever, grandir et monter d'un degré, on voudroit faire descendre celui du Jura? Est-ce là le vœu des habitans?

Mais que seroit-ce donc si nous voulions envisager maintenant les intérêts religieux, qui devroient être pourtant les premiers? Il est facile de comprendre que la surveillance d'un évêque retient le clergé dans la

limite de ses devoirs; un évêque réprime les écarts de conduite, et souvent il les prévient par d'utiles avertissemens; on redoute ses observations, ses remontrances; enfin, une impulsion utile est donnée à toute la hiérarchie ecclésiastique, et tous les devoirs sont plus strictement observés.

Sans vouloir parler des fondations de bienfaisance, qui marquent ordinairement le passage d'un évêque, nous dirons encore que lorsqu'il s'agit de solliciter des secours pour relever une église ou un presbytère en ruines, la voix du prélat vient se joindre aux sollicitations des autorités, du préfet lui-même: son influence, enfin, profite au pays dans toutes les circonstances où elle est justement invoquée.

Ce sont ces réflexions qui nous ont rendu inexplicable le vote du conseil-général du Jura.

(*Journal de l'Ain.*)

Nous avions annoncé la mort de M. de La Rochette, colonel du 45^e régiment de ligne, à Nantes. Transporté chez lui après l'accident dont il avoit été atteint sur la prairie de Mauves, on s'est empressé de réclamer pour lui les secours de la religion. Sur l'invitation de plusieurs officiers, M. l'abbé Dandé, vicaire-général du diocèse, se rendit près de lui, et l'entoura de tous les soins et des consolations que, seule, la religion peut offrir au chrétien mourant. Les obsèques de M. de La Rochette ont eu lieu le 18, dans la cathédrale, où un service solennel, présidé par MM. les vicaires-généraux, à la tête du chapitre, a été célébré par M. l'abbé Dandé, vicaire-général, au nom de M. l'évêque de Nantes, absent. Toute la garnison, l'état-major, les autorités civiles assistoient à cette cérémonie. Dans cette circonstance pénible, le clergé s'étoit fait un devoir de montrer au 45^e régiment

combien il prenoit part au funeste événement qui lui enlevait un chef digne de son estime et de son affection. Après la cérémonie, le clergé, suivi du régiment et de tout le cortège, a accompagné le cercueil jusqu'à l'entrée des Ponts.

Il paroît à Nancy un journal intitulé *l'Ami des sourds-muets*, rédigé par M. Piroux, directeur de l'institut des sourds-muets de cette ville. Ce journal, qui est rédigé dans des principes religieux, et qui contient de bons articles, paroit à la fin de chaque mois de l'année scolaire; ce qui fait dix numéros par an. Le numéro d'août termine la première année. M. Piroux a beaucoup de zèle pour l'instruction des sourds-muets et pour le perfectionnement des méthodes relatives à cette instruction. Aussi les autorités à Nancy favorisent son école. Il nous apprend dans son numéro d'août, que le 25 de ce mois, huit de ses élèves, trois jeunes gens et cinq filles, dont trois externes, ont fait leur première communion, après avoir été instruits par M. le vicaire de la paroisse avec beaucoup de charité.

Dans ce même numéro il y a un tableau statistique du nombre des sourds-muets dans les divers pays. L'auteur estime qu'il y en a 22,000 en France, 12,000 dans le royaume de Prusse, 2,000 en Belgique et Hollande, plus de 12,000 en Italie, 4,000 en Suisse, 7,000 en Espagne, 2,000 en Portugal, plus de 8,000 en Pologne, la double en Autriche, 9 à 10,000 dans le reste de l'Allemagne, 3,000 en Suède et Danemark, près de 20,000 en Russie; en tout pour l'Europe 100,000; 6,000 aux Etats-Unis; enfin dans tout le monde, 546,000.

Le nombre des écoles est fort restreint. L'auteur n'en compte en Europe que 181, dont 34 en France, 19 en Prusse, 14 dans la Grande-Bretagne et l'Irlande, 9 en Italie, 6 dans

les états d'Autriche, autant en 8 en Bavière. Beaucoup d'en ont qu'une. Les Etats-Unis en ont une au Bengale. Toutes les écoles d'Europe ne renferment 3,313 élèves, et celles d'Amérique 411.

Un autre tableau est celui des institutions de sourds-muets en France. Il y en a 34, comme nous venons de le dire. La plus ancienne est celle fondée par l'abbé de l'Epée en 1760; la deuxième est celle d'Angers en 1780, dirigée par mademoiselle Blouin de l'abbé de l'Epée, et qui a joint en 1818 une congrégation de filles pieuses. La troisième est celle de Bordeaux, établie en 1791, sous la direction de l'abbé Sicard. Les autres sont de ce siècle. La quatrième est celle d'Auray, établie en 1807, par M. l'abbé Deshayes de cette ville, et dirigée par M. de la Sagesse. Cette pieuse congrégation dirige d'autres à Poitiers, à la Chartreuse dans la Vendée. Les Sœurs sont aussi à la tête de celle de Saint-Etienne, de Besançon, de Clermont. Neuf écoles sont dirigées par des ecclésiastiques, M. Plasson à Lyon, M. l'abbé Caen, secondé par les Sœurs de la congrégation du Bon-Sens à Paris. M. l'abbé Chazotte à Toul, M. l'abbé Martin à Besançon, M. l'abbé Lavau à Orléans, M. Beulé à Nogent-le-Rotrou, M. Chaillet à Goux, diocèse de Langres, M. l'abbé de Saint-Claude, M. l'abbé de Saint-Vernoux, diocèse de Valence, M. l'abbé Dessaigne à Clermont, près Ambert, diocèse de Riom. De ces écoles, 18 sont entretenues par les départemens, 3 sont des écoles privées, 4 sont des écoles privées externes. Il y a 11 écoles à Paris. M. Piroux ne connoît pas le nombre des élèves. Les 23 autres écoles sont à Paris, entretenues l'une

du gouvernement, et qui première, 175 élèves, et la seconde 70. Celle de Nancy en a 67, de Lyon 65, celle de Caen 60, de Toulouse 54, etc. Il y a de plus une école pour les filles dans la maison dite de la Providence; il y est secondé par des religieux. Trois des institutions sont dirigées par des sœurs, celle de Lille par M. Massieu, celle de Puy par M. Plantin, celle de Limoges par M. Ber-

ce tableau que la religion a beaucoup de part à la fondation des écoles de sourds-muets. On y voit des prêtres zélés et des filles à se dévouer à cette œuvre de charité, et de bons fidèles pourvoir par leurs aumônes.

Le 10 octobre, après la messe solennelle du Saint-Esprit, les écoles de Fribourg, en Suisse, ont été ouvertes pour la jeunesse de la province du Père Galicet, province des Jésuites en Suisse et en Allemagne. Les hautes écoles sont sous la direction, comme autrefois, du P. Broccard, valaisan, et les secondes de celle du Père Simmen, suisse.

Le nombre des étudiants arrivés de divers points de la Suisse, de France et des contrées d'outre-mer, est plus considérable que l'année dernière, tant est grande la confiance des parens, nonobstant le malaise des journaux révolutionnaires de France et de Suisse. Les Frères de Marie ont aussi ouvert leur nouvelle école, et, pour

étrennes, 100 écoliers y assistent. Or, il n'est pas difficile de remarquer de quel côté tourne la haute estime et la confiance publiques.

Tandis qu'on se livroit à l'espérance que la persécution qui, en Suisse, afflige la religion, ses ministres et les établissemens religieux, touchoit à sa fin, le gouvernement de Thurgovie, sourd à la voix de tous les cœurs, continue d'opprimer les couvens du canton par des entreprises dirigées vers la spoliation de leurs biens. Ce gouvernement protestant vient de prendre une nouvelle décision pour la vente de la belle propriété du monastère de Fischingen, sise à Lommis. Cette vente illicite est annoncée pour le printemps prochain.

Le 16 octobre, M. l'évêque de Liège a consacré une nouvelle église à Pepinster, près Verviers.

On assure que le gouvernement prussien a dépensé jusqu'à présent 180,000 thalers pour l'achèvement et la réparation de la cathédrale de Cologne, ce beau monument gothique. Le thaler est de 3 fr. 71 cent. En outre, le gouvernement provoque des collectes pour le même objet dans les provinces rhénanes, et il applique, dit-on, à la cathédrale une petite somme prélevée sur les baptêmes, mariages et enterremens.

La question religieuse qui a soulevé tant de débats en Prusse, entre le gouvernement et le clergé catholique, se représente en Pologne, où l'évêque d'Augustowo se refuse, comme les archevêques de Cologne et de Posen, à bénir tout mariage mixte. Ce prélat se fonde, pour ce refus, sur un ukase de l'empereur qui ordonne d'élever les enfans issus de ces mariages dans la religion grecque, tandis que les lois de son église prescrivent le contraire. Le czar est

vivement irrité contre l'évêque ; il l'a suspendu de l'exercice de ses fonctions et privé de son traitement. Là se bornent, du reste, jusqu'à présent, les mesures de rigueur. L'évêque d'Augustowo est libre, et trouve dans les dons de ses fidèles une indemnité suffisante pour les pertes qu'il éprouve d'autre part. Mais la lutte peut s'envenimer et entraîner des résultats non moins embarrassans que les difficultés subies dernièrement par la Prusse. (*Temps.*)

Un journal irlandais, *Cork southern reporter*, annonce que la femme du prince de Capoue, Pénélope Smith, s'est faite catholique. Il est étonnant que cette nouvelle nous vienne d'Irlande, le prince et sa femme habitant l'Angleterre.

POLITIQUE, MÉLANGES, etc.

La manière dont il convient de traiter Charles V en France est le sujet d'une assez vive discussion entre les journaux de juillet qui représentent les diverses nuances des opinions et des partis. Les uns veulent qu'on en use envers lui avec l'ancien sans- façon révolutionnaire, sur le pied de l'égalité des conditions, et qu'il soit retenu prisonnier selon toute la rigueur du droit du plus fort, jusqu'à ce qu'on n'ait plus besoin de lui pour répondre des événemens et de l'entière pacification de l'Espagne. Les autres, sans contester ce droit en aucune manière, et sans rien invoquer en sa faveur qui ait rapport à son caractère sacré, se contentent d'alléguer qu'on n'a plus que faire de lui, et qu'on peut l'abandonner sans inconvénient à son sort de vaincu exilé, pour le laisser aller où bon lui semblera.

Il y a dans tout cela quelque chose qui rappelle les grands airs de l'ancien peuple romain, lorsqu'il disposoit aussi à son gré de la personne des rois, et qu'il les faisoit marcher à pied derrière les chars de triomphe de ses consuls. Mais dans les temps modernes, on a changé là-

dessus de manière de voir. Ce avec quelques ménagemens et formes d'hospitalité qu'on emploie en opinion publique et l'histoire de rer comme de vrais prisonniers ces qu'on arrête et qu'on retient sous un prétexte quelconque, et toute liberté n'est pas laissée dans externes de leur volonté. Malgré l'élégance de langage et toutes les belles manières d'interprétation qu'on y porte, cela finit toujours par s'appeler prisonniers. Et dans ces sortes de choses est généralement convenu que qu'on pourroit leur faire faire ce que tout ce qu'on pourroit obtenir en matière de déclarations, de sermens, d'engagemens, est nul de soi considéré comme non avenue.

Quand donc il y auroit quelque chose qui vînt à se dessaisir de leurs pen- sées, les journaux du parti modéré de France, qui donnent au gouvernement le droit de laisser en pleine liberté Charles V et sa famille, sont ceux qui ont raison ; les autres sont des révolutionnaires aveuglés et aveugles qui ne consultent que le désir de ravalier la dignité royale, faisant subir une humiliation de laquelle auxquelcs ce besoin fait oublier que Carlos prisonnier ne leur seroit rien absolument pour ce qu'ils veulent faire, puisque c'est à la paix de l'Espagne qu'ils entendent l'enlever, et que les défenseurs de sa cause se croient tenus à ne reconnoître la voix de don Carlos libre.

PARIS, 23 OCTOBRE

Le duc d'Orléans a quitté Alger pour se rendre à Constantinople. L'occupation entière de la ville, dit le *Algérien* du 12, s'est portée sur le prince au moment où il se rendoit au port.

— Le duc d'Orléans a voulu visiter Bougie et Gigelli. Dans la nuit du 7, il a parcouru Bougie, dans l'après-midi. Le 8, à sept heures du matin, le prince a débarqué à

res d'artillerie des bâtimens et batteries de Philippeville. Le colonel Albois, commandant le beylik de la partie des grands de la province de Constantine, étoient venus au-devant du prince. Parmi eux on voyoit plusieurs grands chefs des quatre subdivisions : Mohammed-Ben-El-Ganah ; proche parent du prince, il a demandé, il y a neuf ans, l'investiture du désert. Veli-Ben-Aïssa, chef du Sahel, a été bravement deux fois blessé par les troupes françaises. Le colonel Ben-el-Hamelouï, khaliouah, et le quatrième Caid Haraclas, qui se trouve dans la Légion-d'Honneur.

Après avoir quitté Philippeville, le maréchal a accordé aux colons qui ont obtenu la concession définitive des terres, que sur lesquels s'élèvent les construc-

Le duc d'Orléans et le maréchal se dirigèrent pour Constantine, escortés par les dragons du 3^e chasseurs. Jusqu'à présent, le pays est pittoresque, les montagnes sont couvertes de chêne-liège. Les Kabyles de Menana, qui ont fait acte de soumission à la France, vinrent au-devant du duc et lui offrir du miel, des vases d'argent et du couscous. En ce pays se dépouille de sa verdure rare de voir des arbres. Pendant les heures de marche, la colonne s'arrêta au camp de l'Arrouch. Le duc fut entouré par les Français et arabes. Le prince continua son voyage. Cette journée, le nombre des cavaliers se joindre au cortège augmenta sensiblement ; on remarqua plusieurs Français qui n'avoient point encore obtenu la mission.

Le duc d'Orléans se mit en route pour entrer dans Constantine. Il arriva dans la vallée du Rummel. Les rives sont couvertes de bois de cyprès, d'orangers et d'oliviers. Une lieue à travers cet oasis

délicieux, la route tourne brusquement à gauche, et la vue de la Casbah de Constantine et de ses escarpemens effrayans vient frapper d'étonnement celui-là même qui est le plus préparé à ce site extraordinaire. Au pied des roches immenses sur lesquelles s'élève Constantine, on passe le Rummel à gué, et on monte à la ville par une belle et large rampe. Toute la population et les autorités étoient sorties de la ville pour venir au-devant du prince.

Le 13, jour anniversaire de la prise de Constantine, le prince est allé à Notre-Dame pour entendre la messe, à la suite de laquelle on a chanté un *Te Deum*.

— Le *Moniteur Algérien* publie un arrêté, en date du 30 septembre, par lequel le maréchal Valée, gouverneur de l'Algérie, nomme les membres qui doivent composer le tribunal de commerce d'Alger.

— M. Boyer, juge auditeur au tribunal civil de la Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), est mort, dans le mois d'août, de la fièvre jaune. La même maladie a enlevé M. Dailican, procureur du roi de Marie-Galante.

— Une ordonnance du 5 a promu au grade de maréchal-de-camp. MM. d'Outremont de Minières, colonel de la 7^e légion de gendarmerie ; de Niceville, colonel du 2^e régiment de cuirassiers.

— Par ordonnance du 20, le baron Dufour, intendant militaire de la troisième division à Metz, récemment classé à raison de son âge dans le cadre de non-activité, est nommé grand-officier de la Légion-d'Honneur.

— Le gérant de la *Quotidienne* a comparu hier matin devant un juge d'instruction, par suite de la saisie de mercredi dernier. L'article incriminé est, comme nous l'avons dit, celui qui traite des troubles occasionnés au Mans par la cherté des grains. Le délit est qualifié d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement du roi.

— Après la mise en liberté des sieurs

Breton, Winturon et Dubois, les sieurs Bouvet et Costis ont été transférés à la Force, et restent, dit la *Gazette des Tribunaux*, sous la prévention de recel d'un criminel. On se rappelle qu'ils ont été arrêtés tous les cinq comme ils venoient de faire leurs adieux à Blanqui, dans la cour des messageries de la rue de l'Hôtel-de-Ville.

— Le sieur Dubouchet, se disant médecin, a été arrêté dans son domicile, rue de Chabonais, 8, sous la prévention de coups et blessures commis avec préméditation, et d'exercice illégal de la médecine.

— Le *Journal de Paris* annonçoit dernièrement que M. Petit, mort économe de la Salpêtrière, avoit fait un boni de plus de 700 livres de viande par semaine sur la quantité accordée par le règlement. Cette fraude auroit été déconverte par le duc de Liancourt, qui a été chargé de la vérification des comptes de M. Petit. M. de Liancourt écrit au *Journal de Paris* qu'il a trouvé au contraire la comptabilité de l'économe décédé exacte, et que celui qui auroit volé plus de 300,000 fr., d'après les calculs du *Journal de Paris*, a laissé si peu de fortune qu'il a été enterré avec le corbillard des pauvres, et que sa sœur a sollicité de finir ses jours à l'hospice.

— La rentrée des vacances des cours et des tribunaux aura lieu le 4 novembre.

— Lord Granville est attendu à Paris.

— Le comte de Toreno est parti de Paris pour retourner à Madrid.

— La caisse d'épargne de Paris a reçu les 20 et 21, la somme de 571,759 fr., et remboursé celle de 467,000 fr.

— La caisse d'épargne de Paris, qui ne se chargeoit, comme les autres caisses d'épargne, que de simples placemens, annonce qu'elle recevra désormais les sommes qu'on lui versera en faveur d'enfans, avec condition de remboursement du capital et des intérêts accumulés aux donataires à leur majorité.

— Le nombre des notaires en France est de 10,098.

— M. Defontaine, inspecteur divisionnaire des ponts-et-chaussées, est cl du 5^e arrondissement d'inspection, le département du Jura fait parti remplace M. Faivre, appelé à d'a fonctions.

— Depuis fort long-temps, quelques journaux sont chaque jour remplis de laques nocturnes qui se trouvent à tôt répétées par les autres feuilles. Le *Moniteur* donne le relevé des attaques noncées à la préfecture de police pendant les neuf premiers mois de l'année : janvier, 5 ; février, 5 ; mars, 5 ; avril, 4 ; mai, 4 ; juin, 6 ; juillet, 11 ; août, 2 ; septembre, 2 ; en tout, pour neuf mois, 61 ; et dans tout Paris, 47.

— Un journal annonce que M. Lullin a donné sa démission de membre du conseil-général de la Seine.

— M. Eulriot avoit depuis long-temps annoncé qu'il s'élèveroit dans un ballon et en dirigeroit la course. L'expérience eut lieu dimanche au Champ-de-Mars. Le ballon, parvenu à une hauteur de 1,000 pieds environ, est resté long-temps en l'air. On crut remarquer que la pesanteur de la nacelle retardoit l'ascension, et quelques personnes crurent que l'aéronaute de jeter du lest ; ce qu'il ne fit pas. On crut aussi qu'il ne savoit pas conduire comme un homme qui n'a aucune connoissance de la navigation aérienne. Le ballon s'éleva alors avec une telle rapidité que la foule fut effrayée, et on craignoit un malheur. Cependant on vit bientôt M. Eulriot qui cherchoit à tirer de ses roues semblables à des ailes de moulin-à-vent, et fixées à chaque extrémité de la nacelle. Le brouillard ne tarda pas à dérober le ballon aux regards. L'ascension, à la nuit tombée, alla jusqu'à six lieues de Paris. Sans doute si M. Eulriot eût été maître des manœuvres de son ballon, il se seroit épargné une route aussi longue, qu'il a dû parcourir par de mauvais chemins avant de retrouver son gîte.

— Hier soir, une magnifique aurore boréale a apparu sur l'horizon ; elle a commencé vers les huit heures,

elle occupoit vers le nord-
rande partie du ciel qu'elle
se couleur rouge et enflam-

it en ce moment quelques
prison du Luxembourg.

llège Charlemagne compte
près de 780 élèves; le collège
950; le collège Louis-le-
1,070 à 1,080, et le collège
700 à 710.

des Halles annonce qu'aux
marchés des environs de Paris,
maintenu leur prix avec fer-

ntinue toujours la ligne des
our la pose des doubles con-
oivent aller aboutir au grand
eau de la rue Racine. La rue
long-temps obstruée, est ren-
velation.

ELLES DES PROVINCES.

Charles V, la reine et le
Asturies continuent à jouir
ure santé.

Finan, aide-de-camp du ma-
, est arrivé de nouveau à

quanaïs, nouveau journal
re publié à Besançon, sous
du comte Brunet de la Re-
nient d'ouvrir une souscrip-
ur des Espagnols réfugiés en

scription ouverte à Bordeaux
s Espagnols réfugiés s'élevoit
5 fr.

a nuit du 10 au 11, un ou-
ix a dévasté le village du
isne). Les couvertures en
le et ardoise ont été presque
uites.

cent cinquante-neuf trois-
sloops; dogres, goëlettes,
asse-marées, ont fait nau-
s côtes maritimes du 1^{er} ar-
t (Cherbourg, Dunkerque et
ans l'espace de quatorze ans,

de 1822 à 1835. La société générale des
naufrages nous apprend que les pertes
énormes que le commerce a eu à suppor-
ter par suite de ces sinistres, sont parta-
gées de la manière suivante entre les dif-
férentes puissances : France 291, Angle-
terre 76, Suède-Norwège 30, Hollande
12, Amérique 8, Prusse 8, Danemarck 7,
Russie 4. Hanovre 4, Hambourg 30;
Belgique 3, Sicile 2, Lubeck 2, et Fin-
lande perdus sans nouvelles 12.

— L'Echo de la frontière dit que la
mendicité est abolie à Valenciennes. Une
autre feuille de Valenciennes blâme la
mesure qu'on vient de prendre, comme
n'étant utile qu'à une dizaine de mal-
heureux reçus à l'hospice, et laissant
beaucoup de familles sans secours suf-
fisants.

— Du 8 octobre au 18, quatre fail-
lites ont été déclarées à Nancy.

— Le bateau à vapeur la Ville de
Tours, qui venoit d'Orléans, a éprouvé
un choc aux arches du pont de Beau-
gency. Au pont d'Amboise, un choc
plus violent a brisé le tambour, les vi-
trages et causé un dommage considé-
rable.

— La rentrée de la cour royale de Li-
moges aura lieu le 6 novembre.

— Le violent orage qui a éclaté le 11
sur la ville de Limoges, donne lieu à de
nombreux conflits entre les propriétaires
des maisons et les locataires. On évalue à
plus de 30,000 fr. la valeur des vitres
brisées par la grêle.

— A la maison centrale de Limoges, il
y a eu 2,534 carreaux cassés par la grêle.

— Une femme surprise par l'orage,
près de Sainte-Claire, se réfugia sous un
peuplier. Cet arbre, brisé par le vent,
tomba sur elle et lui cassa la cuisse. La
malheureuse femme fut immédiatement
portée à l'hospice dans un état presque
désespéré.

— Une nouvelle forteresse française,
dit un journal suisse, va s'élever, sur la
route de Dijon à Genève, à l'entrée
d'un embranchement qui débouche sur
la ville de Nyon.

— Le conseil municipal de Lyon a voté une somme de 25,000 fr. à l'occasion du séjour que le duc d'Orléans doit faire dans cette ville.

— Les travaux de restauration du pont de la Guillotière touchent à leur terme ; il ne reste plus qu'une arche au-dessus de laquelle les trottoirs ne soient pas encore en place.

— La navigation du Rhône, un instant reprise, est de nouveau interrompue par la force des eaux.

— On écrit de Saint-Maximin (Var), qu'un jeune polonais, distingué par ses manières et une excellente éducation, exerçoit depuis quelque temps la médecine avec succès, dans la commune de Tourves. Dernièrement, ce jeune homme, qui avoit déjà donné plusieurs signes d'aliénation mentale, venoit à la ville, lorsqu'il fut pris tout à coup d'un accès de folie furieuse. Il avoit blessé un voyageur et un cantonnier, et il parcourait, un long couteau à la main, les rues de Saint-Maximin, lorsque un homme du peuple et un gendarme se jetèrent sur lui. La lutte ne cessa que lorsque le malheureux polonais couvert de blessures tomba sans connaissance. On dit que les deux hommes blessés sur la route de Saint-Maximin ne sont pas atteints mortellement, et que le polonais a été réclamé par un de ses compatriotes, médecin à Draguignan, qui veut entreprendre sa guérison. L'état de cet infortuné jeune homme est, dit-on, l'effet de la nostalgie (mal du pays).

— A Toulon, le vaisseau le *Marsugo* continue ses armemens.

— La frégate la *Thétis* a quitté Toulon, le 17, pour les mers du Sud.

— Le pont récemment détruit à Aubagne (Bouches-du-Rhône) par la violence des eaux n'est pas le pont de pierre situé à l'entrée de la ville, sur l'ancien lit de l'Huveaune, c'est un pont de bois provisoirement construit sur le nouveau lit de la rivière.

— Deux paquebots étrangers sont entrés, le 17, dans le port de Marseille ; ce sont, le bateau-poste anglais l'*Her-*

mes, parti de Malte le 13 avec les dépêches de l'Inde ; et le paquebot de G. Galarza, commandé par Sanso, lieutenant de vaisseau Gênes.

— Clot-Bey est parti de M. se rendre à Pise et de là à Florence.

— M. Bento-José Vieira nommé vice-consul du Brésil.

— Une feuille de Bordeaux MM. Persil père et fils ont par cette ville pour se rendre.

— Un jeune artiste bordelais, vient de perfectionner sur nature à ce point, dit-on l'empreinte de la vie elle-même coloration et la puissance. L'opération se fait sans danger illicite, à ce qu'assure un des rédacteurs du *Courrier de Bordeaux*, qui s'y M. Pellet a donné à son proc de typographe.

— Un des bateaux à vapeur sables, venant de Nantes à Brest, a été surpris, entre les Sables-Mouchelle, par un coup de vent qu'il a été submergé ; onze personnes étoient à bord ont pu heureusement gagner la côte.

EXTRAIT.

NOUVELLES D'ESPAGNE

Les révolutionnaires exaltés s'efforcent de répandre le bruit qu'il étoit un homme à eux, qui, à un moment favorable pour le pouvoir. Il paroît qu'il n'a pas écouté ces insinuations de son goût s'est hâté d'écrire au gouvernement un sens fort opposé. A la réception de ces dernières lettres, les ministres transportés auprès de la régente déclarer que si elle agréait leur ils étoient résolus à conservation des affaires. Elle s'est en leur témoignage le plus vif et maintenir dans leurs fonctions. La démarche a fait tomber les

puis quelque temps sur la nière.

tend que les dispositions de été sondées, et que des tentation ont été faites auprès s agents du gouvernement de r l'amener à quelques procommodement. On ajoute yés on les émissaires qui ont s à cette mission, n'ont pas de la manière dont Cabrera

res de Madrid en date du 15, ue le ministère a surpris et é au sénat le programme é, dite des *fédérés*, qui a orpropagande à l'effet d'obtenir le assemblée des cortès, qui it constituante, et qui comar l'abolition de la chambre 'après les mêmes nouvelles, la é de Madrid se montreroit en faveur du parti des clubs. aqu'à donner les mains à des s occultes pour sondeyer l'é d le moment opportun sera ter un mouvement révolu-

tème de conciliation ne se dévite. On en cite pour preuve isse dans la province de la Palillos vient de faire brûler lages, et entre autres celui la, dans lequel Espartero a se. Les carlistes se sont achar-

contre les habitations des s parens de ce général. Le t d'Almagre, usant de re-fait donner 50 coups de bâ-ace publique aux deux filles

L'une d'elles a été mise en r être fusillée s'il ne rend pas isonniers qu'on réclame de mère a été passée par les ar-ésailles des pertes d'hommes éprouver dans une rencontre ationale d'Almagre.

iteur *Parisien* publie une let-guan en date du 17 octobre, s détails suivans :

« Les dernières nouvelles de Barcelone sont très-affligeantes. Les exaltés sont maîtres de la ville. Le 15 de ce mois, le gouverneur de la place, à la tête d'un détachement de force armée, est allé à l'entrée de la nuit, par ordre du général Seoane, chez le chef politique de la province. Malgré ses protestations et sa résistance, cet administrateur a été enlevé et conduit à bord de la frégate *Cortés*. Cet acte de violence a répandu la terreur dans toute la population. Les élections pour le renouvellement de la moitié de la municipalité se sont faites au profit du parti anarchique. On craint des désordres populaires semblables à ceux qui ont déjà effrayé plusieurs fois la capitale de la Catalogne. »

M. Kinson, le célèbre peintre de portraits, vient de mourir à Bruges, sa ville natale, à l'âge de 69 ans. Son véritable nom étoit Kinsoen. Il avoit été peintre de Louis XVIII et de Charles X. et dans les derniers temps de l'empire, attaché à la maison de Jérôme Bonaparte, roi de Westphalie.

— Deux militaires qui voyageoient sur le chemin de fer ayant eu l'imprudence, entre Tirlemont et Louvain, de s'élancer hors des wagons, ont été tués par le convoi.

— Le roi de Hollande a ouvert en personne, le 21, la session ordinaire des deux chambres des états-généraux.

— Le roi de Hollande vient de reconnaître le gouvernement de la régente d'Espagne.

— Un journal hollandais, l'*Arondobode*, annonce que les séances extraordinaires du conseil d'état vont être levées, et que le projet de révision de la loi fondamentale a été définitivement arrêté.

— On lit dans le *Morning-Post* : « Un vaisseau, nommé le *Mor*, va partir de Portsmouth pour Canton, avec des instructions concernant les difficultés qui ont eu lieu entre le capitaine Elliot et les autorités chinoises. Lord Palmerston, »

déclaré, dit-on, qu'à l'avenir les relations entre les deux pays seroient soumises à des principes fixes. Les autorités chinoises sont tellement dans leur droit relativement à l'affaire de l'opium, qui étoit marchandise de contrebande, qu'elles ne feront probablement aucune concession, et le commerce pense que l'interruption des affaires durera encore plusieurs mois.

— L'amiral Fleeming a été nommé gouverneur de Greenwich; l'amiral Cordington le remplace comme gouverneur de Portsmouth.

— Un journal dit que pendant l'avant-dernière semaine il y a eu à Londres 40 enquêtes pour cause de suicide.

— D'après les nouvelles de mer parvenues à Liverpool, plusieurs bâtimens ont péri pendant les derniers ouragans.

— D'après un journal anglais, le shah de Perse auroit demandé au roi des Français un certain nombre de bons officiers pour remplacer les officiers anglais qui ont quitté le service de Perse, il y a quelques mois.

— Plusieurs officiers français, dit la feuille anglaise, ont passé dernièrement à Malte, se rendant en Perse avec Hussein Khan, ex-ambassadeur en France et en Angleterre.

— Le gouvernement de Zurich a écrit à celui de Bâle pour lui demander une reconnaissance immédiate.

— M. Koller, premier secrétaire de l'ambassade russe près la confédération suisse, remplace par intérim l'ambassadeur, M. de Krudener, qui a été rappelé à Saint-Petersbourg.

— On écrit de Turin que les 16 et 17, les eaux du Pô se sont élevées d'une manière prodigieuse. Des ponts ont été entraînés et des maisons détruites.

— La *Gazette de Cassel*, donnant des nouvelles de Hanovre du 11, dit que la commission chargée de rédiger un nouveau projet de constitution a achevé son travail.

— Les grandes manœuvres du camp de Vérone ont été terminées le 11.

— Les dernières correspondances de Trieste (Illyrie) annoncent que la construction ouverte pour la construction d'un chemin de fer de cette Vienne, se trouve déjà complétée.

— Les travaux du chemin de Vienne à Raab, en Hongrie, sont avec la plus grande activité. Sa longueur sera d'environ 25 lieues.

— On vient de commencer la construction d'un chemin de fer de Pr à Tirnau (ville appelée aussi Nagybath), qui aura cinq milles d'Allemagne (environ dix lieues de France) de longueur, et qui est le premier que qu'on ait cherché à établir dans l'intérieur du royaume de Hongrie.

— Le paquebot anglais l'*Hermès*, le 17 à Marseille, avec la malle de France a apporté des nouvelles d'Alexandrie date du 7 octobre. La question politique est stationnaire. Le vice-roi paraît se livrer des négociations et voyage pour se soustraire. Peut-être pourroit-on attribuer à ce motif la récente indisposition du vice-roi, il est maintenant parfaitement rétabli.

— La correspondance d'Alexandrie adressée au Sud de Marseille, de Méhémet-Ali rendroit immédiate la flotte turque si le gouvernement français de la Syrie lui étoit accordé.

Le Gérant, Adrien Le

BOURSE DE PARIS DU 23 OCT	
CINQ p. 0/0.	110 fr. 85 c
TROIS p. 0/0.	81 fr. 65 c.
QUATRE p. 0/0, j. de sept.	101 fr. 5
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept.	000 fr.
Act. de la Banque.	2835 fr. 00 c.
Oblig. de la Ville de Paris.	1250 fr.
Rente de la Ville de Paris.	000 fr.
Caisse hypothécaire.	790 fr. 00 c.
Quatre canaux.	1255 fr. 00 c.
Rentes de Naples	103 fr. 00 c.
Emprunt romain.	103 fr. 3 4
Emprunt Belge	101 fr. 5 8
Emprunt d'Haïti.	500 fr. 00 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0.	29 fr. 1

L'institut catholique en Angleterre.

L'institut catholique de la Grande-Bretagne, dont nous avons annoncé la formation le 29 septembre de l'année dernière, a tenu le 5 juin dernier sa première réunion annuelle. Cet institut a pour patrons tous les évêques catholiques d'Angleterre et d'Irlande. Le comte de Shrewsbury est président. Tous les membres du clergé et du parlement sont de droit membres du comité. M. Jackson Smith est secrétaire.

On a lu dans l'assemblée un rapport de ce qui avoit été fait depuis l'année dernière. Le comité s'est adjoint de nouveaux membres, outre les membres de droit. Il y en a maintenant qui se sont partagés en trois sous-comités, un des finances, un des publications, et un pour divers objets. Le comité général se tient une fois par mois. Le sous-comité des finances est réuni en différens lieux des branches ou affiliations auxiliaires; d'autres sont en train de se former. Des contributions importantes ont été recueillies de personnes résidant dans des pays où d'après le petit nombre de catholiques on n'auroit pas cru possible de former des affiliations. Au cours de la première année, les souscriptions se sont élevées à 629 liv. sterling, sur lesquels on n'a pu en employer que 629 liv., à raison de la difficulté d'envoyer de petites sommes à distance.

Les dépenses se sont élevées à 424 liv. sterl., dont 226 liv. pour la publication de livres de prières et

Ann. de la Religion, Tome CIII.

autres. Suivant le désir des vicaires apostoliques, un théologien distingué du district de Londres a été nommé par l'évêque du district pour examiner les livres à publier. Avec son concours, on a donné de nouvelles éditions de livres approuvés et populaires, entre autres le *livre de prières des soldats et des matelots*. On prépare aussi d'autres éditions.

L'affaire de la femme Woolfrey a fait trop de sensation parmi les catholiques pour que l'institut ne dût pas intervenir. Une pauvre veuve qui avoit fait placer une pierre avec une inscription sur la tombe de son mari pour le recommander aux prières des fidèles, fut poursuivie, et eût succombé si elle n'eût pas été soutenue; mais à l'aide de l'institut, elle a gagné son affaire. Ce n'est pas une chose indifférente qu'une décision judiciaire d'un chef de justice ecclésiastique de l'église d'Angleterre portant que *c'est une sainte et salutaire pensée de prier pour les morts*. La controverse qui a eu lieu à ce sujet dans l'église établie même, où la plupart avoient appris dès leur enfance à regarder la prière pour les morts comme une superstition, a donné lieu à une impulsion qui est un premier pas pour sortir de la voie de l'erreur.

Le comité a été également appelé à intervenir dans une autre affaire. Des femmes respectables, de pieuses religieuses de Scorton, ont été accusées de choses scandaleuses par un ministre, le sieur Gathercole. Son

... ~~par~~ ~~les~~ ~~mes~~ ~~qu'il a~~ ~~att-~~ ~~heureuse-~~ ~~ont~~ ~~le far-~~

... de la sympa-
... dans toutes
... cause catholique a
... occasion comme
... appuis dans la
... Les classes moyennes,
... même ont apporté leur
... l'œuvre n'avoit plus
... première année.

... du rapport, est la liste
... auxiliaires établies en
... lieux. Les unes sont à Lon-
... comme Lincoln's-Inn-Fields,
... Street, Moorfields, War-
... Street, Spanish-Place, Chelsea,
... et Hammersmith; les
... sont dans les comtés, dans
... Shire, Leicester-Shire, à
... Weymouth, North and
... Shields, Bath, Liverpool,
... West Norfolk, Bilston,
... York. Presque partout
... des ecclésiastiques qui sont
... A Bath et à Aberdeen, ce
... les évêques Baines et Kyle.

Des publications ont été faites par
... jusqu'au 5 juin dernier,
... la déclaration des évêques,
... d'un sermon du docteur
... la veuve Woolfrey contre le
... de Carisbrooke, ou la prière
... les morts; lettres sur la règle de
... par l'évêque Milner (ces lettres
... ont été portées en trois publica-
... d'histoire); le catéchisme d'après
... par Milner; la pierre de
... de la nouvelle religion, ou 60 as-
... des protestans examinées seule-
... d'après leur règle de l'Ecriture,

par Challoner; les vrais pi-
catholique, par le même
instructions pour les sold-
lots, par le docteur Poynt
distribué plus de 10,000
res de la déclaration de
7,000 du sermon du do-
nes, etc. En tout, 37,185
res. Beaucoup ont été dist-
des ecclésiastiques.

Peut-être est-ce ici le li-
dre compte avec un peu p-
due de l'affaire de la femme
dont nous n'avions parlé q-
vement d'après les journa-
Woolfrey, dame catholique
de Wight, perdit l'année
son mari, catholique con-
Elle voulut lui élever un
sépulcrat avec une inscrip-
mais pieuse. Cette inscrip-
ainsi conçue :

Spes mea Christu
Priez pour l'ame de Joseph
(en
C'est une sainte et salutaire
prier pour les morts

Mais comme le cimetière
la juridiction du pasteur
ou, comme on l'appelle, le
Carisbrooke, la veuve fut
s'adresser à lui pour avoir
mission de placer cette pierre
caire ne répondit point.
s'adressa à l'évêque protestant
Winchester, qui répondit
manière ambiguë. Elle
cette ambiguë même lui
droit d'user de sa liberté,
ériger sa pierre sépulcra-
donc au milieu d'un cimetière
testant un monument modeste
catholique, surmonté d'une
croix, avec une inscription
gageoit à prier pour le défunt
fit rumeur parmi les protestants



assèrent des reproches au vicaire, et se livrèrent à la superstition et au pa-
gisme. Le vicaire poursuivit la veuve
devant le tribunal ecclésiastique. Que
pouvait une pauvre femme contre
la discipline établie ? On dit qu'elle
alloit à s'exiler, quand l'institut
ecclésiastique eut connoissance de l'affaire.

Alors la scène changea, tout le
clergé catholique prit fait et cause
pour la veuve. Les deux parties se
présentèrent devant le juge, sir Hu-
gh Jenner. Les avocats du vicaire
développèrent les principes de l'église
romaine. Les catholiques faisoient va-
lablement l'antique et universelle pratique
de prier pour les morts, ils citoient
à cet égard des témoignages
d'écrivains protestans, d'évêques et de
docteurs anglicans. Sir Robert Jen-
ner dut se trouver fort embarrassé
pour décider sur une question de
dogme. Il ne pouvoit heurter la
discipline de son église. Que fit-il ? Il
résolut la question de la prière pour
les morts d'avec le dogme du purga-
toire, et tâcha de prouver que la
prière n'étoit point réprouvée par
l'église anglicane, et conséquemment
que la veuve avoit raison, et que c'é-
toit le vicaire qui avoit tort. Il dé-
clara donc entièrement la pre-
mière, et rejeta la demande du pas-
teur protestant. Les protestans ne
pouvoient sans doute pas à cette
occasion.

Le docteur Lingard intervint dans
la controverse, et publia un petit
livre où il rappeloit des faits de
l'histoire ecclésiastique et des passa-
ges des Pères sur la prière pour les
morts. Sainte Monique demandoit
à se souvînt d'elle après sa mort
à l'autel du Seigneur, et saint
Ambroise prioit en effet pour elle.

Saint Ambroise prioit pour les em-
pereurs Valentinien, Gratien et
Théodose, et demandoit à Dieu de
leur accorder le repos éternel. Saint
Cyrille, dans ses Catéchèses, les liti-
rgies orientales, parlent de la prière
pour les morts. Dans la première
édition du *Livre de prières*, rédigé
sous les yeux de l'archevêque Cran-
mer, on trouve encore la prière pour
les morts. Le court opuscule du doc-
teur Lingard contient sur ce sujet
des raisonnemens et des témoignages
également concluans.

Cet opuscule a été reproduit dans
le 25^e n° des *Annales des sciences
religieuses* de M. de Luca. L'auteur
de l'article, G. Mazio, Jésuite, y a
joint de nouveaux développemens
qui mettent dans tout son jour l'an-
cienne et consolante doctrine de l'E-
glise sur un point si important.

Enfin, nous devons donner une
idée de l'affaire du sieur Gathercole,
dont il est parlé plus haut ; c'est un
exemple remarquable de l'esprit de
haine qui règne encore parmi des
protestans contre le clergé catholi-
que. Un membre du clergé anglican,
M. Gathercole, a publié un pam-
phlet sous ce titre : *Pétitions pour
faire une enquête sur le nombre et la si-
tuation des maisons de débauche pour
les prêtres, savoir des couvens de reli-
gieuses papistes*. Encore nous affoi-
blissons dans la traduction la gros-
sièreté de l'accusation, car l'anglais
se sert ici d'une expression honteuse
que nous n'oserions reproduire. Le
pamphlet parut en février 1837 et
faisoit partie d'un recueil intitulé
The churchman, l'homme d'église.
L'auteur flétrissoit en particulier les
religieuses de Scorton, dans l'Yorks-
hire et celles de Darlington, dans le
comté de Durham. Ces religieuses

s'étoient retirées en Angleterre il y a plus de quarante ans à cause des troubles du continent. Un charitable anglais, sir Carnaby Haggerstone, leur céda la jouissance de son château, jusqu'à ce qu'elles eussent trouvé un local convenable, et elles s'établirent ensuite à Scorton et à Darlington. Elles y élevèrent des pensionnats pour les jeunes personnes, et n'avoient donné lieu à aucun soupçon sur leur conduite, quand il plut à M. Gathercole de leur jeter à la tête une accusation odieuse. On sent la portée d'une telle accusation. M. Gathercole fut traduit pour diffamation aux assises d'Yorkshire, le 14 juillet 1838, et il fut convaincu d'avoir fait un libelle. Il présenta requête pour réclamer un adoucissement de peine, et son affaire fut jugée à la Cour du Banc de la reine, le 24 novembre de la même année.

Son avocat dit tout ce qu'il put imaginer pour l'excuser. Il dit que M. Gathercole étoit du clergé anglican, mais qu'il n'avoit point de bénéfice, qu'il écrivoit pour vivre, qu'il n'avoit pas le moyen de payer une amende, et qu'un long séjour en prison lui causeroit un grand préjudice. Du reste, il ne connoissoit point les religieuses de Scorton ; mais alors pourquoi les diffamoit-il ? L'avocat convint que son client s'étoit laissé prévenir par les histoires que les protestans débitent sur les communautés religieuses. Il prétendit que le pamphlet n'étoit pas destiné à passer dans les mains du peuple, et donna diverses excuses tout aussi fausses ou tout aussi peu plausibles.

L'avocat des religieuses n'eut pas de peine à réfuter ces allégations, et

il fit sentir tout ce que le libelle avoit d'outrageant. La forme de publication et le bas prix auquel le vendoit annonçoient assez qu'on destinoit aux plus basses classes. Nous ne donnons point ici la substance du plaidoyer, il suffira de présenter l'extrait de la sentence du M. Patteson.

Le magistrat, s'adressant au M. A. Gathercole, caractérisa son libelle, et justifia la décision du jury du comté. Tout autre jury, dit-il, auroit sans doute prononcé de même. C'eût été une moquerie de dire que parce que M. Gathercole a mis ses accusations sous la forme d'interrogation, elles n'ont rien d'offensant. Les établissemens de Scorton et de Darlington ne sont point contraires aux lois du royaume. Les femmes qui l'habitent ont droit à la protection du gouvernement. Le pamphlet est sur un ton violent et fanatique. Ce n'est pas ainsi qu'on discute. Quand il y auroit eu des abus dans quelque établissement, il faut avoir bien pitié et de charité pour supposer qu'il doit y en avoir de graves dans d'autres. Le magistrat s'affligeoit qu'un nombre du clergé de l'église établie méritât de tels reproches.

Toutefois, la cour, considérant la déclaration de M. Gathercole, n'avoit point l'intention d'imputer aux religieuses les crimes dont il parle, et qu'il ne vouloit qu'attaquer la doctrine catholique, ayant égard à sa position personnelle, elle a bien voulu se borner à ce qui étoit absolument nécessaire pour faire la justice. Elle a prononcé que le coupable seroit enfermé pendant trois mois dans la prison du château de Marchalsea.

grettons de n'avoir pu par extrait le jugement son.

35 ECCLÉSIASTIQUES.

On a célébré la fête de

el dans le vaste hospice. A cette occasion, le public mis dans l'établissement, admiré les embellissemens é faits, et les travaux qui ont. Il y a des ateliers pour la gravure, l'art de la tapisserie, l'ébénisterie, la papeterie, etc. Les ouvriers occupent seuls 500 ouvriers travaillent tous les jours, des produits fort remar-

de Marc-Antoine Borghèse de ne pouvoir donner au sein les fêtes accoutumées. Il a, à l'exemple de son père, cette année, a voulu donner à chacune des paroisses et en a laissé le choix aux curés. Le 4 octobre, fête de François d'Assise, qui étoit son père, il a fait réunir un nombre de 44, et toutes les paroisses ont contribué à ses frais, pour aller à la chapelle de la famille, Marie-Majeure, à un service solennel. M. le cardinal Patrizi, archevêque de Naples, est allé, et a donné la communion à tous, ont toutes reçu leur bénédiction, et ont touché leur dot, et ont été très bien traités par le bienfaiteur de Bénédic-

Un journal annonce que l'évêque est en danger. Le 25 ne porte rien de semblable, la nuit avait été moins mauvaise, la respiration est toujours, et l'état général s'améliore. Le prélat sort en voiture; les médecins lui font du bien.

Le corps de M. le cardinal d'Issoard est arrivé à Auch le 16 octobre, à dix heures du soir. Transporté au palais archiépiscopal, il a été exposé dans une chapelle ardente, et visité pendant plusieurs jours par une foule considérable. De solennelles funérailles ont dû être célébrées, le 23, en l'honneur de l'illustre prélat.

Lundi dernier, M. l'évêque de Versailles est venu presque à l'improviste visiter la maison d'arrêt de cette ville, qui a déjà reçu depuis quelque temps de si avantageuses modifications; le prélat est arrivé à trois heures et demie. Après s'être entretenu pendant quelque temps avec M. Bourroul, directeur, il s'est rendu à la chapelle, qui avait été décorée avec tout le soin que permettoient le peu de temps dont on pouvoit disposer et l'espace trop restreint dans lequel elle a été pratiquée. Il a été reçu par M. l'abbé Pétigny, aumônier de la maison, qui, dans un discours simple et touchant, a exprimé toute l'espérance que faisoit naître dans son cœur et dans celui des prisonniers cette visite d'un si bon augure pour leur avenir. « En ce moment, a dit M. l'abbé Pétigny, une heureuse et sociale conjuration se porte vers nos maisons de détention pour arracher les malheureuses victimes qu'elles renferment à l'état de dégradation où les a plongées souvent l'oubli de tous les devoirs. Comité de surveillance, recherches, visites, constructions, écoles d'adultes, bons exemples, avis salutaires, encouragemens de tout genre, tout a été mis en œuvre, et par l'autorité supérieure, et par le zélé directeur de cette maison, pour cicatriser cette grande plaie de la société. »

M. l'évêque a adressé après ce discours quelques paroles bienveillantes aux prisonniers, qui avaient tous été admis à assister à la cérémonie;

il leur a rappelé qu'on peut dans tous les états et dans toutes les conditions s'attirer les bénédictions du ciel et obtenir de Dieu le pardon de ses fautes. Les prisonniers ont écouté ce discours d'une manière très-convenable, ont reçu la bénédiction de M. l'évêque, et ont eux-mêmes chanté des cantiques.

Ensuite, M. l'évêque a visité toute la maison dans les plus grands détails ; il a paru très-satisfait de l'ordre qui y règne et de la résignation qui anime les prisonniers ; il a vu avec plaisir que la plupart se livrent à un travail qui leur procure quelques douceurs pendant leur captivité et leur assure des moyens d'existence pour l'époque de leur sortie de prison. Pour les encourager dans ces louables dispositions, il a lui-même distribué des aumônes à presque tous les détenus.

Il s'est surtout occupé de la classe élémentaire fondée depuis peu de temps par M. Girard, pour l'instruction des détenus ; il les a vus travailler, les a lui-même interrogés, et a témoigné sa satisfaction de leurs progrès, du mode d'enseignement et du zèle désintéressé de l'instituteur.

M. l'évêque s'est entretenu particulièrement avec Prevost, condamné aux travaux forcés à perpétuité, et dont les révélations ont été la principale cause de l'acquiescement des frères Barault, dans l'affaire de l'assassinat de la veuve Gautier.

M. l'évêque a témoigné, avant de se retirer, à M. Bourroul toute la satisfaction que lui causent l'amélioration morale du sort des prisonniers, et l'ordre introduit dans toutes les parties du service de cet établissement.

Quelques personnes qui étoient présentes à cette visite, et parmi lesquelles on trouvoit M. Mahou, substitut du procureur du roi, et M. l'abbé d'Instruction, ont été vi-

vement touchées de tout ce que la visite a présenté d'intéressant, et porte à croire qu'elle ne sera fruit pour l'avenir des détenus.

M. l'évêque d'Autun a béni dans le département de l'Yonne et-Loire une chapelle élevée en l'honneur de la sainte Vierge à La Ferté-sur-Grosne. Cette fondation due à M. Humblot-Conté, curé de France, est un bienfait pour les nombreux habitants de ce hameau éloignés de plus d'une lieue de la paroisse, étoient souvent, pendant la crue des eaux de la Saône, dans un état de souffrance et d'impossibilité d'assister aux offices divins. La charité du fondateur a souvenue de cette parole de l'Écriture : *que l'homme ne vit pas seulement de pain*. Désormais les habitants de La Ferté auront la messe tous les dimanches. La chapelle, suffisamment spacieuse, a été décorée avec une généreuse libéralité, et pourvue de tous les vases sacrés, de tous les ornemens sacerdotaux nécessaires à la célébration des divers offices de la messe. Une rente perpétuelle a été affectée à l'entretien et au service de la chapelle ; grâce à la sollicitude de M. Humblot-Conté, le curé de France dont le hameau de La Ferté dépend trouvera, même dans les plus mauvais tems de la chapelle, une paroisse parfaitement convenable. Les jours où l'accomplissement des devoirs de pasteur le retiendrait ailleurs, de cette partie de son trou-

Une circonstance particulière s'attache à l'intérêt qui s'attache à cette fondation. La chapelle est située sur l'emplacement même occupé autrefois par l'une des deux abbayes de l'abbaye des Bernardins, qui étoient à La Ferté avant la révolution. M. l'évêque d'Autun, qui a été le premier à célébrer la sainte messe dans cette terre long-temps sans

des enfans de saint Berpas négligé de rappeler ns ce précieux souvenir. de M. l'évêque a causé sion durable dans l'ame ix qui ont eu le bonheur re. C'étoit le cas, assuré-étoit le lieu de parler du e et de ses effets. M. l'é- traitant ce sujet tout de e, a su mêler avec onction les plus pieux préceptes de grâces que méritoit la n du fondateur.

emple de piété n'est pas le t été donné depuis quel- dans le département de oire. Peu de jours avant la de la chapelle de La l'évêque d'Autun avoit Chauffailles une église exclusivement aux frais de la commune, et cette ité plus de 200,000 fr.!

(*L'Univers.*)

essif de Limoges a repro- urdes insinuations d'un de ndans contre la mémoire ctable ecclésiastique du

Cette feuille s'indigne du nné aux faits dont elle e l'organe, et confirme : de ses premiers rensei- n vérité, on ne comprend nsistance à l'égard d'un i n'a laissé après lui que norables souvenirs. D'où cette haine qui se produit ar sous mille prétextes, nembres du clergé, et qui t même sous le couvercle ?

intensions donc tout ce que dit dans notre première Aucun vicaire n'a été Magnac depuis plus de 15 ortie récente d'une reli- ou être la cause du chan- notre numéro du 3 octobre, e volume.

gement du prédécesseur du vicaire: actuel, puisque ce changement a eu lieu il y a au moins quinze mois, et que d'ailleurs, nous sommes auto- risés à le dire, la religieuse y a été étrangère.

Un seul homme a pu croire à un suicide, c'est le correspondant anonyme du *Progressif*. Nous préfé- rons l'autorité de toute la ville de Magnac et de l'opinion publique, unanimes pour repousser des calom- nies qui n'ont même pas respecté une tombe digne et saintement fer- mée. L'autorité ecclésiastique devoit à sa dignité d'intervenir dans cette discussion, elle l'a fait avec autant de convenances que de modération. Voici la lettre que M. Hervy, vi- caire-général, a adressée au *Progres- sif* :

• Limoges, le 16 octobre 1839.

• Monsieur le rédacteur, on me com- munique à l'instant un article de votre journal dont je suis profondément af- fligé, parce qu'il attaque la mémoire d'un des membres les plus estimables du clergé du diocèse de Limoges.

• Etranger à toute polémique et à toute lecture de journaux, je regrette d'avoir à faire paraître mon nom dans une feuille publique; mais en l'absence de monsei- gneur et de plusieurs membres de son conseil, je croirois manquer à mon de- voir, si je gardois le silence sur les impu- tations calomnieuses faites contre M. l'ab- bé Fillias, ancien curé de Magnac-Laval, mort curé de Felletin.

• Pour aller droit au but et répondre positivement à la question qui se rapporte plus directement à l'administration diocé- saine, j'ai l'honneur de vous certifier que la translation de M. l'abbé Fillias, de Magnac-Laval à Felletin, ne fut pas une disgrâce, qu'elle fut au contraire un acte de haute confiance dans la bonté de son esprit, dans la pureté de son zèle et dans sa vertu irréprochable. Je vous certifie que notre vénérable prélat ne conceut ja-

mais contre M. Fillias aucun soupçon offensant pour ce bon prêtre.

• M. le curé de Magnac - Laval n'avoit pas besoin de faire signer une pétition pour éviter sa translation ; il lui suffisoit de ne pas se démettre. Monseigneur n'auroit pas pressé M. Fillias d'accepter la cure de Felletin s'il avoit aperçu de sa part une répugnance qui n'auroit pas eu pour cause la modestie de cet excellent ecclésiastique.

• Cette déclaration suffira , j'espère , pour vous faire apprécier les autres faits que votre correspondant a mis en avant.

• Je suis persuadé, monsieur, que vous aurez autant de satisfaction à publier ma lettre, que j'ai ressenti de peine en me trouvant dans la nécessité de l'écrire.

• Agrérez, etc.

• HERVY, *vicairé-général.*
(*Gazette du Centre.*)

M. Adolphe Martin , pasteur suffragant de l'église protestante de Gensac , ayant écrit à la *Guienne* pour démentir l'article que nous avons publié dans notre numéro du 1^{er} octobre sur la paroisse de Flaujaque, et que la *Guienne* avoit reproduit, la lettre suivante a été adressée à ce journal :

• Monsieur, les faits rapportés par l'*Ami de la Religion*, et insérés dans votre numéro du 4 de ce mois, au sujet des prédications de M. l'abbé Laffranchi, dans la commune de Flaujaque, ont produit dans certains esprits une irritation bien vive, puisque M. le pasteur suffragant de l'église réformée de Gensac a osé vous donner un démenti éclatant. M. Martin s'est persuadé sans doute que vous vous contenteriez d'insérer sa réclamation pour prouver à ses co-réligionnaires ce qu'il avoit cherché à leur prouver lui-même le 6 de ce mois dans un sermon *ad hoc*, savoir qu'il n'y avoit rien de vrai dans le récit de l'*Ami de la Religion*, et que la dispute se bornoit là. M. Martin a compté sans son hôte; la vérité a des droits qu'une négation ne sauroit détruire, et

les faits rapportés par le journal parisien sont de la plus scrupuleuse exactitude. Oui, il y a eu des *abjurations* et des *sermons réhabilités* dans la commune de Flaujaque; oui, un membre du consistoire est rentré dans le sein de l'Eglise catholique; et vouloir nier ce fait de notoriété publique, c'est se plaire à débiter des *calomnies inventées par le mensonge*, comme le dit élégamment le ministre. M. le pasteur suffragant de l'église réformée de Gensac revient à la charge pour chercher à détruire ce que nous avançons sur preuves, nous prendrons la peine de lui répondre, en lui faisant connaître les noms des personnes qui ont fait abjuration, y compris celui du membre du consistoire de Flaujaque.

• Je vous prie, monsieur le rédacteur, de vouloir bien insérer cette lettre dans votre plus prochain numéro, afin que le public sache de quel côté se trouve le mensonge et la calomnie.

• L'ERMITE DE FLOIRAC. •

Ce 18 octobre 1839.

M. Contin, curé de Seignelégier, dans le Jura, en Suisse, vient d'être nommé par le conseil exécutif de Berne chanoine de la cathédrale de Soleure, en remplacement de feu M. Cuttat, curé de Porrentruy, dont il avoit été le condisciple en théologie et au séminaire, à Rome.

En France, on a trouvé moyen d'arrêter tout don pour les églises, en décidant que les églises appartiennent au gouvernement; c'étoit le moyen d'étouffer le zèle des âmes pieuses. En Belgique, où on n'a pas adopté ce système, qui veut tout empêcher, les fidèles continuent à faire aux églises des dons généreux. M. G. A. J. de Bruges, propriétaire à Branchon, province de Namur, a fait une donation entre-vifs à l'église de Gerpinnes, en Hainaut, d'une rente de 1,600 fr. au capital de 40,000 fr. dont les intérêts annuels seront répartis ainsi qu'il suit; 600 fr. pour

ions et le service de l'éfr. pour le desservant, à la célébrer annuellement quarsaires ; 100 fr. au vicaire, ge de dire annuellement sses basses ; 300 fr. pour e école de filles, desservie ligieuses de la Providence ion, et 200 fr. pour les be- malades indigens de la pa- arrêté de Léopold du 16 torise le conseil de fabri- rpinnes à accepter la dona-

—
nuit du 15 au 16, une ten- vol avec escalade a eu lieu de Berlaer, près Anvers ; à e de quelques ouvriers qui par là, les coupables ont uite, abandonnant sur les e échelle et le soc d'une

l suivante un vol avec ef- t escalade a eu lieu dans Heust-op-den-Berg. Deux squ'ici inconnus ont enlevé e de 50 fr. destinée aux

—
QUE, MÉLANGES, ETC.
juger par la nature des faits qui révoltent les libéraux, de ce doivent être les idées et les leur paroître dans l'ordre. Or, e ces choses qui les étonnent point : il leur a été rapporté e, épouse de Charles V, au- ns un entretien intime à une ui la visitoit à Bourges : *Nous ns sur les desseins de la provi- r notre fidèle Cabrera.*

aux qui racontent cette anec- viennent pas de la surprise r cause, et ils s'écrient avec : d'admiration : *Eh bien, est-* Ainsi voilà une chose qui les leur paroît énorme et incroya- poser sur les desseins de la , et sur la fidélité d'un brave C'est vraiment inouï et révol-

tant, et ces messieurs trouvent qu'il faut être d'un autre siècle pour avoir des idées comme celle-là. Quoiqu'ils ne disent pas précisément quelles sont les leurs, à eux, on voit cependant que les desseins de la providence en sont rayés, ainsi que les règles de l'honneur, de la conscience et des devoirs ; et que par conséquent ce ne sont plus des choses de notre temps qu'on puisse faire entrer en ligne de compte dans les affaires.

Par induction, on arriveroit donc très-facilement à présumer que, d'après la manière de voir de nos écrivains libéraux, ce n'est plus rien que d'avoir les desseins de la providence pour soi ; et que c'est sur des fidélités comme celle de Maroto qu'il faut maintenant se reposer. A la bonne heure ! Mais ils ont bien fait d'avertir que le langage attribué par eux à l'épouse de Charles V est révoltant et scandaleux à l'excès ; sans cela, on ne se seroit jamais douté qu'elle avoit dit une sottise, et qu'il étoit défendu désormais de se reposer sur les desseins de la providence.

PARIS, 25 OCTOBRE.

Il paroît que les chambres, dont la session devoit être avancée, ne seront pas convoquées avant le 15 décembre.

— Il est toujours question d'une promotion de pairs.

— Un journal se plaint d'une décision qu'il dit avoir été rendue par le ministre de la guerre, à l'effet d'interdire l'entrée des bureaux du ministère à toute personne, à l'exception des pairs et députés. L'administration de la guerre vient en effet, répond le *Moniteur*, de renouveler une mesure suivie dans la plupart des ministères, et qu'un règlement déjà fort ancien prescrit d'une manière formelle dans le ministère de la guerre ; mais il n'est pas exact que l'entrée des bureaux soit interdite à toute personne ; on exige seulement que les personnes à qui leurs affaires rendent indispensable une communication avec les chefs de service, soient munies d'une lettre indiquant le

jour et l'heure de l'audience qui leur est accordée. »

— C'est le 8 novembre, que le procès en diffamation, intenté par le gérant du *Corsaire* au gérant de la *Presse*, sera de nouveau appelé devant la police correctionnelle.

— La *Gazette des Tribunaux* annonce que le pourvoi en grâce formé par le condamné Peytel n'a pas été admis, et que les pièces du procès ont été expédiées au parquet de Bourg.

— La mise en liberté de 57 des prévenus au sujet de la révolte des 12 et 13 mai, a été ordonnée hier. Il reste, dit-on, 117 prévenus dont les dossiers ne sont pas encore examinés.

— Le sieur Malapeyre, prévenu de banqueroute frauduleuse à Rochefort, où il exerçait le commerce de quincaillerie, et contre qui un mandat d'amener avait été décerné, a été arrêté hier à Paris.

— Lewkowitz, âgé de 30 ans, journalier, né à Paris, et Aimée Guimant, sa femme, ont comparu, le 23, devant la cour d'assises de la Seine, sous l'accusation de fausse monnaie. Ils avaient recueilli un enfant en bas âge, et habitaient Grenelle, lorsqu'un incendie détruisait leur mobilier. Blessés assez grièvement par les flammes, Lewkowitz et sa femme furent obligés d'entrer à l'hospice et d'abandonner la jeune Adrienne Metlin, fille d'un invalide, aux soins d'une voisine. Sortis de l'hospice, ils reprirent Adrienne avec eux, et bientôt Lewkowitz se mit à fabriquer de fausses pièces de six liards. La jeune Metlin étoit chargée d'entrer dans les boutiques et de faire des achats ne s'élevant pas à plus de deux sous, de manière qu'en donnant 2 pièces de 6 liards, on lui rendit un sou. L'enfant, ayant apporté le sou et l'objet acheté à Lewkowitz et à sa femme qui se tenaient à petite distance, entroit dans une autre boutique avec deux nouvelles pièces de six liards. Un jour, des agents ayant remarqué la manœuvre de la petite Metlin, alors âgée de 9 ans, l'arrêtèrent et conduisirent Lewkowitz et sa femme.

Une perquisition à leur domicile amena la découverte d'outils et de feuilles de cuivre servant à la fabrication. Devant la cour, les accusés n'ont rien nié, rejetant ce qu'ils avoient fait sur l'état de misère où ils se trouvoient. La femme a déclaré qu'elle avoit tourmenté son mari pour faire abandonner sa coupable industrie et l'enfant a tout expliqué avec beaucoup de précision. Adrienne a aussi parlé de l'incendie de Grenelle et de contrats que faisoient alors Lewkowitz et sa femme. Tous les deux n'ont jamais pu pour elle que de bons procédés. La femme Lewkowitz a été acquittée et son mari, déclaré coupable avec des circonstances atténuantes, a été condamné à cinq ans de prison et 100 fr. d'amende.

— Le *Moniteur* publie la liste des candidats admis cette année à l'école militaire de Saint-Cyr. Leur nombre s'élève à 159.

— Le docteur Gautier de Claubert a été élu membre de l'Académie de médecine, par 89 votes sur 118.

— Le roi Othon vient de nommer chevalier de la Croix-d'Or de l'Ordre hellénique du Sauveur, M. de Ségarin de Peyron, qui a été chargé dans ces derniers temps d'une mission en Orient.

— M. Auguste Fabvre, qui fut l'un des rédacteurs de la *Tribune*, vient de mourir.

— Plusieurs journaux ayant annoncé que le ministre de l'intérieur n'avoit accordé le rétablissement d'un brevet de primeur à Blois (Loir-et-Cher) qu'à condition d'un paiement de 2,000 fr. de la caisse des fonds secrets, la feuille officielle du soir déclare cette annonce complètement fautive, et ajoute que le rétablissement du brevet n'a eu lieu qu'à la condition que le nouveau titulaire paierait une somme de 7,000 fr. de ses anciens propriétaires.

— Les électeurs censitaires et départementaux inscrits sur la liste électorale du 2^e arrondissement municipal de Paris sont convoqués pour le 15 novembre.

main, à l'effet d'élire un membre du conseil-général faisant fonctions de conseil-municipal de la ville de Paris, en remplacement de M. Laffitte, démissionnaire.

— Des épreuves de la nouvelle monnaie de cuivre qui ne peut tarder d'être frappée, sont déposées depuis quelque temps dans les casiers du musée monétaire, à l'Hôtel des Monnoies. Voici quels sont le poids et la dimension des nouvelles pièces frappées avec les coins et matrices de M. Domari : Pièces de 10 centimes, 16 grammes, 31 millimètres de diamètre ; pièces de 5 centimes, 8 grammes, 27 millimètres de diamètre ; pièces de 3 centimes, 5 grammes, 24 millimètres de diamètre ; pièces de 2 centimes, 2 grammes, 20 millimètres de diamètre.

— Les deux jeunes filles du feu général Allard, amenées de l'Inde, sont entrées à la maison royale de Saint-Denis.

— La rue *Dauphine*, qui avoit reçu son nom en 1607, à son ouverture, lorsque Louis XIII n'étoit encore que dauphin, et par un arrêté révolutionnaire du 27 octobre 1792, avoit appelée rue de *Thionville*, va reprendre cette dernière dénomination par suite d'un récent arrêté du conseil municipal.

— Les rixes entre ouvriers se multiplient à Paris. La *Gazette des Tribunaux* fait à cette occasion : « C'est une remarque terriblement déplorable à faire, que la facilité avec laquelle depuis quelque temps dans leurs rixes les gens du peuple ont usage du couteau. Espérons que la sévérité des magistrats et la publicité donnée à ces malheureux procès en diminueront le nombre. »

— Le côté du Pont-Royal qui vient d'être réparé et abaissé pour la commodité des voitures a été rendu aux piétons. Les ouvriers se sont emparés sur le champ de l'autre côté qui a été interrompu, et dont les travaux vont être poussés avec activité.

— Une ordonnance a récemment autorisé la ville de Paris à établir dans la

plaine des Vertus, commune d'Aubervilliers, un abattoir destiné à remplacer les clos d'équarrissage de Montfaucon. En exécution de cette ordonnance, le préfet de police vient, par un arrêté du 19, de prononcer la suppression définitive des ateliers d'équarrissage existant à Montfaucon.

— M. Mulot, chargé du forage du puits artésien des abattoirs de Grenelle, a poussé son énorme sonde à la profondeur de 505 mètres ou 1,555 pieds. Il doit forer jusqu'à 600 mètres, d'après son nouveau marché avec la ville. La sonde traverse en ce moment une couche d'argile verte remplie de pyrites de fer, très-facile à percer, et M. Arago ainsi que M. Mulot croient que l'eau doit jaillir très-prochainement. Les expériences thermométriques que l'on renouvelle fort souvent, dans l'intérêt de la science, constatent que la température augmente d'un degré tous les 30 mètres, si bien que l'eau jaillissant à 2,000 pieds on aura de l'eau thermalisée naturelle à Paris.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Le journal le *Commerce* avoit annoncé que des passeports pour Charles V venoient d'être visés pour Salzbourg; le *Moniteur* dément aujourd'hui cette nouvelle.

— La souscription ouverte à Moulins en faveur des Espagnols réfugiés, s'élevait le 23 à 1,781 fr. 50 c. Celle ouverte à Nantes s'élevait le même jour à 1,004 fr. 20 c., et celle de Bordeaux, à 4,620 fr. 50 c.

— L'artilleur qui a été si horriblement mutilé pendant l'un des exercices du camp de Fontainebleau, et qu'on avoit dit mort, est aujourd'hui hors de tout danger. Transporté à l'hospice de la charité de Fontainebleau, il y a subi l'amputation de l'avant-bras droit.

— Le 16, vers quatre heures du matin, un nouvel incendie a éclaté au Grand-Fresnoy (Aisne); c'est le quatrième depuis dix mois. Cet incendie, qui a détruit

une tour, est attaché à la maçonnerie.

— La liste générale des électeurs et du jury du département de la Somme se compose, pour 1840, de 4,419 membres.

— Quelques désordres ont éclaté à la dernière battée de Pont-Audemer; mais la tranquillité a bientôt été rétablie.

— La chambre de commerce de Rouen vient d'adresser au ministre des travaux publics une lettre dans le but de hâter la solution du chemin de fer de Paris à Rouen.

— Le gérant du *Mémorial de Rouen* a été condamné à 100 fr. d'amende et 500 fr. de dommages-intérêts envers la Société des gens de lettres, pour avoir reproduit des feuilletons insérés dans des journaux de Paris.

— Le baron de Krudener, ambassadeur de Russie en Suisse, vient de s'embarquer au Harre pour Saint-Petersbourg.

— La *Gazette de Cherbourg* annonce que le prix du blé, qui s'étoit de nouveau élevé sans motif connu, a éprouvé une baisse sensible sur les derniers marchés.

— L'*Ami des Lois*, journal ministériel du Mans, du 22, annonce que les élections municipales du Mans sont terminées, et dit, sans indiquer aucun chiffre, que l'opposition a obtenu la majorité.

— Le *Courrier de la Sarthe* annonce que sur les vingt-sept membres du nouveau conseil municipal du Mans, vingt appartiennent à l'opposition.

— Un journal du département de l'Aube annonce que M. Darcy, nommé récemment à la préfecture de l'Aube, en remplacement de M. Gabriel, appelé à la préfecture de la Charente-Inférieure, est gendre de M. Vaitry, député de l'Yonne.

— Les récoltes du Cher, quoique médiocres, présentent néanmoins un excédant de 126,900 hectolitres sur la quantité nécessaire à la consommation du département.

— Le canal de Berri, qui gagne qu'entre Montloupou et étendu au moyen des darses de six lieues à l'aval de la ville jusqu'à Villefranche.

— Dans la soirée du 17, vapeur le *Némours*, allant Orléans, arrivoit en plein pont de la Charité, lorsque on, ne connaissant pas le courant, qui se trouve d'une rapidité extrême, jeta d'une des piles du pont. Le général, mais heureusement pour la peur, et le bateau avarié fut remarqué par jusqu'au rivage.

— M. de Morny, délégué de sacre du département de la Dôme, et président du conseil de Paris, est en ce moment à Ferrand.

— La bibliothèque de la Dôme, dont Massillon leur, ne comptoit encore 11,000 volumes en 1800, et 13,000 possède aujourd'hui en manuscrits un peu plus de 10,000 volumes complets, formant 100,000 pages, sans y comprendre 100 volumes d'ouvrages doubles.

— Bernard Leprince étoient détenus dans la prison d'Ensisheim, et en même cachot. Leprince ayant assassiné son compagnon pour ce nouveau crime d'assises du Haut-Rhin, qu'il a été condamné à la peine de mort. L'échafaudage à Colmar le 19 de ce mois de douze ans, aucune exécution dans le département du Haut-Rhin. La *Gazette des Tribunaux* a dit que Leprince avoit fait un coup de repentir et de résipiscence, et après son jugement, condamné regardoit sa mort.

simple nécessaire, continue ainsi : « Une foule l'attendoit à la porte de la prison, mais il n'a point voulu, et a préféré aller à l'échafaud. Pendant tout le trajet, il n'a cessé de s'entretenir avec M. le curé Maimbourg, baisant de temps à autre avec effusion, l'image du Christ. Arrivé au pied de l'échafaud, Leprince a embrassé M. Maimbourg... »

— De Lyon à Châlons (30 lieues environ), six ponts de fer ont été lancés, depuis dix ans, sur la Saône. Ce sont les ponts de Saint-Jean, de la Feuillée, de Saint-Vincent, de la Gare, de l'île Barbe (à une lieue de Lyon), de Conson (en construction), de Neuville, de Saint-Bernard de France, de Beauregard, de Montmarlé, de Belleville, de Thoissé, de Saint-Romain, de Fleurville et de Tournefort, à cinq lieues de Mâcon et de Châlons.

— La liste générale des électeurs et du jury dans le département du Rhône, pour 1840, est définitivement arrêtée au nombre de 4,851 personnes.

— Sur la proposition du maire, le conseil municipal de Lyon vient d'élever de 150, y compris 30 surnuméraires, le personnel du corps des surveillans au service de la ville, et de porter la dépense à 59,150 fr. au lieu de 34,090 fr.

— On a été informé, à Valence (Drôme), que le ministère de la guerre écrivoit pour 3,000 francs à l'érection de la statue du général Championnet.

— Des expériences faites à Bordeaux, par M. de Livernais, ont prouvé qu'on pouvoit tirer une certaine quantité de gaz du marc de raisin desséché, et que le marc de raisin non desséché ne produisoit pas des résultats aussi avantageux. M. Maisonneuve, d'Alais, a répété les expériences qui ont eu les mêmes résultats. Dans une première expérience, dit M. Maisonneuve, deux onces de marc de raisin desséché, mises dans un vase de verre chauffé par degrés jusqu'au rouge-rouge, m'ont fourni quinze litres de gaz hydrogène carbonné, sans couleur, d'une

odeur forte et désagréable, contenant une huile empyrenmatique différente de celle que contient le gaz obtenu par la distillation de la houille. Un mélange de deux volumes de ce gaz avec un volume d'oxygène ont donné lieu à une faible détonation. Ce gaz brûle avec une grande flamme blanche, sans aucune fumée. L'expérience sur le marc de raisin non desséché a produit un gaz à flamme bleue et de faible clarté.

— La gabarre *la Pintade*, de retour à Toulon de sa mission hydrographique sur les côtes de la Provence, va être désarmée.

— L'épreuve du pont en fil de fer de Cubzac a eu lieu le 21, avec succès.

— Une voiture partie, le 20, de Camarsac (Gironde), revenoit à La Bastide. La pluie commençant à tomber, l'un des voyageurs demanda son fusil qui étoit sur l'impériale, et le conducteur, prenant l'arme malheureusement chargée, et l'attirant à lui par le canon, fit éclater la capsule; le coup lui emporta une partie du bras. Un médecin appelé sur les lieux, a fait sur-le-champ l'amputation.

— M. de Collegno, professeur de géologie à la faculté des sciences de Bordeaux, vient d'en être nommé doyen, en remplacement de M. Geoffroy-Saint-Hilaire.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

On s'attendoit à voir Espartero entreprendre des opérations plus promptes et plus vives contre Cabrera. Toutefois, on explique maintenant ces lenteurs, en faisant observer que ce dernier a tellement épuisé le pays qu'il occupe par ses enlèvements de subsistances, de bétail et d'approvisionnement de toute espèce, que l'armée de son adversaire ne peut s'y établir sans recevoir des vivres du dehors. On arrive ainsi tout doucement à la mauvaise saison, et on croit que la campagne va ainsi trainer en longueur sans rien amener de décisif entre les deux armées. Celle de Cabrera fait bonne conte-

nance, et paroit attendre l'ennemi de pied ferme dans des positions bien fortifiées et bien approvisionnées.

Cela commence à faire crier le parti des exaltés contre Espartero. Ils montrent d'autant plus d'humeur qu'il n'a pas répondu à ce qu'ils attendoient de sa part de bonnes dispositions en leur faveur. On va jusqu'à dire qu'il a été découvert une conspiration sérieuse contre lui, laquelle auroit beaucoup d'étendue, et des ramifications qui s'étendroient des sociétés secrètes de la capitale et des provinces jusque dans son armée et surtout parmi ses officiers. L'association dite des *enfants d'Alibaud* inspire des inquiétudes sérieuses pour la sûreté du généralissime. On prend toutes sortes de précautions qui sembleroient indiquer en effet qu'il est en butte à quelques machinations. Il se fait beaucoup d'arrestations de gens suspects.

— On écrit de Saragosse en date du 14, qu'un engagement sérieux venoit d'avoir lieu à Arnillas entre les troupes du général défectionnaire Léon, et une division de Cabrera. On préparoit des lits à Saragosse pour recevoir 500 blessés chrétiens provenant de cette défaite. Ces nouvelles sont authentiques. On ajoute que les royalistes se sont emparés de deux bataillons de miliciens provinciaux, d'un bataillon de cavalerie et de trois pièces d'artillerie légère. Ce dernier point ne peut pas aussi bien constaté que l'autre.

On mande des frontières de la Catalogne que les troupes du comte d'Espingou ont entrées d'assaut à Molla. La garnison s'est retirée dans les deux forts. L'un a été emporté de vive force, et sa garnison de 150 hommes a été passée au fil de l'épée. L'autre s'est rendue à discrétion.

L'inventaire des biens des communautés religieuses continue à se faire. Tout ce qui s'est trouvé dans la maison des *frères de la Vierge* a été saisi et enlevé. On n'est pas là ce qui enrichira le trésor.

Dans notre dernier numéro, avons dit que le roi de Hollande ouvert, le 21, les états-généraux Haye. Dans le discours prononcé par le roi, il y a un paragraphe qui annonce un projet de modification de la loi fondamentale, par suite de la séparation définitive de la Hollande et de la Belgique. Il est aussi question de demandes à la confédération germanique par la Hollande relativement à une indemnité pour la partie cédée du grand-duché de Luxembourg, lesquelles ont été agréées. Le discours royal annonce également l'élaboration d'un traité de commerce et de navigation avec les Etats-Unis, et d'un autre traité de commerce avec l'Allemagne des douanes allemandes. Il est en outre question de la réduction prochaine des troupes au pied de paix; de l'état du commerce à l'intérieur comme dans les possessions des Indes-Orientales; de l'assèchement du Zuidplas de Schiedam bientôt terminé, et de l'aménagement du lac de Harlem dont on va commencer les travaux.

— Le roi de Hollande a nommé ministre d'état A. Van Geunep, président de la première chambre des états-généraux.

— Le prince et la princesse Frédéric des Pays-Bas, ainsi que la princesse Albert de Prusse, sont arrivés à La Haye le 20, venant de Berlin.

— Le retour à La Haye du prince Frédéric dément la nouvelle donnée par quelques journaux de l'intention par lui exprimée de vivre éloigné des états de son père.

— Le général Chassé, qui commande à Anvers, vient d'être nommé par le roi Guillaume membre de la première chambre des états-généraux.

— On lit dans le *Morning-Herald*, que le parlement anglais sera prorogé à l'époque voisine des fêtes de Noël, et que lors de sa réunion il aura à s'occuper des affaires courantes et recevra communication du mariage de la reine avec le prince Albert de Cobourg, dont la célébration

oit lieu à la fin de mars ou au commencement d'avril.

— La *Gazette de Londres* annonce que le roi en son conseil a ordonné que le parlement, prorogé au 24 de ce mois, sera ultérieurement prorogé au 12 décembre.

— Le duc de Bedford, chef de la maison des Russell, vient de mourir. Le marquis de Tavistock, son fils aîné, prend le titre de duc de Bedford.

— Vendredi soir, au moment où S. A. le duc de Brunswick passait dans Oxford-Street, dans son cabriolet, accompagné d'un ami, son cheval s'emporta tout à coup, et alla frapper avec force contre une borne, au coin de Orchard-Street. Le cabriolet fut brisé, et le duc et son compagnon, lancés avec violence sur le pavé, en ont été quittes heureusement pour de légères contusions.

— Les feuilles de Londres de lundi dernier annoncèrent la mort de lord Brougham. Accompagné de M. Leader, député de Westminster, et de M. Shafto, il avoit quitté son château pour aller visiter des ruines dans le West-England. L'essieu de sa voiture s'étant brisé, les trois voyageurs avoient été jetés sur la route, et bientôt l'une des roues s'étoit passée sur la tête de lord Brougham. Le leader n'étoit pas comme son compagnon resté sur la place, mais on l'avoit relevé dans un état désespéré. Le lendemain les mêmes feuilles ont annoncé que lord Brougham se trouvoit en bonne santé. Sa voiture a bien été renversée, mais personne n'a reçu de blessure grave, et lord Brougham a pu faire 13 milles à pied, immédiatement après sa chute.

— Le chemin de fer de Londres à Birmingham a 45 lieues de développement; celui de Birmingham qui s'embranchera sur le chemin de fer de Liverpool à Manchester, dit *Grand-Junction*, a 34 lieues de développement, et celui de Liverpool à Manchester 12 lieues et demie; ce qui fait pour les trois chemins 91 lieues de chemin de fer. Leur établissement a coûté 220 millions 718,000 fr., savoir : celui de

Londres à Birmingham, 137 millions 866,000 fr. ou 3 millions 63,688 fr. 88 c. par lieue; celui de *Grand-Junction*, 47 millions 430,000 fr. ou un million 395 mille francs par lieue; celui de Liverpool à Manchester, 35 millions 420,00 fr. ou 2 millions 833,600 fr. par lieue.

— Suivant le *Standard*, il existoit des chemins de fer dans le Northumberland dès 1633. « Lord Keeper North, dit ce journal, en parle dans la relation du voyage qu'il fit dans ce comté en 1671. »

— Le *Standard* donne les nouvelles suivantes de Montévideo, en date du 1^{er} août : « L'amiral Leblanc est toujours en vue de Buénos-Ayres. Il n'est pas douteux qu'il n'ait l'intention d'opérer un débarquement sur quelque point de la côte. Personne ne peut aller à Buénos-Ayres. Le paquebot anglais même ne peut emmener un passager ou emporter une lettre. »

— Une escadre sardes de trois frégates est arrivée à Gibraltar. On dit qu'elle va faire des réclamations au gouvernement de Tunis.

— Un nouveau phare, élevé de 26 mètres au-dessus du niveau de la mer, et pouvant être aperçu à une distance d'environ 10 milles, vient d'être érigé sur l'îlot qui se trouve à un demi-mille au sud du cap Passaro, à l'extrémité méridionale de la Sicile.

— Les nouvelles de Lisbonne du 14 annoncent que le colonel Fontura a pris dans les Algarves l'agent ou le fournisseur des guérillas miguélistes.

— Les troupes du gouvernement brésilien, au nombre de 1,200 hommes, ont été forcées de se retirer devant 1,000 insurgés, à 5 lieues de Maranhão, après avoir perdu 18 hommes et eu 70 blessés. Les meneurs paroissent désirer l'établissement d'une république, et ils voudroient l'expulsion du Brésil de tous les sujets portugais.

— Le roi des Belges est arrivé, le 18, à Cologne et a continué le lendemain sa route pour Wiesbaden.

— Le lieutenant-maréchal Bentheim,

... station-
... le
... harmonie.
... as-
... Russie,
... tombé
... voyage
... Bourg.
... conféré le
... par la mort
... à l'archi-
...
... activité dans les
... par suite de
... vers l'Angleterre.
... le 30 septem-
... française et an-
... dans la baie
... du 20 de
... de lettres des
... Constantinople et

d'Alexandrie, qui ne contiennent que des
redes des nouvelles publiées par les fou-
les de Marseille.

Adrien Le Clerc

BOURSE DE PARIS DU 25 OCTOBRE

CINQ p. 100 fr. 70 c
TROIS p. 100 fr. 65 c
QUATRE p. 100 fr. de sept. 101 fr. 50 c
Quatre p. 100 fr. de sept. 100 fr. 00 c
Act. de la Banque 2540 fr. 00 c
Oblig. de la Ville de Paris 1250 fr. 00 c
Rente de la Ville de Paris 600 fr. 00 c
Caisse hypothécaire 750 fr. 00 c
Quatre canons 1000 fr. 00 c
Rentes de Naples 150 fr. 05 c
Emprunt romain 150 fr. 34
Emprunt Belge 150 fr. 12
Emprunt d'Haïti 200 fr. 25 c
Rente d'Espagne 5 p. 100 fr. 30 fr. 00

PARIS. — IMPRIMERIE P. AD. LE CLERC ET F.
rue Cassette, 29.

... de LOISEL, rue Saint-Jacques, n° 152, à Paris.

LA SAINTE BIBLE

... DE VENCE, DE SACY ET DE DUCLOS

EN LATIN ET EN FRANÇAIS,

AVEC DES NOTES

... les plus célèbres, et destinées à mettre l'exégèse
à jour au niveau des connoissances actuelles;

DES TRAITÉS

... de Critique, d'Herménentique, de Chronologie
et de Géographie sacrées;

DICTIONNAIRE DE LA BIBLE DE CALMET,

... de tous les articles commandés par les progrès
de la science biblique.

PAR UNE SOCIÉTÉ D'ECCLÉSIASTIQUES,

... DE M. L'ABBÉ GIRAUD,

... et actuellement aumônier de la Salpêtrière.

LE PROPHÈTE ABDIAS.

Prix : 1 fr. 50 c.

LE PROPHÈTE AGGÉE.

... les livres de la Bible et tous les Traités se
... format grand in-8°.

DU MAGNÉTISME ANIMAL, considéré sous le rapport de l'hygiène, de médecine légale et de la thérapeutique, par M. Lafont-Gouzi, professeur à l'Ecole de Médecine de Toulouse (1). — **RECHERCHES PSYCHOLOGIQUES sur la cause des phénomènes extraordinaires observés chez les modernes voyans, improprement dits somnambules magnétiques**, par M. Billot, docteur en Médecine (2).

Ces deux ouvrages qui se neutralisent naturellement par l'opposition la plus complète des idées. Cette opposition est d'autant plus remarquable que les auteurs, appartenant à l'un et l'autre au même genre de pensée, au même état et au même système de croyances catholiques. Tous deux professent un égal respect pour une égale orthodoxie sur les faits et les principes qui intéressent la religion. Et cependant ils diffèrent tout au tout, comme le jour et la nuit, dans leur manière d'envisager la question qui fait le sujet de ces traités.

Le magnétisme animal, ou vital, d'autres l'appellent, est une doctrine encore si obscure, qu'il est permis assurément d'en prendre d'en laisser, et peut-être d'en prendre plus que d'en prendre. Les plus téméraires sont ceux qui marchent timidement dans cette voie.

Brochure de 180 pages, à Toulon, chez la librairie de Senac.

1 vol. in-8°, à Paris, chez Albanel et Compagnie, éditeurs, rue Saint-André-des-Arts.

de la Religion. Tome CIII.

Ils paroissent d'autant plus excusables, que ceux qui s'y engagent hardiment se font remarquer par une sorte d'engouement et d'exaltation qui approchent de l'enthousiasme passionné, pour ne pas dire du fanatisme.

Dans tous les temps la nature de l'homme a offert des mystères et des phénomènes surprenans, qui ont pu fixer l'attention des savans, mais qui n'ont jamais été bien réglés dans leurs effets que par la sagesse de la religion. La religion, la foi, la prière, la confiance en Dieu, ont toujours produit plus d'effets merveilleux qu'il n'est permis d'en attendre du magnétisme, et ont guéri plus de malades qu'il ne lui sera jamais donné d'en guérir.

Cependant nous ne voulons pas le proscrire d'une manière absolue. La science a le droit de chercher à faire des progrès dans cette partie, comme dans toutes les autres, et de vouloir éclaircir les secrets que le magnétisme peut renfermer. Parmi ceux qui s'en occupent, beaucoup de noms se recommandent à l'estime publique et à la confiance sous le rapport de la religion et de la moralité. Nous serions fâchés d'affaiblir aux yeux de personne les garanties qu'ils offrent; et nous saurons rester sur la réserve autant qu'il conviendra, comme simples spectateurs des luttes qui pourront avoir lieu entre les partisans et les adversaires du magnétisme.

Voici une belle occasion de les voir en présence, puisqu'il s'agit,

comme nous l'avons fait observer en commençant, de deux antagonistes de même profession et présumés d'égale force, lesquels exposent chacun par écrit un système diamétralement opposé.

Le premier, M. Lafont-Gouzi, ne nie pas précisément les effets du magnétisme, dont le seul qui soit bien connu et bien caractérisé est le somnambulisme artificiel. Mais il attribue ces effets à des causes qui ne peuvent que dégrader l'homme moral et la nature physique. « Dans un court espace de temps, dit-il, la personne magnétisée tombe dans une situation monstrueuse, dans un mal appelé extase, qui tient de l'épilepsie et de la folie; ce n'est qu'une variété de ces deux affections. Cette situation suspend l'exercice naturel des sens. On parle pendant le sommeil; on reconnoît les objets extérieurs par des moyens insolites; enfin les magnétisés deviennent capables de produire des phénomènes qui paroissent être une exception aux règles ordinaires de la nature. Ils ne sentent pas la douleur physique; ils voient et entendent sans le secours des sens; ils devinent, prédisent l'avenir; il leur est donné d'indiquer les moyens et les remèdes nécessaires à la guérison des malades qu'on leur présente. J'observerai en passant, ajoute-t-il, que le paganisme avoit aussi une grande confiance dans les visions médicatrices des personnes endormies dans le temple d'Esculape; on en attendoit des songes indicateurs des moyens thérapeutiques. »

Le magnétiseur exerce le plus grand empire sur ses magnétisés; il les endort bon gré mal gré, paralyse leurs sens, leurs membres, dispose

absolument de leur volonté, le pêche de parler et d'agir; il leur rend leurs facultés suspendues et pour tout dire en deux mots magnétiseurs se donnent comme successeurs des sybilles, des anciens, des sorciers; ils prétendent réaliser les sorts et les charmes le XVIII^e siècle s'est tant moqué.

« Il faut, dit encore l'auteur, que le magnétiseur n'ait rien de repoussant qu'il soit bien portant, dans la force de l'âge, ou l'âge mûr; qu'il soit respectable et supérieur au magnétisé, ce qui est possible. Les personnes vives, gaies, enthousiastes, sont les meilleurs et les plus puissans magnétiseurs. Quant à des êtres passifs, aux magnétisés, on recherche de préférence les personnes sensibles, affoiblies, malades, crédules, coliques. »

M. le docteur Lafont-Gouzi en fait dans son traité, que le magnétisme animal n'est autre qu'une reproduction de l'ancienne magie sous un nouveau nom. Il se voit poursuivre par l'enthousiasme les condamnations et les sifflets; l'ancienne magie se releva sous une nouvelle forme sur la fin du XVIII^e siècle. Mesmer, méprisé, traqué, visionnaire par les savans de l'Allemagne, se réfugia en France. Là, même les savans de Paris le reçurent; il en appela au public ignorant et crédule. Delon, professeur à la faculté, et médecin du comte de Choiseul, le célèbre Bergasse et d'Alton-Lessing, conseiller au parlement, déclarèrent pour le magnétisme une chaleur et un enthousiasme incroyables; et réunis avec le général Lafayette, ils procurèrent à Mesmer une souscription de mille francs. Des ministres et des hommes tels que le baron de Breteuil, considérés comme tant d'autres par la

charlatan, lui offrirent au nom roi, 20,000 fr. de revenu et 1000 fr. pour établir une clinique magnétique. Le magnétisme devint une affaire de mode et de bon ton ; les femmes les plus coquettes couraient après les baquets, lorsque le rapport des commissaires vint réduire les imaginations, et réduire à vivre hors de France, des milliers de rentes dont la légèreté nationale l'avoit muni. Louis XVI, égaré par le rapport des commissaires, du charlatanisme, de l'immodestie et des pratiques attentatoires aux mœurs que le magnétisme traînait à sa suite, dessilla les yeux aux abusés.

M. le docteur Lafont-Gouzi n'a point oublié, comme on voit, de qui le magnétisme descend, et de quoi il faut se méfier avec lui. Après avoir considéré comme une simple métamorphose de l'ancienne magie, les effets qu'il lui attribue, et les plus grands partisans parmi les médecins eux-mêmes ne contes- pas : « Il dispose à la céphalalgie, à des paralysies passagères, à des névralgies douloureuses, à une fatigue excessive, à la faiblesse extrême, à la suffocation, à l'asphyxie, à la mélancolie, aux hallucinations mentales, et la mort même en être le résultat. »

Après le relevé que l'auteur fait des magnétiseurs et des magnétisés, on ne rencontre d'un côté des jongleurs, et de l'autre des sots. Les personnes frêles, nerveusement impressionnables, malingres, mélancoliques, hypocondriaques, les vieillards et les filles crédules et malades ; tels sont les sujets propres aux expériences magnétiques. Par où l'on voit, dit-il, que c'est la partie in-

firmes du genre humain qui est livrée aux magnétiseurs. Il demande ensuite s'il y a moyen de croire que la sagesse humaine trouve précisément sa lumière et ses règles parmi les rêveurs, les visionnaires, les fous et les charlatans.

Autant M. le docteur Lafont-Gouzi voit les choses en noir dans le magnétisme, autant M. le docteur Billot les voit en beau et en rose. Les faits magnétiques, selon lui, ont beaucoup contribué à ramener des incrédules à la religion, et il se donne lui-même pour un exemple de ces heureux retours. Tous les effets merveilleux du magnétisme, il les rapporte à une cause divine, à des influences célestes, à des communications de la partie spirituelle de l'homme avec les intelligences supérieures et les esprits angéliques. Cette pensée, dont le développement est fort long et répandu dans vingt endroits de son ouvrage, se trouve comme résumée dans le passage suivant : Ce n'est pas à ce que l'on appelle un mouvement instinctif que le physiologiste doit rapporter ces subites et secrètes inspirations d'un malheur qui nous menace, ou bien le pressentiment d'un événement heureux ou malheureux, dont la nouvelle va bientôt nous parvenir ; mais il doit bien mieux reconnoître que ce sont-là des monitions, des avis secrets de ce guide particulier, de ce compagnon fidèle, que Dieu, dans sa miséricorde, donne à chaque homme venant au monde, pour le soutenir dans sa foiblesse, veiller à sa conservation, le porter au bien et lui inspirer l'horreur du mal.

« Pour prouver l'existence de ce guide spirituel, dit l'auteur dans un autre chapitre de son traité, nous n'avons pas be-

soin de l'autorité des livres saints. En effet, si l'accord unanime des peuples, de toutes les nations, même les plus sauvages, suffit pour établir la certitude d'une chose, rien ne seroit plus certain que l'existence des esprits, anges ou génies. Les anciens croyoient à l'existence d'un génie, ou guide spirituel accompagnant l'homme dans tous les actes de sa vie. Ces génies étoient, selon eux, des êtres intermédiaires entre les dieux et les hommes, et communiquant avec les uns comme avec les autres. Telle est encore la croyance des modernes à des guides spirituels, messagers de la divinité. Attachés à l'homme pendant le cours de sa fugitive existence sur ce globe terrestre, ils veillent sans cesse à sa conservation, prient l'Eternel pour lui, et lui inspirent l'amour du Créateur, la charité pour ses semblables, la pratique du bien et l'horreur du mal.

D'après la manière dont l'auteur conçoit le magnétisme, il n'est que l'instrument matériel qui sert, pour ainsi dire, à dégager la partie spirituelle de l'homme de son enveloppe physique, pour lui faciliter ses rapides communications avec l'ordre immatériel. Tout son système roule à peu près sur cette idée que l'auteur développe avec une incroyable confiance et appuie de petits faits où l'imagination paroît jouer un grand rôle.

Il resteroit toujours à expliquer pourquoi c'est *la partie infirme du genre humain, les rêveurs, les visionnaires, les fous, les hypocondriaques* et les autres malades de corps et d'esprit, comme le fait observer M. le docteur Lafont-Gouzi ; il resteroit toujours, disons-nous, à demander pourquoi ce sont ceux-là exclusivement que le magnétisme choisit pour ses privilégiés, qu'il appelle en témoignage de ses merveilles. Est-ce

qu'il ne pourroit pas accorder quelques autres, comme à bons génies et des anges ?
Voilà ce que nous voudrions expliqué d'une manière que nous trouvons dans l'ouvrage de M. le Billot.

Enfin, il est une autre observation critique que son ouvrage ne méritoit pas ; c'est qu'il y a dans l'ouvrage de ses expériences magnétiques dans le choix des sujets qu'il met, quelque chose de rebutant qui excite encore plus le ridicule que la compassion. Il est difficile d'imaginer qui approche plus des méthodes du charlatanisme, et des exercices qu'il fait faire au patient, au petit doigt de ses malades, les interrogatoires qu'il fait faire à la petite voix, qu'une pauvre personne magnétisée par lui prétend qu'elle entend et qui lui dicte des réponses scientifiques, nous paroît beaucoup plus propre à faire naître le doute que l'incrédulité qu'à produire la confiance. Nous ne voulons pas passer sous silence, cette malheureuse petite voix qui n'a pas peu contribué à nous incliner vers l'opinion de M. le docteur, qui fait jouer un si grand rôle à la déception et à la folie dans les opérations du magnétisme. Pendant que nous voulons bien admettre d'autres expériences pour ne pas noncer plus nettement sur les systèmes contraires, dont nous ne nous offrons l'aperçu.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES

PARIS. — On abat en ce moment tout le grand bâtiment de la Bastille sur la rive gauche de la Seine. C'est avec peine que nous pouvons détruire ce qui sans doute

coûté. Cette partie de l'Hôtel-Dieu occupoit une grande lue de terrain le long de la rive. Elle étoit construite en belles es de taille et avec beaucoup de lité; c'étoit le résultat de longs aux et de grandes dépenses. C'é- le fruit des largesses de nos pè- On renverse ce bâtiment, non- lement sans nécessité, mais sans tette plausible ; c'est , dit-on , ur faire un quai sur la rive gau- e. Eh ! qu'a-t-on besoin de ce ai ? Est-ce que l'intérêt des mal- reux et des malades ne doit pas ur avant l'envie de prolonger un ai ? On se plaint qu'il n'y a pas ur d'hôpitaux, que l'on manque place pour les malades, et l'on ur une grande portion d'un hôpi- qui, par sa position centrale, urtoit mieux d'être conservé ! ur ne pouvons nous expliquer ur manie de destruction. Déjà l'on ur de construire de nouveaux hô- ur. Qui a donc pu donner l'idée ur ce qui existoit ? Les archi- et les entrepreneurs y gagne- ur. Mais comment l'admi- tion des hospices, comment la ont-elles pu souscrire à cette olution, qui va entraîner dans rmes dépenses pour remplacer la : abattue ?

le garde des sceaux est allé le 24 à Chartres et a visité la ca- ale, accompagné de M. Schmitt, de division au ministère des a. En admirant ce beau monu- t, le ministre a remarqué tout ur restoit à faire. Par l'intérêt a mis à tout examiner, on a d'espérer qu'il sera pris des res pour la restauration com- de cet imposant édifice. Le mi- a visité aussi l'évêché et a ap- avec surprise les petites vexa- suscitées à un respectable pré- dont le conseil-général a fini ur justice. M. Teste a visité

également l'église de Saint-Pierre, celle de Saint-Aignan, les tribu- naux et les prisons. Le ministre a été toujours accompagné de M. Schmitt qui porte un intérêt tout particu- lier aux monumens des arts. Ils ont examiné les constructions du nou- veau palais de justice, pour lequel on se rappelle qu'on a pris, il y a quelques années, en dépit de toutes les réclamations, une por- tion de terrain d'une respectable communauté. Nous avons parlé dans le temps de ces misérables tra- casseries dont le provocateur étoit bien connu.

On a dit qu'il y avoit des hommes que l'on réfutoit assez par le simple exposé de l'exagération de leurs opi- nions et de la violence de leurs plaintes. Ne seroit-il pas permis de ranger dans cette catégorie celui qui a tous les trois mois un redouble- ment d'accès, tantôt contre les prê- tres et leur influence envahissante, tantôt contre les communautés reli- gieuses et leurs effrayans progrès ? C'étoit aujourd'hui le tour des reli- gieuses, et le grave magistrat a dé- posé ses alarmes bouffonnes dans le *Courrier Français* de vendredi der- nier. Voici l'article signé de lui :

« L'attention publique est fixée depuis quelque temps sur l'accroissement rapide qu'ont pris les congrégations ensei- gnantes.

« L'université, après avoir cherché son appui dans ces congrégations et avoir donné spontanément sa sanction, par ordonnance, à plusieurs de ces instituts, après les avoir autorisés à recevoir, comme établissemens de main-morte, des dons et legs pour des sommes considérables, et les avoir mis illégalement en possession de biens domaniaux, en est venue, tant le danger est grand, à ne plus oser for- muler sa loi sur la liberté de l'enseigne- ment. Elle craint, avec grande apparence de raison, que, comme en Belgique, il

ne se forme à côté d'elle une université catholique.

• Tous les petits séminaires, au lieu de se borner à faire des élèves pour le sacerdoce, se sont changés en pensionnats. A l'aide des privilèges dont ils jouissent et des 5 ou 6 millions de biens que l'état leur a concédés, ils font une concurrence aux collèges communaux, et même aux collèges royaux. Presque toutes les institutions privées sont ruinées.

• Dirigées par des pères de famille, elles succombent sous le poids des charges publiques, et réclament en vain contre leurs rivaux l'exécution de la rétribution universitaire ; si le bienfait de l'éducation est tel qu'on doive affranchir les petits séminaires et les pensionnats tenus par des congréganistes, de la contribution personnelle, mobilière, et autre, les directeurs d'établissements non religieux demandent pourquoi on ne les fait pas jouir de la même faveur. Ils font un appel à l'égalité proportionnelle, ils invoquent la charte et les sympathies de l'opinion publique.

• Les membres du dernier ministère ont usé encore contresigné des ordonnances pour établir de nouvelles fondations, afin de se donner un renom d'hommes monarchiques et religieux. Nous sommes quasi revenus au droit divin de la restauration.

• Si de l'éducation de la jeunesse de nos écoles, nous passons aux couvens de femmes, le mal est plus grand encore et appelle toute la sollicitude publique. On voit que les respectables institutrices qui ont formé les plus anciennes maisons dans les grandes comme dans les petites villes, où l'on donne aux jeunes personnes l'instruction la plus religieuse, et la plus libérale à la fois, sont incessamment menacées de ruine, par la concurrence de ces communautés de femmes qu'un tel budget nous a rendues.

• Une communauté, après avoir fondé dans la capitale à l'aide de leur nom-
breux jurements, de leurs biens acquis et

de l'engouement des familles légitimes de magnifiques pensionnats, ont e dans les départemens des détachements de religieuses qui achètent tous les blissemens à vendre, ou ruinent ceux qui veulent lutter contre elles les des communautés qui n'avoient autorisées qu'à se livrer à l'éducation du pauvre, ont tourné leurs pieds vers la spéculation ; elles foulent leurs statuts, et refusent les lois qui leur sont présentées, si on ajoute une subvention. Ces violations de vœux et de statuts ont été plusieurs fois dénoncées aux préfets et au gouvernement, qui se sont tus et semblent renoncé même au petit nombre de garanties que la législation de la restauration, grâce à la vigilance de la chambre des pairs, a laissé subsister. Bien plus elles se refusent à laisser visiter les établissemens par les magistrats et les administrateurs, et quand il se trouve des fonctionnaires, rarement il est vu qu'ils veulent faire respecter leur droit, et disent cloîtrées, et ne cèdent qu'à la menace de la force publique.

• L'université, repoussée dédaigneusement d'un patronage qui est au premier rang de ses devoirs, a adressé d'inutiles plaintes au ministre des cultes. C'est une affaire d'état ; on n'ose y toucher. Mais ce qui est plus incroyable, ce que nous n'aurions pu croire nous-mêmes, si nous n'en avions les preuves dans les lois, c'est qu'au moment où l'on taxe si rigoureusement les institutrices et les instituteurs, où on lève sur eux la rétribution universitaire, le foncier et les portes, les fenêtres, la patente et la contribution personnelle et mobilière, sans oublier les centimes facultatifs, il y a des communautés enseignantes qui puisent des subventions annuelles au budget et qui, par la concurrence aux institutions privées à l'aide des biens déclarés inaliénables par les lois de l'état, que des ordonnances ont aliénés, et qui ne paient l'impôt établi sur tous.

• Nous affirmons qu'il en existe

vingt-cinq ans, jouissent de privilèges sans qu'aucune voix se soit élevée pour les faire cesser. Et c'est en partant pour faire cesser ces privilèges en matière d'impôt et ceux de main-morte, que la révolution 1789 s'est accomplie; et pour rétablir l'égalité au profit de tous, que la révolution de 1830 s'est accomplie également! Il y a plus; alors que les communautés enseignantes jouissent sur les rôles, il y a des préfets qui déchargent d'office, sans les astreindre à aucune justification, par cela seul qu'elles sont congrégations; on les décharge des contributions quand elles ont été imposées au taux le plus modique; là où elles sont trente, quarante, on en décharge cinq ou dix à peine, et on affranchit les autres. A Paris, même, sous les ordres du gouvernement, les supérieures de ces établissemens les plus riches, de ceux où le revenu foncier annuel est évalué à 40,000 fr. et qui doivent au nombre de leur personnel de leurs dames assistantes et enseignantes le succès de leurs écoles, figurent seules sur les rôles de contribution.

On croiroit du moins qu'elles sont imposables au taux le plus élevé, puisque par cela on les fait représenter à elles seules la prospérité de l'entreprise: non; elles sont taxées presque comme indigentes, elles ne sont imposées qu'à 6 fr. 75 c., tandis que de modestes institutrices avec leurs familles et supportant toutes les charges publiques paient dix fois, trente fois plus.

Si je croyais que les hommes publics dirigent les affaires de mon pays avec sagesse et puissance, sans le secours de l'opinion publique, de faire cesser des abus si odieux, une inégalité aussi révoltante, et si je ne voyais ces abus s'accroître sans mesure, malgré quelques efforts timides et irrésolus, j'aurois gardé le silence.

Mais ce silence m'est-il permis à moi quand les faits ont été révélés, à moi que mes concitoyens ont honoré d'un mandat public, à moi dont la conscience se

révolte contre l'incrémentation de la charité et des lois de mon pays!

• ISAMBERT, député de la Vendée.

• Paris, 24 octobre 1839. •

Est-ce que véritablement il est nécessaire de répondre à ce torrent de reproches et de doléances? Est-ce que personne croit aux *cinq ou six millions de biens des petits séminaires*, à la ruine de *presque toutes les institutions privées*, à la ruine également des maisons d'institutrices, à ces détachemens de religieuses qui vont dans les départemens, *achetant tous les établissemens à vendre*? Quel homme assez prévenu peut croire que l'université a peur des congrégations, que le ministère n'ose les réprimer, que les préfets et les magistrats reculent à leur égard devant l'observation des lois? Ne seroit-il pas possible que ces abus énormes n'existassent que dans une imagination fortement préoccupée par une vieille et profonde antipathie? Cette antipathie ne se trahit-elle pas elle-même par l'exagération de ses assertions et par la fausseté des faits qu'elle invoque? Ce ne sont pas des raisons qu'il faut opposer à ce flot de déclamations, ce seroit peut-être des bains froids.

Deux questions ont été adressées au *Journal des conseils de fabrique* par un évêque, savoir: si les fabriques étoient tenues de fournir tous les jours, ou seulement les jours de fêtes, les ornemens, le pain et le vin; et en second lieu, quels étoient les prêtres auxquels ces objets devoient être fournis. Le conseil du journal a été d'avis que les fabriques étoient tenues de fournir tout ce qui est nécessaire à l'exercice du culte divin, non-seulement les jours de fêtes, mais tous les jours. Quant à la deuxième question, l'obligation de fournir au curé et aux vicaires ne sauroit être douteuse, puisqu'ils sont chargés du culte paroissial. Le conseil estime que les fabriques sont

ne se forme
catholique.

« Tous les
se borner à
doce, se
l'aide des
des 5 ou
leur a
aux en-
collé-
tu

... vient de
... de Thèse
... les habi-
... a joui du
... leur piété.
... avec joie
... d'hon-
... souvent les mai-
... ont arrangé. Les

... à sa rencontre, et
... à genoux.

... la messe, faisait
... interrogeait les
... sur la doc-
... et administrait la
... Plus d'une fois, il s'est
... pour bénir un
... pour consoler un
... pour visi-
... une jeune fille
... dix ans sur son lit. Le
... observe avec intérêt
... à Morlaine, à Ar-
... à Serigne, à Lescar
... autrefois un
... il a retrouvé des
... et a recom-
... avec soin. A
... en détail l'ancien
... et a regretté
... pour le sau-
... qui le menace.
... à Bayonne,
... à Pau, à
...

... de Cork, la seconde de
... d'avoir une nom-
... de catholiques à l'oc-
... de la nou-

... chapelle des Dominicains, à
... Sainte-Marie. L'archevêque d'
... primat de toute l'Irlande,
... avec neuf évêques et
... nombreux clergé. Ces sortes de ré-
... sont fréquentes en Irlande.
... on sait que tous les ans les prélats
... l'île s'assemblent à Dublin pour dé-
... bérer sur les intérêts de la religion
... et de leurs églises. A Cork, la bé-
... diction de la chapelle a été ac-
... quée par une grande pompe. La cé-
... rémonie commença par une pro-
... ion fort imposante, composée
... grand nombre d'ecclésiastiques,
... des dix évêques en habits ponti-
... caux. L'archevêque primat préce-
... l'évêque de Cork, M. Murphy,
... étoit officiant. La procession fit
... tour de l'église. L'évêque officia
... tificalement; l'archevêque, M. Guil-
... laume Crolly, prêcha. Il justifia
... plusieurs points de la doctrine catho-
... que contre les objections des pro-
... testants, notamment sur le salut
... ceux qui sont hors de l'Eglise, sur
... mérites de Jesus-Christ, sur la
... des saints, etc. Le discours
... sur ce que l'homme doit à Dieu
... sur ce qu'il doit au prochain.
... toient les deux parties du discours.

Le lendemain lundi, il y eut une
... nombreuse réunion des évêques
... des catholiques dans les salons de la
... chambre du commerce. Une adresse
... des catholiques fut présentée aux
... prélats, pour protester contre les at-
... taques dont ceux-ci ont été l'objet
... de la part de quelques prédicateurs.
... M. O'Connell présidoit, assisté
... l'archevêque, des neuf autres évê-
... ques, et de beaucoup d'ecclésiastiques
... du second ordre. Le président
... a porté un toast à la reine, et a pro-
... noncé un discours moitié politique
... moitié religieux. Il a fait l'éloge
... du clergé irlandais, de sa fidélité à ses
... devoirs, de sa parfaite indépendance
... à l'égard du gouvernement, dont
... ne reçoit rien. L'archevêque a
... remercié le président de ces éloges.

de la zèle des fidèles, qui de tous
côtés élèvent des églises, s'est féli-
cité l'esprit de modération et d'im-
partialité de l'administration actuelle
russe, et a fini par de grandes
applaudissements au président. Ce-
ci annoncé qu'il voterait avec
l'empereur. On nous dispensera de
dire les toast qui ont eu lieu au
festin.

Le Courrier Français, en parlant de
tout ce qui se fait contre
l'autorité de l'Eglise catholique,
s'empêche néanmoins de
critiquer les dernières mesures prises
par l'empereur de Russie contre les
grecs. La manière dont il ra-
conte les faits dans son numéro du
15 octobre, est remarqua-
ble pour un journal d'une couleur
catholique.

Les journaux de Rome parlent de diffi-
cultés qui auroient éclaté entre
le pape et le cabinet de Saint-Pé-
tersbourg. Depuis long-temps les préten-
tions du czar d'écarter, en sa
qualité de chef de la religion de son em-
pire, toute autorité sur les membres
de l'Eglise polonoise, le droit qu'il veut
se réserver d'intervenir dans leurs rapports
avec le pape, avoient vivement affecté le
pape et jeté du froid dans
les relations qu'il entretenait avec la cour
de Russie. Le grand duc héritier, lors de
son voyage en Italie, avoit reçu la mis-
sion d'établir ces relations sur un pied
normal; mais il paroit qu'il a com-
plètement échoué et qu'il n'a pu réussir
à rétablir le Saint-Siège sur le terrain pré-
conisé, des grecs-unis au giron
de la gréco-russe.

Les grecs-unis, qui résident en grande
nombre dans les gouvernemens de Kief et
de Moscou, sont au nombre d'un million
et de sujets. Séparés de l'Eglise
d'Orient, depuis 1459, au con-
cile de Florence, ils s'étoient
rapprochés de l'Eglise latine, sans en adopter
les rites et les dogmes pro-

priétaires. Les patriarches d'Orient et le gou-
vernement russe ont, il est vrai, protesté
dès le principe contre cette séparation;
mais malgré ces protestations, malgré
surtout les efforts et les menées, tantôt
douceuses et tantôt brutales, des suc-
cessors de Pierre-le-Grand, pour amener
les grecs-unis à reconnaître la su-
périorité spirituelle de l'empereur, ces der-
niers n'en étoient pas moins demeurés
jusqu'à nos jours fidèles et soumis au
Saint-Siège.

Les tentatives de l'autorité n'avoient
abouti qu'à faire quelques conversions
isolées et sans importance. Le gouverne-
ment russe, voyant qu'avec sa propa-
gande sourde il ne pouvoit rien pour la
soumission des grecs-unis, jugea con-
venable de l'opérer au moyen de la
force.

En conséquence, le czar, un beau
matin, il y avoit juste, années, mois et
jours bien comptés, quatre siècles révolus,
que s'étoit effectuée la séparation des dis-
ciples, le czar assemble le saint synode,
et séance tenante, il fit proclamer le re-
tour spontané de ces mêmes disciples
dans le sein de l'Eglise dite grecque-orthodoxe.
Ce fut l'affaire d'un instant; on
n'avoit pas même daigné prendre l'avis
des consistoires ou vicariats des provinces,
habitées par les grecs-unis, non plus que
celui des archevêques ou évêques placés
à la tête des diocèses de cette commu-
nion. Le général comte Protasof, aide
de camp de l'empereur, et qui, en sa qua-
lité de procureur impérial, étoit délégué de
S. M. pour diriger toutes les affaires ec-
clésiastiques, se trouva de fait président
du saint synode. Ici on rapporta le bref
où il étoit établi la nécessité politique et
religieuse de la mesure ordonnée, et sur
la lecture duquel la réunion fut décrétée
incontinent à l'unanimité. Il n'y eut que
le métropolitain de consistance catholi-
que romaine qui essaya de faire quelques
observations; mais un geste impératif du
général Protasof lui ayant tout aussitôt
fermé la bouche, il donna, comme les
autres membres, son approbation à la

acte qu'il ne pouvoit empêcher. Et c'est cet acte même que les journaux allemands à la dévotion du czar, ont osé nous présenter comme le résultat d'une adhésion spontanée !

« Il paroît que cette mesure brutale a produit parmi les grecs unis une grande fermentation. Plusieurs évêques et ecclésiastiques de cette communion en ont référé à la cour de Rome, protestant fortement contre le nouvel état de choses auquel on les a soumis sans les consulter. Il est à craindre cependant que leurs justes réclamations ne rencontrent pas l'appui énergique dont elles auroient besoin, et qu'elles ne tombent devant l'attitude menaçante du cabinet de Saint-Petersbourg. Déjà celui-ci, usant de sa politique habituelle, affecte des prétentions qu'au fond il ne peut pas avoir ; il menace le Saint-Siège de changer les rapports religieux des catholiques-romains qui habitent l'empire russe, et il parle d'interdire au clergé polonais toute communication avec le souverain pontife. »

POLITIQUE, MÉLANGES, ETC.

Il n'y a qu'un aveu qui coûte aux écrivains du progrès ; c'est de convenir que la plupart des choses dont ils sont témoins, et qu'ils déplorent comme les autres, doivent être attribuées à la corruption des idées du peuple, à son ignorance de toute morale, et à l'esprit d'irréligion où ils l'entretiennent eux-mêmes par leur exemple comme par leurs leçons. A cela près, ils avouent assez franchement que la multiplicité des crimes et délits rend l'état de la société fort alarmant. Seulement ils n'en prennent à toutes les causes qui ne sont pas celles que nous venons d'indiquer.

Ainsi, par exemple, ils disent que c'est la répression qui manque, et qu'indépendamment de ce que la législation criminelle n'est point assez énergique pour punir comme le nôtre, la funeste influence de la corruption n'est pas une autre source de crimes qui ne tendent à aggraver le mal.

Il n'est pas jusqu'aux allumettes phosphoriques dont l'invention a servi à diriger les malheureuses foules d'opérations qui seroient moins praticables sans elles, parce qu'elles leur font voir d'incendies par la facilité d'en mettre ces mauvaises à l'usage.

Ce n'est point là-dessus à disputer. Nous convenons que l'indulgence du juriste, comme on l'allègue, offre encore plus de dangers que les allumettes phosphoriques, l'impunité aux conséquences coupables ; et en ce qu'il faut qu'elle produise la tentation en proportion de ces mêmes dangers que nous posons en fait, sachant à faire rentrer dans le cœur du peuple les principes de religion et les idées révolutionnaires doctrines en ont fait soigner beaucoup moins à prendre aux suites de l'indulgence le danger des allumettes phosphoriques.

PARIS, 25 OCT.

Par suite de la démission de M. Magnier de Macien directeur des finances nommé à la direction extérieure, au ministère de l'intérieur, — M. Genty de Bussy, en service extraordinaire, nous avons annoncé l'adjudant d'infanterie et de cavalerie intendant militaire.

— M. Guislain, lieutenant est nommé chevalier de la Légion d'honneur.

— M. Sonnini de Faen en premier au corps royal de marine, est admis à faire valoir ses services à la retraite.

— Madame la duchesse

is que des ouragans avoient
environs de Perpignan, de
et plusieurs parties du dé-
du Gers, vient d'envoyer
le préfet des Pyrénées-Orienta-
10 fr. au sous-préfet de Nar-
1,000 fr. au préfet du Gers,
pour les plus malheureuses vic-
tims des désastres.

Après la feuille ministérielle du
l'expédition a commencé le 16
pour des communications de Sétif
et le duc d'Orléans a pris, sous
du maréchal Valée, le com-
mandement d'une partie des troupes.
Le capitaine de vais-
seau de Nerciat, capitaine de vais-
seau nommé commandant de l'école
de Brest.

Le renouvellement triennal d'un
des membres des conseils-généraux
des communes aura lieu, en 1839, du
10 au 10 décembre. Les pré-
fets convoqueront les assemblées d'élec-
teurs dans l'intervalle
entre les limites ci-dessus.

Le garde des sceaux est revenu
à Paris, où il étoit allé visiter les
travaux de la cathédrale.

Le jour de cassation tiendra son
séance de rentrée le lundi 4 no-

Le conseil royal de Paris tiendra
sa séance de rentrée le 4 novem-
bre. Le discours d'usage sera pro-
noncé par M. Delapalme, avocat-géné-

La rentrée du tribunal de première
instance fera le mardi 5 novembre.

Le nombre des prévenus des 12 et
13 en liberté s'élève à 65, et non
comme on l'a annoncé par er-

Le banier Girondello, qui depuis le
10 la tentative étoit demeurée
à la préfecture de police, a été
renvoyé non pas à l'hôpital de la Sal-
pêtrière ainsi qu'on l'avoit annoncé,
mais à la maison de détention de Saint-
Gazette des Tribunaux annonce

que les médecins continueront à la visiter
plusieurs fois par jour, afin d'arriver à la
connaissance exacte du degré d'aliénation
de ses facultés intellectuelles.

— La commission nommée pour diri-
ger l'érection du monument à élever par
souscription à la mémoire de M. Michaud
se compose du baron Hyde de Neuville,
président; du chevalier Artaud de Mon-
tor, de l'Académie des Inscriptions; du
duc de Valmy, du vicomte de Blosseville,
de M. Dupaty, de l'Académie française;
et de MM. Roger, Laurentie, Bazin et
Poujolat, ce dernier secrétaire.

— C'est jeudi prochain que l'Acadé-
mie française formera la liste des candi-
dats à la place vacante par suite de la
mort de M. Michaud; l'élection aura lieu
le jeudi suivant. M. Michaud laisse aussi
une place vacante à l'Académie des in-
scriptions et belles-lettres.

— La *Pensée*, recueil royaliste pu-
blié par l'éditeur Philippe, vient d'être
saisie.

— Le général Piquet de Boisgny vient
de mourir à Paris.

— Sur 80 boulangers cités aux der-
nières audiences du tribunal de simple
police de Paris, pour avoir fabriqué des
pains en déficit au poids légal, il a été
reconnu des circonstances atténuantes en
faveur de 21, qui n'ont été condamnés
qu'à une peine légère; mais il n'en a pas
été de même à l'égard des 59 autres,
contre lesquels le tribunal a prononcé le
maximum de l'amende. Dans ce dernier
nombre, il y a 13 condamnations à l'em-
prisonnement pour récidive. La demoi-
selle Ségoffin, rue Vieille-du-Temple, 98,
se trouve condamnée trois fois au double
maximum des deux peines en moins de
25 jours. Le sieur Petit, rue du Four
Saint-Honoré, 7, se trouve condamné
deux fois dans le mois au *maximum* de la
double peine.

— Ont été condamnés pour vente et
débit de chandelles en déficit au poids
légal, les sieurs Peullier, fabricant, rue
de l'Eglise, 8, au Gros-Cailhou; Mallot,
épiciier, rue du Bac, 76.

— M. Persil fils a été élu député à Condom. MM. Lanyer et Mottet ont été réélus par les collèges de Saint-Etienne et d'Apt.

— M. Muteau, candidat de l'opposition de gauche, a été élu député par le 2^e collège de Dijon, en remplacement de M. Tournouer, récemment nommé conseiller d'état.

— Suivant le dernier inventaire qui a été fait du matériel de la marine, son importance étoit de 509,170,000 fr.

— Le ministre de la guerre rappelle, au moyen d'une circulaire, l'ordonnance du 10 juillet 1816, qui porte qu'aucun témoignage de la reconnaissance publique ne peut être offert sans l'autorisation du roi. L'autorisation sera proposée au roi par le ministre de la guerre, s'il s'agit d'un militaire.

— On s'occupe, dit-on, au ministère de l'instruction publique d'un projet de loi sur la liberté de l'enseignement secondaire.

— 135 candidats ont été admis cette année à l'école Polytechnique, ce qui portera le nombre des élèves pour 1839-1840 à 270. Mais, ainsi que l'a déjà fait connaître l'instruction ministérielle du 15 mars 1839, il n'est pris aucun engagement pour le placement à la sortie de l'école, qui reste subordonné au nombre d'empls alors vacans.

— L'école d'artillerie vient d'être close au polygone de Vincennes.

— Le quartier des Célestins, où étoit caserné le 2^e régiment de hussards parti pour Saint-Cloud et Sèvres, a été occupé hier par la garde municipale.

— Le maréchal Moncey, qu'on disoit malade, jouit d'une excellente santé.

— Les cours du premier semestre de l'année scolaire 1839-1840, ouvriront, le 4 novembre, à l'Ecole de Droit, à l'Ecole de Médecine et à la Sorbonne, faculté des sciences le 11, à l'Ecole de pharmacie, et du 20 au 30 au collège de France. Une partie des cours sont commencés au Conservatoire des arts et métiers.

— Les prix sur les marchés de provisionnement de Paris.

— L'aurore boréale, que admirée à Paris dans la soirée remarquée dans tous les pays.

Elle est mentionnée dans les journaux de Cambrai, Laon, Bourges, Nantes, Marseille, Toulouse.

— M. Eusèbe de Salvert 5^e arrondissement de Paris hier matin.

— Les comités qui, l'année dernière s'étoient formés dans les départements de Paris et dans les communes pour faire signer des pétitions demandant l'admission de tout gendarme sur la liste des électeurs, viennent de constituer de nouveau.

— D'après un travail du ministère de l'intérieur sur les chemins, le nombre total des chemins de communication est actuellement de 2,082, ayant ensemble une longueur de plus de onze mille lieues aux chemins de petite vicinalité. La longueur totale n'est pas de soixante mille lieues.

— Une enquête est ouverte pour le largissement immédiat de la rue Saint-André-des-Arts entre la place de ce nom et le Pont-Saint-Michel.

— Les rues, les avenues, les boulevards qui environnent l'hôtel des Invalides et l'Ecole-Militaire, viennent de recevoir des plaques indicatives. Le boulevard qui longe les Invalides, porte le nom de boulevard de la République. M. de Latour-Maubourg, gouverneur des Invalides, a fait cette révolution de juillet.

NOUVELLES DES PRO

La souscription ouverte par M. Ferrand, en faveur des Espagnols, s'élevoit le 25 à 1,688 fr.

— La souscription ouverte par M. de Latour-Maubourg, en faveur des réfugiés Espagnols, s'élevoit le 24 à 4,792 fr. 25 c.

— Le nombre des réfugiés

qui résident dans le département des étrangers s'élève à trente-deux, savoir : onze Polonais, dix-neuf Espagnols et deux Italiens.

— Lord Palmerston, président du conseil des ministres d'Angleterre, a traversé Lille, le 24, venant de Bruxelles, et allant à Calais.

— 68 bâtimens sont sortis cette année de Dunkerque pour la pêche de la morue aux côtes d'Islande; 27 ont fait deux voyages, et 2 en ont fait trois. A la fin de septembre, 69 étoient de retour. Des 19 autres, 5 ont fait naufrage en Islande, et leurs équipages, en partie sauvés, sont rentrés en France sur divers navires. Quant aux 14 derniers, on a presque la certitude qu'ils se sont perdus corps et biens.

— Le conseil municipal de Rouen a voté cinq centimes additionnels aux contributions directes pour former un fonds de secours pour les malheureux.

— On écrit du Havre qu'une goëlette de la marine suédoise est arrivée avec des vases en porphyre et d'autres objets destinés au roi des Français.

— D'après le *Mémorial Dieppois*, un Polonais récemment arrivé à Eu auroit été arrêté comme ayant eu des relations avec Auguste Blanqui. Une autre feuille, qui se dit mieux informée, assure que cette arrestation se rattache à un crime.

— Minor Lecomte, second mari de la veuve Pepin, Fombertaut et Guillemain, condamnés à raison de la publication du *Moniteur républicain*, sont arrivés dernièrement dans une voiture cellulaire au Mont-Saint-Michel (Manche).

— M. Vrac, président du tribunal civil de Cherbourg, est mort le 25 à l'âge de 80 ans.

— *L'Ami des Lois*, feuille ministérielle du Mans, annonce que le préfet n'est point parti pour Paris, ainsi que l'avoit dit le *Courrier de la Sarthe*. M. Mancel est seulement allé chercher sa famille à Poitiers.

— Le tribunal correctionnel d'Angers a condamné, le 19, Etienne Pamard et

René David, des Ponts-de-Cé, à deux années d'emprisonnement et 900 fr. d'amende, pour avoir, le 25 septembre, veille du marché de Brissac, arrêté pendant une heure et demie, près d'une auberge qui avoisine la butte d'Erigné, deux voitures de grains appartenant au sieur Bronillet, des Pont-de-Cé. C'est le seul délit de ce genre jusqu'ici commis dans l'arrondissement d'Angers.

— Le conseil municipal de Beanne a été dissous par ordonnance du 5.

— Pour la première fois, il y a en ce moment une exposition d'objets d'art à Mulhouse. On y voit 700 ouvrages provenant de 320 artistes, dont 150 de Paris, 25 de l'Alsace, 30 des autres départemens, 15 de la Suisse et 100 de l'Allemagne.

— Une ordonnance du 8 autorise l'acceptation du legs de 10,000 fr. fait aux salles d'asile de Lyon par mademoiselle Bontoux.

— Le journal ministériel de Lyon annonce que des appartemens ont été retenus pour le duc d'Orléans, à l'hôtel de l'Europe, à dater du 26.

— Un pauvre enfant âgé de dix-huit mois au plus a été trouvé, dans la soirée du dimanche 20 octobre, exposé, à Lyon, à la porte de l'église de la Charité. Jusqu'à présent, on n'a pu savoir quels sont les auteurs d'un acte d'aussi barbare inhumanité.

— Le jeune fils de l'un des principaux fabricans de rubans de Saint-Etienne, M. Micolon, vient d'être victime d'une imprudence. Etant à la chasse avec un de ses amis, celui-ci fit jouer les batteries de son fusil dont le canon se trouvoit par hasard dirigé vers lui. Le coup partit et la décharge porta toute entière dans le bas-ventre du malheureux qui tomba mort sur le coup.

— La ville de Marseille a voté 25,000 f. pour la réception qui sera faite au duc d'Orléans à son retour d'Afrique. Le maire a soumis au conseil municipal le programme des fêtes : illuminations, 6,000 fr.; feu d'artifice, 3,000; distribu-

tions de bons de pain, 4.000; bal, 14.000; — ce qui fait 2.000 fr. en sus de la somme votée.

— M. Horace Vernet s'est embarqué le 21, à Marseille, pour Alexandrie, sur le paquebot du Levant.

— La corvette de guerre américaine la *Cyanus* est entrée, le 25, dans le port de Marseille, venant de Mahon.

— On lit dans la *Gazette du Midi*, de Marseille, le 19 : « Mercredi soir, un jeune homme de quinze ans qui faisoit tourner la grosse cloche de l'église Saint-Marlin, a été accroché et lancé violemment au milieu de la place. Au bruit de sa chute, les voisins sont accourus; mais ils n'ont plus relevé qu'un corps tout brisé et ne donnant plus aucun signe de vie. L'année dernière, le frère de ce jeune homme s'étoit noyé en se baignant au Roucas-Blanc. »

— Une commission composée de personnes notables des Landes s'occupe en ce moment d'un projet de chemin de fer devant aller de Bordeaux à Bayonne par les Grandes-Landes.

ÉTRANGER.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Une dépêche télégraphique de Bayonne transmet à Paris les deux notes suivantes adressées au ministre des affaires étrangères par l'ambassadeur de France :

Madrid, 22 octobre.

« Les ministres de l'intérieur et de la marine ont donné leur démission à S. M. qui l'a acceptée. L'intérim de ces départemens est confié provisoirement au ministre de la justice et au ministre de la guerre. La reine a assisté le 20, à une revue de toute la garde nationale. Madrid jouit de la plus parfaite tranquillité qui n'a pas été altérée. »

Madrid, 23 octobre.

« Le projet de loi sur les *fueros* a été adopté hier par la chambre des sénateurs à la majorité de 73 voix contre 6. »

— La grande croix de l'ordre d'Isabelle-la-Catholique a été accordée à Maroto par la reine régente.

— Le *Courrier National* du 20 octobre annonce que d. de Cabrera ayant fait une e les districts de Pastrana et en ont enlevé 25,000 têtes, compter les contributions qu'ils ont perçues. Ils ont des otages.

— Tous les soldats ca trouvoient absents de l'arm ont reçu l'ordre de rejoindre ment. Le bruit se répand vient de dissoudre toutes les réunir dans ses mains les leur a ainsi retirés.

— Une des filles du gé Palillos vient encore d'être la troisième victime du syst sailles dans cette famille. T proches sont en prison et même sort.

— Cabrera a publié un adressé à ses troupes, et q ainsi : « Confiance, compa Votre chef vous prédit la b ciel, et avec elle le triomp notre sainte cause. Vive le r ligion ! »

On travaille activemen struction des tours pour l' d'une ligne télégraphique c la frontière de France. Le est à Forest et le dernier à

— La section du chem Courtrai à Gand rapporte p moyen, 1,000 fr.

— Le gouvernement b border tous ses chemins de d'acacias.

— Le duc héréditaire pendant son séjour à La nommé chevalier grand'cro du Lion néerlandais.

— Le roi de Hollande a d Swinderen pour président d bre des états.

— Le duc d'Argyll, lord-in maison de la reine d'Angle d'une attaque d'apoplexie fo

Le comte de Clarendon doit, dit-on, recevoir un siège dans le cabinet et être nommé lord du sceau privé.

Les feuilles de Londres publient une ordonnance qui proroge le parlement jusqu'au 1^{er} décembre.

Un jeune lord, le comte d'Orsay, accusé par le *Morning-Herald* d'avoir fait une mauvaise plaisanterie de lire dans un des clubs de West-End, une prétendue lettre de M. Shafto, annonçant la mort de lord Brongham, écrit à divers journaux de Londres, pour repousser cette calomnie, et annoncer que M. Montgomery, ami de lord Brongham, lui avait montré lundi soir, une lettre de M. Shafto, dans laquelle la fausse nouvelle de la mort de l'ex-chancelier étoit rapportée à peu près de la manière dont la racontent les journaux. La mauvaise plaisanterie appartenait donc à M. Shafto qui voyageoit avec lord Brongham, et reste à savoir si ce dernier n'y a pas été pour quelque chose.

— Les 7, 8, 12, 13 et 14 de ce mois, on a ressenti, à Tully-Banocher, en Ecosse, plusieurs secousses assez violentes de tremblement de terre.

— Un arc-en-ciel lunaire vient d'apparaître dans le nord de l'Ecosse. On lit à ce sujet dans le *Caledonian-Mercury* : « Dimanche 20, entre sept et huit heures du soir, nous avons eu le magnifique spectacle de ce phénomène atmosphérique assez rare dans nos climats. On voyoit un brillant arc-en-ciel blanc à côté d'un autre d'un noir foncé, formant environ trois quarts d'un cercle immense dans le firmament. »

— On mande de Tunis, que le dey, devenu méfiant à cause de la présence du duc d'Orléans sur les côtes d'Afrique et de la concentration d'une colonne de troupes françaises près des frontières de Tunis, a quitté la capitale pour se rendre à la Goulette, afin de veiller lui-même à l'exécution de ses ordres. Ses troupes régulières et irrégulières s'élèvent à 20,000 hommes.

— Des lettres de Montevideo du 20

octobre apportent une proclamation adressée par le général Lavalle aux mécontents de Buénos-Ayres. Cette pièce, qui ne donne pas le plan de campagne adopté par ce chef contre Rosas, a fort accru l'exaltation de ce dernier qui, dit-on, a fait arrêter presque tous les Français qui sont encore à Buénos-Ayres.

— Le système monétaire français est maintenant réintégré à Genève, où il avoit été abrogé en 1814. Le gouvernement genevois a déjà fait frapper une quantité assez considérable de centimes et de pièces de 5, de 10 et de 25 centimes en billon.

— Le Piémont continue à être infesté par des bandes nombreuses de brigands qui occupent toutes les grandes routes. La gendarmerie, la cavalerie et la troupe de ligne font de fréquentes patrouilles.

— L'impératrice de Russie vient d'envoyer à la reine de Sardaigne les insignes de l'ordre de Sainte-Catherine.

— La *Gazette piémontaise* annonce que M. le duc de Bordeaux et le duc de Cambridge, oncle de la reine d'Angleterre, ont assisté aux grandes évolutions, dans le voisinage de Vérone, d'une partie des troupes du royaume Lombardo-Vénitien.

— L'infant don Sébastien, arrivé à Lucques le 18, a continué le lendemain son voyage pour Naples.

— Le *Journal des Deux-Siciles*, du 10, annonce que le roi de Naples a nommé son ambassadeur extraordinaire près le roi des Français M. le duc de Serracapriola D. Nicolas Maresca, à la place du comte Constantin de Ludolf, décédé.

— Un décret du 13 octobre, rendu par le grand-duc de Hesse, incorpore dans l'état-major-général de son armée, le sous-lieutenant prince Napoléon de Montfort, élève sortant de l'école militaire.

— Les états-généraux de la Hesse électorale sont convoqués par le prince co-régent pour le 25 novembre.

— Le prince de Metternich est parti du château de Johannisberg le 22 de ce mois dans la matinée. En passant à Wies-

bade, il a rendu visite au roi des Belges, qui étoit arrivé depuis quelques jours en cette ville, et qui voyage sous le nom de comte d'Ardenne.

— On va, dit-on, construire un pont sur le Rhin, près de Knielingen. Ce pont, qui seroit établi par le gouvernement de Bade et celui de Bavière, ouvriroit à la ville de Carlsruhe une communication directe avec Paris.

— La reine de Suède (née Clary, à Marseille) se prépare à faire un voyage en Italie, où elle se propose de passer une partie de l'hiver, l'état de sa santé exigeant un climat plus doux que celui de Stockholm.

— Les nouvelles de Constantinople, du 7, n'annoncent rien de nouveau dans la situation politique. D'après le *Sud*, journal de Marseille, l'amiral Lalande comptoit, si l'inaction se prolongeoit, hiverner à Métélin, et l'escadre anglaise à Lemnos ou quelque autre point rapproché. L'influence de Reschid-Pacha se consolidoit de plus en plus.

— Un incendie, attribué à la malveillance, a détruit à Constantinople la fabrique de fessis (calottes rouges) appartenant au sultan.

— Les quatre vaisseaux anglais qui se trouvoient en rade de Smyrne sont partis le 5 pour rejoindre le reste de la flotte de l'amiral Stopford dans son mouillage de Besica.

— L'*Echo d'Orient* dit que la frégate la *Belle-Poule*, commandée par le prince de Joinville, doit aller à Constantinople.

— La division navale autrichienne, sous les ordres du contre-amiral baron Bandiera, a quitté Smyrne le 7, sans

qu'on connût sa destination. On pense que son absence ne seroit que de quelques jours.

— On a aussi des nouvelles d'Alexandrie du 7. La correspondance du *Synphore*, journal de Marseille, dit que se remettre de sa dernière indisposition. Méhémet-Ali voyageoit dernièrement le Nil, avec l'intention de se rendre à Caire, lorsque sa cange (petite embarcation), et une autre qui la suivoit, brusquement chaviré, en vue de Chénouket. Tout le monde ayant été sauvé, le vice-roi a continué galement sa route dans une autre cange.

Nous avons reçu une réclamation de MM. Allignol contre l'article du *Journal* où il a été rendu compte de leur livre. Comme elle est un peu longue, nous sommes obligés de la renvoyer à un numéro prochain.

Le Gérant, Adrien Le Clère.

BOURSE DE PARIS DU 28 OCTOBRE.

CINQ p. 0/0. 110 fr. 70 c

TROIS p. 0/0. 81 fr. 70 c

QUATRE p. 0/0, j. de sept. 000 fr. 00 c

Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept. 000 fr. 00 c.

Act. de la Banque. 2850 fr. 00 c.

Oblig. de la Ville de Paris. 1255 fr. 00 c.

Rente de la Ville de Paris. 000 fr. 00 c.

Caisse hypothécaire. 790 fr. 00 c.

Quatre canaux. 1250 fr. 00 c.

Rentes de Naples 103 fr. 00 c.

Emprunt romain. 103 fr. 7 8

Emprunt Belge 101 fr. 3 4

Emprunt d'Haïti. 505 fr. 00 c.

Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 30 fr. 1/4

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLÈRE ET C^e,
rue Cassette, 29.

POUR PAROITRE LE 20 NOVEMBRE, chez HIVERT, quai des Augustins, 55.

LES FLEURS DU CIEL,

ou

IMITATION DES SAINTS.

PAR M. L'ABBÉ ORSINI. — Un volume in-8°.

s'abonner des
chaque mois.)

JEUDI 31 OCTOBRE 1839.

1 an	36
6 mois	19
3 mois	10
1 mois	3 50

ES PUBLICATIONS IMPIES.

une revue de l'Europe qui a paru quelques jours dans le sein d'un journal estimé, renfermoit beaucoup d'observations remarquables et d'aperçus, il étoit dit entre autres : *ce ne publie pas un seul livre, et elle publie beaucoup de libelles.* Nous permettra-t-on d'observations à ce sujet? jusqu'il paroît des livres sur la religion en assez grand nombre, et ils ne soient pas tous de la force, et qu'à côté de très-mauvages il y en ait d'autres qui ont prise à la critique sous leurs rapports, cependant on ne peut liciter en général de la dissimulation qui règne dans une certaine classe d'écrivains pour rendre hommage à la religion et proclamer ses mérites. Mais est-il bien vrai que *l'Europe ne publie pas un seul livre utile?* Hélas ! c'est une concurrence qu'il nous est difficile d'artager dans le moment où nous voyons paroître le livre de Strauss et la traduction de l'ouvrage de l'ou-vocteur Strauss, deux productions également hostiles à la religion, injurieuses à son divin auteur, et dont des annonces sont annoncées dans les journaux, et recommandées : éloges par quelques-uns. On n'en conteste l'existence, on se querelle sur qu'elles ont des partisans nombreux. Qui ne sait qu'il y a un parti qui applaudit à ce qui se fait contre la religion? *la Religion. Tome CIII.*

Ce parti non-seulement poursuit constamment les prêtres, mais tourne en ridicule les pratiques du christianisme, attaque ses dogmes, parle avec dédain de ses mystères. Des articles de ce genre se retrouvent tous les jours dans certains journaux.

Combien, depuis quelques années, n'avons-nous pas vu paroître de productions de l'incrédulité ! En 1833, *l'Examen du mosaïsme et du christianisme*, par M. Reghellini de Scio, ouvrage qui respire une haine violente; en 1834, la *Critique du christianisme*, et une nouvelle édition de l'*Origine des cultes*, de Dupuis. A la même époque, plusieurs de nos dogmes ou l'histoire du christianisme étoient attaqués ou défigurés dans *l'Histoire des progrès de la civilisation*, par M. Roux-Ferrand; dans différents articles du *Dictionnaire de la conversation*, dans le *Traité d'éducation morale*, de M. Droz; dans les *Nouveaux élémens d'histoire générale*, de M. Lévi. En 1836, M. de Potter, si connu par son zèle irréligieux, fit reparoître sous le titre d'*Histoire du christianisme*, son ouvrage anti-chrétien, de l'*Esprit de l'Eglise*. On répandoit jusque dans les pensions le *Catéchisme véritable des Croyans*, qui étoit du même auteur que le *Croyant détrompé*, et que *Gustave et la religion*; toutes productions d'une impiété audacieuse.

Nous avons parlé plusieurs fois dans ce Journal des séances de la *Société de civilisation*, de l'esprit qui y présidoit, des discours qui y étoient prononcés, des questions qu'on y

proposoit ; tout cela étoit dirigé contre la religion. Nous avons signalé les erreurs et les impiétés qui se débitaient dans des cours publics devant une jeunesse avide de nouveautés, et trop disposée peut-être à se laisser prendre à l'appât d'un certain appareil d'érudition ou d'une déclamation imposante.

En 1837, parut la *Vie de Grégoire VII*, par M. de Vidaillan ; ouvrage qui est une hostilité perpétuelle contre le catholicisme. Le recueil intitulé la *Science populaire de Claudius*, recueil qui se continue, offre dans plusieurs de ses livraisons des objections et des chicanes présentées avec un sérieux où la dérision est mal déguisée. Dans le même temps, le docteur Broussais professoit le matérialisme dans ses leçons publiques et dans ses ouvrages imprimés.

Que seroit-ce, si nous voulions parler des saint-simoniens, de leurs prédications et de leurs missions impies, du journal qu'ils rédigeoient sous le nom du *Globe*, et qu'ils annonçoient la mort du catholicisme ? Et les templiers, et leurs insultes à la religion, et leur culte dérisoire et sacrilège ; et Châtel, et ses profanations quotidiennes, et ses prédications pleines d'outrages et cependant toujours suivies par un peuple aveugle ; ces scandales ne prouvent pas que l'incrédulité soit morte parmi nous.

Et si nous remontions à quelques années plus haut, à une époque dont les funestes égaremens ne peuvent être sitôt effacés, qui ne sait avec quel redoublement de zèle on se mit il y a vingt ans et depuis, à réimprimer les plus mauvaises productions de la philosophie irréligieuse du siècle

de dernier ? douze nouvelles de Voltaire faisant 1 million et depuis il n'y a pas moins autant pour tous les fortunes, éditions pour la clarté compactes, premières. On a vu quelquefois Voltaire, tout entier. Il a paru en 1825 treize volumes complets de 24,000 exemplaires éditions différentes du *Contrat social* format pour les principes.

On n'a eu guère d'écrivains de ce genre que du dernier Diderot, Raynal, Condorcet, d'Holbach, de Tracy, donné tantôt de tantôt des écrits sur le système de la nature en coup sur coup quatre éditions. L'Holbach, dans le même genre. On avoit soin de s'attacher à faire des livres les plus mauvais romans de ce genre de nouveau mis au jour. En 1822, il a été fait l'*Abrégé de l'origine de l'homme* en espagnol. avec profusion, et à cette époque, les romans de Gault-Lebrun ; il y a eu en 1825 24 réimpressions, toutes chez

gouverner le diocèse pendant la vacance du siège. Son choix s'est fixé sur MM. Fenasse, de Belloc, Dupin, de Morlhon, Abeilhé et Carrère. MM. Fenasse, de Belloc et de Morlhon étoient grands-vicaires du cardinal. M. Dupin est curé de la cathédrale. M. Abeilhé est supérieur du séminaire, et étoit membre du conseil de l'archevêque. M. Carrère est doyen du chapitre. MM. les grands-vicaires capitulaires ont publié un mandement où ils font un juste éloge de M. le cardinal :

« Il n'est pas nécessaire que nous essayions ici de faire de M. le cardinal d'Isoard un éloge qui demeurerait bien au-dessous de la vérité : les actions et la vie toute entière de l'illustre prélat, et les éminentes dignités que Rome et la France lui ont successivement conférées, parleront plus haut et plus éloquemment que nous ne saurions le faire. Auditeur de Rote pour la France au début de sa carrière ecclésiastique, puis doyen de ce tribunal, et enfin revêtu de la pourpre romaine par Léon XII, il fut honoré de l'estime et de l'affection de quatre souverains pontifes et de tous les membres du sacré collège. Ceux-ci, plus d'une fois, surtout dans les deux conclaves où il assista, lui donnèrent des preuves de la confiance que leur inspiroient sa haute sagesse et sa prudence. Vénéré du clergé et du peuple romain pour ses vertus, tant qu'il habita la ville sainte, il emporta les regrets et les bénédictions de tous, lorsqu'il dut quitter l'Italie pour rentrer dans le royaume auquel il se devoit. Ce fut à cette époque que la divine providence le donna pour pasteur à ce diocèse : il y parut comme un ange de paix ; il retraça aux yeux de son peuple l'image du bon pasteur. Inutile par conséquent de vous dire les exemples qu'il nous a toujours donnés, et qui lui ont attiré l'amour, le respect et la vénération de ceux mêmes qui n'avoient pas le courage de suivre les préceptes évangéliques.

• Parlerons-nous de sa douceur et de sa

bonté, qui lui avoient donné le secret et la puissance de s'attacher tous ses diocésains ; de l'aménité de son caractère, et de ses manières à la fois si prévenantes et si distinguées, qui charmoient ceux qui l'abordoient, lui méritoient la confiance, et lui gagnoient l'affection des grands et des petits ?

• Si nous entreprenions de relever sa charité et son amour pour les pauvres, des milliers de voix se joindroient à l'envi à la nôtre pour proclamer bien haut ses libéralités envers les malheureux. Son cœur ne fut jamais insensible aux cris de la détresse et de l'infortune. Qu'on se rappelle ce qu'il fit durant le long et rigoureux hiver de 1830, et avec quelle générosité il s'empressa de venir au secours des victimes du désastre de 1836, qui remplit la ville d'Auch de désolation et de deuil.

• Son zèle pour le salut de son peuple étoit des plus ardens ; mais sa santé presque toujours foible ne lui permit pas de suivre les inclinations de son âme ; il y suppléoit par de continuelles et ferventes prières ; il portoit sans cesse au pied du trône de la miséricorde divine, les nécessités de son troupeau, pour en faire descendre les dons les plus précieux. Il étoit embrasé de l'amour le plus tendre et le plus affectueux envers l'auteur de notre salut et le consommateur de notre foi ; aussi, qui a pu le contempler à l'autel, offrant la victime trois fois sainte, sans être frappé de l'air séraphique qui animoit alors tous ses traits ? Qui a pu le voir prosterné devant les autels, sans se représenter en même temps un de ces anges adorateurs qui sont devant le Très-Haut ?

• Cependant, malgré ces incontestables qualités de l'esprit et du cœur qui firent l'ornement de M. le cardinal d'Isoard, le monde, dont les pensées sont toutes terrestres, et dont les jugemens ne sont fondés que sur les apparences, auroit pu interpréter contre son attachement religieux pour son diocèse, l'acceptation qu'il fit, il y a quelques mois, du siège de

Lyon. Mais il y auroit injustice, nous ne craignons pas de le dire, à lui attribuer dans cette circonstance d'autres motifs que ceux qui lui servirent toujours de règle dans ses démarches. »

Les funérailles de Son Eminence le cardinal d'Isoard ont eu lieu, ainsi que nous l'avons dit, le 23 octobre, dans la cathédrale d'Auch. M. l'évêque d'Agathopolis, coadjuteur de M. l'évêque d'Aire, présidoit à la cérémonie.

Après les prières faites dans la chapelle ardente, à l'archevêché, le cortège s'est mis en mouvement. Un détachement de chasseurs ouvrait la marche ; les diverses congrégations religieuses de la ville, marchant sous leurs bannières respectives recouvertes de crêpes, suivoient immédiatement ; après les congrégations, on remarquait les notabilités de la ville, ayant à leur tête M. l'abbé Mondin, secrétaire de Son Eminence. Venait ensuite le clergé, dont le personnel se trouvoit considérablement augmenté par la présence spontanée d'un grand nombre de curés, desservans et vicaires, accourus de tous les points du diocèse pour rendre hommage à la mémoire de leur archevêque.

Le cercueil étoit porté, découvert, par dix prêtres, revêtus de surplis et d'étoles, et environné de vingt-quatre autres ecclésiastiques, portant des cierges et des torches ; la gendarmerie formait la haie à droite et à gauche ; les coins du drap mortuaire étoient soutenus par M. le préfet du Gers, M. le président des assises, M. le maire et M. l'abbé Fenasse, premier vicaire-général. A la suite, marchaient le conseil de préfecture, les tribunaux, l'état-major de la place et les différentes administrations financières et autres. Un second détachement de chasseurs fermait la marche.

Le cortège a parcouru la place

Sainte-Marie et la place Royale milieu d'une foule immense qui, son attitude respectueuse, témoignait des sentimens dont elle étoit animée. Les chants funèbres étoient en mêlés aux roulemens des tambours voilés et à des morceaux de symphonie adaptés à la circonstance, et exécutés de distance en distance par la musique du 9^e chasseurs ; des coups de canon étoient tirés par intervalle.

Après la messe de *requiem*, qui a été célébrée pontificalement par M. le coadjuteur d'Aire, M. l'abbé Chevalier, directeur du grand séminaire d'Auch, a prononcé l'éloge funèbre de M. le cardinal. Les cérémonies prescrites ont eu lieu immédiatement après, et le cortège s'est de nouveau mis en mouvement pour transporter la dépouille mortelle du cardinal dans un des caveaux préparés dans l'église métropolitaine.

M. l'évêque d'Orléans a voulu visiter avant l'hiver les principales villes de son diocèse et quelques paroisses qui se trouvaient sur sa route. Le prélat est parti le 10 pour Pithiviers. Il s'est arrêté à Chilleurs et est entré à l'église. Beaucoup de fidèles y étoient réunis. M. l'évêque leur a adressé les conseils que lui a inspirés son zèle, a donné la bénédiction, et a voulu ensuite recevoir quelques personnes, a béni des enfans et a montré partout cette bienveillance qui lui est naturelle.

Dans l'après-midi, le prélat est arrivé à Pithiviers ; la population s'étoit portée sur son passage. Une discussion qui existe depuis long-temps entre les autorités a empêché le conseil municipal et la compagnie des pompiers d'aller recevoir M. l'évêque à la porte de la ville. A cinq heures, le prélat est descendu à l'église et fut complimenté par M. le curé, qui a vieilli

du ministère. Une courte audience de Monseigneur fut suivie avec une vive satisfaction. Le prélat visita les principaux habitants, qui s'empressèrent d'accueillir sa visite, accompagnés de membres du conseil municipal du tribunal. Le dimanche 21, il officia toute la journée à l'église qui étoit pleine. Plusieurs curés étoient présens. M. l'évêque prêcha sur la nécessité de s'adresser à Dieu ce qui lui appartient, et de montrer fidèle à la religion pratique. Le lundi, le prélat se rendit à l'Hôtel-Dieu, et y donna la communion à plusieurs malades. Il visita ensuite l'établissement et adressa des paroles de consolation aux malades et des avis aux maîtres des classes. Il témoigna une haute estime qu'ils méritent, et à une heure, satisfait sans l'empressement qu'on avoit de recevoir sa bénédiction.

Le même jour, M. l'évêque se rendit à Villereau, donna le salut à l'église, et coucha au château. Le mardi 22, Monseigneur visita Neuville, chef-lieu de l'arrondissement d'Orléans et Pithiviers. Il se rendit à l'entrée de la ville, accompagné de ses aides, et de tous les membres du conseil municipal de la commune et de la fabrique. Le curé et plusieurs prêtres du canton étoient allés au-devant de Monseigneur. On se rendit processionnellement à l'église, à l'entrée de laquelle le curé harangua Monseigneur. Il se félicita de le revoir dans son église, et manifesta une grande satisfaction que cette visite se fît à plusieurs. M. l'évêque dit qu'il étoit venu avec joie visiter une partie de son troupeau, et qu'il voyoit avec satisfaction le bon état de l'église. Il ajouta quelques paroles affectueuses et pleines d'encouragement, et se rendit à l'Hôtel-Dieu, où il donna la communion à plusieurs malades, et se rendit ensuite sous le dais

jusqu'au pied de l'autel. Étant monté en chaire, il prêcha pendant environ quarante minutes, et dit les choses les mieux senties et les plus appropriées à l'auditoire. L'église, qui est grande, étoit presque pleine, et un profond recueillement y régnoit. Beaucoup ont été touchés, et les instructions du premier pasteur ne seront sans doute pas perdues. Après la messe, M. l'évêque fut conduit processionnellement au presbytère, en chantant le *Te Deum*. Il alla de suite visiter l'hospice de la paroisse, à Saint-Germain, et repartit à deux heures et demie pour Orléans, en passant par Saint-Lyé, où il descendit à l'église et donna la bénédiction.

Le calvaire d'Hannou, près Saint-Amand, vient d'être restauré et inauguré : une cérémonie touchante et très-remarquable a eu lieu à cette occasion ; toute la population et la musique du lieu y a pris une part active et a donné à cette fête religieuse une pompe inusitée. M. le grand doyen Piquet avoit été délégué par M. l'évêque de Cambrai pour assister à cette bénédiction, qui eut lieu le 22 au matin, et à laquelle se trouvoient 24 curés des environs. M. le doyen de Saint-Amand a prêché à la messe, et M. Piquet a porté la parole au pied de la croix. Des arcs de triomphe, des guirlandes ornoient les rues, de l'église au calvaire ; chacun avoit décoré sa demeure, et il n'est pas jusqu'aux malades qui ne se soient fait transporter sur leur porte pour voir la procession. Le christ étoit placé sous un magnifique dais et suivi par plus de six mille personnes de la paroisse et des environs.

Tandis qu'un journal de Marseille, fidèle aux rancunes libérales, annonce la prochaine expulsion des religieux Franciscains, ceux-ci repren-

nent l'œuvre de dévouement que la dispersion de leur ordre avoit seule interrompue en France. Trois religieux viennent de partir pour les missions du Levant. Deux d'entr'eux, les Pères Michel et François, sont revêtus de la prêtrise, et le troisième est un simple Frère, nommé Félix. De tout temps, l'hôpital des pestiférés à Smyrne a été desservi par des Franciscains. L'un d'eux y étoit demeuré cinquante ans, et n'avoit eu la peste qu'une seule fois. En France, ces religieux se devoient au service des prisons et accompagnoient les condamnés sur l'échafaud ; la règle de leur ordre les obligeoit à se rendre en masse sur les lieux où éclatoit un incendie, et ils rivalisoient alors d'audace et d'habileté même avec l'intrépide corps des pompiers de Paris. Auxiliaires du clergé séculier, ils le remplaçoient dans les pays les plus écartés et les plus pauvres, alloient dans les missions étrangères, et ne trouvoient aucun péril ni aucune fatigue au-dessus de leur courage et de leur bonne volonté. Voilà les hommes que le *Message* veut absolument proscrire et contre lesquels il lance chaque jour des sarcasmes neufs comme la philosophie de l'autre siècle.

(*Gaz. du Midi.*)

Une nouvelle église vient d'être ouverte dans le canton de Vaud ; c'est à Nyon, ville anciennement catholique, comme tout le pays, et où la réforme ne s'étoit établie, dans le xvi^e siècle, que par la violence. Depuis ce temps, le culte catholique étoit aboli. Pendant la première révolution, des familles françaises réfugiées à Nyon y attirèrent un prêtre, qu'elles soutenoient, mais qui fut obligé de se retirer lorsqu'elles rentrèrent en France sous la restauration. Les catholiques étoient obligés depuis ce temps de traverser le lac de Genève pour

aller entendre la messe à Divon. Le canton de Vaud étant devenu plus tolérant, les catholiques de Nyon firent des sacrifices pour avoir un prêtre. M. Rossiad fut chargé de ce petit troupeau. Bientôt le nombre des fidèles augmenta, l'on chercha les moyens de bâtir une église. Mais la population catholique étoit pauvre. Elle sollicita des secours en France, en Savoie et en Italie. Des dons généreux furent faits. M. Guyot, des Rousses, souscrivit pour 6,000 fr. et donna des vases sacrés. Un peintre suisse lui présenta d'un beau tableau. Madame la comtesse de Divonne recueillit 2,000 fr. à Paris. Les départements français avoisinant la Suisse contribuèrent aussi à la bonne œuvre. Le 29 septembre, l'église a pu être ouverte. Elle fut consacrée par M. l'évêque de Lausanne, sous l'invocation de la Conception immaculée. Le prélat étoit assisté de plusieurs prêtres. Les autorités et un grand nombre d'habitants assistoient à la cérémonie. M. l'évêque prononça un discours sur la consécration des églises et sur les rites prescrits ; il adressa des remerciemens aux bienfaiteurs généreux qui avoient concouru à élever cette maison de prières. Le lendemain, une messe pontificale fut célébrée pour eux ; il y eut une communion nombreuse. La construction de l'église est un événement heureux pour les catholiques de Nyon, privés depuis long-temps d'un local convenable pour l'exercice du culte divin.

La situation du canton de Saint Gall paroît meilleure depuis quelque temps. Indépendamment de la décision prise pour solliciter un évêché dans ce canton, deux événements annoncent un retour à une politique plus sage. Le gouvernement vient d'éliminer les deux professeurs radicaux, Vorberg et Kurz ; ce qui

les catholiques. On comprend qu'il ne faut l'instruction publique à ces étrangers et aux provinces allemandes. Le vœu est le retour dans sa paroisse de Kirch-voit été cruellement persécuté par les radicaux. Il a été reçu avec démonstrations de joie, lui a donné à l'envi des témoignages d'attachement et d'es-

ROMAN, MÉLANGES, ETC.

Joseph-Eusèbe Baconnier de qui nous avons annoncé la naissance à Paris le 18 juillet 1771, ancien administrateur des douanes, élevé au collège de Juilly, où il n'apparement à lui inculqua les principes de religion. Dès l'âge de huit ans, il étoit avocat du parlement. Ce tribunal ayant été supprimé au commencement de la révolution, M. Salverte fut employé aux négociations extérieures et au bureau des finances. Son premier écrit parut à une femme raisonnable, ce qu'on doit croire ; c'est un opuscule de pages qui parut en 1793, sous le titre de *la sagesse et de vertige*. Ses amis s'étonnaient d'avoir été fidèle aux idées de progrès ; cependant le *philosophe* ne veut pas rechercher si les principes critiques qu'il avoit puisés dans l'histoire du XVIII^e siècle ne l'ont pas entraîné hors des limites du possible. M. Salverte, qui fut élu à la convention et le directoire, n'eut point d'accepter de place, sous le consulat, écrivit dans des journaux, des romans, des pièces de théâtre, des chansons. Il avoit écrit une tragédie de la mort de Louis XVI, dont il faisoit volontiers des lectures dans les salons.

M. Salverte a été constamment dans la même position sous la restauration, et il aspire à être le chef de l'opposi-

tion. Il occupoit souvent la tribune, et nous nous rappelons qu'un jour dans une discussion sur les communautés religieuses, il en parla de la manière la plus outrageante, et les flétrit comme des asiles de corruption ; c'est qu'il ne connoissoit les couvens que par les calomnies, les déclamations et les railleries révolutionnaires. Député de Paris à la chambre pendant les douze dernières années, M. de Salverte étoit depuis plus d'un an éloigné de la tribune. Il est mort le dimanche 27 au matin. Son convoi a eu lieu mercredi. Les billets de part portoient qu'on se rendroit directement de la maison mortuaire au cimetière. Un journal engageoit tous les électeurs patriotes à ne pas manquer de rendre honneur au député modèle. Il est clair qu'on vouloit faire de cet enterrement la manifestation d'une double opposition irréligieuse et politique.

On avoit espéré que la révolution de juillet mettroit fin aux alarmes de l'honorable M. Isambert sur les envahissemens du parti-prêtre et sur le rétablissement de la domination sacerdotale. Il n'en est rien ; Mont-Rouge, Saint-Acheul et la congrégation lui apparoissent de nouveau en songe, plus terribles et plus menaçans que jamais. Le voilà donc qui reprend sa robe de deuil pour annoncer la ruine de l'Université et de toutes les institutions privées qui en dépendent, parce qu'il se forme, dit-il, à côté d'elles une université catholique, dirigée par des congrégations enseignantes, dont la concurrence menace de les accabler et de les anéantir.

Ce qu'il faut d'abord conclure de là, c'est que M. Isambert ne considère pas l'Université et les institutions privées qui en dépendent, comme très-bonnes catholiques, puisqu'il avoue ingénument que ce qui les expose à périr, c'est l'université catholique qu'il croit voir s'élever à côté d'elles. La seconde conséquence à tirer de son aveu, c'est que cette autre

université, cette université catholique n'étant pas soutenue, protégée, rentée et richement dotée par l'état comme sa rivale, il faut qu'il y ait en elle quelque chose qui inspire plus de confiance et de sécurité aux familles; car les familles ne font pas ordinairement de l'opposition au prix de la vie morale et de l'avenir de leurs enfans. Si donc elles préfèrent l'université catholique avec toutes ses entraves, avec son manque de protection et d'encouragement, c'est qu'apparemment elles trouvent encore quelque chose à gagner au change, et qu'elles y voient un bénéfice d'inventaire.

L'honorable M. Isambert dit qu'il regarde comme un devoir de conscience pour lui de jeter ce nouveau cri d'alarme, et de signaler l'apparition de la funeste université catholique. Ce qui lui en fait une obligation, dit-il, c'est que ses concitoyens l'ont honoré d'un mandat public, et qu'il doit répondre à leur confiance. Qu'il se rassure ! Il peut aller visiter toutes les salles d'étude, tous les dortoirs et tous les réfectoires de l'université catholique qui lui fait tant de peur, il n'y trouvera pas un seul enfant qui appartienne à ceux qui l'ont honoré d'un mandat public. Ce n'est point là qu'ils les plaquent ; et sans y aller voir, nous osons répondre sur ce point à M. Isambert que son mandat public ne met rien à la charge de sa conscience. Car, bien certainement, l'université catholique et ses commettans font deux.

Il a été adressé à des évêques, et peut-être à tous, une circulaire pour leur recommander un journal dont on fait un grand éloge, mais qui, dit-on, n'a pas assez d'abonnés pour atteindre son but. On ajoute que ce journal est le seul qui ait imposé la sanctification du dimanche aux personnes attachées à son exploitation. Nous croyons qu'en cela l'auteur de la circulaire a été mal informé. Pour notre compte, nous pouvons assurer qu'il y a un journal qui ne fait pas travailler

le dimanche. Ce qu'il y a encore de curieux dans la circulaire, c'est qu'elle fait signer d'un duc, et même il paraît qu'on a voulu faire croire qu'elle est signée de deux. Car il y a deux noms de ducs, l'un au-dessous de l'autre. Et deux ducs sont les noms les plus rares du calendrier de l'ancienne noblesse, ne sait pas trop à quel titre le signataire prend le nom de familles éteintes.

PARIS, 30 OCTOBRE.

On lit dans le *Moniteur* que le duc d'Orléans, en quittant Constantinople, le 16, à neuf heures et demie du matin, a retrouvé la foule qui l'avoit accueilli à son arrivée. Le prince étoit le 17 à Milah, où il a reçu une grande démonstration de tout le Ferjonlah, présentée par Ben-Amelaoui-Kalifa. Ben-Azedyn, de Kabyle, faisoit partie de la députation. Il amenoit un troupeau et des provisions pour le prince. On considère ce jour comme devant avoir pour résultat l'entière soumission des Kabyles. C'est pour la première fois que Ben-Amelaoui, qui n'avoit jamais reconnu le pouvoir des Turcs, paroît devant des chrétiens.

C'étoit à Milah, en avant de la ville et sur la route de Me-Allah, le point indiqué pour la réunion des troupes destinées à l'expédition de Bougie. Le corps d'armée une fois organisé est parti, l'arme sur l'épaule, pioche à la main, tout prêt à exécuter les travaux qu'il alloit exécuter sous les ordres du maréchal Valée et du prince.

— L'état-major général du corps d'expédition se compose du colonel de la division, comme chef d'état-major, en l'absence du maréchal de camp Auriant; capitaines Puislon, Doblaye, de la division de Saint-Sauveur, Mesnil, Sergt, et capitiers d'état-major; du chef d'escadron de la division pinoy, commandant le quartier général; du chef d'escadron Thiry, commandant l'artillerie; du chef de bataillon Simon, commandant le génie; de M. Haman, sous-intendant de première classe

lant militaire; du docteur Antoin, médecin en chef; du docteur La, chirurgien en chef; du capitaine Hagy, vaguesmestre.

La première division est commandée par le duc d'Orléans; le prince a sous lui les lieutenans-généraux Baudouin et Marbot, ses aides-de-camp. La seconde division est commandée par le général Galbois.

Pendant l'absence du général Galbois, le colonel Levasseur, du 22^e de ligne, a pris le commandement supérieur de Constantine et des camps.

Le roi des Français a donné 500 fr. à la ville de Nemours, pour l'établissement d'une salle d'asile.

La police vient de découvrir une fabrique de poudre clandestine, et a saisi chez les Lombards, 22, rue du Faubourg-Montmartre, 30, et rue de Reuilly, de nombreux paquets de poudre, de balles, de cartouches et 20 bombes avec des balles.

Plusieurs personnes ont été arrêtées. Des feuilles étrangères ont annoncé, à quelque temps, que M. Persil

serait nommé pair. Ce bruit a aussi été démenti par des journaux de Paris.

La nomination aux fonctions de député de M. Persil fils, à Condom, en remplacement de M. Persil, semble ne plus faire doute sur la prochaine entrée de ce dernier dans la chambre des pairs.

M. Rivet a été réélu député par le collège électoral de Brives.

Le *Temps* fait remarquer que M. de Salvandy, le troisième député promu aux fonctions publiques, dont les élections n'ont pas renouvelé le mandat.

La commission relative à la vénalité des offices n'a pas encore tenu sa séance, par suite de l'absence du M. Mounier.

M. Lacave-Laplagne est de retour à Paris d'un voyage dans le département de Gers.

M. Evrard de Saint-Jean, intendant militaire, est nommé directeur de l'administration au ministère de la guerre.

— D'après un journal, le préfet de police et différens chefs du ministère de l'intérieur se réunissent presque chaque jour chez le commandant supérieur des Tuileries. Cette assertion est déclarée fautive par le *Moniteur*.

— Nous avons dit que la cour de cassation tiendrait sa première audience le 4 novembre. C'est le procureur-général Dupin qui prononcera le discours de rentrée. La cour s'occupera ensuite d'une question importante d'usure.

— Le sieur Costis, graveur, arrêté en même temps que Blanqui, a été mis en liberté sous caution.

— Pendant les 25 premiers jours d'octobre il a été déclaré à Paris 84 faillites.

— Par décision du ministre des travaux publics du 25, M. Bernard, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées de première classe, précédemment chargé de la direction des travaux hydrauliques du port de Toulon, est nommé inspecteur de l'Ecole des ponts-et-chaussées, en remplacement de M. Desfontaine, appelé aux fonctions d'inspecteur divisionnaire.

— Le roi des Français vient de donner une bourse à l'Ecole Polytechnique, au jeune Bertrand, admis le premier cette année à l'Ecole, et qui, à l'âge de dix-sept ans, a déjà été reçu docteur en sciences.

— Sur les 135 candidats admis à l'Ecole Polytechnique cette année pour toute la France, le collège Saint-Louis en a fait recevoir 34.

— Au mois de novembre 1838, le nombre des élèves des collèges royaux étoit de 16,440; celui des collèges communaux étoit de 26,543.

— M. Poisson est autorisé à se faire suppléer dans sa chaire de mécanique à la Faculté des sciences de Paris, pendant l'année scolaire 1839-1840, par M. Sturm, membre de l'Institut.

— Les travaux de la nouvelle salle de la pairie sont poussés avec activité.

— L'effectif de l'armée est de 317,826 hommes, 64,197 chevaux. Les dépenses

s'élèvent, tant pour cet effectif que pour les positions de non activité et de réforme, à 242,188.800 fr. Les dépenses relatives à l'Algérie sont de 35,493,909 fr.

— Le tableau de l'importation et de l'exportation des céréales pendant le mois de septembre donne à l'importation, 20,664 hectolitres de froment, 6,945 hectolitres de grains autres, 1,782 sacs de farines. On a exporté 3,832 hectolitres de froment, 6,564 d'autres grains et 1,772 sacs de farines.

— Le plus fort imposé du département de la Seine est M. Merault, propriétaire, rue de Rivoli, qui paie 21,996 fr. Viennent en suite M. Adam, rue des Petits-Champs, 13,614 fr.; le duc de Trévise, 9,542 fr.; M. Guenin, administrateur d'une compagnie d'assurance, 8,964 fr.; M. Cambacérés, 8,600 fr.; M. Tripier, avocat et pair, 8,025 fr.

— L'administration municipale a décidé que la douane, actuellement rue d'Enghien, où elle cause de fréquents encombrements, seroit transportée rue Samson, près du Château d'Eau, sur un terrain attenant à l'entrepôt des Marais.

— La commission chargée d'examiner les moyens de prévenir les entreprises des faussaires pour le blanchiment du papier timbré, a reçu 14 essais différents, savoir 12 pour la confection des papiers, et 2 pour celle des encres.

— A partir du 1^{er} janvier 1840, les frais d'administration des préfectures sont fixés, par une ordonnance du 25, à 3,465,000 fr., répartis ainsi qu'il suit: Ain, 31,000 fr.; Aisne, 44,000; Allier, 31,000; Alpes (Basses), 23,000; Alpes (Hautes), 25,000; Ardèche, 29,000; Ardennes, 33,000; Ariège, 28,000; Aube, 35,000; Aude, 32,000; Aveyron, 33,000; Bouches-du-Rhône, 59,000; Calvados, 51,000; Cantal, 26,000; Charente, 33 mille; Charente-Inférieure, 44,000; Cher, 31,000; Corrèze, 26,000; Corse, 39,000; Côte-d'Or, 48,000; Côtes du-Nord, 36 mille; Creuse, 26,000; Dordogne, 35,000; Doubs, 40,000; Drôme, 30,000; Eure, 44,000; Eure-et-Loir, 38,000; Finis-

terre, 36,000; Gard, 43,000; (Haute), 49,000; Gers, 33,000, 63,000; Hérault, 41,000; Ille-et-Vilaine, 45,000; Indre, 29,000; Indre-et-Loire, 35,000; Isère, 45,000; Jura, Landes, 27,000; Loir-et-Cher, Loire, 35,000; Loire (Haute), Loire-Inférieure, 55,000; Loiret, Lot, 32,000; Lot-et-Garonne, Lozère, 25,000; Maine-et-Loire, Manche, 45,000; Marne, 38,000 (Haute), 32,000; Mayenne, Meurthe, 46,000; Meuse 33,000; Moselle, 46,000; Morbihan, 33,000; Moselle, 46,000; Nord, 64,000; Oise, Orne, 39,000; Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, 45,000; Pyrénées, 42,000; Pyrénées (Hautes), 29,000; Pyrénées-Orientales, 31,000; Rhin, 61,000; Rhin (Haut), 43,000; Rhône, 56,000; Saône (Haute), 32,000; Sarthe, 40,000; Seine, 210,000; Seine-Inférieure, 64,000; Seine-et-Marne, 40,000; Seine-et-Oise, 31,000; Sèvres (Deux), 31,000; Somme, Tarn, 32,000; Tarn-et-Garonne, Var, 33,000; Vaucluse, 31,000; Vendée, 34,000; Vienne, 35,000; Vienne (Haute), 33,000; Vosges, 33,000; Yonne, 31,000.

La portion des frais d'administration de chaque préfecture, destinée aux traitemens des employés et au service dont se composent les dépenses sera des sept dixièmes de l'allocation; la portion affectée aux dépenses matérielles sera des trois dixièmes. Rien changé à la proportion des dépenses matérielles pour les frais de bureau d'un cinquième pour les dépenses matérielles, établie par l'ordonnance du 10 mai 1822, pour la préfecture de Paris.

— Pendant les neuf premiers mois de l'année 1839, la poste en France a distribué 1,100 millions de lettres.

— Le comte de Pahlen, ambassadeur de Russie, est attendu à Paris le 15 mois de décembre.

— On dore les inscriptions qui sont tracées sur la base de l'obélisque de Luxor.

se d'épargne de Paris a reçu la somme de 503,947 fr., et celle de 436.500 fr.

Ilte d'une statistique récente M. Héricart de Thury, qu'aux Paris les terres qui sont cultivées potagers rapportent 30 francs.

On 200 jardiniers fleuristes pris et aux environs. Ils fourmarchés de la capitale. La leur vente est considérable. Héricart de Thury assure que le dernier, il s'est vendu à Paris 10 fr. de fleurs, et que pendant certaines soirées somptueuses occasion de ventes qui varient de 100 fr.

L'éclairage au gaz des Champs-gaz sera fourni d'un côté par Grenelle, de l'autre par l'usine Le public pourra juger ainsi de du gaz fabriqué par les deux

ent de démolir, à la barrière, les maisons qui obstruoient l'alignement et causoient fréquemment des accidents.

Travaux pour la construction d'un cadre du chemin de fer de Saint-Germain et à Versailles ont été faits avec activité. Un déblaiement de plusieurs millions de mètres cubes a été fait entre les rues de Saint-Lazare, où étoit l'ancien boulevard de Tivoli. Cet embarcadère sera à l'angle formé par la rue de la Harpe et le prolongement de la rue des-Mathurins, et sera, assurément, au commencement de la belle

— Les réfugiés espagnols que le gouvernement a dirigés sur la Haute-Saône sont arrivés, le 24, à Vesoul, au nombre de 108. On compte parmi eux plusieurs ecclésiastiques, plusieurs officiers supérieurs et le brigadier Caraza.

— Aux nouvelles élections de Saint-Germain-en-Laye, le maire et les deux adjoints démissionnaires ont été réélus.

— Une femme vient de mourir à Montmorency, à l'âge de 104 ans.

— On écrit de Rhétel (Marne), le 25, que la crise commerciale qui désoloit cette ville, commence à se calmer.

— Deux navires chargés de blés sont arrivés le 27 à Rouen, où d'autres sont encore attendus.

— La *Revue du Havre* annonce que le ministre des travaux publics est attendu d'un jour à l'autre dans cette ville.

— Du 15 de ce mois au 27, il est entré dans le port de Calais 39 paquebots avec 586 passagers ; il en est sorti 38 avec 574 voyageurs.

— Le tribunal de Mortagne (Orne) a statué, dans son audience du 19, sur le sort d'une première catégorie des prévenus que la cour royale de Caen a renvoyés devant lui sous la prévention de rébellion et d'entraves à la libre circulation des grains. Deux très-jeunes gens et une vieille femme ont seulement été acquittés ; les autres prévenus ont été condamnés de six mois à un an d'emprisonnement.

— Le 26, au marché du Mans, le prix du blé a éprouvé une hausse assez forte.

— Le maire de Blois (Loir-et-Cher), vient de prendre un arrêté qui astreint les marchands colporteurs à certaines formalités déjà prises, dans l'intérêt des acheteurs trop crédules, par les autorités d'Amiens, de Cambrai, d'Arras et de beaucoup d'autres villes.

— Depuis long-temps, une épizootie exerce ses ravages aux environs de Limoges, de Saint-Leonard et d'Ille. Beaucoup de bœufs, de vaches, de porcs en sont morts.

— Un nouveau journal paraîtra de

NOUVELLES DES PROVINCES.

V, la reine et le prince des continuent à jouir d'une parfaite

marquis de Vergennes, petit-neveu du ministre de Louis XVI, a été reçu le 5 V.

deux jours l'un, à Nantes, à partir du 2 décembre. Ce journal qui aura pour titre : *l'Ouest monarchique, religieux, littéraire et artistique*, sera sous la direction de M. C. Merson, ancien rédacteur-gérant de *l'Ami de l'Ordre*.

— Il y a à bord de la *Bonite*, qui vient de mouiller en rade de Brest, un tapir adressé au prince de Joinville par l'empereur du Brésil.

— Une corvette sarde, l'*Aquila*, commandée par le chevalier de Militeri, est entrée le 22 dans le port de Brest.

— Il y a en France trois bagnes, à Toulon, Brest et Rochefort. Leur dépense générale, calculée sur un effectif de 6,250 condamnés, s'élève à 1 million 971,500 fr. Administration et divers agents, 57,800 fr.; sous-officiers et gardes, 501,100 fr.; salaire des condamnés employés dans les ateliers des ports, 204,000 fr.; hôpitaux, 131,300 fr.; vivres, 854,500 fr.; habillement, couchage, chaussure, etc., 222,800 fr. La dépense par chaque condamné est donc de 315 fr. 44 cent. par année. Ces 6.250 forçats se répartissent de la manière suivante : A Brest, 3,100; à Rochefort, 900; à Toulon, 2,250.

— On continue avec activité les travaux de fortifications de Verdun (Meuse).

— Les fragmens d'une statue équestre viennent d'être découverts par des ouvriers occupés à un défrichement, à Jouhe, près Dôle (Jura).

— M. Louis Dupony, inspecteur des ports du département du Cantal, est mort à Auch.

— Le maire et les adjoints de Périgueux ont donné leur démission, à la suite de discussions avec le conseil municipal.

— L'exposition de la société des amis des Arts, à Lyon, commencera le 1^{er} décembre, et durera jusqu'au 1^{er} février.

— De nombreux vols se commettent en ce moment à Lyon.

— M. J. Suchet, négociant, maire de Thizy depuis vingt-deux ans, membre du conseil général du Rhône, vient d'é-

tre nommé chevalier de la Légion-d'honneur.

— Le comte de Saint-Lon, ancien de Hollande, vient d'adresser au maire de Valence (Drôme) une somme de 300 fr. pour le monument du général Championnet. Sa lettre, datée de Valence le 1^{er} octobre, donneroit à entendre que M. le maire de Valence s'adressoit à lui. « Je vous remercie de l'occasion que vous me présentez de pouvoir m'associer à un acte essentiellement honorable et patriotique..... »

— Le nouveau tribunal de commerce de Nîmes a été installé le 17. Il résulte d'un tableau dressé par le président sortant que pendant les deux dernières années le tribunal a eu 2,375 causes. Un nombre ont été retirées, 1,910 ont été jugées contradictoirement ou par défaut, et 290 ont été envoyées devant d'autres tribunaux. Toutes ces causes ont présenté les années précédentes une augmentation notable. Pendant le même temps 1,100 causes ont été déclarées. Leurs valeurs réunies n'ont point dépassé trois millions.

— La cour martiale de Toulon a condamné, le 21, à la peine de mort, le soldat Lamy qui avoit donné plusieurs coups de couteau à un maître de la division du port de Brest.

— Le bâtiment à vapeur le *Vallée* est parti le 27 de Toulon pour Bougie (Algérie).

— M. Desfongères, père de l'ancien député de Tarascon, inspecteur-général des ponts-et-chaussées, et membre de l'Académie de Marseille, vient de mourir à Aix, à l'âge de 81 ans.

— M. le comte de Sercey, dernièrement ambassadeur en Perse, est arrivé le 24 à Marseille.

— Le fils du maréchal Gérard accompagne M. de Sercey.

— Madame d'Outremont qui, dans plusieurs feuilles, devoit épouser le prince de Hollande, a passé récemment à Marseille, se rendant à Naples.

— Voici l'inscription du pont de

ont le duc d'Orléans a posé la pierre avant son départ pour

*Canal
latéral à la Garonne,
pont-canal d'Agen.*

*Le 25 août 1839,
mière pierre de ce monument
a été posée
par le duc d'Orléans,
Louis-Philippe régnant,
grand, sous-secrétaire d'état,
ministre, préfet de Lot-et-Garonne,
général, inspecteur divisionnaire,
M. Job, ingénieur en chef
dirigeant les travaux.*

Le 25, le feu a pris à Bordeaux, au
garde de la poudrière, rue de la
e. L'alarme devenoit générale à
les désastres que cet incendie
occasionner, lorsque grâce à la
aide des secours portés par un
qui passoit dans ce moment, le
bientôt disparu.

l'entrée de la cour et des tribu-
Bordeaux aura lieu le lundi 4
e.

Le projet d'un chemin de fer
Bordeaux et Bayonne est déposé au
M. général de la préfecture de la

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Une halte qui a duré huit jours, du
les colonnes d'Espartero se sont
mises en mouvement pour avancer
on de Segura et de Montalban.
d'abord attribué la suspension
riche à des négociations secrètes
tentatives pratiquées parmi les
les officiers de l'armée carliste
ayer de produire des défections.
démarches n'ont eu aucun suc-
paroit qu'on a cessé de compter
résultats qu'on avoit pu s'en pro-
L'armée de Cabrera se montre
pleine de confiance et d'ardeur.
ement son intrépide chef s'est

constitué une forte défensive dans les
huit places de guerre qu'il occupe, mais
il a organisé plusieurs divisions mobiles
qui se portent rapidement de tous côtés,
jusqu'à 20 lieues de Cantavieja. Ces diver-
sions incommodent la marche et les mou-
vements de l'armée d'Espartero.

— Malgré les échanges qui ont eu lieu,
le nombre des prisonniers de guerre chris-
tinos réunis dans les seuls dépôts de Horcal
et de Cantavieja, s'élève au-delà de 4,000.

— Le commandant carliste Bosque
vient d'enlever une colonne de peçeleros
qui exerçoit de grands ravages du côté
d'Alcagniz.

— Des lettres de Morella, en date du
12, annoncent que la veille on y avoit fus-
sillé un espion, envoyé par les christinos
pour pratiquer des intelligences et nouer
des intrigues dans cette place, à l'effet
d'opérer des embauchemens et des dé-
fections.

— On prétend que Balmaseda est sur
le point de quitter l'Aragon avec plu-
sieurs bataillons d'élite, et qu'il a reçu de
Cabrera la mission d'aller rallumer la
guerre civile dans les provinces du Nord.
Malgré l'avantage qu'il y auroit pour l'ar-
mée carliste à produire une telle diversion,
il est douteux que la situation de Cabrera
lui permette de détacher des corps dont
l'emploi lui est si nécessaire en Aragon
contre la masse des forces d'Espartero.

Le chiffre du budget de 1840 pré-
senté aux états-généraux de Hollande
s'élève à 56,378,000 florins, et celui du
projet d'emprunt est de 56,000,000 de
florins, qui sera à la charge des posses-
sions d'outre-mer.

— Le jeune prince Louis Bonaparte
est de nouveau à Londres.

— Le duc de Cambridge est de retour
à Londres de son long voyage sur le con-
tinent.

— Les journaux d'Halifax (Nouvelle-
Ecosse), du 1^{er} octobre, annoncent la
clôture de la chambre d'assemblée.

— On écrit de Tunis, le 10, au. Sé-

naphoré de Marseille que les amateurs d'antiquités s'étoient rendus la veille chez M. Honegger, savant numismate allemand, pour voir une superbe collection de médailles de Carthage, puniques, romaines et vandales, destinée au prince de Furstenberg. Cette collection a coûté six années de travail et de voyages pénibles à M. Honegger.

— Le 1^{er} novembre commencera un service régulier et direct de correspondance des états sardes avec l'île de Malte et les deux régences de Tunis et de Tripoli; les lettres de ces états seront dirigées sur Livourne, où elles seront reçues par les bateaux à vapeur français du Levant, les 3, 13 et 23 de chaque mois. Les réponses arriveront par la même voie. On affranchira jusqu'à Malte.

— Plusieurs des premières maisons de commerce de Venise se sont réunies pour former une société fondée par actions, avec un capital de cinq millions de florins; le but de cette société est de procurer au commerce de nouvelles voies d'importation et d'exportation.

— La marquise d'Alorna vient de mourir à Lisbonne à l'âge de 96 ans; elle possédoit la plus belle galerie de tableaux du Portugal. Le marquis Fontoura hérite de ses domaines. Dans sa jeunesse, la marquise a passé dix-huit ans en prison par ordre du marquis de Pombal, et elle s'est trouvée à Paris pendant les jours les plus tristes de la révolution.

— On dit que comme la Hollande, Hambourg va faire un traité avec l'union des douanes allemandes.

— En vertu d'une ordonnance du roi de Hanovre, toutes assemblées sont défendues dans les villes comme à la campagne, à moins de raisons plausibles ou de nécessité constitutionnelle.

— Le prince de Metternich a dû arriver le 28 à Vienne.

— L'archiduc palatin est parti le 21 de Vienne pour retourner en Hongrie.

— La nouvelle de la maladie du grand-duc héréditaire de Russie, que nous avons annoncée, est aujourd'hui con-

firmée par la *Gazette d'Etat*. S. A. I. étant tombée malade à se rendant à Varsovie, est rep Saint-Pétersbourg.

— Selon la *Gazette du com* il a été jusqu'ici frappé à la russe, en métaux d'or et d'cueillis dans l'empire, pour de 537 millions de francs. Il culation aujourd'hui des mo cuivre pour une valeur de 62 roubles papier, ou de 18 roubles argent.

— Le paquebot anglais le *B* rivé de Malte à Marseille, le porté la correspondance de l'Anglais se sont emparés de Cab Mohamed avoit fui, et le shah fait son entrée dans cette ville avec l'agent anglais.

— Les nouvelles d'Alexandrie 13 octobre. Le vice-roi étoit au Caire.

— La flotte égyptienne et turque sont toujours dans le alexandrie.

— On assure que le sultan de son Ordre MM. Edouard Ca connu par ses travaux sur l'Or selme, aide-de-camp de l'ami sin; Bérard, son secrétaire pa et Lejenne, commandant de l'a

Le Gérant, Adrien Le

BOURSE DE PARIS DU 30 OCT

CINQ p. 0/0. 111 fr. 00 c
TROIS p. 0/0. 81 fr. 85 c
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 000 fr.
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept. 000
Act. de la Banque. 2870 fr. 00 c
Oblig. de la Ville de Paris. 1255
Rente de la Ville de Paris. 000 fr.
Caisse hypothécaire. 787 fr. 50 c.
Quatre canaux. 0000 fr. 00 c.
Rentes de Naples 108 fr. 20 c.
Emprunt romain. 108 fr. 34
Emprunt Belge 101 fr. 12
Emprunt d'Haïti. 507 fr. 50 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 30 fr. 1

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLER
rue Capotie, 29.

*une œuvre de charité établie à
Brusque, diocèse de Rodez.*

Nous avons fait connoître, numéro
8 mars dernier, une très-belle
instruction pastorale de M. l'évêque
de Rodez, où le prélat traitoit du
principe d'association dans son ap-
plication à la charité, et où il indi-
quoit les moyens de faire mieux
cela. Il y développait un plan
très-remarquable, répondoit aux ob-
jections, et entroit dans des détails
très d'intérêt sur l'exécution de son
projet. Nous apprenons avec peine
que ce projet a rencontré des obsta-
cles en plusieurs lieux où on n'a pas
apprécié les vues élevées et la
royante sollicitude d'un évêque si
digne. Du moins elles ont été
prises dans d'autres localités. A
Brusque entr'autres, canton de Ca-
stillon, arrondissement de Saint-Affri-
cain on a mis à exécution le plan du
curé. Le curé, M. Alvernhe, in-
troduisant un de ses prônes, les habi-
tants de la paroisse à se réunir au
presbytère le 1^{er} septembre, et là on
a fait une délibération portant que
l'on s'associerait aux pieuses inten-
tions du vénérable évêque, et mettre
sous son mandement du 1^{er}
septembre, on formerait un fonds com-
posé d'aumônes individuelles, qui
servirait au plus grand soulagement
des pauvres, et remédierait aux gra-
nds inconvénients de leur vie er-
rant.

Le curé étoit donc prié de re-
cevoir les offrandes, et il étoit nom-
mé distributeur des aumônes, sans

Ann. de la Religion. Tome CIII.

qu'on pût lui en demander compte,
et sans que l'autorité civile pût y in-
tervenir. Mais le sage pasteur ne
voulut pas prendre sur lui toute la
responsabilité, et demanda qu'on lui
adjoignît une commission. Il fit ob-
server même que puisque les protes-
tants qui habitoient dans la com-
mune vouloient aussi faire partie de
l'association, il convenoit qu'ils fus-
sent représentés dans la distribution
qui auroit lieu ; ce qui, pour le dire
en passant, montre dans cet estima-
ble ecclésiastique autant de modéra-
tion que d'impartialité. Les parois-
siens autorisèrent donc M. Alvernhe
à s'adjoindre pour les distributions
ceux qu'il voudroit, de manière
qu'il y eût toujours un membre des
deux sexes pris parmi les protestans.
Il étoit prié en outre de dresser un
règlement de l'œuvre qui seroit sou-
mis à l'assemblée générale, et aussi à
l'approbation de M. l'évêque.

Telle fut la délibération du 1^{er}
septembre. En conséquence le curé
rédigea des statuts qui nous ont paru
si sages que nous croyons devoir les
faire connoître. Ils pourroient être
utiles dans les paroisses où l'on vou-
droit réaliser la bonne œuvre qu'on
vient d'établir à Brusque.

• Sous la protection de saint Vincent-
de-Paul.

• Statuts ou réglemens de la fondation
de l'œuvre de l'aumône mise en com-
mun, dressés par Jean-Antoine-Marie
Alvernhe des Alvernhes, curé de Brus-
que, présentés à ses paroissiens réunis
dans son presbytère, et par eux sanc-
tionnés, conformément à la délibération
du 1^{er} septembre 1839.

• Art. 1^{er}. Il sera établi un conseil composé de trois membres, dont l'un protestant, d'un président et d'un secrétaire : tous les ans, par la voie du sort, un membre sortira de droit, il pourra être réélu par le conseil.

• Art. 2. Le curé de la paroisse sera président de droit, et son vicaire vice-président.

• Art. 3. Six personnes, y comprise la supérieure du couvent, et dont l'une protestante, seront choisies parmi les femmes honorables de la paroisse pour distribuer les aumônes, réglées par le conseil. Tous les ans, l'une d'elles sortira de droit, par la voie du sort, et pourra être réélue.

• Art. 4. Trois autres personnes seront désignées par le conseil pour connaître les pauvres honteux, et lui révéler les secrets de leurs besoins.

• Art. 5. Il sera libre aux personnes mentionnées dans l'art. 4 de s'adjoindre quelques personnes de chaque localité, pour en connaître les besoins et y subvenir; ces dernières porteront le nom de zélateurs ou zélatrices.

• Art. 6. Le bureau de bienfaisance légalement établi dans la commune ne doit pas être confondu avec l'association dont les revenus peuvent varier tous les ans, puisqu'ils sont le produit d'offres volontaires; néanmoins, l'un et l'autre tendant au même but, le soulagement des pauvres, les membres du bureau de bienfaisance seront membres honoraires de l'œuvre.

• Art. 7. Il sera dressé par le conseil, de six mois en six mois, une liste des pauvres de la commune sur laquelle ne seront point inscrits les pauvres honteux; ils en auront une de particulière.

• Art. 8. Aucun pauvre ne pourra être porté sur la liste, sans, au préalable, avoir été reconnu comme tel, au moins par deux personnes recommandables de la localité.

• Art. 9. Ne pourront figurer sur la liste, 1^o les fainéans; 2^o les ivrognes; 3^o les concubinaires publics qui auroient résisté à des avertissemens charitables.

• Art. 10. Les personnes soupçonnées des vices sus-énoncés, auront à se par une attestation signée, au moins par trois personnes de leur voisinage, n'est de leur localité.

• Art. 11. Selon les ressources, et sur un billet ou obligation sentis à une personne étrangère qui ne veut avoir rien à avec qui que ce soit, il sera 1^o aux personnes ayant des immeubles, mais ne pouvant les ou se suffire avec leur produit; 2^o nu, à cause de leur âge, infirmités, ou autres accidents que ce soit;

• 2^o Aux pères et mères, célibataires, autres à qui des enfans mal nés, ou parens sans sentiment refuseront l'appui, le secours de leur bras, néanmoins, au décès de leurs pères, ils seroient là pour recueillir la minuscule portion que leur auroit conservée l'œuvre de l'aumône.

• Art. 12. Une partie du travail pourront se livrer les pauvres protestants, servira à dédommager de la perte de l'œuvre de l'association.

• Art. 13. Pour le succès de l'œuvre, les chefs de famille sont invités à recourir aux ressources de l'association pour les pauvres de la commune qui viennent réclamer leurs secours.

• Art. 14. En cas que l'œuvre ne suffise aux besoins des pauvres de la commune, ils ne pourront sortir de ses limites sans un certificat délivré par le président du conseil et le maire.

• Art. 15. Le président, accompagné d'un membre titulaire ou honoraire, tous les ans, quatre quêtes, de grains, des légumes ou pommes de terre, des châtaignes et du salé, ou autres denrées convenables à ces divers produits.

• Dans chaque localité, il y aura une liste individuelle, sur un registre à ce effet, il signera avec celui qui l'aura dressée et une personne du lieu, le total de la localité.

Un local sera désigné pour produit des diverses quêtes. les registres de l'œuvre restes-
position d'un membre dési-
conseil.

Les réunions du conseil au-
aque deux mois, à moins de
extraordinaire par le prési-

Les distributions sur mandat
t se feront chaque semaine,
uit heures du matin, et neuf
ir; sauf les distributions des
eux.

Il sera tenu note des man-
s, ils serviront à la reddition

Il y aura, chaque six mois,
le compte; et si à la fin de
besoins des pauvres n'avoient
é les ressources de l'œuvre,
roit plus spécialement affecté
un local pour recevoir les pau-
ou infirmes, qui y seroient
nos bonnes Sœurs.

Toutes les personnes em-
œuvre doivent être de bonnes
s; et jamais deux membres
is dans la même maison.

Pour fondement durable
si belle pour la religion, si
our le vénérable prélat qui
pu en concevoir la possibi-
vaste diocèse, les membres
lésirent que les présens sta-
is approuvés par l'ordinaire,
tre changés sans une décision
supérieure.

es signatures des habitans de
e Brusque, dans l'arrondisse-
at-Affrique (Aveyron), ainsi
ation de M. l'évêque de Ro-
opie conforme à l'original,
nte copie a été littéralement

le 14 septembre 1839.

J. BELLUGOU, secrétaire de
l'œuvre.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

PARIS. — La solennité de l'Imma-
culée Conception, fixée désormais,
dans le diocèse de Paris, au deuxième
dimanche de l'Avent, l'autorisation
accordée par N. S. P. le pape Gré-
goire XVI de proclamer au saint sa-
crifice la Conception Immaculée de
Marie, et d'invoquer, dans les
prières particulières, la sainte
Vierge sous le même titre d'Imma-
culée dans sa Conception, les man-
demens de M. l'Archevêque, des
1^{er} janvier et 24 juin 1839, à ce sujet,
tout annonce que dès cette année cette
fête sera célébrée avec plus de pompe
et plus d'empressement que jamais, et
donne l'espérance qu'elle procurera
d'abondantes bénédictions. Pour les
recueillir, et les rendre de plus en
plus profitables à l'Eglise de Paris, et
en particulier à son vénérable pon-
tife, il est convenable d'apporter à
cette fête une plus longue et plus
parfaite préparation.

Une quarantaine de prières est pro-
posée à cette fin. Elle commencera le
6 novembre, et se terminera le 15
décembre, troisième dimanche de
l'Avent, jour de l'octave de l'Imma-
culée Conception (1). Nous joignons
un exemplaire de cette Quarantaine
au numéro de ce jour.

(1) Cette Quarantaine sera distribuée
gratis dans toutes les sacristies des parois-
ses, et chez A. Le Clerc et comp., impré-
meurs de l'archevêché, rue Cassette, 29,
près Saint-Sulpice, chez qui on trouvera
également une Neuvaine préparatoire à
la fête de l'Immaculée Conception, à la-
quelle sont attachées, en vertu de divers
rescrits du souverain pontife Pie VII, en
date des 4 août et 24 novembre 1808, et
du 11 janvier 1809, trois cents jours
d'indulgence plénière pour tous ceux qui,
en ayant rempli les exercices, se seront
confessés, auront reçu la sainte commu-
nion soit le jour de la fête soit un des
jours de l'octave, et auront prié Notre-
Seigneur et la sainte Vierge aux inten-
tions du souverain pontife. Cette indul-
gence est applicable par manière de suf-
frage aux âmes du purgatoire.

Presque tous les journaux ont parlé de la visite que M. le garde-des-sceaux a faite dernièrement à l'église de Notre-Dame de Paris, avec M. le directeur des cultes et M. le chef de la division du culte catholique. On a dû en tirer la conséquence que cette visite produiroit d'heureux résultats pour la conservation de la superbe basilique transformée en église moderne dans l'une de ses parties les plus importantes, par les architectes de Louis XIV, mutilée de nouveau par ceux de Louis XV, enfin convertie en temple de la Raison par la convention, en 1793. Mais il n'entre certainement pas dans les intentions du gouvernement d'affecter à cette restauration plusieurs millions, lorsque de tous côtés tant d'autres édifices, également consacrés aux cultes, sont parvenus à un état de ruine beaucoup plus avancé que la cathédrale de Paris, et réclament leur part des crédits infiniment trop faibles qui sont alloués chaque année par les chambres.

Dans un pareil état de choses, les restaurations artistiques n'arrivent qu'en seconde ligne, et si quelques projets se préparent pour l'église Notre-Dame, ils se réduiront nécessairement aux besoins urgents, sans que l'administration des cultes se croie dispensée pour cela de les faire étudier de manière à établir une harmonie convenable entre ces premiers travaux et ceux que des circonstances peut-être plus favorables pourront permettre par la suite.

Il n'y a donc pas, comme on le prétend, d'entrepreneurs qui se ruent sur une opération colossale préparée en secret; surtout il n'y a pas d'administration qui ait un entrepreneur protégé, dont elle cherche à faire prévaloir les intérêts dans cette circonstance.

(*Moniteur Parisien.*)

M. l'évêque de Dijon vient terminer sa tournée pastorale l'arrondissement de Dijon. Le prélat y a été accueilli avec de vives démonstrations d'intérêt et de respect. Il faut le dire, l'indifférence eût été impossible; le prélat en a montré dans toutes les paroisses son zèle et son attachement pour les diocésains dans des instructions simples, mais vives et pressantes, sur la nécessité de servir Dieu, de tout sacrifier à lui par la pratique des devoirs que la religion nous prescrit. Tout étoit exposé d'une manière si claire qu'on étoit de suite porté à déjouer l'aveuglement des hommes qui donnent tout entiers aux choses temporelles, en oubliant les éternelles. Des cœurs droits et dociles trouvoient dans ces paternelles exhortations de puissans motifs pour se rapprocher de Dieu, source unique de bonheur et de consolations ineffables. Le clergé de l'arrondissement de Dijon n'oubliera jamais les exemples qui lui ont été donnés par le premier pasteur; il a admiré en particulier son profond respect pour les choses saintes, et sa sollicitude pour la bonne tenue des églises.

M. l'évêque d'Orléans a continué sa tournée dans les principales villes de son diocèse. Il est allé, le 24, à Beaugency. Les cloches ont donné le signal de son arrivée, et toute la ville se porta à sa rencontre. Le prélat fut reçu à l'église par tous les ecclésiastiques du diocèse, qui le conduisirent processionnellement à l'église. Là, l'attendait le maire, les adjoints et conseillers municipaux, le juge de paix, le chef des pompiers et la gendarmerie. M. Desbois, exprima en quelques mots à M. l'évêque la joie qu'il causoit sa présence. M. Morlot monta en chaire et adressa à l'auditoire des paroles de piété. Après la bénédiction du saint Sacrement, il fut

compagné jusqu'au presbytère par les autorités auxquelles il témoigna beaucoup d'affabilité. Il visita le couvent des Ursulines et l'hospice, et porta partout des encouragemens et des consolations. Le soir, il visita les autorités qui se louent unanimement de ses manières bienveillantes. Le vendredi, il célébra la messe à l'église, au milieu d'un nombreux concours qui ne nuisit point au recouvrement. Enfin le prélat voulut le soir, avant de partir, les écoles primaires et y donna de salutaires conseils. Il se rendit de là au château de Fontpertuis, qu'habite M^{me} la duchesse douairière de Lorges. Il devoit visiter Clergé le même jour.

L'Eglise de France vient de perdre un vertueux missionnaire. M. Mathieu Hérard, né en 1764 à Ampuis, diocèse de Lyon, se destina de bonne heure aux fonctions du ministère apostolique. Il fit ses études au séminaire du Saint-Esprit. Comme aujourd'hui, cet établissement étoit chargé d'envoyer des missionnaires dans nos possessions d'outre-mer. Il est sorti de cette maison un grand nombre d'ecclésiastiques qui ont rendu d'importans services à la religion et même au gouvernement. Plusieurs ont été vicaires apostoliques dans les missions de la Chine et des Indes, et c'est par leur zèle et leur prudence que l'établissement du Sénégal redevint propriété française en 1778. Après avoir terminé ses études et constamment édifié par ses vertus ceux avec qui il vivoit, M. Hérard s'embarqua à Brest, le 16 mars 1788, pour se rendre à la Guiane. C'est dans cette contrée lointaine, sur la plage brûlante d'Iracoubo, que cet homme apostolique exerça son ministère avec autant de zèle que de succès.

Lors de la tourmente révolutionnaire, il prouva combien sa foi étoit vive. Inébranlable aux promesses, mé-

prisant les menaces et les tourmens; il refusa de faire le serment exigé. Aussi le 8 mai 1793, il fut embarqué pour être déposé sur les côtes des Etats-Unis. Mais, pris par un corsaire anglais entre Guadeloupe et Montserat, on le conduisit à Saint-Christophe. Après un assez long séjour dans cette colonie, il fut envoyé à celle de Sainte-Croix, Ile Danoise, où il fit un grand bien parmi les catholiques et les protestans; tous l'aimoient, tous le vénéroient. Les succès de son zèle déterminèrent, en 1814, M. Carroll, évêque de Baltimore, à le nommer vice-préfet apostolique des Iles danoises Sainte-Croix, Saint-Thomas, Saint-Jean. Plus tard, en 1816, M. Neale, archevêque de Baltimore, le fit son vicaire-général. Jusqu'en 1830 il exerça le saint ministère dans les colonies françaises. Combien de fois ne l'a-t-on pas vu épuiser sa bourse et répandre tout ce qu'il possédoit dans le sein des pauvres qui, connoissant son ardente charité, venoient à lui avec confiance. Les maîtres lui envoient leurs esclaves; il avoit le talent de leur inspirer les sentimens de la religion, la soumission et l'amour du travail. Par son esprit conciliant, il rapprochoit ceux qu'on regardoit comme les plus irréconciliables; par sa rare prudence et ses touchantes exhortations, il faisoit renaître au sein des familles la paix et la joie.

Après 1830, M. Hérard s'embarqua pour les Etats-Unis. Son nom est toujours cher au clergé de Baltimore, qu'il édifia par sa piété et qu'il aida par ses conseils pleins de sagesse. Les Carmélites de Baltimore se trouvoient dans une grande indigence, elles n'avoient pas le pain du lendemain assuré. M. Hérard se dévoua à les soutenir, et ne cessa d'en être le père et le bienfaiteur. En 1837, il entreprit, malgré son âge, un voyage en France, pour solliciter de la charité des fidèles.

les, des secours en faveur de ces pieuses filles de Sainte-Thérèse. De retour au sein de sa famille, M. Hérard se disposoit à se rendre au séminaire du Saint-Esprit, lorsqu'il fut atteint de la maladie qui l'enleva. Depuis long-temps il écrivoit à M. l'abbé Fourdinier, supérieur de cet établissement, pour lui faire connoître sa résolution de finir ses jours dans le lieu même où il s'étoit formé aux connoissances et aux vertus de son état. Son affection pour le séminaire du Saint-Esprit ne se démentit jamais ; à l'époque du rétablissement de ce séminaire, il offrit une somme considérable pour le rachat de la maison (1).

Après cinquante-un ans d'apostolat tant aux colonies françaises qu'aux Etats-Unis, M. l'abbé Hérard vit son heure approcher avec ce calme qu'inspire la religion. Il donnoit à tous ceux qui l'entouroient l'exemple de ce courage qui, au moment suprême, fortifie l'âme vraiment chrétienne, et l'élève au-dessus d'elle-même. Animé d'une foi aussi vive que généreuse, plein de cette espérance qui ne périt point, il consolait ses parens et ses amis qui s'empressoient autour de son lit. Il reçut les derniers sacrements avec piété et même avec joie. Les yeux fixés sur le crucifix, son visage exprimoit la paix et le bonheur. Il rendit doucement son âme à Dieu le 17 octobre dernier.

J. H.

(1) Chargé d'envoyer des missionnaires aux colonies françaises, le séminaire du Saint-Esprit continue l'œuvre à laquelle il s'est si constamment dévoué. Les prêtres pieux et zélés qui voudroient travailler à la gloire de Dieu et au salut de leurs frères dans nos possessions d'outre-mer, peuvent s'adresser directement à M. le supérieur, qui reçoit aussi les élèves en théologie s'ils ont des vertus et des talents. La maison pourvoit à l'entretien de ceux qui seroient dans l'impossibilité de se le fournir.

M. Felletin, curé de Saint-Vincent près Castillon, diocèse de Bordeaux écrit à la *Guienne* que son oncle chanoine de l'église Saint-Seurin Bordeaux, et son père, lieutenant particulier au présidial et sénéchal de Guienne, ayant émigré en Espagne avec plusieurs de ses parents, l'époque de la première révolution et n'ayant eu qu'à se louer d'une généreuse hospitalité que leur accordée les Espagnols, il croit manquer à la reconnaissance s'il laisse passer l'heureuse occasion de soulager de grandes infortunes. La faible offrande de 15 fr., que je vous envoie pour les pauvres Espagnols réfugiés, ne doit être considérée que comme une œuvre sacrée que je m'estime heureux de pouvoir acquitter. Il regrette la grêle, qui a ravagé sa paroisse deux dernières années, et qui beaucoup augmenté ses charges ne lui permette pas d'envoyer une plus forte somme.

Un journal, en citant une souscription de 80 fr. de la part de M. l'évêque de Vannes, et de 103 fr. de la part du clergé de Vannes, suppose qu'elle est pour les soldats militaires. Nous sommes persuadés que l'intention du prélat et de son clergé n'a pas été de soulager exclusivement les militaires, et que les autres classes de réfugiés devoient aussi participer à leurs dons.

Nous disons la même chose d'un don de 50 fr. fait par plusieurs ecclésiastiques *reconnoissans de l'aide qu'ils ont reçue dans la catholique Espagne* ; c'est ce que porte une liste de dons venant d'Estaires, diocèse de Cambrai, et il est assez clair que ces généreux ecclésiastiques n'ont pas songé à soulager seulement les militaires. Voilà pourquoi il est bon peut-être que les dons du genre fussent adressés aux évêques ; ce seroit plus sûr qu'ils seroient en

ulagement des prêtres et religieux espagnols réfugiés.

Le *Journal du Loiret* avoit publié la destruction et la reconstruction du clocher de Tavers, près Magesmay, un article plein de reproches et d'insinuations malignes contre le curé de cette paroisse. Une lettre insérée dans l'*Orléanais* rectifie ces faits. Le curé n'a point usé de son influence, comme on le prétend, pour obtenir les fonds; il n'a jamais été question d'une dépense de 12 à 14,000 fr. Le devis d'agrandissement de l'église ne montoit qu'à 3,200 fr.; les fonds en ont été faits par la fabrique, et les deux tiers en sont déjà payés aux ouvriers. La reconstruction du clocher ne s'est pas élevée à plus de 4,700 fr., qui avec 3,200 fr., font en tout 7,900 fr. Ce n'est donc pas 12 ou 14,000 fr., comme le disoit le *Loiret*. Le double devis a été approuvé dans sa totalité par le conseil de fabrique, qui a promis de satisfaire à tous les engagements. Le conseil municipal s'est engagé à fournir 100 fr. Il n'est donc point vrai que la dépense se soit élevée à une somme plus de celle que le curé avoit fixée, qu'il ait eu besoin de s'ingénier à battre monnoie. Les habitants de Tavers ont eu connoissance du devis dès le principe. Les offres de la commune ont été spontanées, et la fabrique est en mesure de faire face à tout.

Le *Loiret* paroît regretter beaucoup la destruction de l'ancien clocher, qui, dit-il, étoit *monumental*. On répond que ce clocher étoit ancien, mais d'assez mauvais goût; les énormes piliers qui le soutenaient rétrécissoient le chœur, et nuisoient aux cérémonies. Derrière ces piliers étoit un caveau sombre d'où sortoit beaucoup d'humidité. Devoit-on sacrifier à un intérêt archéologique douteux la salubrité de l'église, et la commodité de

l'exercice du culte divin? Les habitants ne le crurent pas. Un architecte fut consulté; la diminution de l'épaisseur des piliers lui parut possible, mais elle auroit entraîné beaucoup de dépenses. On y renonça. Du reste ce n'est qu'après avoir constaté l'utilité et l'urgence des travaux, que l'autorité les a permis.

M. l'évêque d'Ajaccio, qui avoit été si long-temps attaché à M. le cardinal Isoard, et qui l'avoit secondé dans l'administration du diocèse d'Auch, n'a pu qu'être infiniment sensible à la perte du vertueux cardinal. Le prélat a donné, le 15 octobre, une lettre pastorale où il épanche sa douleur :

« A nous seul il appartient, nos chers coopérateurs, de mesurer toute l'étendue de la perte que nous avons faite. Appelés auprès de Son Eminence le cardinal d'Isoard par sa confiance dont il daigne nous honorer, nous avons passé les plus précieuses années de notre vie dans le commerce intime de ses pensées. Il nous fut donné de voir à découvert cet âme si belle, et d'y contempler chaque jour les traits de sa piété tendre, de sa vive foi, de son inépuisable charité, de sa constance inébranlable dans les épreuves; et s'il y a dans nous aujourd'hui, malgré tant d'infirmités, quelque zèle pour la religion et un désir sincère de servir l'Eglise, c'est à cette source pure que nous les avons puisés. Quel père eut plus de tendresse pour nous! Quel ami nous porta un plus vif intérêt! Quel maître nous donna jamais de plus sages et de plus utiles conseils! Ah! si quelqu'un pouvoit trouver nos regrets excessifs, nous le conjurons de se souvenir des larmes du saint évêque d'Hyppone sur la mort d'une mère à qui il devoit plus que la vie...

« Rome, qui l'avoit vu pendant de longues années rendre la justice dans le tribunal suprême de la Rote avec une si scrupuleuse exactitude et une inviolable intégrité, l'avoit adopté comme un de ses

enfant. Elle se félicitoit de le compter parmi ses prioces, lorsqu'il fut appelé à faire le bonheur de l'une de nos plus célèbres églises de France. Il n'eut plus alors d'autre soin que celui de son troupeau. Sur le siège métropolitain d'Auch, qu'il occupa pendant dix ans, il offrit le modèle des vrais pasteurs par la douceur, le zèle et la prudence qu'il apporta dans le gouvernement de ce vaste diocèse. C'est à nous qu'il nous a partagés sa sollicitude, à rendre ici témoignage de l'amour dont il brûloit pour ses ouailles : il ne vivoit et ne respiroit que pour elles. Osi il laissera au milieu de vous troupeau cher à son cœur, de vifs et éternels regrets. Son désir le plus constant fut toujours de vous être uni jusqu'au dernier soupir et la Providence a voulu que ce vœu sincère de son âme fût plus fort qu'une auguste et royale volonté qui pour honorer son mérite l'appeloit à un siège plus éminent...

« La Corse, elle aussi chers coopérateurs doit son tribut de regrets à la mémoire du vénérable prélat. Il s'intéressoit au bonheur de notre diocèse comme au bonheur de ses propres ouailles ; depuis surtout que la divine Providence nous avoit appelé à le gouverner, pour qu'il aimât et regardât comme son fils adoptif. Le sentiment de la plus vive joie se peignoit visiblement sur son visage toutes les fois qu'il entendoit quelque récit consolant sur l'état de notre église. Il nourrissoit dans son cœur, comme une douce espérance, la pensée de nous visiter un jour, et de passer quelque temps au milieu de nous. Ce jour eût été trop beau ! Dieu n'a pas voulu le faire luire sur nous. Que j'ense volontiers rendu au saint vieillard la boulette qu'il me mit dans la main au jour de ma consécration, pour le saluer avec vous comme notre commun pasteur et père »

Le prélat a célébré dans sa cathédrale, le 19 octobre, un service solennel pour le cardinal. Il a officié, assisté d'un nombreux clergé. Dans sa pastorale, il a invité tous les prêtres de son diocèse à dire cha-

cun une messe pour l'illustre défunt.

Les Carmélites de Baktun ont été soumises dernièrement à une rude épreuve. Une pauvre Isabella Neal, étoit folle depuis ans ; c'est un mal de famille ; sonnes de cette famille ont pété, et un frère d'Isabella est pital des fous. Le dimanche l'octave de l'Assomption, 18 Sœur s'échappa le matin par fenêtre, et arrivée dans la rclama la protection des passans entra dans une maison occupée des presbytériens de la congrégation du ministre Breckenridge, qui lui-même pour lui parler. Une foule s'amassa devant la porte du convent. Le maire s'y rendit tôt. On débitoit les contes les plus ridicules. On ôta à la sœur son costume religieux. Le maire voulut la conduire à l'hôpital du Mar qui est tenu par des Sœurs de Charité ; mais le peuple se souvraignit qu'elle n'y fût son fluence des prêtres et des religieux. Il fallut la mener au *Washington Medical-College*, bâti il y a quarante années près de l'autre. Là, on, elle seroit en parfaite sûreté tant entourée que de protestans.

Elle y resta enfermée trois jours dans une chambre n'avoit qu'un homme pour la garder. Le maire, qui en fut instruit, lui adressa des reproches au directeur de la maison. Au bout de trois jours, Lionel Brent, beau-frère d'Isabella, arriva de Washington, réconforta la Sœur, et la fit conduire au *Land-Hospital*, où elle est depuis. Elle n'a point recouvré son sens, mais dans sa folie elle désire à retourner au convent. Pendant que les protestans la tenoient en prison, on essaya de tirer d'elle quelque chose contre les prêtres ; c'est le mot des pro-

se plaignit seulement qu'on vouloit la faire manger, parce qu'en effet sa folie étoit de ne rien prendre.

Cependant la foule alloit grossissant devant le couvent ; on parloit de le raser, attendu qu'il s'y commettoit des atrocités. Le soir, il se trouva jusqu'à 10,000 personnes dans Ainsquith-Street, et si la troupe ne fût pas arrivée, les malveillans auroient commencé leur œuvre de destruction. Fort heureusement, 800 hommes de garde nationale armée arrêterent l'émeute. Il y avoit tout près bon nombre de catholiques armés aussi, et disposés à défendre les Sœurs. Les esprits s'exaspéroient de plus en plus, et le lundi 19, il fallut avoir sur pied 1,500 hommes de troupes. Le troisième jour, la force armée se tint à portée, mais les *constables* et les *bailifs* suffirent pour contenir la multitude. Depuis, il n'y eut presque plus rien. On veilla encore pendant une quinzaine de jours. Les dernières nouvelles annoncent que tout étoit fini. Le ministre Breckentridge a fait tout ce qu'il a pu pour souffler le feu, mais ses pamphlets ont échoué.

Le maire de la ville s'est parfaitement conduit. Il n'a pas abandonné un instant le couvent, et il consolait et rassuroit les religieuses. C'est à son courage et à sa prudence qu'elles doivent d'avoir échappé au danger. Aussi M. l'archevêque de Baltimore lui a écrit une lettre honorable de remerciemens au nom de tous les catholiques ; le maire s'est montré sensible à cette démarche, et a fait une réponse très-convenable. Cette correspondance a été publiée dans les journaux. Cet événement a redoublé l'intérêt pour les Carmélites, et leur école a augmenté ; mais sans le maire on eût eu encore un triste exemple d'intolérance.

le *Times*, journal anglais, une correspondance d'Alexandrie en date du 6 octobre. Quoique cette correspondance ne soit pas exacte en tout, nous la rapportons néanmoins. On verra aisément qu'elle est relative à l'affranchissement des Arméniens ; seulement, il est bon de remarquer que cet affranchissement fut obtenu sous la restauration. Il faut remarquer encore que dans cette correspondance on appelle *orthodoxes*, suivant l'usage de l'église grecque, les chrétiens non unis à l'Eglise romaine :

« Une ordonnance (*bérat*) du sultan Mahmoud, relative aux catholiques, a été récemment publiée. On se rappellera qu'un firman, publié à Constantinople en 1828, mettoit hors la loi les malheureux chrétiens. Ils furent exilés au milieu de l'hiver, et par suite de cette persécution injuste et violente plusieurs milliers d'innocentes victimes périrent misérablement. Le sultan ne fit aucune attention aux souffrances des chrétiens jusqu'au moment où il s'instruisit dans les usages de la civilisation moderne, et où il se déterminà à les adopter. Il voulut imiter les autres puissances de l'Europe, dans le cas où ses sujets catholiques reconnoitroient un chef spirituel à Rome. En conséquence, un patriarche arménien fut établi à Constantinople, et il lui fut accordé des privilèges contenus dans le *bérat* ci-après. (Suit une copie du *bérat* du sultan Mahmoud en faveur des catholiques arméniens, grecs et autres, résidant en Turquie. Il est en trente-sept articles, et daté de Constantinople dans le commencement du mois de shaban, année 1253 de l'hégire.) Ces privilèges furent ensuite étendus à tous les états du sultan.

« En 1253 (de l'hégire), Maximos Mazloum fut nommé patriarche des Grecs melkites, catholiques des diocèses d'Antioche, d'Alexandrie et de Jérusalem. Comme Antioche se trouvoit alors en ruines, Maximos se rendit à Damas, où résident les patriarches de cette ville an-

Le *Journal des Débats* cite d'après

ienne et célèbre, et où Méthodios, patriarche orthodoxe, étoit alors établi. Maximos fut reçu avec les plus grands honneurs, et Hama-Bey, melkite, l'un des officiers d'Ibrahim-Pacha, agit en cette circonstance en qualité de maître des cérémonies. La plupart des melkites qui résidoient à Damas ou dans les environs abandonnèrent Methodios, et 1,500 familles se joignirent à Maximos. Methodios ne conserva plus sa suprématie que sur 20 familles orthodoxes. Avant l'arrivée de Maximos, les chrétiens de Damas obéissoient tous à Methodios, et les melkites ne pouvoient, sans la permission du patriarche orthodoxe, faire ni baptêmes, ni mariages, ni enterremens.

• Les deux prélats ne purent, comme on peut le penser, vivre long-temps en bon accord. Methodios présenta un mémoire au vice-roi, lequel lui accorda satisfaction; Maximos et tout son clergé furent obligés de se soumettre; mais la diplomatie française eut alors pitié de l'humiliation du catholicisme; un nouveau firman fut obtenu du sultan par l'amiral Roussin et présenté par M. Cochelet, à Méhémet-Ali. La France étant intervenue dans cette affaire, la Russie voulut obtenir aussi un firman et des privilèges en faveur de l'église orientale. Il fut enfin ordonné par Kosrew-Pacha de mettre un terme aux dissensions existant entre les patriarches grec et catholique, au moyen d'une différence dans le costume. Le vice-roi, qui est disposé à être favorable aux Français, a fait exécuter cet ordre du visir, bien qu'il ne laisse passer aucune occasion de jeter du ridicule sur les affaires et les firmans de la Porte. »

POLITIQUE, MÉLANGES, ETC.

Au milieu de toutes les pétitions et de toutes les controverses dont la réforme électorale est le sujet, c'est bien peu de chose assurément qu'une voix de plus ou de moins dans un tel débat. Rien ne doit donc paraître plus étonnant que le bruit qui se fait depuis quinze jours,

non-seulement dans tous les jours Paris, mais de la province, au sujet d'une lettre d'un *contribuable* de Toulouse est venu se mêler à la question pour dire son avis comme les autres, et avec beaucoup plus de réserve qu'eux.

En voyant l'émotion que cette lettre d'eau a produite parmi les écrivains du parti ministériel, nous avons examiné avec beaucoup d'attention ce qui paraît leur paraître si alarmant dans la lettre dont il s'agit. Nous n'y avons rien trouvé qui aille plus au fait par rapport à la réforme électorale, que tout ce que nous connoissons déjà sur le même sujet. Au contraire, cette partie est traitée par le *contribuable* de Toulouse avec une extrême circonspection et une parfaite mesure. Mais par occasion le *contribuable* fait entrer dans sa lettre beaucoup de chiffres sur la matière des finances et des budgets. Ces chiffres sont d'autant plus inexorables qu'ils se trouvent posés par un homme qui s'y connoît, et qui n'est rien moins que M. de Villèle, ancien ministre de la restauration.

Ceci aide un peu à deviner la cause de l'émotion dont nous parlons. Nous sommes persuadés que si le *contribuable* ne se fait pas la grâce de ce point, pour s'en tenir à ce qu'il a dit de la réforme électorale, les journaux qu'il a mis de si mauvaise humeur auroient laissé passer sa lettre sans mot dire, parce que c'est véritablement tout ce que l'on connoît de modéré sur l'autre question. Mais ces chiffres! des chiffres de M. de Villèle! des chiffres sur le désordre toujours croissant de nos finances! des chiffres qui mettent à nu la plus large plaie de notre pays, qu'on ait jamais vue en France! nous sommes bien trompés, ou du moins à côté de la lettre du *contribuable* qui plus fait monter le sang à certaines têtes. Toutefois, ce n'est qu'un soupçon de notre part, puisque les journaux qui attaquent si vivement M. de Villèle sur ce point qui concerne la réforme électorale, ont fait semblant de ne point savoir ces détestables chiffres qui s'

ont tout à côté sur notre état pécuniaire.

M. Raoul-Rochette, secrétaire perpétuel de l'Académie des Beaux-Arts, a lu le 4 octobre dernier, dans une séance publique, une notice historique sur le célèbre musicien Lesueur, ou plutôt Sœur, mort le 6 octobre 1837, et sur lequel nous avons donné une très-courte notice, numéro du 14 octobre 1837, page xcv. M. Raoul-Rochette a non-seulement raconté la vie du musicien, énuméré ses diverses compositions et apprécié son talent. On sait que Sœur s'est beaucoup occupé de la musique d'église. Il étoit directeur de la chapelle impériale, et il continuait la restauration à diriger la chapelle des Tuileries, avec le titre de surintendant de la musique sacrée. Voici ce que dit M. Raoul-Rochette de ses compositions pour la chapelle :

« Le grand nombre de messes, d'oratorios, de psaumes, de motets qu'il composa pour la chapelle des Tuileries jusqu'en 1830 seroit trop long à énumérer, même quand on seroit une lecture plus agréable que celle d'une si longue liste. Bornons-nous donc à citer les principaux de ces ouvrages sacrés : trois messes solennelles; une messe de Noël; trois oratorios de la Passion; trois *Te Deum*; deux cantates religieuses pour le mariage de Napoléon et de Marie-Louise, et pour celui du duc de Berry; trois oratorios pour le sacre de princes étrangers; l'oratorio du sacre de Charles X, en trois parties, ce qui en fait un opéra sacré en trois actes; et cinq oratorios bibliques, *Debora*, *Super flumina Babylonis*, *Ruth et Noëmi*, *Booz et Ruth*, et *Rachel*, le dernier desquels, remarquable par son final, composé deux ans avant la mort de l'auteur, est regardé comme un chef-d'œuvre. Trente morceaux de musique sacrée, dont chacun a l'ampleur et l'étendue d'un acte de grand opéra, composent l'œuvre de Lesueur, et le placent parmi les maîtres de l'art.

« La musique sacrée de Lesueur est empreinte d'une couleur biblique, dont il posséda mieux que personne le secret. L'inspiration s'y fait sentir par une mélodie simple et touchante qui va droit à l'âme, en même temps que par une unité d'invention, de plan et de dessein, qui fait concourir chaque morceau à l'effet de l'ensemble. Il fut le premier qui sut tirer un grand parti des *crescendo*, et il en a produit d'admirables modèles dans son *Sanctus*, dans son oratorio du *Sacre*, et surtout dans le magnifique *Credo* de sa première messe solennelle. La manière heureuse et originale dont il introduisit dans la messe de Noël plusieurs de nos petits Noël populaires, sans que le style sévère et le caractère grave en fût altéré, témoigne des ressources de son esprit; et c'est un de ces exemples rares où l'emprunt d'une mélodie équivaut presque à de l'invention. Les formes de sa musique sont généralement larges et grandioses, comme celles du temple même qui leur sert de cadre. Lesueur n'étoit jamais plus à son aise que lorsqu'il avoit à faire mouvoir de grandes masses de chœurs dans une grande enceinte; et plus le temple où l'on exécutoit sa musique étoit vaste, plus elle acquéroit de puissance, plus elle s'agrandissoit à l'esprit comme dans l'espace, plus elle saisissoit par son caractère majestueux de simplicité et de force. »

L'habile académicien termine sa notice par ce brillant résumé :

« C'est dans l'église que sont les titres impérissables de la renommée de Lesueur. L'église garde plus fidèlement les talens qui se vouent à son culte, que le monde ne fait de ceux qui travaillent pour ses plaisirs. Il y a toujours dans les travaux que la religion inspire quelque chose de sa puissance et de sa durée; et c'est ce qui a lieu surtout pour la musique. Cet art, qui n'est nulle part plus divin que là où il s'exerce sur les louanges de la divinité, n'a trouvé que dans le sanctuaire la fixité qui lui échappe dans

le monde ; et , avec la fixité , ce calme auguste et solennel où respire la foi de l'artiste , autant que celle du chrétien. On peut dire , en toute vérité , des chants de l'Eglise , qu'ils participent à ce qu'elle a elle-même d'immuable et de sacré. Ainsi , à Rome , en face de ce théâtre renouvelé tout entier par le génie de Rossini , l'école de Palestrina se soutient et se perpétue à l'ombre du sanctuaire ; et , tandis que la musique profane poursuit le cours de ses révolutions triomphantes , les chants sacrés de la chapelle Sixtine se succèdent sans s'altérer , comme s'ils passaient par la voix de ces prophètes dont les images sont suspendues à sa voûte , et comme si ces ombres sublimes avaient été placées là , de la main de Michel-Ange , pour prêter aux accents du génie les échos de l'éternité.

Ces éloquentes réflexions ont été fort applaudies à l'Académie , où il n'est pas très-commun d'entendre un langage si religieux.

Nous rappelons ici que Sueur , qui est mort à Chaillot , fit appeler son curé et reçut tous les sacrements. C'est une circonstance que l'on ne devrait pas , ce semble , oublier dans les notices.

M. l'abbé Lalanne et M. l'abbé Bize , dirigeant chacun , avec succès , depuis plusieurs années , une institution , dans deux diocèses limitrophes , viennent de se réunir à Layrac , diocèse d'Agen , dans un vaste et beau local. Les gens de bien et les amis de la religion doivent applaudir à cette démarche , qui révèle dans les deux directeurs un zèle pur et vrai , et assure au midi de la France un établissement d'éducation chrétienne , dont l'importance soutiendra toute comparaison avec les maisons les plus considérables de Bordeaux , de Toulouse et des autres villes environnantes. Le genre d'éducation qu'on donne dans l'école Sainte-Marie de Layrac est celui qui convient aux jeunes gens destinés à vivre dans le monde ; l'esprit chrétien qui en est l'âme , les fortes études qui en constituent le

corps , laissent toutefois une place suffisante aux arts , moins importants , mais qu'il ne faut pas omettre , qui ajoutent de l'agrément à la forme.

PARIS, 1^{er} NOVEMBRE.

M. Merveilleux , avocat-général à la cour royale de Poitiers , est nommé conseiller à ladite cour , et remplacé comme avocat-général par M. Bera , procureur du roi à Poitiers. M. Chaubard , procureur du roi à Auch , est nommé conseiller à la cour royale d'Agen. M. Jourdan , procureur du roi à Grasse , est nommé conseiller à la cour royale d'Amiens.

— M. Lanusse , procureur du roi à Compiègne , est nommé président du tribunal de ladite ville.

— Sont nommés procureurs du roi , à Auch , M. Pellefigne , bâtonnier de l'ordre des avocats d'Auch ; à Grasse , M. Grégori , conseiller-auditeur à la cour royale de Bastia.

— Depuis environ six semaines la police trouvoit presque chaque matin dans différens quartiers , des placards contenant des provocations séditieuses , à l'occasion de la cherté du pain. Ces placards , composés en caractères d'imprimerie , et tirés à la brosse , avaient été remis au préfet de police qui donna les ordres les plus précis , dit la *Gazette des Tribunaux* , pour que rien ne fût négligé , afin d'arriver à la découverte des auteurs de ces provocations. Les investigations de la police ont enfin amené la découverte d'une association qui se livroit à une fabrication considérable de poudre et de munitions de guerre.

Mardi , vers 4 heures du soir et simultanément dans plusieurs quartiers de Paris et sur différens points de la banlieue , des commissaires de police , porteurs de mandats decernés directement par le préfet , ont procédé à des arrestations , ainsi qu'à de nombreuses saisies. Chez un sieur Seigneuser , fabricant de bonneterie , rue de Reuilly , 23 , faubourg Saint-Antoine , la police a trouvé un dépôt de cartouches , une forte partie de poudre de

Un moule à balles pouvant fondre huit balles à la fois, des fusils, une douzaine de pistolets, des mèches incendiaires, et la recette écrite de sa main d'un mode de fabrication économique de poudre.

A Créteil, près Alfort, chez un sieur Boulanger, cartonnier, un commissaire de police a saisi des balles en voie de fabrication, de la poudre, des mèches incendiaires, des mèches de fusées, une quantité d'ammoniac et d'autres matières propres à la confection de projectiles incendiables. A la même heure un autre commissaire de police saisissoit chez la mère de Boulanger, dans le quartier de la Sablonne, de nombreux paquets de cartouches, de la poudre et des balles. Pendant qu'on arrêtoit cette femme, on disoit dans la maison que sa belle-fille, la femme du sieur Boulanger, morte brûlée quelques mois avant, n'avoit péri que parce qu'elle se livroit elle-même à la fabrication de la poudre. La police avoit ignoré cette circonstance.

Dans une chambre, rue des Lombards, 22, on a saisi une malle contenant 95 paquets de poudre, d'une livre chacun, et un autre paquet contenant plus de 12 livres de poudre, plusieurs ustensiles propres à la fabrication de la poudre et des cartouches. Trois individus qui étoient là ont été arrêtés. Dans une maison rue du Faubourg-Montmartre, 30, on a trouvé vingt bombes ou projectiles en toile goudronnée et fortement ficelée. Chacune d'elles contenoit une livre de poudre dans une première enveloppe entourée d'un grand nombre de balles et de biscayens, et formoit un volume d'un poids de 6 à 7 livres. Chacun de ces projectiles étoit armé d'une lance avec mèche. Les deux locataires de la pièce où se trouvoient ces bombes ont été arrêtés.

Onze individus ont été arrêtés tant à Paris que dans la banlieue. Parmi eux figurent les sieurs Bouton et Mathieu; ce dernier, avocat, condamné par suite des événemens de juin 1832, s'est trouvé au nombre des amnistiés. Chez ces deux in-

dividus qui occupoient un logement commun, on a saisi entre autres objets 160 livres de poudre.

— D'après le *Moniteur Parisien*, les individus arrêtés seroient au nombre de douze, et appartiendroient tous aux sociétés secrètes.

— Conduits au dépôt de la préfecture de police et interrogés sur l'origine et le but de cet amas de munitions de guerre, les prévenus se sont renfermés jusqu'à ce moment dans un système uniforme de défense. C'est depuis long-temps, disent-ils, qu'ils sont détenteurs des objets trouvés en leur possession, et s'ils ont omis d'en faire la déclaration, ainsi que le prescrivait la loi, c'est par oubli et par négligence. Ils repoussent le reproche de faire partie d'une association dont le but seroit de renouveler les odieuses tentatives des 12 et 13 mai.

— Le ministre de l'intérieur, par une circulaire du 28 octobre, vient d'adresser aux préfets des instructions relatives au renouvellement triennal des conseils-généraux et des conseils d'arrondissement.

— Vu le mouvement qui s'est opéré dans la population du royaume, on est occupé, au ministère de l'intérieur, à dresser le grand tableau officiel des cantons du royaume, avec la répartition du nombre de conseillers-généraux et d'arrondissement qu'il y aura à élire en vertu de l'ordonnance du 26 octobre dernier. On sait que le nombre des conseillers à élire est dans une proportion d'accord avec la population. On compte en France 2,826 cantons.

— Le but de l'expédition de Sétif est d'établir les Français sur tous les points intermédiaires de Constantine à Bougie; d'ouvrir une quatrième voie militaire et commerciale entre le littoral et le centre des possessions françaises dans cette partie de la régence, et de montrer pour la première fois aux tribus Kabyles des forces imposantes. De Milah, point de départ, l'expédition descendant vers le sud-ouest jusqu'à Sétif, à 22 lieues, a dû re-

monter au nord vers Bongse, situé à peu près à la même distance de Sétif. Dans sa marche irrégulière de près de 50 lieues, l'armée française décrivant une espèce de delta compris entre Milah, Sétif, Bongie et Djijeli, aura à traverser en plusieurs sens le territoire occupé par les Kabyles qui échappèrent à la domination romaine, et dans tous les temps opposèrent une barrière insurmontable au flot des envahisseurs.

— D'après une correspondance d'Alger, le duc d'Orléans visiterait la Corse, avant de rentrer en France.

— Le ministre du commerce et de l'agriculture vient d'adresser une circulaire aux préfets pour leur demander de nouveaux documents relativement aux comices agricoles.

— Il résulte du compte des opérations de la caisse d'amortissement, pendant le troisième trimestre de 1839, publié par le *Moniteur*, que du 1^{er} juillet au 30 septembre derniers, cette caisse a racheté pour 196,850 fr. de rentes 3 pour 100, qui, au taux moyen de 80 fr. 35 c., ont coûté 5,271,132 fr. 50 c.

— La session du conseil-général de la Seine a été close mardi.

— Un journal dit que beaucoup d'éllecteurs du 2^e arrondissement ont proposé à M. Thiers la place laissée vacante dans le conseil-général par suite de la démission de M. Laffitte. M. Thiers aurait refusé, à cause de sa position politique.

— Le nommé Springer a été amené devant la police correctionnelle, comme ayant été trouvé possesseur de quinze cartouches de guerre, et d'un sac contenant 120 balles. Il a allégué pour sa défense qu'il avoit ces munitions depuis la révolution de 1830. Le tribunal, en considération de la détention déjà subie par le prévenu, a prononcé contre lui un emprisonnement de quinze jours.

— Nous avons dit que le nombre toujours croissant des crimes avoit rendu nécessaire la convocation d'une session extraordinaire d'assises. Une ordonnance

rendue en ce sens nomme dans MM. Poulhier et de session extraordinaire ne que le 15 de ce mois.

— Le *Journal des Débats* vain à s'expliquer pourquoi but le conseil municipal Dauphine son ancien nom dre celui de Thionville, de se souvient plus. Cette fois si l'on changera aussi le place Dauphine et de l'imphin, et si de changement, la rue de Richelieu nomination de rue de la Loi Petits-Pères son inscription de section de Guillot fin, dit encore le *Journal* nous de nouveau la rue Denis, la rue Martin? » le *Journal des Débats* den conserve soigneusement l consacré par les siècles et afin que Paris, si l'on veut btre, n'ait pas l'air d'une

— A partir du 15 novembre (procédé dans le cimetière (martre), à la reprise des dés temporairement depuis 1832 jusques et y compris bre de la même année.

NOUVELLES DES PR

La souscription ouverte en faveur des réfugiés espagnols, à 5,456 fr. 75 c.

— La *Gazette de Metz* dans la caisse de la Q somme de 1,000 fr., ce versement des souscriptions bureaux.

— Parmi les réfugiés espagnols en résidence à Clermont-Ferrand 163 officiers de tous grades.

— Il y a Périgueux environ 100 officiers français.

— Le baron de Los Val de Saint-Silvain), maréchal de service de Charles V, est à Paris. Il a reçu la signification

ances, et de ne pas rentrer sans l'autorisation du gouvernement.

L'*Album de la Creuse* dit que Meynard, préfet de la Creuse, dernièrement nommé à la préfecture de Tarn-et-Garonne, n'accepte pas son changement.

Le 24 octobre, vers 7 heures du soir, un attroupement en grande partie composé de femmes et d'enfants, s'est formé à Dol (Ille-et-Vilaine), pour empêcher le départ d'une voiture de grains destinée pour Saint-Malo. La charrette a été arrêtée et conduite à la halle par le gendarmement. Des gendarmes et des gardes nationaux ont reçu des coups de pierres, et les plus mutins de l'attroupement ont fait violemment des perquisitions dans les maisons de plusieurs habitants soupçonnés de garder du grain chez eux. Des forces ont été dirigées le lendemain sur Dol, de Saint-Malo et de Rennes. Le préfet du département et le premier avocat général près la cour royale de Rennes, ainsi que le procureur du roi de Saint-Malo, sont arrivés le 25 à Dol. Dans cette journée et celle du 26, il y a eu 45 arrestations.

— Un arrêté du préfet d'Ille-et-Vilaine suspend la garde nationale de Dol. 18 gardes nationaux et 7 officiers seulement avoient pris les armes dans la soirée de l'émeute.

— M. Fleury Réchand, directeur de la monnaie de Lyon, est mort le 26 octobre, à un âge encore peu avancé, et laissant onze enfans. Aucun d'eux n'est assez âgé pour le remplacer.

— Le condamné Peytel qui, d'après les correspondances de Bourg, paroissoit ne pas douter du succès de son pourvoi en cassation, se montra fort triste lorsqu'on vint lui faire entrevoir la possibilité d'une commutation. Depuis quelques jours, il cherchoit avec plus d'instance qu'à l'ordinaire à deviner ce qui pouvoit avoir été décidé. Le 27 octobre, son anxiété étoit au comble; il écrivit au procureur du roi pour le prier de faire venir à la prison, M. Margerand, son avocat : « Je voudrois, disoit-il au magistrat, m'entretene-

nir avec lui, et le charger de régler mes affaires avant de..... » Il ne put tracer le mot fatal. Le soir, le condamné demanda avec instance qu'on lui donnât un peu de bougie, afin d'achever d'écrire, parce que le temps pouvoit lui manquer. C'étoit, dit-on, pour connoître son sort qu'il parloit ainsi. On s'étoit toujours refusé à lui accorder de la lumière, et comme une concession inusitée auroit éveillé ses soupçons, il n'obtint point ce qu'il désiroit.

Le 28, à neuf heures du matin, le greffier de la cour d'assises s'est rendu auprès du condamné pour lui déclarer, en présence de M. le curé de Bourg, qui lui faisoit de puis quelque temps de fréquentes visites, qu'il n'avoit plus que quelques heures à vivre. Peytel tressaillit, puis reprenant son apparence de calme, il dit : « J'aurois voulu qu'on me prévint au moins vingt-quatre heures d'avance..... mais je suis prêt. » Pendant une heure, Peytel est resté enfermé avec son confesseur. Ayant ensuite déjeuné, il a quitté la prison, à midi, appuyé sur le bras de M. le curé de Bourg. Voyant la voiture découverte qui alloit le recevoir pour le conduire au lieu du supplice : « Non, dit-il, cela ne se peut, j'irai à pied. » Arrivé aux marches de l'échafaud, Peytel reçut à deux reprises le baiser d'adieu de M. le curé, et franchit le court espace qui le retenoit encore à la vie.

— On écrit que les trois vaisseaux en armement à Brest, partiront prochainement de ce port pour se rendre à Toulon.

— M. de Rancé, aide-de-camp du maréchal Clausel, vient de s'embarquer pour Alger à Toulon.

— L'*Indicateur* de Bordeaux annonce qu'une frêle embarcation, chargée d'habitans des environs de Camblannes, qui étoient venus à la foire de Bordeaux, a chaviré en s'en retournant, par suite du remont d'un bateau à vapeur venant du haut de la rivière. Sur quinze personnes, douze ont péri.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

La démission des ministres de la justice et de la marine ne suffit point à l'apaisement des partis. Les exaltés veulent le pouvoir, et ils l'auront. Alaix, ministre de la guerre, qu'on croyoit être l'*alter ego* d'Espartero, pousse à une reconstitution du cabinet dans le sens du parti avancé de la révolution. Ses collègues poussent à la dissolution des cortès. L'ambassadeur d'Angleterre soutient Alaix et les exaltés. L'ambassadeur de France conseille de laisser les choses comme elles sont, et de ne pas céder au parti révolutionnaire. La régente ne sait à qui s'en rapporter, ni que faire. Tel étoit le caractère de la crise ministérielle à la date du 22 octobre.

Les nouvelles qu'on recevoit à Madrid sur l'état de l'Aragon n'étoient pas bonnes non plus. On annonçoit que Saragosse étoit remplie de malades, et que les habitans aisés étoient obligés d'en prendre deux ou trois par maison. Cette triste mesure les contrarioit d'autant plus que la maladie passoit pour être contagieuse. On voyoit aussi un certain nombre de soldats parcourir les rues en demandant l'aumône.

La province de Madrid elle-même se trouve fort incommodée par des bandes de carlistes, qui ont à leur tête des chefs entreprenans. Une colonne de cette espèce s'est approchée jusqu'à la distance de quatre lieues d'Alcala de Lenarès, et a brûlé les archives du tribunal de Loranca.

— Le fameux Munagorri s'est rendu à Madrid auprès du gouvernement. Il paroît qu'il recevra aussi une décoration, pour que tout le monde en ait.

— On parle beaucoup des dangers que court la personne de Cabrera, au milieu de toutes les tentatives et de toutes les machinations dont il est le point de mire. Personne ne s'étonneroit qu'il lui arrivât malheur.

Le 25 octobre, le professeur chimie à l'Athénée de Bruges, exécutant une expérience en présence de élèves, une bouteille fit explosion; fragmens ont blessé huit élèves et le professeur.

— On annonce la prochaine arrivée en Suisse du nouvel ambassadeur de Prusse, M. de Bunsen.

— Un affreux incendie a éclaté, le 12 octobre, à neuf heures du soir, dans le village de Bonche, près Werdau, sur la route de Saint-Gall à Coire. 25 maisons et 30 écuries et granges ont été la proie des flammes, et plus de 50 familles sont maintenant sans asile et sans pain. Le gouvernement de Saint-Gall a envoyé aux victimes de ce sinistre secours provisoire de 2,000 florins.

— Le *Diario di Roma*, du 19 octobre, annonce l'arrivée de madame la duchesse de Berry à Rome, venant de Naples.

— La diète germanique fait publier un document à l'effet d'exposer les principaux résultats obtenus par les enquêtes relatives aux complots révolutionnaires de ces derniers temps en Allemagne. Cette pièce ne paroissant que par fragments, nous attendrons sa publication complète pour en donner quelques extraits.

— D'après le *Mercur de Souabe*, qui donne des nouvelles de Vienne, le 25 octobre, il seroit question, depuis le retour de Russie de l'archiduc Albert, de son mariage avec la grande duchesse Olga.

— La perte d'un bâtiment de la marine royale française sur l'île Lobos, l'entrée de la Plata, annoncée par plusieurs journaux, se trouve confirmée par la correspondance adressée à l'amiral Duperré; mais ce n'est point la *Gomille*, comme on l'a dit, c'est la *gabar Active*, commandée par M. Barbot, de la Trésorerie, lieutenant de vaisseau. Le équipage a été sauvé.

Le Gérant, Adrien Le Cler

de théologie, à l'occasion de discours prononcés à la des députés, dans la séance illet 1839 (1).

que l'attention des ca- se fixe avec un intérêt mêlé e et d'anxiété sur les com- outiennent pour la foi les atholiques en Prusse, sur tentatives du roi Frédé- ume pour s'emparer peu à nseignement des écoles ca- sur les incroyables succès t obtenus en si peu d'années dation de la faculté de théo- Bonn, qui avoit mission r au nom de l'état la clé- siastique; nous croyons peler aussi les méditations graves sur une question au milieu de nous sou- mais qui a de l'analogie fine des malheurs de l'E- usse. Nous voulons parler s de théologie telles que é nous les a faites, ou veut re.

us d'une fois, les journaux ont indiqué le danger des : théologie qu'on s'efforce

devons des excuses à l'auteur ie pour ne pas l'avoir inséré us l'avions reçu il y a plus de et la publication, il faut l'a- it paru plus opportune alors. s réflexions de l'auteur n'ont de leur force, puisque la si- s choses est la même. Nous onc qu'on nous pardonnera qui a tenu à diverses circon- il seroit assez inutile d'expli-

d'imposer à l'Eglise de France. Les évêques ont manifesté leurs répu- gnances et leurs craintes. Ils ont si- gnalé le vice radical de la constitu- tion de ces facultés où le pouvoir temporel crée des docteurs en théo- logie catholique, nomme, institue des professeurs de cette science di- vine dont le dépôt sacré a été confié à l'Eglise; ils ont dit que nul, hors le souverain pontife et les évêques, n'a- voit le droit de donner mission pour l'enseignement catholique, et que l'Université usurpoit des droits sacrés en voulant nommer et instituer, de par le roi, les prêtres qui doivent monter dans les chaires des facultés de théologie.

On s'est efforcé de calmer de si lé- gitimes inquiétudes en protestant des intentions toutes bienveillantes de l'Université; on a assuré qu'elle ne prétendoit nullement conférer la mission; qu'elle savoit bien qu'il ne lui appartenait pas de donner l'en- seignement ecclésiastique, qu'il ne falloit pas s'arrêter à la lettre des dé- crets universitaires, et qu'au fond, par le droit de présentation laissé à l'évêque, la nomination étoit censée lui revenir et émaner de lui.

Nos évêques ne s'endormoient pas sur ces flatteuses paroles, et si elles avoient pu un instant diminuer leurs craintes, la séance de la chambre des députés du 12 juillet dernier, auroit suffi pour les renouveler et les ren- dre plus vives. Les paroles de M. le garde des sceaux et de M. le minis- tre de l'instruction publique étoient propres à dissiper les illusions.

L'état, avoit-on dit, n'a ni le pouvoir ni la prétention de donner l'enseignement ecclésiastique qui ne peut émaner que de l'Eglise. Ecoutez M. le garde des sceaux et mesurez la portée de ses paroles :

« J'ai dit que la création des facultés de théologie étoit le résultat d'une idée éminemment politique. Il n'est point ici question d'attirer l'enseignement de la théologie dans les mains du gouvernement et de priver l'épiscopat des secours qu'il retire des grands séminaires ; mais il s'agit de laisser au gouvernement le droit qui ne sauroit lui être contesté , de faire enseigner dans un certain nombre d'écoles la théologie. Il n'y a rien à perdre à cela , et il y a tout à gagner. » (Séance de la chambre des députés du 12 juillet. — Moniteur du 13 juillet 1839.)

Ces paroles sont claires : M. Teste croit avoir le droit de donner ou de faire donner au nom de l'état l'enseignement théologique. Et qu'on le remarque bien ; quand Frédéric-Guillaume créoit la faculté de théologie de Bonn, résultat aussi *d'une idée éminemment politique*, quand il y nommoit des docteurs de son choix, qu'il la déclaroit établissement du gouvernement , il n'annonçoit pas non plus l'intention de priver l'épiscopat de ses grands séminaires, et il ne vouloit qu'une école de théologie catholique dont il fût, lui, souverain protestant, le suprême modérateur. M. Teste ajoute :

« Les cours des facultés de théologie sont peu fréquentés, pourquoi ? parce que les professeurs étant nommés par la puissance temporelle , par le ministre de l'instruction publique , bien que ce soit le plus souvent sur la présentation ou la désignation des évêques, *les évêques ne prennent pas une très-grande confiance dans les doctrines professées dans ces cours, et*

ce n'est peut-être pas une raison pour que la chambre s'en méfie. » (13 juillet.)

Ainsi l'on doit savoir tenir sur les pensées du gouvernement relativement aux facultés de théologie. Elles lui inspirent d'autant plus de confiance qu'elles en inspirent moins aux évêques, et sans doute sans conséquence facile à déduire, iront méritant de plus en plus l'affection et ses faveurs, qu'elles exciteront davantage les défiances et les craintes de l'épiscopat. Faut-il en conclure qu'elles deviendroient tout-à-fait chancelantes ? En lisant l'idée éminemment politique qui a été créée, elles plaçoient en Prusse, leur chaire scientifique en hostilité ouverte contre les doctrines pastorales ?

Et voyez comme M. le garde des sceaux aime à comparer la faculté de théologie à ce collège de Louvain, que le gouvernement des Pays-Bas aimoit tant aussi en raison inverse de la confiance des évêques de ce pays, comme il compte sur ces facultés de théologie du gouvernement pour redresser les idées , pour purifier la science. Nous nous hâtons

« Je crois que les défiances qui ont séparé le pouvoir spirituel du pouvoir temporel finiront par être complètement effacées. Laissez donc au gouvernement le droit d'avoir des facultés de théologie et quelques chaires ecclésiastiques qui sont attachées à ces facultés. Ne renoncez pas par une étroite d'économie à ce qui est important, j'en conviens, mais à ce qui peut le devenir dans l'avenir, à ce qu'il y a de plus utile à redresser les idées, à purifier la science. » (Moniteur du 13 juillet 1839.

Purifier la science ! Est-ce

tholique telle que les évêques la font enseigner dans leurs séminaires, et de là dans toute l'étendue de leurs diocèses? *Purifier la science catholique!* Que M. le garde des sceaux le dise donc nettement, qu'il fasse connoître l'alliage impur qui s'est glissé dans l'enseignement catholique! Les évêques de France lui en sauront sans doute gré.

Purifier la science catholique! En effet, au milieu du mouvement des esprits, de la progression des idées, cette vieille Eglise catholique demeure immuable dans ses dogmes. Elle a vu changer cent fois les systèmes divers de la philosophie et des sciences humaines, sans permettre qu'on changeât un point, un iota à sa doctrine; ne seroit-il pas temps de lui enlever quelques-uns de ses dogmes incommodes qui contrarient nos hautes intelligences? L'Université l'avoit tenté par le catéchisme de M. Cousin qui avoit écarté le dogme de l'éternité des peines et quelques autres. Malheureusement les évêques veilloient, ils signalèrent le catéchisme à leurs diocèses, comme il devoit l'être; ils dirent hautement: qu'eux seuls avoient le droit de donner à leurs catholiques le livre élémentaire de la foi, et l'on dut s'empresser de retirer le catéchisme de M. Cousin.

Aujourd'hui voudroit-on se servir des facultés de théologie pour obtenir le même résultat? On ne s'en cache pas. Et tout pleins des prévisions de l'avenir, il n'est point de fa-veurs que les ministres ne soient disposés à leur accorder.

Tandis que M. Teste, ministre des cultes dans un pays presque tout catholique, manifestoit ainsi des tendances et proclamait des principes si

peu favorables à l'Eglise, c'est un député protestant, M. Stourm, qui soutenoit les véritables principes:

« Si vous voulez avoir des élèves dans les facultés, disoit M. Stourm, il faut nécessairement obtenir l'autorisation des évêques; et vous n'obtiendrez jamais cette autorisation, tant que les professeurs de théologie seront nommés par le pouvoir séculier..... Je suis bien loin de vouloir encourager la résistance des évêques; cependant je ne puis m'empêcher de faire observer qu'il est tout au moins extraordinaire que le pouvoir séculier, que l'autorité civile ait la prétention de se faire professeur de dogme..... Les facultés de théologie, M. le ministre de l'instruction publique peut le savoir, ont été la cause d'une lutte très-vive, d'une lutte déplorable entre le gouvernement et l'autorité ecclésiastique. La lutte est loin encore d'être terminée. Il est bien certain que l'origine des collisions qui ont existé se trouve dans l'institution elle-même, et que tant qu'elle existera nous verrons se reproduire les mêmes embarras. Voici, en effet, le raisonnement de l'autorité ecclésiastique, raisonnement que je ne juge pas, mais que je cite: Le dogme est ce qu'il y a de plus intime, ce qui touche le plus à la conscience. Nous ne pouvons recevoir des leçons de dogme de professeurs nommés par le pouvoir séculier. Nous astreindre à recevoir une instruction religieuse que nous n'avons pas choisie, c'est une atteinte portée à la liberté de conscience. » (*Moniteur* du 13 juillet.)

Et qu'on ne pense pas que le danger des facultés de théologie, dont on ne peut s'empêcher de reconnoître la réalité, soit si peu considérable ou si éloigné qu'on puisse le négliger. L'Université s'est préparée à elle-même dans les textes divers de la législation, et spécialement dans l'ordonnance du 25 décembre 1830, des moyens bien puissans de se ren-

dre maîtresse de l'enseignement ecclésiastique. Et si le malheur du temps amenoit, au chef-lieu d'une des facultés de théologie, un évêque, je ne dis pas prévaricateur, mais incapable par son âge ou ses infirmités de lutter contre les obsessions du pouvoir, on verroit bientôt la profondeur du mal ; au nom de la légalité les écoles de l'état seroient forcément substituées aux écoles de l'Eglise. C'est en 1818 que le roi de Prusse fonde la faculté de théologie catholique de Bonn, et avant 1825, les disciples et les erreurs d'Hermès, ce docteur si cher à Frédéric-Guillaume, occupoient la plupart des chaires d'Allemagne.

Avant de terminer cet article, qu'il nous soit permis de dire combien nous paroît difficile la position des ecclésiastiques que l'Université a enrôlés dans ses rangs sous le nom de professeurs de théologie. Nous en connoissons plusieurs sous les rapports les plus honorables, et nous sommes convaincus qu'ils auront souffert cruellement, comme nous, en lisant le compte-rendu de la séance du 12 juillet. Leur ame de prêtre catholique, qu'aura-t-elle éprouvé en entendant M. Villemain, ministre de l'instruction publique, demander pour eux de riches allocations, mais ajoutant en même temps cette parole trop significative dans sa bouche : « Ils ne deviendront pas étrangers au sacerdoce, mais ils appartiendront de plus près à l'état. »

Au moment où la lutte dont parle M. Stourm va peut-être devenir plus vive, ils n'attendront pas que les pontifes qui leur ont imposé les mains, leur demandent avec inquiétude, comme autrefois le chef de l'armée d'Israël : *Noster es an adversariorum?*

On a mis en doute leur fidélité à l'avenir ; on a annoncé l'intention de se servir d'eux comme d'instrumens dociles pour purifier la science ecclésiastique et tenir en quelque sorte échec l'enseignement des évêques. Cette intention sera trompée. Les doctes et zélés personnages sauront mettre en garde contre les pièges qu'on leur tendroit, et ne se serviront pas les instrumens d'une fausseté politique qui voudroit créer une école nationale. N.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES

PARIS.—Plusieurs personnes nous ont dit que depuis près de six mois M. l'Archevêque est malade, on n'a pas songé à demander des secours pour lui. Mais d'abord il paroît que le prélat ne vouloit pas occuper le public de lui ; ensuite on craint peut-être qu'annoncer des souffrances ne fût accroître les alarmes, s'étoient plus d'une fois réparées sur son état. Aujourd'hui ces craintes doivent être calmées. M. l'Archevêque éprouve depuis quelque temps un mieux marqué et son état et des moyens plus actifs ont fait disparaître les accidens qui avoient pu troubler quelques inquiétudes. Cependant le prélat ne pouvoit encore se livrer à toute l'ardeur de son zèle, et ne prendre ces fonctions extérieures qu'on le voyoit précédemment remplir dans les églises avec une si constante assiduité.

D'un autre côté, il s'offroit une occasion toute naturelle d'indiquer des prières extraordinaires. Le prochain on célébrera pour la première fois la fête de la Conception immaculée de la sainte Vierge. M. l'Archevêque a établi dans son diocèse. Il importoit de préparer les fidèles à cette solennité, et de les porter à une dévotion dont ils ne voient tirer de grands avantages. C'est l'objet de la quarantaine a

l'on priera pour les besoins de Paris et pour son vénéral. Nous ne doutons point que ment dans le diocèse, mais -dehors, on ne s'unisse à ces intentions, et que des vœux ent de tous côtés en faveur qui a si bien montré sa dé- vers Marie, et qui a tant à voir le culte de cette puis- otectrice de la France se et s'étendre.

ministre de l'intérieur, dans établir l'uniformité dési- ans une partie importante ice hospitalier, avoit de- ux préfets, par une circu- 25 septembre 1838, de lui des traités et projets de trai- és entre des communautés es et des administrations les des départemens. L'exa- ces documens a fait recon- s difficultés, et même l'im- é de faire subir à chacun modifications convenables mettre en harmonie avec nens en vigueur. Le minist- t déterminé, par ces consi-, à faire préparer pour les et bureaux de bienfaisance les généraux des traités qui servir de base à de nouvel- ntions, lorsque la congrés- s filles de la Charité de cent-de-Paul lui a soumis ment deux projets conçus même but. Ces modèles ont itivement approuvés après modifications de détail, et ministre, par une circulaire du 26 septembre 1839, en des exemplaires aux pré- qu'ils invitent les adminis- les hospices et des bureaux nissance, dans leurs départe- passer de nouveaux traités es aux dispositions adoptées. ositions, en assurant aux ad- teurs charitables l'autorité

qui leur appartient sous le rapport temporel, en soumettant les Sœurs à l'observation des lois, ordonnances et instructions, réservent à ces personnes respectables la juste part d'attributions et d'égards qu'exigent leur caractère religieux et leur mission de bienfaisance. Le ministre a exprimé dans cette circulaire l'espoir que les autres communautés hospitalières suivront cet exemple, et il a recommandé aux préfets de lui faire parvenir le plus tôt possible les nouveaux projets qui seront passés, afin qu'il puisse régulariser sans délai une partie aussi importante des services de charité.

La lettre suivante a été adressée au rédacteur du *Journal des Débats* :

Paris, le 1^{er} novembre.

« Monsieur le rédacteur, C'est avec la plus grande surprise que je viens de lire dans le numéro de votre journal, qui a paru aujourd'hui, un article ainsi conçu :

« Le jeune Ferrand, qui a acquis une si triste célébrité par la catastrophe de Chars, et plus récemment par une tentative de suicide, s'étoit retiré, comme on sait, aux Missions-Etrangères, rue du Bac. Après un séjour de trois mois dans cette maison de retraite, il vient de s'embarquer au Havre sur un bâtiment faisant voile pour la Chine. Là seulement il fera ses études spéciales et son noviciat. »

« Ce jeune homme n'a jamais demeuré dans le séminaire des Missions-Etrangères, et n'a point été envoyé dans les missions de la Chine par les supérieurs de cet établissement, qui n'envoient que des prêtres dans les missions qui leur sont confiées.

« Je vous prie d'insérer ma réclamation dans un de vos prochains numéros.

« J'ai l'honneur d'être, etc.

« C. LANGLOIS,

« Supérieur du séminaire des Missions-Etrangères. »

Dimanche 27 octobre, un magni-

lique vitrail peint a été inauguré dans l'église de Sèvres. C'est un don de la liste civile. Plusieurs autres vitraux peints accordés par le roi à l'église et à la paroisse de Sèvres vont être successivement posés. Ce premier vitrail est d'une richesse et d'un effet merveilleux ; il est regardé comme un des plus beaux qui soient sortis de la célèbre manufacture de Sèvres. L'église étoit remplie comme un jour de fête, et en témoignage de reconnaissance un *Exaudiat* solennel a été chanté.

Les habitans de Boulogne, dont le zèle pour la restauration de leur ancienne cathédrale s'est manifesté d'une manière si éclatante, il y a six mois, viennent de recevoir de la part de leur évêque des marques de satisfaction bien flatteuses et bien propres à les encourager dans leurs nobles et généreux sacrifices. Ce vénérable prélat que son âge, ses 37 ans d'épiscopat et surtout les services éminens qu'il a rendus à son diocèse, recommandent au respect et à l'affection du troupeau confié à ses soins, est venu à Boulogne pour y donner la confirmation, vers la fin du mois de septembre. Il avoit été précédé dans cette ville par M. l'abbé Deguerry, qui voulut bien accorder encore aux Boulonnais le plaisir d'entendre sa voix dans cette même église, où l'année précédente il avoit vu une foule si nombreuse se presser autour de lui pour écouter la parole sainte. Pendant son court séjour dans notre ville, M. l'évêque d'Arras ne manqua point de visiter les travaux de la nouvelle église, et ce ne fut pas sans un sentiment d'étonnement et celui de la plus vive satisfaction, qu'il fut témoin du zèle et de l'activité prodigieuse avec lesquels on les avoit poussés. Car à peine cinq mois se sont-ils écoulés depuis la pose de la

première pierre, que déjà l'un des murs de la nef, en pierres de taille de la plus grande beauté, s'élève plus de 30 pieds au-dessus du sol avec cinq chapelles latérales en même temps achevées, et les colonnes doivent soutenir l'édifice élevé au même niveau avec le mur, de sorte qu'on peut déjà se faire une idée suffisante de ce que sera l'ensemble de cette magnifique construction. Aussi le prélat ne put-il s'empêcher d'adresser des félicitations aux habitans de Boulogne, et en particulier à celui qui avoit été l'âme et le mobile de cette grande entreprise ; et pour prouver toute la part qu'il prenoit à un si généreux dévouement, il a rendu à ce sujet une ordonnance que nous nous empressons d'insérer :

« Nous, Hugues-Robert-Jean-Charles de la Tour d'Auvergne Lauraguais, évêque d'Arras, grand-officier de la Légion d'Honneur.

« A nos diocésains de la ville de Boulogne, salut et bénédiction en notre Seigneur Jésus-Christ.

« Nous sommes très-édifié, nos très-chers frères, des sacrifices énormes que vous vous imposez pour procurer une église convenable à la population de la paroisse de la haute ville.

« Votre zèle et votre dévouement à cette œuvre si sainte et si digne de votre peine ne doivent point rester sans encouragement de notre part.

« Nous avons donc résolu et nous donnons que les quêtes quadragésimales de votre ville, pendant les années 1841 et 1842, seront consacrées à venir à la dépense de construction de cette église.

« Nous serons heureux d'apprendre que ce don de notre part a été agréé et que la destination que nous lui donnons a rendu cette quête plus productive.

« Puissiez-vous du reste, nos

1. y voir une nouvelle preuve d'illicitude pour vous.

ente sera lue et publiée aux églises de Boulogne, le dimanche après sa réception, et sur les registres des fabriques : elle sera consignée dans les livres de notre évêché.

au château de Bellebrune le 10 octobre 1839.

« CH., évêque d'Arras. »

M. de Ravignan vient de Bayonne une suite de conférences. Son premier discours a eu lieu le dimanche 20 octobre, à la cathédrale, il avoit attiré une grande foule. M. de Ravignan est né à Bayonne, et cette circonstance ajoute au désir d'entendre un homme distingué. Il a prêché sur la Providence et a caractérisé avec force cette maladie de notre époque. Un journal de Bayonne annonce que M. de Ravignan donnera une suite de discours le dimanche 24 octobre jusqu'à la Toussaint.

En septembre on a béni l'église de Flers, près Douai, qui venoit d'être complètement restaurée par le zèle de M. le curé et au concours de ses paroissiens. Sans compter la source que son modique traitement, et les pauvres offraient aux habitants de la communauté, confiant dans le secours de la providence, n'a pas hésité à entreprendre une restauration de 6,000 fr., qui devenoit indispensable. Son zèle pour la maison du Seigneur a été couronné du plus heureux succès. A la messe qui a eu lieu le jour de la bénédiction de l'église, M. l'archevêque de la cathédrale de Cambray a célébré la messe, et un discours a été prononcé par M. le supérieur du grand séminaire.

Dans la nuit du 24 au 25 octobre, des voleurs se sont introduits dans l'église de Bouzel, diocèse de Clermont, et après avoir forcé le tabernacle, en ont enlevé le ciboire et l'ostensoir avec les saintes espèces. Voilà un grand nombre de vols semblables commis dans ce département, dans un très-court espace de temps, et pas un des auteurs n'a été découvert !

L'archevêque de Cologne est toujours à Darfeld. En vain le président supérieur de la province, de Vinke, a-t-il été d'avis de le mettre en liberté. En vain les trois ministres, d'Altenstein, de Rochow et de Walker ont-ils fait un rapport au roi de Prusse dans le même sens. Ce prince a refusé opiniâtrément. Il a répondu à ses ministres qu'il ne croyoit pas le moment opportun pour rendre le prélat à la liberté, et il ajoute que la conduite de la noblesse de Munster dans ces derniers temps n'a pas été de nature à le décider à user d'indulgence pour l'archevêque. Mais ce n'est pas de la noblesse de Munster qu'il s'agissoit, c'est de l'archevêque. Si la noblesse de Munster a eu quelques torts, l'archevêque doit-il en être puni ? Si sa mise en liberté est juste, faut-il la refuser parce que la noblesse de Munster la demande avec trop de chaleur ? Il y a dans tout cela une dureté toute protestante. La noblesse de Munster a été sensible, comme elle le devoit, aux rigueurs imméritées exercées envers un de ses membres. Elle a fait entendre des plaintes qu'il étoit d'une bonne politique de calmer. C'étoit l'avis des ministres même qui avoient pris part aux premières mesures prises contre l'archevêque. L'intolérance du vieux roi résiste seule aux vœux des ministres, de la noblesse et du reste de la population.

S. M. a donné un autre exemple de longanimité. Mademoiselle de

Dunin, sœur de l'archevêque de Posen, avoit suivi son frère à Colberg; elle n'a pu le voir qu'un instant. On l'a fait repartir. Elle est actuellement à Berlin, sollicitant la permission de rejoindre le prélat, et on la lui refuse. Cet excès de rigueur est inexplicable. Que craint-on d'une femme?

Les journaux d'Allemagne annoncent que l'archevêque de Gnesne et Posen a lancé un interdit sur ces deux diocèses. Cet interdit n'est pas absolu, et défend principalement les offices solennels, le son des cloches, les orgues, la musique dans les églises. On ne pourra dire que des messes basses. La confession est permise, mais la communion ne sera donnée qu'aux mourans. On ajoute que la célébration des mariages est suspendue ainsi que la pompe des funérailles. Nous avouons que ce bruit, surtout sur le premier point, nous paroît mériter confirmation. Il est probable que l'archevêque s'est borné à recommander d'éviter les réjouissances des noces. On assure qu'en même temps l'archevêque a déclaré suspendus les chapitres de Gnesne et de Posen, non sans doute que le prélat se défie d'eux, mais pour mieux montrer qu'ils n'ont pas de pouvoirs, et que le gouvernement ne peut espérer de se servir d'eux pour suppléer à l'exercice de la juridiction de l'archevêque. Ces mesures ont fait une grande sensation dans les deux diocèses et ailleurs. Il faut, pour en apprécier les effets, attendre des détails ultérieurs.

POLITIQUE, MÉLANGES, etc.

Dans sa dernière session, le conseil-général du département de la Seine a exprimé le vœu : que la législation pénale et celle relative à la surveillance des repris de justice soit modifiée de manière à préserver la société des crimes nombreux qui la désolent.

Ces sortes de vœux sont toujours bons

à prendre; et ce n'est pas nous qui cherons à en affaiblir le mérite. Malheureusement ils sont plus propres à constater le désordre de la société qu'à remédier. Il y a long-temps que l'expérience donne des démentis aux philosophes du XVIII^e siècle qui raillent leur manière comme le conseil-général de la Seine, en disant que l'influence de la religion et de la morale pourroit avantageusement remplacer la influence de la maréchaussée. C'est par de leur part une façon de demander que la législation pénale fût renforcée, qu'on pût se reposer sur elle et réprimer les crimes publics.

Ce genre de répression, celui de la maréchaussée n'est pas ce qui a manqué en France depuis cinquante ans. La force matérielle, et les moyens de la faire valloir, n'ont cessé d'augmenter; le royaume s'est couvert de gendarmerie; et le département de police est devenu, à lui seul, une sorte de gouvernement dont le personnel est nombreux et la dépense excessive et onéreuse. Cependant l'ordre public, la sûreté des personnes et des propriétés n'en sont point sortis. Au contraire, vu les crimes et délits se multipliant avec une effrayante progression, non par cause de cela, mais malgré cela. Ce qu'apparemment la maréchaussée et les philosophes ne peut pas grand-chose contre la corruption et l'immoralité des peuples, quand on n'a que cette disposition à opposer au torrent de mal, quand elle devient la ressource dernière des gouvernemens qui ont eu le malheur de lui sacrifier tout le reste de leurs garanties, ce qui constitue la force morale des états.

Est-ce à dire pour cela qu'il faille négliger ou négliger le vœu exprimé par le conseil-général de la Seine? Non, surément. Plus tous les autres remèdes manquent, plus on est heureux d'en avoir recourir à ceux qui restent, même qu'ils sont insuffisans et sans portion avec la force de mal con-

emploie. Ce seroit un grand utile que d'arriver à ce que *pénale fût modifiée de manière la société des crimes nombrésolent*. Mais cela est plus e sur le papier qu'à réaliser la législation pénale seroit ant qu'elle a besoin de l'é- le jamais assez forte contre on toute pétrie de matériane avec le suicide, avec tous et toutes les corruptions ncrédulité? Quelque chose science du législateur, elle surpassée par la science des dont les archives de la justice chaque jour les effrayans

qui confiera-t-on le soin une législation pénale ren- que déjà on ne trouve pres- jurés qui venillent appliquer ons répressives des lois ac- es foibles et toute molles ? Dans ce moment même , font connoître une circon- empêché que la sentence ca- laire Peytel ne fût pronon- mité : c'est qu'il s'est trouvé , disent-ils, un membre qui our règle de conscience et e de ne condamner jamais soit à la peine de mort. avec ces idées et avec mille cles qu'il faut marcher au- non-seulement vous avez à i pourra, mais qui voudra *société des crimes nombreux* nt.

ns parlé dans uotre numéro rnier, page 208. d'une lettre recommander un journal, toit signée de deux ducs, et émis quelques doutes sur les it le signataire à prendre le illes éteintes.

amation qui nous est adressée ge à rectifier ce qu'il peut y

avoir d'inexact dans quelques lignes de notre article. Nous n'avions pas l'intention de porter atteinte à l'honneur d'un noble personnage. La loyauté de ses sentimens nous est attestée par des personnes honorables, et nous ne pouvons les suspecter.

Quant à ses noms et titres, on nous assure qu'ils lui appartiennent bien légitimement, et nous ne prétendons pas les lui contester.

PARIS, 4 NOVEMBRE.

Le roi des Français, arrivé à Fontainebleau le 30 octobre à neuf heures du soir, en est reparti le 31 dans l'après-midi, après avoir visité les travaux qui s'exécutent au château. Vers onze heures du soir, une roue de devant de sa voiture s'étant brisée sur les boulevards, près la rue de Sèvres, le roi est monté dans la voiture de suite, et a continué sa route vers Saint-Cloud.

— Le roi des Français et sa famille sont revenus au château des Tuileries.

— M. Leyraud, député, est nommé directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la justice.

— M. Brun de Villeret, président du tribunal de Florac, est nommé président du tribunal de Saint-Etienne, en remplacement de M. Teyter, décédé, et remplacé à Florac par M. Gauger, procureur du roi dans ladite ville.

— Sont nommés juges, à Mortain (Manche), M. Alais, juge-suppléant au même tribunal, en remplacement de M. Paris, nommé juge à Saint-Malo; au Puy (Haute-Loire), M. Lobeyrac, substitut au même siege; à Orthez (Basses-Pyrénées), M. Lescun, substitut à Dax.

— Par suite de nouveaux interrogatoires des prévenus à l'occasion de la découverte des poudres et munitions, trois personnes, les sieurs Kravski, Langlois, tous deux ouvriers menuisiers, et la femme Françoise Diavant, veuve Marielle, ont été rendus à la liberté. Les mandats d'amener en vertu desquels

avoient eu lieu les arrestations, ont été convertis en mandat de dépôt pour les huit autres, qui sont les nommés :

Mathieu (Joseph), avocat ; Bouton (Victor), sans profession ; Laurent (Joseph), ouvrier sellier ; Voiturier (Jean-Baptiste), ouvrier sellier ; Voiturier (Ferdinand), frère du précédent, tailleur ; May (Jean-Joseph) ; Seigneuret (Nicolas-Auguste), fabricant de bonneterie ; et Boulanger (Antoine-Alexandre), carton-nier.

— La cour de cassation, la cour royale et la cour des comptes ont fait aujourd'hui leur rentrée.

— Le ministre de l'instruction publique n'a pu assister au dernier conseil des ministres par suite d'une légère indisposition.

— Le garde des sceaux vient de nommer une commission chargée de préparer définitivement un projet de loi sur les sociétés par actions.

— Le ministre de l'intérieur vient de rédiger un travail sur les traits de courage et de dévouemens pendant les dernières années. Le nombre de ceux qui ont exposé leur vie pour sauver des personnes qui se noyoient, s'élève à 77. Parmi eux, il y a 2 anciens militaires, 17 militaires, 6 gendarmes, 5 douaniers, 3 pompiers, 4 enfans, dont 2 de 12 ans, 1 de 13, et le dernier de 14. Le reste, au nombre de 40, appartient à diverses professions. 34 personnes se sont fait en outre remarquer par leur intrépidité dans les incendies. Parmi ces personnes, on compte 11 militaires et 9 pompiers. Le reste appartient à différentes professions. Il y a enfin sur la liste ministérielle huit autres noms pour traits de courage non classés dans les deux catégories ci-dessus. Ce dernier nombre se compose de deux douaniers, un pompier, une cantinière au 2^e régiment de chasseurs d'Afrique, et de quatre personnes de professions diverses.

Sur la proposition du ministre de l'intérieur, des médailles d'honneur vont

être décernées à 119 personnes la totalité des catégories ci-dessus.

— L'Académie française ne s'occupe du remplacement de Chateaubriand avant le mois de décembre.

— La bibliothèque de l'Arsenal est rendue aujourd'hui aux études.

— Le général Bernard, aide de camp du roi, ancien ministre de la guerre, est dangereusement malade, à l'hôtel Royal.

— Le ministre des travaux publics vient d'adresser aux préfets un arrêté réglementaire concernant les mesures de police relatives à la navigation à vapeur.

— Le prix du pain reste fixé à 14 sous 2 liards la première quinzaine de novembre, à 14 sous 2 liards les quatre livres de qualité, et à 14 sous 2 liards la deuxième qualité.

— Le lieutenant-général de Bouchu est mort le 31 octobre à Paris, près Sceaux.

— M. Collombel, lieutenant d'artillerie de marine, directeur d'artillerie à Lorient, officier d'honneur, est mort à Grèce, à la suite d'une maladie rapportée du Mexique, où il était fort de Saint-Jean-d'Ulloa.

— Le préfet de police vient d'arrêter une nouvelle ordonnance sur les chanteurs publics. Cette ordonnance, entre autres dispositions, révoque les permissions accordées jusqu'au 1^{er} décembre prochain, et détermine les formalités auxquelles elles pourront être renouvelées.

— On vient de mettre à exécution un projet déjà plusieurs fois annoncé de bâtir à Paris des maisons de secours contre les accidens. Une première est ouverte rue de la Ferronnerie, où y a réuni tout ce qui peut être utile aux premiers soins à donner à la victime et un médecin y est de garde comme le jour.

— La caisse d'épargne de P

et 4 la somme de 568,157 fr., et boursé celle de 423,000 fr.

NOUVELLES DES PROVINCES

La souscription ouverte à Lyon en faveur des Espagnols réfugiés s'élevait, le 1^{er} novembre, à 8,320 fr. 75 c., et la souscription à Bordeaux, à 5,152 fr. 50 c. La souscription d'Agen montoit, le 31 octobre, à 843 fr. 70 c., et celle de Nîmes, à 1,949 fr. 50 c.

— Les sommes distribuées aux malheureux Espagnols, par le comité, s'élevaient, le 31 octobre, à 21,739 fr.

— La cour d'assises de l'Orne a continué les audiences des 25 et 26 octobre. Jugement des individus de Bellesme, accusés d'entraves à la circulation des grains, et d'émeutes. Deux ont été condamnés, l'un à dix-huit mois de prison, l'autre à un an. Sept accusés ont été acquittés, mais le procureur du roi a fait des réserves contre eux à l'occasion du délit d'entraves à la circulation des grains.

— Le tribunal correctionnel de Pont-Audemer (Eure) a condamné, le 26 octobre, à quinze et six jours de prison trois individus qui avoient pris part aux troubles de la halle de Beuzeville.

— L'Ami des Lois du Mans annonce que, dans le dernier marché de Beaumont-le-Rocher (29 octobre) le prix du grain a subi une diminution sensible.

— M. le marquis Doria, ancien officier de marine, ancien député, chevalier de Saint-Louis et de la Légion-d'Honneur, chevalier de Malte, est mort à Mâcon, le 26 octobre, à l'âge de 67 ans.

— Le préfet des Vosges a obtenu du gouvernement un secours de 18,000 fr. pour les communes de son département où les récoltes ont été ravagées par la gelée.

— La chambre de commerce de Lyon a voté, à l'occasion du prochain passage de l'Orléans dans cette ville, la distribution aux enfans pauvres fréquentant les écoles, de 500 livrets de la caisse

d'épargne, à raison de 50 fr. chaque; ce qui forme un capital de 25,000 fr.

— La liste des électeurs s'élève pour 1839-1840, dans le département du Gard, à 2,867 membres. Il y a en outre 188 jurés non électeurs.

— La réélection de M. Mottet par le collège électoral d'Apt a eu lieu à l'unanimité des suffrages.

— Le célèbre peintre de marine Guadin est à Marseille où il va s'embarquer pour le Levant.

— Le *Mémorial Agenais*, en annonçant la mort de M. de Galz-de-Malvirade, chef d'escadron en retraite, décoré de la croix de Saint-Louis et de l'ordre de la Légion-d'Honneur, dit que ses derniers instans ont été ceux d'un bon chrétien. M. de Galz-de-Malvirade étoit frère du maréchal-de-camp de ce nom, qui commande le département de Lot-et-Garonne.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Tous les yeux sont fixés sur Cabrera. Amis comme ennemis attachent la plus grande importance à tout ce qu'il fait. Son activité est prodigieuse; rien n'échappe à son attention et à ses précautions. Il se tient surtout en garde contre les trahisons, et il montre là-dessus une méfiance excessive. Il est debout nuit et jour. La plupart de ses mesures se ressentent de l'état de méfiance où il vit. Pendant les huit jours qu'il a récemment passés à Morella, il a destitué tous les officiers qui lui étoient suspects. Ayant réuni une junte d'officiers supérieurs, il leur a fait part des machinations de Cabanero dont il avoit saisi le fil et les preuves écrites. Quiconque est soupçonné d'avoir la moindre intelligence avec ce chef de défection, est puni au moins par la disgrâce et la destitution. Il a mis sous les ordres de Balmaseda 500 hommes de cavalerie d'élite dont l'emploi particulier est de s'attacher à la personne d'Espartero pour l'enlever vif ou mort. Un sergent christino, prévenu d'avoir cherché à pratiquer des intelligences avec les

troupes carlistes, a eu la tête tranchée sur la place publique de Morella.

Cabrera n'a laissé que 11 bataillons dans les garnisons de ses places; il a gardé seulement dix à douze mille hommes pour tenir la campagne, et faire face aux masses d'Espartero. On annonce, toutefois, que le comte d'Espagne a détaché cinq ou six mille hommes de ses meilleures troupes pour les lui envoyer comme renforts. Ses troupes sont approvisionnées, et bien pourvues de tout pour plusieurs mois.

— Une colonne de troupes carlistes est entière à Arganda, qui n'est éloigné que de cinq lieues de Madrid. Dans la séance des cortès du 26, plusieurs députés ont interpellé les ministres au sujet de cette invasion. Le ministre de la guerre a répondu qu'il n'y avoit pas un soldat dont il pût disposer dans la capitale pour les envoyer au dehors.

— La province de la Manche est sillonnée plus que jamais de bandes carlistes. Palillos, Sanchez et autres chefs de partisans, parcourent tout le pays de Villaréal.

— A la date du 27, l'armée d'Espartero n'avoit pas encore quitté les positions qu'elle a prises au pied des montagnes de Monroyo.

— Espartero a fait demander à Saragosse toutes les torches qu'il sera possible de lui procurer. On ignore ce qu'il en veut faire; à moins que ce ne soit pour justifier le nom de *Bokémien* (el gitano) que Cabrera lui a donné.

— D'après ce qu'on mande de Pampelune, l'état de la Navarre offre de graves symptômes d'agitation. Le vice-roi fait occuper les points les plus importants par des détachemens de christinos indisciplinés, qui sont loin de contribuer à rétablir l'ordre et à faire taire le mécontentement des habitans.

— Dans la séance des cortès du 27, un député a proposé de réchauffer le zèle de l'armée par une répartition des biens nationaux entre les soldats.

Le roi Léopold sera prochainement de retour à Bruxelles de son voyage en Allemagne.

— On lit dans une correspondance d'Amsterdam que la résolution de Guillaume de reconnoître le gouvernement de Madrid, a été prise à l'instigation de l'Angleterre et du gouvernement français.

— La première chambre des députés de Hollande a adopté une adresse au roi qui lui a été transmise par la part de la deuxième chambre. Cette adresse est la répétition du discours du trône.

— On dit que la banque d'Autriche a épuisé le crédit de 50 millions qui lui a été ouvert à Paris.

— Le *Globe* annonce que la cessation des paiemens de la banque de Manchester a entraîné la faillite.

— Les vaisseaux de ligne anglais *Bourbon*, *Belle-Isle* et *Bombay* sont allés à Malte, se rendant auprès de lord Stopford, qu'ils vont renforcer.

— Tout étoit tranquille dans le Canada, à la date du 4 octobre.

— D'après les nouvelles de Lisbonne du 20 octobre, les finances du gouvernement portugais sont toujours fort mauvais état.

— Don Miguel est arrivé, le 19 octobre, à Florence, venant de Rome.

— On lit dans la *Gazette de Florence* : « Le lendemain de l'arrivée de l'infant don S. A. R. l'infant don S. A. I. et R. le grand-duc lui a rendu visite et l'a invité à se rendre au palais de Poggio à Caiano, résidence actuelle de la famille I. et R. L'infant Sébastien restera à Florence jusqu'à l'arrivée de son auguste épouse, la grande-duchesse. »

— M. le duc de Bordeaux est arrivé le 20 octobre à Rome. Après avoir séjourné deux jours, le prince devra se rendre à Naples.

— L'aurore boréale du 22 octobre a été observée en Corse, à Vallée et Milan.

recours de Souabe dit qu'une épidémie d'éclater dans le royaume de Venetien, par suite de l'annoncée par l'empereur d'Aufoule d'individus résidant à e rentrer dans leur pays.

la nuit du 17 au 18 octobre, secousse de tremblement de sseinti à Gratz (Styrie.)

de Bavière a autorisé l'introduction de fusils à percussion dans son

la Gazette universelle de Leipzig, les membres de Bavière auroient à rs de leur prochaine réunion, de loi tendant à garantir un ur la Grèce.

nombre des étrangers qui ont vité l'année s'élève à 19,893.

service de bateaux à vapeur va entre Hambourg et le port de (Merre).

Grand-duc héréditaire de Russie our à Saint-Petersbourg le 17

le Pontois a dû arriver vers le à Constantinople.

NOTICE PUBLIÉE DANS QUELQUES JOURNAUX SUR M. LE CARDINAL ISOARD.

de la mort de M. le cardinal nous publiâmes sur lui une notice, où nous louâmes, comme nous le méritait, sa piété et ses qualités excellentes. Nous fîmes connoître les circonstances de sa vie, mais nous ne nous occupâmes de tout ce qui eût senti n, d'abord parce que nous cherchions tout la vérité, ensuite parce que nous ne voulions pas mal servir les intentions d'un prince modeste, que de lui attribuer une gloire qu'il n'affecta jamais. Nous avons saisi toutes les occasions pour rendre hommage à ses vertus. Nous avons cité des extraits du mandement de M. l'évêque d'Ajaccio, de la mort de M. le cardi-

nal : mais en même temps nous avons vu avec une véritable peine dans un autre journal une notice fort longue sur lui, notice où il s'est glissé beaucoup d'inexactitude. Nous hésitions à les relever, quand la même notice a paru dans des journaux de province. Alors nous n'avons pas cru pouvoir nous dispenser de signaler plusieurs choses hasardées ou outrées dans cette notice. Nous le faisons, non dans un esprit de critique, non assurément pour rabaisser le mérite du vénérable cardinal, mais nous osons le dire, par respect pour sa mémoire et dans l'intérêt de la vérité. Il ne faut pas laisser fausser l'histoire par des exagérations et des inventions que rien n'autorise.

La notice dont nous parlons s'étend sur l'ancienneté et la noblesse de la famille Isoard, qui étoit du Dauphiné. Le cardinal naquit à Aix, où son père s'étoit fixé. Il étoit l'aîné de trois frères venus d'un second mariage. Il perdit son père de bonne heure, et fut élevé par sa mère, femme de mérite. La notice l'appelle Joachim-Jules-Xavier; c'est sans doute une erreur. Le cardinal avoit pour nom de baptême Joachim-Jean-Xavier. On nous apprend qu'il fit sa première communion au petit séminaire, mais qu'il y resta peu de temps. Sa famille le destinoit à la magistrature. Il n'étoit donc pas prêtre avant la révolution, comme quelques journaux l'avoient dit d'abord.

Suivant la notice, M. Isoard sortit de France en 1793, et étoit, dit-on, en 1794 à Vérone auprès de Monsieur, depuis Louis XVIII, qui ne paroît pas s'en être souvenu depuis. Il revint à Aix après la Terreur pour prendre part, dit la notice, au soulèvement de la Provence, et fut élu membre du conseil des sections. Nous ne savons quel est ce soulèvement de la Provence. N'auroit-on pas confondu cette époque avec 1793, où il y eut en effet un soulèvement à Marseille et à Toulon? Quoi qu'il en soit, on dit que M. Isoard sauva Lucien Bonaparte de la mort à laquelle on alloit le condamner.

M. Isoard se réfugia après le 18 fructidor à Milan, et ne revint que sous le consulat. La notice veut qu'il ait pris une *grande part* au concordat de 1801, ce dont personne ne s'étoit douté jusqu'ici, et ce qui est tout-à-fait invraisemblable. M. Isoard ignoré, étranger aux affaires ecclésiastiques, n'ayant jusque-là fait aucune étude en ce genre, ne pouvoit avoir aucune influence. M. Fesch, qui n'avoit pas encore repris son état, fût lui-même entièrement étranger à la grande affaire du concordat.

Le cardinal Fesch ayant été nommé ambassadeur à Rome, non en 1802, comme le dit la notice, mais en 1803, M. Isoard l'y suivit pour remplir la charge d'auditeur de Rote, mais il n'entra en fonctions, comme nous l'avons dit ailleurs, qu'en juin 1804. La notice nous assure qu'il *devint bientôt la lumière de ce haut tribunal*; nous pouvons dire que le prélat n'en eut jamais la réputation ni la prétention.

Le prélat fut obligé de venir à Paris en 1809 avec les cardinaux et prélats romains. L'empereur qui l'affectionnoit, dit la notice, *lui offrit des charges de premier rang dans l'ordre civil, et insista surtout pour le faire entrer au sénat*, mais M. Isoard voulut partager la mauvaise fortune du chef de l'Eglise. Nous avouons que nous ne croyons ni à l'offre, ni à l'insistance, ni au refus.

On nous apprend qu'alors M. Isoard composa son joli poème des *Premiers jours du monde*, dont on fait un grand éloge; nous ne connoissons point cette production.

Après la campagne de Moscou, s'il faut en croire la notice, les cardinaux et évêques présens à Paris rédigèrent une supplique au pape pour l'encourager à la résistance; M. Isoard *consentit à affronter la colère de l'empereur pour porter cette supplique à Fontainebleau, et remplit courageusement cette difficile mission au péril de sa vie*. Cette anecdote, il faut le dire, est démentie par toute l'histoire du temps. Il n'y eut point alors de supplique des cardinaux et évêques au pape pour l'en-

courager à la résistance; une telle supplique eût conduit les signataires à Vincennes ou à Fenestrelle. Le cardinal Pacci dans ses *Mémoires* raconte avec beaucoup de détails tout ce qui se passa à Fontainebleau, ne parle ni de la supplique ni du voyage de M. Isoard. On se rappelle quel despotisme régnoit alors, les deux démarches sont également invraisemblables.

En 1814, dit la notice, M. Isoard qu'il alloit reprendre ses fonctions à Rote, mais une *intrigue* se forma contre lui à la cour. On répète ce mot d'intrigue, et on en accuse M. de Salamon, *eut le malheur de ne pas édifier l'Empereur*. On ajoute que Pie VII indigné fit signe à ce dernier *de ne point entrer à la ville de Rome*. Il y auroit encore beaucoup à dire sur ce récit. D'abord, il faut convenir qu'il n'est pas très-étonnant que le gouvernement de la restauration eût des préventions contre M. Isoard, dont les relations étroites avec la famille Bonaparte étoient connues. Il étoit assez probable encore que le roi fût bien aise d'avoir à Rome un auditeur de Rote de son choix. D'un autre côté, le pape sentoit le privilège des auditeurs d'être inamovibles. Mais Pie VII ne fut point indigné comme on le prétend, et ne défendit point à M. de Salamon d'entrer en ville à Rome; ce qui n'a pas de sens. On ne peut s'abstenir aussi de dire que ce pape eut le malheur de ne pas édifier l'Empereur. M. Isoard n'eût certainement pu prouver ce trait peu édifiant.

On s'est fait un système dans l'histoire de mettre toujours M. Isoard en scène. En 1821, dit-on, *il eut la plus grande part à la conclusion du concordat*, dont les premières propositions avoient été faites en 1817. Cette rédaction indique peu de connoissance des faits. On ne s'arrêta point en 1817 à des propositions de concordat. Il avoit été conclu, signé et ratifié dans toutes les formes; mais il y eut de grandes difficultés pour l'exécution. Le mi-

pape modifia par une bulle en 1822 circonscription arrêtée en 1817. Isoard fut aussi étranger aux négociations de ce concordat qu'à celles du concordat de 1801.

Il fut en 1823 un des exécuteurs testamentaires de Pie VII, et dut cette marque de confiance à sa place plus qu'à sa personne. Le pape, par son testament, avoit nommé pour exécuteurs trois cardinaux, le doyen de la Rote *pro tempore*, c'est-à-dire celui qui seroit en place au moment de sa mort. Il est vrai d'ailleurs que le pape témoigna toujours beaucoup d'affection à M. Isoard qui, comme nous l'avons dit, s'étoit fait généralement aimer à Rome par son esprit de modération et par son caractère de douceur.

Devenu cardinal, il assista aux deux conclaves qui suivirent la mort de Pie VII et de Pie VIII. Ces conclaves eurent lieu en février 1829. et en décembre 1830. La notice met celui-ci en 1831, c'est évidemment une faute d'impression. Elle assure que le cardinal eut part la plus décisive à l'élection de Grégoire XVI. Nous en serions surpris, car le monde sait que les cardinaux étrangers n'ont pas en général une grande influence dans les conclaves, et que le cardinal Isoard avoit par caractère beaucoup de réserve pour chercher à obtenir une influence. On dit qu'il avoit été chargé par le gouvernement de l'exclusive pour la France.

On voit donc que cette notice est d'un ton tout à fait en opposition avec les goûts et les habitudes du pieux cardinal. Elle le fait prendre part à tout. et lui, au contraire, aimoit à se tenir à l'écart. Il se borna porté aux dignités par les circonstances, et n'ambitionna point d'en faire dans de grandes affaires.

La notice, d'ailleurs, célèbre avec raison la piété et les vertus du cardinal :

En 1831, dit-elle, il retourna de Rome à son siège, et dès ce moment, il se consacra qu'à se dévouer aux travaux de l'épiscopat. Ses sentimens politiques étoient connus de tous ceux qui l'appro-

choient; tous savent son attachement sincère, sa vénération profonde pour le malheureux roi que la tourmente révolutionnaire venoit de faire descendre du trône; mais sa bonté naturelle, cet esprit de conciliation qui étoit la base de son caractère, attiroient indistinctement les hommes de toutes les opinions autour de lui, et dans les momens même où les luttes politiques étoient le plus envenimées, le fonctionnaire public, le champion de l'opposition et l'indifférent le plus glacé oublioient leurs ressentimens en se rencontrant dans ses salons. En 1835, les ravages du choléra dans le midi de la France fournirent à S. E. l'occasion de faire éclater sa charité sans réserve. En 1838, lors de l'épouvantable ouragan qui éclata sur la ville d'Auch, et qui ravagea en trois quarts d'heure la campagne, entraîna les bestiaux, abattit nombre de maisons et donna la mort à plusieurs personnes, le charitable pasteur fournit des preuves nouvelles de la bonté de son cœur et de son amour pour son troupeau. Il étoit le père de son peuple, et particulièrement des pauvres. »

La notice nous apprend que M. le cardinal refusa deux fois l'archevêché d'Aix. quoique le désir de se rapprocher de sa famille eût pu lui faire voir cette translation avec plaisir. Il refusa de même Bordeaux en 1836. Comment après cela accepta-t-il Lyon récemment, quand il étoit plus âgé et plus abattu, c'est ce que nous n'expliquerons pas. Il faut avouer que cette nomination étonna généralement ceux qui connoissoient l'état de Son Eminence. La notice dit qu'un changement sensible s'étoit opéré dans la santé du cardinal, et qu'il sembloit reverdir. On publia dans un journal que son rétablissement étoit complet. Le fait est que l'on fut effrayé de son état quand il arriva à Paris il y a deux mois. Sa tête penchée sur la poitrine, sa voix éteinte indiquoient un extrême affaissement. On ne pouvoit entendre ses paroles; qu'auroit-il pu faire dans un si grand diocèse dont l'administration présente tant de détails? Avec

toutes ses vertus et son désir de faire le bien, il n'eût pu gouverner par lui-même. C'est ce que tout le monde reconnut unanimement. On ne sait comment on a pu dire que sa nomination fut *accueillie par acclamation* à Lyon. Son Eminence n'y étoit pas assez connue pour exciter cet élan de joie, et ce qu'on apprit bientôt de son affoiblissement physique désola également le clergé et les fidèles. Des ecclésiastiques de Lyon qui étoient venus à Paris, ayant été admis à le saluer, sortoient consternés. On dit même que le ministre qui l'avoit nommé ne put dissimuler qu'il avoit été induit en erreur.

Nous regrettons sincèrement qu'on ait mêlé à l'éloge d'un si pieux et si respectable cardinal des faits très-douteux, ou même controuvés. C'est mal comprendre la vertu que de prétendre l'honorer

par des fictions. M. le cardinal n'eût repoussé un tel encens.

Le Gérant, Adrien Le Clerc

BOURSE DE PARIS DU 4 NOVEMBRE

CINQ p. 0/0. 110 fr. 80 c.
TROIS p. 0/0. 81 fr. 70 c.
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 101 fr. 50 c.
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept. 100 fr. 00 c.
Act. de la Banque. 2870 fr. 00 c.
Oblig. de la Ville de Paris. 1260 fr. 00 c.
Rente de la Ville de Paris. 100 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire. 792 fr. 50 c.
Quatre canaux. 1255 fr. 00 c.
Rentes de Naples. 103 fr. 00 c.
Emprunt romain. 103 fr. 12
Emprunt Belge. 101 fr. 12
Emprunt d'Haïti. 512 fr. 50 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 28 fr. 75 c.

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC ET C.
rue Cassette, 29.

SOUS PRESSE POUR PAROITRE PROCHAINEMENT,

A PARIS, chez POUSSIELGUE-RUSAND, rue Hautefeuille, 9 ;

A DIJON, chez POPELIN, libraire, place Saint-Jean ;

BONNEFOND-DUMOULIN, libraire, rue des Forges.

LES VRAIS PRINCIPES SUR LA PRÉDICATION,

OU

MANIÈRE D'ANNONCER AVEC FRUIT LA PAROLE DE DIEU

PAR M. L'ABBÉ JEAN-XAVIER VÊTU,
chanoine honoraire, ancien vicaire-général de Dijon.

Cet ouvrage, qui est adapté aux besoins actuels, renferme tout ce qu'il y a de mieux dans les différens auteurs. On a ajouté ce qui manquoit pour un traité complet sur l'éloquence de la chaire. Aux leçons des maîtres les plus célèbres, on a joint celles des saints et des hommes apostoliques dont on porte les paroles et les exemples. On a ajouté aux préceptes de nombreux exemples et des détails intéressans. Nous pensons que cet ouvrage pourra être utile à ceux auxquels il est destiné.

Librairie de DEBÉCOURT, rue des Saints-Pères, 69.

ESSAI

SUR L'EXISTENCE DE DIEU ET SUR L'EXISTENCE DE L'ÂME,

Conçu d'après un nouveau plan et destiné aux gens du monde, avec des notes et un recueil de pensées philosophiques ; par l'abbé CONSTANTIN DE PIÉTRI.

2^e ÉDITION, REVUE. — Un volume in-12, prix, 3 fr.

*voir du pape sur les souverains au
yen âge, ou Recherches histori-
es sur le droit public de cette épo-
e relativement à la déposition des
ouverains, par M. ***, directeur au
séminaire Saint-Sulpice (1).*

(Suite du N° 3192.)

Une chose remarquable, c'est que
des circonstances qui tendoient
à mêler et à confondre l'autorité spi-
rituelle et l'autorité temporelle, la
distinction des deux puissances a tou-
jours été reconnue et professée. Cette
doctrine, dit l'auteur, est formelle-
ment admise par les plus célèbres
écrivains du moyen âge, clairement
proposée dans les actes de la législa-
tion des principaux états de l'Eu-
rope à cette époque, et professée
même par les souverains pontifes
auxquels on a reproché d'avoir porté
trop loin leurs prétentions en matière
temporelle. On croyait que la puis-
sance temporelle étoit subordonnée
à la spirituelle, mais qu'elles étoient
distinctes par leur nature et par leur
exercice.

L'auteur des *Recherches historiques
sur le pouvoir du pape au moyen âge*
a donc avoir prouvé que la su-
bordination de la puissance tempo-
relle à cette époque envers la puis-
sance spirituelle étoit un point de
droit public clairement établi, principa-
lement depuis le x^e siècle (2), par l'usage
et par la persuasion universelle des

In-8°. Chez Périsse Frères, rue du
Fou, 8.

À une époque par conséquent an-
térieure à celle de Grégoire VII.

Ann. de la Religion. Tome CIII.

*princes et des peuples, et même par le
droit écrit de plusieurs états. Il est
donc fondé à protester contre les dé-
clamations de tant d'auteurs moder-
nes à l'égard des pontifes qui ont au-
trefois déposé des princes temporels.
On eût, dit-il, évité ces déclamations,
si l'on avoit mieux étudié l'histoire,
et surtout la jurisprudence des na-
tions de l'Europe au moyen âge.*

On a beaucoup exagéré les incon-
vénients des maximes qui régissoient
alors la société, et on n'a pas assez
remarqué que ces inconvénients de-
voient surtout être imputés à la puis-
sance temporelle. « On peut assurer,
dit un célèbre jurisconsulte protes-
tant du dernier siècle (Senckenberg),
qu'il n'y a pas dans l'histoire *un seul*
exemple d'un pape qui ait procédé
contre les souverains qui, se conte-
nant dans leurs droits, ne songeoient
point à les outrepasser. » On doit ob-
server d'ailleurs que les prétendus in-
convénients du droit public dont il
s'agit ont été bien compensés par les
avantages qui en sont résultés. Nous
ne pouvons nous empêcher de citer
encore ici le témoignage non suspect
d'un auteur également protestant,
M. Ancillon, dans son *Tableau des
révolutions du système politique de
l'Europe* :

« Dans le moyen âge, dit-il, où il n'y
avoit point d'ordre social, la papauté
sauva peut-être l'Europe d'une entière
barbarie. Elle créa des rapports entre les
nations les plus éloignées; elle fut un cen-
tre commun, un point de ralliement
pour les états isolés.... Ce fut un tribu-
nal suprême, élevé au milieu de l'anar-
chie universelle, et dont les arrêts furent

toutes ses vertus et son désir de faire
bien, il n'eût pu gouverner par lui-même.
C'est ce que tout le monde

nimement. On ne

dire que son nom

acclamation à l'

étoit pas assez

élan de joie,

son affoiblissement

clésiast

Paris,

lofen

min

mr

analyse

les plus

histori-

du pape au moyen

idée des ques-

dans cet ouvrage, et

de dont elles y sont

ne peut mettre dans la

plus de méthode, de clarté

modération. L'auteur ne s'é-

jamais de son sujet. Il cite avec

une exactitude scrupuleuse tous les

écrivains qu'il a consultés, et repro-

duit leurs propres paroles. Jamais

ouvrage, à notre avis, n'a mieux mé-

rité la louange de travail conscien-

cieux, qui se décerne aujourd'hui si

facilement, mais que le public n'est

pas toujours disposé à ratifier.

Un journal très-répandu, mais

plus politique que religieux, a donné

un article assez étendu sur cet ou-

vrage. Nous l'avouerons, les obser-

vations du M. de Sacy nous ont paru

en général un peu superficielles. Il

est plus d'une fois hors de la ques-

tion, et il fait plutôt connoître ses

propres opinions, qu'il n'expose et

ne discute les preuves sur lesquelles

s'appuie l'auteur des *Recherches his-*

toriques; mais, puisqu'il « est con-

venu que la papauté est la pierre

fondamentale du catholicisme, » com-

ment peut-il faire à cet auteur une

objection de reproche « de croire un peu

trop peut-être la cause de la religion

confondue avec celle des papes? »

L'intérêt de la religion peut-il être

séparé de celui des pontifes, que Dieu

lui-même en a établis le fonde-

ment?

les papes seroient-ils plus ju-

demande M. S. de S., quan-

tourant la religion de son b-

l'auroient employée à se cré-

droit de souveraineté que l'in-

tion divine ne leur donnoit

Mais l'auteur des *Recherches his-*

toriques ne suppose pas que les pa-

soient créé un tel droit de souv-

neté; ce n'est pas ainsi qu'il pro-

les justifier. Bien au contraire

montre que ce droit a été créé par

législation des diverses nations ch-

tiennes de cette époque, et c-

firmé par l'usage et par la person-

universelle. Les papes n'ont pu

créé ces législations et cette person-

sion universelle; ils s'en sont pré-

lus pour le salut de la société.

Etoient-ce les papes qui obligent

tant de souverains à reconnoître

souveraineté? Non, sans doute. Les

papes romains crurent que ces

droits de souveraineté qui leur étoient

légitimement déferés, pouvoient alon

servir au bien de la religion et de l'or-

dre public. N'étoient-ils pas en état

de juger aussi bien que M. de Sacy

des besoins de leur époque?

Assurément, Jésus-Christ, qui

fusa pour lui-même tous les roya-

umes de la terre, ne les avoit pas

transmis comme un héritage à ses

disciples; aussi les papes ne s'empar-

èrent-ils pas de tous les royaumes;

ils se contentèrent d'un très-petit

état, et ils demeurèrent tels que la providence

l'avoit fait.

Si les papes, dit l'auteur de l'*Essai*

sur les *Croisades*, avoient eu le génie

de la politique qu'on leur suppose, on doit

croire qu'ils se seroient d'abord occupés

de grandir leurs états, et d'accroître

leur autorité comme souverains; cepen-

dant ils n'y ont point réussi, on ne l'ou-

blie pas.

Pour établir ce droit public, on

al. sur lequel est fondé tout le système de l'auteur du *Pouvoir du pape au moyen âge*, ne seroit-ce pas précisément, dit on, le silence et l'acquiescement des intérêts qu'il faudroit alléguer en preuve ? »

Et c'est précisément ce que fait l'auteur : il fait même plus, il allègue des aveux formels des empereurs Henri IV et Frédéric II. M. de Sacy para sans doute passé légèrement sur cette partie de l'ouvrage. En vertu de quel droit, demande-t-il encore, Adrien V a-t-il fait don de l'Irlande au roi d'Angleterre Henri ? Et quand au temps d'Adrien V on se seroit trompé sur la valeur de la prétendue donation de Constantin, qui attribuoit à l'Eglise romaine toutes les îles de la mer, qu'est-ce que cela fait à la thèse soutenue par l'auteur du *Pouvoir du pape au moyen âge* ? Il est à remarquer que ce fut le roi d'Angleterre qui s'adressa au pontife pour en obtenir l'investiture de l'Irlande, qu'il prétendoit conquérir au profit de la civilisation et du christianisme.

Une objection sur laquelle insiste M. de Sacy, et qui paroît en effet plus plausible, c'est qu'on ne voit pas assez que les papes, lorsqu'ils ont procédé contre les rois, se soient appuyés sur ce droit public. Il est vrai, et l'auteur des *Recherches historiques* l'avoue, que dans ces anciens temps on a voulu établir l'autorité temporelle de l'Eglise par le droit divin et par le droit naturel ; mais cela n'empêche pas qu'il n'existât un droit public généralement admis, qui étoit le premier et légitime fondement du pouvoir exercé par les papes. Des pontifes excommunièrent au nom des apôtres saint Pierre et saint Paul, au nom de Dieu, et les conséquences temporelles de l'excommunication, dont ils faisoient en même

temps l'application aux coupables, dérhoient du droit public de l'Europe chrétienne. Mais quoi ! les papes du moyen âge ne seroient donc plus entachés d'ambition et d'usurpations aussi criantes qu'on l'a cru jusqu'à présent ? Voilà par-dessus tout ce que M. de Sacy ne peut se résoudre à admettre.

« J'ai, dit-il, peine à croire, je le confesse, qu'un peu d'orgueil et d'ambition n'ait pas poussé le zèle de ces fiers pontifes..... Il seroit trop miraculeux peut-être, que parmi tant de papes qui ont foulé aux pieds les couronnes, pas un seul n'eût été poussé par un principe d'orgueil et de domination. »

Comment en effet s'imaginer que des papes contre lesquels on a tant et si long-temps déclamé, aient pu agir par des motifs un peu plus relevés que ceux qu'on s'est plu à leur supposer ? M. de Sacy déclare qu'il ne se sent aucun préjugé philosophique ni religieux envers les papes. Il nous semble que c'est bien peu pour un catholique ; et l'on peut ajouter que des écrivains protestans, que l'indifférence religieuse peut-être avoit comme amenés au même point, se sont montrés plus équitables et plus favorablement disposés que M. de Sacy envers les papes du moyen âge.

L'auteur du *Pouvoir du pape sur les souverains au moyen âge*, a adressé au rédacteur du *Journal des Débats* une lettre où il se plaint que M. de Sacy n'ait donné qu'une idée incomplète, et même à quelques égards peu exacte, de l'importante matière qu'il a traitée, et qu'il se soit même refusé à des conséquences qui paroissent découler assez naturellement des aveux qui lui sont échappés. Cette lettre a été insérée dans le numéro des *Débats* du 12 octobre. E.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

ROME. — Le dimanche 13 octobre, le Saint-Père a visité les travaux de reconstruction de la basilique de Saint-Paul, sur le chemin d'Ostie. Sa Sainteté a remarqué que ces travaux étoient déjà à plus de moitié. Ceux de la nef transversale sont presque finis, et on pourra bientôt la rendre au culte divin. Le pape étoit accompagné dans cette visite de M. le cardinal Tosti, pro-trésorier; de membres de la commission, et d'architectes. Il est remarquable que le tabernacle qui est au-dessus du tombeau du saint apôtre, a échappé à l'incendie du 15 juillet 1823. Sa Sainteté fit sa prière dans la chapelle du saint Sacrement, dans celle du Crucifix et devant le tombeau de saint Paul. Elle se fit rendre compte de tous les travaux, et admira les marbres rares et précieux qu'on a réunis pour la décoration de l'église. Elle examina les deux chapelles qui compléteront le nombre des sept autels à visiter dans la basilique; l'une sera consacrée à saint Benoît et l'autre à saint Etienne. Toutes les colonnes du péristyle du milieu de la grande nef sont en place, ainsi que dix-huit des petites colonnes. Le Saint-Père visita également les ateliers où se préparent les fûts de colonnes, les marbres, les statues et autres ornemens. Cette visite dura trois heures, et parut faire grand plaisir à Sa Sainteté qui se félicita de voir ce bel édifice sortir de ses cendres.

Après le décret qui portoit qu'on pouvoit procéder sûrement à la canonisation du bienheureux Alphonse-Marie de Liguori (1), le Saint-Père, à la prière des cardi-

(1) Un journal qui a vu ce décret de la congrégation en latin, a cru que parce que le saint y étoit appelé *de Liguori*, c'étoit son nom italien, et il demande pourquoi nous disons *Liguori* qui, suivant lui,

naux *Pedicini*, préfet de la congrégation des rites, et *Odescalchi*, porteur de la cause, permit qu'évêques qui le demanderoient brassent un office et la messe en l'honneur du bienheureux. Depuis, le Mautone, procureur-général de la congrégation du Rédempteur et tuteur de la cause, sachant que plusieurs des évêques et presque tous les ordres religieux avoient obtenu l'indult, et que d'autres en avoient un au moment même, manda à la congrégation des rites l'office et la messe fussent étendus à toute l'Eglise, l'office étant du même genre que celui des pontifes, avec des lectures, une oraison et la messe propre de la congrégation émit le vœu le 31 août qu'il en fût fait rapport à Sa Sainteté, et en effet le Saint-Père donna, le 10 septembre, que l'office et la messe, revus par M. le cardinal *Pedicini* et par M. *Pescetelli*, notaire de la foi, seroient récités et célébrés tous les ans, le 2 août, le rit double-mineur, par tous les évêques ecclésiastiques et religieux observant les heures canoniales.

PARIS. — A aucune époque peuvant être depuis 1830, l'épiscopat français n'a été menacé de plus de changements dans son personnel. Deux évêchés et la coadjutorerie de Reims sont vacans. La nomination de ces trois postes importants fera probablement vaquer trois évêchés plus, il paroît que deux évêques âgés demandent des coadjuteurs; l'un d'eux a manifesté depuis un an le désir de donner sa démission. Il y auroit donc neuf nominations à coup sur coup, sans parler des évêques qu'il est à craindre que la mort ne fasse à l'entrée de cette année parmi tant de prélats avancés en

âge. Ce n'est ni latin ni italien. Il est constant que le nom du saint est *Liguori*, que l'on écrit en latin par *Liguorius*, comme l'on écrit saint François de Sales par *Salesius*.

ait s'effrayer de la nécessité de remplacements à la fois, permis d'espérer que la veillera comme par le bien de son Eglise. Dans ces années, elle s'est manifestée l'heureux choix, dont les doivent des actions de grâces ecclésiastiques fort distingués appelés à remplir les sièges. Plusieurs diocèses se félicitent de leur sagesse. Il faut qu'il éclaire ceux qui par leur opinion peuvent influencer beaucoup les nouveaux choix à faire, et qu'il inspire le discernement qui distingue le mérite qui se refuse à repousser l'esprit d'intrigue et d'enterroir de pénétrer dans le secret. Ils mériteront, comme les prédécesseurs, la reconnaissance de l'Eglise et du clergé.

Comme nous l'avons vu avec peine, il faut qu'un journal qui a publié dernièrement un article violent sur l'hypocrisie du pouvoir, parle avec respect du choix des évêques. *nomme de bons évêques, dit-on, crois bien; c'est qu'il lui semble d'en nommer de mauvais, faut les prendre dans un clergé de France, le modèle des clergés de la catholicité.* C'est véritablement un pauvre raisonnement, comme si on ne savoit pas que ce clergé de France, qui est de vertu, il y a beaucoup de différences, et comme c'est bien difficile à un gouvernement qui seroit décidément hostile à la religion, de trouver des hommes médiocres, ou ambitieux, à élever aux dignités.

On nous annonce en ce moment sous ces côtés que M. le cardinal archevêque de Reims, donne l'investiture de son siège.

Les premiers volumes du *justitia et jure*, de M. l'abbé de Meaux, ont paru chez Méquignon.

junior (1). Ce traité est rédigé dans le même genre que le traité du mariage, du même auteur, publié en 1837. C'est le recueil des leçons données au séminaire Saint-Sulpice sur ces matières, mais l'auteur a revu son travail, et a été obligé de l'étendre pour ne rien omettre de ce qui regarde les lois civiles en rapport avec son sujet. Il a fallu emprunter beaucoup de choses aux jurisconsultes modernes et mettre de l'harmonie entre la théologie et la législation actuelle sur une foule de points. C'est ce qui fait que ce traité *de la justice et du droit* aura trois volumes. Peut-être convient-il d'attendre pour en parler que l'ouvrage soit terminé; nous en saisirons mieux alors l'ensemble. Nous nous contenterons seulement de dire aujourd'hui que l'on trouvera dans le nouveau traité le savoir, la méthode, la précision et la clarté que nous avons déjà remarqués dans le traité du mariage. Le troisième volume ne tardera pas à paraître.

Les protestans viennent d'obtenir deux nouvelles places de pasteurs à Paris, l'une pour l'église calviniste, l'autre pour l'église luthérienne. On dit pourtant que si on consultoit, soit le nombre des protestans qui fréquentent les temples de la capitale, soit le peu qu'ont à faire les ministres pour les fonctions de leur culte, il n'y avoit pas lieu d'augmenter le nombre de ces derniers. On peut dire qu'en général le clergé protestant a depuis 25 ans doublé son personnel.

M. Morlot, évêque d'Orléans, avoit voulu, comme nous l'avons dit, commencer sa tournée pastorale dans son diocèse en visitant les chefs-lieux d'arrondissement et d'autres petites villes. D'après son itinéraire, la ville de Gien devoit jouir une des pre-

(1) Prix, 6 fr. le volume.

mières du bonheur de le posséder. Nous recevons un peu tard une relation de cette première visite ; nous ne croyons pas devoir l'omettre. Le prélat, parti d'Orléans le 7 octobre, consacra ce même jour et le suivant à visiter les villes de Jargeau et de Sully qui se trouvoient sur sa route, ainsi que l'antique et curieuse église de l'ancienne abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire. Il devoit arriver à Gien, le mercredi 9, à cinq heures du soir. Cette heure n'étoit pas encore sonnée, lorsqu'on aperçut la voiture du prélat, qui, escortée de M. le sous-préfet, de M. le lieutenant de gendarmerie et d'un détachement de gendarmes qui étoient allés à sa rencontre, approchoit de la ville. M. le maire et ses adjoints, auxquels s'étoient joints plusieurs fonctionnaires publics et notables de la ville, avoient presque atteint l'extrémité de la commune lorsqu'ils se rencontrèrent avec le prélat. M. Le Ber, curé de Gien, arrivoit au même instant à la tête de son clergé. Le prélat ne tarda pas à descendre de voiture, et fut immédiatement complimenté par M. le maire qui reçut une réponse des plus gracieuses. M. l'évêque s'avança alors à pied au milieu de ce cortège d'honneur pour se rendre au presbytère, en suivant les quartiers les plus populeux de la ville, entre une haie formée par les habitans que la circonstance d'une foire qui se tenoit ce jour-là à Gien, n'avoit pu retenir chez eux ; ils s'étoient empressés de quitter leurs affaires pour voir les traits et recevoir les bénédictions de leur nouvel évêque, qui fut reçu au presbytère par les membres du conseil de fabrique qui l'y attendoient.

La cérémonie de l'entrée solennelle du prélat dans l'église paroissiale, qui avoit été remise au lendemain à cause de l'encombrement des rues la veille, fut bientôt connue de tous les fidèles de la paroisse ; ils

se rendirent en foule à l'église. Le prélat parut à l'heure dit pontificaux, sous le dais et entouré du clergé de la paroisse, aidé par les curés de toutes les paroisses circonvoisines. A l'entrée de l'église, M. le curé complimenta M. le prélat et par sa réponse où se peignoit une douce piété et sa tendresse pour son troupeau, le prélat confirma ce que venoit de lui dire M. le curé, qu'il étoit un pasteur digne du cœur de Dieu. Il étoit le premier pasteur du diocèse de Blois, le premier aussi qui fit entendre la parole de Dieu du haut d'une chaire solennellement suspendue entre deux colonnes élégamment contournées, par un maître menuisier à Orléans.

Le discours du prélat, qui dura près de trois quarts d'heure, fut écouté avec une religieuse attention. Il étoit rempli de paroles pleines d'onction et de cœur de tous ses auditeurs. Il commanda par-dessus tout à la confraternité en Jésus-Christ, et il combattit avec un talent remarquable et avec infiniment de douceur cette vaine et froide philosophie qu'il signala comme une des plaies de la société actuelle, conduisant nécessairement à l'oubli des devoirs les plus essentiels de la religion. Plusieurs même, à la prière de la foi. Tous applaudirent avec une joie à l'éloge que le prélat fit du zèle et des vertus de M. le curé. Un assez grand nombre de fidèles eurent ensuite le bonheur de communier à la messe.

Rentré au presbytère, le prélat consacra exclusivement le reste du jour au clergé de la paroisse, et, pour cet effet, que M. le curé avoit préparé. Le soir le prélat, accompagné de M. le curé, visita la salle d'asile, l'église de la paroisse et les écoles. Les quelques estimables qui dirigent l'éducation des jeunes gens ; il

ez les principales autorités. La séance se termina par un repas. Le sous-préfet qui avoit réuni le préfet du département alors pour le conseil de révision, vint de Gien et les principaux notables.

Le lendemain de très-bon matin, il continua sa tournée en allant d'abord à Chatillon-sur-Loire, puis à Briare, où il coucha. Dans l'après-midi, il recut à Gien tous les hommages dus au roi, et il sut aussi s'y concilier les cœurs.

Après de six siècles, on célébra le 19 octobre à Biville, près de Gien, la mémoire de la prédication du vénérable Thomas, prêtre de cette paroisse, curé de Saint-Maurice, aumônier de Louis, roi de France. C'est à Gien que l'on voit le plus grand monument au tombeau du serviteur de Dieu que tout le pays appelle le saint : l'église y est de beaucoup plus petite pour contenir la multitude des fidèles.

Cette année ne l'a cédé à aucune autre qui l'ont précédée, soit pour l'ombre, soit pour le recueillement de la piété des pèlerins. Les cantiques, des instructions, des prières fréquentes, de ce jour une véritable

Monsieur Regnet, curé du Roule, honoraire de Saint-Denis, a prêché à la grand-messe, après avoir retracé les vertus de Thomas, son zèle à annoncer la parole, s'est attaché à développer les faits de la religion, et a vu que seule, elle rend l'homme bon et vertueux.

Monsieur le Carpentier, curé de Gien, a célébré la grand-messe, revêtu de la chasuble et avec le calice, le bienheureux Thomas re-

çut des mains de saint Louis, comme un gage de l'affection et de la reconnaissance de ce monarque. Il n'est peut-être rien de plus antique et de plus vénérable en ce genre.

La chasuble est fort ample : elle est battue à fils d'or et d'argent, et sur un fond de soie semé d'écussons chargés chacun ou d'un aigle, ou d'un lion, ou d'une fleur de lis, ou d'une tour. L'étole est à carreaux de fils d'or, d'argent et de soie. La bourse, qui se voyoit encore au siècle dernier, étoit aussi de soie et chargée d'écussons comme la chasuble. Le calice est en vermeil : la coupe en est large et la tige fort basse ; le pied est d'une grande circonférence, et tout autour est répété six fois en lettres gothiques : *Suis donné par amour*. Au milieu de la patène est gravée une main donnant la bénédiction. Ces ornemens et vases sacrés ne servent qu'une fois l'année, à la messe solennelle du vénérable Thomas Hélye. On travaille en ce moment à les lithographier pour les mettre au commencement de la vie du serviteur de Dieu, qui doit paroître prochainement.

A. C.

Dans le mois de septembre, le nombre des souscripteurs pour la construction de l'église Saint-Nicolas à Moulins, a été de 150, et les sommes qui ont été données ou promises se montent à *vingt-trois mille cent dix francs*.

Il y a des souscriptions de mille francs, plusieurs ont souscrit pour 800 fr., d'autres pour 600, 500, 400, 200 fr. ; trois personnes ont souscrit pour 1,500 et 1,600 fr., et une autre pour 6,000 fr. ; les autres souscriptions sont depuis 8 fr. jusqu'à 100 fr. On doit surtout citer avec éloge les offrandes de plusieurs domestiques qui ont souscrit pour 60, 80, 90, 160 fr. payables en 8 ans. De simples ouvriers et ouvrières ont sous-

crit pour 8, 16, 24, 32, 40, et 50 fr.; et tous ont déjà acquitté une partie de leurs souscriptions. Ces excellens chrétiens comprennent toute l'urgence d'un nouveau temple dans cette ville, et ils ont la ferme confiance que Dieu leur paiera au centuple tous ces sacrifices qu'ils ont faits de bon cœur, et les privations qu'ils se sont imposées avec joie.

Plusieurs souscripteurs ont annoncé que plus tard ils augmenteroient la somme pour laquelle ils ont souscrit.

Outre ces 150 souscriptions, il y en a d'autres qui ont été faites chez les membres de la commission, dont on ne connoît pas exactement la quantité et la somme; plus tard on en rendra compte.

Quelques-uns demandent s'il est certain qu'on rebâtera l'église de Saint-Nicolas; on répond avec assurance qu'elle se rebâtera; car le conseil municipal a arrêté à l'unanimité qu'on ne feroit à l'église qui existe, que les réparations indispensables, et qu'on en construïroit une nouvelle le plus tôt possible. Le ministre de son côté a promis de suppléer aux ressources locales. C'est donc pour accélérer cette reconstruction que l'on a ouvert une souscription. La prompte exécution de cette entreprise dépend de la quotité des offrandes, et si les souscriptions montent à une somme élevée, bientôt on commencera cet édifice, l'objet de tant de vœux.

(Journal du Bourbonnais.)

M. l'abbé Boucarut, grand-vicaire de Nîmes, vient d'établir une maîtrise ou manécanterie pour initier les enfans de chœur de la cathédrale à la connoissance du chant et de la langue de l'Eglise. Le rétablissement de cette ancienne institution qui existoit autrefois dans toutes les cathédrales, et même dans beaucoup d'églises et de paroisses, peut contri-

buer à la dignité du culte divin en apprenant aux enfans le sens qu'ils chantent, et en leur donnant le goût et les règles de la musique religieuse.

M. l'abbé Davin, curé de bons, près Digne, a fondé dans sa paroisse une bibliothèque populaire. Le ministre de l'instruction publique, instruit des sacrifices qu'il a faits pour cela le zélé pasteur, lui a accordé un secours en livres pour l'aider à soutenir une œuvre si utile.

Un journal de la Suisse allemande annonce qu'il existe un projet certain, avec l'approbation du pape, projet spécialement rigé par M. le doyen Schlumberger, de soustraire le canton de Zug à l'évêché de Bâle pour le placer dans celui de Coire. Il n'est pas inutile de savoir pourquoi Zug désire ce changement de diocèse.

Nous n'avions répété qu'avec confiance la nouvelle d'un interdit sur les diocèses de Gnesne et de Posen par l'archevêque exilé, et nous avons remarqué entre autres que nous ne croyions pas à la défense de ces mariages. Ce qui a pu donner au bruit de l'interdit, c'est un décret du consistoire archiepiscopal de Posen, qui défend la musique des orgues dans les offices. On se bornera au simple chant, même temps éviter tout ce qui pourroit porter la moindre atteinte dans les esprits. Cette circulaire datée de Posen le 18 octobre 1840, est signée au nom du consistoire archiepiscopal par M. Kilinski.

Un journal irlandais annonce que, quelque temps, que peu après l'arrivée de M. Clancy, vicaire apostolique de la Guyane anglaise, les habitants du pays lui avoient offert d'une belle voiture, d'un attelage

raux et d'une somme d'argent. Le lat n'a pas cru pouvoir se dispenser de démentir un bruit répandu d'être à mauvaise intention. Il a écrit de Georgetown, le 4 mai, à l'éditeur du *Freeman*. Il a été très-bien reçu, dit-il, dans le pays ; mais la congrégation de Georgetown est si peu nombreuse et si pauvre, que le don annoncé seroit tout-à-fait impossible de sa part, et conviendrait mal d'ailleurs à un évêque missionnaire dans cette colonie naissante. Seulement, comme les missionnaires sont obligés de visiter les malades à toutes les heures du jour dans ce climat brûlant et malsain, l'évêque a été obligé d'acheter un moyen de transport, qu'un catholique irlandais lui a vendu à un an de crédit. Voilà à quoi se réduit ce don magnifique. Le prélat ajoute que sans la générosité du clergé et des catholiques d'Irlande, ainsi que de l'œuvre de la Propagation de la Foi, il auroit été hors d'état de payer son passage depuis Liverpool, et d'entretenir les ecclésiastiques qui l'ont accompagné. C'est la prospérité temporelle de l'épiscopat, à Demerary. Cependant, il n'est pas sans consolation. Le clergé est zélé, et les laïques sont dociles. Plusieurs Indiens ont reçu les sacrements de baptême et de mariage. Quelques protestans sont rentrés dans le sein de l'Eglise. La visite épiscopale à travers 400 milles de forêts, de plantations et de villages, est presque terminée. La santé du prélat est soutenue dans ces courses laborieuses.

On a reçu à une date postérieure des détails consolans sur la situation de la colonie. Une assemblée de catholiques, convoquée par M. l'évêque dans l'église de Georgetown, le 20 août dernier, a pris des résolutions remarquables. On a reconnu avec plaisir que l'administration des sacrements avoit fait de grands progrès depuis l'arrivée de M. Clancy et de

ses missionnaires. L'assemblée a voté des remerciemens aux bienfaiteurs de la mission en Irlande, en Angleterre, et à l'œuvre française de la Propagation de la Foi. Elle a déclaré que l'accroissement de la population catholique dans la Guyane anglaise par les émigrations d'Europe et de diverses îles et pays, demandoit un clergé plus nombreux et la construction de nouvelles églises, outre les trois déjà bâties à Georgetown, à New-Amsterdam et à la Plantation de Bestendigheid. M. le juge Norton sera prié de présenter une pétition à ce sujet ; on voudroit spécialement des églises dans les comtés de Demerary, d'Essequibo et de Berbice. L'assemblée a voulu témoigner publiquement sa gratitude pour les habitans protestans des diverses communions qui ont contribué à l'érection de trois chapelles, et qui ont promis à M. l'évêque de concourir à l'établissement de salles d'école. Il y a deux écoles catholiques récemment ouvertes à Georgetown, mais les salles sont trop étroites, et des constructions nouvelles bien entendues seront bientôt établies sur les terrains donnés aux catholiques.

POLITIQUE, MÉLANGES, ETC.

On remarque le paragraphe suivant dans le discours de rentrée de la cour de cassation, prononcé par M. le procureur-général Dupin : « De nos jours les travaux de l'Allemagne, combinés avec l'esprit philosophique, et même, il faut le dire, avec l'esprit révolutionnaire, annoncent une école plus portée que toutes celles qui l'ont précédée, à soumettre au doute, à l'examen, à la critique les actes des gouvernemens et des législateurs. On est moins que jamais disposé à déférer à l'autorité. Loin de là, chacun se montre enclin à s'insurger contre tout ce qui n'est pas conforme à ses opinions individuelles. Avenir que les uns disent plein de progrès, et que d'autres considèrent

comme rempli de périls, si, en innovant, on commet des méprises. »

A dire vrai, nous ne voyons pas trop pourquoi c'est l'Allemagne qui a été choisie par M. Dupin pour faire les frais de cette partie de sa mercuriale. Il nous semble qu'il auroit pu se dispenser d'aller si loin chercher une de ces écoles philosophiques et révolutionnaires qui font le sujet de ses alarmes par leur esprit de doute, d'examen, de critique contre les gouvernemens et les législateurs. Certainement, sans se déranger autant, il lui auroit été facile de trouver un pays où l'on n'est pas disposé non plus à déférer à l'autorité, et où chacun est fort enclin aussi à s'insurger contre tout ce qui n'est pas conforme à ses opinions individuelles. Si c'est par ménagement pour notre école révolutionnaire que ce n'est point elle qu'il a désignée, cela est très-honnête de sa part; mais enfin l'Allemagne se seroit bien passée de la préférence.

Il n'y a pas seulement de l'injustice à l'avoir signalée ainsi pour son esprit philosophique et révolutionnaire; il y a aussi un inconvénient : c'est que l'école révolutionnaire va s'imaginer qu'elle a plus d'appui qu'elle n'en a au-delà du Rhin, et que, dans cette idée, elle peut se sentir tentée d'imprimer de nouveaux mouvemens de désordre au pays qu'on lui montre comme plus philosophique et plus révolutionnaire qu'elle-même. Or, M. Dupin doit savoir que c'est égarer les opinions et les tromper, que de ne pas placer la France en tête de toute l'anarchie de l'Europe. Personne n'ignore en effet que ce n'est point elle qui reçoit l'impulsion, mais qu'au contraire c'est elle qui la donne et met tout en branle dans les autres états quand elle remue. Témoins l'Espagne, le Portugal, les Pays-Bas, l'Italie, la Pologne et une partie de l'Allemagne, où de si violentes commotions ont été produites par les secousses de notre révolution de 1830. Voilà ce que M. Dupin auroit dû faire observer dans sa mercuriale pour être historien

véridique et publiciste exact; et s'afin d'éviter que nos révolutionnaires s'emparent de ce qu'il a dit pour trisumer des dispositions incendiaires l'Allemagne, et de la facilité d'y allumer le feu.

Ce n'est pas que nous ne soyons disposés, assurément, à partager les appréhensions de l'orateur de la chambre de cassation, à la vue de cet état de choses où tout est miné par l'esprit de doute, d'examen, de critique contre les gouvernemens et les législateurs; où toute obéissance est refusée à l'autorité; où chacun s'insurge, comme il le dit, contre tout ce qui n'est pas conforme à ses opinions individuelles. Mais sans vouloir mêler de récriminations trop amères aux doléances que le sentiment du péril arrache à M. Dupin, les gouvernemens et les législateurs qui se trouvent si malheureusement aux prises avec l'école philosophique et révolutionnaire, avec les soupçons et la licence de l'esprit du temps, ces gouvernemens et ces législateurs n'ont-ils rien à se reprocher? Cette licence, cette même insurrection de l'école philosophique dont ils sentent si vivement les atteintes par rapport à ce qu'ils regardent, ne les auroient-ils pas encouragées, permises, autorisées par rapport à leurs liens et aux pouvoirs moraux de la société? N'auroient-ils pas laissé attenter et dissoudre ce qu'il y avoit de meilleur, de plus sûr, de plus solide dans eux-mêmes, et osons le leur dire qu'il y avoit de meilleur dans le principe de l'autorité? Si c'est pour avoir délaissé la cause de la religion et de la morale que l'irréligion et l'immoralité règnent sur eux, de quoi ont-ils le droit de se plaindre?

On a publié à Bruxelles une liste des francs-maçons de la royale loge des amis philanthropes. Ils sont en tout nombre de 289. Ils sont rangés par les dignités et les degrés. Le degré le plus élevé est le 33°. Les noms les plus connus sont ceux de MM. Verhaeg

le Stassart, Gendebien, Barla la liste totale il y a 28 mu- peintres, 42 négocians, 36 24 avocats et avoués, un mi- testant, M. Evan Jenkins, u roi Léopold.

dot, professeur au Conserva- ruxelles, a écrit au *Journal de Liège*, que c'étoit par erreur m s'étoit trouvé sur la liste, le président de la société d'ef- om. Un autre artiste a écrit au mal qu'il y a déjà quelque l s'est séparé de la loge du 33° qu'il a renoncé à la franc-ma-

PARIS, 6 NOVEMBRE.

ordonnance du 5 convoque la des pairs et la chambre des dé- n le 25 décembre.

ordonnance du 2, M. Bryon, résident de la cour royale de nommé conseiller à la cour de en remplacement de M. Voy- riempo, décédé. M. Lavielle, emplacé comme directeur des viles et du sceau au ministère de par M. Leyraud, est nommé résident de la cour royale de

leven, conseiller de préfecture à ir-et Cher), est nommé sous- bateaulin (Finistère), en rem- de M. de Villemenard, appelé fonctions.

lieutenant-général Bernard, pair e, ancien ministre de la guerre, nier, à l'âge de 60 ans, au Pa-, dont il étoit commandant-su- Le journal ministériel du soir que le lieutenant-général Ber- il été administré lundi à deux l'après-midi.

de Saint-Georges, préfet des res, apprenant la maladie du gé- nard, son beau-père, partit ven- nier avec madame de Saint- pour Paris. En quittant la poste me, les chevaux, mal attelés et

mal dirigés, dit-on, ont été entraînés hors de la route, et la voiture a versé avec violence. Heureusement les deux voya- geurs, qui n'avoient reçu que des con- tusions assez foibles, ont pu continuer leur route.

— Le baron Mounier et le comte Molé sont de retour à Paris.

— Une ordonnance du 31 octobre di- vise les perceptions des contributions di- rectes en quatre classes. La première comprend les perceptions d'un produit au-dessus de 3,600 fr. ; la deuxième cel- les de 2,500 fr. à 3,600 fr. ; la troisième, celles de 1,500 fr. à 2,500 ; la qua- trième, celles au-dessous de 1,500 fr. Pour les perceptions où la recette des communes et des établissemens de bien- faisance est réunie de droit à celle des contributions directes, la classe sera dé- terminée à raison du produit total des émolumens résultant de ces différens services. Il sera créé dans chaque départ- tement, celui de la Seine excepté, des percepteurs surnuméraires, dont le nom- bre total ne pourra excéder 500. Pour être percepteur surnuméraire, il faudra avoir 21 ans et pas plus de 30 ans. Nul ne sera percepteur de quatrième classe, s'il n'a exercé pendant deux ans comme percepteur-surnuméraire. Il y a trois ex- ceptions, 1° pour ceux qui comptent plus de sept années de services militaires ou civils ; 2° pour ceux qui ont reçu des blessures dans un service commandé, et qui se trouvent hors d'état de continuer leur carrière ; 3° pour les employés qui ont perdu leur place par suite de sup- pression d'emplois ; toutefois les admis- sions prises dans ces trois catégories ne peuvent excéder le tiers des vacances dans les diverses classes. Afin de passer dans une classe supérieure, il faudra trois années d'exercice dans la classe im- médiatement inférieure.

— Du 15 mai au 20 août, la Martini- que a exporté par pavillon français pour la France 8,674,674 kilogrammes de su- cre, et 1,469,076 kilogrammes par pa- villon étranger pour l'étranger. A la date

du 17 septembre, les affaires étoient déplorables dans la colonie, et l'on y attendoit avec une vive impatience la mesure du dégrèvement.

— Le général du génie Lamy, ancien député, vient de mourir à Paris.

— La cour des comptes a tenu, le 4, son audience de rentrée sous la présidence de M. Barthe. M. de Schonen, procureur-général, a prononcé un discours sur les résultats des travaux de la cour pendant la dernière année. Il y a eu 1,735 arrêts. Ce nombre est inférieur à celui de l'année précédente, qui s'élevoit à 1,917. Mais on peut assigner pour cause de cette différence la simplification des distributions, dont la conséquence a été de faire juger par un seul arrêt une série de gestions.

— M. Blanqui aîné, membre de l'Institut, directeur de l'Ecole du commerce, est arrivé à Paris, venant de Constantine et d'Alger.

— Le nombre des faillites s'est élevé à Paris, pendant le mois d'octobre, à 103.

— Depuis le 1^{er} janvier 1839, jusqu'au 1^{er} novembre suivant (10 mois), la caisse d'épargne de Paris a reçu 24,628,981 fr., et remboursé 21,791,500 fr. L'excédant des dépôts sur les remboursements est donc de 2 millions 837,481 fr. Les remboursements ont dépassé les dépôts pendant les seuls mois de février, mars et avril.

— Le nombre des agens-voyers qui, en 1837, n'étoit que de 786, a été porté en 1838, à 1,026. Les traitemens de ces agens, qui avoient formé en 1837 un total de 987,000 fr., s'élèvent actuellement à 1,321,000 fr.

— Des travaux considérables sont commencés depuis quelques semaines pour établir un grand réservoir rue de Vaugirard, entre la rue de Bagneux et le boulevard, à l'instar de celui de la rue Racine.

NOUVELLES DES PROVINCES

D'après la *Gazette du Berry*, d'Espagne seroit en ce moment sée. Charles V continue à jouir d'excellente santé.

— La liste des souscriptions pour Limoges pour les réfugiés espagnols, le 2, à 1,835 fr.

— La *Recherche*, en quittant s'étoit dirigée sur les îles Féroé est repartie le 1^{er} juillet; elle est allée le 12 à Hamerfest; puis elle s'est dirigée sur le Spitzberg, et elle a pu visiter Cherry. De là elle a fait route vers les ports du nord du Spitzberg. Le 1^{er} juillet, elle put atteindre le 80^e latitude et mouiller à la baie de leine. La *Recherche* quitta le Spitzberg le 13 août, et le 23 elle étoit de Hamerfest. Le 30 août, les membres de la commission scientifique se séparèrent de la *Recherche* pour faire le voyage par la Laponie. En revenant en France, ce bâtiment a visité Berghen, Christiania. La santé de l'équipage est parfaite, malgré l'humidité qui a régné dans ces latitudes. La *Recherche* est entrée au Havre le 30 octobre.

— M. Hervo, lieutenant-colonel commandant de la place du Havre, est allé à la retraite.

— Du 29 octobre au 2 novembre (jours), la malle de Douvres, ne pouvant atteindre Calais, à cause du mauvais temps, est arrivée à Boulogne.

— M. Picot, ingénieur ordinaire des ponts-et-chaussées de première classe, précédemment employé dans le département de l'Isère, est appelé provisoirement les fonctions d'ingénieur en chef du département de la Seine-et-Oise en remplacement de M. Epailly.

— D'après la correspondance de Toulon, le maréchal Vintimille est dans un état de santé qui le fera rentrer bientôt en France.

— Le bâtiment à vapeur le *Albatros* a apporté à Toulon trois grandes et quatre gazelles, que le duc de Nemours envoie d'Afrique à Paris.

gneur totale du pont de Cub-les axes des obélisques des cu-545 mètres. Les cinq travées compose ont une ouverture hauteur des piles, jusqu'à la colonnes en fonte, mesurée de ne d'étiage, est de 13 mètres. nes en fonte ont 26 mètres de les balanciers sur lesquels re- stème de suspension ont 2 mè- timètres; la hauteur totale d'une onc de 41 mètres. La largeur entre les garde-corps est de 6 mè- timètres; celle de la chaussée es 70 centimètres. Le plancher est supporté par 12 câbles en fil 19, ayant 4 millimètres de dia- aucun de ces fils peut supporter omprer un poids de 600 kilogram- nombre des fils est de 292 pour câble de suspension.

EXTERIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

cussion de l'adresse s'est enfin dans la séance des députés du st sorti des longs débats dont le sujet, que de la tracasserie, ion envieuse et de la guerre de les. Les ministres ont été fort sur leur incapacité; voilà tout. ranquillité publique a été grave- promise à Grenade par les agi- tionnaires. Il a fallu recourir res les plus vigoureuses pour er ces troubles.

avoit fait courir le bruit que étoit réfugié incognito à Paris om supposé de sa femme, qu'il t donner dans ses passeports. aux de la frontière des Pyré- oncent qu'il a quitté, il est

première retraite, qui étoit ais que c'est pour aller rejoin- tero. Les mêmes feuilles ajou- prend de grandes précautions reté de sa personne, qu'il croit

est formé entre Oarzun et Her- as la Navarre, une guerilla de

100 hommes, qui est dirigée par un chef entreprenant. On annonce qu'elle a déb- buté par enlever un détachement de *pe- ceteros*.

— 500 carlistes de l'armée du comte d'Espagne, envoyés en expédition dans la vallée d'Arau pour y lever des contri- butions, n'y ont point trouvé l'argent qu'ils cherchoient. Ils se sont bornés à ramener des otages, et à rapporter tout le fer dont ils ont pu s'emparer. Ils ont aussi fait des recrues dans les paroisses où ils ont passé.

— D'après les dernières nouvelles de l'Aragon, Cabrera s'est établi dans les montagnes après avoir bien assuré les fortifications et les moyens de défense de Morella et de Cantavieja. On dit qu'il n'est pas hors de vraisemblance que ses troupes vont prendre leurs quartiers d'hiver dans les cantonnemens qu'il leur a choisis.

— Voici ce qu'on lit dans le *Courrier National* de Madrid, sous la date du 27 : « La faction domine les villages de Trillo, de Lacedon, d'Alcocer, en un mot toute la plaine d'Infantado. Si le gou- vernement ne se hâte d'y porter remède, les carlistes seront maîtres de la province de Guadalajara et de celle de Madrid. La situation de cette contrée est plus triste que jamais. »

— Une autre correspondance adressée d'Alcala aux journaux de Madrid, con- tient les nouvelles suivantes : « Une cen- taine de carlistes divisés en pelotons de 25 hommes, sème l'alarme parmi les po- pulations des bords du Tage. Il est im- possible de dire tout ce que les habitans souffrent de ces incursions. Toute la pro- vince est sur le qui vive. »

La reine d'Angleterre a passé en re- vue le 1^{er}, à Windsor, les trois régimens de la garde. Le prince Albert de Saxe- Cobourg assistoit à cette revue.

— Une feuille de Londres qui continue de parler du mariage de la reine Victoire avec le prince Albert, dit que jamais au- cune famille n'a été plus heureuse en al-

liances que celle des Cobourg. Le duc actuel, chef de la maison, a dû le duché de Gotha en 1825 à sa femme; son frère, le duc Ferdinand, a épousé la princesse de Kohary, et il lui a dû d'immenses domaines. Léopold, le plus jeune frère, a épousé l'héritière de la couronne d'Angleterre, la princesse Charlotte; la princesse Victoria de Cobourg, duchesse de Kent, est devenue la mère du prince régnant de Leiningen et de la reine d'Angleterre. La nouvelle génération des Cobourg est établie à Lisbonne, et bientôt le sera à Londres, en attendant qu'un troisième Cobourg arrive à Madrid.

— La principauté de Cobourg-Gotha est très-exiguë; sa population est égale à celle du comté de Dorset (Angleterre), et son armée ne dépasse point 1,400 hommes.

— Suivant un tableau publié par le *Times*, 7,413,282 livres de café ont été importées par le cap de Bonne-Espérance en Angleterre, depuis le 5 janvier 1838, jusqu'au 5 juillet 1839.

— D'après une correspondance de Parme, publiée par la *Gazette d'Augsbourg*, l'archiduchesse Marie-Louise seroit dangereusement malade.

— Le cabinet de Hanovre paroît divisé sur la question de la dissolution des états.

— Le grand-duc régnant de Saxe-Weimars, est arrivé à Francfort, le 30 octobre.

— Pendant l'absence du président de la diète de Francfort, comte de Munch-Bellinghausen, parti de cette ville pour se rendre à Vienne, c'est M. Mieg, ministre de Bavière, qui remplira les fonctions de président.

— Le conseiller d'état du grand-duché de Bade, M. de Rudt, a pris la direction du ministère de l'intérieur, où il remplace M. de Nebenius.

— Le prince et la princesse de Metternich sont de retour à Vienne.

— La *Gazette d'état de Prusse* annonce la mort, à Breslau, de l'orientaliste Tobie Habicht.

— Les états-généraux convoqués pour le 14 janvier ne se sont pas assemblés qu'il y a cinq ans.

— Les journaux de Smyrne, et ceux de Marseille, donnent des nouvelles de Constantinople du 17 octobre, et du 16. On ne parle de la question que pour se plaindre de son inertie. Pendant cette inaction, la situation de Constantinople devient jour plus inquiétante et plus dangereuse. Les incendies se multiplient, et tribuent au mécontentement du peuple. La ville, en outre menacée, se verra réduite à recevoir du dehors sa nourriture et ses provisions.

— Le 9 octobre, l'amiral de France a été pris congé du sultan, et de retour pour la France, sur le vapeur l'*Etna*. Le comte de Lur a été nommé à la tête de l'ambassade jusqu'à l'arrivée du nouveau ministre des affaires étrangères.

— Les correspondances annoncent que Méhémet-Ali envoie des grains à Constantinople, que le vice-roi est en relation avec la sultane-mère, et le pacha de Kosrew.

— Le vice-roi étoit de retour à Alexandrie le 16 octobre.

Le Port du salut, dédié à la jeunesse, in-8°. — Le petit Jean, dédié aux quatre âges, in-8°.

L'auteur de ces deux ouvrages a cherché sans doute qu'à élever l'âme et s'est point nommé. *Le Port du salut* est un ouvrage d'éclaircissement sur la doctrine du Christ, et sur les conséquences qui découlent. Après une introduction qui compose tout entière du chapitre contre les indifférens, l'auteur commence par établir la divinité du Christ, et il la prouve par les prophéties du Sauveur même dont il cite les paroles, dit-il, nous présentées à nous qui se perpétuent à la fin des siècles.

ciens sont : 1° la dispersion des Juifs par toutes les nations; 2° l'établissement de l'Eglise et les vains efforts de ses ennemis pour la renverser; 3° la prédication successive de l'Evangile dans toutes les parties du monde.

De cette première vérité ainsi démontrée, on déduit comme conséquences la vérité de la religion juive; l'abrogation de la mosaïque remplacé par celui de l'Evangile; l'obligation où nous sommes de croire aux mystères, et enfin l'obéissance que tous les chrétiens doivent à l'Eglise romaine. On voit que l'auteur a voulu se réduire à un certain nombre de preuves pour établir la vérité de la religion, et qu'il ne les a pas disposées dans l'ordre qu'on leur donne ordinairement. Mais il est vrai qu'il y a une telle connexion entre ces preuves, qu'elles peuvent servir l'une à l'autre de conséquences ou de principes; et que Moïse et le Messie, l'Ancien et le nouveau Testament se rendent mutuellement témoignage; *sibi invicem testificantur*, dit un Père. La première thèse de l'auteur seroit peut-être susceptible d'une observation. L'accomplissement des trois prophéties du Sauveur, son bien, la divinité de sa mission, lui suffisent-elles pour démontrer la vérité de sa personne, c'est-à-dire qu'il est Dieu? Il faudroit, ce nous semble, quelque chose de plus. Ce sont là deux thèses distinctes, dont l'une ne découle pas nécessairement de l'autre, au moins d'une manière directe. L'auteur avertit dans le titre de son livre qu'il a recueilli ses matériaux des écrits de Bullet, Bergier, Barruel, Duclot, etc., etc.

Le *Petit Jardin spirituel* renferme différents sujets d'instruction. On paroît vouloir y être proposé la variété. Car il est à remarquer qu'il n'y a pas toujours une liaison entre les sujets divers qui composent ce volume. La variété fait défaut dans les jardins; mais faut-il en établir un certain ordre dans cette variété, je ne sais d'ailleurs si les règles qui président à la composition des livres ne sont pas un peu plus exigeantes que celles

qui président à l'arrangement des jardins. Le premier chapitre du *Petit Jardin spirituel* offre la mort d'une ame juste, le second présente des considérations sur le précepte de l'aumône, le cinquième parle du duel, ensuite viennent quelques considérations sur le vice de la paresse, sur la petite maison de Nazareth, puis sur l'amour requis dans le sacrement de pénitence; et le neuvième chapitre traite de la foi des enfans. On trouve aussi des chapitres assez singulièrement remplis. Ainsi dans la troisième partie, après des réflexions sur le péché originel, on arrive à un chapitre intitulé : Une institution de l'Eglise romaine.

Ce chapitre n'est autre chose que le programme de la séance académique tenue le 6 janvier 1837 au collège de la Propagande à Rome, ou l'indication pure et simple des noms des élèves qui ont lu des compositions en différentes langues. De quel intérêt peut être pour le lecteur cette kyrielle de noms inconnus, et cela peut-il faire la matière d'un chapitre dans un ouvrage où l'on s'est proposé de réunir l'agréable à l'utile? Le septième chapitre a pour titre : *L'Avenir, Paroles d'un croyant. Affaires de Rome; Encyclique de Sa Sainteté Grégoire XVI*. On est assez surpris de ces divers énoncés dans un ouvrage de spiritualité; mais on l'est encore plus, quand on voit, que le chapitre qui sembloit devoir comprendre tant de matière, se réduit aux neuf premiers versets du chapitre xi de la Genèse. Heureusement tous les chapitres du *Petit Jardin spirituel* ne sont point ainsi composés. Ceux qui contiennent des réflexions sur l'aumône, tirées des *Conférences d'Angers*, des considérations sur les danses; et sur les spectacles, sur le vice de la paresse, recueillies de saint François de Sales, de sainte Thérèse, de Bourdaloue, du père La Neuville, etc., etc., offrent plus d'intérêt et d'instruction.

Le Gérant, Adrien Le Clerc.

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC ET C^e,
rue Cassette, 29.

BOURSE DE PARIS DU 6 NOVEMBRE.

CINQ p. 0/0. 110 fr. 95 c

TROIS p. 0/0. 82 fr. 00 c

Act. de la Banque. 2925 fr. 00 c.

Oblig. de la Ville de Paris. 120

Emprunt romain 101 fr. 00

Emprunt Belge 101 fr. 34

Rente d'Espagne 5 p. 0/0 28 f

Mise en vente ce jour, chez A. VATON, 46, rue du B

HISTOIRE DU PAPE INNOCENT III ET DE SON SIÈCLE, par FR. HURTER. Traduction nouvelle, augmentée d'une introduction, de notes historiques et de pièces justificatives, par MM. l'abbé JAGER et TH. VIAL. 2 vol. in-8° de 850 pages chaque, ornés d'un portrait (édition complète, imprimée par MM. Didot), brochés, 15 fr.

Nous sommes heureux de pouvoir annoncer à MM. les ecclésiastiques et directeurs de séminaires la mise en vente de ce nouveau travail de M. l'abbé Jager. Nous espérons qu'il sera reçu avec la même faveur que son *Histoire de Grégoire VII*, dont l'édition touche à sa fin. MM. les ecclésiastiques jouiront de la bonification d'usage.

MÉLANGES DE DROIT PUBLIC ET DE HAUTE POLITIQUE, par CH. DE HALLER, auteur de *l'Histoire de la réforme*, etc. 2 vol. in-8°, brochés, 12 fr.

GÉRALDINE, OU HISTOIRE D'UNE CONSCIENCE, traduite de l'anglais, par madame la marquise de M***. 2 volumes in-12, brochés, 5 fr.

Nous avons fait connaître dans un de nos précédens numéros le but de cette utile publication; aussi un grand nombre de maisons d'éducation se sont-elles empressées de le mettre au nombre des ouvrages donnés en prix. *Géraldine* a pris place dans les bibliothèques de paroisses, et bientôt, nous l'espérons, il se trouvera dans les bibliothèques des familles chrétiennes. L'auteur, miss AGNEW, vient d'être élevée à la dignité de supérieure des Sœurs de la Miséricorde, à Bath.

SOUVENIRS DE CONFÉRENCES, PRONES ET INSTRUCTIONS ENTENDUS A SAINTE-VALÈRE, de 1850 à 1855. 2^e édition, revue, corrigée, augmentée des stations au calvaire. 2 vol. in-12, br., 5 fr.

Peu de livres ont obtenu un si rapide succès. Cette utile publication doit se trouver entre les mains de tous les bons catholiques, et servir pour la lecture du soir.

NOUVEAU MANUEL DES CATÉCHÉTIQUES PREMIÈRE COMMUNION ET VÉRANCE; contenant : prière et du soir, ordinaire de la messe, explications, exercices pour la communion et la prière; règlement de vie avant la première communion; prières et instructions sur les fêtes de l'année; vêpres, cantiques du saint Sacrement, recueillis et mis en ordre par l'union de catéchistes du diocèse de Paris, avec l'approbation de Mgr l'archevêque. 1 vol. in-18 de 500 pages, broché ou cartonné.

Nous espérons que ce nouveau manuel des catéchismes sera reçu avec un grand nombre de paroisses se sont empressées de l'adopter. Nous ferons tenir, franc de port, à MM. les ecclésiastiques qui feront la demande. La remise sera accordée sur cet article d'un certain nombre remis gratis pour

ŒUVRES CHOISIES DE M. LECET, contenant : sermons et instructions faites à la prière, instructions sur la sainte Vierge, avant servir de mois de Marie. 3 vol. in-18, brochés,

N. B. Chaque volume se vend séparément; le 4^e et dernier volume, contenant des prônes et des instructions familières, sera mis en vente fin novembre. Nous rendrons compte prochainement des deux derniers volumes de M. Doucet.

ESPRIT DU R. P. AVRILLON, saintement les temps de l'année, *Pentecôte, Assomption*, en ordre par l'abbé Oudon. 1 vol. in-18, broché, relié,

Cet excellent recueil dispersé dans les paroisses du P. Avrillon, et en substance. Ce livre est appelé à être le manuel des personnes pieuses.

1 an	36
6 mois	19
3 mois	10
1 mois	3 50

On peut s'abonner des
15 de chaque mois.

SAMEDI 9 NOVEMBRE 1839.

*lettres d'un catholique à un protestant
de l'église anglicane, par M. l'abbé
Brajou, in-8°, 1839.*

Nous avons plus d'une fois dé-
claré à nos lecteurs les sourdes me-
naces par lesquelles le protestantisme
semble vouloir, depuis quelques an-
nées, échapper à la chute dont il est
menacé; car cette dernière hérésie a
parcouru le cercle d'erreurs dans le-
quel elle devoit se mouvoir et trou-
ver un simulacre de vie; tout sem-
ble annoncer que nous touchons au
moment où, comme l'avoit si bien pré-
dit Bonnet, elle va expirer dans l'in-
différence et l'incrédulité. Nous ne
sommes pas de ceux qui voient dans
l'avenir prochain renaître l'âge d'or
de l'Eglise; alors même qu'il y au-
roit en plusieurs lieux quelque re-
tour aux vrais principes et aux
croyances catholiques, nous pen-
sons que ce retour ne seroit ni
général, ni durable; il y a trop
d'éléments de dissolution, trop de
maux d'impiété déposés dans les gé-
nérations naissantes, pour que nous
puissions saluer aussi cette régénération
religieuse devant laquelle
autres aiment à s'incliner d'avance:
ce que nous regardons comme
probable et plus prochain, c'est
la chute de cette Babel élevée par
Luther et Calvin, soutenue long-
temps par la puissance des rois et par
la puissance plus grande encore des
papes; et aujourd'hui minée jus-
qu'à ses fondemens, divisée, dé-
truite, et n'offrant plus en beaucoup
d'endroits que le déisme déguisé.

L'Am. de la Religion. Tome CIII.

sous des noms chrétiens. Il y a pour
l'erreur comme pour la vérité, une
logique plus forte que les hommes;
l'erreur n'ayant qu'une vie appa-
rente et mensongère, se détruit par
son propre développement, par sa
propre durée, et ses dernières consé-
quences sont forcément l'absence de
toute croyance, ou la mort.

En substituant au principe d'au-
torité dans les matières de foi, le
principe du *jugement privé*, le pro-
testantisme s'étoit placé sur une base
tellement ruineuse, qu'il y auroit
même lieu à s'étonner qu'il ait vécu
jusqu'à nos jours, si d'autres raisons
n'expliquoient comment il a pu ré-
sister. Parmi ses sectateurs, il peut y
avoir encore des hommes de bonne
foi; nous ne le nions pas; mais en
dehors du protestantisme, qui songe
de nos jours à mettre en parallèle le
catholicisme avec l'église de Luther
ou de Calvin? Quand on a le mal-
heur de rechercher la vérité hors de
la foi catholique, on ne s'arrête plus
dans l'hérésie; on la traverse rapi-
dement, ou du moins on n'y demeure
qu'un instant, comme sous une tente
qu'on ne peut prendre pour le terme
de sa course; et plus une intelligence
a de justesse et de force, plus elle est
puissamment portée, ou bien vers la
foi pure et entière de l'Eglise ro-
maine, ou bien vers la négation de
tout culte et de tout dogme religieux:
catholique ou incrédule, voilà de nos
jours la question à résoudre.

Il a paru cette année plusieurs ou-
vrages de polémique contre le protes-
tantisme: *Les Conférences de M. W.*

seman, si remarquables dans le premier volume surtout où est discuté le principe général de l'autorité de l'Eglise; l'*Histoire de la vie et des écrits de Luther*, par M. Audin: ouvrage curieux, plein de science, écrit avec une rare vigueur de style, mais dont on voudroit voir disparaître quelques citations trop libres; les *Lettres sur le protestantisme*, par M. l'abbé Thibaut, dont avons rendu compte; la controverse de Grenoble, dont nous avons aussi parlé; *Mes doutes*, opusculé qui a obtenu déjà deux éditions, et a produit d'heureux résultats; les *Lettres d'un catholique à un protestant*.

Ce dernier livre est l'ouvrage d'un prêtre zélé qui a eu le bonheur de ramener plus d'un protestant dans le sein de l'Eglise. Il seroit difficile d'apporter dans la discussion plus de clarté, de précision et de bonne foi qu'on n'en trouve dans ces *Lettres* qui se recommandent par une doctrine constamment sûre, par des pages fortes de logique, et par une étude consciencieuse des matières traitées. L'auteur, dédaignant les voies nouvelles, a préféré s'en tenir aux démonstrations connues, et nous l'en félicitons; car si son ouvrage en a moins d'éclat, il en aura plus de solidité, et il nous paroît impossible de résister, sans mauvaise foi, à ses raisonnemens qu'il a su rendre sensibles aux plus simples intelligences. Voici, en peu de mots, le plan de l'ouvrage :

« Je pose en commençant, dit l'auteur, un principe également reconnu par le protestant et le catholique. Je pars de là, et je prouve, l'Evangile à la main, qu'il faut absolument être catholique, ou cesser de dire que l'on croit à l'Evangile; cesser de dire que l'on regarde l'Evangile comme la parole de Dieu.

« Cette tâche une fois remplie, lo fait. Après avoir prouvé que l'Eglise blie par Jésus-Christ, pour exister jusqu'à la fin du monde, est l'Eglise catholique et qu'aucune autre ne peut offrir les garanties désirables, on n'a plus d'objections à résoudre. A toutes les difficultés qui sont présentées, l'on peut répondre : L'Eglise de Rome, qui est l'Eglise de Jésus-Christ, l'a dit : soumettez-vous à ses décisions infaillibles. »

Ce plan se développe ainsi. Après deux premières lettres consacrées à l'examen de cette question : *Hors l'Eglise point de salut*, l'auteur montre qu'en révélant des dogmes inaccessibles à la raison humaine, le Dieu de Dieu n'a pu les abandonner à cette raison débile, à ses passions et à ses caprices... Il devoit donc établir une règle de croyance; il l'a fait. Ce tribunal devoit être visible et infaillible; mais où est-il? En prouvant qu'il n'est pas hors de l'Eglise catholique, la sixième lettre offre un rapide et intéressant tableau des hérésies qui se sont succédé jusqu'au temps de Luther.

Après une réfutation victorieuse et parfois éloquente de l'objection tirée de la conduite de quelques pontifes scandaleux, le lecteur assiste à la naissance du protestantisme. Il le voit naître de l'orgueil d'un moine, caressé par les papes dont il flatte les désordres, cher à tous les grands auxquels il livre les biens de l'Eglise. Luther, Calvin, Henri VIII, tous les chefs de la réforme paroissent ici sous les yeux, et assurément le protestant n'a le droit de se plaindre car l'auteur a été réservé et modéré jusqu'à l'excès envers les réformateurs. Cependant, malgré le manteau jeté sur de nombreuses fautes, c'est encore un déplorable spectacle que celui de l'hérésie.

tante prêchant la tolérance et allant les bûchers, prétendant réformer l'Eglise et permettant la polygamie, corrompant les vierges des autres, etc. Mais ici laissons parler l'auteur. Son livre est un de ceux qu'on loue en les citant :

Il falloit une réforme. Oni, monsieur, nous en convenons, il falloit une réforme. Je l'ai dit, de grands abus s'étoient introduits dans l'Eglise de Rome, et dans ces temps malheureux tous les vrais fidèles demandoient à grands cris une réforme, non pas une réforme à la manière de Luther, de Calvin et de Henri VIII, une réforme qui confond tout, bouleverse tout, et met partout le plus affreux désordre. Ne les avez-vous pas vus secouer le joug de Rome, et en mettre un de fer à la place ? ne les avez-vous pas vus se vanter de l'infailibilité qu'ils refusoient à l'Eglise de Rome ? ne les avez-vous pas vus crier : *Crois ce que je te commande de croire : pas de réplique ; car voilà l'Évangile ou le feu !* Ils se plaignent des excommunications de l'Eglise de Rome ! et méritent châtement qu'on ait à leur égard de leur part, c'étoit l'excommunication et l'anathème. L'on ne pouvoit porter la suprématie du pontife de Rome, et une femme devenue pontife de l'Eglise anglicane, parle avec un ton de suprématie, que jamais l'ape n'a sur elle. Le clergé de l'Eglise romaine avoit des biens ; il en abusoit : on les donnoit aux princes, aux rois pour les servir, pour s'en faire des protecteurs. Les grands avoient des passions : on se faisoit bien garde de les combattre, on ne leur faisoit leur conscience, on leur faisoit les moyens de les assouvir. Et cependant, l'on crioit bien haut que l'Eglise de Rome étoit la nouvelle Babylone. On avoisoit la révolte, l'on autorisoit le sacrilège : l'on prêchoit la licence. Des hommes librement au pied de l'autel, étoient déclarés nuls : l'on ouvroit les portes, l'on se marioit avec des recluses que l'on avoit séduites, et en

voyant les progrès de l'hérésie, l'on crioit au miracle !

Il y avoit, en effet, de si grands obstacles à vaincre ! il y avoit eu tant de difficultés à faire perdre la foi à ceux qui n'en avoient plus ! on avoit éprouvé tant de résistance à déchaîner des passions qui ne pouvoient souffrir de frein ! il avoit été si difficile de flatter l'orgueil si sensible à la flatterie, que tout cela vraiment devoit passer pour des miracles !

Nous voudrions pouvoir citer aussi la treizième lettre, dans laquelle un Juif cherchant la vérité s'adresse successivement à un ministre anglican, à un disciple de Luther, etc., qui tous le renvoient, pour y formuler sa croyance, à l'Evangile où tous ils ont trouvé un symbole différent. On ne pouvoit mieux réfuter cette réponse du protestantisme : *« Lisez l'Evangile, il est clair et facile à comprendre. »*

Nous finirons en exprimant le désir de voir ces lettres traduites en anglais. L'auteur a poussé la condescendance jusqu'à se servir d'une Bible anglicane, et son livre semble devoir être plus spécialement utile aux protestans de cette nation. C'est sur des anglicans que le zèle de M. l'abbé Brajeul s'est particulièrement exercé, soit lorsqu'il étoit professeur au petit séminaire de Dinan, soit depuis qu'il est curé de Saint-Sauveur de Dinan. Il déclare que cette correspondance a eu lieu telle qu'elle est présentée ici, et qu'il ne s'est pas fait lui-même d'objections pour les combattre. B.

NOUVELLES ECCLESIASTIQUES.

ROME. — Le 7 octobre, le Saint-Père partit du palais Quirinal pour aller dîner chez les Camaldules, et se rendre de là à Castel-Gandolfo. En traversant Frascati, Sa Sainteté descendit à la cathédrale, où elle fut reçue

au milieu des acclamations du peuple par l'évêque, le clergé et les magistrats, et où fut donnée la bénédiction du saint Sacrement. Le pape visita M. le cardinal Pacca qui se trouvoit en cette ville, et donna de la galerie de sa résidence la bénédiction au peuple. Sa Sainteté alla à Rufinella faire visite à la reine douairière de Sardaigne, qui reçut le pontife avec de grandes marques de respect, et l'invita à examiner ensemble les fouilles que cette princesse fait faire sur le mont Tusculum. Divers objets curieux qui ont été trouvés dans ces fouilles étoient disposés dans un pavillon. Le Saint-Père poursuivit sa route vers les Camaldules, visita leur église, et après y avoir fait sa prière, admit la communauté au baisement des pieds. Le soir, Sa Sainteté arriva à Castel-Gandolfo. Les populations étoient accourues de tous côtés pour voir leur souverain, et lui témoigner leur respect et leur joie. Les habitans de Marino surtout avoient préparé des illuminations, des feux d'artifice, des arcs-de-triomphe et des aérostats. Le peuple de Castel-Gandolfo étoit allé au-devant du pape, faisant retentir l'air d'acclamations. Des illuminations, des décharges d'artillerie, la musique annonçoient assez sa joie.

Le 8 au matin, Sa Sainteté alla à Albano, où elle fut reçue par le cardinal-évêque, le clergé et les magistrats. Elle visita la cathédrale, et y reçut la bénédiction. Elle visita le séminaire et le collège nazaréen. Après le dîner, elle alla à Marino, entra dans l'église collégiale et au couvent des Dominicains; le peuple renouvela ses démonstrations d'allégresse de la veille. Le soir, il y eut encore à Castel-Gandolfo illumination et feu d'artifice. La reine de Sardaigne y vint saluer le Saint-Père.

Le 9, le pontife rentra dans Rome, où le peuple célébra son retour.

PARIS.—Il va s'opérer sous peu le Levant un grand bien par l'établissement de deux maisons de Filles de la Charité, l'une à Constantinople, l'autre à Smyrne. Depuis long-temps on désiroit que les Filles de Saint-Vincent-de-Paul allassent par les travaux des missionnaires manifester aux yeux des infidèles des œuvres admirables que la religion sait produire par leur ministère la gloire de Dieu et la consolation des pauvres. Un pays où l'instruction des jeunes personnes est regardée comme inutile, où il est adopté comme règle générale qu'une femme ne doit rien savoir, où les pauvres sont en proie à toute sorte de misères, plus qu'en aucun autre lieu du monde, sans qu'ils puissent rentrer nulle part des entrailles de pitié, où on ne voit ni hôpital pour les malades, ni hospice pour la vieillesse, ni asile pour l'enfant abandonnée, ni secours, ni école pour les indigens; un tel pays clamoit l'industrielle charité des Filles de Saint-Vincent, et leur offroit un vaste champ pour déployer toutes les ressources de leur zèle. Mais les préjugés du pays, la difficulté d'exécution, mille circonstances se posèrent toujours à ce qu'elles pussent pénétrer dans la Turquie.

Aujourd'hui tous ces obstacles sont applanis. Les changemens survenus dans le pays depuis quelques années ont dissipé les préjugés et semblent ouvrir la porte à la charité des Filles de la Charité. Deux Filles de la Charité sont donc envoyées à Constantinople en juillet dernier; elles ouvrent une école de filles le 16 août. Le succès ne s'est pas fait attendre long-temps; elles ont vu aussitôt affluer à leur école un grand nombre d'enfants. Elles en ont admis 50 seulement, afin de rendre leur entreprise plus facile et la réussite assurée. Elles ont de plus admis des orphelins à demeure, et la di-

es enfans leur donne toute satisfaction. Cet heureux essai pour montrer que le est venu d'organiser en des maisons de Filles de la comme en France, et d'en moyens puissans d'opérer

colonie de sept Filles de la doit s'embarquer sous peu pour se rendre dans le Leux sont destinées pour Conple, où elles se réuniront à parties cet été. Les cinq vont s'établir à Smyrne. Par-ci sont deux jeunes smyr-d'origine persane, qui fu-cées à Paris, il y a près d'un faire leur noviciat. La su-destinée pour la maison de temple est la Sœur Sivoragol, ment supérieure de la mai-Saint-Méen, diocèse de Ren-le qui est destinée pour la de Smyrne, est la Sœur, précédemment supérieure ite des Enfants trouvés, à

urs sont attendues avec im-dans ces deux villes, où tout qu'elles feront beaucoup de es n'auront d'autres admi-rs que les missionnaires, et nt sans avoir aucune for-remplir. Déjà à Constanti-négocians français se sont pour organiser un bureau e, qui sera présidé et dirigé éfet apostolique de la mis-

adi, les sept Sœurs sont al-avoir la bénédiction de evêque de Paris, auquel été présentées par la sup-érale.

avons pu refuser l'inscr-lettre suivante, qui est l'article de commencement Journal de mardi. Cette d'un ecclésiastique distin-

gué, et nous est en outre fortement recommandée par une personne dont nous honorons le caractère :

« Paris, le 7 novembre 1839.

« Monsieur, vous avez inséré dans votre numéro du 5 novembre, quelques réflexions sur les facultés de théologie, qui contrastent avec l'impartialité et la modération ordinaire de vos jugemens. Aussi est-il facile de s'apercevoir qu'elles sont d'une main étrangère, et qu'elles n'ont pas opéré une conviction bien prompte dans votre esprit, puisque ce n'est qu'après un délai de deux mois que vous les avez livrées à la publicité.

« Si l'auteur de ces réflexions s'étoit borné à dire qu'il étoit à désirer que l'institution des professeurs fût donnée par l'autorité ecclésiastique, qu'il étoit même sans exemple, jusqu'au décret de 1808, qu'elle fût ômanée du pouvoir civil, il n'auroit avancé qu'une chose parfaitement exacte. Mais il suppose constamment, sans l'affirmer d'une manière explicite, que nous sommes menacés d'une innovation inconnue sous l'empire et la restauration, et c'est ici que l'auteur manque évidemment de mémoire. Rien dans ce genre n'a été changé, ou s'il y a eu un changement, il a été au profit de l'indépendance des évêques. Sous l'empire et la restauration l'évêque présentait; et, comme cette présentation assureoit des choix orthodoxes, les évêques les plus pieux ne pensèrent pas alors à réclamer contre une forme irrégulière, à la vérité, mais qui n'altéroit point essentiellement le droit de l'évêque de conférer la mission. Depuis dix-huit mois les ministres ont fait avec les évêques un arrangement plus avantageux, puisqu'ils leur ont abandonné le choix des professeurs et dispensé ceux-ci des grades. Ils ont retenu, il est vrai, l'institution, mais le plus grand nombre des évêques, tout en désirant qu'elle fût abandonnée, ont profité de la latitude qui leur étoit donnée. Ils se sont décidés, en considérant qu'un vice de forme ne pouvoit

pas les arrêter, lorsqu'ils obtenoient la substance même de la chose, et qu'ils étoient plus maîtres des facultés qu'ils ne l'avoient été. La mission donnée aux professeurs n'est certainement pas plus respectable que celle des évêques. Eh bien, qu'on subtilise tant qu'on voudra, le pouvoir civil exerce sur la seconde, et cela en vertu du concordat, une autorité plus grande que sur la première.

• On critique avec une grande sévérité le discours de M. le garde des sceaux. Il a dit qu'il falloit purifier la science, on lui fait dire la science *catholique*; est-on bien sûr que ce soit là sa pensée? On lui prête les projets du roi de Prusse, auxquels personne ne pense moins que lui. Le roi de Prusse a aggravé le joug légal, les ministres l'ont adouci par l'abandon qu'ils ont fait aux évêques d'un choix parfaitement libre.

• Il y a bien dans le discours de M. Teste, que vous avez cité, des paroles qu'il regrette sans doute d'avoir prononcées; nous l'affirmons avec d'autant plus de confiance qu'il a accueilli avec empressement les observations que quelques personnes ont bien voulu lui faire. De bonnes actions valent bien de bonnes paroles, et l'on sera porté à juger les siennes moins sévèrement, lorsque l'on pensera à quels préjugés il s'adressoit et quels adversaires il avoit à combattre.

• Ma réclamation est inconnue à M. le garde des sceaux, et l'amour de la vérité me l'ayant seul inspirée, je ne doute pas que vous ne soyez assez bon pour l'insérer dans votre estimable journal.

• Agréés, etc. •

Une ordonnance, insérée au n° 448 de la partie supplémentaire du *Bulletin des Lois*, autorise l'acceptation du legs universel, évalué à 110,633 f., fait à la ville de la Croix-Rousse, par M. Perrod, pour la fondation d'un hospice dans cette ville.

Nous croyons devoir recommander de nouveau la maison de refuge

établie dans le pays de Gex pour les jeunes personnes qui veulent retourner à la religion catholique. Le saint François de Sales travailla à la conversion des protestants de ce diocèse, il fonda à Gex une congrégation de religieuses dites de la Protection de la Foi. C'étoit un asile pour les femmes protestantes qui voulaient se convertir; elles étoient à l'abri des persécutions et du besoin. Cette maison subsista jusqu'en 1792; la révolution chassa les religieuses et dissipa les biens.

Aujourd'hui que le protestantisme se divise en une foule de sectes, qu'on y nie les principaux dogmes et jusqu'à la divinité de Jésus-Christ, des âmes droites se tournent vers la religion catholique. C'est surtout parmi les femmes que se manifeste ce retour. Mais elles sont exposées à de mauvais traitements, et il est de la charité des fidèles de les protéger. C'est pour cela qu'un refuge a été ouvert près de Genève et en Suisse. On y reçoit de jeunes personnes qui sont instruites et forment à la piété, en même temps qu'elles apprennent un état. Mais cette maison est pauvre et ne peut suffire à ses besoins. L'abandonnera-t-on dans la détresse?

On sait que le Saint-Père a favorisé cette œuvre d'une manière toute spéciale. Sa Sainteté a donné pour cette maison 500 écus romains, et à ce sujet un bref très-flattant. M. l'évêque de Belley, et a accordé des indulgences aux fidèles qui contribueront à l'œuvre. C'est au nom du souverain pontife qu'il sollicite les fidèles en faveur d'âmes qui gémissent dans l'erreur.

On peut adresser les dons directement à M. Depéry, chanoine, re-général à Belley (Ain), ou à M. Dupanloup, vicaire-général, supérieur du petit séminaire de Nicolas-du-Chardonnet, rue de la Toise, n° 18; ou à M. Dubois,

du séminaire des Missions, rue du Bac ; ou enfin ,
 Rosalie, supérieure des
 Saint-Vincent-de-Paul du
 dissement , rue de l'Épée-
 n° 3, faubourg Saint-Mar-

en, la cour royale a fait sa
 undi 4. On a remarqué
 sage du Christ, enlevée lors
 mens de 1830, avoit été re-
 pendant les vacances, au-
 fauteuil du président. Ce
 d'après une inscription gra-
 pieds du Christ, est celui
 lonné par Louis XII, en
 échiquier, lorsqu'il le ren-
 ment. C'est le seul de tous
 ens du palais de justice de
 n'ait échappé aux ravages
 lution.

été conservé, dit l'inscrip-
 e du 15 janvier 1816, par
 e M. Gouël, graveur, et
 mis à la cour royale de
 n' l'a fait placer ici comme
 ment de la piété d'un roi à
 ité mérita le surnom de
 uple, et dont les vertus se
 nt aujourd'hui dans la per-
 M. T. C. Louis XVIII. »

iard Buller Lamont, fils
 man Lamont, membre du
 anglais, a fait son abjura-
 octobre, et a reçu la com-
 ns la chapelle catholique
 od, près de Bath. Avant
 ie, le révérend J. Laskin
 néophyte une exhortation
 tance du devoir qu'il al-
 r, et sur le bonheur dont
 ux qui, revêtant le nou-
 , marchent dans la justice
 sainteté de la vérité,
 fidèles disciples de notre
 apteur. M. Lamont mon-
 la cérémonie une ferveur
 tion qui marquoient de
 ferme conviction.

Le 2 octobre, la première pierre
 du nouveau collège de la maison des
 Jésuites a été posée et solennelle-
 ment bénite à Lemberg, en Gal-
 licie. Les archiducs François-Char-
 les, Albert, Ferdinand d'Est, gou-
 verneur civil et militaire de Galli-
 cie, et Ferdinand de Modène, ont
 assisté à cette cérémonie. Il s'y trou-
 voit encore les trois archevêques
 résidant à Lemberg, savoir : l'arche-
 vêque latin primat de Gallicie, qui
 officioit pontificalement, l'archevê-
 que du rit grec-uni, et celui du rit
 arménien catholique; puis tous les
 prélats, chanoines, et tout le clergé
 séculier et régulier; les membres des
 états de Gallicie et de Lodomérie,
 les généraux impériaux avec les offi-
 ciers de leur état-major; le président
 de la régence avec les conseillers de
 cour et de régence; le sénat acadé-
 mique de l'université et tous les au-
 tres dignitaires de la ville.

POLITIQUE, MÉLANGES, ETC.

A l'audience de rentrée de la cour de
 cassation, lundi dernier, M. Dupin, pro-
 cureur-général, a prononcé un discours
 sur les études et les mœurs de l'ancienne
 magistrature. A cette occasion il a parlé
 de Merlin, de Douai, qui se rattache, a-t-
 il dit, à l'ancien régime par ses études, à
 la révolution par la part qu'il y a prise, et
 à la nouvelle législation par ses travaux.
 Merlin étoit né le 30 octobre 1754 à Ar-
 leux dans le Cambrésis. On dit qu'il fut
 élevé par les soins des Bénédictins de
 l'abbaye d'Anchin, circonstance dont
 M. Dupin n'a pas cru devoir faire men-
 tion. Merlin, d'abord avocat au parle-
 ment de Flandre, fut député à l'assemblée
 constituante et à la convention. M. Dupin
 a évité de prononcer ce dernier nom, et
 n'a pas dit le mot du rôle qu'y joua Mer-
 lin. Ainsi il n'a parlé ni de ses votes dan-
 le procès de Louis XVI, ni de son rapport
 sur la loi des suspects le 17 septembre
 1793, ni de sa proposition pour partager
 le tribunal révolutionnaire en quatre sec-

na, afin d'aller plus vite. Merlin fut ministre de la justice sous le directoire, puis directeur, puis procureur-général à la cour de cassation. M. Dupin s'étonne que Bonaparte ne l'ait pas choisi pour l'un des rédacteurs de ses codes. Il avoue que Merlin fut toute sa vie dans l'impossibilité de rien improviser; ce qui, à vrai dire, est bien extraordinaire pour un avocat. M. Dupin considère surtout Merlin à la cour de cassation, et apprécie le genre de son talent et le mérite de ses ouvrages. On lit que Merlin est mort le 26 décembre 1828, à 84 ans.

Le procureur-général dans son discours payé un court tribut d'éloges à deux autres membres de la cour de cassation, M. Olivier et Borel de Bretigny, morts à sa distance l'un de l'autre. Il semble que celui-ci surtout eût mérité quelque chose de plus ; c'étoit un magistrat recommandable par ses sentimens de religion, par sa modestie et par son esprit de modération et de sagesse.

M. Dupin s'est étendu sur l'éloge de . Proudhon, ancien avocat et doyen de faculté de droit de Dijon. M. Proudhon eut un effet un juriconsulte fort estimable. Né en 1768 à Chanant, en France-Comté, il fut destiné à l'état ecclésiastique, et fit sa théologie au séminaire de Beaune. Il quitta ensuite cette carrière, mais sans se départir des sentimens de dignité qu'il y avoit puisés. Il fut reçu docteur en droit en 1789, et fut pendant toute une professeur de code civil à Dijon. On lui doit plusieurs ouvrages de jurisprudence. C'étoit un juriconsulte aussi estimé pour sa vertu que pour son savoir. Il est mort le 20 novembre 1838. M. Dupin dans son discours le félicite surtout d'avoir étudié la théologie.

« M. Proudhon foudroyoit surtout le droit et la morale. En cela, il ressembloit aux jurisconsultes romains, qui tous donnoient pour base à leurs études les maximes d'une des sectes de philosophie en vogue de leur temps, principalement celle des Stoïciens. Plus heureux qu'eux, M. Proudhon possédoit la philosophie du

christianisme; et, comme le sage Dom s'en servoit constamment dans ses leçons et dans ses livres, pour remonter aux principes des lois et assigner à chacun son véritable caractère.

« J'ai dit que M. Prondhon avait étudié la théologie et le droit canonique : et avouait qu'il en avait tiré de grandes mières pour ses travaux.

• Son ami, M. Toulhier, avec lequel
entretenoit une correspondance.
plusieurs fragmens intéressans ont été
publiés, convenoit aussi qu'il avoit
abondamment à cette source. Et nous
n'avons-nous pas entendu un bon
d'état célèbre proclamer au sein du
tribunal combien cette étude étoit profi-
table aux publicistes, et disoit l'ex-
pression des plus grandes affaires.

« En effet, messieurs, à en déplaire à
ceux qui voudroient, dans un intérêt
parasse, resserrer le cercle des études
tuelles, et, par un esprit de dédain
trop commun de nos jours, mépriser
les excursions de la science, de tout
ce qui l'avoiisine, je ne puis que
l'affirmer devant vous, ou plutôt je
dire parce que je suis en votre
on ne sera jamais un
vraiment digne de ce nom,
étudié toutes les branches de la

Nous avons aimé d'autant plus volontiers l'occasion de payer un tribut à la mémoire du savant professeur, de la part que nous avons reçue son éloge par le 26 janvier dernier, par M. F. M. avocat à Dijon. L'auteur professe les sentimens religieux de M. Prodhon.

Il fait connoître une circonstance honorable pour lui. M. Proudhon pendant la révolution professa la centralité du Doubs. Une commission litaire venoit de s'établir en permanence à Besançon pour juger et fusiller les grés et les prêtres. M. Proudhon fit moins pour montrer l'iniquité de ces damnations, et il le porta lui-même aux juges. Il envoya son membre au toire et à des membres du corps législatif. On assure que ce fut d'après ce

qui livrait les prêtres à des com-
militaires fut rapporté. Mais
un temps M. Proudhon devint odieux
à la chaire, on saisit tous ses pa-
pers, on l'accusa de professer publique-
ment la religion. Il répondit qu'il étoit
athée, et dans son mémoire justificatif
il déclara qu'il étoit athée, il n'en au-
roit pas fait les fonctions. Il conserva
la mort du docte professeur
comme sa vie.

ordres de la société, sur l'
littérature, et sur les cans
et de décadence qui son-
nent et menacent notre av-
il nous semble que M.
auroit pu faire sentir qu'
surtout de l'oubli de la re-

La souveraineté du pe-
pasée, comme on auroit
Jamais les écrivains de j-
tant travaillé que depuis
remettre en honneur. Il
un jour sans qu'on soule-
sujet dans vingt jours
est souverain ; il n'y a de
mandataires du peuple
l'établissement de 1830.
ses, est fondé sur la souv-
ple, et le peuple enten-
soutmis à sa souveraineté,
vie pour ceux qui viend-
qu'il est leur seigneur et

Voilà ce qu'on ne c-
professer par les princip-
la nouvelle école. Ce r-
faute, assurément, si le
point entretenus dans
frayeur, et préparés à
mier jour sous la juridi-
du peuple souverain. Ils
répéter assez souvent, l-
c'est toujours à lui qu-
faire, et qu'il n'a point
sion, comme on on l'a
tendu par erreur.

PARIS, 8 NOV

Par ordonnance du
pairs : M. Aubert, an-
comte Octave de Bois
conseil-général du Che-
député, conseiller à la c-
le vicomte Borelli, lie-
le vicomte Cavaignac, lie-
M. Cordier, membr-
M. Daunon, ancien dép-
l'Institut ; M. Despars-
ministre, lieutenant-gén-
député, membre de l'

... sous la présidence de
Également fait sa rentrée
M. Delapalme, avocat-
prononcé un discours dans
efforcé de rechercher les
qui énervent l'action de
présence des crimes et des
les jours plus nombreux
s'afflige. M. l'avocat-gé-
l'opinion que la littéra-
sur les théâtres, soit
tendoit à familiariser
avec l'idée du crime,
souvent aux criminels
séduisantes. M. Delapalme
les journaux judiciaires,
comptes-rendus des audien-
s'efforcent d'attirer l'in-
et lui font perdre ainsi
lui assigne. L'orateur a
le jury l'abus des circon-
stances. Il a blâmé la ten-
des avocats à oublier les intérêts
pour ceux de leur amour-
rechercher les émotions de
à s'écarter des lois de la dis-
cernement les causes criminel-
d'un roman ou d'un
fin, M. l'avocat général a parlé
pénitencier. Il ne désap-
tout le système de l'iso-
mais il croit qu'on ne devoit en
avec modération, et seulement
le détenu de corrompre
discours a présenté des
morales fort justes sur les dés-

brun, membre de l'Institut; le marquis de Lusignan, député; le baron Malaret, ancien député; le comte Eugène Merlin, ancien député, lieutenant-général; M. Persil, ancien député, ancien ministre; le comte Jules de Larochefoucault, ancien député, membre du conseil-général du Loiret; M. Rossi, membre de l'Institut; le comte de Sainte-Hermine, ancien député; le baron Teste, lieutenant-général; M. de Vandeuil, député; M. Viennet, ancien député, membre de l'Institut.

— D'après un journal, le général Schneider abandonneroit prochainement le ministère de la guerre. Cette feuille lui donne pour successeur le comte Molitor ou le général Cubières.

— Le ministre de l'instruction publique, qu'une indisposition avoit empêché d'assister à deux conseils des ministres, a repris hier ses travaux.

— Le *Moniteur* annonce que M. Siau, ingénieur ordinaire des ponts-et-chaussées de 1^{re} classe, et M. Mazet, aspirant-ingénieur, ont été mis à la disposition du ministre de la marine, pour être envoyés à l'île Bourbon, où ils auront à s'occuper d'études relatives à l'établissement d'un port.

— Le ministre de la marine a reçu de M. Dumont d'Urville, capitaine de vaisseau, commandant les corvettes l'*Astrolabe* et la *Zélée*, un rapport du 1^{er} juillet, daté de Singapour. En quittant Batavia, le 19 juin, l'expédition avoit visité les détroits de Banka, Durlou et Singapour, et après avoir fixé avec précision les positions des îles et des dangers épars sur cette route, M. d'Urville étoit venu jeter l'ancre, le 27 du même mois, sur la rade de Singapour. L'*Astrolabe* et la *Zélée* devoient appareiller le 2 juillet, se diriger sur Borneo, et, si le vent étoit favorable, aller visiter les îles Sooloo. Il n'y avoit aucun malade à bord des deux corvettes. Pendant sa relâche à Singapour, M. d'Urville y avoit appris que le capitaine Van Yseghem, de la barque française l'*Aglaé*, avoit été massacré sur la côte occidentale

de Sumatra. On avoit dit d'abord qu'il étoit le capitaine Thibaud, du brick çais la *Denise*.

— Auguste Blanqui a choisi pour défenseurs M^e Dupont et M^e Marti (Strasbourg).

— M. Lanyer, nommé récemment conseiller d'état, a été réélu député du collège de Saint-Etienne.

— M. Letrône, député de M^e (Sarthe), membre de l'opposition, vient de mourir.

— Les obsèques du lieutenant-général Bernard ont eu lieu aujourd'hui à Saint-Roch. On s'est réuni au Royal.

— Les bureaux du ministère de la guerre ont été fermés aujourd'hui afin de permettre aux employés d'assister aux obsèques du lieutenant-général Bernard, ancien ministre de la guerre.

— D'après une correspondance de Trippeville (Afrique) du 29 octobre, les routes étoient devenues presque impraticables par suite de pluies abondantes et continues, et l'on étoit depuis quelques jours sans nouvelles certaines de l'expédition.

— Le *Moniteur Parisien* dit que le bateau à vapeur chargé de la correspondance entre la France et l'Afrique, est retardé. On pense que la violence des vents du nord, qui n'ont cessé de souffler depuis quelque temps dans la Méditerranée, l'auront forcé de relâcher à Malte.

— Le capitaine d'état-major Calixte, aide-de-camp du maréchal Soult, est arrivé à Paris, de retour de la mission qu'il a remplie auprès de Mehemet-Ali et Ibrahim-Pacha.

— Le duc de Wurtemberg est allé aux Tuileries. Il passera, dit-on, l'après-midi à Paris.

— Les trois facultés de médecine ont reçu 614 docteurs en 1838-1839, 542 à Paris, 162 à Montpellier, et 110 à Strasbourg.

— Le baron Lamagdelaine, ancien préfet de l'empire, vient de mourir à l'âge de 75 ans.

énard, professeur de chimie à la Faculté des sciences de Paris, est autorisé à suppléer pendant la présente session par M. Dumas, professeur de chimie à la Faculté.

Musée du Louvre sera fermé sans exception le 30 janvier prochain pour les travaux relatifs à l'exposition des produits de 1840. Les opérations du jury commenceront le 1^{er} février, les artistes invités à faire déposer leurs œuvres au Louvre pour cette époque.

Le conseil-général de la Seine a voté une somme de 9,732 fr. pour l'établissement d'une horloge avec cadran en sautoir pendant la nuit, et qui doit être placée dans l'attique de la façade principale du Palais-de-Justice.

Il résulte d'une lettre du maire, et d'une lettre du commandant de place de Metz (Moselle), provoquées par le *Moniteur*, que les lettres n'ont pas été présentées aux portes de Metz par onze officiers russes, et qu'il a été constaté faux que l'entrée de la ville ait été refusée, comme l'ont écrit quelques journaux. Le préfet des Ardennes a donné la même assurance quant à la ville de Sedan.

La soirée d'hier, une explosion a eu lieu dans une boutique, rue de la Harpe, en face du passage Colbert. La boutique a volé en éclats, et les objets contenus ont été retrouvés sur la voie publique.

Une dame qui étoit dans la boutique a été grièvement blessée. On attribue cet accident à l'imprudence des ouvriers qui réparoient les conduits du gaz.

La place des Victoires va être éclairée ; on place en ce moment les lanternes.

PROVINCES

Les journaux annoncent que les fabricans de sucre de la région de Pontoise, refusent de payer la taxe établie par la loi de 1837. Le motif qu'ils allèguent, c'est que l'ordonnance qui a dégrevé le

sucré des colonies est illégale, et que cette ordonnance constitue d'une façon indirecte un nouvel impôt au détriment des fabricans de sucre de betterave. En conséquence, arbitrant de leur propre autorité le préjudice qu'ils supposent que le dégrèvement leur a causé, ils proposent de payer 3 fr. au lieu de 15 fr., qui forment le montant de la taxe établie par la loi de 1837.

— Le général d'artillerie Tugny, qui fut ministre de la guerre à Naples sous le règne de Joachim Murat, vient de mourir dans sa terre près de Laon.

— On lit dans l'*Echo de la Nièvre* : « Joly, ancien acteur du Vaudeville, vient de mourir à Lormes (Nièvre), à l'âge de 66 ans. M. le curé Joannot, qui l'avoit souvent visité pendant sa maladie, lui a administré les derniers sacrements. »

« Joly appartenait à une bonne famille. Dans sa jeunesse, il embrassa la carrière des armes ; mais ayant été blessé à une des premières campagnes de la révolution, il quitta le service avec une pension de retraite et se fit acteur. A son talent d'artiste, il joignoit des connoissances en tous genres ; dessinateur remarquable, mécanicien habile, il monta, en quittant le Vaudeville, un théâtre pour l'amusement des enfans. Un pauvre vieux soldat, nommé Rousseau, qui a fait, sous les ordres du bailli de Suffren, les belles campagnes d'Italie, suivait le convoi en pleurant amèrement. On a su alors que Joly lui faisoit une pension. Ce trait révélé au moment de sa mort est le plus bel éloge qu'on puisse faire de lui. »

— Le *Courrier de la Sarthe* annonce que le prix du froment a baissé le 4. jour de foire, sur le marché du Mans.

— Le bâtiment à vapeur l'*Achéron* est parti le 3 de Toulon pour Stora. Le même jour, la frégate l'*Amazone* est arrivée du Levant.

— Le maréchal Clausel et plusieurs autres députés, sont arrivés sur la *Chimère* à Marseille, venant d'Alger.

— L'une des deux bibliothèques pu-

bliques de Toulouse aura désormais des séances du soir.

— M. Decazes, grand référendaire de la chambre des pairs, étoit le 3 à Bordeaux.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Les journaux de Bordeaux publient une dépêche télégraphique adressée par le commandant de la 21^e division militaire à celui de la 11^e. Elle est datée de Perpignan le 2 novembre au soir, et transmise le lendemain matin de Narbonne. En voici le contenu :

• Le 28, la communication de Valence avec le général O'Donnell étoit difficile ; le général Aspiroz étoit dans les environs de Xerica ; le général Iloyos occupoit Lina ; le chef carliste Arevalo étoit toujours à Chelva. On écrit de Barcelone le 31, que le général Valdès étoit encore à Manreza. M. de la Gondie, ayant en ses deux chevaux empoisonnés, n'a pas pu le joindre. Quatre bataillons carlistes étoient, le 29, dans les environs de Manreza, et huit autres dans la direction de Saint-Jean-de-las-Abadessas.

— Tout ce qu'on trouve cité dans les feuilles publiques comme émanant de la correspondance, ou des actes et des discours de Cabrera, annonce toujours de la part de ce chef une confiance et une résolution que rien n'ébranle.

— D'après ce que rapporte la *Gazette de Languedoc*, les employés de l'administration, capables de porter les armes, se sont enrôlés volontairement dans l'armée royale. Les membres de la junte suprême de Mirembel ont donné l'impulsion sur ce point. Les alcades, les membres des municipalités, les habitans riches et pauvres, sont également devenus autant de soldats. Mais les fusils manquent pour armer le nombre de volontaires qui demandent à marcher contre les christinos.

— La *Gazette de Madrid* du 31 octobre publie deux décrets de Marie-Christine par lesquels la démission du général

Alaix, ministre de la guerre, est tée, et don Francisco Narvaex, capitaine général de la province de Madrid, en remplacement du démissionnaire. Rien n'est encore statué par rapport aux autres départemens ministériels. Le modéré se donne beaucoup de mouvement pour amener la dissolution des Cortès. Provisoirement, elles sont prorogées au 20 novembre. Avant de se séparer, la chambre des députés a prononcé la résolution suivante à la majorité de 151 voix contre 3 : Le congrès déclare que les Espagnols ne sont pas tenus de payer des contributions ni aucune espèce d'impôts, d'emprunts et d'anticipations, sans que les derniers impôts aient été préalablement votés et autorisés par les Cortès.

— La dépêche suivante, datée de Valence le 6 novembre, et adressée au ministre de la guerre à Paris, est publiée par les journaux du gouvernement. Le 26 octobre, le comte d'Espagne renvoyé par la junte, ainsi que les généraux Orter, Ferrer et Sanpons. On annonce qu'ils sont entrés en France par le département de l'Arriège. Segura a pris le commandement, et a fait mettre en liberté les prisonniers civils à Berga.

Le *Messenger de Gand* annonce que la ville a été menacée un instant de troubles, et que plusieurs clubs s'étoient réunis dimanche à l'effet de former une coalition.

— Les chartistes ont troublé la tranquillité, à Newport (comté de Monmouth). D'après les correspondances de Londres, ils sont au nombre de 7 à 8,000 des sans-culottes qui entourent la ville, et forment deux divisions armées de fusils, de baïonnettes, de piques, commandées l'une par un ex-magistrat nommé John Jones, l'autre par le fils de ce dernier, âgé de 15 ans, les chartistes ont occupé l'hôtel de Westgate, où étoient les officiers. Une partie du 45^e régiment, garnison à Newport, et d'autres troupes

lancés avec vigueur, et après heures, les chartistes ont pris la toutes les directions. Le maire, M. Th. Philips, a, dit-on, rallié dans le bras, et une autre. Plusieurs chartistes ont été beaucoup ont reçu des blessures, les chartistes avoient commencé le 3, et ayant fait des feux dans tous les hauts fourneaux et fonderies des environs, notamment à Blackwod, Pont-y-Pool, et emmenant de gré ou de force les ouvriers, ils avoient formé un rassemblement considérable. On a vu le projet des insurgés étoit de s'emparer de Newport, de le piller, et de marcher ensuite sur Monmouth pour défaire les chartistes qui y sont en prison. *Globe* dit que les chartistes de Manchester avoient deux petites pièces de

à Pont-y-Pool, les chartistes ont fait, dit-on, une démonstration. *Globe* dit dans un journal anglais qu'un vaisseau de Glasgow a reçu une visite du pacha d'Égypte pour l'embarquement de 200 tonneaux de boulets et de 40,000 boulets du cali-

bre. Une violente tempête a causé de grands dégâts aux Bermudes les 11 et 12.

Madame Amélie, femme de l'empereur, est partie pour Napoléonville, on croit toujours qu'elle y arrivera sous peu.

Le maire de Mayence annonce que les Français y ont fait de forts progrès pour le compte du gouvernement français.

Les Belges ne quitteront, dit-on, la Belgique que vers le 15 de ce mois, cette ville lui ayant été favo-

rabile. Le sculpteur danois Thorvaldsen a été chargé de fonder à Copenhague un musée national.

Les journaux de New-York du 8 octobre annoncent que des incendies

considérables viennent encore d'éclater à New-York et à Philadelphie.

Réponse de MM. Allignol à l'article de l'Ami de la Religion du 8 octobre.

Monsieur le rédacteur, il vous est sans doute bien permis de penser et de dire de notre ouvrage tout ce qu'il vous plaira. En le livrant au public, nous présumons bien qu'il ne seroit pas du goût de tout le monde; nous nous sommes résignés d'avance à toutes les critiques qu'on voudra en faire, et lorsqu'elles seront décentes et nous paraîtront justes, nous nous empresserons de les mettre à profit.

Nous reconnaissons ingénument que bien des choses inexactes ont pu, contre notre intention, s'échapper de notre plume. Très-occupés de nos fonctions, connaissant fort peu le monde, écrivant au milieu des bois, privés du secours des livres et des conseils des gens instruits sur la matière, obligés souvent à nous appuyer de nos seuls souvenirs, il ne seroit pas étonnant que quelques méprises et certaines inexactitudes se fussent glissées dans notre travail. N'ayant pas d'ailleurs l'habitude d'écrire, nous ne pouvons qu'avoir fait un ouvrage défectueux, au moins pour la forme. En écrivant, nous n'avons pas cessé un instant d'avoir le sentiment de notre faiblesse; mais aussi une espérance nous a constamment soutenus, celle d'exciter l'attention et de provoquer l'examen des esprits élevés et des gens instruits, sur une question d'une importance extrême, qui étoit restée, selon nous, trop long-temps en oubli, au grand détriment de l'Eglise de France. Si nous avons réussi, nous sommes contents, notre but est atteint, et quelles que soient les critiques que l'on fera de notre ouvrage, nous nous en consolons aisément. Après ces aveux, que nous faisons sans peine, il nous sera bien permis aussi de faire nos réflexions sur votre critique. Elles seront courtes :

1° L'attaque que vous dirigez contre notre ouvrage ne porte que sur de faibles incidens et sur des points d'une mince

importance ; elle ne touche pas au fond. Il faut donc qu'après *votre lecture attentive et impartiale*, vous l'ayez trouvé inattaquable sous ce rapport. C'est déjà une grande concession.

2° Vous supposez que l'immovibilité des desservans est l'unique sujet de l'ouvrage, tandis qu'elle n'en est qu'une partie, importante à la vérité, mais enfin une partie seulement, un épisode.

3° Vous nous accusez d'exagérer les maux produits par la loi organique dans les rangs du clergé du second ordre. Nous croyons être, monsieur, plus à portée de les connaître que vous ne l'êtes vous-même, et loin de les avoir tous découverts, nous avons jeté un voile sur une grande partie, et la plus douloureuse.

4° Vous nous adressez des démentis sans donner les preuves indispensables en ce cas ; il eût été cependant essentiel, ce nous semble, de les fournir. Vous dites entre autres choses que vous parieriez bien qu'il n'est pas vrai que 20 et 30 desservans aient été changés d'un seul coup. Nous ne parierons pas, monsieur, car nous serions assurés de gagner ; nous avons dans la main la preuve de ce que nous avons avancé, et si nous ne la donnons pas, c'est par un sentiment de haute convenance.

5° Vous nous attribuez des intentions qui ne sont pas les nôtres ; vous nous adressez des personnalités que nous n'avons pas provoquées ; vous cherchez à insinuer que nous n'avons écrit que par des motifs d'intérêt personnel. Cela ne nous paroît ni juste, ni honnête, ni charitable. Nous ne récriminerons pas ; nous nous bornons à protester contre ces insinuations, et à déclarer que nos intentions sont pures, qu'aucune vue d'intérêt personnel ne nous a fait agir, et que nous n'avons eu d'autres motifs en écrivant que de servir la cause de l'Eglise et du clergé.

6° Vous dites que nous sommes désavoués par le clergé de notre diocèse. Il est vrai que nous avons écrit notre livre dans la solitude, sans chercher à lui faire

ni protecteur ni partisan. Nous l'avons livré au public avec candeur. et c'est avec confiance que nous le soumettons au jugement du clergé. Rien n'est plus étranger à nos principes et de notre caractère que l'esprit d'intrigue. Plût à Dieu que nos sentimens fussent ceux de nos adversaires ! Un avenir qui n'est pas éloigné décidera entre eux et nous.

7° Vous nous reprochez de nous complètement illusion sur notre situation. Si quelqu'un se fait complètement illusion, monsieur, ce ne sont pas les prêtres qui s'occupent des études de l'état, et émettent leur sentiment sur les matières dans lesquelles l'Eglise a une liberté entière d'opinion, mais bien le simple laïque, qui se permet de critiquer des prêtres, et qui, du sein de la capitale, prétend connaître mieux qu'eux l'état du clergé rural, et se croit en droit de le gouverner.

8° Vous terminez votre critique, d'une lecture attentive et impartiale, nous accusant de vouloir donner des conseils au clergé et même aux évêques. Non, monsieur, nous ne donnons pas de conseils ; nous exprimons notre sentiment sur des matières libres ; nous formulons des vœux pour le bonheur de l'Eglise, et ne faisons pas autre chose. Loin de prétendre donner des conseils à qui que ce soit, nous en demandons à nos prélats, à tous nos confrères, à la presse, à tout le monde, à vous-même, monsieur, quoiqu'il vous ayez été à notre égard moins bienveillant que ne sembloit le promettre l'accueil fait à l'un de nous à Paris, et l'obligeance que vous aviez mise à lui prêter plusieurs pièces. Cependant, monsieur, nous n'avons oublié ni ce service, ni tous les autres, que, pendant une longue carrière, vous avez rendus à la sainte cause de la religion, et nous sommes heureux de consigner ici le témoignage de notre gratitude personnelle, et de la reconnaissance de tout le clergé.

Agréer, etc.

ALLIGNOL frères.

MM. Allignol nous ont envoyé leur li-

rendre compte. Dès lors, ils trouvent mauvais que nous en fassions un avis. Est-ce qu'ils ne voulaient pas des éloges? Est-ce que toute leur lettre ne leur déplait? La nôtre, quoi qu'ils en disent, est consciencieuse et mesurée. Nous ne nous dispensons point d'insertion, et des personnes fort sages nous le conseilloient; mais nous ne leur ôter tout prétexte de

leurs conviennent qu'il a pu se trouver dans leur livre des *méprises* et des *fautes*; ils parlent de leur *foiblesse*. Qu'ils connoissent fort peu le monde, qu'ils écrivent au milieu des bois, qu'ils sont privés de livres et de conseils sages. C'est parce que nous ne sommes pas sages, que nous avons cru devoir être plus sage à eux de garder

le silence. Ils reprochent dans leur lettre de nous avoir touché au fond de la question, et nous concluent que nous l'avons résolue. C'est déjà, disent-ils, une concession. Cette conclusion est toute logique. Nous n'avons point touché au fond, parce qu'elle est difficile, et parce que nous ne pouvons pas la trancher légèrement. Nous voyons leur système très-attiré, et leurs raisonnemens très-

éloignés. Il est vrai que l'inamovibilité des évêques ne soit qu'un *épisode* dans les trois quarts de l'ouvrage contraire là-dessus.

Ils reprochent aux deux auteurs d'avoir aggravé les maux produits par la révolution; ces messieurs répondent qu'ils ne sont pas en position de le faire. Ils oublient donc ce qu'ils ont dit au commencement de leur lettre, qu'ils ne connoissent fort peu le monde, qu'ils sont privés de livres et de conseils.

MM. Allignol déclarent qu'un sentiment de convenance leur défend de donner un avis qu'ils avoient avancé. Nous nous permettrons de leur

dire que la même convenance auroit dû leur interdire l'énonciation du fait en question. Mais ils ont beau vouloir le dissimuler, tout leur ouvrage a un air d'opposition. Comment peuvent-ils dire qu'ils ne prétendent pas donner des conseils aux évêques, quand ils se plaignent si souvent de l'arbitraire du gouvernement épiscopal, de la foiblesse des évêques, de leur despotisme, de leur entourage, des grands-vicaires révocables, etc.? N'y a-t-il rien de si injurieux que la supposition qu'ils font à la page 266. que l'épiscopat tout entier pourroit être composé d'hérétiques ou de schismatiques déguisés? A la page suivante, nous trouvons une anecdote fort apocryphe; on attribue à l'un de nos prélats, disent les deux auteurs, le propos suivant : *Je n'ai qu'à lever la main, et tous mes prêtres sont à mes pieds*. Comment dans un ouvrage grave des prêtres peuvent-ils répéter de pareils propos dont on voit bien qu'ils ne sont pas sûrs, puisqu'ils se servent d'une expression de doute : *On attribue*?

Une des illusions de MM. Allignol est de supposer qu'avant la révolution tout alloit au mieux, qu'on ne se plaignoit pas des évêques, qu'ils n'interdisoient jamais qu'après un jugement en forme qui n'est pas toujours possible. Ce n'est pas d'aujourd'hui cependant qu'on crie contre le despotisme des évêques et contre les interdits appelés arbitraires. Dans le temps des querelles du jansénisme, les évêques furent souvent obligés de recourir à des interdits envers des prêtres dont la doctrine étoit suspecte. Nous voyons en 1765 le parlement faire une enquête sur ces interdits. En 1769, il parut des *Réflexions sur le despotisme des évêques et les interdits arbitraires*; c'est une brochure in-12 de 76 pages, dont l'auteur étoit un abbé Guidi, janséniste fort connu dans ce temps-là. Il déclame aussi beaucoup contre l'administration épiscopale, et fait sur le choix des évêques une supposition analogue à celle de MM. Allignol.

Nous avons jugé l'ouvrage de ces derniers sans passion aucune. Nous avons as-

sez prouvé que nous l'avions lu. Nous avons cité plusieurs exemples d'exagérations et d'inexactitudes. Ces messieurs n'y répondent pas dans leur lettre. Nous aimons à croire qu'avec leurs bonnes intentions ils finiront par reconnoître qu'ils sont allés trop loin.

Le Gérant, Adrien Le Clere.

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERE ET C^e,
rue Cassette, 29.

BOURSE DE PARIS DU 8 NOVEMBRE
CINQ p. 0/0. 110 fr. 80 c.
TROIS p. 0/0. 81 fr. 95 c.
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 101 fr. 00 c.
Oblig. de la Ville de Paris. 1280 fr. 00 c.
Act. de la Banque. 2940 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire. 790 fr. 00 c.
Emprunt romain. 102 fr. 00
Emprunt Belge. 102 fr. 00
Rentes de Naples 103 fr. 00 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 29 fr. 00

EN VENTE, CHEZ DEZOBRY, E. MAGDELEINE ET COMP.,
libraires-éditeurs, rue des Maçons-Sorbonne, 3.

TOSCANE ET ROME

CORRESPONDANCE D'ITALIE ;

PAR M. POUJOULAT, un des deux auteurs de la *Correspondance d'Orient*,
1 vol. in-8° orné d'une très-belle gravure sur acier,
représentant la vue de Saint-Pierre de Rome et du Vatican. — Prix : 7 fr. 50.

DE L'AGONIE DE LA FRANCE,

EXAMEN DE LA SITUATION MORALE, MATÉRIELLE, POLITIQUE
DE LA MONARCHIE FRANÇAISE ;

PAR M. LE MARQUIS DE VILLENEUVE, ancien préfet, ancien conseiller d'état, etc.
2^e ÉDITION, revue et augmentée d'un volume. — 3 forts volumes in-8°. — Prix, 22 fr. 50.
— Chez les éditeurs DELLOYE, place de la Bourse, 13; PERISSE frères, rue du Poteau, Saint-Sulpice, 8.

Au bureau de la BIBLIOTHÈQUE ECCLÉSIASTIQUE, rue de Vaugirard, 6.
HISTOIRE VÉRITABLE DES DOCTRINES ET DES ACTES DE LA
COMPAGNIE DE JÉSUS ;

PAR J. B. LECLÈRE D'AUBIGNY. — Tome I, contenant les *Apôtres de la Réforme*.
Un volume in-8°. — Prix : 7 fr.

LIBRAIRIE D'ADRIEN LE CLERE ET COMP., RUE CASSETTE, 29.

TRAITÉ ABRÉGÉ DE L'ADMINISTRATION TEMPORELLE DES PAROISSES

PAR M. L'ABBÉ AFFRE, chanoine et vicaire-général du diocèse de Paris.
1 vol. in-8°. Prix : 1 fr. 75 c. et 2 fr. 50 c. franc de port.

Ce livre contient les principes élémentaires de l'administration des paroisses, avec les applications les plus usuelles, les seules qu'il convienne d'exposer aux élèves des séminaires. Il renferme aussi des notions très-suffisantes pour les fabriques des églises rurales. L'auteur demande que, dans l'intérêt des fabriciens de ces églises, le prix fût réduit à 1 fr. 75 c. au lieu de 2 fr. 50 c.

TRAITÉ DE LA PROPRIÉTÉ DES BIENS ECCLÉSIASTIQUES ;

PAR M. L'ABBÉ AFFRE.

1 vol. in-8°. Prix : 4 fr. 50 c. et 5 fr. 75 c. franc de port.

*de France, divisée par époques
les origines gauloises jus-
: temps présents, par M. Lau-
In-8°. Tome 1. — Première
(1).*

oire de France, la plus impor-
noître entre toutes les histoires
, est peut-être la moins connue
ns appréciée. Des hommes d'un
avoir lui ont ôté de son intérêt;
nes d'une philosophie frivole lui
e sa vérité. D'un côté de l'ennui,
e de l'erreur ! Voilà ce qu'on a
souvenirs de la patrie. Et pour-
toire de France est animée, elle
, elle est grande et pleine de
haque page a ses drames, chaque
n est une épopée. Les histoires
n'approchent point de cette
D'où vient l'ennui ? C'est appa-
de ce que l'histoire est racontée,
pas sans esprit et sans génie,
un génie ou un esprit qui n'est
des vieux temps. D'où vient l'er-
il apparemment de ce que l'his-
lant des mœurs, des pensées,
ades de chaque époque, n'est
e théorie sans réalité, un sys-
application, une philosophie
s ressemblance. Sous ce double
ue, rien n'a manqué aux mu-
le notre histoire nationale. Et
la dans les livres modernes,
ir étudiée dans ses monumens,
ouverez méconnoissable. Les
rs ne lui ont épargné aucune
n, aucune souillure. »

it de M. Laurentie indique
le couleur il a donnée à son
e France. Pour écrire son

Lagny frères, rue Bourbon-
n° 1, et au bureau de ce

histoire, on le sent en la lisant,
M. Laurentie a interrogé les vieilles
mœurs, les vieilles idées, les vieilles
lois, la vieille foi, le vieux langage,
tout ce qui exprime la vie morale et
politique d'un peuple, avec ses be-
soins, avec ses penchans, avec ses
préjugés. Et l'histoire de France
ainsi vue dans les monumens de cha-
que siècle, devient aussitôt d'un in-
térêt qui vous domine ; les grandes
figures des temps primitifs, jusque là
enveloppées d'ombres, jaillissent à la
lumière ; les institutions se décou-
vrent, les événemens se simplifient,
et les temps les plus décriés eux-mê-
mes ne manquent plus d'un certain
charme, parce qu'au lieu d'être ju-
gés avec la pensée d'un temps posté-
rieur, ils sont connus avec leur pro-
pre pensée. C'est ainsi que M. Lau-
rentie a su restituer aux premiers
temps de notre histoire leur vérita-
ble caractère, faisant apparaître les
monumens historiques dans leur
simplicité primitive, et laissant à la
poussière des temps ce qu'elle a de
vénérable.

La pensée qui domine dans les ré-
cits de M. Laurentie est éminemment
chrétienne et monarchique. Dans
ces grands événemens qui changent
la face des siècles, et font marcher
les nations dans des voies nouvelles,
l'auteur a toujours soin de montrer
l'action providentielle de Dieu qui
veille sur les empires. Aussi son his-
toire n'est point, comme tant d'au-
tres, une composition matérialiste ou
fataliste, ou simplement dramatique et
pittoresque : elle est une composition

morale de laquelle partent les rayons qui vont éclairer l'humanité. M. Laurentie n'a point voulu faire non plus un ouvrage exclusif d'érudition ou de chronologie, ou de philosophie, ou de législation, ou de politique; il a tout embrassé à la fois, les vues morales et les vues techniques, les recherches de la science et les impressions de la poésie. Sa marche est rapide, ses réflexions justes et courtes, son récit toujours simple, vif et précis. Point d'exagérations, point de déclamations, point de traits amers contre les historiens qui l'ont précédé. Il expose simplement sa manière de penser sur un siècle, sans attaquer ceux qui ont été avant lui d'un avis contraire. Cette sagesse, cette modération vis-à-vis des écoles rivales, relève encore le mérite de l'ouvrage, et elle sera sans doute appréciée par ceux sur lesquels auroit pu tomber le blâme d'un auteur aussi grave. Le nouvel historien de France ne perd point son temps à décrire les sièges et les batailles. Mais lorsqu'il a à raconter quelque grand événement, son style prend de la chaleur et de l'éclat, et s'élève à la hauteur du sujet. Voici, par exemple, en quels termes la bataille de Poitiers est décrite :

« Des deux côtés marchèrent les deux grandes forces de la destruction et de la conservation, l'islamisme avec sa barbarie, le christianisme avec sa liberté.... Abdérame s'étoit avancé par-delà Bordeaux, pillant et saccageant tout ce qui se rencontroit sous ses pas, incendiant surtout les églises, menaçant les Gaules chrétiennes d'une immense destruction... L'épouvante étoit partout. A l'opposé, marchoit avec une précaution imposante, Charles, préoccupé de la plus haute mission qui eût été donnée à un génie d'homme depuis l'apparition du christia-

nisme. Francs et Gaulois se trouvaient alors confondus pour défendre même cause, la civilisation et la liberté. Tout annonçoit un vaste choc, et les peuples s'amoncelaient pour voir en silence ce grand spectacle. Charles avoit quitté Tours. Il vint s'établir non loin de Poitiers. Les deux armées semblèrent s'arrêter d'étonnement en face l'une de l'autre. Celle des Sarrasins ressembloit à une mer tout entière, qui s'étoit déplacée pour aller s'établir en d'autres demeures. Charles n'avoit que des combattants aguerris, armés pour défendre les foyers sacrés, les temples, la patrie. »

Le reste du récit est digne de son début. Le plus souvent, à la place d'éternelles descriptions de batailles et de sièges, l'auteur présente le tableau le plus intéressant des vieilles mœurs, des croyances publiques, et il sait montrer dans toute leur simplicité naïve. Il écrit presque continuellement son histoire, toutefois avec discernement d'une critique juste et éclairée, il écrit, dis-je, sur les faits des chroniqueurs contemporains, souvent au lieu de les citer, il les résume, ordinairement dans la tradition de M. Guizot.

M. Laurentie divise son histoire en trois époques distinctes qui seront comprises en six gros volumes. I. Les origines gauloises jusqu'à saint Louis. II. Saint Louis jusqu'à Henri IV. III. Henri IV jusqu'aux temps présents. Les deux premiers volumes viennent de paraître.

Ce n'est point par esprit de système que M. Laurentie fait par son histoire de France du sein des Gaules. C'est un ordre naturel comme le montre la suite de ses récits; les Gaulois sont nos véritables ancêtres. La Gaule a bien été vaincue, mais elle n'a pas disparu avec les armes de ses vainqueurs; au c

re, elle a fini par vaincre ses maîtres, et leur a imposé en partie ses mœurs, ses lois et ses croyances. Les Francs sont venus se fondre dans la Gaule, et la Gaule est restée debout, replantée en elle-même. Dans les guerres sanglantes que se firent les Francs de Clovis, la plupart des historiens n'ont vu que des rivalités de Gaule : il eût été plus juste d'y reconnaître la réaction puissante des Francs contre l'invasion étrangère, et les efforts des Francs pour assurer leur conquête. Car la Gaule, couverte de cités florissantes, ne peut paraître ainsi tout-à-coup de l'histoire. Même sous la domination des Francs, son nom subsistait avec gloire, elle le garda jusqu'au temps de Charlemagne, qui contribua plus qu'aucun autre à mêler les deux races, et à ne former qu'un seul peuple sous le nom de Français. Le nom de Gaule fut changé, mais elle changea ses habitudes et les croyances de ses habitants, et n'a subi de lois nouvelles qu'en les modifiant. M. Laurentie, dans le cours de son ouvrage, montre cette vérité historique, et la rend sensible par les faits. Il n'est jamais plus attachant que lorsqu'il décrit la vie gauloise sous la domination franque. Il fait apparaître avec un éclat tout nouveau et avec un prestige de gloire cette grande figure de Vercingétorix, et il fait admirer le patriotisme, le courage et le dévouement, le glorieux qui n'est point resté populaire dans les souvenirs de France. Puis viennent à leur rang les Francs et Clovis, dont il dessine à grands traits le caractère et les exploits, sans dissimuler les atrocités qui marquent le règne de ses enfans ; Clothaire, et Frédégonde, qui s'en-

vironne de terreur et de crimes, et enfin la domination des maires du palais, ces rois, dépouillés de leur puissance, que l'histoire a flétris du nom de *fainéants*, et ce Charles-Martel, qui par sa modération, l'éclat de ses victoires et la grandeur de ses services, fixe l'autorité souveraine dans sa famille.

M. Laurentie a traité avec talent toute cette période de notre histoire. Elle est ordinairement la plus ennuyeuse, ici elle se lit avec quelque intérêt : tant l'auteur a su y répandre de variété et de lumière ! Il n'a point défiguré les noms, comme le font les écoles modernes ; il les laisse tels que nous sommes accoutumés à les prononcer dans notre langue simple et vulgaire, tels que les a faits le patriotisme en France. Ainsi il ne dit point *Hlug-Wig* pour Clovis, ni *Karl-le-Grand* pour Charlemagne. En effet, on ne voit pas ce que l'exactitude historique gagne à cette réforme des noms consacrés par les siècles et par la gloire, et qu'elle soit suffisamment autorisée par le goût et par l'euphonie.

M. Laurentie a décrit avec habileté les règnes de Pépin, de Charlemagne et de Louis-le-Débonnaire. Il n'est pas possible à l'analyse de le suivre dans sa marche ; mais on en peut juger par ce début du règne de Charlemagne :

« Enfin commence ce règne extraordinaire, qui va être si long et si plein de grandes choses. La fusion franque et gauloise va se consommer sous l'action de cette souveraineté unique et toute-puissante. L'idée morale d'un état et d'un empire va donner lieu à un patriotisme nouveau, où se mêleront tous les vieux souvenirs et toutes les ambitions nouvelles. Les dominations partielles iront mourir au pied du trône. La conquête

disparoitra devant une législation commune, et ce grand nom de France, expression radieuse de ce nouvel état de choses, se montrera enfin dans l'histoire..... Au-dehors, tout va changer d'aspect. L'Espagne, l'Italie au midi, toute la Germanie au nord, vont tomber sous un même sceptre. Ce sceptre ira toucher les nations barbares jusqu'à la Vistule. Les Sarrasins refoulés d'un côté, les Saxons domptés de l'autre; le christianisme enraciné profondément dans l'Europe, la législation fécondée à cette source, l'empire d'Occident relevé avec splendeur, le monde romain refait en quelque sorte, et puis après la disparition de ce génie, la monarchie universelle formant de ses débris des monarchies vivaces, voilà le spectacle qui s'offre dès ce moment à l'histoire. Le roi qui a fait ces choses a reçu du monde le titre de Grand; mais tel a été son privilège entre tous les rois qui ont eu le même honneur, c'est que son titre même est devenu une partie de son nom. Charles-le-Grand est, dans toutes les langues modernes, Charlemagne; et c'est ce nom admirable qu'il nous faut désormais conserver dans nos récits.

M. Laurentie montre très-bien, dans le cours de son histoire, combien salulaire et bienfaisante a été l'autorité du clergé dans les Gaules; cette autorité n'étoit ni usurpée ni injuste, mais reconnue et bénie par le peuple et par les grands. «Le clergé, dit-il quelque part, sauva les nations sociales dans cette guerre d'assassinats, où la force étoit tout le droit, et où devoient s'éteindre et s'anéantir toutes les idées d'équité. Seul il protestoit contre les atrocités publiques. Ou bien s'il étoit forcé de céder à ces grands orages, on le voyoit se renfermer en lui-même, tenir des conciles, et là proclamer des principes de liberté, qui, lorsque l'ordre renaissloit, devenoient un frein

contre les méchancetés des dominateurs.»

Ailleurs, il réfute victorieusement ceux qui font des évêques les successeurs des Druides. «Car, dit-il, le druidisme étoit mort lorsque le christianisme vint dans les Gaules, d'ailleurs, il n'y a point de succession, là où il n'y a ni lien, ni par ni tradition.»

Assurément M. Laurentie ne fesse pas le fatalisme. Toutefois nous avouons que le sens de cette ne nous a pas paru très-clair : leur aux princes qui subissent la nécessité du crime! Ils peuvent être instrument social, mais la postérité les maudit.»

M. Laurentie termine à la mort de Louis-le-Débonnaire son premier volume, et le quatrième livre de son histoire.

Autant qu'on a pu juger par les deux premiers volumes, l'Histoire de France de M. Laurentie sera un monument élevé à la gloire de ce pays. C'est un ouvrage entièrement neuf : il sera, nous l'espérons, cueilli avec faveur par la partie éclairée du public; mais le plus grand profit sera pour la jeunesse. Remettez cette histoire. A. A.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES

ROME. — Le 12 septembre l'académie de la Religion catholique a tenu sa dernière séance de l'année dans la grande salle de l'archevêché romain. Le prélat Cagnazzi Azevedo, secrétaire de la commission, a lu une dissertation dans laquelle, après avoir rappelé par une introduction rapide que les dissertations académiques lues cette année avoient pour objet la rectification de quelque point d'histoire, il s'est

de montrer que l'intérêt et les rapports que la religion a avec l'histoire véritable et loyale, prouvent la nécessité de refaire ou au moins de corriger les histoires modernes pleines d'infidélités. Après avoir posé en principe que la vérité est l'âme de l'histoire, il en fit voir le modèle dans les livres saints. L'histoire est le témoignage de son époque, le code de ses enseignements, l'apologie de ses triomphes.

M. Laurent, tout en montrant les ennemis de l'Eglise se sont servis de l'histoire au détriment de la vérité et de la foi. Ici le rélat fit ressortir tous leurs artifices pour dénaturer les faits les plus éclatants, obscurcir les actions des plus vertueux, altérer les personnages, dénigrer les intentions les plus pures, dénigrer les plus authentiques documents. Il cita des exemples tirés de Hume, de Millot, de Lamartine, de Michelet, de Ranke (1) et de tant d'autres historiens de même sorte qui ont mis tous leurs soins à falsifier les faits et à parer le plus possible à venger de plus en plus la vérité de l'histoire, et en finissant en exhortant les académiciens à venger de plus en plus la vérité de l'histoire, et en protestant contre les déclamations des journaux, des papes, des évêques, si indignes de la mission de la religion fut-elle semblée à l'école, et ainsi et ainsi.

PARIS.

Un grave débat s'étoit élevé sur le point de savoir si la propriété des églises et des anciens monastères confisqués dans la révolution, restitués au culte par la loi du 26 mai 1804, doit être restituée à ceux qui ont beaucoup trop de propriétés trop superficielles et très-

tée appartenir aux fabriques communes. Toutes les tribunaux s'étoient déclarés compétens pour la question; mais, comme elle offroit de véritable les magistrats et les juges étoient partagés. La cour se prononce le 6 décembre en faveur des fabriques. Cette décision semble devoir amener une jurisprudence unifiée. Le 31 janvier 1838, le juge en faveur des communes en même temps que les tribunaux sont incompétents pour la matière; que, s'il les préfets doivent s'empêcher de saisir en élevant le contentieux, le gouvernement transmet dans les départements des ordres et

Un nouveau débat s'éleva de savoir si l'indemnité à payer aux curés ou desservants doit être à la charge de l'Etat, au contraire, à la charge des fabriques : une cour royale de cassation se prononce en faveur des fabriques. Au gouvernement fait de nouveau par le conseil d'état, qui doit être décidée en sens que les tribunaux sont pour en connaître, et qu'il s'ensuive leur en doit être donné des ordres conformes seront bientôt transmis aux préfets. Il ne faut pas s'émouvoir de voir le conseil d'état, corps administratif plus que judiciaire, se prononcer ainsi en opposition avec les tribunaux et la cour de cassation.

Dans l'avis qui précède le conseil d'état déclare que c'est à l'Etat qu'est imposée la charge de l'indemnité des curés et desservants. Les fabriques sont considérées comme premières obligées pour les dépenses du culte, quelle que soit la nature. Dans l'avis du 18 mars 1836, le conseil d'état s'est prononcé en faveur des fabriques.

pour attribuer la propriété des presbytères aux communes, sur ce que l'obligation de loger les curés et desservans est à la charge des communes, et non à la charge des fabriques : il déclaroit formellement que la propriété des presbytères et l'obligation de loger les curés et desservans étoient corrélatives, et que le droit de propriété des communes sur ces presbytères se fondeoit sur l'obligation imposée aux communes par l'article 92 du décret du 30 décembre 1809, de fournir de logement aux curés et desservans. Ces réflexions, ces rapprochemens ont-ils été présentés au conseil d'état par M. le ministre des cultes ? Nous l'ignorons.

Nous nous abstenons de toutes autres observations.

(*Journal des conseils de Fabrique.*)

Ces réflexions ont paru dans la livraison d'octobre du *Journal des conseils de Fabrique*. Elles suivent immédiatement l'avis du conseil d'état du 21 août dernier, dont ce journal donne le texte. Le conseil d'état avoit été consulté par le ministre de l'intérieur sur la question de savoir si l'indemnité de logement des curés et desservans étoit à la charge des communes ou des fabriques, et devant qui le curé ou desservant devoient porter leur réclamation à cet égard. Le conseil d'état, après un très-long considérant, est d'avis que les fabriques doivent appliquer l'excédant de leurs revenus à l'indemnité de logement du curé ou desservant, et que ce n'est que dans le cas d'insuffisance de leurs revenus que les communes doivent en être chargées. Il est d'avis en outre que dans le cas où la commune doit payer l'indemnité, et où le conseil municipal refuse d'allouer les fonds, le recours du curé ou desservant ne peut être porté que devant l'autorité administrative, et qu'en conséquence lorsque ce recours est exercé devant les tribunaux, le con-

flit doit être immédiatement par le préfet.

Les réflexions du *Journal des conseils de Fabrique* ont d'autant de poids que l'on connoît la motion et la réserve de ce journal rapprochement qu'il fait entre du conseil d'état du 21 août de et celui du 3 novembre 1836, argument *ad hominem*, qui fort concluant. Le conseil d'état probablement oublié l'un de quand il a rendu l'autre.

La livraison du *Journal des conseils de Fabrique* avoit paru il y a quelques jours, quand le ministère a fait insérer dans le *Moniteur parisien* vendredi dernier un article pour noncer l'avis du conseil d'état, ministre de l'intérieur, par une circulaire du 4 novembre, a envoyé la décision aux préfets et les a invités à élever les conflits en cas de réclamation. Presque tous les journaux ont répété l'article du *Moniteur parisien* mais ils n'en ont pas sans s'être aperçu de suite la portée, car ils n'ont fait là-dessus aucune réflexion.

Il faut convenir que la recommandation d'élever un conflit sur les réclamations des curés favorisera généralement la mauvaise volonté de quelques conseils municipaux, qui refusent obstinément à toute décision en faveur de l'église et du clergé. Dans le cas où la commune doit payer l'indemnité de logement, pourquoi le conseil municipal refuseroit-il d'allouer les fonds nécessaires ? pourquoi ne l'y contraindrait-on pas par les voies de droit ? On met donc les curés hors de la voie commune, et il y a contre cela une législation exceptionnelle.

Et qu'on ne dise pas que le refus du conseil municipal est mérité. On en pourroit citer des exemples. Nous en connoissons un tout récent, ou plutôt qui existe depuis quatre ans. Un ecclésiastique du diocèse de Viviers est chargé

servir une paroisse où il y a beaucoup moins de catholiques que de protestans. Le presbytère a besoin de beaucoup de réparations pour être habitable, et l'église commence à tomber en ruines. Le desservant sollicite depuis quatre ans des secours ; mais le conseil municipal, qui est tout protestant, a refusé unanimement, attendu, dit-il, le petit nombre de catholiques. L'autorité supérieure refuse de son côté pour la même raison d'imposer d'office la commune. Le desservant avoit précédemment sollicité une indemnité de logement, dans la vue d'obliger la commune à s'occuper des réparations nécessaires. Il n'a pas été plus heureux dans cette demande, et toutes ses démarches ont été inutiles. On l'a même menacé de demander la suppression de son traitement.

Dans ce cas et dans bien d'autres semblables, le conflit sera dérisoire, et les pauvres curés n'auront aucun moyen de se faire rendre justice. Ce n'est sans doute pas l'intention du conseil d'état, mais ce sera le résultat de son avis.

Tous nos lecteurs ont ouï parler de la statue de Notre-Dame de Paix, placée dans la chapelle des Sœurs de la congrégation de Picpus. M. Hiron, de la maison des prêtres de Picpus, a donné une notice historique sur cette statue. Nous en avons rendu compte, numéro du 26 août 1837. Nous y renvoyons, ou plutôt nous renvoyons à la notice même, qui se trouve chez l'éditeur, rue Picpus, n° 15.

Le même éditeur publie une suite de gravures pieuses, entre autres une galerie des Pères de l'église latine et grecque, qui comprend, pour l'église latine, saint Ambroise, saint Augustin, saint Jérôme et saint Grégoire, papes ; et pour l'église grecque, saint Athanase, saint Basile,

saint Grégoire de Nazianze et saint Jean-Chrysostôme. Ces gravures sont bien exécutées sur demi-jésus. La collection est de 8 fr. en noir et de 16 fr. coloriée. Elle est dédiée à M. l'Archevêque.

L'éditeur publie également un Christ d'après Vandick, un portrait de saint Vincent de Paul, un de saint Liguori, un de saint Hyacinthe, la statue de Notre-Dame de Paix : toutes ces gravures sont en grand format et sont de 1 fr. sur papier blanc et de 2 fr. sur papier de Chine. La statue n'est que de 60 c. Tout cela se trouve chez l'éditeur, rue de Picpus, 15, et chez A. Boblet, quai des Augustins. Ces différentes gravures sont propres à satisfaire la piété des fidèles.

Le jendi 7 de ce mois a été pour les habitans de Mondétour, petit village non loin de Magny-en-Vexin, un véritable jour de fête, à l'occasion de l'inauguration de sa nouvelle église.

M. l'évêque de Versailles, après avoir visité, la veille, dans tous ses détails, cet édifice religieux, aussi remarquable par l'élégance et la régularité du plan que par la solidité de la construction, en a fait la bénédiction solennelle au milieu d'un concours nombreux de fidèles attirés des paroisses voisines pour assister à cette touchante cérémonie. Ensuite le prélat ayant, du haut de la chaire, adressé la parole sainte à l'assemblée, dans laquelle se trouvoit confondue la pieuse fondatrice de cette église, a officié pontificalement, accompagné de ses grands-vicaires et de plusieurs ecclésiastiques du voisinage.

Ce monument de la piété chrétienne est dû tout entier au zèle ardent et à la charité sans bornes d'une personne qui ne veut pas être nommée, mais que depuis longtemps les habitans de Mondétour

sont accoutumés à bénir, et que ses nombreux bienfaits font regarder à juste titre comme la seconde providence de cet heureux village.

Puisse cet exemple d'une noble générosité, inspirée par une foi vive, trouver des imitateurs, sinon pour fonder, ce qui n'est heureusement pas partout nécessaire, du moins pour conserver et embellir les temples consacrés au Seigneur !

Le conseil-général de la Somme a, sur la demande de M. l'évêque d'Amiens, voté 2,000 fr. pour secours aux prêtres âgés et infirmes. Il a de plus accordé 550 fr. pour placer des barres d'appui au devant des bas-reliefs de la clôture du chœur de la cathédrale, et 2,000 fr. pour le mobilier de l'évêché.

Le conseil s'est montré très-généreux pour l'instruction primaire. Il a voté 105,576 fr. 52 c. pour les dépenses de cette partie en 1840. Puisse les résultats être en proportion de cette munificence !

La communauté du *Bon Sauveur* de Caen vient d'offrir aux amis de la religion un spectacle intéressant, dans la célébration du cinquantième anniversaire de la profession religieuse de madame Caroline Le Chasseur, supérieure générale de la congrégation de ce nom (1). On sait que l'établissement du *Bon Sauveur* embrasse presque toutes les œuvres pies qui ont pour objet le soulagement des besoins et des misères de l'humanité. Il renferme, en effet, en autant de maisons séparées, dans une enceinte commune, un pensionnat pour l'éducation des jeunes demoiselles, une école gratuite d'externes

(1) La congrégation du *Bon Sauveur*, dont la communauté de Caen est la maison mère, en possède en France deux autres, fondées, l'une en 1832 à Alby, l'autre à Pont-l'Abbé, diocèse de Coutances, en

pour les filles de la paroisse, une institution spéciale pour les sourd muets des deux sexes, un double asile d'aliénés tant hommes que femmes et un dispensaire ouvert aux malades des pauvres de la ville et des environs; le tout composant, avec les religieuses qui se partagent des travaux si variés, et les divers employés de l'établissement, une population de plus de mille personnes. Tous les membres de cette nombreuse famille ont rivalisé de zèle et d'empressement pour témoigner à une mère justement vénérée les sentiments dont chacun est pénétré pour elle.

On a donc vu d'abord plus de 100 religieuses venir saluer dans leur supérieure le modèle de la charité chrétienne, embelli par le plus heureux ensemble de talents et de qualités aimables; les élèves du pensionnat ont célébré dans des chants simples et purs comme leurs jeunes cœurs, les vertus et la piété indulgente de l'institutrice qui a vu naître et a formé, encore plus par ses exemples que par ses leçons, plusieurs générations successives. A leur tour, plus de 100 sourds-muets des deux sexes qui reçoivent gratuitement, pour la plupart, le bienfait d'une éducation solide, complétée par l'apprentissage d'un métier, ont fait éclater toute la vivacité de leur tendresse filiale, exprimée avec cette expansion franche, naïve et originale qui caractérise le style écrit comme leur langage mimique. D'un autre côté, environ 90 personnes de tout âge et de toute condition, atteintes de diverses maladies mentales, et formant à près le tiers du nombre total des malades, avoient été réunies, dans deux maisons respectivement destinées à chaque sexe, pour fêter aussi la pensatrice suprême des soins que de mains leur prodiguent chaque jour. Ayant oublié, comme par

ment, leurs cruelles douleurs, sombres pensées et leurs triserrations, ces infortunés sem-
 at renaître à la vie sociale, et
 eurs d'entr'eux, dans des com-
 ions en prose ou en vers, qui ne
 essentent nullement du séjour où
 ont été élaborées, venoient of-
 l'hommage vraiment attendris-
 d'une ame revenue à la raison
 laconnaissance, et rendue à l'in-
 igne par la religion.

Une messe solennelle dont la mu-
 ne étoit chantée par les religieuses
 plusieurs pensionnaires a été célé-
 par M. Paysant, vicaire-général
 yeux, nommé à l'évêché d'An-
 tre les mains de qui madame
 seur a fait la rénovation de
 r. Pour perpétuer la mé-
 cette sainte solennité, une
 la sainte Vierge a été éle-
 les jardins de la commu-
 face de celle du Sauveur
 y a deux ans, au milieu
 inonie semblable, pour cé-
 inquantième année de pré-
 L. l'abbé Jamet, supérieur
 ne congrégation et fonda-
 institution de sourds-muets
 depuis plus de vingt ans aux
 Bon Sauveur. Une cloche of-
 communauté par tous les pen-
 de la maison, et qui sera
 sous le nom de *Caroline*, doit
 aussi le souvenir de cette
 celle qui en a été l'objet.

oyant ces témoignages de
 t de gratitude, on apprenoit à
 e nom des deux vénérables
 une congrégation éminem-
 tile, restaurée par leurs ef-
 fatigables, et devenue si floris-
 sous leur sage gouvernement.
 sire surtout l'influence vivi-
 e la religion, qui, pénétrant
 rs d'une active charité, leur
 le désir ardent et insatiable de
 ujours et à tous, tout le bien
 e afin de ressembler et de
 à l'Homme-Dieu dont le pas-

sage sur la terre a été marqué par
 tant de bienfaits. Z. G.

La nouvelle de l'érection de 150
 succursales a dû nécessairement faire
 naître des prétentions dans beaucoup
 de localités non encore érigées, et
 amener un grand nombre de de-
 mandes ; mais il faut remarquer que
 les propositions de chaque évêque
 ne doivent pas s'élever à plus de cinq,
 et que la répartition de 150 succur-
 sales n'en donne pas même *deux* par
 diocèse. Ainsi donc les demandes
 doivent être de beaucoup restreintes ;
 Il est probable même qu'il est inu-
 tile d'en adresser de nouvelles, at-
 tendu qu'on a sans doute depuis
 long-temps à l'évêché tous les do-
 cumens nécessaires pour les propo-
 sitions à soumettre au ministère.

Le diocèse de Belley a obtenu
 deux succursales en 1837, une en
 1838, trois en 1839, et nous savons
 qu'il y a en outre *cinquante-une* pa-
 roisses à faire ériger en succursales,
 dont 28 chapelles vicariales et 22
 communes *n'ayant encore aucun titre*.
 Il nous paroît rationnel que les com-
 munes figurant en tête de l'état
 précédent, passent en première li-
 gne dans les propositions à soumet-
 tre pour 1840. Il est donc à peu près
 inutile que de nouvelles demandes
 soient adressées pour le moment.
 Comme on le voit aussi, le service
 religieux est loin de suffire complé-
 tement aux besoins actuels de la po-
 pulation de notre département.

(*Journal de l'Ain.*)

Le 23 septembre dernier, plu-
 sieurs pasteurs protestans s'étant ré-
 unis à l'occasion de l'ouverture du
 temple de Tornac, dépendant de
 l'église consistoriale d'Anduze, dans
 le Gard, manifestèrent le désir d'é-
 tablir des conférences dans des loca-
 lités qui jusque là n'avoient pas eu
 de pareilles réunions. On convint
 qu'elles auroient lieu à Anduze, à

Alais, à Saint-Jean-du-Gard, à la Salle, à Saint-Hippolyte, à Sauve et à Vanzobre. La première conférence fut convoquée les 2 et 3 octobre dernier; quatorze pasteurs répondirent à l'appel. L'un d'eux expliqua comme quoi on pouvoit profiter des cérémonies des sépultures pour insinuer les doctrines protestantes. Un autre se plaignit d'un fait qui ne se renouvelle, dit-il, que trop; c'est qu'on approche de la cène sans préparation, et qu'on se hâte ensuite de reprendre ses habitudes de péché et d'intempérance. Il fut arrêté qu'à la prochaine conférence on s'en occuperoit. On convint de consacrer un temps dans les conférences à l'étude biblique. Il fut ensuite question de l'établissement de bibliothèques populaires consistoriales; on en dressa les réglemens et on fit une quête pour cet objet. On en traitera plus amplement dans la prochaine conférence, qui aura lieu à Alais en janvier prochain.

En outre, il y aura une conférence pastorale à Montauban, le 13 novembre, d'après la résolution prise par la conférence de Toulouse. Tous les pasteurs et ministres de l'église calviniste en France y sont invités.

On s'occupe beaucoup en Belgique de la réparation et de la construction d'églises. Le 9 septembre dernier, M. l'évêque de Gand consacra la nouvelle église de Herzele. La cérémonie commença à huit heures et finit par un discours sur l'objet de la fête. Le lendemain, le pape en rendit à Steenhuyse pour y consacrer de même une église nouvellement bâtie.

On travaille avec activité à la charpente de la cathédrale de Bruges; jusqu'ici, les voûtes restent exposées à toutes les intempéries de la saison. A Malines, on va faire de grandes réparations à la métropole; l'adjugé pour 89,750 fr.

L'agrandissement de l'église veren, au pays de Waes, vient d'être achevé; les deux nouvelles naves ajoutées aux trois autres augmentent beaucoup l'édifice et sont harmonisées avec son architecture. L'église du fort Lillo réunie à la paroisse par l'exécution des 2400 fr. On espère que le conseil provincial d'Anvers fournira les frais de la dépense, et le gouvernement fera le reste.

En Hollande, M. l'évêque de Rotterdam consacra, le 20 août, la nouvelle église construite à Berg, archiprêtre d'Utrecht. Le nouvel édifice est dans le style gothique, et a été construit par l'architecte Krans, d'Utrecht.

Le 25 septembre, on a adjugé pour 30,000 florins la construction d'une autre nouvelle église pour la commune de Nieuwe-Diepe.

POLITIQUE, MÉLANGES

L'année judiciaire qui vient de s'écouler par la rentrée des tribunaux a été remarquablement féconde en affaires; le nombre s'en est élevé à 9421 au tribunal de la Seine; tandis qu'il n'y en avoit été que de 437 dans la même année précédente, déjà si chargée de la même espèce.

Une partie de cet état de choses peut être justement attribuée sans doute à divers genres de misères nées de la situation politique et de la situation sociale pendant ces jours un peu révolutionnaires en France; mais la tendance générale des mœurs peut aussi aider à expliquer ce qui arrive. Les fortunes dues à la spéculation et au travail sont ce que l'on voit aujourd'hui de plus rare. Toutes les classes semblent vouloir se retirer de la vie publique. A mesure qu'elles y en-

re, elles y décroissent en moyens accés et en élémens de prospérité ; s'étouffent et s'écrasent les unes par les autres.

On remarque-t-on qu'elles cherchent à éblouir et à tromper par un faux air, qu'à se diriger, d'après les anciennes règles, dans les voies de la prudence et de la sagesse. Vous n'entendez parler que de petits établissemens et de petites entreprises qui veulent luire avant tout, et se montant sur un pied de luxe qui commence par absorber et emporter une grande partie de ce qui devoit être destiné à former le fonds. Si les poursuites ont souvent lieu devant les justices de paix et la police municipale, vous apprenez que deux carreaux ont été cassés à la devanture d'une boutique de chiffons, par le brancard d'un cabriolet et par le crochet d'un portefaix, vous ne pouvez pas confondre d'entendre réclamer pour des dommages exorbitans qui ne valent néanmoins que la vraie estimation des pertes causées par ces sortes d'accidens. Tout récemment encore, les journaux vous ont parlé d'une glace brisée par un coup de bouteille dans un restaurant où tout le monde peut dîner pour deux sous ; laquelle glace n'étoit évaluée à moins qu'à 6,000 fr.

Quand on songe à tout ce que ce luxe des industries absorbe d'intérêts, d'argent et de contributions, on se figure aisément en quoi il aide à les dévorer et à constituer en état de faillite. Cependant c'est une émulation générale, c'est une rivalité de magnificence qui est entrée dans les mœurs du commerce, surtout du petit commerce, qui aujourd'hui ses succès sur les belles apparences, sur un éclat d'emprunt, nous fait presque dire sur la poudre jetée aux yeux. Ajoutez qu'il veut se précipiter vite, brusquer la fortune, et faire en quelques années par des coups de hardiesse, ce qui n'étoit autrefois que la récompense d'une vie d'ordre, de sagesse et de

confiances trompées, tous ces crédits et ces placements d'argent qu'on ne veut accorder qu'à la bonne mine, au grand étalage et au luxe calculé des habiles manipulateurs d'emprunts. Et il faut bien que la spéculation soit bonne, pour que ceux-ci s'attachent comme ils le font à fasciner par l'éblouissement leurs dupes et leurs victimes. Dire qu'il s'est rencontré cette année à Paris assez d'actionnaires ainsi éblouis, pour alimenter de leurs capitaux au-delà de cent grandes entreprises qui ont échoué et fait faillite, c'est expliquer suffisamment sur quoi les fripons peuvent compter dans ce temps-ci avec les bonnes gens qui se laissent prendre aux riches décors, à la beauté des glaces, des pendules et des carreaux de vitres des moindres boutiques.

Les trois départemens du Cher, de l'Indre et de la Nièvre s'étant cotisés pour faire une grande démonstration patriotique, sont parvenus à réunir dans la petite ville de La Châtre de quoi former un banquet de 90 couverts. C'est M. l'avocat Michel (de Bourges) qui a porté la parole dans cette réunion. On s'étonnera peut-être qu'il ait trouvé le moyen d'allonger les anciennes allocutions que M. Lafayette avoit coutume de prononcer dans ces sortes d'occasions. Rien n'est plus vrai, cependant ; M. Michel (de Bourges) en donne double mesure à ses convives ; et ses lauriers empêcheroient M. Lafayette de dormir, s'il vivoit encore.

Il seroit infiniment trop long et trop ennuyeux pour nos lecteurs d'avoir seulement à parcourir la table des matières qu'il a traitées. Nous nous bornerons donc à citer un des points de sa harangue. « Voyez, s'est-il écrié ; voyez autour de vous ! Le clergé ne reprend-il pas son influence temporelle ? Il l'a conquise sans combat ; ou l'a lui-même offerte ; il l'a acceptée, et il s'en servira bientôt contre les imprudens qui ont cru acheter ainsi son adhésion, ses sympathies et son concours. »

De toutes ces déceptions, toutes ces

Au moins ces messieurs conviendront que voilà une domination sacerdotale bien peu terrible, et un parti-prêtre bien raisonnable ! Car vous le voyez, et ce sont eux-mêmes qui en font la remarque, il faut aller le chercher pour lui faire *accepter* l'influence temporelle ; il faut la lui *offrir* ; il faut que cela lui vienne *sans combat*.

Vraiment on n'a jamais vu d'ambitions moins tourmentantes et un esprit de domination comme celui-là. On avoue que le parti-prêtre ne daigne pas seulement se déranger ni faire un pas pour aller au-devant des avantages temporels de ce monde, et qu'on est obligé de les lui mettre de force dans la main. C'est un bel exemple de retenue et de sobriété, qu'on ne peut trop recommander à ces messieurs de juillet. Quand ils consentiront à en faire autant ; quand il faudra aussi les prier et les tourmenter pour qu'ils acceptent l'influence et les biens temporels qui font le sujet des contestations et des procès de notre époque, nous serons beaucoup plus près que nous le sommes, assurément, de rentrer dans l'ordre et la paix.

PARIS, 11 NOVEMBRE.

Une dépêche télégraphique datée de Toulon, le 9, à neuf heures et demie du matin, annonce que le duc d'Orléans est arrivé, le 2, en très-bonne santé à Alger, avec le maréchal Valée et la colonne partie de Constantine avec le prince.

— Une autre dépêche télégraphique aussi de Toulon, le 9, porte que le *Phare*, ayant à bord M. le duc d'Orléans, est arrivé à dix heures du soir. Le prince a débarqué sur-le-champ pour entrer au lazaret.

— Plusieurs journaux ont donné des correspondances d'Afrique, d'après lesquelles les maladies auroient fait et feroient encore d'immenses ravages dans les troupes. Le *Moniteur* dit que le pays n'a point à déplorer, comme on l'a prétendu, la perte du cinquième de

l'armée. Du 1^{er} janvier 1838 j 1^{er} août 1839, la perte est restée sous du quatorzième. « Si l'on continue la feuille du gouvern que s'arrêter au 1^{er} août, époque recrudescence des maladies, c'est le mal présent, il est possible de dire que les situations des hôpitaux Constantine, les seules qui soient nues, témoignent que la mortalité dans le mois d'août de moins de la moyenne de l'effectif des malades le mois de septembre de 1718, et de quatorze premiers jours d'octobre 1724. Or ces hôpitaux sont jusqu'à présent dans les conditions les plus favorables. » Le *Moniteur* ayant reconnu de nouveaux besoins se sont révélés la colonie, et qu'ils tiennent au sur certains points de casernes et de locaux pour les malades, annonce que l'administration va faire construire à Philippeville, Constantine et ailleurs des abris nécessaires, pour que les malades et bien portans se trouvent tout traités comme à Alger, O Bone.

— Un élève de l'Ecole des Chartes chargé par le ministre de la guerre de rechercher dans les archives des pays de la Méditerranée les documents qui peuvent jeter quelque jour sur leurs anciennes relations commerciales avec Alger et autres états barbaresques.

— On lit dans le *Moniteur* Parisien. « Plusieurs journaux ont répété, d'après une gazette de New-York, qu'un débarquement avoit été opéré par les Français à Secouris, à trente lieues de Buénos-Ayres, le 17 août, qu'ils ont été repoussés, et étoient revenus à Martin-Garcia. Le gouvernement français a reçu du commandant du blocus de Buénos-Ayres sous une date postérieure aux derniers jours de juillet. On ne peut conséquemment tirer aucune induction nouvelle rapportée par le journal New-York. »

— Le 5^e collège électoral de la Seine est convoqué à Paris pour le 4 décembre.

lire un député en remplacement de M. de Salverte, décédé. Les sieurs Guéret (Creuse) et de Paulyrénées), sont convoqués, le premier pour le 4 décembre et le second pour le 7 du même mois, à l'effet d'élection d'un député, par suite des nominations de MM. Leyraud et Lavielle, premier aux fonctions de directeur des affaires civiles au ministère de la justice, et l'autre à celles de premier président de la cour royale de Riom.

Le comte de Bresson, ministre du commerce français en Prusse, est en ce moment à Paris.

Nous avons donné dans notre dernier numéro les noms de 20 nouveaux pairs. Depuis la promotion du 3 octobre jusqu'à celle du 7 novembre présent, le gouvernement avoit nommé 11 pairs : le baron Rohault de Fleury, le vicomte de Jessaint, le baron de Saint-Arlier, l'amiral Rosamel, le vicomte de Chambray, le baron Dupont-Delporte, le baron Nau de Champlouis, le duc de La Force, et MM. Gay-Lussac, de la Pinsonnière et Maillart. Du 3 octobre 1837 au 7 novembre 1839, le gouvernement a donc nommé 31 pairs.

Dans le même espace de temps il est mort 29 pairs, savoir : le général Bordesoulle, le général Mathieu Dumas, le général Danrémont, le comte Clément de Ris, le comte Reinhart, le baron d'Ivestre de Sacy, le marquis d'Ossend, le marquis de Catelan, le prince de Talleyrand, le général Haxo, le président Cassaignoles, le comte d'Antony, le comte d'Hunolstein, le duc de la Force, le maréchal de Lobau, le duc de Choiseul, le comte de Montlosier, le comte Christian de Nicolai, le comte de Harfort, le général Lallemand, le marquis de Sémonville, le duc de Bassano, le comte de Vogué, le baron Alex. de Talleyrand, le comte de Vautbois, M. de Tony, le comte de la Briffe, M. Deforest de Quartdeville, le général Bernard. — M. Laurens de Choisy, capitaine de vaisseau, ex-gouverneur de la Guiane

française, vient de mourir à Paris.

— La *Quotidienne* du 9 a été saisie pour un article contenant des réflexions sur l'expédition de Constantine à Alger. Le gérant de cette feuille a reçu une citation directe pour comparoitre mercredi prochain devant la cour d'assises, sous l'accusation d'offenses envers la personne de M. le duc d'Orléans.

— Pendant le cours de l'année judiciaire qui vient de finir, la *Gazette des Tribunaux* a signalé 942 faillites, parmi lesquelles les marchands de vins, les limonadiers et les traiteurs figurent pour 156, les imprimeurs et les libraires pour 43, et les tailleurs pour 32. Les sociétés qui ont déposé bilan sont au nombre de 101 pendant le même laps de temps. Dans le cours de cette même année judiciaire, le tribunal de commerce de Paris a aussi prononcé la clôture d'office de 501 faillites arriérées, et ce en vertu de la faculté qui lui est accordée à ce sujet par la loi du 28 mai 1838. L'année judiciaire précédente n'avoit compté que 437 faillites. Cette année en compte donc en plus 505.

— Le nombre des repris de justice, arrêtés pour rupture de ban, s'est élevé pendant le mois d'octobre à 28, 8 femmes et 20 hommes. Presque tous sont dans le cas de récidive, et un individu en est à sa sixième arrestation.

— Il y a eu, le 8, sept déclarations de faillites.

— Le garde des sceaux vient de former une commission qu'il a chargée de préparer la nouvelle statistique des travaux du conseil d'état. Cette commission qui se compose de dix membres est présidée par M. Vivien.

— Par suite des nominations à la pairie, la chambre des députés aura quatre de ses membres à remplacer : MM. de Lusignan, Béranger, Etienne et de Vandeul.

— Voici les différentes époques d'ouverture des sessions qui se sont succédées depuis juillet 1830. La session de 1830 ouvrit le 3 août; 1831, 23 juillet; 1832,

19 décembre; 1833, le 23 décembre; 1834, le 31 juillet, puis par prorogation, le 1^{er} décembre; 1835, le 29 décembre; 1836, le 27 décembre; 1837, 1838, le 17 décembre; 1839, le 23 décembre.

— L'ordonnance de police du 1^{er} juin qui prescrit aux armuriers de ne laisser dans leurs magasins que des fusils sans batteries, vient d'être affichée de nouveau dans tous les quartiers de Paris.

— Pendant les six premiers mois de 1839, le chemin de fer de Paris à Saint-Germain a transporté 1,174,306 voyageurs qui ont produit une recette brute de 1,089,995 fr. 25 c.

NOUVELLES DES PROVINCES

La souscription ouverte à Nantes en faveur des réfugiés espagnols s'élevait, le 8, à 1,798 fr. 45 c. La souscription d'Agen s'élevait, le 6, à 1,001 fr. 45 c.

— 184 réfugiés espagnols, envoyés dans la Haute-Saône, se trouvent ainsi répartis : 77 à Vesoul, 40 à Gray, 30 à Luxeuil, 20 à Lure et 27 à Jussey.

— Le *Messenger* annonçait vendredi soir que le coche d'Auxerre, venant à Paris, s'étoit brisé la veille contre le pilier de gauche de la grande arche du pont de Montereau, et que 62 voyageurs sur 70 avoient péri. Cette feuille, mieux informée, a annoncé le lendemain que c'étoit le bateau-coche de Montereau, le *Saint-Victor*, qui s'étoit brisé contre le pont de Montereau, et que sur 23 voyageurs qui s'y trouvoient, 5 ont péri.

— Le nouveau conseil municipal du Mans a été installé le 7.

— M. Cambon, ancien sous-préfet de Saint-Girons, et qui avoit été appelé, il y a quelques années, à la sous-préfecture de Civray (Vienne), vient d'être nommé à celle de Jonzac (Charente-Inférieure).

— Le ministre de l'instruction publique vient d'accorder un secours de 6,000 f. à quatre communes du département du Doubs, en considération des sacrifices que s'imposent ces communes pour la construction de leurs maisons d'école.

— M. le comte de Toulouge, officier de la garde royale, vient d'être nommé à Eclans (Franche-Comté).

— Les incendies multipliés qui ont éclaté à Strasbourg ont donné lieu à une information judiciaire, par laquelle les sieurs Diert et ses associés, les époux Hügel et Paderich, leur domestique, ont été mis en état d'arrestation.

— On écrit de Lyon, le 7, que les pluies continuelles ont de nouveau occasionné le débordement des rivières.

— Un accident survenu à Nîmes, a réduit pendant quelques soirs, la réverbère de cette ville.

— Le vicomte Walsh, directeur du journal la *Mode*, arrivé la semaine dernière à Marseille, s'appretait à partir pour Naples, lorsqu'un commissaire de police est venu visiter ses bagages, et a saisi qu'il n'y avoit rien d'insignifiant.

— M. d'Urbin-Gautier, premier avocat honoraire à la cour royale de Paris, vient de mourir.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE

La dépêche télégraphique adressée à Paris, au ministre de la guerre, par le général commandant la 20^e division militaire.

• Bayonne, 9 novembre.

• Le 30, le quartier-général de l'armée du nord à Bordou et celles de l'armée du centre à Formentor.

D'après cette disposition qui marchent contre Cabrera, qui commande l'armée du nord, qui se trouve à deux lieues de Canaries, le duc de la Victoire s'avance dans la direction de la Corogne, dont il n'étoit plus éloigné que quatre lieues. Ainsi un choc plus ou moins décisif, ne peut être éloigné.

alues les forces actives de Ca-
oo hommes d'infanterie et à
es de cavalerie.

rapport officiel publié par
ragon, et venant de l'état-
néral Q'Donnell, sous la date
re, parle d'une rencontre qui
ir lieu entre deux divisions
es et quatre bataillons car-
oit que ces derniers ont vi-
nt disputé le passage aux
ar le général O'Donnell an-
es deux divisions ont éprouvé
portants, et qu'elles se sont
ortanes, qui est le lieu d'où il

urrier de Bordeaux, rédigé par
le, qui est grand ami, comme
la cause d'Isabelle II et des
es constitutionnelles, donne
venant de bonne source les
iens ci-après : « Le général
tiré du ministère de la guerre
a été abandonné par Espar-
orogation des cortès est due
luence d'Espartero, qui a pris
solution de combattre le parti
ous les moyens. Le duc de la
-t-il jusqu'au bout? Espérons-
seulement est le salut de l'Es-
trône d'Isabelle. Ce que nous
assurer, c'est que c'est là au-
pensée d'Espartero. »

ce qu'on vient de lire ci-dessus
er que dans les derniers jours
t au commencement de no-
e graves événemens militaires
ir en lieu. Cependant le télé-
e hâte pas d'en parler. La re-
lus prompte que lui cette fois,
Bayonne, le 6 de ce mois, que
de l'armée d'Espartero en Ara-
nt pas été heureux.

ouvelles de Madrid vont jus-
es membres des cortès ne pa-
pas vouloir profiter de leur
nt pour s'absenter de la capi-
toient pour voir venir les évé-
peut-être la dissolution de la
les députés. Le brandon qu'ils

avoient jeté dans leur dernière séance
commençoit à s'allumer ; c'est-à-dire que
dans les assemblées populaires, on se
disposoit au refus des impôts qui ne se-
roient pas votés selon les règles.

Le 6, vers sept heures du matin,
il a régné à Londres un brouillard épais
qui n'a cessé qu'à midi. Les boutiques
ont allumé.

— A la date du 7, la tranquillité de
Newport n'avoit pas été de nouveau
troublée. Le chef de l'insurrection du
4, le nommé Frost, est arrêté.

— Le roi et la reine de Sardaigne,
ainsi que leur fils aîné, ont quitté Tu-
rin le 4 pour se rendre à Gènes.

— Le comte d'Oultremont de Warfusée,
envoyé extraordinaire et ministre pléni-
potentiaire du roi des Belges, vient rem-
placer à Florence le vicomte de Vilain-
XIV; il a été reçu en audience par le
grand-duc, le 22 octobre.

— On écrit d'Odcssa qu'une force na-
vale imposante est arrivée dans ce port
et dans celui de Sebastopol, sous les or-
dres de l'amiral Lazareff.

— D'après les nouvelles publiées par le
journal le *Toulonnais* du 6, les flottes fran-
çaise et anglaise n'avoient pas encore
quitté Besika le 21 octobre.

— On a fait un calcul des incendies
qui ont éclaté aux Etats-Unis depuis le
commencement d'octobre jusqu'au 9
novembre. On compte 24 incendies qui
ont détruit 600 maisons. La perte est de
20,200,000 fr.

— La banque des Etats-Unis a sus-
pendu ses paiemens en espèces le 9 oc-
tobre. Toutes les banques de Philadel-
phie ont suivi cet exemple, bien que neuf
de ces établissemens eussent d'abord
protesté à Baltimore, à Charleston, à
Richmond, à Washington ; le signal
donné par la mère-banque a été promp-
tement obéi, et l'opinion générale est que
toutes les banques du sud seront enve-
loppées dans la catastrophe, à l'except-
tion des banques de la Nouvelle-Orléans,
dont la solidité paroît être bien établie.

M. l'abbé Bigot, curé de Dol, a fait imprimer cette année un *Alphabet raisonné, ou Méthode pour montrer et apprendre à lire en peu de temps*, in-12 de 92 pages. Le respectable pasteur a voulu épargner du temps et de l'ennui aux maîtres et aux enfans. Il propose une règle unique pour épeler les mots dans toutes les langues, et indique la manière de lire le latin. Il a cru que ce n'étoit pas une chose étrangère à son ministère que de faciliter ce commencement de l'éducation de la jeunesse, et il a su rattacher son *Alphabet* à l'exercice de son ministère en y joignant des prières, des avis et un abrégé d'histoire sainte. M. le curé de Dol a eu encore un autre but en publiant ce petit ouvrage, c'est de se procurer quelques fonds qui lui aideront à acheter un terrain propre à bâtir un presbytère. Ainsi on s'associera à une

bonne œuvre en même temps qu'on procurera une méthode utile aux maîtres et aux enfans. Le gérant, Jausions, Rennes, chez Jausions.

Le Gérant, Adrien L.

BOURSE DE PARIS DU 11 N

CINQ p. 0/0. 111 fr. 00 c.
TROIS p. 0/0. 81 fr. 85 c.
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 100 fr.
Quatre 1/2 p. 0/0, j. d. e sept. 0
Oblig. de la Ville de Paris. 1280
Rente de la Ville de Paris. 000 fr.
Act. de la Banque. 2925 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire. 790 fr. 00 c.
Quatre canaux. 1252 fr. 50 c.
Emprunt romain 101 fr. 1/2
Emprunt Belge 102 fr. 0/0
Rentes de Naples 103 fr. 00 c.
Emprunt d'Haïti. 522 fr. 50 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 28 fr.

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLÉ
rue Cassette, 29.

BIBLIOTHÈQUE ECCLÉSIASTIQUE, rue de Vaugirard, 60.

Collection de 150 volumes in-8°. CENT TRENTE-UN VOLUMES ONT
(Pour toute demande de 60 fr. et au-dessus, il y aura un rabais de 20 p.)

Catalogue des ouvrages complets.

CHEFS-D'ŒUVRE DES PÈRES DE L'ÉGLISE, contenant les plus excellens ouvrages des trente principaux Pères, saint Chrysostôme, saint Augustin, saint Basile, saint Bernard, etc. ; texte latin avec traduction en regard de MM. l'abbé P. Labesse, l'abbé Orsini, le marquis de Fortia, de Riancey, etc.
15 volumes in-8°, 75 fr.

NOUVELLE BIBLIOTHÈQUE DES PRÉDICATEURS, ou Dictionnaire apostolique à l'usage de ceux qui se destinent à la chaire ; par M. l'abbé Dassance.
15 volumes in-8°, 75 fr.

COLLECTION DES MEILLEURS ASCÉTIQUES, contenant : 1° les *Méditations d'Avancin*, et le *Prêtre chrétien* de L. Abelly, 1 vol. ; 2° la *Pratique de la perfection chrétienne* de Rodriguez, traduction nouvelle, et les *Fondemens de la vie spirituelle* du Père Surin, 3 vol. ;

3° le *Traité de la vie intérieure* de Bernezai ; La *vraie et solide saint François de Sales*, etc.

4° *Les devoirs du sacerdoce*, de M. l'abbé Mathieu, de Sevoie, namont, etc., etc., 3 vol. ; 5° *La vraie et solide vertu sacerdotale*, des œuvres de Fénelon, par Dupanloup. Ensemble 9 vol.

INSTITUTIONS THÉOLOGIQUES, de théologie dogmatique ; 1 vol. latin de L. E. Ce traité est complet et le plus moderne, honoré de l'approbation de évêques. 5 volumes in-8°.

THEOLOGIA MORALIS sancti Liguori, revue sur l'édition de 1865, et augmentée d'une préface de M. l'abbé Gauthier, professeur de théologie. 9 volumes in-8°.

(La suite au prochain n°)

SUR
SYNODE AUX ETATS-UNIS.

étoit tenu jusqu'ici quelques
dans les Etats-Unis; mais au-
voit été aussi nombreux et
eu autant d'éclat que celui
nu ce printemps M. Rosati,
de Saint-Louis. Aucun n'a
ffert une suite aussi complète
tuts, et leur résultat étoit pres-
oujours secret. M. Rosati, au
aire, a donné la plus grande pu-
té à son synode. Les journaux
liques des Etats-Unis, en offrent
elation dont nous croyons qu'on
avec plaisir un extrait. C'est
chose curieuse qu'un synode
en pays où il y a quarante ans,
oit un seul prêtre. Il y a là de
admirer les bénédictions que
répandues sur ces vastes con-

première annonce du synode
te le jour de l'Epiphanie dans
hédrale de Saint-Louis, où
vêque officioit solennellement;
t qu'il est d'usage d'indiquer
l'évangile l'époque de la pâ-
Le 26 janvier, M. Rosati convo-
ous les prêtres ayant charge d'a-
our le synode qui auroit lieu
l'avril; troisième dimanche
Pâque. Il ordonnoit en même
des prières pour attirer les
ictions de Dieu sur cette ré-

dimanche 21 avril, le clergé sé-
et régulier du diocèse se trouva
dans la cathédrale de Saint-
n. de la Religion. Tome CIII.

Louis. M. l'évêque célébra une messe
pontificale du Saint-Esprit. Après
l'évangile il fit un discours au peu-
ple, d'abord en français, puis en an-
glais, sur l'objet du synode. Après la
messe, ayant quitté sa chasuble, il
prit la chape et ouvrit le synode.
Le clergé fit la profession de foi; on
suivit fidèlement tout ce qui est pres-
crit en pareils cas par le Pontifical.
M. l'évêque donna la bénédiction,
et l'on se sépara. Après les vêpres on
reprit la session, on fit l'appel des
prêtres, et la seconde session fut in-
diquée pour le vendredi 26 au ma-
tin, où l'on célébreroit une messe
pour les prêtres décédés. Après la
méditation et la prière, l'évêque
donna de nouveau sa bénédiction, et
le clergé se retira. Le clergé et la
congrégation se réunirent encore à
huit heures, et le Père Verhaegen
prêcha sur l'unité de l'Eglise.

Les quatre jours suivans, l'évêque
et le clergé se livrèrent aux pieux
exercices d'une retraite, sous la di-
rection du Père Verhaegen, supérieur
des missions des Jésuites dans le
Missouri. Les exercices avoient lieu
à la demeure de l'évêque et dans le
chœur de la cathédrale, et tout se
passa avec beaucoup de recueille-
ment et de dévotion.

Le vendredi 26, l'évêque et le
clergé s'assemblèrent dans la cathé-
drale. Le prélat célébra un service
solennel pour les prêtres morts, et
après l'absoute, la seconde session fut
ouverte suivant le rit du Pontifical.
On élut les examinateurs. Les décrets
du concile de Trente sur la résidence

furent lus en chaire. Ceux du premier concile de Baltimore furent promulgués, et la session fut ajournée à trois heures après midi. Elle fut reprise après vêpres et complies ; on lut les statuts du synode diocésain, et la session fut ajournée au samedi 27, à neuf heures du matin. Ce jour-là en effet, l'évêque et le clergé étant réunis à la cathédrale, et les prières ordinaires ayant été récitées, le synode se remit à traiter ce qui étoit l'objet de la seconde session. On lut les décrets du deuxième et du troisième concile provincial de Baltimore, et quelques rescrits du Saint-Siège. Cette session fut close par M. l'évêque comme la précédente. La troisième et dernière session avoit été indiquée pour le lendemain.

Le quatrième dimanche après Pâque, 28 avril, M. l'évêque et son clergé se réunirent à la cathédrale à dix heures. M. Dahmen, de la congrégation de la Mission, célébra une messe solennelle de la Trinité en actions de grâces. Le clergé y assistoit en habits de chœur. La troisième session fut ouverte. On lut une lettre pastorale de M. l'évêque, et le prélat fit publier les noms des ecclésiastiques qu'il avoit appelés à le seconder dans l'exercice de son ministère.

M. Jean Timon, visiteur de la congrégation de la Mission, a été nommé vicaire-général, et M. Jean-Marie Odin, de la même congrégation, pro-vicaire-général. Le conseil épiscopal se rassemblera tous les mois, et extraordinairement sur la convocation de l'évêque. En seront membres, outre les deux grands-vicaires ci-dessus, les Pères Verhaegen et Léclapart, Jésuites, et MM. Lutz, Cellier, et Loisel. Les examinateurs de la théologie sont les deux

grands-vicaires, les Pères et Elet, M. Tornatore, direction de la Mission, et bonne.

Ces actes terminés, le
la clôture du Synode
chanta le *Te Deum*. Le
le baiser de paix de l
donna la bénédiction po
tous les membres se retir

Le même jour à trois heures midi, tous se rendirent à l'église de Soulard, près de laquelle avoit faites pour la nouvelle la Trinité et le séminaire. L'évêque et ceux qui l'assistèrent vêtirent leurs ornemens étoit en surplis. M. Tillet devant une nombreuse concouru qui se trouvoit réunie le bénit et posa la première fondations de l'édifice pro-

Les officiers du synode, ceux qui y ont rempli de plus ou moins import MM. Timon et Odin, déjà les Pères Verhaegen, Ele Jésuites ; MM. Lutz , C naud, Fontbonne, Raho, Tucker, Loisel, Paris, Ost et Domenech ; celui-ci de gation de la Mission.

Le autres prêtres qui en chasubles étoient MM Dutreluingue, Brands , d gation de la Mission; Sa chard Bole, Meinkman, M Cloostere, Lefèvre , Lou Saint-Cyr, Heim, Kenn Conway, et les Pères Jésui Van Assche, Shoenmake Verheyden et Einig. Il plus quatre diacres et d

Bon nombre de prêtre
pu se rendre au synode
retenus par les besoins d

la direction des séminaires et le soin des missions chez . Tels étoient MM. Tor-dolfi, Rolando, Parodi, ain, Mignard, Escoffier, os, Estany et Burlando, de la congrégation de la mieson, Wiseman, Maz-rickweddle, Fortmann, divers lieux, et les Jésui-s, Gleizal, Walters ; Des-eydt et Eisvogels, mis-chez les Potowatomies ; lelen, missionnaires chez oos ; Vrynen, Van de n Sweevelt.

donc en tout au synode, ue, trente-sept prêtres, res et deux c'ercs ; vingt-s étoient absens. C'est en e-six prêtres dans le dio-marque dans le nombre , des Italiens, des Belges, s. Quarante-deux étoient our les missions, vingt-nt dans divers établisse-voit en outre trente-huit ur l'état ecclésiastique. dans le diocèse quarante apelles, soixante autres ux institutions ecclésias- : collèges pour la jeu-ommunautés de femmes, onnats de jeunes per-eufs instituts de charité. ts portés dans le synode bre de vingt-cinq, et ont i moins d'importance.

ier déclare que tous les rois conciles provinciaux e seront observés dans le aint-Louis, et que chaque paroisse doit en avoir un et chaque prêtre le lire e fois par an. Le deuxième tatut du premier concile

qui porte que le rituel romain doit être suivi par toute la province, et que chaque prêtre doit en avoir un exemplaire, et en suivre exactement les prescriptions. Le troisième repro-duit le règlement des premier et troisième conciles de Baltimore sur le *Manuel des cérémonies*. Le qua-trième ordonne de placer dans les églises des confessionnaux et des fonts baptismaux.

Le cinquième est sur la décence de l'habillement ecclésiastique dans l'église. Le sixième est sur l'adminis-tration du baptême, le septième est sur la célébration de la messe, le huitième sur la conservation de l'eucharistie, sur le soin de préparer les enfans pour la première communion et d'exhorter les fidèles à remplir le devoir pascal. Le neuvième règle le temps et le mode de la bénédiction du saint Sacrement; le dixième traite de l'administration du sacrement de pénitence dans les communautés de femmes et dans les écoles; le onzième de la préparation de la jeunesse pour le même sacrement; le douzième de l'échange de soins entre les pasteurs pour l'administration de ce sacre-crement à leurs troupeaux.

Le treizième est sur les saintes huiles, le quatorzième sur les maria-ges et sur les décisions du Saint-Siège à cet égard, le quinzième sur les reconstructions et réparations d'églises qui ne doivent point être faites sans le concours de l'évêque, le sei-zième sur les fondations et consécra-tions des églises, le dix-septième sur l'introduction de nouvelles commu-nautés ou confréries qui ne doit point avoir lieu sans l'autorisation de l'évêque. Le dix-huitième défend aux prêtres de s'immiscer dans l'exercice de la juridiction dans un autre di-

strict que le leur, si ce n'est en cas d'absence ou d'une nécessité soudaine. Le dix-neuvième règle les devoirs des pasteurs les dimanches et fêtes, et promet de publier un livre de prières et d'offices pour tout le diocèse. Le vingtième distingue les fêtes d'obligation et de dévotion, et la manière de les observer; les fêtes d'obligation sont les quatre conservées en France par le concordat de 1801. Le vingt-unième règle la manière d'observer les fêtes de patron. Le vingt-deuxième pourvoit à la formation des écoles du dimanche, des classes du catéchisme, des associations pieuses, le tout sur le plan de saint Charles à Milan. Le vingt-troisième porte que le catéchisme sera enseigné en anglais, en français et en allemand. Le vingt-quatrième traite de l'érection d'un séminaire à Saint-Louis, et de la formation d'une société pour le soutenir. Le vingt-cinquième insiste sur l'obligation de soutenir leurs pasteurs.

Ces statuts montrent assez le zèle du respectable évêque pour le maintien de la discipline, pour l'instruction de la jeunesse et pour l'administration des sacrements.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

ROME. — Le jour de la Toussaint, le Saint-Père a assisté dans la chapelle du palais Quirinal à la messe solennelle célébrée par M. le cardinal Falzacappa, évêque d'Albano. Après l'évangile, un élève du collège Germanique, M. Pierre Sauerborn, a prononcé un discours latin.

Le lendemain, S. S. a également assisté, ainsi que les cardinaux et prélats, à la messe de *Requiem* célébrée par M. le cardinal Polidori. Le Saint-Père a fait l'absoute.

M. le cardinal François de titre de Saint-Étienne au lio, préfet de la signature est mort dans la nuit du octobre, après avoir reçu secours de la religion. La vie de ce cardinal avoit des exemples de vertus : né à 4 janvier 1775, il avoit été cardinal par le pape régnant le 11 septembre 1831, et déclaré seigneur le 2 juillet 1832.

PARIS. — MM. Adrien L. et compagnie ont publié un in-12 de l'*Histoire de Pie IX*. Il y a eu quatre éditions de cet ouvrage, une édition de Hollande, et l'édition ordinaire de contrefaçon de Belgique. Nous en avons encore mentionner quelques-unes espagnoles faites à Madrid. Celle de ces deux dernières doit à M. Borrego, renferme une introduction composée par Manuel López Santaella, archidiacre de la sainte église cathédrale de Séville. L'auteur jette un coup-d'œil sur diverses circonstances qui ont précédé la révolution française, et les pensées de l'archidiacre exprimées avec une force remarquable. Nous espérons pour le prochain quelque jour plusieurs de cette introduction, qui définitivement les droits du pape catholique.

Le *Bulletin des lois* par ordonnance, en date du 15 octobre, dont voici le texte :

« Le nombre des élèves ecclésiastiques de chacun des quatre-vingts royaumes est demeuré fixé comme au tableau suivant :

(1) 3 vol. in-12, prix 9 fr. in-8°, prix 15 fr., au bureau national.

ÈSES.	NOMBRE des élèves.	DIOCÈSES.	NOMBRE des élèves.	DIOCÈSES.	NOMBRE des élèves.
		<i>Report....</i>	6,400	<i>Report....</i>	12,885
.	200	Digne	120	Poitiers	300
.	150	Dijon	220	Le Puy	320
.	120	Evreux.	160	Quimper.	300
.	200	Fréjus	180	Reims	280
.	300	Gap	160	Rennes.	500
.	350	Grenoble.	350	La Rochelle	200
.	400	Langres	220	Rodez	250
ne.	100	Limoges	400	Rouen	270
.	240	Luçon	260	Saint-Brieuc	480
.	210	Lyon.	600	Saint-Claude. . . .	260
.	360	Le Mans	300	Saint-Dié.	200
.	200	Marseille.	150	Saint-Flour.	200
.	300	Meaux	250	Séze	200
e.	160	Metz	260	Sens	200
ia.	340	Mende	140	Soissons	340
.	500	Montauban.	200	Strasbourg.	330
on	400	Montpellier.	240	Tarbes.	220
.	140	Moulins	250	Toulouse.	450
ix	350	Nancy	250	Tours	200
.	260	Nantes	400	Troyes	200
.	220	Nevers	185	Tulle.	250
i.	150	Nîmes	200	Valence	200
onne	260	Orléans	200	Vannes.	180
.	170	Pamiers	160	Verdun.	190
.	p. d'E.	Paris.	250	Versailles.	180
nt	200	Périgueux	250	Viviers.	210
es	320	Perpignan	120		
<i>reporter...</i>	6,400	<i>A reporter...</i>	12,885	<i>TOTAL...</i>	19,585

croyons que cet état offre le nombre des élèves de droit, et non nombre des élèves de fait.

mois de juillet dernier, é Georget, collaborateur de é Poiloup, rapporta de our le collège de Vaugirard, d'un jeune martyr de ans, nommé Sosin (*nomine* qu'il avait obtenu de not-Père le pape. Vivement un don si précieux, M. l'abup invita M. l'internonce r sa distribution des prix, l. les archevêques de Chal-t d'Irénopolis, et profita de onstance solennelle pour ex-

primer au souverain pontife dans la personne de son représentant sa respectueuse et profonde reconnoissance. La cérémonie de la translation n'ayant pu avoir lieu à cette époque, elle fut remise au 8 novembre, jour où l'Eglise célèbre la fête des saintes reliques. Quelques jours auparavant, M. l'abbé Affre, vicaire-général de M. l'Archevêque de Paris, alla reconnoître la relique, et permit de l'exposer à la vénération des fidèles. La veille de la cérémonie, M. l'abbé Poiloup, accompagné des ecclé-

siastiques de sa maison, des professeurs et de tous ses élèves, se rendit à la grande salle de distribution des prix, où la châsse étoit déposée; là, on chanta un cantique composé en l'honneur du saint confesseur de la foi. Le lendemain, jour de l'octave de la Toussaint, eut lieu la translation. On alla prendre la précieuse relique, et on la porta processionnellement à la chapelle. Quatre prêtres, en aube et en étole, portant la châsse, traversèrent la terrasse de la maison, à travers une double haie formée par les professeurs et les élèves. Plusieurs de ces derniers, revêtus d'aubes et de ceintures blanches, tenoient des rubans à franges d'or suspendus à la châsse et aux bannières de la sainte Vierge et de saint Sosin; d'autres jetoient des fleurs devant la relique.

Lorsque le corps fut entré dans la chapelle ornée de fleurs et de guirlandes, et décorée avec un goût exquis, on le déposa sous un baldaquin, accompagné de quatre magnifiques candélabres, auprès desquels quatre jeunes enfans en aube tenoient leurs palmes à la main. Ceux qui jetoient des fleurs, et un grand nombre portant des palmes, furent rangés sur deux lignes dans la nef, dans le sanctuaire, et autour même de l'autel. C'est au milieu de cette pompe, des accords de l'orgue et du chant des cantiques, que M. l'abbé Poiloup célébra les saints mystères, et donna la communion générale, qui fut extrêmement édifiante. A dix heures, M. l'abbé Georget chanta la grand'messe. L'après-midi, M. l'abbé Combalot, qui huit jours auparavant avoit donné la retraite dans cette maison, fit un discours de circonstance dans lequel, avec sa brillante et chaleureuse élocution, il exalta la gloire des martyrs, et montra dans leur triomphe un reflet et une émanation de la gloire même de Jésus-Christ. Ensuite, on chanta les

vêpres, et M. l'abbé Affre donna salut, pendant lequel les élèves ecutèrent, avec une précision remarquable, différens morceaux de musique sacrée.

Pendant neuf jours, la châsse restée exposée à la vénération des élèves chaque matin une messe est célébrée à neuf heures en faveur de leurs parents, et des amis de la maison désireroient faire ce pieux pèlerinage.

Outre la solennité de la Dédicace célébrée à l'hôpital Necker, comme toutes les autres fêtes, il y a eu jour-là une circonstance remarquable dans l'abjuration et le baptême sous condition d'un jeune protestant. Après le salut, et un discours sur la présence réelle par M. l'abbé Simonnet, on a chanté des cantiques et on a commencé les cérémonies préparatoires du baptême. Après les questions prescrites par le rituel, le jeune protestant a prononcé la profession de foi. M. l'abbé Simonnet a adressé quelques paroles paternelles à sa nouvelle brebis aux malades, et a répandu l'eau du baptême sur le front du néophyte. Celui-ci, qui n'a que dix-sept ans, étoit depuis quelques mois à l'hôpital par suite d'une chute dans les carrières des environs de Paris, où travailloit. Sa contenance pieuse et modeste a touché les assistants. M. le comte de Beaufond et mademoiselle de Montagu ont bien voulu lui servir de parrain et de marraine. Puissent sa fidélité et sa constance consoler l'Eglise affligée de l'indifférence ou de l'endurcissement d'un trop grand nombre de ses enfans.

Les cours royales de Douai, de Toulouse, d'Agen, de Limoges, de Caen ont inauguré leur rentrée en assistant solennellement en robes rouges à une messe de Saint-Esprit.

Il a dit dernièrement que quelques réfugiés espagnols s'étoient rendus à M. l'évêque d'Arras pour offrir leurs hommages à l'occasion de sa fête. Le 4 novembre, tous les Espagnols fixés à Arras ont entré dans la cathédrale une messe d'honneur de saint Charles, et se sont rendus ensuite, en uniforme, à la messe épiscopale, pour renouveler au digne prélat les hommages que plusieurs lui avoient déjà offerts en particulier. Don Vincente Batanero, chanoine, a porté la parole au nom de tous ses compatriotes d'infortune, et a témoigné à M. l'évêque la vive reconnaissance dont ils étoient animés pour l'intérêt qu'il leur portoit bien leur porter.

Le prélat a répondu d'une manière très-gracieuse, et, après avoir exprimé de nouveau tout l'intérêt que sa position lui inspiroit, il s'est engagé à renouveler chaque mois l'offrande qu'il leur avoit déjà fait passer leur témoignant le regret de ne pouvoir la faire aussi considérable qu'il le désiroit. Ces braves, dont la poitrine chargée de croix, se sont retirés après avoir été bénédiction du prélat.

Les nouveaux réfugiés espagnols ont été envoyés encore de temps en temps à Arras; deux prêtres sont arrivés avant-hier pour résider dans la même ville.

Par décision du 12 octobre, M. le ministre des cultes a accordé à 19 communes du département de la Haute-Vienne, diocèse de Limoges, une somme de 200 fr. pour les aider dans les réparations de leurs églises ou de leurs presbytères.

Le conseil municipal d'Olivet, présidé par le maire, a voté les fonds nécessaires pour la construction d'un mur destiné à enclorre le cimetière. A la

demande du curé, conforme en cela aux prescriptions de la loi, M. le maire fit faire un mur de clôture intérieur destiné à séparer les morts des différentes communions. La question a été soumise au conseil municipal de la commune, qui reconnut sans difficulté que M. le maire n'avoit fait qu'obéir au texte précis de la loi, et vota, à l'unanimité moins trois voix, la dépense nécessitée par cette construction.

Nous n'avons encore aucun détail sur cette affaire; le récit que nous en présentons à nos lecteurs, nous le puisons seulement dans l'article du *Loiret*. Comprendra-t-on maintenant la colère et les anathèmes de ce journal contre l'intolérance religieuse du curé d'Olivet, et l'odieux abus de pouvoir de M. le maire!

Nous pourrions sans doute laisser pour ce qu'elles valent toutes ces criaileries, encore plus niaises que méchantes; mais la persistance des rédacteurs du *Loiret* à calomnier et à diffamer les hommes les plus honorables, et les choses les plus sacrées, est un scandale public, et contre lequel nous nous devons de protester hautement toutes les fois qu'il se représentera. (Orléanais.)

Une cérémonie religieuse a eu lieu le 3 novembre à Aire, diocèse d'Arras. C'est le transport, de l'église au cimetière, d'un Christ d'une dimension extraordinaire, destiné pour le calvaire. Arrivé de Paris il y a environ deux mois, ce Christ a été exposé dans une chapelle, couché sur un matelas fait exprès et couvert d'un drap noir. Quinze à vingt pompiers en uniforme l'ont transporté au cimetière à l'aide d'une civière. La suite du convoi étoit nombreuse; on y voyoit le corps de musique du 8^e cuirassiers, précédé d'un groupe de 40 chanteurs; enfin, le clergé, et dix ou douze bannières représentant différents saints. Le con-

voilà qui étoit fermé, par un détachement d'infanterie du 43^e de ligne.

Un beau pont vient d'être construit près d'Annecy, en Savoie, sur la route de Genève en Italie. Ce pont est établi sur deux rochers à pic qui ont plus de 500 pieds d'élévation et sur bas desquels coule la rivière des Usas. Il y a 60 ans, le gouvernement sarde en avoit fait construire un en pierres, mais il s'écroula en 1813. Le nouveau pont est en fils de fer, et porte le nom de Charles-Albert. Il a été fini en moins de dix-huit mois sous la direction de M. le Haire, ingénieur français. L'adjudication des travaux avoit été donnée en février 1838 à MM. Blane, Bonnardet et Bertin, d'Annecy, de Lyon et de Paris. Le gouvernement a fourni 90,000 fr. Le surplus de la dépense étoit au compte des entrepreneurs qui se rembourseront au moyen d'un péage.

Après les épreuves nécessaires, l'inauguration du pont fut fixée au 11 juillet dernier. L'intendant de la province y avoit invité M. l'évêque d'Annecy, M. le gouverneur de la Savoie, M. le chargé d'affaires du pape à Turin, et beaucoup de personnes de distinction. Un nombreux concours s'étoit porté sur les lieux. Un des entrepreneurs adressa un discours à l'intendant en lui livrant le pont, et celui-ci répondit. M. l'évêque, monté sur une estrade, et entouré d'un grand nombre d'ecclésiastiques, prononça un discours sur ce texte si bien adapté à la circonstance : *Mirabilis in altis Dominus*. En rendant hommage aux travaux du génie, il montra qu'il falloit en faire remonter la gloire à celui qui a donné à l'homme l'intelligence, l'activité, le courage pour surmonter les difficultés :

« Lorsque Moïse, dit-il, fit passer à pied sec les Israélites à travers la Mer Rouge, lorsque Josué leur fit traverser le

Jourdain de la même manière, on ne dut pas être l'étonnement des contemporains ? Eh bien ! c'est la puissance de Dieu conduisant les hommes à travers les eaux ; ici sa sagesse conduit à travers les airs. Alors ce miracle de la toute-puissance de Dieu, ici c'est le chef-d'œuvre du génie de l'homme ; mais ici comme alors, comme partout, Dieu est le premier de tout ce qui est parfait, de tout ce qui est grand, de tout ce qui est bon. *Mirabilis in altis Dominus.* »

C'est par ces hautes pensées que l'éloquent évêque ramenoit à la religion cette création audacieuse. Il jetoit un pont à une immense hauteur sur un abîme. Le prélat prononça son allocution aux deux extrémités du pont, pour être entendue de la foule qui couvrait les deux versants. Il revint ensuite au milieu du pont, où un autel avoit été dressé. Il étoit suivi d'un nombreux clergé. On entonna les chants de l'Eglise. M. l'évêque, après quelques prières, bénit le monument.

Après la cérémonie religieuse, on se dirigea vers un des pavillons de la route de Genève. Un grand repas eut lieu et fut terminé par des chants de *vive le roi !* et par la lecture de quelques pièces de vers. La relation des discours et les vers ont été recueillis dans une notice sur le pont Charles-Albert, 24 pages in-8^e avec une gravure.

L'autorité civile vient d'ordonner la fermeture de l'église paroissiale de Bouillon, dont l'état de vétusté menaçoit à chaque instant la vie des fidèles qui se rendoient aux offices. Il ne reste plus à Bouillon, pour l'exercice du culte, qu'une simple chapelle complètement insuffisante. Au lieu de penser que bientôt l'église, digne des ressources de la commune et de la piété de ses habitants, remplacera celle que la sûreté publique a forcé d'interdire.

lit dans la *Chronicle* de Cour-
e 7 novembre : « On s'est aperçu
l'image de la sainte Notre-Dame
alle a été dépouillée d'une chaîne
et d'une croix en diamans dont
étoit parée. Le voleur a dû mon-
ter la tombe de l'autel pour exé-
cuter cet enlèvement audacieux.
Il est probable que cet acte d'im-
piété sacrilège date déjà de plusieurs
années. »

Le 15 octobre, les cours du lycée
de Lucerne ont été ouverts, mais
M. Fischer ne s'y est pas pré-
senté, et on ne sait ni où il est, ni
quand il reviendra. Ne pourroit-on
présumer qu'à l'instar de son
frère et émule Strauss, il attend,
caché dans quelque coin de la terre,
l'annonce d'une pension de 1,000
francs de Suisse ?

M. le docteur Troxler est aussi dé-
missionnaire de sa chaire de professeur
d'histoire au lycée de Lucerne, at-
tribuée par le petit conseil à provisoi-
rement joint cette branche d'instruc-
tion à celle de la philosophie.

M. le sieur Fédérer, nommé recteur
des écoles catholiques du canton de
St-Gall, au bon vieux temps du
calisme, vient de donner sa dé-
mission. Il a sans doute compris
qu'une démission opportune vaut
mieux qu'une invitation officielle de
revenir.

Les journaux ont parlé d'une dif-
ficulté qui se seroit élevée entre M. le
curé Beckers de Cologne et M. l'avo-
cat Bauerband, le défenseur de cet
curé dans le procès politi-
que qui lui a été intenté ; le point de
difficulté se rapportoit, disoit-on,
aux honoraires du défenseur. Dans
une lettre adressée à un journal al-
lemand, M. Bauerband fait remar-
quer que ce bruit n'a pas été répété

dans de bonnes intentions, et qu'il
peut donner lieu à ce qu'on révoque
en doute le sentiment d'honneur et
de devoir de l'un des deux ; il déclare
en conséquence que la prétendue
difficulté entre lui et M. le curé Bec-
kers n'existe nullement.

La *Gazette universelle d'Augsbourg*
publie la lettre que M. de Dunin a
écrite au roi de Prusse avant son dé-
part pour Posen. En lui transmet-
tant ce document, le correspondant
berlinois de ce journal dit qu'il n'a
aucun doute sur la conformité de la
copie avec l'original. Dans la tra-
duction de la lettre que voici, le
Courrier de la Meuse déclare qu'il
s'est attaché plutôt à l'exactitude
qu'au style :

« En mettant une confiance illimitée
dans les paroles royales de V. M., expri-
mées dans de gracieuses et bienveillantes
intentions, par lesquelles j'ai été mandé
à Berlin le 14 mars de cette année, je suis
arrivé ici le 5 avril. Dans les négociations
avec le secrétaire d'état Duesberg, ainsi
que dans mes lettres des 9, 16, 19 et 23
avril et du 1^{er} juin, j'ai proposé tous les
moyens possibles et conformes à mes
droits, et j'ai fait toutes les déclarations
que j'étois en état de faire sans offenser
ma conscience et les préceptes de la re-
ligion catholique, afin d'arranger l'affaire
des mariages mixtes pour le bien de mon
église et partant à la satisfaction de V. M.,
et afin de retourner bientôt dans mes dio-
cèses abandonnés. Malheureusement, je
n'ai pas eu le bonheur de voir mes efforts
les plus zélés, ma confiance illimitée et
ma ferme espérance couronnés du succès
désiré. Au contraire, le 10 de ce mois,
j'ai reçu à ma plus grande affliction, par
un ordre du cabinet de V. M., l'avis
qu'il ne peut m'être permis de retourner
à Posen, parce que je ne me suis pas
conformé aux propositions qu'on m'avoit
faites.

« La grâce de V. M. daignera me par-
donner si je ne reproduis pas les déclara-

libre que j'ai faite dans ma lettre du 1^{er} juin : que je ne sais ni ne peux faire d'autres projets que ceux qui sont contenus dans mes lettres ci-dessus mentionnées, sans offenser ma conscience, mon église et mon ministère, et sans apostasier. Comme V. M., en attendant de nouvelles propositions de ma part, a mis des conditions moralement impossibles à mon retour dans mes diocèses, et que ce retour est par là éloigné indéfiniment, et comme je ne saurois nullement regarder avec indifférence le désordre qui existe dans l'administration ecclésiastique de mes diocèses, lequel augmentera en rapport avec sa durée, j'ai été forcé d'après ma conscience de quitter Berlin hier et de me rendre à Posen, pour veiller à la garde de mes ouailles suivant ma mission pastorale.

« En prenant la liberté de faire part à V. M. de cette démarche, que j'ai faite à l'exemple de saint Pierre, le prince des apôtres, de saint Paul, l'apôtre des Gentils, et de beaucoup de saints évêques des premiers siècles du christianisme, j'ai la plus grande espérance, maintenant que je retourne à Posen par pur acte et pour l'acquiescement de ma conscience, de jouir de l'auguste œuvre royale des grâces et d'une sainte intention qui m'a mené à Berlin, et de la justice et renommée de V. M., et qu'il ne sera pas permis que rien nous entrave de quelque manière que ce soit, ni moi dans mes fonctions pastorales, ni l'Eglise catholique de mes diocèses dans la liberté et l'exercice de la doctrine et des préceptes de la religion, garantis par V. M.

« Je reste dans le respect le plus profond pour V. M., etc. »

« Donné le 4 octobre 1809. »

POLITIQUE, MÉLANGES, etc.

En rendant compte de l'*Histoire de la vie et des travaux politiques du comte d'Hauterive* (1), par M. Artaud, nous avons dit que cet ouvrage étoit rempli d'anecdotes intéressantes sur d'illustres personnages de

(1) 1 vol. in-8°, prix 7 fr. 50 c. Au bureau de ce journal.

notre temps. Il y est dit sur Napoléon Alexandre, sur Louis XVIII, sur de Talleyrand, sur M. de court, etc. Il y est surtout un poëme pendant les cent jours, frissonner. Le récit de M. A. trop long pour être inséré tel, à quel point l'empereur flottoit résolutions les plus contraires. le général Grouchy combattre d'Angoulême dans le Midi. Il donner ordre de fusiller le duc lême, et le lendemain il lui rec de prendre garde qu'il ne tombe ven de la tête du duc. Quand la capitulation du prince, une joie parut sur sa figure. Il dit au duc sans d'écrire qu'on eût à saillir champ le prince qui venoit de. Les représentations de M. de B. résistance de l'empereur, le d'eux, les ordres envoyés au télégraphe incertitudes de Napoléon à me recevoit de nouvelles dépêches, à l'intérêt d'un drame. A la fin pour comprit le service que lui av son ministre, et lui dit en lui affectueusement la main : Vous fait. C'est dans l'ouvrage même laud qu'il faut lire le détail d'Hauteville sur ce terrible événement. Le détail est terminé par la lettre d'Angoulême écrit à Louis. Pont-Saint-Esprit le 10 avril, complète le tableau.

« Me voilà ici résigné à tout occupé de ceux qui me sont ch je demande et j'exige même ne cède sur rien pour me délivrer crains ni la mort ni la prison, que Dieu m'enverra sera bien »

« LOUIS-ALEXANDRE »

Cette dépêche forme un contraste avec celle que Napoléon envoyait.

L'an 40, dont on ne faisoit à voix basse depuis long-temps à fournir aux journaux de l'époque, que, comme d'

que, font toujours passer une
deux. Les préoccupations que le
présent amène chaque jour sont
flissantes, à notre avis, sans qu'on
s'en charge encore de soucis antici-
pés y mêlant les terreurs de l'avenir.
Et ce que nous pouvons dire des
mauvais bruits qui courent sur l'an 40,
qu'ils ne font pas honneur aux au-
teurs dont on est censé impatient
pour la fin. Ces choses-là n'arrivent et
s'accroissent que dans les mauvais
temps quand on ne sait plus à quoi ni à
qui recommander, pour changer de
son. Alors on fait des rêves qui se
font de l'état de malaise qu'on
éprouve; les pronostics sont noirs
comme les idées; et les esprits n'adop-
tent facilement les choses tristes qu'on
leur annonce, qu'à force d'en voir dans
le présent, ou d'en avoir vu dans le passé.
Remarquez bien en effet que ce ne
sont jamais de bons rêves qu'on fait
quand on souffre. Aux époques heuren-
ses les présages se taisent, et on a grand
peur de garder ce qu'on a. C'est lorsqu'on
est pris de lassitude, et que l'on com-
mence à n'y plus pouvoir tenir, qu'on in-
vente pour ainsi dire le vol des oiseaux,
et les mauvais pressentimens qu'on
ramasse dans la circulation. On y
croit précisément parce qu'ils ne sont pas
réels, et parce que les esprits sont dispo-
sés à admettre que des tristesses et des
peurs. Si l'on prédisoit pour l'an 40
l'explosion de l'émeute et de l'anarchie,
la misère publique et des gros
troubles, le retour du peuple aux princi-
ples de la morale et de la religion, per-
sonne ne voudroit croire à rien de sem-
blable. Voilà pourquoi les pronostics ont
si peu de succès en prenant les imagina-
tions par leur côté noir; et pourquoi
nous disons qu'en s'adressant à l'an 40
et lui demander une solution à tous
ses maux et périls, on donne l'idée la plus
fautive des autres années.

Et les vingt journaux politiques que
l'on voit naître chaque matin, il y en a

quinze ou seize de bon compte qu'on ne
peut lire sans douter qu'il y ait un gou-
vernement en France. Il y a cinquante
ans que cela dure tant bien que mal, mais
à la vérité plutôt mal que bien. Les mé-
decins connoissent aussi des maladies de
langueur avec lesquelles on traîne quel-
quefois long-temps entre la vie et la
mort. Mais à la fin il ne manque jamais
d'arriver un jour qui emporte les ma-
lades. Ainsi de ce qu'un gouvernement
ne meurt pas toujours aussi vite que les
journaux le font mourir, il ne faut pas
conclure pour cela qu'il n'y ait point à
prendre garde à sa maladie de langueur,
et que sa mauvaise heure ne viendra pas.

PARIS, 13 NOVEMBRE.

Le *Moniteur* publie un long rapport
du maréchal Valée, contenant la relation
de l'expédition de Constantine. Le duc
d'Orléans avoit quitté cette ville le 16
octobre pour se rendre au point fixé
pour la réunion des troupes, près de
Milah, ancienne ville romaine qui n'eut
jamais une grande importance, et sur la
route de Ma-Allah. On parloit d'ou-
vrir une communication entre Sétif et
Bougie. L'armée fut à Sétif le 21 octo-
bre; elle y séjourna jusqu'au 25. Le ma-
tin de ce jour, la colonne se mit en
marche dans la direction d'Ain-Turco. Le
camp fut établi sur les bords de l'Oued-
Bousselann, près de l'endroit où il pé-
nètre entre les montagnes de Summa et
d'Annini pour aller former le principal
affluent de la rivière de Bougie. Le len-
demain, disoit-on, l'armée devoit se
rendre à Zamourah, petite ville occupée
par les Turcs, et ensuite à Bougie.
Mais le 26, à six heures du matin,
l'expédition quitta l'Oued-Bousselann
et ne marcha point vers Zamourah.
On sut alors que l'expédition, dont le
maréchal Valée avoit voulu dérober le
but à la connoissance des Arabes, n'étant
plus destinée pour Bougie, alloit se ren-
dre à Alger par les Portes de-Fer, après
un trajet de 100 lieues depuis Constan-
tine jusqu'à la dernière ville. Le corps

expéditionnaire se porta rapidement vers Sidi-Embarek, sur la route directe de Sétif au Biban. et une partie alla prendre position sur l'Oned-Medjana, tandis que la gauche de l'expédition s'appuyoit sur le fort de la Medjana.

Le 27, les deux divisions se rapprochèrent des montagnes du Dra-el-Amar qui touchent au Biban. La marche eut lieu ce jour-là par un brouillard épais et à travers un pays d'un accès très-difficile. La colonne prit position dans la soirée auprès de la rivière Salée, qui coule dans les Portes-de-Fer, sur le territoire de la tribu kabyle du Boni-Bouketon. On étoit à petite distance de la ville de Callâa, chef-lieu de la puissante tribu des Boni-Albess. Mais comme les Boni-Albess et toutes les tribus kabyles habitant le chaînon de l'Atlas, traversé par l'armée, reconnoissoient l'autorité du kalifa de la Mejana, le maréchal Valée, pour diminuer la fatigue des troupes, ne visita ni Callâa ni la ville de Slissah.

Le 28, un ordre du jour annonça que la division du duc d'Orléans passeroit les Portes-de-Fer pour se porter sur Alger par les vallées de l'Ouad-Beni-Mansoure et de son affluent l'Ouad-Hamza, et que la division Galbois retourneroit dans la Mejana, pour continuer les travaux que la colonne avoit entrepris pour assurer la position de Sétif que le maréchal avoit résolu d'occuper définitivement.

A dix heures, le duc d'Orléans, après avoir reçu des chefs Kabyles le tribut qu'ils paient au souverain lorsqu'il se rend auprès d'eux, se dirigea vers le Biban. La tête de colonne, précédée par les chefs connus sous le nom de Cheiks des Portes-de-Fer, y arriva à midi. Le passage commença immédiatement, mais ne put être terminé qu'à quatre heures. Le chaînon de l'Atlas, qui porte le nom de Portes-de-Fer, est formé par un immense soulèvement qui a relevé verticalement les couches de roches, horizontales à l'origine. L'action des siècles a successivement enlevé les portions de terrain

qui réunissoient autrefois les bancs de roches, de telle sorte qu'elles présentent aujourd'hui une suite de murailles d'élévation extraordinaire (de 800 à 1000 pieds, dit-on,) qu'il est presque impossible de franchir, et qui se prolongent loin en se rattachant à des sommets à l'accès plus difficile encore. Au milieu de cette chaîne coule l'Ouad-Biban (Ou Bouketon), ruisseau salé qui s'est ouvert un passage à travers un lit de calcaire dont les faces verticales s'élèvent à plus de cent pieds de haut et se rattachent par des déchiremens inaccessibles, à des murailles qui couronnent les montagnes. Le passage, dans trois endroits, n'a que quatre pieds de large; il suit constamment le lit de la rivière torrentueuse qui l'a ouvert et qui y amène sans cesse des cailloux roulés, qui rendent très-difficile la marche des hommes et des chevaux. Dès que les pluies augmentent le volume des eaux, le passage devient impraticable; le courant, arrêté par les étranglemens auxquels on a donné le nom de Portes, élève quelquefois le niveau de la rivière jusqu'à trente pieds au-dessus du sol; la rivière s'échappe ensuite avec violence par une étroite valée qu'elle couvre entièrement.

Telle étoit la route dont les Turcs se servoient pour leurs communications entre Alger et Constantine. Au jourd'hui la trace n'indique que les Romains aient fait usage.

Après avoir franchi le Biban, la colonne fut retardée dans sa marche par un violent orage, ne put arriver le soir à Beni-Mansour, et fut obligée de bivouaquer à une lieue et demie du Biban, sur la gauche de la rivière Salée, dans la vallée qui porte le nom d'Ouad-Mellek. La colonne arriva, le 29, à dix heures du matin, à Beni-Mansour. Depuis plusieurs jours les soldats avoient beaucoup souffert par la privation d'eau potable; les chevaux aussi n'avoient point bu depuis cinquante-deux heures; les Arabes leur indiquèrent la route qu'on venoit de passer par le chemin de la seif. A une heure

arche par la rive gauche de i-Mansour, se dirigeant sur ix heures du soir, on s'établit droite de l'Ouad-Rudjella (la re que l'Ouad-Hamza).

Le duc d'Orléans se porta vive-lamza. Au moment où sa tête débouchoit dans la vallée de kalifa Ben-Salem, après avoir ad-Nougah (nom que porte

partie de son cours l'Ouad-our), se prolongeait sur la sée à celle que suivait la co-çaise. Un mouvement de la ngagea les Arabes et leur chef er. Le duc d'Orléans occupa eux heures le fort Hamza, qui donné et dans un très-mauvais endemain on se rapprocha de la Beni-Djaad, de tout temps fort ers dix heures du matin, quel-s de fusil furent tirés sur l'ar-e. Le duc d'Orléans ordonna décharges sans interrompre la a colonne vint faire une grande la rive droite de l'Ouad-Beni-quelques cavaliers ne tardèrent montrer de nouveau derrière arde formée par le 2^e léger; bre augmentant, le duc d'Or-lit charger par le colonel Milt-déjà avec les chasseurs et les it éloigné les Arabes, conduits ifa Ben-Salem.

novembre, la colonne pénétra nassif de l'Atlas qui touche au mal : une arrière-garde, for-le 17^e léger, resta dans le camp ini, pour donner le temps au e gravir la pente difficile sur la- e développe la route des Turcs. el Corbin ne tarda pas à être at-il se retira en bon ordre, et it qu'à de rares intervalles. Le rléans fit successivement couron-l'infanterie toutes les crêtes qui nt la route. La cavalerie se tenoit re de le soutenir au besoin, et s obus tirés, lorsque les Arabes se ient, ne tardèrent pas à les décou-

rager. Les coups de fusil cessèrent entiè-rement lorsque l'arrière-garde eut dépassé Aïn-Sultan, et la colonne continua sa marche sans accident. A quatre heures, elle passa l'Ouad-Kaddara, se mit en communication avec le corps commandé par le général Dampierre, et vint s'établir à six heures du soir sous le canon du camp de Fondouck.

— La duc d'Orléans est rentré le 2 à Alger. Sa colonne étant parvenue à la hanteur de la Maison-Carrée, le prince a adressé un discours aux officiers pour leur faire ses adieux, et les complimenter ainsi que les soldats sur le dévouement qui les anime tous. Le duc d'Orléans a été ensuite reçu par les autorités de la ville. Le 4, il a assisté à un banquet que la colonie lui avait préparé, et le 5, il a offert un dîner aux troupes de la division.

— Le collège de Commercy (Meuse) est convoqué pour le 7 décembre, à l'effet d'élire un député en remplacement de M. Etienne, nommé pair.

— En décomposant la liste des 20 nouveaux pairs, dont quelques-uns ont été nommés à plusieurs titres, on trouve qu'elle est formée des élémens suivans : anciens députés, 8; membres de l'Institut, 6; généraux, 5; députés, 4; anciens ministres 2; membres de conseils-généraux. 2; ancien ministre plénipotentiaire, 1; magistrat, 1; ancien préfet, 1.

— Le prince Esterhazy, ambassadeur d'Autriche à Londres, est en ce moment à Paris.

— Le maire de Besançon et deux membres du conseil municipal de cette ville sont en ce moment à Paris, en vue d'obtenir du ministère l'établissement d'une faculté des sciences à Besançon.

— On prépare à l'imprimerie royale les documens relatifs à la seconde série des accusés des 12 et 13 mai.

— M. de Lostanges, gérant de la *Quotidienne*, a comparu aujourd'hui devant la cour d'assises de la Seine, en vertu d'une citation directe, et sous la prévention d'offense envers la personne du duc d'Or-

léans, par suite d'un article sur l'expédition de Constantine publié dans la *Quotidienne* du 9. M. Berryer a défendu M. de Lostanges, qui a été acquitté par le jury, après un quart-d'heure de délibération.

— Deux jeunes gens, dont un n'est âgé que de vingt ans, les frères Thomassin, viennent d'être condamnés par la cour d'assises de la Seine aux travaux forcés à perpétuité et à l'exposition, pour avoir fabriqué et mis en circulation des pièces de 30 sous fausses.

— Les auteurs du *Moniteur républicain* venoient d'être condamnés par la cour d'assises de la Seine, lorsqu'un nouveau numéro de cette feuille clandestine parut. La police recommença ses investigations, et bientôt elle découvrit dans la cave d'un ébéniste, rue du Faubourg du Temple, des caractères et autres objets d'imprimerie ayant servi à cette publication. M. Allard, maître de l'établissement d'ébénisterie, ne fut point inquiété, mais son frère qui avait tout et déclara avoir agi à l'insu de M. Allard, fut arrêté avec les nommés Villecocq et Bechet. Tous trois comparoîtront devant les assises, à la fin de ce mois, comme prévenus d'attentat contre la sûreté de l'état.

— La statistique des travaux du tribunal de première instance du département de la Seine, pour l'année judiciaire du 1^{er} novembre 1838 au 1^{er} novembre 1839, offre les résultats suivans : Il restait à juger de l'année précédente, 2,498 causes; il en a été porté aux chambres civiles, pendant l'année, 7,894; sur ce nombre, 1,394 causes ont été supprimées ou arrangées, et 2,732 restent à juger au 1^{er} novembre 1839. Il a été porté aux chambres civiles 971 causes de plus que l'année précédente. Il reste à juger 223 causes de plus qu'en 1838, et 1,287 causes de plus qu'en 1837; et cependant il a été rendu 1,311 jugemens de plus qu'en 1838. Le nombre des expropriations pour cause d'utilité publique a été de 166, prononcées en 13 audiences.

— M. le duc d'Ilavré, capitaine des

gardes sous les rois Louis XVIII et Louis X, vient de mourir.

— M. Camille Nugnes, caissier-adjoint de la caisse des dépôts et consignations, frère du lieutenant Nugnes, est mort lundi à Paris.

— La caisse d'épargne de Paris les 10 et 11 la somme de 595,323 remboursé celle de 390,000 fr.

— Le déblai de la gare du chemin de fer de Saint-Germain, entre le quai de Tivoli et la rue Saint-Lazare, est d'être terminé; on prépare les chemins pour commencer les travaux de maçonnerie. La gare des chemins de Saint-Germain et de Versailles, aboutissant à Saint-Lazare, aura 24.600 mètres celle des Batignoles, pour les ateliers les marchandises, 102,000 mètres.

— Il a été consommé à Paris, pendant le mois d'octobre, 5,594 bœufs, 11 vaches, 6,066 veaux et 35,170 moutons. C'est 439 bœufs, 113 veaux et 2 moutons de moins qu'en octobre 1838 et 65 vaches de plus.

NOUVELLES DES PROVINCES

16 paquebots sont entrés, du 1^{er} au 9, à Boulogne avec 479 passagers; en sont sortis avec 566 voyageurs.

— Les recettes de la douane de Boulogne se sont élevées pendant le mois d'octobre à 170,000 fr. C'est une des plus fortes recettes mensuelles qui aient encore été faites.

— La cour royale d'Angers (chambre des mises en accusation) vient de statuer sur l'affaire relative aux troubles de la Sarthe. Ayant à délibérer sur le sort de 173 prévenus, elle a renvoyé devant la cour d'assises de la Sarthe, par deux arrêts différens, 56 accusés, dont 30 appartiennent à la première affaire et 26 à la seconde. 52 prévenus ont été renvoyés devant les tribunaux de police correctionnelle du Mans et de Mamers. La cour a déclaré qu'il n'y avait lieu à poursuivre contre 65 inculpés.

— Le contre-amiral Raymond Coignet vient de mourir à Cholet.

aux de la Saône ont crû de 7
arante-huit heures; la Saône
e nouveau les propriétés rive-

uscription ouverte à Lyon en
réfugiés espagnols s'élevait, le
9 fr. 25 c.

Pinot, maire de Toulon, a
as cette ville un cours gratuit
eignement du système de
mesures qui sera obligatoire à
1^{er} janvier 1840.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

naux de Madrid du 5 disent
dans un grand embarras pour
s remplaçans aux ministres dé-
ires. Ces arrangemens sont
difficiles, il est vrai; mais cela
se que rien ne se fait à Madrid
et se soit entendu et mis d'ac-
Espartero. Il est comme le
du gouvernement de Marie-

que les deux armées ennemies
plus qu'à quelques portées de
e de l'autre en Aragon, rien
ans les opérations. Tout le
recorde à représenter l'état de
de Cabrera comme combiné
gence. Sa confiance et sa har-
aissent se communiquer à ses
a convient d'ailleurs de l'échec
éprouver à deux divisions du
mée d'O'Donnell dans leur
r Morella. Dans un rapport
on état-major, on étoit con-
e *perte importante* étoit résul-
rencontre pour les christinos.
un autre rapport émané d'Es-
publié à Madrid, annonce que
ment a été *insignifiant*. Tou-
arrivé en dernière analyse que
visions d'O'Donnell se sont ar-
leur marche à la suite de cette
que les journaux du parti
eprochent à O'Donnell de s'é-
tre deux fois par trop de pré-
et de confiance dans la

supériorité numérique de ses troupes.

— On avoit publié d'abord que le
comte d'Espagne étoit disposé à traiter et
à faire sa soumission au gouvernement
de Madrid. On le louoit fort à ce sujet,
et peu s'en falloit qu'on ne le comparât à
Maroto pour la sagesse et le patriotisme.
Maintenant que la junte de Catalogne lui
a retiré le commandement de son armée,
les mêmes journaux qui avoient paru si
contens de lui, disent que sa destitution
est un événement bien heureux pour la
cause des christinos, parce que *ce vieil-
lard barbare et entêté* étoit parvenu à tout
soumettre autour de lui, et qu'avec une
armée de 10,000 hommes fanatisée
comme la sienne, il étoit capable de faire
une puissante diversion sur l'Ebre, et de
donner beaucoup d'embarras à Espar-
tero. Comme c'est le parti royaliste qui
lui a retiré son commandement, il devient
assez difficile d'expliquer ce que le parti
royaliste veut, ou ce que le *vieillard bar-
bare et entêté* étoit censé vouloir.

— Espartero se fait remarquer par un
redoublement de rigueur dans les mesures
qu'il ordonne contre les partisans de
Charles V. Une circulaire par lui adressée
à tous les généraux et commandans d'ar-
mes de l'Aragon, de Valence et de Mur-
cie, leur enjoint de chasser toutes les fa-
milles qui ont quelqu'un des leurs dans
les rangs de l'armée royaliste, ou qui sont
suspects à d'autres titres de favoriser la
cause de la légitimité. La même mesure
comprend la saisie et la confiscation de
leurs biens, pour être appliqués aux frais
de la guerre.

— Le désarmement de la Navarre donne
lien à des mesures sévères. En vertu d'un
arrêté du chef politique de la province,
tout détenteur d'armes est passible des
peines les plus graves, même de celle de
la mort selon les cas. Des visites domici-
liaires sont ordonnées, et exécutées par la
force militaire. Elles seront renouvelées
jusqu'à ce qu'il se soit retrouvé un nom-
bre d'armes au moins égal à celui des
individus qui se trouvoient inscrits sur les
contrôles de l'armée carliste. Une amende

Après un chapitre préliminaire emprunté à Léopold Ranke sur l'état politique et religieux du 1^{er} au 14^e siècle, l'auteur apprécie tour à tour et met en regard les poètes, les historiens, les philosophes, les rhéteurs, les grammairiens, les orateurs, les légistes, les théologiens, les polygraphes chrétiens et profanes de ces deux siècles. Cette liste est complète, on y voit figurer jusqu'à des médecins et des géographes, plus sans doute pour l'impulsion donnée à la science que pour la beauté de leurs productions.

Quelques vers d'Ausone, deux ou trois strophes de Prudence, voilà tout ce que nous offre la poésie religieuse et profane du 14^e siècle. Au siècle suivant paraît Claudien, qui employa avec une ridicule profusion les images et les formes usées de l'antique mythologie. On peut citer aussi Rutilius, dont l'*Itinéraire*, écrit avec assez de goût et plein de détails agréables, rappelle quelquefois le Childe-Harold de lord Byron dans ses dures invectives contre le christianisme romain; Sidoine, orateur bel-esprit, poète courtisan comme Claudien, et comme lui, quoique chrétien, s'inspirant aux sources païennes. A la même époque saint Prosper d'Aquitaine écrivoit son *Poème contre les ingrats*, c'est-à-dire, contre les semi-pélagiens qui se montraient ingrats envers la grâce de Jésus-Christ. Cet ouvrage, traduit en prose et en vers français par Lemaître de Sacy, est, selon M. Guizot, l'un des plus heureux essais de poésie philosophique qui aient été tentés dans le sein du christianisme. « Les jansénistes, dit M. Collombet, s'en vinrent au 17^e siècle, revendi-

sur la grâce, comme leurs opinions, et il ne seroit pas difficile de trouver plus d'un rapprochement entre Pascal et le poète d'Aquitaine. Nous croyons, au contraire, qu'il seroit impossible de trouver un rapprochement. La doctrine de saint Prosper, dans son poème, est orthodoxe; M. Collombet pense-t-il qu'il puisse appliquer le même éloge aux *Provinciales* de Pascal?

L'endroit le plus intéressant de l'ouvrage de M. Collombet, c'est l'histoire de l'éloquence religieuse aux 14^e et 15^e siècles. On y trouve des notices écrites avec beaucoup de détail et assez développées, sur saint Ambroise, saint Jérôme, saint Augustin, saint Eucher, Salvien, saint Léon. Les jugemens nourris de pensées génieuses, et de vues littéraires sur leur caractère et sur leurs productions. Toutefois, il nous semble que l'auteur se montre bien sévère envers saint Jérôme, quand il dit que ce docteur de l'Eglise « tâche de donner le sens caché ou mystique qu'il attribue aux paroles de l'Ecriture, que dans cette partie surtout il a abusé de son imagination, et qu'il est tombé dans des rêveries qui font fautive à son jugement. » Ailleurs, M. Collombet juge les ouvrages polémiques que saint Jérôme a composés pendant qu'il habitoit le monastère de Bethléem, *fort inférieurs à ses autres ouvrages*; il l'accuse de *s'y abandonner à sa passion, qui aveugle son jugement, et d'opposer aux erreurs de ses antagonistes des déclamations, des subtilités sophistiques, l'ironie, les tours d'une dialectique fallacieuse, les transports de la colère*. M. Collombet auroit-il pris au sérieux ces passages forgés par Maury, quoiqu'il prétende les avoir tirées de la lettre

saint Jérôme : *Multum peccavi : Dalmata fui?*

Ious convenons que, passionné par tout ce qui lui offre l'image de la vérité, l'illustre solitaire de bléem, tout en poursuivant sa vocation, ne ménage pas assez ses admirateurs, et qu'il s'abandonne quelquefois à des représailles qui le placent dans des préventions implacables. Mais croire que Ruffin, Pélagius, Jovinien, Vigilance ont été réprimés avec les armes d'une dialectique fallacieuse, des déclamations et des subtilités sophistiques, c'est nous supposer bien étrangers à la connoissance des écrits de saint Jérôme. Mais dire que saint Jérôme tâche de deviner le sens caché ou mystique qu'il attribue aux paroles de l'Ecriture, et qu'il abuse dans cette partie surtout de son imagination, et qu'il est tombé dans des rêveries qui font tort à son jugement, c'est étendre à tous les commentateurs de saint Jérôme sur les livres sacrés l'anathème qu'il avoit prononcé lui-même contre un commentateur purement allégorique du prophète Abdias, ouvrage de sa jeunesse, dont il disoit agréablement que quelque mal qu'un homme écrive, il trouvoit un lecteur qui avoit un mauvais goût que lui, ce qui n'est pas moins vrai de nos jours que de ceux de saint Jérôme; c'est surtout trop oublier que les meilleurs critiques ont reconnu qu'il est impossible de parcourir un seul livre de ce Père, sans admirer en lui un génie vaste, élevé et plein de feu, un esprit bien qu'un esprit vif et pénétrant, qui, entrant jusqu'au fond des difficultés, les sonde dans toute leur profondeur, et les juge avec le coup d'œil du critique le plus habile et le plus consommé dans son art.

Ce ton, il faut l'avouer, n'est guère convenable en parlant du plus savant interprète des Ecritures, dont Bossuet a dit que l'ancienne Eglise latine n'a jamais eu de Père plus savant que lui, ni de meilleur interprète critique et littéral de la sainte Ecriture.

Ces observations que nous soumettons à M. Collombet, et dont son excellent esprit appréciera l'importance, n'ont pour but que de l'engager à perfectionner son ouvrage, si intéressant sous d'autres rapports, si agréable par divers extraits des auteurs latins, traduits avec beaucoup de charmes. Il nous permettra aussi de trouver un peu d'affectation dans toutes ces terminaisons en *us*, qu'il conserve aux auteurs dont il parle ou qu'il traduit, Arnobius, Symmachus, Paulinus, Vigilantius, Lactantius, Remigius.

Pour bien approfondir le génie des Pères, il faudroit puiser aux sources antiques, et au lieu de vanter le lumineux coup d'œil d'un Ampère, la savante et pittoresque analyse d'un Philarète Chasles, l'aventurière et pittoresque imagination d'un Michelot, la contemplative finesse d'un Sainte-Beuve, il seroit plus utile de lire les Pères dans les Pères eux-mêmes, et de les juger d'après les grands écrivains du XVII^e siècle, par exemple d'après Bossuet, dont le jugement sur saint Augustin, qu'on lit dans la *Défense de la tradition et des saints Pères*, et qui auroit embelli les pages de M. Collombet, efface à notre avis les plus élégantes pages de nos académiciens modernes. Le siècle actuel, il est vrai, se vante d'avoir découvert le premier dans les Pères les mœurs et le génie des peuples, la trace d'un monde qui n'est

plus avec sa parole toujours active et passionnée ; il nous sera permis de croire que le grand siècle les apprécioit un peu mieux , surtout sous le rapport littéraire et moral , en reconnoissant « qu'ils étoient nourris de ce froment des élus , de cette pure substance de la religion , et qu'ils étoient pleins de cet esprit primitif qu'ils avoient reçu de plus près et avec plus d'abondance de la source même (1). »

M. Collombet nous paroît aussi trop s'appuyer de l'autorité de M. Beugnot, dont l'*Histoire de la décadence du paganisme en Occident* renferme de graves erreurs, et qui est trop écrite sous l'influence des opinions modernes ; il a tort de croire que M. Beugnot a envisagé d'une manière savante et impartiale l'empereur Julien, si mal étudié jusque là. C'est un des chapitres les plus inexacts de l'histoire de M. Beugnot, qui disculpe assez mal Julien du reproche d'intolérance, et de plusieurs autres genres de persécution. Tous ces auteurs modernes que M. Collombet paroît affectionner beaucoup et qu'il aime à citer de préférence, ne doivent être employés qu'avec une extrême défiance. On seroit tenté de leur appliquer cette réflexion d'un écrivain ingénieux : « C'est avoir beaucoup d'esprit que d'en avoir trop, mais c'est n'en avoir pas encore assez. »

L'abbé DASSANCE.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

PARIS. — On vient d'imprimer une *Neuvaine pour se disposer à célébrer la fête de l'Immaculée Conception de Marie* (2). Cette neuvaine comprend

(1) Bossuet.

(2) 24 pages in-12. Prix, 10 c. et 15 c. de port. Au bureau de ce Journal.

les prières communes à tous et celles qui sont propres à jour. Ces prières sont en la français.

La neuvaine commence en novembre ; des indulgences attachées. On les explique d'primé, qui porte une app de l'autorité ecclésiastique.

A la fin se trouve la prose maculée Conception de la Vierge, qui ne se trouve pas dans les livres d'office ordinaires.

Les prières qui composent la neuvaine sont toutes relatives à la vie de la sainte Vierge et à la Conception Immaculée. Elles sont propres à satisfaire et à la piété des fidèles.

Le *Constitutionnel*, qui veut mieux connoître les besoins des diocèses que les évêques, comme ceux qui n'usent pas de pères (ainsi que le disoit si élégamment M. Audry de Puyraveau) toujours qu'il y en a trop, le *Constitutionnel*, dis-je, a fort blâmé le plan de répartition des élèves des petits séminaires, que nous reproduit dans notre dernier numéro. Il voudroit qu'on réduisît le nombre de ces élèves de ne revient sur le texte si retentissant des envahissemens du clergé. Le directeur de jeudi lui répond qu'il y a trop de petits séminaires :

« Suivant le *Constitutionnel*, le nombre des élèves des petits séminaires considérablement augmenté, n'étoit au contraire du devoir de le restreindre, le nombre des ministres du culte catholique n'est aujourd'hui trop considérable.

• Ces deux assertions sont inexactes.

• La mesure attaquée n'a pas pour but de créer un état de choses nouveau. L'ordonnance du 16 juin 1820, qui a réduit de 20,000 le nombre des élèves qui peuvent être admis dans les écoles secon-

astiques, et cette limite est depuis longtemps atteinte. Il ne s'agissoit aujourd'hui que de faire une répartition nouvelle, meilleure que celle de 1828, dont l'expérience de onze ans avoit démontré les défauts.

Il est d'ailleurs de notoriété publique que le nombre des curés et des desservans est loin d'être en rapport avec les besoins des populations. La quantité considérable de paroisses vacantes, faute de sujets pour les remplir, et l'impossibilité où se trouvent les évêques de satisfaire aux nombreuses demandes de vicaires qui leur sont adressées par les communes, en sont une preuve incontestable.

Cette influence s'accroît en outre chaque année par l'augmentation progressive du nombre des succursales, et pendant 10,000 communes se trouvent encore aujourd'hui privées de l'exercice du culte, et ne peuvent, tant qu'elles sont dans cet état de suppression légale, apporter l'excédant de leurs ressources à l'éducation et à l'entretien de leurs écoliers religieux. Assurément, le moment n'est pas mal choisi pour forcer les évêques à réduire le nombre des élèves de leurs séminaires.

Quant au diocèse de Chartres, qu'on ne peut de ne pas voir figurer dans le tableau de répartition, son omission tient à la circonstance qui sans doute n'explique pas les critiques du *Constitutionnel*. En 1828, l'évêque a placé l'école secondaire ecclésiastique de ce diocèse sous le régime universitaire, et elle n'est plus soumise aux yeux de la loi et de l'Université à la même institution ordinaire.

Le *Constitutionnel* de vendredi revient sur ses assertions et sur ses conclusions. Il prétend qu'on avoit examiné les besoins du sacerdoce. Il ne comprend pas apparemment les vœux des campagnes qui n'ont pas de curés, et qui en demandent. Il ne rapporte même pas à cet égard les tableaux dressés par les évêques. Il se livre à ses plaintes des déclama-

tions accessoires sur les missionnaires, sur les religieux, sur les confréries, sur les privilèges. Nous ne croyons pas véritablement bien nécessaire de répondre à tout cela. Nous ne pourrions que répéter ce que nous avons déjà dit bien des fois, et nous n'empêcherions pas le *Constitutionnel* de reproduire ses assertions malveillantes et ses doléances sans fondement.

Un journal avoit annoncé qu'un individu en état d'ivresse avoit été arrêté à la fin d'octobre, et conduit au poste du Palais-Royal, où il avoit déclaré être Frère des Ecoles chrétiennes. Le supérieur-général de la congrégation a écrit à ce journal que suivant une lettre de M. le général commandant la place de Paris, cet individu a déclaré se nommer Pierre Etienne, être instituteur, et suivre à Paris les cours des Frères pour les ouvriers adultes. Mais cet homme n'appartient en aucune manière à l'institut, et même le Frère supérieur déclare que son nom n'est pas connu dans les écoles de Paris, qu'il prétend avoir fréquentées.

Nous avons parlé de la lettre adressée au clergé catholique par un protestant qui se cache sous la lettre X, et qui veut convertir les prêtres au protestantisme. Ce M. X. est la douceur même, il n'a que des paroles de tendresse pour les catholiques, mais il est profondément affligé de leur illusion. Il veut prouver à nos prêtres qu'ils ne connoissent point la Bible, parce qu'ils l'entendent comme les Pères et les docteurs de l'Eglise. Il s'est persuadé que les catholiques attribuent la justification aux mérites de l'homme, et il en est indigné. Il n'admet même pas le mérite des bonnes œuvres faites en suite de la justification. Il finit par des exhortations fort touchantes : Votre conscience n'est pas tranquille,

dit-il aux prêtres; vous avez peur de la mort, tandis que moi j'ai la certitude d'être sauvé. Ce brave homme qui est si sûr de son fait donne son adresse pour ceux qui voudront lui répondre; on peut lui écrire à la librairie protestante, rue Basse-du-Rempart.

Un ecclésiastique du diocèse d'Evreux, M. Le Meilleur, curé de Bazincourt, n'a pas voulu laisser cette lettre sans réponse; mais cette réponse n'est pas tout-à-fait celle qu'attendoit sans doute M. X. M. le curé de Bazincourt ne se laisse pas prendre à des paroles doucereuses. Il sait défendre sa foi. Il déclare que loin de défendre aux prêtres la lecture de la Bible, on leur recommande de l'étudier et de la méditer. Il explique, d'après le concile de Trente, la doctrine de la justification et des bonnes œuvres. Il dit ensuite à M. X. :

« Je ne doute pas que vous n'ayez bien approfondi vos confessions de foi, vos liturgies, quoique ce soit une tâche rude et difficile; en effet, vous en avez tant et de si contradictoires! Toutefois, vous seriez encore fort excusable à mes yeux, quand vous n'auriez pas présents à l'esprit tous les enseignemens, toutes les décisions de vos docteurs; aussi, je vous passe volontiers de ne pas vous rappeler bien précisément ce que dit sur la question présente une de vos confessions de foi, celle d'Augsbourg, par exemple; autrement, j'aurais lieu de m'étonner que vous me fassiez un crime, à moi, de croire au mérite des bonnes œuvres, quand sans doute vous y croyez vous-même. Voici en effet ce qu'on lit dans cette confession (édition de Genève, imprimée sur celle de Wiltemberg, faite à la vue de Luther et de Mélancthon) : *La nouvelle obéissance est réputée une justice et mérite des récompenses.* Un peu après : *Les bonnes œuvres sont dignes de grandes louanges; elles sont indépendantes et elles méritent des récompenses.* (Synod. Gen. 12). Ensuite :

Notre action doit être jointe aux Dieux; elle nous les conserve et en l'accroissement. Puis elle cite saint Augustin : que la charité on l'exerce, mérite l'accroissement de la charité (*Ibid.* p. 22).

« Je m'arrête à ces citations; elles sont assez claires et assez concluantes pour établir votre croyance en ce point; peut-être n'êtes-vous point de l'union d'Augsbourg; peut-être matérialisez-vous les dogmes qu'elle enseigne. Il falloit m'en avertir; en effet, voulez-vous que je devine qui vous êtes et quel est votre symbole?

« Convenez, monsieur, que nous sommes pas si à plaindre que vous blez le croire. Nous n'avons, nous, un symbole, qui fut celui de nos pères; mais il sera celui de nos descendants; nous ne rougissons point de l'avoir hautement. Loin de là, nous le faisons tous les jours dans nos saintes assemblées et le proclamons à la face du ciel et de la terre. Notre foi ne varie selon les temps et les lieux; elle est immuable comme son divin auteur, son autorité qui nous couvre de son ombre nous met à l'abri de ces éternelles variations qui sont le partage de ce monde qui ont secoué son joug.»

Il finit par quelques objections très-fortes contre la certitude de la révélation, que M. X. croit avoir eue; mais Paul n'étoit pas si rassuré. Il disoit qu'après avoir prêché aux Athéniens, il ne sût reproché lui-même. Il disoit les Philippiens à opérer avec crainte et tremblement. Les textes sont clairs et précis, et s'accroissent mal avec la certitude de la révélation.

Cette lettre de M. l'abbé L. leur est courte mais solide; nous regrettons de n'en pouvoir citer davantage. Elle est datée du 15 septembre dernier, et imprimée à Evreux chez Ancelle. On a ensuite la lettre de M. X., dont nous donnons une bonne réfutation.

ontenelle se faisoit gloire de n'avoir jamais jeté un ridicule sur la petite vertu. Chez le *National de l'Ouest*, c'est tout le contraire : la vertu la plus humble ne peut passer inaperçue dans le monde ; il faut qu'elle paie tribut à sa malignité, il faut qu'elle subisse l'épreuve de la diffamation. Mais aussi, quel mérite y a-t-il à la pratique de la vertu, si le *National de l'Ouest* n'avoit le privilège de l'outrager ?

Nous ne parlerons pas du venin répandu chaque jour dans ce journal contre le clergé catholique, contre les Jésuites et les Frères des écoles chrétiennes, qui rendent de si précieux services à la société : tous méprisent assez ses outrages quotidiens pour dédaigner d'y répondre.

Mais le clergé, les Jésuites et les Frères ne peuvent suffire à sa haine implacable ; il lui faut encore d'autres victimes à déchirer. Il existe des pieuses institutrices qui consacrent leur vie entière à l'éducation des jeunes filles de toutes les classes de la société, en commençant par les pauvres. Malheureusement, au lieu de la charte et des institutions libérales, les pieuses institutrices apprennent le catéchisme aux pauvres filles, et, dès lors, tout est fini ; le clergé reprend son influence, le *National de l'Ouest* ne sera pas dans les écoles... partant, plus de bien.

Après les Sœurs de l'Instruction chrétienne, il lui reste encore à diffamer les Sœurs de l'Espérance. Ces pauvres-là, mues par la seule charité chrétienne, se dévouent au soin des malades, pansent leurs plaies, ne reculent devant aucune des plus dévorantes infirmités humaines.

Les Sœurs de l'Espérance sont honorées de deux articles diffamatoires. Dans son numéro du 17 de ce mois, le *National de l'Ouest* donne un, intitulé : *Avis aux fa-*

milles que de bons héritages pourroient gêner. Vous comprenez que par ce titre d'une si délicate ironie, il veut dire que les Sœurs de l'Espérance « se consacrent au soin des malades, dans l'espérance de profiter de leurs derniers momens pour détourner, au profit du parti-prêtre, tout ou partie des successions. »

Pour donner couleur à cette calomnie, il faut bien l'appuyer d'une petite historiette. C'est une « femme âgée et malade que les Sœurs attirent dans leur monastère, moyennant le paiement d'une assez forte pension. » On lui donne, bon gré malgré, le confesseur de la maison ; celui-ci, comme de raison, engage la malade « à donner à la communauté une partie de son bien, afin de gagner le ciel. » (Ici viennent les plaisanteries sur le chemin du paradis, et sur les directeurs qui vendent les places comme celles des théâtres et des diligences.) Bref, la malade, ennuyée de toutes ces obsessions, en parle à ses enfans, qui la tirent heureusement de ce guet-apens.

Nos lecteurs, et le *National de l'Ouest* lui-même, n'ont peut-être pas encore oublié la petite affaire qui a amusé le public à ses dépens devant le tribunal de police correctionnelle, pour délit de diffamation. L'issue de ce procès a été on ne peut plus désagréable au *National de l'Ouest* : d'une part, il a été assez plaisamment mystifié par un prétendu correspondant, et, de l'autre, il a été battu par le parti-prêtre : c'étoit pour lui trop de moitié. Cette fois-ci, le *National de l'Ouest* ne s'y laisse pas prendre. Il place les acteurs et le lieu de la scène dans le vague : la femme âgée et malade, il se donne bien de garde de la nommer, moins encore le directeur et le monastère ; le lieu de la scène, c'est tout bonnement une ville pas trop éloignée de Nantes, d'où on lui écrit cette jolie historiette, digne en tout de figurer

dans ses colonnes. Avec de telles précautions, le *National de l'Ouest* peut, sans craindre la police correctionnelle, nous débiter chaque jour un nouveau conte diffamatoire.

(*L'Hermine de Nantes.*)

M. Laurent, curé de Gimmenich, diocèse de Liège, a reçu les bulles du pape en vertu desquelles il est nommé évêque *in partibus* de Chersonèse. Il aura sa résidence à Hambourg, et sa juridiction s'étendra sur les catholiques des villes libres de Hambourg, Brême, Lubeck et de tout le royaume de Danemarck. M. Laurent sera sacré évêque à Liège, avant son départ.

M. Wallop, ancien aumônier de la prison de Vilvorde, qui avoit embrassé un état incompatible avec son caractère de prêtre en ouvrant un estaminet à Bruxelles, vient d'adresser la lettre suivante à un journal de la capitale :

« Monsieur l'éditeur du *Belge*, plusieurs journaux annoncent mon départ pour Rome; d'autres prétendent qu'un couvent m'a reçu dans ses cloîtres; les uns et les autres sont dans l'erreur.

« Depuis long-temps j'avois formé le projet d'abandonner le commerce de bière. Si ce commerce n'est pas de sa nature méprisable, il l'étoit exercé par moi, ministre de l'autel, sujet de désolation pour l'Eglise et de scandale pour les fidèles.

« J'ai renoncé au cabaret que j'avois ouvert à Bruxelles, pour me retirer à Malines sous la surveillance de l'autorité ecclésiastique, et donner par là une preuve irrécusable du repentir où je suis de mes erreurs.

« Touché d'admiration pour la religion catholique, apostolique et romaine, pénétré du plus ardent désir de réparer, autant qu'il est en mon pouvoir, les maux que ma conduite a pu causer à l'Eglise, je souhais que la plus grande publicité accompagne mon retour au bon et bonjour vé-

néral pasteur, S. E. le cardinal évêque de Malines, dont j'ai trop le méconnu l'autorité, et qui, à scandale que je donnois, avoit essayé de persuader mon cœur par ses invitations réitérées et pleines de

« Puissé-je par ma véritable de mes fautes passées, en me soumettant sans restriction aux ordres que vous m'imposez, regagner sa faveur. Agréez, etc.

« BERNARD WALLOP, pr

L'état déplorable de l'Eglise au Portugal et le schisme que les insensés de don Pedro y ont introduit, nous avoient fait craindre qu'il n'en fût de même en Espagne. L'Eglise a reçu aussi tant d'atteintes. Un ecclésiastique retiré en France, auquel nous avons demandé des renseignements à l'égard, a bien voulu nous faire connaître la situation des choses, la position et ses relations le même d'être parfaitement. Il nous assure qu'il n'y a en Espagne de schisme dans aucun. L'exemple de ce qui arriva en France il y a bientôt cinquante ans nous a fait sentir la nécessité de se soumettre à tous les sacrifices dictés par la conscience et permis par les canons que d'éprouver les effets du schisme. C'est ce que le saint-père qui gouverne l'Eglise a demandé instamment aux évêques de France qui l'ont consulté dans des circonstances difficiles où ils ont vécu depuis six ans. Ils s'adressèrent d'abord au Saint-Siège sur ce point, et il leur fut répondu que leur serment au gouvernement étoit licite. Sur ce point il n'y a eu de difficulté parmi les évêques.

Un cas plus difficile pour les évêques s'est offert en effet, des évêques étoient forcés de leurs diocèses pour éviter les sécessions et la mort dont le

t des factieux qui veulent tout être, et dont les excès ont déjà d'une fois ensanglanté l'Espagne. Dans ce cas, les évêques, avant d'arriver pour l'étranger ou pour la retraite éloignée, nomment un évêque de confiance pour gouverner le diocèse. Si le gouvernement de fait n'a agréé point ce choix, qu'il nomme un autre ecclésiastique sans consulter l'évêque, alors il y a eu schisme. Jusqu'ici les évêques ont pu l'éviter en donnant des pouvoirs aux ecclésiastiques nommés par l'autorité civile pour gouverner les diocèses, et contre lesquels apparemment il ne s'élevait rien de très-grave. C'est ce qu'a fait autrefois le vénérable archevêque de Tarragone réfugié en France. A son départ il avait nommé un gouverneur du diocèse. Le gouvernement n'a agréé point son choix, et il en a nommé un autre. L'archevêque aima à céder que de donner lieu à un schisme. Il envoya des pouvoirs au gouverneur désigné par le gouvernement, et sans doute n'étoit point indigne de confiance.

Voilà d'après le témoignage de notre estimable correspondant, quelle étoit la situation de l'Espagne relativement à l'administration des diocèses. Toute qu'il y avoit à Rome, lors de la dernière canonisation, cinq prélat espagnols, entr'autres l'archevêque de Tarragone et l'évêque de Valence, et l'on croyoit que ces prélats s'entendoient avec les cardinaux sur les affaires ecclésiastiques de leur pa-

POLITIQUE, MÉLANGES, ETC.

Cette sorte de problème a été jeté dans les journaux pour les amuser pendant quelques jours : c'est la question de savoir si les choses vont mieux, si la société est plus calme et plus tranquille dans l'interval des sessions que pendant les sessions législatives. La meilleure manière de répondre seroit peut-être de poser

en fait que le temps n'est bon ni dans le premier cas, ni dans le dernier. Mais s'il falloit absolument préciser celle des deux époques où il est le plus mauvais, nous croirions pouvoir affirmer que c'est pendant les sessions des chambres, plutôt que pendant leurs vacances.

Au moins nous paroît-il que quand les ambitions sont à la campagne, les affaires n'en vont pas plus mal, et que le repos, tout incertain et tout éventuel qu'il est, ne se trouve cependant pas aussi mêlé de crises, d'agitation et d'insomnies que dans les jours où les sessions législatives ramènent avec elles les guerres de portefeuilles, les passions rivales, les cupidités jalouses et affamées. Dans l'interval qui les sépare, il se rencontre du moins quelques bons momens, quelques veines de calme et de sommeil tranquille; au lieu que depuis le jour où les chambres s'ouvrent jusqu'à celui où elles se ferment, c'est à peine si l'on a le temps de se reconnoître et de respirer. Tout devient difficile, et se hérise d'obstacles. Il faut d'abord cinq semaines de querelles et de batailles pour répondre à un discours de quarante lignes, qui ne demanderoit pas plus de deux heures de travail à un rhétoricien médiocre pour y trouver une réplique convenable. Ensuite dix jours pour chercher un président et organiser un bureau. Et puis souvent des mois entiers pour démonter le ministère, et en remonter un autre qui vaut quelquefois moins.

Toujours est-il qu'aux époques des sessions, tout s'arrange pour faire durer le plaisir, et donner le temps aux ambitions de remuer, aux cupidités avides de traiter avec leurs acquéreurs, et de faire bonne récolte. Puisque tel est le sort de la France, il faut bien en passer par là sans doute. Mais ne pourroit-on pas nous y faire passer plus vite, et trouver moyen de faire souffrir les patients un peu moins long-temps ?

En demandant si la France est plus à son aise pendant les sessions législatives que dans l'interval des sessions, les

journaux posent un problème oiseux qui ne mène à rien, puisque sa solution laisserait les choses dans l'état où elles sont, et ne pourroit servir qu'à indiquer quel est pour nous le temps de l'année le plus critique et le plus malheureux. Un problème plus intéressant, à notre avis, seroit celui où l'on proposeroit de chercher un moyen d'abrégier ce temps, et de réduire, par exemple, les sessions des chambres à la moitié de leur durée ordinaire. Voilà ce qui seroit un vrai progrès dans l'ordre, et un très-bon achèvement vers la tranquillité.

La plupart des journaux prétendent que les promotions à la pairie vont toujours en diminuant de qualité. Nous ne saurions dire jusqu'à quel point leur remarque est fondée. Mais si le fait est vrai, c'est donc comme l'histoire du panier de cerises de M^{me} de Sévigné, où l'on voit aussi les meilleures cerises partir les premières, et toutes celles qui restent disparaissent successivement dans l'ordre de leur qualité, jusqu'à ce qu'on arrive aux plus inférieures.

Il est certain qu'à force de prendre également dans les sommités de juillet tout ce qu'il y a de plus beau et de meilleur pour la consommation de la pairie, on doit arriver de même aux cerises de la seconde qualité, puis à celles de la troisième, et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus que de l'inférieur au fond du panier. Mais ce n'est pas à dire qu'on en soit là dès à présent ; et il faut espérer que les cerises passables dureront encore long temps, avant qu'on arrive à celles que les journaux ont l'air de vouloir donner déjà comme les dernières et les moins bonnes. Le temps leur fera voir qu'on fait de médiocres ils ne sont pas au bout, et que le panier est plus inépuisable qu'ils ne l'imaginent.

PARIS, 10 NOVEMBRE.

C'est au journal de Marseille et non au journal de Paris, que le duc d'Orléans est parti, à neuf heures du

soir. Le *Phare*, qui a amené le prince à Marseille, étoit accompagné du paquebot le *Grosodile*. Le 6 à six heures du matin les canons des forts ont annoncé l'arrivée du duc d'Orléans. Les autorités n'ont tardé à se rendre auprès de lui, et l'ont entretenu à travers la grille. Peu de temps après, le maire a fait afficher la proclamation.

— On dit que la duchesse d'Orléans et le duc de Nemours ont quitté aujourd'hui Paris pour aller au-devant du duc d'Orléans.

— Le duc d'Orléans avoit quitté Paris le 6 octobre. Après avoir visité Bonaparte à Gigelli, Stora Philippeville, le prince étoit parti le 10 de ce dernier endroit avec des troupes destinées à l'expédition depuis quelque temps projetée. De Philippeville à Constantine, et de Constantine à Alger, où le duc d'Orléans est resté le 2 novembre avec la colonne sous ses ordres, il y a 120 lieues et demie :

	Kilom.
De Philippeville à Constantine,	82
De Constantine à Milah,	36
De Milah au camp de Béné-Kecha,	25
Du camp de Béné Kecha à Djimila,	34
De Djimila à Sétif,	34
De Sétif au camp de la Bousellann,	27
Du camp de la Bousellann au camp de Medjana	34
Du camp de Medjana au camp de Boukelen,	34
Du camp de Boukelen au camp d'Oued Mellelou,	17
Du camp d'Oued Mellelou à Kef Radjila,	27
De Kef Radjila à l'Oued Erroukhan,	34
De l'Oued Erroukhan à Benbini,	34
De Benbini au Fondouck,	34
De Fondouck à Alger,	34
Total,	482
(120 lieues)	

l'amiral Ducampe de Rosade France, est nommé au commandement de l'escadre de réserve à Toulon. Dans le cas de la l'escadre de réserve et de celle le vice-amiral Rosamel seroit prendre le commandement

cette des Tribunaux contient méros des 12 et 13 la relation s criminel qui a occupé la es de la Basse-Terre (Guade-mois d'août dernier, et dont le téla condamnation à une sim- , du sieur Noël, habitant de , lequel étoit accusé d'avoir de ses esclaves des châtimens qui auroient causé sa mort. une juste indignation, dit le sialériel du soir, que la Gazette sar a relevé les étranges doctri-défenseurs ont cru pouvoir pro-jet des droits du maître sur la e son esclave. Les lois colonia-vent ces doctrines, et le prési-sises ainsi que le ministère pu- repoussées avec une énergie meilleur résultat. » La feuille le ayant dit que les trois ma-mposant la cour d'assises et roi étoient des métropolitains, n'avoit été négligé pour une ion, ajoute : « De nouveaux nent au surplus d'être don-vernement pour prévenir et e pareils actes de violence, par ce royale du 11 juin 1859, censemens, qui consacre le site des habitations par le mi-clic, par les agens du service eur, et par les maires et ad-

ronage spécial va être organisé des esclaves, au moyen d'un a été obtenu au budget de l'é-340. D'autres dispositions qui nt, et dont il sera donné con-aux chambres, fourniront en-gouvernement des moyens tion sur tout ce qui con-

cerne l'esclavage dans nos colonies. »

— Le maréchal-de-camp baron d'André est nommé au commandement militaire du département des Ardennes.

— Le lieutenant-colonel Lemonnier de la Fosse, commandant de la place de Mézières, a été nommé au commandement de celle du Havre, en remplacement de M. Hervo, admis à la retraite.

— M. Lucot, capitaine de la garde nationale de Joinville-le-Pont, avoit reçu, le 13 mai dernier, lorsque l'émeute qui avoit la veille ensanglanté la capitale pouvoit encore se renouveler, l'ordre de se rendre avec sa compagnie au rond-point de la barrière du Trône. Sous divers prétextes, et notamment parce que les gardes nationaux qui se présentoient n'étoient pas assez nombreux, M. Lucot refusa de marcher, ou du moins déclara qu'il ne dépasseroit pas la grille du parc de Vincennes. M. Lucot, appelé en police correctionnelle pour refus volontaire d'un service obligatoire, se trouva condamné à six jours de prison et à la privation de son grade. Cet arrêt vient d'être confirmé par la cour royale, après deux audiences.

— La commission des offices a tenu, il y a peu de jours, sa première séance sous la présidence du garde des sceaux. La question du droit de transmission a tout d'abord été l'objet de la discussion. Le baron Mounier, dans un discours étendu, a soutenu que le droit de transmission des offices ministériels, bien qu'il fût sanctionné par l'usage, n'étoit pas dans la loi, et que fût-il reconnu d'ailleurs par la loi de 1816, il y auroit nécessité de modifier un état qui lui sembloit préjudiciable à l'intérêt privé aussi bien qu'à l'intérêt public. M. Nicod a combattu les argumens de M. Mounier, qui ont été ensuite appuyés par M. Delais. M. Glandaz, président de la chambre des avoués, a attaqué le système de MM. Mounier et Delais. La séance a été renvoyée à samedi prochain.

— Par arrêté du ministre de l'instruc-

tion publique, du 5. M. Herbet a repris ses fonctions de chef de bureau des travaux historiques.

NOUVELLES DES PROVINCES

La ville de Versailles est maintenant éclairée en partie au gaz. Le même éclairage sera bientôt en usage dans toute la ville.

— La souscription ouverte dans les bureaux de la *Gazette de Picardie* (Amiens), en faveur des malheureux réfugiés espagnols, s'élevait, le 13, à 1,998 fr. 50 c.

— Pendant la nuit du 10 au 11, la digue gauche de la Scarpe s'est subitement rompue dans la partie où elle est cotoyée par le nouveau lit du canal de dessèchement. Les eaux de la rivière ont inondé une partie du village d'Anthières-les-Douai et du marais des Six-Villes. Des habitans d'Anthières ont été obligés de se réfugier dans leurs greniers. Cet événement est attribué au défaut de solidité de la digue.

— Le baron de Los Vallès, qui s'étoit arrêté à Boulogne pour passer quelques jours auprès de son fils, a reçu la semaine dernière du commissaire de police de cette ville l'ordre de s'embarquer sur-le-champ pour Londres.

— La première chambre de la cour royale de Rouen, présidée par M. Fércoq, s'est occupée le 12 de l'ancienne affaire de duel (30 août 1838) concernant MM. de Lorois, préfet du Morbihan, et de Sivry, député du même département. Il n'y a eu aucun débat. La cour a déclaré M. de Lorois coupable d'avoir fait, avec préméditation, des blessures à M. de Sivry, et M. de Sivry coupable d'en avoir fait à son tour à M. de Lorois; et, reconnaissant des circonstances atténuantes en leur faveur, elle les a condamnés chacun à 100 fr. d'amende.

— Le maréchal Oudinot, grand-chancelier de la Légion-d'Honneur, a donné sa démission de membre du conseil-général de la Meuse.

— M. Juin, substitut à Chateau-Gontier (Mayenne), est nommé procureur du roi dans ladite ville.

— La chambre de commerce Carcassonne, réunie sous la présidence de M. Roulleaux-Dugage, préfet de l'Aude, a remis le 10, aux ouvriers fabriques de draps qu'elle avoit même désignés, les 25 livrets de la caisse d'épargne que le duc d'Orléans avoit laissés pour eux à son passage dans la ville.

— Le bateau à vapeur la *Chère* est parti, le 10, de Toulon pour Alger.

— Les recettes de la douane de Marseille, pendant le mois d'octobre dernier, ont été de 2,479,817 fr. 51 c. En comparant cette somme à la recette d'octobre 1838, on trouve une diminution de 263,180 fr. en 1839.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Le parti des clubs fomenté et entretient tant qu'il peut l'idée du refus de l'impôt, dont le germe a été déposé dans le dernier acte de la chambre des députés avant l'ajournement de cette assemblée. Il est certain qu'elle renferme même dans son sein des élémens de trouble et d'agitation révolutionnaire qui demandent qu'à se faire jour. Avant de se dessiner qu'on prête au gouvernement la dissoudre, acquiert-il beaucoup de consistance.

— Les journaux de Madrid du 7 et 8 septembre donnent compte d'un événement auquel les circonstances donnent une certaine importance. Ils racontent que, la veille, au moment où l'on relevoit les corps-de-garde du palais, les voltigeurs du régiment de la reine régente ont refusé de rendre leur service, et ont fait entendre quelques cris de mécontentement au sujet de la solde qui est arriérée. Les officiers, pour les apaiser, ont été obligés de leur promettre le paiement des arrérages.

— Le *Courrier National* de Madrid annonce la crainte de voir la campagne de ragon faire long feu et manquer par suite des dispositions de Cabrera, et des positions qu'il a su prendre tout autour de lui, en se hérissant de fortifications.

at l'avantage des lieux. Il par-
mée constitutionnelle hésite et
ant les obstacles qu'elle ren-
ont devant elle.

o de l'Aragon parle d'une ren-
auroit en lieu le 7 ou le 8 près
le Borschina, entre quelques
christinos et carlistes. Selon sa
s derniers auroient commencé
l'ennemi, et auroient fini par
ssés. Le journal qui donne
elle est très-ardent pour la
révolution.

des Belges, qui étoit encore à
n'a pu assister à l'ouverture
bres. On dit qu'il doit arriver
ment à Bruxelles.

verture des chambres belges a
nformément à l'article 70 de la
on, qui porte que les chambres
ont chaque année le second
novembre. Le total du budget
es de 1840, est de 101 millions
:

udget des dépenses de 1840
Hollande à 132,229,852 fr.

écrit de Londres que le nou-
maire, après la cérémonie du
a donné un banquet à Guild-
emarquoit parmi les nombreux
le duc de Cambridge, le lord
; lord Melbourne, lord Nor-
rd Palmerston, etc. D'après un
ord Melbourne auroit été sifflé
on tour il auroit voulu prendre

omte d'Errol, grand-veneur de
Victoire, vient d'être nommé
le la maison de S. M.

limes pense que la révolte de
étoit préparée depuis long-
donne pour preuves la quantité
le toutes sortes qui étoient aux
s hommes des montagnes, et
d'insurgés venant de 30 à 40
distance.

Jamille Amici, délégué aposto-
olète, dans l'état romain, ayant
passage de Suétone qu'il y avait

sur une montagne en allant de Norcia à
Spolète, des monumens de la famille
Vespasien, a voulu gravir la montagne
près Norcia, et a trouvé dans une mesure
et précisément sur le terrain encore ap-
pelé aujourd'hui *Vespa*, un bel escalier à
deux rampes tout en marbre, et à droite
un arceau soutenu par des pilastres d'une
belle architecture. On espère que des
fouilles faites en cet endroit amèneront
des découvertes précieuses. La mère de
Vespasien habitoit dans ce lieu.

— Le prince royal de Hanovre vient
de publier en langue allemande une
brochure qui a pour titre : *Réflexions sur
les effets et les propriétés de la musique*.

— C'est le 6 que les chambres de
Dresde ont tenu leur première séance.
Le roi a nommé le président de chacune
d'elles.

— La flotte anglaise, qui a quitté le
mouillage de Besika, par suite d'une dé-
pêche de lord Ponsomby, est partie le 23
pour Ourlac, où elle étoit encore le 29.
Il est probable que cette flotte hivernera
à Malte. La flotte française est encore à
Besika : on dit qu'elle doit passer l'hiver
à Smyrne.

— L'amiral Roussin est à Smyrne.

— Le comte de Pontois, nommé der-
nièrement ambassadeur français à Cons-
tantinople, est arrivé le 23 octobre dans
cette capitale, et a été complimenté le 26
de la part du grand-visir et du mini-
tre des affaires étrangères Reschid-Pacha. Un
nouvel incendie a éclaté à Constantino-
ple le 25.

— Plusieurs journaux ont annoncé
dernièrement que la frégate la *Belle-
Poule*, commandée par le prince de Join-
ville, se trouvant à la remorque du ba-
teau à vapeur de l'état le *Papin*, étoit res-
tée échouée pendant quelques heures, à
l'entrée des Dardanelles. Ce fait est au-
jourd'hui confirmé. On écrit de la
Pointe-des-Barbiers (canal des Darda-
nelles), le 16 octobre, que la frégate la
Belle-Poule, échouée la veille dans la soi-
rée, sur un fond de sable très-doux, par
un très-beau temps, n'a pu être remise à

flot que le matin du 16. Le fond sur lequel la *Belle-Poule* a échoué n'est guère distant de la côte de plus de cent toises.

— La frégate la *Belle-Poule* est arrivée à Therapia, le 27 octobre.

La diète germanique vient de publier à Francfort un document en 38 paragraphes, renfermant les principaux résultats obtenus par les enquêtes relatives aux complots révolutionnaires de ces derniers temps en Allemagne. Les 38 paragraphes sont précédés d'une exposition qui, ayant fait remonter l'existence des associations allemandes à 1813, établit que dans l'origine les princes et les peuples qui en faisoient partie n'avoient en vue que la destruction de l'étranger, maître du pays. A la paix de Paris, en 1814, ces associations, dont le but avoit été rempli, durent se disperser. Mais il arriva que de nombreux débris formèrent de nouvelles associations, cette fois malfaisantes au lieu d'être protectrices. Beaucoup d'individus en firent partie sans en connaître le danger, tandis qu'une foule d'autres qui n'en ignoroient point le motif, le dissimuloient autant que possible. Deux sociétés, une dite *Société de la Wottereau*, à Usingen, l'autre sous le nom d'*Union allemande*, avoient pour base le renversement par la force de l'ordre de choses existant, et l'établissement d'une république. Pour y parvenir, il falloit avant réclamer des constitutions dans le sens étranger, à la manière anglaise ou française. De nouvelles sociétés surgirent avec les mêmes intentions et se recrutèrent dans les universités.

L'assemblée de la Wartbourg, (fête pour la réforme) qui eut lieu en 1817, et qu'une description spéciale appeloit : «Le lever d'une aurore couleur de sang et d'or dans la nuit d'hiver de l'esclavage» dévoila tout à tous les yeux. Le meurtre commis le 23 mars 1819 par le nommé Sand, et l'attentat de Loening le 1^{er} juillet suivant, sur le président de régence du gouvernement de Nassau, Ibell, détachèrent les esprits réfléchis des associa-

tions ; mais les autres devinrent dacieux. Les révoltes en Espagne, Naples, en 1820, et les troubles porains en France, excitant en leur faveur des factieux, les firent se joindre aux turbulents français. L'*Association des Jeunes-Gens*, qui avoit envahi en 1820 quinze états de la confédération, avoit comme la plupart des associations le caractère de haute moralité. Les membres se trouvoient liés par serment, et les dénonciateurs étoient punis de mort.

La sévérité des instructions émanées de la diète, après les découvertes de 1824, rendit les associations moins nombreuses, de sorte que de cet instant à 1830, on n'a pu signaler aucune des extérieures de leurs menées.

Chacun des paragraphes du document de la diète porte un titre ; nous ne donnerons que celui du premier paragraphe : «Agitation par suite de la révolution de juillet.»

La révolution de juillet qui fit quelques semaines après, de la Belgique, réveilla l'ardeur des sociétés secrètes. Dans la première quinzaine de septembre 1830, des émeutes de la capitale éclatèrent à Dresde, Cassel, à Brunswick. A Dresde, l'hôtel de la ville fut pris d'assaut; à Brunswick, on se rendit au château. L'effervescence de la révolution augmenta encore avec la révolution de Pologne, qui éclata le 29 novembre et débuta par le meurtre. Des révoltes séditieuses eurent lieu dans la Prusse Supérieure et dans le duché de Saxe-Weimar.

La chute de Varsovie fut suivie, l'hiver de 1831 et au commencement de 1832 du passage des insurgés polonais vers la France. Ils furent accueillis avec enthousiasme dans la France méridionale, particulièrement à Wurtzbourg, Francfort, et dans le Rhénane. La presse allemande à exploiter cet enthousiasme. Le Wirth, rédacteur en chef de la presse allemande, disoit dans son numé-

32 : « Si l'on veut mettre un
misères de l'Europe, il faut
onde, avec le secours d'une
lémocratiquement organisée,
d'Allemagne avec une consti-
tution, et que l'on prépare,
alliance des peuples français,
et polonais, une société d'états
e. » D'autres journaux agis-
le même sens, tels l'*Allemagne*,
de l'Ouest de Siebenpfeiffer,
le du Rhin de Strohmeyer,
des Deux-Ponts, la *Sentinelle*
(Hler), publiée à Stuttgart par
Roedinger et Tafel, membres
l'*Association de la Jeunesse*.

de janvier 1832, des troubles
atés dans le Hanovre, notam-
Dsterode et Gœttingue. Des
armés et des étudiants com-
r quelques avocats et des pro-
articuliers (privat docenten),
quels se trouvoit le docteur
latt, d'Alfed (Hanovre), s'é-
és avec violence de l'hôtel-de-
Gœttingue, et y ayant installé de
utorités, n'avoient pris la fuite
arrivée de forces militaires im-

mai 1832 eut lieu la fête de
sur les ruines du vieux châ-
nom, près de Neustadt, dans
rhénane. L'invitation envoyée
es à l'avance, rédigée par Sie-
et signée par 34 bourgeois de
r-la-Hard, portoit ces mots :
non de ce qui est acquis (la
bavaroise), mais de ce qui
querir, non de la victoire glo-
de la lutte virile entreprise
pher de la force intérieure et

Les mesures prises pour em-
le célébration furent ineffi-
eurs jours avant l'ouverture,
encombrèrent de voyageurs
Bavière, du Wurtemberg, de
deux Hesses, de Nassau, de
et de l'Alsace française. Des
arrivèrent de divers points
t du Hanovre. Heidelberg fut

représenté par 300 étudiants, et des mem-
bres de la *Burschenschaft* vinrent de tous
côtés, entre autres de Wurzburg et d'Ié-
na. Chacun portoit une cocarde trico-
lore, noir, rouge et or. C'étoient les cou-
leurs adoptées dès le commencement par
la *Burschenschaft*, société d'étudiants for-
mée en 1815. Siebenpfeiffer, dans son
Messenger de l'Ouest, porta le nombre des
assistans à 60,000, et le chef de la garde
de sûreté ne l'éleva qu'à environ moitié.
La plupart de ceux qui étoient venus
croyoient qu'on alloit en finir au moyen
de la force. Des discours révolutionnaires
furent prononcés par Wirth, Siebenpfeif-
fer, Widmann et les rédacteurs de la *Senti-
nelle du Rhin* et de l'*Ami du Peuple*, le litté-
rateur Cornélins, de Stralsund (Prusse), le
docteur Pistor et des étudiants. On
planta des arbres de liberté, on proclama
la liberté et l'égalité, on provoqua au
refus d'impôt. Il fut aussi question de
prochains détronemens, de poignards...

L'assemblée de la Wartbourg, en 1817,
avoit nécessité le congrès de Carlsbad, et
la fête de Hambach amena les décrets de
1832, à l'effet de défendre les associations,
la célébration sans autorisation des fêtes
populaires, et dans tous les cas les dis-
cours politiques. La diète se réserva le
droit de prononcer souverainement en
matière de presse, et consacra le principe
de l'extradition politique.

Après avoir dépeint les suites de la fête
de Hambach, la diète y rattache un com-
plot, avant-coureur d'une révolution,
dans l'été de 1832, à Griesheim, et la cons-
piration militaire de Xœscrith; elle pu-
blie ensuite la relation de l'émeute du
mois d'avril 1833, à Francfort, dont la
répression amena de part et d'autre l'ef-
fusion du sang. Combattue avec mollesse,
la révolte auroit pu s'établir tout d'abord
dans les deux Hesses, la Bavière rhé-
nane, le Wurtemberg et le duché de
Bade. D'autres menées eurent lieu; on en
découvrit les principales traces dans le
grand-duché de Hesse. La *Jeune Europe*,
qui avoit pris naissance en Suisse et se
composoit de fractions de la *Jeune France*,

de la *Jeune Italie*, de la *Jeune Pologne*, étoit arrivée dans la confédération germanique avec la dénomination de la *Jeune Allemagne*. Cette dernière association se composoit de sections, dont chacune embrassoit tout au plus douze membres avec un président ou un orateur; douze sections formoient une série, et douze séries une union.

Le but de l'association étoit la république. Les sections avoient chacune un numéro. Ceux qui formoient de nouvelles sections en étoient de droit présidents et prenoient des surnoms, tels ceux de Brutus et de Louvel. Un des moyens d'action recommandés aux membres étoit la propagation des écrits sortis des presses clandestines, notamment les *Droits de l'Homme*, le *Dictionnaire de conversation à l'usage des paysans*, la *Profession de foi d'un Exilé*. L'audace de la société allant croissant, on assembla des armes, de la poudre, on se réunit, on fit des promenades militaires. Les littérateurs Freyelsen et Funk adressèrent des discours incendiaires aux ouvriers.

La diète, que nous ne pouvons suivre dans tous ses développemens, parle main-

tenant des poursuites qui eurent des saisies de pièces criminelles condamnations.

Le Gérant, Adrien Le C

BOURSE DE PARIS DU 15 NOV

CINQ p. 0/0. 111 fr. 10 c
 TROIS p. 0/0. 82 fr. 00 c.
 QUATRE p. 0/0, j. de sept. 000 fr. 00
 Quatre 1/2 p. 0/0, j. d. e sept. 000 f
 Oblig. de la Ville de Paris. 1277 fr.
 Rente de la Ville de Paris. 000 fr. 00
 Act. de la Banque. 2930 fr. 00 c.
 Caisse hypothécaire. 792 fr. 50 c.
 Quatre canaux. 0000 fr. 00 c.
 Emprunt romain 101 fr. 1/2
 Emprunt Belge 102 fr. 1/4
 Rentes de Naples 103 fr. 15 c.
 Emprunt d'Haïti. 520 fr. 00 c.
 Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 28 fr. 3/8

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERE
 rue C. nette, 29

ANCIENNE MAISON

ATRAMBLE BRIOT FILS E
 rue Richelieu, 77, au premier

STORES TRANSPARENS POUR É
 tels que VITRAUX à SUJETS RE
 genres divers pour appartemen

POIDS ET MESURES, PAR M. TARBÉ.

MANUEL COMPLET DES POIDS ET MESURES, des monnaies, du calcul d et de la vérification; ouvrage approuvé par la *Société d'encouragement*, l *royal de l'Université*, le *ministre du commerce*; par M. TARBÉ. Un gros vo de 480 pages. Prix,

PETIT MANUEL DES POIDS ET MESURES, à l'usage des ouvriers et des écol M. TARBÉ. In-18 de 72 pages. Prix,

TABLEAU SYNOPTIQUE DU SYSTÈME MÉTRIQUE DES POIDS ET MESURES, toire à partir du 1^{er} janvier 1840; par M. TARBÉ, feuille in-plano. Prix,

De nouvelles éditions de tous ces ouvrages viennent de paraître chez Ro teur des SUITES A BUFFON, du COURS D'AGRICULTURE DU XIX^e SIÈCLE, de la Co DE MANUELS, etc., etc., rue Hautefeuille, n° 10 bis.

L'administration a reconnu le mérite des *Manuels des Poids et Mesures* de M. l conseil royal et le ministre de l'instruction publique ont approuvé le Manuel pour l'usage normales. Le ministre de la marine, l'administration générale des contributions indir directeurs des douanes, etc., etc., en ont fait prendre un grand nombre d'exemplaires ciété d'encouragement a décidé qu'ils seroient donnés en prix aux ouvriers.

La nouvelle édition du *Manuel complet des Poids et Mesures*, qui coûte 3 fr., p l'approbation du ministre du commerce, qui en a fait prendre 500 exemplaires. Le Ta le prix est de 75 c., ainsi que le petit Manuel, qui ne coûte que 25 c., obtiennent populaire. Nous sommes heureux de recommander de pareils ouvrages, à l'instant où métrique va être rendu obligatoire en 1840.

le l'Eglise traduits en fran-
vrage publié par M. de
, et dédié à M. l'Arche-
Paris (1).

des Pères a paru se réveil-
s derniers temps, et d'im-
vrages ont paru. M. l'ab-
a ouvert la voie par sa
e choisie des Pères, en
s. Depuis, la *Collectio se-*
m a commencé à repro-
ne grande échelle tout ce
este de ces grands hommes
éternel honneur du chris-

Des éditions séparées de
Chrysostôme, de saint Au-
s leurs langues naturelles,
minées en assez peu de
lles de saint Basile et de
ard se poursuivent. Les
œuvre des Pères de l'Eglise,
lumes, font partie d'une
ecclésiastique déjà fort
ces publications, M. de
vient en joindre une nou-
se rattache au même ob-
proposé de faire connoître
les Pères des premiers siè-
'avoient été jusqu'ici tra-
par fragmens. Sa collection
a d'abord les œuvres des
s et latins des trois pre-
es. Il rend compte de son
me préface, dont nous ne
un morceau :

iens auteurs classiques ont
ères des deux premiers siè-
in-8°, sont en vente. Prix,
A Paris, chez Sapia, rues
, 12, et de Sèvres, 16; et
ce Journal.

e la Religion. Tome CIII.

été souvent traduits; quelques-uns ont
eu pour traducteurs des écrivains très-
habiles; plusieurs ouvrages des Pères du
iv^e siècle ont eu en partie cet avantage;
mais saint Justin, Tatien, Athénagore,
Théophile, saint Irénée, etc., vont par-
ler français pour la première fois: ils
n'ont pas eu pour les initier à notre lan-
gue d'interprètes qui pussent nous servir
de guides à nous-mêmes et ébaucher
pour nous le travail. Nous trouvons bien
quelques extraits, quelques fragmens tra-
dnits, mais aucun fond, aucun ensem-
ble de traduction qui du moins nous soit
connu.

Et cependant quels auteurs méri-
toient autant que ceux-ci de fixer l'atten-
tion? Après les apôtres, ils sont les pre-
miers anneaux de la tradition. Je ne sais
quel sentiment d'admiration vous trans-
porte quand vous les lisez. Ils touchent
au berceau de la religion, et ils en par-
lent, ils la prouvent, ils en établissent la
vérité, ils en développent tout l'ensemble
et toute la belle économie, comme nous
le ferions aujourd'hui. Vous ne pouvez
vous empêcher de vous écrier: Il n'en
est donc pas de cette religion comme des
sciences humaines, qui ont besoin du
temps pour s'élaborer, pour se faire; elle
naît toute faite! Et voilà ce que ne sa-
vent pas tant d'hommes qui, faute de l'a-
voir étudiée dès ses commencemens, s'i-
maginent que l'origine du christianisme
est enveloppé de ténèbres comme le ber-
ceau des nations; qu'il s'est arrangé et a
grandi avec le temps. Vous trouverez ce
soleil des intelligences aussi brillant à son
aurore qu'à son midi; ainsi que le Dieu
dont il émane, il ne connoît ni progrès,
ni déclin.

Un discours préliminaire de quel-
que étendue suit cette préface. L'au-
teur y présente d'abord deux consi-

dérations principales ; l'une que l'esprit humain est arrivé à un degré de développement inconnu aux âges précédens , l'autre qu'il a parcouru le cercle de toutes les erreurs imaginables. Il montre les inconséquences des anciens et des nouveaux hérétiques , et conclut qu'il n'y a pas de milieu entre le catholicisme et l'incrédulité. Il le prouve par l'exemple de tant de docteurs et de ministres protestans, qui sont tombés dans le déisme et le scepticisme. Qui ne sait les ravages que le rationalisme a faits parini eux , surtout en Allemagne ? L'auteur croit voir aujourd'hui des signes d'amélioration , et c'est pour favoriser cette disposition des esprits, qu'il a entrepris son recueil. Ici il fait encore un bel éloge des Pères , que nous aimerions à reproduire , si nous ne devions plutôt insister sur les différentes parties de cette collection. L'auteur finit par montrer quelle est l'autorité des Pères , et combien leurs écrits sont un éloquent témoignage en faveur de la doctrine catholique.

Chaque siècle est précédé d'un tableau historique. C'est une sorte d'introduction qui fait connoître les principaux événemens de chaque époque ; les progrès du christianisme, les luttes qu'il a eu à soutenir, les grands exemples de vertu et de courage qu'ont donnés les martyrs et les autres saints. Le tableau historique du 1^{er} siècle oppose l'effroyable corruption de Rome païenne à la pureté des mœurs des premiers chrétiens. Il raconte sommairement les travaux des apôtres , la destruction de Jérusalem , la dispersion des Juifs, et les premières persécutions exercées contre les chrétiens. A la suite est un tableau chronologique des princi-

paux événemens de ce siècle une liste des papes.

Il y a peu d'auteurs dans ce siècle ou du moins il nous en est resté peu. L'épître aux Corinthiens par saint Clément , l'épître catéchétique attribuée à saint Barnabé, le livre d'Hermas , la deuxième épître aux Corinthiens , que quelques-uns croient pas de saint Clément tout ce que nous offre la collection. Chaque ouvrage est précédé d'une petite notice.

Le tableau historique du 2^e siècle montre l'Eglise grandissant sous le glaive. Il présente les progrès de la religion malgré les persécutions des empereurs. On admire le courage des martyrs. Des apologues défendent la cause du christianisme. Ce tableau , qui est de 12 pages , comme le précédent, est suivi d'une histoire abrégée de l'Eglise au 2^e siècle. Il est suivi de quelques notes qui sont bonnes à lire , puis d'un tableau chronologique des événemens principaux qui se sont passés dans le même intervalle , et d'une liste des conciles.

Les monumens sont bien nombreux dans le second siècle. On se présente saint Ignace, saint Polycarpe et saint Justin. Saint Ignace évêque d'Antioche , souffrit le martyre l'an 107, sous Trajan , et fut conduit à Rome pour y être dévoré aux bêtes féroces. Il adressa pendant son voyage sept épîtres aux chrétiens d'Ephèse , de Magnésie , de Tralles , de Rome , de Philadelphie , de Smyrne , et à saint Polycarpe. C'est ce dernier qui recueillit les lettres , que l'on a toujours regardées comme un des plus précieux monumens de l'antiquité chrétienne. On admire le généreux courage

n ardeur pour le martyre. L'é-
r annonce que sa traduction est
nouvelle.

int Polycarpe, évêque de Smyr-
voit été disciple de l'apôtre saint
, et étoit l'ami de saint Ignace.
at martyrisé l'an 166 de notre
Il reste de lui une épître aux
piens , qui étoit fort esti-

Justin, né en Palestine, fut
dans le paganisme, cultiva en-
la philosophie, et fut converti
un vieillard chrétien qui lui
va l'absurdité de l'idolâtrie, et
anéité des écoles philosophiques.
in, quoique laïque, devint lui-
pe un apôtre. Il ouvrit à Rome
école de philosophie chrétienne,
prima plusieurs disciples. Il souf-
le martyre l'an 167, sous Marc-
le. De ses écrits, qui étoient
breux, il ne nous en est parvenu
quelques-uns. Son premier dis-
adressé aux Grecs peu après
version, expose les motifs de
démarche. Le second discours,
né *Exhortation aux Grecs*, passe
revue les systèmes des anciens
sophes, et les compare avec les
es du christianisme. L'écrit qui
r titre le *Livre de la monarchie*,
r objet de prouver l'unité de
par le témoignage même des
et des philosophes. Mais les
es les plus célèbres de Justin,
ses deux *Apologies* des chré-
adressées à Antonin et à Marc-
le. Il y venge les chrétiens des
ations portées contre eux. Ces
écrits sont, l'un de l'an 150,
e de l'an 167, peu avant le mar-
e l'auteur.

sont les écrits qui remplissent
mier volume; la plupart sont
pagnés de notes, destinées à

éclaircir quelques difficultés et à
confirmer quelques preuves.

Le second volume de la collection
des Pères commence par une préface
où l'on répond à une attaque d'un
journal protestant, le *Semeur*, contre
l'introduction de l'ouvrage. Cette dis-
cussion est courte mais solide. A la
suite, l'éditeur a joint une disserta-
tion de M. Granier de Cassagnac en
réponse à quelques modernes qui
prétendent que le christianisme a fait
des emprunts à la philosophie de
Platon.

Une partie du second volume est
encore consacrée à saint Justin. Le
Dialogue avec le Juif Tryphon com-
pare et discute les dogmes et les pra-
tiques des Juifs et des chrétiens, et
prouve la divinité du Messie par les
prophéties révérees des Juifs. L'*Epî-
tre à Diognète* fait connoître en quoi
consiste la religion chrétienne. Cet
écrit qui est assez court est suivi en
note d'un extrait du *Dictionnaire
théologique de Bergier* sur saint Jus-
tin, sur sa doctrine, sur les reproches
que lui font les protestans, et sur les
différentes éditions que l'on a de ce
Père.

Les autres auteurs qui remplissent
ce volume sont Tatien, Athénagore,
saint Théophile d'Antioche et Her-
mias.

Tatien, Assyrien d'origine et dis-
ciple de saint Justin, n'est plus connu
que par un *Discours contre les Grecs*
ou les païens. Il donna à la fin dans
diverses erreurs. Brucker a cru trou-
ver aussi des erreurs dans le *Discours*,
mais les plus habiles critiques n'en
ont point porté ce jugement. On ré-
pond ici aux objections de Brucker.

Un morceau sur le polythéisme dans
les premiers siècles est emprunté en
grande partie aux *mélanges* de M. Vil-

lemain ; l'éditeur l'a inséré pour compléter, dit-il, ce qu'il avoit déjà rapporté sur le polythéisme, et pour établir l'impuissance de l'esprit humain pour la régénération du monde.

On sait peu de chose d'Athénagore, qui étoit athénien et vivoit sous Marc-Aurèle. Né païen, il s'étoit fait chrétien, et Baronius croit qu'il fut martyr. On n'a de lui que deux ouvrages, l'*Apologie des chrétiens*, adressée à Marc-Aurèle, et le *Traité de la résurrection des morts*. L'*Apologie* fait autant d'honneur au talent qu'au courage de l'auteur. Le *Traité* a pour but de montrer que la résurrection des morts n'est point au-dessus du pouvoir et de la volonté de Dieu.

Théophile, évêque d'Antioche, élu l'an 168, et mort l'an 181, avoit réfuté les hérétiques de son temps. Il ne reste que ses trois livres à Autolyque, qui ont pour objet principal de faire connoître Dieu, l'absurdité du paganisme et l'antiquité des livres saints. On trouvera ici une bonne notice sur saint Théophile et sur ses écrits.

Hermias étoit un philosophe, comme Justin, Tatien et Athénagore. Il appartient comme eux au second siècle. Il n'est connu que par son écrit des *Philosophes raillés*, écrit court, mais piquant.

Le tome III des *Pères de l'Eglise* est rempli en entier par saint Irénée, évêque de Lyon, un des prélats les plus illustres de l'Eglise des Gaules. Irénée étoit disciple de saint Polycarpe, et on croit qu'il fut envoyé par lui en Occident. Il fut ordonné prêtre à Lyon, par saint Pothin, et lui succéda en 177. Lui-même souffrit le martyre en 202 dans la persécution de Sévère. Son principal ouvrage est

celui qui a pour titre : *Les cinq livres contre l'hérésie* ; c'est un ouvrage fort estimé, et qui réfute toutes les hérésies des premiers temps. L'éditeur l'a fait précéder d'une introduction sur les gnostiques, qu'il a jugé nécessaire pour bien faire comprendre tout ce que dit saint Irénée. On a joint un morceau sur la tradition catholique d'après saint Irénée, un extrait d'un ouvrage récent de Thomas Moore qui va bien, c'est le *Voyage d'un Irlandais en recherche de la vérité*, dont il a rendu compte dans ce Journal.

Le tome IV commence par une dissertation sur la tradition, empruntée à l'abbé Bergier. A la suite de ce morceau est le dialogue sur la religion, intitulé *Octavius*, et dont l'auteur est Minutius Félix, jurisconsulte distingué à Rome, sous l'empereur Sévère. Il y a trois interlocuteurs, Minutius, Octavius et Calpurnius, celui encore païen finit par se convertir. Il existoit plusieurs traductions françaises de ce dialogue ; l'éditeur a voulu en essayer une nouvelle et ne parle d'ailleurs de son travail qu'avec beaucoup de modestie.

Clément d'Alexandrie dirigeoit dans cette ville une école chrétienne et eut Origène pour disciple. Il croit avoir vécu sous l'empereur Sévère. On met sa mort sous Sévère. C'est de tous les Pères qui sont qu'ici entrés dans la collection celui qui a le plus écrit. Il nous a laissé l'*Exhortation aux gentils*, la *Pédagogie*, un écrit sous ce titre : *Quel riche peut être sauvé*, et les *Stromates*. Les premiers écrits sont réunis dans ce tome IV. L'éditeur donne une analyse qui est bonne à consulter. Il regarde l'*Exhortation* comme le traité le plus complet

Pères aient publié contre l'idole. Le *Pédagogue* est divisé en six livres, et paroît destiné aux catéchumènes de l'école à laquelle préchoit Clément. L'écrit sur le riche est tout moral, et le fragment sur *Hypotyposes* est sur la méthode à suivre dans les recherches philosophiques. D'autres faisoient de ce livre le huitième livre des *Stromates*; l'éditeur a jugé avec quelques amateurs qu'il n'avoit point de rapport avec le sujet des *Stromates*.

Cet ouvrage remplit en entier le tome v. Il est partagé en sept livres. Le mot de *stromates* signifie *écrits*; l'auteur a voulu montrer évidemment qu'il mettoit de la variété dans son sujet. Nous regrettons de ne pouvoir insérer ici l'analyse que donne l'éditeur. Il regarde cet ouvrage comme parfaitement connu dans son ensemble, et y a écrit avec raison beaucoup de sa science et d'érudition. Il y a beaucoup de faits historiques sur les hérésies. Tout l'éditeur donne à Clément le titre de saint. Son nom se trouve dans le martyrologe d'Urbain qu'a suivi l'Eglise de Paris. Benoît XIV n'a pas voulu l'insérer dans son édition du martyrologe romain en 1749, et il en donne son nom dans un bref au roi de Portugal. Les Bollandistes s'étonnent de son exclusion. Butler et Godescard ont la vie de Clément sous le 4 mai, déterminés, disent-ils, par l'autorité de plusieurs calendriers et l'exemple des hagiographes.

Il est aisé de voir par cette analyse tout ce qu'embrassent les cinq volumes de la collection publiée par M. Genoude. Plusieurs des écrits mis ici n'étoient connus que par

des fragmens, ou bien il n'en existoit que des traductions anciennes et oubliées. Rassemblés ici, ils acquièrent une nouvelle force; ils montrent la tradition constante de l'Eglise, ils confirment notre foi, ils sont une réfutation anticipée des erreurs des hérétiques modernes. Enfin, les tableaux, les dissertations et les notes dont les écrits des Pères sont accompagnés, ajoutent aux preuves, éclairent les difficultés et forment un ensemble recommandable, tantôt sous le rapport de l'édification, tantôt sous celui de la critique.

On annonce que le III^e siècle doit bientôt paroître.

NOUVELLES ECCLESIASTIQUES.

PARIS. — M. l'évêque de Châlons n'a pu apprendre la détresse des réfugiés espagnols sans désirer de soulager ces malheureux exilés. Le prélat nous a fait passer une somme de 750 fr. Son intention étoit que 450 fr. fussent employés à secourir les pauvres prêtres que les derniers événemens ont forcés à sortir de l'Espagne. Cette somme vient d'être adressée à un respectable archevêque du Midi, qui a sans doute dans son diocèse beaucoup de ces honorables réfugiés, et qui peut mieux que personne apprécier leurs besoins. M. l'évêque destinoit une autre somme pour soulager les prêtres espagnols réfugiés dans le diocèse de Bordeaux. Il acquittoit ainsi, autant qu'il étoit en lui, la dette de la reconnaissance pour les bienfaits du clergé espagnol envers nos prêtres déportés il y a bientôt 50 ans. Le prélat nous a chargé de remettre 300 fr. au comité central des souscriptions, pour les militaires et autres Espagnols malheureux.

Nous avons fait connoître les dons de M. l'évêque de Vannes et de son

clergé pour le même objet. Depuis, les journaux ont annoncé que le clergé de Clermont s'étoit cotisé pour faire une somme de 300 fr., destinée aussi aux réfugiés espagnols. Plus récemment, 50 fr. ont été envoyés pour eux par un vieux prêtre, qui, dit-il, long-temps exilé sur une terre étrangère, n'avoit pas oublié la généreuse hospitalité qu'il y avoit reçue. Enfin, les journaux mentionnent fréquemment des dons et souscriptions de la part d'ecclésiastiques de divers pays.

On a reçu des nouvelles de M. l'évêque de Nancy. Le prélat étoit arrivé à New-York après 35 jours de traversée. Il devoit prêcher dans l'église Saint-Pierre le 24 octobre. Le nombre des catholiques est assez grand à New-York. Parmi eux, il y a beaucoup de Français, sans parler des Irlandais et des Américains qui entendent notre langue. On croyoit que la foule se porteroit pour entendre le respectable évêque. Il devoit se mettre en route peu après, et se proposoit d'aller à Philadelphie et à Baltimore, et de visiter les évêques de Bardstown, de Cincinnati, de Vincennes et de Saint-Louis. De là, il s'embarqueroit sur le Mississipi, et devoit prêcher l'Avent à la Nouvelle-Orléans. On sait que dans cette ville presque tout le monde parle français. Après l'Avent, l'infatigable évêque devoit prendre sa route par Mobile et le diocèse de Charleston, et revenir à New-York, où il avoit promis de prêcher le Carême. Ainsi son séjour aux Etats-Unis ne sera pas oisif. Le prélat doit visiter ensuite le Canada.

M. Hughes, coadjuteur de New-York, a dû partir pour faire un voyage en Europe. Il est attendu d'un jour à l'autre en France. Il est aujourd'hui investi de la juridiction, à cause de l'âge et des infirmités de M. Dubois, évêque de New-York.

M. Hughes, qui étoit précédé dans le diocèse de Philadelphie par son prédécesseur, connu par ses succès dans la prédication et dans la controverse, a soutenu une brillante discussion avec un ministre presbytérien, M. Ridge.

Le vendredi 22 novembre, une réunion de charité aura lieu à l'église de Notre-Dame-de-la-Visitation, en faveur de l'Association des Dames de la Providence. Le sermon sera prêché à neuf heures par M. l'abbé Dugerry, et sera suivi d'une messe basse à midi. La quête sera faite par des dames de l'association. Les offrandes seront remises à M. le sacristain, ou à M^{me} Bonnefente de l'association, rue de la Harpe, n^o 14.

Nous nous empressons de vous adresser la plus grande parodie que nous trouvons dans la *Revue du Midi*, sur un prétendu tableau mort à Marseille le 1^{er} octobre dernier.

Pierre Franc, prêtre, chanoine de la cathédrale de Montpellier et ancien recteur de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, naquit à Montpellier le 3 janvier 1764. Dans sa plus tendre enfance, il fut gouverné par son obéissance envers ses parens, avec une piété au dessus de son âge. Il fit sa première communion à l'œuvre de la Jeunesse, et sous le nom du Bon-Pasteur. La fréquentation habituelle de la messe ne pouvoit que fortifier les germes de vertus qu'il avoit ainsi dire sucées avec le lait de sa vocation ecclésiastique. Elle le suivit bientôt; il la suivit avec pureté; dès l'âge de quinze ans, il fut tonsuré, et reçut la soutane au Bon-Pasteur. Il a successivement tous les

bra sa première messe le 7 juin 1771, à l'âge de vingt-quatre ans.

Le jeune Franc s'étoit ainsi voué à l'état ecclésiastique à la veille de ces temps orageux, où il suffisoit d'être prêtre pour être réduit à opter entre la mort et l'apostasie. La famille de l'abbé Franc, ayant appris que le pape avoit résolu sa mort, l'obligea de quitter la France et d'aller au loin attendre des jours plus heureux. Mais son zèle ne put s'habituer à vivre loin de son pays, loin de ses concitoyens qu'il auroit voulu servir et soutenir au milieu des dangers ; au risque d'être pris et condamné à mort comme prêtre émigré, il revint à Marseille en 1797, et pendant trois années, il lui fallut errer de la ville à la campagne, et de maison en maison, portant les secours de son ministère partout où ils pouvoient être utiles.

Quand le gouvernement de Bonaparte rendit enfin la liberté religieuse, l'abbé Franc fut placé comme vicaire de l'église de Saint-Martin, où il resta jusqu'en 1812. Le vénérable abbé Lamoignon, recteur de Notre-Dame-du-Carmel, étoit mort à cette époque ; on voulut lui donner un successeur digne de lui ; l'abbé Franc fut désigné ; mais le devoir d'obéissance put seul lui faire accepter sa nomination ; il ne pouvoit se faire à l'idée de quitter des paroissiens auxquels il étoit attaché du fond de son cœur. Cette bonté, ce naturel affecueux, que tout le monde a pu apprécier, ont été pour lui la source de tant de succès dans tout le cours de sa vie. Placé à la tête de la paroisse des pauvres, à combien d'angoisses n'a-t-il pas été livré surtout pendant les calamités publiques !

Le zèle et la charité d'une part, la pureté et la reconnaissance de l'autre, avoient en quelque sorte identifié le pasteur et le troupeau, à tel point que dans ses quêtes annuelles l'abbé Franc montoit jusque dans

les greniers, et y trouvoit des aumônes. Celui-là même qui avoit le plus besoin de secours, auroit plutôt retranché de son nécessaire que de ne pas donner sa modeste offrande à ce pasteur vénéré. Une visite de l'abbé Franc étoit une fête pour les familles, et ses moindres paroles y étoient rappelées avec bonheur.

D'une humeur toujours égale, si le bon curé félicitoit ses paroissiens, c'étoit avec un épanchement de cœur qui montrait dans ses paroles la naïve et franche satisfaction de son âme. S'il avoit quelque reproche à faire, on y reconnoissoit toujours cette bonté du père et du pasteur qui ne châtie que par amour. Esclave de ses devoirs, jamais il ne consentit à se laisser remplacer en chaire quand c'étoit à lui d'y monter ; ses homélies étoient écoutées avec un empressement filial.

Au rétablissement de l'évêché de Marseille, en 1823, M. de Mazenod pria l'abbé Franc d'accepter un canonicat titulaire ; mais son attachement pour ses paroissiens ne lui permit pas d'accepter une position qui lui offroit une existence assurée et un repos qui bientôt alloit lui devenir nécessaire.

La moindre disgrâce qui affligeoit son troupeau plongeait le vénérable prêtre dans un chagrin d'autant plus amer que, toujours expansif pour ce qui contentoit son cœur, il s'étoit fait une loi de ne se plaindre jamais. Il avoit une dévotion toute particulière pour les âmes du purgatoire, et s'étoit réservé la prédication pendant l'octave des morts.

Mais la carrière du bon curé étoit remplie. En 1834, quelques chutes qu'il fit successivement annoncèrent un état apoplectique qui ne fit que s'aggraver.

L'abbé Franc ne s'en dévoua pas moins au secours des malades dont l'invasion du choléra vint remplir sa

paroisse; mais les forces physiques lui manquèrent, son moral s'affoiblissoit chaque jour, et M. l'évêque crut devoir le faire remplacer en lui conservant le droit de préséance dans son église. Sa santé devint de jour en jour plus mauvaise, il finit par tomber dans un état d'enfance qui s'est prolongé jusqu'à sa mort, arrivée le 4 novembre 1839.

Ses funérailles, qui ont eu lieu sous une forte pluie le 5 novembre, étoient pourtant suivies par de nombreux assistans qui ont dû braver l'inondation des rues changées en rivière, pour accompagner ce saint prêtre au cimetière.

Le ministre des cultes a fait don à la cathédrale de Tulle, d'un bel orgue qui a été reçu dernièrement en présence de M. l'évêque, du préfet et des autorités locales, par M. Simon, organiste de l'église des Petits-Pères, à Paris, envoyé à cet effet sur les lieux.

La paroisse de Guyonville, canton de La Ferté-sur-Amance, diocèse de Langres, n'avoit point de pasteur résident et manquoit de presbytère. Un jeune prêtre nouvellement chargé de desservir cette paroisse, a conçu l'idée d'une souscription, et a su réunir environ 3,000 fr. pour acquérir un presbytère. Son zèle a donné un élan qui s'est communiqué des habitans aisés à ceux même qui l'étoient moins.

Il est arrivé à Toulon dix Sœurs de la congrégation de Saint-Joseph, qui doivent se réunir à leurs compagnes employées dans les hôpitaux d'Afrique. Elles doivent s'embarquer sur le bateau à vapeur le *Ramier*.

On sait que cette congrégation a pris naissance à Gaillac, diocèse d'Alby, par les soins de mademoiselle de Vialart; nous en avons parlé numé-
ro du 16 septembre 1834. Ces

Sœurs ont fait depuis un moment à Alger. Elles ont rendu de grands services dans la colonie, a vu par les lettres de M. d'Alger combien il se louoit de leur zèle et de leur dévouement.

Les cours de théologie minaires sont la source où s'alimente l'ordre sacerdotal. Supprimer un diocèse, et sous les yeux de l'évêque, ces sortes d'établissements, c'est faire un grand pas vers le protestantisme. On en est là cependant à Porrentruy, dans le Jura; n'y a plus, ni dans cette ville, ni dans aucune autre du diocèse, de séminaires, de sociétés de théologie.

L'ancien évêché de Bâle depuis huit siècles, quand il fut supprimé en 1791, époque où la révolution française envahit le pays. C'est au commencement de ce siècle que l'évêque vint établir son siège à Porrentruy.

C'est aujourd'hui le moment de rappeler à la mémoire du public catholique, et au gouvernement, que feu M. de Neveu, prince évêque de Bâle, a légué, par son testament, au séminaire de l'évêché, les intérêts d'un capital de 30,000 fr. qui sont déposés à la banque de Vienne. Aux termes de ce testament, les intérêts doivent être annuellement employés au soutien du séminaire de l'évêché. Le capital ne doit être exigible, mais il est stipulé que les intérêts seront versés annuellement sur le pied de six pour cent en numéraire. Le séminaire de Porrentruy, seul usufruitier des intérêts, a le droit, à la fin de son même testament, d'en disposer par ordre de succession, ou par donation. Telle fut la dernière intention du vénérable prédecesseur de l'évêque actuel.

La question de savoir si ce legs devoit pas être uniquement

minaire de Porrentruy, fut dissout il y a quelques années. A l'époque de son décès, survenu en 1817, l'état ne connoissoit dans son diocèse aucun autre séminaire que celui de Porrentruy. Depuis longtemps le pays s'occupoit des dispositions de ce testament, lorsque plusieurs cantons formèrent entr'eux un concordat pour le rétablissement de l'évêché de Bâle, dont Soleure est devenu le siège. M. le pro-vicaire de Joux et tout le clergé du Jura furent unanimes à déclarer que c'étoit l'intention formelle du testateur, ce legs appartenoit de droit au séminaire de Porrentruy. Cette affaire étoit en pleine discussion quand la mort de M. le pro-vicaire de Joux arriva. Les événemens qui suivirent se sont succédé dans le Jura catholique ont suspendu l'examen de cette réclamation.

Malgré tout dans l'évêché de Bâle, et notamment à Porrentruy, il n'existe ni cours de théologie, ni séminaire, malgré les ressources dont ces établissemens étoient environnés, qui sont devenus du moins les fonds de trente mille florins que la banque de Vienne en Autriche accorde annuellement depuis 1817 sur le compte du séminaire de Porrentruy?

N'est-il pas affligeant de voir la jeune jeunesse du Jura qui se voue à l'état ecclésiastique, forcée de partir de l'évêché de Bâle, pour aller faire ailleurs et à grands frais, des études de théologie et son séminaire? Espérons que les intentions du testateur défunt seront un jour accomplies, et que, dans l'intérêt du public, soit le gouvernement, soit les autorités de Porrentruy, sauront exiger qu'il leur soit rendu compte de ce revenu. La première marche à faire est de s'informer auprès de la banque de Vienne si, depuis 1817, les intérêts du capital de 30,000 florins apparte-

nant à M. de Neveu, ont été payés, de quelle manière et à qui?

La pétition des catholiques qui réclament contre la décision du grand conseil de Saint-Gall, qui a attribué à l'état les biens des convents sécularisés, est, dit-on, déjà couverte de plus de 11,000 signatures, parmi lesquelles un assez grand nombre de protestans.

Le professeur Fischer est de retour à Lucerne. Il lui a été donnée connoissance des dispositions de l'autorité supérieure ecclésiastique et civile qui le révoquent de sa chaire de professeur de théologie; mais on assure que M. Fischer se propose d'intenter un procès au gouvernement pour obtenir des dominages-intérêts.

M. Louis Blancis de Cirié, évêque de Syra et délégué apostolique dans le nouveau royaume de Grèce, prélat né dans le diocèse de Turin, a donné des nouvelles de la Grèce dans une lettre datée d'Athènes le 20 juin dernier, et adressée au Père Innocent de Vinovo, professeur de théologie et provincial des Mineurs réformés de l'Observance, qui réside au couvent de Notre-Dame des Anges, à Turin. Le prélat, qui est du même ordre, lui rend compte d'une excursion qu'il a faite sur le continent de la Grèce. Il étoit parti de Nauplie de Romanie pour prendre possession d'une mosquée que sur ses représentations le roi avoit accordée aux catholiques. Arrivé sur les lieux, il visita le local avec un architecte qui lui fit un devis de 10 ou 12,000 fr. pour changer la mosquée en église, construire un logement pour deux missionnaires, et élever un mur d'enceinte. Le jour de la Pentecôte, l'évêque recommanda cette œuvre à la charité de la population, composée d'environ 300 âmes. On nomma une commission

de cinq personnes, dont un missionnaire qui réside là depuis quelque temps, et qui y occupe une maison à loyer. Cette commission dirigera les travaux. L'évêque laissa une petite somme pour commencer les travaux de l'enceinte, et partit après avoir passé quinze jours dans cette ville, où il reçut des témoignages d'estime et de respect de toutes les autorités civiles et militaires.

De Nauplie, le prélat se rendit à Athènes, qu'il visitoit pour la troisième fois. Il y avoit cherché vainement jusque là une pierre que les Pères du tiers-ordre de Saint-François avoient placée autrefois sur leur porte. Il la trouva enfin, et reconnut que l'église sur la porte de laquelle étoit cette pierre étoit dédiée à Saint-Antoine, et desservie par les Pères du tiers-ordre, du temps des empereurs grecs et sous la république de Venise. La ville étant tombée au pouvoir des Turcs, ils changèrent l'église Saint-Antoine en mosquée, et ne s'occupèrent point de faire disparaître la pierre. Ce furent les Grecs, qui ayant en dernier lieu converti l'église en école, enlevèrent la pierre, de peur qu'elle ne servît à faire réclamer l'église.

L'évêque de Syra passa la Fête-Dieu au port du Pirée. Il y dit la messe dans un magasin qui sert en ce moment d'église. Il visita une nouvelle église qui est en construction, et dont les travaux sont assez avancés pour qu'on puisse espérer de l'ouvrir dans quatre mois. Elle sera dédiée à saint Paul.

A Athènes, on n'a encore qu'une petite église, et un logement très-étroit au-dessus de la sacristie, qui sert pour trois missionnaires, n'y ayant pas pour le moment de moyen d'en bâtir un autre. Quelque étroite que soit l'église, qui ne peut contenir guère plus du tiers de la population, estimée à environ 2,000 âmes, toutefois c'est beaucoup que d'avoir tant

de choses en quatre ans de veau royaume, et on espère l'aide de la providence en quatre ou cinq ans former les établissemens nécessaires au soutien de la mission. Il y a encore à pourvoir à l'entretien des missionnaires. On compte à sur la providence.

A Patras, où saint André somma son martyr, il y a une église en construction; elle sera dédiée à saint apôtre.

POLITIQUE, MÉLANGE

La plupart des journaux de France ne vent pas à pas depuis quelque temps. Un jeune prince qui voyage dans le monde en Italie. Ses moindres démarches, ses promenades, les visites qu'il fait, sont enregistrées par les journaux avec une sorte d'affectation et un soin minutieux. Ils assurent, du reste, qu'ils ne trouvent dans tout cela rien de digne d'attention; et qu'ils n'ont écrit que pour constater la parfaite indifférence qui s'y rattache, l'indifférence du public, et le peu de sensation que ces petites excursions produisent chez l'homme.

Si les journaux veulent réellement persuader qu'ils n'y voient aucune nouveauté, et que le prince dont ils parlent ainsi tous les mouvemens, toutes les heures et minutes par minute, toutes les attentions, ni intérêt, ni curiosité de personne, ils ont grand besoin de s'occuper de lui comme ils ont fait jusqu'à présent, et d'attirer tous les regards sur lui. Ce n'est point de cette manière qu'il faut s'y prendre quand on veut constater l'indifférence publique ou nationale; car on donne positive ment le contraire de ce qu'on veut faire supposer.

Un jeune voyageur qui retourne à son pays sans que tous les yeux de la ville en ville et de gîte en gîte ne suivent son mouvement, que tous les journaux ne retiennent le bruit de ses pas, est nécessairement

usage de quelque importance. S'il n'étoit pas un, il deviendrait tel au point de tout le monde par le seul usage des peines qu'on se donne pour le faire comme quelque chose dont personne ne s'occupe, et qui ne mérite aucune attention. Ce n'est point sous cette influence que l'indifférence a coutume de se manifester. Il y a en France des milliers de personnes marquantes et de célébrités, dont on ne remarque pas plus la présence, et qu'on s'accoutume parfaitement à laisser pour ce qu'elles sont, sans s'inquiéter de ce qu'elles deviendront. Si l'on veut un exemple frappant, M. Viennot en est un. Il a écrit récemment aux journaux que son pair a failli ne pouvoir le rendre à la part, et que, sans son porteur, il n'y aurait pas eu moyen de lui donner sa nouvelle dignité, faute de savoir la prendre. Quand on veut peindre l'indifférence et l'inattention publique d'un homme, qu'on cite comme celui-ci, à la bonne heure, mais ne confondez pas, s'il vous

par M. Arago que le public a su tout de quoi l'honorable M. Salvete est mort. En prononçant le panégyrique au bord de la fosse du défunt, il a dit que ce zélé député s'étoit tenu pendant les onze dernières années de sa vie, à lire tous les procès-verbaux des séances de la chambre des députés, ainsi que tous les rapports, discours et imprimés que chaque session législative voyoit naître pour la récréation des honorables habitués du Palais-Bourbon. Ceci explique d'une manière bien intéressante, assurément, à quoi ce malheureux M. Salvete a succombé, et si quelque chose doit étonner, c'est que sa bonne constitution physique ait pu y résister aussi long-temps. Onze années de lectures comme celles-là ! Réellement il n'y a qu'un corps de fer qui soit en état de tenir.

Que ceci serve d'avertissement aux lecteurs du *Constitutionnel*. Si, à l'exemple de M. Salvete qui, selon les expressions de son honorable ami M. Arago, s'étoit condamné à lire tout le fatras de la chambre des députés, ils ont le malheur de se condamner aussi à lire tout ce que leur journal exhume encore du répertoire de la comédie de quinze ans, contre le parti-prêtre, les Jésuites, les missionnaires, les plantations de croix, etc. ; s'ils osent risquer de digérer tout cela, tel qu'il le sert réchauffé chaque matin ; nous les en prévenons, c'est comme s'ils étoient morts. Et qu'ils ne se flattent pas d'aller aussi loin que M. Salvete. Il n'y a personne au monde d'assez solidement constitué pour pouvoir avaler des drogues comme celles-là pendant onze ans. Ainsi, bien certainement, ils ne verront pas les jours de M. Salvete. S'ils ne veulent pas mourir d'une mort plus prompte, c'est à eux à y faire bien attention.

PARIS, 18 NOVEMBRE.

Nous nous sommes contenté d'annoncer l'arrivée de M. le duc de Bordeaux à Rome, et nous n'avons point reproduit les diverses versions des journaux sur ce voyage. Il nous a semblé qu'il y avait beaucoup d'incertitude dans tout ce qu'on en racontait. On avait dit que le prince avait été reçu en audience particulière par le Saint Père, et on avait même fixé le jour où cette audience avait eu lieu. Aujourd'hui le *Moniteur Parisien* assure que le prince n'a point eu d'audience. Le *Diario* n'a point parlé de son arrivée à Rome, ni de son séjour dans cette ville. Le prince visite les monumens. On dit qu'il a assisté à l'office du jour de la Toussaint dans la chapelle Sixtine.

— Les collèges électoraux de Langres (Haute-Marne), et de Nérac (Lot-et-Garonne), sont convoqués pour le 14 décembre à l'effet d'élire chacun un député en remplacement de M. de Vandeuil et du marquis de Lusignan, nommés pairs.

— Une dépêche télégraphique annonce que le duc d'Orléans ayant terminé sa

quarantaine a fait son entrée à Marseille, dans la matinée du 15, au milieu d'une immense population. D'après la dépêche télégraphique, le prince a dû quitter Marseille le 17.

— On lit dans le *Moniteur algérien* du 10 : « S. A. R. le duc d'Orléans, avant de quitter Alger, a fait remettre 12,000 fr. aux différens établissemens de charité. Cette somme, suivant les intentions du prince, servira, pendant l'hiver, à donner des secours aux malheureux de toutes les religions : elle sera distribuée dans les proportions fixées par S. A. R., sous la haute surveillance de M. le comte Guyot, directeur de l'intérieur. »

— Le *Moniteur algérien* dit que les dernières nouvelles de Constantine sont très-satisfaisantes. Après le passage du Biban par la division du duc d'Orléans, la seconde division, sous les ordres du lieutenant-général Galbois, s'est portée dans le sud de la plaine de la Mejana, et le 30 octobre, elle a occupé la petite ville de Sidi-Moussa; les chefs de toutes les tribus environnantes sont venus avec des denrées auprès du commandant supérieur de la province. Le général Galbois a dû arriver le 2 ou le 3 à Sétif.

— Sont nommés juges, à Laon (Aisne), M. Destré-Degove, juge d'instruction à Doullens, en remplacement de Caumartin, nommé juge à Amiens; à Charleville (Ardenne), M. Collardeau, juge-suppléant dans ladite ville, en remplacement de M. Clairon, décédé; à Doullens (Somme), M. Miltgen, juge-suppléant au même siège; à Orange (Vaucluse), M. Sabatier, ancien substitut à Tournon, en remplacement de M. Reyne, mis à la retraite.

— La chambre des pairs se réunira le 16 décembre en cour de justice pour entendre le rapport définitif de la procédure concernant la révolte des 12 et 13 mai, et statuer sur les mises en accusation.

— Des feuilles annoncèrent, il y a peu de jours, qu'un individu arrêté au guichet du Louvre, au moment de la sortie

du roi, ayant été reconnu en vresse, avoit été mis bientôt à l'égout. Le *Moniteur* annonce que ce fait est entièrement controuvé.

— Les électeurs censitaires mentaux inscrits au nombre de la liste électorale du 2^e arrondissement municipal de Paris, avoient été convoqués pour vendredi, à l'effet d'élire un membre du conseil général en remplacement de M. Laffitte, démissionnaire. Le nombre des votes n'ayant été que de 1,519, sur lesquels 1,405 pour M. Davilhiers, les opérations ont été trouvées sans résultat. Le préfet de la Seine assignera un autre jour.

— M. Vial, ancien consul à Athènes, en Grèce, est mort à Paris.

— M. Dujarrier, gérant du *Journal de la Presse*, seul poursuivi en diffamation par M. Balmossière, gérant du *Journal de la Corsaire*, avoit été condamné à un mois de prison et 10,000 fr. de dommages-intérêts. Il s'est présenté vendredi devant le tribunal correctionnel par suite de son opposition à l'exécution du jugement. M. Emile de Girardin a été déclaré auteur de l'article incriminé. Le président l'a invité à passer des prévenus, et le tribunal, après avoir entendu les avocats, a condamné M. Dujarrier et Emile de Girardin chacun à 2 mois de prison et 20,000 fr. de dommages-intérêts : « attendu que l'article de la *Presse* du 30 septembre 1836, sans fondement et sans motif, avait été publié seulement avec l'intention de nuire à M. Balmossière d'avoir été condamné à la prison en 1836. »

— On lit dans le *Journal de la Presse* que le caissier de M. Brun, qui a versé 500,000 fr. à cet agent de change, le syndicat a décidé qu'il y a lieu d'aider à M. Brun.

— Un ordre du ministre de la Guerre appelle à l'activité 40,000 hommes de la classe de 1858.

— Vingt régimens d'infanterie vont recevoir des fusils à percus-

des épreuves en grand sur ce nouveau système.

Le pain, pendant la seconde quinzaine de novembre, continuera d'être : 17 sous 2 liards les quatre livres première qualité, et 14 sous 2 liards la seconde qualité.

— Le préfet de police a obligé tous les propriétaires de bateaux à vapeur qui partent de Paris à se pourvoir d'une échelle de secours pour porter secours aux passagers qui, pendant le trajet, viennent à tomber dans la rivière.

— Les bassins des cinq fontaines en construction dans les Champs-Élysées vont d'être terminés.

— D'après le *Journal des Débats*, le ministre présentera cette année aux chambres un projet de loi pour le remplacement des monnoies de cuivre et des pièces d'un et de deux sous, par de nouvelles monnoies en harmonie avec le système décimal, et les exigences actuelles du commerce.

Il y a en circulation vingt millions à Paris de pièces de 15 et de 30 sous. L'habile manufacturier, M. Frichot, a publié un écrit sur cette matière, dans lequel il estime que leur démonétisation coûtera un million 300,000 fr., par suite de déchet et des frais de nouvelle fabrication.

La démonétisation du billon, dont il y a en circulation 10 millions suivant Frichot, et 7 millions seulement d'après la commission des monnoies, coûterait dans la première hypothèse 3 millions 300,000 fr., et un million de moins dans la seconde.

Le renouvellement de la monnaie de France formeroit un article de dépense très lourd. Les sous fabriqués sous l'ancien régime et pendant la république s'élevaient en 1799, époque à laquelle on cessa d'en émettre, 53 millions de francs. M. Frichot pense qu'il n'y en a en circulation que pour 50 millions; la commission des monnoies réduit encore ce dernier chiffre de 10 millions; il conclut généralement que la commis-

sion a exagéré les pertes qu'une monnaie sans cesse en mouvement a pu subir. Mais il faut reconnaître que l'usage continu des pièces de cuivre a dû les diminuer de poids, et leur enlever, par conséquent, une portion de leur valeur intrinsèque. On porte ce déchet à environ 754,400 kilogrammes sur les 11 millions 160,000 kilogrammes, poids primitif des 53 millions de francs en sous.

Le *Journal des Débats* parle d'une émission de 70 millions de francs, par moitié en pièces de 5 et de 10 centimes. Comme on auroit à fabriquer un milliard 50 millions de pièces, il faudroit, dit-il, une dépense de 25 à 30 millions de francs, afin d'obtenir des pièces aussi bien frappées que les *pence* d'Angleterre, qu'on prendroit pour des médailles. Pour diminuer cette masse de frais en pure perte, et peut-être la faire disparaître en entier du budget, le *Journal des Débats* ajoute qu'on pourroit réduire la valeur intrinsèque.

Le poids de vingt grammes au décime (500 grammes équivalent à une livre) qui est dépassé par les sous tournois et par ceux de métal de cloches, est excessif, dès qu'on le compare aux poids des monnoies de cuivre des autres pays. Partout on a reconnu que, pour les pièces de cuivre, il n'étoit pas nécessaire, comme pour celles d'or et d'argent, qu'elles eussent une valeur intrinsèque égale à la valeur nominale, et qu'il n'y avoit aucun danger de contrefaçon si on employoit de beaux coins, et qu'on les frappât avec une machine plus puissante que le balancier, de manière à obtenir une empreinte nette et profonde. La valeur intrinsèque des *pence* anglais est de 44 centièmes de la valeur nominale; il en est de même pour les kopeck russes, à l'effigie d'Alexandre; pour les kreuzer autrichiens, à l'effigie de François 1^{er}, elle n'est que de 20 centièmes; pour les cents des Pays-Bas, elle est de 45 centièmes; et pour les pfennings prussiens, de 40.

Ayant dit que la moyenne de la valeur

intrinsèque des monnoies de cuivre des principaux états est de 30 centièmes, et que dans les vieux sous français la proportion est de 64 centièmes, et de 53 dans ceux à tête de liberté, le *Journal des Débats* ajoute qu'en adoptant pour la nouvelle monnaie le chiffre de 40 centièmes, soit 15 grammes au lieu de 20 par décime, on pourroit fabriquer avec la matière des sous actuels une valeur plus considérable, et couvrir les frais de la refonte des pièces de 15 et de 30 sous et de la démonétisation du billon.

NOUVELLES DES PROVINCES

La souscription ouverte à Bordeaux en faveur des réfugiés espagnols s'élevait le 15 à 5,493 fr. 50 c. La souscription ouverte à Nîmes s'élevait le 13 à 828 fr.

— A Port-Sainte Marie, diocèse d'Aggen, où plusieurs réfugiés espagnols ont été envoyés, une collecte a eu lieu par les soins de M. Louis Tacconi, capitaine italien réfugié des états du pape, en résidence dans cette ville. M. Tacconi est le même dont nous avons annoncé précédemment une déclaration et rétractation des plus honorables. Sa conduite en cette dernière circonstance est une preuve que ce n'est pas en paroles seulement qu'il est revenu aux principes d'ordre et de fidélité.

— Les princes Albert et Ernest de Saxe-Cobourg-Gotha sont débarqués le 15 à Calais, venant d'Angleterre, avec une suite de neuf personnes. Ils se rendent en Belgique.

— Viennent d'être nommés maires : de Rocroy (Ardenne). M. Petit-Prisse ; de Saint-Jean-d'Angely (Charente-Inférieure), M. de Gaalon.

— 18 individus ont comparu le 14, devant le tribunal correctionnel de Mortagne (Orne), par suite des désordres qui avoient éclaté à Bellesme, les 19 et 20 septembre, à l'occasion de la circulation des grains. Le jugement n'a été rendu qu'à trois heures du matin. 9 prévenus ont été acquittés, et les 9 autres condamnés en 600 fr. d'amende,

et faute de paiement à six prisonnement.

— M. Bouczo de Kercara cédé, le 10, à Vannes, à l'âge de 18 ans. *L'Hermine* de Nantes ancien est mort en chrétien. En 1818 Kercaradec avoit été arrêté et conduit à Paris comme impliqué dans un complot royaliste, et conduit à la gendarmerie, ayant pour complot de voyager un galérien qui avoit été condamné pour vol. Peu de temps après sa mise en liberté, M. de Kercaradec a été remis en liberté. Il laisse une veuve et deux fils.

— La corvette de guerre et la corvette de charge *la Forêt* sont parties de Brest le 12 pour Malaga.

— La frégate *la Janon* est arrivée le 12, de Lisbonne à Brest.

— Un placard affiché à Polignac contenoit des menaces contre les propriétés de cette ville, pour le cas où les cultivateurs ne laisseroient pas aux cultivateurs de couper à leur gré des échalas de bois ; aucun désordre n'a suivi ces menaces. L'autorité a pris les mesures de prudence indiquées par cette circonstance.

— Le duc d'Orléans est arrivé le 12 à Lyon, où il doit rester jusqu'au 15.

— On écrit de Toulon que le bateau de la correspondance d'Alger a échoué dans le Goulet, en allant pour Alger. Toutes les embarcations de la rade lui ont été expédiées pour le secourir. L'opération a été terminée par ordre de l'amiral. *La Chimère* a pu paraître à la soirée.

— Des ordres ont été donnés à Toulon pour préparer des transports pour 1,200 hommes, qui vont aller en Algérie un nombre pareil ayant fait leur temps de service.

— On lit dans un journal de Montpellier que dans la nuit du 8 au 9 un ouragan terrible a eu lieu dans le port de Cette, et que le nombre de ceux qui ont péri à l'entrée de la passe

t, un quatrième a été en-
visé. Le brick *le Constant*,
ix (Côtes-du-Nord), a été jeté
hors du môle Saint-Louis ;
ver l'équipage. Le bateau à
vant de Marseille n'est par-
r à Cote qu'en jetant à la
tie de sa cargaison. Enfin,
vant à une hauteur inaccou-
venue battre et saper le
fer près de l'entrée de l'éta-
et telle étoit la force du vent
de la vague, qu'après avoir
ie sur une longueur de 75
e l'a déplacée en faisant dé-
ails de nombreux zigzags.

nt un violent orage qui a
la soirée du 11 sur Bordeaux
ons, la foudre est tombée à
une grange appartenant au
ix de ce canton, et l'a incen-

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

tion du comte d'Espagne est
veloppée de silence et de mys-
ses dernières mesures, pen-
avoit encore le commande-
été de prononcer les plus
s pour empêcher que rien de
assoit en Catalogne pût péné-
iors. On droit que c'étoit
me qu'il avoit songé à tra-
fait est qu'il a disparu comme
de nouveau Mahomet, et que
ne sait rien de positif sur ce
devenir. Cependant voici ce
à son sujet dans un journal
la frontière :

novembre, le comte d'Espa-
sur les montagnes, reconnu
yant aux approches de quel-
gnies de Beptel-Oli, fut bien-
lié et garrotté, impitoyable-
ardé, et précipité des hauteurs
u Col-de-Nargo, entre les ha-
riane et d'Orgacia. Son corps
retrouvé au fond du ravin. •
ette assertion si affirmative, il

semble que le doute est encore permis.
Un tel événement auroit valu la peine d'être constaté; et il devroit faire plus de bruit. A la date du 10, on ne savoit rien d'officiel à Madrid sur la personne du comte d'Espagne.

— Une gazette du nord prétend que ni la cour d'Autriche ni celle de Russie ne sont nullement disposées à reconnoître le gouvernement de Marie-Christine.

— Le parti exalté de Madrid devient de plus en plus actif et remuant. Il paroît qu'il travaille l'esprit de la troupe, et qu'il s'adresse avec quelque succès aux *baionnettes intelligentes*. Le refus de l'impôt est un autre ferment qui s'allume dans les têtes révolutionnaires. On est très embarrassé à Madrid du parti à prendre à l'égard des cortès. On cherche quelque moyen de les satisfaire sans les dissoudre, en leur donnant un ministère demi-chien et demi-loup. Mais on aura beaucoup de peine à concilier les exigences révolutionnaires avec le besoin de paix et de repos. Les radicaux ont expédié des circulaires dans les provinces pour préparer les esprits à pousser le cri d'indépendance, s'il arrive que l'assemblée des cortès soit dissoute.

— On parle peu de l'armée d'Espartero. Tout ce qu'on apprend sur sa situation ne donne pas une grande idée de ce qu'elle peut entreprendre pour le moment contre Cabrera.

— La junte de Catalogne continue de gouverner avec autant d'énergie que quand c'étoit le comte d'Espagne qui la dirigeoit.

Le grand-duc régnant de Saxe-Weimar, le frère aîné du lieutenant général de ce nom au service de la Hollande, est à La Haye.

— Le prince Georges de Cambridge arrivé le 10 à La Haye, étoit à Londres le 14.

— L'acte du parlement anglais, pour la réduction des droits de poste à un penny (10 centimes) pour toute la Grande-Bretagne, sera mis prochainement à exé-

entien. Une première réduction aura lieu à partir du 5 décembre, et chaque lettre du poids d'une demi-once ne paiera que 4 pence (40 centimes).

— On lit dans le *Morning-Post*, que des groupes de chartistes se sont promenés, le 14, dans divers quartiers de Londres, distribuant à profusion de petites circulaires, rédigées par l'*Association de la Charte*, établie à Londres. L'écrit des chartistes, dont les termes sont passablement violens, engage néanmoins à se servir des moyens *légaux et constitutionnels* pour l'obtention de la *charte du peuple*.

— A la fin de 1838, d'après le *Sun*, le nombre des bateaux à vapeur anglais et irlandais étoit de 1,766.

— La commission spéciale qui doit être envoyée à Newport pour juger les accusés qui sont détenus par suite des derniers troubles de cette ville et de ses environs, se composera de sir N. Tindal, de sir James Park et de sir J. Williams.

— Le nouveau gouverneur-général du Canada, M. Poulett-Thompson, est arrivé à Québec le 17 octobre.

— Une légère secousse de tremblement de terre a été sentie à Genève, le 2, vers quatre heures de l'après-midi. La même secousse, mais plus forte, a été sentie à Sion presque à la même heure, et s'est renouvelée dans la nuit du 2 au 3, à deux heures du matin.

— Environ 5,000 personnes parcourent chaque jour le chemin de fer de Naples à Castellamare.

— La population des états allemands qui font partie de l'union allemande, se monte à plus de 26 millions d'ames, ainsi réparties : La Prusse, 4,319,709; la Bavière, 4,319,887; la Saxe, 1,652,114; le Wurtemberg, 1,667,901; Bade, 1 million 264,614; Hesse-Cassel, 652,751; Hesse-Darmstadt, 791,756; l'union de Thuringe, 931,580; Nassau, 383,730; Francfort, 63,936. Total, 26,047,968.

— On écrit de Hongrie que les travaux de la forteresse de Komorn avancent rapidement.

— Un bateau à vapeur *ronsof*, confectionné en Angleterre, est arrivé à Odessa; il est destiné à faire le trajet sur le Dniester, entre Ovidjopol.

— On écrit d'Athènes, le 2, que le roi a accepté la démission du ministre des finances.

— Plusieurs feuilles avoient annoncé que le comte de Pontois, arrivé à Constantinople le 23 octobre, n'avoit pas voulu se louer de l'accueil de l'ambassadeur anglais, lord Ponsomby. Les journaux du gouvernement français annoncent au contraire, que M. de Pontois a été bien accueilli par le corps diplomatique et principalement par lord Ponsomby, qu'il avoit connu au Brésil.

— Les dernières nouvelles de New-York sont du 24 octobre. Le commerce continuoit à payer. Il en est de même à Boston et à la Nouvelle-Orléans. Le commerce de New-York éprouve de nouvelles faillites.

Le Gérant, Adrien L.

BOURSE DE PARIS DU 18 OCTOBRE

CINQ p. 0/0.	111 fr. 05 c
TROIS p. 0/0.	81 fr. 90 c
QUATRE p. 0/0, j. de sept.	101 fr.
Quatre 1/2 p. 0/0, j. d. e sept.	101 fr.
Oblig. de la Ville de Paris.	127 fr.
Rente de la Ville de Paris.	100 fr.
Act. de la Banque.	2930 fr. 00 c
Caisse hypothécaire.	795 fr. 00 c
Quatre canaux.	1265 fr. 00 c
Emprunt romain.	101 fr. 38
Emprunt Belge.	102 fr. 14
Rentes de Naples.	102 fr. 85 c.
Emprunt d'Haïti.	520 fr. 00 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0.	27 fr.

ANCIENNE MAISON

ATRAMBLÉ BRIOT FILS

rue Richelieu, 77, au premier

STORES TRANSPARENTS POUR
tels que VITRAUX à SUJETS
genres divers pour appartements

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC
rue Cassette, 29.

R UNE HISTOIRE DES PAYS-BAS.

M. de Gerlache, président de la Cour de cassation en Belgique, vient publier à Bruxelles une *Histoire du Royaume des Pays-Bas depuis 1814 jusqu'en 1830*. Dans sa préface, présente une sorte de résumé de son sujet. Ce résumé, assez court, nous a paru apprécier fort bien la politique suivie pendant quinze ans par le gouvernement hollandais. Il confirme tout ce que nous avons dit plusieurs fois sur ce sujet, et nous l'espérons, le jugement de la postérité :

Lorsque Guillaume monta sur le trône des Pays-Bas, les Belges ne demandaient pas mieux, que de s'abriter sous l'ombre d'un gouvernement national. Le repos, l'espérance qu'un peu-ple conçoit toujours à l'avènement d'un nouveau prince, surtout après une longue suite de guerres et de malheurs, fut tellement fasciné les esprits, qu'il fallut bien des mécomptes avant de leur faire voir qu'ils s'étoient trompés. La nation jetoit un regard douloureux sur l'avenir. En effet, jadis bloquée, pendant deux siècles, dans ses étroites limites par la jalousie mercantile de ses voisins, et par le machiavélisme de la diplomatie, à quoi lui avoient servi, disoit-on, le sol le plus riche, le peuple le plus industrieux et le plus beau port du Nord ? Réunie ensuite par la conquête à un grand empire, sa voix s'étoit perdue au milieu de cinquante millions de peuples soumis comme elle à la volonté d'un despote. Une nation calme, possédant une religion, attachée à ses vieilles ha- bitudes domestiques, peu faite encore à la vie constitutionnelle, ne se met guère en mouvement pour des théories, à moins qu'on ne vienne heurter violemment ses intérêts ou ses croyances. Les Belges attendoient beaucoup de la sagesse et de l'expérience d'un souverain parvenu à l'âge mur, et qui avoit été long-temps aux prises avec la mauvaise fortune. Les circonstances et la disposition des esprits lui furent d'abord si favorables, que nous oubliâmes que les puissances nous avoient associés à la Hollande sans notre aven, et que la constitution, rejetée par les notables comme offrant trop peu de garanties, nous avoit été imposée par un indigne subterfuge. Le gouvernement néerlandais, pendant les six ou sept premières années de la réunion, se permit, peu à peu, beaucoup d'entreprises arbitraires et vexatoires, qui sembloient dictées par un esprit de haine ou d'intolérance religieuse ; mais, comme on les attribuoit aux passions et aux erreurs de quelques hommes qui trompoient le roi, et comme elles ne frappoient que quelques particuliers, la nation ne parut point s'en apercevoir. Il falloit des mesures qui atteignissent la généralité, pour qu'elle sortît de son état de profonde léthargie.

Comme nous distinguons deux époques dans le règne de Guillaume, nous distinguons aussi deux oppositions. Jusque vers 1825, ce qui saisissoit le plus les esprits, c'étoit l'énorme disproportion des charges et des ressources financières, le défaut d'économie dans les dépenses ; les impôts excessifs ou odieux par le mode de perception ; ce détestable système d'emprunts, qui ne laissoit que la banqueroute en perspective ; ce personnage mystérieux et fictif du syndicat, créé par le prince, et qui ne se révéloit qu'à lui ; tous ces arcanes financiers, in-

dices certains d'embarras et de ruine prochaine; un passif toujours croissant à chaque budget, et en pleine paix; une dette de près de 4 milliards de francs: l'agiotage généralement favorisé, et auquel le roi, disoit-on, prenoit part directement, ou par son syndicat.

• L'opposition libérale, d'abord foible et incertaine dans les états généraux, et nulle au dehors jusqu'en 1821, trouva de l'écho dans le pays en attaquant la monarchie, loi impopulaire, qui réveillait l'odieux souvenir de ces impôts qui firent éclater l'insurrection belge sous le duc d'Albe. Cependant on parvint à calmer, jusqu'à certain point, les alarmes de la nation, en promettant qu'on saurait tempérer, dans l'exécution, ce qu'il y avait d'excessif et d'arbitraire dans le nouveau système.

• Sous le rapport matériel, on ne peut le dissimuler toutefois, si l'état s'obéroit, la Belgique prospérait. Les sept à huit premières années avaient été difficiles, et même calamiteuses; mais à la fin, l'industrie se ranima; Verviers, Liège et Gand se relevèrent; Bruxelles, jadis triste chef-lieu de département français, avait repris son air de capitale; et Anvers commençait à rivaliser avec Amsterdam et Rotterdam. Mais les arrêtés de 1825, suivis de quelques autres mesures qui attaquaient les intérêts les plus chers au cœur de l'homme, éveillèrent entre les deux peuples des causes nouvelles de dissension. C'étoit comme une exhumation des fameux édits de Joseph II, prince philosophe et despote, qui prétendait anéantir, aussi par ordonnances, les vieilles lois fondamentales du pays. La liberté de l'instruction, mère et fille de toutes les libertés politiques et religieuses, dans un royaume où le prince et la plupart de ses agens étoient réformés, devenoit pour le catholicisme une question d'existence: question qui n'a été comprise, sous aucun gouvernement constitutionnel, comme en Belgique, depuis 1825; nulle part aussi solennellement débattue, nulle part aussi nettement

résolue; question immense, l'une des vastes dont puissent s'inquiéter le philosophe et le chrétien. Lorsque le gouvernement néerlandais osa pénétrer jusqu'aux foyers domestiques, il eut contre non-seulement tous les pères, mais les mères; et certes, leur instinct les trompoit pas. Plus de fortunes été détruites, plus de beaux noms, nés dans la boue, plus de races éteintes par la mauvaise éducation des enfans, que par tous les malheurs. Il n'est point de doctrine, soit politique, soit morale, soit religieuse, qui n'ait été remuée dans tous les jours par la presse; l'on a si bien discuté pour et le contre sur toute chose, qu'il n'y a plus foi à rien. C'est la malade du siècle, tout le monde en est dardé; tout le monde s'effraie de l'avenir d'une société sceptique et matérialiste, que la science, quelque riche, quelque brillante qu'on la suppose. Quel est le remède, le seul contrepois pour maintenir dans l'ordre actuel, à ce mouvement nous séduit et nous entraîne toujours en pente irrésistible? C'est l'instruction religieuse, à laquelle nous sommes revendus, par le chemin de la liberté.

• Des catholiques belges (c'est-à-dire la grande majorité de la nation) avaient montré d'abord une si forte répugnance pour les allures turbulentes et querelleuses du régime représentatif, qui auroient volontiers laissé la puissance au prince, pourvu qu'il gouvernât modérément, se virent contraints, par les arrêtés de 1825, de sortir de leur naturel respectueux et modeste, et d'adopter des principes de résignation et de soumission passive, pour s'enhardir aux libertés de la tribune et de la presse, aux pétitions, aux pétitions, à toute cette multitude de langues et de plumes, qui troublent fort le sommeil des rois, et qui nuisent toujours à leur détriment.

• Pendant trois années, toutefois, la Belgique demeura paisible encore. C'est là que fut sa longanimité, qu'elle lui

chefs, qui eussent été moins entrepris, si elle se fût montrée moins patte. Mais comme le prince continuoit le système d'envahissement, et qu'il étoit tour à tour la main sur chaque partie de la constitution, l'opposition, d'abord timide, s'enhardit et devint formidable, parce qu'elle se sentit appuyée par une multitude qui commençoit à la comprendre. Le pouvoir, qui n'avoit jamais pris conseil que de lui-même, voulut résister; et les Belges, dont l'orgueil national étoit peut-être autant blessé que les Français, s'irritèrent. Ni les voix de la tribune, ni les pétitions du peuple, ni les députations des notables, ni l'échec terrible que venoit de recevoir la monarchie en France par la révolution de juillet, ni enfin la dernière et courageuse démarche des députés belges de la seconde chambre, ne purent faire reculer le roi, qui ne proposoit que des mesures inopérantes ou frustrantes. Alors la révolution se trouva faite dans les esprits, pour ainsi dire, à l'insu du monde, et quoique au fond le monde la redoutât. Un conflit devenoit inévitable, et il eut lieu.

Nous citerons encore le passage où l'auteur rapporte l'exécution de l'arrêt judiciaire rendu contre M. de Broglie, évêque de Gand :

Il y avoit alors dans les prisons de Gand deux criminels condamnés aux travaux forcés à perpétuité, à la flétrissure et à l'exposition publique, comme coupables de vol avec effraction. Ces hommes étoient, l'un Joseph Vervae, et l'autre Schielecat, et c'étoient deux hommes libérés. L'un des deux voleurs avoit été condamné le 11 novembre et l'autre le 18. Or, en vertu de l'art. 375 du code d'instruction criminelle, le premier auroit dû être exposé et flétri sur l'échafaud trois jours après sa condamnation, c'est-à-dire le 15 novembre, et le second, suivant le même article, ne pouvoit être exposé avant le 22. Aux termes de l'art. 470 du même code, l'extract du ju-

gement rendu contre Mgr de Broglie, contumace, devoit s'afficher à un poteau sur la place publique dans les trois jours, c'est-à-dire du 7 au 11. Et d'ailleurs, que pouvoit-il y avoir de commun entre la simple affiche à un poteau de l'extract du jugement rendu contre Mgr de Broglie, simple contumace, et l'exposition publique sur un échafaud de deux criminels, de deux insignes voleurs qui devoient y paraître en personne? Mais on vouloit absolument assortir l'évêque aux malfaiteurs; et comme on ne jugea pas suffisant de faire figurer celui-ci à côté d'un seul larron, on retarda de quatre jours l'exposition du premier larron, et on devança de trois jours l'exposition du deuxième larron; et on choisit le 19 novembre, parce que ce jour-là il y avoit marché et grand concours de monde à Gand; et tous ceux qui se trouvèrent là virent avec un étonnement indicible le nom d'un prélat respecté pour ses hautes vertus, pour son courage apostolique, pour les injustes persécutions qu'il avoit déjà essuyées, le nom de M. le prince de Broglie, évêque de Gand, affiché en très-grosses lettres sur un énorme poteau exhaussé sur un échafaud, entre deux infâmes scélérats! On avoit sans doute pensé qu'une représentation de cette nature produiroit sur les Flamands le même effet que sur cette populace aux risées de laquelle, en Hollande, on livre volontiers les ministres et les cérémonies du culte catholique, vulgairement qualifiées de superstitions papistes; mais on se trompa. L'effet de ce spectacle ne fut pas tel qu'on s'y attendoit. Cette insulte publique au catholicisme, cette profanation d'un caractère vénérable et sacré ne fit qu'exciter un sentiment général d'indignation et de dégoût pour ses auteurs. Quant à l'évêque de Gand, il dut se trouver trop honoré d'une flétrissure qui rappeloit involontairement à chacun le supplice de son divin maître. Nous n'avons pas besoin de dire à qui l'on comparoit ses persécuteurs.

Ces jugemens de M. de Gerlache

ont d'autant plus de poids qu'on connoît la haute position de l'écrivain, qui jouit en Belgique d'une réputation méritée de capacité et de sagesse.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

ROME. — Le 4 novembre, jour de la fête de saint Charles, le Saint-Père est allé tenir chapelle (1) dans l'église des Lombards, dédiée à ce saint. M. le cardinal Spinola célébra la messe.

Le 2 ont eu lieu à Saint-Laurent *in Damaso* les obsèques de M. le cardinal Tiberi, en présence des cardinaux et prélats. M. le cardinal Falsacappa a célébré la messe. Le corps a ensuite été porté dans l'église de Saint-Etienne au Mont-Celio, pour y être inhumé selon les dispositions de Son Eminence.

PARIS. — M. l'Archevêque dont la santé s'améliore sensiblement a présidé cette semaine, et pour la première fois depuis long-temps, une réunion du conseil de l'œuvre pour les orphelins du choléra. Le conseil a revu avec joie le prélat à sa tête, et lui-même n'a pas appris sans émotion combien sa maladie avait excité d'intérêt dans le clergé et parmi les fidèles.

Le mercredi 13, jour de la fête de saint Stanislas Kouska, il y a eu dans la chapelle des Dames de Port-Royal une cérémonie intéressante pour la piété. Une jeune personne d'une illustre famille étrangère, a fait profession dans cette communauté qu'elle habitoit depuis plus d'un an. Sa famille, qui porte un grand

(1) Ceci servira à démentir le bruit répandu par quelques journaux que Sa Sainteté étoit indisposée. Une lettre de Rome nous confirme que le Saint-Père se porte parfaitement bien.

nom, a mieux aimé perdre tout de sa fortune que de mettre en péril sa religion et celle de ses fans. Elle est venue s'établir en France pour être libre de sa foi. La jeune personne elle-même de riches partis. À dix-huit ans la résolution de vouer à la vie religieuse. Elle est d'Orléans, ami de la France, reçu les vœux de la jeune personne étoit entourée de son père, mère, de ses frères. Tous ont dans cette occasion de beaux exemples de piété, en s'unissant à la nature, la religion seule pouvoit inspirer

Au milieu de l'affoiblissement de la foi, la providence nous met devant toutes les classes des exemples de vertu et de piété. Le dernier, ont eu lieu dans la capitale, les obsèques d'une jeune femme de dix-neuf ans, qui a succombé à une maladie après un peu plus d'un an de mariage. Elevée par une mère pieuse, elle avoit été toute une modeste de douceur et de bonté. Elle fit sa première communion avec des sentimens de ferveur que la maladie n'avoit point affaiblis. Son caractère me et ouvert sembloit être un royaume où se réfléchissoit tout le retentissement de son âme. Quand elle pensa de se marier, elle ne put décider qu'après avoir consulté dans la prière, et avoir pris conseil d'un sage directeur. Elle resta la même pour la délicatesse de conscience. Son union sembloit d'être une heureuse ; un mari excellent, une famille dont elle étoit l'âme, de l'aisance, des exemples, tout en apparence sembloit un avenir riant. Mais survint, et c'est de là que la maladie dont les progrès emportèrent toute la résignation

nourrie des pensées de la foi. Pendant cette maladie de plus de trois mois, on ne l'a pas entendue proférer une seule plainte. Pas un mouvement d'impatience n'a paru sur ce visage toujours serein. Elle remercia affectueusement des moindres soins qu'on lui rendoit. On ne doute point qu'elle n'eût fait de bonne heure son sacrifice, mais pour ne pas affliger ceux qui l'entouroient, elle évitoit de parler d'une issue qu'elle pouvoit prévoir. Ses médecins et ses gardes, tous ceux qui l'approchoient ne pouvoient assez s'étonner de ce calme inaltérable au milieu de ses souffrances et du dépérissement de la nature. Elle aimoit à parler de la religion et de la vie, et indiquoit par de petits détails bien sa foi étoit vive et elle le désiroit que tous les malades partageassent. Toute sa manifestation pour les plus indifférens étoit une éducation touchante et permanente, femme forte, lui-même exemple du courage, et s'armant même temps par le spectacle de sa fille.

Dans ces dispositions que la mort lui donna les derniers sacremens. Elle eut une nouvelle force pour surmonter ses souffrances. Elle les offrit à Dieu. Une seule fois il lui vint à l'esprit de dire qu'elle craignoit de perdre sa patience, mais le ton de sa voix exprimait cette crainte qu'elle conservoit sa paix et sa résignation. Une autre fois, en voyant sa faiblesse s'accroître, elle fit une pieuse garde : *Cela s'avance.* Le directeur vint la voir encore la veille de sa mort et lui donna l'absolution *in articulo mortis*; elle témoigna être très-reconnoissante de ce dernier service. Jusqu'aux approches de la mort, elle sourioit encore à ceux qui l'approchoient. C'est ainsi qu'elle a rendu son âme à son créateur le mercredi 13 novembre au matin, jour de la fête de saint Sta-

slas Kotska, avec lequel elle avoit quelques rapports pour sa modestie et sa candeur ; belle âme qui, nous n'en doutons point, laisse après elle une odeur de vertus dont les impressions ne s'effaceront pas chez ceux qui ont vu de près de si touchans exemples.

Nous nous abstenons de prononcer ici aucun nom ; nous n'avons voulu que raconter des faits propres à édifier nos lecteurs.

M. le duc d'Orléans a adressé du lazaret de Marseille différens dons à des ecclésiastiques et à des établissemens de charité de cette ville ; à M. l'abbé Bonafoux, ancien curé de Saint-Laurent, 2,500 fr., pour distribuer des secours par sommes de 20 et 40 fr., principalement à des familles de pêcheurs ; à M. l'abbé Lautier, curé des Grands-Carmes, 1,500 fr. pour distribuer à des familles indigentes ; à la maison des orphelins du choléra, 1,000 fr. ; aux œuvres de la maternité, du refuge, de la préservation, et des orphelins de père et de mère, chacune 500 fr. ; enfin à deux familles de pêcheurs, qui ont perdu leurs chefs dans la nuit du 10 au 11 novembre 600 fr. ; en tout, 7,600 fr.

Nous applaudissons à ces dons généreux ; nous louons surtout le prince de les avoir adressés à des ecclésiastiques et à des établissemens dignes de tout intérêt. Nous avons vu avec étonnement que le prince, qui en quittant Alger a laissé 12,000 fr. pour différens établissemens, eût chargé un fonctionnaire public, M. Guyot, de la distribution des fonds, au lieu de la confier à M. l'évêque d'Alger. C'est toujours le prêtre et le pasteur qui connoît le mieux les besoins des pauvres, c'est lui qui est le moins exposé à être trompé. Mais, dira-t-on, le prince vouloit que ses dons fussent pour les malheureux de toutes les religions.

On doit connoître assez M. l'évêque d'Alger pour être persuadé qu'il auroit rempli parfaitement à cet égard les intentions du prince. Le prélat a assez montré que sa charité s'étendoit à tous.

Le dimanche 10 novembre, M. l'archevêque de Bordeaux a visité Sallebeuf, canton de Créon. A huit heures du matin, le maire, accompagné des adjoints et des membres du conseil municipal, s'est trouvé à l'embranchement du chemin départemental avec la grande route de Bordeaux à Brannes. On y avoit élevé un arc-de-triomphe. Une cavalcade, composée de jeunes gens, étoit allée plus loin encore au-devant du prélat, qui arriva à l'heure annoncée, et fit arrêter sa voiture à l'endroit où se trouvoient réunies les autorités locales. Le maire le harangua; M. l'archevêque vouloit descendre pour aller à pied avec les autorités, mais elles n'y consentirent point. La garde nationale salua le prélat d'une décharge de mousqueterie. Il entra à l'église, où M. le curé le complimenta. L'office commença à neuf heures. M. l'archevêque monta en chaire, et prononça une allocution à la portée de tous, et dont on fut fort touché. L'affluence fut aussi très-grande aux vêpres, qui ne furent terminées qu'à quatre heures et demie. Le soir, le prélat est reparti pour Bordeaux, escorté par la plus grande partie de la population, et salué d'acclamations.

Le 6 novembre, M. l'évêque d'Amiens visita Belloy-Saint-Léonard, où l'on célébroit la fête du saint protecteur de la paroisse. Le prélat officia toute la journée, et donna la communion à un grand nombre de fidèles, parmi lesquels étoit la pieuse famille Morgan de Belloy. Il rappela aux habitans les vertus dont saint Léonard avoit offert le modèle. La

journée se termina par la distribution des prix, que la famille Morgan a distribués aux jeunes gens et aux personnes qui se sont distingués par leur bonne conduite.

Le zèle pour les églises se manifeste par de nombreuses restaurations même par des constructions fort dirigées. Les populations pauvres montrent les premières dans ces sacrifices. On doit citer dans le diocèse de Clermont, les villages de Saint-Genès et de Champanelle. Le chef-lieu de commune a vu s'élever un clocher d'un effet pittoresque. Les habitants de Nadaillat se réjouissent de leur charmante église, construite de leur sueurs et de leurs privations. Les bons paroissiens de Manson n'ont rien à envier à leurs voisins. Ils ont aussi voulu agrandir, élargir la maison du Seigneur, élevée au milieu de leurs modestes habitations. Lors, cotisations, corvées, etc., rien n'a coûté ni aux vieillards, ni aux femmes, ni aux enfans. Bientôt leurs efforts ont été couronnés d'un plein succès. Le mardi 12 de ce mois, M. l'évêque de Clermont s'est transporté à M. malgré le mauvais temps, pour consacrer la nouvelle église. Le plus beau moment de la fête étoit la présentation de ce peuple, et la satisfaction sensiblement peinte sur la figure du prélat, qui sembloit dire à tous : jour semblable console de bien des contradictions le cœur d'un évêque.

L'église de Maretz, diocèse de Cambrai, qui avoit été abattue par la bande noire de 93, vient d'être réédifiée, grâce au zèle du curé, M. Hilst, secondé par M. le maire et les habitans.

Les vols se multiplient d'une manière effrayante dans les e

int-Pol, diocèse d'Arras. Ces derniers, à Dieval, des vo-
ont brisé, pendant la nuit,
n'être de l'église, s'y sont in-
ts, ont forcé les tronc et en
levé ce qu'ils ont pu trouver.

prêtre vertueux, le doyen du
tre de Nîmes, vient de terminer
guerre. M. l'abbé Mitier est
le mercredi 6 novembre, à
heures du matin. La popula-
catholique de Nîmes s'afflige
ment en voyant disparaître
siblement les derniers vesti-
l'ancien clergé, qui avoit si
né son ministère en confes-
sion, et qui avoit fait admi-
re dans toutes les parties
pendant les orages de la

Barthélemy Mitier, né à
août 1758, appartenoit
le respectable. Son père,
distingué, avoit de bonne
ré à ses enfans les senti-
étés qui sont notre force
consolation dans les mo-
les de la vie. M. Mitier
jeune dans la carrière ec-
clésiastique. Il exerça d'abord le
ministère dans la paroisse Saint-
M. Bragouze, qui y a
précieux souvenirs. Bien-
tôt nommé prieur de Gajan,
pris par la tempête révolu-
taire, et obligé de s'expatrier.
Desir de remplir les fonctions
ministère ne le quitta ja-
mais. Il profita-t-il des premiers
de calme pour rentrer dans
le pays. Il croyoit pouvoir se livrer
aux inspirations de son zèle, mais
l'ordre étoit loin d'être revenu
notre pays. De nouvelles tribu-
nals l'y attendoient. Il eut le bon-
heur de souffrir persécution pour la
foi de Dieu. Calme et résigné
pendant les jours qu'il resta en pri-
son, il continuoit à s'occuper de Dieu
et de la prière.

Nommé vicaire à la cathédrale
après le concordat, il en remplit les
fonctions avec zèle, et se fit remar-
quer par sa sagesse dans la direction
des consciences, qui fut une des
principales occupations de sa vie. Ce
fut alors qu'il se montra si recom-
mandable par le soin qu'il prit des
prisonniers. A cette époque, où tou-
tes les institutions pieuses avoient
été détruites, il sut réunir quelques
personnes respectables de la ville
qui alloient porter à ces infortu-
nés des paroles de consolation et
quelques secours; et lorsqu'un criminel
devoit expier sur l'échafaud
son crime, on voyoit M. Mitier
aller assister ce malheureux, et lui
rappeler que si la justice des hommes
étoit inexorable, il pouvoit encore
mériter par son repentir de trouver
un père dans celui qui doit juger
tous les hommes. Ce ne fut qu'avec
regret qu'il quitta cette fonction
touchante, lorsque ses infirmités et
son âge avancé lui en firent un de-
voir.

Nommé chanoine par M. de
Chaffoy qui réorganisa l'église de
Nîmes en 1822, M. Mitier conti-
nua toujours à se montrer zélé pour
remplir les fonctions du saint mi-
nistère; il vouloit, disoit-il, mou-
rir les armes à la main. Dieu a exau-
cé son vœu; il fut atteint de la ma-
ladie qui l'a enlevé le jour de la Na-
tivité de la sainte Vierge, à la suite
de la fatigue qu'il avoit endurée la
veille en confessant les nombreuses
personnes qui venoient encore le
trouver chez lui. Presque privé de
la vue pendant les dernières années
de sa vie, il n'en conserva pas
moins cette douceur de caractère
que ses amis admiroient en lui; une
seule chose l'inquiétoit dans cette
pénible situation, c'étoit d'être obligé
de prier quelqu'un de ses amis de le
diriger dans ses bonnes œuvres; ce
n'est que par ce moyen qu'on a pu
avoir connoissance des aumônes

abondantes qu'il distribuoit. Plein d'attachement pour la religion, qu'il faisoit si bien aimer par ses vertus, il a expié dans ses dernières volontés son dévouement inviolable à l'Eglise romaine, dont il admiroit et défendit la croyance, les usages et les cérémonies.

Les religieuses des diverses communautés de la ville, si souvent l'instrument de ses charités, les Frères des Ecoles chrétiennes, qu'il dirigea pendant plusieurs années, se sont fait une obligation de s'adjoindre au clergé de la ville pour rendre les derniers devoirs à ce saint prêtre. En mourant, il a laissé aux pauvres des marques du tendre intérêt qu'il leur avoit toujours porté.

(Gazette du Bas-Languedoc.)

M. Joachim-Joseph Pacheco e Souza, évêque de Guarda en Portugal, a passé dernièrement par Marseille, se rendant à Rome. Ce prélat, né en 1769 et évêque en 1832, a été obligé de quitter son diocèse et le Portugal depuis l'invasion de don Pedro. Il a résidé quelque temps auprès de don Carlos, et a été forcé de le quitter par les derniers événements de l'Espagne. Accueilli à l'évêché de Marseille, il s'est fait remarquer dans les rues et dans les églises par son costume étranger, par la noble simplicité de ses manières, et par sa modestie.

Le sacre de M. Laurent comme évêque de Chersonèse in partibus, qui avoit d'abord été fixé au 30 de ce mois, n'aura lieu que le 27 décembre, jour de la fête de saint Jean. M. l'évêque de Liège fera le sacre; il sera assisté de M. le comte d'Argenteau, archevêque de Tyr, et de M. l'évêque de Namur.

La pièce suivante est émanée du consistoire de l'archevêché de Gnesne et Posen; nous conservons la

traduction un peu étranglée en a faite :

« Parmi le grand nombre d'les mariages mixtes qui ont paru dernièrement, en dehors de l'archevêché, et qui attaquent la notre sainte église de différentes se distingue principalement celui pour lequel : *Le baron de Sandeau*. quelque temps on voit un grand d'exemplaires de cet écrit dans cèse. En discutant sur les difficultés de la vie humaine, il scrute les de notre église et tâche partout présenter sous un faux jour par mens du style, afin de rendre son indifférents (si pas plus) à une affaire importante que les liens sacrés riage et les devoirs qui en découlent la partie catholique.

« Tous ceux qui connoissent les des catholiques oubliés, de leur et qui, en vivant eux-mêmes principes de la religion catholique, rent les voir prospérer et s'affermir les fidèles, ne peuvent mécom regarder avec indifférence les suites de la lecture de pareils écrits conséquences paraissent d'au graves aux yeux de l'administration l'archidiocèse, qu'elle a le devoir à la pureté de ces principes fidèles, et d'éloigner tout ce qui affaiblit ou les offense de quelque manière que ce soit.

« En conséquence d'en restreindre notre vénérable archevêque, le 14 septembre de cette année, nous à M. les curés et assistants, quelque fonction qu'ils plissent, de ne pas lire eux-mêmes l'ouvrage qui attaque les principes de la religion catholique, mais de tourner leurs paroissiens de cet et d'empêcher au besoin par des et des instructions convenables mal ne se répande parmi les ir

« Cette circulaire sera communiquée à tous les ecclésiastiques de di

sont renvoyés dans les quatre semaines, avec les pièces constatant qu'il y a donné suite.

Le Consistoire archiepiscopal,

KILINSKI.

M. Antoine d'Abadie, qu'on a vu pour la dernière fois à Paris, a repassé au commencement d'octobre par Alexandrie, retour en Abyssinie, où il avoit laissé son fils. Il étoit accompagné d'un des Abyssiniens qu'il avoit emmenés. L'autre est resté à Rome, où il a le projet de se faire ecclésiastique missionnaire. M. de Jacobis, préfet apostolique en Abyssinie, avoit précédé M. d'Abadie il y a six mois; on craint que les médisances anglaises ne lui suscitent des ennemis, car ils se remuent beaucoup, et ils ont de l'argent.

M. Perpétue de Solère, ancien évêque des religieux de Terre-Sainte; aujourd'hui nommé vicaire apostolique en Egypte, est arrivé à Alexandrie, et a été présenté à Méhémet-Ali par le consul de France. On a obtenu de reconstruire le couvent et l'église des Franciscains, qui étoient en ruine. Il faut espérer que les libéraux l'aideront dans son dessein, car il n'a pas d'autre ressource que leurs aumônes.

Une église en briques construite à Newburg en Pennsylvanie, a été bénie le 28 juillet sous l'invocation de Sainte-Anne, par M. Kenrick, évêque de Philadelphie, assisté de M. O'Reilly, qui prêcha; douze personnes communieront, et douze ont été confirmées. L'église avoit été commencée il y a quelques années sur un terrain acheté par M. Loner, Franciscain; mais les fonds ont manqué pour la finir. Les églises du voisinage ne sont pas nombreuses, et sont dispersées.

M. Purcell, évêque de Cincinnati, est arrivé dans cette ville le 17 sep-

tembre, de retour du long voyage qu'il avoit fait en Europe pour les intérêts de son diocèse.

M. l'abbé de Bruyn, ecclésiastique belge, grand-vicaire du Détroit, est mort dans cette ville le 11 août, à son retour d'un voyage qu'il avoit fait à Rome et dans son pays. L'évêque se trouvant absent, parce qu'il a été appelé à Rome, ce sont MM. Bardin frères qui administrent comme grands-vicaires. MM. Etienne et Vincent Bardin sont deux ecclésiastiques français, qui exercent depuis long-temps le ministère aux Etats-Unis.

Le 15 août, jour de la fête de l'Assomption, a été un jour heureux pour les catholiques de Dubuque. Ils ont aujourd'hui une église cathédrale qu'ils doivent à l'activité et au zèle de M. Mazzuchelli, aux offrandes généreuses des habitants de toutes les croyances, et surtout aux dons de M. l'évêque. On avoit espéré que M. Rosati, évêque de Saint-Louis, viendrait faire la consécration de l'église; mais le prélat en ayant sans doute été empêché, c'est M. Loras, évêque de Dubuque, qui a présidé à la cérémonie. Tous les habitants de Dubuque, catholiques et protestants, et beaucoup de personnes des environs étoient venues prendre part à une solennité toute nouvelle dans cette contrée. Toutes les cérémonies du pontifical furent observées; M. l'évêque célébra ensuite la messe. Après l'Evangile, M. Constantin Lee, qui faisoit diacre, monta en chaire et prêcha sur la perpétuité de l'Eglise. Après les vêpres, M. Joseph Cretin prononça un discours en français sur les avantages que le peuple chrétien est appelé à retirer des bienfaits que Dieu aime à prodiguer dans son temple. M. l'évêque donna la bénédiction du saint Sacrement, et adressa à la con-

grégation quelques mots d'édification. Il se félicita de l'heureux avenir qui s'offroit pour la religion dans ce diocèse. Le jour suivant, une grand'messe fut célébrée pour tous les bienfaiteurs de l'église et du diocèse. M. l'évêque prêcha dans cette circonstance et fit connoître l'œuvre de la Propagation de la Foi établie en France. Il recommanda les membres vivans de cette œuvre aux prières des fidèles, et annonça qu'un service seroit célébré prochainement pour les membres décédés. Le samedi, un service fut célébré pour le pieux et excellent évêque de Vincennes, M. Bruté, dont C. Lee prononça l'oraison funèbre.

On a bâti en même temps derrière l'église une maison pour l'évêque et les missionnaires. Au rez-de-chaussée seront des salles pour les écoles. Le clergé occupera les étages supérieurs. On dit que l'on doit élever encore sur les terrains autour de la cathédrale un bâtiment pour un collège ou séminaire.

POLITIQUE, MÉLANGES, etc.

Les libéraux sont toujours tels qu'on les a connus à toutes les époques, avec leurs deux poids et leurs deux mesures, avec leurs préférences et leurs prédilections fraternelles pour tout ce qui porte le cachet de l'insurrection, pour tout ce qui se recommande aux sympathies révolutionnaires.

Plus que jamais le malheur des temps réunit et entasse dans ce moment en France des réfugiés de toute langue et de toute tribu : des Polonais, des Italiens, des Suisses, des Grecs, des Espagnols et des Portugais, en attendant que la Turquie et l'Égypte nous envoient les leurs.

Parmi ce grand nombre de réfugiés, il y a un choix pour les libéraux. Ceux qui proviennent de l'anarchie et de la révolte contre leurs gouvernemens, sont reçus à bras ouverts, et mis sous la protection de l'hospitalité la plus bienveillante et la

plus attentive. On les suit de Poell de en gîte, d'étape en étape. On veille que rien ne leur manque, à ce que paie soit faite exactement, à ce que échéances de leurs pensions n'éprouvent point de retards. S'ils ont à se plaindre la moindre mesure de police, d'antitaxation de séjour qui les gêne, d'un de passeport pour se rendre où bon semble, toutes leurs petites réclamations sont accueillies et appuyées avec vive sollicitude par les frères auxquels les adressent. En un mot, on se pique de devoir de redresser tous les torts à leur égard, et de faire valoir les droits qu'ils ont aux sympathies de la France de juillet. Leur cause est plaidée plus chaudement que celle des nationaux des compatriotes, et surtout des émigrés de l'ancienne liste civile, le malheur de n'avoir pas le front marqué du signe des révolutions. Mais que pour les habitans des bords de la Seine, il y a souvent de quoi être fatigué des petits soins et des attentions dont ceux des bords de la Vistule ont fait l'objet de la part des cœurs sensibles, et nus sous le nom de libéraux.

A présent, voici venir une autre troupe de réfugiés. Ceux-là sont mourans de faim, exténués de fatigues et de misères. La manière dont on leur a fait passer la vie et la liberté est tout ce qu'on peut imaginer de plus strict et de moins pour porter ombrage à personne. Ils ne veulent moins d'être lié, enchaîné, garroté de pieds et des mains, il est difficilement, d'être plus à l'étroit; et de vivre de l'air du temps, il est difficile de se voir réduit à un luxe d'indigence plus digne de pitié.

Eh bien, ces nouveaux malheureux qui nous arrivent ne sont point compris en sympathie comme les autres, les libéraux de juillet. La seule chose que ceux-ci recommandent à leur égard, c'est de leur tenir la longue courtoisie, d'écraser de surveillance et de gêne de toute espèce. Ils ne disent pas précisément qu'il faille les faire mourir de

de mauvais traitemens et d'op-
pression. Mais ils avertissent l'autorité
et se relâche sur les mesures de
censure, elle encourt la plus
responsabilité.

C'est pas difficile d'expliquer cette
faute de sentimens et de procédés
des étrangers que le même besoin
d'indépendance jette au milieu de nous. Les
uns recommandent aux hommes de
par leurs sympathies révolution-
naires, les autres sont marqués de sceau
de fidélité monarchique. Voilà ce qui

se laissant nommer duc de la Vio-
lette en acceptant sérieusement ce
titre, le général Espartero a pris un rude
coup vis-à-vis de Marie-Christine
l'Espagne révolutionnaire. Sous
ce rapport beaucoup plus ridicule
encore, le voilà obligé de vain-
ement ajuster ses coups. C'est un
sujet qu'on a fait en lui im-
poser une nécessité. Cela est cause
de mois, qu'il ne marche qu'en
tremblant, à la manière
qui n'ose hasarder aucune
incertaine. Comme le pro-
phète qui ne risque rien n'a rien,
il est de là qu'il n'a eu rien jusqu'à
ce qu'il a usé la dernière moitié
de sa force à prendre le vent et à l'a-
ffermir le pied.

Vrai, comme les journaux s'ac-
cusaient de le faire pressentir, qu'il aime
passer une partie de l'hiver
à que de rester en présence de
ceci seroit doublement de bon
en annonçant de sa part la ré-
solution d'abattre l'anarchie, et en in-
diquant qu'il voit plus de facilité à for-
mer des clubs qu'à pénétrer dans le camp
des royalistes.

PARIS, 20 NOVEMBRE.

Le duc d'Orléans a posé, le 15, la
première pierre du Château-d'Eau de
Marseille. Le 16, le prince a passé la re-

vue des troupes de la garnison. Il a visité
ensuite le Prado, les principales caser-
nes et l'hôpital. Le soir, il a assisté à une
fête donnée par la ville. Le duc d'Orléans
a quitté Marseille, le 17, à une heure.

— Le chiffre de la population euro-
péenne en Afrique étoit, au 30 septem-
bre, de 22,880, savoir : 12,900 hom-
mes, 4,610 femmes, 5,360 enfans. Cette
population se compose de 9,708 Fran-
çais, 6,999 Espagnols, 2,533 Anglais,
2,304 Italiens, 1,070 Allemands, 5 Grecs
et Russes, etc. L'augmentation sur l'ef-
fectif du dernier recensement est de
273. Mais dans les 22,880 Européens ci-
dessus ne sont pas compris ceux qui se
trouvent à Philippeville, Constantine et
Gigelli.

— Ce n'est pas seulement douze cents
hommes qui doivent être embarqués
pour l'Algérie, mais six à sept mille, tant
pour remplir les vides que pour rempla-
cer les corps qui reviennent en France
après avoir accompli leur temps de ser-
vice en Afrique.

— M. Rivet, conseiller d'état en ser-
vice ordinaire, vient d'être attaché au
comité de l'intérieur et de l'instruction
publique. M. Delebecque, maître des
requêtes en service extraordinaire, a été
attaché au même comité et doit partici-
per à ses travaux.

— La commission des offices, dans
sa réunion de samedi, a continué la dis-
cussion sur le droit de transmission.
Après plusieurs discours, la question a
été résolue, et il paroit qu'aucune op-
position ne s'est élevée sur le maintien
de l'état actuel des choses.

— Une ordonnance du 9 ouvre au
ministre de l'intérieur, sur l'exercice de
1859, un crédit extraordinaire de 150,000
francs pour secours aux étrangers réfu-
giés en France. La régularisation de ce
crédit sera proposée aux chambres dans
la prochaine session.

— Plusieurs journaux disent qu'il est
question d'une prochaine modification
dans le ministère.

— Il y a maintenant à Paris une réu-

nion, d'historiens allemands plus ou moins distingués, qui se proposent, dit-on, d'y passer l'hiver, pour rechercher dans les bibliothèques des matériaux pour de grands et importants travaux. Ce sont M. Pertz, membre de la direction des archives du royaume de Hanovre, auteur de plusieurs ouvrages sur les antiquités germaniques; M. le directeur G. Wartz, de Flensbourg (Danemark), professeur à l'Université de Kiel, dans le duché de Holstein, à qui on doit un grand travail sur les monumens antiques de la Germanie; M. Stühr, de Flensbourg, professeur à l'Université de Berlin, connu par son *Histoire du Déclin et de la Ruine des Etats primitifs* (*Naturstaaten*); Ranke, professeur à la même Université, auteur d'une *Histoire des Papes*, qui a été traduite en français; M. Voegeli, professeur au Gymnase de Zurich, un des éditeurs de la *Chronique de la Réformation*, de Bullinger.

M. Pertz et M. Wartz travaillent à une *Histoire spéciale de divers Etats d'Allemagne*; M. Stühr à une *Mythologie*, et à une *Archéologie de l'Égypte*; MM. Ranke et Voegeli à une *Histoire générale de la Réformation*.

Puissent ces savans apporter dans leurs recherches et dans leur rédaction l'exactitude, l'impartialité et la sagesse que trop d'historiens laissent désirer aujourd'hui dans leurs productions!

— D'après la statistique de l'instruction primaire, sur 55,280 communes, on en compte, cette année, 28,913 qui sont pourvues d'écoles; c'est 4,171 de plus qu'en 1834. Si l'on compare ensuite ce chiffre à celui de 1830, on trouve que 8,868 communes, depuis cette époque, ont compris les avantages qui résultent de l'enseignement populaire, et se sont empressées d'en profiter. Les élèves, garçons et filles, admis dans les écoles primaires dirigées par des instituteurs et des institutrices, étoient, en 1829, au nombre de 969,540; en 1832, il s'élevoit à un million 900,715; en 1835, à 1,544,628, et en 1839, à 2,029,830, c'est-à-dire

1,600,000 environ de plus qu'en 1829. Voici, en outre, comment se répartissent les écoles communales, et spécialement affectées aux catholiques, 563 aux protestans, 28 aux juifs, 2,352 reçoivent des élèves de catholiques et de protestans.

— La mesure qui, le 20 décembre, a levé les prohibitions à la frontière des Basses-Pyrénées, étendue à la frontière des Hautes-Pyrénées et au littoral entre les embouchures de l'Adour et de la Gironde.

— M. Paganel, secrétaire-général du ministère du commerce, a été nommé à Villeneuve-d'Agen (Lot-et-Garonne).

— M. Paul Richard a été nommé recteur de la monnaie, à Lyon. Le placement de M. Fleury Rostand, frère, décédé, il y a près d'un an, avec lequel il travailloit de temps en temps.

— Le garde-des-sceaux a nommé une commission qui sera chargée d'examiner un projet de loi sur la propriété individuelle.

— Les électeurs du 2^e arrondissement municipal de Paris se réuniront le 28 pour nommer un membre du conseil-général de la Seine. Le placement de M. Laffitte, maire.

— M. Emile de Girardin a pu se défendre en diffamation contre le *Corsaire* est indiquée au 6 décembre. I le *Corsaire* a porté une plainte fins à raison des paroles qu'il a prononcées M. de Girardin, le 15 dans l'enceinte de la 6^e chambre pendant la délibération du tribunal. La plainte précédente dirigée contre le *Corsaire*.

— La cour royale de Paris a nommé expert-interprète M. de Girardin, déjà attaché en cette qualité au département de la Seine.

— 3,143 jeunes gens se sont inscrits pour le premier trimestre scolaire 1839-1840 à la facul

Le nombre des personnes inscrites, l'année dernière, à 3,154. Les élèves ont pris leur inscription cette année; 97 candidats se sont présentés pour le doctorat.

Les élèves ont été admis cette année à la Faculté Forestière.

Les brevets d'invention ont été délivrés pendant le deuxième trimestre de l'année.

La Caisse d'épargne de Paris a reçu pendant l'année la somme de 557,469 fr. contre celle de 379,000 fr.

Un accident a eu lieu sur le chemin de fer de Versailles, depuis quel temps en réparation. Une locomotive au transport des matériaux, située près du château de Saint-Cloud, lancée par négligence sur une voie, parcourait une charrette tirée par quatre chevaux, est venue heurter la voiture. Les chevaux ont été tués. Le charretier a pu heureusement s'en tirer assez à temps.

NOUVELLES DES PROVINCES.

On vient de découvrir, dit-on, de présumés délit de chasse, dans l'état, M. Jules Degove, sous-préfet de Senlis, avec plusieurs de ses collègues verbal auroit été dressé.

Les travaux du canal de jonction de l'Oise, commencés il y a plusieurs années, sont aujourd'hui terminés, et la navigation est ouverte sur toute la longueur.

Une enquête va être ouverte dans le département du Nord sur les projets présumés simultanément pour la jonction de la Somme à l'Escaut, soit par la vallée de l'Escaillon.

M. Dewick, conseiller à la cour de Douai, vient de mourir. Un décret a nommé des 41 magistrats comme cour au moment de l'établissement de la cour impériale en 1811, plus que huit.

— On lit dans le *Journal de l'Eure* : « Le roi vient d'accorder sur les fonds de la liste civile, une somme de 11,600 fr. pour être répartie entre les habitants des communes du département de l'Eure, qui ont été victimes des orages et de la grêle en 1859. »

— M. Emile Blanquet, trésorier de la marine à Rouen, est nommé trésorier des invalides de la marine à Dieppe, en remplacement de M. Hédou, nommé au Havre.

— La statue en bronze de Kléber a été érigée, le 5, sur la place d'Armes de Strasbourg.

— Le conseil municipal de Lons-le-Saulnier vient de décider qu'il serait consacré une somme de 260,000 fr. à la construction d'un collège royal, dans le cas où le gouvernement consentirait à accorder cet établissement à cette ville.

— Le 12, les flammes ont dévoré sept maisons, à Arley (Jura). Cinq appartenaient à de très-pauvres cultivateurs.

— Le préfet de la Dordogne a définitivement accepté les démissions répétées de MM. de Marcillac, Latreille-Ladoux et Gaillard, maire et adjoints de Périgueux.

— Les lettres des départements des Bouches-du-Rhône, de Vaucluse et du Var ne parlent que des ravages causés par les pluies. Aux environs de Toulon, le 12, la plaine de Lagarde ne formait plus qu'un grand lac; un enfant de douze ans, entraîné par les eaux, a été noyé.

— MM. Achille et Lucien Murat, et la comtesse de Rasponi, leur sœur, sont depuis plusieurs jours à Marseille. Le fils aîné de l'ancien roi de Naples prend, dit-on, le titre d'avocat, citoyen des Etats-Unis.

— En octobre dernier, 541 navires jaugeant 58,809 tonneaux sont entrés dans le port de Marseille. Il en est sorti 568 avec 55,337 tonneaux.

— M. Billandet, député, vient d'être élu membre du conseil-général de la Gironde.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Le gouvernement de Madrid n'est pas moins embarrassé de ses jacobins qu'il ne l'étoit des carlistes de la Navarre. Il semble que le parti des exaltés et des clubs croie que c'est pour lui qu'on a travaillé en délivrant les provinces du nord de la guerre civile. Depuis lors il n'a fait que devenir plus remuant et plus entreprenant. Voilà que pour le contenir on est obligé d'employer une partie des troupes qui étoient précédemment occupées contre don Carlos. Encore est-on obligé de les choisir dans ce qu'il y a de moins révolutionnaire et de moins accessible aux manœuvres de l'anarchie et à la sédition, parce qu'on les travaille de toutes les manières pour les engager dans le parti de la sédition et de la révolte.

La garnison de Madrid et les environs se remplissent de troupes de renfort. On croit qu'Espartero ne tardera pas à se rendre de sa personne auprès du gouvernement, pour aviser à des mesures d'énergie et de sûreté. La guerre d'Aragon se trouve plus ou moins négligée et différée par suite du mouvement qui agite les esprits. Les cortès paroissent souffler le feu, et servir de point d'appui aux exaltés. On parle toujours de les dissoudre pour tâcher de recomposer une chambre moins hostile. Mais on hésite à en venir là, de peur d'achever d'indisposer et d'aigrir les membres de l'assemblée actuelle, qui ne veulent pas désemparer et quitter le terrain brûlant de la capitale. Il est question de prendre un terme moyen en se bornant à prolonger l'ajournement des cortès jusque vers la mi-janvier, et à retarder ainsi leur réunion de deux mois.

La pomme de discorde est toujours le refus d'impôts. C'est le plus grand embarras du moment, et le germe d'anarchie le plus redoutable. La reine régente a recommandé à l'intendant des finances de Madrid, de poursuivre les opposans avec la plus grande rigueur, et de faire

des exemples qui puissent servir aux malveillans qui entretiennent le point de résistance et de sédition. Mais ce sont des exemples qui peuvent être malheureux, de graves événemens. Les journaux signalent les menées chie pour soulever les provinces blie des programmes jacobins frémir en annonçant les dispositions révolutionnaires et les plénées.

— On est toujours sans nouvelles sur ce que le comte a pu devenir. Cependant tout réunir pour faire présumer qu'il d'une manière tragique dans un ou un guet-apens.

— Cabrera vient d'adresser à l'étendue des districts de son dement une circulaire par laquelle il prescrit des prières publiques pour la protection de Dieu sur les armes du roi.

M. Fallon, a été nommé de la chambre des représentants. Il a eu 47 voix et M. Dubus 28.

— Le roi de Bavière a concédé au gouvernement belge un million pour une fourniture considérable de munitions qui seront fournis par la fonderie de Liège.

— Une correspondance d'Amsterdam annonce que M. Rochussen, directeur de l'entrepôt, est envoyé à Paris pour négocier un traité de commerce avec le gouvernement français.

— M. C. J. Willet, consul à Copenhague, Danemarck dans les Pays-Bas, est décédé, le 8, à Amsterdam, à l'âge de 52 ans.

— On avoit dit que la banque de Java avoit été forcée de suspendre ses opérations. D'après le *Handelsblad*, la banque a suspendu provisoirement ses paiemens en espèces, afin d'éviter une exportation trop considérable de monnaie.

ournaux lorys de Londres pré-
le lord Melbourne va se reti-
aires.

it dans le *Globe* que la vaiselle
Vindsor vaut environ 42 mil-
100 fr. Il y a un service en or,
de Georges IV, assez considé-
un banquet de 150 personnes.
ines des pièces ont été enlevées
a espagnole; d'autres ont été
des Indes, de Birma, de la
remarque un plat qui a ap-
Charles XII, roi de Suède, et un
ient du roi d'Ava.

restations et les interrogatoi-
nent à Newport et à Mon-

owlett Thompson, nouveau
-général du Canada, a adressé,
re, aux Canadiens une pro-
pour leur déclarer que si de
troubles venoient à éclater, il
roit avec autant d'énergie qu'il
soulager les embarras, et à
bien-être de la population

azette de Milan parle d'une
ondation du Pô, du Tessin,
de l'Olone, et d'autres riviè-
ombardie. Les eaux du Tessin
égé la partie basse du Bargo-
près de Pavie, et la route pos-
es au Gravellone. Le pont de
si sert de communication à la
odi, celui de Roggione, les
anengo et de Crémone, et
tres ont été enlevés par les
'Adda, de Lambro, de Serio.
désastres ont eu lieu dans la
Brescia, par suite du débor-
Mella. Les trois lacs de Man-
ilourent cette ville, ne pré-
qu'une seule grande nappe
route de poste qui va le long
es Moulins sur la digue du
tadelle, est toute envahie par
ont aussi couvert les autres
tes. Le service des courriers
ettes est fait maintenant au
arques et de ponts volans.

— La princesse Marie-Auguste de Saxe
est arrivée le 5 à Florence, venant de
Rome. Madame la duchesse de Berry
étoit arrivée la veille à Florence.

— On écrit de Hanovre, le 12, à la
Gazette universelle de Leipsick que le géné-
ral Hackel venoit de partir pour Osnab-
bruck, où, dit-on, une conspiration avoit
été découverte.

— On croit que les états de Darmstadt
ne seront pas convoqués avant le 15 jan-
vier.

— Les feuilles allemandes annoncent
comme prochain le mariage de la prin-
cesse Marie de Wurtemberg avec le comte
de Neipperg, qui sert dans l'armée autri-
chienne. Elles ajoutent que le comte sera
probablement décoré du titre de prince.

— La société des amis de la musique
des états autrichiens a célébré, le 9, à
Vienne, le premier jour de sa grande
fête musicale annuelle, dans le manège
impérial d'hiver. Plus de 1000 musiciens
étoient réunis, et 700 voix et 306 ins-
trumens ont exécuté l'*Oratorio de Saint-
Paul*, de M. Félix Mendelssohn Bartholdi.
Il y avoit environ 6,000 auditeurs, et au
premier rang l'empereur avec toute sa
famille.

— Le projet d'un chemin de fer entre
Kostendische et Czernadowa, pour ratta-
cher le bas Danube à la mer Noire par la
voie la plus abrégée, touche à sa réalisa-
tion.

— Des journaux de New-York avoient
parlé d'un échec essuyé par l'escadre fran-
çaise qui fait le blocus de Buénos-Ayres.
Cette nouvelle est démentie par le *Cour-
rier des Etats-Unis*. « On a reçu, dit
cette feuille, des lettres de Montevideo
jusqu'au 22 août. L'escadre française,
forte de 43 bâtimens de tous rangs, con-
tinuoit à maintenir rigoureusement le
blocus; cette circonstance contrarie les
capitaines américains qui s'efforcent par
tous les moyens de tromper la surveil-
lance de l'escadre. Il y a plus, dans leur
mauvaise humeur, ils accueillent sans
examen tous les rapports défavorables
aux Français. C'est ainsi qu'ils ont pro-

pagé le bruit que 900 hommes, portés par 30 embarcations, avoient été repoussés avec une grande perte, à la suite d'une tentative de débarquement faite à 30 milles de Buénos-Ayres, dans le but d'effectuer une diversion en faveur du gouvernement actuel de Montévideo. Or, nous ne croyons pas qu'il y ait un seul mot de vrai dans tout ce qu'on a dit à ce sujet. »

LEÇONS ÉLÉMENTAIRES DE PHYSIQUE,
par MM. Baume et Poirrier, professeurs
de sciences naturelles. In-12.

La physique ne doit pas seulement servir à perfectionner les arts et les travaux de l'industrie, elle doit encore nous apprendre à admirer la sagesse et la puissance du créateur, et sous ce rapport elle peut faire partie de l'éducation des jeunes personnes; mais il faut alors qu'elle soit réduite à ses notions les plus élémentaires, et dégagée de tous les calculs et de toutes les démonstrations tirées de la géométrie. Tel est le but qu'on s'est proposé dans cet ouvrage. On a voulu surtout aider les aspirantes aux diplômes de maîtresses de pension ou d'institution de demoiselles, qui sont tenues de présenter à leur examen des notions de physique applicables aux principaux usages de la vie. C'est pourquoi on les a rédigées d'après le nouveau programme d'examen suivi à l'Hôtel-de-Ville de Paris. On y a ajouté les premières notions de la chimie et l'explication des

termes les plus usuels de cette science. Les deux auteurs nous paroissent attendre que leur travail soit favorablement accueilli. On trouvera dans leur ouvrage toute la clarté et la simplicité qu'on désire dans ces sortes d'ouvrages.

Le Gérant, Adrien Le Clerc

BOURSE DE PARIS DU 20 NOVEMBRE

CINQ p. 0/0. 111 fr. 15 c.
TROIS p. 0/0. 81 fr. 95 c.
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 101 fr. 00 c.
Quatre 1/2 p. 0/0, j. d. e sept. 000 fr. 00 c.
Oblig. de la Ville de Paris. 127 fr. 00 c.
Rente de la Ville de Paris. 104 fr. 00 c.
Act. de la Banque. 2930 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire. 000 fr. 00 c.
Quatre canaux. 1265 fr. 00 c.
Emprunt romain 101 fr. 1/2
Emprunt Belge 000 fr. 0.0
Rentes de Naples 102 fr. 85 c.
Emprunt d'Haïti. 520 fr. 00 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 28 fr. 1/4

Les Vrais principes sur la Pédagogie ou Manière d'annoncer avec fruit le rôle de Dieu, par M. l'abbé J.-B. Vêtu, que nous avons annoncé dans de notre numéro du 5 novembre, maintenant deux volumes in-8°, prix, 10 et 11 fr. pour les souscripteurs inscrits avant le 31 décembre prochain.

On souscrit à Paris, chez PONS, ROSAND, et à Dijon, chez POPELAIN. Le premier volume est en vente.

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC ET
rue Cassette, 29.

LIBRAIRIE D'ADRIEN LE CLERC ET COMP., RUE CASSETTE, 29.

TRAITÉ ABRÉGÉ DE L'ADMINISTRATION TEMPORELLE DES PAROISSES

PAR M. L'ABBÉ AFFRE, chanoine et vicaire-général du diocèse de Paris.

1 vol. in-8°. Prix : 1 fr. 75 c. et 2 fr. 50 c. franc de port.

Ce livre contient les principes élémentaires de l'administration des paroisses, avec les applications les plus usuelles, les seules qu'il convienne d'exposer aux élèves des séminaires. Il renferme aussi des notions très-suffisantes pour les fabriques des églises rurales. L'auteur demande que, dans l'intérêt des fabriciens de ces églises, le prix fût réduit à 1 fr. 75 c. au lieu de 2 fr. 50 c.

TRAITÉ DE LA PROPRIÉTÉ DES BIENS ECCLÉSIASTIQUES;

PAR M. L'ABBÉ AFFRE.

1 vol. in-8°. Prix : 4 fr. 50 c. et 5 fr. 75 c. franc de port.

peut s'abonner des
5 de chaque mois.

SAMEDI 23 NOVEMBRE 1839.

1 an	36
6 mois	19
3 mois	10
1 mois	3 50

sur les causes du succès du protestantisme au XVI^e siècle, par l'abbé Poisson. In-8°.

L'auteur ne veut point qu'on fasse honneur du succès de la réforme à ses déclamations et à la fougue de son ber. Il rabaisse beaucoup ce rénovateur :

Luther, dit-il, s'étonnoit lui-même de sa réussite, il regardoit comme un miracle qu'un petit moine eût osé attaquer le pape. Quoique d'un génie impétueux, il avoit des vues étroites et bornées; aussi ne tira-t-il pas des circonstances tout le parti qu'il auroit pu en tirer. Esprit brouillon, indépendant, petit, il compromit plus d'une fois son œuvre. Ses saillies bouffonnes et ses railleries ne pouvoient certainement servir qu'à des gens sans lettres ou profondément corrompus. Ses injures au lieu d'un bon raisonnement, ses traits lancés à la place d'une dialectique simple et forte, ne devoient avoir d'autre effet que pour la multitude peu capable de saisir la justesse d'un argument solide, et les en état de goûter le seld'un mot flatteur.

C'est précisément ce qui explique les succès de Luther. C'est par ses injures et ses traits mordans qu'il séduisit la multitude; c'est par ses railleries bouffonnes qu'il plut aux ignorants et aux hommes corrompus. Il vit son siècle, il vit des princes jaloux des richesses de l'Eglise et avides de s'en enrichir. Il fit habilement des préventions sur les passions des autres. Bossuet, qui avoit étudié le caractère du rénovateur, en avoit une autre idée

que M. Poisson. Il ne le peint pas, dans son *Histoire des variations*, comme un homme petit et ayant des vues étroites et bornées. Il lui reconnoît de l'habileté, du génie, un grand ascendant sur son siècle, le talent de remuer la multitude par ses discours et par ses écrits. M. Poisson trouve que Luther ne tira pas tout le parti qu'il auroit pu des circonstances. Vraiment M. Poisson est difficile. Est-ce qu'il lui semble que ce n'étoit pas assez d'avoir soulevé près de la moitié de l'Europe et d'avoir causé un ébranlement et un schisme qui subsistent encore au bout de trois siècles?

Mais si M. Poisson ne veut pas attribuer les succès du protestantisme à l'influence et aux talens de Luther, à qui aime-t-il mieux en faire honneur? On ne le croiroit pas; c'est à l'Eglise, aux papes, au clergé qu'il reproche d'être cause des progrès de la réforme. Il énonce ses griefs; presque tous sont des accusations contre Rome et contre les évêques. C'est, il faut le dire, un soin bien singulier pour un ecclésiastique, de faire retomber sur l'Eglise et sur les pasteurs le tort d'avoir favorisé la réforme. Voyons quelles sont les causes qu'il a imaginées.

Ces causes sont, dit-il, les prétentions téméraires de la cour de Rome sur le temporel des rois, l'issue fâcheuse du grand schisme d'Occident, l'imprudente conduite des évêques assemblés à Bâle, les désordres introduits dans la cour de Rome, l'établissement des décimes, la multiplicité des ordres religieux, l'abus des indulgences, les rigueurs de l'inqui-

sition, la négligence à corriger les abus, l'ignorance des populations, l'amour des subtilités, le peu de soins à arrêter les premiers progrès de la réforme, la mauvaise politique de Charles-Quint, la persécution employée contre le protestantisme.

Il est clair que dans cette énumération, c'est l'autorité ecclésiastique qui a les principaux torts. L'auteur développe ses accusations dans des articles séparés où il ne s'exprime pas toujours avec la mesure convenable. Je le crois bien intentionné; il fait sa profession de foi sur la suprématie qu'a le pape de droit divin, il reconnoît que l'Eglise romaine, mère et maîtresse de toutes les autres, n'erre pas. Après cela est-il vrai que l'Eglise romaine perdit un peu du charme de la simplicité primitive en devenant indépendante de tout pouvoir humain? Que fût-elle devenue au contraire dans des temps de troubles, d'ébranlement et de persécution, si elle eût été dépendante? L'auteur reproche aux papes des vues courtes, un zèle mal entendu, de l'ignorance, etc. Je suis trop poli pour lui adresser ces reproches à lui-même, mais je l'engagerai à lire l'ouvrage que vient de publier M. l'abbé Gosselin, *Du pouvoir des papes sur le temporel des rois*. Il y verra avec quel tact il faut savoir traiter ces questions délicates. Cette réflexion s'applique à beaucoup de passages de l'*Essai*. Sur les croisades, sur les décimes, l'auteur ne sait pas se défendre d'exagérations, de réflexions vagues, de jugemens hâsardés.

L'article sur la multiplication des ordres religieux est surtout répréhensible. On sait, dit l'auteur, qu'avec beaucoup de zèle et peu de jugement, on fait ordinairement plus de

mal que de bien. Rien n'aurait tentés d'adresser l'observation à M. l'abbé Poisson. Il ne rend pas assez de justice aux vertus des premiers fondateurs, aux services de leur vie, à ces grands exemples de piété, de zèle, de mépris de soi, qu'ils ont donnés. Il ne voit que quelques abus, et ne tient pas compte du grand mouvement imprimé par deux hommes tels que saint Dominique et saint François d'Assise. On ne sauroit en juger autrement. On ne reproche pas à ces deux grands caractères de ne leur a pas reproché d'avoir fondé leurs deux ordres. Ce n'est pas M. l'abbé Poisson qui eût dit que *la vue d'agrandir le nombre des religieux méritoit dans les cœurs la haine de la papauté*. Cette idée de M. Poisson semble prendre à tort la reproduction : *Envisagée sous ce point de vue, Rome ne devoit pas être considérée comme divine.... Rome qui avoit établi divers instituts, qui les soutenoit, s'en servoit, devoit avoir mépris*. Ces étranges assertions présentent plus d'une fois le plumet de l'auteur.

Il y auroit des réflexions de ce genre à faire sur presque du même genre à faire que M. Poisson dit des abus d'ignorance dans le clergé, du mauvais goût et des subtilités de l'école. Partout il veut se donner un air de partialité, et distribue le droit et à gauche. Il tient des torts des deux côtés; et ne fait mieux goûter des protestations adressées aux catholiques, et adressées au clergé, des reproches ne sont pas toujours justes. En somme, je le crois, ne tirera grand profit ni à son livre ni à son religion. Les protestans pre-

ai tout ce qui leur sera favorable soncieront peu du reste. Éliciteront de voir un prêtre dire ce qu'ils ont dit tant de abus de l'Eglise romaine et ordres introduits dans le et ils regarderont cela comme mphe pour leur cause. Ce s sans doute ce que M. l'abbé vouloit.

avoir énuméré les causes puelle extrinsèques, et qui futôt des prétextes que des cautions, l'auteur en vient aux intrinsèques qu'il auroit dû en première ligne. « Les progrès du protestantisme t-il, les passions humaines déées de toute contrainte, l'insolence absolue en matière de punité, la sécurité même aux clercs incontinens, l'occultante de faire du bruit monde en s'établissant chef velles doctrines, enfin le de satisfaire sans trop de cupidité en s'emparant des clésiastiques. »

est assez clair que ce furent-ritables causes des succès de ne. C'étoit donc par là qu'il commencer, au lieu que l'auteur développe ces causes que passés tiers de son livre. Du reste, il lire, cette partie de l'ouvrage mal frappée. L'auteur caractérise les principales erreurs des ns et leurs funestes conséquences contre les passions qui animèrent les premiers réformateurs, le dérecouer le joug du célibat, on, l'envie de faire du bruit, ité. L'histoire du protestantisme fait assez voir quelle fut l'insolence ces motifs si peu honorables de gens qui parloient de

leur zèle pour la morale et de leurs soins pour l'épurer.

Il y auroit eu d'assez bonnes choses à citer de cette dernière partie de l'*Essai*. L'auteur la termine en s'adressant aux protestans et en les engageant à réfléchir sur l'origine de la réforme, à revenir à l'unité, à faire cesser une scission funeste. Je souhaite que ses exhortations aient quelque fruit, mais je crains qu'il n'en ait amorti l'effet par les assertions et les réflexions imprudentes et déplacées que nous avons signalées au commencement de cet article.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

ROME. — Les 5 et 6 novembre, il a été célébré dans le palais Quirinal des services, le premier jour pour les papes morts, et le second jour pour les cardinaux décédés. Le 5, c'est M. le cardinal Barberini qui a célébré la messe, et le 6, M. le cardinal Falzacappa. Le Saint-Père a assisté à l'un et à l'autre service avec les cardinaux et prélats.

Le sacré collège vient de faire une nouvelle perte. M. le cardinal de Gregorio, évêque de Porto et Sainte-Rufine, et sous-doyen du sacré collège, est mort le 7 novembre au matin, à la suite d'une longue maladie qui a résisté à tous les soins de l'art. Il étoit né à Naples, le 18 décembre 1758, et occupa diverses places à Rome. Il étoit en 1808 secrétaire de la congrégation du concile et de celle de la résidence des évêques. Il eut sa part des tribulations lors de la persécution impériale contre le Saint-Siège. Amené en France en 1809, il fut enfermé à Vincennes et n'en sortit qu'en 1814. De retour à Rome, il fut fait cardinal par Pie VII, le 8 mars 1816, et reçut le titre presbytéral de Saint-Alexis. Il entra depuis dans l'ordre des évêques. Le

cardinal étoit en dernier lieu grand pénitencier, secrétaire des brefs pontificaux, archimandrite de Messine, et grand chancelier de l'ordre de Saint-Grégore. C'étoit un prélat distingué par ses vertus et par son attachement au Saint-Siège. Il est mort après avoir reçu avec édification tous les secours de la religion (1).

PARIS. — Le jeudi 21, jour de la fête de la Présentation de la sainte Vierge, a eu lieu au séminaire Saint-Sulpice la rénovation des promesses cléricales. Elle a été présidée par M. l'ancien évêque de Beauvais. Plusieurs de MM. les grands-vicaires, curés et autres ecclésiastiques de la capitale y ont pris part.

Le dimanche 10, M. l'abbé Pététot, curé de Saint-Louis d'Autin, a recommencé ses conférences pour les jeunes gens. Ces conférences ont lieu le dimanche matin dans la nouvelle chapelle. M. l'abbé Pététot les avoit établies dès l'année dernière. Elles promettent d'être encore plus nombreuses cette année. La messe, la conférence, le chant des cantiques, forment le fond de ces exercices. M. le curé se propose de développer les fondemens de la religion et de la morale, et de traiter les hautes questions de philosophie religieuse. Le premier discours n'a été en quelque sorte que le programme des conférences. Dans la conférence du dimanche 17, le sage pasteur a montré que c'étoit à la jeunesse surtout qu'il falloit s'adresser pour ranimer la foi. Il l'a partagée en trois classes, la jeunesse du commerce et de l'industrie, celle du monde et des salons, et celle des écoles. C'est sur celle-

(1) Nous avons eu l'honneur de connoître ce cardinal, qui nous honoroit de quelque bienveillance, et qui nous adressa, en 1821, une réclamation que nous avons insérée dans ce Journal, numéro 761, tome xxx.

ci que l'orateur a paru principalement compter, et il en a les raisons. L'empressement des jeunes gens à se rendre à ces conférences, et leur recueillement sont d'heureux présages du succès de ces pieuses réunions.

Il y a en ce moment à Paris un prêtre Maronite, nommé M. N. Mourad, né dans le Mont-Liban, qui est procureur-général du patriarcat d'Antioche pour les Maronites auprès du Saint-Siège. Il est à Rome depuis quatre ans, et est venu en France, à ce qu'on suppose, pour les intérêts de son église ou de son pays. Il est arrivé à Paris le 10 novembre, et est descendu au Grand-Hôtel des Missions-Etrangères. Il est titulaire des lettres de recommandation des plus honorables et a été reçu par des personnages distingués. Le 11 novembre, il a eu une audience de la reine, et le 12 une du duc de Nemours. Les deux l'ont fait asseoir et ont causé avec lui. Il parle l'arabe et entend un peu le français.

Cet ecclésiastique porte le costume oriental. Il est d'une belle taille, d'une figure imposante. Il célèbre la messe en syriaque. Sa tenue, sa conversation, son air tout annonce en lui l'esprit d'un état et une capacité peu commune. On ne connoît pas bien l'objet de sa mission.

On lisoit il y a quelques jours le *Journal du Commerce*, et le *Constitutionnel* a répété après lui :

« Les faits nombreux que la presse signale tous les jours démontrent si évidemment le retour des influences étrangères dans le gouvernement, que les influences se sentent maintenant assés fortes pour reprendre l'organe qu'elles avoient avant les jours de 1830. La congrégation refleurit, les agens avoués commencent à reparaître dans les bureaux des divers mini-

font-là, comme à l'ordinaire, pures déclamations. Les faits breux que la presse signale tous jours ne démontrent rien, parce ils sont tous faux ou exagérés. Les jours ces faits sont démentis, mais la presse qui les avoit mis avant, ne tient aucun compte des penus et des réclamations. Les in-
 pures sacerdotales dans le gouverne-
 la congrégation qui refleurit, ses
 avoués qui reparoissent dans les
 nous, tout cela est de la moque-
 Il est triste de voir recommen-
 une guerre qu'on croyoit devoir
 finie à jamais. Cette guerre
 tre le clergé n'a plus aujourd'hui
 prétextes. Déjà sous la restaura-
 t, il avoit fallu pour la rendre
 ridicule supposer au clergé un
 dit qu'il n'avoit pas. Mais au-
 rd'hui qu'il est abattu, qu'on ne
 oit point à la cour, qu'il n'a pas
 eul membre dans les deux cham-
 , qu'il est tout-à-fait en dehors
 administration, se plaindre de
 influence, c'est le rêve d'un cer-
 malade ou d'une haine pas-
 sée. Il est peu généreux de pour-
 re ainsi des mêmes injures des
 à terre. Les plus vulgaires sen-
 ma d'humanité devroient inter-
 jusqu'à l'idée de ces attaques
 mtes, qui ne reposent sur rien
 bel. Un clergé riche et puissant
 roit porter ombrage, un clergé
 re et dépouillé devroit au moins
 mir les égards que l'on doit au
 leur.

Mais il y a des faits, dit-on; les
 pions reparoissent, une retraite a
 prêchée à Oullins, près Lyon,
 M. l'abbé Guyon. En vérité,
 que M. l'abbé Guyon a prêché
 illins, cela démontre-t-il l'influence
 rotale? Des fidèles ne peuvent-
 iler au sermon sans soulever des
 leurs? La liberté n'est-elle que
 r les ennemis de la religion et
 prêtres?

à les envahissemens des commu-

nautés, et la multiplication des éco-
 les de Frères! Hélas! ce sont encore
 là des doléances ridicules. Les com-
 munautés n'ont qu'une existence
 précaire, et les envahissemens d'une
 Sœur hospitalière ou d'une pauvre
 institutrice, n'ont rien de bien re-
 doutable.

Quant aux Frères, on se plaint
 donc de leur zèle, de leur dévoû-
 ment, des services qu'ils rendent. La
 société seroit trop heureuse si elle
 trouvoit dans toutes les personnes
 investies de fonctions publiques ce
 désintéressement, cette abnégation
 de soi-même, cette ardeur pour le
 travail, ce désir d'être utile, qui
 distinguent les bons Frères. Ce sont
 donc leurs vertus même qu'on leur
 reproche. En vérité, notre siècle est
 bien absurde dans ses préventions.

M. Adolphe Barrot, consul fran-
 çais pour l'Indo-Chine, part dans
 quelques jours pour retourner à Ma-
 nille, lieu de sa résidence. Il étoit
 venu en France en congé, et preb-
 sa route par l'Italie, l'Egypte et la
 mer Rouge. M. A. Barrot est un
 homme d'une conversation attai-
 chante et instructive, qui a étudié le
 pays où il a vécu, et qui a des vues
 remarquables sur le commerce, et
 sur tout ce qui se rattache à sa mis-
 sion. Il a surtout compris de quel
 avantage peut être pour la France le
 zèle des missionnaires qui se vouent
 à planter ou à soutenir la foi dans ces
 contrées lointaines. Il est dans les
 meilleurs rapports avec le respectable
 archevêque de Manille, M. Segui(1),
 qui a été lui-même missionnaire en
 Chine, et qui accueille les mission-

(1) On ne sait pourquoi le nom de ce
 prélat est omis depuis plusieurs années
 dans le *Cracas* romain. M. Joseph Segui,
 de l'ordre des Augustins, a été préconisé
 archevêque de Manille dans le consistoire
 du 5 juillet 1850. Il avoit été nommé le
 27 juillet 1829 évêque d'Hiero-Césarée,
 et évêque auxiliaire de l'archevêque de

naïres avec tant d'intérêt. Le prélat veut que les missionnaires qui passent par Manille logent chez lui, et a pour eux toute sorte d'attentions. Nous avons sous les yeux une lettre d'un d'eux, M. Danicourt, écrite de Manille le 30 septembre 1838, et qui est pleine de témoignages de respect et de gratitude pour les bontés du pieux et généreux archevêque. Le même missionnaire parle avec beaucoup d'estime de M. A. Barrot :

« Un autre bienfaiteur que nous avons à Manille, dit-il, est M. A. Barrot. Ce monsieur nous aime et nous porte le plus vif intérêt, il est venu plusieurs fois me voir chez M. l'évêque. J'ai été aussi différentes fois chez lui. Il m'a donné lecture d'un article qu'il a envoyé au ministère en France, pour l'engager à faire des démarches auprès de la cour de Lisbonne, afin d'obtenir aux missionnaires français une résidence fixe à Macao. Cet article est parfaitement rédigé. Ce n'est pas tout, me dit-il ; attendez que je sois en France, et vous verrez comme je plaiderai votre cause. »

« On ne doute pas que M. A. Barrot n'ait rempli sa promesse dans le voyage qu'il vient de faire en France. Son retour à Manille ne pourra qu'être avantageux aux missionnaires. Cependant, M. Danicourt se loue beaucoup aussi de M. Chaigneau, chancelier du consulat à Manille, et qui a remplacé M. Barrot pendant son absence. M. Chaigneau est très-bien disposé pour les missionnaires. M. Lannoy, consul belge à Manille, est aussi leur ami. Un homme très-riche et très-religieux de Manille, M. Balhazar Miel, leur

Manille. Mais celui-ci, qui s'appeloit Hilarión Díaz, mourut le 7 mai 1829. M. Ségui, né dans le diocèse de Gironne, en Espagne, étoit avant son épiscopat procureur général de son diocèse de Manille avec le titre de légat.

rend toute sorte de services, sommes bien aises de pouvoir sans nommer honorables hommes estimables.

M. l'abbé de Lamotte, de Saint-Denis, vient de l'âge de 81 ans. Il étoit né en 1758. On dit qu'il étoit curé de Tulle avant la révolution, cependant son nom ne se trouve point dans la *France ecclésiastique* 1790. Nous regrettons de point de renseignement sur sa vie ecclésiastique, qui a longtemps exercé le ministère de curé. Nous croyons qu'il a appartenu au clergé de l'abbaye de Saint-Denis, dès la révolution, et avoit en dernier lieu le titre de camérier secret du pape. On lui donne le titre de camérier secret du pape qu'il avoit obtenu, à ce que nous croyons, en récompense des services qu'il avoit rendus aux évêques dans le temps de leur exil en France.

M. l'archevêque de Bourges a obtenu le même indult qu'ont obtenu M. l'archevêque de Séville et M. l'archevêque de Paris relativement à la conception immaculée de la Vierge. Le prélat a obtenu le même indult de la Conception immaculée. L'indult est du 8 novembre. M. l'archevêque l'a obtenu pour son diocèse par un mandement du 8 novembre :

« Un des devoirs les plus chers, et les plus consolans du ministère, est de propager par tous les moyens qui sont en notre pouvoir le culte de Marie, et d'attirer sur elle la divine providence nous donne toutes les grâces dont cette Vierge est la source inépuisable. La célébration des fêtes que l'Eglise a instituées en son honneur, en ranimant notre piété pour Marie, est un moyen puissant de cultiver sa dévotion et d'en multiplier

as bientôt la fête de la Conception, bienheureuse vierge Marie. Les transports de joie, d'admiration, d'enthousiasme doit exciter en nous la solennité ! La terre s'unit au concert de louanges et d'actions pour publier que Marie a été conçue sans péché. Tous les cœurs célestes, l'envi les faveurs signalées, les grâces de Dieu a daigné accorder à Marie ont invoqué Marie sous le titre d'Immaculée dans sa conception.

Peut-elle être souillée par la contagion de notre nature, et participer à la malédiction portée contre tous les hommes, depuis le péché de notre père, celle que Dieu destinoit à son fils unique ? Le titre de Dieu, si glorieux pour Marie, ne lui donne-t-il pas que cette Vierge sainte est exempte de toute souillure au moment de sa conception ? C'est ce qu'ont affirmé un grand nombre de saints Pères et docteurs célèbres dans l'Eglise, qui ont voulu procurer la gloire de Marie en l'élevant au-dessus de toutes les autres femmes par un privilège qui ne peut appartenir qu'à elle. Le saint concile de Trente déclare que, « dans le décret où il a été déclaré que le péché originel, son intention et son effet ont été d'y comprendre la bienheureuse et immaculée vierge Marie, mère de Dieu. » Aussi, l'Eglise dans ses divins offices se plaît à lui adresser ces paroles : « Tu es toute belle, ô Marie ! et ton sein n'a jamais été souillé par la tache du péché. »

En conséquence, le prélat ordonne que le mot *immaculata* soit ajouté dans la préface de la messe et dans les oraisons du jour au mot de *conception*.

Le 16 novembre a eu lieu à Bordeaux l'ouverture des cours des facultés de théologie, des sciences et des lettres, en présence d'un auditoire nombreux et choisi. M. l'archevêque, M. le préfet, M. le maire,

M. le premier président et d'autres fonctionnaires et notabilités, assistoient à la séance. Trois discours ont été prononcés par le recteur, par le doyen de la faculté des lettres, et par le maire. Le discours du doyen, M. Rabanis, a paru remarquable par le style et par la sagesse des vues de l'orateur sur le goût de l'instruction, et sur les avantages d'un enseignement large, solide et moral. Nous citerons ce qu'il a dit des facultés de théologie :

« A notre tête vous reconnoissez, messieurs, cette faculté de théologie, seul débris de votre ancienne université, seul souvenir des fondations d'un saint archevêque auquel remonte cette suite de prélat, également vénérables par la science et la vertu, que nous voyons se continuer sur le siège de Bordeaux. Renfermées jusqu'à ce jour dans un cercle restreint d'auditeurs, les études théologiques recevront de la publicité à laquelle elles sont appelées un nouvel éclat et une nouvelle autorité.

« Dans un moment où toutes les croyances chancellent, et où la société flotte, inquiète et indécise, entre les doctrines les plus opposées, cherchant de tous côtés des motifs d'espérance et de certitude, les esprits sérieux sont ramenés à l'examen de ces imposantes traditions du christianisme, qui, de saint Paul à saint Bernard, de Tertullien à Bossuet, résument les travaux et les veilles de tant de hautes intelligences, et représentent la pensée de tant de siècles. Qui ne voudroit, messieurs, sonder dans toutes ses profondeurs, contempler sous toutes ses faces ce gigantesque édifice de l'Eglise, assis sur la base immuable de la révélation, et dans lequel l'humanité entière s'est abritée si long-temps ? »

M. l'évêque d'Orléans, pour consacrer le souvenir de l'antique privilège de ses prédécesseurs, vient d'obtenir du roi, pour le nommé B..., la remise de six mois qu'il avoit encore

à subir. On l'a mis en liberté mardi dernier.

Le 15, M. le duc d'Orléans est sorti du lazaret, et a fait son entrée à Marseille. Le prince a reçu les diverses autorités. M. l'évêque de Marseille lui a adressé le discours suivant :

« Monseigneur, l'évêque de Marseille a l'honneur de présenter à V. A. R. le chapitre de sa cathédrale et les curés de sa ville épiscopale. Ainsi que les autres membres de son clergé, ils partagent avec lui les sentimens d'un profond respect pour V. A. R. Dévoués à l'ordre, ils continuent à le faire régner au milieu d'une population religieuse par une influence toute de paix et de charité.

« L'esprit qui les anime est un sûr garant que les bienfaits du gouvernement envers la cité qu'ils évangélisent, et surtout que le zèle du roi, votre auguste père, pour le bien de la religion, trouvent en eux des cœurs reconnoissans.

« Ils se feront toujours un devoir d'acquiescer, de concert avec leur évêque, leur pieuse reconnoissance, en formant les vœux les plus ardens pour attirer sur le roi, sur la reine, sur votre personne, sur celle de votre auguste épouse, et sur toute la famille royale, les bénédictions divines qui procurent les consolations de la terre, et amènent le bonheur du ciel. »

Le prince a répondu :

« Je vous remercie, monsieur l'évêque, des vœux que vous venez d'exprimer ; le roi et la reine en seront reconnoissans, et vous demanderont de leur continuer vos prières. Je n'ai rien au reste à ajouter à vos sages paroles ; elles contiennent une si juste appréciation des préceptes de l'Evangile, que je ne puis que vous remercier des soins consciencieux et si bien entendus que vous donnez aux fidèles de ce diocèse. »

La ville de Saint-Malo compte au nombre de ses plus saints évê-

ques le bienheureux Jean, natif de Blois, d'abord chanoine régulier de l'abbaye de Bourgmoyen dans son pays natal, puis abbé de Saint-Croix de Guingamp, et enfin évêque d'Alet, ancienne ville de Bretagne, dont il transporta le siège épiscopal à Saint-Malo. Ce digne serviteur de Dieu fut éprouvé par de grandes tribulations, et eut pour défenseur l'illustre saint Bernard, abbé de Clairvaux. Il mourut en 1163, et le peuple conçut une haute opinion de sa sainteté, qui lui rendit un culte public, approuvé par le pape Léon X. Son diocèse et les chanoines réguliers de la congrégation de France célébroient sa fête le 1^{er} février. Son corps avoit été inhumé dans la cathédrale, et son tombeau étoit entouré d'une balustrade, ce qui lui avoit fait surnommer *Jean de la Grille*. M. de Saint-Laurent, évêque de Saint-Malo, fit ouvrir ce tombeau en 1785, et en retira les reliques de l'état desquelles il dressa un inventaire verbal. On avoit cru ce trésor perdu dans la révolution ; mais on le retrouva avec tous les ossements qui peuvent servir à le faire reconnoître. M. l'évêque de Rennes, qui a maintenant dans son diocèse la ville de Saint-Malo, a voulu constater touchant ce corps saint la congrégation des Rits. Cette congrégation, après un mûr examen, a donné le 10 septembre dernier, une décision par laquelle elle déclare qu'il est constant que c'est bien le corps du bienheureux Jean de la Grille, qu'elle juge qu'on peut l'exposer à la vénération publique des fidèles. Cette nouvelle, parvenue depuis peu de temps à Saint-Malo, a rempli de joie ses pieux habitans.

On se rappelle que trois Frères Marie-de-l'Hermitage, près Sa Chamont, arrivèrent à Saint-Pol-Ternoise l'année dernière. Ils

ent leurs classes le 14 novembre, furent ce jour-là 30 élèves, la plupart fort jeunes. Bientôt leur nombre s'accrut de ceux qui abandonnoient chaque jour les autres écoles de la ville, en sorte qu'avant la fin de janvier on en comptoit plus de 100. Quoique les humbles instituteurs de l'enfance eussent été accueillis avec bienveillance par la plupart des habitans, et que leur réputation de pureté commençât à se répandre, il y avoit beaucoup de préjugés en faveur chez plusieurs personnes qui ne venoient facilement d'un nom ou d'un habit de religion. Le moment de la distribution des prix arriva. La cérémonie fut solennelle. Le préfet, le maire, grand nombre de conseillers municipaux, et une foule considérable, composée surtout des premières familles, y assistèrent. Les enfans qui avoient été élevés avec soin, se livrèrent à divers exercices sur toutes les parties de l'enseignement primaire, la lecture, la géographie, le système métrique, la géométrie, la mesure et le dessin linéaire. Ils s'acquittèrent de leur tâche avec une facilité et une assurance qui étonnèrent le nombreux auditoire, et excitèrent souvent ses applaudissemens. Les travaux exposés à l'examen des juges faisoient demander comment dans huit mois à peine, on avoit pu leur faire faire tant de progrès. Ce jour fut pour les Frères un véritable triomphe. Le succès de leur œuvre ne parut plus désormais douteux.

Aussi à l'ouverture de leurs classes, cette année, on fut obligé de ne pas recevoir tous les élèves qui se présentoient. Jusque là néanmoins, leur œuvre ne subsistoit qu'à l'aide de quelques volontaires. Le conseil municipal y étoit demeuré étranger. Pressé par la nécessité d'avoir une troisième classe, on s'adressa à lui dernièrement pour obtenir une allocation

suffisante au traitement d'un quatrième Frère. Le conseil, prenant en considération le bien immense déjà opéré par les Frères, et les vœux unanimes de la ville, accorda cette allocation à la majorité de 13 voix sur 14. Ce vote devenoit d'autant plus urgent, que le nombre des enfans croît tous les jours. Ils sont environ 200. L'instituteur privé a fermé son école, et l'instituteur communal compte à peine 20 élèves.

Un besoin pressant se faisoit encore sentir. Les ouvriers adultes qui, pour la plupart, ignorent les premières notions, dont la connoissance est néanmoins si utile à leur art, ne pouvoient recevoir aucune instruction, parce que leurs travaux absorbent entièrement toutes les heures destinées aux classes. L'administration de l'œuvre des Frères, que la providence bénit d'une manière spéciale, vient de demander un cinquième Frère dont elle se charge, et qui fera tous les soirs, les dimanches même, la classe aux adultes. Déjà plus de 40 élèves de tout âge sont venus se faire inscrire. L'établissement recevra ainsi son complément, et promettra pour l'avenir les résultats les plus heureux et les plus consolans.

L'organisation du diocèse d'Alger avance lentement, et les sollicitations de M. l'évêque d'Alger pour obtenir ce qui lui manque, n'ont pas eu encore tout le résultat qu'il désire. Il n'a pu que récemment installer le chapitre de sa cathédrale. Cette installation a eu lieu le 28 octobre. Il n'y a encore que trois chanoines, MM. Pelletan, grand-vicaire; Montera, curé, et Suchet, curé de Constantine. MM. Gervais, Bourgade et G. Stalter, sont chanoines honoraires. Le personnel du clergé n'est toujours point en rapport avec les besoins de la population chrétienne, qui va en croissant.

On espère que le voyage de M. le

duc d'Orléans aura quelques résultats pour le bien de la religion en Afrique. A Alger, il a fait donner une nouvelle mosquée pour la convertir en église, et a voulu fournir les ornemens. A Oran et à Philippeville, il a donné quelques secours pour les églises, et a promis de s'intéresser pour leur faire obtenir davantage. Il a assisté plusieurs fois à la messe, tant à Alger qu'à Constantine, et a témoigné de la bienveillance et des égards à M. l'évêque.

L'*Univers*, qui donne là-dessous quelques détails, s'étonne avec raison que le *Moniteur Algérien* ne daigne pas dire un mot de la religion et du clergé; qu'il n'ait pas même annoncé dans le temps l'arrivée de M. l'évêque, et que, récemment, il n'ait pas parlé des marques d'intérêt que le prince a données aux églises du pays.

POLITIQUE, MÉLANGES, etc.

Comment voudrait-on qu'il n'entrât point de confusion et d'anarchie dans les idées ! Voici des points qui sont posés en manière d'aphorisme par les écrivains auxquels le gouvernement accorde toute sa confiance, comme étant à ses yeux, apparemment, les plus exacts et les plus rigides : « Les races royales descendent de trônes quand le temps a emporté les idées qui y étoient montées avec elles. Aucune loi, ni divine, ni naturelle, ni politique, ne commande aux peuples d'arrêter le mouvement de leur civilisation, plutôt que de briser un vieux pouvoir. Il en est des dynasties comme des mœurs antiques : lorsque la loi éternelle du progrès le veut, on en change. »

Si tout cela est vrai et admis en principe, à quoi bon les chartes constitutionnelles, celle de 1830 comme les autres, prennent-elles la précaution d'enchaîner le devoir et l'obéissance des peuples à une dynastie ? A quel sert-il de les déclarer héréditaires par ordre de progéniture, sans qu'il puisse jamais être permis de

rompre cette chaîne, et de s'en servir pour les anneaux jusqu'au bout ? D'où les principes reconnus et le droit de guerre, tels qu'ils ont été proclamés, consacrés par la loi qui a fondé la nouvelle dynastie, cet ordre de choses peut cesser autrement qu'à défaut de rituels, et par l'extinction naturelle de la race régnante. Et voilà qu'au bout de quelques années, lorsque le second anneau de la chaîne n'est pas encore attaché, s'en vient poser en fait et en droit la durée du nouvel établissement, qui ne dépendra du changement de mouvement de la civilisation, et du genre dont la loi éternelle du progrès pourra l'exiger.

Sérieusement, est-ce là une bonne constitution et une règle de stabilité ? Et n'est-ce pas donner occasion à la raison aux esprits avancés, au mouvement révolutionnaire ? Vous êtes parfaitement d'accord avec eux, et ils ne vous demandent rien de plus. Seulement la vous demandent : le mouvement de civilisation est-il le même que le vôtre ; et que quand vous êtes d'accord qu'ils ne marchent pas au même rythme, d'est-ce vous qui trompez. Toujours est-il que vous donnez le droit de remettre constamment les dynasties au scrutin, sans autre texte que la perche à filé vite, et vous royales doivent descendre quand le temps a emporté les idées qui étoient montées avec elles.

Sans doute, les écrivains de l'époque ont le droit de chercher des exemples qui s'est passé en 1830. Mais ils devraient tâcher de les choisir meilleures, et tout moins favorables à la logique anarchie.

Nous avons reçu de Plaisance l'éloge funèbre de la marquise née Grimaldi-Granata. Cet éloge italien et imprimé avec luxe, pour titre : *Alla memoria di Ang Maria, marchesa Landi, nata Grimaldi-Granata, Ferdinando Landi, Plaisance*

, in-folio de 66 pages, avec un portrait de la marquise. Cet éloge est de marquis Landi lui-même, qui n'a laissé à personne le soin de payer tribut à la mémoire de sa vertueuse mère. Ce volume nous a été envoyé avec une lettre fort polie de M. l'abbé Rossi, nous apprend que madame la marquise Landi lisoit habituellement notre journal, et qu'elle en retenoit fidèlement tout ce qu'elle y trouvoit de plus saillant. M. l'abbé Rossi ajoute beaucoup de choses que nous n'osons répéter, et nous exprimons le désir que ce journal, que la marquise apprécioit tant, consacre à son souvenir quelques lignes à la mémoire de cette noble dame.

Elle étoit née à Gênes, le 3 juin 1782, fille du marquis Grimaldi et d'une dame du même nom. Les Grimaldi sont l'une des plus illustres familles de Gênes. L'éducation d'Angèle fut très-soignée; elle grandit au milieu des troubles de sa patrie. Des esprits turbulens excitèrent la révolution à Gênes, en 1797. On y établit une république démocratique. Le marquis Grimaldi fut obligé de s'exiler avec sa famille. Il parcourut différentes parties de l'Italie, et finit par se retirer à Florence. Sa fille l'avoit suivie dans ses courses. Elle étoit instruite, elle étoit très-bien le français, et avoit hérité de la piété de sa mère. Elle épousa le marquis Landi, de Plaisance : cette union fut heureuse, et donna le jour à plusieurs enfans. Le marquis Grimaldi mourut en 1805, et la marquise en 1819. Elle s'étoit montrée la bienfaitrice des proscrits pendant la révolution. M. l'abbé Rossi, à son retour à Rome, lui adressa, le 10 juin 1814, un bref de félicitation et de reconnaissance.

Le marquis Landi se plaît à raconter les détails de sa vertueuse épouse, à peindre sa bonté, sa douceur, sa force d'âme, sa noblesse, sa compassion pour les malheureux, son empressement à les assister en toutes manières. Partout où elle résida, elle jouissoit de cette considération qu'on ne refuse point à un mérite rare. Sa ré-

putation s'étendit au loin. M. l'Archevêque de Paris, qui ne la connoissoit point personnellement, lui envoya son portrait avec des assurances d'estime. La marquise fut très-sensible à ce témoignage d'intérêt de la part d'un prélat si distingué. Elle fit successivement des pertes dans sa famille : trois filles lui furent enlevées; elle-même tomba malade au mois d'août 1836, et mourut d'une manière tout-à-fait imprévue, le 28 du même mois. Le marquis épanche sa douleur sur cette fin prématurée. Depuis, il perdit encore le plus jeune de ses fils, Hubertin Landi, qui mourut le 4 janvier 1838, à vingt ans et quelques mois. Le malheureux père jette des fleurs sur la tombe de ce fils, qui montrait d'heureuses dispositions, et dont la mort fut très-édifiante. Il finit en citant une lettre de condoléance que la duchesse de Parme, Marie-Louise, lui écrivit sur la mort de sa femme.

Cet écrit du marquis Landi ne prouve pas seulement sa sensibilité, il annonce un esprit orné par la lecture des bons auteurs. Des citations d'historiens et de poètes, jettent de temps en temps de la variété dans la narration. C'est un ouvrage à la fois plein d'âme et d'imagination.

PARIS, 22 NOVEMBRE.

Le collège électoral de Mamers (Sarthe) est convoqué pour le 15 décembre, à l'effet d'élire un député en remplacement de M. Letrône, décédé.

—Le colonel Delarue, qui étoit en mission auprès du duc d'Orléans pendant le voyage que le prince vient de faire en Afrique, est arrivé à Paris le 19.

—Les maréchaux-de-camp du génie Marion et Paulin viennent d'être appelés au comité des fortifications, en remplacement des généraux Lamy et Bernard, décédés.

—Le *Moniteur Parisien*, en annonçant que M. Sauveur-Lachapelle, ancien député, vient d'être nommé consul à Tiflis, fait remarquer que c'est un consulat de seconde classe. M. Lachapelle, appelé

précédemment au consulat-général de Guatemala, n'avoit pas pris possession de son poste.

— La commission chargée par le garde des sceaux de préparer la révision des dispositions du code d'instruction criminelle, relatives à l'arrestation et à la mise en liberté provisoire, se compose de MM. Odilon-Barrot, Nicod, Hébert, baron Roger (du Loiret), Rossi professeur au collège de France et à l'école de droit; Bérenger, conseiller à la cour de cassation; Frank-Carré, procureur-général, etc. La commission sera présidée par M. Bérenger, en l'absence du garde des sceaux.

— La commission de la cour des pairs ne s'est pas réunie samedi dernier, comme plusieurs feuilles l'ont annoncé à tort.

— M. Bérenger, député de la Drôme, nommé pair sans avoir été consulté, a écrit au président du conseil pour lui faire connaître, dit un journal, qu'il ne sauroit devoir au ministère du 12 mai, un titre qu'il se fût empressé d'accepter du ministère du 15 avril, qui le lui avoit offert, s'il n'avoit préféré continuer de faire partie de la chambre des députés.

— L'ordonnance qui dégrève les droits sur les sucres des colonies françaises, a été connue à Saint-Pierre (Martinique), le 3 octobre, et a été accueillie avec le plus vif enthousiasme. L'état de la colonie, à la date du 3 octobre, étoit toujours fort triste; le commerce se trouvoit nul, et une légère secousse de tremblement de terre, encore sentie dans la nuit du 20 au 21 septembre, tenoit les habitans dans une crainte continuelle.

— Le procureur-général Dupin, portant hier la parole devant la cour de cassation (chambre criminelle), a annoncé dans son réquisitoire qu'un pourvoi en cassation alloit être formé contre l'arrêt rendu par la cour d'assises de la Basse-Terre (Guadeloupe), dans l'affaire d'Amé Noë.

— Le *Moniteur* indique les moyens d'hôpitaux que l'administration de la

guerre a réunis, dès le mois d'août, aux divers points de l'Algérie occupés par les troupes françaises : « Il existe, dit-on, en Algérie des hôpitaux organisés pour 5,966 malades. Ces hôpitaux sont installés dans des bâtimens en maçonnerie ou dans des barraques provisoires construites en bois et couvertes en tuiles. Le matériel des hôpitaux comporte 6,500 lits, 9,000 paillasses, 6,000 matelas en laine et crin en bon état, et 12,700 couvertures de laine. En vue des besoins actuels, et pour faciliter les rechanges, l'administration a cru devoir affecter 1,250 lits de l'entreprise fédérale pour le couchage des malades.

« Le personnel comporte : 1° 119 officiers de santé de divers grades, offrant toutes les garanties de capacité, de moralité et de dévouement dans l'intérêt des malades; 2° 79 officiers d'administration au service des hôpitaux; 3° 826 infirmiers dont 706 infirmiers militaires et 120 infirmiers civils de remplacement, et faisant depuis long-temps service comme auxiliaires dans les hôpitaux de l'Algérie.

« Les denrées, les médicaments, la poudre de quinine, les moyens de pansement, les fioles même dont on a tant parlé, ont été réunis en Algérie dans des proportions calculées sur la plus large échelle. S'il y a eu quelques plaintes au service des hôpitaux, elles ont été le résultat d'un encombrement momentané à Constantine et à Philippeville, récemment occupé, et sur lequel on n'avoit pu construire aussi rapidement qu'on l'auroit voulu des moyens d'abri pour les troupes qui n'avoit pu être prévues à l'avance. Mais des bâtimens de transport, réunis à la hâte, ont permis de diriger sur Alger des évacuations qui ont eu promptement un terme à une position difficile.

« Un grand nombre de malades a donc momentanément existé dans les provinces de Constantine et d'Alger; mais la mortalité n'a point heureusement atteint

l'homme désespérant qu'on lui assigne. Il a des documens officiels en four- nissant la preuve incontestable. Qu'on se rappelle : les soldats de l'armée d'Afrique ont sans doute des dangers à courir, des fatigues à supporter; ils sont soumis aux influences d'un climat qui les éprouve; mais, comme en France, la sollicitude de leurs chefs et une administration pré- voyante veillent à tous leurs besoins.

Quoi qu'on en ait dit, les services ad- ministratifs en Algérie laissent peu à désirer. Les approvisionnemens réalisés en vivres, les fourrages et le chauf- fage suffisent aux besoins de plus d'une armée. Par suite d'un nouveau marché, le blé est, depuis un an, d'une qualité su- périeure, et n'a pas donné lieu à une plainte fondée.

Le candidat ministériel du 5^e ar- rondissement de Paris est M. Plongoum, qui s'est déjà présenté dans le 10^e. M. d'Hubert, maire du 5^e arrondisse- ment, se met aussi sur les rangs, mais comme appartenant à l'opinion de gau- che. Pour remplacer M. de Salverte à la chambre des députés.

C'est le 20 novembre qu'ont com- mencé dans les 85 départemens les élec- tions pour le renouvellement de la moitié des conseillers d'arrondissement et d'un tiers des conseillers généraux. Les mé- mes élections pour le département de la Seine n'auront lieu qu'en 1840.

Neuf conseils-généraux ont exprimé, dans la session de 1839, le vœu de l'abo- lition de l'esclavage dans les colonies fran- çaises; ce sont ceux de l'Ariège, de la Charente, du Cher, des Côtes du-Nord, de l'Eure-et-Loir, du Loiret, du Nord, de la Seine-et-Marne et de la Vendée.

Le conseil de l'ordre des avocats du barreau de Paris a décidé que les noms de M. Teste, garde des sceaux, et de M. Boudet, secrétaire-général du mi- nistère de la justice, seroient maintenus au tableau des avocats.

Le nommé Faure Beyon, compa- raissant devant la 2^e section de la cour d'assises, comme accusé d'outrage à la

morale publique et aux bonnes mœurs, par la mise en vente de gravures obscènes et de fausses cartes transparentes, repré- sentant aussi des images obscènes, a été condamné à une année d'emprisonne- ment et 16 fr. d'amende. La cour a or- donné la destruction des objets saisis. Les débats ont appris que le malheureux Beyon employoit à la fabrication de ses ignobles cartes ses deux fils, seulement âgés, l'un de 14 et l'autre de 15 ans.

— La nommée Marie-Reine Pillet, âgée de 55 ans, vient d'être condamnée en police correctionnelle à cinq années d'emprisonnement pour avoir dévalisé la poche d'une cuisinière, pendant que cette femme faisoit des achats à la halle. C'étoit pour la douzième fois que Marie- Reine Pillet comparoissoit devant la jus- tice. A l'expiration de sa peine, cette femme aura atteint sa 60^e année, après avoir passé vingt-six ans de sa vie en pri- son.

— Plus de cent ventes par autorité de justice ont eu lieu dans la première quinzaine de novembre, tant à domicile que dans la salle des commissaires-pri- seurs.

— Les membres du bureau de bien- faisance du 12^e arrondissement viennent de faire un appel aux âmes charitables de Paris. Le nombre des pauvres ménages de ce quartier populeux, inscrits au bu- reau de bienfaisance, est de 6,180, re- présentant 14,368 indigens. Le 12^e ar- rondissement est celui qui a le moins de ressources personnelles.

— L'horloge qui a été placée, il y a quelque temps, à la Sorbonne, vient de recevoir un foyer lumineux qui éclaire les heures pendant la nuit.

— On construit en ce moment sur le bassin de la Bastille un immense bateau à vapeur, dont la coque est tout en cuivre laminé.

NOUVELLES DES PROVINCES.

M. Levavasseur, conservateur des hypothèques à Beauvais, vient de mourir subitement.

— M. H. Duasoyel, d'Amiens, a été nommé par le ministre de l'intérieur, inspecteur des monumens historiques du département de la Somme.

— La souscription ouverte dans les bureaux de la *Gazette de Picardie* en faveur des malheureux réfugiés espagnols s'élevait le 20 à 2,015 fr. 50 c.

— Le budget du bureau de bienfaisance d'Amiens, pour l'exercice 1840, a été arrêté par le conseil municipal de cette ville à 87,451 fr. Les rapporteurs ont renouvelé le vœu par eux souvent exprimé de voir distribuer des secours en pommes de terre.

— On signe à Péronne une pétition pour la réforme électorale.

— M. de Mienlle, receveur particulier à Saumur, vient d'être nommé receveur-général des finances du département de la Nièvre.

— Il y a quelques jours, un immense bloc de rocher s'est détaché des carrières exploitées à Lussant (Indre-et-Loire) par MM. Maglin et Guizon, et a englouti neuf personnes dans sa chute. A force de travail, on est parvenu à retrouver ces malheureux, mais trois étoient morts et les six autres horriblement blessés.

— Madame la marquise de Langle, fille du général comte de Bourmont, vient de mourir à Rennes, des suites d'une couche.

— On lit dans la *Vigie de l'Ouest* que le prince de Joinville, se trouvant à bord du vaisseau l'*Iéna*, lorsqu'un accident imprévu y causa récemment la mort du nommé Lebris, matelot de ce vaisseau, avait ordonné qu'une somme de 500 fr. seroit remise au préfet maritime de Brest pour venir au secours de la famille de cet infortuné. Le commissaire de l'inscription maritime de Douarnenez, petit port à quatre lieues de Quimper, a été chargé de la remise des fonds.

— Le tribunal de Saint-Malo, saisi de l'affaire des troubles de Dol, a mis 30 prévenus en accusation sur 53.

— Le 16, il y avoit 199 indigents au dépôt de mendicité de Lyon : 81 hommes et 119 femmes.

— La corvette la *Sabine* est à Toulon pour se rendre au large.

— Le *Toulonnais* annonce que les Guyet, chef d'état-major de Lalande, est nommé au commandement de la corvette la *Favorita*.

EXTRAIT.

NOUVELLES D'ESPAGNE

Les communications avec le continent pendant la guerre sont tout ce qu'il y a de plus difficile et de moins libre. Les nouvelles n'arrivent de là que par des rumeurs.

— D'après les bruits qui courent à la frontière, tout le pays occupé par les troupes d'Espartero gémit sous de lourdes pesantes. Ce général a requis un million et demi de rations, 1,000 chevaux et 5,000 bêtes de somme et de contributions en argent, et une somme d'argent considérable pour son entretien. Il n'est accordé qu'un secours très-court aux populations pour tous ces objets.

— La division de christinos surpris le 6 à Barrachina par les troupes carlistes Llangostera, étoit forte de 100 hommes. Cet engagement a été meurtrier. Mirambel et Alcariz ont été combrés de blessés. Le nombre de morts a été en proportion.

— Toutes les provinces sont devenues moins agitées, par suite du départ des cortès, qui autorise le refus de payer les contributions non votées régulièrement. En Espagne, c'est du parti des cortès qu'on se plaint le plus et contre le gouvernement qu'on se plaint le moins. On cite l'Andalousie, Malaga et Saragosse comme les provinces dont les dispositions paroissent les plus menaçantes. On croit que la situation aura beaucoup de peine à se maintenir là sans des coups-d'état. L'ajournement des cortès et les bruits qui courent sur la dissolution des cortès sont toujours la grande difficulté du moment. La question de recourir aux moyens

la liberté de la presse et contre la liberté individuelle.

On regarde comme une chose ardue que le portefeuille de la guerre va donné au général Francisco Narvaez, aux de l'intérieur et de la marine à Benavides et Vilerma. On désigne le général La Hera pour le poste de ministre-général de Madrid. Les troupes continuent à s'entasser autour de la capitale. Les journaux de Madrid, en date du 18, annoncent que trois nouveaux escadrons de la garde venoient d'arriver pour renforcer la garnison.

La *Gazette de Madrid* de la même date publie un rapport officiel envoyé de Valence, et qui remonte au 30 octobre, qui rend compte de l'arrestation du comte d'Espagne, sans dire ce qu'il est advenu ensuite. Seulement, on fait observer dans ce rapport qu'il a été décidé par l'assemblée de la junte que le plus grand secret seroit observé sur cet événement, si bien que plusieurs jours après le public n'en avoit pas la moindre connaissance dans la ville même (à Berga) où l'événement s'étoit passée. Mais quoique le comte ne soit point encore éclairci, l'opinion commune est que le comte d'Espagne est mort d'une manière tragique. — Une dépêche télégraphique de Valence, le 20, donnant des nouvelles de Madrid, le 18, est ainsi conçue : « Un décret de la reine régente ordonne la dissolution des cortès. (Interrompue par le télégraphe.) »

La tranquillité de Courtrai (Belgique) a été troublée le 19. Un *meeting* a été annoncé pour ce jour-là, et vers six heures M. Kats, arrivé en ville dans la matinée, en avoit fait l'ouverture dans un local pouvant à peine contenir cinquante personnes. Ce républicain, que la foule à Courtrai, à cause du marché, beaucoup d'habitans des campagnes, avoit cru devoir abréger la séance. Après avoir prononcé un discours peu éloquent et assez froidement accueilli, il annonça donc une seconde réunion pour le dimanche 24. Comme il se rendoit au

chemin de fer avec ses amis, pour quitter la ville, M. Kats fut poursuivi par un rassemblement, et contraint de chercher un asile dans une maison dont la porte étoit ouverte. Le tumulte parut bientôt apaisé; mais dans la soirée, un autre attroupement se forma devant le cabaret le *Tivoli*, où le *meeting* avoit eu lieu. Les carreaux furent brisés, et la force armée fut requise de nouveau. Comme la première fois, l'ordre ne tarda point à être rétabli.

— M. O'Connell vient d'adresser une très-longue lettre aux membres de l'union politique des arts et métiers. Après s'être plaint avec amertume du langage des torys vis-à-vis de la reine, M. O'Connell dit quelques mots favorables aux chartistes. « Pour moi, je n'hésite pas à déclarer que la conduite des chartistes n'est pas plus criminelle, et à coup sûr elle est moins honteuse que celle des traîtres torys. Les chartistes ont fait preuve d'énergie dans leur révolte; ils ont combattu au grand jour. Chez eux du moins il n'y a eu ni perfidie ni duplicité. » M. O'Connell oublie que les chartistes devoient fondre sur Newport pendant la nuit, et qu'une forte pluie a retardé leur marche.

— La reine a accordé le titre de chevalier au maire de Newport. On se rappelle que pendant l'attaque des chartistes, M. Th. Philips reçut deux coups de feu qui lui firent de graves blessures.

— Le *Morning-Chronicle*, en donnant des nouvelles du Canada, annonce qu'un grand *meeting* a eu lieu à Toronto, que quelques troubles y ont éclaté, et que deux personnes ont été tuées.

— D'après des nouvelles de Lisbonne, du 12, arrivées à Londres, la position financière du Portugal ne s'amélioroit point, et le gouvernement, de plus en plus foible, sembloit incapable d'entreprendre aucune mesure importante.

— On signe en ce moment dans le canton de Bâle-Campagne, une pétition adressée au président et aux membres du grand-conseil, à l'effet d'obtenir l'expul-

sion du territoire de Bâle-Campagne de tous les individus dépourvus de papiers d'origine, qui y séjournent sous le nom de réfugiés politiques. « Tous ces étrangers, disent les pétitionnaires, sont des gens, sans en excepter un seul, qui ne conviennent nullement au peuple Suisse. Poursuivis plutôt pour les mauvaises actions qu'ils ont commises dans leur patrie qu'à cause de leur prétendu amour pour la liberté, ils sont venus chez nous pour se moquer des mœurs suisses, et pour abuser de notre bonhomie. Où est-il possible de croire que c'est par amour pour la liberté et pour l'humanité que ces gens ont eu l'audace de vouloir renverser les trônes des rois, tandis qu'ici nous les voyons rendre les services les plus avilissants à des individus qui ne valent pas plus qu'eux? »

— Le shorting de la Norvège a aboli les corporations des métiers, qu'il regardait comme des obstacles aux progrès de l'industrie; mais il ne permet à aucun ouvrier de s'établir maître s'il ne prouve sa capacité par un chef-d'œuvre.

— On écrit du Texas, le 9 octobre, qu'il y a beaucoup de malades à Houston et à Galveston.

Nous annonçons aujourd'hui l'œuvre de France de M. Laurentie. Nous pellerons à nos lecteurs le complément nous en avons rendu dans le n° du 12 de ce mois.

ERRATUM.

Dans le dernier numéro, page au bas de la page, au lieu d'*ap* lisez *fidèles*.

Le Gérant, Adrien Le Clère

BOURSE DE PARIS DU 22 NOVEMBRE

CINQ p. 0/0. 111 fr. 05 c.
TROIS p. 0/0. 81 fr. 85 c.
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 100 fr. 90
Quatre 1/2 p. 0/0, j. d. e sept. 000
Oblig. de la Ville de Paris. 1280 fr.
Act. de la Banque. 2940 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire. 792 fr. 50 c.
Quatre canaux. 0000 fr. 00 c.
Emprunt romain 101 fr. 5/8
Emprunt Belge 101 fr. 3/4
Rentes de Naples 102 fr. 85 c.
Emprunt d'Haiti. 517 fr. 50 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 26 fr. 0/0

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLÈRE
rue Cassette, 29

LIBRAIRIE D'ADRIEN LE CLÈRE ET COMP., RUE CASSETTE, 29.

THÉORIE CATHOLIQUE DE LA SOCIÉTÉ

OU

RECHERCHES NOUVELLES SUR L'IDENTITÉ MORALE DE LA LIBERTÉ AVEC
RELIGION, PROUVÉE PAR LES RAPPORTS DES TROIS FAITS SOCIAUX

DIEU, LE ROI, LA LIBERTÉ.

PAR L'ABBÉ BARET, curé au diocèse de Périgueux, chanoine honoraire de Montauban
membre correspondant de l'Institut historique de France.

1 vol. in-8°. — Prix, 5 fr. 50 c. et 6 fr. 75 c. franc de port.

HISTOIRE DE FRANCE

PAR M. LAURENTIE,

Divisée par époques, depuis les origines gauloises jusqu'aux temps présents;
volumes in-8°. — EN VENTE la première époque, comprenant les ORIGINES
GAULOISES JUSQU'A SAINT-LOUIS; 2 volumes in-8°, 15 fr.

A PARIS, chez LAGNY frères, rue Bourbon-le-Château, 1.

*oire de France depuis les origines
uloises jusqu'à nos jours, par
médée Gabourd. — In-12,
me 1^{re}.*

Nous avons beaucoup d'abrégés
histoire de France, et nous n'en
point dont on ait lieu d'être
satisfait. Ils sont trop
maigres et incomplets; quel-
uns sont passionnés et déclama-
toires. Tels sont ces prétendus résu-
mé que nous avons vu éclore dans
les derniers temps, et qui ne peu-
vent avoir d'autre résultat que de
confondre les esprits et de dénaturer
l'histoire dans l'intérêt d'un parti.
L'auteur de la nouvelle histoire dé-
clare avoir étudié avant tout la vé-
rité. Il a profité des recherches an-
ciennes et nouvelles, et il a essayé
de ressortir dans un cadre na-
turellement étroit tout ce que nos
sources offrent de plus digne d'at-
tention. Il a écrit principalement
pour la jeunesse, et a voulu lui of-
frir un livre au niveau des idées ac-
tuelles, en même temps qu'exact
sur le point de vue religieux. Il fait
valoir franchement ses sentimens
sur le dernier rapport :

Une seule pensée a dominé l'auteur
de ce livre : la pensée religieuse et catho-
lique. Il est fermement convaincu que toutes
les vérités se tiennent dans l'ordre naturel
et se rattachent ainsi nécessaire-
ment à la grande vérité chrétienne, qui
est éternelle et immuable, c'est cette dernière
qui est prise pour règle de ses jugemens,
comme le pivot de sa marche. La foi qui
ne faiblit pas ne peut conduire à des ap-
préhensions erronées. Cette idée est bien
celle de l'Am. de la Religion. Tome CIII.

simple, beaucoup la trouveront d'une
simplicité extrême; mais nous les enga-
geons à lire, et ils verront si l'auteur s'est
beaucoup trompé en la prenant pour
base. On reconnoitra, nous l'espérons,
que la charité peut être introduite dans
l'histoire aussi bien que l'espérance, et
que nulle opinion consciencieuse n'est
froissée par celui qui parle sous l'inspira-
tion chrétienne. Notre sainte religion
n'est-elle pas aussi ennemie de la tyran-
nie que de la révolte? ne commande-t-
elle pas la justice et la miséricorde aux
puissances, l'obéissance et la paix aux
faibles, et n'intervient-elle pas (c'est là
son plus beau rôle) au milieu des misè-
res humaines pour les consoler et les
adoucir? On ne s'égare jamais en la pre-
nant pour guide.

L'auteur ne commence pas comme
la plupart des autres historiens, à l'é-
tablissement de la monarchie fran-
çaise dans les Gaules. Dans un pré-
cis historique sur les Gaulois, il parle
de leurs diverses races, de leurs mi-
grations et de leurs invasions, de
leurs mœurs et coutumes, de leur
religion, et de la domination romaine
des Gaules. Viennent ensuite des no-
tions historiques sur les Francs, sur
leurs mœurs, sur leurs guerres, sur
leurs premiers chefs. Ces préludes
remplissent plus de 100 pages, et ne
sont point un hors-d'œuvre. Ils
lient l'histoire de la monarchie avec
celle des peuplades qui couvrirent
autrefois notre sol. L'auteur donne
quelques notions sur le premier éta-
blissement du christianisme dans les
Gaules; on sait que cette partie de
notre histoire offre beaucoup d'in-
certitudes. Mais dès le second siècle,

saint Eutrope et saint Irenée à Lyon, et saint Denis, de saint Sulpice, de saint Trophime, etc., dans les Gaules, ne date probablement que du III^e siècle.

M. Gabourd regarde Clovis comme le fondateur de la monarchie française dans les Gaules. Il s'étend un peu plus sur son règne, et peint son caractère :

« La conversion de Clovis étoit pour la foi catholique le sujet des plus vives espérances ; elles s'opéra à une époque où cette religion sainte sembloit abandonnée des rois et des peuples. Les Bourguignons, les Visigoths, les Ostrogoths, les Vandales, les Gépides et les Suèves, qui s'étoient disputés en Europe et en Afrique les débris de la puissance romaine, étoient sectateurs ardents de l'hérésie d'Arius ; Anastase, empereur d'Orient, suivait les erreurs d'Eutichès ; la plupart des autres nations et de leurs princes pratiquaient encore l'idolâtrie. Mais sous le joug de ces conquérans ou de ces maîtres hérétiques, l'ancienne population catholique, persécutée et humiliée, attendoit avec empressement qu'il plût à Dieu de faire triompher son Eglise ; les évêques, au mépris des souffrances et du martyre, encourageoient ces dispositions et ces espérances, et tous ensemble s'unissoient pour appeler un vengeur. »

Nous ne nous arrêterons pas aux règnes des fils de Clovis et de Clotaire, aux régences de Brunehaut et de Frédégonde, et à l'ère des rois fainéans et des maires du palais. Cependant il faut distinguer dans cette période Charles-Martel et Pépin, qui préparèrent un meilleur ordre de choses. Un morceau de l'historien sur les mœurs et les institutions des Gaulois sous la première race, fait connaître l'état et l'esprit de la société à cette époque. L'auteur n'ou-

blie point de signaler les maux que rendoient l'Eglise et le clergé.

« Il y eut sans doute dans l'histoire la première race de nos rois une large part donnée aux crimes, aux débauches et aux violences. Nous assisté à la lutte des grands contre le pouvoir royal et à l'usurpation par les maires. Ces faits sociaux ne sont point accomplis sans donner lieu à des abus et à des meurtres dont la récitation seroit trop longue ; mais, au lieu de cette confusion, l'Eglise, pour conserver la société, et pendant que les forces étrangères à elle s'affaiblissoient par leurs propres excès, elle se releva et prévaloit. Une histoire plus vraie que celle des attentats commise dans le milieu d'une domination sans cesse traversée par mille conflits anarchiques, le clergé se présenta appuyé sur une base intelligente, proclamant la sainteté de l'Evangile, parlant seul des loix, des forts, des pauvres aux riches, et seul, dit l'écrivain que je cite, l'heure, le pouvoir ou l'obéissance, vertu d'un devoir, d'une idée, ou d'un sentiment, par sa mission et son action contre l'invasion universelle du mal. Là fut le secret de sa puissance. Nous ne nous étonnerons donc pas de voir dans le cours de cette histoire voyons le clergé jouissant d'une suprématie politique, assistant aux assemblées nationales, puisant dans les palais des rois et présidant plus à la paix qu'à la guerre. »

Le règne de Charlemagne est une des belles époques de notre histoire. M. Gabourd l'a traité avec beaucoup de développement. Il peint le caractère de ce grand homme, qui fit revivre la majesté de l'empire romain. Son génie ne passa point à son fils. La faiblesse de Louis-le-Débonnaire replongea la France dans de nouvelles discordes et de nouvelles

rs. Cependant l'auteur rend justice aux vertus de ce prince ; il montra sa résignation et sa piété au lit de mort :

Avouons-le ; après la lecture de ces pages, toute gloire n'est pas dans l'élévation, toute dignité dans la puissance et le triomphe. Il y a aussi dans l'abaissement et la mort chrétienne une grandeur que l'on ne remarque pas assez parce qu'elle lui semble importune, et la fin de ce livre. Débonnaire est là pour attester tout ce qu'il y a de consolation dans la foi, et de sublimité dans la résignation religieuse. »

Le morceau sur les institutions et les mœurs de la France sous la dynastie carlovingienne, donnera une idée de l'ère féodale. L'auteur considère l'avènement de Hugues Capet comme un accident du régime féodal.

Il combat sur ce point le système de M. Augustin Thierry. Le premier volume offre l'histoire des successeurs de Hugues Capet jusqu'à Philippe I^{er}. L'auteur le termine par des réflexions sur l'état de l'Eglise, le pouvoir des papes et sur les conciles. Là, il suppose que ce fut les papes qui concurent le pouvoir et s'élever au-dessus des rois dans les siècles civilisateurs, tandis que les conciles et les actes d'autorité qui s'en firent en ce genre furent plutôt le résultat d'une opinion déjà établie, et d'un droit public existant. C'est ce que vient de démontrer, ce semble, M. l'abbé Gosselin dans son savant et judicieux ouvrage : *Du pouvoir du pape sur les rois au moyen âge*. Nous engageons M. Gabourd à le lire ; nous pensons que ce livre plein de recherches et de citations, modifiera ses idées sur ce point. Car quoiqu'il ne soit point un crime aux papes de s'é-

tre élevés au-dessus des souverains, et qu'il ne leur attribue que le désir de sauver le monde politique par leur autorité, cependant la manière dont M. Gosselin explique leurs entreprises nous paroît à la fois et plus honorable pour eux, et plus conforme à la vérité historique et à la physionomie de cette époque.

C'est la seule remarque critique que nous nous permettrons sur l'*Histoire de France*, de M. Gabourd ; qui est rédigée dans un excellent esprit, et que nous voudrions voir entre les mains de la jeunesse, au lieu de tant d'abrégés maigres et secs, ou bien, ce qui est pis encore, pleins de préventions hostiles pour la religion et le clergé.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

ROME. — Le Saint-Père a nommé secrétaire des brefs M. le cardinal Lambruschini ; grand pénitencier M. le cardinal Castracane, et secrétaire des mémoriaux ou pétitions M. le cardinal del Drago. M. le cardinal Mai est nommé membre de la congrégation des affaires ecclésiastiques extraordinaires.

La dépouille mortelle de M. le cardinal de Gregorio a été exposée pendant trois jours dans sa résidence. Des messes y étoient célébrées toute la matinée, et les religieux des ordres mendiants y venoient réciter l'office des morts. Le dimanche 10 au soir, le corps fut porté à l'église paroissiale de Saint-André della Valle, où se tint le lendemain la chapelle papale. M. le cardinal Falzacappa célébra la messe solennelle, et Sa Sainteté fit l'absoute. Dans la soirée, le corps fut porté sans pompe dans l'église de Saint-Joseph, des Carmélites, pour y être inhumé suivant les intentions du cardinal.

PARIS. — Tout le monde sait que les orages de la première révolution arrachèrent les statues des rois de leurs piédestaux, et qu'on enleva particulièrement de leurs niches celles qui décoraient le portail de Notre-Dame. Qu'étoient devenues ces royales effigies? On l'ignoroit, quand tout récemment on vient de les retrouver dans le 13^e arrondissement de Paris. Par une étrange vicissitude, ces statues, débris pieux et monarchiques, servoient de bornes au marché de la Santé, dans le lieu même où l'on vend le charbon. M. le préfet de la Seine, instruit de cette découverte, a donné des ordres pour que ces statues restaurées avec soin vinssent reprendre leur ancienne place à Notre-Dame.

(J. des Débats.)

Le comité central des souscriptions pour les victimes du tremblement de terre de la Martinique a reçu la semaine dernière de M. l'évêque de Poitiers 1,745 fr., indépendamment d'un premier envoi de 3,560 fr.; et de M. l'évêque de Clermont 630 fr., indépendamment d'un premier envoi de 6,300 fr. Ces sommes sont le résultat des quêtes ordonnées par les prélats dans leurs diocèses.

La station de l'Avent, selon l'usage, commence, dans les églises de Paris, à la solennité de la Toussaint. Il y a même quelques paroisses dans lesquelles le même prédicateur donne une suite non interrompue de *dominicales*, depuis le 1^{er} novembre jusqu'au dimanche où l'on célèbre la solennité de l'Épiphanie. Cette année, les fidèles trouveront entre autres cet avantage à Saint-Thomas-d'Aquin. La station y est prêchée par M. l'abbé Marquet; à peine commencée, elle s'annonce sous des auspices bien consolans. Déjà l'annon-

ciement des auditeurs, le genre et le talent du jeu sont appréciés; on a lieu qu'ils amèneront d'heureux résultats. Le jour de la 1^{re} M. Marquet prêcha sur le et la gloire des saints sur la discours, que la foule empieieurs des auditeurs d'entente toute sa suite, parut rem grandes beautés, principa l'endroit où l'orateur parlait mages rendus aux saintes rel jour de la Dédicace, le se pour sujet l'autel catholique ce texte de saint Paul : *Haurare, etc.*, avec cette division sources de vérité et d'amour l'autel sources de dévotion. nier développement, qui d'un seul jet et d'une in tout oratoire, annonçoit pa comme par la forme brill prédicateur véritablement d Nous reviendrons sur cette discours.

On sait que le siège épiscopal de Toul fut supprimé en 18 église si ancienne et illustant d'évêques, perdit son juridiction; et Nancy, é création récente, puisqu'il été établi qu'en 1777, aux d diocèse de Toul, fut subeti dernier siège; ce qui fit du fille avoit tué la mère. M. son, quand il fut nommé é Nancy, voulut conserver d quelque vestige de l'antiqu et il obtint du Saint-Siège d à son titre d'évêque de Na d'évêque de Toul. En et tous ses mandemens et actes lat s'intitule évêque de Na Toul. M. l'évêque de Joppé adjuteur, suit cet exemple. a voulu faire une installati nelle dans l'ancienne cath Toul, veuve aujourd'hui de neurs et de son chapitre. Il 16 à Toul, et reçut imméd

clergé et les autorités. Le lendemain matin, il se rendit à l'église, à l'entrée de laquelle M. l'abbé Dele, curé archiprêtre, le complimenta. Il rappela l'ancienne gloire de cette église, qui avoit eu 92 évêques, dont 14 sont dans le catalogue des saints. Il félicita M. le coadjuteur de faire revivre, autant qu'il étoit en lui, les anciennes traditions, et en peu de mots l'éloge du prélat qui a apparu dans le diocèse comme un gage de paix et d'union, dont la présence à Toul combloit les vœux. M. l'évêque de Joppé répondit :

« M. le curé, en prenant possession de cette antique et vénérable église, à laquelle de tant d'illustres pontifes, nous sentons plus que jamais peser sur nos faibles épaules le fardeau de l'épiscopat, en nous que nous aurions lieu de nous désoler si nous ne savions que Dieu se fait à soutenir la faiblesse qui l'invoque. Et nous n'avions pas dans nos prédécesseurs une foule nombreuse d'avocats de Dieu, veillant sans cesse sur les âmes des pasteurs et du troupeau. Allons donc ensemble invoquer ce Dieu de miséricorde dans le sanctuaire sacré où il réside depuis tant de siècles. »

Le prélat entonna le *Veni Creator* et fut conduit processionnellement au dais jusqu'au maître-autel où il fit sa prière ; de là il se rendit à la chapelle des évêques où il prit possession du siège de saint Gérard, formé d'une seule pierre, et où alloient tous les évêques de la province. Il monta ensuite en chaire et adressa à un peuple nombreux une exhortation, où en lui souhaitant la bienvenue, il exposa les conditions pour la maintenir et la conserver. Il exprima franchement son vif désir de voir rester la basilique, monument vénérable de la foi des anciens temps. Son discours pontifical suivit et rappela la glorieuse chose de la splendeur de la primitive cathédrale.

Dans l'après-midi, M. le coadjuteur alla officier à vêpres dans la paroisse de Saint-Gengoult qui étoit autrefois une collégiale. L'affluence des fidèles y fut la même. M. l'abbé Poirot, grand-vicaire, prêcha, et un salut solennel termina la journée. Le prélat n'a recueilli pendant son séjour à Toul que des témoignages de respect.

Le dimanche 10, on a fait au Pont-Saint-Esprit l'ouverture d'un nouveau cimetière. Après les vêpres, le curé de la ville se dirigea vers une porte de l'église donnant sur l'ancien cimetière, et là il fit une absoute générale sur ces tombeaux qui alloient être abandonnés. Ensuite il se rendit, accompagné du peuple, vers le nouveau cimetière. Les confréries, les pénitens et le clergé formoient la procession. On récita à genoux les litanies des saints. Le curé bénit le terrain en prononçant les prières, et adressa au peuple quelques paroles relatives à la circonstance. Tout se passa avec recueillement.

Les professeurs de la nouvelle faculté de théologie de Bordeaux sont, pour la morale, M. l'abbé Roux, doyen ; pour le dogme, M. l'abbé Carney ; pour l'histoire et la discipline ecclésiastique, M. l'abbé J. Blatairou ; et pour l'éloquence sacrée, M. G. Sabatier.

L'église de Marez, diocèse de Cambrai, après avoir été rebâtie à la suite de la catastrophe de 1712, se vit abattue et rasée complètement, à l'exception du clocher, par les révolutionnaires de 93. La religion étoit donc tombée dans un déplorable état ; l'action du prêtre étoit paralysée ; et tous les efforts tentés à plusieurs reprises, pour relever le temple du Seigneur, avoient été superflus. De grands malheurs qui venoient de temps en temps encore dé-

soler, le compta, tels que le passage des alliés, et un incendie qui dévora les 70 plus riches maisons, paralysoient la bonne volonté et ruinoient toutes les ressources.

En 1833, M. Hilst fut nommé à la cure de Maretz. Il conçut le projet de relever l'église. La commune s'imposa pour la moitié des frais de réédification; le reste de la somme nécessaire fut trouvé dans la vente des biens de la fabrique. Grâce à M. le baron Méchin, dont la conduite en cette circonstance fut digne d'éloges, toutes les difficultés administratives furent promptement applanies. Enfin le jour de la bénédiction fut fixé au 11 novembre de cette année. Cinquante ecclésiastiques environ vinrent assister à cette cérémonie. M. le supérieur du grand séminaire chanta la messe, et prêcha sur l'utilité des églises et sur la signification des cérémonies de leur bénédiction. M. Dires, natif de Maretz, et aujourd'hui curé de Mouchin, vint exprès de l'extrémité du diocèse, pour se réjouir avec ses compatriotes de cet heureux événement, et il leur adressa, aux vêpres, une touchante allocution. Toute la population des villages environnans étoit accourue, et remplissoit la nouvelle église et ses abords. MM. le maire, l'adjoint, et la garde nationale de la commune, maintinrent l'ordre le plus parfait, et méritèrent, pour leur vigilance et leur excellente tenue, les félicitations de tous les assistans.

A ces détails sur la bénédiction de l'église, l'*Emancipateur* en ajoute d'autres sur l'incendie du village en 1712. Une armée anglaise étoit campée au Cateau, quoique la paix fût signée entre l'Angleterre et la France. Le 14 juillet, les soldats pillèrent et brûlèrent le village, et mirent le feu à l'église, qui s'écroula avec le clocher. Un grand nombre d'habitans qui s'y étoient réfugiés, périrent. Les officiers anglais eux-mêmes gé-

mirent de ces horreurs, qu'il leur répugnait, et s'efforcèrent de soulager la misère des habitans atteints aux désastres. Ces deux ducs, tirés d'une requête présentée au pape, alors archevêque de Cambray, par Claude de Berlaumont, curé de Maretz, pour obtenir quelque secours dans le diocèse, adressèrent au roi par le curé, pour obtenir la remise des dîmes. Cette adresse est conçue en des termes les plus touchans. Les églises avoient péri dans le village, et de 161 familles, il n'en restait que 31 entières; 148 bâtimens étoient brûlés. Louis XIV, à la prière de Fénélon, accorda la remise des dîmes pour le passé et une exemption jusqu'en 1716.

Le bon curé ne borna pas son zèle. A force de sollicitation, il obtint 500 pistoles du duc d'Orléans, général de l'armée anglaise, qui employa à rebâtir l'église, les produits des terres de la paroisse. Les premières pierres furent posées le 30 avril 1715, au nom de Saint-André du Cateau, patron de la paroisse. Le curé et des curés voisins assistèrent à la cérémonie, ainsi que leurs premières pieux. Le chœur fut bâti par les religieux de Saint-André du Cateau, qui étoient collateurs de la cure. Depuis cette époque, le curé célébroit tous les ans le service solennel pour les victimes de l'incendie.

Un vieux registre trouvé dans l'église a fourni ces détails.

Le diocèse de Saint-Flour possède une église célèbre dans le pays du Cantal; aussi vient-elle d'être classée monumentale, ou elle a obtenu tout récemment des fonds du gouvernement; c'est l'église de Bredon. Elle étoit la paroisse de Louis XVIII, le roi Murat, et comptoit plus de mille personnes. Chaque année, les personnages les plus

encore admirer cette église Durand , évêque de Clermont, sacra sur la fin du onzième siècle son magnifique retable , son autel si majestueux, ses belles boiseries, son pavé sous lequel se trouvaient les caveaux où furent déposés, dans des cercueils de plomb, les restes des jeunes comtes d'Artois ; sa chaire, d'où le docteur Chaudavoignot avoit si solidement instruit son troupeau, et d'où il ne desceloit que pour aller confesser sa foi dans les prisons et sur les terres de France ; les restes de cet antique cloître, dont les anciens se rappellent avec orgueil l'imposante sonnerie, les ruines du riche prieuré de Bredon, et les maisons souterraines de ce lieu si riche en biens de ce monde, mais si pauvre par la foi de ses habitans et la pureté de son pasteur. (*Echo du Midi.*)

Le diocèse de Grenoble vient de perdre un vétérân du sanctuaire, un défenseur de la foi, M. Fleury Boudier, chanoine honoraire, ancien curé de Roybon, décédé le 13 de ce mois à l'âge de 78 ans. Envoyé vicaire à Roybon, en décembre 1786, il resta cinq ans. Vint ensuite la tourmente révolutionnaire, et, comme tous les bons prêtres, il fut obligé d'émigrer. Il passa en Italie, où il resta cinq ans. Lorsque les choses furent un peu meilleures, il revint en France. Après le concordat, nommé par M. l'évêque de Grenoble curé de Roybon, il en prit possession le 17 juillet 1803, et l'occupa jusqu'au 14 octobre 1838, époque où son premier vicaire fut nommé, et demanda, son successeur.

Pendant un demi-siècle d'exercice pastoral dans la même paroisse, il fut le modèle de toutes les vertus sacerdotales ; il brilla surtout par sa douceur et son humilité. Ses quatre prêtres de son canton et les cantons environnans, la popu-

lation entière de Roybon et un grand nombre de personnes des paroisses voisines qu'il avoit évangélisées pendant les jours mauvais, ont assisté à ses funérailles ; c'étoit un véritable triomphe pour le bon pasteur ; tous se disputoient à l'envi et demandoient avec empressement quelques restes de ses vêtemens ; hommes, femmes, enfans, faisoient toucher à sa figure leurs chapelets, croix et médailles, et la baisoient avec respect. Sa mémoire sera toujours en vénération dans la paroisse qu'il a édifiée, et dont il fut, pendant si long-temps, le modèle et le père.

Le samedi 16, M. le duc d'Orléans a visité en détail l'Hôtel-Dieu de Marseille ; le lendemain dimanche, avant de quitter la ville, le prince est allé à la cathédrale et y a entendu la messe, célébrée par M. l'évêque. Tous les corps constitués s'étoient rendus dans l'église.

C'est par erreur qu'on avoit dit que M. l'abbé Bonnafoux avoit été chargé de la distribution des aumônes du prince dans la paroisse Saint-Laurent ; c'est à M. l'abbé Gay, recteur de la paroisse, que cette distribution est confiée, seulement il est assisté de M. Bonnafoux.

Le baron de Vincy de la Balis est mort à Genève le 31 août dernier dans sa 89^e année. Il avoit servi autrefois dans l'armée de Condé, et étoit dévoué à cette cause. Elevé dans la religion protestante, il étoit catholique de cœur et avoit fait élever dans cette religion sa fille unique, qu'il avoit eue de son mariage avec une demoiselle Tilly-Blaru. Aussi, dans ses derniers momens, il s'est déclaré catholique, et est mort dans des sentimens de piété. Il avoit demandé à être enterré dans le cimetière de la paroisse catholique de Colles Boissy, où se trouve une partie de ses terres. Mais, au mépris de

ses dernières volontés, les protestans l'ont fait inhumer à Genève dans leur cimetière. C'est un nouvel échantillon de leur tolérance accoutumée et de leur respect pour la liberté de conscience.

Le dimanche 12 octobre dernier a été pour la vallée de Lauffon, dans le Jura suisse, un jour de fête. M. le doyen Fleury, curé de Lauffon, a fait restaurer l'antique chapelle dite *des Champs*, dédiée autrefois aux stations de la mort et passion du Sauveur. Ce jour fut choisi pour la bénir solennellement. De toutes parts les fidèles se réunirent devant l'église paroissiale, pour se rendre en procession à la sainte chapelle placée près de la Brise. 2,000 personnes au moins assistoient à cette cérémonie, ainsi que tout le clergé des diverses localités de cette vallée ; on y voyoit avec plaisir aussi un grand nombre de magistrats. Le Père gardien du couvent des Capucins de Dornach a prononcé en rase campagne un discours analogue à la circonstance. Les prières de la cérémonie terminées, le peuple est retourné processionnellement en ville avec le même ordre et avec les mêmes sentimens de foi, de recueillement et de piété.

Le *Courrier de Franconie* se fait écrire de Trèves, en date du 7 novembre, que les chanoines nommés par le gouvernement prussien, MM. Stanger de Kreuznach, Sebastiani de Linz et Willmosky de Saarbours, n'ont pas obtenu l'approbation du Saint-Siège. La nomination de M. le suffragant Gunther, comme prévôt, n'a pas été approuvée non plus, non pas que M. Gunther soit *persona ingrata*, mais parce que les troubles ecclésiastiques qui existent en Prusse, empêchent le Saint-Père de nommer à ces dignités.

Un correspondant de Be à la *Gazette universelle d'Ar* sous la date du 9 novembre quatre nobles de Posen qui rendus à Berlin, il y a temps, ont présenté une requête laquelle ils dépeignent la situation du grand-duché, et les suites qui résulteraient de sa prolongation terminent en demandant de M. de Dunin à Posen. A l'occasion d'être reçus en audience par M. le ministre de Rochow les a reçus, mais chacun à son tour.

On disoit que le gouvernement étoit disposé à ne plus exiger du clergé catholique dans l'application des préceptes ecclésiastiques des mariages mixtes. On a aussi que les négociations avec le pape auroient été reprises. Une lettre du cabinet auroit été adressée à M. de Dunin pour lui dire qu'il pourroit retourner dans son diocèse, pourvu qu'il fit des concessions qui pussent amener un accommodement. Mais l'archevêque a refusé de nommer un agent pour le diocèse, et aura pour obtenir de retourner dans son diocèse. Il est inutile d'ajouter qu'il y a des bruits, comme de l'année dernière, l'interdit et de tant d'autres choses propagées par les journaux allemands sur cette affaire. Une loi prussienne ne paroît pas sée à changer.

Par une circulaire du 2 novembre adressée au clergé du diocèse de Gnesne, M. Brodzizewski, évêque général, annonce que l'archevêque a sollicité à plusieurs reprises le pouvoir de retourner dans son diocèse, et que le roi lui en refuse momentanément la permission par un décret du 10 septembre. Il exhorte le clergé à prier pour le prélat. On a vu aussi des prières publiques.

dimanches et fêtes ; mais en ce temps on se rappellera qu'il ordonné de rendre à César ce qui à César, on observera les lois de Dieu et quant au temporel, et on priera pour le roi. Ces dispositions sont publiées de l'ordre de l'archevêque et doivent être communiquées par les pasteurs à tous les ecclésiastiques.

Une autre circulaire du même évêque, en date du 21 septembre, est relative au livre du *bande Sandau*, et défend de le lire et de le retenir. Les ecclésiastiques en avertiront les fidèles. Cette circulaire est semblable à celle de M. Kisilski, que nous avons publiée dans le numéro de jeudi dernier.

Le vaisseau l'*Asie*, qui partit de Bordeaux dans les premiers jours de mai pour l'Inde et la Chine, ayant à bord sept missionnaires du séminaire des Missions-Etrangères, arriva à Pondichéry le 18 août dernier ; et après y avoir déposé trois de ses missionnaires destinés pour la mission française de l'Inde, il en repartit le 21, et arriva en six jours à Calcutta. Les quatre missionnaires qui étoient encore à bord, destinés, deux pour la mission de Siam, et deux pour la Chine, furent très-bien accueillis par M. Taberd, évêque de Pondichéry, vicaire apostolique de l'Inde, et aussi vicaire apostolique par *interim* du Bengale, et par M. R. P. Jésuites de Calcutta. Le vaisseau devoit repartir de cette ville le 20 septembre pour se rendre à Singapour et à Canton. Les missionnaires ont eu à se louer de la conduite du capitaine envers eux. Il leur permit de parler de religion aux personnes de l'équipage. Une douzaine de matelots profitèrent de leurs instructions, et reçurent la sainte communion en public, devant le reste de l'équipage.

Il y a maintenant dans les colonies

anglaises vingt-trois évêques catholiques ou supérieurs de missions ; ce sont, dans le Bas-Canada, M. Joseph Signay, évêque de Québec, et M. P. Turgeon, évêque de Sidney, son coadjuteur ; M. J. J. Lartigue, évêque de Montréal, et M. Antoine Tabeau, son coadjuteur ; dans le Haut-Canada, M. Alexandre MacDonald, évêque de Kingston, et M. Henri Gaulin, son coadjuteur ; à la rivière Rouge, M. J. N. Provencher, évêque de Juliopolis et vicaire apostolique ; dans le Nouveau-Brunswick, M. Enée Mac-Eachern, évêque de Charlotte-Town, vicaire apostolique pour le Nouveau-Brunswick et l'île Saint-Jean ; à Terre-neuve, M. Michel Fleming, évêque de Carpathie et vicaire apostolique pour toute l'île ; dans la Nouvelle-Ecosse, M. Guillaume Fraser, évêque de Tane, vicaire apostolique ; à la Trinité, M. Daniel Mac-Donell, évêque d'Olympus et vicaire apostolique pour les Antilles anglaises, et M. R. P. Smith, évêque d'Agna, son coadjuteur ; dans la Guiane anglaise, M. Guillaume Clancy, évêque d'Oriente et vicaire apostolique ; à Malte, M. François-Xavier Caruana, archevêque de Rhodes, dont le titre est uni au siège de Malte ; à Zante, M. Ignace Lestaria, évêque de Zante et Céphalonie, et M. Jean Hynes, dominicain, évêque de Leros, son coadjuteur ; à Gibraltar, M. Henri Hughes, en dernier lieu provincial des Français en Irlande, qui a été récemment sacré à Rome. Au cap de Bonne-Espérance, M. Griffith, dominicain, évêque de Paléopolis, vicaire apostolique ; à l'île Maurice, M. Guillaume Morris, évêque de Troye, vicaire apostolique ; en Australasie, M. Jean Bede Polding, évêque d'Hiéro-Césarée, vicaire apostolique ; à Madras, M. Daniel O'Connor, évêque de vicaire apostolique, installé le 2 septembre dernier, et M. P. J.

évêque de Philadelphie, son coadjuteur.

Deux autres supérieurs de missions n'ont point le caractère épiscopal, et sont simplement préfets apostoliques; ce sont MM. Robert Saint-Léger, à Calcutta, et Benoît Fernandès, à la Jamaïque. Le premier n'est plus à ce poste et est revenu en Europe.

Le parlement anglais a voté en 1838 une somme de 368,089 fr. pour l'entretien de ces différentes missions catholiques. Cette somme n'est pas à beaucoup près en proportion avec les besoins, et on espère qu'elle sera successivement augmentée (1).

POLITIQUE, MÉLANGES, etc.

On parle beaucoup de légalité et on fait souvent de l'arbitraire. Un journal en cite un exemple remarquable. M. l'abbé Deschizelles, vicaire à Saint-Pierre de Châlons-sur-Saône, voulut se consacrer à l'enseignement, et demanda l'autorisation d'élever un pensionnat dans cette ville. Il fournit toutes les pièces nécessaires. Le conseil royal d'instruction publique exigea qu'il renonçât à son vicariat; M. Deschizelles donna sa démission de cette place. Le 13 décembre de l'année dernière, le conseil royal lui accorda l'autorisation, à condition que ses élèves âgés de plus de 10 ans seroient conduits au collège, et que ses classes n'iroient pas au-delà de la quatrième. La décision fut insérée dans le *Journal de l'instruction publique* et dans le *Drapeau*, journal de Châlons. Le principal du collège de Châ-

lons enseignoit beaucoup de latin et le député de Châlons étoit dans ses intérêts. Celui-ci se plaignit au ministre étoit alors M. Salvandy. Le 11 janvier, le recteur de l'académie de l'écrivit à M. Deschizelles que sa demande étoit rejetée. Ce dernier demanda les motifs du refus; pas de réponse. Arrangement de ministère. M. Deschizelles se flatta que M. Villemain, qui avoit accueilli sa demande dans le conseil royal, lui seroit favorable étant ministre. Il fit de nouvelles démarches. Il présente une pétition revêtue de 65 signatures d'hommes très-recommandables de Châlons, membres des tribunaux, de 4 notables de 50 électeurs. M. de Broglie et M. Lamartine appuient la pétition. On a tenu compte; et après force sollicitations, les bureaux ont déclaré à M. Deschizelles qu'il n'obtiendrait rien. Au dépit des lois, un homme qui a rempli toutes les formalités prescrites est refusé, mais c'est un prêtre.

Depuis que la révolution d'Espagne s'est annoncée comme finie par la victoire de Maroto, et par les décrets qui devoient, disoit-on, la suivre immédiatement, le cours des effets publics de ce malheureux pays n'a cessé d'être déclinant à la Bourse de Paris et de Madrid comme à celle de Madrid.

C'est qu'avec les révolutions il est difficile de ne pas compter sans son hôte. Les deux partis ont un développement et une décadence qu'il faut subir jusqu'au bout. Les libéraux d'Espagne, ceux qui ont suivi la marche des événements pour leur servir à leur avancement, s'étoient vus bordent sentis plus gênés par deux obstacles que par un seul. Tant qu'ils ont vu côté Marie-Christine, et de l'autre Carlos à renverser, il leur a naturellement paru plus difficile de marcher entre ces deux embarras. Ils ont hésité, attendu que l'une de ces deux dynasties fût détruite par l'autre.

Aussitôt qu'ils ont cru n'avoir plus à craindre qu'un parti de Marie-Christine

(1) Le parlement anglais a voté en même temps pour les autres communautés dans les colonies; savoir pour l'église anglicane 5,361,250 fr.; pour l'église presbytérienne d'Ecosse, 231,675 fr. pour les Luthériens 172,156 fr.; pour un ministre Wesleyen au cap de Bonne-Espérance, 1,875 fr.; pour les églises Wesleyennes à la Jamaïque, 12,500 fr.; pour les églises des Baptistes dans la même île, 15,000 fr.; enfin pour une synagogue de cette île 25,000 fr.

se les a pris de mettre la main à l'œuvre, et de démasquer l'entreprise qu'ils avoient plus ou moins cachée jus-
rs. Les voilà en mouvement sans at-
qu'ils soient délivrés de ce qui
de force à la cause de Charles V.
ndant elle les gêne encore plus ou
cette cause; et elle les gêne assez
les empêcher de se livrer à toute
de leurs desseins. Hélas! c'est
tort qu'il tarde aussi au gouverne-
de Madrid de se voir débarrassé de
d'Aragon. Si Cabrera vient
de la lice, et à laisser Marie-Chris-
seule aux prises avec le parti des
de la Granja, elle verra, la pau-
princesse, ce qu'elle aura gagné à
des embarras de sa guerre contre
l'ennemi.

Les révolutions ont un cours inévita-
ble. Une fois en mouvement, il faut
qu'elles parcourent toutes leurs périodes,
que le tour de la roue s'achève. On
n'est point encore là en Espagne, et
on ne sait quand on y sera. A mesure
qu'on avancera dans cette carrière, et
le jacobinisme prendra la place de
Carlos. Marie-Christine, son gouver-
nement et ses adhérens seront certaine-
ment amenés par la force à regretter le
parti royaliste leur aidait à
passer et à contenir le parti révo-
lutionnaire.

La révolution de juillet, toutes
de Paris cherchent à se mettre
à la patronage de quelque grand
nom. Après la rue Lafayette et la
rue de la Harpe, en voici deux autres qui re-
tiennent les noms, l'une de Martignac,
l'autre de Casimir Périer. Ces dernières
ont le mérite de leur bon voisinage, qui
les met au ministère de l'intérieur. Comme
celui qui est le parrain, il songe natu-
rellement aux siens; et c'est pour-
quoi sans doute qu'il s'entoure de
ministres dont les noms rappellent ses célé-
rités. Les ministres qui se trouvent en
charge de décider là-dessus espèrent pro-
chainement qu'on leur rendra la pareille

dans l'occasion, quand leur tour viendra.

Toujours est-il qu'il règne sur ce point
beaucoup d'émulation parmi les grands
hommes, et que c'est à qui d'entr'eux ob-
tiendra l'honneur de devenir patron de
quelque rue de Paris. Les saints ont bien
fait d'en prendre leur part dans le temps
où les croyances religieuses portoient les
peuples à se mettre sous leur protection.
Si les choses étoient à recommencer, ce
ne seroit certainement pas à eux qu'on
penseroit sous l'empire des idées ac-
tuelles.

PARIS, 25 NOVEMBRE.

Les journaux de Marseille parlent d'un
accident arrivé pendant le voyage du
duc d'Orléans à Aix. Le cheval d'un pos-
tillon s'est abattu et a renversé son cava-
lier, qui a eu la tête écrasée par une des
roues de la voiture, et est mort sur-le-
champ. D'après une feuille, le prince,
vivement affecté de cet événement, a
donné 300 fr. pour la veuve du postillon,
et a promis de se charger de son sort et
de celui de ses enfans.

Le duc d'Orléans est arrivé à Lyon
le 19, et a été reçu par le lieutenant-
général commandant la division, et par
le préfet, à l'extrémité du faubourg de la
Guillotière, et ensuite par le maire, les
membres du conseil municipal et les
autres autorités. Le prince étoit à cheval,
à la tête d'un nombreux état-major. Il
s'est rendu à l'hôtel de l'Europe. Le 20,
le prince a visité l'hôpital militaire, l'Hô-
tel-Dieu, la caserne de cavalerie de la
place Louis XVIII, et plusieurs ateliers de
fabrication d'étoffes de soie. Le duc d'Or-
léans a ensuite assisté à un banquet of-
fert par la ville. Le 21, il y a eu une
grande revue sur la place Bellecour.

— M. le duc d'Orléans est arrivé au-
jourd'hui à deux heures de l'après-midi
aux Tuileries avec le duc de Nemours
qui étoit allé à sa rencontre.

— M. de Hell, capitaine de vaisseau
de première classe et gouverneur de
Bourbon, est nommé contre-amiral, en
remplacement de M. Hamelin, décédé.

— M. Lalande, contre-amiral, commandeur de la Légion-d'Honneur, est nommé au grade de grand-officier dudit ordre.

— Le *Journal du Havre* donnant des nouvelles de Bourbon du 10 août annonce que la récolte des sucres se présente bien, et qu'on l'évalue de 30 à 40 millions de livres.

— Sont nommés, président du tribunal de première instance de Cherbourg (Manche), M. Asselin, président à Valognes, en remplacement de M. Vrac, décédé; président à Valognes (Manche), M. Heurtevent-Premier, juge au même siège; juge à Valognes, M. Prémont, substitut du procureur du roi dans ladite ville; juge à Mortagne (Orne), M. Bardet, juge-suppléant au siège de Baugé.

— M. Perrot, substitut à Mende (Lozère), est nommé procureur du roi à Florac, en remplacement de M. Gauger, appelé à d'autres fonctions.

— Le marquis de Labrador a été considéré comme réfugié espagnol, et envoyé de Paris en résidence à Rouen.

— Des journaux ont parlé à diverses époques de 2 ou 3,000 prisonniers français qui auroient été retenus en Sibérie. Une feuille a même adressé récemment une demande d'explications au ministère, touchant la vérité des bruits qui ont couru. Le *Moniteur* répond que les démarches faites à plusieurs reprises, depuis 1816 jusqu'à 1830, par l'ambassade de France à Saint-Petersbourg, ont provoqué de la part du gouvernement russe l'assurance formelle qu'il n'existoit pas un seul Français qui fût retenu contre son gré dans les états de l'empereur. Le maréchal Maison, en 1834, et le baron de Barante, en 1836, ont fait aussi des démarches dont le résultat a été d'apprendre qu'il ne se trouvoit en Sibérie que quelques Français condamnés aux travaux forcés, pour assassinat.

— Le bureau de bienfaisance du 8^e arrondissement adresse la lettre suivante aux habitans des autres quartiers :

« Nous venons vous exposer la situa-

tion critique de la population si breuse des ouvriers du faubourg Antoine. Déjà, dans la saison d'été, les besoins sont moins pressans faciles à apaiser par le salaire d'une journée, le prix élevé du pain : les ressources des pauvres familles entrent dans la saison rigoureuse quatorze mille indigens inscrits, le nombre de ceux qui souffrent laissent sans le dire, d'une multitude de familles que les fabriques ne peuvent employer, de douze écoles municipales d'enfans, pour lesquels un secours est de première nécessité, vont être proie à la faim et à l'intempérie.

« Comment subvenir à des besoins aussi graves dans un quartier qui ne forme pas de population aisée, l'indifférence de nos concitoyens ne vient-elle pas nous aider à soulager cette misère ? »

— Le collège électoral de (Drôme) est convoqué pour le 15 septembre, à l'effet d'élire un député en remplacement de M. Béranger, décédé. Il paroît que M. Béranger avoit refusé d'abord la pairie, et n'a pas accepté.

— Le gouvernement vient de donner une médaille d'or au nommé Lemaître, contre-maître de l'administration du quai de Béthune, pour avoir sauvé au péril de sa vie plusieurs personnes qui se noyoient.

— La division des beaux-arts du ministère de l'intérieur devient une section, dont M. Cavé reste le chef.

— On lit dans le *Journal des Débats* que le roi a envoyé, il y a peu de jours, un secours au sieur Degand et à ses deux portiers, rue de la Cerisaie, n^o 12, au quartier de l'Arsenal, qui ont vu mourir leur maître, après 27 ans de mariage, à l'âge de 26^e enfant.

— Le tableau des perceptions de la douane pendant les dix premiers mois de 1839, qui vient d'être publié par le *Moniteur*, présente les résultats

a a payé plus de 25 millions de vient ensuite le café pour 9 mil- es huiles pour 9 millions, le coton millions, la laine pour 6 millions, ouille pour 2 millions.

Les nommés Allard, Wilcoq et Be- comparoîtront, le 29, devant la l'assises, pour avoir publié un nu- du *Moniteur républicain*.

Les conseils municipaux, dit le r, doivent toujours être appelés à leur avis sur les budgets des éta- mes de bienfaisance. Cette dispo- s'applique aux crédits supplémen- demandés pendant le cours des us, et qui n'étant eux-mêmes que modifications des budgets, doivent également soumis à l'examen des ad- ministrations municipales. L'omission de l'un de ces avis mettroit le ministre dans la nécessité d'ajourner l'ouverture du budget, quelquefois très-urgens. Le ministre de l'intérieur, par une circulaire du 16, a recommandé aux préfets de veiller à l'accomplissement de cette for-

On disoit hier que la paix avoit été faite entre le pacha d'Egypte et le sultan, d'accord avec les cinq puissances. Les feuilles du gouvernement gardant jusqu'aujourd'hui le silence, on doit considérer cette nouvelle comme de pure invention. Les souscriptions ouvertes à Paris et dans les départemens en faveur des Espagnols réfugiés s'élèvent, il y a peu de jours, à 111,211 fr. 50 centimes.

Tous les présidens de la convention ont été soumis à une ou deux exceptions. La *Revue britannique*, ont été publiés. Sur 65 présidens, 16 ont été exilés, 5 se sont donné la mort, 8 ont été déportés, 6 emprisonnés à perpétuité, 4 devinrent fous et moururent à l'hôpital, 22 ont été mis hors la loi; 2 seulement échappèrent à toute espèce de condamnation. La *Revue britannique* raconte que de 1789 à 1797 il périt de mort violente la moitié au moins des écrivains célèbres résidant à Paris.

— Un deuxième cours d'agriculture vient d'être ouvert au Conservatoire des arts et métiers.

— Les cours éprouvent à la Halle aux Blés de Paris une baisse assez sensible pour qu'on puisse espérer de voir le prix du pain à Paris à 17 sous au 1^{er} décembre, au lieu de 17 sous 2 liards.

— Les ouvriers construisent en ce moment sur le boulevard de l'Hôpital, près la maison d'arrêt de la garde nationale, le débarcadère du chemin de fer de Paris à Orléans. On dit que l'embranchement qui doit aller de Juvisy à Corbeil, sera livré au public vers le mois de mai prochain. D'après la dernière situation de la compagnie vis-à-vis du gouvernement, elle pourroit en rester là, et on ne connoît pas encore la détermination qu'elle a prise à ce sujet.

— La caisse d'épargne de Paris a reçu les 24 et 25 la somme de 510,964 fr., et remboursé celle de 459,000 fr.

NOUVELLES DES PROVINCES

M. de Gove, sous-préfet de Senlis, écrit à un journal qu'il n'a pas été, comme on l'a annoncé, surpris en flagrant délit de chasse.

— Le prix du pain a un peu baissé, le 22, à Lille.

— Les attaques nocturnes, dit le *Courrier du Bas-Rhin*, se succèdent à Strasbourg d'une manière effrayante.

— La cour royale de Riom vient d'infirmer encore un arrêté du préfet de l'Allier qui avoit refusé d'admettre un électeur sur les listes de l'arrondissement de Moulins.

— Mardi dernier, à l'occasion de l'arrivée à Lyon de M. le duc d'Orléans, la majeure partie des prisonniers pour dettes, détenus à la maison de Perrache, ont été rendus à la liberté par M. le maire, au moyen des fonds provenant de la donation du major-général Martin.

— MM. Achille et Lucien Murat et leur sœur, la comtesse de Rasponi, sont

arrivés, le 17, à Lyon, venant de Marseille.

— Le 18, a eu lieu à Villenrbanne (Isère), l'inauguration d'une statue de Napoléon.

— M. Teste, garde des sceaux, vient d'être élu membre du conseil-général du Gard, pour le canton de Saint-Hippolyte.

— Les républicains arrêtés au commencement de juillet à Marseille ont été transférés dans la prison d'Aix. Leur procès viendra aux prochaines assises.

— Le bâtiment à vapeur l'*Etna*, venant de Constantinople, et la corvette de charge la *Marne*, venant du Levant, sont arrivés le 22 à Toulon.

— Un petit décroqueur de Bordeaux ayant trouvé une chaîne d'or s'est empressé de la porter au commissaire de police de son quartier.

— Dans la nuit du 11 au 12, un violent orage a éclaté sur la ville de Perpignan et ses environs; c'étoit le 40^e jour depuis celui qui fit de si grands ravages et fut notamment funeste aux vignobles. Le tonnerre a brisé un arbre vers la citadelle. La foudre est aussi tombée à Bagas et a incendié un bâtiment rempli de fourrages.

— Le 14, entre huit et neuf heures du soir, un magnifique météore a tout à coup illuminé les Pyrénées. Semblable à une immense gerbe de feu, il s'est dirigé du nord au sud. A sa vive lueur, qui dura environ trente secondes, a succédé une obscurité épaisse, et en même temps on entendit une forte explosion qui ressembloit à une salve d'artillerie.

EXTERIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

La dépêche suivante, datée du 18 et adressée au ministre des affaires étrangères par l'ambassadeur de France à Madrid, a été transmise par le télégraphe de Bayonne :

Un décret de la reine régente ordonne la dissolution des cortès. On réunit en ce moment des troupes entre Ocana et Aranjuez, sous les ordres du général Balboa. On a renforcé la garni-

son de Madrid. Cette ville est maintenant tranquille.

Les nouvelles cortès ne se réuniront qu'au mois de février.

— La *Gazette de Madrid* donne les nominations des trois ministres, qui sont : don Manuel Oca, pour le département du commerce et des affaires étrangères, don Saturnino Calderon-Costa pour le département de l'intérieur, et don Juan de Dios pour la guerre.

— Deux nouveaux chefs de province viennent de paraître en Galice et en Asturies. Ils ont proclamé l'union.

— Le besoin de faire face aux dépenses de la capitale, paroît faire hésiter pour un temps la guerre. L'incendie qui s'allume de jour en jour pour les refus d'impôts et les suggestions des dernières cortès, est jugé le plus grave dans la situation.

— On s'attend à voir Espartero à Madrid. On va même jusqu'à dire qu'il est disposé à se démettre du commandement de l'armée. Si c'est pour éviter d'exposer aux hasards son nom de *Victoire*, on trouve que cela n'est pas trop bête.

— Les commandans des basques viennent de recevoir l'ordre de faire partir pour les pays qui avoient fait leur soumission par là qu'on se méfie de la solidité de la paix que le traité a procurée. Du reste, tous les députés de Madrid s'accordent à reconnaître la situation actuelle de l'Espagne plus mauvaise qu'elle ne l'étoit avant les événemens de la Navarre.

— Des feuilles très-attachées à Marie-Christine publient une proclamation où ils font dire à un officier de l'armée de Cabre que les royalistes s'attendent à revoir à leur tête le printemps prochain. On suppose que ces sinuations pourroient très-bien être qu'une perfidie dont le but seroit d'exciter l'état de captivité de la reine.

nt des partisans qui cherchent à ac-
ter de tels bruits, on ne sauroit trop
de garde à ces am-^{is}-là.

On ne sait encore à quoi s'en tenir
le sort du comte d'Espagne. Tandis
n publie qu'il a été garrotté et jeté
la Sègre par l'escorte chargée de le
taire en France, d'autres prétendent
est caché et errant on ne sait où.
omme une nouvelle histoire du
de fer; mais le plus probable est
le comte d'Espagne a péri par un
pens.

Belgique, les blés ont éprouvé
moins d'un mois une baisse de plus
frans sur la mercuriale générale.

Le tombeau du comte de Horne
(Philippe de Montmorency), décapité à
Malles le 5 juin 1568, vient d'être dé-
ouvert le 5 de ce mois, dans l'église de
Saint-Martin, à Weert (Belgique). On a
trouvé le caveau contenant les dépouilles
osseuses du comte. Le cercueil construit
en planches, étoit délabré par vétusté. Le
cercueil étoit intact; le crâne se trou-
vait sur la poitrine. A gauche du sque-
lette et à côté du cercueil étoit déposée
une urne en étain hermétiquement fer-
mée. Sur le couvercle on lisoit ces mots :
Jan Grave van Horne... 26 juny 1568.
Le reste de l'inscription étoit indéchif-
fable. Le couvercle de l'urne a été, en
présence de quelques notabilités de la
ville de Weert, scié à l'effet de s'assurer
du contenu : un sable aromatique,
émettant une forte odeur, s'est offert
aux des assistans. Après en avoir ôté
les premières couches, on a découvert le
corps du comte, intact, avec sa forme et
sa couleur primitive, mais se réduisant
en poudre au toucher. Un demi-siècle
auparavant, la pierre sépulcrale existoit
encore devant le maître-autel de ladite
église; mais par suite de changemens
dans l'église, ladite pierre a disparu. C'est à
l'initiative et sur les instances des
ambassadeurs hollandais que ces recher-
ches ont eu lieu. Le roi Guillaume est
à l'intention de faire élever un monu-

ment au compagnon du Taciturne; il en
a donné une assurance formelle à la ville
de Weert.

— Tout le conseil privé a été convoqué
le 25, pour recevoir communication du
mariage de la reine Victoire. Les jour-
naux ministériels de Londres annoncent
formellement que le mariage de la reine
avec le prince Albert de Saxe-Cobourg
aura lieu au mois d'avril.

— On avoit annoncé la mort du duc
de Wellington, qui a été seulement in-
disposé momentanément. On a aussi parlé
de la mort du prince de Metternich, qui
n'a pas même été malade.

— On sait que, par suite des différends
survenus entre l'Angleterre et la Perse,
le résident anglais, M. Mac Neil, avoit
été rappelé, et que l'ambassadeur persan,
Hussein-Khan, le même qui a séjourné
récemment à Paris, n'avoit pas été reçu
à Londres comme ambassadeur. Le
Morning-Chronicle annonce aujourd'hui
qu'on a reçu de Saint-Pétersbourg la
nouvelle que le Shah de Perse avoit ac-
cédé à toutes les demandes de l'Angle-
terre, que les relations diplomatiques
vont être reprises, et confirmées par la
conclusion d'un traité de commerce.
Le *Morning-Chronicle* annonce en même
temps que le gouvernement anglais ne
peut hésiter à évacuer l'île de Karak, qu'il
n'avoit occupée qu'en raison de l'attitude
menaçante prise par le gouvernement
persan. L'île de Karak est dans le golfe
Persique, vis-à-vis Busbire.

— Le bey de Tunis, à la date du 4,
étoit tout-à-fait rassuré au sujet de l'ex-
pédition du duc d'Orléans en Afrique.
Il avoit craint un instant que cette ex-
pédition ne fût dirigée contre Keff.

— La Sicile est depuis long-temps en
possession de fournir le soufre néces-
saire aux manipulations de l'industrie. La
France et l'Angleterre se partagent en
grande partie la consommation du soufre
extrait des mines de la Sicile. On en éva-
lue la production annuelle à 900,000 can-
tari, 69,999 tonnes, puisque 13 can-
tari font un tonneau. L'Angleterre achète

500,000 cantari, la France 300,000, l'Allemagne avec l'Italie 100,000. Le cantaro coûte, année commune, 9 fr. 76 c., ce qui fixe le prix du tonneau à 126 fr. 88 c., et le produit annuel du soufre, en Sicile, à 8,881,473 fr. 12 c. Le gouvernement napolitain a frappé l'exportation du soufre d'un droit de 20 carlins par cantaro. Le carlin représente environ 42 centimes et demi. La perception de ce droit est abandonnée à une compagnie qui ne paie annuellement que 1,800,000 francs.

— *Le Journal des Deux-Siciles*, du 9, contient un décret dont l'objet est de régler la législation pénale contre la traite des nègres, par suite de l'adhésion du roi de Naples aux traités du 30 novembre 1831 et du 22 mars 1833, entre le roi des Français et le feu roi de la Grande-Bretagne. Le décret punit jusqu'à la fabrication de divers objets qui peuvent servir à la traite.

— L'ancienne impératrice Marie-Louise étoit tombée très-gravement malade à son retour dans son duché de Parme; elle est aujourd'hui hors de danger.

— On lit dans un journal de New-York, que le nommé James Patten se chargera, moyennant une prime de 5,000 dollars (environ 26,500 fr.), du transport, en quinze heures, des dépêches entre New-York et la Nouvelle-Orléans. La distance à vol d'oiseau est de 300 lieues. Il ne s'agit que d'établir un ballon se dirigeant à volonté, et le sieur Patten annonce que, non-seulement

il y est parvenu après de longues et fondées études, mais que son ballon pourra porter un poids de 500 lb. et voyagera au besoin à raison de 1000 à l'heure.

— Le général Jackson, que M. Buren avoit remplacé à la présidence des Etats-Unis, vient, dit-on, de mourir.

— La bourse de Valparaiso a été fermée, le 24 juillet, par un incendie.

L. Gérant, Adrien Le

BOURSE DE PARIS DU 25 NOVEMBRE

CINQ p. 0/0. 111 fr. 20 c.
TROIS p. 0/0. 81 fr. 90 c.
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 101 fr. 40 c.
Quatre 1/2 p. 0/0, j. d. e sept. 106 fr. 40 c.
Oblig. de la Ville de Paris. 137 1/2 fr.
Act. de la Banque. 2980 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire. 400 fr. 00 c.
Quatre canaux. 1262 fr. 50 c.
Emprunt romain 101 fr. 14 c.
Emprunt Belge 101 fr. 34 c.
Rentes de Naples 102 fr. 95 c.
Emprunt d'Haïti. 515 fr. 00 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 25 fr. 40 c.

L'Epitome Historiarum sacrorum et civilium mundi, traduit en grec, *l'Histoire et religieuse des lettres aux IV^e et V^e siècles*, par Collombet, les *Leçons élémentaires de physique*, par MM. Baume et Ponce, dont nous avons parlé dans nos numéros des 14, 16 et 21 courant, se vendent chez Perisse frères, à Paris et Lyon.

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC,
rue Cassette, 29.

LIBRAIRIE CATHOLIQUE DE PÉRISSE FRÈRES,

à Paris, rue du Pot-de-Fer-Saint-Sulpice, 8; à Lyon, Grande rue Mercière,

CONSIDÉRATIONS

SUR

LE DOGME GÉNÉRATEUR DE LA PIÉTÉ CATHOLIQUE.

PAR L'ABBÉ PH. GERBET.

3^e ÉDITION, revue et corrigée par l'auteur. — 1 vol. in-12, 2 fr. 50 c.

SUR L'ABBÉ FLAJOLET.

né Salembier, de Roubaix, ne notice biographique sur Flajolet, dont nous avons la mort, numéro du e. Cette notice est fort , et nous regrettons de r la reproduire en entier; devons nous borner à un

constantin-Joseph Flajolet, une le 9 octobre 1764, fut chrétienement. Il fit ses ns le collège de la ville, des Récollets qui avoient ux Jésuites, et qui peu int eux-mêmes remplacés ratoriens. On ne remarqua ses progrès dans la piété es études. Il fut tonsuré à ize ans, par M. de Conzié, Arras. On l'envoya à Douai e sa philosophie et sa théo- séminaire Monlart, fondé ieux Monlart, évêque d'Ar- en 1600, établissement nt destiné aux jeunes gens d'Arras. Il y obtint des i le mirent en état de n'é- charge à sa famille. Il passa Douai, et y fut reçu maître achelier en théologie. On avoit dans cette ville une

voir terminé son cours de le jeune Flajolet fut ad- inaire d'Arras en octobre resta un an. Il reçut les eurs et le sousdiaconat ème de 1789, et le diaco- s la Religion. Tome CIII.

nat trois mois après. Au mois d'oc- tobre M. de Conzié l'envoya comme maître de quartier au collège de Va- lepciennes. Le prélat l'ordonna prêtre à la Pentecôte de 1790. L'abbé Flajo- let s'y étoit préparé par un redouble- ment de ferveur, et prit dès lors la ré- solution de dire la messe tous les jours. Ses supérieurs le rappelèrent à Douai pour le faire préfet ou sous- président du séminaire provincial des évêques, dit vulgairement le sé- minaire brûlé, à cause d'un incendie qui y avoit éclaté. Ce séminaire avoit eu pour président dans le dernier siècle un très-pieux prêtre, M. de Villers, dont la vie a été écrite. L'abbé Flajolet se proposa de le prendre pour modèle, et de remplir avec exactitude tous les devoirs de sa place. Il étoit particulièrement lié avec l'abbé Somain, vice-président du séminaire du roi, dont nous avons parlé dans ce Journal, numéro du 24 juillet 1832, tome LXXII.

La révolution suivait son cours. En septembre 1791, l'assemblée constituante fit fermer les séminaires de l'Université. Jusque Li on n'a- voit pas exigé des supérieurs le ser- ment de la constitution civile du clergé, parce qu'on ne les considé- roit pas comme fonctionnaires. Ce ne fut que plus tard et en vertu des dé- crets des 29 novembre 1791 et 26 mai 1792, que tous les prêtres fu- rent assujétis au serment, sous peine d'abord de privation de pension ou traitement, et ensuite sous peine de déportation.

L'abbé Flajolet se retira à Bé-

thune, et sur la demande du curé de Verchin, se chargea de desservir l'annexe de Verquignolles. Il s'y efforçoit de prémunir les fidèles contre le schisme et remplissoit avec zèle toutes les fonctions d'un pasteur; mais ayant refusé de lire un mandement de Porion, évêque du Pas-de-Calais, pour le Carême de 1792, il fut dénoncé et eut ordre de quitter sur-le-champ Verquignolles. Il se retira en Belgique, puis à Maestricht. L'abbé Feller y demouroit alors, ayant quitté les états autrichiens où il ne croyoit pas sa vie en sûreté à cause de ses écrits sur les affaires de Belgique. Le Jésuite accueillit l'abbé Flajolet et le fit son commensal et son secrétaire. Le jeune prêtre le secondoit dans ses travaux et aimoit à raconter des particularités sur l'infatigable écrivain. Nous citerons cet endroit de la notice :

Feller vivoit à Maestricht éloigné de toute société, dormoit peu et travailloit sans relâche. Il étoit très sobre dans ses repas qu'il prenoit debout ou en marchant, tenant son assiette d'une main et mangeant avec l'autre, sans jamais se servir de fourchette. La crainte d'être empoisonné par la méchanceté des ennemis du philosophisme, lui faisoit aller chercher lui-même à la marmite son bouillon et sa viande. Son café, qu'il préparoit aussi lui-même, étoit excessivement fort. Il portoit une redingote de drap gris et une toque. Il récitait le bréviaire et s'acquittoit de ses autres exercices spirituels dans le plus grand recueillement. Il travailloit souvent à genoux par esprit de pénitence, et élevoit fréquemment les yeux et les mains vers le ciel, en disant avec effusion de cœur le *Gloria Patri*. Quand quelque difficulté l'arrêtoit, il s'abîmait en demandes à Dieu, l'éclaircissement et la solution au pied des saints autels dans l'église des Franciscains, et s'imposoit en outre un jeûne ou quelque priva-

tion dans ses repas. La pensée l'occupoit continuellement; tout avant de se coucher il récitait l'office de l'église pour les agonisants, et la commendation de l'âme et les prières par lesquels on prépare à aller paroître devant le souverain. Il ne disoit la messe qu'une ou deux fois par semaine, mais il le faisoit de la plus édifiante; dès la veille il relisoit ses livres et passoit un temps considérable en méditations saintes.

Les armées républicaines venues mettre le siège devant Maestricht, l'abbé Flajolet fut obligé de se retirer en Westphalie. Il y étoit plusieurs prêtres français, et ils firent ensemble des conférences sur divers points de doctrine et sur les fonctions pastorales. Flajolet s'occupoit en outre de l'éducation de la jeunesse, et plusieurs familles lui confièrent le soin d'élever leurs enfans. Il apprit la mort de son condamnée par le tribunal révolutionnaire d'Arras le 29 prairial ou 17 juin 1794, pour avoir refusé de faire le serment en faveur des prêtres (1). Sa mort le trouva alors en prison pour la même cause.

La persécution s'étant relâchée, l'abbé Flajolet rentra en France le 1^{er} mai de l'Ascension 1800. Il prit le nom de Constantin, et fut nommé curé dans l'arrondissement de Thune, visitant les fidèles, les malades et allant partout où il étoit réclamé son ministère. Son dévouement, il échappa toujours. Le 1^{er} cordat ayant rendu le libre exercice de la religion, M. Flajolet fut nommé le 11 mars 1803 desservant l'Atre-Saint-Quentin. Il réorganisa la paroisse, la pourvut de meubles

(1) La notice met la mort de Flajolet père au 6 juillet, qui étoit le 1^{er} messidor; c'est sans doute une erreur. Le jugement est du 29 prairial.

instruisit les paroissiens et leur attachement par son charité. Il établit une confrérie de la sainte Vierge, et procura une relique de saint qui en étoit le patron. Il fit aussi un voyage à Saint-Quentin où la relique du saint avoit été découverte.

Après quatre ans, M. l'évêque d'Arras appela l'abbé Flajolet au séminaire pour y professer la théologie. Celui-ci justifia ce choix par son zèle pour l'instruction de ses élèves. Il eut occasion de rendre des services à l'abbé Proyart, arrêté sous la Terreur, et enfermé à Bicêtre pour le *Louis XVI et ses vertus*... puis conduit à Arras où il mourut. Ce fut l'abbé Flajolet qui ferma les yeux le 22

juin 1819. M. l'évêque d'Arras lui fit envoyer ses jeunes philosophes pour suivre le cours du collège de Douai. Le 10 février 1812, l'abbé Flajolet fut nommé à la cure de Calonne, arrondissement de Béthune. La même année, l'abbé Flajolet envoya son frère cadet, Louis-Joseph. Celui-ci avoit été enrôlé dans le pays de Munsy pendant l'émigration ; il s'associa avec des soldats de la Foi à la Wolshiau, Dillingen, et alla ensuite aux églises de Polocz. Lors de son retour en France, il fut nommé missionnaire à Opotchka, chef-lieu d'un district dans le gouvernement de Minsk. Il y avoit dans l'hôpital de cette ville beaucoup de soldats atteints d'une épidémie. L'abbé Flajolet se dévoua pour les soigner et fut victime de son courage et de sa charité. Il fut atteint de la peste et mourut à l'âge de qua-

rante-deux ans, ayant eu le bonheur d'administrer les sacrements à cinquante malades, dont douze le précédèrent dans la tombe.

L'abbé Flajolet fut sensible à cette perte et aussi à sa retraite du séminaire, où il comptoit finir ses jours. D'ailleurs il fut très-bien reçu à Calonne, et s'y appliqua tout entier à son ministère. Il se livra à la prédication et à l'instruction des enfans. Par ses soins, sa paroisse changea bientôt de face. Il y établit des pratiques de piété ; et bannit les vices qui dominoient le plus dans les campagnes. Il fit reconstruire quatre chapelles de la sainte Vierge dans le cimetière, et d'autres sur divers points du village. C'étoit un plaisir pour lui de former à la piété et à la science des jeunes gens en qui il voyoit des dispositions pour l'état ecclésiastique. Soit à l'Atre-Saint-Quentin, soit à Calonne, il en avoit toujours trois ou quatre chez lui. Plusieurs d'entre eux occupent aujourd'hui des places dans les diocèses d'Arras et de Cambrai.

En 1819, on offrit à M. Flajolet la place d'aumônier au collège royal de Douai ; mais il la refusa. En 1823, l'administration du collège de Tourcoing lui proposa le poste de principal. Il avoit refusé d'abord ; mais, sur de nouvelles instances, après avoir beaucoup hésité, il accepta enfin d'après l'avis de personnes sages. Le collège de Tourcoing n'existoit plus que de nom. L'abbé Flajolet mit tous ses soins à le relever. Son activité, son zèle, sa douceur, aplanirent les obstacles ; il sut se faire aimer et respecter. Il refusa la place de proviseur à Caen, qui lui fut offerte sous le nom de M. d'Hermopolis. Il prêchoit et confessoit en ville ; il dirigeoit les Frères

des Ecoles chrétiennes et les Carmélites de Roubaix.

En juillet 1831, l'université le destitua brusquement ; il ne connut sa disgrâce que par l'arrivée de son successeur. Il songea à transporter son établissement en Belgique, et trouva à Mouscron, près la frontière, un bâtiment convenable. Tous ses élèves de Tourcoing, moins un, le suivirent. Les cours s'ouvrirent au mois d'août. Le collège de Mouscron devint bientôt très-prospère, M. Flajolet acheta les bâtimens, et fit commencer deux grandes ailes et une chapelle, auxquelles on travaille en ce moment.

Le dimanche 18 août dernier, M. Flajolet s'évanouit à l'autel. Le lendemain, il eut une violente hémorragie, demanda les sacremens et se prépara à la mort. On ne vit jamais plus de calme et de tranquillité dans un mourant. Le 12 septembre, une nouvelle hémorragie annonça sa fin prochaine ; il expira le lendemain dans les bras de ses coopérateurs. Le 14, ses obsèques ont eu lieu à Mouscron. Il avait demandé à être porté à Calonne-sur-la-Lys, pour y être enterré à côté de sa mère, morte en ce lieu le 22 mars 1822. Ses intentions ont été remplies. Partout où le corps passa, il fut porté à l'église, où l'on fit des prières. Le convoi arriva à Calonne le 15 au soir, et l'inhumation eut lieu le lendemain au milieu d'un grand concours ; des services furent célébrés en beaucoup de paroisses du pays.

La notice finit par un tableau des principales vertus de M. Flajolet. C'étoit un homme droit, franc, sincère ; un prêtre pieux, humble, détaché des choses de la terre. Il pratiquoit l'oraison et faisoit ses délices

de l'Eucharistie ; il avoit une dévotion particulière à la sainte Vierge à saint Joseph. Sa bienfaisance étoit inépuisable ; il donnoit l'école gratuite à beaucoup de jeunes Etrangers à la politique, soit d'autre journal que celui auquel il étoit abonné de la Belgique, et dont il a légué à la bibliothèque de son collège une collection complète.

Telle est la substance de la notice, rédigée avec autant de pureté que de piété ; c'est un in-8° de 110 pages imprimé à Roubaix, chez M.

NOUVELLES ECCLESIASTIQUES

ROME. — Le 12 novembre, le Saint-Père a nommé M. Massi, évêque de Gubbio, légat apostolique près la cour de

Les Théatins ont célébré dans leur église de Saint-Apollinare la fête de saint Apollinare, de leur ordre. La messe solennelle a été célébrée par M. l'évêque de Babylone et assisté par le cardinal de Ispahan. Le panégyrique de saint Apollinare a été prononcé par M. l'archevêque de Evora.

Le jeudi 7 novembre, le comte de France, M. le comte de Maubourg, accompagné de plusieurs personnes de sa suite, est allé à la Propagande, et a passé plusieurs heures dans le cabinet du cardinal. Il a admiré les précieux manuscrits et objets de curiosité de tous les pays et de tous les siècles. M. l'ambassadeur a été accompagné pendant toute la journée par les chefs de l'établissement, et par les membres de son gouvernement, qui ont rendu souvent de grands services.

ua. — Nous avons donné, N° du 15 septembre, la substance du rescrit pontifical du 7 avril, qui accorde des grâces en faveur de ceux qui se consacrent aux missions d'Asie si violemment persécutées ; mais on a vu qu'il étoit à propos d'insérer le texte de la supplique qui fait valoir d'une manière bien plus forte les grâces accordées par le saint pontife, à la requête de l'Institut des Missions.

Beatissimo Pater,

Sanctitas Vestra quanto furore persequitur qui regna Tunkini et Cocincinae christianae fidei praedicatores habent ab aliquot annis persequatur illam illam religionem à suo regno à suo regno conseruare conseruare.

Sanctus et misericors S. V. animus procul dubio debet laudare quae hactenus florentes illas Tunkini et Cocincinae missiones opprimunt quae quae iisdem impendent. Missiones etiam et christianis maxime molestiae iactatis tenerè compatitur, superior et directores seminariorum ad externos maxima cum fiducia exorant, ut ad Catholicos in his regionibus existentes, et eos qui pie societati pro fidei promotione instituta nomen dederunt, exerceant et alliciendos, ut missionibus divinae pro his misericordiam condonabunt, sacrum indulgentiarum thesaurum aperire non dedignentur gratiam eorum Christi fidelium precationibus aliisve bonis operibus Deo obtinere salagent ut à desolatione Tunkini et Cocincinae necnon Sinae missionibus iram suam auertat et huius nominis persecutorum furori non mittat, easque idcirco divinis oribus Salvatoris nostri Jesu Christi immaculate Virginis Mariae cordi immo, necnon sancto Josepho missis illarum speciali patrono et protectore commendabunt.

• Quapropter praedicti oratores optant et reverenter à S. V. postulant.

1° Ut partialem indulgentiam trecentorum dierum his largiri dignetur qui miseratione erga ecclesias orientales procella persecutionis exagitatas commoli pro his oraverint toties laudandam quoties id praestiterint, sive eas divinae misericordiae commendando in consuetis suis precibus aut pietatis vel mortificationis exercitiis; sive quondam specialia et extraordinaria pia opera peragendo ad obtinendam praefatarum ecclesiarum pacem et tranquillitatem.

2° Ut etiam partialem indulgentiam impartiat centum dierum his qui, eadem mente et intentione, saltem semel singulis diebus has pias invocationes recitaverint : *Cor Jesu sacratissimum, misereere nobis : Cor Mariae sanctissimae, ora pro nobis : Sancte Joseph, sponse Mariae Virginis, ora pro nobis.*

3° Ut indulgentiam plenariam concedere dignetur his qui illas invocationes assidue quotidie recitaverint, aut saltem singulis diebus ecclesiae persecutione vexatae Deo in suis solitis pietatis exercitiis commendaverint; quam quater in anno iactare valeant, nimirum semel in unoquoque mensium martii, maii, septembris, et decembris; modo rite contriti et confessi, ac sacra communione repleti, devotè oraverint pro his praescribi consuevis.

4° Ut indulgentiam, quae concedere dignabitur S. V. per modum suffragii animabus defunctorum applicari valeant.

5° Tandem ut dictae indulgentiae valeant toto tempore quo durabit persecutio quae sinicas et annamiticarum missiones dirigit, cessent verò quando praedictis ecclesiis pax reddita fuerit. Quare,

• Ex auctoritate Sanctissimae habita die 7 aprilis 1859,

• Sanctissimus Dominus noster Gregorius divina providentia P. P. XVI. referente me infrascripto sacrae congregationis de propaganda fide secretario, perpensis expensis, benigne assensit in omnibus pro

gratia juxta petita, contrariis quibuscumque non obstantibus.

• Datum Romæ, ex ædibus dictæ sacræ congregationis, die et anno quibus suprâ.

• Gratis sine ulla omnino solutione quocumque titulo.

• Locus sigilli.

• J. ARCHIEPISCOPUS EDESSENSIS.

• Pour copie conforme :

• C. LANGLOIS,

• Supérieur du séminaire des

• Missions-Etrangères.

• Paris, le 29 septembre 1839.

Nous reçûmes il y a bientôt trois mois d'un ecclésiastique espagnol réfugié en France depuis quelques années, et que nous avions lieu de croire bien informé, nous reçûmes, dis-je, des renseignemens sur l'état de l'Eglise d'Espagne sous le gouvernement actuel. Il y avoit dans ces renseignemens différens détails qui nous surprirent, et dont nous hésitâmes long-temps à faire usage. Mais comme les principes de l'ecclésiastique en question nous paroissoient sûrs, et que nous n'avions pas lieu de suspecter son exactitude et sa bonne foi, nous nous décidâmes enfin à insérer dans le numéro du 16 de ce mois la substance de sa note, en adoucissant cependant certaines choses qui nous avoient plus choqué, et où nous supposions que l'auteur, ne connoissant pas parfaitement notre langue, avoit pu être induit en erreur. Il citoit entre autres M. l'archevêque de Saragosse comme ayant fait des concessions aux exigences du gouvernement de Madrid. Aujourd'hui, ce vénérable prélat nous fait l'honneur de nous écrire à ce sujet. Il proteste avec énergie contre la conduite qu'on lui attribuoit. Nous nous empressons d'insérer sa réclamation, et de lui témoigner notre déplaisir d'avoir été induit en erreur sur son compte. Il y a lieu même de penser que le reste de l'article de notre numéro du 16, article qui se lit

aux pages 328 et 329 du pré-lume, n'est point exact, priions qu'on le regarde comme venu. Etre trompé, est un mal qui peut arriver à tout le monde. Nous n'avons pas, Dieu merci, la sottise vanité de soutenir opiniâtement ce qui a pu nous paraître d'erroné. Voici la lettre de M. l'archevêque de Saragosse et comme on sait, M. Bernard-F. Caballero; ce prélat né à Madrid en 1774, transféré d'Urgel en 1808, a été obligé de se retirer en France et réside à Bordeaux depuis quelques années :

Bordeaux, le 21 novembre

• Monsieur le rédacteur, le num. de votre Journal du samedi 16 contient un article renferme sur l'état de l'Eglise en Espagne. Les renseignements que je n'ai pas eu sans surprise et même sans peine. Je ne dirai rien sur un grand nombre d'inexactitudes que renferme cet article; mais je ne vous dissimule pas que tout ce que vous avez dit sur l'état de l'administration ecclésiastique dans mon diocèse, est entièrement contraire à la vérité, et dénué de fondement. J'ai nommé, il est vrai, un grand-vicaire, pour exercer légitimement ma juridiction pendant mon absence; mais il l'a exercée jusqu'à l'ordre du gouvernement civil, qui l'a obligé de se retirer sous peine d'être exilé à une étonnante distance. Mais il n'est pas vrai, et n'y a pas le moindre fondement à ce que l'on puisse assurer que le chapitre, en conformité du concordat royal, ait obtenu mon autorisation; il ne s'est nullement mis en peine de le demander, et même il l'a rejetée. Elle lui a été offerte par mon vicaire-général. Telle est la vérité, et je ne permettrai jamais qu'elle soit obscurcie, ni dissimulée.

• J'espère, monsieur le rédacteur, que dans une affaire où l'intérêt de l'Eglise est engagé, et mon honneur personnel intéressé, vous voudrez bien d

à cet égard, et à l'épiscopat ce témoignage qu'il est bien loisible d'exiger de moi; et en le publiant dans le premier numéro de votre journal, réparer toute la mauvaise impression que pourrions avoir causée sur vous de vos lecteurs, les renseignements de votre correspondant.

En l'honneur de vous demander de connaître que l'archevêque de Saragosse, connaissant les limites de la justice civile, est toujours disposé à les respecter; mais que, n'ignorant point les limites de la juridiction spirituelle, il ne souffre pas qu'on empiète sur elle; à rendre hommage à César, il soumet l'honneur de la maison de Dieu; il résiste à la puissance temporelle, et qu'il n'aura jamais la faiblesse de la laisser.

Je flatterais d'être, etc.

• BERNARD.

• Archevêque de Saragosse. •

Un jeune homme de vingt-quatre ans appartenant à l'une des plus nobles familles du faubourg Antoine, éprouvoit depuis plusieurs mois un profond dégoût de la vie par suite de quelques contradictions domestiques. Enfin hier, entre onze heures du soir, après avoir écrit à sa famille une lettre dans laquelle il exposoit les motifs qui le poussaient à se donner la mort, il se rendit sur la place de la Bastille, franchissant le parapet du balcon, et se précipita dans l'eau. Un prêtre qui passait près de là, le vit, le saisit à bras-le-corps, et par des paroles pleines à la fois de douceur et de fermeté, ouvrit son âme au repentir. L'infortuné, tout en larmes, tomba aux pieds de ce vénérable ecclésiastique en lui demandant sa bénédiction et en lui jurant de vivre. Le digne pasteur voulut achever son œuvre en conduisant dans sa famille le jeune homme qu'il venoit de sauver, et

auquel il promit sa bienveillante intervention pour faire cesser les chagrins qui l'avoient déterminé à quitter la vie.

Ce récit ne sera pas suspect, nous le trouvons dans la *Gazette des Tribunaux* du mercredi 27.

M. le duc d'Orléans, avant de quitter Lyon, s'est rendu à l'église métropolitaine de Saint-Jean. Il a été reçu à la porte de l'église par M. l'archevêque d'Anvers et par le chapitre. On lui a offert le dais, qu'il a refusé, et il est allé se placer dans le chœur, où un fauteuil et un prie-dieu avoient été disposés pour lui. On a chanté l'*Exaudiat*, à la suite duquel il y a eu salut et bénédiction du saint Sacrement. Après l'office, le prince a visité l'église et la chaire de marbre qui y a été placée récemment. Le prince a donné pour les bureaux de bienfaisance, 5,000 fr.; pour retirer les effets des pauvres du Mont-de-Piété, 3,000 fr.; pour les bureaux de bienfaisance de la Croix-Rousse, 1,500 fr.; pour ceux de la Guillotière, 1,500 fr.; pour ceux de Vaise, 1,000 fr.; pour ceux de Caluire, 1,000 fr.; pour les salles d'asile, 1,000 fr.; pour la maison de refuge, 500 fr.; pour la société de patronage des jeunes libérés, 500 fr. Total, 15,000 fr.

Le prince a donné encore d'autres sommes, dont le chiffre n'est pas encore connu, pour les prisons et pour différents établissemens de bienfaisance, outre des dons particuliers dont il n'a pas été tenu note.

Un respectable évêque qui administre son diocèse depuis seize ans, et qui sait par expérience quelles sont les sollicitudes du gouvernement épiscopal, nous fait l'honneur de nous écrire au sujet du livre de M. Allignol. Le prélat juge que ces messieurs n'ont pas bien pesé tous les inconvéniens de la mesure

qu'ils sollicitent. Qui voudrait, dit-il, être évêque de nos jours à ce prix ? Assurément on ne serait pas moi ; nous avons assez de soucis sans y ajouter celui-là, qui nous embarqueroit trop souvent dans de méchantes affaires.

Un des maîtres de musique du Prytanée de Ménars (Loir-et-Cher), M. Cohnand, a dernièrement abjuré le calvinisme entre les mains du directeur de cet établissement. Les conférences qu'il avoit eues, et qu'il a encore avec M. l'abbé Monnier, aumônier du Prytanée, l'ont pleinement convaincu de la fausseté d'une église qui n'est appuyée sur rien de sûr solide.

M. et madame d'Anglars de Bastignac, qui habitent le château de Lavort, près Mauriac, ont publié le prospectus de l'œuvre qu'ils veulent fonder, et dont nous avons déjà parlé. Après avoir déploré l'abandon où sont dans leur canton les pauvres, les orphelins, les infirmes et les malades, ils exposent leur plan que nous croyons devoir consigner ici. Cette œuvre est aussi honorable pour qu'elle peut être utile au pays :

« Nous avons donc conçu le projet de fonder un établissement qui, nous osons nous en flatter, satisfera, en ce qui concerne ce canton, aux besoins que nous venons de signaler ; il renfermera :

« 1° Un asile pour les orphelins et enfans pauvres des campagnes environnantes, avec une école gratuite où l'on s'appliquera à leur donner une éducation chrétienne, source de toutes les vertus, et les connoissances propres à leur procurer une existence honnête ;

« 2° Un hospice pour un certain nombre de vieillards et infirmes des deux sexes appartenant aux mêmes localités ;

« 3° Un hôpital où les indigens, atteints des maladies aiguës, recevront un traite-

ment gratuit jusqu'à leur rétablissement.

« Dans chacune de ces trois institutions sera réservé quelques places pour personnes qui désireroient y moyennant une rétribution ou avec leurs ressources pécuniaires.

« 4° Un pensionnat pour les personnes de la campagne, appartenant aux familles favorisées de la fortune ; rien n'y sera négligé pour qu'elles y aient une éducation solide, ainsi surtout en rapport avec le rang qu'elles doivent occuper dans la société ; tout du pensionnat devra répondre aux besoins de l'établissement.

« Cette maison sera desservie par une communauté de religieuses qui, au service intérieur, auront le plaisir de porter à domicile des secours malades et infirmes qui ne pourroient être admis à l'établissement. Un seul médecin y seront attachés.

« Nous ne nous sommes pas dissimulé les peines et les sacrifices que nous impose le tâche que nous avons entreprise ; elle nous a suggéré de nombreuses réflexions ; mais soutenus par le désir de faire le bien dans un pays qui a besoin de tant de bien, encouragés par le concours unanime de nos communes qui nous environnent, encouragés par l'appui de l'Evêque et de l'autorité religieuse, aidés de quelques amis qui veulent bien prendre part à l'œuvre, nous avons surmonté tous les obstacles ; nous avons commencé les travaux ; ils ne cessent de croître, les matériaux se multiplient ; incessamment le diocèse béni par la première pierre nous espérons que Dieu aidant, les efforts seront couronnés de succès.

« Nous l'avons dit plus haut, tant des communes qui nous ont prêté un concours et nous les en remercions de toute la reconnaissance de notre cœur ; mais leurs sacrifices et celles dont nous pourrions nous-même, seroient in-

autres secours; nous n'hésitions
à faire un appel à tous les amis
santé et de la religion, à quel-
partemens qu'ils appartiennent.
ne nous ayons que la charité
ne se mesure pas les distances,
s'agit d'adoucir les maux de ceux
sont. Que chacun apporte donc
randon, quelque minime qu'elle
ils sont reçus avec reconnais-

se de faire parvenir le montant
scriptions à M. Mauret, notaire à
qui en fera insérer les listes
journalier.

abbé de Lavort, 25 1^{re} août

« Le vicomte D'ANGLARS DE
BASIGNAC.

« La vicomtesse D'ANGLARS
DE BASIGNAC. »

service solennel a été célébré
di 19 dans la cathédrale d'An-
pour le repos de l'âme de
bbé Loir-Mongazon, ancien su-
r du collège de Beaupréau.
de Duhois, curé de Beaupréau,
prés l'oraison funèbre. Beau-
anciens élèves du digne ins-
se sont fait un pieux devoir de
re à Angers pour assister à cette
solennité; c'était un dernier té-
moignage de reconnaissance qu'ils
ont à la mémoire d'un maître,
et d'un père tendre dont tous
ans de la longue carrière ont
sacrés à l'instruction chré-
et à l'édification de ses nom-
disciples.

petit village sur les confins du
étais avait conservé ses mœurs,
qu'on n'y connoissoit point ces
nocturnes dans les cabarets
et une source de désordres.
contagion de l'exemple ga-
mi dans ce lieu, et un bal fut
donné pour un dimanche suivant.
on craignoit l'influence du

curé, un esprit fort de l'endroit se
chargea de l'intimider, et lui écrivit
une lettre de menaces, dont l'*Éman-
cipateur* cite les dernières lignes re-
produites fort exactement :

« Méfiez-vous, car votre vénérable vie
ne nous conviendrait que trois sous; et une
capote qui fera plus d'effet que tous vos
sermons et vous sauriez patcher le dia-
ble dans l'enfer. Votre ami, si vous n'é-
tes pas chrétien. »

Pour toute réponse, le curé monta
en chaire, et en présence de l'auteur
de la lettre vint ce jour-là à l'église
pour la première fois peut-être de-
puis long-temps; et dans le discours
sans doute d'intimider encore le pé-
tuteur, il lit cette lettre, et conjura les
paroissiens dans les termes les plus
touchans de rester fidèles à leurs
bonnes habitudes. Le résultat a été
que personne n'a paru le soir au ca-
baret indiqué, et que l'auteur de la
lettre n'a eu que la honte de son
projet et de ses menaces.

M. Certain, vitrier-peintre à Fau-
ville, vient de découvrir deux bas-
reliefs antiques à Tiétreville, diocèse
de Rouen : l'un en marbre jaannâtre
représente le meurtre de saint Tho-
mas, évêque de Cantorbéry, en
1170; ce martyr est à genoux au pied
de l'autel, les mains élevées vers le
ciel, tandis que quatre assassins le
percent de leurs épées. L'autre bas-
relief est d'albâtre; il représente,
dit-on, le meurtre de saint Prétéx-
tat, archevêque de Rouen, arrivé en
589. Ce morceau a été doré; il est
bien dommage qu'il soit frusté.
Les individus chez lesquels il a été
trouvé s'en servoient pour chanter
à suttalles.

Le budget de l'intérieur en Belgi-
que porte pour la construction, la
restauration et l'entretien des églises
et presbytères, 250,000 fr. Dans le
chiffre demandé, il y a 40,000 fr.
pour les réparations qui s'opèrent à

l'église des saints Michel et Gudule, à Bruxelles; 25,000 fr. pour celles qui s'exécutent à l'église de Saint-Jacques, à Liège; 35,000 fr. pour la restauration de la cathédrale de Tournai; 4,000 fr. pour Saint-Rombaut, à Malines; 3,000 fr. pour Sainte-Gertrude, à Louvain; 6,000 f. pour Sainte-Waudru, à Mons; 19,000 fr. pour l'église paroissiale de Huy; 37,000 fr. pour l'église de Saint-Martin, à Liège, et pour la cathédrale de Bruges.

On mande des bords du Rhin, 8 novembre, que les deux recueils intitulés : *Feuilles historiques et politiques de Munich et Voies catholiques*, viennent d'être prohibées dans toute l'étendue des provinces rhénanes. Il n'est permis ni de les lire, ni de les inscrire sur les catalogues des cabinets de lecture, ni de les annoncer dans les journaux. L'ordonnance qui concerne le premier de ces recueils est datée du 26 août, et celle du second du 26 octobre.

Depuis long-temps on se plaignoit dans le diocèse de Parme de la difficulté d'avoir des prêtres pour les pays de montagnes, parce que les jeunes ecclésiastiques nés dans cette partie du diocèse étant obligés de venir à Parme pour leur instruction, y contractoient l'habitude d'une vie plus douce, et répugnoient à retourner dans le climat âpre de leur terre natale. Il falloit donc former au milieu des montagnes un établissement où les jeunes gens appelés au sanctuaire pussent être préparés à leur état sans perdre les habitudes d'une vie moins commode. Plusieurs personnes recommandables s'étoient occupées de ce projet. M. l'évêque de Parme, qui en sentoit plus qu'un autre l'importance, jeta les yeux sur Berceto comme le lieu le plus favorable par sa position dans les montagnes, et par la facilité de ses com-

munications avec la capitale. Le prêtre du pays offrit même un local propre à y établir un séminaire. La duchesse de Parme prouva en principe cette facilité le 7 août 1834, mais plusieurs circonstances retardèrent l'exécution. De nouvelles instances de l'évêque appuyées de celles du comte de Bomballes, ont obtenu le 2 juillet dernier pour la formation du projet, et la formation d'une commission chargée de recueillir les offrandes.

Depuis, par un rescrit du pape, la princesse voulant se consacrer elle-même à la bonne œuvre, 20,000 livres sur sa cassette former une rente permanente pour le séminaire, et de plus, par décret du 9 août, elle a ordonné que le gouvernement fit à l'établissement une rente annuelle de 2,000 livres. Le prêtre généreux dont nous avons parlé, le prieur Laurenti, a fait un public notarié fait don pour la fondation du séminaire, de l'ancien vent et de l'église des Grâces Berceto, et d'un capital de 100,000 livres, avec renonciation de tous droits. M. l'évêque, en son nom, a donné 800 livres, et en outre à l'établissement une rente annuelle d'environ 180 livres dont pas que beaucoup de personnes ne s'empressent de lui donner des exemples, et ne concourent à fonder la fondation.

Le docteur England, évêque de Charleston aux États-Unis, tenu dernièrement une vive discussion avec un ministre protestant M. Fuller, qui avoit avancé dans un discours public qu'il y avoit tout de la chancellerie romaine vertu duquel on pouvoit pour une somme d'argent être autorisé à commettre des assassinats, des vols et d'autres crimes. M. England a répondu à cette assertion avec

Fuller essaya de la soutenir. Une correspondance s'établit entre eux et les journaux de Charleston. L'évêque demanda à M. Fuller ses livres. Le ministre lui cita Saurin, Pearson, l'*Encyclopédie des connaissances religieuses*, le *Dictionnaire théologique* de Buck, le catalogue de Bayle, d'Aubigné, Drélincourt, Bank. Le docteur England cite ces diverses autorités. Il dit que ces écrivains n'ont point le livre de la taxe de la chancellerie romaine. Ils se sont copiés les uns les autres. M. England croit que l'origine de l'imposture est Pinet, qui publia une compilation à Lyon en 1664. Bank reproduisit la fausseté à Franckere en 1652. Le prélat soutient qu'il n'y eut point d'édition avant Pinet. Il faut voir les traditions de ceux qui ont parlé de l'impôt. M. Fuller prétendoit tirer un avantage de l'autorité de Bayle, mais il n'étoit pas protestant. L'évêque relève cette incroyable erreur.

La lettre de M. England, en date du 17 août, est longue et solide. Le prélat y fait preuve d'une érudition variée. Il expose les usages de la chancellerie de Rome, et il donne de nombreuses raisons pour montrer l'absurdité du tarif. C'est-là une de ces faussetés qu'on répète avec confiance chez les protestans, sans remonter aux sources et par suite des préventions communes parmi eux, qui les portent à accueillir les bruits les plus semblables contre les catholiques. M. l'évêque en cite quelques-uns très-récens. Sa lettre est écrite avec autant de modération que de force, et est digne en tout du talent et du zèle d'un prélat distingué.

Le prélat a encore publié depuis ces six lettres sur le même sujet. Il a battu complètement son adversaire, et lui a reproché cette habitude trop commune chez les pro-

testans de forger des histoires ridicules sur les catholiques et de leur imputer des torts imaginaires. M. Fuller ayant protesté contre ce reproche, l'évêque lui en a fait voir des exemples tout récents qui s'étoient passés en Irlande et en Angleterre, et qui sont rapportés dans les journaux du pays. M. Fuller, réduit au silence sur l'histoire de la taxe de la chancellerie romaine, s'est jeté sur un autre terrain, et a appelé à son secours un canon du troisième concile de Latran. Le docteur England a encore discuté ce point avec son habileté accoutumée. La controverse en étoit là dans les derniers journaux d'Amérique.

POLITIQUE, MÉLANGES, etc.

Nous avons donné la semaine dernière une espèce de statistique des écoles pour l'instruction primaire. On s'y félicitoit de voir le nombre des écoles augmenter rapidement; nous nous en féliciterions aussi si ces écoles étoient toutes bien dirigées, et si le choix des maîtres avoit été fait partout avec le soin et la maturité qu'exige l'importance de leurs fonctions. C'est très-bien de répandre l'instruction, mais pourvu qu'elle soit bonne, qu'elle soit morale, qu'elle soit religieuse. Une instruction qui fausseroit ou corromproit l'esprit de la jeunesse, seroit un présent funeste qu'on lui feroit. Dieu veuille que ceux qui sont à la tête de l'instruction primaire soient bien convaincus de leurs devoirs à cet égard, et de la nécessité d'une surveillance rigoureuse de leur part pour réprimer les abus que la négligence ou le mauvais esprit de bien des maîtres tendent à introduire dans les écoles!

On ne sait trop pourquoi la Nouvelle-Zélande est devenue depuis quelque temps l'objet d'une attention tout particulière de la part des journaux. On se croiroit revenu à cette autre époque où le charlatan Law rendit le Mississipi si fameux par les fortunes et les trésors qu'il assignoit sur ses brouillards.

Paris est le pays du monde où l'on vérifie le moins la valeur des choses, et où l'on s'émerveille le plus facilement sur ce qui s'annonce comme inconnu, et surtout comme venant de loin. En pareil cas, les journaux ont beau jeu pour faire ouvrir de grands yeux aux habitans de la rue Saint-Denis et du quartier de l'Hôtel-de-Ville. Aussi n'est-il pas manqué de citer ces jours derniers, comme quelque chose qui promet les plus brillantes destinées à la Nouvelle-Zélande, l'exemple d'un capitaine de navire marchand qui a fait dans cette immense contrée l'acquisition de 50,000 acres de terre, mesure équivalente à 50,000 arpens.

Cela sonne à l'oreille, et ne laisse pas que de remplir, comme on voit, une belle place dans l'imagination. Mais quand on vient à compter et à s'enquérir du fond de l'affaire, savez-vous à quel elle se réduit? L'immense possession dont il s'agit représente tout juste la valeur de huit toises carrées sur le boulevard Montmartre ou dans la rue de la Paix, c'est-à-dire le prix du terrain occupé par la moindre boutique de marchand de tabac. On peut juger par là s'il se passera du temps avant que les arpens de terre de la Nouvelle-Zélande se louent aussi cher que les jardins des maraîchers de Paris. Du reste, il n'est pas nécessaire d'aller aussi loin pour se donner à bon marché des domaines de la même étendue que celui du capitaine marchand cité par les journaux. Les trois quarts de l'Amérique du nord sont à vendre pour qui voudra les acheter, à raison de 12 à 15 sous l'arpent; et ce sont des fonds de terre tout aussi bons que ceux de la haute Normandie ou de la Flandre.

Ce qui est à remarquer ici particulièrement, c'est cette idée d'appeler l'attention publique en France sur un pays voisin des Antipodes, et qui ne nous appartient pas; tandis qu'il seroit si simple de jeter les yeux sur la partie de l'Afrique qui nous appartient, pour y former des établissemens d'une tout autre importance que ce qu'on nous montre à 4,000

lieues d'ici, dans les solitudes de la Nouvelle-Zélande. Il seroit bien moi assurément, de nous occuper que, qui est à notre porte, et roit un débouché aussi facile pour ceux à cet excès de population ne saura bientôt plus que faire menaces d'étouffer la métropole. C'est à quoi on ne paroit guère et s'il arrive quelquefois d'en parler, ce n'est que pour M. Dupin l'occasion de rappeler tout des sciences morales et politiques que l'Afrique fut, du temps des Romains, une belle et bonne, dont ils surent tirer parti.

PARIS, 17 NOVEMBRE

M. Molin, nommé comme préfet de la Seine, a été élu par le collège électoral (Puy-de-Dôme).

— La chambre du conseil vient de décider qu'il n'y aroit pas lieu contre la fille Girondelle, qui au moment où elle venoit de mourir dans la voiture du roi l'aliénation mentale a été reconnue constatée. Stéphanie Girondelle doit être enterrée dans un hospice.

— La *Quotidienne* étoit en retard le 25 devant la cour de la Seine pour un article contre les troubles du Mans. Une indisposition du gérant, M. de Lostanges, a empêché l'affaire à une autre se

— Le sieur Guéritte, tourneur, a été condamné en police correctionnelle à un mois de prison pour blessures envers son apprenti de douze ans. L'enfant a cherché son maître, en disant qu'on poit (avec une corde grosse ponce) que lorsqu'il n'étoit p

— M. Chrétien-Marcel Van a été nommé par la cour royale interprète pour les langues flamande.

et dans le *Journal des Débats* :
 hier (le 25) trente ans que
 s'est émigré, a épousé, à Pa-
 ris, une Amélie, le 25 novembre

maréchal-de-camp Bonne, an-
 cien-géographe en chef au dé-
 partement de la guerre, vient de
 mourir, à l'âge de 68 ans.

Cours publics commenceront
 le 15 décembre, au conser-
 vatoire des arts et métiers.

On va faire à l'Hôtel-des-Monnoies
 une salle destinée à consacrer le
 centenaire de la fondation du musée his-
 torique de Versailles.

Les rues qui longent la place
 de la Bastille vont de recevoir le nom de
 Martignac. Le nom de Martignac
 est donné à une rue voisine.

On veut de rétablir, dans le pro-
 jet de la rue Notre-Dame-de-Lo-
 pen au-dessus de la place
 d'infanterie qui avoit été
 près les événemens des 12 et

816, Paris ne comptoit dans
 les salons publics qu'environ 550 bai-
 gnoirs. Actuellement il y a 92 établis-
 semens et environ 4,200 bai-

gnoirs. M. Sauton, directeur de
 petits journaux, étoit parti,
 avec son jeune frère pour aller,
 chez leur père qui habite
 à Paris. Arrivé près d'un fossé,
 M. Sauton tomba, et son frè-
 re parti en ce moment lui a fait
 une blessure dans la poitrine.
 Transporté chez son père, où
 on lui a rendu les secours, il a succombé
 à sa blessure.

PROVINCES

Le conseil royal de Rouen avoit pro-
 posé, dans l'affaire du duc de
 Orléans et de Sivry, une simple
 amende de 100 francs. M. de
 Sauton vient de former opposition
 au jugement.

— On écrit d'Auxerre qu'un incendie
 a détruit, dans la nuit du 21 au 22,
 19 maisons à Mailly-le-Château.

— Le *Médée*, de Fécamp, est entré
 à La Rochelle avec 8,000 morues, pro-
 duit de deuxième pêche. Cette expédition
 a été des plus malheureuses; cinq hom-
 mes ont péri.

— La goëlette la *Daphné*, capitaine
 Collier, lieutenant de vaisseau; est parti
 de Lorient le 22 pour la Martinique.

— Les trois régimens d'infanterie en
 garnison à Strasbourg viennent de rece-
 voir des fusils à percussion auxquels se
 trouve aussi adapté un nouveau système
 de bayonnettes à ressort. Des exercices à
 feu vont avoir lieu pour essayer ces
 fusils.

— M. Barthélemy, préfet de la Loire,
 s'est rendu à Lyon lors du passage du
 duc d'Orléans dans cette ville.

— M. le duc d'Harcourt, pair de France,
 lieutenant-général; ancien commissaire-
 général de cavalerie française sous l'an-
 cien régime, est mort à Marseille dans
 la nuit du 20 au 21, à l'âge de 85 ans.
 La *Gazette du Midi* annonce que le duc
 d'Harcourt, qui habitoit Marseille de-
 puis 1827, avoit reçu la veille les der-
 niers sacrements de l'Eglise.

— L'amiral Roussin, parti de Cons-
 tantinople le 2 novembre, est arrivé le
 22 à Marseille. Il avoit purgé sa qua-
 rantaine à Athènes et à Malte.

— On écrit de Bordeaux que dans la
 soirée du 21 novembre un orage a éclaté
 au Boucaud; la foudre est tombée,
 mais sans occasionner heureusement le
 moindre mal.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Les choses continuent d'aller de mal
 en pis; et c'est décidément le désordre
 révolutionnaire qui paroit devoir l'em-
 porter. La ruine des affaires de la Na-
 varre, loin de profiter à la cause de Ma-
 rie-Christine, tourne contre son gouver-
 nement; ce sont les clubs et le parti anar-
 chique qui se portent héritiers de don

Carlos. La fermentation des esprits est extrême à Madrid. On n'entend parler que des projets violens auxquels le gouvernement de la reine est forcé de recourir. On parle de convoquer extraordinairement le conseil de régence pour aviser aux moyens de parer à la crise. On s'attend à voir suspendre d'un moment à l'autre la liberté de la presse pour les journaux. Il est également question de tout soumettre au régime militaire dans les provinces comme dans la capitale.

A la date du 20, tout se ressentait à Madrid de cette situation critique. On annonçait que la garde nationale alloit être épurée, et que le mauvais esprit des conseils municipaux mettoit le gouvernement dans la nécessité de réorganiser cette partie de l'administration. De leur côté, les clubs se montraient sur un pied formidable, et parmi eux il y en avait un qui ne craignoit pas de prendre le titre de *club de sang*; ce qui, du reste, n'ajoutoit rien à l'idée qu'on a généralement de ce genre de représentation du pouvoir anarchique.

— Une lettre de Madrid publiée par plusieurs journaux annonce que deux pièces de canon et un escadron de cavalerie étoient établis à la porte d'el Sol. Cette lettre ajoute que le gouvernement veut tenter de remettre l'*estatuto real* en vigueur, et de rétablir l'autorité royale sur le pied où elle étoit à la mort de Ferdinand VII. Il est probable qu'une partie de ces bruits est répandue à dessein d'augmenter les alarmes et d'achever de dépopulariser le parti de la reine. Mais pour le fond de la situation, tout semble indiquer qu'elle est des plus sombres et des plus critiques.

— Marie-Christine vient de charger une commission administrative de régler le budget, afin qu'il puisse être rendu exécutoire par ordonnance.

— Chaque jour on voit rentrer par Bayonne et par divers autres points de la frontière, des prêtres, des militaires et d'autres habitans des provinces basques, qui sur la foi de la pacification, avoient

cru pouvoir jouir du repos dans leur pays. Ils n'ont pu y tenir, et le séquestre de la France, tout dur qu'il est pour eux, paroît encore préférable.

— Il n'y a plus moyen de dire que le comte d'Espagne n'ait péri d'une manière tragique. Les autorités ont constaté par des procès-verbaux et authentiques, que c'est bien le comte qui a été retiré de la Sègne, rotti, avec tous les autres signataires qui ont accompagné sa fuite. Les auteurs de ce guet-apens sont connus, et on ne paroît pas chercher à les punir.

— Le roi des Belges sera de Bruxelles le 30.

— Le gazomètre établi à Nîmes a récemment explosé. Le bâtiment est complètement détruit. Les maisons voisines ont été brisées.

— Le *Dublin-Post* du 21 août dit que le dimanche 8 décembre a été le jour du paiement du tribut pour l'année 1839. Cette feuille trouve pas assez d'ardeur dans les discours et voudroit qu'on pût réunir annuellement plus de 120,000 fr., non que l'impôt. O'Connell a payé en 1836 et 1837, 368,175 fr., et en novembre 1839, 266,325 fr. Il dit ensuite que ces sommes sont proportionnées avec les dépenses du grand réformateur, que ce dernier trouve en ce moment chargé de ruineux.

— En 1833, le nombre de tableaux importés dans toute l'Angleterre et les pays étrangers, n'étoit que 22,000. Tandis qu'en 1838, il a été de 46,381, dont 22,000 de France, 11,423 d'Italie, 5,000 d'Allemagne, 3,240 de Belgique, 1,699 de Hollande et 2,699 de divers autres pays. La plupart de ces tableaux sont copiés. Quant aux originaux, leur nombre ne dépasse point

des droits d'entrée perçus sur tous tableaux se sont montés à environ 1,000 fr. Ces droits sont actuellement à 1 fr. 25 c. par pied carré anglais, et pour les tableaux de très-grande dimension, tels que les panoramas, les panoramas, sur chacun desquels le maximum des droits est de 250 fr.

Les capitaux placés dans les entreprises de bateaux à vapeur, en Angleterre, sont, d'après une feuille anglaise, à millions de francs. Le nombre des bateaux à vapeur appartenant à l'Angleterre est de près de 900.

La nouvelle de l'arrivée du prince de Joinville à Gênes est aujourd'hui expliquée : c'est son fils, le prince Frédéric-Philippe des Pays-Bas, qui est arrivé dans ce port à bord de la frégate le *Rhin*, où il est en qualité d'officier de marine. Ce prince étoit parti de Gibraltar le 24 septembre dernier.

M. le duc de Blacas est mort le 17, à Paris, où il étoit resté avec madame de Blacas et le marquis Louis de Blacas. Le corps de cet ami si fidèle de la famille exilée sera transporté à Constantinople.

Les nouvelles de Constantinople et de Smyrne, du 6, publiées par les journaux de Smyrne du 9, et les feuilles de presse du 23, font pressentir un arrangement prochain entre la Turquie et l'Égypte. D'après les correspondances citées, l'hérédité de la Syrie et de l'Égypte seroit concédée à Méhémet-Ali et à ses descendants ; Alep et Candie seroient restituées à la Porte à la mort du pacha, et les districts de Tarsons et d'Adana seraient, dès à présent, cédés à la Porte. Méhémet-Ali accéderoit, dit-on, à ces conditions, en exigeant toutefois qu'Achmet-Pacha, l'amiral de la flotte turque, nommé gouverneur d'Adana et de ses environs.

M. de Pontois, nouveau ministre plénipotentiaire du gouvernement français à Constantinople, a remis, le 2, ses lettres de créance au sultan. M. de Pontois habite pour trois ans la superbe maison

de M. Eli Daperi, à Aga Djamissi (Pera).

— Le prince de Joinville a fait, le 4, une visite au sultan. Après qu'on lui eut donné, selon l'usage, la pipe et le café, le prince a été introduit par le grand vizir Kosrew-Pacha, dans l'appartement où l'attendoit S. H., qui s'est empressée d'aller à sa rencontre à la porte du salon. Le prince étoit accompagné de tous les officiers de sa frégate la *Belle-Poule*.

— On lit dans le *Journal de Smyrne*, que le prince de Joinville a donné, à bord de la frégate la *Belle-Poule*, un grand dîner auquel ont assisté les ambassadeurs anglais et français, ainsi que plusieurs autres membres du corps diplomatique.

— L'amiral Lalande a quitté le 4 la baie de Beshika avec toute la flotte, pour se rendre à Smyrne. La flotte anglaise est toujours mouillée à Ourlac.

— Depuis quelque temps, le bruit courroit à Constantinople que le ministère travailloit à une loi fondamentale sur le modèle européen. On sut enfin que le 3 novembre étoit fixé pour la lecture du *hatti-schériff*. La réunion eut lieu dans la vaste plaine de Gulhané, attenante aux jardins du palais impérial de Top-Kapon, où de nombreuses tentes avoient été dressées. Dès huit heures du matin, la foule des invités avoit pris place. A l'heure indiquée pour la cérémonie, l'interprète en chef du divan, Ali-Effendi, le directeur du *Moniteur ottoman*, Salvat-Effendi et le traducteur en chef de la Porte, introduisirent les membres du corps diplomatique dans l'appartement qui leur avoit été préparé dans l'intérieur du pavillon impérial. Le prince de Joinville fut se placer dans un appartement à côté de celui des ambassadeurs.

Trois boursas d'enthousiasme annoncèrent l'arrivée du sultan. Le grand-vizir s'avança vers S. H., et reçut de ses mains le *hatti-schériff*. Kosrew s'inclina profondément au pied de la tribune, et ayant baisé l'ordre autographe de son souverain, il le remit à Reschid-Pacha, ministre des affaires étrangères, qui le porta également à ses lèvres. Le ministre

monta ensuite les hautes marches de la tribune, ouvrit l'enveloppe de satin rouge, baisa de nouveau le papier qu'avait touché son souverain, et lut en turc, à haute voix, l'ordre du sultan.

Vers midi, tout le monde se retira, et Sa Hautesse retourna à son palais.

Les représentants des puissances ont reçu officiellement le *hatti-schériff*, avec invitation de le transmettre à leurs cours respectives.

On peut considérer le *hatti-schériff* moins comme une loi fondamentale que comme une promesse de lois. Presque rien, comme on va voir, ne s'y trouve définitivement arrêté : « Désormais, la cause de tout prévenu sera jugée publiquement, après enquête et examen, et tant qu'un jugement régulier ne sera point intervenu, personne ne pourra secrètement ou publiquement faire périr une autre personne par le poison ou par tout autre supplice.... Chacun possèdera ses propriétés de toute nature, et en disposera avec la plus entière liberté; les héritiers innocents d'un criminel ne seront point privés de leurs droits légaux, et les biens du criminel ne seront point confisqués. Ces concessions impériales s'étendront à tous les sujets du sultan de quelque religion ou secte qu'ils puissent être. » Le reste du *hatti-schériff* promet de prochaines lois faites par les ministres et les notables de l'empire, et sanctionnées par le sultan : 1° Pour compléter les dispositions ci dessus; 2° pour régler l'assiette des impôts; 3° pour la régularisation du service militaire; 4° pour empêcher le trafic de la faveur et des charges.

— Les nouvelles d'Alexandrie portent que le vice-roi a toujours de fréquentes communications avec Constantinople. Le duc de Wurtemberg, cousin du roi régnant, et M. Horace Verriest, sont à Alexandrie.

Inspirations religieuses, par un vieillard aveugle de 85 ans. — In-8°.

L'auteur, qui ne s'est pas nommé,

nous apprend qu'après une vie souvent agitée de bien des traverses, atteint à 60 ans d'une goutte arthritique, il a causé une cécité complète (de se retirer du monde; ayant pu plus grande partie de sa famille, sa fille unique, madame Bertille de la il est resté dans un isolement où dont la religion seule pouvoit lui la rigueur. Il a ouvert son cœur aux solations qu'elle fournit. En se livrant à la méditation et à la prière, il a écrit quelques pièces de vers remplies de mens les plus religieux.

Le présent recueil se compose de vingtaine de pièces relatives à des cérémonies ou à des circonstances de la vie de l'auteur. Il déplore les erreurs de sa jeunesse et paroit plein de foi et de piété. Détrouffé de tout ce qui peut s'élever sans cesse vers Dieu par des vers ferventes ou par des considérations chrétiennes. Tout lui fournit matière à de bonnes et graves pensées.

Sa poésie facile et naturelle sur le sujet. Nous recommandons tant plus volontiers cet ouvrage à toutes personnes pieuses et bienfaisantes. Le produit de la vente est destiné au soulagement d'un vieillard que ses maux et sa résignation rendent digne d'intérêt.

Le Gérant, Adrien Le C

BOURSE DE PARIS DU 27 NOVEMBRE

CINQ p. 0/0. 111 fr. 35 c.
TROIS p. 0/0. 81 fr. 95 c.
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 101 fr. 40 c.
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept. 100 fr.
Oblig. de la Ville de Paris 127 1/2 fr.
Act. de la Banque 2942 fr. 50 c.
Caisse hypothécaire. 785 fr. 00 c.
Quatre canaux. 1265 fr. 00 c.
Emprunt romain 101 fr. 1/4
Emprunt Belge 101 fr. 1/2
Rentes de Naples 102 fr. 90 c.
Emprunt d'Haïti. 512 fr. 50 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0 26 fr. 0/0

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC
rue Cassette, 30.

DE LA RELIGION
le Mardi, Jeudi
et Samedi.

N° 3209.

PREMIER DE L'ABONNEMENT.

1 an	36
6 mois	19
3 mois	10
1 mois	3 50

On peut s'abonner des
15 de chaque mois.

SAMEDI 30 NOVEMBRE 1859.

*Summa compendium juris canonici,
et usum seminariorum*; auctore
F. M. Lequeux. In-12 (1).

L'auteur avoit d'abord donné à ce
ouvrage le titre français de *Manuel du
droit canon*. Mais cédant ensuite à
des hommes respectables, il s'est
résigné à le publier en latin, afin
qu'il fût plus en rapport avec les études
des séminaires, et plus encore
avec les lois ecclésiastiques et le
langage des canonistes, qui sont cités
à chaque article. L'ouvrage aura deux parties : la première,
ayant pour titre *Institutiones
juris canonici*, comprendra les trois premiers
volumes; elle formera un
ouvrage complet et méthodique sur
toutes les matières du droit canon,
selon l'état actuel de la discipline.
La seconde partie, intitulée
Usus juris canonici, remplira le
quatrième volume. On doit y présenter
une analyse du *Corpus juris canonici*;
ensuite on y donnera toutes les
applications nécessaires pour compléter
les citations si fréquentes
des auteurs ecclésiastiques et
des théologiens; mais on restituera
le texte entier de beaucoup
de canons, et on aidera le lecteur
à retrouver dans les divers chapitres
des cours élémentaires les textes
cités; en sorte que l'on espère que
ce livre pourra suppléer aux collections
de canons qui sont aujourd'hui
devenues si rares. Des notices, des
faits, observations historiques, un
tableau chronologique des papes,

conciles, etc., seront ajoutés à ce
volume, et pourront être fort utiles
pour l'étude des saints canons.

Quant au cours élémentaire qui
commence à voir le jour, on s'y est
proposé de se mettre également en
garde contre deux écueils, celui de
donner trop d'étendue à des discussions
d'un intérêt secondaire, et celui
de ne présenter qu'un abrégé trop
sec et trop décharné qui n'entrerait
pas assez dans le détail des
questions, ou laisserait des notions
trop vagues. Le caractère qu'il falloit
donner à ce livre, c'est qu'il eût une
forme classique, et pour cela il étoit
également nécessaire qu'on y procédât
par des définitions exactes, des
divisions méthodiques, des raisonnemens
courts et précis, et que cependant
il pût se prêter à la controverse,
à l'examen de questions intéressantes.
Ce qui pouvoit gêner dans ce dessein,
c'étoit surtout le peu de temps qui est
consacré à l'étude du droit canon dans
le petit nombre de séminaires où cette
étude paroît admise. Comment pouvoir,
en quelques mois, parcourir tant de
matières diverses? comment fournir tous
les éclaircissemens qui seuls peuvent
faire comprendre les lois ecclésiastiques,
et doivent donner de l'intérêt à chaque
question?

L'auteur a cru devoir ne pas trop
restreindre sa liberté, afin d'échapper
à ces inconvéniens. Il lui a semblé
préférable que les jeunes ecclésiastiques
des séminaires fussent mis en mesure
de voir assez à fond les chapitres
qu'il plairoit au professeur de leur
expliquer en classe, et qu'en

Prix, 2 fr. 50 c. le vol. Chez M. L. J. Junior.

n. de la Religion. Tome CIII.

même temps ils eussent aussi dans le même ouvrage le moyen de suppléer dans la suite par leurs études privées à ce qu'il aura été impossible de leur enseigner au séminaire. Il vaut mieux sans doute qu'ils voient avec soin quelques parties, que de n'avoir sur la totalité que des notions très-superficielles. Cette observation paroît encore plus vraie pour le droit canon que pour les autres parties des sciences sacrées ; parce que tout y étant positif, il faut que le texte des lois y soit accompagné de beaucoup d'explications, et appliqué aux circonstances pratiques auxquelles il se rapporte.

Quelques courts détails sur le premier volume en feront mieux comprendre le plan. Le droit canon se rapporte tout entier aux personnes, aux choses et aux jugemens. On a divisé les personnes en trois classes, celles qui appartiennent à la hiérarchie de juridiction, celles qui appartiennent à la hiérarchie de l'ordre, et enfin celles qui n'ont aucun pouvoir public, qui n'exercent aucune fonction relative à la société chrétienne. Le premier volume, après quelques notions préliminaires, ne roule que sur la juridiction. On commence par y donner des notions générales sur la juridiction ecclésiastique, et principalement sur la manière de l'obtenir ; ce qui oblige à entrer dans des détails assez nombreux sur l'institution canonique et sur les diverses voies par lesquelles on peut arriver aux offices ecclésiastiques.

Passant des notions générales à la juridiction propre à chaque emploi, l'auteur traite successivement du pape, des cardinaux, des tribunaux de la cour romaine, des archevê-

ques, des évêques et de ciers, des curés, vicaires, des simples confesseurs. (que cette matière est in qu'il est impossible de di ques pages tout ce qui différentes dignités et off on a cru pouvoir traiter ment un assez grand nom cles, afin de s'étendre dav ceux qui sont d'une appli ordinaire ; c'est surtout c garde l'administration épis a paru devoir être étudié de soin par les élèves des s puisque selon l'observatio habiles canonistes, c'est droits et prérogatives de que roule une très-grande droit canon. Il est aisé de c'est l'ignorance ou l'oul droits qui donne naissar d'actes d'insubordination souvent entravent le gou des diocèses.

En ce qui regarde la cour le *Manuale compendium* s'arrêté à ce qui concerne naux romains auxquels les paroisse, et quelquefois l confesseurs, sont obligés d ou dont on invoque plus décisions. Quelques pers roient voulu que l'on e côté tout ce qui concerne gallicanes. D'autres auroie qu'on les eût combattues, trouvera qui auroient vo les établît. L'auteur a cru sable d'en donner quelqu aussi exactes que possible. c'est là une de ces matière cun parle et que très-p dent bien. Mais du reste sortes de questions, il s'e rapporter ce qui est en f

passé en usage, sans s'étendre beaucoup sur les opinions.

L'auteur s'est efforcé de rapporter selon divers chapitres les principales questions qui se sont élevées dans les derniers temps, et qui appartiennent à l'histoire contemporaine. Au lieu d'entrer dans de longs développemens, il a seulement voulu mettre sous la voûte ceux qui voudroient approfondir ces matières.

M. l'abbé Lequeux ne se dissimule que dans un si grand nombre de points difficiles et obscurs, il peut-être échappé des expressions, et que des propositions peu exactes ; mais avec sincérité qu'on l'en avise, et surtout il proteste de son entière docilité au jugement que feront les premiers pasteurs. Sa réserve et cette modestie sont celles d'un homme aussi sage qu'éclairé ; on sait que M. l'abbé Lequeux est depuis plusieurs années à la tête du grand séminaire de Soissons et qu'il est grand-vicaire du diocèse. C'est à lui que l'on doit le recueil des *S. Caroli Monitiones* dont nous avons rendu compte quelques années.

Le second volume ne se fera pas beaucoup attendre, et déjà même la discussion en est commencée. On traitera de la hiérarchie de l'ordre, des irrégularités, des devoirs ecclésiastiques, des religieux et autres ; puis on y exposera les canons canoniques sur les sacremens, le sacrifice de la messe. On s'attachera surtout à traiter avec plus de précision les points pratiques sur lesquels les auteurs théologiques ne traitent point avec assez de dé-

Le troisième volume aura pour objet les autres choses sacrées et les

jugemens ecclésiastiques, ce qui comprendra aussi les censures.

Le premier volume qui paroît en ce moment se fait remarquer par la grande variété des sujets qu'il embrasse, par la méthode, la clarté, la précision, et par beaucoup de modération et de sagesse dans les jugemens et avis de l'auteur.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

PARIS. — Un mandement de M. l'Archevêque, sous la date du 21 novembre, est relatif à la célébration de la fête de la Conception Immaculée. On se rappelle que par un précédent mandement du 1^{er} janvier, la fête est fixée au second dimanche de l'Avent. Le prélat se félicite de voir établir cette solennité, dont il espère une source de grâces pour les fidèles. Il ordonne ensuite les dispositions suivantes, que nous croyons devoir faire connoître en leur entier :

• 1^o La solennité de la fête de l'Immaculée Conception sera célébrée dans notre église métropolitaine et dans toutes les autres églises et chapelles du diocèse, conformément à notre mandement du 1^{er} janvier, présente année.

• Le soir on chantera les secondes vêpres de la fête, quoique à l'office particulier on doive réciter les premières vêpres.

• Immédiatement après vêpres, il sera fait une procession solennelle où sera portée l'image de Marie, et pendant laquelle on chantera le répons *Felix es* et les litanies de la très-sainte Vierge.

• 2^o Il sera célébré, cette année, dans notre métropole, une octave de l'Immaculée Conception de la très-sainte Vierge Marie, mère de Dieu. Elle commencera le dimanche 8 décembre et finira le dimanche 15 inclusivement.

• Pendant cette octave, il sera célébré chaque jour une messe solennelle de l'Immaculée Conception. Le soir, après vêpres, il y aura un sermon suivi d'un

saint du très-saint Sacrement. Au lieu de l'antienne ordinaire à la sainte Vierge, on y chantera trois fois l'invocation : *Regina sine labe concepta* avec les verset et oraison de l'Immaculée Conception.

• 3° La même octave pourra être célébrée et de la même manière dans toutes les églises et chapelles du diocèse. Toutefois l'obligation n'en est point imposée, à cause des difficultés locales qui pourroient se rencontrer.

• 4° Dans les paroisses où l'on célèbre d'ordinaire la fête patronale le deuxième dimanche de l'Avent, on pourra transférer la solennité de la Conception au troisième dimanche, en se conformant au dispositif du mandement du 1^{er} janvier de cette année. Cette disposition n'est cependant que facultative, et nous autorisons à transférer la fête patronale au troisième dimanche de l'Avent, afin qu'il y ait plus d'ensemble dans la célébration de la solennité de l'Immaculée Conception.

• Cependant l'octave, dont il est parlé aux n^{os} 2 et 3, ne pourra être déplacée pour aucune cause, et demeure fixée du 8 au 15 décembre.

• 5° Par rescrit du 16 février 1839, notre Saint Père le Pape Grégoire XVI ayant accordé pendant l'octave solennelle de l'Immaculée Conception qui sera célébrée cette année dans le diocèse de Paris, premièrement une indulgence partielle de quinze années et d'autant de quarantaines à gagner, chaque jour de l'octave, par les fidèles de l'un et de l'autre sexe qui auront assisté à la messe solennelle de l'Immaculée Conception ; secondement, une indulgence plénière à gagner un des jours de l'octave par les fidèles qui auront assisté pendant trois jours, durant l'octave, à cette même messe solennelle, en satisfaisant aux conditions ordinaires prescrites par l'Eglise, lesdites indulgences sont et demeurent publiées dans le diocèse. »

Le mardi 3 décembre, jour de la fête de saint François-Xavier, patron

de l'œuvre de la Propagation de la Foi, une messe sera célébrée solennellement, à neuf heures dans l'église des Missions-Etrangères par M. l'archevêque de Chartres, supérieur de la maison de la Propagation de la Foi, pour rendre grâces à Dieu de l'œuvre dans les pays d'outre-mer et chez les infidèles, et pour continuer à bénir cette œuvre. Cette messe sera suivie d'un Te Deum basse à l'intention des missionnaires et des souscripteurs décédés. Elle aura point de quête pour l'œuvre.

Il sera dit à huit heures, mes intentions, des messes dans toutes les paroisses de la capitale.

Une indulgence plénière sera accordée aux âmes du purgatoire, à ceux qui, après s'être confessés et ayant communiqué, visiteront quelque église, chapelle et prieront pour l'œuvre, selon les intentions du Saint Père. Ceux qui seroient malades ou infirmes, par leurs péchés, jouiront de la même indulgence en priant pendant une demi-heure à la même intention ; ainsi en ont obtenu un rescrit pontifical du 21 décembre 1837.

Nous n'avons pas besoin de commander cette œuvre par un grand nombre d'évêques et de prêtres, elle est encouragée et favorisée par des missionnaires et qui se recommande par ses heureux résultats. Elle est soutenue par des fidèles de tous les pays, par des associations, et d'importantes sommes d'argent sont recueillies. Le trésorier de l'œuvre, M. Choiselat-Gallien, rue de la Harpe, 8.

M. Hughes, coadjuteur de l'évêque de New-York, vient d'arriver en France. Ce prélat est un des évêques les plus distingués des Etats-Unis. Hughes est né en Irlande, alla jeune en Amérique, et fit ses études à Emmitsburg.

les sacrés à Philadelphie. Sa première mission fut à Chambersburg, dans l'intérieur de la Pensylvanie, où les talens du jeune prêtre semblaient l'appeler à un poste plus important. On lui assigna l'église Saint-Jean à Philadelphie. Cette église se trouva bientôt trop petite. Pour mener le projet d'en bâtir une autre et l'exécuter, fut pour M. Hughes l'affaire d'un an, et ce que nous disons ici est à la lettre. Et aujourd'hui cette église est trop petite, puisqu'elle puisse contenir 2,500 personnes. Elle l'étoit surtout quand M. Hughes devoit prêcher. Il y avoit toujours une grande affluence pour l'attendre. Il a soutenu avec beaucoup de talent deux controverses et est le principal champion du protestantisme, le ministre Breckenridge; la première fut par écrit et la seconde fut orale : toutes deux furent honorables pour la religion et pour lui. Les protestans ont été obligés d'en convenir. Ces controverses ont été utiles de la conversion de plusieurs protestans de marque. Un libraire politique de Philadelphie prépare à ce moment une nouvelle édition de la controverse écrite. Un autre service important rendu par M. Hughes à la religion, c'est d'avoir à Philadelphie anéanti le funeste système des *trustees*. Il les a mis à leur place, ceux qui restent ne peuvent entraver et nuire. L'église Saint-Jean qu'il a bâtie est sous le nom de l'évêque qui seul administre le temple. On lui doit encore à Philadelphie l'établissement d'un asile pour les orphelins, établissement qui compte en ce moment 60 enfans. Son pénétrant lui fit distinguer le local qui convenoit; on l'acheta pour 1000 piastres, et maintenant on le paie le double, et sa valeur augmentera encore.

Le 8 août 1837, M. Hughes fut nommé évêque *in partibus* de Basilide et coadjuteur de New-York.

Le prélat a porté dans son diocèse l'activité d'esprit dont il avoit fait preuve à Philadelphie. Il s'est occupé de la fondation d'un collège et d'un séminaire, et a déjà acheté un local convenable à peu de distance de New-York. L'âge et les infirmités de M. Dubois, évêque de New-York, l'ayant engagé à se décharger du fardeau de l'administration, M. Hughes gouverne aujourd'hui le diocèse. Il a publié le 14 octobre dernier une pastorale où il annonce sa qualité d'administrateur. Il y fait sentir la nécessité d'un collège et d'un séminaire, et engage ses diocésains à le seconder dans cette entreprise. Tous y sont intéressés. Il s'agit de recueillir des fonds pour les dépenses inévitables. Les prêtres doivent recommander cette œuvre aux fidèles.

C'est deux jours après que M. le coadjuteur s'est embarqué pour l'Europe. On croit que son collège est un des motifs de son voyage. Le prélat se propose aussi d'aller à Rome.

Mercredi dernier, un service anniversaire a été célébré pour M. le maréchal Lobau dans l'église des Invalides. M. l'abbé Ancelin, premier aumônier, a officié. L'église étoit toute tendue en noir, et un grand catafalque étoit dressé dans la nef. Plusieurs maréchaux, les officiers supérieurs des légions de la garde nationale, les membres de la famille du maréchal, et plusieurs personnes de distinction assistoient au service.

Un vol sacrilège, malheureusement trop commun de nos jours, a été commis dans l'église de Meulan dans la nuit du samedi 23 au dimanche 24 novembre. Les malfaiteurs se sont introduits par une croisée, en forçant un barreau, et après avoir brisé la porte du tabernacle, se sont emparés du saint ciboire; les hosties qu'il renfermoit,

renversées sur l'autel, paroissent avoir été recouvertes par la nappe ; cependant quelques-unes avoient été foulées aux pieds. La plume se refuse à dire les profanations auxquelles se sont livrés ces misérables. La sacristie a également été fouillée. Les habits sacerdotaux étoient jetés en désordre sur le sol. Toute l'argenterie a été enlevée ; deux calices, un autre ciboire et d'autres objets appartenant au culte. On dit que la justice est sur la trace des coupables : espérons qu'ils ne lui échapperont pas. Il paroît qu'ils ont pris la route de Paris ; car, dit-on, un débris de ce qu'ils emportoient a été trouvé sur la route, un peu en avant du village de Vaux. On apprend à l'instant que l'église de Poissy a pareillement été pillée, et que plusieurs tentatives d'assassinat ont eu lieu sur la route dite de *Quatre-Sous*, entre Flins et Maule.

M. l'évêque de Châlons a sollicité pour son diocèse la même faveur qu'a obtenue M. l'Archevêque de Paris. Sur la demande du prélat, le souverain pontife a rendu un décret portant que la fête de la Conception seroit célébrée dorénavant le second dimanche de l'Avent dans le diocèse de Châlons, qu'on ajouteroit dans la préface *Immaculatâ à Conceptione*, et que les fidèles pourroient gagner l'indulgence plénière en observant les conditions requises d'ordinaire. Le décret daté du 12 mai dernier est signé de M. le cardinal Pedicini, préfet de la congrégation des Rits, et du prélat Fatati, secrétaire.

M. l'évêque de Châlons ayant reçu ce rescrit, a publié le 12 novembre un mandement au sujet de la fête de l'Immaculée Conception. Le prélat fait ressortir en termes pleins de force et d'onction tout ce qu'a de vénérable la doctrine de la Conception immaculée de Marie. Il la propose aux fidèles comme propre à nourrir et à accroître leur piété. Il se félicite

de voir la fête célébrée plus solennellement dans le diocèse. Cette fête sera célébrée à l'avenir le second dimanche de l'Avent ; la messe sera solennel-majeur. A la préface ajoutera *Immaculatâ à Conceptione*. L'indulgence plénière accordée par le Saint-Père est publiée dans le diocèse. Les curés et autres prêtres exerçant le ministère sont invités à recommander ce jour-là cette fête aux fidèles dans leurs prédications.

Le mandement est suivi d'un rescrit adressé à M. l'évêque de Châlons et de celui qui avoit été adressé précédemment à M. l'Archevêque de Paris.

Un avis imprimé après le mandement porte que le prélat a été autorisé par le pape à valider les ordres de la Croix pour lesquels il auroit omis quelque une des formalités requises.

Le diocèse de Verdun va perdre un des membres les plus respectables de son clergé dans la personne de M. François-Ignace riot, curé-doyen de la paroisse de Saint-Cerville depuis le rétablissement du culte, et depuis quelques années chanoine honoraire de la cathédrale de Verdun. Ce vertueux prêtre étoit né à Bar-le-Duc en 1759 et appartenoit à l'ancien diocèse de Toul. En 1780, il reçut l'onction sacerdotale de M. de Champorcin, alors évêque de ce diocèse. Peu après son ordination, il fut nommé vicaire du séminaire, il fut nommé administrateur d'une paroisse de son diocèse, en l'absence du titulaire. Il devint six mois après vicaire de Saint-Laurent de Pont-à-Mousson, et un an plus tard chanoine des religieuses Clarisses de la ville. Partout il se fit aimer et mériter par toutes les vertus de son état et par une rare urbanité qui rendoit sa société fort agréable. Il étoit d'une foi vive et de la consi-

élicite, il fut loin de céder aux exigences de ceux qui, dans nos de trouble, avoient saisi un ir dont ils abusoient. On le vit constant dans la résolution qu'il avoit prise de servir l'E- avec fidélité. Il ne s'expatria ; il aima mieux exposer sa santé à sa vie que d'aller en pays ger, où il craignoit d'être con- à l'inutilité.

Pendant tout le temps de notre mente révolutionnaire, il demeura caché pendant le jour ; et pendant la nuit, à la faveur de l'obs- , il catéchisoit l'enfance, bé- , des mariages, fortifioit les , consolait les autres, assistoit mourans, se montrait partout trument des grâces célestes, ne manant pas à donner ses soins à les paroisses du diocèse de , mais les étendant à plusieurs des diocèses de Metz et de un. Quand des jours meilleurs rendus à notre patrie, l'ex- t prêtre, exténué de fatigue, vité à prendre quelque repos une maison respectable de t-Mousson, qui déjà lui avoit saile pendant les années de ir.

que Bonaparte eut rendu la a France et qu'il eut obtenu cordat du nouveau pontife la cure d'Ancerville fut M. Guériot, qui avoit si é de l'Eglise. Le vénérable érissoit ses paroissiens ; ja- ne négligea rien pour leur sa- uivoit bien fidèlement cet avis d'apôtre : *Argue, obsecra, in-* *omni patientiâ et doctrinâ* ; mais heur des temps vint paralyser ande douleur les efforts géné- d'un zèle qui ne se démentit s. Il ne fut pourtant pas privé ute consolation ; il contribua à urer au diocèse plusieurs bons res de sa paroisse, et à la con- ation de la Doctrine chrétienne

de Nancy un certain nombre d'ex- cellens sujets, avec l'aide de quel- ques vertueuses Sœurs de la même congrégation, auxquelles il laissa en mourant des marques de souvenir. Atteint depuis près d'un an d'une hydropisie de poitrine, il continua néanmoins d'exercer les fonctions de son ministère, et quoiqu'arrivé à l'âge de près de 80 ans, il eut le cou- rage de composer encore pendant le cours de la présente année quelques nouvelles instructions, où on aime à retrouver des traces du zèle ardent et de la charité vive qui l'animoi-ent.

Le mal ayant commencé à faire des progrès, vers le commencement du mois d'août dernier, le pieux prêtre ne cessa d'être visité par ses confrères et amis, et surtout par ses anciens vicaires, qu'il édifia tous par la plus admirable résignation. L'a- vant-veille de sa mort, à laquelle il s'étoit préparé depuis long-temps, et en dernier lieu en communiant plu- sieurs fois, soit à l'église, soit à domi- cile, selon ce que son état de souf- france lui permettoit, il fit venir un de ses anciens vicaires qu'il honoroit depuis long-temps de son amitié, pour lui faire quelques dernières communications. Le digne doyen considéroit comme une faveur obte- tenue par l'entremise de la sainte Vierge, le bonheur d'avoir pu célé- brer une messe basse pour la der- nière fois, le jour de l'octave de la Nativité de la sainte Vierge. Le 19 sep- tembre dernier, vers les neuf heures du matin, le vénérable prêtre fut at- teint tout à coup d'un malaise qui étoit le signal de sa fin. Son vicaire courut à l'église, et put lui adminis- trer le sacrement d'extrême-onction au moment où il quittoit cette vallée de larmes. Par son testament, il a disposé de sa bibliothèque en faveur des prêtres de la paroisse, de ses anciens vicaires et des curés du canton, à charge d'acquitter des messes pour le repos de son âme. Il a

fondé aussi un service anniversaire à son intention, et disposé d'une certaine somme en faveur de la fabrique de son église. Il a laissé quelques autres objets, tant à un prêtre du canton, son exécuteur testamentaire, qu'à quelques personnes qui lui avoient rendu des services; mais en général ses legs ont été d'une valeur modique, parce que, comme dit Possidius, en parlant de saint Augustin, il avoit disposé de tout, pour ainsi dire, envers les malheureux pendant sa vie. C'est un de ses anciens vicaires, son fidèle ami, qui nous prie de déposer dans ce Journal cette notice, comme gage de son estime et de son attachement.

L'église de Thoury, arrondissement de Romorantin (Loir-et-Cher), qui est restée sans prêtre pendant 25 ans, présente aujourd'hui un bien triste aspect.

D'abord, elle est sans sacristie, et son intérieur se trouve dans un dénûment complet. Il n'y a point de plancher d'en haut; on n'y voit que le toit, par où l'eau des pluies pénètre dans l'intérieur de cet édifice, ce qui fait qu'on y éprouve en tout temps une humidité et un froid excessifs. Le clocher, qui est bâti de bois et très-élevé, penche du côté de la rue, et on diroit même qu'il va tomber, parce que les poutres qui le soutiennent, en s'appuyant sur les murs de l'église, sont cassées en partie et fléchissent.

Le cimetière est ouvert aux animaux, et on y a vu les chiens ronger les ossements et les crânes des morts, parce que ses murs sont par terre.

Le presbytère a besoin de réparations urgentes.

Afin d'obtenir du gouvernement des secours pour reconstruire ces bâtimens, le curé de cette paroisse fit faire, il y a dix-huit mois, un devis estimatif des réparations les plus urgentes. Ce devis fut soumis à l'appro-

bation de M. l'évêque de Blois, et envoyé avec le budget de la commune et celui du conseil de fabrique à M. le sous-préfet de Romorantin afin que M. le préfet lui donnât son appui auprès de M. le ministre des cultes. Le préfet le renvoya sans avoir donné aucune suite à cette demande parce qu'il falloit, disoit-il, que la commune s'imposât pour couvrir la forte partie de la dépense. Or, les habitans de Thoury sont dans l'impossibilité absolue de faire des sacrifices; on envoya donc le dossier de cette affaire à M. le ministre des cultes, en lui faisant observer que l'état, possédant dans cette commune, composée de 340 habitans seulement, dix-huit cents arpens de bois, qui emportent les trois quarts de son territoire, on n'y trouve ni des journaliers et des indigens, ni cinq ou six petits propriétaires déchargés de famille, et par conséquent dans l'impossibilité de s'imposer.

En effet, comment la commune de Thoury fera-t-elle des sacrifices pour reconstruire l'église, le presbytère et relever les murs du cimetière, si l'on veut, en faire un autre pour le bourg, quand ces dépenses montent, d'après le devis, à 7,400 francs, et quand tout l'impôt, foncier, personnel, mobilier et portes et fenêtres qu'elle paie, s'élève seulement à 1,200 francs?

Malgré toutes ces observations adressées plusieurs fois à M. le préfet et à M. le ministre des cultes, l'on veut toujours que la commune s'impose. (L'Univers.)

M. l'abbé de Hauregard, chanoine de Namur, dont on avoit imprimé le nom comme ayant été reçu ou affilié aux loges de Namur, déclara publiquement dans les journaux de ce pays que rien n'est plus faux, et qu'il n'a jamais été affilié aux loges, qu'il n'y a point été reçu, et qu'il

mis le pied dans autune, soit curiosité, soit autrement. La messe est du 21 novembre.

La Gazette d'état de Prusse du 16 novembre contenoit l'article qui suit :

Quelques journaux de l'Allemagne catholique annoncent que M. de Merz, président de la province de Silésie, affecté à l'usage des communes catholiques un nombre considérable d'églises catholiques. Toutefois ces journaux ont tort de considérer cette mesure comme ayant un caractère vexatoire ; au contraire, elle n'est qu'administrative, et s'attache à un règlement qui remonte à de nombreuses années.

Nous demandons s'il est possible de voir une défaite plus manifeste et une justification plus dérisoire. Une mesure cesse-t-elle d'être vexatoire lorsqu'elle est administrative, parce qu'elle est ordonnée par un règlement qui remonte à plusieurs années ? Au contraire, cela prouve qu'il s'agit d'un système suivi de déposséder les catholiques de leurs églises pour les attribuer aux protestants. C'est là qu'on respecte les droits actuels et la lettre des traités.

Enfin, au contraire, elle n'est qu'administrative. Singulière apologie ! Avec cela, on excusera tout. L'enlèvement de l'archevêque de Cologne et de l'archevêque de Gnesne n'étoient que de simples mesures vexatoires ; au contraire, elles n'étoient qu'administratives.

La captivité de l'un, l'exil de l'autre, n'étoient point vexatoires ; au contraire, ce n'étoit que des actes d'administration. Il n'y a rien à répondre à une telle logique, qui est de la plus forte.

Le dimanche 10 novembre devoit avoir lieu à Smyrne la bénédiction de l'église catholique du Sacré-Cœur de Jésus, desservie par les Lazaristes d'une congrégation de saint Vincent Paul. M. l'archevêque Musabini

devoit célébrer l'office divin, avec l'assistance de tout son clergé. Cette église, détruite à deux reprises, la première en 1688, par un tremblement de terre, et la seconde en 1764, par un incendie, et qui étoit restée jusque dans ces derniers temps ensevelie sous des décombres et des ruines, vient d'être réédifiée plus belle qu'elle n'ait jamais été, grâce à des secours parvenus de France et au zèle infatigable de MM. Daviers, supérieur, et Le Pavé, missionnaire, Lazaristes.

POLITIQUE, MÉLANGES, etc.

S'il est vrai qu'on s'occupe d'introduire de nouvelles modifications dans le code pénal, il faut espérer qu'on ne négligera pas de chercher quelque disposition répressive pour faire cesser les scènes de scandale auxquelles le sanctuaire même de la justice ne cesse de servir de théâtre. La plupart du temps on croit assister à des parades burlesques, en voyant les façons familières et l'air dégagé des accusés qui semblent ne venir là que pour faire montre de leur cynisme, et jouer avec la dignité des magistrats.

Certains journaux ont peut-être bien quelques reproches à se faire pour avoir donné à ce genre de bouffonneries une sorte d'attrait qui amuse la multitude. Aussi les comptes-rendus des audiences de la justice criminelle sont-ils parsemés de traits d'hilarité, comme on dit, par lesquels les prévenus s'étudient à égayer pour l'auditoire les détails les plus tristes et les plus révoltants. Depuis dix ans, on ne cesse de citer des gens à qui la passion de faire parler d'eux dans les journaux suggère et inspire quelquefois les actions les plus coupables. Ils ont avoué eux-mêmes dans plusieurs occasions, ce que cet amour de la célébrité exerçoit d'empire sur leurs mauvaises déterminations. C'est ce qui explique pourquoi ils cherchent à se créer des rôles de beaux-esprits jusque sur la sellette, en présence de leurs juges, afin qu'il soit fait men-

tion de leur effronterie et de leur cynisme. Voilà en quoi il seroit à désirer que leur attente fût trompée; et qu'au lieu de faire des recueils amusans de leurs gentillesses, les organes de publicité s'entendissent pour ne pas favoriser ce genre d'impudence par les gais récits qu'ils en font.

Du reste, cela peut très-bien ne pas suffire pour réprimer le scandale dont nous parlons. Il est certain en effet pour ceux qui observent l'influence de la révolution de juillet sur les mœurs du peuple, il est certain, disons-nous, qu'un de ses effets les plus palpables a été de produire ces manières d'égalité, ces airs d'assurance et cette révoltante familiarité que les criminels affichent maintenant en face de leurs juges. On sent plus que jamais combien il est urgent que la dignité de la magistrature soit relevée de cette sorte d'humiliation et d'abaissement par une législation qui puisse mettre dans sa main de quoi venger sur place les atteintes portées à son caractère par les indignes scènes d'impudence et d'audace qui se passent si souvent devant elle.

Rien ne caractérise mieux la nature des choses révolutionnaires que ce simple rapprochement : tandis que tous les efforts, tous les actes et vraisemblablement tous les mauvais vœux de Marie-Christine sont dirigés contre don Carlos, madame la duchesse de Berry s'unit à la souscription ouverte en faveur des soldats espagnols qui ont combattu pendant cinq ans pour renverser le trône de sa sœur.

Il se peut que la politique ait ses raisons pour préférer la conduite de Marie-Christine; mais l'humanité a aussi les siennes pour préférer la souscription de madame la duchesse de Berry.

L'article suivant, qui figure dans la *Revue du dix-neuvième siècle*, contient, sur un député mort récemment, M. Eusèbe Salverte, des détails historiques et des réflexions qui méritent de trouver ici leur place :

« La semaine s'est fermée par les funérailles de M. Eusèbe Salverte, certains qualifient de *grand citoyen* Salverte, il faut bien le dire, étoit un homme médiocre, qui s'est fait un nom par ce qu'il arrivoit toujours le premier à la chambre, et assistoit la plupart du temps tout seul à la lecture du procès-verbal.

« Ce fait résume toute la politique de ce député, d'ailleurs peu intéressant pour les hommes; il détermine d'une manière précise toute son histoire et tout son caractère. Paix aux morts, me direz-vous, et moi je dirai : Paix aux vivans, paix aux autres; paix à la foi et à la morale chrétienne !... Eh quoi ! il se rend en notre chemin une de ces routes mal convenues, façonnées en quinze jours par une comédie, un de ces hommes qui ont le Dulaure de la politique comédienne, un député négatif qui a foulé aux pieds notre culte, notre religion, nos principes; qui s'est en et sans autre motif qu'un instinct de destruction, a toujours étouffé la foi et de charité, et remplacé par le néant ce qui n'étoit souvent qu'un bien et médiocre, et vous voulez qu'il soit le chef d'une foule stupide je me demande devant ce fétiche de l'opposition !... Il n'en sera pas ainsi, il passera la justice de la pensée...

« Nous ajouterons un mot sur ce que nous avons déjà dit de M. E. Salverte. On a parlé de sa vie politique, il avoit préludé par des pièces fort médiocres et par son *affaire Caveau moderne*, où trônoient M. de Villiers et Béranger. Mais ce qui est curieux, c'est que le premier article de son programme prescrivait, dit-on, de ne pas porter le défunt à l'église. Que pensez-vous de cet homme ! mais son dernier acte, du reste de sa vie, n'a été qu'une imitation de ce qui fut fait en 1824 au décès de M. Allier, autre député des Hautes-Alpes, et mort l'année suivante à Paris. Le codicille impie de M. Salverte est un argument de la faiblesse de la religion, qui gagne

les adversaires. Tels sont les hommes sous le titre de philanthropes et d'abolitionnistes, s'érigent en apôtres de l'humanité. *Ab uno disce omnes.*

Nous hésitons d'autant moins à joindre la voix à cette sévère, mais juste application de la conduite politique et privée M. E. Salverte, que dans un temps d'émancipation comme celui-ci, c'est en fait contre les exemples des individus que leur position a donné un rôle à sur la scène politique, qu'il conviendrait prémunir les classes inférieures, d'une servile troupe des imitateurs.

PARIS, 29 NOVEMBRE.

Le 10 novembre, le commandant du 24^e de ligne, qui commande le régiment d'Oued-Laag, à environ 12 lieues d'Alger, ayant été subitement averti de l'approche d'un parti de Hadjoutes, qui voulaient enlever le parc de batteries, monta précipitamment à cheval, suivi seulement du lieutenant commandant le détachement de chasseurs, le maréchal-des-logis, d'un brigadier et quelques chasseurs, se porta rapidement à la rencontre des Hadjoutes, pensant que le gros de son bataillon prenait la fuite. Emporté par son courage et méprisant au petit nombre de ceux qui l'accompagnaient, il s'avança dans la direction qu'on lui avait indiquée; mais à peine à quelque distance du lieu qu'il tomba dans une embuscade. La troupe française, assaillie par une grêle de balles, succomba presque instantanément à la première décharge. Le commandant Rafel, le lieutenant Viterbo, le maréchal-des-logis, le brigadier, et tous enfin tombèrent morts. Les Hadjoutes s'empressèrent de détacher la tête de l'infortuné commandant Rafel, et prirent la fuite. Lorsque la troupe arriva, elle ne rencontra plus d'ennemis. D'après la correspondance d'Alger du 15, le général Vallée s'appréteait à poursuivre les meurtriers, et déjà cinq Hadjoutes ont été tués.

On lit dans une correspondance

d'Oran du 14, qu'Abd-el-Kader a fait publier dans toutes les tribus l'ordre de se préparer à la guerre. L'émir a mis un impôt sur toutes les denrées que les Arabes destinent à l'approvisionnement des marchés français.

— Le collège électoral de Saint-Germain (Seine-et-Oise), est convoqué pour le 21 décembre, à l'effet d'élire un député, par suite de la nomination de M. Bertin-de-Veaux, au grade de chef d'escadron.

— On parle d'un nouveau mouvement dans les préfectures.

— Le fils de M. le comte d'Appony vient de partir pour Saint-Petersbourg, où il doit épouser, dit-on, la fille du général comte Benkendorff.

— La commission des chemins de fer poursuit silencieusement son travail; rien ne transpire au dehors du résultat de ses investigations.

— Un journal annonce que le ministre demandera aux chambres, au commencement de la session, l'autorisation de faire exécuter par l'état le chemin de fer de Paris à la frontière de Belgique.

— M. Leroy, avocat, adjoint au maire du 5^e arrondissement, vient de mourir.

— Le *Capitole* annonce que deux commissaires de police se sont présentés avant-hier dans ses bureaux, et ont fait de minutieuses perquisitions qui n'ont pas eu de résultat.

— Avant-hier, dit la *Gazette des Tribunaux*, le comte de Crouy-Chanel, âgé de 63 ans, demeurant rue de Latour-d'Auvergne, 10, et le marquis de Crouy-Chanel, âgé de 45 ans, demeurant rue de Navarin, 9, ont été arrêtés sur mandats décernés par M. Zangiacomi, juge d'instruction. On dit que ces arrestations se rattachent à l'instruction d'une affaire politique dont le parquet est saisi depuis quelques semaines.

— Une violente explosion a eu lieu hier, à huit heures moins un quart du soir, rue Montpensier, près le Palais-

Royal. Vis-à-vis du passage Polier, dans un angle de la baie de porte qui conduit à la boutique du changeur Emerique, l'arrête du mur a été emporté par l'explosion; dans le mur de la maison qui fait face, et dans les volets de la boutique du vitrier qui demeure n° 19, existent des traces profondes de balles. A l'aide de lanternes et de torches, on a ramassé plus de 40 balles de calibre applaties par la force de la projection. Heureusement personne ne passait à cette hauteur de la rue Montpensier, au moment de l'explosion. Le journal ministériel du soir ne dit pas dans quel but cette explosion a eu lieu. Seulement il nous apprend que la machine infernale étoit une sorte de gorgousse pleine de balles. Le *Messenger* prétend qu'il y a eu des arrestations dans la nuit.

— Un commissaire de police du quartier de la Sorbonne avoit saisi chez un nommé Thibault, marchand de vins, rue des Grès, 29, plusieurs gravures obscènes qui, encadrées, se trouvoient exposées dans un petit salon, faisant suite à la boutique. Le sieur Thibault prétendit qu'il tenoit ces dessins d'un colporteur et qu'il les avoit placés dans sa propre chambre où le public n'étoit point admis. L'instruction a établi au contraire que le salon en question, richement meublé, étoit fréquenté par des personnes qui se livroient à la débauche. La chambre du conseil renvoya, le 30 avril dernier, le nommé Thibault qui avoit déjà subi une condamnation pour avoir favorisé la prostitution, devant la police correctionnelle, qui le 28 mai se déclara incompétente parce qu'elle vit dans cette affaire un délit de presse justiciable des cours d'assises, aux termes de la loi de 1830.

La cour de cassation renvoya l'affaire devant la chambre des mises en accusation de la cour royale, qui en saisit définitivement la cour d'assises de la Seine. Cette cour vient de condamner Thibault à quatre mois de prison et 300 fr. d'amende, pour outrage public à la morale

et aux bonnes mœurs. Elle a donné la destruction des objets fixés à une année la contrainte pour assurer le paiement de ces frais.

— Le ménagerie du Jardin des Plantes vient de perdre l'un de ses lions.

— M. Samson Davilliers a été élu membre du conseil-général de la Seine en remplacement de M. Laffitte. Sur 1,790 votants, 1,718 voix. Le nombre des électeurs est de 3,226.

NOUVELLES DES PROVINCES

La chambre des députés de Rouen a voté, le 25, un subside de 1,800 livres de pain pour les indigents de la ville.

— Le feu a pris avec violence la soirée du 25, au bateau *l'Union*, n° 2, qui stationnoit le long du quai d'Harcourt. heureusement se rendre maître du feu qui menaçoit de détruire le bâtiment. On ignore la cause de l'incendie.

— Un chargement de blé est arrivé récemment dans la ville de Dieppe.

— Le prix du blé vient d'éprouver une petite baisse sur plusieurs marchés de Normandie. La baisse a également été constatée sur les marchés du Nord.

— Un forçat libéré, nommé Sus, qui avoit exécuté un vol, a été condamné, le 22 novembre, à 25 ans de travaux forcés, à Blois, à 25 ans de travaux forcés. Il a montré une rare impudence aux jurés qu'il leur souhaitoit de passer aux galères tout le temps qu'il en resteroit à faire de ses 25 ans.

— La corvette la *Naiade*, commandée par M. Lefrançois de Grainville, est arrivée à Bordeaux de la Vera-Cruz.

— Les journaux de Lyon se plaignent la situation fâcheuse des fabriques de soie. Une grande partie des métiers est sans mouvement.

— Une fabrique d'allumettes chimiques, située près de Lyon, a fait explo-der il y a quelques jours. Le propriétaire de l'établissement a eu un bras emporté. Son fils a perdu aussi un bras, et deux ouvriers ont été blessés grièvement. Le bateau à vapeur l'*Abeille*, faisant service d'Aix-les-Bains à Lyon, a été, le 24, le rocher du Saut, et le choc a été tel, que la cheminée, lancée hors de sa boîte, est tombée dans le Rhône; des voies d'eau considérables se sont manifestées en même temps, et on pouvoit craindre que le bâtiment, entraîné en travers par le courant, ne fût échoué sur les arches du pont, lorsqu'on, par une habile manœuvre, le bateau, après avoir franchi les arches, parvint à joindre la rive. Les voyageurs ont continué leur route sur un ponton plat que le capitaine s'est empressé de leur procurer. Il est fâcheux de voir à signaler l'indifférence coupable des riverains qui sont restés les bras croisés pendant que l'*Abeille* couroit le plus grand danger.

— Le département de Vaucluse a eu beaucoup à souffrir des dernières pluies. L'*Eclaireur* de Toulon, du 24, dit qu'il règne toujours beaucoup d'activité dans le port.

— On écrit de Bordeaux, le 25, que c'est la duchesse d'Orléans, ayant vu le funeste événement arrivé sur la Garonne, devant Bègles, le 27 octobre dernier, a fait remettre 600 fr. au préfet de la Gironde pour être distribués aux familles des malheureuses victimes.

— Un habitant de Cartelègues, arrondissement de Blaye, le sieur Armand Fourien, ayant touché une somme de 13,000 f., avoit eu l'imprudence de la conserver chez lui. Un nommé Jean étant venu à s'introduire dans la maison, pour voler les 13,000 fr., assassiné 24 personnes pendant leur sommeil,

Fourien et sa femme avec trois enfants. Un quatrième enfant a seul échappé aux regards terribles du monstre. Les voisins bientôt avertis par lui sont accourus, mais il n'y avoit plus là que cinq cadavres; et le meurtrier avoit pris la fuite. La gendarmerie est à sa recherche.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Ce que la guerre perd en activité du côté des camps, se retrouve dans la politique. C'est là que se déploie toute l'énergie des passions révolutionnaires. Les provinces continuent à recevoir l'impulsion la plus violente des clubs de la capitale. Enfin l'agitation des esprits prend partout un caractère des plus alarmans.

On se remet à parler des projets de dictature d'Espartero. On lui suppose l'intention de profiter de l'état général de perturbation pour se placer à la tête du pouvoir. D'autres prétendent qu'il ne cherche à se mêler aux embarras du gouvernement, et à rendre sa présence nécessaire à Madrid, que pour se retirer sous un prétexte spécieux du théâtre de la guerre d'Aragon où il rencontre plus d'obstacles qu'il n'en avoit attendu.

— On mande d'Aragon que Cabrera a fait sortir de la place de Morella les personnes de sa famille qu'il vouloit mettre à l'abri des événemens, et qu'il les a dirigées dans l'intérieur sur des points où ils seront plus en sûreté. Si cette nouvelle est vraie, c'est de sa part une mesure mauvaise et propre à produire le découragement parmi les autres.

— Le cours des fonds publics d'Espagne continue à se ressentir de plus en plus de la méfiance générale et du sombre aspect des affaires. Pour peu que cela dure, ils ne tarderont pas à redescendre au niveau où la guerre de Navarre les avoit mis dans les meilleurs jours de la fortune de don Carlos.

— La garnison de Ségura a fait deux sorties dans lesquelles les christinos ont été vigoureusement chargés, et ont perdu un certain nombre d'hommes. Un aide-

de-tamp de transage Gibonero est resté parmi les morts, et pas s'en est fallu que ce général lui-même n'ait été fait prisonnier par les chartistes.

M. Labon, ambassadeur du roi des Belges près le gouvernement français, est attendu à Bruxelles, le 50.

— On évalue à cent millions de francs l'importance du blé que l'Angleterre a tiré d'Allemagne, l'année dernière.

— Les chartistes font quelques démonstrations dans le voisinage de Manchester. L'Etoile du Nord, journal de M. O'Connor, recommande la formation d'une nouvelle convention.

— Ernest, duc régnant de Saxe-Cobourg-Gotha, a succédé à son père, François, dans la principauté de Saxe-Saalfeld Cobourg, le 9 décembre 1806, et par suite de la mort de Frédéric IV, en qui s'éteignit la ligne mâle de la maison de Saxe-Gotha Altenbourg, a recueilli, en vertu de sa descendance par les femmes, une grande partie de l'héritage, et a pris le 12 novembre 1826 le titre de Saxe-Cobourg-Gotha. Il a épousé en premières noces Dorothee-Louise-Pauline-Charlotte-Frédérique-Auguste, fille d'Auguste, duc de Saxe-Gotha-Altenbourg, et se sépara d'elle le 31 mars 1826. Le 23 décembre 1832, le duc épousa Antoinette-Frédérique-Auguste-Marianne, princesse de Wurtemberg. Du premier mariage sont nés : Le 21 juin 1818, Ernest-Auguste-Charles-Jean-Léopold-Alexandre-Edouard, prince héréditaire de Saxe-Cobourg-Gotha; et le 26 août 1819, Albert-François-Auguste-Charles-Ernest-Manuel, futur époux de la reine Victoire.

Le prince Albert n'atteindra sa majorité que le 26 août 1840. La reine Victoire, née le 24 mai 1819, a trois mois de plus que le prince.

Les autres membres de la famille de Cobourg sont : 1° Sophie-Frédérique, sœur du duc, femme du comte Emmanuel de Mensdorf; 2° Julienne-Henriette-Ulrica, sœur du duc, aujourd'hui portant le nom de Anne-Féodorowna

depuis son mariage avec le duc Constantin de Russie, de sépare en 1820, restée veuve elle habite actuellement la Seinedans-Georges-Auguste, frère il a épousé en 1816 Marie-Gabrielle, fille et unique héritière du prince François-Joseph de Kol d'une famille ancienne et riche; le prince Ferdinand-Gustave dut embrasser la religion; trois fils et une fille naireur union, et l'aîné des fils, Auguste-François-Antoine, né épousé dona Maria da Gloria, actuellement en Portugal; Louise-Victoire, sœur du duc d'hui Altessse Royale, duchesse elle avait épousé en première prince de Leiningen; à sa mort épousé le duc de Kent, mort père de la reine Victoire; 5° Georges-Christian-Frédéric, fils du duc et oncle d'Albert, époux mières noces de la feuë princesse, héritière présomptive du trône d'Angleterre, et morte élu roi de Belgique en juin 1831 remarié en août 1832 à la Louise-Marie d'Orléans, fille de France.

— Le chemin de fer de Li Manchester a produit pendant tre premières années d'existence 1831 à 1834, 9,874,800 fr., et les quatre années suivantes, de fin de 1838, 13,227,850 fr. Le premier mois de 1839, il y a un accroissement de 10 pour cent sur celles correspondantes de l'année précédente.

— Le comte de Survilliers (Bonaparte), embarqué le 2 avec à New-York, est arrivé le 24 en terre.

— Saint Jean-de-Maurienne, est devenu le foyer de tremblements de terre presque continus. Trois secousses y ont été ressenties, le 28 octobre, et les autres le 5

la-dalles a été si violente qu'elle a ré-
vélé tous les habitans.

Depuis quelque temps aussi la ville
de Reggio, chef-lieu de la Calabre ul-
térieure, est livrée à de fréquens trem-
blemens de terre. Les dernières nouvelles
font que, du 23 au 26 octobre, cette
ville n'a cessé d'être agitée par des se-
ismes plus ou moins violentes. Le 23,
on a compté jusqu'à dix-neuf, dont
deux ont été très-violentes. Dans les deux
journées suivantes on n'en a plus senti
d'autre.

A Florence, par suite de la crue des
eaux de l'Arno, une partie de la ville
et le quartier de Santa-Croce ont
été inondés, ce qui n'avoit point eu lieu
jusqu'en 1819.

La Gazette de Hanovre, du 23, an-
nonce l'arrivée en cette ville du prince
et des princes Charles et Auguste de
Hanovre.

On dit que l'assemblée actuelle des
États de Hanovre ne sera pas dissoute,
et qu'elle ne sera convoquée que pour
un autre temps. Elle auroit à s'occuper im-
médiatement du budget.

M. le duc de Blacas, mort le 17 à
Paris, à l'âge de 69 ans, laisse une
veuve, madame Felicia, duchesse de Bla-
cas-d'Aulps, née comtesse de Montsoreau,
quatre fils, Louis, duc de Blacas-
d'Aulps, premier lieutenant dans le régi-
ment des cheveau-légers impériaux d'O-
rléans; puis Pie, Stanislas et Xavier,
frères de Blacas. Le défunt, Pierre-Louis-
Casimir, duc de Blacas-d'Aulps,
fut aussi marquis de Vergnen, seigneur
de Grécy, Bourbon, Vaux, Kirchberg,
Frohsdorf et Canalès, duc et pair de
France, premier chambellan de France,
lieutenant-général, ministre d'Etat, che-
valier de l'ordre français du Saint-Esprit,
de la Toison-d'Or d'Espagne, grand-
croix de l'ordre hongrois de Saint-Etienne,
de l'ordre napolitain de Saint-Janvier et
de Saint-Ferdinand, de l'ordre espagnol
de Charles III, de l'ordre de Saint-Jean
de Jérusalem; et chevalier de l'ordre de
Saint-Louis.

M. le duc de Blacas étoit depuis long-
temps atteint d'une maladie de cœur. On
a trouvé, dit-on, dans cet organe, un
durillon semblable à une pierre; mais ce
n'est pas là la cause immédiate de sa
mort : une hydropisie l'a étouffé en peu
de jours. M. le duc de Blacas laisse une
grande fortune et plusieurs collections
très-précieuses de vases étrusques et par-
ticulièrement de pierres gravées (il avoit
acheté le cabinet de Strozzi). Il possédoit
aussi les terres d'Erlaa, près de Vienne,
et trois autres terres, soit en Autriche,
soit en Styrie. D'après un journal alle-
mand, M. le duc de Blacas auroit légué
à M. le duc de Bordeaux plusieurs terres
en Autriche pouvant valoir environ trois
millions de francs.

— Les correspondances de New-York
démentent la nouvelle de la mort du gé-
néral Jackson.

— La position financière de New-York
ne s'est pas améliorée, d'après les nou-
velles du 8.

— On soupçonne, à New-York, que les
derniers incendies sont l'œuvre d'une
bande d'incendiaires.

VIES DES SAINTS AVEC FIGURES.

Les images ou tableaux ont été imagi-
nés pour faciliter l'intelligence, et faire
mieux comprendre les choses qu'ils re-
présentent.

Ces avantages ont été surtout sentis
pour les ouvrages destinés à enseigner
la religion aux peuples. De là ces nom-
breuses éditions de la Bible avec des fi-
gures, et d'autres ouvrages de ce genre.

Ce genre d'ouvrages a été recommandé
par nos plus estimables écrivains.

Fénelon conseille d'ajouter au discours
la vue des estampes ou tableaux qui re-
présentent les histoires saintes. Fleury
dit que les images sont très-propres à
frapper l'imagination des enfans et à fixer
leur mémoire, qu'elles sont l'écriture des
simples, et peuvent être utiles aux plus
éclairés.

L'usage des images est excellent, disoit
Rollin; mais il ajoutoit que les dépenses

qu'occasionnément ces ouvrages les rendoient inaccessibles à tout le monde, et surtout aux pauvres, qui en avoient souvent le plus besoin ; il disoit qu'il ne seroit pas indigne d'un prince, d'un seigneur, ou d'un homme extrêmement riche, d'en faire les frais, afin d'en gratifier le public.

Ce vœu de Rollin est à peu près réalisé aujourd'hui par la mise en souscription d'un ouvrage intitulé : *Vie des Saints pour tous les jours de l'année*, etc., avec 372 gravures.

Cet ouvrage qui a coûté fort cher, vient d'être acquis par M. Camus, libraire, et mis en souscription à un prix tellement bas, qu'il sera à la portée de tout le monde.

Cet ouvrage réunit à la fois la morale la plus pure et les sentimens religieux portés jusqu'à la perfection ; c'est l'histoire racontée et représentée des héros du christianisme, de ces hommes qui sont la leçon vivante de toutes les vertus qu'enseigne l'Evangile, et dont la vie sera toujours le meilleur guide qu'on puisse offrir à la jeunesse.

Il seroit à désirer que chaque famille,

chaque paroisse, chaque école eût un exemplaire. Ce seroit un bien où tous, les enfans comme les personnes, pourroient, les uns et les autres y puiser les plus beaux et les plus solides instructions.

Le format de cet ouvrage lui assure une longue conservation, ce que n'ont pas les ouvrages en petit format.

(Voir aux Annonces)

Le Gérant, Adrien Le G.

BOURSE DE PARIS DU 29 NOVEMBRE

CINQ p. 0/0. 241 fr. 60 c.
TROIS p. 0/0. 82 fr. 05 c.
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 101 fr. 50 c.
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept. 100 fr. 1/2
Oblig. de la Ville de Paris. 1270 fr. 00 c.
Act. de la Banque. 2950 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire. 792 fr. 50 c.
Quatre canaux. 0000 fr. 00 c.
Emprunt romain 101 fr. 3/8
Emprunt Belge 101 fr. 1/2
Rentes de Naples 103 fr. 00 c.
Emprunt d'Haïti. 510 fr. 00 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 26 fr. 1/2

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC
rue Cassette, 29.

ÉTRENNES RELIGIEUSES.

Souscription à très-bon marché et unique.

VIES DES SAINTS POUR TOUS LES JOURS DE L'ANNÉE

avec une pratique et une prière à la fin de chaque vie, et des instructions sur les fêtes mobiles ; dédiées au Saint-Père et approuvées par Mgr l'Archevêque de Paris.

L'OUVRAGE COMPLET FORMERA DEUX BEAUX VOLUMES IN-4°, ornés de 372 gravures en taille-douce.

On peut souscrire pour

Un volume à la fois,		Les deux volumes,
pris au bureau,	6 fr.	pris au bureau,
franc de port,	8 fr.	franc de port,

L'ouvrage étant terminé, les souscripteurs recevront de suite l'objet de souscription. De cette manière, ils n'auront pas à craindre que l'entreprise ne sisse pas, et de perdre leur argent. Ainsi on pourra recevoir pour les étrennes volumes tout brochés.

S'adresser franco, à P. J. CAMUS, libraire-éditeur, rue Cassette, 20.

On peut envoyer avec la demande un bon sur la Poste.

MI DE LA RELIGION
oit les Mardi, Jeudi
samedi.

N° 3210.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

1 an	36
6 mois	19
3 mois	10
1 mois	3 50

On peut s'abonner des
15 de chaque mois.

MARDI 3 DÉCEMBRE 1839.

*Correspondance de M. l'évêque de La
Roche avec M. Voigt.*

On se rappelle que M. l'évêque de
Roche adressa, en avril der-
nière, une lettre de félicitation à
Hurter, de Schaffouse, pour sa
d'Innocent III, ouvrage si re-
quable de la part d'un protes-
tant. Nous avons inséré cette lettre,
le 4 juin dernier, ainsi que la
réponse si convenable et si mesurée
du ministre. Le prélat avoit écrit,
l'autrefois, une lettre assez sem-
blable à M. Voigt, auteur de l'*His-
toire de Grégoire VII*, et protestant
contre M. Hurter. La réponse de
Voigt s'est fait un peu attendre,
mais n'est pas à beaucoup près aussi
raisonnable que celle de M. Hurter.
Elle a provoqué une réplique du
ministre, et c'est principalement à
cause de cette réplique, que nous
insérons les trois lettres. On verra
que M. l'évêque tient dans cette cor-
respondance un langage tout-à-fait
digne de sa charité et de son zèle.
On remarque que les lettres ont
été écrites de part et d'autre en la-
tin, nous en offrons ici la traduc-

*de M. l'évêque de La Roche à
M. Voigt, professeur à l'université de
Hall, en Prusse.*

Monsieur le professeur,
La doctrine et la piété que respire vo-
tre ouvrage sur la vie et le pontificat du
Grégoire VII, m'ont pénétré d'éton-
nement et d'admiration pour l'auteur de
cette excellente production. Après la lec-
ture des œuvres posthumes du célèbre
Hilz, que notre savant abbé Emery fit
paraître dans l'*Am. de la Religion*. Tome CIII.

imprimer en notre langue avec le texte
latin en regard, je n'avois rien lu des
écrivains de la réforme qui annonçât plus
de candeur et de sagesse. Nuit et jour,
attaché à cette lecture, quel est donc
ce que je me disois à moi-même, l'auteur de ces
pages surprenantes? Trouvera-t-on ail-
leurs un jugement aussi admirable? Est-
ce là un sectateur de Luther ou de Cal-
vin? Mais comment se persuader, en le
lisant, qu'il appartienne à l'un ou à l'autre?
Supposons pourtant qu'il se trouve
sous l'une de ces bannières; qui a jamais
montré moins d'hostilité et autant de fa-
veur pour l'Eglise romaine?

Cette lettre, monsieur, attestera du
moins une grande vénération pour vous.
Seriez-vous jaloux, maintenant, de savoir
ce qui se passe dans mon cœur, et quels
peuvent être ses desirs et ses vœux? Je
m'en ouvrirai à vous volontiers et sans
détour. Je souhaite avec ardeur que vous
soyez catholique. Je prie, et ne cesserai
de prier le Dieu infiniment grand et par-
fait pour le savant professeur de Hall.
Et quel peut être l'objet de mes prières?
Le voici : Je demande que comme ce
docte écrivain reconnoît dans son his-
toire de Grégoire VII qu'il n'y a qu'un
Dieu, qu'une foi, qu'une Eglise, qu'un chef,
il ne balance pas à se déclarer enfant de
l'Eglise catholique. C'est ce que l'on peut
attendre d'un homme qui a élevé un tel
monument à la gloire du Saint-Siège,
dont on ne sauroit dire s'il est moins
l'ami que le défenseur.

Les années s'écoulent avec rapidité,
monsieur, l'éternité s'avance à pas de
géant. Oh ! avec quelle effusion de joie
Grégoire, couronné dans les cieux, vien-
dra à la rencontre de son pieux apolo-
giste, s'il est admis dans le séjour des
saints ! Avec quelle tendresse ne l'accueil-
lera-t-il pas entre ses bras !

Allons, monsieur, plus de retard ! Que

la lumière qui est en vous , ne se change pas en ténèbres. Après avoir décrit , dans la vie de Grégoire , tant de combats soutenus avec honneur , tant de sollicitudes , de travaux et de persécutions ; écrivain aussi distingué que fidèle , seriez-vous retenu , comme un autre Cobbett , par la crainte des vains raisonnemens de quelques sophistes , des plaisanteries familières aux libertins , des traits que pourroient lancer contre vous les sectaires , ou du dommage qui pourroit en résulter pour votre honneur ou votre fortune ? Voyez les Turenne , les Stolberg , les Haller , marchant sur les traces des Papin , des Duperron , des Sponde , quittant les livrées de la réforme pour se parer des insignes de la catholicité. Ils vous contemplent du haut des cieux , exilé et flottant au sein des erreurs qui vous environnent , quoique voisin du port heureux de la vérité. Ils vous appellent , vous encouragent , et vous reprochent un trop funeste délai. Vous êtes déjà catholique dans le cœur , vous disent-ils ; vous croyez de cœur pour la justice ; professez donc ouvertement votre foi pour être sauvé. Vous avez mérité les éloges des érudits : méritez maintenant ceux des orthodoxes.

Daigne le Seigneur nous conserver en vous , monsieur , un professeur si habile , un historien si vrai , si sincère , et dont l'Eglise romaine a déjà tant à se louer !

Que l'Esprit saint vous révèle , monsieur , quand vous lirez cette lettre , tous les sentimens d'un cœur qui vous est entièrement dévoué.

Que ne m'est-il donné d'embrasser , d'honorer , de révéler en personne , celui qu'absent , j'embrasse , j'honore et je révère !

† CLÉMENT , évêque de La Rochelle.

La Rochelle , le 9 février 1839.

Réponse de M. Voigt à M. l'évêque de La Rochelle.

Monseigneur ,

La lettre que Votre Grandeur m'adressa , il y a quelques mois , sur la vie et le pontificat de Grégoire VII , a fait

naître dans mon âme la joie. Je me suis vivement réjoui de vos témoignages d'affection et de respect de la part que distinguent une solide rare doctrine , d'un homme de connaissances ecclésiastiques autant que sa sincérité et sa simplicité. Je me suis réjoui de vous lire la conformité de vos sentimens , comme vos actions sont en harmonie avec votre langage. J'aimois à vous trouver étranger à cette haine à quelques-uns ceux que d'hérétiques , mais allant je me réjouis d'une honorable baine parce que , de même que je ne reconnais qu'un seul Dieu , je n'admets qu'une Eglise , qu'un clergé , mais celui qui siège à Rome , prélat vénérable , les sentimens que vous avez exprimés sincèrement envers un écrivain qui appartient pas à l'Eglise catholique du fond de mon cœur sentimens de vénération et de respect à l'égard de celui qui signale son zèle pour l'Eglise , et qui réunit à une sincérité parfaite que lorsque je décrivois la vie de Grégoire VII , j'admire j'admire toujours. Je réjouis l'homme aux vertus éclatantes invincible dans son courage dans la poursuite de ses actions fidèles doit son respect à tous les hommes écrit les actions , quand ils se distinguent des autres par leurs magnanimité , la haute portée , leur génie et la régularité de leurs mœurs. Aussi accordé-je la même gloire à Socrate qu'à César , qu'à Grégoire VII , à Luther , à roi de Prusse. Cette vénération , cet amour que l'on a pour les hommes vraiment éminens , je le réjouis , comme l'Esprit

âme qui pénétrant l'âme de tout écrivain, lui découvre nécessairement, dans l'histoire des peuples, une sorte de révélation divine.

J'ai dit qu'à la joie que votre lettre m'avoit causée, s'étoit joint un sentiment tristesse. La cause qui l'a fait naître, n'est pas à dédaigner. C'est qu'à vos yeux je ne suis pas un historien tellement vrai et réel, que vous ne me supposiez volontiers au milieu des flots des erreurs, et que vous soupçonniez que je me rapproche insensiblement de l'Eglise catholique. En paroissant me donner des témoignages d'affection, monseigneur, ne me déclarez que vous désirez vivement me voir enfant de l'Eglise romaine. Ne puis-je vous dire que vous êtes dans une grave erreur, et dans le jugement que vous portez sur moi, et dans les vœux et les desirs que vous voulez voir réalisés. Je conviens ; comme je n'admets, ainsi que vous, qu'un seul Dieu, je ne reconnois qu'une seule foi vraiment chrétienne, une seule Eglise, mais commune à tous les gens de bien, à tous les hommes pieux et pieux, un seul chef de l'Eglise, et de tous nos respects, qui est Jésus-Christ, le sauveur de tous les chrétiens (1), la seule source de notre salut. Mais je ne puis admettre, je ne l'ai jamais admis, et je ne l'admettrai jamais, que la Rome romaine qu'on nomme catholique, l'Eglise unique véritable, que l'Eglise romaine qu'on intitule catholique, soit l'unique moyen pour communiquer le salut, et que le pontife romain soit, comme on l'appelle, le vrai chef de l'Eglise.

Donc, pour user de vos termes, monseigneur, vous êtes jaloux de connoître mes vœux et mes desirs, je vous dirai avec la même sincérité qui vous caractérise dans la lettre que vous m'avez adressée :

(1) Je ne m'arrêterai pas à faire remarquer l'insuffisance des expressions du docteur Voigt, quand il dit que Jésus-Christ est le sauveur de tous les chrétiens. Saint-Paul va bien plus loin que lui en disant que Jésus-Christ est le sauveur de tous les hommes.

Je vous vénère et vous honore sans détour par tous les sentimens de mon cœur, à cause de votre candeur, de votre piété, des services importants que vous rendez à l'Eglise romaine, et de vos connoissances dans le dogme et les matières ecclésiastiques. Mais, comme je ne forme point de vœu pour que vous deveniez luthérien, n'en formez point pour que je devienne catholique. Priez plutôt le Dieu souverainement grand et parfait, que sa grâce et sa clémence me conduisent avec tous les hommes à la vraie foi, à la vraie Eglise salutaire, à Jésus-Christ le vrai chef de l'Eglise chrétienne. Priez aussi, non pas que Grégoire VII, mais Notre-Seigneur Jésus-Christ lui-même vienne au-devant de moi, à l'entrée du ciel. Je vous promets, de mon côté, un prélat digne de toute vénération, que je prie sans cesse que les portes du séjour des bienheureux vous soient ouvertes par le véritable chef et roi de l'Eglise, le Sauveur de tous les chrétiens.

• Agréez, monseigneur, le témoignage sincère de mon respect profond et de ma vénération sans bornes.

Le docteur VOIGT, professeur ordinaire d'histoire dans l'Université de Hall, chevalier de l'Aigle-Rouge, etc.

Hall, dans la Prusse orientale, le 23 juin 1839.

Réplique de M. l'évêque de la Rochelle à la Réponse de M. Voigt.

Très docte professeur,

J'ai reçu enfin votre réponse si longtemps attendue. Elle m'est arrivée au milieu de notre retraite ecclésiastique que je présidois comme un père au milieu de ses enfans. Car c'est l'usage en France, que, chaque année, les pasteurs des différentes paroisses viennent consacrer une semaine, pendant laquelle ils sont réunis, pour vaquer ensemble à une suite d'exercices spirituels. Leur but est de secouer cette poussière du siècle qui s'attache quelquefois aux hommes les plus pieux. Ils retournent ensuite à leurs

saintes fonctions avec plus de joie, d'empressement et d'agilité.

J'ai accueilli avec avidité, lu avec attention, médité avec toute l'application dont j'étois capable votre épître, messagère et interprète de votre cœur. J'étois alors, à votre égard, comme un ami inquiet qui cherche à se rendre compte des sentimens de son ami. Je pesais toutes vos paroles, je voulois trouver dans vos pensées cette religion sainte et sans tache qui seule m'intéresse. J'étois joyeux ou triste avec vous, suivant cet avis de l'apôtre : Réjouissez-vous avec ceux qui sont dans la joie, pleurez avec ceux qui pleurent.

Je n'en disconviens pas, professeur distingué, j'ai pour vous le respect et la vénération que vous méritez, bien que vous n'apparteniez point à la religion catholique : car alors même que vous ne seriez pas, comme vous l'êtes, grandement recommandable par les trésors de la prudence, de la doctrine et de l'érudition qui sont en vous, (et sous ce point de vue, combien ne vous dois-je pas d'hommages et de sentimens affectueux !) qui seroit assez téméraire pour oser prononcer qu'une classe d'hommes peut être bannie des liens de la charité à laquelle Jésus-Christ n'a point assigné de limites ?

Je pense, comme vous, que l'on doit admirer les hommes magnanimes, les hommes à grandes pensées, que leur génie et leurs vertus distinguent des autres. Sous ce rapport ils sont dignes de notre admiration. On ne peut néanmoins exiger que nous allions au-delà : car on ne m'imposera pas l'obligation de révéler le démon de Socrate, l'immortalité de César, les brigandages et les adultères de Mahomet. Je garde le silence sur les autres personnages que vous me nommez. Je reconnois encore que la sagesse, quand elle est véritable, en quelque sujet qu'elle se trouve, est un écoulement de la vertu divine, une émanation pure de la splendeur du Tout-Puissant, un rejaillissement de la lumière éternelle ; mais il me paroît bien difficile de dé-

terminer où se trouve cette vérité, quand il s'agit de ceux qui ne partiennent pas au corps extérieur de l'Eglise. Dire, après cela, que l'amour est pour cette sagesse est l'Esprit que l'éloge que l'on en fait, quel qu'il soit, peut porter le nom de divin : c'est, pour parler ingénument, qui passe tout-à-fait la portée de la sagesse, et je ne vois nullement admettre une pareille supposition.

(La suite au prochain numéro)

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES

PARIS. — La fête de l'Immaculée Conception de la sainte Vierge sera célébrée à Notre-Dame avec une solennité particulière. Dimanche prochain il y aura, après vêpres, sermon par M. l'abbé de Brézé, grand-aumônier du diocèse. Le sermon sera de consolation. Chaque jour de l'octave aura office, comme le jour de la fête ; la grand'messe sera à dix heures un quart, et les vêpres à six heures. Après les vêpres, le dimanche, les six jours de la semaine prochaine, M. le curé de Saint-Sulpice, M. Jammes, M. le curé de Saint-Martin, M. Lefebvre et M. le curé de Saint-Martin, M. l'abbé Dupanloup. Le dimanche, jour de l'octave, M. l'abbé de Brézé, grand-aumônier, prêchera. Il terminera l'office chaque jour.

La solennité de l'Immaculée Conception sera annoncée le dimanche 8 décembre à l'Angelus du soir et le lendemain dimanche 9 décembre à l'Angelus du matin, par le son des cloches, comme il est d'usage pour les grandes fêtes.

M. Plon, éditeur d'une *Histoire de l'Ancien et du Nouveau Testament depuis la création du monde jusqu'à la ruine de Jérusalem et du temple*, grand in-8°, ayant fait hommage de cet ouvrage au Saint Père, a prié M. Vizzardelli, secrétaire apostolique des latines de S. S., une lettre

ns dont nous donnons le

salme domine, perlatum est
innum Domini nostrum Pa-
trium XVI, quod dono eidem
cloisti novum opus cura tua
luminibus editum, cui titulus
re de l'ancien et de nouveau Tes-
r une Société d'Écclésiastiques
es de lettres, sous la direction
de Genoude. Sane summus
cepit manus ipsam tuam li-
benovolens animo; mihique in
ledit ut tibi nomine suo gra-
n, ac renuntiarem de aposto-
etione, quam tibi eidem, illus-
mine, intimo paternæ caritatis
veritus est.

ntem dum imperata facio,
que peculiare officium ac stu-
m animo profiteor.

Roma postridie kalendas oc-
tobris.

CAROLUS VIZZARDI, D. N. ab epistolis latinis.

titre si bienveillante est un
sment pour l'éditeur de cet
qui présente l'histoire sainte
forme nouvelle. La suite
est racontée dans des articles
ques sur les patriarches, les
et les rois qui se sont suc-
cédé dans l'ancien Testament; ce
que l'auteur l'a intitulé aussi
et catholique. Son but est de
que la religion que nous
bonheur de professer re-
vient aux temps anciens, et se lie
par des rapports étroits avec celle des
temps modernes, de Moïse et des pro-
phètes, la chute et la ré-
demption, dit M. de Genoude dans
l'introduction; voilà toute la religion ré-
sumée, la différence n'est qu'une dif-
férence de temps, qui a fait
paraître le Messie à venir ou au Mes-

les articles dont se compose
le premier volume, un des plus re-
marquables est celui de Moïse, qui

est partagé en trois parties, l'histoire,
la critique et la législation. L'auteur
y répond à différentes objections des
incrédules, entre autres aux chicanes
de Voltaire. Nous indiquerons encore
les articles Josué, David, Salomon,
Isaïe, Jérémie, Daniel, etc. Le pre-
mier volume va jusqu'à Cyrus. Tous
les articles sont signés seulement par
des initiales; de sorte que nous ne
savons pas précisément à qui les at-
tribuer.

Le second volume s'étend depuis
Zorobabel jusqu'à la destruction du
temple par Titus. Les articles des per-
sonnages sont en grand nombre;
beaucoup sont signés en toutes lettres
des noms d'ecclésiastiques estimables
ou de gens de lettres religieux.

Nous devons nous borner ici à ce
court aperçu d'un ouvrage qui offre
une suite de personnages plus ou
moins illustres par leur foi, par leurs
actions, par la pratique fidèle de la
religion.

La deuxième partie doit être une
biographie catholique depuis Jésus-
Christ jusqu'à nos jours. Ce sera le
complément de l'ouvrage, qui s'im-
primera également chez M. Plon,
rue de Vaugirard, 36.

Dans un procès pour une succes-
sion qui a été plaidé samedi dernier
à la cour royale, sous la présidence
de M. Séguier, il a été question in-
cidence d'un legs de 50,000 fr.
fait à un ecclésiastique pour des
messes, et d'une rente viagère de
2,400 fr. au même ecclésiastique,
pour aumônes. Ces legs étoient faits
par madame de la Rivière à M. l'abbé
Legrand, son confesseur depuis lon-
gues années, et premier vicaire dans
une paroisse de la capitale. Dès que
cet estimable ecclésiastique eut con-
naissance du legs, il se hâta d'é-
crire la lettre suivante à M. Roys-
son-d'Ecole, gendre de madame de
la Rivière et son exécuteur testa-
mentaire :

« Monsieur, Il y a seulement deux heures que je viens de recevoir la triste nouvelle de la mort de madame de la Rivière. En me la faisant parvenir, sa vertueuse cousine, mademoiselle de Kercado, m'a donné connoissance d'un fait qui me jette dans une étrange perplexité, et sur lequel j'ai besoin de vous parler avec franchise. Mademoiselle de Kercado m'a fait savoir qu'il y a dans le testament de madame de la Rivière des dispositions qui me regardent : ainsi le lui a déclaré sa cousine quelque temps avant sa mort.

« Je suis d'autant plus affligé de cette nouvelle, monsieur, que, loin d'avoir provoqué en aucune manière de semblables dispositions, je me suis refusé, j'ai même résisté avec force à plusieurs insinuations d'un pareil projet qui me furent faites il y a plus d'un an par madame de la Rivière.

« Aussi, monsieur, quoique j'ignore entièrement ce qui peut me regarder dans un testament sur lequel je sais seulement ces deux choses, que mon nom s'y trouve et que vous en êtes l'exécuteur désigné, j'ai voulu, avant qu'il fût ouvert, vous exprimer ma pensée tout entière, en vous priant de la communiquer à la famille de l'honorable défunte :

« 1^{re} Si madame de la Rivière a laissé pour moi dans son testament un legs non motivé et sans condition, j'y renonce purement et simplement. Quand même la loi me laisseroit possesseur d'une si in convenante donation, je n'oublierois pas ce que je dois à ma conscience, à mon honneur et à la dignité de mon sacerdoce, jusqu'à accepter au détriment des héritiers légitimes un legs auquel je n'ai absolument aucun titre ;

« 2^{re} Si madame de la Rivière m'a imposé des devoirs de charité ou de piété à remplir, je regrette que son choix ne soit pas tombé sur quelqu'autre. Toutefois, si ces charges ne sont pas incompatibles avec ma position, je ne puis refuser à son désir et à sa confiance de les accep-

ter. Mais en même temps, si qu'elle laisse pour satisfaire à devoirs est une somme considérable, je demande instamment que ce legs soit de telle manière qu'il ne puisse nuire aux droits des héritiers, ni l'altérer mon caractère, ni la délicate semblable mission.

« Enfin, en un mot, monsieur, donnez toute cette affaire à vot et à celle du conseil de famille. Je consens par avance à tout ce qu'il décidera. En confiant mon honneur je suis assuré qu'il ne peut être mis.

« Je suis, avec respect, etc.

« Signé, l'abbé LEBLANC.

Cette lettre qui fut lue à l'assemblée par l'avocat de M. Roysson excita dans l'auditoire un grand flatteur d'approbation, et le général Pécourt rendit hom noble désintéressement de M. Legrand. On apprit en même temps avec plaisir que le conseil d'administration avoit fixé à 8,000 fr. le legs de madame de la Rivière, et que M. Roysson-d'Ecole avoit voulu ajouter lui-même 4,000 fr.

La conduite de M. l'abbé dans cette affaire n'étonne pas ceux qui connoissent son hon caractère.

Le 28 novembre, une cérémonie se passoit à l'église Louis de la Salpêtrière. Le Pariset, médecin en chef des aliénés, marioit son fils, un jeune noir qu'il a ramené d'avec une surveillante de l'asile, connue par sa douceur et pour les pauvres. Joseph-Rihan, emmené en esclave au Caire du fond de l'Éthiopie à Clot-Bey, qui le donna à M. Pariset, alors en Egypte, élevé par les charitables soins de sa femme, M. Pariset, qui elle-même prit à lire, à écrire, et lui à

s d'histoire. Grâce à l'humanité de ses bienfaiteurs, le pauvre du désert est devenu chrétien, homme laborieux et citoyen, et il comprend avec une vive reconnaissance tous les devoirs que ce lui impose. Parmi les témoins de ce progrès civil et religieux, on remarque M. Laroche, directeur, et les frères de l'hospice, MM. les docteurs Manec et Lelut

(*Journal des Débats.*)

Le samedi 7 décembre, veille de la fête patronale de l'église Saint-Jacques-des-Champs, un *Te Deum* fut chanté, à six heures du soir, par M. l'abbé Luthier, de l'institution royale des Aveugles.

Le ministre de l'intérieur a autorisé le directeur de l'académie française des Beaux-Arts à Rome, M. Ingres, à copier sous sa direction, par M. Blaze, les admirables fresques de Raphaël, connues sous le nom de *camere* ou *stanze* du Vatican. On sait, auquel M. Ingres apportera la même exactitude que lui-même son respect pour les œuvres d'un grand maître, étoit le complément nécessaire de cette grande série de copies que notre gouvernement fait exécuter depuis six ans au palais pontifical.

M. de Ravignan devoit arriver le 10 décembre à Grenoble et prêcher dimanche 1^{er} décembre à la cathédrale ; il continuera ses conférences pendant la semaine. Pendant l'octave de Noël, le célèbre prédicateur se fera entendre tous les jours.

Un vol considérable a été commis récemment dans l'église de Croix, diocèse d'Amiens ; les voleurs, après avoir vainement essayé d'introduire leurs portes latérales, forcèrent le grand portail et ne parvinrent

à entrer qu'après avoir brisé un barreau de fer d'une grosseur prodigieuse. Introduits, rien ne leur échappa, le tronc fut forcé et l'argent qu'il contenoit pris, une lampe décrochée, le tabernacle enfoncé, le saint ciboire saisi ; les saintes hosties renversées sur l'autel, les portes de la sacristie ouvertes, toutes les armoires brisées ; croix, calice, encensoir, surplis, aubes, robes, soutanes, etc. ; tout devint la proie de ces sacrilèges voleurs.

M. Margry, curé de Croix, plein de zèle et de dévouement, se concerta avec le maire, M. Degagny, pour parvenir à la découverte des voleurs. M. le maire, sur l'avis de M. le curé, se rendit à Péronne, chez un orfèvre, sous prétexte d'acheter les objets les plus nécessaires. Sur ces entrefaites arrivent deux individus présentant un lingot d'argent ; à l'instant l'orfèvre le fait ouvrir et reconnoît dans ce lingot une patène. Aussitôt M. Degagny s'écrie : « Je ne puis reconnoître cette patène, mais je vous arrête au nom de la loi. » Le commissaire de police arrive, emmène les deux individus et les remet entre les mains de la justice ; immédiatement après le retour de M. Degagny, M. le curé se rendit à Péronne, et avant de voir la patène, il eut la précaution de désigner la sienne ; la patène apportée fut trouvée conforme à la désignation. On est à la poursuite des autres délinquans ; sept ou huit ont été déjà arrêtés.

M. le curé ayant donné connoissance du vol de son église à M. l'évêque d'Amiens, le prélat lui a envoyé un calice magnifique. Le roi, à la demande de M. le curé, lui a envoyé 200 fr., et la princesse Clémentine 80 fr. Madame Degagny, épouse de M. le maire de Croix, a fait présent du saint ciboire.

M. Richard de Lavergne, ancien médecin à Nantes, vient de terminer

subitement sa longue et honorable carrière. Homme de foi et de science, il montra qu'il est toujours possible d'allier la pratique des devoirs du chrétien avec des occupations nombreuses. Modèle du médecin, il prodigua toujours les secours de son art avec le même zèle et sans acception de personnes.

Après avoir consumé plus de quarante années de sa vie dans l'exercice souvent si pénible de la médecine, il lui étoit bien permis de penser qu'il avoit payé sa dette à la société. Depuis dix ans, il s'étoit retiré à la campagne, mais ce n'étoit pas pour y jouir uniquement du repos et des satisfactions que promet la fortune. M. Richard vouloit employer les jours que la providence lui laissoit encore à se préparer en chrétien à son heure dernière. C'est là surtout qu'il s'adonna tout entier aux penchans de son cœur, par la pratique de la charité. Les pauvres, au milieu desquels il se plaisoit, ne peuvent perdre la mémoire de ses bienfaits de tout genre. Il visitoit les uns dans leurs maladies ; il dirigeoit les affaires des autres par ses conseils éclairés ; il prodiguoit à un grand nombre des secours que réclamoit leur misère, et il étoit beau de le voir relever tant de précieuses qualités par la pratique assidue des devoirs de la religion. C'est au milieu de ces œuvres de miséricorde que des accidens subits sont venus l'enlever à sa famille et à la société. Ses derniers momens ont dignement couronné une si belle vie : il a senti sa fin s'approcher avec le calme et la résignation du chrétien. Il a demandé lui-même et a reçu avec componction les sacremens de l'Eglise, et il s'est endormi du sommeil des justes.

Il est à peine besoin d'ajouter qu'à toutes les vertus chrétiennes M. Richard joignoit toutes les autres qualités qui font l'homme de bien ; bon époux, bon père, bon maître, il étoit

chéri et respecté de tout ce qui touroit, et l'intérieur de sa maison offroit l'image des anciennes mœurs patriarcales. Dans toutes ses relations sociales, c'étoit la même unité, et l'on peut dire sans crainte d'être démenti qu'il n'eut jamais d'ennemis. Profondément fixé dans ses principes et ses convictions par les événemens politiques de son temps, il conserva toujours envers tout le monde la même bienveillance. La charité étoit la règle de toute sa conduite. Appelé pendant long-temps à faire partie du conseil municipal de la commission administrative des hospices, il apporta dans ces fonctions une intégrité, une droiture, une sagesse de jugement, auxquels ses anciens collègues se sont toujours à rendre justice.

(*L'Hermine.*)

L'administration du culte israélite de Munich a fait remettre, le 1^{er} de ce mois, à une Sœur de Saint-Vincent-de-Paul une belle pendule, accompagnée de la lettre suivante :

« Aux respectables Sœurs de la Charité à l'hôpital de la ville ! Le pieux dévouement et le courage invincible avec lesquels les respectables et honorées Sœurs de la Charité se livrent aux soins du malade enchaîné dans l'hôpital de cette ville, généralement reconnus, et excitent toujours l'étonnement par la force physique et morale qu'ils exigent, et la gratitude plus sincère de toute personne qui profite pour les bienfaits qu'elles répandent sur l'humanité. Les membres de la communauté israélite auxquels les respectables Sœurs accordent les mêmes soins, sans égard pour la différence de croyance, sont pénétrés des mêmes sentimens, et l'administration soussignée fait leur organe en priant les Sœurs d'accepter cette pendule comme un souvenir, avec l'assurance qu'ils oublieront jamais leurs soins assidus et

es. Leurs reconnoissans et dé-

L'administration du culte israélite.
(Signé) Le conseiller de commerce MARX, président; JOSEPH VAN HIRSCA, premier assesseur.

arrivée de M. l'évêque de Nancy
Etats-Unis a fait une grande
tion parmi les Français qui ha-
it ce pays. Ceux même qui né-
oient leurs devoirs de religion,
n'y en a que trop malheureuse-
t, ont voulu entendre le prélat.
déjà prêché plusieurs fois à New-
et à Philadelphie. On l'a pressé
prolonger son séjour dans ces
s, ou du moins de revenir les
er. Le prélat a dû officier à Phi-
delphie le mardi 5 novembre, au
ce demandé par les conseils de
propagation de la Foi pour les
ionnaires et les membres de
vre décédés; c'est M. le coadj-
de Philadelphie qui l'en avoit
Le prélat devoit encore prê-
deux ou trois fois dans la mê-
ille. Les Français le suivoient
lument. Puisse-t-il réveiller la
armi les indifférens!

L'évêque de Nancy devoit vi-
Baltimore, Cincinnati et Bards-
a. M. l'abbé Bach, venu de
nce avec le prélat, étoit parti
et lui pour l'ouest, et ils devoient
joindre à la Nouvelle-Orléans,
le vénérable évêque avoit promis
prêcher dans la quinzaine qui
cèdera Noël. Il invitoit ses amis
prier Dieu de bénir ce voyage
exploration religieuse.

es catholiques des Etats-Unis se
t réjouis de voir arriver récem-
nt de nouveaux missionnaires avec
s prélats qui retournoient en
érique, MM. les évêques de
dstown, de Cincinnati et de l'In-
a. Tous ont eu l'avantage de faire
er leurs malles et effets libres de

droits à la douane; quelques-uns ont
éprouvé des difficultés, mais il n'y en
a point eu pour M. l'évêque de Vin-
cennes, et voici pourquoi: Les lois
du pays permettent à tout arrivant
l'entrée libre de tout ce qui sert à sa
profession. Alors le prêtre a droit de
réclamer l'exemption des droits pour
ses ornemens, vases sacrés, livres, etc.;
mais il faut qu'il les porte avec lui à
bord du même navire, et qu'il n'en
charge pas un ami qui viendrait à
bord d'un autre bâtiment et qui ne
pourroit faire serment que tout est
à lui. Il est donc nécessaire que les
prêtres, quand ils sont au Havre,
réunissent tous leurs effets, les fassent
mettre à bord *comme bagage*, et les
accompagnent dans la traversée. De
plus les papiers du capitaine doivent
en faire mention *comme bagage*.
Alors il ne peut y avoir de contesta-
tion.

On nous engage à publier cela
dans l'intérêt des ecclésiastiques qui
vont aux Etats-Unis. MM. Flaget et
Purcell ont été retenus plusieurs se-
maines à New-York, afin que leur
présence rendit plus faciles les dé-
marches qu'il a fallu faire pour re-
médier au manque de quelques for-
malités.

M. Purcell, pressé d'arriver dans
son diocèse, n'est resté qu'un jour à
Philadelphie; mais M. Flaget n'a pu
refuser de passer quelques jours avec
le coadjuteur, M. Kenrick, qui, avant
son épiscopat, appartenait au diocèse
de Bardstown. Le vénérable prélat a
officié pontificalement, et deux ec-
clésiastiques qui l'accompagnoient
ont prêché. M. Flaget lui-même a
adressé aux fidèles des paroles d'édi-
fication. Il a été à Philadelphie l'ob-
jet du respect général. On vouloit
avoir sa bénédiction, et on lui pré-
sentoit des objets à bénir. Une dame
protestante l'a fait prier par M. Ken-
rick de bénir une belle croix d'or à
son usage. A Baltimore, une autre
dame protestante est venue lui de-

mander sa bénédiction à genoux.

Le voyage des trois évêques aura été bien utile à leurs diocèses, par tout ce qu'ils ont pu obtenir, renfort d'ouvriers évangéliques, ornemens, livres, etc. La France a encore montré, en cette occasion, l'intérêt qu'elle porte aux missions d'Amérique.

POLITIQUE, MÉLANGES, ETC.

Un procès de police correctionnelle, qui a produit quelque sensation, ces jours derniers, a jeté un nouveau jour sur les mœurs du peuple de Paris et des habitans du pays circonvoisin, où s'étend principalement la sphère de contagion de la capitale. Comme c'est assez l'ordinaire, le public ne s'est préoccupé que de la partie matérielle de cette affaire, et de ce qui pouvoit en ressortir d'émotions physiques. Ce n'est cependant pas là que se trouve l'enseignement le plus grave et le plus digne d'attention.

Il s'agissoit dans ce procès d'une quarantaine de petits malheureux, livrés pour un temps déterminé, comme apprentis, à la direction et aux soins des époux Granger, fabricans de bijouterie. L'instruction a appris qu'ils appartenoient pour la plupart à des parens des villes et villages voisins de Paris.

Rien n'égale les privations et les mauvais traitemens auxquels ils étoient soumis dans cette maison, depuis cinq heures du matin jusqu'à onze heures du soir, surtout de la part de la femme de leur maître, qui sembloit prendre plaisir à leur infliger les châtimens les plus impitoyables et les plus cruels. Il va sans dire que c'est cette partie du drame qui a ému le public et les journaux au point de ne leur laisser ni remarques ni attention pour ce qui regarde le gouvernement moral de ces malheureux enfans.

Grâce aux sollicitudes éclairées et à la sévère pénétration du magistrat qui présidoit cette audience, on a su que, pendant les trois ou quatre années de leur apprentissage, il n'étoit jamais question pour eux ni d'aucune pratique, ni d'au-

cune prière, ni d'aucune notion, d'aucun seul acte, enfin, ni d'un seul mot qui eussent rapport à la connaissance de Dieu et de la religion. C'est au point que M. le président du tribunal s'est vu amené à stigmatiser cet état de choses par ces mots adressés à la femme Granger : *Mais vous élevez donc ces enfans comme des petits chiens ?*

L'accusée s'est défendue en disant qu'ils avoient des vices, et que c'étoit pour les en corriger qu'elle les élevait. Mais que parloit-elle de vices ? On ne sauroit à moins, et ce n'est pas par des moyens qu'on les combat, ni par des punitions qu'on les empêche de naître. D'ailleurs, à quel titre et au nom de qui peut-on entreprendre de les réprimer quand on n'a, comme dans le cas présent, aucune sanction ni aucune sanction à emprunter à la religion et à la morale, et que ce qu'on a semé ne s'élève que au delà du mode d'éducation des *chiens* ?

Cependant il faut le dire, c'est que tous les reproches et toute la sévérité des jugemens publics ont porté sur la femme Granger. Qu'est-elle par rapport aux enfans dont il s'agit ? Une simple gardienne de troupeau, une bergère, une marâtre si l'on veut, mais fin elle n'est pas leur mère ; et l'un de ces petits malheureux ne lui importait pas comme à leurs parens. Ce qui lui a donc bien plus que sa conduite, c'est cette incurie de quarante fois la fois, dont aucune ne songe à réprimer pour la vie morale de leurs enfans qui conviennent de tout avec leurs maîtres d'apprentissage, excepté de ce qui peut les rendre honnêtes gens, et de ce qu'ils deviendront par la suite. Oui, ces enfans sont tombés dans de mauvaises mains ; oui, la femme Granger les a élevés *comme des petits chiens* ; oui, la femme Granger a manqué à ses devoirs de bonne gardienne en les privant de toute lumière et de toute connaissance par rapport à la religion. Mais cela n'est pas moins surprenant que de rencontrer

ts pères et mères, dont pas un seul
e plus qu'elle à faire élever leurs
enfants autrement que des petits

doit avertir les gouvernemens
ont une tâche de plus qu'autrefois
sur envers la société. Ils doivent
peu de secours qu'ils ont à espé-
la part des familles pour leur ai-
lerner les citoyens dont ils ont be-
soin à eux d'aviser, et de prévoir ce
pourront faire plus tard de la gé-
nération qu'on leur élève ainsi à la ma-
nière des petits chiens. Comprendront-ils
enfin que s'ils ne s'en mêlent pas,
la situation domestique du peuple menace
de jeter sur les bras un poids de cor-
ruption publique qu'aucune force hu-
mane pourra bientôt plus soutenir ?

Bureau de bienfaisance du 12^e ar-
rondissement fait un appel à la charité
citoyenne de la capitale ; voici le ta-
bleau qu'il présente de la situation des
classes pauvres :

La population indigente, dont le
nombre a cessé de plusieurs arrondis-
sements, loin de diminuer, prend,
au contraire, un nouvel accroissement ;
les dernières années écoulées nous
ont donné la preuve de ce fait doulou-
reux. Le nombre de nos ménages inscrits,

au 1^{er} janvier 1836, de 5,283,
est monté à 19,082 indigens, s'élevait,
au 1^{er} janvier 1837, à 5,731, représentant
5,731 indigens. Au 1^{er} janvier 1838, le
nombre de ces ménages étoit de 5,769 (ou
5,769 indigens) ; il s'élevait, au 1^{er} août
1838, à 8,180 ménages, représentant
8,180 indigens.

Cet accroissement paroît s'expliquer,
on considère que la multiplicité
des constructions, dans le centre
de la ville, a pour effet naturel de faire re-
venir la classe indigente vers les quartiers
centraux ; dans le nôtre, les loyers sont
encore peu élevés.

Autrefois nous n'avons point près de
la facilité de trouver à côté du mal

de suffisans remèdes : notre quartier est
plus pauvre qu'aucun autre, et cependant
il a le plus grand nombre d'indigens à se-
courir. La moyenne annuelle de nos res-
sources n'a à peine atteint jusqu'ici 17 fr.
par chaque individu inscrit, et c'est avec
cette modique somme qu'il nous faut
procurer des alimens, du bois, des mé-
dicamens et des secours de toute nature
à de nombreux vieillards, à des aveugles,
des paralytiques, des infirmes ou malades,
et à des familles chargées d'enfans ; qu'il
nous faut donner aux enfans nouveau-nés
des layettes dont la dépense s'est élevée,
en 1838, à la somme de 3,840 fr., et a
dépassé de 490 fr., le chiffre de cette dé-
pense en 1837 ; qu'il nous faut enfin ha-
biller les enfans que leur âge appelle à
fréquenter les écoles municipales, et qui,
à défaut des vêtemens que nous leur fai-
sons distribuer, se verraient forcés de
rester chez leurs parens, et privés des
bienfaits de cette éducation primaire, ga-
rantie si nécessaire, dans l'intérêt de tous,
de leur moralité et de leur avenir.

On dit que l'Irlande est fort misé-
rable ; on ne s'en douteroit pas en lisant
ce qui suit.

Le *Dublin-Post* du 21 novembre pu-
blie l'avis suivant, que nous n'avons
donné qu'en substance dans l'avant-dernier
numéro, et qui est relatif à la per-
ception du tribut O'Connell pour la pré-
sente année :

Annonce à la nation irlandaise.

« Concitoyens, nous prenons la liberté
de vous annoncer que le dimanche 8 dé-
cembre prochain a été fixé pour le jour
du paiement du tribut O'Connell pour
l'année 1839.

« Nous croyons devoir vous prévenir
qu'une coopération générale à ce tribut a
été rendue indispensable par ce fait que
le résultat total des perceptions y relati-
ves, depuis et compris l'année 1836 jus-
qu'à l'époque actuelle, a été si propor-
tionné avec les dépenses inévitables, que
le grand réformateur a en ce moment un

déficit ruineux dont il est personnellement responsable.

• Montant total des sommes reçues pour 1836 et 1837 : 14,727 liv. sterl. — Montant total de 1837 à novembre 1839, 10,653 liv. sterl.

• Il est évident que si un million de personnes donnoient chacune un schilling, cela produiroit une somme de 50,000 liv. sterl.; et l'on ne doit pas oublier que le nombre des libéraux d'Irlande s'élève à plus de sept millions. Il faut donc que chaque paroisse fournisse à l'avenir, suivant ses moyens, un contingent proportionné à ses revenus. En conséquence, il sera dressé une liste exacte des contributions payées par chaque paroisse. Cette liste servira de base à la somme que chaque district d'Irlande devra fournir pour venir en aide au représentant national de notre pays, et pour le soutenir dans les efforts incessans qu'il fait pour le bien de l'Irlande et pour le soulagement de ses habitans.

• Signé : JOHN POWER et COMTE-LIUS MACLOGHLEN, mandataires; P. VINCENT FITZPATRICK, secrétaire.

• Bureau des fonds de compensation nationale.

• Dublin, le 30 novembre.

Ainsi ce n'est pas assez pour M. O'Connell de toucher en deux ans 250,000 fr.; le réformateur éprouve en ce moment un déficit ruineux, et il faut que les Irlandais se saignent pour le dédommager plus largement des efforts qu'il fait pour leur soulagement. Il est clair, en effet, que quand chaque paroisse fournira son contingent, cela soulagera beaucoup les habitans. On va donc taxer chaque paroisse; le pays se plaint du fardeau des impôts, on va en lever un autre pour venir en aide à M. O'Connell; c'est un représentant national qui coûtera un peu cher à ses compatriotes.

PARIS, 2 DÉCEMBRE.

Le ministre de la guerre a reçu hier d'Afrique deux dépêches du maréchal

Valée, des 15 et 24 novembre. Le traité conclu entre le général Bugeaud et Abd-el-Kader a été brisé par ce dernier qui vient de recommencer la guerre. Il est probable que le ministère informé par le duc d'Orléans des dispositions de l'émir qu'il avoit connues pendant son expédition du Biban, aura pris quelques mesures.

Dans sa dépêche du 15 novembre, le maréchal Valée dit que pendant son voyage à Constantine avec le duc d'Orléans, plusieurs faits lui avoient montré les dispositions haineuses de l'émir contre la France, et l'ambition dont il n'a cessé depuis deux ans de donner des preuves. A l'arrivée du maréchal à Sétif, le khalife de la Mejana lui apprit que depuis un mois Ben-Amar, khalife d'Abd-el-Kader, parcourait l'ouest de la province exigeant partout l'impôt et commettant d'odieuses exactions. D'autres chefs mirent au maréchal des lettres récemment adressées par l'émir aux populations pour les engager à venir le rejoindre. Après avoir passé le Biban, l'avant-garde de l'armée parvint à s'emparer de deux courriers d'Abd-el-Kader. Le maréchal dit à cette occasion : « Les lettres de votre excellence connoît, et dont de leur elle trouvera ci-joint copie, ne pouvoient laisser de doute sur la probabilité de la rupture de la paix. Ces lettres firent hâter la marche pour me placer plus promptement au centre de la colonie. »

En arrivant à Alger, le maréchal trouva la correspondance du général Bugeaud sur le séjour d'Abd-el-Kader aux environs d'Oran. Depuis le traité de la Tafna, n'avoit point paru dans la province l'ouest, et sa présence devoit nécessairement cacher une pensée politique. Les relations commerciales entre les tribus soumises à sa domination et les populations occupées par les Français, cessèrent tout à coup par suite de ses ordres et des contributions qui atteignirent les contrées voisines; mais après le départ de l'émir, les tribus françaises furent de nouveau provisionnées.

tant mis sous les yeux du ministre a guerre une partie de la correspondance du lieutenant-général Gueheneuc, le maréchal Valée dit que dans la province d'Alger, les dispositions de l'émir n'ont pas été moins hostiles, et qu'il a vu les vols et les assassinats commis par les Hadjoutes. Le 8 octobre, plusieurs tribus soumises à la France enlevèrent par représailles aux Hadjoutes un grand nombre de personnes; mais ceux-ci les suivirent, ayant à leur tête un bandit nommé Bechir. Le chef de bataillon Delval, commandant le camp de l'Ouad-Lalleg, les mit en fuite. Bechir, qui ne se tint pas dans l'inaction, parvint, le 15 novembre, à attirer dans une embuscade sur la Chiffa le malheureux Raphaël, qui fut tué avec un officier de chasseurs et deux cavaliers. Durant cela, Abd-el-Kader étoit arrivé à Medeah, et une correspondance s'étoit établie entre lui et le maréchal. Les termes de l'émir, hostiles d'abord, semblèrent bientôt plus pacifiques.

Il me reste, dit le maréchal, à vous proposer la ligne de conduite que je propose au gouvernement. Je désire reculer la guerre pour consolider nos établissemens en Algérie (Constantine), et en même temps réunir tous mes moyens de défense et d'attaque. Je ferai donc à l'émir les concessions compatibles avec l'honneur français. Mais je le répète, nous avons besoin de grandir encore notre influence. La seule crainte que j'aie en ce moment c'est qu'il n'ait enfin compris la sagesse des mesures adoptées par le gouvernement du roi, et qu'il ne cesse de les déjouer par la *guerre sainte*. Nos efforts tendront à prolonger la paix chancelante depuis long-temps, mais que je crois utile encore. Quant aux Hadjoutes, si je puis éloigner Abd-el-Kader de la province, en lui suscitant de nouveaux embarras, j'en préparerai le châtement.....

À la suite de son rapport du 15, le maréchal donne une correspondance du lieutenant-général Gueheneuc, en date

d'Oran aussi du 15 novembre, dont l'arrivée l'a empêché de profiter, dit-il, du dernier départ pour France. Le général Gueheneuc annonce que la *guerre sainte* a été prêchée dans la mosquée de Mascara, et qu'il a été ordonné à tous les musulmans d'acheter des chevaux, des armes et des munitions de guerre. Abd-el-Kader a été furieux en apprenant l'évasion de son prisonnier Léon Roche. Ce dernier, interrogé par le maréchal Valée, a dit que l'émir n'avoit jamais eu l'intention de maintenir le traité de la Tafna.

Le maréchal donne maintenant les pièces saisies pendant l'expédition du Biban. C'est d'abord une lettre d'Ab-el-Kader à Mahmoud-Ben-Zouadi pour le ramener à lui au nom de l'islamisme, et l'engager à faire la guerre à l'impie (au français); c'est une autre lettre aux seïds Abderrahman-el-Forkami, ancien chef de Djigelly, et El-Meçaoun-Cousma, ainsi qu'à tous les habitans de leur pays, pour leur annoncer qu'il n'y a plus de paix avec l'impie, et les engager à se tenir prêts pour la *guerre sainte*; c'est enfin une troisième lettre à Hussein-Ben-Abderrahman, écrite aussi par Abd-el-Kader dans le même but.

Arrive maintenant la dépêche du maréchal, du 24 novembre, qui annonce qu'Abd-el-Kader a commencé les hostilités. Les 17 et 18, quelques tentatives faites par les Hadjoutes furent vigoureusement repoussées. « Nos soldats, dit le maréchal, obtinrent un succès qui leur donna trop de confiance. » Le 20 novembre, au moment même où Abd-el-Kader faisoit connoître au maréchal sa résolution de lui faire la guerre, ses troupes passoient la Chiffa. Le commandant de Bouffarick faisoit aussi partir à ce moment deux convois, l'un pour les blockhaus de Mered, et l'autre pour le camp d'Ouad-Lalleg, avec 30 hommes pour chaque escorte. Ces convois furent attaqués à une lieue de Bouffarick chacun par 1,000 Arabes. Le commandant du convoi de Mered fit bonne contenance, et l'on put arriver au secours du

détachement, mais ce brave officier, atteint d'une balle, venoit d'être étendu roide-mort. Le commandant du convoi d'Ouad-Lalleg périt avec tout son détachement. Ce malheur auroit dû rendre plus prudent. Il n'en fut pas ainsi. Le 21, une colonne de 150 cavaliers arabes passa la Chiffa dans la matinée; le général Duvivier surveilloit leurs mouvemens, du camp supérieur de Belidah, lorsque le commandant du camp d'Ouad-Lalleg alla à la rencontre des Arabes avec 200 hommes d'infanterie. 165 officiers et soldats périrent. Les Arabes victorieux voulurent s'emparer du camp d'Ouad-Lalleg; mais ils reçurent des décharges d'artillerie qui leur ayant tué beaucoup d'hommes, les engagèrent à repasser la Chiffa.

A l'est, une colonne ennemie déboucha, le 20 novembre, par les montagnes de Beni-Moussa. Les garnisons des camps de l'Aracht et de l'Arba s'avancèrent contre elle et protégèrent le mouvement de retraite des populations qui se réfugièrent dans les camps et dans les maisons crénelées. Un carabinier et un colon furent tués dans cette journée. Plus à l'est, quelques bestiaux furent enlevés, et trois colons qui essayèrent de résister aux ravisseurs, furent emmenés par eux. Dans les montagnes, les tribus du territoire français ont été pillées, plusieurs hommes tués et des familles contraintes à émigrer.

Le maréchal dit enfin que les nouvelles du 23 lui font connaître que l'ennemi s'est retiré partout. Le maréchal parle en terminant, des mesures qu'il a prises pour repousser l'ennemi.

— On lit dans le *Moniteur Parisien* : « Des ordres sont donnés pour expédier à l'armée d'Alger des renforts considérables en hommes, chevaux et matériel, et 25,000 hommes vont être immédiatement appelés sous les drapeaux. »

— M. de Bacourt, ministre résident à Bade, est nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire aux Etats-Unis, et remplacé à Bade, par le marquis de Bionneau d'Eyragues.

— Le comte de Bétra, premier secrétaire d'ambassade, est nommé résident près S. A. R. l'électeur en remplacement de M. de Cabri à faire valoir ses droits au trait de disponibilité.

— M. Casimir Périer est nommé premier secrétaire de l'ambassade en Russie.

— MM. les pairs et les députés ont reçu des lettres closes pour la séance royale d'ouverture des chambres au 23 de ce mois.

— L'un des auteurs de l'explosion rue Montpensier vient d'être condamné à la peine de mort. On dit que la garge produite par l'explosion avoit beaucoup de ressemblance avec les espèces de bombes à la fin d'octobre.

— Les travaux de la chambre des pairs sont poussés avec une grande activité. La cour des pairs est ouverte pour le 12 décembre, et la nouvelle salle des séances est en construction, il faut que la nouvelle soit terminée au jour fixé.

— Nous avons parlé dans notre dernier numéro, d'une visite de courtoisie qui avoit eu lieu dans les bureaux de la police. La police a également fait une descente chez M. Lombard, madame Gordon qui ont figuré dans les événemens de Strasbourg.

— Les opérations électorales du département de Paris commencent. Trois candidats de l'opposition gauche se mettent sur les rangs pour recueillir l'héritage de M. Eusèbe Verté à la chambre des députés MM. Horace Say, Bureaux de Hubert, maire du 5^e arrondissement. Un quatrième candidat, de l'opposition avancée, M. Michel de Bourges, sur les rangs.

— Les nommés Allard, Vilcoch ont comparu le 29 novembre devant la cour d'assises de la Seine.

re section), comme ayant imprimé le numéro du *Moniteur républicain*. Le livre paru quelques jours après la condamnation prononcée contre les auteurs des premiers numéros de cette feuille clandestine, et la police ne tarda pas à ouvrir des objets d'imprimerie dans une cave dépendant d'un bâtiment occupé par un ébéniste. Allard, qui étoit contre-lettre chez son frère, déclara que ce papier n'avoit pas eu connoissance de la production des objets dans la maison. Les marques du linge qui les enveloppoit amenèrent l'arrestation des nommés Béchét et Vilcoq, ce dernier déjà condamné pour délit politique et l'autre plusieurs fois poursuivi pour le même fait et pour tentative de vol. Allard a pendant les débats qu'il avoit reçu le papier par pure complaisance et sans savoir ce qu'il contenoit. Il a été acquitté par le jury qui a déclaré Vilcoq et Béchét coupables sur toutes les questions, excepté celle relative à la soustraction de caractères chez M. Thomassin, imprimeur. Les circonstances atténuantes ont été admises à l'égard de Béchét. La cour, après avoir libéré, a condamné, pour attentat contre la sûreté de l'état, Vilcoq à 8 ans de réclusion et 10.000 fr. d'amende, et Béchét à cinq ans de prison et cinq ans de surveillance.

— Le nommé Louis Granger, bijou-
nier, sa femme, et Claude Granger, leur
fils, ont comparu devant la police
instructive comme prévenus tous
trois d'avoir exercé des tortures sur de
malheureux enfans servant chez eux
comme apprentis. Après de longs débats
pendant lesquels de nombreux enfans ont
été entendus, tant sur les durs traitemens
qu'ils ont eu à supporter que sur la man-
ière nourritive qu'on leur donnoit,
le tribunal a renvoyé Louis Granger de la
prison, attendu qu'il n'étoit pas suffi-
samment établi au procès qu'il eût parti-
cipé, soit directement, soit indirecte-
ment, aux actes barbares à lui repro-
chés, et a condamné la femme Granger
à deux mois de prison, et Claude

Granger à un mois de la même peine.

— L'Académie royale de médecine a
tenu hier sa séance publique annuelle
dans l'amphithéâtre de la Faculté de mé-
decine.

— M. Saint-Marc-Girardin a ouvert
aujourd'hui son cours à la Sorbonne.

— C'est aujourd'hui que devoit avoir
lieu au Collège de France l'ouverture du
cours de M. Lermnier. A midi il est
entré dans la salle, mais aussitôt les
huées et les sifflets se sont fait entendre.
M. Lermnier a cherché à diverses re-
prises à dominer le bruit, mais chaque
fois qu'il se disposoit à parler, les épi-
thètes de *renégat* et d'*homme vendu* cou-
vroient, dit-on, sa voix. Les autres pro-
fesseurs, ayant à leur tête le baron Thé-
nard, ont voulu, mais vainement, ra-
mener le calme. M. Lermnier a quitté
alors la salle, et bientôt le commissaire
de police du quartier est entré avec un
piquet d'infanterie, ayant la baïonnette au
bout du fusil. Les jeunes gens ne se sont
retirés qu'après les trois sommations.

— Le prix du pain est réduit à 17
sous, au lieu de 17 sous 2 liards, les qua-
tre livres première qualité, et à 14 sous
la seconde qualité.

NOUVELLES DES PROVINCES

La souscription ouverte à Nantes
en faveur des malheureux réfugiés espa-
gnols s'élevoit le 30 novembre à 2,366 fr.
50 c. La souscription ouverte à Moulins
s'élevoit le même jour à 2,519 fr.

— Quelques placards séditieux et re-
latifs à la circulation des grains ont été
affichés à Laval, dans la nuit du 22
novembre.

— M. Bouchet, chirurgien en chef
de l'Hôtel-Dieu de Lyon, vient de mourir
à l'âge de 55 ans.

— D'après les ordres transmis de Pa-
ris, le procureur du roi et le juge d'in-
struction de Tarascon, accompagnés de
deux gendarmes, se sont transportés,
mardi dernier, à Château-Renard (Bon-
ches-du-Rhône), pour procéder à une

visite domiciliaire chez M. Ramasse, ex-commandant de la garde nationale.

— Les pluies continuent dans le Midi. Le 26 novembre, des averses ont rendu une partie de la ville de Marseille impraticable. Un brigadier des chasseurs d'Afrique alloit périr, entraîné par les eaux, lorsque les nommés Roman, Favier et sa femme, risquant leur vie, parvinrent à le sauver.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Un décret additionnel et interprétatif de l'amnistie du 10 octobre, contient les dispositions suivantes : « Sont compris dans l'amnistie tous les individus appartenant au département de la guerre et de la marine qui se trouvent détenus pour des délits dont la punition légale n'excède pas deux ans de prison, de réclusion ou de galères. Le décret d'amnistie comprend les coupables en fuite, absents ou rebelles, poursuivis pour des délits autres que les crimes de sacrilège, d'attentat contre la personne royale, de trahison, de rébellion et de conspiration contre l'état. »

On peut remarquer que cette dernière disposition est très-vague et très-obscur, et qu'elle laisse une grande latitude d'interprétation contre les individus auxquels on ne voudra pas appliquer l'amnistie.

— Les chefs politiques de la Navarre et des provinces basques viennent de publier une notification par laquelle il est défendu à tous les anciens volontaires carlistes de porter ni berrets, ni bandes ou galons de couleurs vives aux pantalons, ni enfin aucun vêtement qui soit de nature à les faire reconnoître pour ce qu'ils ont été. Les autorités navarraises ont déjà fait saisir un grand nombre de ces anciens uniformes.

— On ne doute plus maintenant que la campagne d'Aragon ne soit finie pour l'hiver et renvoyée au printemps. Espartero rétrograde et prend des campemens fort en arrière des positions où il s'étoit d'abord établi. On ajoute qu'il a écrit à

la reine régente pour la prier de le remplacer, et qu'il demande la permission de se retirer dans une ville du sud afin d'y jouir cet hiver de quelque repos, que ses fatigues et l'état de sa santé rendent nécessaire.

— La mauvaise saison, les neiges, l'état des chemins, la difficulté de faire circuler les convois, tout conspire à paralyser les opérations et les mouvements de l'armée d'Espartero. Son succès n'en est que plus entreprenant, hardi et plus confiant dans sa position. On est certain que c'est lui qui a tout le gain des lieux et des circonstances, au moins pour le moment.

— Une lettre de Barcelone en date du 23 annonce que par suite d'un armistice qui a eu lieu entre les carlistes et les troupes de la reine, près de Solsona, les blessés christinos sont entrés à Gironne et que 2,000 hommes de l'armée d'Espartero ont été mis hors de combat.

On écrit de Montmouth, le 1^{er} novembre, que sept pièces de canon et une quantité considérable de munitions appartenant aux chartistes ont été découvertes à Cardiff.

— Un journal allemand annonce que le gouvernement autrichien se propose d'une réforme dans le service des

Le Gérant, Adrien Le C

BOURSE DE PARIS DU 2 DÉCEMBRE

CINQ p. 0/0.	111 fr. 65 c.
TROIS p. 0/0.	81 fr. 95 c.
QUATRE p. 0/0, j. de sept.	100 fr. 00 c.
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept.	105 fr. 00 c.
Oblig. de la Ville de Paris.	1270 fr. 00 c.
Act. de la Banque.	2965 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire.	795 fr. 00 c.
Quatre canaux.	1252 fr. 50 c.
Emprunt romain.	101 fr. 1/2
Emprunt belge.	100 fr. 00 c.
Rentes de Naples.	103 fr. 05 c.
Emprunt d'Haïti.	510 fr. 00 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0.	25 fr. 3/4

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC
rue Cassette, 29.

*pondance de M. l'évêque de La
Rochelle avec M. Voigt.*

(Suite du N° 3210.)

ive maintenant à ce qui a causé de
esse à votre excellent cœur, dans
re que je vous ai adressée. Je com-
par vous dire, monsieur, que c'est
fait contre mon intention qu'elle
luit cet effet. Quel motif pouvois-
ir de chagriner un homme inoffen-
son égard, quand Jésus-Christ nous
me loi, non-seulement de ne pas
R, mais encore d'aimer tous les
mes, fussent-ils nos ennemis? N'é-
pas mon prochain et mon frère?
me chéris donc et vous reçois comme
tre moi-même à ce double titre.
lis-je? Vous n'êtes pas pour moi un
te et un frère commun; mais un
là qui je dois une tendresse spé-
comme étant enrichi des trésors
ux de la doctrine et de la science.
il quelque chose de surprenant,
cela, si je désire que nos deux
oient unies par les mêmes liens de
gion, elles qui sont déjà en rap-
tant d'uniformité de jugemens
pensées? Oui, j'aurois vivement
que vous fussiez catholique, et ca-
pe déclaré. Ce sentiment étoit bien
dans un homme qui vous croyoit
sur le seuil de l'Eglise catholique.
me faites connoître que je me suis
né dans l'opinion que j'avois de
vous serez pourtant, je l'espère,
sent pour une erreur qui n'a pas eu
principe l'envie, la perfidie ou la
En vous ouvrant mon cœur, et
laisant connoître ses vœux, je pen-
s'associer à la prière que Jésus-
l faisoit à son Père, quand il lui de-
oit. que tous ceux qu'il lui avoit
Am. de la Religion. Tome CIII.

donnés se rangeassent sous l'unité, et y
trouvassent leur perfection. Et que peut,
au reste, demander autre chose que l'u-
nité, ce Dieu qui est l'unité par excel-
lence? Aussi n'est-ce pas à d'autre fin,
pour employer le langage de saint Paul,
que Jésus-Christ a établi dans son Eglise
différentes dignités : les uns ayant été
destinés à être apôtres, les autres pro-
phètes, les autres prédicateurs de l'Evan-
gile, les autres pasteurs et docteurs; il a
voulu ainsi qu'ils travaillassent à la per-
fection des saints, aux fonctions du mi-
nistère sacré, à l'édification de son corps
mystique, jusqu'à ce que nous parvenions
tous à l'unité d'une même foi, et afin que nous
ne soyons plus comme les enfans flottans
et emportés à tout vent de doctrine par la
tromperie des hommes, par leur adresse
à engager artificieusement dans l'erreur;
mais que pratiquant la vérité avec cha-
rité, nous croissions, en toutes choses,
dans Jésus-Christ notre chef. J'en con-
viens, ce seroit un grand crime de ne
pas reconnoître Jésus-Christ pour chef
invisible de l'Eglise. En effet, les vrais
chrétiens de tous les siècles lui ont tous,
sans exception, reconnu cette qualité :
et il le falloir bien pour vérifier ce lan-
gage de l'époux de l'Eglise : Je suis roi.
Je suis la vigne, et vous en êtes les bran-
ches. Comme le sarment ne peut porter
de fruit seul, et séparé du tronc, il en
est de même de vous, si vous ne demeu-
rez unis à moi. Sans moi vous ne pouvez
rien faire. Je ne vous laisserai pas orphe-
lins. Voilà que je suis avec vous, tous les
jours, jusqu'à la consommation des
siècles.

Mais remarquez, monsieur, que le
royaume de l'Eglise est un royaume visi-
ble; or, un royaume visible doit avoir un
prince visible, comme une famille doit
nécessairement avoir un père, bien que
nous ayons dans les cieux un père de

qui dérivent tous les droits de paternité en ce monde et dans l'autre. Vous ne voulez pas que le pontife romain soit le chef de l'Eglise. Je le confesse, je ne soupçonnois rien en vous de cette disposition, surtout voyant en vous un penchant si marqué, je dirois presque un dévouement si affectueux, pour la défense d'un pontife objet de tant d'acharnement et de fureur depuis plusieurs siècles.

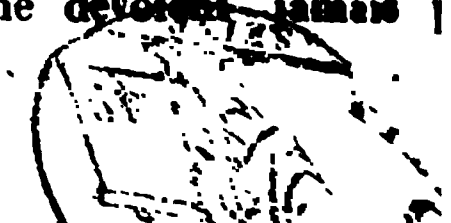
Mélancton, Grotius et Leibnitz avoient reconnu dans l'Eglise de Jésus-Christ une monarchie des plus admirables. Ils exprimoient des regrets amers de ce que le pontife romain avoit été rejeté par les réformateurs. Aussi ne voyoient-ils et n'espéroient-ils de remède dans les calamités des chrétiens, qu'autant que l'on reviendrait à cette pierre angulaire sur laquelle Jésus-Christ a bâti son Eglise, qui doit être à jamais victorieuse des portes de l'enfer soulevé contre elle. J'associais à ces doctes professeurs le docte professeur de Hall, et j'étois fier d'une telle ressource pour lui témoigner ma vénération et mon estime. Vous me pardonnerez du moins mon intention, si j'ai pu vous contrister par l'expression de mes vœux. Je vous le proteste, j'aurois gardé le silence, si j'eusse pu prévoir que je vous causerois la moindre peine.

Les réformés ont reproché à d'autres réformés une multitude d'erreurs; je dis plus, des hérésies pernicieuses. Vous êtes trop instruit pour ignorer ce fait incontestable. Ces erreurs, ces hérésies, je me persuadois franchement que vous les repoussiez dans le temps même où je vous voyois flottant au milieu d'elles. Votre manière d'écrire l'histoire ne me paroisoit indiquer ni un errant ni un hérétique. Seroit-ce votre intention que je changeasse de sentiment? Mais, dites-vous, la foi romaine n'a jamais été, n'est pas, et ne sera jamais, pour moi, l'unique foi véritable. D'après cet aveu, je n'ai plus qu'à me taire; car pourquoi me livrerois-je à des discussions, à une polémique sans but? Votre parti est pris. L'Eglise catholique, selon vous, a usurpé

la possession exclusive de la v
les autres sectes, quoique avec
trine contraire, peuvent s'attri
bien qu'elle. Il faut donc rejete
à cause de son intolérable org
comment la souffrir, orgueilleu
vous la supposez, et n'ayant d'
à l'obéissance qu'elle exige qu'u
usurpation? Dès lors, permett
le dire, il n'existe plus ce dépôt
que l'apôtre recommande tant
ver: car où sera le dépôt, si l'o
assigner de dépositaire? En
osera prétendre que le dépôt d
entre ses mains, si tous joi
même droit, alors même que l
gnement est opposé? Montan
moi qui ai ce dépôt: Non,
moi, crient successivement
Arius, Nestorius, Eutychès,
des milliers d'autres novateurs.
quel dépôt de la foi, s'il n'exis
société spécialement et exclusiv
signée par Jésus-Christ pour l
Quel christianisme? quelle
Qu'elle est hideuse! qu'elle e
trueuse!

Pardonnez ces épanchemens
excellent professeur; ils sont d'u
attaché par le fond de ses entr
foi que Jésus-Christ a recomma
foi qui est fortifiée et défend
prière du Sauveur lui-même. S
mon, dit-il, *Satan a demandé d
bler comme le froment; mais j'ai
toi, afin que ta foi ne manque poin*

J'ai toujours cru, monsieur,
ces paroles, la foi du prince de
avoit été confirmée et mise à co
non-seulement je l'ai cru de l
Pierre; le premier chef de l'E
s'il n'étoit question dans les p
Jésus-Christ que de sa foi perso
Sauveur ne lui auroit accordé
plus qu'aux autres apôtres),
porté le même jugement sur
tous les successeurs de Pierre
voient, dans la suite des sièc
cette Eglise, contre laquelle les
l'enfer ne devoient jamais



ce, la colonne et l'appui de la foi : La solidité de cette foi qui a dans le prince des apôtres est permanente ; et comme ce que Pierre a en Jésus-Christ est permanent, ce que Pierre a établi dans Pierre est immuable dans la foi de Pierre, velle puisse maintenir avec éclat l'autorité de Jésus-Christ. Vous m'objecterez que Pierre a cessé de vivre ; je vous répondrai avec l'éloquent

Ravenne, que Pierre vit toujours son siège dans la personne de ses successeurs, et que toujours il communique la vérité à ceux qui la cherchent ; persuadé de cette vérité, saint disciple de saint Polycarpe, trouvoyez-vous sûr de confondre les hérétiques tous les temps, par le siège et la succession non interrompue qui l'occupaient. Saint Augustin montrait hardiment qu'une doctrine finie quand Rome avait dit Jérôme déclarait qu'il se tenait invariablement uni à la chaire de saint Pierre qu'il ne vouloit suivre que les décisions du pontife romain.

Je vous prie, à mes yeux, dites-vous, l'Eglise catholique ne sera l'unique canal du salut. Et cependant, ce n'est qu'aux seuls pasteurs établis par Jésus-Christ, suivant la promesse qu'il a établie, que sont adressées les paroles divines : L'Esprit saint enseignera toute vérité, et vous ne manquerez rien de tout ce que je vous ai dit. Allez annoncer toutes les nations, etc. Les seuls qui possèdent la vérité communiquée par l'Esprit saint, qui seuls sont établis pour instruire, comment ne sont-ils pas les seuls possesseurs et dispensateurs du salut ? Est-ce que la foi, la charité et la vie ne marchent pas ensemble ? Ici marche dans les ténèbres, sans Jésus-Christ, qui est la vérité et la vie ; celui-là ne suit pas Jésus-Christ qui n'écoute pas l'Esprit saint ; qu'on doit le regarder comme un publicain. Or, la vérité

est une : car, comme, suivant saint Paul, il n'y a point d'alliance entre la lumière et les ténèbres, ainsi il n'en peut exister entre l'éternelle vérité et les doctrines divergentes et étrangères.

Ce langage pourra vous faire croire que je dévoue à la damnation tous ceux qui ne sont pas nés de parens catholiques. Je vous conjure, monsieur, de ne pas porter un pareil jugement sur moi ; je sais que plusieurs qui n'appartiennent pas au corps extérieur de l'Eglise, appartiennent pourtant à son ame ; que plusieurs sont dans l'erreur, sans être néanmoins hérétiques. Il faut désirer, sans doute, qu'ils soient unis extérieurement à l'Eglise, afin que tous ses enfans, extérieurement et intérieurement, ne forment qu'un seul corps en Jésus-Christ ; mais autre chose est de faire des vœux pour cette union, et autre chose de damner et d'envoyer indistinctement dans les enfers tous ceux qui vivent au sein de l'erreur.

Il y auroit encore beaucoup d'autres choses à dire au sujet de votre lettre, monsieur. Mais comme il y a un temps pour parler, il y a aussi un temps pour se taire. Du reste, si vous ne me permettez pas d'exprimer mes desirs à votre égard, souffrez, je vous prie, que, sans les exprimer, j'en nourrisse le sentiment dans mon ame. Daniel fut exaucé parce qu'il étoit un homme de desirs ; mais vous ne voulez pas que mes soupirs pour vous soient écoutés. L'heure viendra, du moins, si je ne m'abuse (Dieu seul en connoît l'époque), où vous ne regarderez plus l'étranger qui vous écrit comme étranger. Trop heureux alors, si le même Esprit saint qui n'a jamais induit personne en erreur, nous pénètre l'un et l'autre de son onction vivifiante. En attendant, si vous vous sentez intérieurement pressé d'adresser pour moi vos ardentés prières, je suis bien certain qu'elles ne sauroient me nuire. Que ce soit Jésus-Christ qui les forme, et votre salut en sera le résultat.

Vous ne trouvez pas bon que ce soit Grégoire VII, mais bien Jésus-Christ qui vienne au devant de vous à l'entrée du

ciel; et moi je prononce, en toute confiance, que s'il vous est donné d'être dans la cité bienheureuse, tout en ressaillant d'allégresse à la rencontre de Jésus-Christ, vous vous garderez bien de repousser Grégoire. Vous avez célébré et honoré le pontife après sa carrière mortelle; si vous le voyez resplendissant de la lumière divine, je n'en puis douter, il deviendra l'objet de vos hommages, de vos empressemens et de votre admiration. La patrie ne trouvera pas un ennemi dans celui qui, durant l'exil, avoit rempli le rôle généreux de défenseur.

Je vous souhaite, en toute sincérité, ô docte professeur, de voir briller ce jour éternel qui n'est point sujet à la vicissitude des nuits; je vous désire cette gloire seule véritable qui n'a point de terme, et cette couronne qui seule n'est pas exposée à se flétrir.

Ainsi vont se terminer nos relations épistolaires. Je veux, et c'est un devoir sacré, je veux vivre et mourir catholique. Pour vous, monsieur, si vous refusez le lait de la sainte Eglise notre mère, ne condamnez pas, du moins, sa tendresse qui vous ouvre les bras et vous offre son sein. Quand je déroule les mystérieuses profondeurs de l'éternité; quand je réfléchis aux divers pièges de l'erreur; quand je repasse dans mon souvenir cette multitude d'ennemis qui se rencontrent partout sur les pas de la vérité; quand je me représente à combien de vanités et d'illusions notre vie passagère est exposée, je ne puis demander à Dieu pour moi et mes amis que ce qui est bon, saint et sûr. J'ai horreur de tout ce qui est damnable; je méprise tout ce qui est périssable; je crains tout ce qui est dangereux. Après tout, que sert-il à l'homme de gagner tout l'univers, s'il vient à perdre son âme?

Agréer, etc.

† CLÉMENT, évêque de La Rochelle.

Ces épanchemens de zèle et de charité du docte et pieux évêque nous ont paru précieux à recueillir.

Puissent-ils toucher celui à qui les adresseait !

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES

PARIS. — Nous recevons de l'évêque de Châlons une somme de 250 fr. pour les réfugiés espagnols. On se souvient que le prélat avoit envoyé précédemment 750 fr., dont 450 pour les prêtres et les religieux exilés, et 300 pour les autres classes de réfugiés. C'est donc en tout 1,000 fr. que le généreux prélat a consacrés au soulagement des malheureuses victimes des troubles de leur patrie.

Le docteur Wiseman, professeur au collège anglais à Rome, et vicaire général du Saint-Père, est parti il y a quelques jours, par le paquebot, pour retourner à Rome. Il revient d'Angleterre, où il s'est fait plusieurs fois dans de pieuses missions ou dans de grandes conférences. Il a prêché à Londres, à Liverpool, à Birmingham, à Manchester, etc. Le docteur a beaucoup de talent pour la chaire, et ses sermons étoient toujours fort intéressants. Les journaux anglais les plus importants ont parlé de ses discours avec éloges, dans les circonstances les plus favorables. C'est comme on sait, un savant du premier ordre. On lui est redevable de plusieurs écrits importants pour la religion. Ses *Conférences sur les rapports entre la science et la religion* sont un prodige de savoir et de critique. Nous avons donné dans le Journal, numéros des 15 et 22 novembre 1836, une analyse de ces conférences d'après l'édition anglaise. Depuis, il en a paru une traduction française dont nous allons rendre compte. L'auteur a publié des *Conférences sur le papisme*, dont nous regrettons de ne pas avoir point encore parlé. Nous aurons bientôt à donner prochainement une idée de ces discours, qui

icés à Rome et en Angleterre, uits récemment en français. ux ouvrages que nous venons r suffiroient pour faire la ré- on d'un écrivain ; mais le doc- iseman a encore publié d'au- scours de controverse et des ations sur des points de criti- d'érudition. C'est un des ec- iques les plus distingués du catholique, et il a cet avan- ur le temps présent, qu'il est ement au courant des décou- les plus modernes et des pro- la science en tous genres.

Nicolas Wiseman est consul- e la congrégation de l'*Index* et eur d'hébreu à la Sapience.

ordonnance du 13 octobre r érige en chapelle l'église de ville-Saint-Pierre, canton de r, diocèse de Beauvais.

une affaire plaidée samedi lice correctionnelle, il étoit on d'une dame Hadern, qui point en cause, mais qui avoit ccasion d'une dispute entre ri et un médecin. Cette dame, catholique, est mariée à un ant. Elle recevoit des secours omité de bienfaisance établi à pour les Anglais dans le be- Parmi les médecins qui la vi- t, les uns la trouvoient ma- les autres déclaroient qu'elle oit pas. Sur le rapport de ces rs, le comité supprima les se- qu'il accordoit à la dame Ha- À l'audience, le mari a sou- que le procès qu'on lui a sus- étoit dû qu'à l'intolérance des ans. Sa femme étoit malade en, où elle demeuroit alors. ètre catholique la visitoit. Elle noissance d'un protestant qui la faire renoncer à la religion ique ; on en parla au mari qui faire. Toutefois cette tentative pas de suite. Le mari a dit

enc, : à l'audience que l'on avoit a, offert 50 fr. par jour à sa fem- me si elle vouloit se faire protes- tante. Un ministre protestant, M. Lo- wett, la visitoit, et il en est convenu à l'audience.

Le 25 novembre dernier, à l'au- dience de la cour d'assises à Reims, le chef du jury, M. Bouchard fils, médecin, dit tout haut au président de la cour, M. le conseiller Chau- bry, que les jurés le chargeoient d'exprimer le vœu que l'image du Christ fût placée dans la salle. Le pré- sident répondit qu'il en seroit référé à qui de droit.

L'*Industriel de la Champagne* s'é- tonne de ce vœu, et le *Constitutionnel* qui répète son article, trouve la de- mande *singulière et extraordinaire*. Ce qu'il y a de *singulier ici*, c'est que le jury ait été obligé de faire cette de- mande, et que le Christ n'eût pas été déjà replacé dans la salle par l'auto- rité compétente.

L'*Industriel* trouve mauvais que les onze jurés, dont M. Bouchard a été l'interprète, n'eussent pas consulté leurs vingt-huit collègues. Il nous semble que les douze jurés qui for- moient un jury, avoient bien le droit d'exprimer un vœu. Ils n'ont parlé qu'en leur nom, et ils ne se sont pas donnés comme les interprètes des ju- rés absents.

Mais, disent les deux journaux, le droit de demander l'érection d'un emblème religieux suppose celui de demander qu'on le fasse disparaître ; or, si un jury faisoit cette dernière demande, ce seroit un *scandale dé- plorable*. Nous sommes vraiment édi- fiés que ces messieurs trouvent là un *scandale* et un *scandale* déplorable. Hélas ! ce *scandale*, on l'a donné, et ces messieurs n'ont pas réclamé. Ils ne se sont point élevés contre l'é- meute qui a arraché et mutilé le Christ dans les salles des tribunaux. Ils ne se sont point plaints de ce

conseiller d'une cour royale, qui présidant il y a un an ou deux une cour d'assises, fit enlever le Christ qu'on avoit rétabli dans la salle. C'étoit-là un *scandale* qui ne les a point émus ; ils ont bonne grâce aujourd'hui à se plaindre d'un vœu qui lève au contraire un *scandale* !

Mais, disent les deux journaux, « nous vivons dans un temps où la majesté de la loi n'a pas besoin d'emprunter de la puissance aux emblèmes d'un culte qui, quelque vénéré qu'il soit, a été par la révolution absolument dégagé de toutes les choses temporelles. » Eh ! messieurs, ne voyez-vous pas qu'on se moque tous les jours de *la majesté de la loi*, et que les accusés poussent la licence jusqu'à insulter en face leurs juges ? Nous en voyons souvent des exemples dans les cours d'assises et en police correctionnelle. Laissez donc la *majesté de la loi* s'appuyer sur une plus haute *majesté*. Ce n'est pas trop de toutes deux pour en imposer aux coupables.

Un membre du conseil municipal d'Orléans, M. Champignau, a fait dernièrement, dans le conseil, la proposition de mettre des limites à l'admission des enfans dans les écoles des Frères. Il voudroit qu'on exigeât 2 fr. par mois de 300 élèves admis gratuitement, et qu'il prétend être en état de payer. Le conseil municipal a arrêté de prendre cette demande en considération ; on a peine à croire cependant que la majorité du conseil l'adopte. L'*Orléanais* a discuté la proposition, qui ne paroît au fond qu'un acte d'hostilité contre les Frères. M. Champignau a fait valoir la raison d'économie. Or la ville fournit pour 23 Frères 11,400 f. Ces Frères instruisent 1400 enfans et 300 adultes, en tout 1700 ; ce qui fait que la ville paie pour chaque élève 6 fr. 70 c. En vérité, peut-on avoir un enseignement plus écono-

mique ? L'école mutuelle, à reçoit 2,100 fr., et est fréquentée par 100 élèves ; l'école protestante par 20 élèves, et reçoit 1.500 fr. de desin coûte 3,200 fr. un très-petit nombre d'élèves. M. Champignau ne regrette pas ces dépenses, il ne demande de restriction pour l'école des Frères, que pour dire pour ceux dont l'enseignement est plus économique. Comme l'ami des lumières veut-il l'instruction du peuple ? (ne voit-il pas que la distinction entre les élèves payans et d'élèves gratuits dans une même école provient de jalousie et de dissimulation ?

On sait que la règle de l'institut défend qu'une taxe quelconque soit imposée à leurs élèves ; l'*Orléanais* cite à ce sujet un passage du discours inaugural du supérieur-général de la congrégation aux membres de l'institut.

« Sans doute nous ne serions pas prêts à nous présenter de nos propres portes pour recevoir le salaire de nos travaux et de nos peines, mais c'est nous qui faisons la remise de notre liste, mettrions-nous à la porte de chaque mois le percepteur ; c'est nous qui lui montrons les portes où il devoit entrer ; c'est au nom des Frères qu'il s'agit de payer, qu'il solliciteroit, qu'il menacerait. En cas de refus, nous irions encore au nom des Frères faire vœu devant Dieu d'instruire la jeunesse sans distinction de richesses et de pauvres ; que les meubles des débiteurs seraient saisis, affichés. — Non, jamais un tel scandale n'a eu lieu dans notre institut ; depuis que nous enseignons, nos débiteurs nous ont jamais dû d'argent ; nos débiteurs actuels ne nous en doivent pas ; nous aurons plus tard ne nous en devons pas davantage. Nous les instruisons pour Dieu et pour l'Etat, non pour nous ; nous leur demandons de la docilité et

mais point d'argent. Ils sont nos ennemis et pas nos contribuables. Ni chaque semaine, ni jamais, nous ne donnerons au percepteur la liste nominale de nos nombreux débiteurs. — Le bon sens du peuple voit les choses comme elles sont ; sont les résultats qui le frappent... ; il sera de côté les formes municipales ; mais qui le touchent peu, pour s'attacher au seul point qui l'intéresse, savoir, qu'il ne payoit pas autrefois et qu'il ne paye pas maintenant ; d'où il conclura, sans effort et avec raison, que les soins, les leçons et les instructions que la jeunesse recevoit autrefois gratis dans les écoles des Frères, ceux-ci les lui vendent aujourd'hui.

Au surplus, cette idée de M. Champaubert n'est pas nouvelle. La même proposition fut faite l'année dernière à Paris par un membre du conseil central d'instruction primaire. Nous avons ouï dire que M. le préfet de la Seine la combattit avec énergie comme injuste et impolitique. Il craignoit le danger de molester des instituteurs qui ont la confiance des familles ; ce seroit jeter l'inquiétude dans la classe qui profite de leurs leçons ; ce seroit s'exposer aux plaintes amères qui apprécient les services des bons Frères. En vérité, disoit le préfet, nous n'avons pas besoin de semences de troubles et peut-être de révoltes. On dit qu'il engagea par ces motifs l'auteur de la proposition à se retirer. Espérons que celle de M. Champaubert échouera de même à Orléans.

À Saint-Martin Destreaux, près Montbrison, vient d'avoir une mission. L'unanimité avec laquelle les habitants se sont empressés d'en profiter, a offert un spectacle touchant. Le 19 octobre que les missionnaires arrivèrent. Le curé l'avoit annoncé le dimanche précédent, et la nouvelle avoit été accueillie dignement. Le plus grand nombre

montra de la joie. D'autres restèrent indifférens, et sans se montrer hostiles ne parurent point disposés à profiter des avantages de la mission ; et celui qui nous envoie la relation, avoue qu'il étoit dans cette catégorie. Enfin un troisième parti qui ne comptoit guère qu'une vingtaine de personnes fit paroître le plus vif mécontentement et éclata en plaintes amères.

Tel étoit l'état des choses quand les missionnaires arrivèrent. Le lendemain dimanche, l'église qui est assez grande se trouva plus remplie que de coutume. On étoit venu des paroisses voisines. Le premier discours prononcé par le supérieur, M. Jallade, annonça beaucoup de talent et de charité. Ses deux collaborateurs firent aussi entendre des paroles de paix et de douceur.

Dès la première semaine, les pieux fidèles furent assidus aux exercices ; la seconde classe, celle des indifférens, se rendit dès la seconde semaine, et la troisième classe qui avoit tant crié d'abord, suivit peu à peu, et enfin le reste fut entraîné au commencement de la quatrième semaine. Alors tous les habitans parurent n'avoir plus qu'un cœur et qu'une âme. Toutes les affaires temporelles furent mises de côté, tous les travaux suspendus. On n'étoit plus occupé que de la grande affaire du salut. Cette unanimité dans une population de 1800 âmes est déjà un fait très-remarquable.

Deux ou trois grandes cérémonies eurent lieu. Le concours des habitans des paroisses voisines, les brillantes illuminations de l'église, la présence de tous les pasteurs voisins, la beauté des repositoires, et plus que tout cela, les paroles vives et animées du missionnaire qui du haut de la chaire imploroit la miséricorde divine pour des chrétiens repentans, présentoient le tableau le plus touchant, et remuoient tous les cœurs.

La communion générale se fit à la fin de la quatrième semaine, celle des femmes le premier jour, et celle des hommes le second. On y voyoit des hommes de tout âge, des vieillards qui portoient sur leurs figures la ferveur et la joie.

La plantation de la croix étoit fixée au dimanche 17 novembre. Elle avoit attiré beaucoup d'étrangers. A midi les tambours battirent le rappel. Les porte-croix se rendirent à l'église, partagés en quinze divisions, chacune de dix-huit hommes. Les chefs avoient été choisis parmi les notables de la commune, qui ainsi que les porte-croix s'étoient empressés de se faire inscrire. A une heure et demie la procession se mit en marche. Une centaine de jeunes filles vêtues de blanc étoient en tête portant la bannière de la sainte Vierge; puis les femmes, puis les hommes avec la bannière de saint Martin, patron de la paroisse. D'autres processions des paroisses voisines vinrent se joindre à la première.

La croix étoit portée sur un long brancard et suivie de tout le clergé. On gravit un petit coteau en face du bourg. La procession s'y déploya, on y voyoit environ six mille personnes. Les chants étoient entremêlés d'acclamations. Enfin on revint sur la place de l'église, lieu désigné pour la plantation de la croix. Dès que celle-ci fut fixée, le supérieur prononça un discours du pied de la croix, et au milieu d'un grand recueillement.

Ainsi se termina cette journée. Le lendemain on chanta le *Te Deum*, après lequel le supérieur fit ses adieux aux fidèles. Le curé lui adressa les remerciemens de toute la paroisse. Au sortir de l'église, tous les porte-croix réunis sur la place, ayant à leur tête le maire et les notables, se rendirent au presbytère pour saluer les missionnaires qui partirent peu après pour Lyon, d'où ils devoient, après quelques jours de repos, aller

recommencer leurs travaux à Saint Chamond.

Depuis quelques années, l'Alsace est inondée de pamphlets misérables où des sarcasmes et des déclamations du plus mauvais ton sont dirigées contre M. l'évêque, contre les ecclésiastiques qui l'entourent, contre son administration, contre les prêtres et les pasteurs les plus respectables du diocèse. Un de ces pamphlets fut dirigé contre les missionnaires propos d'une réclamation insérée en faveur des retraites dans notre numéro du 2 mars dernier. La revue publique en accusoit un curé du Haut-Rhin fort lié avec les patriotes et excité sans doute par eux à jouer un rôle si peu assorti à son caractère et à l'esprit de son état. Ce curé venoit d'être déplacé par l'autorité ecclésiastique, et envoyé dans une paroisse fort éloignée. Il vient à ce sujet de décharger sa colère dans un nouveau pamphlet du genre le plus ignoble et dont nous n'osons même reproduire le titre. C'est d'un bout à l'autre une déclamation où la violence, l'injure et l'emphase se donnent la palme. Si l'auteur est un homme sage, d'un écrivain respecté, et surtout d'un prêtre, il auroit la moindre idée des convenances de son état!

On se souvient que, suivant ce que nous citait fait par le *Messenger de Garmisch* dernier meeting tenu à Garmisch, un individu se seroit écrié : *J'ai vu de mes yeux deux prêtres prêcher sous des blouses amener la populace de Courtrai*. La *Chronique de Courtrai* traite de mensonge cette assertion, et elle ajo-

• MM. les officiers du parquet

le peine infinie pour découvrir
 onnes qui auroient vu distribuer
 gent aux gamins qui ont insulté
 . Tous ceux signalés par la police
 voir jeté des pierres ont été en-
 hier par M. le juge d'instruction.
 investigation du parquet n'a pas
 la moindre preuve que la popu-
 it été ameutée par des individus,
 is ou non travestis. »

moment où la démolition de
 e des Clarisses à Liège soulève
 ives réclamations, du moins
 eut annoncer que dans la même
 la belle église des Carmes, Hors-
 eau, va être rendue au culte.
 erture doit en avoir lieu le di-
 8 décembre prochain. Ce
 monument date du xv^e siècle.
 chitecture est celle de la renais-
 e. La restauration intérieure,
 rient d'être achevée, est du mé-
 tyle. On s'accorde à dire qu'elle
 é faite avec simplicité et bon
 . Incessamment aura lieu la res-
 tion de la façade, l'une des
 remarquables que Liège pos-
 . On voit au-dessus de la porte
 ée deux lions en pierre de sa-
 s à l'habile ciseau du sculp-
 elcour.

Mercur de Franconie publie
 e qui lui a été adressée de
 re d'Italie, en date du 15
 e, dans laquelle on fait part
 uille que les personnes bien
 s ne savent rien d'une déci-
 Saint-Père à l'égard du dio-
 Trèves; que la nouvelle de la
 robation de trois chanoines
 ssragant de Trèves se fonde
 ement sur un malentendu.

rapport publié par la société
 e de Munich annonce que
 Bibles complètes et 1,650
 Plaires du nouveau Testament
 é répandus par ses soins en 14

années. L'association biblique cen-
 trale de Nuremberg a fait distribuer
 78,000 exemplaires de la Bible en 15
 ans; celle de Berlin 783,239 depuis
 sa fondation. Mais ces chiffres sont
 loin d'approcher de celui de la dis-
 tribution faite par la société de Lon-
 dres. Cette société, dont les revenus
 se sont élevés en 1837 à près de 3
 millions, a répandu dans cette seule
 année 541,813 exemplaires de la Bi-
 ble dans presque toutes les contrées
 du globe; et depuis son existence,
 cette distribution a atteint le chiffre
 énorme de 10,293,645 exemplaires
 imprimés dans les diverses langues de
 l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique et
 de l'Amérique.

Ce rapport cite au nombre des so-
 ciétés françaises qui ont eu le plus
 de succès, celles de Paris, Bordeaux,
 Castres, Nîmes, Strasbourg et Colmar.

Actuellement a-t-on à se féliciter
 du résultat réel de ces prodigieuses
 distributions? C'est un point sur le-
 quel nous nous sommes déjà expli-
 qués plus d'une fois.

Un relevé de la vente des biens
 nationaux en Espagne annonce que
 jusqu'à la fin de septembre il avoit
 été vendu 24,362 domaines, qui
 avoient été estimés 486,464,253
 réaux, mais qui ont été vendus
 1,053,992,786 réaux.

Il est inutile de remarquer que
 ces biens nationaux sont des biens
 ecclésiastiques enlevés au clergé sé-
 culier et régulier. Il ne paroît pas
 jusqu'ici que cette confiscation, pour
 ne pas nous servir du mot propre,
 ait beaucoup profité à la nation. Mal-
 gré ce milliard de réaux, la détresse
 des finances est extrême, les em-
 ployés ne sont pas payés; on est sans
 cesse aux expédiens pour les besoins
 les plus urgens, et l'armée elle-même
 manque souvent des choses les plus
 nécessaires. Mais c'est égal; le clergé
 est dépouillé, les révolutionnaires
 sont contents.

La cathédrale de Baltimore, bâtie et consacrée il y a dix-huit ans, est dans un état qui inquiète les catholiques du pays. Cette église n'est pas finie et se dégrade déjà. On sent la nécessité de la réparer et de la terminer. Une réunion des catholiques se tint le 28 mai pour s'occuper de cet objet. M. Eccleston, archevêque de Baltimore, y exposa le but de cette convocation. Il fit sentir combien il importait à une population de près de 30,000 catholiques, non-seulement d'arrêter la dégradation de l'église, mais encore de compléter le monument et d'éteindre la dette dont il est grevé. Une telle entreprise seroit honorable pour les fidèles. Ils ne voudront pas faire moins que leurs pères qui ont élevé cet édifice, quoique les catholiques fassent alors moitié moins nombreux. Ils honoreront leur religion par leurs sacrifices, ils orneront leur ville d'un temple digne de Dieu et d'une grande cité. Le prélat proposa donc de former une association qui aura pour objet de recueillir des fonds pour finir la cathédrale et ouvrir le collège Saint-Charles. Un comité fut nommé pour dresser le plan de la société.

L'archevêque est président de la société. Tout souscripteur pour un dollar en est membre. Les souscripteurs nomment un bureau pour gérer les affaires. Ce bureau s'assemblera quatre fois par an. Les fonds recueillis seront appliqués par moitié à l'extinction de la dette, et l'autre moitié à compléter les bâtiments.

D'après un état fourni par les trustees de la cathédrale, il paroît que la dette qui pèse sur cette église se monte à 40,392 dollars. On conçoit les sollicitudes du vénérable archevêque à la vue d'une charge si énorme. Il faut chaque année payer de gros intérêts qui absorbent toutes les ressources de l'église. Puisse le

zèle des catholiques délivrer d'un poids la métropole des Etats-Unis!

M. l'archevêque de Baltimore n'est pas adressé seulement à ses diocésains. Il a fait un appel aux catholiques des autres diocèses. Il demande une souscription d'un dollar par an. M. l'évêque de Charleston a, par une pastorale du 16 septembre, engagé ses diocésains à souscrire. Il leur présente cette souscription comme un devoir. La cathédrale de Baltimore est la métropole des Etats-Unis. Le prélat énumère tous les services qu'elle a à l'intérêt des catholiques des autres diocèses. Il demande à ses prêtres de recueillir des souscriptions. Lui-même a donné l'exemple et a souscrit pour 20 dollars. En peu de jours, la souscription élevée à Charleston à 118 dollars.

POLITIQUE, MÉLANGES.

Les jeunes gens qui faisoient l'admiration des années précédentes, au cours de leur éducation comparée de M. Lherminier, ne veulent plus entendre parler de ce professeur depuis qu'ils le soupçonnent d'avoir un peu modifié ses opinions, et de s'être converti à quelques idées d'ordre moral qu'ils ont cru voir en lui un guide, obéissant à la destruction et au bouleversement de la société, ses leçons n'ont eu sur eux un effet magique. Ils suivent avec une sorte de passion le délire. Maintenant qu'il a cessé de leur paraître aussi révolutionnaire, ils le considèrent comme un désorganisateur qu'ils se l'étoient fait. Ils ne savent plus quels affronts et quelles avanies lui faire. Ils méconnoissent sa voix, ils le renient, il est proscrit comme hors la loi.

C'est une chose triste à dire; mais il est certain que M. le professeur Lherminier avait donné à ces jeunes gens le droit d'attendre de lui un système de subversion sociale plus large et plus complet. Après tout ce qu'il leur avait enseigné de dissolvant, après tout ce qu'il avait employé de zèle et d'effort

vertir l'esprit, pour leur faire des freins de la religion et des lois qui gouvernoient le monde depuis dix-huit siècles, il étoit simple qu'ils comptassent sur lui les accompagner jusqu'au bout du chemin où il les avoit mis. Ainsi ils sont fort excusables de dire qu'il n'a répondu à leur attente. Du reste, ils ne sont pas les seuls qui en aient été trompés; tout le monde y a été trompé par eux.

C'est précisément par cette raison que les hommes du pouvoir, qui sont censés avoir d'aussi bons yeux que le vulgaire du public, sont très-inexcusables d'avoir laissé si long-temps une lacune d'enseignement au collège de France, à un professeur de désordre et d'ignorance aussi dangereux que M. Lherminier. Puisqu'ils ne vouloient point le remède et la ruine de la société, ils ne pouvoient pas prévoir les conséquences et la nature de ses leçons, et à ne pas parler à la jeunesse les moyens de résister à une influence pareille. Le pouvoir devoit bien savoir que ce n'étoit pas de la législation comparée, mais de la politique révolutionnaire et des tentatives de subversion qu'on alloit lui enseigner au cours de M. Lherminier. Il faut qu'il sait à quoi aboutit l'enseignement donné par de tels professeurs. Il faut espérer que c'est à lui que les autres profiteront, en le pénétrant de la nécessité de mieux choisir une autre méthode d'enseignement qu'il croira devoir préposer à la direction de l'esprit public, et à la conservation des principes dont dépend la vie ou la mort des sociétés.

Les dissidences et les disputes en matière de religion ne sont plus de notre temps.

La raison publique a fait justice de ces vieilleries. C'est la tolérance et la douce philosophie qui sont désormais appelées à tout régir, à tout régler et à maintenir amicalement entre les peuples.

Tels sont les principes qu'on trouve posés aujourd'hui sous mille formes par les publicistes du progrès, et dont ils ne s'écartent que dans les occasions où il s'agit de les appliquer en France à la liberté du culte catholique.

A ces magnifiques programmes de la tolérance et de la douce philosophie en question, voici ce que répond Abd-el-Kader dans ses proclamations : *La guerre sacrée nous appelle; chassons l'impie de chez nous.*

C'est que pour faire de la tolérance, il faut être deux, apparemment, et qu'il ne suffit pas qu'une des parties vienne dire à l'autre : Nous vous prenons telle que vous êtes, parce que nous sommes parfaitement indifférens sur votre religion aussi bien que sur la nôtre, et que ce sont des vieilleries dont nous nous moquons, comme n'étant plus de notre temps. Or, vous voyez bien que l'autre partie n'est pas d'accord avec vous là-dessus. Ce que vous méprisez par rapport à vous, est par rapport à elle une *guerre sacrée*; et la raison qu'elle allègue pour vouloir vous chasser, c'est que vous êtes des impies. Admettons qu'elle ait tort, si vous voulez; mais enfin c'est un prétexte que vous lui fournissez, et qu'elle n'auroit pas pour soulever les passions et les haines contre vous, sans cette renommée d'irréligion qui vous accompagne aujourd'hui partout, et dont il n'est pas jusqu'aux tribus barbares de l'Afrique qui ne vous fassent un reproche. Vous vous en prenez au fanatisme musulman du mal qui vous arrive. Eh bien, ôtez au fanatisme musulman le droit de vous appeler impies, et de s'en faire une raison pour vous repousser. Ce sera toujours cela de moins que vous aurez à combattre dans les préventions des peuples.

PARIS, 4 DÉCEMBRE.

Le duc d'Aumale, capitaine au 4^e léger, vient d'être promu au grade de chef de bataillon au même corps, en remplacement de M. Mariani, nommé

commandant de place à Corte (Corse).

— M. Corbin, colonel du 17^e régiment d'infanterie légère, est nommé maréchal-de-camp.

— Le baron Poret de Morvan, sous-préfet de Mayenne, remplacé par M. Jarry, sous-préfet de Mirande, passe à la sous-préfecture de Domfront. M. Lowasy de Lojnvillle, sous-préfet de Laval, est nommé à la sous-préfecture de Mirande, et remplacé à Laval, par M. de Girels, ancien sous-préfet de Muret.

— Le paquebot la *Chimère*, arrivé à Toulon le 28 novembre avec la correspondance d'Alger et les dépêches du gouvernement, avait à son bord 28 passagers, parmi lesquels se trouve le colonel de la Rue, aide-de-camp du ministre de la guerre.

— Dans l'extrait des dépêches du maréchal Valée, des 15 et 24 novembre, que nous avons donné dans notre dernier numéro, on a imprimé (page 446, à la 13^e ligne de la première colonne) que 165 officiers et soldats français avaient péri près du camp de l'Ouad-Lalleg, il faut lire 105.

— Le duc d'Orléans, en visitant la place encore nue où le général Damrémont a été frappé, sous les murs de Constantine, a demandé, dit-on, au maréchal Valée d'élever un monument à cette place, ainsi qu'à celle où tomba le premier soldat de l'armée qui débarqua en 1830 à Sidi-Ferruch.

— On n'a encore que des correspondances d'Alger du 24 novembre, arrivées en même temps que les dépêches du maréchal Valée. Toute l'artillerie et toutes les troupes disponibles étoient parties, et le service de la ville se trouvoit fait par la milice. Quelques jeunes gens ont demandé l'autorisation de s'organiser en compagnies franches; d'autres ont suivi, bien armés, les troupes qui ont quitté Alger. Le camp de Mustapha présente l'aspect le plus triste. Il s'y trouve beaucoup de colons; les femmes pleurent la perte de leurs maris, de leurs frères, de leurs fils; les hommes échappés au mas-

sacre sont fort abattus. Les nouvelles arrivent de l'intérieur sont très-époquantes.

— Le journal ministériel du soir a annoncé formellement la nouvelle donnée par plusieurs journaux que l'arrière-garde de l'expédition du Biban avait été taillée en pièces par les Arabes.

— Le lendemain de l'explosion du 28 novembre, rue Montpensier, la police avait arrêté un nommé Duval, sous prévention d'avoir assisté activement à un individu qui avait disposé la machine meurtrière, et y avait mis le feu. Cet individu, que de graves soupçons pouvoient comme devant être un égaré, âgé de 22 ans, nommé Béraud, plusieurs fois impliqué dans des affaires politiques, avait disparu de son domicile.

Lundi, entre dix et onze heures du soir, un officier de police judiciaire, commis à l'exécution d'un mandat d'arrêt cerné contre Béraud, crut voir le dernier passant rue de la Monnaie. Il s'approcha, l'examina pendant quelques instans, et bien que l'individu portât une blouse et une perruque blonde flottans pour cacher sa chevelure rasée, l'agent, convaincu que c'étoit qu'il cherchoit, saisit vigoureusement Béraud au collet, et lui signifia qu'il étoit en vertu du mandat d'arrêt. Une lutte alors s'engagea. Béraud chercha, dit-on, à se débarrasser d'un couteau et d'un pistolet qu'il cachait sous sa blouse. Cependant les gardiens bientôt nombreux, voulurent arrêter le prisonnier; mais des individus étoient au bas du Pont-Neuf, et le bruit, accoururent au secours de leur camarade, et Béraud fut parvenu à se débarrasser de la police. — Il a été confronté hier matin avec Duval et deux autres, après un interrogatoire de quelques heures, ont été écroués à la Conciergerie.

— On lit dans un journal que la police s'est transportée hier au domicile de M. Lagarde jeune, en vertu d'un mandat

. Zangiacomi, pour y faire une per-
tion.

La *Gazette des Tribunaux* annonce
es mandats qui ont amené l'arresta-
du marquis de Grouy-Chanel et du
de Grouy-Chanel ont été conver-
mandats de dépôt. Le marquis de
-Chanel a été transféré à Sainte-
ie, et le comte, son neveu, a été
é à la Conciergerie.

La 6^e chambre correctionnelle vient
admettre la femme Landaux, sage-
e, âgée de 41 ans, à deux années
emprisonnement et 50 fr. d'amende
escroquerie et abandon d'un enfant
au-né. Cette femme, chargée de
r à l'hospice de la Maternité un en-
qu'elle venoit de recevoir, avoit
d'abord une bague en or qu'elle
retirée elle-même du doigt de la
r, puis diverses sommes s'élevant en-
semble à une vingtaine de francs, et au-
de s'acquitter de sa commission, la
carcuse avoit en définitive aban-
né le pauvre petit enfant dans l'allée
maison de la rue de la Bourbe, où
heureusement bientôt ramassé par
fruitière, et porté chez le commis-
de police.

Le sieur Bigi, qui tenoit rue de
amont une maison de jeux de hasard,
le nom de *Cercle de la rue de Gram-*
t, a été condamné, le 29 novembre,
police correctionnelle à 500 fr. d'a-
p. Les objets saisis dans l'appar-
ment restent confisqués. Le trésorier
des chasseurs s'est tué, après avoir
dans cette maison une somme de
100 fr. appartenant au régiment.

Le baron Griois, maréchal-de-
d'artillerie en retraite, comman-
de la Légion-d'Honneur, cheva-
de Saint-Louis et de la Couronne-
er, vient de mourir à Paris, à l'âge
83 ans.

Le *Moniteur* annonce que le cours
M. Lherminier est provisoirement sus-
lu.

On lit dans les feuilles du gouver-
nement que le récit du *Messenger* sur les

troubles qui ont signalé l'ouverture du
cours de M. Lherminier, renferme plu-
sieurs inexactitudes. M. Lherminier n'é-
toit point en robe, les professeurs du
collège de France n'ayant pas de cos-
tume particulier; et c'est seulement après
sa sortie de la salle que le baron Thé-
nard s'est occupé des mesures d'ordre
qui étoient à prendre.

— Le ministre de l'intérieur a invité
les préfets à faire former le tableau des
ponts qu'il seroit utile de construire
dans leurs départemens pour remplacer
les passages d'eau et bacs auxquels l'a-
mélioration des voies de communica-
tions vicinales ont donné une grande
importance.

— Le docteur Aronshon, de Stras-
bourg, vient d'être nommé médecin
consultant du roi.

— Le maréchal-de-camp Boutin vient
de mourir.

— La société de géographie tiendra
son assemblée générale de 1839 le 6 de
ce mois, à sept heures et demie du soir,
à l'Hôtel-de-Ville, sous la présidence de
M. Huerne de Pommeuse.

— Les opérations électorales du 5^e ar-
rondissement de Paris ont commencé au-
jourd'hui par la nomination des bureaux
définitifs.

— La caisse d'épargne de Paris a reçu
le 1^{er} et le 2 la somme de 568.993 fr., et
remboursé celle de 420,000 fr.

— Dimanche dernier, M. Ferd. Ber-
thier, doyen des professeurs de l'Institut
royal des sourds-muets de Paris, a pré-
sidé pour la sixième fois la fête anniver-
saire de la naissance de l'abbé de l'Epée.

— Ce matin, vers neuf heures et demie,
un sergent de ville qui étoit en surveil-
lance sur le boulevard Saint-Martin, a
reçu un coup de pistolet, à bout portant,
qui l'a atteint au bras gauche. L'auteur
de cette tentative d'assassinat a été arrêté;
c'est un ouvrier menuisier nommé Em-
manuel Barthélemy. On a trouvé sur lui
un pistolet d'arçon, un poignard et trois
cartouches.

— Les habitans du faubourg Poisson-

nière demandent, dit-on, l'établissement d'un collège dans ce quartier, dont la population égale celle de beaucoup de villes du premier ordre.

— Lors de la concession du pont du Louvre, on a imposé à la compagnie l'obligation de décorer ce pont de quatre statues colossales. L'exécution en a été confiée à M. Petitot, de l'Institut, qui vient de modeler ces statues représentant l'Abondance, l'Industrie, la Seine et la Ville de Paris.

— L'arcade Colbert, rue Richelieu, menaçant ruine, vient de nécessiter des mesures de précaution : on l'a étayée de toutes parts.

NOUVELLES DES PROVINCES.

M. l'abbé Solente, de Saint-Acheul, a donné à la société des antiquaires de Picardie, réunie à Amiens, un tombeau en plomb de l'époque gallo-romaine, récemment découvert dans un terrain voisin de l'église. Il renferme un squelette de femme bien conservé, deux urnes en verre, plusieurs épingles en bois et quelques fragmens d'une étoffe en mailles (espèce de tricot). M. Roze, curé-des-servant de Tilloy-les-Conty, a donné une médaille représentant la ville de Constantinople à l'époque de Constantin, trouvée dans un marais de cette commune. La *Gazette de Picardie* ajoute que M. Chenssey, architecte de la ville, a aussi donné une statuette en pierre de Saint-Christophe, découverte dans les fondations d'une maison, et deux vases en poterie rouge de l'époque romaine, trouvés dans les marais de Montières.

— M. Stourm, ancien président à la cour criminelle de Metz, président honoraire à la cour royale, est mort à Reims le 26 novembre, à l'âge de 84 ans.

— Le conseil municipal d'Epinal, partageant l'intérêt que le conseil-général des Vosges porte au jeune Pinot, élève distingué de M. Paul Delaroche, vient de lui accorder un encouragement de 400 fr.

— Des fonds viennent d'être votés par le conseil municipal d'Orléans pour la fondation d'un dépôt de mendicité au château de Beaugency.

— A Rochefort, la semaine dernière on a lancé à la mer un bateau appelé le *Caméleon*, et le vaisseau flexible, de 90 canons.

— Le nommé Aulien, âgé de 35 ans, cultivateur à Saint-Priest (Isère) y a environ un an, mordu par un chien, il oublia bientôt cet accident ; tant récemment senti indisposé, dit à Lyon, sans doute pour y chercher des soins, le mercredi 27 novembre alla, vers 9 heures du soir, chez de la maison n° 24, rue Bellecour pour voir le fils de ce dernier à qui il avoit été au service. Après quelques minutes d'entretien, Aulien, accès de rage, demanda en griffant lié avec de fortes cordes, afin d'être hors d'état de communiquer avec ceux dont il étoit atteint. Un domestique, le trouvant comme un criminel, le conduisit à l'hôpital par le commissaire de police du quartier qui avoit été appelé. La foule étoit grande sur son passage, imprudente, elle couroit des ruelles malgré lui, Aulien auroit pu, d'un seul accès, rompre ses liens et se précipiter sur ceux qui l'entouroient, mais la crainte aussi à la vue du mal d'être arrêté, a dû, par sa présence seule, empêcher de fatiguer davantage l'esprit déjà débile de l'infortuné.

— La souscription ouverte à Paris en faveur des Espagnols réfugiés en France avoit le 1^{er} à 5,683 fr. 50 c.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Les symptômes d'anarchie continuent les mêmes à Madrid. Les journaux du jacobinisme continuent à flétrir le feu par leurs affiliés dans les provinces, où l'esprit révolutionnaire est moins contenu que dans la capitale. Les mesures qu'on prend

font qu'augmenter en énergie et en moyens de répression. Rien n'est négligé pour que la garnison soit maintenue sur pied imposant, et en état d'exécuter les ordres du gouvernement au premier signal. Il faut bien que l'autorité se tienne forte et appuyée solidement; car le gouverneur de Madrid vient d'écrire à l'intendant-général des finances qu'il n'a pu lui adresser la liste des contribuables qui refusent l'impôt, pour qu'il les fasse punir sur-le-champ.

Dans les provinces, les agitateurs sont énergiquement contenus, parce que les moyens de répression y manquent, faute de troupes et de garnisons suffisantes. Les grands foyers révolutionnaires, après Madrid, sont Malaga, Cadix, Cordoue, etc.

Les rapports varient peu sur le comte de Solsona. Il est hors de doute que les cristinos y ont perdu beaucoup de monde en tués et blessés, et que l'armée est restée aux carlistes. Seulement, ils ne sont pas emparés de tout le comté destiné au ravitaillement de cette ville. Il leur en a échappé assez pour la tenir en état de se maintenir pendant quelque temps. Le général Valdez fait demander des renforts à Madrid; mais on ne peut pas que le ministre de la guerre ne fasse grand'chose pour lui.

Les mesures sont toujours très-rigoureuses pour le désarmement des provinces basques.

En moins que ce ne soit l'amour du comte d'Espagne est remise en question par quelques bruits contraires. On ne parait prouver qu'une chose; c'est qu'il n'est pas mort d'une manière qui lui ait permis de se vanter pour ceux qui ont commis cette action.

Rien ne change dans la position de l'aristocratie. L'enthousiasme s'est beaucoup refroidi pour lui à Madrid et par-tout.

Le roi Léopold est arrivé le 29 novembre à Bruxelles, venant de Wiesbaden.

— Plusieurs feuilles de Londres annoncent que la réunion du parlement anglais est fixée au 14 janvier.

— Des lettres de Palerme, adressées à la *Gazette du Midi* (Marseille), annoncent que le *Véloc*, bâtiment à vapeur français, a mouillé sur rade le 4 novembre, à la suite d'un violent coup de vent qui l'a forcé de relâcher dans ce port, après avoir essayé en vain d'entrer dans le phare de Messine. On sait que ce navire porte à Trébizonde M. le comte de Sercey, ambassadeur en Perse, et sa suite.

— Le gouvernement anglais a désigné pour remplir les fonctions de commissaires, dans les négociations commerciales que l'Angleterre entame avec la France, MM. Porter, chef du bureau de statistique au ministère du commerce, Bulwer et Mac-Grégor.

— La *Gazette Piémontaise* porte à 400 milles carrés italiens la quantité de terrain couvert par l'inondation simultanée du Panaro et de la Secchia.

— La maison Trèves, de Venise, qui faisoit des affaires immenses avec l'Orient, vient de suspendre ses paiements. On craint également de graves sinistres commerciaux à Trieste.

— A Munich, on dit que la princesse Aldegonde, seconde fille du roi de Bavière, a été fiancée au prince héritier de Modène.

— Un journal allemand prétend que la petite ville de Rastadt sera érigée en forteresse.

— On écrit d'Italie, dit le *Mercur de Souabe*, que M. le duc de Bordeaux a le projet d'épouser une sœur du roi de Naples, et que son voyage n'a pas d'autre but.

AU RÉDACTEUR.

Toulouse, le 24 novembre 1839.

Monsieur, l'*Ami de la Religion* du mardi 29 octobre 1839 renferme une erreur grave sur mon *Traité du magnétisme animal considéré sous le rapport de l'hygiène, de la médecine légale et de la thérapeutique*.

L'auteur de l'article dit, page 194 : « M. le docteur Lafont-Gouzi pose en fait dans son traité, que le magnétisme animal n'est autre chose qu'une reproduction de l'ancienne magie sous un nom nouveau. »

Or je dis, pag. 14 et 15, chapitre de l'origine et de la généalogie du magnétisme : « Il n'est nullement question ici de décider si la filiation et l'hérédité dont se vantent les magnétiseurs, est réelle ou prouvée, et s'il est vrai que les magiciens, les sorciers d'autrefois employoient les procédés et les moyens dont se compose aujourd'hui l'art magnétique. Les déclarations et les affirmations des magnétiseurs qui en appellent au jugement des physiciens et des médecins, et les faits qui accompagnent leurs ouvrages et leur pratique, seront le point de départ, le texte et l'objet de mon examen. Toutefois je dois observer que rien n'autorise à admettre l'identité de la magie et du magnétisme. »

Aux pages 158 et 159, je dis encore : « Il n'est pas question ici d'une affaire de théologie, ni d'un sujet philosophique.... Le magnétisme est placé sur un terrain qui rend inutiles les problèmes et les controverses relatives à l'origine initiale de cet art maléficier. Les faits connus, publics, multipliés, qui sont du domaine de ma profession, suffisent à motiver l'anathème porté contre les maléficiers.

« Ces deux classes d'enchanteurs, les magiciens d'autrefois et les magnétiseurs d'aujourd'hui, partent-elles du même point et emploient-elles les mêmes moyens? Rien ne le prouve, et je laisse Mesmer revendiquer un tel héritage. Encore une fois, la question médico-légale n'est point là, etc. »

Daignez, monsieur le rédacteur, insérer ma réclamation dans votre estimable Journal, et recevoir avec bonté l'expression du respectueux dévouement avec lequel j'ai l'honneur d'être,

Votre serviteur,

LAFONT-GOUZI, professeur à l'Ecole de médecine de Toulouse, etc.

Nous insérons d'autant plus volontiers cette réclamation, que peut-être n'ai-je pas rendu pleine justice à l'auteur dans l'article de notre Journal qui cernoit son livre. M. Lafont-Gouzi est à la fois un médecin très-distingué et excellent chrétien. Il a été amené à une étude particulière du magnétisme par la confiance que lui témoigne le clergé de Toulouse, qui le consulte souvent sur cette matière, pour se faire d'après ses lumières une règle de conduite par rapport aux magnétiseurs et aux magnétisés. Un médecin étant venu ouvrir l'année dernière un cours public de magnétisme à Toulouse, M. Lafont-Gouzi a été vivement porté à publier le fruit de ses recherches et de ses réflexions sur cet objet. Voilà ce qui a donné lieu à l'opuscule que nous avons annoncé, et qui peut être utile au clergé.

Nous devons d'ailleurs remarquer la modération et la retenue de l'honorable médecin dans sa réclamation. Peut-être eût-il été en droit d'élever d'autre part une plainte sur l'article du 29 octobre en réserve, à laquelle bien des auteurs nous ont pas accoutumés, redouble d'estime pour un homme si fort au-dessus des susceptibilités de l'amour-propre.

Le Gérant, Adrien Le Clerc

BOURSE DE PARIS DU 4 DÉCEMBRE

CINQ p. 0/0. 112 fr. 75 c.
TROIS p. 0/0. 82 fr. 40 c.
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 101 fr. 70 c.
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept. 000 fr. 00 c.
Oblig. de la Ville de Paris. 1280 fr. 00 c.
Rente de la Ville de Paris. 0. 0 fr. 00 c.
Act. de la Banque. 2980 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire. 000 fr. 00 c.
Quatre canaux. 1255 fr. 00 c.
Emprunt romain. 101 fr. 5/8
Emprunt Belge 101 fr. 1/2
Rentes de Naples 103 fr. 10 c.
Emprunt d'Haïti. 520 fr. 00 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 25 fr. 3/4

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC & Co
rue Cassette, 29.

1 an	56
6 mois	19
3 mois	10
1 mois	3 50

On peut s'abonner des
et 15 de chaque mois.

SAMEDI 7 DÉCEMBRE 1839.

locution du Saint-Père Grégoire XVI, dans le consistoire secret du 10 des calendes de décembre (22 novembre) 1839.

Depuis le commencement de notre pontificat, nous avons été forcé par les malheurs des temps de vous adresser de ce lieu même bien des choses et douloureuses. Mais ce que nous nous à vous communiquer dans la présente réunion au milieu des afflictions et deuil de l'Eglise, est de telle nature qu'il se de beaucoup l'amertume des maux et nous avons gémi jusqu'ici.

Personne de vous n'ignore que les évêques russes et toute cette illustre nation après avoir reçu l'unité catholique la foi chrétienne, s'en étoit malheureusement écartée, et suivoit le déplorable schisme des Grecs, en retenant l'usage du langage ordinaire et le rit grec, cette nation, dis-je, avoit plus d'une plongé avec le secours de la grâce divine à un retour sincère et durable vers l'unité romaine. Ainsi d'abord dans le concile général de Florence, l'archevêque de Kiow, métropolitain de toute la Russie, souscrivit avec les Grecs au célèbre décret d'union, et quoique la chose ait été bientôt après à cause des troubles soulevés et par les efforts ennemis de ceux qui, rebelles à la lumière, adhèrent plus opiniâtrément au schisme, cependant jamais les évêques ne cessèrent d'aligner leurs vues dans le même but; enfin on vit luire le jour heureux où se fit éclater sa miséricorde, et où il fut donné à la nation russe de rentrer dans le sein de la mère qu'elle avoit perdue, et de revenir dans cette cité fondée par le Très-Haut, et dans laquelle seulement on peut trouver le

Car sur la fin du XVI^e siècle, les évêques russes qui étoient soumis à la domination civile du pieux Sigismond III, roi de Pologne et grand duc de Lithuanie, se rappelant la concorde qui avoit existé autrefois entre les Eglises d'Orient et d'Occident, concorde que leurs ancêtres avoient maintenue avec soin sous le gouvernement du Saint-Siège, sans être contraints par la violence ou trompés par des artifices, sans se laisser entraîner par légèreté d'esprit ni séduire par des avantages temporels, mais éclairés seulement par la lumière d'en haut, et cédant à la seule connoissance de la vérité, excités enfin par le seul désir de leur salut et de celui des brebis qui leur étoient confiées, après avoir délibéré sur cette grande affaire dans une réunion commune, envoyèrent deux de leurs collègues à cette chaire de Pierre au nom de tout le clergé et du peuple, et après avoir abjuré les erreurs des schismatiques, demandèrent d'être de nouveau en société avec l'Eglise romaine, et d'être rétablis dans l'ancienne unité avec elle.

Plusieurs constitutions apostoliques attestent avec quelle charité notre prédécesseur Clément VIII de sainte mémoire, les reçut au milieu des applaudissemens de l'univers catholique; quelle sollicitude le Saint-Siège montra pour eux; avec quelle sage indulgence il les traita; et combien il les aida en toutes manières. Par ces constitutions, des grâces particulières et de grands bienfaits furent accordés à cette nation; on laissa à son clergé les rites sacrés qu'il tenoit de ses relations avec l'Eglise d'Orient, et on érigea en plusieurs lieux, et surtout à Vilna, où bien on soutint par des secours annuels, des collèges pour élever les clercs de la nation russe dans la sainteté de la foi et des mœurs. Il fut triste sans doute que cette union si heureusement rétablie des

lique.

Mais, ô malheureux changement ! ô calamité qu'on ne peut assez déplorer pour les Russes ! ceux qui leur avoient été donnés comme pères et pasteurs, ceux qui devoient être leurs maîtres et leurs guides pour rester unis par des liens plus étroits au corps de J. C., qui est l'Eglise, ceux-là ont été pour le malheur de la nation, les auteurs d'une défection nouvelle. Voilà, vénérables frères, ce qui nous tient dans une pénible anxiété ; voilà ce qui ajoute aux amertumes qui nous arrivent de toutes parts, et ce qui demande des larmes plutôt que des paroles. Nous l'avouons, nous ne pouvions nous résoudre d'abord à ajouter foi à tout ce que les bruits publics racontaient sur ce triste événement ; nous songions à la grande distance des lieux et à l'extrême difficulté que nous éprouvons de communiquer avec les catholiques de ce pays. C'est pour cela que nous avons différé jusqu'ici de faire entendre nos plaintes sur la grandeur du mal.

Mais des nouvelles certaines étant arrivées depuis, et la chose ayant été expressément annoncée par les journaux,

adhésion à l'Eglise grecque-russe la formule qui y étoit présentée, laissant en même temps ceux qui roient qu'ils perdroient sur leur place de pasteurs, et que des lions seroient portées à l'autel contre eux et contre les prêtres qui refuseroient de nous donner l'exemple.

Enfin, après avoir employé toutes les manœuvres, ils en sont venus à une détermination de perversité, qu'ils n'ont point hésité à déclarer publiquement leur intention de ne s'attacher à l'Eglise grecque-russe qu'en joignant des prières au nom de Dieu pour obtenir la permission de se séparer de ce sujet. L'effet a répondu à nos vœux ; car tout étant préparé par le synode schismatique à Pétersbourg, l'agréation de l'Eglise grecque-russe des évêques, du peuple de Russie, qui avoit été jusqu'à présent nuis à l'Eglise romaine, créée et célébrée avec solennité, seroit trop pénible de rappeler ce qui faisoit prévoir depuis longtemps cette triste issue, et par quel moyen ces pasteurs dégénérés se

déplorons du fond de notre cœur tant es que le Sauveur avait rachetées de sang, et qui sont en danger de leur salut éternel. Nous déplorons que de lâches trahisons aient hautement déserté cette fidélité qu'ils avaient d'abord promise à l'Eglise catholique. Nous déplorons qu'ils aient si tristement ce caractère sacré dont ils ont été revêtus par l'autorité de ce siège apostolique. Mais nous sommes dans une grande sollicitude sur ces fils qui dans cette nation n'ont pu être ni trompés par des artifices, ni effrayés par des menaces, ni séduits par des exemples, et qui ont persévéré avec fermeté dans les liens de la communion catholique. Car on ne peut se dissimuler les maux graves résultant pour eux de l'absence des autres, et combien ils ont dû souffrir pour leur constance à maintenir la sainte unité. Plût à Dieu qu'il leur fût permis de les consoler de près par des exhortations paternelles et de leur accorder quelques grâces spirituelles pour les confirmer !

Pendant nous souvenant de notre devoir, et songeant qu'il nous a été dit haut comme autrefois au prophète : *ne cessez point, élevez la voix comme une trompette, annoncez à mon peuple ses péchés, et à la maison de Jacob ses iniquités ;* sortant de cette chaire apostolique, nous nous plaignons incessamment de la défection des Russes et surtout des évêques, nous leur reprochons avec force l'injure que leur attentat a faite à l'Eglise catholique. Mais comme nous tenons sur nous la place de celui qui est riche en miséricorde, qui a des desseins de paix et d'affliction, et qui même est venu pour sauver ce qui périssait, loin de nous dévouer envers eux de la charité apostolique, nous avertissons soigneusement chacun d'eux de penser d'où ils sont tombés, et quelles terribles peines ils encourront suivant les sacrés canons ; nous leur faisons voir où ils vont témérairement, sans leur salut éternel, qu'ils craignent le prince des pasteurs qui leur rendra le sang des brebis perdues, et

que frappés pour leur bien par l'attente terrible du jugement, ils rentrent dans la voie de la justice et de la vérité dont ils se sont éloignés, et y ramènent avec eux le troupeau si misérablement dispersé.

Après cela, nous ne pouvons dissimuler, vénérables frères, que la cause de notre douleur sur la situation des affaires catholiques dans le vaste empire de Russie s'étend bien plus loin. Nous savons combien notre sainte religion y est depuis long-temps accablée d'angoisses. Nous n'avons certainement pas négligé d'appliquer tous les soins de notre sollicitude pastorale à les soulager, et nous n'épargnerons rien à l'avenir auprès du puissant empereur, espérant encore que dans son équité et dans son esprit élevé il recevra avec bienveillance nos vœux et nos demandes. Pour arriver à cette fin, *approchons-nous avec confiance du trône de grâce, priant tous ensemble le Père des miséricordes et le Dieu de toute consolation* qu'il regarde avec bonté son héritage, qu'il console par un secours opportun l'Eglise son épouse, qui pleure amèrement la perte de ses enfans, et qu'il accorde dans sa clémence, une sérénité long-temps désirée au milieu de tant d'adversités.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

ROME. — Le 22 novembre, Sa Sainteté a tenu au palais Quirinal un consistoire secret dans lequel, après une courte allocution, elle a proposé les églises suivantes : les évêchés unis de Porto, Sainte-Rufine et Civita-Vecchia, pour M. le cardinal Jean-François Falzacappa, évêque d'Albano ; l'évêché d'Albano, pour M. le cardinal Jacques Giustiniani ; l'archevêché de Thessalonique *in part.*, pour M. Vincent Massi, transféré de Gubbio, et l'évêché de Césaropolis *in part.*, pour M. Vincent Pecci, prévôt de la cathédrale de Gubbio et pro-vicaire-général du diocèse.

PARIS. — Par ordonnance du 4 cou-

rant, M. de Bonald, évêque du Puy, est nommé au siège archiepiscopal de Lyon, vacant par le décès du cardinal Fesch ;

M. de Lacroix-d'Azolette, évêque de Gap, est nommé au siège archiepiscopal d'Auch, vacant par le décès du cardinal d'Isaard ;

M. Affre, chanoine de la métropole de Paris, est nommé coadjuteur, avec future succession, de M. l'évêque de Strasbourg.

Après une maladie de trois jours, M. le cardinal de Latil est décédé le 1^{er} décembre au matin, à Gemenos, près Marseille. Il étoit sur le point de partir pour Nice, lorsque, le 28 novembre, il ressentit une indisposition qui le détermina à différer son voyage. Le médecin fut appelé, et crut devoir par des saignées prévenir une congestion cérébrale, dont les premiers symptômes se manifestoient. Un autre médecin de Marseille fut mandé, en même temps qu'une lettre écrite sous la dictée du malade, fut envoyée par exprès à M. l'évêque de Marseille, avec qui le cardinal vouloit avoir un entretien.

Le prélat se rendit en toute hâte auprès de son illustre ami, conféra avec lui pendant quelque temps, et lui administra les derniers sacrements, que le cardinal reçut avec une admirable sérénité d'esprit. Il répondoit à toutes les prières, et montrait une grande confiance en Dieu avec un parfait détachement de la vie ; toutes ses paroles annonçoient le calme de son âme. Il a lui-même demandé que M. l'évêque lui appliquât l'indulgence plénière *in articulo mortis*.

Sa maladie étoit une fièvre pernicieuse. Lorsque, pendant la nuit du 30^e au 1^{er} décembre, les symptômes devinrent alarmans et annoncèrent une agonie prochaine, le cardinal conservoit encore toutes ses facultés intellectuelles, ainsi que l'usage de

la parole et de l'ouïe. M. l'évêque de Marseille, qui, depuis près de trois jours, ne l'avoit pas quitté un instant, lui fit la recommandation de l'âme. C'est alors que le cardinal montra avec quel sentiment de foi il quittoit la vie ; les paroles de foi que lui suggéroit M. l'évêque de Marseille étoient répétées avec expression et provoquoient de la part du malade des témoignages touchans de piété envers Dieu et d'intérêt pour ceux qui l'entouroient. Il s'occupa rien ; il s'occupa jusqu'à ses dernières heures de sa famille, de son diocèse et de l'Eglise en général. Il fit mention du doigt de l'évêque de Marseille, l'anneau qu'il portoit habituellement, et pria de le garder comme un souvenir de lui. Enfin, à neuf heures du matin, M. l'évêque de Marseille lui a fermé les yeux.

Son corps a été déposé dans la cathédrale de Marseille, en attendant que le gouvernement autorise son inhumation dans la métropole de Rome.

Une assemblée de charité aura lieu le lundi 9 décembre dans l'église Saint-Nicolas-des-Champs, en faveur des familles indigentes de la paroisse secourues par la société de Saint-Vincent-de-Paul. A deux heures, sermon par M. l'abbé Latour, curé des Missions-Etrangères. La quête sera faite par messieurs : Aude, rue Duphot, 15 ; Bérthod, rue du Ponceau, 2 ; Brunet, Montmorency, 6 ; la marquise de Dolomieu, aux Tuileries ; la comtesse Excelmans, rue d'Angoulême ; Saint-Honoré, 3 ; Javon (Alexandre), rue Meslay, 16 ; Laurent, rue Saint-Denis, 227 ; Visconti, rue Notre-Saint-Augustin, 20.

une réunion de Polonais qui eut lieu à Paris le 29 novembre. M. Antoine Ostrowski, pasteur, l'un des présidents de la réunion, a rappelé un fait récent, la séparation de l'église grecque-romaine à Constantinople, ordonnée par un décret de l'empereur de Russie. Ces quatre millions de Polonais des provinces du sud à qui on enlève le catholicisme qu'ils professoient depuis bien des siècles ; car leur adhésion à l'Église romaine date de la fin du xvi^e (1596). La *Gazette d'Augsbourg* ces jours derniers un article du journal de Saint-Petersbourg sous le titre de l'empereur qui rompt les liens établis entre Rome et les provinces du sud de la Pologne est écrit d'un ton de triomphe.

Ostrowski a raison de considérer cela comme une nouvelle atteinte à la nationalité polonaise et au catholicisme. Il est curieux, au surplus, de voir que dans le nord de l'Europe le catholicisme polonais est attaqué par l'archevêché de Posen par l'administration prussienne au profit du protestantisme, et dans les provinces du sud de la Pologne par l'administration russe, au profit de l'église grecque-romaine.

Cela ranime en Allemagne, et étonnement de plusieurs personnes de notre temps, les anciennes querelles de religion.

La fin du discours par lequel M. Czartoryski a ouvert le 28^e de l'Association littéraire et scientifique, l'on a remarqué entre autres le passage suivant, qui se termine d'une part à l'archevêque de Posen, et de l'autre aux trois évêques grecs-unis, Siciemasko, Lucinski et Zubko, dont le schisme a navré de douleur la Po-

lonoisie de tant d'amertumes, il a été donné d'éprouver aussi une satisfaction en apprenant qu'un de nos

vénérables et saints pasteurs, appuyé par l'unanimité exemplaire de son clergé et par l'attachement religieux des fidèles de ses diocèses, a su, avec l'humilité qui sied à son ministère, mais avec une constance inébranlable, résister aux empiétements tentés contre sa foi et contre les droits de l'Église catholique. Puisse ce grand exemple trouver des imitateurs ! Puisse-t-il laver la tache imprimée à notre pays par d'indignes pasteurs, qui, insensibles à l'exécration générale de ce monde et peu soucieux de leur salut dans l'autre, vrais loups dans la bergerie, osèrent prendre l'initiative du scandale, et entraîner à une criminelle apostasie leurs subordonnés et le peuple qui leur avoit été confié.

Le 1^{er} décembre courant, une cérémonie intéressante a eu lieu dans l'église Saint-Michel de Bordeaux. Une nouvelle chapelle destinée aux pieuses associations de la jeunesse a été inaugurée ; c'est M. Gignoux, vicaire-général, qui a présidé. Il a béni deux médaillons représentant saint Louis de Gonzague et saint Stanislas de Kostka, incrustés dans le mur de la chapelle, et dus au pinceau de M. Eugène Ramade, artiste distingué. Ces deux portraits sont faits et ornés avec un goût exquis, et sont propres à inspirer la piété. Après la bénédiction de ces tableaux, M. Gignoux a célébré le saint sacrifice et a adressé après l'Evangile une instruction remarquable par la clarté, une noble simplicité, et un ton pieux et plein d'onction. Il s'est servi heureusement de l'inscription placée en regard de l'autel et conçue en ces termes : *Il est bon à l'homme de porter le joug du Seigneur dès sa jeunesse.* Quatre-vingts jeunes gens environ composant la société de persévérance, dirigée par un vicaire de la paroisse, étoient présents. La communion a été nombreuse et édifiante.

Le soir, M. l'archevêque est venu officier à vêpres. Le prélat a prononcé

un sermon sur l'éducation, rempli de pensées profondes et d'à-propos ; après le salut , il s'est rendu, accompagné de MM. Gignoux et de Vesins, vicaires-généraux, et du clergé de la paroisse , dans la nouvelle chapelle , et après une allocution courte et paternelle , a reçu cinq membres de la société qui se sont consacrés à la sainte Vierge.

Le 12 novembre dernier, M. l'évêque du Mans, accompagné de deux grands-vicaires et d'un nombreux clergé, a consacré l'église paroissiale de Mulsane, département de la Sarthe, nouvellement rebâtie aux frais de M. l'abbé de Moncé, propriétaire dans les environs. Le pieux et zélé pontife, après avoir fait cette longue et imposante cérémonie, en présence des autorités, de la garde nationale du lieu et d'une foule immense, la termina par la messe pontificale, qu'il voulut célébrer, malgré la fatigue qu'il avoit dû éprouver.

Le 23 du même mois, M. l'évêque du Mans s'est rendu à La Flèche, chef-lieu de l'un des arrondissemens de son diocèse. Le lendemain 24, le prélat a donné le voile à six postulantes dans la communauté de Notre-Dame, et a reçu les vœux de deux professes. Cette édifiante cérémonie, qui l'occupa une grande partie de ce jour, ne l'empêcha point d'en recommencer une semblable le lendemain chez les religieuses hospitalières de Saint-Joseph, de la même ville.

Mais le 26 novembre fut surtout pour les habitans de La Flèche un véritable jour de fête. Dès le matin, toute la population de la ville étoit réunie à l'église paroissiale et sur la place qui lui est contiguë, pour être témoin d'une cérémonie pompeuse. M. l'évêque bénit solennellement cinq cloches, en présence de cinquante membres du

clergé, des autorités civiles et militaires, du lieutenant-colonel de l'école, d'un piquet de gardes nationaux et d'un détachement de la troupe de ligne. Avant la cérémonie, M. l'abbé Poulet, premier vicaire de La Flèche, prononça avec chaleur un discours dans lequel, après avoir fait voir l'esprit de l'Eglise dans la bénédiction des cloches, il sut tirer les larmes des yeux de ses nombreux auditeurs, en montrant combien la religion est imposante dans toutes ses cérémonies, et combien les cloches doivent être chères à un chrétien, par les souvenirs de joie et de tristesse qu'elles lui rappellent sans cesse. M. Poulet voulut bien être l'interprète de toute l'assemblée et adresser au pontife vénéré, dont le zèle ne redoute aucune fatigue, et aux magistrats, des remerciemens et des éloges aussi justes que mérités.

La messe pontificale qui suivit la cérémonie ne fut finie qu'à deux heures après midi.

M. l'évêque de Périgueux a écrit pour 20 fr. en faveur des pauvres réfugiés Espagnols. Trois chanoines de sa cathédrale, MM. Lamoignon, Véchambre et du Pavillon ont souscrit pour 50 fr., 25 fr. et 10 fr.

M. l'abbé Combalot prêche à La Flèche, tous les dimanches après vêpres, et tous les jours de la semaine, excepté le samedi, à 6 heures du soir.

Le clocher de Migné vient d'être achevé. On se souvient que le conseil municipal de la commune s'étoit imposé pour une somme de 3,000 fr., afin d'aider M. l'évêque de Poitiers, qui avoit entrepris la construction. C'étoit peu de chose pour la dépense totale, mais le vénérable prélat a trouvé d'autres ressources, et a contribué lui-même généreusement aux frais.

l'église de Migné commence à se bîler. De beaux ornemens donnés par des personnes pieuses ont enrichi la sacristie. M. l'ancien évêque de Poitiers vient de faire hommage à la croix de cuivre rouge de vingt-cinq de longueur. Cette croix, dont la tige se rapproche un peu de la croix vue en 1826, est suspendue horizontalement à la voûte, à l'endroit même où parut la croix le 17 décembre. Le prélat a fait graver une inscription sur la croix, qui indique la nouvelle construction que M. l'évêque de Poitiers a fait faire en mémoire de l'apostrophe. L'inscription se termine ainsi : *La croix suspendue à la voûte est le souvenir et l'image.*

Si on avoit eu des fonds, le projet étoit d'élever un monument sous lequel on se terminoit la tête de la croix; mais il a fallu ajourner l'exécution de ce projet. En attendant, on va élever une colonne surmontée d'une croix horizontale. Elle sera placée à l'extrémité du chemin, de la grande route de Poitiers à Migné, se dirige vers Migné. Par décision du conseil municipal, ce chemin avoit été désigné sur l'état des chemins sous la dénomination de *chemin de la Croix*. Ce nom sera gravé sur le piédestal, et sur les autres faces il y aura des inscriptions propres à perpétuer le souvenir de l'apostrophe.

On va célébrer pour la treizième fois l'anniversaire d'un événement qui a fait tant de sensation dans le pays et au loin.

Philippe Lemoine, journalier à Migné, près le Quesnoy, diocèse de Poitiers, aime à s'asseoir au banc des chantres dans sa paroisse, et comme il n'y est point admis à cause de son caractère voisin de la folie, il se porte contre le clergé et les fidèles, ce qui lui a déjà valu plusieurs condamnations en police correction-

nelle. Le 16 novembre, il comparoissoit de nouveau, comme prévenu d'avoir excité récemment du trouble dans l'église, en manifestant pendant le salut l'intention de monter à l'autel. Le curé et l'adjoint s'y étant opposés, Lemoine avoit donné un coup de poing au dernier et l'avoit mordu au bras. Il a été établi que précédemment le prévenu avoit réussi à se placer pendant l'office sur l'estrade du prêtre, et que de là il avoit béni les habitans avec son bonnet de coton en signe d'ostensoir. Néanmoins le tribunal n'a pas trouvé dans ces actes la folie suffisamment caractérisée, et il a condamné Lemoine à trois mois de prison, en admettant toutefois le dérangement de ses idées comme circonstance atténuante.

D'après un relevé statistique du nombre des élèves admis dans les écoles primaires communales de Valenciennes, il existe dans l'école des Frères 479 élèves, dans l'école d'enseignement mutuel des garçons 123, et dans l'école d'enseignement mutuel pour les jeunes filles 148. Une classe d'adultes est en outre annexée aux écoles des Frères et à l'école d'enseignement mutuel pour les garçons. On compte dans la première 127 élèves, et dans l'autre environ 40. Les frais annuels que coûtent à la ville ces diverses écoles se répartissent comme il suit : 3,000 fr. sont accordés aux Frères; 1,440 fr. forment le traitement de la directrice de l'école mutuelle pour les jeunes filles, et de la sous-maîtresse; le logement est accordé à la directrice, et 150 fr. sont approximativement dépensés par trimestre pour fournitures aux élèves; 2,040 fr. pour traitement des maîtres et sous-maîtres sont accordés à l'école mutuelle des garçons, ainsi que le logement pour le maître, et une somme de 3 à 400 fr. est allouée pour les fournitures. Il résulte de ces chiffres que l'école des Frères,

qui instruit un nombre d'élèves double de celui reçu dans les écoles mutuelles des garçons et des jeunes filles, reçoit un traitement à peu près égal aux deux tiers de ce que reçoivent les écoles mutuelles.

Après ces détails empruntés à un journal fort peu suspect de partialité pour les Frères, l'*Echo de la Frontière*, seroit-il possible qu'il se trouvât encore des personnes pour s'écrier que toutes les faveurs municipales sont pour les *Ignorantins* ?

On écrit de Tarascon le 16 novembre, que de soi-disant Frères Bernardins ont été vus, il y a peu de jours, à Avignon, faisant la quête pour une prétendue maison religieuse de Saint-Michel-de-Frigolet. Ces gens-là continuent dans d'autres villes leur déplorable métier. Or, il est bon que l'on sache qu'il n'existe point et qu'il n'a jamais existé dans la belle solitude de Saint-Michel, aucune congrégation de l'ordre de Saint-Bernard.

Seulement, au mois de juin 1837, plusieurs de ces prétendus religieux voulant se soustraire aux poursuites de M. le procureur du roi de Carpentras, s'étoient sauvés de Saint-Gens (Vaucluse), où ils avoient affiché en grandes lettres sur la porte de leurs maisons : *Ici l'on apprend à bien mourir*. Ils se réfugièrent à Saint-Michel, et là, pas plus qu'ailleurs, ne se mettant point en peine de *bien vivre*, ils dissipoient le fruit de leurs quêtes menteuses à peu près comme l'enfant prodigue dissipa son héritage.

Bientôt on les vit se raser la tête, endosser l'habit blanc, se répandre dans les pays voisins, parcourir même la France d'un bout à l'autre, tantôt en soutane, tantôt en costume religieux, tantôt en habit bourgeois. Il seroit difficile de dire les impressions différentes que fit sur le peuple l'aspect de ces prétendus

religieux, tous les contes plus ou moins ridicules qui se répandirent à ce sujet. Mais les prosélytes ne leur manquèrent pas, et ceux-là mêmes que M. le procureur du roi avoit fait écrouer, contre leur vocation, se sentirent appelés à tromper les gardiens de leur prison, pour embrasser la singulière pénitence que l'on fait à Saint-Michel.

Le bruit de leur imposture parvint jusqu'aux oreilles de M. l'archevêque d'Aix, qui voulut s'assurer du fait par lui-même. Malgré son âge, et les chaleurs du mois d'août, on vit ce vénérable prélat s'acheminer le lendemain de l'Assomption vers les âpres collines qui précèdent l'ancien monastère. En apercevant l'admirable chapelle de cette maison, il s'écria : *Ceci vaut bien la peine de faire le voyage*. Ces paroles auroient pu faire prendre le change aux prétendus religieux, sur le but réel de sa visite. Mais leur conscience peuloit trop haut pour leur permettre de l'attendre ; ils se cachèrent ; aucun d'eux n'osa paroître devant le chef du diocèse, et la police intervenant en fit bonne et prompte justice.

Il n'est pas vrai qu'un prêtre de Nîmes ait fait l'acquisition de cet ancien couvent, et qu'il y ait fondé une maison de retraite ecclésiastique ; mais, en ce moment, on vient d'y établir un pensionnat, dont les nombreux élèves témoignent de la confiance des familles.

Saint-Michel ne sera donc plus profané par des hommes dont le moindre défaut étoit de tromper la charité des fidèles : mais nous n'avons pas moins nécessaire de signaler ces imposteurs, en désirant que l'autorité fasse partout son devoir comme elle l'a fait ici.

(Gazette du Midi.)

Le 2 décembre, le nommé Georges Lassey, de Bruxelles, a été ar-

ans l'église Saint-Nicolas-du-
nnet, au moment où à l'aide
ts bâtons garnis de glu, il
oit à tirer la monnoie d'un
lancé dans un coin obscur de
. Ce sont des agens de la po-
sûreté placés dans l'église à
on d'un grand mariage, qui
t. cette capture. Lassey a été
à disposition du parquet.

e rappelle le voyage que fit
ice, il y a trois ans, M. l'abbé
missionnaire de l'Océanie, et
qu'il excita par ses relations
progrès de la religion dans les
mbier. Il s'est répandu ré-
nt dans la capitale des copies
ettre qu'il a adressée à ma-
supérieure de la maison de
Clotilde, rue de Reuilly, à

Vaitobou, aux Iles Marquises.
sion de la Sainte-Famille, le 6
mars 1839.

• Madame,

à cœur, que la charité de Jésus-
rempli de tant de zèle pour le
les missions de l'Océanie, doit
ardement de recevoir quelques
s de ces missions. Vous devez me
bien en retard relativement aux
es que je vous fis à Paris; je n'ai
cependant vous écrire plus tôt,
à presque toujours en voyage de-
à départ de France. Maintenant
ais arrivé aux Iles Marquises, je
s donner quelques détails, tant
mission des Iles Gambier, que sur
Marquises.

s ai vus, ces bons néophytes des
mbier, mais je ne les ai vus qu'en
la providence m'ayant destiné
Iles Marquises, presque aussitôt
on arrivée à Gambier. Il y avait
aps que nous avions des vues sur
Marquises, où il y a tant d'ames
s dans les ténèbres de l'idolâ-
is nous n'avions pas trouvé d'oc-
favorable pour nous y rendre, et

nous manquions d'ouvriers. A mon arri-
vée, il se présentait une occasion toute
prête et j'amenais des missionnaires. Il a
donc été décidé que six missionnaires
partiroient avec monseigneur, et j'étais
du nombre. Nous n'avons eu qu'un mois
de résidence à Gambier, et nous l'avons
employé à distribuer à nos néophytes les
dons de la charité française. Avec quelle
reconnaissance ils ont reçu les vêtemens
travaillés par les mains de vos estimables
enfans, et de tant d'autres personnes.
On a prié et l'on prie tous les jours à
Gambier pour les bienfaiteurs de l'O-
céanie. Mon départ trop précipité ne
m'a pas permis de vous envoyer les noms
des personnes qui ont reçu les vêtemens
offerts par vos estimables enfans; j'en ai
chargé M. Laval, qui est resté à Gam-
bier.

• Comme il y a quatre Iles, nous fîmes
quatre distributions différentes, et à la
suite de chacune, tout le monde se cou-
vrit des vêtemens reçus, et assista dans
cet état à une messe célébrée par mon-
seigneur pour les bienfaiteurs de la mis-
sion; le même jour, chaque missionnaire
dit la sainte messe à la même intention,
et cela dans chaque Ile. Comme la dis-
tribution de la grande Ile fut la plus im-
portante, je vais vous la raconter avec
quelques détails.

• Nous voulions le même jour habiller le
roi, la reine et le grand Matua, avec les
habits envoyés par le Saint Père, et dis-
tribuer en même temps à chaque famille
de quoi se couvrir, et puis inaugurer la
statue de la sainte Vierge, donnée par Sa
Sainteté Grégoire XVI. Nous disposâmes
donc tout à cet effet. Le P. Laval partit
d'Akéné pour Magaréva, un jour à l'a-
vance, et prépara dans l'enceinte même
de la grande église en pierre, dont les
fondemens sont creusés, un trône pour
la statue de la sainte Vierge. Il réussit à
faire quelque chose d'assez joli avec des
coupons de calicot et étoffes papyrifiques
du pays. Il dressa un entablement assez
large avec des planches. Aux quatre coins
de cet entablement, quatre pyramides

converties d'étoffes du pays. Sur cet entablement, un petit trône orné de différents objets apportés de France. On y plaça aussi quelques tableaux représentant Notre-Seigneur et la sainte Vierge Marie. Le tout produisoit un assez bel effet.

• Lorsque tout fut prêt, nous fîmes la distribution des vêtements, en commençant par le roi, la reine et Matua. On ajouta au vêtement du roi, donné par le Saint-Père, la belle épée donnée par Louis-Philippe, roi des Français. Quelle joie pour eux de se voir si bien vêtus ! Matua ne put s'empêcher de s'écrier, ayant sur son corps de six pieds son bel habit à l'oriental : *Qu'étions-nous autrefois !* Toutes les familles reçurent quelque chose ; il y avoit de quoi pleurer de joie de voir leur contentement. Nous fûmes témoins, dans cette distribution, d'un trait qui nous édifia beaucoup. Quelqu'un avoit reçu, par mégarde, plus qu'il ne devoit recevoir ; il rapporta promptement ce qu'il avoit reçu de trop, craignant qu'un autre ne fût frustré, et nous laissa édifiés de sa conscience pleine de justice et de charité.

• Lorsque cette distribution fut achevée, on se disposa à faire l'inauguration de la statue de la sainte Vierge, qui tenoit le premier rang parmi les dons reçus. Tous nos néophytes furent avertis de se revêtir des habits que nous venions de leur distribuer, ce qui fut promptement fait. Ceux qui n'avoient reçu que des coupons non confectionnés ne laissèrent pas de s'en couvrir. Alors on disposa tout le monde sur deux rangs et on procéda à la cérémonie. Tous les lanciers du roi, au nombre de trente, se placèrent sur deux lignes. Tous les missionnaires, au nombre de neuf, sans compter le vicaire apostolique, prirent chacun leur place. Deux, habillés en diacre et sous-diacre, portoient la statue sur un brancard ; les autres prêtres marchaient après ; tandis que monseigneur suivoit la statue, avec deux prêtres à ses côtés. Derrière lui venoient le roi, la reine et Matua, tous les

trois revêtus du costume envoyé Saint-Père ; le roi portoit aussi épée que S. M. le roi des Français envoyée. La procession marcha avec beaucoup d'ordre, en chantoit les litanies de la sainte Vierge, jusqu'à tel où devoit être déposée la statue qu'elle y fut placée, je fus chargé de l'instruction au peuple. Elle fut sur la dévotion à Marie, patronnes, sur la grandeur du don offert par le Saint-Père à l'église des îles Maritimes sur les présens de Sa Sainteté à la reine et à Matua ; sur les dons d'outils envoyés par la reine des îles sur l'intérêt que lui portoient les fidèles de France. Vous voyez l'on vous aime en France, leur dis-je, jetez vos regards sur vous-mêmes, vous verrez la preuve que vos frères d'Europe s'intéressent à vous, et veulent couvrir votre nudité. Nos bons pères étoient attendris jusqu'aux larmes, le seigneur chanta la messe pour les bienfaiteurs, et donna, à la messe, la bénédiction du Saint-Père, après avoir adressé à l'assemblée quelques paroles des plus paternelles. Quatre messes avoient été dites ce jour pour les bienfaiteurs de la colonie.

• Toutes ces distributions faites, nous restoit plus qu'une cérémonie à remplir avant de quitter nos néophytes, pour porter le flambeau aux peuples féroces des îles Maritimes. Cette cérémonie consistoit à placer la première pierre de l'église qui va s'élever à Maguilaire du vrai Dieu, sous l'invocation de l'archange saint Michel. Ce fut le 1^{er} février 1839, qu'eut lieu cette cérémonie, laquelle je parlai pour la donner aux néophytes de la grande île. Je dirai, madame, que l'on commence à filer et à tisser le coton aux îles Maritimes, ce qui nous a fait espérer pour le bout de les couvrir avec les étoffes de France. Mais que de nudités quises dont je vais vous parler l'heure. C'est une pitié ! Je voi

de trente mille habitans environ, nous. Ce fut le 21 janvier, que nous peillâmes pour les Marquises. Que nous répandirent nos pauvres néophytes ! Nous croyions que tu revenois à rester avec nous, me disoient-ils, et t'en vas ; à peine si on a vu ton visage. Ce qui contribuoit à augmenter la peine, c'étoit le départ de Mgr qui t'accompagne. Nous avons aussi avec deux néophytes de Gambier qui nous ont de la plus grande utilité.

POLITIQUE, MÉLANGES, ETC.

Il y a dans notre situation actuelle une chose qui fait souvenir de ces inquiétudes vagues, mais réelles, dont Louis XVIII se plaignoit un jour dans un discours d'ouverture des chambres. Des symptômes d'un mauvais caractère semblent encore annoncer qu'il y aura encore une fois de l'anarchie dans le pays. Ici, c'est une machine chargée de faire éclater de la manière la plus fâcheuse, au milieu d'un quartier populeux et semé de corps-de-garde de tous côtés. Là, c'est un frénétique qui attaque avec des coups de pistolet sur les boulevards les citoyens les plus fréquents de Paris, un agent inoffensif de l'autorité, vaquant paisiblement à ses devoirs ; et qui déclare l'attaque précisément à raison de ses fonctions, parce que c'est un employé du gouvernement, et qu'il espère faire naître une révolution à cette occasion. Ailleurs, c'est la jeunesse des écoles qui se soulève contre le nombre de plusieurs milliers d'étudiants pour faire descendre un professeur de sa chaire ; et contre laquelle on est obligé de faire marcher la force publique, avec l'appareil des insignes de la police et des sommations prescrites contre les rassemblemens perturbateurs. Tout, enfin, on s'entend parler que de sociétés secrètes, de machines meurtrières et de bombes chargées à poudre, se découvrent dans la plupart des visites et des saisies qu'on se trouve obligé de faire.

Tout cela constitue un état de choses

qui n'est pas moins grave, assurément, que les circonstances auxquelles Louis XVIII rapportoit les inquiétudes vagues, mais réelles, qui régnoient alors. Qu'avons-nous à opposer cependant à un mal si étendu, et qui se révèle par tant de côtés ? A aucune époque la législation pénale n'a été plus énervée et plus amollie, la justice plus timide et plus désarmée de toute vigueur par une philanthropie méticuleuse et systématique. Affoiblissement et impuissance dans tous les ressorts de l'autorité ; affoiblissement et impuissance de répression dans l'ordre civil ; affoiblissement et impuissance de répression dans l'ordre politique ; affoiblissement et impuissance d'action dans tout ce qui est destiné à garantir et à protéger la société ; voilà ce que le tableau de notre situation offre d'un côté. De l'autre, accroissement de corruption et d'immoralité ; accroissement de crimes civils, produit par l'irréligion et l'impunité ; accroissement de désordres et de délits politiques, produit par les passions révolutionnaires ; accroissement d'action et d'audace parmi les malfaiteurs, en proportion du dépérissement des forces répressives ; voilà contre quoi il faut lutter avec un jury sentimental et philanthropique, avec des pouvoirs sans énergie et sans nerf, avec une législation amortie par les idées philosophiques et l'esprit général du temps. Par où nous sommes amenés à conclure que si une société relève de là, ce ne peut être que par une de ces chances merveilleuses qui sauvent quelquefois des naufragés contre toute espérance de salut.

PARIS, 6 DÉCEMBRE.

On assure que le conseil des ministres a décidé que 12,000 hommes et 1,500 chevaux seroient immédiatement envoyés en Afrique. Le *Moniteur* publie aujourd'hui, 1° une ordonnance qui appelle à l'activité 25,000 jeunes soldats sur les 40,000 qui forment la seconde portion du contingent de la classe de 1838 ; 2° une autre ordonnance qui ou-

vre au ministère de la guerre, sur l'exercice 1840, un crédit extraordinaire de 19 millions 987,000 fr.; pour subvenir aux dépenses urgentes qui n'ont pu être prévues par le budget dudit exercice; et qui seront portées aux chapitres spéciaux de la 2^e section du budget de la guerre (Algérie).

— Plusieurs généraux qui ont déjà servi en Afrique, ont demandé à y être envoyés de nouveau. On cite, entre autres, les généraux Rapatel, l'Etang et d'Hondetot.

— Quelques journaux se plaignent, dit le *Moniteur*, du silence gardé par le gouvernement sur les affaires d'Afrique. Le paquebot n'arrivant qu'une fois par semaine, le ministère n'a pas reçu de nouveaux détails depuis qu'il a fait publier tous les documens qui lui sont parvenus par l'estafette de dimanche. Dans l'état où se trouve en ce moment l'Afrique, il est probable que le gouvernement se hâtera de doubler ses moyens de communication avec ce pays.

— La commission d'instruction de la cour des pairs vient de prononcer la mise en liberté de 21 prévenus dans l'affaire de l'insurrection des 12 et 13 mai. Ces 21 individus, parmi lesquels se trouvent plusieurs étrangers, ont été immédiatement mis en liberté.

— La cour des pairs est, comme on se le rappelle, convoquée pour le 12, à l'effet de statuer sur les mises en accusation; mais on assure que le procès de la seconde catégorie des accusés de l'insurrection des 12 et 13 mai ne sera jugé que dans la seconde quinzaine du mois de janvier.

— M. Emmery, pair de France, est mort hier à Paris, à l'âge de 57 ans.

— Le baron de Fagel, envoyé de Hollande auprès du gouvernement français, est attendu à Paris, venant de La Haye, où il étoit depuis quelque temps.

— Le jeune Bero (et non Béraud) a comparu plusieurs fois devant le juge d'instruction. A toutes les questions du magistrat, il a refusé de répondre. Con-

fronté avec quelques individus, et avec les gardiens de la Conc qui avoient été commis à sa suite lors de précédentes arrestations reconnue pour le nommé Antoin Bero, né à Lyon en 1817, arrêté le 18 septembre 1837, pour avoir affiché des cards séditieux, mis ensuite en défaut de preuves suffisantes, et nouveau en juin dernier comme partie d'associations illicites. Il prenoit dans ses relations l'habit d'étudiant, travailloit chez un tiers, où il gagnoit de faibles moyens. Au moment de son arrestation avoit les mains noires et portoit des imprégnées de poudre. La prison sous laquelle il est en mandat est qualifiée : *Complot. Affaire Royal*.

— On trouve aujourd'hui dans la *Gazette des Tribunaux* quelques détails sur Bero. Se décidant à rompre momentanément le silence, le prévenu habitoit rue des Lions-Saint-Palais. Hier, comme on alloit le déposer au dépôt de la préfecture de police pour le conduire à son domicile en prison, on trouva, pendant la visite d'usage, dans sa main fermée et fortement enlaccée un billet écrit au crayon conçu : « Faites enlever ce qu'il y a moi, rue de la Vieille-Bouclerie n° sixième, la porte à gauche. V forcez la serrure. Adieu, dites que je saurai faire mon devoir.

On conduisit d'abord Bero au lieu par lui indiqué; puis on le mena à la Vieille-Bouclerie. Là on trouva des bombes de 7 à 8 pouces de diamètre, entièrement semblables à celles qu'il y a quelques semaines, dans les quartiers de Paris, et à Cretin, qu'aux fragmens ramassés rue de la Vieille-Bouclerie, après l'explosion du 28 mai. On a saisi également dans la chambre de Bero des moules à balles, des sacs de poudre, et plusieurs papiers, parmi lesquels figure un journal d'une société secrète, co-

nes de la plus virulente exaltation. Le de cette opération, Bero, qui oit vivement affecté, a dû subir un interrogatoire devant M. Zan-

On demande à quoi devoit aboutir l'opération de la rue Montpensier, et si, est horrible à penser, des hommes éprisent assez la vie de leurs sem- pour la sacrifier à chaque instant folles idées, ne voulaient pas es- la portée de leur infernale inven-

Un des gardiens chargés de la sur- ce des matériaux placés sur la du Pont-Royal, en ce moment en tion, a retiré de l'eau, il y a quel- ours, une bombe presque entière- pareille à celles trouvées dans la bre de Bero. On pense qu'elle aura été à la Seine après l'explosion de la Montpensier, par l'auteur même du ou par un complice qui auroit d'être trouvé nanti d'une pièce si de conviction.

On nous a annoncé qu'un sergent ille avoit reçu sur le boulevard Martin, un coup de pistolet à bout- . Le manteau que l'agent de po- roit à ce moment et son habit ont pement amorti le coup, qui, dirigé- cœur, ne l'a atteint que très-foi- ot au bras gauche. L'assassin, Em- Barthélemy, âgé de 17 ans, est- p, porteur, et demeure rue Mi- de Comte, 11. Arrêté par ceux qui- ment là, comme il venoit de jé- pistolet sur le boulevard, il a été- t chez le commissaire de police du- . On a trouvé sur lui un poignard, ppointe acérée étoit dentelée en- trois cartouches, un portefeuille- tant une médaille portant l'exergue- le juillet 1790, et l'inscription: *Volonté. Vivre libre ou mourir* / On- a trouvé sur l'assassin des écrits au- q tracés de sa main, et contenant- fibles provocations au meurtre et à- truction.

Interrogé sur les motifs qui l'a-

volent déterminé à commettre cette cri- minelle tentative, Barthélemy, tout en avouant le fait, a répondu qu'ayant fait partie des attroupemens réunis en avril dernier sur le boulevard Saint-Martin, il avoit été arrêté alors avec d'autres per- turbateurs, et que de ce moment il avoit résolu de se venger. Une perquisition faite à son domicile a été sans résultat, et Barthélemy a été mis immédiatement à la disposition du parquet.

— M. Charles Durand, rédacteur en chef du *Capitol*, arrêté mardi matin et interrogé à midi, par M. Zangiacomi, a été ensuite mis en liberté.

— Il résulte de renseignemens recueillis par le ministre de la guerre, que le sieur Bon-Pignot, ex-sergent-major au 57^e de ligne, est arrivé de Russie à Rouen. Fait prisonnier en 1812, au passage de la Bérésina, et conduit à Kalouga, il s'at- tacha, après quelques mois de séjour, à un chirurgien-major russe; il se fixa en- suite à Minsk, où il se maria et où il vé- cut vingt six ans en donnant des leçons de langue française. Il sollicita des passe- ports qu'on lui envoya dans le mois de mai, pour lui et ses trois enfans, et il partit immédiatement. Bon-Pignot vient de recevoir un secours de l'administra- tion, en attendant que ses droits à la re- traite se trouvent vérifiés.

Il existe dans plusieurs villes de l'em- pire d'anciens prisonniers français; les uns s'étant mariés ont rempli certaines formalités qui les placent sur le même pied que les sujets russes, et ne peuvent sortir des états moscovites qu'avec la per- mission du gouvernement; les autres, restés avec la qualité d'étrangers, ont be- soin pour quitter l'empire de passeports qui ne sont remis qu'après de longues formalités.

— Il n'a été déclaré au greffe du tribu- nal de commerce de la Seine, pendant tout le mois de novembre, que 79 failli- tes; c'est 24 de moins que dans le mois d'octobre. L'ensemble des divers passifs de ces 79 faillites s'élève à près de quatre millions.

— L'administration de la caisse d'épargne de Paris annonce qu'à partir du 1^{er} janvier, la retenue de 15 jours d'intérêts sur les versements et celle de 8 jours d'intérêts sur les remboursements, seront supprimées. A dater de ladite époque, les sommes versées porteront intérêt à trois et trois quarts pour cent par année, du jour même du versement jusqu'au dimanche qui précédera le jour désigné pour le remboursement.

— Hier, à la réunion des électeurs du 5^e arrondissement de Paris, M. d'Hubert, maire de l'arrondissement, a eu 428 voix; M. Michel (de Bourges), 302; M. Bureaux de Puzy, 225, et M. Horace Say, 196. Le nombre total des votans étoit de 1160, et personne n'ayant obtenu la majorité absolue, qui se trouvoit de 581, on a procédé aujourd'hui à un nouveau scrutin. M. d'Hubert a réuni 556 voix; M. Michel (de Bourges) 396; et M. Bureaux de Puzy 234. Aucun des candidats n'ayant encore obtenu la majorité absolue, il y aura demain ballottage entre MM. d'Hubert et Michel (de Bourges).

— L'Académie française a décidé, dans sa séance du 5, qu'elle procéderoit à l'élection du remplaçant de M. Michaud le 19 de ce mois.

— Les dernières nouvelles venues des départemens font connoître une baisse du prix des blés sur 61 marchés.

— Un individu qui descendoit, il y a peu de jours, d'un omnibus sur la place du Caire, sans avoir pris la précaution de donner le temps à la voiture de s'arrêter, est tombé sur le pavé et s'est fendu la tête. On dit qu'il est mort le lendemain.

— Il a été consommé à Paris pendant le mois de novembre 5,865 bœufs, 1,869 vaches, 6,083 veaux, et 34,606 moutons; c'est 385 bœufs, 72 vaches, 768 veaux, et 3,436 moutons de moins qu'en novembre 1838.

NOUVELLES DES PROVINCES.

A Crèvecœur, près Cambrai, une femme qui avoit eu l'imprudence de laisser sa petite fille seule dans sa maison,

n'a plus trouvé à son retour que de cendres et d'ossements de foyer.

— Nous avons dit que la commune de Rouen avoit voté 1 de pain pour les malheureux. Ce vote vient d'être suivi par les communes de ladite ville, qui ont voté 1,000 livres.

— Une ordonnance prescrit la réorganisation en deux légions de la garnison de Metz.

— M. Merlin, député de l'arrondissement de Rodez, membre du conseil général de l'Aveyron, juge civil de Rodez, est décédé à Rodez le 29 novembre, à l'âge de 72 ans.

— M. de Salvandy, ex-ministre de l'instruction publique, étoit à Paris à peu de jours.

— La souscription ouverte en faveur des malheureux Espagnols s'élevait, le 3, à 9,201 fr.

— Un imprimeur de Lyon, Boursy, poursuivi pour impublicité, sans dépôt ni déclaration, d'un livre intitulé *Abolition de la peine de mort*, et pour reproduction sans dépôt ni déclaration de plusieurs articles du *Censeur*, a été condamné par le tribunal de police correctionnelle à 3,000 fr. d'amende pour le délit.

— Les habitans du quartier Jean, à Lyon, se plaignent de ce que les rues et leurs places ne sont pas éclairées par le gaz, tandis que les particuliers jouissent de cet éclairage depuis près de deux ans.

— Le 29 novembre, entre Gier et Givors (Loire), une voiture qui passe le chemin de fer d'Etienne s'est tout à coup écroulée. Par bonheur, aucun wagon ne passait à ce moment. La circulation est momentanément interrompue.

— M. B., petit-fils d'un des directeurs des postes, à Marseille, dernièrement en chasse, lorsqu'il chassait, ses chiens joyeux sautèrent autour

partir son fusil qu'il tenoit armé d'une main, le canon dirigé vers sa M. B. est mort sur-le-champ.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Il a prêté un moment à Espartero l'illusion de se rendre en Catalogne pour terminer la guerre dans cette province par un grand coup. Il paroit que sur cette idée, il a fini par y renoncer. Il a maintenant qu'il a le projet de s'installer à Saragosse, et d'y établir son quartier-général jusqu'au printemps. Il est pour certain que son armée s'est considérablement affoiblie depuis deux ans par l'effet des maladies et des famines. Peut-être exagère-t-on ses pertes; on les porte à dix mille hommes, qui auroient succombé de cette manière. On qui l'occupe le plus actuellement, est d'observer les mouvemens de Madrid. On juge toujours que sa présence peut devenir nécessaire d'un moment à l'autre, à cause de la sourde agitation et de l'esprit de désordre qui règne dans la ville parmi les exaltés. Du reste, le mouvement s'est bien refroidi pour lui depuis quelque temps, à cause qu'il n'a répondu à ce qu'on attendoit de sa parole et de ses démonstrations contre le roi.

On a des nouvelles de Madrid jusqu'au 28. A cette date, la fermentation révolutionnaire augmentoit; des groupes nombreux se montraient dans les rues, les clubs paroissent fort occupés à rallier le feu. Cette sorte de redoublement d'anarchie étoit produite par une agitation qui venoit de paroître sous le nom de membres de la majorité des anciennes cortès, qui se vengeoient de la dissolution de leur assemblée, en combattant à la manière des anciens Perses, c'est-à-dire en se retirant. Ces messieurs ont cru devoir jeter derrière eux un derrier brandon, en rétablissant la question refus de l'impôt, et en léguant cet héritage au gouvernement. C'est cet in-

cident qui paroît produire l'agitation dont les dernières nouvelles font mention.

M. Le Lion, ambassadeur belge à Paris, est arrivé lundi dernier à Bruxelles.

— On dit que lord Palmerston va épouser la comtesse douairière Cowper, sœur du vicomte Melbourne.

— La fille unique de lord Brougham vient de mourir.

— Le comte de Survilliers (Joseph-Bonaparte) a loué une maison, à Londres, pour l'hiver.

— D'après le *New-York Herald*, on craindroit de voir de nouveaux troubles éclater, cet hiver, au Canada.

— Les nouvelles du nord de l'Italie sont toujours affligeantes : les rivières Faro et Parma, dans le duché de Parme, se sont réunies, et forment un lac de plusieurs milles d'étendue. Les pays de Torricella, Sanguigna, Sacca et Mezzana di Rondi, se trouvent recouverts de plusieurs brasses d'eau. Le Pô ayant aussi rompu une de ses digues, a inondé les territoires adjacens de la province de Mantoue, du duché de Modène, et surtout de la légation de Ferrare.

— La *Gazette de Hanovre* du 30 novembre contient une ordonnance royale qui a pour objet de compléter les mesures légales concernant le recouvrement des impôts arriérés. Ces mesures frappent spécialement sur ceux qui refusent l'impôt. Les meubles de ces derniers seront saisis par l'autorité, qui les transférera en tel lieu qu'elle jugera convenable pour les garder ou les faire vendre. A défaut d'acheteurs solvables, les objets saisis pourront être estimés, et la direction des contributions pourra se les approprier en acquittant l'impôt. En outre des frais de garnisaires, les récalcitrans auront à leur charge l'indemnité qui sera allouée aux agens ou gendarmes qui assisteront l'autorité.

— La *Gazette politique de Munich* donnant des nouvelles d'Odessa du 4 novem-

bre, dit que les Circassiens ont battu la cavalerie russe le long de toute la ligne de Sundscha et dans les plaines d'Alazan, après lui avoir tué 3,600 hommes et plusieurs officiers supérieurs distingués.

— L'empereur et l'impératrice de Russie ont quitté le 19 novembre Zarskoje-Selo pour venir habiter le palais d'hiver; à cette occasion, Saint-Petersbourg a été illuminé.

— Le comte de Sercey, ambassadeur de France en Perse, est arrivé à Albènes le 14 novembre.

— Reschid-Pacha a fait remettre aux différentes légations un exemplaire du hattî-sheriff, en l'accompagnant d'une lettre dont voici copie : « J'ai l'honneur de vous adresser la traduction du hattî-sheriff du dimanche 3 novembre, à Gulhané. Le gouvernement de Sa Hautesse espère que les puissances amies apprécieront le bien qui doit résulter de ces institutions dans l'intérêt de l'humanité et de l'empire ottoman, et qu'elles y verront un nouveau motif de resserrer les liens qui les unissent à la Turquie. »

— Le 17 novembre, à trois heures du matin, un incendie a encore éclaté à Constantinople. Plusieurs boutiques ont été détruites. La frégate française la *Belle-Poule* a envoyé 200 hommes avec

deux pompes, le brick l'*Argus* 50 hommes et une pompe, le bateau à vapeur *Léonidas* 20 hommes et une pompe. Six heures du matin, le feu avait complètement

Nous appelons l'attention de nos abonnés sur les *Lectures de Piété* pour les jours de l'année et du Carême, édition, revue et augmentée par Mgr Morlot, évêque d'Orléans.

(Voir aux Annonces)

Le Gérant, Adrien Le Cl

BOURSE DE PARIS DU 6 DÉCEMBRE

CINQ p. 0/0. 112 fr. 50 c.
TROIS p. 0/0. 82 fr. 30 c.
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 101 fr. 70 c.
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept. 100 fr.
Oblig. de la Ville de Paris. 1280 fr. 00 c.
Rente de la Ville de Paris. 1000 fr. 00 c.
Act. de la Banque. 2090 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire. 792 fr. 50 c.
Quatre canaux. 1247 fr. 50 c.
Emprunt romain. 101 fr. 1/2
Emprunt Belge. 102 fr. 00 c.
Rentes de Naples. 101 fr. 50 c.
Emprunt d'Haïti. 520 fr. 00 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 25 fr. 7/8

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC
rue Cassette, 29.

Librairie
de

VICTOR LAGIER,
à Dijon.

EXPLICATION

DE LA

DOCTRINE CHRÉTIENNE

GAUME frès

AD. LE CLERC

et PÉLISSONNI

à Paris.

EN FORME DE LECTURES, tirée du Catéchisme dogmatique et moral de M. Couturier
2^e édition, revue et corrigée par Mgr MORLOT, évêque d'Orléans.

Deux gros volumes in-12. — Prix 5 fr. 50 c.

C'est le *Catéchisme de Couturier*, sous une forme nouvelle, mieux approprié aux besoins de tous. On a lié et coordonné les explications et les développements sans disparaître les demandes et les réponses, et tout ce qui pouvoit faire croire cet ouvrage n'auroit été fait que pour des enfants. Ce n'est donc plus un catéchisme mais un cours de religion en forme de lectures de huit à dix minutes de durée. On y trouvera toujours la naïveté, la candeur, le langage paternel de M. Couturier, les plus précieuses ressources spirituelles pour les divers temps de l'année, et tout celui du Carême.

HEURES CHOISIES de la marquise d'ANDELARNE, revues et augmentées par Mgr MORLOT, évêque d'Orléans. Un gros volume, relié. Prix :

CATÉCHISME dogmatique et moral de COUTURIER. 4 volumes.

s'abonner des
chaque mois.

MARDI 10 DÉCEMBRE 1839.

1 an	36
6 mois	19
3 mois	10
1 mois	3 50

*leau de répartition des élèves
es petits séminaires.*

nal des conseils de Fabrique
onner dans sa livraison de
le tableau des élèves des
lésiastiques assignés à cha-
èse, tableau que nous
ré, numéro du 14 novem-
ier. Il fait sur ce tableau
vations que nous croyons
reproduire, parce qu'elles
homme parfaitement ins-
a matière, et aussi parce
rouve une très-bonne ré-
x déclamations de quel-
naux :

de nos lecteurs qui voudront
pour chaque diocèse, le nom-
es accordés par la répartition
u nombre d'élèves accordés par
tion précédente, résultant de
ce du 26 novembre 1828 et
nances postérieures, n'auront
porter au *Tableau du personnel*
u 1^{er} janvier 1837, que nous
ré au journal, tome iv, page
rouveront, aux 19^e et 20^e co-
nombre réel d'élèves que cha-
secondaire ecclésiastique ren-
ette époque, et le nombre d'é-
le avoit le droit d'avoir jusqu'à
le répartition qui vient d'être

acile de se rendre compte des
i ont dû porter le gouverne-
rrêter la nouvelle répartition
t de voir.

le l'ordonnance du 16 juin
cernant les écoles secondaires
ues, fut limité à 20,000 le
es élèves qui pourroient y être
erses ordonnances ultérieures

et successives réglèrent le contingent de
chacun des quatre-vingts diocèses.

• On consulta, pour établir cette pre-
mière répartition, le chiffre respectif de
la population des diocèses, le chiffre de
leurs paroisses, et surtout le nombre des
vocations à l'état ecclésiastique. Ces di-
verses bases, assez souvent peu en rap-
port entr'elles, étant sujettes à se modi-
fier par le temps et par diverses causes
générales ou particulières, l'article 1^{er} de
l'ordonnance du 16 juin 1828 disposa
que cette première répartition seroit mo-
difiée, s'il devenoit nécessaire, confor-
mément aux changemens qui pourroient
être réclamés et que le gouvernement se
réservait d'approuver.

• Depuis 1828, onze années se sont
écoulées; la nécessité de modifications se
faisoit de plus en plus sentir. Plusieurs
archevêques et évêques avoient réclamé
contre l'insuffisance du contingent fixé
pour leurs diocèses, et ces réclamations
étoient fondées sur des besoins réels. Ce-
pendant, le chiffre de 20,000 élèves, qui,
d'après l'ordonnance de 1828, ne pouvoit
être dépassé, étant épuisé, il n'étoit
possible de faire droit à ces réclama-
tions qu'au moyen de réductions opérées
ailleurs. En effet, dans certaines écoles, le
nombre réel et effectif des élèves étoit
toujours demeuré au-dessous du nombre
légal et facultatif; de telle sorte que le
chiffre total des élèves ecclésiastiques
dans tout le royaume n'avoit jamais at-
teint réellement celui de vingt mille. Au
1^{er} janvier 1839, il étoit de 17,189, non
compris toutefois trois diocèses, savoir :
celui de Chartres, dont le petit séminaire
a été converti par l'évêque en établisse-
ment universitaire; celui d'Angoulême
dont l'école est fermée depuis le mois de
février 1831, et enfin celui de Perpignan,
dont l'école a été transformée en collège
mixte en 1832.

• Ce superflu de plusieurs diocèses étant ainsi constaté par les états du personnel du clergé des cinq dernières années, il devenoit possible, sans méconnoître leurs besoins réels, de satisfaire, en modifiant la première répartition, aux besoins reconnus de quelques diocèses moins favorisés.

• Mais d'après quelles bases devoient être opérées les réductions? Le chiffre de la population, la comparaison du nombre des paroisses érigées et de celui des communes, la permanence même des vacances, ne pouvoient fournir les éléments certains d'une répartition intelligente : parce que, d'une part, les élèves ne se présentent pas en raison des besoins de la localité; parce que, d'une autre part, la quantité des vocations n'est pas toujours non plus proportionnée aux ressources des établissemens. Ici, les écoles secondaires ecclésiastiques ne sont pas remplies, parce que les sujets manquent; là, le défaut de ressources ou de local empêche de recevoir tous ceux qui s'offrent.

• Il a paru que le moyen le plus certain de rectifier les vices de la répartition faite en 1828 étoit de consulter l'effectif du personnel des petits séminaires pendant les cinq dernières années qui viennent de s'écouler.

• Le chiffre accordé en 1828 a été respecté partout où le nombre des élèves n'étoit pas demeuré de beaucoup au-dessous, et surtout dans les diocèses où ce nombre, s'accroissant chaque année, dénote un progrès qui, pour être lent quelquefois, n'en est pas moins assuré. Quant aux diocèses qui étoient restés constamment à une grande distance du nombre accordé en 1828, on leur a fait subir des réductions : mais ces réductions ont été réglées d'après le chiffre le plus élevé qu'ils avoient obtenu pendant les cinq années précédentes, en laissant encore quelque latitude au-delà.

• Au surplus, le nombre des élèves permis aux écoles secondaires ecclésiastiques étant de 20,000, et le nombre ré-

parti par l'ordonnance du 21 1839 ne s'élevant qu'à 19,585, il gouvernement à disposer encore des élèves : il paroît que ce disponible réservé pour donner les moyens de parer les erreurs d'appréciation seroient glissées dans la répartition.

• Pour nous, nous ne croyons point jamais donné d'arriver à une répartition assez parfaite pour que les petits séminaires puissent tous les élèves qui s'y présentent en même temps pour qu'il n'y en ait aucun dans lequel il ne reste des places : l'impossibilité à cet égard semble résulter de la nature des choses. Mais, néanmoins, nous n'hésitons pas à regarder l'ordonnance ci-dessus comme une mesure bonne et utile.

• Cependant, malgré cela, et à raison même de cela, cette ordonnance a été critiquée par divers journaux. Nous ne nous arrêterons pas à répondre à ces articles : toutefois, un journal répandu (le *Constitutionnel*) en a publié deux fois sur ce même sujet, deux articles prétendus raisonnés, ne devant relever quelques-unes des erreurs contenues dans ces articles.

• Ainsi, selon ce journal, l'ordonnance fixe le nombre des écoles ecclésiastiques, et le porte plus haut qu'il n'avoit été à aucune époque sous la restauration; tandis que le nombre, fixé par l'ordonnance de 1828, n'a nullement été modifié, et n'en est fait qu'une répartition.

• Selon le même journal, le nombre réel des élèves des petits séminaires près les derniers états du clergé n'a jamais été de plus de 14,800 : ce qui est constaté, précisément par les états officiellement publiés, que l'on trouve étoit au 1^{er} janvier 1827 de 14,800 et au 1^{er} janvier 1839, comme nous l'avons déjà dit plus haut, de 17,189, en y ajoutant les trois diocèses de Châlons, Combray et Perpignan.

• Selon le même article, l'ex-

tribution universitaire dont jouissent les petits séminaires est d'autant plus sage que le sacerdoce se recrute soudainement, c'est le reproche contre que l'on adresse au clergé; on lui reproche de se recruter dans les basses classes, parmi les paysans, etc. : cette action se trouvoit même dans le rapport de la commission de la chambre des députés chargée, en 1837, d'examiner le projet de loi sur l'instruction secondaire. Nous y avons répondu ailleurs; mais du moins le fait allégué étoit ici plus exact. En effet, il fut à cette époque officiellement constaté que, sur 16,000 élèves pris dans les petits séminaires, 4,200 environ payoient pension entière; que 1,000 ne pouvoient payer que le sixième, le cinquième, le quart, le tiers, la moitié de la pension; que 300 environ ne payoient rien.

Le même article prétend encore que chaque année le nombre des ordinations ne couvre de beaucoup les besoins du sacerdoce; que c'est par suite de cet excès que les missions à l'intérieur recommencent; que les ordres monastiques se reconstituent, etc. : tandis que, d'après le rapport au roi qui précède le budget des dépenses pour 1840, nous comptons en France 1,575 succursales vacantes, et 1,000 communes auxquelles ce titre doit être accordé, si l'on pouvoit les pourvoir de pasteurs; tandis qu'en 1836, le député qu'on n'accusera pas sans doute de partialité en faveur du clergé, M. de Villèle, rapporteur de la commission chargée de l'examen du budget du ministère des cultes pour 1837, appeloit l'attention de la chambre sur la diminution des ordinations, et la signaloit comme venant d'un cinquième depuis quatre ans. Il est vrai que l'auteur de l'article que nous réfutons affirme que le nombre des ordinations s'élevait par année, dès 1835, à 3,400; tandis que, en 1836, il n'étoit, d'après les documents officiels, que de 2,810 (1).

) Nous ne parlons ici que des ordina-

• Mais il seroit fatigant de continuer plus long-temps ces rectifications. Venons au grand argument, aux conclusions du journal que nous combattons. Nous allons les reproduire dans toute leur force.

• On ne nie pas, dit ce journal, que les vides annuels que la mortalité opère sur les ecclésiastiques employés dans le sacerdoce sont au-dessous d'une moyenne de 1,200. Parmi les jeunes gens qui entrent au petit séminaire, le nombre de ceux qui ne persévèrent pas dans leur vocation est de moitié. Donc, en admettant dans ces établissements 5,000 élèves, ils en fourniront chaque année se destinant à la prêtrise, environ 2,500, au moins 2,000, nombre plus que suffisant pour réparer les pertes, et pour pourvoir aux succursales vacantes et au défaut de prêtres dont on se plaint. Donc, il faut réduire à 5,000 le nombre des élèves ecclésiastiques. Donc, l'état ne doit pas l'exemption de la rétribution universitaire aux 15,000 élèves que l'on veut, en dehors des besoins réels, attirer dans les petits séminaires, quoique leurs familles ne les destinent pas à l'état ecclésiastique, etc.

• Il n'y a qu'une objection à faire à ce raisonnement. Il seroit concluant si 5,000 élèves placés dans les petits séminaires pouvoient fournir en effet chaque année 2,500 ou 2,000 élèves pour le sacerdoce, ou plus exactement pour les grands séminaires. Mais comme le cours des études classiques, au lieu de s'accomplir dans une seule année, est au moins de sept ans, il est loin d'en être ainsi : et des petits séminaires ne contenant que 5,000 élèves (en admettant qu'une moitié renonce à la vocation) ne fourniroient que 357 élèves par an (1).

tions de prêtres. Le *Constitutionnel* prétend, avec la même assurance et la même exactitude, que les ordinations des diacres et des sous-diacres s'élèvent en sus à 3,400 par an : en 1836, il y en eut 2,810.

(1) Sur 5,000, si la moitié ne persiste

Plus à l'unité. Il est un peu plus d'un million de personnes qui persévèrent. On compte de 12.000 élèves, en définitive, par an, etc., il en reste peut-être 1.000, mais qui, se transformant, car ceux en 1906 ne fournissent pas le même à 1.000 ordinaires, etc.

Le maître ne pu voir mieux perverti ses
vrais enseignements ne saurait donc être ré-
paré : « On voit toute confiance méritée : on
voit les critiques déclamatoires, les violentes
démonstrations des

WILLIAMS RECLAMATION

1848. — Dans la nuit du 15 au 16 novembre est mort, après avoir reçu tous les sacrements de la religion, le Père **Bruno Lacroix**, vicaire-général des Cérès-vicaires, examinateur des évêques en théologie, consultant de la Propagande et de l'Index, et professeur emerite de morale dans l'université romaine. Il étoit âgé d'environ 50 ans, étoit auteur de plusieurs ouvrages imprimés sur des sujets religieux, entre autres de *leçons d'éthique ou morale*, qu'il avoit écrites en chaire. Ses obsèques ont été célébrées dans l'église de Saint-Luc, en présence des généraux des ordres réguliers et des vicaires de la Sapienza.

M. l'abbé Hery, du diocèse de
Nancy, prêchera l'Avent dans l'é-
glise de Saint-Louis-des-Français.

1822. — M. le duc de Bordeaux a été reçu en audience particulière par le Saint-Père le 23 novembre. Le duc a été à Venise, reste 2,500 : or, 100,000 fr. — Jeune 357.

Par une autre expiration, la com-
mission, chargée, en 1834, d'examiner le
système de l'enseignement secondaire,
constata, dans son rapport, que sur dix
enfants parvenus à l'âge de dix ans, il n'y en avait pas plus de
trois qui pussent écrire dans leur voca-
bulaire un cinquième.

Diario n'en parle pas; la chose moins est certaine. Nous ne lisons pas les bruits répandus dans divers journaux sur le séjour du prince à Rome; ces bruits sont pas exempts, tantôt de malice, tantôt d'exagération. Le prince doit faire quelque séjour à Rome qui a toujours été, comme l'asile des princes comme victimes des révolutions.

La plupart des journaux ont donné l'allocution du Saint-Père, la *Gazette d'Augsbourg* nonobstant qu'elle n'avait pas reçu l'original, et qui comment n'osoit pas assurer que la version fût exacte. La nôtre est sur le texte latin que nous avons reçu de Rome. On a fait à Rome deux éditions de l'allocution, l'une in-folio, l'autre in-quarto, nous avons reçu l'une et l'autre.

Cette allocution nous ré-
justes douleurs du chef de
Sa sollicitude a vu déjà se
bien des fois cette prophétie
veur : *Pressuram habebitis*.
la religion en Espagne, en P
en Suisse, en Prusse, en R
ailleurs, lui cause depuis p
années de profonds chagri
atteintes graves ont été port
droits et à la paix de l'Eglise.
funeste esprit d'innovation,
despotisme anti-catholique,
perturbatrices, des évêques et
obligés de fuir, le schisme qui
blit, les représentations les pl
tes dédaignées; tels sont les
qui affligent le Père commun
situation de la religion nous
tout-à-fait celle qui faisoit
Pie VI il y a un peu plus de 5
Aux deux époques, des prince
s's font la guerre à l'Eglise, et
rent dans des tentatives impi
tes, et dont ils sentiront le c
coup un peu plus tard. Au
fortifier l'autorité religieux

foiblissent ; au lieu de resserrer les liens entre eux et le Père commun, ils provoquent une rupture avec lui, ils le font attaquer par leur politique et leurs journaux. Ils paient craindre que les peuples ne respectent une puissance dont l'influence pourroit leur être si favorable eux-mêmes. Il y a là une véritable nation. Dieu veuille qu'elle ne soit pas suivie, comme il y a 50 ans, secousses et d'orages qui ébranlent la société jusque dans ses fondements !

est dans cet état de choses que le Père a fait entendre sa voix. Les plus graves motifs pouvoit-il lui de réclamer contre un système d'oppression persévéramment suivi, contre la défection d'évêques qui méprisent leurs devoirs et cherchent à entraîner dans le schisme le clergé et leurs ouailles ? Quelle action plus déplorable que celle de la pauvre Eglise grecque-unie, qui conspire contre elle et la puissance impériale et ses propres évêques ? Que l'allocution du souverain puisse lui apporter quelque consolation ! Elle apprendra du moins au catholicisme les nouvelles plaies de l'Eglise, et sera un illustre témoignage du zèle de son chef pour les malades.

—
 Pendant que nous applaudissons aux nouvelles nominations d'évêques, le *Siècle* attaquoit avec violence dans un article du 21. Le *Siècle* de vendredi dernier est particulièrement courroucé contre la nomination de M. de Bonald à l'évêché de Périgueux. *Personne n'ignore*, dit-il, *les vaines protestations de cet évêque en 1828 et 1829, contre les ordonnances sur les petits séminaires et sur l'instruction primaire. Personne n'ignore*, est la formule convenue pour tromper le monde. Le fait est que M. de Bonald n'a point fait de protestations vaines, et que cette épithète bruyante on ne peut pas moins à

son caractère connu de modération et de sagesse.

Le prélat, dit le *Siècle*, *partage les opinions politiques de son oncle, qui avoit sous la restauration une pension sur les fonds secrets de la librairie*. Le *Siècle* a sans doute voulu parler de M. de Bonald le père. Mais en vérité, quand le respectable vieillard auroit eu une pension sur les fonds secrets de la librairie, en seroit-il moins digne d'estime pour son caractère et ses talens ? En quoi surtout cette pension peut-elle faire tort à son fils, évêque depuis seize ans, révérend dans son diocèse, tout entier à ses devoirs, et qui précisément ne s'occupe point de politique ? Le *Siècle* ne connoît guère ceux contre lesquels il déclame.

Le dernier trait de sa diatribe est vraiment curieux : c'est que M. l'évêque du Puy a assisté cette année, dans son dernier voyage de Rome, à la canonisation du bienheureux Liguori, auteur d'un livre sur le probabilisme, condamné par Clément XIII en 1761, comme rappelant la doctrine des Jésuites. Quel crime ! assister à la canonisation d'un évêque qui a publié, il y a 80 ans, un livre sur le probabilisme ! quel zèle a le *Siècle* pour la morale sévère ! Combien il seroit à désirer que les gens qui crient contre le probabilisme, sans savoir ce que c'est, voulussent bien ne pas suivre dans la pratique une doctrine plus relâchée encore ! Au surplus, nous pouvons rassurer le *Siècle* sur ses scrupules. Clément XIII n'a rien condamné du B. Liguori sur le probabilisme ; et par conséquent M. de Bonald n'est pas si coupable d'avoir assisté à sa canonisation. Il y auroit de quoi rire de semblables accusations, si elles ne montroient pas autant de passion que d'ignorance.

—
 Une jeune Anglaise, miss Cockburn, qui habite Paris depuis un an, a fait abjuration du protestantisme samedi dernier entre les mains de

M. l'abbé de Moligny, qui l'avoit instruite. Sa sœur aînée avoit déjà fait son abjuration il y a huit mois entre les mains de M. l'abbé Deguerry, grand-vicaire d'Arras.

L'avis du conseil d'état qui attribue aux communes la propriété des églises, nous écrit-on de Toulouse, cet avis, comme vous l'avez déjà remarqué, sera funeste à la religion. Il doit avoir pour résultat la ruine de ces édifices sacrés indispensables pour le culte divin et pour l'instruction religieuse des peuples.

Les fonds affectés chaque année par le gouvernement aux réparations des églises sont insuffisants, on en convient; la plupart des communes étant pauvres ne peuvent y pourvoir. Trop souvent les maires de la campagne sont portés de mauvaise volonté dans ce qui intéresse la religion. Il ne reste donc plus d'autres ressources que le zèle des fidèles catholiques. Mais comment leur générosité ne seroit-elle pas ralentie par la pensée que tous leurs sacrifices doivent servir à réparer des édifices qu'on déclare ne pas leur appartenir? On ne sauroit trop insister pour établir l'illégalité d'une pareille décision. Des hommes éclairés ont suffisamment établi qu'elle est formellement contraire aux décrets donnés sous l'empire, et depuis les tribunaux l'ont jugé ainsi; mais je ne crois pas qu'on ait fait une observation qui est d'une tout autre portée, c'est que cette attribution de la propriété des églises aux communes viole encore le concordat passé avec le Saint-Siège en 1801.

L'article XII du concordat porte : « que toutes les églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales et autres non aliénées, nécessaires au culte, seront remises à la disposition des évêques. »

Mais qu'est-ce que remettre à la disposition des évêques les églises né-

cessaires au culte, qui appartiennent autrefois à l'Eglise et qui n'ont pas été aliénées, si ce n'est leur rendre la disposition qu'on avoit enlevée par force majeure, conséquent la propriété qui n'a pas changé, puisqu'elles n'ont pas été aliénées?

Les églises seroient-elles bien à la disposition des évêques si elles étoient la propriété des communes?

On fait d'ailleurs une équivoque et on tombe dans l'absurde en disant que les églises sont la propriété des communes. Si on prend le mot de *commune* dans son vrai sens, il signifie par ce mot le corps de tous les habitans d'une commune. La majorité des habitans d'une commune peuvent être juifs, protestans, etc. Or assurément on n'a jamais prétendu leur donner ni la propriété ni une part de la propriété des églises catholiques. Ces églises données aux communes, données non aux communes, mais aux habitans catholiques. Les catholiques sont représentés non par le maire et le conseil municipal, qui ne sont pas nécessairement catholiques, qui peuvent être élus par une majorité non catholique, mais ils sont représentés par la fabrique. On ne sauroit donc tester que les églises appartiennent aux habitans catholiques, et non aux communes proprement dites. On viole donc évidemment la convention conclue avec le Saint-Siège, en attribuant aux communes les-elles-ci la propriété des églises.

M. l'évêque d'Arras a publié le 20 novembre une instruction pastorale sur le suicide et le défaut de recours aux sacrements de l'Eglise dans la dernière maladie. Le prélat remarque avec douleur les ravages que le suicide fait de quelque temps dans son diocèse. Il convient que le suicide peut avoir quelquefois l'effet de maladie

ablement la raison. Mais hors ces cas, le suicide est criminel et sans excuse. Le vénérable évêque répond aux prétextes par lesquels on essaie de justifier le suicide. Beaucoup alléguent leurs souffrances :

« A Dieu ne plaise, dit le prélat, que ces insultions à votre douleur ! mais rendez témoignage à la vérité : ne seriez-vous pas d'abord le premier artisan de votre infortune ? et ce que vous attribuez à une aveugle fatalité, ne vient-il pas de vos fautes et de vous seul ? Vous souffrez, et à qui surtout devez-vous vous en rendre, si ce n'est à des désirs insatiables, à d'imprudentes lectures, à ce jeu dangereux qui vous a entraînés dans l'abîme, à vos voluptés honteuses qui vous ont déshonorés, à ces rêves de gloire, d'amour, de fortune qui vous ont séduits, à cet amour si commun de l'ostentation, à ce luxe toujours croissant qui cache tant de misères sous son manteau doré ? Si cela est, au lieu de vous plaindre de votre destinée, reconnoissez la main du ciel sur vous, et acceptez avec résignation le moyen d'expiation que le Seigneur vous envoie. Le bonheur, vous l'avez cherché où il n'étoit point ; vous l'avez oublié l'Eternel dans la prospérité : vous l'avez visité dans sa colère ; peut-être ne vous ramènera-t-il à lui par la voix du bonheur. »

Le prélat oppose à la faiblesse de ceux qui ne savent pas supporter un revers, l'exemple de Job si courageux et si patient sous le poids de l'adversité.

Sur la fin de son instruction pastorale, le prélat combat aussi la funeste négligence que tant de malades portent à recourir aux sacrements de l'Eglise. Il montre les déplorables suites de cette négligence, et répond aux vains prétextes dont on s'efforce de la couvrir.

M. l'évêque de Carcassonne a aussi adressé une supplique au Saint-Père pour obtenir ce qui avoit été précédé-

emment accordé à l'archevêque de Séville, relativement à la préface de la fête de la Conception. Un rescrit du 2 mars dernier, émané de la congrégation des Rits, et signé de M. le cardinal préfet, a accordé au prélat sa demande. M. l'évêque vient de l'annoncer à son diocèse par un mandement du 18 novembre, où il montre d'une manière fort touchante sa dévotion à la sainte Vierge :

« Dès l'âge le plus tendre, nous sommes tous instruits à la regarder comme notre reine, notre mère, notre protectrice auprès de son divin fils ; comme l'étoile du matin, qui se plaît à guider nos pas chancelans, à travers les écueils sans nombre dont notre carrière est semée ; comme la consolatrice des affligés, dont la main charitable a souvent séché nos larmes et appliqué sur nos cruelles blessures un salutaire appareil ; comme un refuge assuré, où le pécheur, fuyant les coups redoutables de la justice divine, trouve la délivrance de ses chaînes, le pardon de ses fautes, le désir de mener une vie nouvelle et la force d'exécuter ses saintes résolutions.

« Avec l'Eglise, nous nous sommes plu à rendre à Marie un culte spécial, bien inférieur sans doute à l'adoration qui n'est due qu'au Tout-Puissant, mais plus relevé que le culte par lequel nous honorons les autres élus et les esprits célestes. Son nom est souvent sur nos lèvres ; nous le bénissons, nous l'invoquons, nous ne craignons pas de l'associer dans nos louanges et nos actions de grâces, à celui de notre divin rédempteur. Les principaux événemens de sa vie sont pour chacun de nous l'objet d'autant de fêtes solennelles, où nous contemplons avec ravissement, où nous célébrons par des transports d'allégresse ses privilèges augustes et ses ineffables grandeurs. »

En conséquence, dans ce diocèse on ajoutera dans la préface le mot *immaculata* après *in conceptione*.

M. l'évêque d'Amiens vient aussi de publier un mandement pour que la fête de la Conception de la sainte Vierge soit célébrée dans son diocèse le second dimanche de l'Avent.

M. l'abbé Jonquet, curé de Saint-Alban, diocèse de Mende, vient de faire cadeau à son église d'un autel de marbre, sorti des ateliers Mariotti, d'Avignon. M. l'évêque de Mende l'a consacré solennellement le 20 novembre. La cérémonie a commencé à neuf heures du matin et n'a fini qu'à deux heures. Le prélat étoit assisté de deux chanoines de sa cathédrale et de tout le clergé de la paroisse. Malgré la pluie qui a duré toute la journée, les fidèles de Saint-Alban s'étoient rendus à cette cérémonie.

Le 20 du mois précédent, le prélat avoit transféré dans son église cathédrale une portion de la dépouille de saint Privat, évêque et martyr, apôtre et patron du diocèse de Mende. Cette solennité avoit attiré sur le passage de la procession tous les habitans de la ville, qui témoignent, par leur recueillement, le respect pour le saint pasteur qui prêcha la foi au milieu d'eux, et leur confiance en sa puissante intercession auprès de Dieu.

A cette occasion, M. l'évêque avoit fait présent à sa cathédrale d'un beau reliquaire en bronze doré et de forme gothique. Cette châsse étoit portée par deux diacres en tuniques, et précédée de toutes les confréries et congrégations de la ville et du clergé. Les fidèles de Mende avoient élevé des arcs de triomphe dans les rues que la procession devoit suivre.

M. l'abbé Cœur prêche l'Avent dans la cathédrale d'Amiens. Outre le sermon du dimanche, il en donne un tous les mercredis à cinq heures du soir. Il a de plus, sur l'invitation de M. l'évêque, prêché le discours d'usage le jour de Saint-François-

Xavier, pour l'œuvre de la Propagation de la Foi.

La ville et surtout les pauvres d'Amiens viennent de faire une grande perte dans la personne de mademoiselle Grébert, dont la vie toute entière a été une longue suite de bonnes œuvres. Destinée par le sang que sa famille occupoit dans la société, et plus encore par les qualités qui ornoient son esprit et son cœur, à briller dans le monde, elle y renonça de bonne heure pour se livrer entièrement à la pratique de toutes les vertus. Elle étoit de toutes les associations pieuses et charitables. Ce n'étoit jamais vain que l'on avoit recours à sa bonté ; et combien de fois n'avoit-elle pas l'occasion de l'exercer dans une grande ville où tant de causes multiplient le nombre des malheureux. Tout ce qui se faisoit dans l'intérêt de la religion, de l'éducation chrétienne et des bonnes mœurs trouvoit en elle un puissant appui. Elle étoit à seconder de tout son pouvoir les entreprises qui avoient pour objet le bien public, et surtout l'amélioration du sort de la classe indigente. Que n'a-t-elle pas fait dans une circonstance récente où, n'ayant aucune ressource, l'on avoit conçu la noble idée de reconstruire entièrement l'église de la grande paroisse de Saint-Jacques ?

Dans cette souscription, provoquée par le zèle de deux pasteurs également vénérés, accueillie avec tant d'empressement par l'universalité des habitans d'Amiens, et à laquelle l'administration municipale s'est glorieusement associée, mademoiselle Grébert étoit au premier rang. Comment avec un revenu médiocre pouvoit-elle satisfaire à de si nombreuses dépenses ? Peu de mots suffiront pour le dire. Elle se privoit de tout pour donner davantage. Elle se regardoit elle-même comme un pauvre à qui

e donnoit que le strict néces-
Mais ce n'étoit pas assez pour
avoir fait tant de bien pen-
sa vie ; elle voulut que sa cha-
eût point de bornes. Grâce à sa
yante sollicitude, il y aura dans
es temps des infirmes qui lui
nt un asile, et les pauvres de la
se Saint-Jacques recevront cha-
nnée une abondante distribu-
e secours par les mains de leur
pasteur.

sentimens de piété dont elle
nimée et l'habitude de faire le
avoient encore perfectionné son
ux naturel. Austère pour elle
, elle étoit aimable et douce
out le monde. C'étoit aux plus
qu'elle s'attachoit davantage.
maladie qui termina trop tôt
urs fut de courte durée. Elle
it pas besoin de nouvelles épreu-
on ame étoit pure et sanctifiée
es innombrables bonnes œu-
Elle mourut comme elle avoit
dans les sentimens de la foi la
incère et avec une entière ré-
tion à la volonté de Dieu. Son
regret peut-être fut de n'avoir
entièrement terminée la ma-
ue église à la construction de la-
elle avoit si puissamment con-
é. Du moins sa mémoire y vi-
oujours, et jamais son nom n'y
prononcé sans exciter la plus
recounoissance et la plus pro-
vénération.

(Gaz. de Picardie.)

nouvelle légation de Belgique
ne a été reçue le 15 novembre
: Saint-Père. A peine M. le
: d'Oultremont fut-il arrivé à
que le pape l'admit à une en-
privée, en attendant le jour
réception officielle qui dut être
lée de quelques jours, à cause,
t les journaux belges, des va-
s des camériers de Sa Sainteté.
Saint-Père, après avoir entre-
M. le comte d'Oultremont du-

rant une heure environ, l'autorisa à
lui présenter les personnes complé-
tant la mission du roi. M. Noyer,
premier secrétaire, MM. le baron
Van den Steen, le baron Victor
d'Hoogvorst et le comte Charles
d'Oultremont, attachés à la légat-
tion, furent accueillis par le Saint-
Père avec les marques d'une bonté
toute paternelle. Avant de congédier
la mission belge, le Saint-Père re-
mit à M. le comte d'Oultremont un
écrin renfermant une médaille em-
preinte des traits de Sa Sainteté.
Dans la journée, le nouveau minis-
tre plénipotentiaire du roi des Belges
a reçu la visite du cardinal secrétaire
d'état, et de plusieurs hauts digni-
taires de la cour de Rome.

(Indépendant.)

Le 4 octobre, on a ouvert à Coni,
en Piémont, un hôpital pour les
incurables. Le clergé, le gouverneur,
les magistrats et les personnes les
plus distinguées de la ville s'étoient
réunis pour entendre un discours ;
ce fut un jour de fête. Peu de mois
ont suffi pour achever l'entreprise.
On commença au mois de janvier
ou de février dernier à s'en occuper
sérieusement ; des circulaires furent
envoyées pour inviter les habitans
à favoriser le projet, et on y a mis
tant de zèle, qu'en peu de temps on
a acheté un grand local avec cour
et jardin, qu'on l'a disposé et garni
de lits et de meubles, et que le jour
de l'ouverture on a pu y recevoir
onze infirmes. Un chapelain, un mé-
decin, un chirurgien, un trésorier,
un économe ont offert leurs services
sans rétribution. On espère que des
moyens seront pris pour étendre et
perpétuer les bienfaits de cet éta-
blissement.

La nouvelle église d'Yverdun,
dans le canton de Vaud, sera sous
peu terminée. Elle s'annonce très-
bien au dehors, et sa forme est

agréable. L'église et le presbytère que l'on bâtit en même temps sont au milieu d'un verger enclos de murs. La population protestante n'a point mal vu ces constructions. L'ecclésiastique auquel on les doit, est un prêtre du Jura, M. Quéloz, qui a entrepris pour cela plusieurs voyages, qui a recueilli des fonds en France et en Belgique, et qui a dû partir dernièrement pour l'Italie, afin d'avoir les moyens de parfaire son entreprise. La décoration intérieure de l'église n'est point achevée; on y voit cependant déjà une mosaïque d'un genre nouveau, avec des marbres d'un très-beau vert; on dit que c'est un don d'une demoiselle protestante.

Le 2 novembre, une retraite s'est ouverte dans la paroisse de Sattel, canton de Schwytz; elle a duré jusqu'au 12. Ce qu'il y a eu de remarquable, c'est qu'il y est venu nombre de fidèles, non-seulement des lieux voisins, mais de pays éloignés, tels que l'Argovie, Zug, la campagne de Lucerne. La retraite a été donnée par les Pères Déharbe, Damberger et Bourgstaller, Jésuites. Ils ont produit beaucoup de fruits, et ont ramené dans le chemin de la vertu bien des âmes égarées.

Le *Correspondant de Hambourg* avoit d'abord répété d'après le *Courrier de la Meuse* la nomination de M. Laurent comme vicaire apostolique pour les villes libres de Hambourg, Brême et Lubeck, et pour tout le royaume de Danemarck. Le même journal, dans son numéro du 27 novembre, contient un article où il prétend prouver par diverses raisons qu'il allègue, que la nouvelle de la nomination de M. Laurent n'est pas fondée. Cette nomination n'en est pas moins certaine. Quant aux difficultés qu'elle présenteroit, ou le Saint-Siège les a

prévues et les a fait aplanir, ou il n'a pas dû croire qu'un fonctionnaire ecclésiastique qui ne s'occupe absolument que de ce qui regarde l'intérieur des consciences, pût porter ombrage aux gouvernemens des villes libres et du Danemarck. N'y a-t-il pas déjà en Suède un dignitaire ecclésiastique revêtu par le pape d'une semblable juridiction? Les prétentions que le *Correspondant de Hambourg* affiche, ne sont plus de mise à une époque où la tolérance est devenue un devoir pour les gouvernemens protestans; le contraire seroit un anachronisme.

Voici ce que dit le journal hambourgeois :

« Suivant un article du *Courrier de la Meuse*, un prêtre catholique de Liège s'est désigné pour établir son séjour ici, en semblablement en qualité de vicaire apostolique; il exerceroit une juridiction sur les villes libres et le royaume de Danemarck. Comme il n'y est rien d'une approbation préalable des gouvernemens intéressés, comme aussi à cause des rapports réglés des catholiques de ces pays avec leurs gouvernemens, des relations actuelles où se trouvent les catholiques avec de hauts supérieurs ecclésiastiques, une innovation pareille paroît nullement nécessaire, et contrairement il existe des obstacles évidents difficiles à surmonter qui s'opposent nommément à la résidence fixe à Hambourg; on peut bien signaler ce bruit comme non fondé. »

Le 26 octobre, le sieur Kretschmer, fayencier de profession à Bourghausen, en Allemagne, est arrivé dans sa patrie, au retour d'un voyage qu'il a fait aux lieux saints en accomplissement d'un vœu. Il étoit parti le 18 décembre de l'année dernière, et a visité Alexandrie, le Caire, Bethléem, Nazareth et Jérusalem; il doit publier la relation de son voyage. Il s'est entretenu

Mehemet-Ali, a vu l'armée Ibrahim-Pacha, et a été chargé des docteurs Brunner et Fischer valuer leurs amis d'Allemagne.

reconnoître que la Sœur ne se plaignoit point de la manière dont on la traitoit dans le couvent, sauf qu'on lui faisoit prendre de la nourriture et des médecines.

En rendant compte de l'émeute a menacé, au mois d'août dernier, le couvent des Carminélites de timore, nous n'avions point fait noître le nom du digne et courageux maire qui a fait avorter les projets des perturbateurs par sa sagesse et sa fermeté. Cet homme honorable s'appelle M. S. C. Leakin. Les catholiques de Baltimore ont été reconnoissans de sa noble conduite. M. l'archevêque de Baltimore, étoit absent au moment des troubles, a écrit, le 31 août, au maire une lettre de remerciemens. Le prélat étoit loin, dit-il, de s'attirer à de telles scènes dans une église bâtie originellement par des catholiques. Ces attaques contre des hommes foibles et paisibles qui se consacrent à la prière et à l'instruction de la jeunesse doivent étonner dans un pays où les protestans comptent beaucoup d'amis et de parens parmi les catholiques. L'archevêque a vu avec plaisir que dans cette occasion les journaux ont montré généralement des dispositions vraiment libérales. Il témoigne sa reconnaissance au maire et à tous ceux qui se sont efforcés d'apaiser la multitude. La réponse du maire, en date du 7 septembre, est dans les termes plus convenables. Il se félicite d'avoir empêché de plus grands désastres, et ne négligera jamais rien pour maintenir la liberté de conscience. Cette correspondance a été imprimée dans les journaux du pays. De plus, cinq médecins protestans chargés d'examiner la Sœur Isabelle Neal ont attesté par un écrit public qu'elle étoit d'un esprit foible et qu'ils la voyoient atteinte de monomanie. Ils ont ajouté dans leur certificat que c'étoit un acte de justice de

POLITIQUE, MÉLANGES, ETC.

Quand on veut se rassurer et rassurer les autres contre le progrès révolutionnaire, on a coutume d'alléguer les intérêts matériels et l'esprit conservateur de notre époque, qui veillent d'eux-mêmes, et opposent une digue insurmontable à l'invasion des idées démocratiques. Eh bien, cependant, ces idées démocratiques viennent encore d'obtenir un premier accessit dans le 5^e collège électoral de Paris. Peu s'en est fallu que M. Michel (de Bourges), l'un des porte-drapeau de l'extrême gauche, n'ait été choisi pour représenter à la chambre des députés l'esprit de conservation sur lequel tant de braves gens se reposent pour vivre sans inquiétude et sans souci de rien.

Ils ont grand tort, assurément; le génie démocratique n'est pas aussi endormi qu'ils le pensent. D'abord, comme on peut le voir, il ne l'est pas dans les classes qui possèdent, et pour lesquelles il est naturellement le plus redoutable. Il va sans dire que c'est bien autre chose encore quand on descend dans les classes qui ne possèdent rien, et surtout dans celles qui ne possèdent point l'expérience. C'est ce qu'on peut remarquer parmi les jeunes gens auxquels leur position sociale, leur éducation et leurs études assignent un rang au-dessus du commun. Sur 1,000, pris au hasard, c'est à peine si l'on en rencontre 50 qui ne soient pas tourmentés de l'esprit démocratique, et impatiens de voir naître de nouvelles révolutions dans le genre du progrès républicain. On a beau se débattre contre l'autorité du travail de juillet, on la subit; et tout fait craindre qu'elle n'aille encore loin avant de s'arrêter.

M. Bonnet, conseiller à la cour de cassation, est mort dans la nuit du 6 au

6 de ce mois, à l'âge de 79 ans. Peu d'hommes ont fourni une carrière plus honorable. Avocat au parlement de Paris, il s'étoit fait une belle réputation au barreau par le brillant et la grâce de ses plaidoiries. Défenseur de Moreau, il montra dans cette affaire autant de courage que de talent. Membre du conseil-général de la Seine, député réélu plusieurs fois, enfin conseiller de cassation en 1826, il remplit les fonctions de ces différentes places avec autant de zèle que d'intégrité. Un heureux caractère se joignoit chez lui à un esprit orné. Bon, bienveillant, charitable, son plus grand plaisir étoit d'obliger, de faire du bien, d'assister les malheureux. Il usoit noblement d'une fortune acquise par de longs travaux. Il semble que la providence ait voulu le récompenser de sa charité pour les pauvres. Depuis un an il s'occupoit de se préparer à la mort, et cet été, en pleine santé, il fit toutes ses dispositions pour n'être pas surpris par la maladie. Une indisposition, qui d'abord ne paroissoit avoir rien de grave, l'a conduit au tombeau. Il laisse une famille et des amis désolés d'une telle perte. Ses obsèques, qui ont eu lieu dimanche dans l'église de Bonne-Nouvelle, suffisoient pour montrer combien il étoit aimé. Une affluence extraordinaire s'étoit rendue à la maison mortuaire, et là il n'y avoit qu'une voix pour louer ses excellentes qualités. Heureux celui qui laisse de tels souvenirs comme homme public et comme homme privé.

PARIS, 9 DÉCEMBRE.

Les moyens de communication entre la France et Alger n'ont point encore été augmentés. Le gouvernement a reçu hier la correspondance hebdomadaire de la colonie. Le rapport du maréchal Valée au ministre de la guerre, daté du 30 novembre, a été apporté par le bateau à vapeur le *Vautour*, qui, parti ce jour-là d'Alger, est arrivé le 4 à Toulon.

La situation de l'Algérie n'a éprouvé, dit le rapport, aucun changement im-

portant après le départ du dernier courrier. Depuis huit jours il n'y a pas de combats; seulement quelques maraudeurs ont mis le feu dans l'est à des rizières de fourrages et à des barraques dans la partie de la plaine qui n'est plus habitée. Des deux côtés on se prépare à la guerre. Pendant que Abd-el-Kader appelle les populations indécises, le maréchal prend les mesures que nécessitent les circonstances; il a opéré une concentration générale autour des principaux points d'action, et des postes qui n'avoient été établis que pour surveiller les voleurs, ont été supprimés. Quelques fermes, reconnues susceptibles d'une bonne défense, sont occupées par des colons bien armés.

Aucun acte d'hostilité n'a encore été commis dans la province d'Oran, d'après la correspondance du lieutenant-général Gueheneuc, du 28 novembre. On pensoit que cet état de chose dureroit jusqu'au 7 ou 8 décembre, époque à laquelle a lieu le ramazan ou mois sacré des Musulmans.

Dans la province de Constantine, Achmet (l'ancien bey) a essayé une razzia sur les tribus des environs de Ghelma. Il est parvenu à leur enlever beaucoup de troupeaux; mais les Achaches, réunis avec leurs voisins, ont bientôt poursuivi les cavaliers, dont sept ont été tués. Achmet s'est ensuite porté contre les Oulad-Zen et les Ammers-Cheraguas, qui ont été obligés de se retirer près du camp français de Sidi-Tamtam. La correspondance du commandant de la province de Constantine (le général Galbois), dont le rapport ne mentionne pas la date, est en ce moment assez tranquillissante sur cette partie des possessions françaises, où l'adjudication des propriétés rurales vient encore d'avoir lieu avec une hausse marquée.

L'ouragan qui s'est fait sentir dans la Méditerranée vers le milieu de novembre et qui a produit plusieurs sinistres sur la côte de France, a occasionné également de grands malheurs sur la côte d'Afrique. On écrit de Bone le 24 novembre qu'un bâtiment de commerce venant d'Alger avec un officier et dix-neuf soldats de

basseurs, et une vingtaine de chefs d'officiers, a fait naufrage dans la nuit du 20 au 21, près de la Mafray. Le bâtiment a seul été noyé. Un autre navire chargé de chevaux et de mulets appartenant au train des équipages, venant aussi d'Alger, a pris feu au fort Génois, après avoir jeté à la mer son approvisionnement d'orge et de fèves. Un bâtiment autrichien s'est échoué sur la Seybouse. Il y a toujours beaucoup de malades à Bone.

Le rapport donne aussi une correspondance de Philippeville du 21 novembre. Deux bricks du commerce, le *Favori* et le *Bien-Aimé*, portant des troupes, des officiers militaires, des chevaux et des mulets, arrivés le 20 en rade de Philippeville, furent tout à coup surpris par une mauvaise mer, et ne purent gagner terre. Le *Favori* chassa sur ses ancres pendant la nuit, et alla se briser au bas du fort Franco. Le matin, le *Bien-Aimé* eut le même sort vis-à-vis d'Alcantara. Les équipages purent se sauver; mais beaucoup de chevaux périrent. Le 22, un autre naufrage eut lieu au delà de l'Ekda : le brick l'*Espérance* s'étoit échoué sur le cap de Fer. 44 mulets furent tués; mais l'équipage et les passagers purent prendre terre, et fort heureusement avec leurs armes, qui en furent distribuées aux indigènes, accourus sans cesse pour leur faire un mauvais parti. Ils furent recueillis bientôt par le cheick Bou-Haffia, ami des Français. A Philippeville, les toitures des barraques destinées aux militaires ont été en partie détruites par l'ouragan; trois maisons en construction se sont écroulées; six autres beaucoup souffert. On cite encore d'autres désastres.

— Aux détails donnés par le maréchal Valée, nous ajouterons ceux arrivés par la correspondance de Toulon. A la date du 20 novembre, on n'étoit pas bien informé à Alger de ce qui se passoit dans la ville. La population de cette ville a été longtemps en proie à de vives inquiétudes sur le bruit généralement répandu

que les Arabes qui habitent Alger avoient formé le projet de se révolter contre l'autorité française, et de fondre en même temps sur les chrétiens. Mais l'autorité prévenue à temps a fait arrêter bon nombre d'Arabes, après avoir confié la garde des portes de la ville à la marine et aux douaniers. On dit qu'Abd-el-Kader a un corps de 15 à 20,000 cavaliers et fantassins du côté de Médéah.

— Le *Moniteur Algérien* publie une lettre du roi au maréchal Valée, datée des Tuileries le 19 novembre, à l'effet de complimenter l'armée et le maréchal à l'occasion de l'expédition du Biban.

— Quatre compagnies des chasseurs tirailleurs de Vincennes, avec un effectif chacune de 150 hommes, viennent de partir pour Alger. Il reste à Vincennes deux compagnies qui serviront de modèle pour l'organisation de deux bataillons.

— Le 58^e de ligne, depuis un mois en garnison à Marseille, ayant reçu l'ordre d'aller s'embarquer à Toulon pour l'Afrique, a été accompagné par environ six mille habitants de Marseille jusqu'à une lieue de la ville. Ce régiment a été embarqué le 6 à Toulon sur le *Neptune* et sur l'*Alger*.

— Samedi a eu lieu le scrutin de ballottage entre M. d'Hubert, maire du 5^e arrondissement, et M. Michel (de Bourges.) M. d'Hubert ayant obtenu 639 voix sur 1,150, a été proclamé député du 5^e arrondissement électoral de Paris. M. Michel (de Bourges) a eu 511 voix.

— M. Leyraud, directeur des affaires civiles au ministère de la justice et des cultes, vient d'être réélu député par le collège électoral de Guéret.

— Le premier collège électoral du département de l'Aveyron est convoqué à Rodez pour le 28 décembre, à l'effet d'élire un député, en remplacement de M. Merlin, décédé.

— Le prince Esterhazy vient de quitter Paris pour se rendre à Vienne.

— L'inculpé de la rue Montpensier, ayant refusé de répondre aux questions

des magistrats, on n'ayant fait long-temps que des réponses capables d'éloigner de la vérité, il en est résulté que l'on n'a pas connu d'abord son nom ; on l'appela Béraud, puis Bero, et mieux renseigné, on est revenu à Béraud qui est son véritable nom. On a dit par erreur qu'à la suite de son arrestation, sous prévention d'avoir affiché des placards séditieux, il avait été relâché faute de preuves suffisantes ; condamné au contraire pour ce fait, le 6 mai 1838, à une année d'emprisonnement, il fut le 2 février suivant rendu à la liberté, par suite d'une ordonnance qui lui faisoit remise du restant de sa peine. Depuis lors Béraud avait demeuré à Paris en vertu d'un permis de séjour.

Trois mois avant de se rendre coupable du délit qui le fit condamner à un an de prison, Béraud, à ce moment étudiant en droit, et demeurant au haut de la rue Saint-Jacques, avait loué pour quelques jours, rue Solv, 13, une petite chambre dans un hôtel garni. « Il s'y étoit enfermé, dit la *Gazette des Tribunaux*, avec une jeune fille à qui il avait fait partager ses folles idées de suicide. lorsque le maître de l'hôtel, averti par une forte odeur de charbon, réclama l'assistance du poste voisin, et fit enfoncer la porte. On trouva la jeune fille glacée et sans mouvement ; quant à Béraud, il avait vainement cherché à ouvrir la fenêtre. »

— Un journal, à l'occasion d'une arrestation récente, a parlé d'un mandat d'amener où le nom de l'inculpé auroit été laissé en blanc, et a prétendu en outre qu'il y avait des forçats libérés parmi les agens de police. Le *Moniteur* dit qu'en aucune occasion et sans exception quelconque, il n'a été discerné de mandats en blanc, et qu'aucun forçat libéré ne se trouve parmi les sergens de ville, inspecteurs et autres agens officiels.

— L'un des fils de l'ex-roi de Naples, le prince Achille Murat, qui prend le titre de *citoyen des États-Unis*, a été reçu, ces jours derniers, aux Tuileries.

... D'après plusieurs feuilles, le minis-

tère, fort préoccupé des tristes déclarations faites depuis quelques mois par la police, penseroit avoir constaté certaines liaisons du parti bonapartiste avec les ciéles secrètes.

— Un journal prétend que M. Teste le général Schneider vont quitter le ministère.

— Le tribunal correctionnel a, samedi à quinzaine, attendu l'absence l'un des défenseurs, le procès en diffamation intenté par la *Presse au Commerce* la demande reconventionnelle du *saire* contre la *Presse*.

— La compagnie du chemin de fer de Versailles (rive droite), ne reculant devant de nouveaux sacrifices pour le perfectionnement de sa ligne, va voter en assemblée générale un emprunt de 2 millions. Le chemin sera livré au public jeudi 12.

— Le chemin de fer de Saint-Germain a transporté dans le mois de novembre dernier 67,847 voyageurs. Ses recettes sont élevées à 63,808 fr. 75 c.

— Le 24 de ce mois aura lieu, au cole des Beaux-Arts, le concours national de composition d'architecture.

NOUVELLES DES PROVINCES

Frenzel, cet effronté voleur, nous avons raconté les prouesses à Paris et à Haguenau, vient enfin d'être arrêté auprès d'Evreux. Le malheureux avait l'audace de reparaitre au petit séminaire d'Evreux, où tout devoit lui commander de ne pas se montrer. Il y avait pris une montre d'or et s'étoit encore échappé. Les gendarmes l'ont arrêté le 2 décembre au Rouley-Morin, village à une lieue et demie d'Evreux. Il avait encore la montre volée la veille, et étoit en outre porteur d'une somme de 1,800 fr. en or qu'en billets de banque. On a trouvé sur lui un poignard. Ce qui est d'incroyable, c'est que ce misérable portoit toujours la soutane ; on dit qu'il avoit un missel sous le bras. Pour fourbe, il faut le répéter, n'est-ce pas ? prêtre ni même dans les ordres.

up d'ouvriers sont en ce moment à Elbeuf.

scription ouverte au bureau de Picardie en faveur des bagnols s'élevait, le 4, à 1 c.

ministre de l'instruction publique d'accorder des secours à 24 de la Marne, pour les aider à leurs maisons d'école.

Journal annonce que le typhus est aux hôpitaux de Reims.

Epouy aîné, ancien député et de la chambre de commerce de , vient de mourir dans cette

nouveau pont de la Roche-lorbihan) a subi ses épreuves avec succès.

général Charras est mort le 3 à Ferrand.

comte de Chabrol-Volvic a été membre du conseil-général du canton de Saint-

ne de Wurtemberg a envoyé un boulanger à Nîmes, à l'occasion de son poème *Le dernier jour*, ornée du chiffre de S. M. et de diamans.

émaphore annonce que Nourri-ambassadeur de la Porte à Paris arrivera à Marseille par le pa-

Tancrède; mais une indisposition l'a forcé à se faire descendre à Lille où il se rendra à Paris par la mer.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

l'union des esprits augmente plutôt qu'elle ne diminue à Madrid. Cela paraît surtout de ce que le parti jacobin commence à moins craindre l'influence d'Espartero, depuis que l'étoile de ce général pâlit dans l'inaction et un peu sur son revers.

général O'Donnell, qui com-

mande l'armée du centre, n'a pu tenir dans les positions qu'il occupait non loin des places fortes et des lignes de Cabrera. Il a fait un mouvement de retraite et s'est éloigné de Cantavieja. Les neiges qui sont tombées en abondance dans les montagnes voisines de Forcanète, où son quartier-général étoit établi, n'ont pas peu contribué à le chasser; le froid est devenu tout à coup rigoureux dans cette contrée; de sorte qu'il n'y a plus à entendre parler d'aucune opération de guerre de quelque importance d'ici au retour du printemps.

— On parle d'une guerre royaliste qui s'est formée dans les montagnes de la Navarre. Des lettres de la frontière des Pyrénées prétendent que Cabrera paraît vouloir profiter du repos où les chrétiens le laissent forcément, pour renouveler ses tentatives et opérer des soulèvements dans les provinces basques. On va jusqu'à dire qu'il a détaché un petit corps de cavalerie de ce côté-là.

— Quoique les divisions d'Espartero occupent toujours les mêmes cantonnemens, la ligne de blocus s'est élargie du côté de Saragosse et de Valence, par la retraite du corps d'armée d'O'Donnell.

A la séance du 4, la chambre des représentans belges a commencé la discussion générale du budget des voies et moyens.

— Des feuilles de Londres ont annoncé que la reine feroit le 14 janvier l'ouverture du parlement. Il paraît néanmoins que la session des deux chambres ne commencera pas avant le 4 ou le 5 février.

— L'infant d'Espagne don Sébastien et l'infante Amélie sont arrivés à Rome le 24 novembre, venant de Florence, et devant prochainement se rendre à Naples.

— La *Gazette universelle de Leipsick* annonce la conclusion d'un traité de commerce entre la Prusse et Hambourg, semblable à celui passé avec la Hollande.

— On lit dans le *Portofoglio Maltese* que

le 10 novembre, vers sept heures et demi du soir, le feu a pris à la poudre qui se trouvoit à bord d'un navire maltais à l'ancre dans la Goulette; onze personnes ont péri. L'explosion a été si violente que des membres des victimes ont été retrouvés sur le rivage. Le navire a volé en éclats.

— Les journaux de Smyrne du 19 novembre, et les feuilles de Marseille du 5 décembre, publient des correspondances de Constantinople du 18 novembre et d'Alexandrie du 16, qui continuent à faire pressentir une solution prochaine des difficultés qui se sont élevées entre le sultan et le pacha d'Égypte. Toutefois, il faut dire que les nouvelles qu'on donne ne sont encore appuyées que sur des conjectures. Le divan s'occupe activement des lois qui ont été annoncées dans le *hatti-scheriff*. Ce qui contribue à entretenir la tranquillité dans la capitale, c'est, disent les correspondances, la solennité du ramazan ou mois sacré, pendant lequel les affaires politiques et autres ne se traitent que la nuit. Le ramazan, qui a commencé le 8 novembre, avait été annoncé la veille par des salves d'artillerie.

— Le prince de Joinville, parti le 8 novembre de Constantinople pour Trébizonde, sur un bateau à vapeur de la compagnie du Danube, étoit de retour le 17. Le prince a reçu du sultan plusieurs présents consistant en trois sabres, deux bouquins de pipe enrichis de brillans, plusieurs chevaux, etc.

— L'amiral Stopford est toujours à Ourlac avec la flotte anglaise.

— L'amiral Lalande est arrivé le 15 novembre au mouillage d'Ourlac.

— La division autrichienne sous les

ordres du comte Schlik, s'est toujours à Smyrne.

M. Horace Vernet, actuellement à Alexandrie, a fait une expérience daguerréotype devant le vice-roi.

— D'après une correspondance Caire adressée au *Sad* (journal de la ville), Ibrahim-Pacha (néveu d'Ally) aurait remporté une victoire complète l'iman de la province de Jeddah, Fiamma. Cette conquête rendrait à met-Ali voisin des établissements d'Aden, à l'entrée du golfe Arabique pourroit devenir une nouvelle collision.

— Les deux candidats à la présidence des États-Unis sont M. Clay et le général Scott. Selon les journaux, cette lutte sera vive.

— Les correspondances de Suède (Suède) annoncent que partout les opinions sont favorables au gouvernement.

Le Général, Adrien Le C

SOURCE DE PARIS DU 9 DÉCEMBRE

CINQ p. 0/0. 111 fr. 95 c.
TROIS p. 0/0. 80 fr. 50 c.
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 101 fr. 50
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept. 100 fr.
Oblig. de la Ville de Paris 127 fr. 1
Rente de la Ville de Paris 100 fr. 00
Act. de la Banque. 2890 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire. 792 fr. 50 c.
Quatre canaux. 125 fr. 00 c.
Emprunt romain 101 fr. 1/2
Emprunt Belge 102 fr. 00
Rentes de Naples 101 fr. 20 c.
Emprunt d'Haïti. 520 fr. 00 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 25 fr. 12

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC
rue Cassette, 79

LE VOYANT,

PAR M. L'ABBÉ J. P. ENJELVIN, auteur des *Fleurs à Marie*.

Un vol. in-8°. — Prix : 5 fr.

Cet ouvrage, de forme dramatique, d'un style pur et élevé, plein d'enseignemens et ingénieux, se trouve à Paris, chez ÉDOUARD LEGRAND, quai des Minimes, 59; et à Clermont-Ferrand, chez THIBAUD-LANDRIOT.

Nous en rendrons compte incessamment.

la congrégation de Saint-Lazare.

La congrégation de Saint-Lazare a dans ces dernières années des vicissitudes qui tiennent du prodige. Proscrite par la première révolution, elle sembloit anéantie pour jamais, lorsque, il y a 25 ans, des âmes actifs et zélés entreprirent de faire sortir de ses ruines. Dieu leur a béni leurs efforts, qu'elle compte en ce moment 157 membres dans les missions étrangères; savoir : 16 missionnaires français, 16 missionnaires chinois, 6 Portugais, 1 novice à Macao, et 1 frère laïque ; dans le Levant, 15 missionnaires dans la province de Constantinople, 11 dans celle de Syrie, avec 16 novices, 11 dans la première province, 5 dans la seconde ; en Abyssinie, 15 missionnaires ; en Amérique, 39, 8 novices et 12 Frères.

En Chine, par un décret de la Propagande en janvier 1839, la mission du Hou-Pé a été retirée à la congrégation pour être confiée au vicaire apostolique du Hou-Kouang, qui sera nommé ultérieurement. En échange, la Propagande a confié à MM. de Saint-Lazare la province du Tché-Kiang, qui sera réunie à celle du Kiang-Si pour former un vicariat apostolique. M. Rameaux, de la même congrégation, sera le premier vicaire apostolique avec le titre d'évêque de ; ses bulles lui ont été expédiées au mois de mars. MM. de Saint-Lazare sont de plus chargés des missions portugaises, qui ne reçoivent plus de secours d'Europe de-

puis la suppression de la congrégation en Portugal. Ces missions renferment à peu près la moitié de la province de Pékin et toute celle de Nankin. Ces deux provinces, celles du Tché-Kiang et du Kiang-Si, comptent en tout 80,000 chrétiens. La congrégation dirige en outre un petit séminaire dans la Tartarie mongole, et un noviciat à Macao, où réside le supérieur de toutes les missions de la Chine.

Le personnel de ces missions se compose de M. Torrette, du diocèse de Saint-Flour, parti en 1827, visiteur et supérieur de toutes les missions de Chine ; de M. Rameaux, du diocèse de Saint-Claude, parti de France, aujourd'hui évêque de Myre et vicaire apostolique des deux provinces ci-dessus ; de M. Laribe, du diocèse de Cahors, parti en 1831, supérieur de la mission du Kiang-Si ; de M. Mouly, du même diocèse, parti en 1833, supérieur de la mission de Pékin ; de M. Danicourt, du diocèse d'Amiens, parti en 1833, directeur du séminaire de Macao ; de M. Faivre, du diocèse de Saint-Claude, parti en 1836, supérieur de la mission de Nankin ; et de MM. Baldus, du diocèse de Saint-Flour ; Perboyre, de Montauban ; Gabet et Perry, de Saint-Claude ; Guillet, de Lyon ; Peschaud et Lavaissière, de Saint-Flour ; Simiand et Privas, de Lyon, et Huc, de Toulouse, partis de 1834 à 1839. Le frère Vautrain, parti en 1839, doit rester à Macao. Deux autres missionnaires, M. Louis Perboyre, parti

Dame de Lorette. Saint-Thomas-d'Aquin attend un tableau de M. E. Bertin. A **Saint-Sulpice**, la chapelle de **Saint-Paul** et la chapelle consacrée aux âmes du purgatoire seront peintes, la première par M. Drolling, et la seconde par M. Heim. M. Alaux termine l'hémicycle de **Sainte-Elisabeth**, et ce qu'on peut voir déjà de son ouvrage parolt digne des plus justes éloges. M. Abel Pujol achève aussi l'hémicycle de **Saint-Denis-du-Saint-Sacrement**; M. Picot et M. Fleury orneront chacun une chapelle de la même église. La chapelle de la Vierge à l'église de **Bonne-Nouvelle**, le fond du chœur à **Saint-Paul** et **Saint-Louis**, la chapelle de **Sainte-Philomène**, à **Saint-Merry**, seront peintes, l'une par M. Hesse, l'autre par M. Decaisné, et la dernière par M. Amaury-Duval. L'administration a confié une chapelle de **Saint Gervais**, celle de la Vierge, au pinceau de M. Delorme, et une chapelle de l'église **Saint-Séverin** à M. Flandrin, dont les tableaux envoyés de Rome ont, dans ces dernières années, produit une sensation si vive au Salon.

• Dans le treizième siècle, avoit été reconstruite en la Cité une petite église, sous l'invocation de *Saint-Pierre-aux-Baufs*. On vient de la renverser récemment pour ouvrir la rue d'Arcole. Mais son portique, démoli avec soin, a été transporté tout entier dans un passage de la rue **Saint-Séverin**, pour y servir d'entrée à l'église. M. Ramus a composé et terminé sur place, pour ce portique, un bas-relief dont les figures reproduisent avec goût le style du temps.

• Plus haut, dans le faubourg **Saint-Jacques**, se trouve **Saint-Etienne-du-Mont**. Cette jolie église, dont Marguerite de Valois posa la première pierre, cette église dont on admire le jubé, où l'on voit un cénotaphe de Pascal, où l'on s'arrêtoit récemment encore devant un très-beau tableau de M. Schnetz, vient d'être ornée d'un tableau remarquable dû au pinceau de M. Caminade. MM. Thévenin et Galimard ont achevé deux co-

pies de tableaux pour la chapelle de **Saint-Léger Rollin**. La chaire, qu'un architecte, M. Gauthier, a fait pour **Saint-Gervais**, étoit soutenue par des statues en bois des quatre évangélistes. Ces statues viennent d'être fondues et remplacées par M. Honoré Gosson. Enfin, à **Germain-l'Auxerrois**, M. Thévenin a terminé les vitraux du chœur, dont le trop fidèle peut-être du moyen-âge, l'œuvre immense qui honore l'activité de l'artiste.

• Non-seulement la ville de Paris a vu des sujets de tableaux aux horizons les plus distingués dans leur art, mais elle s'efforce d'introduire en France une manière nouvelle de peindre, qui, tout près, mais un genre de peinture dont les procédés sont encore peu pratiqués. Un Italien, M. Chardonnat, qui connoît à fond les secrets de l'art qu'il exerce, peint à fresque, et vient de terminer l'hémicycle de **Saint-Nicolas-Chardonnet**. Tous les artistes s'efforcent à voir, à suivre son travail pour en imiter les procédés. Ce sera pour la décoration de nos églises un grand point obtenu, d'y pouvoir exécuter comme aux premiers siècles des fresques du premier jet et sans retouche.

• Déjà l'on commence à remarquer l'inconvénient des peintures exécutées dans des cadres, aux piliers, aux voûtes, aux arceaux d'une église, qui ne suivent pas toutes les lignes de l'ordonnement tonique. On va faire, à ce sujet, un essai complet dans la petite église de **Saint-Louis-d'Antin**. Tous les tableaux dans leurs cadres en seront enlevés. On les remplacera par un système de peinture simple qui embrassera l'église tout entière. Nous avons vu à Turin, à Novare, à Lan, des églises, des palais, des salons décorés dans ce style, et qui produisent le meilleur effet. Des hommes du plus distingué entreprendront à **Saint-Louis-d'Antin** ce travail salutaire.

se en bois ; et la Salle , chez les rois , avec deux chapelles à Oha-t Péoria. De là , les missionnaires ent les catholiques d'alentour.

La congrégation a en Amérique missionnaires , dont 2 Améri-
ca, 6 Français , 10 Italiens , 11 Es-
pagnols , 2 Belges , 3 Allemands et
Irlandais. M. Timon , Américain ,
vicaire et supérieur de toutes les
missions. Les autres missionnaires
sont MM. Tornatore , de la maison
de Rome ; Dahmen , Allemand , reçu
en Amérique ; Rosti , parti de Rome ;
Boullier , du diocèse de
Paris , reçus en Amérique ; Dautre-
gney et Brands , Belges , partis de
la maison de Paris ; Raho , parti de
la maison de Naples ; Rolando , de la
maison de Rome ; Paquin , Améri-
cain , reçu en Amérique ; Mignard ,
Français , reçu en Amérique ; Justi-
ni, Fisari , Gandolfi et Parodi , par-
tis des maisons de Gênes et de Rome ;
Bert et Chandy , Français , reçus
en Amérique ; Stelhé et Tierman ,
Irlandais , reçus en Amérique ; Burk,
et Collins , Irlandais , partis de
la maison de Rome ; Armengol , Do-
lach , Alabau , Llébaria , Amat ,
Masnou , Calvo , Pascual ,
et al., Espagnols , partis de la mai-
son de Paris ; Escoffier , Français ,
parti en Amérique ; Boyderich et
Andenberg , Allemand , reçus en
Amérique ; Estany , Espagnol , parti
de la maison de Naples ; Burlando et
Marchi , Italiens , reçus au novi-
ciat de Gênes. 12 Frères sont dis-
tribués dans différentes missions. Le
noviciat compte 8 novices.

Comment ne pas remercier Dieu
des rapides progrès des enfans de
St Vincent de Paul , quand on
voit à tout le bien qu'ils ont fait
et qu'ils feront dans ces missions

lointaines , aux églises bâties par
eux , aux écoles ouvertes , aux infi-
dèles éclairés , à ces enfans exposés
en Chine et sauvés de la mort , ou
du moins baptisés , à ce village en-
tier de Turcs baptisés dans le Le-
vant , etc. ? Daigne la providence bé-
nir de plus en plus les travaux de
ces généreux ouvriers !

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

PARIS. — Le gouvernement ponti-
fical a donné la plus grande publicité
à l'allocution du 22 novembre. Outre
les deux éditions latines dont nous
avons parlé , une traduction en italien
a paru dans un supplément au *Diario*
de Rome du 26 novembre.

Le *Journal des Débats* a donné
dernièrement un article sur les em-
bellissemens de la capitale ; nous
avons remarqué comme assez cu-
rieux et nous croyons devoir repro-
duire ce qu'il dit de la décoration
des églises :

« Les églises se décorent de peintures
exécutées par d'habiles artistes. A Notre-
Dame de Lorette , M. Blondel a terminé
la chapelle des Morts avec le sentiment
profond qu'exige un si religieux sujet. La
sculpture , dans la même église , a rivalisé
d'efforts et de succès avec l'art de pein-
dre. Le groupe de M. Cortot est peut-être
un des plus beaux que la statuaire ait
achevés depuis 50 ans. Il représente le
Christ expirant sur les genoux de sa mère ,
sujet qu'on désigne en Italie sous le nom
d'*Una Pietà*. Exécuté d'abord en plâtre ,
on l'a depuis coulé en bronze. Mais d'où
vient donc qu'on a doré ce bronze qui
souffre et ce bronze qui meurt ? Les reflets
de l'or ôtent aux figures leur expression ,
aux membres leurs contours , aux lignes
leurs nobles proportions.

« Nos palais , nos monumens , nos tem-
ples s'enrichissent de belles productions.
Trois hommes d'un rare mérite , MM. Or-
sel , Perrin et Roger , achèvent trois des
chapelles placées aux angles de Notre-

Marseille. Des journaux se sont faits hier l'écho de ces bruits ridicules.

— M. Durand, rédacteur en chef du *Capitol*, a été de nouveau arrêté. D'après le *Moniteur Parisien*, c'est comme inculpé de complot qu'il a été écroué à la Conciergerie.

— Deux nouveaux mandats ont été décernés par M. le juge d'instruction Zangiacomi, sous prévention de complicité dans l'explosion de la rue Montpensier. En vertu de l'un, le sieur C..., tenant un hôtel garni, rue de Beaune, 35, a été mis en état d'arrestation, et une perquisition minutieuse a eu lieu à son domicile. L'autre, qui concernoit un sieur N..., demeurant rue de la Verrerie, n'a pu recevoir son exécution, cet individu ayant quitté son domicile, après l'arrestation de Béraud. On a saisi chez le sieur N... des armes, des munitions, des caractères d'imprimerie et des écrits séditieux.

— La cour des pairs s'assemblera demain jeudi pour statuer sur les mises en accusation des prévenus de la seconde catégorie de l'insurrection des 12 et 13 mai.

— Des journaux ont prétendu que la déclaration de guerre faite par Abd-el-Kader étoit le résultat de l'expédition du Biban; il faut se rappeler qu'au commencement de cette expédition des chefs arabes avoient remis au maréchal Valée des proclamations de l'émir annonçant la guerre, et que des courriers d'Abd-el-Kader arrêtés deux jours après par les écolailleurs de la colonne française se trouvèrent porteurs de lettres de l'émir qui exprimoient fort clairement ses intentions.

— Le collège de Commercy (Meuse) s'est réuni le 8 pour procéder à l'élection d'un député, par suite de la nomination de M. Etienne à la pairie. M. Etienne fils, candidat de l'opposition, a eu 116 voix sur 240, M. Muel, 59, et M. Hemelot, 58. Aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité absolue, on a procédé le lendemain à un second tour de scrutin. *M. Etienne fils* a été nommé député.

— M. Hennequin, député de Nogent, dont la santé avoit donné des inquiétudes, sera prochainement tout-à-fait rétabli, et pourra prendre part aux prochains travaux de la session.

— Le vice-amiral baron Roussin, retenu quelques jours à Montpellier par la convalescence de son fils, atteint de la fièvre jaune dans l'expédition du Mexique, est arrivé avant-hier à Paris.

— L'affaire du nommé Barthélemy, qui a tiré un coup de pistolet sur un sergent de ville qui passoit sur le boulevard Saint-Martin, sera appelée devant la cour d'assises de la Seine.

— Un juif nommé Mayer, âgé de quarante ans, né en Allemagne, vient d'être condamné par la première chambre de la cour d'assises de la Seine à sept années de réclusion pour nombreux vols commis chez des bijoutiers de Paris.

— La cour de cassation a décidé que les principes sur les délits de chasse, et que spécialement le fait de voir achetés du gibier tué sans fraude dont on connoît l'origine constitue un délit de complicité de chasse.

— Une ordonnance ouvre, sur le budget 1839, un crédit supplémentaire de 500,000 fr. pour encouragement des maritimes.

— Le *Moniteur* assure, contrairement à ce qui avoit été dit par quelques journaux, que le nouveau corps de la garde municipale n'éprouve pas de difficulté à se recruter, et que sa formation est complètement terminée avant la fin du mois.

— Le poste du Palais-de-Justice, dans les événements des 12 et 13 mai, lieutenant Drouineau et plusieurs soldats de la ligne ont été assassinés, et pendant quelques jours occupé par un détachement de la garde municipale.

— La caisse d'épargne de Paris a les 8 et 9 la somme de 515,952 fr. remboursé celle de 515,000 fr.

— On décharge, en ce moment, La Villette et le port Saint-Nicolas.

bateaux de grains destinés pour les us militaires et provenant de contrées lointaines. D'autres chargemens remontent la Seine, et sont attendus prochainement au port Saint-Nicolas.

NOUVELLES DES PROVINCES

Nous avons parlé dans notre numéro du 1^{er} juillet dernier, aux nouvelles des provinces, de graves désordres arrivés au département de Montmagny (Seine-et-Oise), à l'occasion d'un enterrement. Il y eut des blessés, et par suite 19 inculpés, hommes et femmes, ont paru, le 27 novembre, devant le tribunal correctionnel de Montmagny.

Le cimetière de Montmagny, situé près de l'église et au milieu des habitations, avait été supprimé par une ordonnance du 1^{er} décembre 1824. Un nouveau cimetière fut établi au lieu dit les Buissons, lorsque, vers 1832, sur le motif que le lieu était trop humide, les habitants se récrièrent, malgré le maire, pour la suppression du cimetière qui avait été fermé.

On ne put laisser enterrer dans l'ancien cimetière jusqu'en 1837. Une commission fut nommée à cette époque, déclara que la suppression du cimetière était une erreur, et qu'il fallait le rétablir à son ancien point. L'administration municipale signifia au conseil municipal de Montmagny le pouvoir d'un lieu de sépulture.

Le 1^{er} janvier 1840. Après refus du conseil municipal, un arrêté du 11 juin dernier, ordonna la suppression définitive de l'ancien cimetière et prescrivit d'inhumer, jusqu'à son rétablissement, dans celui des Rallions.

Un 1^{er} juillet, un vieillard mourut, et son enterrement fut indiqué pour le lendemain à une heure de l'après-midi. Dès qu'il fut connu, la gendarmerie de Montmagny et celle de Franconville, requises par le maire, étoient à Montmagny. Une compagnie de ligne de la garnison de Paris, forte d'environ 80 hommes, arriva quelques heures après.

Pendant le clergé avait fait tranquillement la levée du corps, et le service funéraire se faisoit en lieu aussi avec ordre. Le

commandant du détachement et le brigadier de gendarmerie étant entrés dans l'église pour voir ce qui retardait le départ du convoi, des rumeurs confuses s'élevèrent. Le commandant put sortir de l'église; mais le brigadier, qui s'étoit plus avancé, se trouva retenu. La porte fut en un instant barricadée, et le corps transporté dans le clocher pendant qu'on sonnait le tocsin, fut bientôt descendu dans l'ancien cimetière, par une petite croisée. Les habitants du voisinage ne tardèrent pas à venir grossir l'émeute, et la troupe partout foulée fut obligée de croiser la baïonnette. Cependant les femmes ne paroisoient nullement effrayées; plusieurs d'elles étant parvenues à escalader le mur du cimetière, se mirent à creuser une fosse à la hâte.

La gendarmerie et la troupe avoient montré jusque là beaucoup de modération; mais le maire craignant qu'elles ne fussent contraintes par la multitude à faire usage des armes, leur ordonna de se retirer; le corps fut alors déposé dans la fosse qui venoit d'être creusée.

Devant le tribunal, le maire de Montmagny et le commandant de la garde nationale, qui, l'un et l'autre, avoient été menacés par l'émeute, ont raconté les faits, tout en évitant de charger les inculpés; le garde champêtre, Alsacien d'origine, a fait à son tour une déposition inintelligible. Mais les gendarmes, les officiers et les soldats, ont déposé de manière à établir la culpabilité de la plupart des accusés. Le nommé Julien a été reconnu pour avoir arraché la baïonnette d'un soldat.

L'interrogatoire des prévenus a provoqué beaucoup de dénégations; la plupart ont dit qu'ils étoient là comme tout le monde; d'autres ont avoué les faits à eux reprochés. Le nommé Viard a répondu au président qui lui demandoit ce qui l'avoit poussé à la révolte: « J'ai habité longtemps les bords d'une rivière, et lorsque nous retirions un corps de l'eau, nous pensions faire une œuvre sainte en le déposant en terre ferme; et nous, on nous

Marcelle. Des journaux se sont faits hier l'écho de ces bruits ridicules.

— M. Durand, rédacteur en chef du *Capitol*, a été de nouveau arrêté. D'après le *Moniteur Parisien*, c'est comme inculpé de complot qu'il a été écroué à la Conciergerie.

— Deux nouveaux mandats ont été décernés par M. le juge d'instruction Zangiacomi, sous prévention de complicité dans l'explosion de la rue Montpensier. En vertu de l'un, le sieur C..., tenant un hôtel garni, rue de Beaune, 55, a été mis en état d'arrestation, et une perquisition minutieuse a eu lieu à son domicile. L'autre, qui concernoit un sieur N..., demeurant rue de la Verrerie, n'a pu recevoir son exécution, cet individu ayant quitté son domicile, après l'arrestation de Bérard. On a saisi chez le sieur N... des armes, des munitions, des caractères d'imprimerie et des écrits séditieux.

— La cour des pairs s'assemblera demain jeudi pour statuer sur les mises en accusation des prévenus de la seconde catégorie de l'insurrection des 12 et 13 mai.

— Des journaux ont prétendu que la déclaration de guerre faite par Abd-el-Kader étoit le résultat de l'expédition du Baban; il faut se rappeler qu'au commencement de cette expédition des chefs arabes avoient remis au maréchal Valée des proclamations de l'émir annonçant la guerre, et que des courriers d'Abd-el-Kader arrêtés deux jours après par les éclaireurs de la colonne française se trouvèrent porteurs de lettres de l'émir qui exprimaient fort clairement ses intentions.

— Le collège de Commercy (Meuse) s'est réuni le 8 pour procéder à l'élection d'un député, par suite de la nomination de M. Etienne à la pairie. M. Etienne fils, candidat de l'opposition, a eu 116 voix sur 240, M. Musl, 59, et M. Hemelot, 58. Aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité absolue, on a procédé le lendemain à un second tour de scrutin. M. Etienne fils a été nommé député.

— M. Henneguy, député de l'arrondissement de la Seine, dont le mandat étoit déchu de plein droit, sera prochainement tenu à disposition, et pourra prendre part aux prochains travaux de la session.

— Le vice-amiral Louis Bonaparte, tenu quelques jours à Montpellier, a obtenu la connaissance de son fils, et la fièvre jaune dans l'expédition de l'Algérie, est arrivé avant-hier à Bordeaux.

— L'affaire de l'homme Bonaparte, qui a été un temps, dit-on, sergent de ville, qui passait sur le boulevard Saint-Martin, sera appelée devant la cour d'assises de la Seine.

— Un juif nommé Meyer, âgé de cinquante ans, né en Allemagne, condamné par la première chambre de la cour d'assises de la Seine à six années de réclusion pour nombreux crimes commis chez des bijoutiers de Paris.

— Le cours de législation a été décidé, et les principes sur la chasse en général sont applicables au droit de chasse, et que spécialement la loi sur le gibier n'est en vigueur que pour les chasseurs dont on connoît l'origine constante de complicité de chasse par suite de la loi.

— Une ordonnance royale, sur le crédit 1858, un crédit supplémentaire de 500,000 fr. pour encourager les pêches maritimes.

— Le *Moniteur* assure, contrairement à ce qui avoit été dit par quelques journaux, que le nouveau corps de la garde municipale n'éprouve pas de difficulté à se recruter, et que sa formation est complètement terminée avant la fin du mois.

— Le poste du Palais de Justice, dans les événements des 12 et 13 mai, lieutenant Drouineau et plusieurs autres de la ligne ont été assassinés, et pendant quelques jours occupé par un détachement de la garde municipale.

— La caisse d'épargne de Paris a versé les 8 et 9 la somme de 515,981 fr. remboursée celle de 515,000 fr.

— On décharge, en ce moment, la Villette et les ports Saint-Nicolas.

par bateaux de grains destinés pour les usins militaires et provenant de contrées lointaines. D'autres chargemens remontent la Seine, et sont attendus prochainement au port Saint-Nicolas.

NOUVELLES DES PROVINCES

Nous avons parlé dans notre numéro du 30 juillet dernier, aux nouvelles des provinces, de graves désordres arrivés au département de Montmagny (Seine-et-Oise), à l'occasion d'un enterrement. Il y eut des émeutes, et par suite 19 inculpés, hommes et femmes, ont paru, le 27 novembre, devant le tribunal correctionnel de Pontoise.

Le cimetière de Montmagny, situé près de l'église et au milieu des habitations, a été supprimé par une ordonnance du 1^{er} décembre 1824. Un nouveau cimetière fut établi au lieu dit les Rallions, lorsque, vers 1832, sur le motif que le lieu fondé qu'il étoit trop humide, les habitants reprirent, malgré le maire, possession du cimetière qui avoit été fermé. L'autorité laissa enterrer dans l'ancien cimetière jusqu'en 1837. Une commission nommée à cette époque, déclara que la ville exigeoit qu'on plaçât le cimetière sur un autre point. L'administration municipale signifia au conseil municipal l'état à se pourvoir d'un lieu de sépulture pour le 1^{er} janvier 1840. Après refus du conseil municipal, un arrêté préfet, du 11 juin dernier, ordonna la fermeture définitive de l'ancien cimetière, et prescrivit d'inhumer, jusqu'à son remplacement, dans celui des Rallions.

Le 13 juillet, un vieillard mourut, et l'enterrement fut indiqué pour le lendemain, à une heure de l'après-midi. Dès quelques heures, la gendarmerie de Montmagny et celle de Franconville, requises par le maire, étoient à Montmagny. Une compagnie de ligne de la garnison de Paris-Denis, forte d'environ 80 hommes, arriva quelques heures après.

Pendant le clergé avoit fait tranquillement la levée du corps, et le service funéraire avoit eu lieu aussi avec ordre. Le

commandant du détachement et le brigadier de gendarmerie étant entrés dans l'église pour voir ce qui retardoit le départ du convoi, des rumeurs confuses s'élevèrent. Le commandant put sortir de l'église ; mais le brigadier, qui s'étoit plus avancé, se trouva retenu. La porte fut en un instant barricadée, et le corps transporté dans le clocher pendant qu'on sonnait le tocsin, fut bientôt descendu dans l'ancien cimetière, par une petite croisée. Les habitants du voisinage ne tardèrent pas à venir grossir l'émeute, et la troupe partout foulée fut obligée de croiser la baïonnette. Cependant les femmes ne paroisoient nullement effrayées ; plusieurs d'elles étant parvenues à escalader le mur du cimetière, se mirent à creuser une fosse à la hâte.

La gendarmerie et la troupe avoient montré jusque là beaucoup de modération ; mais le maire craignant qu'elles ne fussent contraintes par la multitude à faire usage des armes, leur ordonna de se retirer ; le corps fut alors déposé dans la fosse qui venoit d'être creusée.

Devant le tribunal, le maire de Montmagny et le commandant de la garde nationale, qui, l'un et l'autre, avoient été menacés par l'émeute, ont raconté les faits, tout en évitant de charger les inculpés ; le garde champêtre, Alsacien d'origine, a fait à son tour une déposition inintelligible. Mais les gendarmes, les officiers et les soldats, ont déposé de manière à établir la culpabilité de la plupart des accusés. Le nommé Julien a été reconnu pour avoir arraché la baïonnette d'un soldat.

L'interrogatoire des prévenus a provoqué beaucoup de dénégations ; la plupart ont dit qu'ils étoient là comme tout le monde ; d'autres ont avoué les faits à eux reprochés. Le nommé Viard a répondu au président qui lui demandoit ce qui l'avoit poussé à la révolte : « J'ai habité longtemps les bords d'une rivière, et lorsque nous retirions un corps de l'eau, nous pensions faire une œuvre sainte en le déposant en terre ferme ; et nous, on nous

Marseille. Des journaux se sont faits hier l'écho de ces bruits ridicules.

— M. Durand, rédacteur en chef du *Capitol*, a été de nouveau arrêté. D'après le *Moniteur Parisien*, c'est comme inculpé de complot qu'il a été écroué à la Conciergerie.

— Deux nouveaux mandats ont été décernés par M. le juge d'instruction Zangiacomi, sous prévention de complicité dans l'explosion de la rue Montpensier. En vertu de l'un, le sieur C..., tenant un hôtel garni, rue de Beaune, 35, a été mis en état d'arrestation, et une perquisition minutieuse a eu lieu à son domicile. L'autre, qui concernait un sieur N..., demeurant rue de la Verrerie, n'a pu recevoir son exécution, cet individu ayant quitté son domicile, après l'arrestation de Béraud. On a saisi chez le sieur N... des armes, des munitions, des caractères d'imprimerie et des écrits séditieux.

— La cour des pairs s'assemblera demain jeudi pour statuer sur les mises en accusation des prévenus de la seconde catégorie de l'insurrection des 12 et 13 mai.

— Des journaux ont prétendu que la déclaration de guerre faite par Abd-el-Kader étoit le résultat de l'expédition du Biban; il faut se rappeler qu'au commencement de cette expédition des chefs arabes avoient remis au maréchal Vélée des proclamations de l'émir annonçant la guerre, et que des courriers d'Abd-el-Kader arrêtés deux jours après par les troupes de la colonne française se trouvèrent porteurs de lettres de l'émir qui exprimoient fort clairement ses intentions.

— Le collège de Commerce (Meuse) s'est réuni le 8 pour procéder à l'élection d'un député, par suite de la nomination de M. Etienne à la pairie. M. Etienne fils, candidat de l'opposition, a eu 116 voix sur 140, M. Muel, 59, et M. Homelot, 58. Aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité absolue, on a procédé le lendemain à un second tour de scrutin. M. Etienne fils a été nommé député.

— M. Hennequin, député d'Alger dont la santé avoit donné des inquiétudes, sera prochainement rétabli, et pourra prendre part aux travaux de la session.

— Le vice-amiral baron Roussin, tenu quelques jours à Montpellier à cause de la convalescence de son fils, et de la fièvre jaune dans l'expédition qu'il commande, est arrivé avant-hier à Paris.

— L'affaire du nommé Baquet, qui a tiré un coup de pistolet sur un sergent de ville qui passoit sur le boulevard Saint-Martin, sera appelée devant la cour d'assises de la Seine.

— Un juif nommé Mayer, âgé de 40 ans, né en Allemagne, a été condamné par la première chambre de la cour d'assises de la Seine à 10 années de réclusion pour avoir commis chez des bijoutiers de Paris des vols de bijoux.

— La cour de cassation a décidé que les principes sur la chasse en général sont applicables au vol de gibier, et que spécialement le vol de gibier est un délit de chasse, et non de complicité de chasse.

— Une ordonnance royale, en date du 1839, accorde un crédit supplémentaire de 500,000 fr. pour encourager la pêche maritime.

— Le *Moniteur* assure, contrairement à ce qui avoit été dit par quelques journaux, que le nouveau corps législatif municipal n'éprouve pas de difficulté à se recruter, et que sa formation est complètement terminée avant le 15 mai.

— Le poste de Pétersbourg, dans les élections des députés, a élu pour député le lieutenant Dronov, et pour sénateur le lieutenant de la garde M. de la ligne.

— La commission des finances a voté le 8 et 9 le projet de loi sur le rachat des chemins de fer.

ix de grains destinés pour les militaires et provenant de communes. D'autres chargemens re-Seine, et sont attendus prochainement au port Saint-Nicolas.

ILLES DES PROVINCES

On parla dans notre numéro et dernier, aux nouvelles des graves désordres arrivés au Montmagny (Seine-et-Oise), à l'occasion d'un enterrement. Il y eut des hommes et par suite 19 inculpés, femmes, ont paru, le 27 novembre devant le tribunal correctionnel

de Montmagny, situé près du milieu des habitations, comprimé par une ordonnance du 12 décembre 1834. Un nouveau cimetière fut établi au lieu dit les Basseaux, vers 1838, sur le motif que l'ancien était trop humide, les habitants, malgré le maire, possédant le cimetière qui avait été fermé. On ne put pas enterrer dans l'ancien cimetière qu'en 1837. Une commission fut nommée à cette époque, déclara que la situation était telle qu'on plaçât le cimetière au point. L'administration signifia au conseil municipal le 12 janvier 1840. Après refus du conseil municipal, un arrêté du 12 juin dernier, ordonna la suppression définitive de l'ancien cimetière civil d'inhumer, jusqu'à son remplacement, dans celui des Religieuses. Un vieillard mourut, et son corps fut indiqué pour le lendemain de l'après-midi. Dès

l'arrivée du commandant du détachement et le brigadier de gendarmerie étant entrés dans l'église pour voir ce qui retardait le départ du convoi, des rumeurs confuses s'élevèrent. Le commandant put sortir de l'église; mais le brigadier, qui s'était plus avancé, se trouva retenu. La porte fut en un instant barricadée, et le corps transporté dans le clocher pendant qu'on sonnait le tocsin, fut bientôt descendu dans l'ancien cimetière, par une petite croisée. Les habitants du voisinage ne tardèrent pas à venir grossir l'émeute, et la troupe par tout foulée fut obligée de croiser la baïonnette. Cependant les femmes ne parvenaient nullement effrayées; plusieurs d'elles étant parvenues à escalader le mur du cimetière, se mirent à creuser une fosse à la hâte.

La gendarmerie et la troupe avaient montré jusque là beaucoup de modération; mais le maire craignant qu'elles ne fussent contraintes par la multitude à faire usage des armes, leur ordonna de se retirer; le corps fut alors déposé dans la fosse qui venait d'être creusée.

Devant le tribunal, le maire de Montmagny et le commandant de la garde nationale, qui, l'un et l'autre, avaient été menacés par l'émeute, ont raconté les faits, tout en évitant de charger les inculpés; le garde champêtre, Alsacien d'origine, a fait à son tour une déposition inintelligible. Mais les gendarmes, les officiers et les soldats, ont déposé de manière à établir la culpabilité de la plupart des émeutiers. Le nommé Julien a été reconnu pour avoir arraché la baïonnette d'un soldat.

L'interrogatoire des prévenus a provoqué beaucoup de dénégations; la plupart ont dit qu'ils étaient là comme tout le monde; d'autres ont avoué les faits à eux rapprochés. Le nommé Vassé a répondu au président qui lui demandait ce qui l'avait amené à la prison: « J'ai habité avec les autres pendant deux semaines. Je me trouvais un corps de 100 hommes. J'étais avec eux pendant deux semaines et

de la première notice qui avoit mêlé ici la circonstance apocryphe de la supplique des cardinaux et prélats français. Oui, M. d'Isoard a adressé un mémoire au pape ; mais dans un temps où sa démarche, quelque honorable qu'elle fût, l'exposoit bien moins en présence d'une *puissance abattue*. C'est ce qui résulte du texte même du mémoire.

Voilà tout ce que nous trouvons de positif dans l'article du 7 novembre. Le reste n'articule rien de bien précis ; au surplus, on finit en annonçant l'intention de donner la vie du cardinal.

M. l'abbé Pelletier, chanoine honoraire d'Orléans, donne la suite de ses *Neuvaines de méditations* pour se préparer aux principales fêtes de la sainte Vierge. Il publie en ce moment la neuvaine de l'Immaculée Conception, prix 15 cent. Cette neuvaine commençoit le 29 novembre et va jusqu'au jour de la fête ; elle est approuvée par M. l'évêque d'Orléans.

Il doit y avoir sept livraisons, quatre sont en vente. Le 15 janvier paroîtra la neuvaine pour la Purification.

Le Gérant, Adrien Le Clerc.

BOURSE DE PARIS DU 11 DÉCEMBRE

CINQ p. 0/0. 112 fr. 45 c
TROIS p. 0/0. 80 fr. 75 c
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 101 fr. 50 c
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept. 000 fr. 1
Oblig. de la Ville de Paris. 1277 fr. 50
Rente de la Ville de Paris. 000 fr. 00 c
Act. de la Banque. 2975 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire. 792 fr. 50 c.
Quatre canaux. 0000 fr. 00 c.
Emprunt romain 101 fr. 14
Emprunt Belge 102 fr. 00
Rentes de Naples 101 fr. 35 c.
Emprunt d'Haïti. 515 fr. 00 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 25 fr. 14

M. Bayle, auteur d'un recueil de *litanies* qui a eu beaucoup de succès, publie en ce moment un *Album* destiné à être offert en étrennes aux personnes. Cet *Album*, le seul en ce genre, se recommande par le choix des paroles, qui sont de meilleurs auteurs, que par la grâce et le charme de la musique. On trouve cet *Album*, chez Delamarre, rue Vivienne, 45.

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC
rue Cassette, 29.

LIBRAIRIE CATHOLIQUE DE PÉRISSE FRÈRES,
A PARIS, rue du Pot-de-Fer-Saint-Sulpice, 8. — A LYON, Grande rue Mercière

UN MARTYR, OU LE SACERDOCE CATHOLIQUE EN CHINE,

POÈME EN CINQ CHANTS TIRÉ DES ANNALES DES MISSIONS-ÉTRANGÈRES

PAR M. L'ABBÉ AUBER, CHANOINE HONORAIRE DE POITIERS.

Un vol. grand in-18. — Prix : 2 fr.

LE VOYANT,

PAR M. L'ABBÉ J. P. ENJELVIN, auteur des FLEURS A MARIE.

Un vol. in-8°. — Prix : 5 fr.

Cet ouvrage, de forme dramatique, d'un style pur et élevé, plein d'anecdotes neuves et ingénieuses, se trouve à Paris, chez ÉDOUARD LEGRAND, quai des Arts, 59 ; et à Clermont-Ferrand, chez THIBAUD-LANDRIOT.

Nous en rendrons compte incessamment.

à bateaux de grains destinés pour les usins militaires et provenant de contrées lointaines. D'autres chargemens remontent la Seine, et sont attendus prochainement au port Saint-Nicolas.

NOUVELLES DES PROVINCES

Nous avons parlé dans notre numéro 10 juillet dernier, aux nouvelles des provinces, de graves désordres arrivés au village de Montmagny (Seine-et-Oise), à l'occasion d'un enterrement. Il y eut des émeutes, et par suite 19 inculpés, hommes et femmes, ont paru, le 27 novembre, devant le tribunal correctionnel de Pontoise.

Le cimetière de Montmagny, situé près de l'église et au milieu des habitations, a été supprimé par une ordonnance du 1^{er} décembre 1824. Un nouveau cimetière fut établi au lieu dit les Rullions, lorsque, vers 1832, sur le motif que le lieu étoit trop humide, les habitants reprirent, malgré le maire, possession du cimetière qui avoit été fermé. On continua à laisser enterrer dans l'ancien cimetière jusqu'en 1837. Une commission nommée à cette époque, déclara que la salubrité exigeoit qu'on plaçât le cimetière sur un autre point. L'administration municipale signifia au conseil municipal l'obligation de se pourvoir d'un lieu de sépulture pour le 1^{er} janvier 1840. Après refus du conseil municipal, un arrêté préfet, du 11 juin dernier, ordonna la fermeture définitive de l'ancien cimetière, et prescrivit d'inhumer, jusqu'à son remplacement, dans celui des Rullions.

Le 13 juillet, un vieillard mourut, et l'enterrement fut indiqué pour le lendemain, à une heure de l'après-midi. Dès six heures, la gendarmerie de Montmorency et celle de Franconville, requises par le maire, étoient à Montmagny. Une compagnie de ligne de la garnison de Compiègne-Denis, forte d'environ 80 hommes, arriva quelques heures après.

Pendant le clergé avoit fait tranquillement la levée du corps, et le service funéraire avoit eu lieu aussi avec ordre. Le

commandant du détachement et le brigadier de gendarmerie étant entrés dans l'église pour voir ce qui retardoit le départ du convoi, des rumeurs confuses s'élevèrent. Le commandant put sortir de l'église ; mais le brigadier, qui s'étoit plus avancé, se trouva retenu. La porte fut en un instant barricadée, et le corps transporté dans le clocher pendant qu'on sonnait le tocsin, fut bientôt descendu dans l'ancien cimetière, par une petite croisée. Les habitants du voisinage ne tardèrent pas à venir grossir l'émeute, et la troupe partout foulée fut obligée de croiser la baïonnette. Cependant les femmes ne paroisoient nullement effrayées ; plusieurs d'elles étant parvenues à escalader le mur du cimetière, se mirent à creuser une fosse à la hâte.

La gendarmerie et la troupe avoient montré jusque là beaucoup de modération ; mais le maire craignant qu'elles ne fussent contraintes par la multitude à faire usage des armes, leur ordonna de se retirer ; le corps fut alors déposé dans la fosse qui venoit d'être creusée.

Devant le tribunal, le maire de Montmagny et le commandant de la garde nationale, qui, l'un et l'autre, avoient été menacés par l'émeute, ont raconté les faits, tout en évitant de charger les inculpés ; le garde champêtre, Alsacien d'origine, a fait à son tour une déposition inintelligible. Mais les gendarmes, les officiers et les soldats, ont déposé de manière à établir la culpabilité de la plupart des accusés. Le nommé Julien a été reconnu pour avoir arraché la baïonnette d'un soldat.

L'interrogatoire des prévenus a provoqué beaucoup de dénégations ; la plupart ont dit qu'ils étoient là comme tout le monde ; d'autres ont avoué les faits à eux reprochés. Le nommé Viard a répondu au président qui lui demandoit ce qui l'avoit poussé à la révolte : « J'ai habité longtemps les bords d'une rivière, et lorsque nous retirions un corps de l'eau, nous pensions faire une œuvre sainte en le déposant en terre ferme ; et nous, on nous

chilleau et de Coucy, anciens évêques de Châlons-sur-Saône et de La Rochelle. En 1817, le prélat fut transféré à l'évêché de Chartres, rétabli par le concordat de cette année; mais le concordat ne reçut pas alors son exécution, et ce ne fut qu'en 1821, que M. de Latil prit possession de ce siège. Il fit son entrée à Chartres le 8 novembre, forma son chapitre et organisa son diocèse. Le 31 octobre 1822 il fut élevé à la pairie.

Peu après il crut devoir réunir la cure de sa cathédrale à son chapitre, mesure déjà adoptée dans beaucoup de diocèses. Le curé, M. Charles, réclama et en appela à la cour royale de Paris, et ensuite au conseil d'état. Il échoua devant ces deux juridictions. Plusieurs mémoires parurent sur cette affaire, un entr'autres de M. Lambert qui aspirait déjà à la réputation de censeur impitoyable du haut clergé, et qui n'obtint que celle de déclamateur passionné. Il y eut aussi plusieurs écrits publiés pour et contre. On regretta qu'un ecclésiastique de beaucoup d'esprit et de mérite, M. l'abbé Clausel de Coussergues, eût, par excès de zèle, pris fort vivement parti pour M. Charles; voir notre numéro du 14 juillet 1824, tome XL.

Cette affaire n'étoit pas encore terminée quand M. de Latil fut transféré à l'archevêché de Reims, dont il prit possession le 20 août 1824. Le 29 mai de l'année suivante il sacra Charles X dans la cathédrale de Reims; la cérémonie fut magnifique, nous en avons rendu compte, numéro du 1^{er} juin 1825, tome XLIV. Le 13 mars 1826, le prélat fut déclaré cardinal par Léon XII, sur la présentation du roi qui lui remit la barrette le 22 avril avec beaucoup de solen-

nité, et lui adressa en cette occasion les choses les plus flatteuses. Nous donnâmes dans ce Journal, numéro du 26 avril, le discours du cardinal et la réponse du roi.

Le cardinal assista dans le même temps aux réunions d'évêques qui eurent lieu à Paris chez le cardinal de La Fare, et où fut rédigé l'*Exposé des sentimens de l'épiscopat sur l'indépendance des rois dans l'ordre temporel*. Cet *Exposé* avoit été précédé par les exagérations de M. de La Monnaie et de son école. L'*Exposé*, daté du 8 avril, fut lu par quatorze prélats, et fut présenté au roi le 10 avril, par une députation d'évêques, à la tête de laquelle étoit M. le cardinal de Latil. Nous en avons donné le texte, numéro du 15 avril suivant. Les évêques furent successivement à l'*Exposé*.

Après la mort de Léon XII, le cardinal de Latil se rendit à Rome pour le conclave. Il arriva à Rome le 9 mars 1829, et l'élection de Pie VIII eut lieu le 31. Il reçut du nouveau pape le titre presbytéral de saint Sixte.

L'opposition qui minoit alors le trône en France, mit souvent avant, dans les derniers temps de la restauration, le nom du cardinal de Latil. On lui supposoit une influence politique qu'il n'avoit réellement pas. On le faisoit chef d'une *camarilla* laquelle on attribuoit une direction secrète sur les affaires. Ce mot fut répété souvent dans les journaux pour désigner le haut clergé, entr'autres le cardinal de Latil. L'opinion est que ce cardinal avoit eu d'être le confesseur du comte d'Artois, à l'époque où il devint évêque de Chartres. Il fut remplacé alors

l'abbé Jocard. Son influence t surtout diminuer depuis que Charles X arriva au trône, non que le prince eût moins d'estime et de bienveillance pour lui, mais il se voyoit obligé de céder aux considérations de la politique et aux exigences de son ministère. Depuis il n'habita plus les Tuileries et passa la plus grande partie du temps dans son diocèse. Il y étoit à l'époque des ordonnances du 25 juillet 1830, et arriva à Paris le 27, au moment où la capitale étoit en proie à l'émeute. Il ne fut même de la peine à gagner l'hôtel qu'il habitoit dans le faubourg Saint-Germain. Il fut donc totalement étranger à ces ordonnances; mais ceux qui sont bien convaincus de ce qui se passoit à la cour.

Il ne put se décider à rester en France après l'exil de son roi. Il se rendit à Charles X en Angleterre et séjourna à Lullworth, à Holyrood et à Berlin en Allemagne. Il gouverna néanmoins son diocèse par ses vicaires. M. Blanquet de Rouville, évêque de Numidie, faisoit les visites épiscopales, et M. l'abbé de la Motte étoit chargé des détails de l'administration.

Le 36, le cardinal de Latil eut le chagrin de perdre le prince autrichien qui étoit attaché depuis si longtemps à la cour. Cette mort et l'affoiblissement du prince lui rendirent son exil extrêmement pénible.

Après la mort de M. de Rouville, cardinal qui avoit fait un voyage à Rome, ayant témoigné, dit-on, quelque scrupule de conserver un siège où il ne remplissoit pas les fonctions, on le conseilla de prendre un coadjuteur. Ce fut l'objet d'une négociation dans laquelle le cardinal montra

les vues les plus conciliantes. On lui indiqua M. Gallard, évêque de Meaux, et il accepta ce prélat avec beaucoup de bienveillance. Malheureusement le nouveau coadjuteur ne put que paroître à Reims.

Cet été M. de Latil quitta le séjour de Goritz qui ne convenoit plus à sa santé. Il prit les eaux de Saint-Gervais en Savoie et rentra en France avec l'intention de se fixer en Provence. C'est là que la mort l'a frappé. Nous avons rendu compte de ses derniers momens.

Nous ne pouvons en finissant que rendre hommage à la loyauté, à la fidélité constante, au dévouement pour la religion, à l'éloignement pour les nouveautés, qui distinguèrent M. le cardinal de Latil dans sa longue et honorable carrière.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

ROME. — Le 29 novembre, l'infant d'Espagne don Sébastien, et la princesse son épouse, sont partis pour Naples, après avoir fait visite à Sa Sainteté.

La confrérie sous l'invocation de Jésus-Marie-Joseph, qui a pour objet le soulagement des âmes du purgatoire qui ont plus besoin de prières, a fait célébrer aussi cette année une octave pour les morts dans son église de Saint-Nicolas *in Arcione*. Tous les matins on célébroit des messes pour les âmes qui avoient plus besoin; le soir, il y avoit discours et salut donné par quelque cardinal. Le 10 novembre, M. Silvestri, auditeur de Rote, célébra la messe, et donna la communion aux confrères et à grand nombre des fidèles. M. le cardinal Pedicini donna le salut le soir.

Le 3 décembre, le conseil central de la Propagation de la Foi, célébrera dans l'église de Sainte-Marie-

Madeleine la fête de saint François-Xavier.

Le 20 octobre, on a ouvert à Fermo, par les soins du cardinal Ferretti, archevêque de cette ville, un nouveau collège dirigé par les Jésuites. Un bref obtenu par M. le cardinal Lambruschini, préfet de la congrégation des études, a autorisé cet établissement si utile pour la ville et le diocèse.

PARIS.— L'octave de la Conception a été célébrée à Notre-Dame, comme on l'avoit annoncé, et chaque jour des sermons ont été prononcés par les orateurs que nous avons indiqués. La statue de la sainte Vierge étoit portée en procession. Dans beaucoup de paroisses, il y a aussi sermon et salut. A Saint-Sulpice, M. l'abbé Coedro, prédicateur de la station, prêche chaque soir. Le discours de dimanche étoit sur la sainte Vierge, et a été fort goûté.

Une assemblée de charité aura lieu le dimanche 15 à trois heures du soir dans l'église Saint-Merry, en faveur des pauvres familles visitées et secourues par les jeunes gens de la société de Saint-Vincent-de-Paul. Le discours sera prononcé par M. le curé de Saint-Roch, et sera suivi de la quête.

Un amateur d'antiquités s'est occupé depuis plusieurs années d'un *Dictionnaire alphabétique et raisonné des monumens de l'antiquité chrétienne et de ceux du moyen âge, depuis le iv^e siècle jusqu'au xvi^e*. M. Guénébault a recueilli d'immenses matériaux pour ce dictionnaire, qui offre l'indication raisonnée de plus de 20,000 monumens d'architecture, de peinture et de sculpture dus aux artistes du Bas-Empire et du moyen âge. Il présente le dépouillement de plus de 500 ouvrages in-f^o et in-4^o,

dont il a extrait les monumens plus remarquables, en les classant d'abord par ordre alphabétique ensuite chaque genre de monumens à leur ordre chronologique.

Parmi ces monumens, pour borner à ceux qui ont quelque rapport avec la religion, on distingue les basiliques, églises, tombes, cryptes, cloîtres, les portraits de papes, les costumes de toutes les dignités ecclésiastiques, les bas-reliefs et statues, toutes les cérémonies liturgiques, les châsses et reliques, les bannières des confréries, les jets précieux composant les vitraux des anciennes églises, les verres peints, les décorations des autels, les églises, les fenêtres et vitraux, on trouve les ordres religieux avec leurs costumes, les pompes funéraires, tout ce qui s'y rattache, etc.

Ce dictionnaire, dont nous avons vu le manuscrit, offre la matière en trois forts volumes in-8^o. En tête l'auteur donne le plan de son ouvrage et une liste des principaux ouvrages où il a pris ses matériaux. Ainsi les monumens liturgiques, ce sont les Ménologies, les *Acta sanctorum*, Bollandistes, les sacramentaires, les bénédictionnaires et lectionnaires, les annales de Baronius et celles des Bénédictins, les ouvrages de Bede, de Alcuin, de Gerbert, de Bianchini, de Manachi, etc., etc. Pour les monumens d'art, l'auteur a consulté toutes les collections anciennes et modernes.

On est étonné de tout ce qu'il a fallu de temps, de recherches et de patience pour réunir tous ces matériaux. Mais l'auteur s'occupe de ce travail depuis bien des années. Il se désire qu'il pût en faire jouir le public. L'ouvrage auroit un grand succès aujourd'hui surtout, où tout ce qui a rapport au moyen âge est l'objet d'une faveur spéciale.

M. l'évêque de Fréjus a ob-

s relativement à la
la sainte Vierge. Le
mars, autorise à ajou-
à *Conception* dans la
xième, du même jour,
anter la messe de la
second dimanche de
rien changer aux of-
ù tombe la fête, et à
l y aura toujours une
ale du dimanche, et
pas ce jour là une fête
. Un troisième indult,
corde une indulgence
ce même jour. Un
alt, du 20 septembre,
ter dans les litanies :
e concepta. M. l'évêque
diocèse de ces conces-
nandement du 2 no-
ordonne des disposi-
quence.

prélat annonce qu'il a
ult du 2 mars, pour
le diocèse la fête de
ne. La messe et l'office
11 août. M. l'évêque
brer cette fête dans les
le demandera.

re ayant bien voulu
is M. l'évêque et le
rd par l'entremise de
e de Tarragone, puis
directeur du séminaire
Rome, le prélat a or-
tres du diocèse de dire
ours, à la messe, les
le souverain Pontife,
ême à offrir une fois
e pour lui. Il exhorte
ieuses à faire une com-
ême intention.

e 8 décembre, l'église
à Bordeaux, a vu une
émonie. Quarante et
aires se sont approchés
le; parmi eux, il y en
qui faisoient leur pre-
ion. Beaucoup d'hom-
oisse s'étoient unis à

eux pour cet acte de piété. M. l'ar-
chevêque a voulu présider lui-même
à la cérémonie. Après avoir célébré
la messe, le prélat a adressé aux mi-
litaires une première exhortation sur
le sacrement de confirmation qu'ils
alloient recevoir. Les chefs de ces
militaires leur ont laissé toutes sortes
de facilités pour leur instruction, et
ont assisté à la cérémonie. Un pieux
ecclésiastique de Bordeaux, M. l'abbé
Darvin, et un bon laïque, M. Ger-
main, ont puissamment contribué à
éclairer et à toucher ces militaires.
Tous deux exercent leur zèle et leur
charité à l'égard des militaires, et
obtiennent des succès très-consolans.

La paroisse Saint-Nicolas de Port,
près Nancy; a célébré le 6^{te} fête pa-
tronale. M. l'évêque de Joppé, coad-
juteur de Nancy, a doublé l'éclat de
la cérémonie en venant conférer le
sacrement de confirmation. Lorsque
le prélat est entré dans la belle église
du lieu, M. l'abbé Ferry, curé de la
paroisse, l'a complimenté, et s'est
félicité de voir un père venir visiter
ses enfans, et appeler sur eux les
dons de l'Esprit saint. La réponse du
prélat a montré combien il étoit sen-
sible à l'accueil qu'il recevoit. Il a
officié pontificalement et a donné la
confirmation à une jeunesse nom-
breuse et recueillie. A trois heures,
les vêpres ont été chantées au milieu
d'un grand concours, et un salut
brillant a terminé la journée.

La fête de saint François-Xavier a
été célébrée cette année à Rennes,
dans l'église cathédrale, avec beau-
coup de solennité. M. l'abbé Meslé,
curé de la cathédrale, a fait un très-
beau sermon sur les missions. Le même
jour, M. l'abbé Saint-Marc, vicaire-
général du diocèse, a prêché sur le
même sujet dans l'église paroissiale
de Saint-Aubin, où l'on célébroit le
dernier jour du pardon des quarante
heures. L'un et l'autre orateur ont

loué le zèle et le courage des glorieux martyrs du Tong-King et de la Cochinchine, et celui de plusieurs compatriotes morts dans les missions de l'Asie et de l'Amérique depuis peu d'années, savoir, de M. Olivier, mort au Tong-King en 1827, évêque de Castorie, et coadjuteur du vicaire apostolique ; de M. Harvard, aussi évêque de Castorie et vicaire apostolique du Tong-King occidental, décédé le 5 juillet 1838 ; de M. Bruté, évêque de Vincennes, dans les Etats-Unis, enlevé à son troupeau le 26 juin de cette année ; et de M. Petit, missionnaire dans le diocèse de Vincennes, mort à l'âge de 27 ans, le 10 février 1839, victime de son zèle et de sa charité, à la suite des fatigues et des privations qu'il avoit eues à souffrir chez les sauvages, qu'il étoit allé visiter et consoler. Ces deux discours ont fait, dit-on, une vive impression sur les auditeurs et ont attiré de nouveaux souscripteurs à l'œuvre de la Propagation de la Foi.

Deux jeunes protestans de la commune de Saulzoir, canton de Solesmes, diocèse de Cambrai, viennent, grâces aux instructions paternelles de leur curé, de rentrer dans le sein de l'Eglise catholique. Ils ont fait leur abjuration le dimanche 1^{er} décembre. Ils ont eu pour parrain et pour marraine des personnes recommandables de la paroisse. Ces jeunes gens, âgés de 20 à 25 ans, se font gloire aujourd'hui d'être catholiques ; car ils le sont par la grâce de Dieu, sans doute, mais aussi par choix, par conviction, parce qu'il faudroit, disent-ils, renoncer à la raison pour ne l'être pas.

Outre ces deux abjurations, et trois autres qui ont eu lieu précédemment à Montrécourt, M. Coulmont, curé de Saulzoir, a eu le bonheur d'en recevoir treize autres. Ainsi, en moins de trois ans, le zèle éclairé de

ce jeune prêtre a ramené dix-huit brebis égarées.

Le conseil municipal de Nîmes a accordé à la fabrique de l'église paroissiale de Sainte-Perpétue une somme de 947 fr. qui lui manquoit pour couvrir les dépenses portées à son budget de 1840, et en outre une somme de 1,000 fr. pour dépenses extraordinaires. Il a toutefois délibéré en même temps d'appeler la sollicitude de M. l'évêque sur les moyens à prendre pour que les recettes annuelles de cette fabrique puissent être proportionnées dorénavant à ses dépenses.

Une somme de 12,000 fr. a aussi votée et affectée à la reconstruction d'une maison d'école pour les Frères des Ecoles chrétiennes dans la paroisse Saint-Charles, sur le même emplacement que celui où se trouve en ce moment cette école, dont l'état de vétusté et la mauvaise distribution actuelle exigent impérieusement l'entier changement.

A la faveur d'un habit ecclésiastique et d'un extérieur hypocritement modeste, un voleur, nous écrit-on de Lyon, s'est introduit dans plusieurs séminaires. Tantôt il avoit à parler à un professeur de ses amis, tantôt à des élèves de sa connaissance. Le même jour qu'il a volé au grand séminaire de Lyon, il est allé rendre sa visite à MM. les missionnaires établis dans la même ville ; il s'annonça au portier de la maison comme un prêtre arrivant de Rome, et il offrit à ce bourgeois un *chapelet béni par notre Saint-Père le pape*. Or ce chapelet venoit d'être volé à un pauvre séminariste qui l'a reconnu. Ceci n'étoit que le petit moyen ou le passeport. Le prétendu prêtre attendra que les ecclésiastiques de la maison aient diné, mais en attendant il se promène dans le corridor, et dans la

ores où il trouve des clefs. e d'entrer dans le détail de nt volé là comme ailleurs ; e qui inquiète , ce qui doit plus de peine , c'est l'achar- nt de ce voleur à prendre ntanes et des feuilles d'ordina- ont il peut sans doute abuser faire des dupes ; il aura de quoi rnir d'autres affidés qui pour- arcourir comme lui toute la e et se faire passer pour des astiques fort en règle.

ci les principales pièces qui omnées entre les mains de ce ureux :

lettres de tonsure de MM. Jean- -Alexandre Tessier et Claude , celles de ce dernier pour les mineurs ; les lettres de prê- du diaconat et autres ordres Claude Bérot , un *celebret* du , signé de MM. Cattet , grand- de Lyon , et Quentin , grand- de Paris ; les lettres de prê- et autres ordres de M. Jean- Goure , né à Champdieu , un t pour le même , son passeport l'étranger , et le passeport de érot pour la France.

plus , le misérable aura bien eliques ou reliquaires à distri- car il en a pris dans plusieurs as ecclésiastiques.

re reconnoître l'individu , voici est à peu près son signale- : il paroît âgé de 30 à 35 ans , d'environ cinq pieds trois pou- orps assez gros , rond et assez ormé , cheveux châtains , vi- ond et un peu coloré , favoris oyenne grandeur. Du reste , nières sont prévenantes et fa- sa parole douce , et son atti- nullement déconcertée.

protestans ont tenu dernière- des conférences pastorales à uban. Il s'y est trouvé 64 pas- dont quelques-uns venus d'as- oin. Un journal qui rend

compte de ces conférences , remarque comme une chose admirable que l'orthodoxie y avoit une incontestable majorité , que les trois quarts des membres croyoient à la divinité de Jésus-Christ , et que l'arianisme , le socinianisme , le pélagianisme et le latitudinarisme , *qui avoient conquis tant de terrain* dans le dernier siècle et dans celui-ci , pâlissent et s'effacent. Voilà des aveux singuliers. Ainsi tous les membres de la conférence de Montauban n'étoient pas orthodoxes dans le sens calviniste. Ainsi il y avoit donc parmi eux des hérétiques , des gens qui ne croyoient pas à la divinité de Jésus-Christ , et on les a admis comme si de rien n'étoit. C'est-là de la tolérance. On n'en auroit pas autant pour les doctrines catholiques.

Le 12 novembre , a eu lieu une réunion préparatoire. Les conférences ont commencé le lendemain. Le consistoire de Toulouse avoit demandé que les laïques fussent admis en nombre égal à celui des pasteurs ; cette demande a été rejetée , parce qu'on ne vouloit pas , a-t-on dit , donner aux conférences un caractère synodal , tandis que les conférences ne prennent aucune décision et ne prétendent exercer aucune autorité. On a refusé également d'admettre les étudiants en théologie qui ont obtenu leur diplôme. Dans la seconde conférence tenue le soir , il a été fait un rapport sur le projet d'établissement d'une maison d'orphelins dans le midi de la France. Après de longs débats , on a arrêté de ne pas s'occuper de cet objet , qui n'étoit pas de la compétence de l'assemblée.

Le professeur Encontre a communiqué à l'assemblée quelques propositions sur l'enseignement et la discipline de la faculté de théologie de Montauban. Ces propositions ont été discutées dans les conférences du 14 et du 15 novembre. La presque unanimité des pasteurs présens les

adoptées. En voici la substance :

L'assemblée exprime le vœu que les pasteurs demandent dans leurs églises des subsides annuels en faveur de la faculté de Montauban pour satisfaire aux besoins de sa bibliothèque et de son enseignement. Elle exprime aussi le vœu que les pasteurs concourent avec les professeurs pour veiller sur l'état moral des étudiants, qu'ils ne recommandent que des élèves capables et bien disposés, et qu'ils continuent de les suivre dans leurs études. Le conseil de la faculté devra de son côté correspondre avec les pasteurs et les consistoires sur l'état moral des élèves. L'assemblée a encore exprimé deux vœux, l'un que la faculté employât tous les moyens en son pouvoir pour obtenir du gouvernement la fondation d'un internat, l'autre que la faculté publiât un rapport annuel adressé aux églises réformées.

Voilà tout ce qui a été fait dans ces conférences. Ce résultat, il faut le dire, ne parait pas en harmonie avec l'éclat de la convocation ni avec le nombre des membres. Ce n'étoit pas la peine de rassembler 64 pasteurs, dont quelques-uns venus d'assez loin, pour se borner à ces sujets de délibération. Quant à l'internat dont on parle, il ne sera pas aisé de l'établir. Les jeunes élèves protestants auront de la peine à subir ce joug, à se renfermer dans un séminaire, et à se priver de la liberté dont on est si jaloux à cet âge. Un séminaire protestant sera long-temps un rêve, tandis que les séminaires catholiques se sont relevés partout, et prospèrent par la discipline et par les études.

La réconciliation de l'ancienne église des Carmes à Liège, qui porte actuellement le nom de Notre-Dame-de-la-Conception, et qui est desservie par les Pères Rédemptoristes, a eu lieu le 9 décembre avec les cérémo-

nies prescrites par le Pontifical. Ces cérémonies ont commencé à sept heures et se sont terminées à dix heures et demie. M. l'évêque de Liège, assisté de ses deux vicaires généraux, a célébré ensuite le mess qui a été chantée en musique. L'église n'a pas désemploi pendant le temps de l'office; l'on s'y portait comme aux plus grandes solennités. L'après-midi, M. d'Argenteau, évêque de Tyr, a entonné les vêpres, a officié au salut. M. l'évêque de Liège a prêché et a félicité les fidèles sur la décence et le recueillement qui ont régné durant les cérémonies du matin. Le même ordre n'a cessé un seul instant pendant le reste de la journée. L'affluence étoit telle qu'il a fallu le soir fermer la porte de l'église. Une foule de peuple stationnoit également à l'extérieur. La nuit n'a pas eu le moindre désordre à se plaindre. La musique, en partie de Weber, de Janssens et de l'abbé Lambillote, a été exécutée avec beaucoup d'ensemble par un nombreux orchestre, sous la direction de M. Bruno. On n'a que des éloges à donner aux réceptions intérieures faites à Notre-Dame-de-la-Conception qui compte maintenant au nombre des plus belles églises de Liège.

Trois consécérations de nouvelles églises ont eu lieu coup sur coup en Hollande : la première à Tilburg, le 1^{er} octobre, par M. Den Dulk, administrateur apostolique de Bois-le-Duc; la deuxième à Breda, le 20 octobre, par M. l'évêque de Cambray; et la troisième à Leyde, le 19 novembre. Cette dernière église est pour la plus belle de celles qui ont été construites en Hollande dans ces derniers temps. Le 30 octobre, on a fait l'adjudication d'une nouvelle église à Beverwyk dans la Nord-Hollande.

Le jubilé accordé par le Saint-

pour la fête séculaire de saint brord, apôtre des Pays-Bas, a été célébré dans toute la Hollande beaucoup de solennité. L'église de saint, à La Haye, nouvellement construite par les soins de feu curé Thomas, s'est particulièrement distinguée. Le 3 novembre, le P. Antonucci, vice-supérieur des Pères de Hollande, ouvrit le jubilé dans cette église. Le 7, jour de la Pentecôte, on reçut une relique précieuse, une partie du crâne du saint. La cérémonie fut très-solennelle. M. l'évêque de Curium célébra une messe pontificale. On porta la relique en procession. Le 14, la relique fut exposée à l'adoration des fidèles, ce qu'on n'avait pu faire jusque là, à cause de la foule qui encombroit l'église. Le jour de la clôture du jubilé, M. l'évêque de Curium donna le sacre-prêcha.

Clancy, qui a été deux ans coadjuteur de Charleston, aux Etats-Unis, et qui est aujourd'hui vicaire apostolique de la Guiane anglaise, après avoir appris l'incendie de Charleston, le désastre d'une église et l'appel que M. le docteur England avait fait à la charité des fidèles, tant pour ce désastre que pour soutenir le journal que l'actif et zélé prélat publie dans l'intérêt de la cause catholique; M. Clancy, dis-je, malgré ses embarras et ses besoins personnels, n'a pu rester insensible aux appels du diocèse de Charleston. Une lettre du 13 mars dernier, par laquelle il a envoyé cent dollars à M. England; c'est, dit-il, son *denier* et témoignage de sa sympathie pour la cause, le clergé et les catholiques de Charleston.

Le *Catholic Miscellany*, en entrant ce don généreux, remarque la position de M. Clancy et présente beaucoup le mérite du fait. Cet exemple devrait encourager le zèle des catholiques. Les

1,000 dollars demandés par le comité pour soutenir le journal n'ont point été obtenus. Les églises sont bâties, mais l'une d'elles doit 10,000 dollars et l'autre éprouve encore quelques embarras. La cathédrale fait pitié. M. l'évêque de Charleston ne néglige rien pour exciter à cet égard l'intérêt des amis de la religion.

Le 19 juillet, fête de Saint-Vincent de Paul, M. Rosati, évêque de Saint-Louis, officia pontificalement dans l'église Sainte-Marie, près le séminaire des Barrens; 43 enfans firent leur première communion, et le prélat confirma 53 personnes. Il fit une pieuse exhortation avant et après l'administration du sacrement.

Le lendemain il se rendit au cap Girardeau avec plusieurs des messieurs du séminaire, et M. Fontbonne, de Saint-Louis. Il visita la nouvelle église, et fut satisfait du goût qui a présidé à sa construction. Elle est sur une hauteur près des rives du Mississippi, et se voit de fort loin. Elle est dédiée à Saint-Vincent de Paul. Le samedi on chanta matines et laudes dans le local qui servoit de chapelle, et où étoient déposées les reliques.

Le dimanche 21, eut lieu la consécration de l'église avec le rit le plus solennel. M. Timon expliqua au peuple les cérémonies. M. l'évêque officia pontificalement, assisté de plusieurs de MM. de Saint-Lazare. La cérémonie dura six heures. Le soir on chanta vêpres, et M. Timon prêcha.

Le mardi, le prélat visita le convent de Saint-Vincent, tenu par les dames de Lorette; c'est un beau bâtiment construit récemment à quelque distance de l'église. Il y a un pensionnat pour des jeunes personnes de différentes communions, et on y reçoit des externes. Près de l'église est une école pour les garçons.

Trois prêtres doivent résider au cap Girardeau. Le pasteur principal parle anglais et allemand; ses assistants parlent l'anglais, le français, l'italien et l'espagnol, de sorte que les catholiques de ces différentes nations seront assistés. C'est une raison qui y attirera sans doute de nouveaux habitans.

POLITIQUE, MÉLANGES, ETC.

Dans les guerres ordinaires, il est d'usage de choisir la belle saison pour entrer en campagne. Il paroît qu'il n'en est pas de même de la guerre politique dans les pays constitutionnels. C'est en général à l'entrée de l'hiver, à l'époque de l'ouverture des sessions législatives, qu'on se met en mouvement et que les grandes batailles se livrent. Ce sont en quelque sorte les ides de mars des ministres, et le temps choisi pour les immoler.

Aussi ne doivent-ils voir approcher qu'avec effroi cette saison critique. Elle est pour eux ce que la chute des feuilles est pour les malades atteints de consommation et de langueur. Leur succession est ouverte d'avance dans les journaux, et tous leurs héritiers sont sur pied pour attendre le moment de prendre possession.

Passe encore si c'étoit là tout ce que la saison législative nous amène d'agitation et d'orages. Mais elle est ordinairement précédée et accompagnée de mille autres signes plus ou moins menaçans. C'est ainsi que déjà on n'entend parler que de tentatives contre la paix publique, que d'élémens de désordre qui s'amassent, que de machinations politiques qui se montrent dans l'ombre. Cette situation nous est si habituelle aux approches de l'ouverture des sessions législatives, qu'on est peu étonné de voir arriver de Londres par la voie des journaux un pronostic tel que celui-ci, appliqué à l'état de crise de Paris : *Avant la fin du mois, il y aura une explosion.* Comme c'est un mal de la saison politique où nous entrons, ce sont de ces choses qu'on peut toujours

prédire au hasard, avec grande probabilité qu'elles sortiront naturellement d'une situation telle que la nôtre, et que les événemens se chargeront de les accomplir.

Quand ce ne seroit que tout cela, et auroit bien raison, vraiment, de regretter la belle saison en France, et de voir avec chagrin revenir celle qui nous n place sur le théâtre de nos guerres constitutionnelles d'hiver. Heureux en comparaison le temps où le législateur de juillet est à ses prés et à ses vignes!

M. l'abbé de Ram, recteur de l'Université catholique de Louvain, a prononcé un discours le 22 mars dernier, après un service funèbre célébré dans l'église Saint-Pierre pour le professeur Windischmann, de la même Université. Ce discours fait bien connoître le savoir et la vertu du jeune professeur. Charles-Joseph Windischmann étoit né le 9 octobre 1807 à Aschaffenburg. Il étoit fils d'un homme distingué par ses écrits sur la médecine et la philosophie, et surtout par ses sentimens religieux. Il fit ses études à Bonn, et publia de bonne heure des dissertations anatomiques. Admis à professer l'anatomie à Bonn, il fut toujours éloigné des doctrines matérialistes de plusieurs médecins, mais la faiblesse de sa santé le força de suspendre ses cours en 1835. On l'envoya pour l'hiver à Hières et dans le midi de la France. Nommé en 1836, professeur d'anatomie à l'Université catholique de Louvain, il s'y fit aimer pour son caractère et estimer pour ses talens. Sa santé déclina encore, on lui conseilla de retourner à Hières, où il mourut le 7 mars, dans les sentimens les plus chrétiens.

M. l'abbé de Ram, dans son discours, insiste sur les vertus, la foi et la piété du jeune et docte professeur :

« Dans son cours de physiologie, il savoit captiver l'attention de ses élèves par une étonnante originalité de vues; il y manifestoit l'étendue de ses convictions religieuses. C'étoit une peine bien grande

sur lui de voir qu'en disséquant le de l'homme, en analysant ses organes, ses facultés, on se perdoit dans les étranges calculs, on s'égarait dans mille canaux des artères et des viscères, on laissoit flétrir la foi et les croyances religieuses par les désolantes doctrines du matérialisme. Il se fit donc un devoir de démontrer à ses auditeurs que bien loin de cette science décrépite, il y a une véritable science physiologique, une science en harmonie parfaite avec les principes de la vraie philosophie et les enseignemens de la foi. »

Le discours est jointes des notes de M. de Ram sur les travaux de Winmann. Le tout forme une notice importante et digne du zèle de l'habile orateur.

PARIS, 13 DÉCEMBRE.

Après un journal, la révocation du maréchal Valée seroit décidée. Il auroit pour successeur en Afrique soit le général Cubières, soit le général L.

Après la *Presse*, le général Trézel a été nommé avant-hier gouverneur-général de l'Algérie. La nouvelle de la nomination et les bruits des autres journaux ont été entièrement démentis par le *Moniteur* qui dit aujourd'hui : « Plusieurs journaux ont annoncé que le gouvernement alloit donner un successeur à M. le maréchal Valée. Cette nouvelle est complètement fautive. Le maréchal Valée, qui commande tant d'illustres services, n'a perdu en seul instant la confiance du roi et de son gouvernement. »

Le premier bataillon du 3^e léger est embarqué le 9 à Toulon sur l'*Amazone* pour Alger.

Deux escadrons du 6^e chasseurs, en mission à Niort, ont reçu l'ordre de partir pour Alger.

M. Lavielle, nommé dernièrement premier président de la cour royale de Paris, a été réélu député par le collège de Paris.

— Ce n'est que lundi prochain que la chambre des pairs se réunira en cour de justice pour entendre le rapport de la procédure concernant la seconde catégorie des 12 et 13 mai.

— La cour de cassation, toutes les chambres réunies en robes rouges, sous la présidence de M. le comte Portalis, a employé son audience de mercredi à une affaire de duel. La cour royale de Nancy, chambre des appels correctionnels, saisie par renvoi de la chambre criminelle de la cour de cassation, avoit déclaré dans son arrêt que les blessures faites en duel ne constituoient un délit ni à l'égard des combattans, ni à l'égard des témoins, et avoit renvoyé les prévenus de la plainte. Conformément aux conclusions de M. Dupin, procureur-général, et à sa précédente jurisprudence, la cour jugeant souverainement le point de droit, a cassé l'arrêt de Nancy, et renvoyé devant une autre cour royale le jugement du fait.

— Madame la marquise de Castellane, née Roban-Chabot, veuve du marquis de Castellane, et mère du lieutenant-général comte Boni de Castellane, vient de mourir à Paris.

— M. Fauché, pharmacien en chef des armées, commandeur de la Légion-d'Honneur, vient de mourir à Paris.

— M. de Lamartine a publié dans le *Journal de Saône-et-Loire* trois articles sur la reconstitution des 221. Ces articles qui ont soulevé une vive polémique sont ainsi appréciés par le *Journal des Débats* : « M. de Lamartine, avec la hardiesse de sa noble imagination, dispose peut-être un peu trop de l'avenir ; il classe les partis, il leur distribue les rôles, il les élève successivement au pouvoir et il les en fait tomber ; en un mot M. de Lamartine trace à grands traits l'histoire, non de ce qui a été, mais de ce qui n'est pas encore. C'est courir grand risque de se tromper. Il semble même qu'il manque quelque chose à cette histoire. Car lorsque nous aurons épuisé successivement le vieux centre droit, le tiers-parti, la gauche

jeune ou vieille, pour laquelle M. de La-marline montre beaucoup d'indulgence; quel sera donc le ministre qui s'élèvera définitivement sur les débris des quatre ou cinq dont l'honorable député raconte l'histoire future ?

— On lit dans le *Moniteur* : « Les adversaires du ministère, s'emparant de quelques faits encore mal connus, s'en sont fait une arme contre lui. A les entendre, les partis ne s'agitent que parce qu'ils sentent le pouvoir faible. Notre réponse à de pareilles accusations sera fort simple. Nous nous bornerons à demander sous quel ministère n'ont pas eu lieu des tentatives de désordre.... »

— De nombreuses arrestations politiques ont eu lieu, dit-on, ces jours derniers.

— On lit dans le *Capitole* : « M. Lombard a comparu (avant-hier) devant le juge d'instruction. L'interrogatoire ayant constaté qu'il n'existait aucune espèce de connexité entre lui et le prétendu complot napoléonien, il a été mis hors de cause. Nous espérons qu'il en sera de même à l'égard de M. Durand. »

— La place Saint-Sulpice et la rue de Vaugirard, depuis la rue des Fossés-Monsieur le Prince jusqu'à la rue Férou, sont éclairées au gaz.

— La place des Victoires vient d'être éclairée au gaz.

— Le chemin de fer de Paris à Versailles (rive droite) qui étoit depuis quelque temps en réparation, a été livré hier au public.

— Une bande de voleurs exploite en ce moment Belleville et ses environs.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Sur la demande du préfet de la Marne, le ministre de l'intérieur a accordé au sieur Kozierowski, polonais réfugié, qui s'est distingué comme agent-voyer, la somme nécessaire pour acquitter les frais de sa naturalisation.

— L'*Industriel* de Reims annonce que

l'épidémie qui règne dans cet arrondissement a commencé à décroître.

— On lit dans l'*Alsace*, journal publié à Strasbourg, que le 8, le rear du roi de Schlesentadt, accompagné d'un officier de gendarmerie, s'est porté à la manufacture d'armes genthel, et a procédé à la saisie de 2,000 armes blanches. On a écrit de Strasbourg que le directeur de la manufacture avoit été arrêté, et l'on parle d'une soustraction d'armes. Abd-el-Kader : il n'en est rien. Ce fait n'est point politique, et il a été dit l'*Alsace*, que d'une simple enquête aux règlements et arrêtés relatifs à la fabrication des armes.

— La voiture cellulaire qui, soit de Doullens au Mont-Saint-Jean, soit de Doullens au Mont-Saint-Jean, les condamnés politiques Roudin et autres, n'a pas versé. Les prisonniers n'ont pu aider les mules, comme l'ont dit plusieurs journaux à relever la voiture.

— Un négociant d'Amiens a quitté cette ville, et hier son état a été déclaré sa faillite, qui s'élève, dit-on, à 1,200,000 fr. On parle aussi d'un autre dont le passif dépasserait mille francs.

— Le 20 novembre, le feu a pris la sixième fois depuis onze mois le village du Grand-Fresnoy (Somme) incendie, attribué à la malveillance, détruit deux maisons.

— Le conseil municipal de Ham (Nord) et les principaux habitants ont donné un bel exemple à leurs voisins. Une taxation sur le blé, destinée à procurer du pain aux indigents, a été proposée par les membres du conseil, qui, ainsi que le M. le curé, se sont inscrits les premiers. Tous les habitants de la commune, les employés des contributions directes, qui n'y résident que temporairement, se sont empressés de se faire inscrire, et en un instant les dons se sont élevés à environ 300 hectolitres.

— On a cherché, il y a

ri, à incendier le presbytère de Semprès de Montrenil (Pas-de-Calais). Des bottes de paille avoient été placées pendant la nuit contre la maison, et le feu venoit d'y être mis avec une torche, lorsque des voisins sont accourus à temps pour empêcher le sinistre. — Un journal de Lyon, le *Courrier*, a parlé de l'explosion d'une pièce d'artillerie, et de la découverte d'une fabrique de poudre faite par la police de la ville. Un autre journal, le *Comptoir*, avoit dit bien haut qu'il n'y avoit eu autre explosion que celle arrivée instantanément dans une fabrique d'allumettes à la congrève, et qu'aucune saisie de poudre n'avoit été faite. Le *Courrier*, feuille ministérielle, répond que le journal bonapartiste est dans l'erreur, et que les faits par lui avancés sont seuls appuyés sur la vérité.

— Un cabaretier de Saint-Ambroix (Indre), père de cinq enfans, avoit engagé, dans la soirée du 3, sa domestique à tuer les trois derniers; une heure à peine écoulée, lorsqu'une épaisse fumée annonça que le feu avoit pris dans la chambre de ces malheureux. L'aîné des enfans, âgé de onze ans, se précipita dans le champ pour sauver son jeune frère et ses deux sœurs, mais il n'étoit plus temps.

— Il paroît que la gendarmerie vient d'arrêter à la Roche-Chalais, arrondissement de Ribérac (Dordogne), l'assassin de la malheureuse famille Fourien, de Carcassonne, arrondissement de Blaye. C'est un nommé Pierre Dubois, dit Jean. Cet individu, après avoir avoué le crime, s'est déclaré qu'il avoit trois complices.

— M. de Vergès vient d'être nommé officier de la Légion-d'Honneur, en témoignage de la satisfaction du gouvernement pour la construction du pont de Bayac.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Le dernier courrier ordinaire de Madrid est en retard d'un jour. On n'en voit

point d'autre cause à assigner que le mauvais temps et la saison des neiges.

— La grande affaire du gouvernement de Madrid pour le moment est celle des élections. Tous les partis se préparent et s'agitent pour les faire tourner vers leur drapeau. Le jacobinisme, comme on le pense bien, n'est pas le moins ardent. Tous ses ressorts sont en action pour produire une chambre d'exaltés. Cependant le parti constitutionnel est toujours celui qui paroît avoir le plus de chances.

— Le général Valdès, qui commande l'armée du centre en Catalogne, ne cesse de presser le gouvernement de lui envoyer des renforts en hommes et de l'argent à force. Il n'est question de rien moins que de deux millions de réaux (500,000 francs) par mois pour son entretien, sans tout ce qu'il lève de contributions de guerre dans son commandement.

— Les rapports qu'on reçoit à Madrid de la province de Cuença, la représentent comme épuisée au dernier point. Elle demande aussi au gouvernement des secours en hommes et en argent. Mais il n'en a ni de l'une ni de l'autre espèce à lui envoyer.

Le parlement anglais qui avoit été prorogé au 12 décembre, vient d'être de nouveau prorogé au jeudi 16 janvier. A la suite de la proclamation de la reine est une circulaire de lord John Russell, à l'effet d'annoncer qu'une question fort importante (le mariage de la reine), sera soumise aux chambres immédiatement après l'ouverture du parlement.

— Le mariage de lord Palmerston avec la comtesse douairière Cowper, a eu lieu hier jeudi.

— Des journaux d'Irlande annoncent que M. O'Connell va donner sa démission de membre du parlement.

— Le jeune Louis Bonaparte, qu'on disoit dernièrement arrivé à Paris, est toujours à Londres.

— Les nouvelles de l'Inde, publiées par les feuilles anglaises, annoncent que

Kamran, shah d'Hérat, a signé un traité avec le lieutenant Pottinger. Par ce traité les Anglais relèveront les fortifications d'Hérat, et donneront au shah une indemnité pour les dégâts commis dans son pays. Le shah de son côté s'engage à n'entretenir aucune correspondance avec les états situés à l'ouest d'Hérat; il consent, en outre, à reconnaître Shah-Soodja comme roi de l'Afghanistan.

— Le *Sémaphore de Marseille* publie une correspondance de Tunis du 12 novembre, annonçant l'arrivée auprès du bey d'un ambassadeur d'Abd-el-Kader, chargé de lui offrir des présents.

— Des lettres de Lisbonne du 27 novembre annoncent que le ministère a été ainsi composé: Le comte de Benfin, ministre de la guerre et président du conseil; le vicomte da Carreira, ministre des affaires étrangères; le comte Villa-Réal, ministre de la marine; et MM. Rodrigo da Fonseca Magalhães, Antonio-Bernardo da Costa Cabral, Florido Rodriguez Perreira Ferraz, ministres de l'intérieur, de la justice et des finances. D'après plusieurs feuilles ce ministère est une concession aux exigences de l'Angleterre.

— Le mouvement de Zurich vient d'être imité dans le canton du Tessin, déjà depuis long-temps en fermentation. Le pouvoir étoit accusé de ménager le parti libéral. Le canton se remplissoit d'étrangers suspects, des journaux attaquoient la religion et le clergé. Le peuple s'est alarmé. Le 4 décembre, à l'occasion d'une rixe engagée entre un artisan et des soldats, le peuple de Lugano s'est soulevé et a pris les armes. Comme à Zurich, la population des campagnes est accourue au chef-lieu et a décidé la victoire. La garnison de la ville et du château a mis bas les armes. La municipalité de Lugano s'est constituée en permanence, et a pris immédiatement des mesures pour organiser la garde civique, et régulariser le mouvement. Elle a déclaré son intention de maintenir la constitution, la religion et les corporations religieuses,

La religion du canton de Tes religion catholique. A Flimigano, Mendrisio, Chiasso, Br Lorcana ont pris les armes. L'volution paroissant accomplie, coup d'ordre dans tout le Tessin.

La municipalité de Lugano blé le 4 un arrêté à l'effet d'ap mouvement, d'ordonner la sortie de plusieurs individus, et des mesures d'ordre et de sûreté. Elle a publié une proclamation signée du président Giacomo Lavini et le secrétaire A. Ferrari. Nous la fin de cette proclamation: « déclarons positivement que nous sommes comme celui de tous les citoyens, nous entourent, est celui de l'empire de la loi, de conserver l'ancien, et surtout de conserver la religion, les corporations religieuses, les autres institutions précieuses du canton. Nous comptons que vous approuverez nos sentimens, et dans nous vous saluons amicalement.

— Les deux premières sections de fer de Munich à Angl Munich à Olching, et de cette ville à Malsach), formant ensemble vingt lieues de France, viennent d'être livrées au public.

— On écrit de Vienne, le *Gazette de Leipsick*, que le comte qui a la confiance du roi. Charles pas assisté à la première réception le prince de Metternich; mais il y a même fait avec de Metternich une collecte pour les listes.

— Nous avons annoncé que Danemark étoit mort le 3 à Cop à huit heures du matin. Frédéric le 28 janvier 1768, et par conséquent âgé de 71 ans, régnoit depuis mars 1808. De son mariage avec la fille du landgrave Charles de Hesse, il avoit eu deux filles, dont la princesse Wilhelmine-Marie.

L'héritier du trône est son fils, le prince Christian-

a probablement le nom de VIII. Il est né le 18 septembre 1800. Sa mère étoit une princesse de Saxe-Schwerin, tante de malchance d'Orléans. Son fils, Charles-Christiern, avoit épousé la princesse Wilhelmine-Marie; mais, ayant fait en 1837 prononcer son divorce, a épousé en seconde noces le prince de Schleswig-Holstein-Glücksbourg.

Le Frédéric-Charles-Christiern, d'origine l'héritier présomptif du duché de Schleswig, point contracté de nouveau mariage, vit très retiré dans une petite propriété à Haderslev, où il commande un régiment de chasseurs. Il est âgé de 31 ans. Il a parlé récemment de troubles politiques (fin de septembre, au Port-au-Fort); mais d'après une correspondance du Havre, au lieu d'une insurrection révolutionnaire, il s'agit d'un projet du président Boyer, qui seroit d'éloigner de la chambre des députés les chefs de l'opposition.

Nous avons reçu de Toulouse une réclamation de M. l'abbé Genson, prêtre de Pamiers, relativement à un article paru dans notre n° du 7 novembre sur deux ouvrages, *le Petit Jardin spirituel* et *le Port du Salut*. La réclamation est fort modérée; mais elle est répétée, et ne forme pas moins de six pages; ce qui est beaucoup pour un article qui étoit fort court. L'auteur donne de grands détails sur l'ouvrage du *Petit Jardin spirituel*. Il faut remarquer que ses deux écrits ont l'approbation d'un prélat vénérable et éclairé. Nous sommes bien convaincus qu'ils ne contiennent rien de blâmable sous le rapport de la foi et de la morale. Notre critique ne tomboit que sur la partie littéraire. Au surplus, nous faisons ici une dernière observation :

Si *le Petit Jardin spirituel* et *le Port du Salut* vous auroient-ils trouvé intéressants, si vous les aviez lus tels

qu'ils ont été publiés en mai 1838. Mais, entre autres preuves que m'en offre votre article, son seul début : *L'auteur de ces ouvrages ne s'est pas nommé*, me démontre que vous n'avez eu sous les yeux que les exemplaires anonymes publiés en novembre 1837, et dès long-temps signalés comme défectueux par l'insertion de la note suivante dans la *Gazette du Languedoc* du samedi 21 juillet 1838 : « Les premiers exemplaires de ces deux ouvrages, publiés en novembre 1837, sont défectueux. M. J. M. Douladoure, imprimeur-libraire, rue Saint-Rome, et M. Sénac, libraire, place Rouaix, reprennent tous ceux qui leur sont envoyés franco, et les donnent en échange, sans nouveaux frais, les exemplaires qui ont paru en mai 1838. »

Un *Almanach du diocèse de Paris pour 1840* renferme des détails très-circossanciés sur les offices et les usages de chaque paroisse de la capitale. Il y a de plus de petites notices sur chaque paroisse, l'état du chapitre, des séminaires et des communautés à Paris, la liste des évêques de France, des notices sur les principales œuvres de piété et de charité de la capitale, etc. On trouve à la fin une notice sur la propagande protestante. Le tout offre beaucoup de choses curieuses et utiles. Cet *Almanach* en 176 pages est de 75 c.

Il a paru au Mans des *Etrennes spirituelles offertes aux associés du Bon Pasteur et de Saint-Joseph pour 1840*, 48 pages. Le calendrier indique les exercices de piété qui ont lieu au Mans, avec des réflexions et pratiques pieuses pour chaque mois. On y a joint des considérations sur les principales vérités de la religion, quelques notions sur les indulgences, la liste des zélatrices de l'association du Bon-Pasteur et de celle de Saint-Joseph. Ces *Etrennes* se distribuent au profit des deux associations.

A une époque où les bons livres sont devenus si rares, il est consolant de pou-

voir en signaler de loin en loin quelques-uns d'une morale pure et d'une piété évangélique. *Les Fleurs du Ciel*, par M. l'abbé Orsini, sont un cours de morale prise du point de vue religieux et mise à la portée des gens du monde. L'auteur commence son livre par un traité du culte des saints, où il combat les objections des protestans contre le culte de *salut*, dont il prouve l'antiquité et la rationalité. Ce travail, entièrement neuf, est plein de science et d'intérêt. Il développe ensuite dans une série de chapitres toutes les vertus théologiques et cardinales, appuyant toujours son raisonnement par des exemples tirés de la vie des saints. Il attaque courageusement les abus partout où il les trouve, et il indique le moyen de ramener les hommes à la religion et à la morale.

La littérature religieuse, riche depuis

long-temps d'une imitation de Christ et de la sainte Vierge, possède maintenant une imitation des Saints.

L^e Gérant, Adrien Le Clapart.

NOUVEAUX DE PARIS DU 13 DÉCEMBRE

CINQ p. 0/0, 112 fr. 10 c.
TROIS p. 0/0, 80 fr. 50 c.
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 100 fr. 10 c.
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept. 100 fr. 10 c.
Oblig. de la Ville de Paris. 127 fr. 50 c.
Rente de la Ville de Paris 100 fr. 10 c.
Act. de la Banque 2980 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire. 792 fr. 50 c.
Quatre canaux. 1280 fr. 00 c.
Emprunt mexicain 101 fr. 1.3
Emprunt belge 101 fr. 24
Rentes de l'étranger 101 fr. 20 c.
Emprunt d'Espagne. 515 fr. 00 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 25 fr. 54

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLAPART, rue Croixette, 19

EN VENTE, chez HIVERT, quai des Augustins, 55.

LES FLEURS DU CIEL,

ou

IMITATION DES SAINTS;

PAR M. L'ABBÉ ORSINI.

1 gros vol. in-8° imprimé avec soin. 6 fr. 50, et franco 8 fr. (Affranchi)

LA RELIGION DU COEUR.

Considérée dans ses rapports avec les CONFESSIONS DE FOI, l'INSTITUTION DU MINISTÈRE, et l'INFAILLIBILITÉ DE L'ÉGLISE, par l'ABBÉ DE BAUDRY, réponse à M. le professeur ALEXANDRE VINET, et à quelques autres ministres du canton de Vaud. — Un vol. in-12. Prix : 1 fr. 75 c.

A PARIS, chez POUSSIELGUE-RUSAND, rue Haute-fenille, n° 9.
A LYON, chez MOTHON et PINCANON, libraires.

LE VOYANT,

PAR M. L'ABBÉ J. P. ENJELVIN, auteur des *Fleurs à Marie*.

Un vol. in-8°. — Prix : 5 fr.

Cet ouvrage, de forme dramatique, d'un style pur et élevé, plein d'originalité et ingénieux, se trouve à Paris, chez ÉDOUARD LÉONARD, quai des Augustins, 59; et à Clermont-Ferrand, chez THIÉBAUD-LANDRIOT.

Nous en rendrons compte incessamment.

1 an	36
6 mois	19
3 mois	10
1 mois	3 50

On peut s'abonner des
15 de chaque mois.

MARDI 17 DÉCEMBRE 1839.

AU RÉDACTEUR.

Toulouse, le 19 novembre 1839.

Monsieur, vous avez inséré dans le N° du 5 novembre un article sur *l'abaissement des facultés de théologie que l'on s'efforce d'imposer à la France*; dans celui du 9 vous avez consenti à publier la lettre d'un *ecclésiastique distingué*, qui combat l'article du 5, ne pouvant vous y refuser, ce que d'ailleurs elle vous étoit formellement recommandée par une personne que vous honorez le caractère. On peut qu'un ecclésiastique distingué puisse être favorable aux facultés de théologie qu'on veut imposer à la France, et ne pas en apercevoir le danger; mais, moins il en aperçoit le danger, plus il est important de répandre des lumières sur la question; et ce qui me persuade que vous ne répondez pas sa lettre sans réponse. Et quelques réflexions que m'a suggérées la lettre dont il s'agit. Vous répondez sans doute en ajouter beaucoup d'autres.

Il n'est pas que l'auteur de la lettre approfondisse beaucoup la question, qu'il multiplie ses preuves pour prouver que la manière dont se forment nos facultés de théologie n'a rien de contraire au droit d'enseignement de l'Eglise, et qu'il ne s'agit que d'un petit *vice de forme* qui ne doit pas arrêter les évêques lorsqu'ils traitent la substance même de la question. Tous les moyens de défense de ce point se réduisent à deux. 1° On a bien changé, dit-il, à la loi donnée par Bonaparte; et les évêques les plus pieux ne pensèrent pas alors à ré-

clamer. Nous examinerons plus bas cette première raison. Voici la seconde. Le roi nomme bien les évêques; or par cette nomination l'autorité civile exerce une autorité bien plus grande, qu'en instituant les professeurs de théologie. Cet argument paroît à l'auteur si décisif, si péremptoire, qu'il croit superflu de pousser plus loin la discussion. Tout est fini par cette simple comparaison. Impossible d'y rien opposer. Qu'on subtilise tant qu'on voudra; cette nomination faite par le roi, des évêques que le pape institue, justifie-t-elle l'institution que le ministre des cultes donne aux professeurs de théologie qui lui sont présentés par l'évêque?

M. l'évêque de Maroc, dont je respecte, non-seulement le caractère, mais le savoir, et certaines qualités généreuses, mais dont la logique s'est trouvée quelquefois en défaut, avoit imaginé de comparer la nomination des professeurs des facultés à celle des évêques. La nouvelle comparaison n'est guère plus heureuse que la première.

Quand le roi nomme les évêques; il le fait en vertu d'un concordat passé avec le souverain pontife. C'est l'Eglise elle-même qui lui a concédé ce droit, comme elle avoit donné aux patrons laïques celui de présenter les curés aux évêques; mais c'étoient les évêques qui instituoient les curés, et c'est le pape qui institue les évêques. Or, comment l'auteur de la lettre, *ecclésiastique distingué*, n'a-t-il pas trouvé dans sa science théolo-

gique, que l'institution fait tout, que c'est par l'institution que l'Eglise donne la mission; que c'est l'institution qui donne le droit d'enseigner, d'administrer les sacrements, qui confère la juridiction, enfin qui fait qu'un évêque, un curé sont de légitimes pasteurs; tandis que la présentation n'est qu'une condition purement accessoire? Si cet auteur ne voit pas la force de la raison théologique que je lui oppose, je lui proposerai une hypothèse qui pourra lui ouvrir les yeux. Je suppose que le roi propose au pape l'inverse de ce qui se fait pour la nomination des évêques; qu'il lui dise: Très-Saint-Père, je nomme les évêques, et vous les instituez. Je n'en nomme même qu'un pour chaque siège, et vous ne pouvez pas, s'il est orthodoxe, lui refuser l'institution: de manière que j'influe plus que vous dans le choix. Je veux que désormais vous exerciez en cette matière une plus grande influence; vous nommerez les évêques, et moi je les instituerai. Votre correspondant pense-t-il que le pape consentirait à un arrangement pareil? Cette institution donnée par le roi aux évêques ne seroit-elle pas un acte tout spirituel, qui supposeroit dans l'autorité civile le pouvoir de donner la mission canonique? Voilà néanmoins comment, par des comparaisons hasardées et par de purs sophismes, on bouleverse tous les principes. L'arrangement dont nous parlons, auquel évidemment le chef de l'Eglise ne pourroit consentir, est précisément l'arrangement actuel des facultés de théologie. L'évêque présente les professeurs dont la charge est d'enseigner la théologie, c'est-à-dire, les vérités révélées; et au ministre civil les institue,

c'est-à-dire leur donne la mission. Mais, dit l'auteur, c'est ce qui a été réglé par une loi de Bonaparte, a rien changé; et les évêques pieux de ce temps n'avoient pu réclamer.

Je réponds que souvent on peut pas dans le principe une disposition légale, et que flexions, l'expérience, le font sentir plus tard.

Je dis en second lieu que l'amie de la paix, évite autant qu'elle peut de soulever des difficultés des princes qui lui montrent des positions toutes favorables. une différence bien grande dans les dispositions que Bonaparte faisoit en faveur de l'Eglise, où il donna sa loi sur l'Université, où il paroissoit dominer l'état actuel des choses. Il venoit de ouvrir les églises, voir les autels, de rendre à la liberté du culte public. Il alors aux évêques toute latitude les petits séminaires; toutes les congrégations religieuses pour ouvrir des collèges; il y en avoit dirigés par les Pères de la Foi, la partie ne permettoit pas que les ministres protestans vinssent à séduire les peuples par leurs doctrines. Il n'auroit certes servi que des professeurs de l'état, enseignassent publiquement l'athéisme; c'étoit à l'Eglise s'adresser pour rédiger le catéchisme; il ne pouvoit pas même jusqu'à gêner l'enseignement de la doctrine chrétienne. après cela, il voulut composer la théologie dans son université, régla que le grand-maître présentât le diplôme de professeur, présentés par les évêques,

! dans cette mesure aucun danger n'obligeoit d'ailleurs les ecclésiastiques à suivre les cours des lois. On ne laissoit cependant pas dire qu'il manquât quelque chose à rendre canoniques les facultés de théologie; qu'elles avoient besoin de recevoir la mission de l'autorité ecclésiastique; on desiroit que la sanction du Pape vint régulariser les lois nouvelles; et on alloit sonner en attendant, sans y voir de mal.

Mais après tout ce qui s'est passé depuis 1830, je pourrois dire depuis 1838; depuis les mesures hostiles au catholicisme prises successivement pendant la première et peut-être la seconde moitié de la dernière révolution, et depuis que l'on recommence à prendre depuis que des incrédules se mêlent de donner des catéchismes; depuis que l'université a rendu inutiles les chaînes qu'elle nous imposoit; qu'elle refuse de donner des bacheliers aux sujets qui veulent se soumettre à son examen, uniquement parce qu'ils ont fait leurs études dans un séminaire; depuis qu'elle a cessé de poursuivre les personnes qui, pour suppléer à ce que l'école ne peuvent pas faire, envoient aux pauvres enfans la lettre de l'Évangile, et que deux pauvres femmes ont été condamnées à une amende pour s'être rendues coupables d'un si exécrable forfait, de manière qu'aujourd'hui la doctrine chrétienne est enchaînée; de sorte, dis-je, que nous sommes témoins de choses étranges, il y auroit, je le pense, le plus grand danger à continuer de suivre ce qui s'est fait sous le rapport pour les facultés de théologie.

Je résume. Les évêques ne font

que présenter à l'autorité civile les candidats aux chaires des facultés de théologie; c'est l'autorité civile qui les institue. Or c'est l'institution seule qui confère la mission. Donc les professeurs des facultés de théologie n'ont de mission pour enseigner que celle de l'autorité civile. Ils n'ont donc pas de mission canonique; et quand le ministre de l'instruction publique a été un protestant, comme nous l'avons vu deux fois, c'est un protestant qui a dû donner la mission pour enseigner la théologie catholique.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Un de vos abonnés.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

ROME. — Le 29 novembre, on a célébré dans la chapelle du palais Quirinal un service pour le pape Pie VIII. Sa Sainteté a assisté, ainsi que les cardinaux, à la messe des morts célébrée par M. le cardinal del Drago, et a fait ensuite l'absoute de son trône.

Le premier dimanche de l'Avent, le Saint-Père se rendit du palais Quirinal à celui du Vatican, et y assista, dans la chapelle Sixtine, à la messe pontificale célébrée par M. Traversi, patriarche de Constantinople. Après l'évangile, le Père Alberti, procureur-général des Frères prêcheurs, prononça le discours. Après la messe, Sa Sainteté, précédée du sacré collège, porta processionnellement le saint Sacrement par la salle royale jusqu'à la chapelle Pauline pour y rester exposé, le nouveau tour des prières des quarante heures devant commencer ce jour-là. Le Saint-Père retourna ensuite au Quirinal.

PARIS. — M. Affre, nommé coadjuteur de Strasbourg, a reçu le diman-

che 8 dans la chapelle des dames de l'Abbaye-aux-Bois l'abjuration d'une jeune anglaise de quinze ans, pleine de modestie et de piété. Il lui a adressé quelques mots d'édification avant l'abjuration, lui a administré le baptême sous condition et lui a fait une exhortation avant la communion. C'est M. l'abbé Tesson, directeur au séminaire des Missions-Etrangères, et les dames de l'Abbaye-aux-Bois, qui avoient instruit et préparé cette jeune personne. Elle a été placée à l'Abbaye par sa mère.

La fête de la Conception a été solennellement célébrée dans l'église Saint-Roch. Chaque jour, pendant cette octave, la méditation sur les vertus de la sainte Vierge précédoit la sainte messe le matin à 8 heures. Un concours de personnes pieuses assistoit à la méditation et à la messe. Le soir, au salut solennel présidé chaque jour par un de MM. les grands-vicairés, il y avoit le même concours et toujours nombreux. Dimanche dernier, M. le curé a clos l'octave par un panégyrique de la sainte Vierge, le même qu'il avoit heureusement improvisé mercredi dernier à Notre-Dame; M. le coadjuteur de Strasbourg a donné le salut.

Le dimanche 22, à une heure et demie très-précise, il y aura une assemblée de charité dans l'église Saint-Roch pour l'ouvrier des jeunes filles de la paroisse. M. le curé fera le discours qui sera suivi des vêpres et du salut. La quête sera faite par madame la vicomtesse de Lacoussaye et par mesdames de Lasalle, de Bello-mayre et Roquebert.

L'établissement de l'ouvrier, ouvert depuis six ans en faveur des jeunes filles de la paroisse, pour les former à la couture, leur donner une éducation convenable et les préparer

aux soins du ménage, n'a d'autres ressources que celles que l'on attend du zèle et de la piété des fidèles. Quarante jeunes filles sont admises en participation de ce bienfait. A leur sortie de la maison, et à l'âge fixé par le règlement, elles reçoivent toutes une dot. M. le curé a cru cette œuvre indispensable dans la situation où se trouvent tant de familles de sa paroisse. Une ingénieuse charité, de petites souscriptions, l'envoi d'ouvrages en linge qui sont confectionnés dans la maison avec le plus grand soin et à des prix très-modérés, sont les moyens de continuer et de soutenir cet établissement. Il est sous la direction des Sœurs de la Sagesse, rue Traversière-Saint-Honoré, n° 21.

Une réunion de charité aura lieu dans l'église Saint-Sulpice le jeudi 11, à deux heures, en faveur des enfants pauvres de l'établissement de charité de Saint-Nicolas, rue de Vaugirard. Le sermon sera prêché par M. l'abbé Lefebvre. Pendant le salut, plusieurs enfans de l'établissement chanteront en musique. La quête sera faite par madame la duchesse de Dino, de Sainte-Aldegonde, et par mesdames Formon, Gustave de Château, de Caqueray et de Boischevallier. Les personnes qui ne pourroient y assister sont priées d'envoyer leur offre par francs à mesdames les quêtes, à M. le curé de Saint-Sulpice, à M. Labaudy, notaire de l'œuvre, ou à M. de Bervanger, à l'établissement.

La cherté du pain ayant augmenté le nombre des pauvres, on s'est vu forcé d'augmenter celui des enfans. Quatre cents sont maintenant pensionnaires. On consomme par mois dans la maison au-delà de 14,000 livres de pain, sans citer les autres frais. Cependant l'administration ne réclame que l'aumône ordinaire pour faire face à tant de dépenses. L'utilité de l'œuvre est connue : que deviendroient la plupart de ces enfans

l'asile ne leur étoit ouvert à Saint-Nicolas ?

Nous avons annoncé l'assemblée de charité qui a eu lieu dimanche à Saint-Merry, et à laquelle M. le curé de Saint-Roch a prêché ; nous avons vu que cette réunion avoit pour objet le soulagement des pauvres secourus par la société de Saint-Vincent-de-Paul. Les jeunes gens de cette société distribuent des secours en pain, viande, bois et vêtements. Ils continuent leur œuvre dans une ville où le pain est cher, ils reçoivent le concours des personnes charitables. On peut adresser les dons en argent ou en nature à M. le curé de Saint-Merry, au presbytère.

Nous avons publié dans le numéro du 1^{er} novembre, d'après le journal *le Siècle*, un article sur les arrangements entre les administrateurs des hôpitaux et les Sœurs hospitalières. On voit dans cet article d'une manière claire du ministre de l'intérieur, préfets, en date du 26 septembre dernier. Il nous a paru convenable de donner cette circulaire, les traités de la nature de ceux auxquels elle s'applique devant être périodiquement renouvelés. La circulaire est suivie de deux traités, l'un entre les administrateurs des hôpitaux et les Sœurs, l'autre entre les bureaux de bienfaisance et les Sœurs. On remarque que ces projets de traités ont été présentés par les bureaux de Saint-Vincent-de-Paul eux-mêmes, et qu'ils ont paru au ministre lui-même conçus avec tant de sagesse, qu'il n'a presque eu à faire que les approuver. Voici la circulaire :

Paris, le 26 septembre 1839.

Monsieur le préfet, vous m'avez écrit, en exécution de la circulaire du 26 septembre 1838, divers traités et projets de traités non encore revêtus de l'approbation ministérielle, qui ont été pré-

sentés entre des communautés religieuses et des administrations charitables de votre département, pour la desserte des établissements de bienfaisance. Vous m'avez transmis également les traités régulièrement approuvés par mes prédécesseurs, et qu'il m'a paru indispensable de soumettre à une révision, afin d'établir l'uniformité désirable dans cette partie du service hospitalier.

L'examen de ces documents m'a fait reconnaître la difficulté, je dirai même l'impossibilité, de faire subir à chacun d'eux les modifications convenables. En effet, les anciens traités ne se trouvent plus en harmonie avec le texte et l'esprit des réglemens en vigueur, et ils ont besoin d'être entièrement refondus ; presque tous offrent, d'ailleurs, au fond comme dans la forme, des différences essentielles résultant de la diversité des lieux, des époques, des réglemens sous l'empire desquels ils ont été rédigés ; et enfin des statuts et usages propres à chacune des communautés religieuses qui sont intervenues dans ces conventions. Quant aux traités passés plus récemment et à ceux qui ne constituent encore que des projets, ils sont également loin, pour la plupart, de se trouver toujours d'accord avec les lois, ordonnances et instructions qui régissent l'administration hospitalière, et ils ne sauroient être approuvés sans de nombreuses modifications.

Il faudroit donc se livrer à un travail aussi long que minutieux pour arriver à modifier convenablement chaque traité, en coordonnant entre elles et en ramenant à un système commun, des dispositions si nombreuses et si variées ; et quelques soins que l'on pût, d'ailleurs, donner à ce travail, il demeureroit toujours imparfait et ne rempliroit pas complètement la condition d'uniformité qui est nécessaire pour bien régler les rapports qui doivent exister entre les administrations et les communautés hospitalières.

Ces considérations m'avoient déterminé à faire préparer, pour les hospices

des bureaux de bienfaisance, des modèles généraux de traités qui passent servir de bases à de nouvelles conventions, lorsque la congrégation des Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul m'a soumis spontanément deux projets conçus dans le même but, pour les traités à intervenir entre cette congrégation et les administrations charitables. Ces modèles, après avoir subi quelques modifications de détail arrêtées d'un commun accord, ont été définitivement approuvés par madame la supérieure-générale de la communauté et par moi, et j'ai l'honneur de vous en transmettre des exemplaires imprimés, afin que vous invitiez les administrations des hospices et des bureaux de bienfaisance de votre département qui seroient desservis par des religieuses de cet ordre, à passer de nouveaux traités conformes aux dispositions adoptées.

Vous reconnaitrez au reste, M. le préfet, que ces dispositions, en assurant aux administrations charitables l'autorité qui leur appartient sous le rapport temporel, et en assujettissant les Sœurs à l'observation des lois, ordonnances et instructions qui concernent l'administration hospitalière, ont cependant réservé à ces femmes respectables la juste part d'attributions et d'égards qu'exigent leur caractère religieux et leur mission de bienfaisance, et que les droits et les devoirs des parties contractantes se trouvent heureusement conciliés, dans les modèles dont il s'agit, par une déférence réciproque et par une égale sollicitude pour le bien du service des pauvres.

J'espère, monsieur le préfet, que l'exemple donné par la congrégation de Saint-Vincent-de-Paul exercera une salutaire influence sur les autres communautés hospitalières, et qu'elles ne refuseront pas de traiter sur des bases acceptées par celle qui dessert le plus grand nombre d'établissements charitables en France. Veuillez donc bien inviter les administrations des hospices et bureaux de bienfaisance dont le service seroit confié à d'autres congrégations, à passer avec

elles de nouveaux traités sur des bases conformes.

Les modèles que je vous adresse et joints sont en tout semblables à ceux adoptés pour la congrégation des Filles de Saint-Vincent-de-Paul : l'on y a fait seulement, dans l'indication des communautés contractantes, les changements nécessaires pour qu'ils puissent servir à toute autre congrégation hospitalière. Je ne refuserais pas, d'ailleurs, d'adopter les modifications de détail qui sont motivées par les circonstances locales ou par les usages des communautés, ce tant qu'elles ne porteroient point atteinte aux dispositions essentielles qui doivent s'appliquer à toutes les congrégations hospitalières.

Je vous recommande, monsieur le préfet, de me faire parvenir, le plus tôt possible, les nouveaux projets de traités qui seront passés, afin de me permettre même de régulariser, sans délai, une partie aussi importante des services charitables. Quant aux conventions de même nature que vous m'avez soumises en exécution de la circulaire du 25 septembre 1836, elles devront être considérées comme nulles et non avenues.

Veuillez bien, je vous prie, adresser réception de la présente circulaire des pièces qui s'y trouvent annexes, et que je vous invite à faire insérer dans le mémorial administratif de votre préfecture.

Recevez, etc.

Le ministre de l'intérieur,
T. DUCRATÉL.

Plusieurs journaux ont reproduit samedi, d'après les journaux anglais, de tristes détails sur la cruelle persécution du Tong-King de la Cochinchine. Ils ne se sont pas aperçus que ces nouvelles étoient pas récentes. Elles avoient été publiées il y a trois mois dans les *Annales de la Propagation de la Foi*. Nous les avons données à nos lecteurs dans le numéro de 14 septembre.

ernier. L'article qui a paru dans les journaux est la rectification textuelle de celui que nous avons publié d'après les *An-*

lettres de Strasbourg annonçant la nomination de M. l'abbé à la coadjutorerie y avoit causé grande joie. A peine la nouvelle arrivée, qu'elle se répandit promptement dans la ville et dans les campagnes. M. l'évêque, qui sollicite depuis long-temps cette nomination, sembloit avoir redoublé d'effort pour la voir se réaliser. On n'avoit parlé de quelque opposition ; mais on a-t-on exagéré à cet égard. Dans tout cas, cette opposition auroit été sans parti, car elle semble faire aujourd'hui *chorus* avec les autres. Le journal avoit avancé que le préfet du département avoit écrit au gouvernement pour empêcher la nomination. On assure aujourd'hui qu'il n'a pas avoué cette démarche. Nous ne sommes point surpris de cette unanimité de sentimens envers un homme digne de M. Affre. Elle est d'un bon augure pour le succès de son administration.

Les rectifications avec un véritable plaisir un article de notre numéro de jeudi relativement à la nomination des grands-vicaires capitulaires de Reims. Nous nous en étions tenus à l'annonce des journaux en nommant les grands-vicaires qui avoient renversé l'ordre dans lequel ils avoient été élus. Nous n'avons pas été médiocrement surpris de voir M. l'abbé Gros, premier grand-vicaire depuis si long-temps, et qui portoit le fardeau de l'administration avec autant de zèle que de capacité, venir le dernier dans la liste des nominations ; et nous avions

même témoigné indirectement notre surprise, par ce que nous avions dit de la longue administration de M. l'abbé Gros. Nous nous empressons donc d'annoncer que les nominations ont été faites dans l'ordre suivant. Le chapitre a nommé grands-vicaires MM. Gros, Maquart et Herblot ; les deux premiers étoient grands-vicaires agréés par le roi sous l'administration précédente. M. Herblot étoit chanoine théologal et vicaire-général honoraire. Les trois vicaires-généraux honoraires que le chapitre leur a adjoints sont, comme on l'a vu, MM. Aubry, supérieur du séminaire, Regnart, chanoine, et Bara, curé de la cathédrale, aussi membres du conseil de Son Eminence et vicaires-généraux honoraires.

Le vendredi 6 décembre, a été béni par M. l'évêque de Moulins, la belle chapelle de l'hôpital-général de cette ville, que viennent de restaurer la piété et la charité de quelques fidèles. Au premier signal de l'approche du vénérable prélat que chacun étoit heureux de revoir après une absence de plusieurs mois de son diocèse, M. le maire, M. l'aumônier de l'hôpital-général et un grand nombre d'autres ecclésiastiques sont allés processionnellement au-devant de lui. Le prélat a officié. Après l'évangile, M. l'abbé Henri, vicaire-général, a rappelé tous les titres des vieillards infirmes et des enfans abandonnés à l'intérêt des classes aisées de la société ; il a fait ressortir les heureux effets d'une éducation religieuse, et a ensuite peint en peu de mots, mais avec chaleur, le dévouement et la modestie des Sœurs religieuses chargées d'élever les enfans du peuple et de soulager les misères de la vieillesse indigente. M. l'abbé Henri a terminé par un appel à l'active charité de ses auditeurs. On dit que le succès de la quête

faite par une dame dont le noble cœur est depuis long-temps associé à toutes les bonnes œuvres, a dignement répondu à l'attente de l'orateur. Cette cérémonie avoit attiré un grand concours de fidèles, et à leur tête on remarquoit plusieurs membres de l'administration de cet établissement. Leur présence et celle de M. le maire sont un éclatant témoignage rendu au zèle et à l'abnégation de ces *bonnes Sœurs*, auxquelles une philanthropie toute matérialiste voudroit ravir le caractère religieux dont est empreinte leur origine.

Un religieux français qui a eu quelque réputation dans la chaire, est mort l'année dernière à Rome dans un âge avancé. Nous regrettons de n'avoir pas de renseignements assez précis sur lui, quand nous avons trouvé une notice sur sa vie et ses écrits dans les *Annales* de M. de Luca. Nous en donnerons un extrait qui intéressera, surtout dans les lieux où l'estimable religieux avoit exercé le ministère de la prédication.

Le Père Bruno Monteinard, religieux Minime, étoit né le 7 février 1752 à Borme, diocèse de Toulon. Il y fit ses premières études, et à l'âge de 15 ans, il se rendit à Marseille, où il prit le 14 mai 1767 l'habit de Minime. Il fit profession l'année suivante, et fut ordonné prêtre le 23 septembre 1775, avec dispense d'âge accordée par Pie VI. On lui confia diverses chaires, entre autres celle de théologie à Aix et Avignon. Il se trouvoit à Marseille quand éclata la révolution française. On le vit là, prêtre zélé, se dévouer à l'exercice du ministère en secret. Arrêté et transféré dans les prisons d'Aix, il eut beaucoup à y souffrir, surtout de la faim. Délivré de la prison, il retourna à Marseille, et recommença courageusement à exercer ses fonctions. Aussi les persécuteurs l'arrêterent de nouveau. Il dut la vie à son assurance et à son habi-

leté à se défendre devant le tribunal révolutionnaire. Sorti de prison une seconde fois, il vint à Paris, et quoique les circonstances ne fussent pas encore favorables, il ne craignoit point d'assister les fidèles, et de leur offrir les consolations de la religion où on l'appeloit.

Le calme ayant été rendu à l'église, le Père Monteinard se livra à la prédication. Il occupa souvent la chaire dans les paroisses de la capitale, et dans plusieurs grandes villes; en outre il dirigeoit différentes communautés. Le 13 octobre 1807 le cardinal de Belloy, archevêque de Paris, le nomma chanoine honoraire de Notre-Dame, et non pas de Saint-Denis, comme le dit par erreur la notice italienne.

En 1817, on l'appela à Rome pour rétablir le couvent de la Trinité du Mont, sur le mont Pincio, couvent occupé autrefois par les Minimes. Il prêcha six carêmes de suite en français dans l'église Saint-Louis. On le voit entendre même quelquefois dans les chapelles pontificales. Les Minimes dans leur chapitre de 1823, l'élevèrent à la dignité de collègue général de l'ordre. Le Père Monteinard qui continua à résider au couvent de Saint-François-Paule-aux-Monts. Pour lui on a toujours resté à la Trinité où il étoit supérieur. Mais c'étoit le dernier Minime. Charles X donna la maison des Minimes du Sacré-Cœur, et Léon XII donna au Père Monteinard une pension annuelle de 240 écus romains. Il mourut à Paris le 15 mai 1828. Le bon religieux tira au modeste couvent de Saint-Sauveur de la Cour, dit Notre-Dame de la Lumière, quartier de la Madeleine.

Là, il vécut retiré, s'occupant tout des pauvres, et vendant ses livres pour les secourir jusqu'à ses livres. On pouvoit dire de lui qu'il étoit le plus humble et l'œil de l'aveugle.

onné à la prière, il prioit sans cesse, ne en se promenant. Au com-
it de mars 1838, il eut une affec-
de poitrine, se confessa, et se
osa avec joie à la mort. Il parut
établir un peu; mais le 14 mars
mourut subitement, étant âgé de
ns et un mois. Il fut enterré dans
metière commun, sous la sacris-
le l'église de Saint-Sauveur. Sa
leur, son excellent caractère, son
merce agréable lui avoient pro-
de nombreux amis.

n lui doit plusieurs ouvrages, le
ours sur la grandeur et la divinité
ésus-Christ, Rome, 1818, in-8°;
chrétien uni au cœur de Jésus,
ne, 1819, in-8° de 464 pages; la
station du principe de la souverain-
du peuple, 1821, in-8°, qui a été
uite en italien; *De l'indéfectibi-*
du Saint-Siège, prêché d'abord à
en français, et traduit ensuite
latin avec quelques additions et
ngemens, Rome, 1822, in-4°;
me contre le duel, 1825, 16 pages;
iloque d'un chrétien zelateur de la
de Vierge, 1838, 30 pages avec la
luction italienne. L'auteur laisse
manuscrit une *Dissertation sur les*
unités ecclésiastiques, qu'il avoit
oyée à Paris à la Société des bons
s, et que celle-ci ne crut pas de
publier. D'autres ouvrages ont
erendus, spécialement un soliloque
aint Joseph et saint Jean-Baptiste.

24 novembre a eu lieu à Gênes
uration d'un luthérien, Henri
ger, jeune homme de vingt ans,
Stuttgard, capitale du royaume
Wurtemberg. L'abjuration a été
e dans l'église collégiale de Notre-
e-des-Vignes, par M. le vicaire-
ral Gualco, prévôt de cette église.
précaution, Fellger a été baptisé
condition, et a eu pour parrain
ominandeur Ramirez, ministre
ipotentiaire du roi des Deux-
es près le roi de Sardaigne, et
r marraine la comtesse Solaro de
larguerite.

POLITIQUE, MÉLANGES, ETC.

Le séjour de M. le duc de Bordeaux à Rome fournit depuis quelque temps aux journaux le sujet d'une dispute qui paroît vouloir s'animer de plus en plus, et dont, cependant, on ne comprend pas bien le motif. Tant que le jeune prince réside en pays étranger, il ne rompt point son ban; il n'outrepasse point son droit d'exilé. Car encore faut-il bien qu'il habite quelque part; et comme on ne sache pas qu'aucune loi lui ait interdit d'autre séjour que celui de la France, on se demande sur quel fondement et à quel titre on prétendrait l'empêcher de jouir du droit d'asile dans un état plutôt que dans un autre.

Ce n'est point ici une question où il soit permis d'apporter de la passion, de l'humeur, ni de l'esprit de parti. Il s'agit des principes et des règles générales de la justice; règles et principes communs, qui régissent la civilisation moderne, dans l'ordre politique comme dans l'ordre social, et où les noms propres ne font rien.

Du moment où l'on est forcé d'admettre que M. le duc de Bordeaux n'est exilé que de la France, c'est faire une injure gratuite à l'état qui lui accorde actuellement l'hospitalité, que de trouver le jeune prince plus dangereux et moins bien placé sous les auspices de cet état, qu'il ne le seroit ailleurs. Le gouvernement romain n'est pas cité dans le monde, assurément, pour ses imprudences et ses témérités. Aucun autre n'a plus que lui le droit d'exiger qu'on se fie à sa sagesse et à sa loyauté. Pourquoi donc est-ce lui qu'on choisit pour prendre ombre de ses intentions et de sa conduite?

Ceux qui affectent de s'alarmer sur le séjour de M. le duc de Bordeaux à Rome, en donnant pour raison les empressements particuliers dont il est l'objet, et les hommages que sa présence lui attire dans cette capitale. Il n'y a qu'une seule manière de mal interpréter ces démon-

trations, et il y en a mille de les interpréter bien. Le nom et la famille du prince ont laissé en France assez de cœurs reconnoissans, assez de souvenirs de leurs bienfaits, assez de motifs touchans de respect et d'amour, pour qu'on ne doive pas s'étonner d'en voir arriver quelques témoignages autour d'eux dans leur adversité. Cette explication si naturelle laisse bien peu de place aux autres suppositions, aux interprétations soupçonneuses qu'on cherche à rattacher au séjour actuel de M. le duc de Bordeaux.

Un vif débat s'est élevé entre les journaux qui attaquent le ministère du 13 mai et ceux qui le soutiennent, sur une question dont la solution ne paroît pas devoir apporter de grands remèdes à la situation où la dixième année de la révolution de juillet nous a trouvés, et nous laissera probablement. Ceux qui attaquent le ministère se récrient contre l'état présent des choses, en alléguant le renouvellement des tentatives de trouble, des machinations et des complots. Ceux qui le défendent disent pour sa justification que ce qui arrive avec lui n'est pas pire que ce qui est arrivé avec les autres. Ils récapitulent toutes les phases de la révolution de juillet, époque par époque et date par date, et après avoir établi effectivement que toutes ses années se ressemblent et ne valent pas mieux les unes que les autres, ils partent de là pour en conclure qu'il n'y a pas plus à se plaindre du ministère actuel que de chacun de ceux qui l'ont précédé.

La logique ne trouve rien à reprendre dans ce mode d'argumentation. Puisqu'il s'agit de savoir pourquoi on cherche querelle au ministère du 13 mai plutôt qu'à ses devanciers, c'est très-bien raisonner que d'articuler que ces derniers nous ont fait voir autant de crises, d'agitation et de misère que lui. Il est certain que, par là, il se trouve quitte vis-à-vis d'eux, et qu'ils n'ont point à lui jeter la pierre. Seulement il est triste de voir la compa-

raison s'établir sur le point de savoir qui a le plus mal gouverné la France depuis dix ans, sans qu'aucune opinion ni aucune voix se charge de nous promettre de moins mauvais jours. Tout cela revient à ce que nous ne cessons de dire qu'il n'y a de véritable sujet de dispute entre les hommes politiques de juillet que sur la question de savoir lequel nous feront porter le bât. La preuve que nous avons raison, c'est que tous les partis qui présentent des candidats pour former de nouveaux ministères, ne savent jamais désigner que des sujets de méconnoissance qui ont déjà eu les affaires de l'état en maniement, et dont l'exemple sert aujourd'hui d'argument pour justifier leurs successeurs de tous les reproches qu'on peut leur faire.

Une plaisanterie fort innocente que nous nous sommes permise sur le tribut O'Connell, nous a attiré une véritable curiale de la part d'un journal qui, par zèle apparemment, prend la mission de dresser tous les torts, et qui depuis quelque temps gourmande tour à tour la *Gazette de France*, la *France*, la *Quotidienne* et autres feuilles. Il regarde toute petite phrase comme une insulte contre l'Irlande et contre le grand agitateur, comme on l'appelle quelquefois. Il assure que nous nous trompons à croire que le tribut O'Connell est dans les coffres de l'illustre député comme s'il n'étoit pas notoire que ce tribut sert aussi à le faire vivre dans la sance : c'est une souscription communale que l'on fit il y a quelques années en nous en faveur d'un célèbre avocat. L'*Univers* espère que nous reviendrons de nos préventions contre l'Irlande, comme nous sommes revenus de notre antipathie pour la Belgique. Or, jamais nous n'avons montré d'antipathie pour la Belgique ; nous avons toujours suivi avec intérêt les affaires de la religion en ce pays, et nous nous sommes élevé fréquemment contre la fausse politique qui y a tourmenté les catholiques pendant qu'ils se

avons blâmé de même le régime si long-temps pesé sur l'Irlande, et avons admiré la fidélité et la constance de ses habitans dans leur attachement à la religion de leurs pères. Voilà ce sont à cet égard nos préventions et antipathies, et nous n'en avons point à venir.

PARIS, 16 DÉCEMBRE.

Le gouvernement a reçu des dépêches d'Alger du 7. Il n'y a eu aucun événement important dans la province d'Alger depuis le dernier courrier. Le système d'incursions partielles, adopté par les Arabes, a continué; mais ils ont été repoussés sur tous les points, et ont tué quelques hommes. On leur a aussi enlevé des chevaux et des troupeaux considérables.

Les correspondances de Toulon parlent de la conspiration qui devoit éclater à Alger. Les partisans d'Abd-el-Kader vouloient lui ouvrir les portes de la ville le 7. On dit qu'un officier d'état-major de l'armée française se trouve compromis. Le maréchal Valée a fait publier dans la journée du 4 un ordre du jour en français et en arabe, à l'effet de défendre tout rassemblement d'indigènes et d'indiquer des mesures de sûreté à leur entrée en ville comme à leur sortie de la ville.

Sur la ligne de la Chiffa, la concentration des troupes s'opère. Les travaux de défense de la ville de Bédidali sont poussés avec activité.

Les bateaux de Bone et d'Oran n'étant pas arrivés à Alger au départ du paquebot, on n'avoit pas de nouvelles de ces villes.

M. de Tinan, aide-de-camp du président du conseil, arrivé le 8 à Toulon, est embarqué le même jour pour Alger sur le bateau à vapeur le *Phare*. M. de Tinan va remplir une mission particulière.

D'après une dépêche télégraphique du général commandant la 6^e division

militaire, du 13, déjà 4,800 hommes avoient été embarqués pour l'Algérie.

— Le maréchal-de-camp commandant le département de la Meuse étoit le 11 à Commercy pour organiser deux escadrons de guerre du 8^e chasseurs, devant partir pour Alger.

— D'après les ordres du ministre de la guerre, il va être procédé dans le département de la Drôme, à l'achat de mille mulets de bât, pour être dirigés sur l'Algérie.

— Le chiffre de la mortalité dans les hôpitaux de l'Algérie ayant été fort exagéré par plusieurs journaux, des rapports du maréchal Valée au ministre de la guerre vinrent dernièrement détruire en partie le triste retentissement que cette nouvelle avoit eu en France. Voici aujourd'hui un extrait d'une lettre écrite par le docteur Baudens, chirurgien en chef de l'hôpital de Doueïra, le 30 novembre, qui établit que les maladies ont fait très-peu de victimes sur plusieurs points de la colonie :

« La mortalité a pu être d'un cinquième pour Philippeville et quelques autres points, mais dans le reste de la régence on a généralement perdu peu de monde. A Doueïra, le total de la mortalité du dernier trimestre a été d'un mort sur cinquante-un sortans; en août et septembre, je n'ai perdu que quatre hommes sur quatre cent soixante-seize sortans. Cependant nous recevons les malades des postes les plus insalubres de la régence. »

— M. Vidal de Lingendes, délégué de la Guyane française et procureur-général à Cayenne, a été nommé procureur-général à la Martinique. M. Morel, conseiller à la cour royale de la Martinique, est nommé procureur-général à Cayenne.

— Plusieurs feuilles ont annoncé qu'il étoit question du remplacement du consul-général d'Alexandrie. Les journaux ministériels disent que ce bruit n'est nullement fondé, et que M. Cochelet n'a pas cessé un instant de mériter l'entière confiance de son gouvernement.

— Noury-Effendi, ambassadeur ex-

traordinaire et ministre plénipotentiaire du sultan Abdül-Medjid, est arrivé il y a peu de jours à Paris.

— Le comte de Pahlen, ambassadeur de Russie, ne sera de retour à Paris que dans le courant de janvier.

— La chambre des pairs s'est réunie aujourd'hui en cour judiciaire, dans la nouvelle salle du Luxembourg, pour entendre le rapport de M. Mérilhou sur les accusés de la 2^e catégorie de l'affaire des 12 et 13 mai. La séance a été secrète. On dit ce soir que la cour des pairs, après la lecture du rapport, s'est ajournée à demain pour la délibération.

— La plupart des députés sont arrivés à Paris.

— Le général Bugeaud est, dit-on, assez gravement indisposé depuis un mois.

— La reine Marie-Amélie a donné une somme de 100 fr. au capitaine Lecourtois d'Hurbat, pour l'aider à établir dans la maison d'arrêt de l'Abbaye un atelier de travail.

— M. de Salvandy, qu'on a dit avoir été reçu dernièrement aux Tuileries, n'est pas encore arrivé à Paris.

— M. de Guastalla vient d'être nommé inspecteur-général des haras, en remplacement de M. Van Hoorick.

— Le ministre de l'intérieur vient d'adresser aux préfets des exemplaires du tarif des secours arrêtés pour 1840 en faveur des réfugiés politiques. Le montant des secours actuels est maintenu, et la réduction du dixième que ces étrangers appréhendoient de subir au commencement de janvier prochain, n'aura pas lieu. Une modification est introduite concernant les enfans des réfugiés, qui désormais n'auront droit aux subsides que jusqu'à 21 ans; parce que, dit le ministre, ils cessent à cet âge d'être à charge à leurs familles.

— La *Quotidienne* avoit été citée devant la cour d'assises pour un article du 16 octobre sur les troubles du Mans, et l'affaire avoit été remise par suite de l'indisposition du gérant, M. de Lostanges,

défendu par M. Berryer, a été condamné samedi à quatre mois de prison, d'amende et aux frais pour délit de haine et au mépris du nement.

— L'affaire de Barthélemy, tentative d'homicide sur un se ville, sera appelée, le 20, devant la section de la cour d'assises. L'accusation lui a été signifiée dernièrement.

— M. Pierre Lagarde, prenant le nom de sténographe, a été arrêté samedi dernier. Il y a quelque temps qu'il avoit fait chez lui et chez son fils une visite domiciliaire; c'étoit à la suite d'une perquisition dans les bureaux de la police, où il avoit été momentanément employé.

— Jeudi, la diligence de Fontenay-lez-Compiègne vers cinq heures de l'établissement des messageries Laffitte et Caillat Saint-Honoré, lorsqu'une femme trouvoit en retard arriva avec deux conducteurs qui lui faisoient la conduite. La femme venoit d'être placée dans la diligence, lorsque ses compagnons jetèrent avec une horrible brutalité le conducteur et deux facteurs de la messagerie qui avoient mis la femme sur l'impériale. Avec ces furieux, on n'avoit pas assez de force comme si les autres voyageurs, à l'heure sonnée, étoient obligés de subir le caprice ou la lenteur de l'un d'eux. Un passant et quelques personnes ayant voulu intervenir, la bande fut poussée à coups de bâton et de pierres. La garde est arrivée de tous les côtés et alors les 20 individus ont pris la fuite. On a cependant arrêté le nommé Cret, charron et gendre de la diligence en retard.

— L'académie des Inscriptions et Belles-Lettres, dans sa séance de vendredi, a élu deux places d'académiciens libres par les décès de MM. Mi de Salverte. C'est M. Vitet qui a été élu en remplacement de M. Michoud.

en remplacement de M. de
x du pain est réduit à 16 sous
lieu de 17 sous) les quatre li-
re qualité, et à 15 sous 2 liards
vres deuxième qualité.

ELLES DES PROVINCES.

x bateaux à vapeur qui fai-
ervice entre Saint-Valery et
nment d'être vendus ensemble

On dit qu'ils vont naviguer
ille et Cadix.

mmé Bourquin Eusèbe, an-
au 57^e régiment de ligne,
nier à Smolensk, est un de
près un long séjour en Rus-
nifesté le désir de revoir la
passeport lui a été délivré
ins du consul de France à
militaire vient de rentrer au
famille, domiciliée à Saint-
aute-Marne). Dès que le mi-
guerre a eu connoissance de
il lui a envoyé un secours
et s'est empressé de faire
es titres à être admis dans
gnie de vétérans.

mt la nuit du 11 au 12 dé-
n fort orage a éclaté sur
pluie tomboit par torrens,
ffloit avec violence et le ton-
doit avec force.

le le bateau à vapeur l'*Inexplo-*
dernièrement de Nantes, un
etrouvoit à bord tomba à l'eau;
lots s'est immédiatement précip-
ni, et bientôt, malgré l'obscu-
noit encore et la profondeur
e grossie par l'inondation, il
à le ramener sain et sauf.

sommes heureux d'avoir en-
gistrer un beau fait. Le 12, à
un vieillard, portefaix, se
ord du bateau à vapeur pour y
travail, lorsqu'un jeune
i vouloit aussi monter sur le
heurla et le précipita dans les
brave marin se glissa vite le

long d'un câble chaîne qui retenoit des
embarcations, et attendit à la surface de
l'eau le malheureux vieillard que le flot
avoit poussé sous un bateau de charbon
et alloit entraîner sous un autre. Il le sai-
sit violemment à son passage, et bientôt
ceux qui étoient présents l'aiderent à re-
gagner le bord avec la prole qu'il venoit
d'arracher aux flots.

— M. Leblanc, ingénieur en chef des
ponts-et-chaussées, chargé des travaux
du pont de la Roche-Bernard, vient d'être
nommé officier de la Légion-d'Hon-
neur.

— M. le comte de Teyssières, maré-
chal-de-camp, vient de mourir à Périf-
gueux.

— Le maire de Bourg, M. Bernard,
député et membre du conseil-général de
l'Ain, est mort subitement le 10.

— Trois bateaux de charbon se sont
brisés en peu de jours au passage du
Care, près de Trévoux.

— Une perquisition a eu lieu le 15
dans les bureaux du *Réparateur*, journal
légitimiste de Lyon, ainsi que dans l'im-
primerie de cette feuille. Par suite de ces
recherches, M. Pomet, gérant, et
M. Pitrat jeune, imprimeur du *Répara-*
teur, ont été écroués et mis au se-
cret.

— On lit dans un journal de Lyon,
que par suite d'un éboulement de terre
qui vient d'avoir lieu à la montée de la
butte partant du quai Saint-Benoît, pour
arriver à la Croix-Rousse, une tombe
qu'on fait remonter au III^e ou au IV^e siècle
a été laissée à découvert. Cette tombe,
construite en calcaire dit *vieux Choin*, et
dont les pierres taillées simplement sont
réunies avec un ciment de chaux et de bri-
ques, étoit recouverte par une pierre de
7 pieds 8 pouces de long sur 3 pieds 8
pouces de large.

L'ouverture de ce tombeau a eu lieu
en présence des autorités. Il n'y avoit
plus que quelques ossemens en partie
détruits et un peu de poussière. A l'en-
droit des pieds on a trouvé une petite

urne en terre grossière, et à demi-bri-sée. Près de la place de la tête il y avoit un petit vase en verre blanc fracturé en plusieurs endroits. Des épingles et autres objets en ivoire qui étoient près de ce vase, font penser que ce monument est celui d'une femme.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Deux rapports officiels adressés à la junta suprême d'Aragon par Cabrera rendent compte de plusieurs avantages remportés sur les christinos dans leur mouvement de retraite sur Pares. Dans un de ces engagements les troupes de la reine ont perdu près de trois cents hommes, dont le plus grand nombre en blessés.

— En général, on remarque un peu trop d'emportement et de termes injurieux contre l'ennemi dans tout ce qui émane de Cabrera. On y aimerait mieux pour lui plus de modération et de sang-froid. Quant au fond de ses rapports, ils se trouvent conformes pour l'exactitude des faits avec les récits des journaux de Madrid, qui conviennent des avantages attribués aux troupes royalistes dans les publications de Cabrera.

— Espartero semble vouloir un peu louver entre les partis qui se disputent le pouvoir. Il les ménage tous plus ou moins, comme s'il avoit en vue de jouer le rôle de modérateur. Ses partisans font courir le bruit qu'il désapprouve la dissolution des cortès, et qu'il ne veut prendre part à aucun coup d'état. Les exaltés lui savent gré des dispositions qu'on lui prête à ce sujet; et il paroît que le gouvernement se trouve un peu embarrassé de la conduite équivoque du général. Les journaux de Madrid commencent à discuter ces points de dissidence. Le parti du mouvement s'en fait un sujet de joie et de triomphe.

— On a dû procéder le 8 au renouvellement du corps municipal de Madrid, qui est de 27 membres. On s'attendoit que le résultat de cette opération se-

roit favorable aux exaltés. Toutefois le conservateur est toujours ce qui domine le plus dans la capitale, et dans la moyenne classe de la capitale.

— Les destitutions se multiplient les employés du gouvernement. On fait aussi les juntes, et on fait la chaîne qu'on peut aux opinions suspectes.

— Marie-Christine avoit montré que désir de se retirer au Prado, et de délasser un peu des affaires. Ses sœurs ont combattu ce projet en lui montrant la gravité des circonstances, qui ne permettent pas qu'elle s'absente de la capitale.

— Le steamer *British-Queen*, parti de New-York dans les premiers jours de ce mois avec le message du président, est attendu à Londres.

— Le jeune Louis Bonaparte a écrit par le vicomte de Persigny au *Morning-Post* qu'il est loin de négocier avec M. de Crouy, mais que le gouvernement français trouve dans ses lettres la preuve qu'il étoit opposé aux émeutes et n'a jamais fait répandre d'argent en France.

— Le bureau des postes de France pour l'intérieur reçoit chaque jour 35,000 lettres et en expédie 40,000, ce qui donne par an 27,375,000 lettres.

— Le nombre des habitants, par mille carré dans l'Angleterre et de Galles, est de 265. Dans le comté de Moreland il y en a un peu plus de 300. Dans le comté de Lincoln, comté presque entièrement agricole, il y en a 350. M. Farr prétend que dans les comtés du sud-est et ouest de Londres le nombre d'habitans sur un mille carré est de 400 et que dans les villes anglaises les plus populeuses le chiffre de la population pour un mille carré est de 243,000.

— On a lancé dernièrement à Liverpool un nouveau navire à vapeur, le *Prince of Wales*, de 2,336 tonneaux et destiné à la navigation entre New-York et Londres. Il a deux machines de la force de 1,000 chevaux. Il est un peu moins long

sk-Queen, mais il est plus large, car
rt de ce dernier n'est que de 2,016
aux.

Le roi et la reine de Sardaigne
nt de retour à Turin, le 6, de leur
ge à Gènes.

Le général comte de Bourmont est
moment à Munich.

Le prince de Joinville a donné une
gle enrichie de diamans au capitaine
seau à vapeur antrichien sur le-
il a fait le voyage de Trébisonde.

Landes occupent l'étendue du dé-
ment de ce nom et une grande par-
le celui de la Gironde. Elles for-
nt autrefois une élection, avec Dax
capitale. On les divisoit en
des et Petites Landes, les Grandes
Bayonne et Bordeaux, et les autres
Bazas et Mont-de-Marsan.

Landes furent occupées ancienne-
t, d'après quelques historiens, par
missantes populations qui, sous le
de Boies ou Boyens, envahirent l'Ita-
conduites par Bellovèse et Ségo-
du temps de Tarquin l'Ancien.
dant le moyen âge, les environs de
este étoient la résidence de ces puis-
captaux de Buch, qui figurèrent
les guerres des Français avec les
lais, au XIII^e et au XIV^e siècle. Les
des, jusque là fort peuplées et flo-
ntes, semblent ensuite perdre peu à
de leur importance, pour être de nos
un vaste désert, coupé par des fo-
de pins. Des historiens attribuent
décadence à l'abaissement de la féo-
lé et à la présence continuelle des
neurs à la cour, par suite de l'ac-
mement de la puissance royale.

Landes ressemblent à une vaste
de sables convertie d'îles de sapins.
sol n'offre presque partout que des
les à peine sensibles; il en résulte
les eaux ne pouvant s'écouler, sé-
ment toute l'année dans certaines
lies qu'elles transforment en marais;
dis que plus loin le manque absolu
rend toute culture impossible.

Quelques ruines çà et là remarquées,
donnent à penser qu'à l'époque des cap-
taux de Buch des fossés de dessèchemens,
et peut-être des moyens d'irrigation, per-
mettoient de tirer avantage du sol.

Depuis plusieurs années, deux compa-
gnies puissantes, composées de chefs
d'anciennes familles de France, de riches
propriétaires, d'anciens élèves de l'école
Polytechnique, ont entrepris la restaura-
tion des Landes. Leurs efforts opèrent ac-
tuellement sur une étendue d'environ
50,000 hectares, ayant pour centre le
bassin d'Arcachon. à 10 lieues de Bor-
deaux, et sur les bords duquel se trouve
la petite ville de la Teste, dont le chemin
de fer va bientôt presque réunir le bassin
d'Arcachon au chef-lieu de la Gironde.

Des cours d'agriculture et de botanique
ont été établis à la Teste, afin de former
de bons cultivateurs pour l'avenir, des
hommes ayant particulièrement connois-
sance des appropriations du sol des Lan-
des, que la mer a, dit-on, partout ensa-
blé. Cette croyance assez répandue, peut
être combattue avec une apparence au
moins de raison pour ce qui regarde les
points des Landes éloignés de la mer,
qui, privés d'une bonne culture depuis
des siècles, ont peut-être retrouvé, ainsi
que la Sologne généralement dite, le sol
naturel, faute d'engrais.

L. Gérant, Adrien Le Clerc.

BOURSE DE PARIS DU 16 DÉCEMBRE.

CINQ p. 0/0. 111 fr. 90 c
TROIS p. 0/0. 80 fr. 45 c
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 102 fr. 00 c
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept. 000 fr. 00 c.
Oblig. de la Ville de Paris. 1277 fr. 50 c.
Rente de la Ville de Paris. 000 fr. 00 c.
Act. de la Banque. 2985 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire. 790 fr. 50 c.
Quatre canaux. 1260 fr. 00 c.
Emprunt romain 101 fr. 3/8
Emprunt Belge 101 fr. 3/4
Rentes de Naples 101 fr. 10 c.
Emprunt d'Haïti. 515 fr. 00 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 25 fr. 1/8

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC ET C^e,
rue Cassette, 29.

LIBRAIRIE ECCLÉSIASTIQUE D'ADRIEN LE CLERE ET C^{ie}, RUE CASSETTE, 22.

OEUVRES DE FÉNELON

ARCHEVÊQUE DE CAMBRAI,

39 Vol. in-8°.

CONTENANT ENSEMBLE 22,000 PAGES DE TEXTE.

SEULE ÉDITION COMPLÈTE,

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE MM. DE SAINT-SULPICE

A VERSAILLES, CHEZ LEBEL; ET A PARIS, CHEZ AD. LE CLERE ET C^{ie}.

NOUVELLE SOUSCRIPTION A 2 fr. 75 c. LE VOL.

HISTOIRE DE FÉNELON: par M. le cardinal de Bausset, 3^e édit. 4 vol. in-8°.

OEUVRES COMPLÈTES DE FÉNELON, re-
tues sur les manuscrits originaux, et
augmentées d'un grand nombre de pié-
ces inédites. 22 vol. in-8°.

CORRESPONDANCE DE FÉNELON, avec
les ducs de Bourgogne, de Che-
vreuse, de Beauvilliers, etc., let-
tres de famille, spirituelles, et sur le
quiétisme, suivies d'une table géné-
rale et de notices biographiques des
personnages contemporains; publiée
pour la première fois sur les manu-

scrits originaux, et la plupart ornés
de tout orné de fac simile, tant
l'écriture de Fénelon, que des
personnages avec lesquels il étoit
correspondance. 11 vol. in-8°.

LETtres INÉDITES DE FÉNELON au
réchal et à la maréchale de Noailles.
1 vol. in-8°.

TABLES DES OEUVRES DE FÉNELON, pré-
cédées d'une revue de ses ouvrages.
On expose en particulier ses véritables
sentimens sur le fondement de la co-
litude, et sur l'autorité du souverain
pontife. 1 vol. in-8°.

Parmi toutes les éditions qui ont paru jusqu'ici des *Oeuvres de Fénelon*, celle-ci a plusieurs avantages incontestables qui la font préférer avec raison par tous les lecteurs.

1^o C'est la seule qui ait été faite sur les manuscrits originaux. Toutes les éditions précédentes sont très-fautives, et les éditions plus récentes n'ont fait que reproduire les erreurs de celle-ci avec plus ou moins d'exactitude.

2^o C'est la seule qui renferme la *Correspondance entière de Fénelon*. Les autres éditions n'ont reproduit que la moindre partie de cette Correspondance, dont tous les détails ont un si grand intérêt sous le rapport littéraire, historique et théologique.

3^o Cette édition se distingue aussi entre toutes les autres par plusieurs pièces nouvelles d'un grand intérêt, et qui peuvent servir de supplément aux plusieurs points aux différents *Histoires de Fénelon*, même à celle du cardinal de Bausset.

Conditions de la Souscription.

Pour être souscripteur, il suffit de se faire inscrire, sans rien payer d'avance. Depuis le 31 octobre dernier, il a paru tous les mois une livraison composée de quatre volumes. Les souscripteurs paient les livraisons à mesure qu'elles sont mises en vente, à raison de 2 fr. 75 c. le volume. L'ouvrage est entièrement imprimé.

Les souscripteurs qui préféreront retirer dès à présent en une seule livraison les *Oeuvres complètes*, et payer comptant, recevront franc de port et d'emballage 39 volumes brochés pour 105 fr.; ou reliés en basane, avec double pièce au dos indiquant les matières contenues dans chaque volume, et emballés dans une boîte pour 160 fr.

On peut souscrire séparément à la *Correspondance*, 11 vol., et à l'*Histoire de Fénelon*, 4 vol., au prix de 2 fr. 75 c. le volume.

*la politique du gouvernement russe
à l'égard des Grecs-unis.*

Il est remarquable que des jour-
naux qui ne sont pas soupçonnés
d'excès de zèle pour la religion,
ont pu s'empêcher de s'élever con-
tre la politique dure et brutale du
gouvernement russe à l'égard des
Grecs-unis. Cette politique est si con-
traire aux idées de tolérance qui pré-
valent aujourd'hui en Europe au-
tantes en théorie, qu'elle a blessé les
cœurs les moins disposés à l'exa-
gération en faveur de l'Eglise et du
pape catholique. Le *Journal des Dé-*
bats de mardi contient aussi une ap-
préciation sévère du système adopté
par l'empereur Nicolas. On dit que
l'article est de M. Saint-Marc Gi-
lin. Nous croyons devoir le re-
produire, et même n'en rien retran-
cher, parce que le ton général de
l'article et les détails où entre le ré-
flecteur nous ont paru venger les droits
de l'Eglise et caractériser très-bien la
politique intolérante que suit depuis
plusieurs années le czar. Voici l'ar-
ticle des *Débats* :

Nous avons publié l'allocution que le
pape a adressée aux cardinaux en con-
cile, au sujet de la destruction de l'E-
glise gréco catholique ou grecque-unie
des provinces autrefois polonaises de
Russie-Blanche. Nous laissons de côté
l'ensemble des lois, des institutions,
la propriété polonaise, de tout ce qui
est l'ancienne nationalité. Ce sont de
vaines plaintes, qui, dit-on, n'émeu-
vent plus personne. Maintenant l'empereur
Nicolas s'occupe à détruire l'Eglise
catholique en Pologne, comme le roi de

Prusse s'occupe à la subjuguier en Westpha-
lie et dans le duché de Posen. Contre ces
violences s'élève, non plus la voix de la
presse, mais la voix du pape qui, du haut
de la chaire pontificale, dénonce au
monde ces bouleversements des conscien-
ces humaines.

Nous ne voulons pas nous exagérer
la puissance du Vatican; nous accordons
à la philosophie l'honneur d'avoir fait
une grande brèche au pouvoir de la pa-
pauté; reste à savoir si tout ce que la phi-
losophie a ôté au pape, elle l'a donné à la
liberté et à la tolérance. Nous en doutons
pour notre part en voyant ce qui se passe
dans le nord de l'Europe. Le pape, nous
le voulons bien, n'est plus qu'un vieil-
lard qui, entouré d'autres vieillards, dé-
plorent les outrages faits à l'Eglise catholi-
que. Il n'a de force que celle de la plainte,
mais de la plainte publique; et peut-être
est-ce à ce titre qu'elle nous touche da-
vantage. Organes de la publicité, nous
mettons une secrète confiance dans cette
publicité d'un nouveau genre. Puis, on
peut toujours accuser un journaliste d'être
un brouillon et un rhéteur; mais le
pape a droit de parler, surtout quand il
parle au nom de l'Eglise catholique tout
entière. Sa voix ne retentit pas seulement
dans les consciences populaires, elle a
droit de se faire entendre dans les cours.
Nous suivons donc avec un vif intérêt
cette querelle qui chaque jour s'élargit et
s'étend entre le pape et les princes du
Nord. Le pape n'a pas cédé pour l'arche-
vêque de Cologne, et bientôt l'archevê-
que de Posen est monté sur la brèche où
il est encore. Voici maintenant un nou-
veau débat au sujet de l'oppression de
l'Eglise catholique en Russie. Et il ne
faut pas s'étonner de voir le pape entrer
sans crainte et sans hésitation dans cette
nouvelle querelle et ne pas plus s'intimi-
der devant un empereur de Russie que

devant un roi de Prusse. L'Eglise, de nos jours, n'a rien à craindre, rien que la prospérité : c'est la seule chose qui l'affaiblit.

« L'état de choses que l'empereur de Russie vient de détruire par son ukase n'est pas d'hier. Il date de trois cents ans, ce qui est bien quelque chose. *L'Abeille de Saint-Petersbourg*, qui a célébré en termes pompeux la défection des évêques unis, le reconnoît elle-même; car elle s'applaudit de voir renouer les liens que les chrétiens du rit grec-uni avoient rompus depuis trois cents ans. *L'Abeille de Saint-Petersbourg* ne manque pas, il est vrai, de dire qu'au xvi^e siècle, en 1596, c'étoit par l'intrigue que s'étoit faite l'union des Grecs avec l'Eglise romaine; elle s'apitoie sur l'oppression que l'Eglise catholique a fait peser pendant trois cents ans sur les chrétiens du rit grec-uni; et cependant elle avoue elle-même que l'Eglise romaine avoit laissé aux Grecs-unis les cérémonies et les rites de l'Eglise orientale. Mais c'est-là surtout où elle voit l'intrigue et la fraude. « On engagea, dit-elle, une partie du clergé grec à reconnoître l'Eglise romaine, et pourtant on lui laissa la liberté de garder toutes les cérémonies et les usages de l'Eglise d'Orient, et cette reconnaissance reçut le nom d'union avec l'Eglise latine ! » En vérité, la conduite de Rome peut avoir été en cela fort habile, si on le veut; mais elle a été fort peu oppressive assurément, et nous croyons que lorsque la Russie se mêle d'opprimer, elle n'y va pas si doucement. Que voyons-nous, en effet, dans la conduite de l'Eglise romaine en 1596 ? Beaucoup d'intelligence et beaucoup de tolérance. Elle a exigé que les évêques grecs reconnussent la suprématie du siège pontifical, c'est-à-dire le principe d'unité qui fait la force de l'Eglise catholique; mais ce principe reconnu, elle ne les a point chicanés sur les cérémonies extérieures du culte. Elle n'a pas voulu bouleverser les habitudes du peuple. Où donc est l'oppression ?

« Nous ne prétendons pas, au surplus,

qu'il n'y ait pas eu d'intrigues dans l'histoire de la réunion, en 1596. On n'y a pas d'intrigues dans les choses de ce monde ? *L'Abeille de Saint-Petersbourg* voudroit-elle faire croire à l'Europe que l'intrigue n'a pas eu sa part dans l'abandon de l'union de 1596 ? Et encore, si n'y a eu que de l'intrigue, si la papauté ne s'en est pas mêlée, s'il n'y a eu ni oppression, nous nous tenons pour satisfaits.

« Voyons donc l'histoire de l'abolition de l'union gréco-catholique, voyons comment la raconte *L'Abeille de Saint-Petersbourg*. Nous avons, pour contrôler son récit, l'allocution consistoriale de 1862. Nous pouvons donc opposer à la parole de S. M. l'empereur de Russie la parole de S. S. le pape. Cela nous mettra à l'épreuve.

« Quand Catherine II s'empara des provinces polonaises de la Russie, l'Eglise grecque-unie ne fut pas détruite : car *L'Abeille de Saint-Petersbourg* parle de deux millions d'âmes qui restèrent encore dans les liens de l'union. On se contenta de défendre de passer de l'Eglise grecque-unie à l'Eglise latine, ce qui étoit une garantie du maintien de l'Eglise grecque-unie; mais on ajouta en même temps la défense de passer de l'Eglise latine à l'Eglise grecque-unie, ce qui étoit aussi une garantie donnée au catholicisme contre le protestantisme moscovite. Ainsi, loin d'être violente et oppressive, la conduite de Catherine fut modérée et tolérante. Elle donna des garanties à l'Eglise catholique; elle maintint l'Eglise grecque-unie; et si elle fut politique et son intérêt qui lui donna cette prudence, si elle craignoit de trop vivement les sentimens populaires en attaquant ouvertement l'Eglise grecque-unie, cela prouve seulement que trois siècles de durée avoient donné à cette Eglise assez de force pour être respectée; cela prouve seulement que cette Eglise avoit gardé ses rites et ses cérémonies orientales, n'avoit point, en reconnoissant la suprématie du pape, accepté le joug qui parût insupportable au peuple.

Tet beaucoup penseront que, dépendre pour dépendance, mieux vaut dépendre d'un pouvoir qui ne peut commander que par la conscience, plutôt que d'un pouvoir qui peut contraindre par la force.

En des premiers soins de l'empereur Alexandre, en montant sur le trône, dit *l'Abeille de Saint-Petersbourg*, fut de s'occuper de l'Eglise grecque-unie. C'est seulement à l'empereur Nicolas

faute que le pape s'en prenne des mesures qui ont amené la destruction de l'Eglise grecque-unie. Avant lui, cette Eglise se étoit maintenue dans son indépendance; c'est un fait important à constater, quel que soit le mouvement universel de centralisation auquel obéissent toutes les administrations européennes, en France, qui a fait en ce genre tout ce qu'elle pouvoit faire, et l'Autriche, qui paroit vouloir rien faire, quel que soit l'enchantement qui existe à tout ramener à un centre commun, on ne s'étoit point encore avisé de centraliser la religion. Toutes les mesures qui, selon *l'Abeille de Saint-Petersbourg*, ont été prises par Alexandre, l'empereur de Russie pour ramener l'Eglise gréco-catholique à l'Eglise moscovite. On créa à Saint-Petersbourg un ministère ecclésiastique chargé de diriger toutes les affaires de l'Eglise grecque-unie, et, chose singulière, on ne lui donna une administration particulière que pour la détruire et non pour la maintenir. On ne se rapprocha autant que possible de l'Eglise grecque-unie des formes de l'Eglise grecque-moscovite. On substitua des rites d'Eglise faits dans cet esprit aux rites d'Eglise faits depuis l'union de 1596. Les livres étoient plus corrects, dit *l'Abeille de Saint-Petersbourg*. Le pape, dans son allocution, dénonce aussi cette substitution, qu'il appelle *frauduleuse*, de nouveaux rituels, afin, dit-il, d'amener à peu le peuple au schisme, sans que qu'il s'en pût douter.

Il y a déjà quelques mesures prises pour arriver au but; ce n'est pas tout. Nous espérons, d'après *l'Abeille de Saint-*

Petersbourg, que, sur la manière dont la conversion des Grecs unis a été préparée et opérée, en dit plus que le pape lui-même dans son allocution : « Personne ne fut plus nommé à aucune fonction ecclésiastique sans avoir subi un examen qui prouvât qu'il connoissoit suffisamment les usages et les rites de l'Eglise orientale. Tous les évêques travaillèrent, avec un zèle infatigable et un succès merveilleux, à répandre ces idées dans le clergé qui leur étoit soumis. En même temps toute la jeune génération cléricale reçut, dans deux séminaires nouvellement établis, une direction décidée vers l'Eglise grecque orientale. Cette direction ne pouvoit pas être bien comprise par quelques moines qui avoient passé de l'Eglise latine à l'Eglise grecque-unie (il s'agit des Basiliens). Pour ne pas faire violence à leur conscience, on leur donna un délai de cinq ans pendant lequel ils avoient la liberté de retourner à l'Eglise latine; et pendant cinq ans profita qui voulut de cette liberté. » Il y auroit bien des remarques à faire sur tout ceci; mais que pensez-vous surtout de cette tolérance quinquennale du gouvernement russe? Il y avoit une Eglise grecque-unie qui duroit depuis 300 ans, et cette Eglise avoit ses moines. Il plaît au gouvernement russe de supprimer cette Eglise séculaire, et il donne aux moines cinq ans pour se convertir ou à l'Eglise latine ou à l'Eglise grecque-orientale : voilà comme on entend les droits de la conscience! Vous ne pouvez pas garder votre culte qui me déplaît, mais je vous donne cinq ans pour en changer. Grand merci, en vérité! J'ai cinq ans pour changer de religion, c'est me faire grâce. On pouvoit être plus brutal, et ne me donner que cinq jours.

« Nous ne savons pas ce qu'on pourroit ajouter au récit de *l'Abeille de Saint-Petersbourg*. Ne nommer aux emplois ecclésiastiques que ceux qui sont disposés au schisme; donner une direction décidément schismatique à tout le jeune clergé; chasser les hommes qui ne veulent pas suivre cette direction : voilà ce qu'a fait

le gouvernement russe de son propre aveu. Nous trouvons dans l'allocution du pape un nouveau fait qui n'est pas plus étrange que ceux que nous avons cités, mais qui l'est autant. Les curés ont été forcés de signer une formule d'adhésion à l'église gréco-moscovite, avec menace, s'ils refusaient, de perdre leur cure. Comment, après cela, croire avec *l'Abeille de Saint-Petersbourg* que l'union de 1596 étoit détestée, et que tout le clergé aspirait avec ardeur au moment où il pourroit rentrer dans le sein de l'église orientale? En vérité, le clergé grec-uni nous sembloit attendre avec bien de la patience la délivrance que lui a faite l'empereur Nicolas : car il a pu avoir cette délivrance après les conquêtes de Catherine II; il a pu l'avoir sous Paul, sous Alexandre, et il ne l'a ni cherchée ni demandée. Pour qu'il se soit avisé d'y penser, il a fallu que la Pologne fût détruite et abattue, et il a fallu de plus qu'un comité ecclésiastique, siégeant à Saint-Petersbourg, s'occupât particulièrement de cette affaire. A tous ces signes assurément la conversion de l'Eglise polonaise, connue sous le nom de grecque-unie, ne paroîtra pas très-spontanée.

• C'est le 12 février 1859 que les évêques de l'église unie, s'étant assemblés à Polozk, signèrent un acte où ils exprimoient le vœu de se réunir à leur église nationale et primitive, et prièrent l'empereur de vouloir bien approuver cette réunion.

• L'empereur, dit *l'Abeille de Saint-Petersbourg*, reçut cette lettre avec un profond sentiment de reconnaissance pour le roi des rois, et ordonna de la renvoyer au saint synode. Le saint synode ressentit la même joie que l'empereur. Enfin le 25 mars, la décision du saint synode qui approuvoit la réunion fut soumise à l'empereur, qui la signa, en ajoutant ces mots au-dessus de sa signature : « Je remercie Dieu et j'autorise. » Et bientôt se répandit partout l'heureuse nouvelle que le clergé et le peuple de l'église gréco-latine étoient, par leur union avec l'église moscovite, régénérés pour le ciel et pour la

terre : pour le ciel, où ils feroient désormais partie de l'Eglise universelle de Christ; pour la terre, où ils n'avoient plus rien qui les séparât de leur vicié trié moscovite. »

• Le pape finit son allocution en disant que, fidèle à l'ordre donné au prophète *elama*, ne cesses / quasi tota civitas tua; il ne cessera pas du haut de sa chaire apostolique et à la face du chrétien de dénoncer les violations faites à l'Eglise. Nous qui avons connu la puissance de la parole humaine, que l'homme a raison, quels que soient leurs la foiblesse et l'isolement de celui qui parle, nous qui croyons qu'il n'y a pas une plainte juste qui ne parvienne à peu contre le persécuteur une fois résistible, nous applaudissons au fait à cette fermeté pontificale. Ajuste le pouvoir de la plainte vaut le pouvoir de l'excommunication; car il agit même sur la conscience des persécuteurs.

Nous n'avons d'autre observation importante à faire sur ce motif, sinon que nous croyons que l'auteur de l'article a jugé trop favorablement la conduite de Catherine II envers les Grecs-unis. Il y eut une véritable persécution contre eux en 1794. Catherine favorisoit les Latins, mais elle ne vouloit pas réunir les Grecs unis à l'Eglise romaine. Elle envoya en Lithuanie, en Podolie, en Podolie et dans l'Ukraine des évêques et des prêtres accompagnés de soldats. Ces évêques recoururent aux voies de fait, à la bastonnade, à l'emprisonnement pour forcer les habitans à reconnaître l'église russe. Les évêques restèrent fermes ainsi que les religieux, mais beaucoup de curés cédèrent. Les paysans surtout furent séduits par de belles promesses, ou vaincus par des menaces et de mauvais traitements. Voyez à ce sujet les *Mémoires*

servir à l'histoire ecclésiastique avant le XVIII^e siècle, tome III, 182 et 183. Ces détails nous ont confirmés par M. l'abbé Poina, mort il y a quelques années ad-vicaire de Blois, et qui pendant la révolution s'étoit retiré en Pologne, et avoit été prévôt de Krasnopol et chanoine de Kaminiek.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

ROME. — Les Pères de la congrégation du Rédempteur ont fait placer dans la basilique du Vatican la statue colossale en marbre de leur fondateur Alphonse de Liguori, ouvrage du professeur Tenerani.

PARIS. — M. l'Archevêque publie ce moment une lettre pastorale en faveur des orphelins de Saint-Martin-de-Paul par suite du choléra. Cette pastorale commence ainsi :

C'est du sein de la douleur et de l'infirmité qui nous relient encore trop éloignés de vous, que nous élevons la voix pour demander en faveur des pauvres orphelins atteints du choléra morbus, le secours que vous leur faites chaque année déposer entre nos mains, et qu'il nous étoit si doux de recevoir des vôtres. Quelqu'affoiblie qu'elle soit cette voix, nous espérons qu'elle continuera d'être aussi puissante sur vos cœurs qu'elle l'a été jusqu'à présent. Eh ! comment pourrions-nous nous livrer à la moindre pensée de défiance, lorsque nous avons pour garanties votre intérêt et l'amour de cette petite famille que vous avez adoptée, et l'amour dont vous avez donné l'exemple à votre pasteur de si touchants témoignages ?

Nous n'avons pas besoin, souffrez cet engagement, il vous est dû ; nous n'avons pas besoin de la dernière et longue preuve qu'il a plu à la divine providence de nous envoyer, pour reconnaître des sentimens dont nous avons déjà fait une longue expérience. Prêtres fidèles, vos vœux, vos prières, nous

pouvons même dire les sacrifices nombreux que vous avez offerts à Dieu pour notre conservation, n'ont fait que manifester davantage la vivacité de votre foi, et, en resserrant les liens qui nous unissent à vous, le prix dont le Seigneur daigne toujours la récompenser. Soyez-en bénis ! que le ciel, en exauçant vos desirs, veuille aussi nous accorder la grâce que nous lui avons demandée, surtout dans les momens les plus pénibles de notre maladie, notre mutuelle sanctification et le salut de vos âmes pour lequel nous osons lui offrir, en union avec Notre-Seigneur, nos souffrances et notre vie.

Le vénérable prélat exhorte ensuite ses diocésains à continuer leur intérêt et leurs largesses pour l'œuvre des orphelins. Il leur montre les résultats obtenus et le bien qui reste à faire. Tout les invite à soutenir une œuvre qui approche d'ailleurs de son terme.

A la suite de la lettre pastorale est le compte-rendu par le conseil de l'œuvre pour cette année. Le nombre des orphelins secourus étoit, en décembre 1838, de 517, dont 32 garçons et 231 filles placés dans des maisons d'éducation ; 75 garçons et 10 filles en apprentissage ; 111 garçons et 58 filles assistés à domicile.

En décembre 1839, le nombre des orphelins secourus n'étoit plus que de 466, dont 30 garçons et 214 filles placés dans des maisons d'éducation ; 60 garçons et 13 filles en apprentissage ; 2 garçons et 49 filles assistés à domicile.

Au nombre des orphelins aujourd'hui à la charge de l'œuvre, il faut ajouter les enfans qui ayant été admis, ont ensuite cessé d'être assistés, la plupart après avoir terminé leur apprentissage ; savoir : de 1832 à 1838, 189 garçons et 281 filles, et pendant 1839, 40 garçons et 39 filles, ce qui fait en tout 548.

Le nombre des orphelins secourus

par l'œuvre depuis sa fondation étoit de 966 à la fin de 1838 ; il est aujourd'hui de 1,014.

On continue à recevoir les dons en argent ou en nature, chez MM. les curés, chez MM. de Saint-Lazare, rue de Sèvres, et dans toutes les maisons des Sœurs de Charité.

On vient de publier une gravure représentant M. l'Archevêque de Paris. Le prélat est debout dans la salle de l'Archevêché qui étoit appelée *Salle de la Croix* ; il tient la main droite dans la direction d'un papier sur lequel on lit : *Venerabili capitulo Parisiensi* ; au-dessus on voit la statue de la Vierge immaculée. Sur le socle de la statue, on distingue, sans qu'il y ait confusion, ces mots : *Virgo fidelis, ora... Regina sine labe concepta...* On remarque au-dessous de la statue le buste de saint Vincent de Paul.

Dans le fond de la salle, l'ingénieux artiste a placé, vers la partie supérieure, les portraits des quatre derniers archevêques de Paris, MM. Christophe de Beaumont, de Juigné, le cardinal de Belloy et le cardinal de Périgord. Ces portraits sont d'une ressemblance très-exacte, surtout les deux derniers.

La physionomie de M. l'Archevêque est empreinte de la douceur fine et spirituelle qui en fait le charme. On y retrouve aussi ce mélange de courage, de résignation et de noblesse gracieuse qui donne à cette physionomie un caractère si éminent de franchise.

Au bas de la gravure, à la droite des armoiries surmontées de l'antique devise bretonne de la famille, *En peb emser Quelen*, on lit ces mots : *Hyacinthe-Louis de Quelen vous, dédie et consacre à la Vierge fidèle, reine conçue sans péché, son diocèse et sa personne. 1839.*

L'ordination des Quatre-Temps de Noël aura lieu samedi. L'état de la

santé de M. l'Archevêque ne lui permettant pas encore de faire une longue cérémonie, le prélat a prié M. l'évêque de Versailles de le remplacer.

M. l'évêque de Gap, nommé Auch, et M. l'abbé Affre, nommé coadjutorerie de Strasbourg, ont les informations d'usage. M. l'évêque du Puy, nommé à Lyon, s'est mis en route pour Paris, mais qu'il a été retenu par une indisposition. On croit qu'un prélat sera délégué pour remplir après de M. de Bonald les formalités prescrites.

La lettre suivante, que nous avons reçue du Puy trop tard pour l'insérer dans notre dernier numéro, montre les regrets que cause au diocèse la translation du pieux sage prélat qui gouverne depuis long-temps cette église :

« Monsieur le rédacteur, le coup que nous redoutions depuis long-temps de nous être porté : nous perdons un évêque.

« Quoique une foule de circonstances, et surtout le mérite bien reconnu de M. de Bonald, nous eussent fait déjà pressentir cette séparation comme un malheur inévitable, la nouvelle officielle qui vient de nous en parvenir n'en a pas été moins sensible.

« Jamais des regrets plus unanimes témoignèrent plus hautement de l'affection et de la reconnaissance de la population tout entière pour celui qui fut pendant seize ans son modèle et son pasteur. Aussi puis-je vous dire, sans craindre d'être démenti, que Mgr. qui compte dans son clergé et dans toutes les rangs de la société des amis si dévoués, des admirateurs si sincères de ses vertus et de ses talents, n'a pas à redouter qu'il se trouve dans le département de la Haute-Loire une seule voix qui veuille s'élever contre lui.

« C'est que le drapeau de nos villages

plusieurs fois de la premier pasteur, a entendu eux, si paternel qui révèle tous les trésors de la charité renfermés dans

es largesses, qu'on auroit pour les pauvres de sa et les établissemens dont répandoient encore dans et venoient surprendre, s neiges et de ses frimats, accablé du double fléau a froid.

plus humble presbytère e qu'il a vu de cette vie si ente, si absorbée par les de la religion et de l'hu-

is que je deviens long, et ai pas tout dit.

ation au siège de Lyon, vifs regrets, nous a fourni mirer dans notre prélat

les moins comprises de esprit d'obéissance poussé tion et au sacrifice.

loute à ceux qui ne consi-emplois que ce qui peut et la cupidité, de sourire tant appliquer le mot sa-ils regardent comme une e; mais voici des faits qui ue :

que Mgr. qui avoit déjà ché d'Auch, lorsque celui té offert, s'est excusé par ns, auxquelles il a ajouté ération tirées de sa santé. certain que, pour vaincre s, il n'a fallu rien moins ion du souverain Pontife, en date du 11 novembre miné son acceptation.

pas moins incontestable, nt à des ordres qu'il a dû e l'expression de la vo-Mgr regarderoit comme ns les plus heureux de sa n le dépouillant d'une di-

gnité dont son humilité lui exagère sans doute les charges et les difficultés, renoueroit pour le reste de ses jours les liens qui l'unissoient à l'Eglise du Puy.

• Voilà ce que nous avons souvent recueilli de sa bouche. ce que la tristesse et le trouble empreint sur cette physionomie autrefois si calme et si sereine expriment encore mieux que ses paroles.

• Or, monsieur le rédacteur, il m'a paru que pour l'édification de certains écrivains qui regrettent peut-être que leur vertu ne soit pas soumise à des épreuves de ce genre, il ne seroit pas inutile de vous apprendre ce que l'on pense sur les lieux, où l'on doit être un peu mieux instruit qu'à Paris, d'une promotion qui certes ne nous afflige pas moins, quoique pour des causes différentes, que ce pauvre M. Isambert, qui nous auroit rendu un grand service, si son éloquence trop tardive avoit su prévenir un mal devenu aujourd'hui sans remède.

• Agréez, etc.

• *Un membre du chapitre du Puy.*

MM. Gros, Maquart et Herblot, grands-vicaires capitulaires de Reims, ont donné, le 12 de ce mois, un mandement sur la mort de M. le cardinal de Latil. Ils font en peu de mots l'éloge de Son Eminence.

• Notre premier besoin, comme notre premier devoir, est de payer le tribut de nos regrets et de notre reconnaissance à l'illustre et vénérable prélat dont la volonté du Seigneur vient de nous séparer. Il nous a toujours portés dans son cœur, et de loin comme de près, nous n'avons jamais cessé d'être l'objet de son affection et de sa sollicitude. C'étoit avec la plus grande peine qu'il se voyoit éloigné du troupeau que le Seigneur lui avoit confié,

• Aussi, non content de laisser à sa cathédrale des marques de sa munificence, il a demandé formellement à être inhumé au milieu de ses prédécesseurs. Ce vénérable vieillard, éprouvé par tant d'agitations et accablé par la violence de la ma-

l'adieu, se consolait à ses derniers momens, dans la pensée que son corps reposerait dans son diocèse, dans cette basilique à l'ornement de laquelle il avoit pris tant d'intérêt, et sous l'autel même sur lequel il avoit souvent offert pour nous la victime du salut.

« Si quelque chose peut adoucir l'amertume de la perte que nous avons faite, c'est le souvenir des belles actions qui ont rempli la longue carrière de celui que nous pleurons, et des saintes dispositions qui en ont marqué la fin. Vous connoissez tous la grandeur d'âme et la noblesse de sentimens qui faisoient le fond de son caractère ; mais nous avons été particulièrement témoins de la générosité avec laquelle il soutenoit les établissemens charitables de son diocèse, suppléoit aux insuffisantes ressources des maisons destinées à l'éducation des élèves du sanctuaire, et faisoit parvenir, par le canal de ses respectables coopérateurs, de prompts et efficaces secours jusque dans le plus obscur réduit du pauvre. Sa ville archiepiscopale étoit, chaque année, l'objet de nouveaux bienfaits.

« Une vie si chrétienne ne devoit point se démentir à l'heure de la mort. Le religieux pontife, qui, par une faveur signalée de Dieu, a conservé jusqu'à la dernière extrémité toutes les facultés de son âme, a donné à tous ceux qui entouraient son lit de mort, le modèle de la piété la plus tendre et de la résignation la plus parfaite. Plein d'une foi vive, il s'est empressé de solliciter les secours de la religion, et le reste de sa vie a été employé à prier, soit pour attirer sur lui-même les miséricordes du Seigneur, soit pour obtenir à son Eglise un pasteur selon le cœur de Dieu. »

En attendant que, suivant les dernières volontés de Son Em., on puisse rendre à Reims les derniers devoirs à sa dépouille mortelle, il sera célébré dans toutes les églises un service pour lui.

Le mardi 17 de ce mois, il a été célébré dans l'église cathédrale de Chartres, un service solennel pour le repos de l'âme de S. Em. M. le cardinal de Latil. M. l'évêque a officié. A l'issue de la messe on a fait les cinq absoutes prescrites par le Pontifical. On n'a pas oublié que M. de Latil a été le premier évêque de Chartres nommé en vertu du concordat de 1817. C'est lui qui fut le restaurateur de ce diocèse, où l'on conserve encore après quinze années le souvenir toujours présent de son zèle, de sa noble affabilité et de ses vertus.

M. l'évêque de Cahors a rendu une ordonnance pour l'organisation et le règlement de l'œuvre des bons livres établie dans son diocèse, et affiliée à celle de Bordeaux. On ne doute pas que cette œuvre ne produise beaucoup de bien dans ce diocèse comme ailleurs. Le prélat a nommé directeur de l'œuvre M. l'abbé Martin, son grand-vicaire, qui prêche en ce moment l'Avent à Sarlat, dans l'ancienne cathédrale, et qui doit prêcher le Carême à Rouen.

Le clergé et les fidèles de la ville d'Orange viennent de faire une perte considérable en la personne de M. Claude Millet, curé de cette paroisse. Ce respectable pasteur avoit su se concilier l'estime et l'affection de tous ses paroissiens par son esprit de modération, de sagesse, et surtout par sa charité, à laquelle personne n'eut jamais recours en vain.

Né à Orange le 15 février 1763, M. Claude Millet manifesta de bonne heure des dispositions pour l'état ecclésiastique. Il fit ses premières études dans le collège de cette ville, dirigé alors par les Pères de la Doctrine chrétienne. Plus tard, son évêque, M. de Tillet, l'envoya faire son cours de théologie au Bourg-Saint-Andéol, où se trouvoit alors

seminaire du diocèse de Viviers, engagé par les membres de la pieuse savante congrégation de Saint-Epice. Ordonné prêtre, il fut placé en qualité de vicaire bénéficiaire dans la cathédrale d'Orange. C'est dans ce poste que la révolution le trouva, occupé à toutes les fonctions du saint ministère. Fidèle à son devoir dans les jours mauvais, il refusa le serment à la constitution civile du clergé, et fut obligé, pour se soustraire à la persécution et à la mort, de se tenir caché. Il n'abandonna point Orange au plus fort même de la terreur, alors que de nombreuses victimes étoient chaque jour envoyées à l'échafaud par la commission révolutionnaire. Secondé par les soins et le zèle de quelques amis dévoués, il put échapper aux recherches des agens de cette horrible commission et rendre bien des services aux fidèles qui réclamoient les secours de la religion. Il alloit dans les maisons, dans les campagnes, dans les pays environnans, au milieu des ténèbres de la nuit, à travers mille dangers, porter les consolations de la foi à des mourans, bénir des mariages, faire entendre les vérités de la religion. Lorsqu'enfin la tempête fut un peu calmée, et que des jours plus sereins se levèrent sur notre malheureuse patrie, il fut des premiers à paroître au grand jour pour réparer les ruines du sanctuaire et ramener au sein de l'Eglise ceux que le schisme ou la crainte des supplices en avoient séparés.

Le diocèse d'Orange ayant été supprimé par le concordat de 1802 et réuni à celui d'Avignon, M. Millet continua à exercer les fonctions du saint ministère dans la paroisse en qualité de vicaire jusqu'en 1816, qu'il en fut nommé curé. Cette charge ouvrit à son zèle une plus vaste carrière. Tout entier à ses fonctions, il s'acquitta constamment des devoirs

d'un bon pasteur, s'absenta très-rarement de sa paroisse, établit diverses congrégations, procura à son peuple des missions, des retraites pour ranimer sa foi. Mais son zèle pour le salut de son troupeau ne lui faisoit pas oublier ses besoins temporels; les pauvres ont toujours trouvé en lui un père tendre et compatissant; il sentoit leurs misères et cherchoit les moyens de les soulager. Il faisoit de nombreuses aumônes en son particulier, payoit même pour des enfans en nourrice et en apprentissage. Mais comprenant que des efforts isolés sont bien impuissans au milieu de tant de malheureux, il fonda, le 23 juin 1817, l'œuvre de la Miséricorde pour porter des secours à domicile et soulager les nombreuses infortunes qui n'osent se montrer. Il contribua aussi puissamment à attirer dans la ville d'Orange les Frères des Ecoles chrétiennes. Mais l'œuvre surtout qui fait le plus d'honneur à sa mémoire, est l'établissement des orphelins. Cette maison existoit avant la révolution et avoit ensuite disparu, comme tant d'autres, pendant nos troubles. M. Millet conçut le projet de la rétablir; il vendit une portion de son patrimoine, et acheta une maison très-convenable dans laquelle le nouvel établissement fut installé le 31 janvier 1820. Cette œuvre, confiée aux soins de deux religieuses, est aujourd'hui dans un état florissant. Une vingtaine de jeunes filles sont ordinairement dans cette maison. A l'abri de tous les dangers qu'elles couroient dans le monde, elles reçoivent une éducation chrétienne, et apprennent sous la direction de leurs charitables matrones des états propres à leur sexe.

Par son testament, M. Millet laisse un legs à l'hôpital, et sa bibliothèque à la cure d'Orange. Il a terminé son honorable carrière le 14 novembre dernier, à la suite de lon-

gues et douloureuses infirmités. Ses obsèques ont été un véritable triomphe. Tous les prêtres des environs, les autorités de la ville y ont assisté. Le peuple s'est porté en foule dans l'église et a voulu accompagner son charitable pasteur jusqu'à sa dernière demeure.

Si les affaires ecclésiastiques vont fort mal en Prusse quant aux relations de l'Eglise avec le gouvernement, la religion a peut-être gagné sous d'autres rapports. La persécution ouverte a ranimé le zèle des catholiques. Ils témoignent plus d'attachement que jamais pour la religion, et sont plus fidèles aux pratiques qu'elle impose. On voit plus de conversions de protestans.

Après cela, l'hermésianisme continue à exercer ses ravages; il est surtout en force dans le diocèse de Cologne. Tous les professeurs de la faculté de théologie de Bonn et du séminaire de Cologne sont hermésians. M. Husgen protège ouvertement les partisans de cette doctrine.

M. Flaget, évêque de Bardstown, a été accueilli dans son diocèse avec de vives démonstrations de joie. Il arriva à Bardstown le 7 octobre. Les cloches de la cathédrale et du collège annoncèrent son retour. Les catholiques de Bardstown et des environs s'empressèrent autour de lui. Le prélat entra dans sa cathédrale, où l'attendoit le clergé du voisinage. Il témoigna à ses prêtres son bonheur de les revoir. Il embrassa entre autres de la manière la plus affectueuse M. David, son ancien coadjuteur. Rentré chez lui, les catholiques et les protestans vinrent le visiter. Quoiqu'il eût fait 40 milles le même jour, il sembloit gai et dispos. Le lendemain, il alla dîner au collège Saint-Joseph, où un des élèves le complimenta. L'évêque, dans sa réponse, se félicita de son retour;

donna aux jeunes gens des conseils pleins de bonté, et dit avec une modestie ordinaire, en faisant, que s'il ne pouvoit plus aujourd'hui faire grand'chose pour son troupeau, il lèveroit du moins les mains au ciel et prieroit pour tous. Le prélat paroisoit fort satisfait de se retrouver au milieu de ses enfans, et fut touché de l'accueil qu'il recevoit.

M. Purcell, évêque de Cincinnati, n'a pas été moins bien reçu par son troupeau. La société bienveillante de Saint-Pierre à Cincinnati lui a présenté une adresse pour le féliciter de son retour. Le prélat dans sa réponse la remercia de ses vœux pour l'établissement des orphelins, dirigé par les Sœurs de la Charité. Il rend compte succinctement de ce qu'il a fait dans son voyage. Quoiqu'il n'ait pas obtenu tout ce qu'il désiroit, les charités de l'Eglise l'ont mis cependant en état de lever une bonne portion de la dette qu'il a contractée en bâtissant des églises, en établissant l'asile des orphelins, en créant un séminaire. Il s'est procuré des ornemens, des tableaux d'églises, des livres de prière et d'instructions ecclésiastiques. Il s'est adjoint de nouveaux missionnaires qui travaillent maintenant dans le champ du Seigneur.

Le prélat, peu après son arrivée, a confirmé 466 personnes dans l'Eglise allemande de la Trinité à Cincinnati.

POLITIQUE, MÉLANGES, etc.

Les journaux s'occupent beaucoup de ce moment de deux prétendans qui mettent en scène, chacun à la tête d'un parti; l'un revendiquant l'ancien pouvoir monarchique, l'autre revendiquant l'ancien pouvoir impérial.

Il est un troisième prétendant dont on parle moins, quoiqu'il soit plus près de nos portes et plus à craindre, bien certainement, que les deux autres; c'est le prétendant de la république. On en

que celui-là s'exerce pas leur attention au même degré; car il la mérite par toute sorte de rapports, et par son activité incessante, et par son infatigable persévérance, et par le but de ses efforts.

A la vérité, il a contre lui l'instinct public, la réputation générale des idées, et les souvenirs qui se rattachent à ses précédents. Mais ce ne doit pas être un motif puissant de sécurité pour ceux qui amoindrent son caractère, et la passion lente dont il est animé. Si l'idée qu'il donne de lui jusqu'à présent n'étoit pas suffisante pour justifier les appréhensions qu'il inspire, une pièce qui fait partie de la seconde instruction du projet porté devant la cour des pairs par celle de l'émée du 13 mai, achèveroit d'éclairer le bon sens du public. C'est son programme réel sur un des inculpés, et dont nous allons résumer la substance dans une courte analyse :

« Un dictateur représentera la volonté de la grande majorité de la nation. Son premier soin devra être de comprimer les ennemis du peuple que la trombe révolutionnaire n'aura pas engloités dans le moment du combat. Comme la confiscation des biens de la couronne et de quelques grands personnages ne sera pas suffisante pour faire face aux besoins prévus et aux nécessités de la révolution, on s'arrangera pour faire porter sur les riches la partie la plus onéreuse du fardeau. Seulement on aura égard à leur plus ou moins de fortune; de manière à ce que les plus petites soient plus ménagées que les grandes, suivant leur échelle de proportion. Pour se débarrasser du fardeau de la dette, la banqueroute sera une nécessité. Le choix d'un tel dictateur pouvant offrir de l'inconvénient par la difficulté de trouver réunie dans une seule tête toute la capacité détestable, on examinera s'il ne vaudroit pas mieux établir un triumvirat pour exercer la puissance dictatoriale. Toutes les lois seront suspendues, et le mandat révolutionnaire le plus étendu devra être accordé à ce triumvirat. »

La fin du programme est digne du commencement. Voici le paragraphe qui le résume : « Saper la vieille société; la détruire par ses fondemens; renverser les ennemis extérieurs et intérieurs de la république; préparer les nouvelles bases d'organisation sociale; et conduire le peuple, enfin, du gouvernement révolutionnaire au gouvernement républicain régulier; telles seront les attributions du pouvoir dictatorial, et les limites de sa durée. »

En présence de ce que nous appelons le prétendant de la république, on se demande ce que deviennent les deux autres prétendans, et de quel intérêt il peut être de disputer comme on dispute chaque jour sur des théories de gouvernement, à côté d'un parti qui ne s'occupe que d'aller au fait, et de résoudre ainsi toutes les questions par des actions.

PARIS, 18 DÉCEMBRE.

M. de Genoude est parti pour Rome, au milieu de la semaine dernière. L'Univers, qui avoit annoncé ce départ, avoit fait des suppositions sur le motif de ce voyage. La Gazette de France du samedi 14 nous apprend que ce voyage a pour but de soumettre au chef de l'Eglise un grand projet d'établissement religieux dont M. de Genoude s'occupe depuis son entrée dans les ordres, et qui ne peut se réaliser que par un acte législatif. La Gazette ajoute qu'il ne s'est déterminé à partir qu'après s'être assuré que cette affaire sera discutée dans la prochaine session, soit qu'elle y arrive sous la forme d'un projet de loi présenté par M. Teste, soit qu'elle devienne l'objet d'une proposition émanée de plusieurs députés. On avoit dit que M. de Beauregard étoit du voyage, c'est une erreur. Le Journal de Bourbonnais annonce que M. de Genoude a passé le 10 par Moulins, accompagné de M. Brunet de Privesac, un des rédacteurs de la Gazette.

— Une dépêche télégraphique de Toulon le 18, et d'Alger le 13, est ainsi conçue : « Aucun combat sérieux n'a eu

lieu dans la province d'Alger. Les hostilités n'ont pas commencé à Oran. La province de Constantine est parfaitement tranquille.

— On porte généralement à 50,000 hommes les forces composant l'armée d'Afrique; mais d'après une lettre d'Alger, adressée au *Sémaphore de Marseille*, il n'y a réellement dans la nouvelle colonie que vingt-cinq mille combattans au plus, qui se trouvent répartis dans trois centres de domination, Alger, Constantine et Oran, villes situées à 100 lieues de distance les unes des autres, et qui occupent un littoral dont l'étendue n'a pas moins de 250 lieues, depuis la frontière de Maroc jusqu'à celle de Tunis. L'effectif réel d'Alger est de 10,000 hommes; celui de Constantine de 9,500, et celui d'Oran, de 5,300.

La division du premier centre de domination a à garder Alger, Blida, Coleah, 10 camps et autant de postes fortifiés. La seconde division a dans ses attributions Constantine, Bougie, Gigelly, Stora, Philippeville, Bone, la Calle, Milah, 12 camps et plusieurs postes fortifiés. La troisième division se compose d'Oran, Mostaganem, Arsew, 3 camps et quelques postes fortifiés.

L'effectif général d'après le budget devoit être de 48,000 hommes; mais, dit la correspondance du *Sémaphore*, ce chiffre n'a jamais été atteint, et le véritable chiffre a été encore diminué par la mortalité. Le renfort destiné à l'armée d'Afrique est de 10,000 hommes dont près de 5,000 sont déjà arrivés à Alger.

— Le brick *l'Euryale* et le bâtiment à vapeur le *Papin*, sont partis le 13 de Toulon, pour Alger.

— Plusieurs officiers, sous officiers et soldats de l'armée d'Afrique viennent d'être nommés chevaliers de la Légion d'Honneur. Le lieutenant-général Galbois, commandant la province de Constantine, a été nommé grand-officier, et le colonel Gueswiller, commandant le 23^e de ligne, commandeur. MM. Hausman, sous intendant militaire; de Cha-

band-la-Tour, chef de bataillon de génie; Levailant, chef de bataillon au 2^e régiment d'infanterie légère; Boudet, chef de bataillon au 23^e de ligne, et Ben Bahamet, caïd des Haractas, ont été nommés officiers.

— M. Gustave de Beaumont, candidat de l'opposition, a été élu à Mamey, en remplacement de M. Letrône, décédé.

— M. Pauwels, aussi candidat de l'opposition, a été élu député à Langon, au deuxième tour de scrutin.

— Le 2^e collège électoral du département de l'Ain est convoqué à Bourg le 11 janvier, à l'effet d'élire un député en remplacement de M. Bernard, décédé.

— Le 1^{er} collège électoral du département de l'Aveyron, qui étoit convoqué pour le 28 de ce mois, à l'effet d'élire un député en remplacement de M. Molle, décédé, se réunira le 4 janvier prochain. Le changement du jour de la réunion est motivé sur ce que les deux foires de Millau et de Rieuperoux devoient occasionner l'absence d'un grand nombre d'électeurs.

— La chambre des pairs s'est occupée lundi, mardi et aujourd'hui, en audience, de la seconde catégorie des inculpés des 12 et 13 mai. (Voir à la 4^e du Journal.)

— M. Romiguières, procureur-général à Toulouse, est nommé conseiller à la cour de cassation, en remplacement de M. Bonnet, décédé. M. Plougoulm, procureur-général à Amiens, est remplacé par M. Salveton, avocat-général à Riom, et nommé procureur-général à Toulouse.

— M. Pingaud, président du tribunal de Lure, est nommé président à Delémont (Jura), et M. Gobillot, juge à Lons-le-Saulnier, président à Lure (Haute-Saône).

— Le marquis de Crouy-Chanel, après avoir été interrogé par le juge d'instruction, et remis au gendarme pour être conduit en prison, est parvenu à s'évader.

— M. Magendie a ouvert aujourd'hui le cours de médecine au collège de France.

La caisse d'épargne de Paris, a reçu 5 et 16, la somme de 445,186 fr., remboursé celle de 527,000 fr.

On construit en ce moment, rue de Carpe, une façade monumentale de la palais des Thermes.

NOUVELLES DES PROVINCES.

On a lancé, le 12, à Metz un ballon à vapeur qui a été nommé *la Ville de Metz*.

— M. de Kermel, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées du département du Bas-Rhin, spécialement chargé des phylloxères, vient de mourir à l'âge de 51 ans.

— La corvette de charge l'*Isère* est arrivée, le 14, de l'île Bourbon à Brest.

— Le 13, à sept heures du matin, un commissaire de police et des agents ont pénétré, à Lyon, les bureaux du *Réparateur*, pendant qu'un second commissaire de police visitait l'imprimerie de ce journal. Dans chaque endroit, la perquisition a duré plus de cinq heures. Le *Réparateur* du 14 nous ayant appris que la police vouloit saisir un placard qui avoit été affiché dans les rues de Lyon pendant le séjour du duc d'Orléans dans la ville, demande s'il est possible qu'un pamphlet dans lequel on faisoit un appel aux passions démocratiques les plus incitées, et dans des termes hideux, étrangers au vocabulaire dont il se sert habituellement, soit l'œuvre de royalistes.

La police n'a rien trouvé d'important, ni dans les bureaux du *Réparateur*, soit dans les ateliers de l'imprimeur de cette ville. Néanmoins M. Pitrat fils, imprimeur, et son jeune frère, ainsi que M. Pommet, rédacteur-gérant du *Réparateur*, et un porteur de journaux ont été conduits en prison et mis au secret.

— M. Barginet, gérant du *Journal du Commerce* de Lyon, a été arrêté le 12.

— L'exposition de la Société des amis des arts, à Lyon, a commencé le 14.

— On signe à Toulouse une pétition aux deux chambres ayant pour but

d'obtenir l'abaissement de la taxe des lettres à l'instar de ce qui a eu lieu en Angleterre, au moyen d'un timbre uniforme.

— Le nommé Jean Moustié a comparu le 13 devant la cour d'assises de la Gironde pour crime de parricide commis sur Bernard Moustié, son père, et a été condamné à la peine des parricides.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Ainsi qu'on l'avoit prévu, le renouvellement du corps municipal de Madrid s'est opéré dans le sens du parti exalté. Sur 37 membres élus, il en a obtenu 35 pour sa part.

— Les journaux et les correspondances privées de Madrid en date du 10, font mention d'un rapport adressé par Espartero au ministre de la guerre, et qui contiendrait les plus fâcheux détails sur la démoralisation et le découragement de son armée. Outre les maladies et le typhus qui y causent de grands ravages, plus de la moitié des soldats, dont le temps de service est expiré, demandent à jouir de leurs congés et à retourner dans leurs foyers. Espartero insiste vivement pour qu'on lui envoie des renforts, de l'argent, des munitions et des vivres. Il ajoute que l'armée du centre, sous le commandement d'O'Donnell, se trouve à peu près dans le même état que la sienne. Ces nouvelles causent plus que de l'embarras au gouvernement.

— Dans la plupart des grandes villes telles que Murcie, Grenade, Valence, Cadix, etc., les élections municipales se font dans le même esprit révolutionnaire qu'à Madrid; ce qui paroît être d'un augure défavorable pour l'élection générale des cortès.

— Une lettre de Barcelonne, en date du 6, offre un aperçu fort triste des pertes que fait l'armée des christinos. Il est dit dans cette lettre que les routes par lesquelles on fait passer les détachemens de troupes et les convois, restent jonchées de morts, de blessés et de malades.

— Maroto a été reçu en audience particulière par Marie-Christine. On ignore ce qu'ils ont pu se dire dans cette entrevue.

— Cabrera, ne voulant conserver que des partisans dans l'étendue du territoire soumis à ses armes, a fait offrir des passeports aux familles qui voudront se retirer à Madrid ou ailleurs.

M. Lebeau est de retour à Bruxelles de la mission diplomatique dont il étoit chargé auprès de la diète germanique.

— La *Gazette de Londres* du 13 publie un ordre du conseil, dans lequel sont énoncées les puissances étrangères qui ont en ce moment des traités de commerce avec la Grande-Bretagne. Ce sont les Etats-Unis d'Amérique, le roi de Prusse, le roi de Hanovre, le roi de Danemarck, les provinces unies de Rio de la Plata, l'état de Colombie, le sénat de la ville libre anseatique de Brême, le sénat de la ville libre anseatique de Hambourg, le roi des Français, le roi de Suède et de Norwège, les Etats-Unis du Mexique, l'empereur du Brésil, la ville libre de Francfort, l'état de Venezuela, la confédération péru-bolivienne, le roi de Grèce, le roi des Pays-Bas, l'empereur d'Autriche et le sultan de l'empire ottoman.

— Une lettre de Malte, du 26 novembre, signale l'arrivée en ce port de six jeunes Français, sortant de l'école de Saint-Cyr, et se rendant en Perse.

— Les états-généraux de la Hesse-Electorale avoient été convoqués pour le 10 décembre à Cassel, et l'assemblée a été ouverte ce jour même, au nom du prince co-régent, par le ministre de l'intérieur, M. de Hanstein, en présence de tous les ministres et des présidents ministériels.

— Le roi Ernest est revenu le 8 de Brunswick à Hanovre.

— L'ouverture de la diète du duché de Brunswick a eu lieu le 10.

— Le prince Christiern-Frédéric, cou-

sin du feu roi de Danemarck Frédéric VI et son successeur au trône, a pris le nom de Christiern VIII, et a nommé le prince royal Frédéric-Charles Christiern, général commandant dans le Jutland et en Ironie. S. A. R. le prince Frédéric-Ferdinand est nommé commandant-général de Seeland, Lolland et Falster, et le ministre d'état, comte de Rantzau-Brestenbourg, président de l'Académie des sciences.

— A Rio Janeiro, le 30 octobre, le ministère brésilien se préparoit à émettre pour 6,000 contos de reis (environ 30 millions de francs) de papier monnaie, votés par la législature pour le service de l'état.

COUR DES PAIRS.

Insurrection des 12 et 13 mai.

La chambre des pairs s'est réunie vers midi en cour judiciaire, et M. Mérilhou lui a présenté au nom de la commission d'instruction le rapport sur la seconde catégorie des accusés des 12 et 13 mai.

Ayant dit quelques mots sur le rapport concernant la première catégorie, et rappelé l'arrêt qui fut plus tard rendu par la cour, M. Mérilhou est arrivé aux actes judiciaires qui sont depuis intervenus. La commission d'instruction a mis en liberté en août 170 prévenus, 75 dans le mois d'octobre, 40 dans le mois de novembre, et 30 dans les premiers jours de décembre, en tout 315. Il reste 39 détenus, avec Louis-Auguste Blanqui, arrêté à Paris le 31 octobre au moment où il venoit de monter en diligence pour se rendre en Suisse. Il y a encore trois accusés absents.

Comme Barbès et Martin Bernard, Blanqui, après avoir reconnu son identité, s'est renfermé dans le silence le plus absolu, laissant ainsi intacts les charges qui s'élèvent contre lui, et qui, appuyées sur plusieurs témoignages, établissent qu'il a fait partie de la *Société des Sons*, en a dirigé les mouvements, et a combiné et ordonné la révolte des 12 et 13 mai.

M. Mérilhou rappelle qu'il a montré dans son rapport du 12 juin que la révolte des 12 et 13 mai avoit été préparée

la longue main dans le sein des sociétés secrètes, et que le parti républicain vaincu en avril 1834, n'avoit cependant point interrompu ses menées.

Le rapporteur parle de l'accusé Charles (Jean), âgé de 33 ans, marchand de vins, rue de Grenelle-Saint-Honoré, 13, et l'un des influens de la *Société des Saisons*. Raban, qui a été condamné pour fabrication de poudre, avoit été chargé en 1836 de recevoir des souscriptions pour les prisonniers politiques, et avoit touché en dix-huit mois une somme totale de 14,000 fr., au moyen d'une circulaire portant les signatures de MM. de Cormenin, Garnier-Pagès et Lamennais, accolées à la sienne, et finissant par ces mots : *Jamais malheur ne fut plus digne de la sympathie des patriotes*. Cette somme fut dépensée par Raban sans aucun contrôle, et l'on croit que 700 fr. en furent distraits pour fabrication de poudre. Après l'arrestation de Raban, le soin de recueillir les souscriptions fut confié à Charles. On a saisi chez lui des registres indiquant les sommes données par chacun avec des noms supposés, et plus particulièrement avec la dénomination d'anonyme. Les états de Charles ne commencent qu'à la fin de février, et de cette époque au 20 juin, jour de la saisie, on trouve 1,285 fr. à la recette, et à la dépense 1,547 fr., dont 875 fr. pour impression du *Moniteur républicain*. Ainsi ce journal clandestin que les accusés de la première catégorie rejetoient bien loin comme professant des doctrines beaucoup plus exagérées que leurs doctrines, étoit bien l'œuvre de la *Société des Saisons*. C'est Charles qui a cherché un logement pour cacher Martin Bernard, et qui a meublé ce logement. L'accusé Charles étoit aussi en relation avec Vilcoq, qui, soupçonné, après l'attentat d'Alibaud, de tramer un autre complot, se trouva condamné dans une affaire de poudres, et qui, amnistié en 1837, fut récemment condamné pour l'impression du neuvième numéro du *Moniteur républicain*.

Après avoir dit quelques mots sur Alard, qui fut acquitté lors du jugement de Vilcoq, le rapporteur parle du *Moniteur républicain*, dont il fait de longues citations, et arrive à Pons, cuisinier, demeurant à Paris, qui, arrêté, ne tarda

pas à avouer qu'il avoit fait partie des *Saisons*, et à déclarer qu'il avoit eu qu'une grande réunion, présidée par Blanqui, Barbès et Martin Bernard, devoit avoir lieu chez Charles, à l'occasion de l'attaque projetée du 12 mai. Il n'y alla pas, mais il apprit ce qui s'y étoit passé par le cuisinier Alexandre (c'est le nommé Quarré). Pons a été mis en liberté.

Quarré a aussi reconnu avoir fait partie de la *Société des Saisons*, où même il avoit le grade de *juillet* (chef d'un mois). Il avoit été initié par Martin Bernard.

Après quelques réflexions sur le danger des sociétés secrètes, M. Mérilhou arrive à Moulines, qui avoit écrit au nommé Maréchal, résidant alors dans le département de l'Ain, de venir *s'enivrer du parfum de la poudre, de l'harmonie du boulet*, pour faire ensuite la conduite aux membres de la famille royale que l'on enverroit probablement faire un tour de France pour leur apprendre à vivre. Moulines avoit prétendu qu'une fille Monesson l'avoit chargé d'écrire ainsi, afin de décider Maréchal à revenir plus vite auprès d'elle. Cette fille, qui avoit confirmé cette déclaration, s'est rétractée plus tard, en affirmant que Moulines lui avoit recommandé de parler de la sorte dans le cas où elle seroit interrogée. Moulines habitoit un hôtel quai de Jemmapes, et connoissant sans doute l'attaque projetée du 12 mai, le 11 il cherchoit par tous les moyens à se procurer un fusil de garde national, et aussi il avoit avec un officier logé dans l'hôtel une longue conversation sur la manière de se défendre avec avantage au sein d'une ville révoltée.

Nétre, clerc d'huissier, et Quignot, tailleur, ce dernier âgé de 20 ans, sont, dit le rapporteur, dignes d'avoir leurs noms associés à ceux des premiers, car déjà celui de Nétre (absent), a figuré en 1836 à côté de ceux de Barbès et de Blanqui, et quant à Quignot, quatre fois déjà il a été l'objet de poursuites pour association illicite et complot; arrêté le 3 mai 1837, il a été amnistié peu après. M. Mérilhou, en établissant leur culpabilité, lit une note écrite de la main de Quignot, à l'effet d'examiner ce qui seroit fait après la victoire. Entre autres choses, la banqueroute y est considérée comme une nécessité.

Dans la seconde partie de son rapport, M. Merilhon parle d'abord du pillage des magasins d'armes des frères Lepage, rue Bourg-l'Abbé. Blanqui y a été vu par l'inculpé Quarré. Le condamné Nougues a aussi affirmé que Blanqui y étoit avec Barbès et Martin-Bernard. Le rapporteur rappelle aussi ensuite les scènes de la Préfecture de police, du poste du Châtelet, de la barricade de la rue Planché-Mibray, de l'Hôtel-de-Ville, des mairies des 7^e et 6^e arrondissemens, de la barricade Grenetat, des passages et impasse Beaufort, des barricades Saint-Magloire, Pastourelle, Tiquetonne et Montorgueil, de la rue d'Amboise.

Pierre Bonnefond, âgé de 28 ans, chef de cuisine dans le café-restaurant qui porte le nom de café de Foy, et qui est situé au coin du boulevard et de la rue de la Chaussée-d'Antin, quitta son établissement le 12 mai avec tous ses aides de cuisine au moment où le travail exigeoit sa présence. Deux heures après, on l'arrêta blessé dans l'allée d'une maison du quai de l'Horloge. Il avoit à ce moment un fusil double. Plusieurs des autres accusés ont été aussi arrêtés par suite de blessures qu'ils venoient de recevoir, d'autres nantis encore d'armes qui avoient fait feu, et quelques-uns sur des déclarations de témoins.

Le rapporteur retrouve Blanqui à la prise de l'Hôtel-de-Ville, et à côté de lui Quignot, Nétré et Moulines.

Ayant fait la part de chacun dans la journée du 12 mai, M. Mérilhou retrace les événemens du 13, et ensuite ceux postérieurs aux 12 et 13 mai. On pouvoit croire que les individus qui avoient échappé à la troupe, à la garde nationale, et à la vigilance de la police, chercheroient à se faire oublier; il n'en a point été ainsi; comme si le parti de la révolte avoit voulu réfuter ceux qui ne voyoient dans l'insurrection du 12 qu'une entreprise sans portée, des faits graves sont venus avertir de la profondeur du danger.

En juin, la police a saisi une espèce de canon pouvant contenir 40 balles, plus tard un numéro du *Moniteur républicain*, plus tard encore des bombes, de la poudre et des cartouches. Le rapporteur parle aussi de l'explosion de la rue de Montpensier, de l'arrestation de Béraud, et des papiers révolutionnaires trouvés en sa possession.

Après la lecture du rapport, M. Franch-Carré, procureur-général, assisté de MM. Boucly et Nougier, substitués, a conclu à la mise en accusation de 34 des prévenus, au renvoi du nommé Flotte, cuisinier, âgé de 26 ans, devant les tribunaux ordinaires, et à la mise en liberté des sept autres prévenus.

La cour des pairs s'est alors ajournée. Hier, elle s'est réunie de nouveau pour délibérer sur les conclusions du rapport de M. Mérilhou et du réquisitoire du procureur-général. La séance s'est prolongée jusqu'à cinq heures et demie, et la cour s'est de nouveau ajournée. Aujourd'hui, elle a rendu son arrêt. On dit en outre qu'il est conforme aux conclusions du procureur-général.

Le Gérant, Adrien Le Clerc.

BOURSE DE PARIS DU 18 DÉCEMBRE.

CINQ p. 0/0. 111 fr. 85 c
TROIS p. 0/0. 80 fr. 40 c
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 102 fr. 00 c
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept. 000 fr. 00 c.
Oblig. de la Ville de Paris. 1277 fr. 50 c.
Rente de la Ville de Paris. 000 fr. 00 c.
Act. de la Banque. 2990 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire. 790 fr. 00 c.
Quatre canaux. 1260 fr. 00 c.
Emprunt romain. 101 fr. 1, 2
Emprunt Belge 101 fr. 3 4
Rentes de Naples 101 fr. 40 c.
Emprunt d'Haïti. 515 fr. 00 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 25 fr. 0, 0

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC ET C^e,
rue Cassette, 29.

L'éditeur HIVERT, 55, quai des Augustins, prévient le public qu'il peut maintenant livrer relié, les FLEURS DU CIEL OU IMITATION DES SAINTS, par M. l'abbé Orsini, un gros vol. in 8°, très-bien imprimé, avec fleurons et lettres, de 8 fr. 18 fr. — On trouve à la même librairie la GAULE POÉTIQUE, par M. de Marchang 8 vol. in-8°, avec 17 gravures, papier fin des Vosges, reliés, de 32 à 60 fr.; et grand papier vélin, belles marges, reliés, de 70 à 95 fr.; avec une double suite gravures en couleur, de 100 fr. à 120 fr.; et autres bons livres.

ire de saint Louis, par M. le
trquis de Villeneuve-Trans. —
ol. in-8°.

(Suite des N° 3154 et 3159.)

délivrance des saints lieux et
èles de Syrie et de Palestine,
émissioient sous une dure op-
on, étoit un des objets les plus
à la piété du moyen âge. On
ait la religion intéressée à la
ête des lieux sanctifiés autre-
ar tant de prodiges, et qui con-
ient encore le tombeau du Sau-
On regardoit comme un de-
d'aller secourir des frères mal-
eux que leur attachement à la
hrétienne exposoit à tant de
tions. De tels motifs, dont on ne
oit guère alors à contester la lé-
ité, devoient naturellement al-
er le zèle d'un prince aussi pieux
aint Louis. Il résolut, malgré le
rais succès des croisades précé-
s, de tenter de nouveaux et
eux efforts; et les remontrances
uillaume d'Auvergne, évêque de
, et les prières même de la
Blanche sa mère ne purent
der sa détermination.

pape Innocent IV avoit alors de
s démêlés avec Frédéric II,
eur d'Allemagne. Le saint roi,
rendre la paix à la chrétienté
nager à l'expédition qu'il mé-
de nouvelles facilités et des se-
plus abondans, entreprit de
àlier le pape avec l'empereur.

à cet effet plusieurs entrevues
e pontife à Cluny, où ils s'é-
donné rendez-vous. Louis
ni de la Religion. Tome CIII.

communiqua au pape les proposi-
tions dont l'avoit chargé Frédéric,
que les circonstances avoient rendu
un peu moins fier; Innocent répon-
dit, non pas *aigrement*, comme le dit
M. de Villeneuve, mais d'un air
doux et modeste, ainsi que le rap-
porte un historien contemporain,
que Frédéric avoit si mal tenu toutes
ses promesses précédentes, qu'il s'étoit
ôté lui-même toute créance. Le saint
roi représenta au pontife que l'Evan-
gile nous ordonnoit de tendre les bras
à celui qui demande miséricorde. Il
lui montra combien un prince aussi
puissant que Frédéric pouvoit être
utile au succès de la croisade. Le
pape, qui connoissoit l'empereur,
persista dans son refus.

M. de Villeneuve nous dit qu'In-
nocent gardant le silence, le monar-
que s'écria, le cœur contristé et la
voix émue : « Est-il possible de ne
pas trouver dans le serviteur des ser-
viteurs de Dieu cette humilité chré-
tienne que je vois dans un empe-
reur ? » Est-il croyable qu'un prince
aussi pieux que saint Louis ait apo-
strophé ainsi le chef de l'Eglise? Non;
il avoit une foi trop vive, il étoit pé-
nétré d'un trop profond respect en-
vers le successeur de saint Pierre,
pour lui parler d'un ton si peu conve-
nable. Aussi n'est-ce pas là le lan-
gage que Fleury et l'auteur de l'*His-
toire de l'église gallicane* lui mettent
à la bouche, d'après Matthieu Paris,
historien peu suspect de partialité
pour les papes. Les dernières paroles
du saint roi au pontife, suivant Fleu-
ry, furent celles-ci : *Recevez, Sei-*

impressions et ses propres sentimens? Louis, observe judicieusement l'*Histoire de l'église gallicane*, étoit persuadé de la sincérité de Frédéric, comme Innocent IV l'étoit de sa duplicité; sur des principes si différens, il n'est point étrange qu'ayant tous deux des intentions très-louables, ils persistassent constamment, l'un dans ses instances, l'autre dans ses refus.

Est-il probable encore que le même pape, apprenant que le roi d'Angleterre ne se montrait pas disposé à contribuer aux frais de la croisade, se soit écrié : *Eh quoi ! le roitelet s'avise aussi de frédériser ? Ne sait-il pas comment nous le mettrons à la raison ?* Ce langage n'est pas digne d'un pontife aussi sage et aussi grave. Innocent IV savoit très-bien que le roi d'Angleterre n'étoit pas un *roitelet*, et il suffit de lire son entretien plein de réserve et de modération avec saint Louis, pour voir qu'il n'a pu lui échapper un propos aussi peu mesuré.

que leurs maîtres traitoient parfois avec trop de rigueur. qu'ayant été informée que le chapitre de Notre-Dame tenoit des vassaux à Paris beaucoup de gens de sa dépendance, sans compter que l'impuissance où ils étoient de payer les charges qui leur étoient imposées, elle en fut si touchée qu'elle alla sur l'heure aux prisons pour fit ouvrir, sauf, après cette reconnaissance de la souveraineté, à entrer en négociation avec les parties pour une compensation honnête. Ce fait que ce fait est rapporté dans l'*Histoire de l'église gallicane*. Quel historien de saint Louis a dit ce même fait avec des circonstances qui nous paroissent porter de l'exagération.

Il dit que la régente ayant ordonné aux chanoines de user d'indulgence envers quelques-uns d'entr'eux réponsit insolemment : « De quoi s'occupe-t-on ? nous ne devons à aucune personne de notre conduite »

ar ajoute, « que le chapitre, pour eux constater ses droits de souveraineté, fit entasser de nouveau autres serfs en des cachots sombres, infects, où l'on plongeait des mines, des enfans, des vieillards même, mourant de faim, de froid, maladie; qu'au récit de ce barbare traitement, Blanche se fit armer comme un chevalier, et tenant bâton à la main, s'en vint droit à prisons pour en faire rompre les portes. » Il est permis de croire que les oses se passèrent sans tant de fracas, et que la reine Blanche eut au moins la patience d'attendre qu'on lui ouvrît les portes de la prison.

Le troisième volume de l'*Histoire saint Louis* offre un tableau de la vie intérieure de ce prince, et cette partie de son histoire offre des détails intéressans sur ses pratiques de piété, sur ses occupations privées, sur ses relations avec sa famille et plusieurs personnages distingués de cette époque. La piété dans saint Louis n'étoit rien à son affabilité. Elle ne lui fit jamais négliger les devoirs qu'il devoit à son peuple. Il suivoit exactement ses conseils et son parlement; et dans les affaires principales il vouloit tout voir de ses propres yeux. Il veilloit aux progrès des arts et des lettres, et s'appliquoit avec zèle à perfectionner la législation. Il se trouvoit néanmoins d'esprits critiques qui blâmoient beaucoup de temps considérable qu'il donnoit à l'exercice de piété. Ce sage prince se contentoit de répondre : *Si je passe deux fois autant de temps à jouer qu'à des ou à courir le cerf par les bois, monne n'y trouveroit à redire.*

Saint Louis se préparant à une seconde expédition contre les Sarrazins, et voulant assurer la liberté de

l'église gallicane, et prévenir les troubles que pourroit causer le défaut d'une loi précise, rendit une ordonnance assez célèbre, appelée *pragmatique sanction*. Cette pragmatique, divisée en six articles, règle les droits des collateurs et patrons des bénéfices, assure la liberté des élections, promotions et collations, et détermine quelques privilèges et franchises de l'Eglise de France. En comparant le texte de M. de Villeneuve avec celui de Fleury, de Bergier et de l'*Histoire de l'église gallicane*, nous voyons que l'auteur de la nouvelle vie de saint Louis n'a pas cité avec assez de fidélité une pièce aussi importante. Il ajoute au premier article, et il rapporte d'une manière fort inexacte le cinquième, dont l'authenticité d'ailleurs est contestée avec quelque fondement; puisqu'il manque dans plusieurs exemplaires. Il eût été bon d'en avertir. On eût pu même ajouter que l'authenticité de la pragmatique sanction n'est pas absolument certaine, puisque des critiques renommés, tels que Thomassin et les Bollandistes, ont cru qu'elle étoit postérieure à saint Louis. Mais comment concevoir les réflexions que M. de Villeneuve place à la suite de la pragmatique sanction?

« En même temps que le caractère ferme, prudent et éclairé de Louis IX, dit-il, réprimoit les scandales des excommunications et des interdits, et amenoit pour la première fois le Saint-Siège à éteindre lui-même ces foudres avec lesquelles il embrasoit et ébranloit les royaumes.... »

On est étonné de trouver dans l'ouvrage d'un homme tel que le noble et religieux auteur, de pures déclamations qu'eût désavouées saint Louis: Il ne s'agit dans la pragmati-

que sanction ni d'interdits, ni d'excommunications. La cour de Rome n'est nommée que dans l'article d'une authenticité douteuse, et les auteurs de l'*Histoire de l'église gallicane* et Fleury lui-même observent, que le saint roi, dans sa pragmatique sanction, pouvoit avoir également en vue les entreprises des seigneurs et des juges laïques. Il est de plus à remarquer que saint Louis ne devoit pas être si mécontent de la cour de Rome, puisque très-peu de temps auparavant, le pape avoit, d'après le désir du roi, obligé les chapitres de Rouen, de Reims et de Sens à payer à ce prince la décime pour la croisade, que ces chapitres faisoient quelque difficulté de lui accorder.

Il appartenoit surtout à un historien de saint Louis de parler des souverains pontifes et du clergé avec cette réserve et ces ménagemens qui siéent si bien à un auteur religieux. On n'écrit jamais mieux la vie des héros du christianisme, qu'en se pénétrant de leur esprit. Un grand prince disoit qu'il falloit se donner de garde de révéler les fautes des ministres du Seigneur, de peur de scandaliser le peuple, et de lui prêter de quoi autoriser ses désordres; il ajoutoit que s'il surprenoit un évêque en faute, il le couvriroit de sa pourpre, pour en cacher le scandale aux yeux des fidèles. Ces paroles ne sont pas de saint Louis, mais sont bien dignes de lui, et méritent le suffrage de tous les amis de la religion. Si quelquefois l'historien est obligé de rapporter des faits qu'il est difficile de justifier, il faut au moins que son expression, au lieu de les aggraver, témoigne le regret et la douleur qu'il éprouve en les racontant.

L'auteur, dans le cours de son ou-

vrage, cite fréquemment nos vieux écrivains. Leur style, surtout celui du sire de Joinville, a souvent de la grâce et beaucoup de naïveté. Mais ces citations trop multipliées et trop longues n'ont-elles pas un inconvénient? Ne produisent-elles pas une bigarrure de style qui finit par fatiguer le lecteur? C'est au moins l'impression que nous avons éprouvée en lisant la nouvelle *Vie de saint Louis*. C'est, pour ainsi dire, une histoire moitié vieux style et moitié style moderne. Il vaudroit mieux, ce nous semble, ou tout l'un ou tout l'autre.

Nous croyons encore que l'auteur eût bien fait de rattacher à ses citations nombreuses d'interpolations qui se voient au bas des pages, et qui sont sans renvoi, de sorte qu'on ne sait à quel fait les rapporter. Les volumes sont terminés par d'abondantes pièces justificatives. E.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

PARIS. — Des lettres apostoliques du Saint-Père, sous la forme la plus solennelle, *ad futuram rei memoriam*, défendent le commerce des nègres. Ces lettres sont datées du 3 décembre et signées de M. le cardinal Larbruschini. Elles ont été publiées et affichées à Rome le 5. Nous en donnerons la traduction dans notre prochain numéro.

L'assemblée annuelle de charité pour les orphelins du choléra aura lieu à Notre-Dame le samedi 21, jour de la fête des saints Innocens. À deux heures précises, le sermon sera prononcé par M. l'abbé Olivier, curé de Saint-Roch, chanoine honoraire de Notre-Dame. Il sera suivi d'un lut après lequel on chantera le *Requiem profundis* pour les victimes du choléra, et les bienfaiteurs de l'œuvre décédés. La quête sera faite par mes-

la princesse de Beaufrémont, marquise Barthélemy, les comtes : Béthune et Emmanuel Caccia, comte Creuzé de Lesser, la duc de Dino et la vicomtesse de . On peut adresser les dons à l'Archevêque, ou aux curés des parishes, ou aux dames quêteuses, ou à M. Bréton, trésorier de la paroisse, rue du Faubourg-Poisson, n° 6.

Bref de Paris pour 1840 (1) vient d'être publié. Il contient les avis ordinaires pour les stations de l'Avent et de la Semaine, pour la confirmation, les saintes huiles et pour la reconnaissance ecclésiastique. On a fait à la fin de ce bref une addition fort heureuse ; elle a mis l'état du clergé du diocèse de Paris à la portée de tous. Cet état comprend MM. les évêques, les grands-vicaires et chanoines, MM. les curés et vicaires de toutes les paroisses de la ville et de la banlieue, les aumôniers et chapelains des hôpitaux, hospices, collèges et prisons, enfin les supérieurs ecclésiastiques et chapelains des communautés religieuses. Nous applaudissons à cette addition, et même, s'il nous est permis d'exprimer un vœu, nous croyons qu'on verroit avec plaisir une liste de tous les prêtres exerçant le ministère dans les différentes paroisses ; ce seroit le complément de la liste qu'offre le nouveau bref. Ce nécrologe des ecclésiastiques morts dans le diocèse, du 15 novembre de l'année dernière au 15 novembre de cette année, contient 100 noms. Dans ce nombre, il en est 10 dont nous avons annoncé la mort ; ce sont M. le cardinal d'Isoard, mort le 7 octobre ; MM. Boudot et de Dreux, grands-vicaires, morts le 15 novembre de l'année dernière et le 15 juillet de cette année ; M. d'Alton, chanoine, mort le 12 juillet ; M. Roy, curé de Saint-Paul-Saint-Louis, mort le 8 janvier, et M. Didon, mort à Dijon le 8 juillet. Nous avons donné dans ce Journal des notices plus ou moins étendues sur ces ecclésiastiques. Seulement, nous n'avions pas su le nom de l'auteur de M. le curé de Saint-Paul-Saint-Louis ; il s'appeloit François Roy. Nous n'avions dit qu'un mot d'un autre ecclésiastique mort ; c'est M. Georges-François Marchant de la Motte, chanoine dignitaire du chapitre de Saint-Denis, ancien grand-vicaire de Tulle, mort le 3 septembre, à l'âge de 81 ans. Il avoit eu le titre de camérier secret d'honneur de Pie VII, sans doute à raison des services qu'il avoit rendus aux cardinaux et prélats, lorsqu'on les fit venir à Paris en 1810.

Nous donnerons plus tard les noms des autres ecclésiastiques morts dans l'année.

Une grande partie des exemplaires reliés de la deuxième édition in-8° et de la troisième édition in-12 de *l'Histoire du Pape Pie VII*, a déjà été acquise pour être offerte en présents à de pieux ecclésiastiques. Le succès de cet ouvrage ne se ralentit pas un instant.

On écrit de Venise que la première traduction vénitienne, ornée de gravures représentant douze des principales circonstances rappelées dans cette mémorable vie, va incessamment être complétée. C'est sous les plus augustes auspices que cette traduction, qui sera la cinquième traduction italienne, doit paroître au commencement de l'année prochaine. Enfin, c'est à Rome surtout, et cela est bien naturel, que le débit de cet ouvrage a excité l'attention générale. Nous n'oublions pas que nous avons promis de donner la traduction de l'introduction très-remarquable placée en tête d'une des traductions espagnoles, par le savant D. Manuel Lopez Santarella, archidiacre de

Huete, dans la sainte église cathédrale de Cuenca.

M. l'évêque de Saint-Flour a publié aussi un mandement au sujet de la fête de la Conception Immaculée de la sainte Vierge. Le prélat rappelle la doctrine de la tradition sur ce point. Il cite les conciles, les Pères et les docteurs qui ont proclamé l'inaltérable pureté de la sainte Vierge et son exemption de toute souillure. Un de ses prédécesseurs, Bertrand de Cardonne, onzième évêque de Saint-Flour, assista au concile de Constance, où fut reconnu le privilège de l'immaculée conception de Marie. M. l'évêque de Saint-Flour a donc sollicité le même indult qu'avoient obtenu MM. les archevêques de Séville, de Paris et de Bourges. Deux rescrits du Saint-Père, du 27 septembre dernier, l'autorisent à célébrer la fête de l'Immaculée Conception le second dimanche de l'Avent, à joindre à la préface le mot *immaculatâ*, et aux litanies l'invocation *Regina sine labe concepta*. De plus, une indulgence plénière est accordée aux fidèles qui communieront avec les conditions requises le jour indiqué. Le prélat ordonne donc que ces concessions soient observées dans son diocèse. Il a voulu officier pontificalement dans sa cathédrale le dimanche 8 décembre. Le mandement n'ayant pu être publié à temps pour que la fête de l'Immaculée Conception fût solennisée dans tout le diocèse, M. l'évêque engage ses prêtres à dire dans ce mois une messe votive privée de l'Immaculée Conception, à y inviter les fidèles, et à propager ce culte dans les paroisses.

Le mandement, en date du 7 décembre, est suivi des deux rescrits et de celui pour Bourges. On sait que Saint-Flour est suffragant de cette métropole.

Le conseil royal d'instruction publique a pris récemment deux décisions touchant les petits séminaires et les manécanteries. Par ces décisions, il réclame l'exécution stricte des ordonnances de 1828, et déclare que hors les murs de l'Université, n'est pas possible d'enseigner ni d'apprendre le latin. Conformément au désir qu'il a manifesté, une ordonnance a été rendue dans le mois d'octobre, exhumant en quelque manière les autres ordonnances, ministres avant-coureurs de la chute du trône, et faisant une nouvelle distribution du nombre des élèves qui peuvent être admis dans les maisons ecclésiastiques de chaque diocèse.

Sans m'arrêter aux réflexions de tout genre qui naissent à la seule idée d'une mesure telle que celle qui vient d'être prise, voici une question qui peut être de quelque importance. Dans le nombre des élèves que peuvent recevoir les écoles ecclésiastiques secondaires, doit-on comprendre cette multitude de jeunes gens dépourvus de ressources, sortis du fond des campagnes et souvent du sein des villes, que les diocèses sont obligés d'élever gratuitement et à si grands frais? Au lieu d'être rangés parmi les élèves des écoles publiques, ces jeunes gens doivent-ils pas plutôt être considérés comme des orphelins délaissés dont les évêques se chargent, comme autrefois ils se chargeoient du soin des indigènes? Les séminaires sont-ils autre chose à leur égard que des maisons de refuge où on les recueille, où on les entretient et les forme, avec des risques infinis de voir peiner et des dépenses perdues? Car qui ne voit qu'aujourd'hui surtout la moitié des vocations chancellent, et que plus d'un tiers manquent tout-à-fait? Et quand la dure loi de l'existence de leurs maisons aura contraint les directeurs des établissemens ecclésiastiques à exclure les jeunes gens par

du nombre fixé, comment se liront les rangs du clergé, déjà cis à un point effrayant, et qui ont craindre pour l'avenir de la religion dans certains diocèses ?

Vérité, il est des choses qui paraissent bien inconciliables ; à entendre certains hommes, rien de plus facile que de rappeler les populations au sentiment religieux, pour leur faire voir de leur façon de parler ; et de ce part, on diroit que tous leurs efforts, toutes leurs combinaisons ont pour qu'une fin, savoir, de détruire complètement tous les moyens que la religion a d'exercer quelque influence, afin de ne plus se recruter. Ces récriminations m'ont d'autant plus frappé, que je suis moi-même, dit l'ecclésiastique qui nous transmet ces récriminations et qui ne veut pas être compris que je suis de cette classe pauvre du nombre de ces orphelins abandonnés par l'Eglise, que je ne dois recevoir d'éducation qu'à la charité, et que mais il ne me fût venu même l'idée de chercher à entrer dans une école universitaire. Bien à me souvenir ma position, d'apprécier les avantages que portent aux séminaires les réformes nouvelles, je puis assurer que la plaie sera profonde, et que nous devrions douloureusement sentir dans une infinité d'endroits.

M. Laroque, recteur de l'Académie de Cahors, a adressé au *Mémorial* Agenais et à quelques journaux de la région une réclamation sur une lettre de M. le vicomte de Bonald qui comparait à Strauss, lettre que nous avons insérée numéro du 31 octobre. La réclamation de M. Laroque est fort longue et est d'ailleurs loin de le justifier. M. le recteur ne paraît point du tout offensé par la comparaison à Strauss ; au contraire, il remercie M. de Bonald de l'avoir placé en si bonne compagnie, et dit que c'est lui faire plus d'honneur qu'il n'en eût osé espérer, de le met-

tre avec un des hommes les plus savants de l'Allemagne, que l'Europe pensante dédommage amplement de dédains qui ne sauroient l'atteindre. Il se moque un peu des pieuses colères de M. de Bonald. Ce ton nous indique assez les opinions de M. Laroque. C'est un honneur à ses yeux d'être comparé à un homme qui nie la divinité de Jésus-Christ, et qui ne doit sa renommée qu'à son impiété. Voilà donc le savant que M. Laroque recommande aux membres et aux élèves de son Académie.

M. Laroque ne veut pas qu'on le croie athée ; il établit, dit-il, dans son cours de philosophie l'existence et la véritable notion de la cause première ; il croit à l'immortalité de l'âme, et il croit qu'il y aura dans la vie future des épreuves et des expiations plus ou moins longues. Cela lui semble beaucoup mieux que de représenter Dieu comme un tyran farouche dont la vengeance et la haine ne pouvant s'épuiser. Ainsi il est clair que, suivant M. Laroque, Dieu est dans le système chrétien un tyran farouche. Ce sera là apparemment l'enseignement qu'il favorisera dans son Académie. Parens chrétiens, voilà celui qui présidera à l'instruction de vos enfants !

Le *Mémorial Agenais* du 7 décembre a répondu à la réclamation de M. Laroque, et promet même une suite à sa réponse. L'*Univers* a aussi inséré sa réclamation, et y a fait une réponse dimanche dernier.

Après l'insertion dans notre journal du 7, d'un article que nous avons emprunté à la *Gazette du Midi*, nous avons appris que d'autres prétendus Bernardins s'étoient établis dans le diocèse de Mende, y avoient surpris la religion de M. l'évêque, et étoient parvenus à y former un commencement de communauté. L'un d'eux, le Frère André Meunier, originaire de Pontardier, étoit le supérieur de

cette réunion; le Frère Célestin avoit le titre de prieur. Revêtus de l'habit des Bernardins, ils réussirent à surprendre la piété des fidèles, et firent d'abondantes collectes, tant à Paris que dans le diocèse de Mende.

Nous avons la certitude qu'ils avoient fait un voyage à Rome, et qu'ils avoient réussi à en imposer au supérieur-général de l'ordre de Cîteaux, qui leur auroit d'abord accordé des lettres d'affiliation sur le faux exposé qu'ils avoient un monastère dans le diocèse d'Avignon, qu'ils y avoient pris l'habit, et qu'ils y vivoient sous la règle de saint Bernard. Munis de ces lettres, il n'est pas étonnant qu'ils aient trouvé accueil et bienveillance auprès du vénérable évêque de Mende, et obtenu de ce prélat des lettres testimoniales, qu'il a cherché inutilement plus tard à leur retirer; et dont ils ont si largement abusé pour exploiter la charité publique.

C'est à l'aide de cette bienveillante protection, que le Frère André est parvenu à devenir propriétaire du domaine de Laval, dans le diocèse de Saint-Flour; et il ne tarda pas à aller s'y fixer avec sa communauté. M. l'évêque de Saint-Flour ayant reçu des renseignemens sur ces prétendus religieux, leur signifia l'ordre de renoncer à la construction d'une chapelle qu'ils avoient commencée sans autorisation. Ils ne tinrent aucun compte de la défense du prélat. Leur désobéissance provoqua d'autres mesures, et ils furent interdits. Ils n'en portent pas moins l'habit religieux.

Nous avons sous les yeux une lettre du R. P. abbé supérieur-général de Cîteaux, en date du 14 juillet dernier, qui déclare que les Frères *André* et *Célestin*, qui sont les chefs de la réunion qui existe encore à Laval, ne sont nullement religieux profès de l'ordre de Cîteaux, mais bien d'anciens Frères capucins, sortis de

leur monastère, après avoir été déliés de leurs vœux par le Saint-Siège. Nous nous abstenons d'entrer dans d'autres détails sur leur compte. Cet avis suffira pour prémunir contre de nouvelles surprises de leur part.

Le 12 novembre, une cérémonie religieuse pour l'installation des Frères des Bonnes-OEuvres a eu lieu à l'église paroissiale de Notre-Dame, à Courtray. Deux Frères qui appartiennent à l'association dont la maison mère est à Renaix, sont venus s'établir à Courtray, pour y diriger une école primaire gratuite pour les enfans pauvres. On a mis à leur disposition une maison pour leur habitation et un local pour les écoles. La maison pourra au besoin servir de local pour six Frères, et les classes pourront contenir de 150 à 200 élèves; cependant tout cela n'est que provisoire. Des personnes bien-santes attendent une occasion favorable pour faire jouir les indigens de la paroisse Notre-Dame, et surtout la population indigente, si nombreuse dans la basse-ville, de l'avantage de pouvoir donner gratuitement à leurs enfans une éducation et une instruction convenables dans des locaux spacieux et aérés.

L'association des Frères des Bonnes-OEuvres prit naissance à Renaix, vers la fin de 1830 ou au commencement de 1831. Un vicaire de Renaix, M. Glorieux, né dans les environs de Courtray, conçut l'idée de cette association, qu'il dirige encore actuellement. Les commencemens furent difficiles; l'association ne marcha que lentement vers son but. En 1835, l'évêque de Gand, M. Van de Velde persuadé des avantages qui devoient, en résulter, procura aux associés un règlement qui consolida leur existence et permit à leur directeur de prendre d'autres dispositions. Des souscriptions, à la tête desquelles figurent la roi et la

reine des Belges, le mirent en état de recevoir un plus grand nombre de Frères et de propager son institut. Beaucoup de villes de Belgique renferment dans leur sein des souscripteurs qui apportent chaque année leur offrande. La ville de Courtray n'est pas restée étrangère à cette œuvre de bienfaisance, et dès 1836 elle figuroit sur la liste de souscription pour 130 fr.

Am moyen de ces souscriptions, l'association put étendre ses bienfaits à d'autres localités que Renaix. Actuellement les Frères établis à la Chambre sont chargés de l'éducation et de l'apprentissage de métiers dans les ateliers des enfans du dépôt de mendicité. A Malines, ils dirigent les écoles gratuites et l'hospice des vieillards de la société pour le soulagement des pauvres; à Namur, l'hospice des vieillards et des orphelins; à Enghien, ils tiennent un pensionnat où ils reçoivent des externes, et où des enfans indigens fréquentent gratuitement les classes; à Huyse, ils ont la direction de l'école communale; à Renaix, ils soulagent tous les misérables des deux sexes; et à Courtray, ils débutent par une école pour les enfans indigens du sexe masculin appartenant à la paroisse Notre-Dame.

La maison de Renaix, qui, par suite de plusieurs circonstances, a dû subir des modifications, s'achève sur une grande échelle. Une vaste chapelle se trouvera au centre de l'établissement; quatre ailes de bâtimens séparées entre elles par des cours, sont destinées à l'habitation des vieillards et des enfans des deux sexes; il y aura aussi des ateliers séparés pour les adultes. Chose remarquable, l'association, qui compte dans son sein des Frères de tous les états, de tous les métiers, bâtit elle-même ses établissemens; avantage considérable, surtout pour les communes qui désirent les Frères et

qui n'ont que de foibles moyens à leur disposition.

Dans ces derniers temps, plusieurs conversions éclatantes ont eu lieu en Allemagne. Nous avons déjà fait mention de celle du comte Frédéric-Guillaume de Goertz, seigneur de et à Schlitz. Il fit profession de foi le 20 septembre dernier, entre les mains de M. Pierre-Léopold Kaiser, évêque de Mayence. Le lendemain il reçut la sainte communion pendant la messe épiscopale. Ce retour à l'Eglise catholique de la part d'un protestant aussi distingué par sa naissance que par son savoir, fut le résultat d'une étude de plusieurs années, et de la connoissance approfondie des ouvrages de controverse et des points de divergence qui séparent les deux églises. Le noble comte a rendu des services signalés à l'instruction primaire, et s'est acquis par ses vertus domestiques et publiques, l'amour de ses sujets.

Deux jours plus tard (le 22 septembre), il y eut une abjuration encore plus éclatante à Augsbourg. M. Maurice Muglich, docteur en philosophie, a été pendant dix-sept ans ministre protestant à Hundshubel, dans les montagnes métallifères de la Misnie, en Saxe. Son bon esprit et son zèle lui gagnèrent les cœurs de ses paroissiens, en même temps qu'ils le portèrent à prendre connoissance des ouvrages ascétiques et théologiques de l'Eglise romaine. La conviction et la grâce ne tardèrent pas à entrer dans un cœur aussi candide. Il renonça à sa cure, c'est-à-dire à son existence temporelle, et vint faire profession de foi catholique entre les mains du Père Barnabé Huber, abbé des Bénédictins à Augsbourg. M. Muglich s'est chargé de la corédaction du journal intitulé: *Sion*. Comme protestant, il a écrit plusieurs ouvrages qui pourroient servir de lecture à des catholiques.

Précédemment, M. le docteur Bartholmae avait aussi fait abjuration.

Une autre conversion d'un savant distingué a eu lieu dans le nord de l'Allemagne. M. Charles-Gustave Rintel, protestant et référendaire à la régence de Königsberg, en Prusse, avait publié dans l'affaire de Cologne un écrit intitulé : *Clément-Auguste, archevêque de Cologne, défendu contre les attaques du gouvernement prussien, par un protestant*; puis un autre qui a pour titre : *Défense de l'archevêque de Gnesne et de Posn.* Le gouvernement prussien poursuivit l'auteur du premier écrit, et le fit condamner, pour avoir dit la vérité, à la perte de la cocarde prussienne et à un an de prison dans une forteresse. Avant d'entrer en prison, M. Rintel abjura le protestantisme, dont il devoit plus que jamais comprendre la douceur, la vérité et la tolérance. Les brochures ci-dessus ayant paru anonymes, les protestans ont constamment nié qu'elles fussent écrites par un de leurs coreligionnaires, comme si on ne pouvoit pas être protestant et défendre l'innocence opprimée. La *Gazette universelle de Leipzig* a vu dans ces publications une imposture et une mystification catholique; et quand l'auteur se nomma, on ne trouva pas de moyen de défense plus simple et plus expéditif que celui d'écrouer le coupable défenseur de la vérité.

Nous dirons encore un mot de la conversion du savant israélite allemand, François-Charles Joel-Jacoby, très-connu en Allemagne par son ouvrage : *Plaintes d'un Juif*, et encore beaucoup plus par sa brochure : *Voix de Berlin adressée aux habitans des bords du Rhin et de la Westphalie*. Cet écrit est une défense de l'archevêque de Cologne. Dans une réplique aux attaques des protestans, M. Joel-Jacoby déclare publiquement qu'il a reçu le baptême, et qu'il s'est fait recevoir dans le sein de l'Eglise catholique. C'est le 20

août dernier que cette cérémonie a eu lieu à Dresde.

POLITIQUE, MÉLANGES, etc.

La cour d'amises d'Aix (1), sur le conseil du ministre public, a, elle-même, condamné, du moins sévèrement, un vendeur de ces ouvrages impurs et licencieux que le premier roi flétrissoit avec raison comme indignes du repas des familles. C'est bien que la magistrature prenne quelque soin de la morale publique; mais qu'est-ce qu'on fait entre mille? La morale publique n'est-elle pas chaque jour outrage aux yeux de tous, sans que l'autorité, qui devroit tout au moins la protéger et la sauvegarder, semble seulement y paraître? En vérité, si une peine est prononcée, le condamné est fort à plaindre; car, en présence de ce qui se passe sous ses yeux, il a dû croire qu'il pouvoit, sans crainte, aller plus loin. Cette considération a sans doute agité l'esprit des juges.

Vendre, sous le manteau, des livres qui dégradent la civilisation ne devoit pas moins paraître que l'esprit religieux, c'est-à-dire, sans doute, à l'immoralité un festin de pâtes et de déplorables aliments, mais le danger ne menacoit et n'atteint, en quelque sorte, que ceux qui le cherchent. Qu'on parcoure un moment nos places publiques, là où s'étalent des gravures et des tableaux, et que l'on nous dise si les notions immorales n'y trouvent pas des moyens plus funestes peut-être, car ils frappent aux yeux, car ils viennent à la main et souillent ceux qui non-seulement ne cherchoient point le mal, mais qui

(1) Nous empruntons cet article à la *Gazette de Midi*. On s'y élève avec une raison que de chaleur contre un des plus déplorables scandales de ce temps. Mais l'auteur de l'article se trompe quand il dit qu'aucun journal n'a réclamé contre ce scandale. Pour nous en tenir compte, nous nous en sommes plaint plus d'une fois.

issoient point, qui ne l'auroient pas.
 s parlons des étalages de gravure, chaque coin de rue, chaque mur, ainsi dire, n'offre-t-il pas des images et regard est forcé de se détourner, cela sans que l'autorité publique ait le moindre souci de l'empêcher de remédier ?

On pourrivi une fois un malheureux et de nous ne savons quels livres, voient certes être bien détestables, et la pudeur de la police a pu s'en acheter ; mais n'y a-t-il pas une foule d'images dont l'effet est tout aussi pernicieux, que cette police laisse vendre librement ? Croit-on que certaines images de Lafontaine, de Voltaire et de quelques autres, n'outragent pas tout au moins la morale publique, ne jettent pas dans l'esprit des jeunes gens des principes fautes, des désirs tout aussi corrompus ? et pourtant il n'est pas de jour où des livres ne soient vendus publiquement à chaque coin de nos rues ; et celui qui vend ces lignes a pu être témoin, à une époque toute récente, où la police auroit exercé plus de surveillance que jamais, pendant la foire de Saint-Lazare, de voir que les uns mettoient à les vendre et les autres à les acheter.

C'est pas, à coup sûr, un père de famille dont le premier vœu ne soit de conserver intacte chez ses enfans cette saine pureté de mœurs qui est la base et la garantie de toutes les autres ; mais comment y réussir lorsque l'enfant qui recevra dans sa famille les premiers exemples, qui entendra dans son enfance les leçons de la plus saine morale, verra tout à coup sur la place publique des tableaux ou des livres qui détruisent instantanément l'œuvre pénible de plusieurs années ?

Et les leçons et les idées corruptrices ne sont malheureusement aujourd'hui à l'ordre du jour de toutes parts : on blâme, on condamne, on flétrit des livres où l'immoralité se traduit en exemples et en actions.

chose dans l'époque où nous sommes, de mille fois pire que les livres : c'est le feuilleton.

Le feuilleton s'est fait roman, et quel roman ! roman de mauvais lieu, roman où les personnages au caractère le plus bas et le plus vil, aux passions les plus éhontées, sont mis en scène ; roman où le suicide et l'adultère sont offerts en exemple, et souvent même loués ; roman, en un mot, de roués et de courtisanes.

Nous le disons avec un profond sentiment de douleur, il y a là un horrible mal ; il y a là un avenir effrayant pour notre jeunesse chaque jour imbue, chaque jour nourrie des plus déplorables principes, des plus funestes exemples. Il y a là surtout pour elle un danger inévitable, et qui mériterait plus que beaucoup d'autres choses l'attention d'un pouvoir qui auroit un véritable souci de la morale publique.

Car, enfin, un livre il faut aller le chercher : nous en faisons la remarque tout à l'heure ; mais ces feuilletons où l'immoralité tend à descendre au plus bas étage, sont là sous la main facile de nos enfans, dans les comptoirs, dans les salons, dans les cabinets de lecture, dans les cercles, dans les athénées, partout. Qu'importent toutes les précautions qu'un père de famille pourra prendre dans l'intérieur de sa maison, ses fils retrouveront en mille endroits le danger qu'il leur aura fait éviter une fois.

Et cette plaie sociale qui grandit tous les jours, nous sommes les seuls à la signaler. Aucun des journaux de la capitale, qui défendent cependant les saines doctrines et les bonnes mœurs, n'a fait un appel à la raison et à la morale publique, à l'intérêt le plus cher des pères de famille.

Eh quoi ! l'on a fait des lois pour garantir des outrages le chef de l'état ; on en a fait pour empêcher que l'on crie sur la place publique ce qu'il plairait au premier venu d'y faire entendre ; on en a fait pour que le crayon d'un peintre n'eût pas même la liberté de donner au rire pu-

blic, dans une caricature spirituelle, les défauts ou les vices de quelques-uns de nos prétendus grands hommes ! Et on laisse impunément étaler sur nos places des images qui révoltent la pudeur publique ! et on laisse vendre des livres où l'immoralité est la seule leçon offerte à nos enfans ! et on n'a aucun moyen d'empêcher cet esprit d'immoralité de se produire au grand jour dans presque toutes nos feuilles publiques, et de venir porter jusqu'au sein de nos familles les préceptes de la corruption, l'exemple de toutes les passions et de toutes les actions mauvaises !

Ce qui outrage la morale, ce qui la pervertit est-il donc moins dangereux que ce qui menace et blesse la politique ?

Un père de famille.

PARIS, 20 DÉCEMBRE.

Le gouvernement a reçu des dépêches d'Alger du 13. Un engagement assez vif a eu lieu dans la province d'Alger, entre le camp de l'Arba et le cours de l'Aratch; le 62^e de ligne et un escadron du 1^{er} de chasseurs ont combattu avec beaucoup d'ardeur. Ils ont eu quatre hommes tués et quelques blessés. L'ennemi a fait des pertes assez considérables. Le 11, 400 hommes d'infanterie et 200 cavaliers sont venus tirer sur le camp de Kara-Mustapha. Nous avons eu un homme tué et un blessé. Oran et Constantine sont toujours tranquilles.

— Nous avons annoncé que la cour des pairs avoit rendu mercredi son arrêt. Cet arrêt ordonne : 1^o la mise en liberté des nommés Duhem, Fomberteaux, Galichet, Lapierre, Mayer, Mérienne, Pornin et Wasmuth; 2^o le renvoi du nommé Flotte, devant les tribunaux ordinaires; 3^o la mise en accusation des inculpés ci-après : Argout, absent; Béasse, Bonnefond (Jean-Baptiste), absent; Bonnefond (Pierre), Bordon, Bouvrard, Buisson, Charles, Druy, Dubourdien, Dugrospré, Dupony, Elie, Espinousse, Evanno, Focillon, Gérard, Godard, Hendrick, Herbulot, Huart, Hubert, Lebéricey, Lombard,

Moulines, Nêtré (absent), Patissier, Pettmann, Piéfort, Quarré, Quignol, Simon et Valière, en tout 33, et 34 avec Louis-Auguste Blanqui.

La cour a adopté les réquisitions du ministère public, à l'exception toutefois de Bouvrard, à l'égard duquel le procureur-général s'en étoit remis à la prudence de la cour, et qu'elle a cependant mis en état d'accusation; et de Pornin, qu'elle a mis en liberté, et qui étoit compris dans la mise en accusation requise par le procureur-général.

Ainsi que nous l'avons annoncé, il paroît que le jugement des accusés ne commencera que dans la seconde quinzaine de janvier.

— Les mises en liberté prononcées par la cour des pairs ont été opérées le mercredi soir.

— L'arrêt de mise en accusation rendu par la cour des pairs, a été notifié hier aux prévenus.

— M. Barsalon, banquier à Agen, a été élu député par le collège électoral de Nérac, en remplacement du marquis de Lusignan, nommé dernièrement pair de France. M. Barsalon étoit le candidat du ministère.

— Le comte Le Hon, ambassadeur de Belgique, est de retour à Paris de son voyage à Bruxelles.

— On a commencé à la chambre des députés les travaux de décoration pour la séance d'ouverture.

— L'ouverture de la session étant fixée au lundi 23, il y aura dimanche prochain, à deux heures, une réunion à la chambre des députés pour le tirage au sort de la grande députation et la distribution des billets de séance royale.

— Nous avons annoncé, dans notre dernier numéro, que le marquis de Crouy-Chanel venoit de s'évader. Le comte moins compromis, dit-on, que le marquis, fut envoyé dernièrement à la Force, tandis que ce dernier resta à la prison du Palais-de-Justice, afin d'être plus facilement amené devant le juge d'instruction. Le 17, il avoit

induit au parquet dans la matinée, à l'interrogatoire qui n'avoit pu être achevé que vers quatre heures, ne finit qu'à huit heures. Alors le Palais-de-Justice étoit désert, et le marquis de Crouy-Chanel auroit, dit-on, demandé au gendarme, chargé de le reconduire en prison, la permission d'aller en sa compagnie prendre un potage dans un restaurant voisin, parce qu'il n'avoit rien mangé depuis le matin. Ensuite il auroit déclaré qu'il étoit cruel de voir sa liberté promise et peut-être sa vie, pour une femme qui, en définitive, étoit celle de quelques vieux soldats. Le gendarme auroit consenti à conduire chez un restaurant M. de Crouy-Chanel, qui auroit fait sa fuite pendant le trajet.

Madame de Crouy-Chanel, née Cordacosta, a été arrêtée à son domicile rue de Navarin, et a été écrouée à la préfecture de police, ainsi qu'un ancien officier de l'armée impériale, M. Lecomte, inculpé, dit-on, d'avoir favorisé l'évasion de M. de Crouy-Chanel. Le gendarme chargé de surveiller M. de Crouy-Chanel a été également arrêté. Il se nomme Ameslan, et étoit depuis peu de temps dans la gendarmerie de la Seine. Dans le *Droit*, Ameslan a avoué au juge d'instruction qu'il avoit favorisé l'évasion.

Toutes les mesures possibles ont été prises par la police pour empêcher le marquis de Crouy-Chanel de quitter Paris, pour amener sa prompte arrestation; on ne donneroit à penser que l'affaire boiteuse soumise depuis peu de temps aux investigations de la justice est plus sérieuse que ne l'ont dit plusieurs journaux. M. de Crouy-Chanel n'a pu encore être arrêté. Aujourd'hui la *Gazette des Tribunaux* rectifie une erreur qui, dans un récit d'hier, s'est glissée sur la qualification nobiliaire que s'attribue le prévenu. M. de Crouy-Chanel, âgé de 63 ans, domicilié rue de Navarin, qui n'est bien en effet celui qui s'est évadé, ne prend le titre de marquis de Crouy-Chanel; c'est son oncle, âgé de 63 ans, de-

meurant rue de la Tour-d'Auvergne, et actuellement détenu à la Force, que l'on appelle comte de Crouy-Chanel. Nos lecteurs peuvent au reste se rappeler à ce sujet les longs et graves procès intentés avant 1830 à ces deux personnes par la famille des Croi, qui avoit obtenu qu'ils eussent à quitter le nom et les titres qu'ils prenoient dès cette époque. La *Gazette des Tribunaux* ajoute que ces réclamations furent renouvelées par la famille des Croi, lors de l'accusation d'émission de faux billets de banque dirigée en 1832 contre M. de Crouy-Chanel, qui, du reste, fut acquitté.

— Une femme nommée Barré, s'étant présentée avant hier chez un fondeur de la rue Guérin-Boisseau pour lui vendre des rognures de cuivre, et n'ayant pu dire de qui elle les tenoit, fut arrêtée et conduite chez le commissaire de police, et de là à son domicile pour une perquisition. Le commissaire de police y saisit de nombreux morceaux de cuivre, et en outre, dans un endroit fort retiré, une grande quantité de cartouches, d'armes, de poignards et une cuirasse de tôle épaisse, garnie intérieurement d'une main de papier gris propre à la mettre doublement à l'épreuve de la balle. Le mari de cette femme a aussi été arrêté.

— M^e Paillet, bâtonnier de l'ordre des avocats, avoit été nommé d'office pour présenter la défense de Barthélemy, qui a comparu aujourd'hui devant la cour d'assises (1^{re} section), sous l'accusation de tentative d'assassinat sur la personne d'un sergent de ville. Le jury ayant déclaré Barthélemy coupable de tentative d'homicide volontaire, mais sans préméditation, la cour l'a condamné aux travaux forcés à perpétuité.

— Le *Charivari* vient de recevoir une assignation à comparître le 28 devant la cour d'assises, à l'occasion d'un article publié dans son numéro du 20 octobre, sur la cherté des grains.

— L'Académie française s'est occupée hier de l'élection en remplacement de M. Michaud. Le nombre des votans étoit

de 53, et il falloit 17 suffrages pour former la majorité absolue. Au 1^{er} tour de scrutin, M. Berryer a obtenu 10 voix; M. Victor Hugo, 9; M. Casimir Bonjour, 9; M. Vatout, 2; il y avoit trois billets blancs. Au 2^e tour, M. Berryer a eu 12 voix; M. Victor Hugo, 8; M. Casimir Bonjour, 10; 3 billets blancs. Au 3^e tour, M. Berryer a eu 11 voix; M. Victor Hugo, 10; M. Casimir Bonjour, 9; 3 billets blancs. Au 4^e tour, M. Berryer a eu 11 voix; M. Casimir Bonjour, 9; M. Victor Hugo, 8; M. Vatout, 1; M. de Lamennais, 1; 3 billets blancs. Le 5^e tour a présenté à peu près les mêmes résultats avec 4 billets blancs.

L'ajournement de l'élection a été alors demandé et rejeté par la majorité. Le 6^e tour de scrutin a été annulé, le nombre des votes ayant excédé d'un celui des votans. Les 7^e et 8^e tours ont encore donné 10 voix chacun à M. Berryer. Au 7^e tour, il y a eu 7 billets blancs, et 8 au 8^e.

L'académie, sur la proposition de M. Cousin, a remis enfin l'élection à trois mois. Les membres absens étoient M. l'archevêque de Paris, M. l'évêque d'Ilermopolis, et MM. de Bonald, de Pastoret, de Cessac et de Barante.

— On assure, dit le *Journal des Débats*, qu'au 1^{er} tour de scrutin les voix auroient été ainsi réparties :

M. Berryer : MM. Thiers, Mignet, Cousin, Casimir Delavigne, Dupin, Lemer cier, Guiraud, Briffault, Roger et Campenon. — Total, 10.

M. Victor Hugo : MM. de Chateaubriand, de Lamartine, Guizot, Villemain, de Salvandy, Nodier, Philippe de Ségur, Soumet et Lebrun. — Total, 9.

M. Casimir Bonjour : MM. Jouy, Etienne, Alexandre Duval, Jay, Tissot, de Lacretelle, Dupaty, Droz et Baour-Lormian. — Total, 9.

— Un ordre ministériel du 12 prescrit à tous les semestriers, officiers, sous officiers et soldats, de se mettre en route le 1^{er} janvier 1840 pour rejoindre leurs corps respectifs.

— Un horrible accident a eu lieu matin rue Mézières (quartier de la Madeleine). Une malheureuse mère de famille qui venoit chercher les secours que lui donnoient les Sœurs de Charité a été tuée par la chute d'une poutre pendant l'entablement de la maison occupée par les Sœurs.

NOUVELLES DES PROVINCES.

La souscription ouverte à Angoulême dans les bureaux de la *Gazette de France*, en faveur des malheureux réfugiés, s'élevoit, le 18, à 2,101 fr. 50 c.

— La cour royale de Rouen a condamné par défaut MM. Lorois et Sivy chacun à 100 fr. d'amende pour leur duel. M. de Sivy, qui s'est formé opposition au jugement, a persisté le 16.

— Le maréchal-de-camp de Nivelle est mort subitement, il y a peu de jours à Lons-le-Saulnier.

— Le 13 novembre, la veuve Ribot, condamnée à mort comme coupable d'un double empoisonnement, subissoit son arrêt à Tours. L'échafaud s'est encore dressé dans cette ville, le 16 de ce mois, pour Louis Romain, à peine âgé de 21 ans, condamné à la peine de mort à la même session que la veuve Ribot, pour un triple assassinat commis sur le cultivateur Boileau, sa femme et leur fils. Romain a fait des révélations depuis sa condamnation, et par suite le nommé Mirebeau et sa femme, qui demeurent près de la famille Boileau, ont été déclarés comme complices dans les crimes de la nuit du 3 février. Nous lisons dans la *Gazette des Tribunaux* que M. l'abbé Manceau est venu à sept heures du matin annoncer à Romain que sa fin étoit prochaine; il a entendu la messe, et peu d'heures après Romain n'existoit plus.

— La cour d'assises d'Ille-et-Vilaine a commencé, dans son audience du 16, l'affaire des individus accusés dans l'affaire des troubles de Dol au sujet de grains. Les accusés sont au nombre de

Soixante témoins doivent être dus.

Le *Réparateur* de Lyon, du 18, annonce que son gérant, M. Pommet, est en prison. Le porteur du *Réparateur*, qui avoit été arrêté en même temps que M. Pommet, a été mis en liberté.

M. Pitrat jeune, imprimeur, est en prison. Deux compositeurs ont été arrêtés, le 17, dans ses ateliers.

La caisse d'épargne de Lyon a reçu la somme de 29,530 fr. et remis celle de 31,652 fr.

On écrit de Tarascon que le prochain jusqu'à Marseille du chemin de Beaucaire s'exécutera dans un temps peu éloigné.

Le conseil municipal de Marseille veut créer une quatrième salle d'asile et deux nouvelles écoles publiques dans la banlieue.

On lit dans la *Guienne*, de Bordeaux, le 17 : « Jean Moustié (condamné pour meurtre des parricides) s'est pourvu en cassation. Il montre depuis sa condamnation des sentimens religieux. Samedi, on l'a appelé auprès de lui le respectable promiss, aumônier des prisons, et il a confessé ; il proteste toujours de son innocence, et verse d'abondantes larmes. »

Dimanche dernier, dit aussi la *Guienne*, pendant que M. le curé de la paroisse célébroit la messe, à laquelle assistait sa domestique, des voleurs profitant du moment où le presbytère se trouvait ainsi abandonné, sont parvenus à s'y introduire à l'aide de fausses clefs. Après avoir brisé quelques meubles, ils se sont emparés d'une montre en or et d'une bague de 160 fr. Les habitans de la paroisse ont saisi avec empressement cette fâcheuse circonstance pour témoigner à leur digne pasteur tout l'intérêt qu'ils lui portent.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Angleterre, qui aime à tout voir par

ses yeux, entretenoit une capèce de commissaire auprès d'Espartero ; c'étoit le colonel Evilde. Celui-ci vient de se retirer du quartier-général espagnol. Ce qu'on peut conclure raisonnablement de ce fait, c'est qu'Espartero a définitivement renoncé à rien entreprendre d'important jusqu'au retour de la belle saison, et que le commissaire anglais, qui sait cela probablement, a cru pouvoir se donner un congé de quelques mois.

D'après tous les rapports qu'on reçoit de divers côtés, l'hiver paroît vouloir être assez vif en Espagne sur le théâtre actuel de la guerre, et il devient très-difficile d'y faire mouvoir les troupes au milieu des neiges. Toutes les opérations se bornent à quelques surprises que Cabrera fait exécuter quand il trouve les occasions belles.

— On reçoit des provinces de la Manche et de Guenca des rapports qui ne sont rien moins que favorables sur l'état de l'esprit public. En général la convention de Bergara (le traité Maroto) n'a pas produit les heureux effets qu'on en avoit d'abord attendus. Il n'en est presque point résulté de séduction pour les autres populations.

— Suivant une rumeur qui se répandoit à Madrid à la date du 12, Espartero auroit failli être assassiné, et la tentative dirigée contre lui auroit été tellement sérieuse, qu'un autre officier-général se seroit trouvé tué à sa place par une méprise des meurtriers. Peut-être ce récit n'a-t-il rapport qu'à un autre bruit qui a couru à Saragosse, et d'après lequel Espartero, surpris à l'improviste par un parti qui vouloit l'enlever pendant la nuit, se seroit vu réduit à se sauver par une croisée. Tout cela pourroit bien être d'invention.

— On augure déjà que les élections seront si révolutionnaires pour la formation des nouvelles cortès, que le gouvernement sera obligé de les dissoudre, comme les précédentes.

Les travaux du Tunnel de la Tamise toucheront bientôt à leur terme.

— Des journaux de Paris mentionnent un grave conflit qui auroit éclaté entre la marine française et la marine anglaise à l'île Maurice (Ile-de-France). Voici ce qu'ils disent : Le 7 septembre, le *Green-lan*, navire du gouvernement britannique, étoit mouillé dans le port de l'île Maurice, à côté du brick le *Lancier* et de la corvette l'*Isère*, bâtimens de guerre français qui étoient pavoisés. Le capitaine Driver, du *Green-lan*, voyant un outrage dans la disposition des pavillons, et sans demander d'explication, plaça à son bord le pavillon du gouvernement français dans une position injurieuse, et lorsqu'on vint réclamer une réparation, il répondit qu'il avoit rendu insulte pour insulte. Il y eut de longs pourparlers, puis promesse de réparation de la part des Anglais, puis refus d'exécution, puis proposition faite par les Anglais d'excuses réciproques, et enfin arriva un avis du gouverneur à l'effet d'interdire la colonie aux équipages des bâtimens de guerre français qui étoient dans le port. M. de Tinan, commandant de l'*Isère*, regagnant son bord sans avoir eu connoissance de l'ordre du gouvernement, se trouva arrêté et conduit dans un corps-de-garde malgré ses protestations, et obligé d'y passer la nuit. Ce fut dans la matinée du lendemain qu'il put seulement rejoindre l'*Isère*. Le *Moniteur* confirme aujourd'hui ces faits, et dit qu'ils vont être l'objet de communications entre le gouvernement français et le gouvernement britannique.

— Les états de Hanovre sont convoqués pour la fin de janvier.

— Les journaux de Smyrne et les correspondances des feuilles de Marseille donnent des nouvelles de Constantinople du 28 novembre, et d'Alexandrie du 27, qui s'accordent à représenter la politique comme étant dans une entière inaction. Le divan s'occupe toujours de la rédaction des lois promises par le *hatti-scheriff*.

— Ahmet-Fethi-Pacha, ancien ambassadeur turc à Paris, va, dit-on, être nommé ambassadeur à Londres.

— M. de Pontois s'est établi dans le nouvel hôtel de l'ambassade à Pera.

— La veuve de Tossoun, fille de Mehmet-Ali, est arrivée à Constantinople pour y recueillir un héritage.

— Le prince de Joinville a quitté Constantinople le 27 novembre, sur la frégate la *Belle-Poule*, pour aller rejoindre l'escadre française.

— M. de Sercey, arrivé à Constantinople le 22 novembre, devoit partir le 30 ou le 30 pour Trébisonde. On peine néanmoins que M. de Sercey obtienne avec difficulté le firman qu'il étoit allé solliciter, dès le jour de son arrivée, pour l'entrée du *Véloce* dans la mer Noire.

— Les nouvelles de Perse parvenues à Constantinople annoncent que les affaires commerciales reprennent chaque jour de l'activité, et confirment la conclusion prochaine des différends avec l'Angleterre.

— Les correspondances d'Alexandrie parlent principalement des mesures administratives prises par le vice-roi pour la libre exportation des produits.

— On apprend par les nouvelles de New-Yorck, du 26 novembre, que les banques reprennent leurs paiemens.

— La fièvre jaune a fait tant de ravages à Houston (Texas), que cette ville est restée presque déserte.

Le Gérant, Adrien Le Clerc.

BOURSE DE PARIS DU 20 DÉCEMBRE.

CINQ p. 0/0.	112 fr. 15 c.
TROIS p. 0/0.	80 fr. 40 c.
QUATRE p. 0/0, j. de sept.	102 fr. 00 c.
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept.	000 fr. 00 c.
Oblig. de la Ville de Paris.	1280 fr. 00 c.
Rente de la Ville de Paris.	000 fr. 00 c.
Act. de la Banque.	2990 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire.	792 fr. 50 c.
Quatre canaux.	0000 fr. 00 c.
Emprunt romain.	101 fr. 1/4
Emprunt Belge	101 fr. 3/4
Rentes de Naples	101 fr. 50 c.
Emprunt d'Haïti.	512 fr. 50 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0.	25 fr. 3/8

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC ET C^o,
rue Cassette, 29.

*les apostoliques de notre Saint-Père
Grégoire XVI, pour détourner du
commerce des Nègres (1).*

Grégoire PP. XVI

Ad futuram rei memoriam.

Placé au sommet de l'apostolat,
niant sans aucun mérite de notre
la place de Jésus-Christ, Fils de
, qui, fait homme par son ex-
e charité, a voulu même mou-
sur la rédemption du monde,
avons cru qu'il appartenait à
sollicitude pastorale de nous
quer à détourner tout-à-fait les
du commerce inhumain des
ou de toute autre espèce
nmes. Lorsque la lumière de
ngile commença pour la pre-
fois à se répandre, les malheu-
qui alors étoient réduits en si
nombre dans une très-dure
ude, surtout à l'occasion des
res, sentirent leur condition s'a-
ir beaucoup chez les chrétiens.
es apôtres, inspirés par l'Esprit
, enseignoient à la vérité aux
es à obéir à leurs maîtres tem-
ls comme à Jésus-Christ, et à
de bon cœur la volonté de
; mais ils ordonnoient aux maî-
l'en bien agir avec leurs esclaves,
sur accorder tout ce qui étoit
et équitable, et de s'abstenir de
ces à leur égard, sachant que
is et les autres ont un maître
Ces *Lettres* commencent en latin par
ots : *In supremo.*

traduction que nous donnons ici
point celle qui a paru dans quel-
journaux ; elle a été faite sur l'ori-

dans les cieux, et qu'il n'y a pas au-
près de lui acception des personnes.

Comme la loi de l'Evangile recom-
mandoit partout avec grand soin une
charité sincère pour tous, et comme
notre Seigneur Jésus-Christ avoit
déclaré qu'il regarderoit comme fait
ou refusé à lui-même les œuvres de
bonté et de miséricorde qui auroient
été faites ou refusées aux petits et
aux pauvres, il en résulta naturelle-
ment, non-seulement que les chré-
tiens traitoient comme des frères
leurs esclaves, ceux surtout qui
étoient chrétiens, mais qu'ils étoient
plus disposés à accorder la liberté à
ceux qui le méritoient ; ce qui avoit
coutume de se faire principalement à
l'occasion des solennités pascales,
comme l'indique Grégoire de Nysse.
Il y en eut même qui, mûs par une
charité plus ardente, se mirent en
esclavage pour racheter les autres, et
un homme apostolique, notre pré-
décesseur, Clément I^{er} de sainte mé-
moire, atteste qu'il en a connus plu-
sieurs.

Dans la suite des temps, les ténèbres
des superstitions païennes s'étant plus
pleinement dissipées, et les mœurs
des peuples grossiers s'étant adoucies
par le bienfait de la foi qui opère par
la charité, il arriva enfin que, depuis
plusieurs siècles, il ne se trouvoit
plus d'esclaves dans la plupart des
nations chrétiennes. Mais, nous le
disons avec douleur, il y en eut de-
puis, parmi les fidèles même, qui,
honteusement aveuglés par l'appât
d'un gain sordide, ne craignirent
point de réquie en servitude dans

des contrées lointaines, les Indiens, les nègres ou d'autres malheureux, ou bien de favoriser cet indigne attentat en établissant et en étendant le commerce de ceux qui avoient été faits captifs par d'autres. Plusieurs pontifes romains, nos prédécesseurs de glorieuse mémoire, n'omirent point de blâmer fortement, suivant leur devoir, une conduite si dangereuse pour le salut spirituel de ces hommes et si injurieuse au nom chrétien, conduite de laquelle ils voyoient naître ce résultat, que les nations infidèles étoient de plus en plus confirmées dans la haine de notre religion véritable.

C'est pour cela que Paul III adressa, le 29 mai 1537, au cardinal archevêque de Tolède, des lettres apostoliques sous l'anneau du Pêcheur, et qu'Urbain VIII en adressa ensuite de plus étendues, le 22 avril 1639, au collecteur des droits de la chambre apostolique en Portugal. Dans ces lettres, ceux-là surtout sont gravement réprimandés, qui « présumeroient et oseroient réduire en servitude les Indiens d'occident ou du midi, les vendre, les acheter, les échanger, les donner, les séparer de leurs épouses et de leurs enfans, les dépouiller de ce qu'ils avoient et de leurs biens, les transporter en d'autres lieux, les priver de leur liberté en quelque manière que ce soit, les retenir en esclavage; comme aussi conseiller, sous un prétexte quelconque, de secourir, de favoriser et d'assister ceux qui font ces choses, ou dire et enseigner que cela est permis, ou coopérer en quelque manière à ce qui est marqué ci-dessus. »

Benoît XIV confirma et renouvela depuis les prescriptions de ces pontifes par de nouvelles lettres apostoli-

ques, adressées le 20 décembre aux évêques du Brésil et d'autres pays, et par lesquelles il excita sollicitude de ces prélats dans le même but. Avant eux, un autre de nos anciens prédécesseurs, Pie dans un temps où la domination portugaise s'étendoit dans la Guinée pays de nègres, adressa le 7 octobre 1462 un bref à l'évêque de R. qui alloit partir pour ce pays, dans lequel, non-seulement il enjoignoit à cet évêque les pouvoirs nécessaires pour exercer son ministère avec plus de fruit, mais, à la même occasion, s'élevoit avec force contre les chrétiens qui entraînoient les néophytes en servitude. Et de nos jours même, Pie conduit par le même esprit de religion et de charité que ses prédécesseurs, prit soin d'interposer ses offices auprès de puissans princes, pour que la traite des nègres cessât enfin tout-à-fait parmi les chrétiens. Ces prescriptions et celles de nos prédécesseurs n'ont peut-être pas été peu utiles, avec l'aide de Dieu, à défendre les Indiens et les autres peuples désignés, contre la cruauté des conquérans ou contre la cupidité des marchands chrétiens; non cependant que le Saint-Siège ait pu se relever pleinement du résultat de ses efforts dans ce but, puisque la traite des noirs, quoique diminuée en quel-

(1) Il y a dans le texte *Rubicensis* n'y a pas en Portugal de siège auquel ce nom puisse s'appliquer. Peut-être l'évêque étoit-il *in part. infid.* Un autre a cru que ce pouvoit être l'évêque de Ruvo; cela n'est pas vraisemblable, car il n'est pas dans le royaume de Naples, et n'a pas de rapports avec le Portugal. D'ailleurs, le nom latin de l'évêque de Ruvo est *Rubensis*, et l'évêque mentionné dans les lettres apostoliques du 20 décembre est appelé *Rubicensis*.

rtie, est cependant encore exercée par plusieurs chrétiens.

Aussi voulant éloigner un si grand reproche de tous les pays chrétiens, après avoir mûrement examiné la chose avec quelques-uns de nos vénérables frères les cardinaux de la sainte Église romaine appelés en conseil, marchant sur les traces de nos précesseurs, nous avertissons par l'autorité apostolique et nous conjurons solennellement dans le Seigneur tous les fidèles de quelque condition que ce soit, qu'aucun d'eux n'ose à l'avenir surmenter injustement les Indiens, les nègres ou autres semblables, ni les dépouiller de leurs biens, ou les réduire en servitude, ou assister et favoriser ceux qui se permettent des violences à leur égard, ou exercer ce commerce inhumain par lequel les nègres, comme si ce n'étaient pas des hommes, mais de simples animaux, réduits en servitude de quelque manière que ce soit, sont, sans aucune distinction et contre les droits de la justice et de l'humanité, achetés, vendus et voués quelquefois aux travaux les plus durs, et de plus par l'appât du gain offert par ce même commerce aux premiers qui achètent les nègres, des querelles et des guerres perpétuelles sont excitées dans leurs pays.

De l'autorité apostolique, nous révoquons tout cela comme indigne d'un nom chrétien, et par la même autorité nous défendons sévèrement à aucun ecclésiastique ou laïque d'entretenir ce commerce des nègres sous quelque prétexte ou couleur que ce soit, ou prêcher ou enseigner publiquement et en particulier contre les lois que nous donnons dans ces lettres apostoliques.

Et afin que ces lettres parviennent

plus facilement à la connaissance de tous et que personne ne puisse alléguer qu'il les ignore, nous ordonnons qu'elles soient publiées, suivant l'usage, par un de nos *courtiers*, aux portes de la basilique du prince des apôtres, de la chancellerie apostolique et de la Cour générale sur le mont *Ciliorio*, et à la tête du Champ-de-Flore, et que les exemplaires y restent affichés.

Donné à Rome, près Sainte-Marie-Majeure, sous l'anneau du Pêcheur, le 3 décembre 1839, neuvième année de notre pontificat.

LOUIS, CARD. LAMBRUSCHINI.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

ROME. — Une neuvaine pour préparer à la fête de la Conception Immaculée de la sainte Vierge a eu lieu dans la basilique des Douze-Apôtres. Chaque jour, un cardinal donnoit la bénédiction du saint Sacrement à un grand nombre de fidèles. Le dernier jour, le Saint-Père s'y rendit, et après les prières accoutumées, auxquelles assistoient les cardinaux, le souverain Pontife donna la bénédiction du saint Sacrement.

PARIS. — Le consistoire a dû avoir lieu à Rome le lundi 23. M. l'évêque d'Arras devoit y être déclaré cardinal. MM. les évêques nommés d'Auch et de Digne y devoient être préconisés. On ne sait sur quel fondement un journal annonce que M. l'abbé Paysant, nommé à Angers, devoit être sacré le samedi 21, dans l'église Saint-Etienne, à Caen. On a oublié sans doute que le sacre ne peut avoir lieu qu'après que l'institution canonique a été accordée.

L'amélioration qui s'étoit manifestée dans la santé de M. l'Archevêque de Paris étoit moins sensible depuis quelques jours, lorsque samedi,

dernier, sans aucune cause appréciable, s'est déclaré un frisson suivi de fièvre et de symptômes de fluxion de poitrine. Cet état, survenu subitement, a inspiré les plus vives inquiétudes.

M. l'Archevêque s'est empressé, dès le dimanche matin, de réclamer les secours de la religion, et il a dicté lui-même, avec le plus grand calme et la plus parfaite résignation, une note, qui a été signée par les vicaires-généraux-archidiacres. Le prélat y demandoit les prières de son clergé et de tous les fidèles, et annonçoit son désir de recevoir les derniers sacremens de l'Eglise, le même jour, entre trois et quatre heures. Cette triste nouvelle fut rapidement portée, avec le pieux désir du bien-aimé pasteur, dans toutes les paroisses et les communautés du diocèse.

Cependant le chapitre métropolitain avoit été immédiatement convoqué, et il se disposoit dans l'affliction à porter à son vénérable chef les saintes consolations qu'il avoit appelées, lorsque, vers dix heures, est survenue une sueur abondante et générale. Cette crise a paru tellement favorable aux médecins, qu'ils ont instamment demandé que la cérémonie fût différée, par la crainte qu'elle ne troublât une si salutaire réaction. L'administration n'a donc pas eu lieu, comme elle avoit été annoncée; et depuis, les mêmes motifs fortifiés par une amélioration sensible dans l'état du malade, font ajourner indéfiniment ce religieux devoir.

L'ordination de samedi dernier s'est faite dans la chapelle du séminaire Saint-Sulpice; les parens seuls y étoient admis. C'est M. l'évêque de Versailles qui a fait la cérémonie, comme nous l'avons dit. Il y a eu 22 prêtres, dont 2 seulement de Paris, 1 de Saint-Lazare, 1 du séminaire des Missions-Etrangères, et 4 de ce-

lui du Saint-Esprit; 31 diacres, dont 4 seulement de Paris, 2 de Saint-Lazare, et 3 du Saint-Esprit; 28 sous-diacres, dont 1 de Paris, 2 de Saint-Lazare et 4 du Saint-Esprit; 24 mineurs, dont 5 de Paris, et 3 du Saint-Esprit; enfin 3 tonsurés, dont 2 de Paris; en tout 108, sur lesquels il y avoit 7 Irlandais.

Il y auroit de quoi s'étonner et s'affliger extrêmement, s'il falloit s'en rapporter à un article du *Constitutionnel* sur les rapports entre la cour de Rome et le gouvernement français, à l'occasion du séjour de M. le duc de Bordeaux à Rome. Il prétend qu'on est à la veille d'une rupture entre les deux gouvernemens, que le cabinet des Tuileries est très-mécontent de l'audience accordée par le Saint-Père au duc, et que M. de Latour-Maubourg menaçoit de suspendre ses relations diplomatiques avec le gouvernement pontifical. Le *Constitutionnel* mêle à tout cela des détails qu'il tient, dit-il, d'une correspondance particulière. Tout cet article est plein de choses hasardées, d'exagérations et même de faussetés.

M. le duc de Bordeaux est arrivé inopinément à Rome. Le Pape ne pouvoit lui en fermer l'entrée. Il lui a accordé une audience au bout d'un mois de séjour, tandis que tant d'étrangers en obtiennent une presque en arrivant. Le gouvernement français ne peut trouver mauvais que le jeune prince visite Rome. La famille exilée a été reçue avec honneur en Angleterre et en Autriche. On n'a pas vu que le gouvernement français s'en soit plaint. La famille royale a habité, à Edimbourg, l'ancien palais des rois d'Ecosse; à Prague, l'ancien palais des rois de Bohême; elle a passé quelque temps à Kirchberg et à Vienne. Partout elle a été traitée comme il convenoit à son rang et à ses malheurs. Le gouvernement français n'en a fait un reproche

ni à l'Angleterre, ni à l'Autriche ; il a compris qu'il falloit bien apparemment que des exilés habitassent quelque part. Comment donc supposeroit-on qu'il eût eu la pensée d'interdire à M. le duc de Bordeaux le séjour de Rome, asile naturel des princes malheureux et des exilés ? Comment seroit-il plus exigeant envers le Pape qu'envers les souverains d'Angleterre et d'Autriche ? Nous ne pouvons admettre une pareille supposition.

Après cela, nous le dirons, nous avons lu avec peine dans un petit journal des articles bien peu mesurés sur le séjour de M. le duc de Bordeaux à Rome. Il sembloit, d'après ces articles, qu'on vouloit établir à Rome un foyer d'opposition contre le gouvernement français. Or, assurément, le Pape en accordant l'hospitalité à d'illustres exilés, a bien le droit de demander qu'on ne se serve pas de leur nom pour le brouiller avec un gouvernement avec lequel il est en relation. Ce procédé seroit bien peu généreux, et M. le duc de Bordeaux et les personnes honorables qui forment sa maison en sont incapables. Ce n'est pas à un Bourbon qu'il faut recommander la délicatesse et la générosité des procédés. Le jeune prince aura compris, nous en sommes sûrs, sa position et celle du Saint-Père. Il aura trouvé dans les traditions de sa famille et dans son propre cœur le sentiment de ce qu'il se doit à lui-même, et de ce qu'il doit au chef de l'Eglise et à un souverain qui, pour n'avoir pas une armée de cent mille hommes, n'en mérite pas moins d'égarde. Mais il est possible que tous les partisans de sa cause n'aient pas la même réserve et la même mesure. Il est possible que parmi les royalistes que le séjour du prince à Rome y attire, il y ait des têtes ardentes que leur dévouement entraîne trop loin, et qui oublient qu'à Rome M. le duc

de Bordeaux n'est pas chez lui, et qu'il est dans les états d'un prince qui veut et qui doit rester étranger aux débats de la politique. Vouloir élever à Rome un drapeau d'opposition contre le régime actuel de la France, ce seroit manquer au Saint-Père, le compromettre, et compromettre aussi le prince qu'on croit servir, et pour lequel cette levée de boucliers ne seroit d'aucune utilité.

Espérons que parmi les personnes honorables dévouées à la cause de la branche aînée qui se trouvent à Rome, les plus sages travailleront à calmer les esprits exaltés et prévientront des manifestations imprudentes qui pourroient avoir des suites fâcheuses.

M. Nicolas Murad, prêtre Maronite et procureur-général du patriarche Maronite à Rome, le même dont nous avons annoncé l'arrivée à Paris, est sur le point de repartir pour l'Italie. Il se loue beaucoup de l'accueil qu'il a reçu, tant du ministère que des particuliers avec lesquels il a été en relation. Quoiqu'on ne connoisse pas bien l'objet de son voyage, on a lieu de croire qu'il doit être satisfait du résultat. Il a eu plusieurs audiences au château. Dans une dernière audience, la reine lui a remis, de la part de son époux, une très-belle tabatière en or avec le chiffre LP., en lui disant que c'étoit un témoignage d'estime et de bienveillance. L'envoyé Maronite n'a pu qu'être fort sensible à ces marques d'intérêt dont nous nous réjouissons surtout pour la nation des Maronites, si intéressante en effet par sa fidélité et sa constance dans la foi catholique, et par son attachement invariable à l'Eglise romaine au milieu des contradictions et des vexations que lui suscitoit le parti schismatique, et des avanies qu'elle avoit à souffrir de la part des infidèles.

Sous ce titre, *Les Trappistes du Gard*, il a paru une notice sur cette abbaye, où l'on expose sa situation et ses besoins. L'auteur, M. l'abbé Hardy, directeur au séminaire du Saint-Esprit, remonte à l'origine de cette maison, et même à l'expulsion des Trappistes en 1791. Ils ne rentrèrent en France que sous le consulat. Bonaparte les accueillit d'abord, et les chargea de desservir deux hospices sur les sommets des Alpes; mais ensuite, irrité de leur refus de prêter le serment, il les expulsa. La maison du Gard fut établie en 1816 par dom Eugène de la Prade, qui mourut peu après. Dom Germain qui lui succéda mourut le 23 février 1835. Le Père Stanislas, abbé actuel, fut élu le 1^{er} avril 1835.

M. l'abbé Hardy expose les raisons particulières qui doivent intéresser en faveur des Trappistes du Gard :

« Des cloîtres en ruines s'offrent aux regards : un dortoir unique établi dans un corridor, où 21 religieux sont fort à l'étroit; un mauvais grenier sans air où les autres, c'est à-dire à peu près les deux tiers, sont pressés, enlassés; un chapitre, le seul lieu où les religieux puissent se retirer pendant le jour, qui n'est qu'un couloir où l'on va et vient sans cesse, étant l'unique passage pour se rendre à l'église; un quartier des étrangers, destiné aux voyageurs et aux retraits, placé dans le même corps de logis que la communauté qui, par là, est au milieu du monde et sans solitude : voilà le triste état dans lequel se trouve aujourd'hui l'abbaye du Gard.

« Encore, si elle n'avait point eu de pertes à subir, de malheurs à supporter; mais un procès considérable perdu en 1830, un vol de 8,000 fr., fruits des plus grandes privations, jetèrent ces laborieux cénobites dans une affreuse détresse.

« Bien qu'ils travaillent la terre avec

une infatigable ardeur, qu'ils feroient de leurs sueurs, ils ne peuvent récolter de grain que pour six mois (1). Il faut donc, n'ayant point assez de terrain à cultiver, qu'ils achètent toutes les choses qui leur sont nécessaires.

« Qui pourroit se défendre d'un sentiment profond de compassion, en voyant ces bons religieux, qui ne vivent qu'à privations, et qui, malgré leur vie si excessivement austère, n'ont pas toujours le pain du lendemain assuré, nourrir néanmoins une foule de pauvres qui, des villages voisins, viennent à l'abbaye, dont ils s'éloignent toujours constamment. Dans leur extrême détresse, ils accourent avec le plus vif intérêt les étrangers, sans distinction de pays, et ils prodigent à tous les bienfaits de la plus cordiale hospitalité, ne demandant pas même une obole.

« S'ils réclament de votre générosité le denier de la veuve, ce n'est point pour eux-mêmes : en tout temps, leurs habits sont de bure, ils mangent un pain grossier et des légumes cuits au lait ou à l'eau, une paille étendue sur des planches, un oreiller et une couverture, voilà leur couche; mais c'est afin de payer une portion du terrain qui, autrefois, appartenait à l'abbaye. Une fois payé, ce terrain qu'ils feroient fructifier par un travail aussi pénible que constant, leur procureroit l'absolu nécessaire, et c'est à tout ce qu'ils demandent.

Les Trappistes du Gard s'engagent à faire des fondations de messes et de prières pour leurs bienfaiteurs.

On peut adresser les dons à l'abbé du Gard, près Amiens; à M. l'abbé Tresvaux, grand-vicaire; au bureau de *l'Ami de la Religion*, etc. La brochure indique ici une vingtaine de noms que nous croyons devoir nous dispenser de répéter.

Les grands-vicaires et le chapitre de Strasbourg ont écrit au gouverne-

(1) Les champs qu'ils cultivent sont pierreux et de très-peu d'étendue.

pour le remercier de la nomination de M. le coadjuteur. Cette délibération a été faite à l'unanimité, et l'ecclésiastique fort distingué du diocèse nous écrit que le chapitre n'a vu que l'organe des sentimens du diocèse. Nous savons que les lettres portent la même chose.

Sans doute d'après la connoissance qu'il avoit de cette disposition des esprits, que le gouvernement s'est servi. Elle lui étoit attestée par l'administration diocésaine, et même par un député protestant fort connu par ses immenses fabrications. Le témoignage de ce dernier est évidemment en sa faveur, et il a part qu'il ait prise à un choix plausi.

Il paroît que l'opposition dont on s'est servi n'est que l'effet d'un malentendu. Ceux qui l'avoient formée ne s'aperçoivent même pas M. Affre, et il n'a pas tardé à s'apercevoir qu'ils ont été induits en erreur. M. l'abbé Affre avoit prié plusieurs fois M. l'évêque de Strasbourg de faire choix d'un autre coadjuteur; nous savons que ce qu'il avoit témoigné soit au conseil du prélat, soit au gouvernement, le désir de renoncer à une détermination déjà faite et approuvée par le chef de l'Eglise, s'il y avoit quelque doute sur la disposition du prélat et des fidèles du diocèse à son égard.

Un mandement de M. l'évêque de Rennes, en date du 2 décembre, annonce que le prélat, à l'exemple de plusieurs prélats français et étrangers, a demandé et obtenu du Saint-Siège la faculté de transférer au second dimanche de l'Avent la solennité de la fête de l'Immaculée Conception, l'office et la messe restent néanmoins fixés au 8 décembre. Il a obtenu aussi d'ajouter à la messe le *not immaculatâ*, et aux litanies la invocation *Regina sine labe concepta*. Il a obtenu une indulgence plénière pour le second dimanche de

l'Avent. Les rescrits du Saint-Père qui portent ces concessions sont du 12 novembre. Le dispositif du mandement est à peu près conforme à ceux dont nous avons donné des extraits. Le prélat recommande aux curés, prédicateurs et autres exerçant le ministère, de propager, autant qu'ils le pourront, la dévotion à Marie Immaculée dans sa conception.

L'ouverture de la première salle d'asile à Rennes a été marquée par une cérémonie à la cathédrale; M. l'évêque y assistoit avec son clergé et grand nombre de fidèles. Après le *Veni creator*, M. l'abbé Saint-Marc, grand-vicaire, a prononcé un discours sur l'importance des salles d'asile pour la religion et la société; mais il faut que ce soit la religion qui les dirige. La cérémonie a été terminée par la bénédiction du saint Sacrement, qu'a donnée M. l'évêque. La quête a été bonne. Ce sont les Sœurs de la Providence qui dirigeront l'asile de Rennes.

Deux chasubles d'un grand prix, brodées en or par les enfans de l'œuvre de la Providence, à Marseille, pour les filles pauvres, ont été mises en loterie dans cette ville. Cette loterie a été tirée il y a peu de jours; le premier lot a été gagné par le n° 519, et le second par le n° 206. Les gagnans ont été M. le curé de la paroisse de la Madeleine, d'Aix, et une dame de la même ville.

On lit dans un journal, sur les missions d'Abyssinie, des nouvelles datées d'Alexandrie et qui sont fort inexactes. Le *Diario* de Rome du 3 décembre donne quelques éclaircissemens à ce sujet.

M. Antoine Abbadie passa par Rome, à son retour d'Abyssinie, le mois d'avril dernier; il emmenoit

avec lui trois Ethiopiens, et non pas seulement deux, comme on l'a écrit d'Alexandrie. Il laissa à Rome l'un d'eux, qui est religieux et prêtre, et le confia à la Propagande, afin qu'il pût s'instruire et se rendre capable de réveiller dans sa patrie cette même foi catholique, qu'il a embrassée avec un zèle et une ferveur si éblouissante. Après avoir reçu du Saint-Père les témoignages les plus flatteurs de bienveillance et de reconnaissance pour les services qu'il a rendus aux missions d'Abyssinie, M. Abbadie partit avec les deux autres Ethiopiens pour Paris et pour Londres. Il est revenu à Rome au mois de septembre, accompagné d'un seul Ethiopien, ayant laissé l'autre à Paris dans sa propre famille, où il doit recevoir son éducation. Le prêtre abyssinien ne croyant pas suffisante l'instruction qu'il a reçue en si peu de temps, a voulu rester à Rome, en attendant que plus versé dans les sciences sacrées, il puisse retourner au milieu des siens, lorsque d'autres missionnaires seront envoyés en Abyssinie.

Si M. Abbadie avoit pensé que l'absence de ses compagnons de voyage puisse lui nuire en Abyssinie et donner lieu à des soupçons fâcheux, il n'auroit pas laissé l'un d'eux à Paris de son propre mouvement. Il est donc certain que le séjour du prêtre abyssinien à Rome ne portera aucun préjudice à M. Abbadie; il a chargé son compatriote de rassurer les siens sur son séjour prolongé à Rome; il lui a donné des lettres écrites de sa propre main.

Le frère de M. Abbadie est loin d'être considéré en Abyssinie comme un otage, d'après des nouvelles certaines, on peut assurer qu'il jouit de la plus grande faveur auprès du roi et des principaux chefs de la nation. Le péril du missionnaire lazariste, M. Sapeto, auquel on doit le rétablissement de la mission d'Abyssinie,

devroit être plus grand encore; mais on a de lui les nouvelles les plus satisfaisantes: aimé et révérencé des Abyssiniens, il écrit qu'on attend avec la plus vive impatience l'arrivée de ses autres collaborateurs, qui sont, comme lui, disciples de Saint-Vincent-de-Paul. Le peuple les désire et les appelle de tous ses vœux. C'est pour répondre à cet empressement, et aussi parce que les nations voisines des *Galla* réclament des ouvriers évangéliques, qu'on n'a pu retarder leur départ, qui s'est trouvé favorisé d'ailleurs de la manière la plus désirable par les autorités égyptiennes.

POLITIQUE, MÉLANGES, etc.

M. le professeur Lerminier vient de répondre par une brochure justificative aux avanies et aux insultes dont sa dernière apparition au collège de France a été l'occasion ou le prétexte pour la jeunesse des écoles, si malheureusement égarée et enivrée de licence par ses précédentes leçons. Dans cet écrit, il demande bien, à la vérité, pardon aux hommes; mais il ne le demande point à Dieu. Il proteste que son intention n'a jamais été de porter atteinte aux principes et aux lois qui régissent l'ordre social; mais il ne proteste pas de même contre les pernicieuses doctrines qui, dans ses cours, ont porté des atteintes si graves à la loi religieuse.

Cependant c'étoit sur ce dernier point qu'il avoit le plus à se justifier; ou pour mieux dire, toute justification de ce point étoit parfaitement inutile sans celle-là. Car c'est surtout en sapant les bases et les fondemens de la religion, qu'on attaque l'ordre social dans ses bases et ses fondemens. Quand on a travaillé comme M. le professeur Lerminier, à ébranler, à renverser et à ruiner l'édifice sur lequel tout repose dans les états, on ne doit point être admis à venir dire ensuite qu'on n'a point à se reprocher d'avoir lancé des anathèmes contre les rois, les nobles et les riches; on a lancé des anathèmes contre

out ce qui existe, contre les sujets aussi bien que contre les gouvernemens; en un mot contre tout ce qui a vie dans les sociétés. Ce n'est plus qu'un subterfuge, une excuse vaine et une vraie dérision, que de prétendre qu'on n'a voulu toucher à rien, lorsqu'on a mis tant de persévérance et d'acharnement à ébranler et à faire tomber la pierre angulaire qui soutient toutes les autres parties d'un édifice.

Nous n'admettons pas davantage ce que M. Lerminier cherche à faire porter, dans sa défense, sur les écarts de l'improvisation, qui est coupable de tout ce qu'il a pu lui échapper d'hérésies politiques et de doctrines anti-sociales. D'autres que lui ont improvisé apparemment, et cela est toujours sans danger avec les esprits sages et bien intentionnés. Quand le contraire arrive pendant une période de huit années consécutives, c'est qu'il y a quelque chose de mauvais qui domine le fond des pensées. On peut dire des improvisateurs en pareil cas, ce qu'on dit communément des gens ivres : *la vérité dans le vin*. L'improvisation trahit le naturel comme l'ivresse.

On n'avoit pas bien saisi d'abord le sens de la révolution faite à Lugano. C'est une révolution toute libérale. Le parti vainqueur a promis, à la vérité, de respecter la religion et les droits du clergé, mais on sait par expérience que ces sortes de promesses ne gênent pas beaucoup les patriotes. Un fait très-significatif montre quel est l'esprit du nouveau gouvernement. Il a écrit à Jacques Ciani, banni récemment et réfugié chez les Grisons, pour l'engager à rentrer dans le canton du Tessin. Or ce Ciani étoit un Milanais qui s'étoit réfugié dans le Tessin pour se soustraire au ressentiment de la cour d'Autriche. Il étoit de ces patriotes ardents qui avoient voulu obtenir pour la Lombardie une constitution libérale. Il porta dans le Tessin la même exaltation, et contribua à former à Lugano une société de *carbonari*, qui recueillit les patriotes de divers pays voisins. L'imprimerie Ruggia en étoit

comme la place d'armes. Ciani vouloit, pour acquérir plus d'influence, obtenir le droit de citoyen du Tessin; il se fabriqua une généalogie d'après laquelle il étoit originaire du Tessin. Plusieurs citoyens protestèrent contre son admission, mais il l'emporta par l'intrigue et par la faveur de son parti. Les mêmes moyens le firent nommer membre du grand conseil : c'étoit là le but de ses efforts. De nouvelles protestations eurent lieu à ce sujet.

Bientôt l'influence de Ciani se fit sentir. Les mauvais journaux qui sortoient de l'imprimerie Ruggia, les pamphlets, les écrits contre la religion et l'Eglise, tout cela paroissoit sous le nom et la direction de ce réfugié. Les gouvernemens voisins s'en plaignoient. Le nonce pontifical, l'archevêque de Milan, l'évêque de Côme, réclamoient contre la profusion de mauvais livres sortis des presses de Bianchi et soudoyés par Ciani, écrits pleins d'erreurs et d'insultes à la religion. La discorde étoit dans le canton, et la licence de la presse portoit là ses fruits comme ailleurs. Les gouvernemens voisins menaçoient de rompre leurs rapports avec le canton.

Vers le mois de septembre dernier, les frères de Ciani, qui étoient sujets autrichiens, sollicitèrent de l'empereur de pouvoir quitter ses états, ce qui leur fut accordé. Cette démarche de leur part ouvrit les yeux dans le Tessin. On demanda que, pour l'honneur de la république, un étranger, un chef de parti ne siégeât pas dans le grand conseil. Son expulsion fut prononcée à la grande satisfaction des amis de l'ordre et de la paix. Mais en même temps ses amis jetèrent les hauts cris, et ils ont fait une révolution pour le remettre à leur tête. Son rappel fait assez présager quelle direction va suivre le nouveau gouvernement du Tessin.

PARIS, 23 DÉCEMBRE.

L'ouverture des chambres a eu lieu aujourd'hui au Palais-Bourbon. (Voir à la fin du Journal.)

— Le *Moniteur* publie des nouvelles d'Alger du 16, arrivées de Toulon par

dépêche télégraphique : « Deux combats ont eu lieu autour de Belidah. L'infanterie régulière de l'émir a été sabrée et dispersée. L'ennemi ne s'est approché ni de Koleah, ni de Sabel. »

— Les journaux de Toulon donnent des nouvelles d'Alger du 14. C'est le 10 que Abd-el-Kader a passé la Chiffa avec 5 ou 6,000 combattans, sans compter ceux qu'il avoit envoyés sur l'Arach. Abd-el-Kader est plein d'orgueil et de jactance; il vient de lancer une proclamation par laquelle il annonce la prochaine entrée des *vrais croyans* à Alger; en même temps il fait appel à ceux de ses partisans qui n'auroient pas encore pris les armes; il annonce que la mort l'attend sous les murs du Sultan-Kalassi (le fort l'Empereur); mais il espère que ceux qui lui survivront achèveront la tâche par lui commencée.

La fusillade est continuelle aux environs d'Alger. Les Arabes ont coupé la route qui conduit aux camps du Fondouck et de l'Arbah par la Maison-Carrée, en sorte que l'artillerie partie le 13 pour ces camps, s'est vue forcée de rentrer à Alger.

On dit qu'Ab-el-Kader a plusieurs Européens auprès de lui pour l'organisation de ses troupes régulières, parmi lesquelles on voit des compagnies habillées en uniforme comme les Zouaves.

Un courrier arrivé de la plaine, le matin du 14, a annoncé que le lieutenant-général Rulhières, qui avoit établi son quartier-général à Bouffarik, est sorti de ce camp avec une partie des 2^e et 17^e légers, et est arrivé sans mauvaise rencontre au camp de Douéra, qui se trouve encombré de troupes.

— Le *Moniteur algérien* du 14 décembre rend compte des événemens qui se sont passés dans la province d'Alger depuis la rupture de la paix, et des mesures prises par le maréchal Valée pour repousser les Arabes.

— A la date du 9, tout étoit tranquille dans la province d'Oran, mais le lieutenant général Gueheneuc, qui s'attendoit à

être prochainement attaqué, prenoit tous les moyens de défense possibles.

— Un hôpital de 150 malades vient d'être établi par l'ordre du ministre de la guerre dans l'île de Mahon, aux frais de la France.

— Ont été nommés conseillers, à la cour royale de Douai, M. Cahier, en remplacement de M. Devinck, décédé; à la cour royale de Limoges, M. Capelle, en remplacement de M. Lasnier des Hautes-Pyrénées, mis à la retraite; à la cour royale de Bordeaux, M. Hostein, en remplacement de M. Trignant-Brau, mis à la retraite; à la cour royale de Grenoble, M. Rey, en remplacement de M. Daligny; à la cour royale d'Angers, M. Daligny; à la cour royale de Bastia (Corse), M. Rigaud, en remplacement de M. Capelle, nommé à Limoges.

— M. Legentil est nommé procureur du roi à Poitiers, en remplacement de M. Bera, appelé à d'autres fonctions.

— M. A. Bertin de Veaux a été élu député hier à Saint-Germain-en-Laye.

— M. Delacroix, maire de Valence, vient d'être élu député par le 1^{er} collège de la Drôme, en remplacement de M. Béranger, nommé pair.

— Le *National* ayant annoncé récemment l'arrivée de millions envoyés par le Mexique pour acquitter une partie de sa dette, avoit ajouté que les monnoies frappées au coin légal du Mexique étoient loin de renfermer la quantité d'argent exigée pour les monnoies mêmes de la république, et avoit fini par demander si le gouvernement mexicain n'avoit point fait un tirage exprès pour la France. M. M. Garro, ministre de la république mexicaine, vient d'écrire au *National* pour se plaindre d'une semblable imputation de croquerie. M. Montcau, changeur au Palais-Royal, a aussi écrit à ce journal qu'il avoit acheté 200,000 des piastres envoyées par le Mexique au prix de 5 fr. 36 c. la pièce; ce qui doit prouver au *National* qu'il a eu des renseignemens mensongers.

— D'après une statistique du commerce de la France avec l'Angleterre, de

En 1838 (12 années), les importations et les exportations ont plus que doublé pendant ledit temps. En 1827, la somme des importations et des exportations s'élevait à 72 millions 840,551 fr.; et à fin de 1838, à 151 millions 501,396 fr.

— M. Dussault, capitaine de corvette, chef d'état-major de l'escadre de réserve, va se réunir à Toulon, sous le commandement du vice-amiral Ducamp de Camille, vient de quitter Paris pour se rendre à son poste.

— M. Dujarrier, gérant de la *Presse*, M. Emile de Girardin, l'un des rédacteurs, ont été, comme on se le rappelle, condamnés le 15 novembre, par le tribunal

correctionnel de la Seine, chacun à 100 fr. d'amende, et ensemble à 2,000 fr. de dommages-intérêts, attendu que l'article de la *Presse* du 30 septembre étoit injurieux envers Balmossière, gérant du *Corsaire*.

La *Presse* et le *Corsaire* se sont encore trouvés en présence, vendredi dernier, devant la police correctionnelle, qui avoit cette fois deux plaintes à vider. Le tribunal s'est d'abord occupé de la plainte en diffamation intentée par M. Emile de Girardin contre M. Balmossière, et a condamné ce dernier à 100 fr. d'amende et à 6,000 fr. de dommages-intérêts envers M. Emile de Girardin. Le tribunal a ensuite rejeté la plainte intentée par M. Laurent, rédacteur du *Corsaire*, comme ayant dû être formée sans la raison sociale Laurent-Balmossière en compagnie.

— La *Quotidienne* annonce qu'elle rend son ancien prix de 80 fr., au lieu de 60 fr.

— Nous avons nommé par erreur M. de Cessac au lieu de M. Soumet, parmi les membres de l'Académie française qui étoient absens à la séance de vendredi dernier.

— Il y a eu hier une réunion du comité de la gauche chez M. Odilon-Barrot.

— Une dépêche télégraphique a transmis le 18 à Lyon l'ordre de diriger immédiatement sur Paris M. Barginet, ré-

dacteur gérant du *Commerces de Lyon*, arrêté depuis quelques jours.

— Le journal le *Capitole* annonce que M. de Crouy-Chanel est arrivé au Havre et s'est embarqué pour l'Angleterre sur le bâtiment le *Phénix*.

— Une nouvelle visite domiciliaire a eu lieu hier dans les bureaux du *Capitole*. Elle avoit pour but de faire connoître l'auteur de la nouvelle annonçant que M. de Crouy-Chanel s'étoit embarqué au Havre pour l'Angleterre. Il paroît que la police n'a rien pu apprendre concernant cette nouvelle.

— On lit dans la *Gazette des Tribunaux* de samedi que la demoiselle Dacosta qui passoit pour la femme légitime du marquis de Crouy-Chanel, et qui est inculpée d'avoir favorisé son évasion, a été interrogée par le juge d'instruction et écrouée à la Conciergerie.

— Plusieurs journaux ont annoncé qu'on avoit fait une perquisition dans l'arrondissement de Dieppe chez M. de Tocqueville, député de la Manche, à l'occasion de MM. de Crouy-Chanel. Ce fait est controuvé. Il n'a jamais existé de relations de famille, ni de connoissance entre MM. de Crouy-Chanel et M. de Tocqueville, qui n'a pas même de propriété dans l'arrondissement de Dieppe.

— Un soldat appartenant au régiment des chasseurs d'Afrique, et qui depuis plusieurs jours étoit détenu à la prison militaire de l'Abbaye, en a été extrait en vertu d'un mandat du juge d'instruction Zangiacomi, pour être écroué à la Conciergerie, sous prévention de complot.

— M. le baron Vertenilh de Feuillas est sur le point de terminer à Sainte-Pélagie les douze mois d'emprisonnement auxquels il a été condamné comme gérant de la *France*.

— En 1832, on ne comptoit à Paris que 51,751 patentés; en 1839, il s'en trouve 70,491. Augmentation progressive de 18,740 patentés.

— Le prix des grains a éprouvé ces jours derniers un peu de hausse sur quelques marchés des environs de Paris.

— Les eaux de la Seine ont beaucoup monté par suite des pluies ; elles sont à trois mètres 1/2 aux échelles des ponts, et elles commencent à déborder sur quelques points. La navigation va se trouver interrompue.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Le général Clément vient de mourir à Montargis, à l'âge de 76 ans.

— M. Al. Petit, propriétaire-cultivateur à Mézières, dans le Pas-de-Calais, le dernier survivant des députés envoyés à l'Assemblée Constituante par le Pas-de-Calais, vient de mourir, à 88 ans.

— Le navire les *Deux Amis* vient de charger au Havre, pour le Sénégal, un équipage de sonde et tous les tuyaux nécessaires pour forer, au travers des sables qui forment l'île Saint-Louis, un puits artésien destiné à procurer aux habitants l'eau salubre dont ils manquent une partie de l'année. L'amiral Duperré a chargé de ces travaux M. Degousée, qui, il y a quelques mois, avoit fourni les sondes pour les études à faire dans un port de l'île Bourbon.

— La cour d'assises de la Manche vient de condamner à vingt ans de travaux forcés le nommé Jacques Le Mettais, de Valognes, convaincu d'attentat à la pudeur.

— Le lazaret de Tatnou, dans la baie de la Hougue, département de la Manche, est ouvert aux provenances du Levant, sous quelque régime qu'elles soient rangées.

— Le département de la Loire-Inférieure est autorisé à se réunir à celui d'Ille-et-Vilaine pour l'entretien de l'école normale primaire de Rennes.

— La souscription ouverte à Nantes en faveur des malheureux espagnols réfugiés s'élevait, le 21, à 3,005 fr.

— On se rappelle la condamnation capitale prononcée par le tribunal maritime de Brest contre Bellégon, l'un des marins de l'*Alexandre*, convaincu d'avoir pris part aux assassinats commis à bord de ce navire. L'arrêt a été exécuté le 16, à

midy. Bellégon, qui depuis quelque étoit malade, s'est rendu au lieu d'apoplexie, assisté de l'aumônier des prisons, dont il n'a cessé d'écouter avec attention les exhortations.

— Les assises extraordinaires de la Sarthe s'ouvriront le 31, et le 1^{er} janvier commenceront les débats aux troubles qui ont éclaté sur plusieurs points du département à l'occasion du transport des grains.

— Sur la demande du préfet des Deux-Sèvres, le ministre des travaux publics vient de mettre à la disposition de ce département un gistrat une somme de 30,000 francs destinée à donner de l'ouvrage à ceux qui n'en ont pas : quatre ateliers de travail vont être incessamment ouverts à Saint-Maixent, Mauzé et Fontenay-le-Comte.

— Le prix du blé se soutient élevé dans le département du Rhône. Beaucoup de terres dans ce département, dans le Gard et le Var n'ont pu êtreensemencées, par suite de sécheresses continuelles et des inondations.

— A la date du 20, le gérant du *Réparateur* étoit encore en prison. Les compositeurs de l'imprimerie du *Réparateur*, qui avoient été arrêtés, remis le lendemain en liberté.

— Une requête présentée par le gérant du *Réparateur*, pour sa mise en liberté sous caution, jetée, attendu, lui a-t-il été répondu qu'il étoit sous le poids d'une accusation portant des peines afflictives et infamantes.

— La stagnation du commerce à Lyon continue.

— Le 18, à neuf heures du soir, un homme nommé Magard, âgé de 64 ans, en chemise, est tombé accidentellement dans le Rhône, à Lyon, près du pont Corneille. Il auroit péri sans le dévouement de M. Milliot, professeur, qui, en voyant crier au secours, se précipita à l'eau et parvint à retirer le malheureux. Quelques jours avant, une jeune fille qui étoit tombée d'un bateau à la Saône dont les eaux étoient très hautes, a été sauvée par le

leury, marinier, qui n'a pas craint de se jeter tout habillé dans la rivière et de risquer sa vie. Le brave Fleury n'en étoit point à son coup d'essai, et l'on cite bien les personnes qui lui doivent la vie.

— La cour d'assises de Lot-et-Garonne a rendu le 16 son arrêt dans l'affaire des individus accusés d'un attentat aux mœurs aux environs de Tonneins. Les nommés Merle et Bouges ont été condamnés aux travaux forcés à perpétuité; Labedan, à dix ans de réclusion; Lacoste et Marie Glanes, l'aubergiste, à cinq ans de réclusion. Dalhet et Sempé ont été acquittés.

— M. de Soulage, ancien colonel du génie, vient de mourir à Toursac (Lot-et-Garonne), à l'âge de 69 ans.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

On commence à s'apercevoir que l'influence d'Espartero s'affaiblit. Depuis que son charriot de guerre se trouve comme embourbé en Aragon, le parti jacobin le craint moins qu'auparavant, et il lève la tête plus haut. Aussi se promet-il des élections à son gré, surtout dans les grandes villes, où l'esprit révolutionnaire devient de plus en plus actif et menaçant.

— Cabrera s'étant dernièrement rendu en Catalogne pour y concerter des dispositions avec l'autorité militaire et la junte, cette excursion de sa part a donné lieu aux suppositions les plus étranges. Les christinos ont jeté des cris de victoire, et publié partout à son de trompe qu'il abandonnoit la partie pour s'enfuir et se retirer en France. Cette joie n'a pas duré. Cabrera a reparu quelques jours après à son quartier-général, ramenant avec lui Balmaseda, qu'il avoit envoyé précédemment conduire en Catalogne un détachement de 250 hommes de cavalerie. Son armée, loin de se désorganiser, comme les journaux christinos cherchoient à l'insinuer, conserve toute son ardeur et toute sa confiance.

— On mande d'Estella qu'une rixe ayant éclaté entre des soldats licenciés

qui faisoient précédemment partie des troupes royalistes et des soldats de l'armée constitutionnelle, douze de ces derniers sont restés morts sur le terrain, quoique leurs adversaires n'eussent eu pour armes dans ce combat que des bâtons. Les mêmes lettres ajoutent qu'une troupe de jeunes gens de la vallée de Bastan se sont réunis tumultueusement vers le milieu de ce mois, et ont parcouru un village en criant : *Vive Charles V! Meure la constitution!*

A Bruxelles, la chambre des représentans poursuit tranquillement la discussion du budget.

— Le *Morning-Chronicle* s'exprime ainsi à l'occasion du différend de l'île Maurice : « Il paroît que dans cette affaire il y a eu obstination et méprise des deux côtés. Plus on mettra de promptitude à terminer le différend d'une manière satisfaisante pour les deux parties, mieux cela vaudra. Il n'y a rien de plus amical que les sentimens réciproques des officiers des flottes anglaise et française dans la Méditerranée, quand ils se trouvent réunis, et cela lors même que les deux cabinets ne sont pas tout-à-fait d'accord. Pour nous, nous n'écririons pas un mot qui seroit de nature à exciter la moindre animosité entre des hommes aussi braves. »

— D'après les avis de Macao, du 19 juillet, venus par le *Crown*, arrivé de Calcutta à Liverpool en 97 jours, on apprend que le commerce avec la Chine étoit toujours suspendu.

— Le 25 novembre, à minuit, on a ressenti à Rome une assez forte secousse de tremblement de terre. Le 6 et le 7 décembre, la ville de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) a aussi éprouvé sept secousses, dont deux ont été très-fortes.

— Le premier ministre de Naples, M. le marquis de Ruffo, est mort le 27 du mois dernier, à l'âge de soixante-neuf ans.

— A la date du 2 décembre, l'auguste famille exilée continuoît à jouir, à Go-

rit, il ne peut être démenti. On avait tenu la veille des nouvelles excellentes de M. le duc de Bordeaux, qui est toujours à Rome. Ses voyages sont le complément de son instruction.

— Le fils aîné de M. le duc de Blacas a été appelé à remplacer son père auprès de M. le duc d'Angoulême, dans son voyage d'honneur.

— Les restes mortels de M. le duc de Blacas ont été transportés de Vienne à Goritz, et déposés dans le cimetière des Franciscains, où se trouve le tombeau du roi Charles X.

— A l'occasion du rétablissement de la santé du prince de Metternich, l'empereur de Russie, le roi de Prusse et Abdul-Madjid ont envoyé des décorations au docteur Sæger, son médecin.

— Méhémet-Ali a donné un beau sautoir à M. Horace Vernet.

— Il a été découvert, dans la nuit du 4 au 5 décembre, par M. Galle, aide-astronome à l'observatoire de Berlin, une nouvelle comète. Elle jetait encore une faible lumière et se trouvoit dans la constellation de la Vierge. Pendant une demi-heure d'observation avec le grand réfracteur, on a pu s'assurer de sa marche, qui est de l'est vers le nord-est, et, selon les premiers calculs, son mouvement diurne sera de 2 degrés 12 secondes.

— La Gazette d'état de Prusse publie une lettre de Vienne, en date du 10 décembre, qui confirme le refus de la Porte de continuer les négociations avec le vice-roi sous les auspices de la France, parce qu'elle a tout à gagner par un ajournement.

— D'après une feuille allemande, il existe en Silésie, à Hildgause, un homme âgé de 142 ans, nommé Hans-Hertz.

Séance d'ouverture de la session.

Le soleil avait paru ce matin, et sembloit annoncer une assez belle journée après de longs jours mauvais, lorsque vers dix heures la pluie a recommencé pour ne cesser que vers cinq heures du soir. Une salve d'artillerie a annoncé à une heure le départ du cortège. La place

du Carrousel, de quoi est formée l'avenue des Tuileries, dite Terminus de l'eau, le pont Louis XV et la place du Palais Bourbon, et le jardin des Tuileries, avoient été dits quelques heures avant au p son arrivée au Palais-Bourbon, été reçu par les grandes députés la chambre des pairs et de la des députés, et étant entré dans avec les ducs d'Orléans, d'Ang Montpensier, a salué l'assemblée prononcé le discours suivant :

« Messieurs les Pairs et Mes Députés,

« Depuis la fin de votre session, le calme intérieur que vos sances avait contribué à rendre plus étendu.

« J'ai recueilli, par un tiers m'est bien cher, de nouvelles de la confiance et de l'affection cais. L'aîné de mes fils, en visit étude une partie considérable me, a trouvé partout sur son développement du travail, le respect de l'industrie, le respect des lois l'obéissance aux lois. Mon ce ment touché, a vu dans l'adhé nale qui a entouré mon fils, m ment de plus, pour ses frères et de se dévouer sans cesse et en pour le service de la patrie et de la France. (Quelques voix :

« Nos rapports avec les p étrangères ont conservé ce caractère et bienveillant que proc ret commun de l'Europe. Notre de concert avec celui de la Gr tagne, et fidèle à l'esprit de cet toujours si avantageuse aux in deux pays, a veillé sur l'indéper la sûreté immédiate de l'empire. Notre politique est toujours d conservation et l'intégrité de ce dont l'existence est si essentielle lien de la paix générale. Nos a au moins réussi à arrêter dans le cours des hostilités que nous voulu prévenir ; et quelles que complications qui résultent de sité des intérêts, j'ai l'espérance cord des grandes puissances bientôt une solution équitable signe.

« Un grand changement a é

ns la situation de l'Espagne, et si j'ai regret de ne pouvoir pas encore vous noncer que la guerre civile, qui a si long-temps désolé ce royaume, soit entièrement éteinte ; cependant cette guerre perdu le caractère de gravité qui pou- it entretenir des alarmes sur la stabilité i trône constitutionnel de la reine Is- lle II. La plus grande partie des pro- nces du nord est pacifiée, et tout permet espérer que celles de l'est ne tarderont s à l'être également. Cet important ré- ltat est l'ouvrage de la sage politique t gouvernement de la reine régente et la valeur persévérante de l'armée espa- nole, soutenues par l'appui que leur ont nné mon gouvernement et celui de a Majesté britannique, pour la fidèle éécution des traités de 1834.

• En Amérique, le gouvernement mexi- ain remplit les engagements du traité e j'ai conclu avec cette république. Le locus des ports de la république Argen- ne retient encore une de nos escadres. e nouvelles forces ont été dirigées sur point éloigné, pour hâter la satisfac- on qui nous est due. (Mouvement.)

• En Afrique, d'autres hostilités appel- nt une répression décisive. Nos braves oldats et nos cultivateurs, auxquels mon ls venoit de porter par sa présence un age de ma sollicitude, ont été perfide- ment attaqués. Le progrès de nos éta- lissements dans la province d'Alger et ans celle de Constantine est le véritable otif d'une agression insensée. Il faut ue cette agression soit punie, et que le etour en devienne impossible, afin que ien n'arrête le développement de pros- érité que la domination française garan- it à une terre qu'elle ne quittera plus. e nouvelles troupes sont déjà transpor- és en Afrique, et des moyens de tout genre se préparent pour abrégier la durée e la guerre, en la poussant avec vi- gueur, et pour que désormais les habi- ans de l'Algérie, et les tribus indigènes idèles à la France, trouvent partout une protection efficace. La dépense immé- liatement ordonnée dans ce but sera pré- entée au vote régulateur des chambres. ai la confiance qu'elle obtiendra cet as- enliment toujours assuré parmi vous, orsqu'il s'agit de l'honneur de nos armes t des intérêts permanens de la France. Silence profond.)

• La situation de nos finances permet de suffire à ces charges nouvelles. La question des sucres, que les chambres avoient laissée indécise dans la session dernière, a dû recevoir en leur absence une solution provisoire. Un projet de loi vous sera présenté sur cette matière, dans la vue de concilier l'intérêt public avec les intérêts privés.

• Des mesures pour l'amélioration du sort des sous-officiers et soldats vous se- ront proposées.

• Vous aurez à vous occuper de dispo- sitions relatives à l'organisation du con- seil d'état, à la propriété littéraire et à l'instruction publique.

• D'autres propositions auront pour objet la fixation d'un système sur les pensions civiles, l'exécution de grandes lignes de chemins de fer, le perfection- nement de nos voies de navigation, le régime des prisons et l'introduction du système pénitentiaire.

• Dans vos divers travaux, votre patrio- tisme éclairé cherchera toujours ce qui peut contribuer à l'accroissement de la prospérité publique et à l'affermisse- ment du principe conservateur de nos institutions. Les maintenir dans les limi- tes établies est le devoir de mon règne ; le bonheur de l'avoir accompli sera la plus douce récompense de mon dévou- ment. Déjà près de dix années se sont écoulées depuis le grand acte qui m'a appelé au trône, et depuis que pour la première fois vous m'avez entouré de ce concours et de cet appui que je viens vous demander de nouveau. C'est avec vous, c'est au milieu de vous que j'aime à féliciter la France de ses heureux pro- grès dans cette carrière de civilisation et de liberté légale, que quelques passions turbulentes et insatiables travaillent en- core à interrompre ; grâce à Dieu et à votre loyal concours, leurs efforts de- meureront impuissans, et ces derniers vestiges des désordres passés disparoi- tront devant la raison publique et la vo- lonté nationale. »

Des cris de *Vive le roi!* se sont fait en- tendre. Ensuite MM. les pairs nommés depuis la dernière session ont prêté ser- ment, ainsi que les députés. Une salve d'artillerie a annoncé le départ du cor- tège. Le duc de Nemours, légèrement in- disposé, n'a pu assister à la séance.

A. CANUET, ÉDITEUR-LIBRAIRE, rue Cassette, 8.

HISTOIRE DE FRANCE,

DEPUIS LES ORIGINES DES GAULOIS JUSQU'A NOS JOURS;
PAR M. AMÉDÉE GABOURD.

Deux forts volumes in-12 de 450 à 550 pages l'un.

Prix : 6 francs.

A vendre, même maison A CANUET, rue Cassette, 8 :

BELLES PLANCHES richement sculptées en cœur de chêne; TRAVERSES A MOQUETS ET COURONNES DE FLEURS, provenant d'un ancien chapitre d'abbaye; COLONNES TORSSES, ornées de pampres et d'oiseaux; NOMBREUX DÉBRIS FANTASTES; GRANDS CADRES SCULPTÉS, etc., etc.

EN VENTE, chez DEBÉCOURT, libraire-éditeur, rue des Saints-Pères, 69.

HISTOIRE DE LA PAPAUTÉ

PENDANT LES XVI^e ET XVII^e SIÈCLES;

Par RANKE; traduite de l'allemand par M. J.-B. Haiber, publiée et précédée d'une introduction par M. Alex. de Saint-Chéron, augmentée d'une *Appendice contenant des rectifications importantes*. 4 vol. in-8°. Prix, 28 fr.

Cet ouvrage, qui a obtenu un succès européen, se termine en 1814, au retour de Pie VII à Rome.

HISTOIRE DU PAPE INNOCENT III ET DE SES CONTEMPORAINS, par Hurter; traduite de l'allemand par MM. Alex. de Saint-Chéron et J.-B. Haiber, augmentée d'une introduction et de notes par M. Alex. de Saint-Chéron. Cette traduction est la SEULE revue, reconnue et approuvée par l'auteur allemand. (Voyez en tête du premier volume la lettre de M. Hurter). 3 beaux et forts volumes in-8°, satinés. Prix, les trois volumes, 15 fr.

L'Histoire de la Papauté, de Ranke, et l'Histoire d'Innocent III, de Hurter, donnent l'idée la plus complète de l'histoire des papes dans le moyen âge et dans les temps modernes. Ceux qui prendront les deux ouvrages à la fois ne paieront que 35 fr. au lieu de 43 fr.

HISTOIRE DES OSMANLIS et de la monarchie espagnole pendant les XVI^e et XVII^e siècles, par Ranke; traduite par M. J.-B. Haiber. 1 vol. in-8°. Prix, 7 fr. 50 c.

LE LIVRE DES PEUPLES ET DES ROIS,

Par CHARLES SAINTE-FOI. 2^e édit. corrigée et augmentée. 1 vol. in-8°, 7 fr. 50 c.

L. Gérant, Adrien Le Clère.

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLÈRE ET C^e,
rue Cassette, 29.

*de Jésus, ou Examen critique de
 sa histoire, par le docteur David-
 Frédéric Strauss.*

la réforme, en brisant le joug sacré
 l'autorité religieuse et en appelant
 le tribunal de la raison la parole ré-
 vé, a ouvert au milieu de l'Eu-
 un abîme où toutes les sectes,
 es les hérésies, toutes les erreurs
 nient se précipiter et se confondre.
 Elle paroît maintenant si diffé-
 re de ce qu'elle étoit à son ori-
 gine, si elle va modifiant chaque
 ses confessions de foi, épurant,
 plifiant ses articles fondamen-
 taux, c'est qu'elle obéit en dépit
 elle-même au mouvement que lui
 imprimèrent les premiers réforma-
 teurs; et tous ces théologiens d'Alle-
 magne, dont les opinions audacieuses
 tressaillir d'effroi jusqu'à leurs
 églisonnaires, et qui ne craignent
 d'attaquer ouvertement l'authen-
 ticité, l'inspiration, la véracité des li-
 vres saints, loin d'avoir abjuré les
 principes de leurs devanciers, pen-
 sent se vanter d'en développer les
 dernières conséquences avec une lo-
 gique rigoureuse et inflexible. Lu-
 ther jeta le premier dans le monde
 une bible dégagée de tout commen-
 taire, comme l'unique règle de la foi
 et des mœurs: mais parce qu'au com-
 mencement la raison individuelle
 n'alloit pas dans ce livre l'élément
 in, ferez-vous un crime à ceux
 qui sont venus plus tard de n'y voir
 que des mythes, des allégories, des
 choses revêtues d'une forme poéti-
 que?

C'est la raison livrée à elle-même
 qui fait rejeter au déiste l'histoire
 sacrée à cause des miracles qu'elle ren-
 ferme; c'est la raison qui défend au
 rationaliste de penser que Dieu puisse
 agir d'une manière immédiate sur le
 monde physique, et qui, sans relé-
 guer les récits sacrés au nombre des
 fables, lui conseille de prouver qu'ils
 ne contiennent rien d'exceptionnel et
 d'extraordinaire; c'est la raison qui fait
 découvrir au partisan du système
 mythique dans les faits les plus avé-
 rés de l'Evangile le produit des sen-
 timens, des idées, des croyances qui
 prédominoient au sein de la pre-
 mière communauté chrétienne. Le
 système mythique s'est formé peu à
 peu des débris de toutes les erreurs
 dans lesquelles est tombée l'exé-
 gèse allemande. Eichhorn n'admet-
 toit comme emblématique que le
 premier chapitre de la Genèse;
 Bauer étendit l'interprétation my-
 thique à tout l'ancien Testament; de
 Wette indiqua la voie pour l'intro-
 duire dans le récit évangélique;
 Schleiermacher essaya de substituer à
 l'existence réelle de Jésus, un Christ
 idéal, enfant de son imagination; et
 quoiqu'il reconnoisse une base histo-
 rique aux récits des apôtres, on l'a
 accusé avec raison d'avoir subor-
 donné la valeur de l'histoire à celle
 de l'idée renfermée sous son enve-
 loppe; Hegel, plus hardi, ne voit
 dans Jésus-Christ que l'emblème de
 l'humanité, un symbole, une idée,
 où, sous la forme de l'histoire et l'i-
 mage d'une existence humaine, sont
 renfermées des vérités importantes.

Strauss recueillit ces divers systèmes, les étendit, les coordonna, et en fit la base de l'ouvrage qui a paru sous le titre de *Vie de Jésus*, ou *Examen critique de son histoire*; ouvrage qui a eu tant de retentissement en Allemagne, et dont M. Littré a cru devoir présenter la traduction au public français, sans doute pour offrir des lumières aux savans, des consolations au peuple, et pour justifier ses titres au fauteuil académique.

On le voit déjà, le système de Strauss ne lui appartient pas; il n'est que le résumé fidèle et la conséquence rigoureuse des erreurs de ses devanciers. Ce n'est pas que Strauss suive en tout aveuglément les naturalistes et les rationalistes; il fait au contraire ressortir avec force le ridicule de leurs interprétations arbitraires, et il est permis de s'égayer avec lui sur tous ces docteurs d'outre-Rhin qui ont deviné que l'arbre du bien et du mal n'est rien qu'une plante vénéneuse, probablement un mancenelier sous lequel se sont endormis les premiers hommes; que la figure rayonnante de Moïse descendant du mont Sinaï étoit un produit naturel de l'électricité; la vision de Zacharie, l'effet de la fumée des candélabres du temple; les rois mages avec leurs offrandes de myrrhe, d'or et d'encens, trois marchands forains qui apportent quelque quincaillerie à l'enfant de Béthléem; l'étoile qui marchait devant eux, un domestique porteur d'un flambeau; les anges dans la scène de tentation, une caravane qui passait dans le désert, chargée de vivres. En vérité il faut être possédé par la manie du système, pour débiter sérieusement que si Jésus-Christ a marché sur les flots de la mer, c'est qu'il na-

geoit ou marchait sur ses bords; qu'il ne conjuroit la tempête qu'en saisissant le gouvernail d'une main habile; qu'il ne rassasioit miraculeusement plusieurs milliers d'hommes que parce qu'il avoit des maps secrets, ou que ceux-ci consoient leur propre pain qu'ils tenaient en réserve dans leurs poches; qu'au lieu de monter au ciel, il étoit dérobé à ses disciples à la vue d'un brouillard, et qu'il étoit passé de l'autre côté de la montagne. Ces explications étranges, on en viendra, n'exigent pas une foi robuste que celle qui admet les miracles.

Mais si Strauss se sépare de ces partisans de la nouvelle méthode, dans les conséquences qu'ils tirent de leurs principes, il ne laisse pas recueillir leurs objections à l'égard de son système; ils ne sont que des raisonneurs pusillanimes, et volontiers il leur demanderait comme autrefois les sociniens protestans, pourquoi ils se sont engagés en si beau chemin.

Le principe essentiel et fondamental de son ouvrage, c'est que les évangiles n'ont aucun caractère d'autorité, et qu'alors il faut nécessairement recourir à l'interprétation critique. Il développe sa thèse en tant une foule d'objections exposées et cent fois réfutées par les apologistes du christianisme. On peut donc lui répondre, soit en prouvant que son principe est faux en lui-même, soit en détruisant les preuves par lesquelles il tâche de l'établir. Les fondemens d'un édifice qu'on veut élever sont bâtis sur le sable mouvant, l'édifice ne doit-il pas s'écrouler au premier souffle de la tempête?



Que je lise l'histoire de la naissance et de l'enfance de Jésus dans Strauss, au lieu de me faire voir dans des récits simples et touchans de l'Evangile les preuves frappantes de sa vérité, il ne me présentera partout que des mythes; mythe historique dans la naissance de Jean-Baptiste, et le berceau aura été embellie de faits merveilleux pour rehausser la grandeur de Jésus; mythe philosophique ou plutôt dogmatique dans la naissance de Jésus-Christ. Selon Strauss, le type du Messie existoit déjà dans les livres sacrés, dans les traditions du peuple Juif; et Jésus avant inspiré pendant sa vie et laissé après sa mort la croyance qu'il étoit le Messie, il se forma parmi les premiers chrétiens une histoire de la vie de Jésus où les particularités de doctrine et de sa destinée se concilient avec ce système. Ainsi on le fait sortir de la maison de David, naître d'une vierge à Bethléem, adoré par les bergers et les mages, glorifié par Siméon et Anne la prophétesse, conférer avec les docteurs de la loi dans le temple; et Strauss ne voit dans tout cela que l'application plus ou moins heureuse d'un oracle d'Isaïe, d'une prophétie de Michée, la réalisation de la légende hébraïque des Hébreux qui attribuoient au Messie une sagesse supérieure à celle des mortels, tous les caractères de la divinité.

Avant de suivre le docteur allemand dans ce dédale de suppositions gratuites, d'explications forcées, de rapprochemens bizarres, de conjectures imaginaires, on peut l'arrêter sur ce raisonnement qu'il lui sera facile de réfuter: Votre système, avec son échafaudage d'érudition pétesque, trouble et tombe par terre

si l'histoire de Jésus est composée par des témoins oculaires, ou du moins par des hommes voisins des événemens. Vous convenez vous-même qu'une fois admis que les apôtres ou leurs disciples immédiats ont rédigé les livres qui portent leur nom, il est impossible que le mythe, qui ne se forme que lentement et par des additions successives, y puisse prendre place. Or, qu'opposerez-vous à la tradition constante, universelle, immémoriale, à la foi publique de la société chrétienne, aux aveux non équivoques de ses plus ardens adversaires, à l'impossibilité même d'assigner une époque où ces titres primitifs du christianisme auroient pu avec succès être supposés par un imposteur? Quoi! une société entière auroit admis des écrits qui contenoient la règle de sa croyance et de sa conduite, des écrits qu'elle révéroit comme inspirés, et auxquels elle en appeloit dans toutes ses controverses, sans prendre la peine de s'informer, sans examiner avec le plus grand soin et la plus grande sévérité s'ils étoient les ouvrages des apôtres, de qui seuls ils pouvoient emprunter ce caractère sacré qu'on leur attribuoit! Vous ne doutez pas des tragédies de Sophocle, des harangues de Démosthènes, des ouvrages philosophiques de Cicéron, des poèmes de Virgile, parce qu'une tradition remontant jusqu'au temps où vivoient ces écrivains, atteste qu'ils sont les véritables auteurs des chefs-d'œuvre qui ont rendu leurs noms immortels. Est-ce donc quand une société entière élève la voix pour déposer sur un livre d'où dépend son existence comme société, que vous rejetez cette simple règle du bon sens? Citerex-vous en faveur de quelque livre que

seroit une opinion et des formes bien
raisonnées, aussi répandues, que celle
des chrétiens à l'égard des livres du
nouveau Testament ? Certes, je n'ai
rien qu'il aient mieux aimé souffrir
la mort la plus cruelle que de livrer
aux idolâtres les titres augustes de
leur foi.

Avant vos fastidieuses élabo-
rations, il s'étoit rencontré des ennemis
ardens du christianisme, aussi habi-
les, aussi rusés que vous, et bien
plus près que vous de l'origine des
faits. Ont-ils jamais laissé entrevoir
le moindre soupçon sur l'authenti-
cité de l'histoire de Jésus-Christ ?
Celle, en actuant une preuve les
chrétiens d'avoir adopté les Évangiles,
ne reconnoît-ils pas par là même un
texte primitif et authentique de nos
livres saints ? Porphyre étoit-il son-
deur d'origine le doute le plus léger ?
Mais combien le témoignage de Sé-
nèque n'est-il pas encore plus fort ! Il avoit
été élevé dans le christianisme ; et
avoit été promu au grade de lecteur,
dont la fonction est de lire au peuple
les Écritures. Non-seulement il n'a
pas nié l'authenticité des Évangiles ;
mais il en a donné expressément les
auteurs : « Matthieu, Marc et Luc,
dit cet apostat, n'ont pas osé parler
de la divinité de Jésus-Christ ; Jean
a été plus hardi que les autres, et il
a fait un dieu de Jésus de Nazareth.
Comment expliquez-vous cet accord
unanime des chrétiens et de leurs
ennemis naturels ? Croyez-vous ré-
pondre l'objection en disant que les
chrétiens, ayant fait la supposition
des livres saints, ont eu le pouvoir
de les faire adopter à leurs adversai-
res, ou qu'ils se sont accordés pour
commettre cette infidélité ? On vous
laisse le choix entre ces deux abus.

Et d'ailleurs assigner, si vous
pouvez, une époque où on seuroit
suroit tenté de fabriquer nos évan-
giles. Apparemment, ce ne seroit
le temps où les apôtres vivoient
encore ; leur réclamation eût dé-
jà l'imposture et confondu le faus-
saire. Voulez-vous placer la fabrication
des évangiles après la mort des apôtres ?
Alors, comme ces livres étoient dé-
jà reçus vers le milieu du second
siècle, ils auroient été imaginés vers
le commencement du même siècle.
Mais à cette époque vivoit encore
Jean l'Évangéliste, Polycarpe, dis-
ciple de Jean ; Ignace ; l'Eglise étoit
remplie d'évêques qui avoient vécu
avec les apôtres, et qui n'auroient
pas manqué de s'opposer à l'adop-
tion de ces livres inventés à plaisir.
Au reste, plus vous reculez l'appari-
tion, plus vous la rendez horri-
ble et impossible, puisque vous la
faites un plus grand nombre d'évêques,
d'évêques, de peuples complices de
l'imposture.

Ces preuves que nous ne pourrions
qu'ébaucher suffiroient pour con-
vaincre tout homme libre de préjugés
et qui cherche la vérité de bonne
foi. Mais on peut encore presser le
partisan du système mythique, et lui
demander s'il admet les *Actes* des
apôtres. Eh ! bien, qu'il retranche les
évangiles du canon, qu'il place les
Actes en tête du nouveau Testament,
et il pourra, en s'appuyant seule-
ment sur les *Actes*, reconstruire l'his-
toire de Jésus-Christ. Ici l'auteur se
trouve confirmé de l'autorité puissante
de son nom des faits qu'il avoit
lui-même ; ici, comme dans les
évangiles, l'histoire repose sur le my-
the, et la garantie de la rédaction
consacre la vérité du récit. Voulez-
vous appliquer au livre des *Actes* le

mythique et nier la valeur historique des récits miraculeux qu'ils contiennent? Nous avons les épîtres de Paul, dont les plus hardis critiques allemands ont reconnu l'authenticité, et que Strauss lui-même est forcé de respecter. Outre ces écrits sublimes du grand apôtre, il y a les points de doctrine qu'il a mis dans des instructions adressées à des sociétés nombreuses, des sermons à être lus dans des assemblées publiques? La foi en Jésus-Christ, fils de Dieu. Paul se glorifie de savoir que Jésus-Christ, et Jésus-Christ crucifié. Il ne rougit de son évangile; il fonde l'espérance du salut sur le mérite des souffrances du Sauveur, la certitude de sa résurrection sur la vérité de sa correction. Saint Paul n'est-il donc qu'un enthousiaste fanatique qui court la terre et les mers, martelant, dit Bossuet, l'ordre de ses pas par les traces du sang qu'il répand, pour propager et confirmer la doctrine d'un sectaire ambitieux? Mais, après tout, le catholicisme a survécu aux frémissements des nations, aux complots des rois et aux efforts des princes et des rois de la terre. Quelle est donc la cause de cette révolution étonnante qui a saisi l'antique société pour en saper la base pour la transformer, pour la renouveler, et qui, selon le langage magnifique des Ecritures, a créé de nouveaux cieux, de nouvelles terres? Quoi! un effet sans cause! un mouvement immense, et point de cause! des résultats divins, et point de cause surnaturelle! ou, si l'on aime mieux, un esprit de vertige, une délirance complète qui tourmente depuis dix-sept siècles une bonne partie de l'humanité, malgré les soins des

incrédules et les interprétations mythiques pour le guérir!

Nous répondrons dans un second article aux objections de détail que Strauss cite à l'appui de son système.

L'ABBÉ DASSANCE.

NOUVELLES ECCLÉSIASTIQUES.

PARIS. — Les bulletins de la santé de M. l'Archevêque, le 24, étoient plus rassurans. La nuit n'avoit pas été très-bonne; cependant la journée fut assez calme; il y eut une rémission satisfaisante, et la soirée ne présenta pas de redoublement.

Le bulletin du 25 porte que la nuit a été plus calme et le redoublement moins prononcé; il y avoit eu des momens de sommeil.

Le dimanche soir, la famille royale avoit envoyé deux fois savoir des nouvelles du prélat; dès que le malade en fut instruit le lendemain, il chargea un de ses grands-vicaires de porter au château l'expression de sa reconnaissance.

Dans la nuit de Noël, une bien douce consolation a été accordée à la piété de M. l'Archevêque de Paris. Le prélat avoit vivement désiré, et il a pu recevoir la sainte communion, sans qu'il en ait éprouvé plus de fatigue le reste de la nuit. Cependant la situation critique où il se trouve donne lieu aux manifestations les plus touchantes de l'attachement de ses diocésains. Une neuvaine à sainte Geneviève, qui commence aujourd'hui, a été à peine proposée qu'elle a été partout accueillie avec le plus fervent empressement. Le chapitre métropolitain a voulu s'y associer d'une manière éclatante, et il vient de décider que la messe indiquée pour tous les jours de la neuvaine seroit célébrée successivement par l'un de ses membres. On dit même que le vénérable chapitre ne se seroit pas borné à cette preuve de l'in-

teret qu'il porte à la conservation d'une vie si précieuse, et qu'il y auroit intéressé plus efficacement par ses vœux la puissante patronne de Paris. Nous attendrons pour entrer dans de plus grands détails des renseignements plus précis.

Une neuvaine à sainte Geneviève pour le rétablissement de Mgr l'Archevêque commencera le 26 décembre et finira le 3 janvier.

Les personnes qui pourront faire cette neuvaine sont invitées :

• 1° A assister tous les jours à la sainte messe. Une messe sera dite, à cette intention, dans l'église de Saint-Etienne-du-Mont, au tombeau de sainte Geneviève, à neuf heures précises. Elle sera suivie de la bénédiction du très-saint Sacrement avec le saint ciboire;

• 2° A faire la sainte communion le jour de la fête de sainte Geneviève;

• 3° A réciter tous les jours quelques prières indiquées dans la neuvaine.

Les personnes qui n'auroient pas reçu cette feuille assez tôt pour commencer la neuvaine le 26 décembre sont invitées à s'y associer aussitôt qu'elles le pourront, pour la terminer dans un des jours de l'octave de sainte Geneviève.

Ce n'est plus un secret aujourd'hui que M. l'évêque de Belley, à qui l'archevêché de Reims avoit été offert, l'a refusé. Le prélat a fait valoir, dit-on, son âge, ses infirmités, la difficulté d'obtenir à 73 ans une parfaite connoissance des hommes et des choses, et la crainte de ne pouvoir suffire aux détails d'une grande administration. On ne peut que regretter que ces considérations aient privé le diocèse de Reims de l'avantage d'être gouverné par un prélat si distingué par ses lumières, son zèle et sa sagesse.

M. de Wykerslooth, évêque de Gurium *in part.* et chargé de faire les fonctions épiscopales pour toute la Hollande, a voulu profiter du rétablissement des communications avec la Belgique pour faire un voyage en Belgique, en France et en Italie, et visiter particulièrement la capitale de la chrétienté. Il a vu en passant M. l'archevêque de Malines et M. l'évêque de Gand, et est arrivé la semaine dernière à Paris, où il ne compte faire qu'un court séjour. Nous avons parlé plusieurs fois des tournées de ce prélat qui est accueilli partout avec des témoignages de respect et de piété. Il est allé dans des lieux qui n'avoient pas vu d'évêque depuis des siècles. Il a administré la confirmation, bienfait fort rare dans ce pays. Il a consacré plusieurs églises nouvelles bâties par les générosités des catholiques aidés des secours du gouvernement. Enfin, il supplée dans ce royaume à l'absence des évêques en titre, car les sièges d'Amsterdam et de Breda-Duc, créés par le concordat sous Léon XII, n'ont pas encore été remplis. M. de Wykerslooth est dans la force de l'âge. Il est d'une des plus anciennes familles catholiques du pays, et jouissoit déjà avant son épiscopat d'une grande considération. Il est accompagné de son secrétaire et de son cousin M. le baron de Scherperzeel.

On sait que depuis plusieurs années, la position des catholiques en Hollande est beaucoup meilleure. Ils ne sont point inquiétés dans l'exercice de leur religion, bâtissent des églises en toute liberté, et reçoivent même quelquefois pour cela des secours du gouvernement.

La petite église janséniste, formée autrefois dans ce pays par les appelans français, est de plus en plus en décadence; elle a cependant encore ses trois évêques; Van Zanten, archevêque d'Utrecht; Jean Bon, évêque d'Harlem, et Guillaume Vet,

de Deventer. Les deux prêtres ont un petit troupeau, mais le premier est un évêque *in partibus*. curé à La Haye, et ne va jamais à Deventer où il n'est même pas né. Voyez ce que nous avons dit dans notre petite église numéro du 24 mai 1829, tome LVIII.

L'abbé Pisseau, ancien curé de Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, au Mans, qui avoit donné sa démission de cure en 1830, et avoit depuis longtemps vécu dans la retraite, a été nommé par M. l'Archevêque au cardinalat de Notre-Dame, vacant par la mort de M. l'abbé d'Aligre. Il a été installé le samedi 14 décembre. L'abbé Pisseau est un ecclésiastique fort estimable du diocèse d'Orléans, qui avoit été déporté pendant la première révolution, qui a été évêque de Meung-sur-Loire, et qui a exercé différentes fonctions dans le clergé de Paris.

Après la présentation de M. le garde des sceaux, MM. Bainvel, curé de Saint-Etienne, près Paris; Certes, chanoine de Montauban, et Portal, du clergé de Saint-Thomas-d'Aquin, ont été nommés à des canonicats de Saint-Etienne.

La difficulté des chemins et la mauvaise saison n'ont pu arrêter un instant M. l'archevêque de Bordeaux dans la tournée de confirmation que son zèle lui avoit fait entreprendre dans les cantons de Saint-André-de-Cubzac et de Saint-Savin, les communes étoient étonnées de voir tous les jours à cheval, afin de pouvoir arriver au plus petit hameau pour y bénir le plus petit enfant. Aussi partout l'empressement des peuples à montrer combien ils apprécioient la visite de leur archevêque, et aux limites de chaque commune une escorte de jeunes gens à cheval, les autorités locales, suivies d'une nombreuse députation et de la

garde nationale, attendoient l'illustre voyageur.

Le prélat a visité les paroisses de Saint-Laurent d'Arce, Cézac, Peujard, Salignac, Laruscade, Cazelle, Marcamps, Aubie, Virnac, Saint-Gervais et Saint-André-de-Cubzac; il y a administré le sacrement de confirmation, et partout sa voix s'est fait entendre.

Son passage au milieu des campagnes a porté des fruits abondans; les jeunes gens comme les vieillards se pressoient dans les temples, et s'étoient disposés à recevoir les dons de Dieu des mains de l'auguste prélat. Des personnes qui jusqu'alors avoient vécu dans le désordre sont rentrées en elles-mêmes et ont voulu réparer publiquement le scandale de leur conduite passée; un grand nombre d'unions purement civiles ont été bénies, et des jeunes gens de dix-huit à vingt-cinq ans ont fait leur première communion.

Un événement malheureux, arrivé quelques momens avant le passage du premier pasteur, a donné à connaître quelle étoit sa charité. Un cheval n'ayant pu être maîtrisé par son cavalier, a renversé un vieillard de la commune de Salignac. Cet infortuné est devenu l'objet des soins et des attentions les plus délicates du prélat, qui l'a mis dans sa voiture et remis à sa famille.

Monseigneur a terminé ses courses pastorales par la petite ville de Saint-André-de-Cubzac; c'est là surtout, ainsi qu'à Cézac, où le ministère de plusieurs prêtres dévoués que MM. les curés avoient appelés à leur aide a porté de grands fruits. Près de six cents personnes ont reçu le sacrement de confirmation à Saint-André, et plus de douze cents se sont approchées de la sainte table. Le plus grand nombre des confirmés étoit dans ces deux paroisses, et presque partout, des pères de famille et des vieillards.

Le prélat a été accompagné dans toutes ses courses par M. l'abbé de Latour, vicaire-général, qui a visité en détail toutes les églises, et s'est occupé de tout ce qui tient à l'administration des fabriques.

Le mardi 18, M. l'archevêque a quitté Saint-André, suivi d'une nombreuse escorte de cavaliers, qui ont voulu encore lui exprimer toute la joie que sa présence avoit fait naître dans leurs cœurs, et leur reconnaissance pour les bénédictions qu'il avoit bien voulu faire descendre sur eux et leurs enfans.

Sur la demande du préfet de l'Aisne, le ministre des cultes vient d'accorder 10,000 fr. sur les exercices 1840 et 1841 pour les travaux de restauration de l'ancienne cathédrale de Laon.

Le total des sommes reçues pour la construction de l'église Saint-Nicolas, à Moulins, s'élève jusqu'ici à 40,000 fr. M. de Conny a adressé au *Journal du Bourbonnais* une lettre pressante pour montrer l'importance de l'entreprise et exciter les habitans à y concourir. Il dit dans cette lettre que de toutes les églises qui ornoient la ville de Moulins avant la révolution, il n'en est resté que 2 debout.

On vient d'installer à Vendôme une école de Frères. Une messe du Saint-Esprit a eu lieu à cette occasion le jeudi 19. Dès les premiers jours, l'école a réuni 150 enfans. On est redevable de cette bonne œuvre au zèle et à l'activité de M. de Brunier.

M. l'abbé Dauphin, inspecteur délégué des écoles primaires, a adressé de Nevers, le 18 novembre 1839, la lettre suivante au rédacteur du *Journal du Bourbonnais* :

Monsieur, Jeudi dernier, je sortis de ma solitude pour aller à Ebreuil, où je

fus très-étonné d'entendre par quelques-unes des observations adressées au comité supérieur dans sa séance du mois d'octobre.

• Comme ces observations, par l'indiscrétion, ont été aussi par la malveillance, je vous prie, de me prêter la publicité journal, pour les rétablir dans leur naturel.

• Après avoir fait observer à membres du comité supérieur que l'enseignement primaire est très-arriéré dans une partie de l'arrondissement, à cette absence de progrès des principales :

• La première cause, je l'attribue à la négligence de l'autorité supérieure, qui ne pourroit, et même devroit provoquer les autorités locales les plus influentes par la loi de 1833. Telles communes prises séparément ne peuvent pas nourrir un instituteur, qui, ensemble, donneroient du pain à l'homme capable de tirer leurs enfans de l'ignorance, et de les mettre au niveau de leur position sociale.

• La seconde cause de la ruine des écoles dans nos campagnes, je la trouve dans la direction des écoles qui ne connoissent pas les besoins des localités auxquelles elles sont destinées. Nos jeunes gens vont dans ces écoles, avec de gros draps, habitués au pain simple et religieux comme leurs pères, et ils en reviennent avec des souliers de drap fin, habitués au pain blanchi, et à l'indifférence religieuse des villes.

• Et avec ces besoins, ces goûts, ces habitudes, de modestes et pauvres campagnes ne peuvent plus leur correspondre. Ces modestes et pauvres campagnes se soucient guère non plus de leur éducation.

• Pour remédier à cet inconvénient, on pourroit, avec une autorisation du ministre, établir dans les deux écoles de nos campagnes, de véritables modèles où se formeroient des

, qui, conservant la simplicité de besoins, de leurs mœurs, de leur seroient reçus partout sans répugnance, et vivroient à l'aise même dans les petites localités. Et nous avons l'arrondissement des écoles capables d'employer des instituteurs.

Ces deux observations que vous venez de lire, M. le rédacteur, la suite d'une mission m'en fit ajouter une troisième ; et que la loi ne déclarant incapables d'ouvrir une école que les hommes repris justice, laisse trop de latitude à la bienveillance des donneurs de certificats, rassure pas assez la conscience de ceux qui sont convaincus de la vérité des paroles de Quintilien, qui pourtant n'est pas un dévot : *A moins que l'incuriosité n'aille jusqu'à l'aveuglement, ils n'ont pour instruire leurs enfans, une méthode qui à la meilleure méthode joigne la grande sainteté de mœurs.*

Un de mes honorables collègues, qui s'est récrié contre la possibilité des *excesses de complaisance*, j'ai répondu : c'est l'une des principales localités de l'arrondissement. On a vu l'autorité refuser un bon certificat à un instituteur qu'elle renvoyoit par mécontentement ; et, en punition de cet excès de bienveillance, le ministre de l'instruction publique condamna la ville à révoquer l'instituteur.

La société dite *évangélique* de Paris, qui est, comme on sait, l'œuvre des protestans fort ardens, se retient toujours beaucoup pour s'étendre. Le comité vient de publier un rapport sur ce qu'elle a fait pendant le semestre qui a fini au mois d'octobre. Il y a eu pendant ce temps environ 15,000 fr. de dons et souscriptions, et la vente des livres a produit 2,000 fr. Mais la dépense a été beaucoup plus forte. Les traitemens de 12 ministres, de 5 évangélistes, de 12 instituteurs, de 9 colporteurs, 9 élèves, se sont élevés pour la dernière année à 32,000 fr. De plus,

il y a eu 9,000 fr. pour frais d'établissement, location et ameublement de chapelles et d'écoles, fourniture de classes, etc., de sorte que la dépense du semestre s'élève à plus de 43,000 fr. En outre, le comité a pris des engagements pour 48,000 fr. jusqu'au 15 avril prochain. Il faut donc, dit le rapport, trouver la somme de 72,000 fr.

Le comité sollicite à cet égard le zèle des protestans. Il leur rend compte de ce qu'on a fait, et de ce qu'on se propose de faire. On va mettre en activité de nouveaux évangélistes, on en a envoyé au Havre et à Saint-Etienne, et on voudroit en placer à Rennes. Deux anciens agens ont repris leurs fonctions d'évangélistes. Une demoiselle Roland a été appelée comme institutrice à Saint-Denis. La société emploie donc, en ce moment 15 ministres, 7 évangélistes, 22 instituteurs ou institutrices, et 8 colporteurs. Elle a de plus 6 élèves à Genève, car la Suisse a beaucoup d'ardeur pour cette œuvre. Un pasteur du canton de Vaud, le sieur Descombar, est allé évangéliser quelque temps au Havre.

Cependant le comité se plaint qu'il y ait des protestans qui font dire des messes, et qui font des neuvaines à saint Jean-François Régis. Il trouve cela déplorable, et il en conclut qu'il faut prêcher l'*Évangile* à ces pauvres aveugles. Ce comité se représente comme accablé d'affaires. Il tient trois séances par mois, et il a jusqu'à 100 lettres à répondre en une seule séance. On lui demande de tout côté des secours. Il a résolu, sur la demande du pasteur de Tours, d'y établir une école de garçons et une de filles. Il a fondé une école à Saint-Denis, près Paris. Elle compte 50 jeunes garçons, et une distribution de prix y a eu lieu le 1^{er} octobre. Le maire et ses adjoints y assistoient, et les pasteurs Grandpierre et Descombar y ont prononcé des dis-

cours. On a promis d'ouvrir une école de jeunes filles après les vacances. Le maire et les adjoints ont, dit-on, approuvé tout ce qu'ils ont vu et entendu, et se sont félicités de favoriser de telles institutions. Ces messieurs ne sont pas apparemment catholiques.

Le comité finit en sollicitant de nouveau la coopération des protestants. Il stimule leur zèle par l'exemple du passé, et assure que les dons et souscriptions de l'année dernière se sont élevés à près de 90,000 fr. Quand on pense que cela est employé à tâcher de pervertir des catholiques, à envoyer des émissaires protestants dans les villages, à répandre des livres hostiles à notre religion, à payer des défections, on ne peut que déplorer cette ardeur de prosélytisme.

Dans sa séance du 13, le grand-conseil du canton de Vaud a discuté de nouveau la question du maintien ou de la suppression de la confession de foi helvétique dans le serment des pasteurs (1). Après un débat qui a duré plus de cinq heures, l'assemblée a confirmé sa précédente résolution par 81 voix contre 43. Le nombre de ceux qui demandoient le maintien de la confession dans des pétitions étoit de 9,654. Ceux qui demandent que le grand-conseil persiste dans son vote s'élèvent à 9,970. L'ensemble de la loi ecclésiastique, mis aux voix, est adopté par 93 votans contre 25.

En 1837, l'hospice de Saint-Gothard a été rétabli par le gouvernement du Tessin. Pendant les deux derniers mois de cette année, 89 personnes y ont trouvé un asile. En 1838, leur nombre s'est élevé à 305; pendant les dix premiers mois de

(1) On comprend aisément qu'il s'agit ici d'une confession de foi protestante et de pasteurs protestants.

1839, 241 y ont été hébergés. Parmi eux se trouvoient dix personnes dont les pieds et les mains avoient été gelés et qui ont été guéries à l'hospice, où elles ont séjourné plusieurs jours de suite. Un Valaisien recueilli sans vie sur la neige par des gens de l'hospice, a été sauvé, grâce aux soins qui lui ont été prodigués.

Les villes les plus florissantes d'aujourd'hui ont presque toutes leur origine dans la conversion de peuples qui, à l'un de ces premiers âges qui sont venus au monde, étoient dans le plus grand péril de leur vie par la barbarie des populations barbares, et qui, avec les lumières de l'Évangile, ont répandu celles d'une civilisation connue jusque là, et ont changé les déserts et les forêts en champs cultivés, en cités actives, comme changeoient en êtres pacifiques ceux qui n'avoient souvent d'autre nom que le nom. La Basse-Saône est riche en souvenirs de cette époque. À Tournay, cette ville antique, saint Éloi est le patron, saint Éloi, à qui elle a donné naissance en 454 ou 456. Il étoit issu de la première famille de la ville, et c'est à la voix de saint Éloi que la foi chrétienne a été introduite. La légende qui a consacré les traditions de cette mémorable époque nous représente les persécutions essuyées par les chrétiens, le martyre du village de Blandain, le martyre du saint avec le tribun Clément qui finit par devenir un des saints de la nouvelle Église. Saint Éloi, choisi pour évêque et confirmé par le Saint-Siège, travailla sans relâche à la conversion des compatriotes, et eut le bonheur de voir celle de Clovis, qui lui fit la confession de ses crimes et le combla de présents. L'hérésie se glissa à Tournay, et ce fut à la suite des blessures graves que lui firent ses ouailles infidèles, qu'il mourut en dignité, le 20 février de l'année 521 ou 523.

se de saint Eleuthère a eu des persécutions à deux fois offrent une triste analogie en la transportant à l'époque du protestantisme, à la main dévastatrice des guerres, qui ravagèrent la cathédrale de Tournay. Le fanatisme religieux de 93 se signala par le brigandage; c'est le dévouement ecclésiastique qui sauva la cathédrale de la démolition. Déposée en 1794 sur le mortier-Willaumez, elle fut élevée solennellement en 1804 par M. Loras, évêque de Tournay, à prendre sa place à la cathé-

l'objet d'une petite brochure vient de publier également M. Casterman. Elle est dédiée à l'évêque actuel de Tournay, et est le fruit d'un grand nombre de recherches. Cette production ne peut intéresser que ceux qui aiment les traditions, et spécialement les traditions du diocèse de Tournay.

En aval des rivières de Saint-Pierre et du Mississippi, par 45 degrés de latitude nord, il existe un fort élevé dernièrement par les Américains pour protéger les tribus qui s'étendent dans le voisinage. À 200 milles de la Nouvelle-Orléans, M. Loras, évêque de Dubuque, pendant dire qu'il pouvoit visiter dans ce pays des familles catholiques dispersées, résolut de partir, et entreprit un long voyage qui n'étoit pas moins de 370 milles de Dubuque. Il parvint enfin sur un bateau à vapeur accompagné de M. Pelamour. Au grand étonnement, il trouva dans l'espace de deux ou trois milles autour du fort, 185 catholiques, la plupart Indiens et Métis. On ne sauroit rendre les transports de joie et de reconnaissance que Dieu que firent éclater

ces pauvres chrétiens, qui n'avoient jamais été visités par aucun prêtre, encore moins par un évêque. Ils reçurent les deux missionnaires comme des messagers du ciel, non-seulement en les comblant d'attentions, mais encore en assistant à leurs instructions, qui avoient lieu deux fois par jour, et en se préparant à approcher des sacrements. Leur assiduité et leur zèle furent tels, que dans moins de douze jours, 56 enfants et adultes, blancs et Indiens, furent baptisés; 8 d'entre eux reçurent la confirmation, 33 furent admis à la communion, et 4 couples qui avoient été mariés précédemment devant l'officier civil, reçurent le sacrement de mariage.

Durant la retraite, quelques familles catholiques arrivèrent à propos de la rivière Rouge, qui est en dehors du territoire des États-Unis, par 49 degrés 1/2 de latitude nord, à 450 milles au-dessus de la rivière Saint-Pierre. Leur but étoit d'examiner le pays et de s'assurer s'ils y trouveroient un prêtre catholique. Leur joie étoit inexprimable. Instruits dans la pratique de la religion par le vénérable M. Provencher, évêque de Joliet, ils retournèrent immédiatement à la rivière Rouge, charmés de la beauté du pays, et de la promesse que leur fit M. Loras, que l'année prochaine il y auroit un prêtre stationné à Saint-Pierre, et qu'une église y seroit bâtie. Il est donc probable que près de 100 familles catholiques viendront s'établir l'été prochain ou à Saint-Pierre, ou près des lacs Sainte-Croix et Pepin. Quelle moisson pour le clergé de l'Iowa!

Un terrain a déjà été choisi pour bâtir une église en pierres sur une hauteur près des deux rivières et du fort. Le bonheur des missionnaires fut pourtant troublé par la nouvelle du massacre de près de 200 Indiens, Chippeways ou Sioux. Ce triste évé-

nement, qui n'est que le prélude de plus grandes catastrophes, eut lieu à 60 milles de Saint-Pierre, près le lac de Sainte-Croix. Les perfides Indiens avoient la veille même conclu un traité chez M. Scott Campbell, chez lequel les deux missionnaires avoient reçu la plus cordiale hospitalité.

L'évêque, désirant visiter quelques villages indiens, se hasarda à s'en retourner dans un canot. Il en acheta un, et seul avec son prêtre et un jeune Sioux, il se lança sur le Mississippi. Il débarqua 9 milles plus bas à un village appelé Petit-Corbeau, où il fut bien reçu par le chef qui appela toutes ses guerriers, au nombre de 80. Ils causèrent ensemble par interprète. L'évêque lui donna du tabac, et reçut de lui une belle pipe. Il le réjouit en lui promettant de lui envoyer le ministre de la prière, qui seroit non marié et vêtu d'une robe noire.

Après avoir constamment ramé, ils arrivèrent en vingt-quatre heures à l'extrémité sud du lac Pepin, à 120 milles de Saint-Pierre, quoique s'étant arrêtés quelque temps au lac Sainte-Croix pour baptiser cinq enfants. Les constances et leur sèle les firent arriver en deux jours et demi à la Prairie du Chien, dans le territoire de Wisconsin, à 393 milles de Saint-Pierre.

Le bon peuple de cette ville heureusement située un peu au dessus du confluent du Wisconsin et du Mississippi, se réjouit extrêmement de voir pour la première fois un évêque. Ils le prièrent avec instance de leur accorder quelques jours. Une retraite spirituelle fut annoncée, et commença le lendemain 11 juillet. Ces bons catholiques, au nombre d'environ 700, presque tous Français, qui n'ont point d'église, et qui sont bien rarement visités par un prêtre, se montrèrent empressés de profiter du bienfait d'une visite si peu attendue.

Après onze jours d'exercices d'instructions, et des efforts les missionnaires eurent la satisfaction de voir leurs soins couronnés succès; 19 personnes furent sées, 52 confirmées, 86 admises à la sainte table, et 20 couples reçurent le sacrement de mariage.

Le lendemain après vêpres les catholiques se rendirent en procession, de la maison qui se changea en chapelle à un terrain de deux carrés donné par M. Paus. Il y posa la première pierre de l'église, et prêcha en anglais français devant une nombreuse union de catholiques et de protestants. Il les invita à contribuer à l'entreprise, insistant sur l'honneur de lever un temple non aux hommes mais à Dieu, que les catholiques adorent dans l'eucharistie et en vérité. On fit la quête que le premier donna un dollar, et on recueillit 105 dollars. L'église aura 150 pieds de long, construite sous la direction de M. Mazzuchelli. On alloit à l'ouvrage, et le meilleur se trouvoit dans la congrégation. M. Pelamourgues à la Prairie du Chien, se chargea de conserver et accroître les fruits de la retraite, et partit dans son char de vue d'un peuple reconnoissant à Dubuque en seize heures satisfait d'avoir dans cette extrémité 30 jours baptisé 75 personnes, avoir confirmé 60, d'avoir donné la communion à 119, béni 24 et préparé la construction de deux églises.

POLITIQUE, MÉLANGES

La session législative qui nous trouve dans une situation auroit certainement un grand nous faire sortir. A aucune époque depuis dix ans, l'état de nos affaires n'a été aussi chargé de soucis et d'embarras.

Au dehors, l'aspect des choses n'est pas riant, assurément; et il l'est encore moins au dedans. En Orient, c'est une intervention qui, dès le début, s'est élevée pour nous à 10 millions, que le gouvernement et les chambres ont dû affecter à ses éventualités. En Afrique, c'est une guerre imprévue et pleine de sacrifices de toute espèce, dont le moindre peut-être sera celui des 20 millions qu'il a fallu ordonnancer tout de suite pour faire face aux premiers besoins.

Un reste d'embarras du côté de l'Espagne et des gouvernemens anarchiques de l'Amérique méridionale; des dispositions ambiguës plutôt qu'amicales de la part du pavillon anglais, dans la querelle qui vient de s'élever entre le gouverneur de l'ancienne île de France et un commandant de notre marine royale; sans compter d'autres sentimens équivoques à notre sujet, dans nos rapports avec les étrangers : tel est l'aperçu de notre situation au dehors.

A l'intérieur, le tableau est encore plus triste et plus sombre. On n'entend parler que de sourdes machinations et de complots. Sous les moindres prétextes, les passions s'agitent et menacent de faire explosion. Toutes les factions se coalisent pour troubler l'ordre social, et pour compliquer les embarras du gouvernement. Quand ce ne sont pas les subsistances, le manque de travail et la misère, qui donnent lieu à des émeutes partielles, ce sont d'autres causes qui remuent et soulèvent les mécontentemens politiques.

Si donc la session législative qui s'ouvre trouve moyen de remédier à un tel état de choses, de réprimer toutes les passions actives qui sont en scène, et de faire rentrer dans son lit le torrent qui déborde de toutes parts, jamais rien de plus important et de plus nécessaire n'aura été exécuté. Mais si elle arrive comme un surcroît de difficultés et de complications, alors on n'aura pas besoin de recourir au merveilleux pour faire de l'an quarante une époque fort triste.

M. J. Eckard, ancien avocat, est sorti de chez lui le samedi 14 à six heures du soir, et n'a plus reparu depuis. On ne sait s'il a été victime d'un accident ou d'un crime. M. Eckard avoit environ 70 ans. Il est connu par plusieurs ouvrages dont nous avons rendu compte. On lui doit des *Mémoires historiques sur Louis XVII*, qui ont eu successivement plusieurs éditions, à chacune desque les l'auteur a fait des additions plus ou moins importantes; deux brochures pour montrer la fausseté de l'enlèvement et de l'existence actuelle de Louis XVII (voyez notre numéro du 16 juillet 1832); des *Recherches historiques et critiques sur Versailles*, in-8°; plusieurs brochures sur les dépenses de Louis XIV en bâtimens. Ces écrits se recommandent par l'exactitude et la précision des recherches. M. Eckard étoit très-attaché à l'ancienne monarchie, et ses écrits annoncent des sentimens religieux.

PARIS, 25 DÉCEMBRE.

Le prince de Joinville est arrivé à Toulon, le 23, sur la *Belle-Poule*.

— La chambre des pairs s'est réunie hier pour son organisation et la vérification des titres de MM. les pairs nouvellement nommés. Le vice-amiral Roussin, le baron de Daunant, le comte de Noé et le comte de Monthyon ont été élus secrétaires définitifs. Le comte d'Alton Shée, à l'occasion des nominations, a blâmé le ministère d'avoir, comme le précédent, fait ses choix parmi les députés non réélus et ceux qui avoient échoué plusieurs fois dans leur candidature à la députation. Après une réponse de M. Villemain, la chambre s'est occupée de diverses commissions. Celle de l'adresse se compose de MM. Mounier, Mévilhon, Bourdeau, de Fréville, Molé, Roy et Portalis.

— La chambre des députés s'est occupée hier de vérification de pouvoirs. Ensuite on a voté au scrutin pour la nomination du président. Le nombre des députés étoit de 274, ce qui fixoit la ma-

forêt abattue à 150. M. Sarrat ayant obtenu 173 voix a été proclamé président. M. Odilon-Barrot a eu 94 voix; M. Dupin, 4; M. de Lamartine, 2; M. Dupont (de l'Eure), 1, et M. Gougar.

— Hier, mardi, une seconde session de la gauche a eu lieu chez M. Odilon-Barrot.

— La commission des monnaies a, elle-même, terminé le projet de loi qui doit être présenté aux chambres pour la refonte des pièces de 15 et de 50 sous, ainsi que des sous et autres monnaies de cuivre.

— M. de Montalivet, intendant général de la liste civile, se trouve souffrant de suites d'une grave indisposition, qui l'a atteint au 10 novembre, et ne peut assister à la séance d'ouverture de la session.

— Le *Messager* apprend que le gouvernement n'a pas reçu encore des rapports détaillés des affaires qui ont eu lieu dans les journées des 14 et 15, entre Boufarick et Belidjah, après les premiers succès obtenus par les troupes de l'armée. Le 14, au moment où la colonne mobile, composée des 9^e et 17^e légions, de 500 chevaux et de 4 pièces d'artillerie, débouchait de Mascara, en avant de Boufarick, elle aperçut l'ennemi dans la plaine. Dès que les troupes de l'émir firent à portée, la cavalerie française se lança sur elles; les chasseurs sabrèrent les fantassins Arabes mis en déroute dès le premier choc, et les culbutèrent dans un ravin. L'infanterie beha de disperser l'ennemi, et le poursuivit dans les fourrés qui couvraient les premières pentes de l'Atlas. Beaucoup de cadavres furent laissés sur la place par les fuyards. Plusieurs Arabes, au moment où les soldats français se précipitaient sur eux, criaient : *Grâce ! Grâces !* C'étaient d'anciens soldats passés au service de l'émir. On ne leur fit point quartier. Pendant ce combat, 500 cavaliers ayant cherché à manœuvrer sur les derrières de l'armée, les chasseurs formant l'arrière-garde les culbutèrent au premier choc, dans les

fourrés, dans toutes les directions, après avoir perdu un assez grand nombre d'hommes et de chevaux. La colonne vint camper au camp de Belidjah.

Le 15, à six heures du matin, quand un convoi était dirigé de camp vers la ville de Belidjah, le 2^e léger, avec l'artillerie, marcha contre les Arabes qui étoient montés au pied de l'Atlas, la ville et la Chiffa. L'infanterie de d'Abd-el-Kader fut de nouveau dispersée par des pertes encore plus dévastatrices que celles de la veille. Au soir, l'ennemi n'a plus eu de nouvelles régulières. Quelques uns des kabbles en petit nombre se sont retirés à traiter dans la plaine. Une dépêche télégraphique du 16, donne encore une fois le commencement des hostilités dans la

plaine.

— M. Constant Fournier, juge au tribunal de Charente, est nommé président de ce tribunal.

Sont nommés procureurs à Fontenay (Vendée), M. Gellier, substit à Bourbon-Vendée; à Toul (Ardèche), M. Michélin, substit à

Fontenay.

— M. Birginet, rédacteur du *Journal des Commerce de Lyon*, est arrivé en compagnie de deux sous-officiers de gendarmerie.

— Barthélemy s'est pourvu en appel contre l'arrêt qui l'a condamné à travaux forcés à perpétuité pour le crime d'homicide volontaire sur le personnel de ville Beudet.

— Le gouvernement anglais a désigné un commissaire pour se rendre à Paris avec un commissaire français, M. de Portendick (Afrique).

— Tous les jours le courrier de Bourg arrive à Paris avec cinq heures de retard par suite du déplorable état de la route.

— Le général Pignat, qui étoit en mission, vient d'être appelé au

mandement de l'école d'artillerie de Beaumont.

NOUVELLES DES PROVINCES.

M. Souëf, premier avocat-général à la cour royale d'Amiens, a donné sa démission en apprenant la nomination de M. Salveton au siège de procureur-général, en remplacement de M. Plougoulm.

— Il y a à peu près sept ans de nombreux vols commis à Hazebrouck (Nord) et dans les environs amenèrent l'arrestation d'un nommé Acquart, qui plus tard se trouva condamné par la cour d'assises à six ans de travaux forcés. Il y a deux mois, les vols recommencèrent dans cette localité. La police apprit bientôt que Acquart, à l'expiration de sa peine, étoit revenu dans ses foyers (à la Gorgue). Arrêté, il ne tarda pas à avouer qu'il étoit encore l'auteur de ces vols.

— On signe dans ce moment, au Havre, deux pétitions, dont l'une a pour objet la suppression des fortifications, et l'autre réclame l'exécution d'un chemin de fer de Paris au Havre.

— Le *Mémorial Dieppois* annonce que, le 20, un courrier porteur de dépêches pressées, est arrivé à Dieppe, et que bientôt toute la police de la ville étoit sur pied. On dit que ces mesures avoient pour but l'arrestation de M. de Crouy-Chanel.

— 19 affaires concernant 25 accusés, ont rempli les dernières assises du Pas-de-Calais. Il y a eu cinq acquittements, deux condamnations à mort, deux condamnations aux travaux forcés à temps, deux condamnations à la réclusion, et onze à la prison. Une affaire a été renvoyée devant un autre jury.

— Le bateau à vapeur la *Ville de Metz* vient de faire, avec le plus grand succès, son voyage d'inauguration de Metz à Trèves.

— Un nouveau secours de 5,000 fr. a été accordé au département de l'Allier sur la demande du préfet, en faveur de quelques communes qui ont souffert par suite d'incendies et d'épizootie.

— Une visite domiciliaire a eu lieu chez M. le comte de Saint-Luc, ancien préfet et député du Finistère, habitant le château de Bot, près de Châteaulin. Le lieutenant de gendarmerie et les autres autorités qui sont arrivées chez M. de Saint-Luc le 29 novembre, avant six heures du matin, lui ont dit qu'ils cherchoient un officier espagnol qui s'étoit enfui de Quimper, après avoir escroqué une somme de 15 à 1,600 fr. La visite a été sans résultat.

— A Lyon, le nombre des arrondissements de police a été porté de 10 à 12.

— Plusieurs cas d'épizootie se sont manifestés dans le département de l'Isère et dans les environs de Grenoble.

— Le courrier de Privas à Viviers (Ardèche) a manqué de se noyer dans l'Arverson. Ce torrent, grossi par les pluies qui n'ont cessé de tomber, l'a entraîné à plus de 300 pas. Il auroit infailliblement péri sans le secours de quelques personnes qui se trouvoient sur les bords.

— Le Rhône, dit une lettre d'Avignon, est sorti de son lit le 22, pour la cinquième fois depuis deux mois. Plusieurs quartiers de la ville ont été inondés.

— Le 14, pendant une revue passée à Nîmes par le général Meynadier, dans laquelle eut lieu un exercice à feu, le fusil d'un soldat a éclaté. Celui qui venoit de le tirer a eu une main emportée; trois autres soldats ont aussi été blessés fort grièvement, et l'un d'eux est mort le lendemain.

— La marquise Henriette - Anne de Saint-Léger, née de Lucenay, vient de mourir à son château de Rieulles. Cette dame a légué par son testament un prix annuel de 1,500 fr. pour le perfectionnement de l'éducation des vers à soie.

— Le brick le *Dupetit-Thouars*, capitaine de Labédoyère, lieutenant de vaisseau, est parti le 17 de Toulon pour Barcelone.

— M. Eusèbe de Salles, professeur de langue arabe au collège royal de Marseille, est de retour du voyage qu'il a fait en Orient.

— La souscription ouverte à Bordeaux en faveur des Espagnols réfugiés s'élevait le 22 à 5,743 fr. 50 c.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Du côté des carlistes, on annonce que la désertion fait de grands ravages parmi les christinos. Du côté des christinos, on annonce que l'armée carliste se désorganise à vue d'œil par la désertion. On pourroit à toute force admettre les deux assertions, et dire que l'une n'empêche pas l'autre. Mais un fait qui est reconnu vrai par les deux partis, c'est que Cabrera ne sait que faire du grand nombre de prisonniers de guerre qui sont tombés depuis quelque temps en son pouvoir. Comme ils sont devenus une charge pour lui, en aidant surtout à épuiser ses vivres, il a résolu de les renvoyer où ils voudront aller.

Afin de ne pas lui savoir gré de cet acte de générosité, les christinos publient qu'il avoit d'abord formé la résolution de les faire massacrer; mais qu'enfin il s'est arrêté à l'autre parti. Il faut pourtant convenir qu'il y a quelque humanité en cela de la part d'un *barbare*, d'un homme *féroce*, tel qu'on le représente. Car après tout, ce sont des ennemis qu'il délivre, et qui reconnoîtront probablement sa générosité envers eux en allant rejoindre leurs corps et reprendre les armes contre lui.

— Les nouvelles de Madrid, en date du 16, représentent le ministère comme réduit à offrir encore sa démission. L'esprit qui se manifeste par rapport aux élections lui fait sentir, à ce qu'il paroît, l'impossibilité de tenir vis-à-vis des partis exagérés, et de conserver son système modérateur au milieu de l'effervescence des factions.

La grande chambre des états-généraux de Hollande a rejeté, dans sa séance du 20, à la majorité de 39 voix contre 12,

le projet d'emprunt de 56 millions charge des colonies.

— On dit à Londres que le ministère dissoudra le parlement aussitôt avoir obtenu l'allocation pour la

— D'après un journal, le lieutenant général Nicolay, gouverneur de l'Inde, reviendrait en Angleterre.

— Le message du président des États-Unis étoit attendu avec une grande patience. le 21, à Londres.

— Le nouveau ministre des affaires de Portugal vient d'adresser un message aux agens des créanciers anglais leur donner l'assurance que le gouvernement portugais fera tous ses efforts pour améliorer leur position.

— En Suisse, la presse compte 93 organes, dont 48 politiques, 23 religieux, et 22 d'avis et d'annoncés.

— On a publié à Turin, le décret royal portant l'exécution, pour l'année 1840, d'un code pénal qui pourvoit à la discrétion des magistrats établit une peine égale pour tous les crimes sans distinction.

— Le journal officiel de Naples annonce que l'infant don Sébastien et sa femme sont arrivés le 19 décembre à Naples, et ajoute qu'ils ont été reçus par LL. MM. avec toute l'honneur due à des parens.

— Une lettre de Francfort, en date du 19 décembre, et publiée par le *Journal d'Etat de Prusse*, annonce une loi nouvelle pour la presse périodique allemande qui publiera bientôt la diète germanique.

— L'empereur Nicolas a ordonné la publication à Saint-Petersbourg d'un dictionnaire médical en langue étrangère.

— Le roi et la reine de Grèce font, dit-on, un voyage en Allemagne.

— Les céréales abondent au Canada.

— Jamais inondation du Nil plus complète que celle de cette année.

Le Gérant, Adrien Le

On peut s'abonner des
et 15 de chaque mois.

SAMEDI 28 DÉCEMBRE 1839.

1 an	36
6 mois	19
3 mois	10
1 mois	5 50

ans d'enseignement, par M. Lerminier. In-8° de 38 pages.

On a rendu compte dans ce Journal des scènes tumultueuses qui ont eu lieu au collège de France, à l'occasion du cours de M. Lerminier. Le professeur aifflé, injurié, abreuvé d'outrages et d'insultes par cette jeune jeunesse qui l'avoit applaudi tant de fois, vient de faire un appel à l'opinion publique par une brochure intitulée : *Dix ans d'enseignement*, dont nous avons déjà dit deux mots, sur laquelle nous croyons devoir revenir.

L'auteur essaie de justifier son engagement politique, et d'établir ses droits comme professeur. Il rappelle qu'il y a treize ans, après quelques débuts au barreau de Paris, il abandonna la plaidoirie pour se consacrer à l'enseignement ; qu'après avoir été reçu docteur en droit en 1827, il se servit de son grade en 1828, pour ouvrir un cours public, dont il consigna les résultats dans un livre intitulé : *Introduction générale à l'histoire du droit* ; qu'en 1829, il enseigna, toujours comme professeur libre et volontaire, l'histoire du droit romain ; qu'au mois d'avril 1831, il inaugura au collège de France le cours des législations comparées, dont il fit connoître les principes dans un ouvrage intitulé : *Philosophie du droit*. Qu'en sait-on dans quelles dispositions d'esprit le nouveau professeur se trouva dans sa chaire ? Il va nous le dire lui-même :

La révolution de 1830, dit-il, ébranla
- *Ami de la Religion. Tome CIII.*

fortement mon imagination : pourquoi le nierois-je ? Passant de l'étude des livres à la vue soudaine d'une révolution, je fus saisi, et me sentis comme transformé. L'enthousiasme qui animoit les jeunes gens de mon âge, et qui poussa les uns dans le républicanisme, les autres dans le saint-simonisme, me jeta un instant dans les rangs des jeunes adeptes qui s'étoient réunis au nom de Saint-Simon. Qui m'avoit attiré parmi eux ? Le désir d'y trouver une grande école philosophique qui répondît par l'étendue et la vérité de son système, à tous les devoirs qu'une révolution impose à un grand peuple. Il est inutile de dire que ce beau idéal, créé par mon imagination, m'échappa.

M. Lerminier nie ensuite avoir fait un appel aux passions les plus vives et à l'insurrection ; il nie que son éloquence ait jamais élevé des autels aux hommes de 93. Tous ses lecteurs s'associeront de grand cœur à la réprobation dont il frappe Robespierre, qui nous apparôit, dit-il, comme un spectre destiné à nous faire reculer. Quelques lignes plus bas nous trouvons cet aveu remarquable dont on appréciera la portée :

« Il est possible, et c'est ce dont je conviendrai volontiers, que dans le cours de mon improvisation, ma parole n'ait pas toujours mesuré son élan et l'épanouissement de ses forces. Il est possible que quelquefois le professeur se soit effacé dans l'artiste. Oui, il est des momens où l'homme qui parle se sent emporté par je ne sais quelle pétulance lyrique : le char est lancé, et les coursiers ne s'apaisent que lorsque l'écume a long-temps blanchi le mors. »

Non-seulement il est possible, mais il n'est malheureusement arrivé que

plaudissemens qui ne lui faisoient pas défaut, et qui ont été trop cruellement expiés.

Alors une jeunesse passionnée et avide d'émotions recueilloit avec une espèce de délire des sorties véhémentes, des théories qui devoient être dangereuses, puisque l'auteur a cru devoir les abandonner depuis. Quand on parle à la jeunesse, dont l'ame est si tendre et les impressions si vives et si durables, par amour pour elle, et par respect pour sa crédule ingénuité, il faudroit savoir ne pas se laisser emporter par ce qu'il plaît à M. Lerminier d'appeler *pétulance lyrique*, et qui pourroit être qualifié d'une autre épithète. Quand le mal est fait, quand la génération qui s'élève a été imbue de doctrines déplorables et funestes, croit-on qu'il suffise d'apporter pour excuse *qu'on a été emporté par je ne sais quelle pétulance lyrique*?

Le char est lancé ! Mais en attendant que les *coursiers* emportés par une *pétulance lyrique* aient *long-temps blanchi le mors d'écume*, ce char passera sur les vérités les plus saintes, sur les traditions les plus anciennes et les plus respectables. Car, dans ses momens de *pétulance lyrique*, M. Lerminier n'épargnoit pas à la religion les sarcasmes, les railleries et les insultes les plus amères. Nous

risoir pour un blasphème, insulte grossière à la dignité humaine. Mais il nous a fait vivre jusqu'à la fin de 1839. M. Lerminier lui-même ne prendra pas que ce n'étoit-là qu'une *pétulance lyrique*. A celui qui pourroit en formaliser, il répond que *l'auteur s'effaçoit alors dans le silence*. M. Lerminier pense se justifier devant la véritable opinion, qui, *grâces au ciel*, dit-il, ne cherche ses arrêts dans les *partis*. Et il ne s'aperçoit pas de la contradiction qui se trouve ici contre lui-même et sa position grave !

Comment ! quand il se livrait à des déclamations si passionnées contre la religion, quand il proclamait un dédain si superbe qu'on pourroit sormais la juger avec impartialité, la louer sans crainte parce qu'elle étoit morte, il n'étoit qu'un *artiste*. Quel étrange renversement ! Quoi ! enseigner la jeunesse, donc plus que faire de l'*art* ! M. Lerminier, dans sa chaire, par son propre aveu, est venu à se comparer comme un *artiste* ! Et en effet, quand l'auteur a entendu, se rappeler l'auroit pris souvent pour un *artiste*. Sa pose, son ton, toutes ses manières annonçoient un homme qui va jouer un rôle. N'est-ce pas à regarder l'enseignement ? La no

on d'instruire la jeunesse doit-elle descendre à ces petits artifices de la vanité ?

Quant à sa conversion politique, M. Lermnier nous apprend qu'elle date de 1836, et qu'en y faisant attention, on auroit pu l'apercevoir dans un morceau intitulé : *Du nouveau ministère et de la nation*, qu'il publia lorsque M. Thiers prit la direction des affaires au 22 février, et l'en recevant de l'administration du 4 avril, le titre de maître des requêtes en service extraordinaire, il étoit proposé de rendre ainsi manifeste en 1838, le changement qui étoit opéré en lui dès 1836, et aussi de redresser ses vues théoriques par l'étude des faits.

Enfin M. Lermnier dit encore, vers la fin de son apologie : *Nous avons la prétention d'être libre, nous entendons avoir le droit de modifier nos opinions.*

Assurément, nous ne lui contestons pas ce droit : nous croyons que c'est un devoir impérieux de rétracter ses erreurs, et qu'il y a toujours du mérite à le faire. Mais il nous semble que lorsque l'on remplit la haute mission de professeur, on devrait avoir des idées fixes. Il auroit fallu juger, avant d'instruire les autres ; auroit fallu avoir des opinions bien arrêtées, avant de prétendre exercer sur la jeunesse une grande influence. On n'est plus capable de compromettre et de discréditer l'enseignement, que les variations de la pensée de celui qui dogmatise, et la mobilité de ses convictions. Nous plaignons la jeunesse à qui l'on enseignera l'erreur, en attendant que l'on ait été assez heureux pour arriver à la connaissance de la vérité.

Quelle confiance la jeunesse pourra-

elle avoir dans un professeur qui a renié ses convictions politiques passées, et dont les convictions présentes ne paroissent pas très-assurées dans l'avenir ? Nous sommes trop ami de l'ordre pour ne pas blâmer les cris séditieux qu'elle a fait entendre autour de la chaire d'un professeur ; mais avouons toutefois qu'il y a dans l'instinct qui l'égare quelque chose d'assez naturel. En repoussant avec énergie celui qui l'a trompée, elle montre un certain amour de la vérité.

Toutefois, nous voulons dire ici toute notre pensée. Dans l'apologie de M. Lermnier, il y a de la franchise et de la loyauté. Il est revenu à des pensées plus saines en politique, et il faut lui savoir gré d'y persister. Il a raison de répondre à ses adversaires que sa conversion est honorable, et que les insultes et les injures dont il a essuyé le premier feu sont d'un mauvais exemple propre à glacer d'effroi tous ceux que leurs convictions pousseroient à revenir sur leurs pas. Mais sa justification est incomplète ; il ne daigne pas dire un seul mot sur ses opinions religieuses. Cet article auroit pu lui fournir matière à de nombreux désaveux et à des rétractations auxquelles nous serions heureux d'applaudir. Plus d'une fois, dans ce Journal, on a eu occasion de s'élever contre les impiétés qu'il débitoit dans ses cours, et l'on avoit dès lors signalé le danger de ses doctrines. On peut consulter en particulier le numéro du 10 mai 1834, et on verra sur quels points pourroient porter ses rétractations. Espérons qu'il continuera d'avancer dans la bonne voie où il est entré. Pourquoi s'arrêteroit-il en si beau chemin ? *Qu'il élargisse encore ses formules et ses horizons, pour me servir*

de l'une de ses expressions, et il finira par arriver au catholicisme. Là il trouvera des dogmes invariables, comme tous les dogmes qui sont vrais, et des convictions qu'il n'aura pas besoin de changer. La religion n'a point, à la vérité, de places à offrir à son ambition ; mais c'est pour cela même qu'il lui sera plus honorable de revenir à elle. On ne pourra prêter à sa démarche des motifs intéressés, et cette conversion ne seroit point exposée à des soupçons injurieux à sa délicatesse. A. D. B.

NOUVELLES ECCLESIASTIQUES.

PARIS. — La maladie de M. l'Archevêque a pris depuis quelques jours un caractère beaucoup moins grave. Des transpirations prolongées ont amené un mieux marqué : les nuits sont meilleures. Les bulletins du 25 annonçoient l'amélioration ; celui du 26 au soir portoit que, malgré les fatigues de la journée, l'état de la veille s'étoit maintenu. Celui du 27 au matin étoit plus tranquillisant encore ; il annonçoit que la nuit avoit été bonne, qu'il y avoit eu au moins six heures de sommeil, et qu'il n'y avoit point de redoublement.

La neuvaine que nous avons annoncée a commencé le jeudi 26. Ce jour-là, M. l'abbé Augé, archidiacre et grand-vicaire, a célébré la messe à neuf heures, dans l'église Saint-Etienne-du-Mont et dans la chapelle de sainte Geneviève. Un concours de fidèles s'unissoit aux prières. Chaque jour de la neuvaine, un chanoine de Notre-Dame va dire la messe à Saint-Etienne dans l'intention de la neuvaine.

Le jour de Noël, le chapitre de la métropole, réuni à l'issue de l'office, a fait un vœu pour obtenir le rétablissement de la santé de M. l'Archevêque ; il a promis d'aller tous les ans officier le jour de sainte Geneviève dans l'église Saint-Etienne-du-

Mont, ou dans l'église Saint-Geneviève, lorsqu'elle sera rendue au culte. Cela aura lieu pendant la vie du prélat. Une lampe en argent seroit offerte à la chapelle de la sainte, si on obtient du ciel la faveur qu'on sollicite.

Nous avons déjà parlé de l'empressement avec lequel M. l'Archevêque avoit réclamé les secours de la religion, dès le commencement de la crise dont le danger semble s'éloigner de jour en jour, et des motifs par lesquels les médecins avoient demandé et obtenu l'ajournement de l'administration. Il a suffi au prélat de savoir qu'un seul de ces motifs subsistoit plus dans toute sa force, que la transpiration, moins abondante, ne seroit pas trop contraindre la pieuse cérémonie, pour qu'il renouvelât sa demande, malgré l'altération notable de son état. L'administration a donc eu lieu le jeudi 26, selon son désir, moins à cause des exigences de la maladie que pour l'exemple et l'édification de son diocèse.

Immédiatement après la messe canoniale, le chapitre métropolitain est parti de Notre-Dame et s'est rendu à la chapelle des dames du Sacré-Cœur, où M. l'abbé Augé, archidiacre de Notre-Dame, a pris le saint Sacrement, et de là le chapitre s'est dirigé processionnellement vers l'appartement que M. l'Archevêque occupe au petit hôtel. Au moment où les prières ont commencé, le prélat a demandé un livre pour avoir la facilité de les suivre. Toute la nombreuse assistance a pu admirer la foi, le recueillement, la tendre dévotion et la piété calme du vénérable malade. La cérémonie terminée, M. l'Archevêque n'a pu résister au désir de se pencher son cœur dans le sein du chapitre :

« L'obéissance, a-t-il dit, et la volonté de Dieu qui m'est manifestée par l'organe des médecins, me ferment la bouche.

« Les vœux ne font que dilater mon cœur. Je désire que vous puissiez tous y lire les sentiments de tendresse, de reconnaissance et de vénération dont j'ai toujours fait profession pour le chapitre, et que je ressens surtout en ce moment, après le service spirituel que vous venez de me rendre. J'ai parcouru une mer orageuse ; mais je suis, comme je l'espère, par la grâce de Notre-Seigneur et sous les auspices de *Méduse de la mer*, arriver au port, je serai toujours sur le rivage de l'éternité, où vous viendrez tous aborder, pour vous attendre, vous recevoir, et vous donner le *fraternal* et éternel. C'est là qu'il sera heureux de dire : *Eccce quid fecerit quid-jacendum habitare fratres in aeternum* ! »

Après ces paroles prononcées avec une émotion que les assistants ont bien partagée, ceux-ci ayant demandé au prélat sa bénédiction, il s'est empressé de la leur donner : *De tout mon cœur*, a-t-il dit, et dans votre propre cœur, à toutes les paroisses et à toutes les communautés de mon diocèse. Alors le chapitre s'est retiré, et l'un des aides-chapitre est entré auprès du malade à qui il a demandé comment il se trouvait : *Cela ne m'a fait que du bien*, a-t-il répondu.

Le dimanche des Quatre-Temps, M. l'archevêque d'Amasie a fait à Lyon dans la cathédrale une ordination où, sur 70 ordinands environ, il se trouva 13 prêtres.

Les ordinations ont été nombreuses dans plusieurs diocèses. A Nantes, il y a eu 49 ordinands dont 17 prêtres ; 23 ordinands d'Angers dont 17 prêtres, et dont l'un venait réclamer le ministère de M. l'évêque de Nantes, le diocèse d'Angers n'ayant pas encore son évêque. A Arras, l'ordination se composait de 93 ecclésiastiques dont 27 diacres et 14 prêtres pour le diocèse ; et 12 prêtres pour le diocèse de Cambrai, M. l'évêque de Cambrai n'ayant pu faire l'ordination, à cause d'une indisposition.

6 religieux Bénédictins anglais ont reçu le même jour divers ordres. A Limoges, il y a eu 41 ordinands dont 14 prêtres. A Orléans, où M. l'évêque faisoit sa première ordination, il n'y a eu que 4 prêtres, 10 diacres et 3 sousdiacres.

Un mandement de M. l'archevêque de Toulouse, en date du 25 novembre, expose ce qu'a de légitime et de respectable la dévotion à la Conception immaculée. Le prélat traite ce sujet avec autant de savoir et de sagesse que de piété. « Oui, dit-il, il faut le reconnaître avec le grand Bossuet, il y a dans cette opinion de la conception immaculée, je ne sais quelle force qui persuade les âmes pieuses ; et sans le savoir, cet illustre docteur démontrait que cette force est aussi capable de subjuguier les plus sublimes génies, quand il ajoutait : *Après les articles de foi, je ne vois guère de chose plus assurée.* »

M. l'archevêque souhaitoit pouvoir proclamer d'une manière plus expresse dans les prières de l'Eglise le sentiment qu'il professe sur la conception de Marie. C'est pour cela qu'il s'est adressé au Saint-Siège, et il paroît que les évêques de sa métropole se sont joints à lui pour faire la même demande. Il a obtenu un indult du 2 mars qui l'autorise à insérer dans la préface le mot *immaculata*. Il ordonne en conséquence de se conformer à cet indult, et de célébrer cette année la fête de la Conception comme du rit solennel-majeur.

La visite de M. l'archevêque de Bordeaux à Saint-André-de-Cubzac, dont nous avons rendu compte dans le dernier numéro, coïncidoit avec la clôture d'une mission que M. le curé a procurée à cette paroisse. Le zélé pasteur a appelé deux ouvriers évangéliques pleins de dévouement. On s'est porté assidûment à l'église.

structions, et leurs paroles ont produit des fruits. Le 17 décembre, plus 1,200 personnes vinrent s'asseoir à la table sainte. M. l'archevêque vint ajouter à ce bonheur en administrant le sacrement de confirmation. La cérémonie fut fort édifiante, et les pieuses paroles du prélat ajoutèrent à la dévotion générale.

M. l'évêque de Nîmes a établi dans l'église cathédrale une conférence spécialement destinée aux hommes, et dans laquelle sont traitées les grandes vérités de la religion. M. Deguerry a choisi pour sujet la divinité du fondateur de la loi évangélique, et c'est ce sujet qui, considéré sous toutes ses faces et dans tous ses développemens, fait la matière de ses instructions quotidiennes. La vaste enceinte de la nef de la cathédrale est chaque soir remplie par une foule de plus en plus considérable de fidèles appartenant à tous les rangs, à tous les âges, et dont le recueillement offre un admirable spectacle. M. l'évêque préside lui-même à cette conférence, et donne à la suite du sermon la bénédiction du très-saint Sacrement.

Grâce à de pieuses libéralités, la ville de Roquemaure, diocèse de Nîmes, vient d'être dotée d'un établissement des Frères des Ecoles chrétiennes. M. l'évêque, qui apprécie à leur juste valeur ces hommes modestes, a voulu lui-même présider à l'inauguration de l'école et à l'installation des pieux instituteurs, et a prononcé un discours à ce sujet.

Le gouvernement a autorisé le transport des dépouilles mortelles de M. le cardinal de Latil dans la cathédrale de Reims, où il sera inhumé dans le caveau de ses prédécesseurs. Le vendredi 20, à 4 heures du soir, le chapitre de la cathédrale de Marseille s'est rendu à la chapelle où

étoit déposé le cercueil, et après l'absoute faite par un de MM. les grands-vicaires, a accompagné le corps jusqu'à la voiture qui doit le transporter.

Encore un peu de temps, et la France ne possédera plus aucun de ces confesseurs de la foi dont les épreuves et l'héroïque patience pendant la dernière perturbation rappellent et confirment tout ce que l'histoire nous dit des premiers siècles de l'Eglise. Le diocèse d'Autun vient encore de perdre un de ces hommes vénérables dans la personne de M. Claude-Laurent Roy, curé de Sagy. Né à Châteaurenaud en 1766, il fit son séminaire à Besançon, dont le diocèse s'étendoit alors jusqu'aux environs de Louhans. Il reçut le sacerdoce à la dernière ordination canonique, la veille de la tourmente révolutionnaire. Comme on ne connoit les principes de quelques ordonnans, M. Roy fut choisi par ses collègues pour rédiger une profession de foi et exprimer le respect et l'attachement que tous devoient au respectable archevêque sur le point d'être chassé de son siège.

La révolution ayant éclaté avant qu'il n'eût accepté aucun titre de curé ou de vicaire, il put rester encore quelque temps en France; mais il étoit trop plein de l'esprit du sacerdoce pour ne point éveiller la susceptibilité des impies. Bientôt il se vit inquiété et obligé de quitter sa patrie. La Suisse fut le lieu de son exil. Il y resta pendant les plus mauvais jours; mais dès qu'il put rentrer en France, il n'écoula plus que son zèle et se rendit à Arbois, alors du diocèse de Lyon, aujourd'hui de Belley. Là, malgré les lois impies qui tyrannisoient encore les consciences, il se livra à tous les travaux du saint ministère. Surpris un jour et jeté dans les prisons de Bourg, il ne parvint à s'échapper qu'en

trompant la vigilance de ses gardes. Après le concordat, il fut nommé curé de sa propre paroisse, d'où il fut transféré à la cure de Sagy, arrondissement de Louhans, qu'il a administrée avec succès pendant 25 ans.

Le zèle étoit sa vertu distinctive. Il se plaisoit surtout à instruire la jeunesse, et ne laissoit jamais à son vicaire le soin de catéchiser. En 1837, il fit même imprimer des notes sous le titre de *Manuel du catéchiste*. Il avoit fait donner en 1829 une mission à sa paroisse; une seconde lui étoit promise pour 1840; mais la providence ne lui a pas permis de voir ces jours de salut pour son peuple; qui eussent été pour lui des jours de véritable jouissance. Tous ceux qui l'ont connu sont forcés d'avouer qu'il a accompli fidèlement ce grand avis de l'apôtre à Timothée : *Prædica verbum, insta opportunè, importunè, etc.* Aussi laisse-t-il une paroisse instruite et pleine de foi. Puisse son successeur, tout en recueillant des consolations, continuer le bien et l'accroître encore ! C'est le 23 novembre que ce bon prêtre s'est endormi dans le Seigneur après de longues et cruelles souffrances.

Entre autres legs pieux, M. Roy a donné 1,000 fr. aux pauvres de Sagy, et 200 fr. à ceux de Châteaurenard. Le tribunal de Louhans a été très-édifié des touchantes réflexions placées en tête de son testament.

Le vendredi 20 a eu lieu à Lille la bénédiction de la chapelle de l'établissement des sourds-muets. La congrégation des Sœurs de la Sagesse vient d'y envoyer quatre Sœurs pour l'instruction des filles; quatre Frères de l'instruction chrétienne de Saint-Gabriel sont chargés de l'éducation des garçons. Après la cérémonie de la bénédiction, un discours a été pro-

noncé par le digne ecclésiastique attaché à l'établissement. M. l'abbé B. qui connoît bien les sourds-muets et qui a appris leur langue, a rappelé les misères que la religion soulage. Il a parlé de la situation morale des sourds-muets en général, est entré dans les détails de l'intérieur de la maison naissante, a fait connoître sa pauvreté et ses besoins, et a excité de la manière la plus touchante la charité des fidèles en faveur des malheureux enfans.

L'*Echo de Vérone* annonce que sur la demande de M. l'évêque de Périgueux, le ministre des cultes vient d'accorder à la cathédrale de cette ville un ornement complet évalué à 6,000 fr., et qui se compose d'une chasuble, de sept chapes, et de dix dalmatiques.

Le dépôt de mendicité projeté pour Marseille par M. l'abbé Fissiaux vient d'être approuvé. Voici le prospectus de cette maison, qui mérite bien d'être appelée un établissement d'utilité publique.

Depuis plusieurs années, les habitants de Marseille désiroient vivement l'extinction de la mendicité, et s'étonnoient de ce que la troisième ville du royaume n'eût pu jusqu'à ce jour offrir un lieu de refuge et de travail à de pauvres infortunés qui, pour se procurer du pain et quelquefois pour satisfaire de honteuses habitudes de paresse et d'oisiveté, fatiguent les passans par d'importunes sollicitations, par le hideux étalage de leurs plaies affreuses et par l'aspect affligeant de leur apparente misère.

Le vœu de la population sera bientôt rempli, et sous peu de mois, un projet d'extinction de la mendicité, longuement médité et approuvé par les autorités religieuses et civiles, sera mis à exécution.

Dès à présent, une association générale pour l'extinction de la mendic

cité est formée sous les auspices de la charité chrétienne, dans le but de soulager les mendiants en créant une maison de refuge et de travail.

Confiée à des religieuses dont le zèle et le dévouement ont été déjà mis à l'épreuve, cette maison, dite maison Saint-Eugène, recevra tous les mendiants valides et invalides qui se présenteront volontairement, et ceux qui lui seront adressés par l'autorité administrative, bien décidée à remettre en vigueur les lois existantes contre la mendicité, et à ne tolérer en aucune manière les spéculations honteuses faites par quelques vagabonds sur la charité marseillaise.

Fruits d'une étude longue, sérieuse et réfléchie, les réglemens de la maison établissent une surveillance active dans les deux quartiers destinés l'un aux hommes, et l'autre aux femmes; une discipline sévère y maintiendra le bon ordre et en assurera la tranquillité; les vieillards et les infirmes reçus dans l'établissement seront traités avec tous les égards dus au malheur, et les individus valides qui seront toujours libres de se procurer de l'occupation au dehors, seront soumis à un travail raisonnable; en un mot, le régime adopté ne pourra donner lieu à aucune plainte fondée de la part des mendiants, tous convenablement logés, nourris, entretenus, et traités avec douceur et charité par tous les employés de la maison.

Aussi la commission chargée de recueillir à domicile les adhésions à l'association générale pour l'extinction de la mendicité, ose espérer qu'elle sera partout favorablement accueillie.

Cette commission a commencé sa tournée. M. l'abbé Fissiaux accompagne les personnes chargées de cette bonne œuvre. On ne reçoit actuellement aucune somme; on se borne à faire signer les adhésions sur le registre imprimé à cet effet.

Le préfet des Bouches-du-Rhône, après avoir vu le mémoire de M. l'abbé Fissiaux, a adhéré au projet d'association, a autorisé l'appel fait par lui à la charité publique, et l'a recommandé aux habitans de Marseille.

M. l'évêque de Coire vient d'éprouver une nouvelle atteinte calarhale. Immédiatement après cette attaque, le malade a perdu l'entendement et l'usage de la parole. Quelques jours après, la parole lui est revenue, mais il reste toujours privé de sa connaissance. Dans sa triste position, il ne sauroit plus s'occuper des affaires diocésaines. Une troisième attaque est fortement à craindre. On laisse à penser dans quelle désolation le diocèse sera plongé, surtout dans les circonstances actuelles où la religion a si besoin de défenseurs.

Un des quatre partisans condamnés à la peine de mort en octobre dernier en Belgique par le conseil de guerre de la province de Limbourg, le nommé Gustave Bollé, est décédé le 19 décembre à Hasselt à la suite d'une maladie de cœur dont il étoit atteint, et qui a fait de rapides progrès depuis sa condamnation.

Appartenant à la religion protestante, ce condamné a voulu se convertir dans ses derniers momens; et quelques heures avant sa mort, il a fait appeler un prêtre catholique, qui après un entretien assez long avec Bollé, lui a administré tous les secours de la religion. Cette cérémonie a produit le plus grand effet sur Schneider, qui a également demandé à embrasser la religion catholique.

Bollé étoit né à Berlin, et étoit âgé d'environ 35 ans. Il avoit été étudiant à Liège, et avoit servi comme officier en Allemagne avant d'être incorporé en Belgique dans le régiment des chasseurs partisans.

Le roi de Prusse a condamné, par un ordre du cabinet, à trois années de service militaire tous les jeunes gens qui fréquenteroient à l'étranger un établissement de Jésuites. Cette mesure est évidemment dirigée contre le *Collège germanique* à Rome; car plusieurs Jésuites, prêtres du diocèse de Trèves, qui ont fait leurs études théologiques à Rome, restent sous le poids de l'interdit civil malgré la disette des prêtres dans le diocèse de Trèves. Les sultans de Constantinople pourroient bien donner des leçons de tolérance à Frédéric-Guillaume.

On lit dans le *Courrier de Franconie* du 8 décembre, qu'il y a quelques semaines le chapitre de Trèves reçut une lettre de M. Capaccini, portant que le Saint-Siège n'avoit encore reçu aucune communication officielle sur l'élection d'un évêque, et que pour cela il avoit été impossible jusqu'alors de prendre aucune disposition. Quant à l'approbation des chanoines nommés par le gouvernement prussien, de même que du suffragant Gunther en qualité de prévôt de la cathédrale, le Saint-Père ne pouvoit l'accorder, en déclarant toutefois que M. Gunther n'étoit point une *persona ingrata*, mais seulement parce que les différends ecclésiastiques actuels ne permettoient pas cette approbation.

Après avoir reçu cette lettre, le chapitre s'adressa au ministère pour lui en faire part et lui déclarer qu'une pareille séparation des membres de l'Eglise d'avec son chef légitime ne pouvoit subsister plus long-temps, et que si le gouvernement continuoit à retenir les pièces adressées au pape, le chapitre se verroit dans la nécessité de communiquer directement avec le Saint-Siège.

Depuis peu, le ministère a envoyé au chapitre une réponse où il dit :

Quoique la représentation du chapitre soit inconvenante, le gouvernement veut bien ne pas y faire attention; mais il enjoint au chapitre de ne pas correspondre directement avec le Saint-Siège, parce que, indépendamment des punitions extraordinaires qui pourroient lui être infligées, chaque membre encourroit une amende de cent thalers. Le ministère, qui a eu ses raisons pour retenir jusqu'à ce jour les pièces concernant l'élection de M. Arnoldi, les a dépêchées maintenant pour Rome. Quelle que soit du reste la réponse que le Saint-Père fera, le chapitre peut s'attendre à ce que le gouvernement ne reconnoitra jamais M. Arnoldi comme évêque.

Telle est la version du *Courrier de Franconie*, que nous n'osons garantir pleinement, mais qui nous paroît pourtant assez vraisemblable.

Le baron de Prokesch, ministre d'Autriche près la cour de Grèce, a fait à la cour de Vienne une collecte pour la construction d'une église catholique à Athènes. Tous les membres de la famille impériale ont contribué généreusement pour cette religieuse entreprise. Les archiducs Louis, Charles et Jean ont donné chacun 500 florins.

Le dimanche 17 novembre, M. l'archevêque de Smyrne fit dans cette ville la bénédiction de la nouvelle et belle église qui y a été construite au moyen des dons envoyés de France par MM. de Saint-Lazare. Cette église est dédiée au Sacré-Cœur. Tous les consuls des puissances catholiques et les commandans des escadres française et autrichienne assistoient à la cérémonie avec la musique militaire. Des soldats débarqués des deux escadres ont fait des décharges de mousqueterie pendant le *Te Deum*. Une grande affluence s'étoit portée à l'église, et

l'on put remarquer le maintien convenable, non-seulement des non-catholiques, mais même des Turcs. Une pieuse octave avoit précédé la cérémonie, qui a été un jour de fête pour les catholiques.

Les Filles de Charité sont arrivées de France à Smyrne, et vont établir une école gratuite pour l'éducation des filles catholiques de Smyrne, tandis que les garçons ont aussi des écoles gratuites dirigées par MM. de Saint-Lazare, outre un collège florissant pour les classes plus aisées; ce dernier établissement est sous la direction de la congrégation française des Cours de Jésus et Marie.

On a à se féliciter aussi du firman accordé par la Porte pour rendre aux catholiques les églises de Mésopotamie usurpées par les hérétiques jacobites du rit syrien. Par un autre firman, le vice-roi d'Égypte a rendu aux catholiques de Jérusalem le sanctuaire de l'Ascension. Enfin un honorable recueil a été fait dans Alexandrie au nouveau vicaire apostolique, M. Perpétue de Solero. Tout porte à croire qu'en dépit des tromperies, des séductions, des largesses corruptrices, et en quelques lieux même, des persécutions du prosélytisme protestant, la religion catholique fera des progrès par la voie de la persuasion et par l'expérience de ses bienfaits.

POLITIQUE, MÉLANGES, ETC.

Une grave accusation se trouve portée contre M. le ministre des travaux publics par ses meilleurs amis politiques. Dans la formation des bureaux de la chambre des députés, M. Dufaure ayant eu à opter entre M. Thiers et M. Jacques Lefebvre, n'a pas craint de donner sa voix à ce dernier. Ceci est regardé par les journaux qui l'avoient soutenu jusqu'à présent, comme un acte de trahison flagrante, comme une coupable violation des institutions constitutionnelles et des lois qui régissent le système parlementaire. Re-

nier M. Thiers! se séparer de M. Thiers! rompre ainsi avec M. Thiers pour courir après M. Jacques Lefebvre! Voilà ce qui s'offre aux yeux de ces messieurs comme un affreux scandale, comme le bouleversement du régime représentatif.

Toutefois, si l'on ne connoissoit pas d'apostasies plus graves que celle-là, il nous semble qu'on pourroit en prendre son parti, et se remettre d'une alarme si chaude. D'autant plus que M. Thiers est homme à rendre la pareille à ses amis politiques, lorsque son tour de se moquer d'eux sera revenu. Est-ce qu'il n'a pas déjà fait ses preuves sur ce point? Est-ce qu'on ne se rappelle rien de semblable de sa part, quand ce ne seroit qu'envers son ancien et honorable patron, M. Laffitte? Est-ce qu'il n'est pas reçu, enfin, parmi ces messieurs, que, dans les gouvernements constitutionnels, les antécédents n'engagent à rien, ni pour le présent, ni pour l'avenir; et que la première condition pour entrer au ministère est de laisser à la porte tout son vieux bagage?

Bien d'autres que M. Dufaure, s'ils avoient à choisir entre les hommes politiques auxquels il peut être prudent de ne pas trop ouvrir la porte du pouvoir, auroient soin, comme lui, d'en laisser approcher M. Jacques Lefebvre plutôt que M. Thiers. Qui sait d'ailleurs si, depuis que M. Dufaure et M. Thiers marchent côte à côte, il n'est rien survenu à la connaissance de l'un dans la conduite de l'autre, qui ait pu détourner le ministre des travaux publics de voter en faveur de son ancien ami? C'est ce que la suite éclaircira peut-être.

Tous les partis politiques ont leurs représentants dans la chambre des députés. M. Odilon-Barrot est un des cinq ou six chefs autour desquels se groupe un nombre plus ou moins considérable d'adhérents. Les siens sont allés de bonne heure s'orienter et prendre langue chez lui, afin de juger sur quelles forces ils pouvoient compter pour la nouvelle campagne législative qui est à la veille de s'ouvrir.

Les journaux qui desservent cette nuance d'opinion étant donc allés à la découverte chez M. Odilon-Barrot, en sont revenus enchantés, et n'ont pas perdu un moment pour annoncer à leurs amis lecteurs qu'ils avoient trouvé le dénombrement de leurs forces on ne peut plus satisfaisant. Seulement nous craignons pour eux qu'ils n'aient fait un faux calcul, en se flattant que ce qu'ils ont vu dans cette première réunion préparatoire, n'étoit que l'avant-garde de leur contingent de guerre, parce qu'il y a toujours de grands vides, disent-ils, dans les cadres au commencement des sessions, et qu'on peut hardiment évaluer à une bonne moitié le nombre des trainards.

Cela peut être vrai par rapport à d'autres catégories de députés; mais on peut être sûr que dans la nuance d'opinion de M. Odilon-Barrot, il n'y a jamais de retardataires, et qu'ils se lèvent plutôt avant le jour qu'après, sans qu'il soit besoin de les éveiller. Ainsi ceux qui les ont vus à leur poste chez leur honorable chef, deux jours avant la séance d'ouverture des chambres, peuvent être bien convaincus qu'ils étoient au complet, et que ce n'est point parmi les hommes du progrès révolutionnaire que l'on rencontrera jamais des paresseux.

PARIS, 27 DÉCEMBRE.

Nos lecteurs seront peut-être surpris de voir paraître dans notre feuille d'aujourd'hui des nouvelles qui auroient pu être insérées dans le numéro précédent, si la date n'en avoit pas été fictive. Ceux qui connoissent le mécanisme des journaux savent parfaitement qu'il n'y a de possible que le moyen que nous employons pour faire paraître notre journal le lendemain d'une fête, sans que personne ait eu à mettre la main ni à sa rédaction, ni à sa composition, ni à son expédition. Ce moyen consiste à le confectionner de tout point la veille jusqu'à minuit. Par là il est mis en état d'être expédié comme les autres feuilles qui paroissent le matin même des fêtes. Mais alors il y auroit

toujours nécessité à ce que nos bureaux s'ouvrissent au moins pour ce qui concerne le travail relatif à l'expédition; et c'est ce que ne permet pas l'ordre établi pour la vacation complète des travaux de notre imprimerie. Il y a donc nécessairement la fête entière à mettre entre l'impression de notre feuille et son expédition, et aucun autre moyen n'est possible pour tout concilier.

— Hier et aujourd'hui il n'y a pas eu de séance publique à la chambre des pairs.

— La chambre des députés a continué hier les scrutins pour l'organisation définitive de son bureau. M. Sauzet ayant été nommé président dans la séance du 24, on avoit à s'occuper de l'élection des quatre vice-présidents. Le nombre des votans étoit de 281; il falloit donc 141 suffrages pour la majorité absolue. M. Calmon a eu 193 voix; M. Ganneron, 168; M. Jacqueminot, 165; M. Martin (du Nord), 120; M. de Sade, 117; M. Vivien, 123; M. Benjamin Delessert, 81; M. de Lamartine, 27; M. de Nogaret (président d'âge), 19. MM. Calmon, Ganneron et Jacqueminot ont été proclamés vice-présidents. A un second tour de scrutin, le nombre des votans étoit de 289, et la majorité de 145 voix. M. Martin (du Nord) a eu 125 suffrages; M. Vivien, 120; M. de Sade, 50; M. B. Delessert, 15. Personne n'ayant obtenu la majorité, la chambre a renvoyé au lendemain le scrutin de ballottage entre MM. Martin (du Nord) et Vivien.

La chambre avoit eu à s'occuper entre les deux scrutins de l'élection de M. Melchior-Balthazar d'Hubert, maire du 5^e arrondissement de Paris, nommé récemment député par le 5^e collège du département de la Seine. Il y avoit deux protestations. M. Glais-Bizoin, rapporteur du 7^e bureau, ayant frappé d'un blâme sévère l'introduction de M. Verespuy dans le collège électoral, a proposé néanmoins de valider l'élection. M. d'Hubert a dit qu'ayant vu son beau frère entrer dans la salle, il s'étoit rendu vite au-de-

vent de lui, et l'avoit supplié de se retirer sur-le-champ. M. Portalis a combattu la validité, qui cependant a été prononcée à une grande majorité.

— La chambre des députés a terminé aujourd'hui l'organisation de son bureau. M. Martin (du Nord), ayant obtenu 147 voix sur 288, a été proclamé quatrième vice-président. M. Vivien avoit eu 137 voix. MM. de Malleville, Bignon, Havin et Dubois ont été nommés secrétaires.

— Une correspondance de Toulon annonce que dans la nuit du 21 au 22 le vaisseau de ligne le *Neptune* et la frégate l'*Amazone*, venant d'Alger, ont mouillé en rade du lazaret. D'après les passagers, l'armée d'occupation auroit remporté tout récemment de grands avantages sur les troupes d'Abd-el-Kader. Le général Duvivier venoit à peine de battre les troupes régulières de l'émir aux environs de Belidah, que des nuées de Bédouins fondaient sur la Maison-Carrée; mais le maréchal leur avoit tendu une embuscade, et ils y ont donné en plein. On parle de 4 à 5,000 Arabes restés sur le champ de bataille.

Le gouvernement n'a rien fait publier hier et aujourd'hui sur Alger. Ainsi l'affaire qui auroit eu lieu en avant de la Maison-Carrée, c'est-à-dire sur la route de Constantine et sur les bords de l'Hemize, à cinq ou six lieues d'Alger, peut se trouver fort exagérée, au cas où elle ne seroit pas de pure invention.

— Le ministre de la marine vient de statuer qu'il seroit prélevé une somme de 12,050 fr. sur le fonds de secours ouvert au budget de la caisse des Invalides, exercice 1840. pour être distribuée dès les premiers jours de janvier prochain aux familles de 155 marins des ports de Dunkerque et de Boulogne, qui ont péri sur les côtes d'Islande dans la dernière campagne de pêche.

— Une autre décision du ministre de la marine vient de supprimer la musique des équipages de ligne dans tous les ports.

— Le *Moniteur* publie une ordonnance rendue le 18 décembre, en exécution de la loi du 30 juin 1838, sur les aliénés. Le titre 1^{er} de cette ordonnance est relatif aux établissements publics consacrés aux aliénés; le second, aux établissements privés. Ces derniers ne pourront exister sans une autorisation du préfet, et les établissements de ce genre actuellement existans devront se pourvoir de cette autorisation dans le délai de six mois.

— On a pris le deuil pour 21 jours aux Tuileries, à l'occasion de la mort du roi de Danemarck. Le *Moniteur* annonce que le deuil sera suspendu du 31 décembre au 5 janvier, à cause des réceptions de la nouvelle année.

— La légère indisposition du duc de Nemours continue.

— L'Académie Française vient de renouveler son bureau: M. Dupin est nommé directeur, et M. Jay, chancelier.

— L'Académie des Sciences tient sa séance publique annuelle lundi prochain.

— L'examen des questions relatives à l'établissement de paquebots à vapeur entre la France et les deux Amériques vient d'être confié à une commission.

— Le *Capitol* a annoncé que M. de Crouy-Chanel s'étoit embarqué au Havre sur le *Phénix*. Le *Journal du Havre* du 24 annonce que le *Phénix* est en réparation dans le port.

— Le *Capitol* du 21, et après lui la presque totalité des journaux de la capitale, ont publié des détails fort circonstanciés sur une perquisition qui auroit été faite par le procureur du roi de Moulins au domicile du gérant du *Journal du Bourbonnais*. M. le procureur du roi de Moulins vient d'écrire au garde des sceaux que ces faits sont entièrement controuvés. Non-seulement aucun acte de poursuite, aucune visite domiciliaire n'ont eu lieu; mais, ajoute M. le procureur du roi, « le *Journal du Bourbonnais* lui-même n'a jamais publié en ce qui le concerne, l'étrange narration qui lui est attribuée. »

— Le conseil-général des hospices a nommé M. Amable Valdruche, économiste l'hôpital de la Charité.

— Depuis 1832, 16,899 permissions de voirie ont été délivrées à Paris, et 5.000 nouvelles maisons ont été construites. Dans ce chiffre, l'année 1839 figure pour 2,100 permissions de voirie et 250 nouvelles maisons.

— Depuis le 1^{er} décembre, un assez grand nombre de voies publiques ont été éclairées au gaz. On remarque sur la rive gauche de la Seine la place Saint-Sulpice, les rues de Condé, Crébillon, Racine, Neuve-Racine, Regnard, Voltaire, des Francs-Bourgeois-Saint-Michel, et la partie de la rue de Vaugirard qui va de la rue des Francs-Bourgeois à la rue Férou. Sur la rive droite, on remarque les rues Saint-Nicaise, de Rohan. Neuve-des-Capucines, Neuve-des-Petits-Champs, de la Feuillade, des Fossés-Montmartre, Coquillière, Verdelet, Pagevin, du Petit-Repas et de la Verrerie. La place des Victoires, les quais de l'Ecole et de l'Horloge ont été également éclairés au gaz.

— Très-prochainement, l'éclairage au gaz sera aussi substitué à l'éclairage à l'huile sur d'autres points de la ville, et notamment dans les rues Saint-Martin, des Arcis, Planche-Mibray, de Seine, de Tournon, du Bac et du Faubourg-Saint-Antoine.

— L'administration du chemin de fer de Paris à Versailles vient de décider que toutes les voûtes sous lesquelles passent les wagons seront éclairées de jour comme de nuit.

— Le conseil-général de la Banque a fixé à 73 fr. le dividende du 2^e semestre de 1839. Il sera payé à partir du 2 janvier.

— La caisse d'épargne de Paris a reçu les 22 et 23 la somme de 387,294 fr., et remboursé celle de 541,000 fr.

— Les eaux de la Seine sont montées, par suite des pluies, à plus de quatre mètres aux échelles des ponts. Elles couvrent en partie les ports ainsi que les

plaines qui sont au-dessus et au-dessous de Paris.

NOUVELLES DES PROVINCES.

Dans la soirée du 18 décembre, un incendie a réduit en cendres, à Ribemont (Aisne), dix ménages et leurs dépendances; de plus, un troupeau de moutons a été enseveli sous une bergerie. Plusieurs familles pauvres non assurées se trouvent en ce moment sans asile et sans mobilier. Sans le zèle et le courage des pompiers de Ribemont et de Séry, le sinistre auroit été bien plus considérable, dans une localité où les conversions en chaume sont encore en grand nombre.

— Quatre maisons ont été incendiées dans la petite ville de Picquigny (Somme) dans la nuit du 13 au 14.

— D'après le *Journal du Havre*, le ministre de la marine auroit ordonné une levée générale de matelots dans toute l'étendue du 5^e arrondissement maritime.

— Le premier bateau à vapeur de la compagnie des *Inexplosibles en fer de la Loire*, est arrivé, le 17, à Moulins. Le *Sally* est reparti le lendemain pour Nevers. Il fait le trajet en sept heures en remontant, et trois heures en descendant.

— La caisse d'épargne de Clermont-Ferrand a reçu, le 22, la somme de 5,056 fr. et remboursé celle de 7,310 fr.

— Le tribunal correctionnel de Fougères (Ille-et-Vilaine) a rendu son jugement dans l'affaire des prévenus au sujet des troubles qui eurent lieu dans le mois dernier à l'extrémité des faubourgs de la ville, pour cause de la circulation des grains: sur huit prévenus, un a été acquitté. Les sept autres ont été condamnés, un à sept mois, deux à deux mois, un à un mois, et les trois derniers à quelques jours de prison.

— M. Caillet, examinateur de la marine, vient de mourir à Vannes.

— M. Blanchet, sous-préfet à Uzès (Gard), vient d'être nommé payeur-général à Avignon.

— La garde nationale de La Rochelle vient d'être réorganisée.

— A la date du 25. M. Pommet, gérant du *Réparateur* de Lyon, et M. Pitrat jeune étoient encore en prison.

— La *Gazette du Bas-Languedoc* (Nîmes) parle d'une chasse aux macrenses, qui avoit attiré 350 bateaux sur les étangs-réunis qui se trouvent entre les deux petites villes de Saint-Gilles et de Vauvert. Il a été tué huit macrenses par bateau, ce qui forme un total de 2,800.

— Les nommés Carpentras, Siebecker, Ferrary, Deschamps et Rambaud, accusés d'avoir fait partie d'un complot républicain dont le but étoit de s'emparer de la ville de Marseille, dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet, ont tous été acquittés par la cour d'assises d'Aix.

— Dans la nuit du 19 au 20, un violent incendie s'est déclaré dans une fabrique de clouterie, située sur les bords du Lez, territoire de la commune de Castelnau (Hérault). On n'est parvenu à se rendre maître du feu que dans la matinée. Cette usine a été presque entièrement détruite.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Une dépêche télégraphique du Bayonne, en date du 23, porte ce qui suit : « Cabrera étoit allé à Mora et à Flix, le 12, pour activer les fortifications. Il est revenu à Zuvita le 15. Les carlistes ont attaqué Berga le 15, sans succès. La division sortie d'Alcoriza les en a chassés. »

— Les correspondances d'Aragon annoncent que l'affaire d'Alcoriza a été très-meurtrière, et que la troisième division de l'armée christine y a perdu beaucoup de monde.

— Par les soins et l'activité de Cabrera, les deux armées d'Aragon et de Catalogne se trouvent en communication, et sont à pouvoir combiner leurs opérations sans aucun obstacle.

— Le nombre des prisonniers de guerre faits par les carlistes depuis le commencement d'octobre excède de beaucoup celui des leurs qui sont tombés au pouvoir des christinos. Aussi, dans le dernier échange qui vient d'avoir lieu, Espartero a-t-il été obligé de recueillir dans les divers dépôts du royaume, et jusqu'à Cadix, les prisonniers de guerre faits antérieurement par les troupes de la reine.

— Le chef d'état-major d'Espartero a publié dans les journaux une lettre par laquelle il cherche à ébranler le peu de confiance qui peut encore soutenir le gouvernement de Madrid. Cette attaque est attribuée à l'influence et aux conseils d'Espartero ; ce qui achève de détruire toute harmonie entre lui et les ministres.

— L'évêque d'Albaracin est mort tout récemment à Madrid dans le dernier état de dénuement et de pauvreté. On a été, dit-on, obligé de recourir à la charité publique pour subvenir aux frais de son inhumation. Le juge du tribunal de première instance avoit mis le scellé sur les habits pontificaux du malheureux prélat pour payer quelques dettes qu'il avoit contractées pour sa nourriture.

Un projet de loi tendant à améliorer le système actuel de répression de la fraude, en matière de douanes, vient d'être présenté aux chambres belges.

— Nous avons dit dans notre dernier numéro que la seconde chambre des états-généraux de Hollande avoit rejeté, le 20, à la majorité de 39 voix contre 12, le projet d'emprunt de 56 millions à la charge des colonies. Dans sa séance du 23, cette chambre a rejeté à 50 voix contre 1, le budget des dépenses pour 1840. Le même jour il lui a été donné communication d'un projet qui consiste à inscrire, au profit du trésor de l'état, et pour pourvoir aux dépenses de l'année 1840 et aux besoins du syndicat d'amortissement, une rente portant intérêt de 5 pour cent, et pouvant être réalisée pour

capital de 15,742,100 fl. Cette inscrite au second grand livre nationale active.

La principale cause du dissentiment en ce moment entre le roi et les états-généraux, est la proposition donnée par le monarque de la constitution, portant : « L'indépendance des colonies et des possessions du royaume, dans les autres parties du monde, appartient exclusivement au roi. » Les états-généraux, non-seulement qu'on leur refuse les comptes des colonies, mais même les recettes fût aussi versées au public.

Il a été passé dans le parlement anglais la suppression de la traite des esclaves. Le pavillon portugais commence à être le sujet de collisions dont il est difficile de prévoir le terme. Un fait de la plus grave vient d'avoir lieu au cap de l'Angola, sur la côte occidentale d'Afrique, où les Portugais faisaient la traite en grand. Un navire de la marine anglaise, après avoir saisi deux navires portugais et enlevé les équipages, les a coulés bas. Les circonstances qui ont provoqué ces excès ne sont pas bien connues pour que l'on ne doive y voir la réparation d'un acte ou un abus de la force.

Il a été dans la *Gazette de Zurich*, que le gouvernement provisoire du grand-duché de Bade a adressé une circulaire aux autorités leur annoncer que les assemblées provinciales, convoquées par arrêté royal, au nombre de 35, ont été dissoutes ; trois seulement, celles de Valtellina et Mendrisio, ont protesté.

La *Gazette de Zurich* ajoute que l'assemblée de Valtellina a dû procéder le 19 à la dissolution.

L'empereur d'Autriche vient de faire le grand-croix de l'ordre de Léopold le ministre de Prusse, accrédité à Vienne, le comte de Mathan, et le ministre de Prusse à Londres, baron de Werther, chargé

d'affaires de Prusse à Londres, a été nommé chevalier du même ordre.

— On lit dans la *Gazette d'état de Prusse*, donnant des nouvelles de Saint-Petersbourg du 5. que l'empereur a adressé le 2, au sénat, l'ukase suivant : « Voulant donner à la jeunesse du royaume de Pologne les moyens nécessaires au développement moral et intellectuel dont jouit la jeunesse des autres parties de l'empire, et soumettre en même temps à une règle uniforme la marche des études préliminaires pour l'entrée dans les Universités russes, nous avons chargé le gouverneur du royaume et le ministre de l'instruction publique de l'empire de déterminer, d'après des bases solides et uniformes, les mesures ayant pour but de faire jouir le royaume de Pologne des avantages dont la jeunesse russe jouit dans les établissements d'éducation de l'empire. Après avoir donné notre approbation aux mesures spéciales qui nous ont été soumises en vertu de l'ordre précité, nous avons jugé utile de former, d'après cette base, avec les établissements d'éducation et les institutions scientifiques, le district scolaire de Varsovie, et de le réunir au ministère de l'instruction publique, d'après les principes fondamentaux en vigueur dans l'empire sur cette matière, et sous l'inspection simultanée du gouverneur et du ministre de l'instruction publique. Le sénat prendra les mesures nécessaires pour assurer l'exécution du présent ukase. »

— Un journal raconte que l'empereur de Russie vient de publier un ukase qui ordonne sous peine d'amende d'écrire de manière que les lettres penchent de gauche à droite. Il avait défendu précédemment de porter des bouquets de barbe, comme beaucoup de jeunes français, et on prétend qu'il a arraché la barbe à un jeune seigneur russe qui revenoit de l'étranger. Le journal prétend que l'on regarde ces deux faits comme les signes précurseurs de la maladie dont Paul fut atteint, et dont son fils a déjà ressenti les symptômes.

HARMONIES RELIGIEUSES ET CANTIQUES.

Les œuvres musicales de M. l'abbé E. M. Le Guillou embrassent toute la musique religieuse, oratorio, messe, saluts, oratorios, cantiques, etc.; et touchent à la musique profane, dans ce qu'elle a de plus pur et de plus élevé, par les mélodies. En ne parlant aujourd'hui que des cantiques, nous ne nous occuperons que de la plus faible partie de ses publications.

Depuis ses *Harmonies religieuses*, M. Le Guillou a publié deux cantiques de communion, deux cantiques de prières, deux cantiques de Jésus, de son cœur et de sa croix. M. l'évêque de Langres a agréé la dédicace de ces deux derniers cantiques, qui ont paru cette année. Ces trente-six cantiques se lient aux *Harmonies religieuses*, et vont servir à former le second volume. L'auteur vient de publier en outre deux cantiques de la vie de la sainte Vierge, dédiés à M. l'abbé Collin, curé de Saint-Sulpice; deux cantiques à la Mère de Dieu, dédiés à M. l'abbé George, vicaire-général de Bordeaux; et deux cantiques à Marie. Ce sont encore trente-six cantiques qui font suite aux précédents, et forment le troisième volume des *Harmonies religieuses*. Tous ces cantiques sont à trois voix, solos et chœurs, avec accompagnement d'orgue ou de piano. Les paroles n'ont point été prises au hasard; elles ont été composées ou par l'auteur de la musique lui-même, ou à sa demande et d'après le plan qu'il avoit tracé, par quelques poètes de l'époque. L'ensemble de ces cantiques forme un tout complet, et comme un poème dont toutes les pièces sont assorties. Ces trois volumes en grand format sont à peine la moitié des cantiques de M. l'abbé Le Guillou. La suite renfermera les oratorios, messes, etc., et surtout l'édition de ses cantiques en petit format populaire, sous le titre de *Lyre chrétienne*, que l'auteur a déjà annoncée.

Les cantiques de M. Le Guillou offrent l'avantage d'une musique qui a été com-

posée sur les paroles mêmes que l'on chante. On est souvent affligé de voir dans des recueils de cantiques le plus généralement répandus, indiqués sur la tête ou la fin du volume; l'on ne voit pas comment le même air fait de paroles toutes différentes et presque toujours incohérentes, peut exprimer des sentiments de la piété, et l'on se demande si Dieu peut être loué dignement par les mêmes chants qui ont servi à la fureur.

Ce caractère chrétien et religieux que nous demandons à la musique pour qu'elle soit digne d'entrer dans nos temples, nous a frappé dans les compositions musicales de M. Le Guillou, et en choisissant ses cantiques dans les principes que nous invoquons, nous croyons qu'ils rendra service à la religion.

Quelques-uns des cantiques de M. Le Guillou ont reçu des suffrages qui valent bien d'autres; on les a insérés dans des recueils étrangers et siens. Quelque flatterie que soit pour le choix que l'on a fait de ses cantiques, une note qu'il a mise en bas de l'un de ces cantiques qui sont allés enrichir des recueils, nous apprend qu'il n'est point disposé à reconnoître d'autre éditeur de ses œuvres que lui-même; ce qui ne nous est pas moins raisonnable. A. D. B.

L. Génat, Adrien Le Clerc.

BOURSE DE PARIS DU 27 DÉCEMBRE.
CINQ p. 0/0. 111 fr. 90 c.
TROIS p. 0/0. 80 fr. 35 c.
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 102 fr. 50 c.
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept. 100 fr. 00 c.
Oblig. de la Ville de Paris. 1280 fr. 00 c.
Rente de la Ville de Paris. 000 fr. 00 c.
Act. de la Banque. 2920 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire. 792 fr. 50 c.
Quatre canaux. 1260 fr. 00 c.
Emprunt romain 101 fr. 3,8
Emprunt Belge 102 fr. 0/0
Rentes de Naples 102 fr. 85 c.
Emprunt d'Haïti. 512 fr. 50 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 25 fr. 5,8

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC ET C^{ie},
rue Cassini, 29.

sur l'existence de Dieu et sur l'existence de l'ame, conçu d'après un nouveau plan, par l'abbé C. di Pietri; 2^e édition revue, in-12.

et ouvrage est le même que nous avons annoncé, N° du 24 août dernier. L'auteur a un peu changé son ouvrage; il a fait en trois ou quatre endroits quelques corrections et additions peu importantes, et il a mis à la fin une table des matières, au lieu de la table qu'il y avoit d'abord. On appelle cela une deuxième édition, nous ne pouvons bien; mais la pagination est la même, ce qui suffit pour montrer que les changemens se réduisent à peu de chose.

En annonçant l'ouvrage il y a quelques mois, nous l'avions parcouru rapidement, et nous n'avions pas remarqué quelques passages qui ne nous paroissent pas fort exacts. L'auteur est, nous le croyons, un ecclésiastique fort estimable; il a de bonnes notions, et son livre renferme des notions judicieuses, surtout dans la question de l'immortalité de l'ame. Mais nous paroît bien épris de son siècle; étend que le cercle de l'esprit humain s'est prodigieusement élargi, et qu'il n'y a plus de salut que dans les progrès de tous. Et ce n'est point une erreur qui lui soit échappée en passant; elle revient à plusieurs reprises, et nous voyons que les sociétés modernes se montrent incessamment, et avancent dans la route du progrès et du perfectionnement. Ailleurs il nous apprend que nous sommes en route de progrès et de perfectionnement. *Ami de la Religion. Tome CIII.*

semble s'être éveillée de nos jours avec une force irrésistible.

Ainsi c'est chez M. l'abbé di Pietri une opinion bien arrêtée et un système suivi. Il trouve que nous marchons de jour en jour vers une amélioration morale. Nous l'engagerions à lire l'ouvrage de M. Duquesnel, *Du travail intellectuel en France depuis 1815 jusqu'en 1837*, et un article de M. C. de Beauregard, qui a paru dans le supplément de la *Gazette de France* du 21 octobre dernier. L'auteur y montre la décadence de la littérature :

« Dans le dernier siècle, dit-il, les ouvrages qui avoient le plus de vogue étoient ceux qui se distinguoient par la hardiesse des sophismes et la singularité des paradoxes. De nos jours, on essaie d'acquiescer de la renommée par la témérité de la pensée unie à la bizarrerie des formes. On peut dire que les livres sont devenus doublement mauvais, puisqu'ils portent avec eux l'erreur et le scepticisme combinés avec la difformité du style et la corruption du langage. La philosophie du XVIII^e siècle ne cessait pas d'être littéraire en propageant les plus fausses et les plus funestes doctrines; la Babel du XIX^e a non-seulement bravé toutes les lois de l'ordre moral, mais encore toutes les règles de la raison, de l'art, du bon goût et même de la grammaire. »

Tout ce morceau de M. C. de Beauregard est remarquable par les symptômes effrayans de décadence qu'il signale. *Plus de conscience littéraire, dit-il, plus de critique éclairée... Il est impossible de concevoir une situation plus favorable à la confusion des idées, à la corruption des mœurs. La lumière*

de siècle ne brille plus, on dirait qu'un grand éteignoir est tombé sur elle.

Il y a un peu plus de vérité dans ce tableau que dans les riantes peintures que M. l'abbé di Pietri nous trace de l'esprit de son siècle. Il va jusqu'à dire, que l'humanité en masse est inspirée, et que son témoignage est infallible. Il n'est pas difficile de voir à quelle école l'auteur a emprunté tout cela. Cette école qui a fait tant de bruit dans les derniers temps, avoit fasciné bien des jeunes têtes; mais ne devoient-elles pas être revenues de leurs illusions?

M. di Pietri veut que l'ancien paganisme n'ait pas eu une idée fautive, mais incomplète, de la Divinité. Comment ne voit-il pas que ce paradoxe favorise extrêmement le système des philosophes modernes, qui prétendent qu'avant le christianisme, les peuples n'étoient pas plongés dans un aveuglement aussi profond que le supposent les théologiens, qui établissent par là la nécessité de la révélation? Ces philosophes soutiennent que les païens reconnoissoient tous un être suprême, auquel tous les autres dieux étoient subordonnés; que par conséquent ce ne fut pas une chose si difficile aux apôtres et aux autres premiers prédicateurs du christianisme, de renverser l'idolâtrie. Ce qu'il y a de sûr, c'est que Cicéron, dans son livre de la Nature des Dieux, ne dit pas un mot de cet être suprême, et que les martyrs étoient regardés par leurs juges comme des athées, parce qu'ils ne vouloient admettre qu'un seul Dieu. Les actes des martyrs en font foi.

L'auteur avoit dit, dans sa préface, qu'il vouloit faire un ouvrage dépouillé de tout air scientifique qui tues les gens du monde. Néanmoins il leur

dit ensuite que nier seule c'est l'avoir affirmé; que l'est dans les cieux et les enfers. Les gens du monde prendront-ils bien, lorsqu'il Mesurez votre rayon et sa circonférence?

Ces remarques critiques empêchent pas de reconnoître de bonnes choses dans Entre les deux traités, on a suite de pensées philosophiques plusieurs mériteroient d'être Il y en a pourtant une qu'il feroit bien de supprimer. la prière est toujours efficace certainement n'est pas un sens absolu, témoin la prière tiocbus, qui, dit l'Ecriture, voit pas obtenir miséricorde. Nous oserions engager M. di Pietri à revoir son livre avec un œil sévère sur quelques foibles, à retrancher quelques générations et quelques coins de l'esprit du siècle. Il feroit véritable seconde édition et roit être plus utile et obtenir succès.

NOUVELLES ECCLESIASTIQUES

ROME. — Le mardi 19 M. le cardinal Pedicini, n de la cause de béatification rable serviteur de Dieu, Jomans, scolastique de la com Jésus, tint chez lui la con des Rits, dont il est prédiscuta pour la première fois'il est constant que ce avoit pratiqué dans le dog que les vertus théologales nales et autres annexes. Les consultants de la con étoient présents et é mirent Ce serviteur de Dieu fut par la candeur de ses m

le pour la plus grande gloire
n, et par l'observance exacte
gles de sa compagnie. Le pos-
ur de la cause est le Père Au-
de la Croix.

is. — Depuis dimanche, l'état
l'Archevêque est devenu beau-
plus inquiétant. L'oppression a
mencé, et le prélat n'a pu res-
lit. Des synapismes ont amené
rd quelque soulagement ; mais
ation du malade est fort grave.
serve toute sa présence d'es-
on zèle et sa piété sont toujours
abels.

undi matin, une circulaire de
les grands-vicaires a été en-
dans les paroisses et les com-
utés pour ordonner les prières
arante-Heures. Le saint Sacre-
est exposé dans toutes les égli-
t des prières se font à la messe
salut pour le vénérable Arche-
. Ces prières se continueront le
et le mercredi.

neuvaine pour le rétablisse-
de la santé de M. l'Arche-
attire beaucoup de monde à
-Etienne-du-Mont. De pieux
veulent assister à la messe que
e chaque jour un de MM. les
s-vicaires ou de MM. les cha-
s. Il y a chaque jour des com-
ons. Les orphelines du choléra
illies par M. l'Archevêque et
es aux dames de Saint-Thomas-
lleneuve, près la rue des Postes,
allées samedi prier pour leur
cteur. Nombre de fidèles qui ne
nt suivre la neuvaine à Saint-
ne, la font chez eux ou dans
paroisses.

assemblée de charité pour les
ilins du choléra a eu lieu à
-Dame le jour des saints Inno-
comme il avoit été annoncé.
la première fois depuis que cette
a été établie par M. l'Arche-

vêque, le prélat n'a pu se trouver à
la réunion. Retenu par de doulou-
reuses infirmités, il a encore prouvé
néanmoins le vif intérêt qu'il porte
toujours aux orphelins. M. le curé de
Saint-Roch s'étoit chargé de pronon-
cer le discours. Retenu lui-même au
lit par la fièvre, il a fallu une aussi
grave circonstance pour lui faire sur-
monter sa foiblesse, et sa voix éteinte
a trahi plus d'une fois le malaise et
et la souffrance de l'orateur. Le texte
étoit tiré de ces paroles du Prophète :
*Parvuli petierunt panem, et non erat
qui frangeret eis*; ce que M. le curé a
traduit ainsi : *Les petits enfans ont de-
mandé leur pain, et il n'étoit pas là ce-
lui qui le leur préparoit.*

Cette traduction annonce déjà à
qui M. l'abbé Olivier fait allusion.
Il s'est demandé s'il venoit ici faire
parler des orphelins, pour que l'au-
mône conjurât un grand malheur,
ou pour qu'elle remerciât Dieu d'un
immense bienfait. Dieu seul, a-t-il
dit, sait ce que nous avons à espérer
ou à craindre ; mais nous savons tous
que l'aumône pénètre les cieux et
fait descendre la miséricorde, et c'est
à la voix de l'aumône qu'il appartient
de recommander aujourd'hui une
œuvre si digne, sous tous les rap-
ports, de l'intérêt des âmes chari-
tables.

Après avoir parlé des désastres du
choléra, il y a bientôt huit ans, l'ora-
teur a montré l'obligation de l'au-
mône comme hommes, comme chré-
tiens, comme pécheurs. Il a parcouru
rapidement ces trois considérations,
en rappelant ce que l'humanité, ce
que la religion, ce que la conscience
de nos fautes nous prescrivent à l'é-
gard des malheureux. Il a cité quel-
ques-unes des paroles si touchantes
du Sauveur pour nous recommander
la miséricorde. Jésus-Christ nous a
annoncé que tout ce qu'on faisoit aux
plus petits de ses frères, c'étoit à lui
qu'on le faisoit. Ailleurs, en parlant
du jugement que nous aurons à sur-

bir, il ne semble faire entrer en ligne de compte que les œuvres de charité pratiquées ou négligées.

Après des développemens pleins de tact et de vérité, et que l'habile orateur a appliqués de la manière la plus heureuse à son auditoire, et à l'œuvre pour laquelle il parloit, il a ramené de nouveau en finissant l'attention sur la situation pénible du vénérable fondateur de l'œuvre :

« Il faut, chrétiens, a-t-il dit, que sur le lit de la douleur où languit le premier pasteur, vous alliez porter aujourd'hui plus que le soulagement, peut-être la guérison. Il attend l'issue de cette réunion ; puisse-t-il être tellement consolé par les marques de votre charité, qu'il en ressente dans son cœur une joie vive et profonde qui lui fasse oublier ses souffrances ! »

Nous abrégeons ce morceau qui a terminé le discours. L'orateur étoit visiblement fatigué des efforts qu'il faisoit pour se faire entendre dans un si grand vaisseau et avec une voix affoiblie. Toutefois, il a plaidé avec chaleur la cause des orphelins. La collecte s'est élevée à plus de 12,000 f., sur lesquels on dit que M. l'Archevêque a envoyé 5,000 f. M. l'évêque de Curium assistoit à l'assemblée.

Le jour de Noël, à une heure, l'office à l'église Saint-Merry fut tout-à-coup troublé par un individu qui paroissoit en proie à une violente attaque de nerfs. Les assistans quittèrent leurs places, et se pressèrent autour du malade, qui fut transporté chez les religieuses dont la maison est voisine de l'église. Le tumulte causé par cet incident inattendu avoit à peine cessé, que nombre de personnes s'aperçurent de la disparition de divers objets, tels que tabatières, montres, chaînes d'or, bourses, etc. Le commissaire de police ayant été prévenu, un médecin du poste médical de la rue de la Ferronnerie se transporta

près du malade, et constata qu'il n'avoit pas cessé un seul instant en parfaite santé. Le présumé malade opposoit au docteur des dénégations, lorsqu'un agent de police s'approcha de lui, et le reconnut comme un des plus habiles voleurs de la ville, et affirma que ce n'étoit la première fois qu'il simuloit des attaques de nerfs. Malgré ses protestations, cet industriel fut conduit au dépôt de la préfecture de police où plusieurs de ses complices sont détenus. On le rejoindra le soir même ; quelques-uns avoient été trouvés nanti de divers objets volés.

Des misérables ont recours à des plus odieuses spéculations et à des d'estimables ecclésiastiques. Le 1^{er} janvier dernier, un nommé S. écrivit à M. l'abbé Manglard, de Saint-Eustache ; il demandait une somme de 100 fr., et insinua qu'en cas de refus il révélerait des faits qui perdroient le curé. Le destinataire de la lettre étoit Ducasse, de Salgue ; M. Manglard le fit arrêter. Une instruction fut suivie à Salgue, et il fut condamné par le tribunal de police correctionnelle à un an de prison pour tentative d'escroquerie. L'affaire avoit été jugée à huis-clos, et tous les juges avoient été indignés de la perversité de l'accusation. Dans les débats, Ducasse eut l'audace de présenter et de soutenir que les faits énoncés dans la lettre de S. étoient vrais. En vain le ministère public insista pour obtenir un démenti de Ducasse ; on lui lut l'article de la loi qui punit le faux témoignage. Comme il persista dans ses dénégations, on l'arrêta, et après une longue instruction, il fut renvoyé devant la cour d'assises sous l'accusation de faux témoignage.

Il a comparu le 28 décembre devant la cour d'assises, présidée par M. Ferey, et a déclaré se nommer Antoine Ducasse, âgé de 28 ans.

, Haute-Garonne. Il n'a pas et prétend avoir fait ses études ; son écriture annonce une ignorance grossière en fait d'orthographe. Il cite des ecclésiastiques connus, dit-il, et dont il estros noms, l'abbé de Sainte-Hélène, l'abbé Fuentès, le cardinal de Retz, l'abbé Paradet, etc. Il ne fait aucun point de ses moyens d'existence ; il ne sait pas même lire le latin. Au surplus, il convient qu'il a été employé dans son accusation contre le curé de Saint-Eustache. Le respectable pasteur, appelé en témoignage, raconte comment il a fait arrêter Ducasse. Salgue, qu'on a fait venir de Poissy pour déposer, raconte que c'est Ducasse qui lui a demandé d'écrire la lettre à M. le

avocat-général, M. Partarrieu, se, flétrit l'immoralité de Ducasse, et félicite M. le curé d'avoir eu la fermeté pour dénoncer le crime à la justice. Ducasse proteste de son innocence, et veut faire son procès devant le crucifix. Le président l'arrête, et lui dit qu'on ne lui fait ni serment. Dans le cours des débats, M. le président, s'il avoit voulu exprès la plus grande publicité, parce que le huis-clos ne pouvoit laisser quelque prise à l'omnie. Il a rendu justice au crime honorable de M. le curé et à sa conduite courageuse.

Après dix minutes de délibération, les jurés déclarent Ducasse coupable de faux témoignage, et il est condamné par la cour à huit ans de prison sans exposition. Puisse la juste sévérité réprimer les coupables spéculations des calomniateurs !

La messe de minuit a été célébrée dans toutes les églises, à Lyon, avec un grand calme que de solennité. Les fidèles s'y sont rendus en grand nombre, mais les filous n'ont pas

manqué une si bonne occasion d'exercer leur industrie. Dans l'église de la Charité, ils s'étoient échelonnés de distance en distance, et se faisoient successivement passer les objets qu'ils saisissoient dans les poches de leurs voisins ou dans les sacs de leurs voisines, et qui arrivoient ainsi de main en main jusqu'à un confessionnal dans lequel étoit assise une femme par laquelle le tout étoit recueilli. Cela auroit sans doute continué jusqu'à l'issue de la messe, si des gens, toujours intéressés à conserver ce qui leur appartient, ne se fussent aperçus de ce manège, et n'eussent averti la police, qui s'est emparée de cette femme et de ses principaux associés.

A l'église de Saint-Nizier, le service divin a été un moment interrompu par les cris : *A la garde !* qui, bien que prononcés à voix basse, ont fixé l'attention publique, et qui avoient pour objet une rixe survenue entre plusieurs individus. Le plus récalcitrant a été emmené par des surveillans, et l'ordre s'est promptement rétabli.

La solennité de Noël a été célébrée avec la plus grande pompe, dans toutes les églises de Nantes. Une foule immense a assisté aux offices de la nuit et du jour. Rien n'a troublé les cérémonies saintes, à moins qu'on ne veuille tenir compte de promeneuses peu respectueuses de quelques jeunes gens, au bas des nefs de Saint-Pierre, pendant la messe de minuit ; un entr'autres, se conduisit de manière à se faire mettre à la porte. C'est sans doute par cette conduite grossière, que ces messieurs *esprits forts* veulent prouver leur respect pour la liberté des cultes.

La grand'messe du jour a été célébrée par M. l'évêque.

La députation permanente du conseil provincial de Namur en Belgique,

ayant pris connaissance d'une requête de la fabrique de l'église de Belayn, tendante à obtenir la cessation des poursuites dirigées contre elle par l'administration des domaines, au sujet de diverses rentes dont elle a été remise en possession, et que cette administration lui conteste, a fait connaître le 12 décembre, à M. le ministre de l'intérieur, qu'il conviendrait de provoquer une disposition générale qui maintint définitivement toutes les fabriques d'églises dans la possession des rentes qui leur ont été restituées par suite des décrets des 7 thermidor an xi et 15 ventôse an xii, sans recherche ultérieure de la nature de ces rentes.

Les protestans en Irlande accusent le clergé catholique de soustraire la bible aux regards des fidèles. Cet été, un ministre protestant, M. Morgan, de Belfast, prétendit, dans un journal, que la moitié des habitans de l'Irlande n'avoient jamais vu la bible, et que c'étoit là la cause de l'ivrognerie, des juremens et des autres excès qu'on remarquoit parmi le peuple. Là-dessus, un imprimeur de Dublin, M. Coyne, a fait insérer dans les journaux une lettre adressée par lui à M. Denvir, évêque de Down et Connor. Il y rappelle toutes les éditions de l'Ecriture qu'il a données depuis trente ans. En 1809, il fit paroître une édition de la bible en 5 vol. in-12 et à 5,000 exemplaires. En 1820, il donna une édition du nouveau Testament à 20,000 exemplaires. Cette édition fut stéréotypée à 30,000 exemplaires, et parut avec une approbation du docteur Troy, archevêque de Dublin, qui la déclaroit conforme aux éditions approuvées, et notamment à la version anglaise de Douai, autorisée par le prélat, et publiée chez Cross, en 1794. En 1825, M. Coyne stéréotypa une édition in-8° de la bible, qui parut avec une approbation

de M. l'archevêque actuel de Dublin. Cette approbation fut renouvelée le 2 septembre 1829 par 24 prélats Irlandais alors réunis à Dublin. De cette édition, l'imprimeur a vu 80,000 exemplaires, sans compter 5,000 format in-4°. En 1825, il stéréotypa encore une édition du nouveau Testament de Douai, in-8°, revêtu de l'approbation des quatre archevêques d'Irlande. Il y en a 90,000 exemplaires répandus dans le public. Voilà donc 230,000 exemplaires de l'Ecriture sainte sortis d'une seule imprimerie. M. Coyne espère que le ministre Morgan retractera ce qu'il a avancé trop légèrement. Il ajoute qu'il est prêt à vendre aux sociétés bibliques et aux libraires, soit la bible in-8°, soit le nouveau Testament in-12, à un prix pour cent moins cher qu'ils ne l'acheteroient à Oxford ou à Cambridge. Les libraires protestans de Dublin pourroient en rendre témoignage, puisqu'ils ont acheté plus de 25,000 exemplaires des éditions de M. Coyne. Il demande comment après cela il peut répéter encore que l'Eglise catholique s'oppose à la circulation de la parole de Dieu. Enfin, il annonce qu'il s'occupe en ce moment d'une édition de l'ancien et du nouveau Testament dans le format in-8°. Cette édition est déjà assez avancée.

Outre ces publications de M. Coyne, des libraires de Belfast et Newry ont distribué 49,000 exemplaires de l'Ecriture, et il faut remarquer que ces exemplaires se répandus surtout dans les provinces du nord et de l'est de l'Irlande. Le midi de l'île, qui forme la province de Munster, n'est pas compris dans cette statistique. Plusieurs éditions de la bible et du nouveau Testament ont été publiées à Cork, qui est la seconde ville d'Irlande, et on devoit en dresser l'état.

Il y a là de quoi réformer les ac-

tions fausses et malignes des ministres protestans.

POLITIQUE, MÉLANGES, ETC.

Un journal qui est connu pour exprimer habituellement, sinon de hautes pensées, au moins des pensées qui viennent de haut, croit devoir adresser quelques représentations à ses confrères sur leur passion pour les scènes à effet de la politique. Vous vous plaignez, leur dit-il, de ne rien trouver de chaud dans le dernier discours d'ouverture des chambres. Il vous faut des émotions, du cliquetis, du fracas dans les affaires, quelque chose, enfin, qui vous entretienne l'esprit dans l'exaltation et le mouvement. Mais faites donc attention qu'on ne peut pas toujours vivre au milieu des grands événemens et du tumulte politique. Ce que vous demandez n'est pas l'ordre naturel de la société. Son état normal, c'est le repos, c'est le petit train de vie, en un mot *c'est la terre à terre*. Voilà ce qui est la règle et l'indice des bonnes situations. L'exception, ce sont les crises, les orages, les perturbations; et voilà précisément ce que vous voulez. Mais soyez plus raisonnables, vous sentez qu'on ne peut pas créer les événemens, et faire des situations dramatiques tout exprès pour satisfaire vos goûts.

Ce langage par lui-même n'a rien qui soit à blâmer. Il est très-vrai que l'état normal des sociétés est le repos, le petit train de vie et *la terre à terre*, comme le dit fort bien ce journal. Mais pour répondre à ses adversaires selon les bonnes règles de la logique, il faudroit avoir cet état normal à présenter, et montrer qu'on se trouve dans les conditions requises pour en jouir. On auroit alors réellement de quoi fermer la bouche aux gens qui se plaignent de ne trouver dans le dernier discours d'ouverture de la session, rien qui approche de la gravité des circonstances, et de l'extrême malaise qui se fait sentir dans presque toutes les parties de l'ordre social.

Nous ne demanderions pas mieux, as-

surément, que de voir la France dans une position qui lui permit de se laisser aller à ce courant de la vie paisible et douce auquel on lui conseille de s'abandonner; et nous ne doutons pas plus que d'autres qu'il n'y eût beaucoup à gagner pour elle à sortir du mouvement politique et du tumulte révolutionnaire où elle se trouve si malheureusement précipitée. Mais il n'est pas nécessaire, comme on voit, de lui créer des situations dramatiques, et de lui chercher d'autres événemens que ceux qui existent, pour pouvoir affirmer que le régime du quietisme auquel on lui propose de se mettre n'est guère compatible avec le mal qui la travaille. Ce n'est point en présence des complots et des machinations dont les mesures de police et les arrestations révèlent l'existence, ce n'est point à la vue des inventions meurtrières et des bombes d'artifice qui éclatent au milieu de la cité, qu'il convient d'annoncer aux bons citoyens que, grâce à l'état normal et au repos de la société, ils n'ont plus à s'occuper que de jouir doucement de la vie, et à s'endormir dans le calme heureux de leur situation.

On nous dit souvent, pour nous rassurer, que les républicains actuels sont les meilleures gens du monde; qu'ils n'ont rien de commun avec ceux de 1793; que leur domination seroit douce et pacifique, et qu'on n'auroit point à craindre de voir se renouveler les folies et les cruautés qui marquèrent les dernières années de l'autre siècle. De bons esprits se laissent prendre quelquefois à ces protestations, et ne peuvent se persuader qu'il y ait des êtres assez pervers pour souhaiter de voir revenir une époque de sang. Toutefois, le rapport de M. Mérilhou n'est pas favorable à ces illusions. Il cite une proclamation trouvée sur le nommé Beraud, impliqué dans le dernier complot et arrêté. Cette proclamation est au nom du comité. On y excite les démocrates, les travailleurs à renverser l'aristocratie :

« C'est à nous, si long-temps opprimés, qu'est réservée la gloire de briser les fers des esclaves, de secouer le joug odieux de la tyrannie, de renverser ces brigands couverts du nom sanglant de rois, et de plonger nos poignards dans leur sein.... Comme eux. Philippe recevra le prix de ses forfaits : nos poignards lui rendront justice ; car tout roi n'est roi que par le crime, et tout criminel mérite la mort. Oui, mort aux rois et aux aristocrates. à toute cette bourgeoisie, cette classe d'exploiteurs qui se rit de notre misère : leur sang viendra cimenter notre triomphe.... Le seul remède à nos maux est l'insurrection ou le régicide. »

Ces douces images sont plusieurs fois répétées dans la proclamation ; puis on y ajoute :

« Nous voulons abolir les préjugés des religions ; car Dieu est bon pour tous les hommes : les hommes seuls sont méchants. Nous voulons leur rendre la lumière en exterminant tous les prêtres, qui les trompent. Enfin, nous voulons la république avec toutes ses vertus et tous ses miracles. »

Voilà donc les vœux de nos républicains, *exterminer les rois, les aristocrates, les prêtres ; abolir les préjugés de religion.* Ce sont là les *vertus* de la république que l'on veut rétablir.

PARIS, 30 DÉCEMBRE.

La chambre des pairs a tenu aujourd'hui une séance publique pour le tirage au sort de la grande députation qui doit se rendre aux Tuileries, à l'occasion du nouvel an.

— La chambre des députés n'a point eu aujourd'hui de séance publique. Samedi, elle s'est réunie pour l'installation du bureau définitif. (Voir à la fin du Journal.)

— Le bateau à vapeur le *Tartare*, parti d'Alger le 21, est arrivé le 24 à Toulon, avec des dépêches. Les bruits qui ont circulé à Toulon, et d'après lesquels les Arabes auroient fait de grandes pertes, ne se sont pas confirmés. Jus-

qu'au 21, il n'y a pas eu d'affaire importante.

— Le gouvernement a fait publier les détails qu'il venoit de recevoir sur les engagements des 14 et 15 aux environs de Blidah. Le général Rulhières étoit parti de Bouffarick le 14 à neuf heures du matin avec un convoi pour l'approvisionnement des troupes de Blidah, lorsqu'il rencontra l'ennemi à Mered. Quatre compagnies des 2^e et 17^e légers qui étoient placées sur le flanc gauche du convoi, reçurent l'ordre de ne répondre que faiblement au feu des Arabes pour les engager à s'approcher davantage ; ce qui arriva. Alors le général ordonna au chef d'escadron Vernety d'ouvrir le feu d'une section d'obusiers de montagne, et au colonel Bourjoly de faire charger les escadrons du 1^{er} régiment de chasseurs. Cette charge, conduite avec vigueur par le chef d'escadron Delhorme et le lieutenant-colonel Korte, eut un plein succès. La perte des Arabes fut considérable. Nous avons eu 3 hommes tués, et 25 blessés, parmi lesquels sont 2 officiers. A une heure, le convoi entroit entier dans le camp de Blidah.

Le lendemain 15, le général Rulhières disposa 4 colonnes pour aller attaquer l'ennemi établi en avant du camp, et les mit en mouvement à quatre heures du matin. La colonne principale, dirigée sur le blokaus de l'Oued-el-Kibir, fut accueillie par une vive fusillade qui donna l'éveil à tous les groupes d'Arabes dans la montagne et dans les jardins d'orangers de la rive droite de l'Oued. D'autres charges eurent lieu sur d'autres points. Cependant le convoi étoit arrivé à la citadelle où se trouvoient le général Duvi vier et le lieutenant-colonel du génie Charon ; le général Rulhières ayant fait reconnoître l'endroit où l'eau de l'Oued-el-Kibir avoit été détournée par les Arabes, les sapeurs du génie la firent rentrer dans les canaux qui la conduisent au camp.

Vers neuf heures, le bataillon régulier de l'émir descendit de la montagne pour

se joindre aux troupes qui vouloient s'opposer au retour du convoi au camp; mais il fut reçu par une décharge d'artillerie qui lui fit beaucoup de mal.

Après un repos de deux heures, le général Rulhières mit les troupes en marche pour retourner à Bouffarick; elles y arrivèrent à quatre heures, et le lendemain elles se rendirent au camp de Donera.

Nos pertes dans la journée du 15 ont été de 5 hommes tués, 3 officiers et 61 hommes blessés.

Les capitaines de Signy et Forquin, le sous-lieutenant Gages, ainsi que les sous-officiers Pilhes et Dufayet, tous du 1^{er} de chasseurs d'Afrique, ont été blessés.

— Une ordonnance du 20 reconstitue le parquet de la cour des pairs, qui avoit été formé par l'ordonnance du 15 avril 1834, et par celle du 11 février 1835. M. Franck-Carré, procureur-général près la cour royale de Paris, remplira les fonctions de procureur-général près la cour des pairs, et aura pour substitués MM. Boucly et Nouguiér, substitués du procureur-général près la cour royale de Paris. Cette ordonnance est motivée sur la constitution récente de plusieurs individus qui avoient été frappés de condamnation par contumace, après les attentats d'avril 1834, et sur l'absence, par suite d'une autre destination, des magistrats alors chargés des fonctions du ministère public.

— Une autre ordonnance est relative à l'exécution de la loi du 4 juillet 1837, sur les poids et mesures. Cette ordonnance établit que toutes les distances de postes seront comptées désormais par myriamètres et kilomètres. Toute distance de 500 mètres et au-dessus, jusqu'à 1,000 mètres, sera comptée pour un kilomètre; toute distance moindre de 500 mètres ne sera pas comptée. Le prix des services exécutés par les maîtres de poste pour le compte des particuliers est fixé ainsi qu'il suit: pour chaque cheval fourni, 2 fr. par myriamètre, soit 20 cent. par kilomètre; pour chaque voiture fournie, 2 fr. par myriamètre, soit

20 cent. par kilomètre. Pour les guides à payer à chaque postillon, 1 fr. par myriamètre, soit 10 cent. par kilomètre.

— La commission chargée de la rédaction de l'adresse à la chambre des pairs, a nommé M. Roy pour son président, et M. Portalis pour son rapporteur.

— Les bureaux de la chambre des députés ont nommé samedi la commission de l'adresse. Ont été désignés: par le 1^{er} bureau, M. de Rémusat; le 2^e, M. Legentil; le 3^e, M. de Saunac; le 4^e, M. B. Delessert; le 5^e, M. Quesnault; le 6^e, M. Calmon; le 7^e, M. Lacrosse; le 8^e, M. Dumon (Lot-et-Caronne); le 9^e, M. de Malleville. Le président de la chambre fait de droit partie de la commission.

— Le marquis de Gruy-Chanel, qui n'avoit pu quitter Paris, après son évasion, s'est constitué samedi prisonnier. Il paroît que la police étoit depuis quelques jours sur ses traces.

— Sur appel *à minima* du procureur du roi, la cour royale de Paris vient de s'occuper d'un jugement rendu en police correctionnelle, lequel ayant acquitté Louis Granger, bijoutier rue des Rosiers, avoit condamné sa femme à deux mois de prison, et leur cousin, Claude Granger, à un mois de la même peine pour mauvais traitemens envers de jeunes apprentis. La cour a rendu un arrêt condamnant la femme Granger à un an de prison, au lieu de deux mois; Louis Granger, son mari, à six mois, et Claude Granger à trois mois, au lieu d'un mois de prison.

— Les frères Widmann et Perron-Donnadieu, après avoir fait le commerce dans plusieurs villes du midi de la France, et en outre à Bruxelles, à Valladolid, à Turin et à Genève, et avoir partout spolié par la fraude, leurs nombreux créanciers, étoient venus établir à Paris le centre de nouvelles spoliations. Ils viennent de comparoître devant la cour d'assises sous l'accusation de fabrication et d'usage de 241 faux effets de commerce. Henri Widmann et Perron-Donnadieu ont été condamnés à quinze ans de travaux forcés et à l'exposition. Léon Widmann

a été condamné à cinq ans de prison.

— Le *Charivari* a comparu samedi devant la cour d'assises de la Seine pour un article intitulé : *Charité bien ordonnée commences.... par des soldats*. Il avait publié cet article en octobre, à propos des troubles du Mans, relatifs à la circulation des grains. Après quelques minutes de délibération, le jury a prononcé un verdict de non culpabilité.

— M. le comte Truguet, amiral et pair de France, est mort vendredi à Paris, à l'âge de 88 ans.

— M. Harrouard-Richemond, ancien député de Seine-et-Marne, vient de mourir à l'âge de quarante-six ans.

— M. Dupin vient de partir pour Clamcy pour voir son père, qui a éprouvé une indisposition assez grave.

— Le retour de M. Pahlen, ambassadeur de Russie, est encore retardé ; il ne sera, dit-on, à Paris que le 20 janvier.

— M. Dumont a été nommé membre libre de l'académie des Beaux-Arts, en remplacement de M. le duc de Blacas. Son concurrent étoit M. le comte d'Houdetot.

NOUVELLES DES PROVINCES

M. Talabot père vient de mourir à l'âge de 86 ans, dans sa terre de Manry, commune de Condat, près Limoges, après avoir exercé durant un grand nombre d'années les importantes fonctions de président du tribunal de première instance de Limoges. Il s'étoit retiré à la campagne afin d'y vivre tranquille. Il emporta dans sa retraite la plus douce des satisfactions, celle de voir tous ses enfans occuper dans le monde une position élevée qu'ils avoient acquise par leurs travaux et leurs talens.

Tous ceux qui l'ont connu lui accorderont de vifs regrets, car ils n'auront pas perdu le souvenir de son heureux caractère, de son humeur toujours gaie, de sa sollicitude pour les pauvres, de son empressement à obliger. Avocat, il donna toujours des avis consciencieux et éclairés ; magistrat, il mérita constamment

l'estime et la confiance de ses juges.

Ses derniers momens ont été ceux d'un bon catholique. Après avoir reçu même les secours de la religion, il a reçu avec empressement de la main du pieux et modeste curé de sa paroisse.

— Une faillite considérable vient d'être déclarée à Limoges.

— M. Rameaux, docteur en médecine, est institué en qualité de professeur de physiologie et de physique médicale à la faculté de médecine de Strasbourg.

— M. Hernoux, aide-de-camp de l'empereur et député de l'arrondissement de Mantes (Seine-et-Oise), est allé au prince à Toulon.

— Le consul français à Gênes a transmis à la chambre de commerce de Marseille la copie d'un manifeste du sénat de Savoie, en date du 3. Il résulte que, d'après le prix élevé des denrées dans ce duché, l'exportation dudit duché de toute espèce de légumes secs et pommes de terre, fardées, sous peine, en cas de contravention, de confiscation des denrées, et d'une amende égale au tiers de la valeur des denrées saisies, de trois mois de prison, portés à six en cas de récidive. Les mêmes peines sont applicables à ceux qui coopéreront à la contrebande exécutée ou même tentée.

EXTÉRIEUR.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Les journaux de Madrid et de la frontière de France sont dénués de nouvelles. Seulement ils reviennent sur la rumeur d'Alcoriza pour affirmer de nouveau cet engagement, qui a duré deux jours, et qui n'a été que meurtrier ; que les chrétiens ont perdu beaucoup de monde ; que le général O'Donnell y a été blessé, et que les carlistes ont fait un nombre considérable de prisonniers.

— Ainsi que nous l'avions précédemment annoncé, l'excursion de Cabrera en Catalogne

pour objet de régulariser les communications entre lui et les chefs civils et militaires de cette province.

— Les dernières lettres de Madrid annoncent que des arrestations ont lieu dans cette ville pour des causes politiques. Les mêmes nouvelles ajoutent qu'Espartero continue de vivre dans des termes assez équivoques avec le ministère. On explique sa conduite en disant que le cabinet actuel ne pouvant se soutenir, le généralissime n'est pas fâché de paraître lui aider à tomber, pour se ménager le parti, quel qu'il soit, qui est destiné à lui succéder.

— On lit l'article suivant dans un journal de Madrid, *l'Echo du Commerce* : « Le ministre des grâces et de la justice vient d'expédier une ordonnance royale qui rétablit les religieux des provinces basques. Ils seront réintégrés dans leurs communautés sur le pied où ils s'y trouvoient précédemment, et rien ne sera changé à leurs instituts. »

La chambre des représentans belges s'est ajournée au mardi 14 janvier.

— On parle de nouveau en Hollande, du mariage du roi avec madame la comtesse d'Outremont.

— D'après un journal belge, le *Fanal*, il y auroit en ce moment beaucoup d'agitation en Hollande.

— Le *Journal de La Haye* annonce que dans la séance du 28, la seconde chambre des états-généraux a adopté par 25 voix contre 14, le projet de crédit pour les six premiers mois de 1840.

— Le nouveau système adopté par le gouvernement anglais pour le transport des lettres par la poste sera mis en vigueur le 10 janvier. La reine a renoncé, dit le *Globe*, au privilège dont elle jouissoit, et se soumettra à l'emploi du timbre comme ses sujets. D'après le nouveau système, le port sera payé d'avance, ce qui sera effectué par le moyen du timbre. Le prix sera de 10 c. pour le poids d'une demi-once, 20 c. pour une once, 40 c. pour tout poids au-dessus d'une once jus-

qu'à deux onces, et ainsi proportionnellement jusqu'à seize onces de poids.

— Le message que le président des Etats-Unis a dû adresser le 4, au congrès, n'est pas encore arrivé à Londres.

— M. O'Connell est à Dublin, où il se propose de tenir des assemblées et d'exhorter ses compatriotes à une résistance légale, mais énergique, contre les violences qu'il prévoit de la part des torys. La première de ces assemblées a dû avoir lieu le 24.

— On écrit de Zurich le 21, que le vort vient d'adresser la circulaire suivante aux cantons : « Nous avons appris avec un profond sentiment de peine par les rapports des représentans envoyés dans le Valais, que ces derniers expriment la crainte que leurs efforts pour amener une réconciliation entre les deux cantons ne soient paralysés par l'explosion d'une guerre civile. Les représentans ayant reçu de la diète le mandat formel de veiller à la conservation de la paix publique, et d'un autre côté une réconciliation ne pouvant être opérée qu'à la condition qu'il n'y ait aucun renversement violent de l'état actuel des choses, nous avons jugé à propos de nous adresser directement aux deux gouvernemens qui existent de fait dans le Valais, pour les exhorter sérieusement à maintenir la paix dans le pays, en leur déclarant que nous ferons occuper par des troupes fédérales la partie du canton qui donneroit lieu à une guerre civile. En même temps, les cantons de Berne, de Fribourg, de Vaud et de Genève ont reçu l'ordre de réunir, aussitôt après avoir reçu des représentans fédéraux la nouvelle de l'explosion de la guerre civile dans le Valais, des troupes et de les mettre à la disposition d'un commandant supérieur qui est déjà nommé... »

— Les correspondances des journaux anglais ont annoncé à tort que les 500 marins débarqués par l'amiral Leblanc, pour protéger Montevideo, avoient été rembarqués. Les lettres reçues de Montevideo annoncent au contraire que les résidens français ont été appelés à

prendre les armes pour la défense de la ville. D'après ces nouvelles, Lavalaja, Echagen et Oribe, partisans de Rosas, avoient marché sur Montevideo avec 6.000 hommes. Fructoso Riveira n'en ayant que 3,000, avoit abandonné sa position sur la Santa-Lucia, et s'étoit retiré à Canelon-Grande, à neuf lieues de Montevideo. L'amiral Leblanc et les deux agents consulaires français, MM. Bochet-Martigny et Baradère, ont publié, le 12 octobre, des proclamations pour expliquer que le débarquement se trouvoit dirigé contre l'ennemi commun.

— Les journaux de Smyrne et ceux de Marseille, donnent des nouvelles de Constantinople du 9. et d'Alexandrie du 7. La question politique ne présente toujours rien de nouveau. Le divan s'occupe à donner suite au *hatti-shériff*. Dans la commission nommée pour rédiger les projets de loi, nous remarquons Ahmet-Fethi-Pacha, ancien ambassadeur à Paris, et Sami-Effendi qui étoit premier secrétaire de légation aussi à Paris.

— M. de Sercey a été reçu en audience par le sultan, le 30 novembre, et est parti, le 4 décembre, pour Trébisonde.

— Le prince Michel de Serbie est à Constantinople depuis le commencement de décembre.

— Pendant que la puissance anglaise remonte de plus en plus dans l'Asie centrale, la puissance russe descend de son côté dans les mêmes régions, où tôt ou tard toutes les deux finiront par se rencontrer. La Russie envoie en ce moment une expédition contre le khan de Chiva (Tartarie indépendante), au-delà de la mer Caspienne. La déclaration de guerre qui expose les griefs de la Russie porte que cette expédition a lieu pour inspirer aux barbares de Chiva le respect du nom russe et pour affermir dans cette partie de l'Asie l'influence légitime à laquelle la Russie a droit.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Séance du 28 décembre.

M. de Nougaret, président d'âge, monte

au fauteuil à une heure et demie. Avant dit que trois fois il avoit été appelé à présider les premières séances de la chambre, M. de Nougaret rappelle que M. Merliu (mort il y a peu de temps), avoit été l'année dernière président d'âge, et fait l'éloge de ce député. M. de Nougaret invite ensuite le bureau définitif à venir remplacer le bureau provisoire.

M. Sauzet, président, monte au fauteuil et donne l'accolade au doyen d'âge. MM. Léon de Malleville, Bignon et Dubois (de la Loire-Inférieure) secrétaires définitifs, prennent leurs places au bureau.

M. Sauzet remercie la chambre de l'avoir appelé pour la seconde fois au fauteuil, et ajoute : «..... La franchise de nos débats sied à notre indépendance; leur dignité en relève le pouvoir. Nos luttes seront toutes parlementaires. La chambre songera plus aux choses qu'aux hommes, aux nécessités de l'avenir qu'aux récriminations du passé. Celles-ci sont irritantes et stériles; elles créent des dissentimens factices, quand le besoin de s'unir est si pressant; elles consomment le temps, et la chambre n'en a point à perdre. Le pays attend d'elle une session laborieuse, et l'espère féconde.... »

Sur la proposition de M. Sauzet, la chambre vote des remerciemens au président d'âge et aux secrétaires provisoires.

La séance est levée à deux heures, sans ajournement fixe.

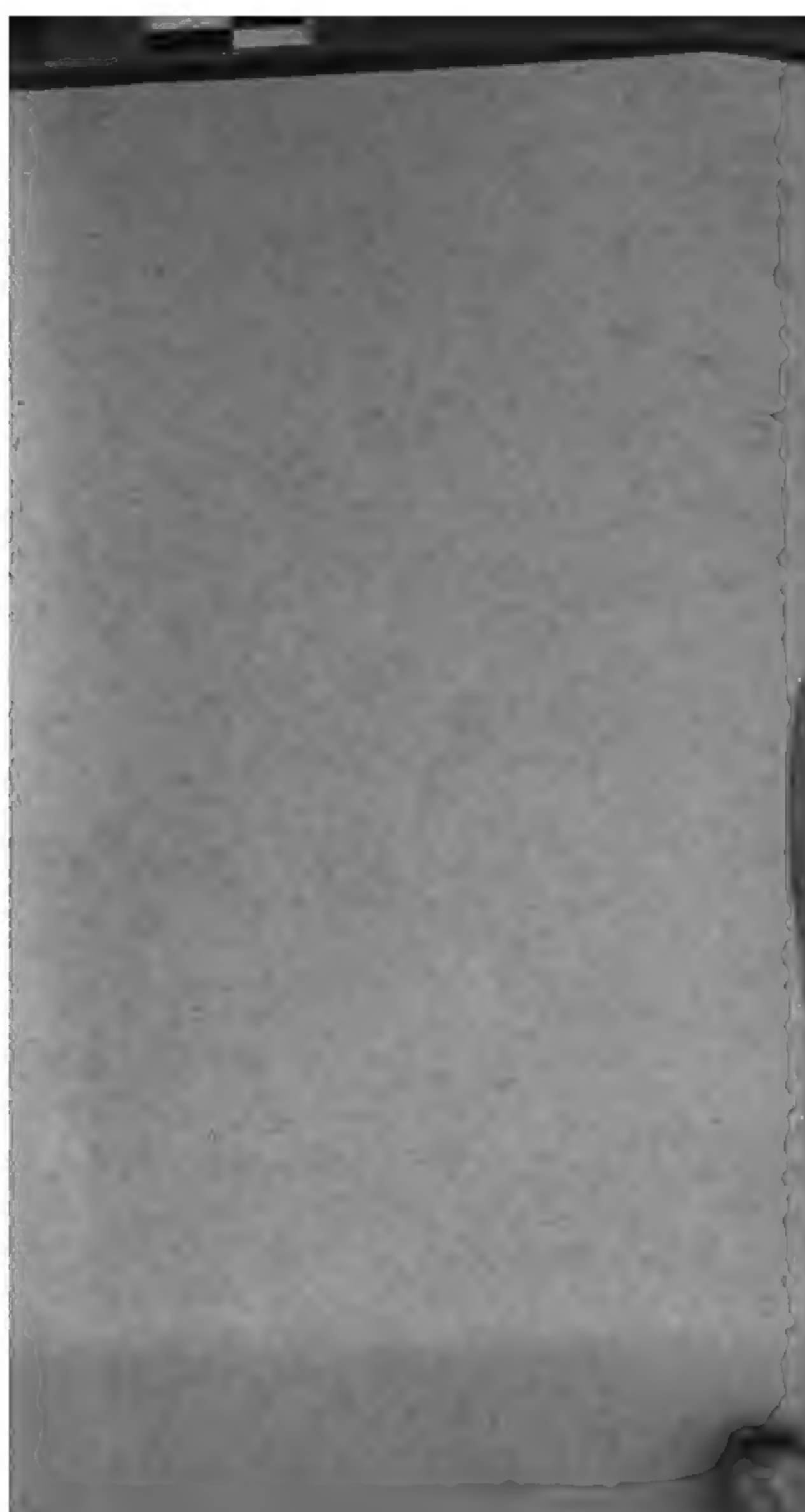
L. Girant, Adrien Le Clerc.

BOURSE DE PARIS DU 30 DÉCEMBRE.

CINQ p. 0/0. 111 fr. 40 c.
TROIS p. 0/0. 80 fr. 35 c.
QUATRE p. 0/0, j. de sept. 102 fr. 20 c.
Quatre 1/2 p. 0/0, j. de sept. 000 fr. 00 c.
Oblig. de la Ville de Paris. 1262 fr. 50 c.
Rente de la Ville de Paris. 000 fr. 00 c.
Act. de la Banque. 2925 fr. 00 c.
Caisse hypothécaire. 790 fr. 00 c.
Quatre canaux. 1260 fr. 00 c.
Emprunt romain. 101 fr. 3,8
Emprunt Belge 102 fr. 0,0
Rentes de Naples 000 fr. 00 c.
Emprunt d'Haiti. 510 fr. 00 c.
Rente d'Espagne 5 p. 0/0. 25 fr. 1,8

PARIS. — IMPRIMERIE D'AD. LE CLERC ET Cⁱ,
rue Cassette, 29.





: 1927

